

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

La Vie, l'Œuvre, et la Doctrine

de

Charles-Brook DUPONT-WHITE

(Économiste et Publiciste Français)

(1807-1878)

TOME I

La Jeunesse de DUPONT-WHITE et ses Travaux Économiques

(1807-1851)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

LE MARDI 3 MARS 1936, A 14 HEURES

PAR

DANIEL VILLEY

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

JURY D'EXAMEN

MM. H. NOYELLE, *Professeur, Président de la Thèse.*

P. LAMPUÉ }
G. LEDUC } *Suffragants.*

Cet ouvrage paraîtra en avril 1936

*avec une préface de M. NOYELLE, professeur d'Economie Politique
à la Faculté de Droit de l'Université de Caen*

dans la

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

PARIS

La Vie, l'Œuvre, et la Doctrine

de

Charles-Brook DUPONT-WHITE

TOME I. — *Documentation générale. — Etude historique sur la vie et l'œuvre de Dupont-White : La jeunesse de Dupont-White et ses travaux économiques (1807-1851).*

TOME II. — *Etude historique sur la vie et l'œuvre de Dupont-White (suite) : L'âge mûr et la vieillesse ; travaux de doctrine politique, d'actualité politique, et de critique philosophique (1852-1878).*

TOME III. — *Etude synthétique et dogmatique : La doctrine politique et économique de Dupont-White et ses fondements philosophiques.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

La Vie, l'Œuvre, et la Doctrine

de

Charles-Brook DUPONT-WHITE

(Économiste et Publiciste Français)

(1807-1878)

TOME I

La Jeunesse de DUPONT-WHITE et ses Travaux Économiques

(1807-1851)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

LE MARDI 3 MARS 1936, A 14 HEURES

PAR

DANIEL VILLEY

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

JURY D'EXAMEN

MM. H. NOYELLE, *Professeur, Président de la Thèse.*

P. LAMPUÉ

G. LEDUC

} *Suffragants.*

CAEN

IMPRIMERIE CAENNAISE, 16, RUE FROIDE

—
1936

30071

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1935-1936

Doyen :

M. HENRY NEZARD, (*, I. Q)

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (*, I. Q)

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. Q)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. Q)

DEGOIS (I. Q).

Professeurs :

MM. NÉZARD, (*, I. Q), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;

GOMBEAUX (*, I. Q), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRIDREY (*, I. Q), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;

LEPARGNEUR (*, I. Q), professeur de Droit commercial ;

NOYELLE (I. Q), professeur d'Economie politique ;

LEMONNIER (I. Q), professeur de Droit civil ;

PERREAU (Q), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil-approfondi et comparé ;

LAMPUÉ (Q), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;

YVER, professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;

PRUD'HOMME (*, I, Q), professeur de procédure Civile et de Voies d'Exécution ;

FRÉJAVILLE, professeur de Droit Romain ;

BESNIER, professeur de Droit Romain ;

LEDUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ;

PERCEROU, agrégé, chargé du Cours de Droit Maritime et du Cours de Législation Industrielle.

Secrétaire :

M. ROUX (*, I, I), secrétaire des Facultés de l'Université Caen.



La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. H. NOYELLE, *Professeur, Président de la Thèse,*

P. LAMPUÉ }
G. LEDUC } *Suffragants.*

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND'PÈRE

EDMOND VILLEY

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE

DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE CAEN

(1848-1924)

ET DE MON PÈRE

PIERRE VILLEY

PROFESSEUR DE LANGUE ET LITTÉRATURE FRANÇAISES

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE CAEN

(1879-1933)



Charles-Brook DUPONT-WHITE

(1807-1878)

vers la fin de sa vie

AVANT-PROPOS

POURQUOI UNE ÉTUDE DE DOCTRINE & D'HISTOIRE DES DOCTRINES

Le choix même d'un sujet de thèse peut comporter une justification, alors surtout qu'il s'agit d'une étude principalement doctrinale; et que nous avons choisi pour l'entreprendre une époque où la nature des difficultés amoncelées peut paraître solliciter l'effort d'investigation des techniciens, plutôt que les spéculations des philosophes, ou l'érudition des historiens...

Pourtant l'activité doctrinale n'est pas moindre aujourd'hui que l'activité technique. Les systèmes de morale sociale, — et beaucoup de récents « plans » de reconstruction économique ne sont pas en réalité autre chose (1) — surgissent nombreux autour de nous, souvent aussi riches de pensée profonde et de virtualités pragmatiques que les savantes déductions de l'Economie pure ou les rigoureuses observations des statisticiens.

De cette orientation doctrinale des études économiques continentales contemporaines, d'aucuns se lamentent, qui conçoivent l'Economie Politique comme une discipline purement scientifique, et pensent qu'il importe au premier chef d'avancer dans la connaissance de la réalité économique

(1) Cf. H. NOYELLE : *Les Plans de Reconstruction économique et sociale à l'Etranger et en France*, in *Revue d'Economie politique*, sept.-oct. 1934. — Du même : *Le « Rassemblement pour le plan et l'équivoque du Planisme »*, in *d'Europe Nouvelle*, août 1935.

actuelle, et de ses mécanismes... Loin de nous la pensée de méconnaître la valeur et l'opportunité de pareilles recherches théoriques et scientifiques, ou de sous-estimer les résultats auxquels elles sont d'ores et déjà parvenues... Mais nous ne croyons pas pour cela que l'Economie Politique doive borner là ses ambitions. Il ne nous suffit pas d'observer la réalité en spectateurs, de l'interpréter et de la comprendre en savants : il nous faut encore la juger en hommes doués d'une conscience morale, et même la faire, au jour le jour, en citoyens chargés de responsabilités professionnelles et civiles, doués de liberté, et de volonté.

Et sans doute, notre conduite et notre politique devront tenir compte des données de la science économique, qui révèlent à nos aspirations rénovatrices les limites infranchissables des révolutions possibles, et renseignent nos activités réalisatrices sur les procédés techniques susceptibles d'obtenir les résultats cherchés. Mais la Science ne saurait nous fournir (2) ni l'échelle de valeurs qui doit nécessairement servir de principe à nos jugements, ni la force d'espérance et de dévouement qui doit nécessairement servir de moteur à notre action. La Science n'a point d'idéal. Or, notre conduite professionnelle et politique ne peut se passer d'idéal; et c'est au fond sur les idéaux que nous divergeons le plus profondément. Les hommes sont moins divisés sur les moyens pratiques de parvenir à une fin qui leur serait commune, qu'ils ne le sont sur les fins elles-mêmes. Et du reste, le choix même des moyens ne relève-t-il pas normalement et légitimement, pour une part, de la philosophie de la vie, de la conception de la nature et de la destinée humaines, qui découle chez chacun d'entre nous d'une religion, d'une morale, ou de certaines dispositions sentimentales particulières et personnelles?

Il y a lieu dès lors, croyons-nous, de se féliciter qu'en France la conception universitaire de l'enseignement écono-

(2) Nous prenons ici un peu rapidement parti contre l'opinion assez répandue d'après laquelle une connaissance plus approfondie des mécanismes économiques serait susceptible de nous imposer une doctrine, dont par conséquent le fondement serait « scientifique ». Ce n'est point ici le lieu de développer les raisons de la position que nous adoptons. Nous nous contentons pour le moment de renvoyer au précieux petit ouvrage de M. le Professeur Gaétan Piron, intitulé *Doctrines Sociales et Science Economique*, et dans lequel cette question est envisagée dans son ensemble et sous ses principaux aspects,

mique ait réservé — à côté de l'étude de la théorie économique, qui constate, analyse, interprète, et explique la réalité, — une large place à celle de la doctrine, qui la juge, et recherche les principes d'une action humaine tendant à la réformer.

Il n'était pas moins opportun d'adjoindre à la doctrine proprement dite, l'histoire des doctrines. Les doctrines économiques ne sont pas œuvre de science, avons-nous dit ; mais — ainsi que M. le professeur Pirou l'a si lumineusement, autant que sobrement montré (3), — elles peuvent devenir objet de science. Ainsi l'histoire des doctrines ne s'intéresse pas tant au contenu dogmatique de chaque système pour apprécier sa valeur intrinsèque qu'aux circonstances historiques de son apparition et de sa fortune, qui l'intéressent en soi.

Toute doctrine économique est le produit d'une époque, d'un milieu économique et humain donné, d'une conception du monde et de l'homme déterminée ; elle est aussi l'œuvre d'un homme. L'histoire des doctrines économiques recherche comment tels faits économiques ont inspiré telle position doctrinale ; à quel courant d'idées philosophique ou politique elle se rattache ; comment elle s'insère dans l'évolution générale de la pensée humaine ; en quoi elle porte la marque de l'homme qui l'a conçue, de son caractère, de son état, de ses idées autres qu'économiques.

A côté des influences subies par les systèmes, l'histoire des doctrines recherche celles qu'ils ont exercées. Quelle a été l'incidence de telle œuvre ou de telle école de doctrine économique sur l'histoire de la pensée humaine, sur l'orientation de la politique, sur l'évolution des faits économiques ? Autant de questions qui l'intéressent au premier chef.

La méthode de l'histoire des doctrines sera celle des deux premiers volumes de l'ouvrage que nous consacrons à Dupont-White. Le troisième volume sera au contraire une étude proprement doctrinale. Dégagés de toute préoccupation historique, nous y analyserons la doctrine de Dupont-White dans son contenu et dans sa logique internes.

(3) Cf. Gaëtan PIROU : *Doctrines Sociales et Science Economique*, particulièrement p. 51 sqq.

POURQUOI NOUS AVONS ÉTUDIÉ DUPONT-WHITE

Qui donc — en dehors des spécialistes — a jamais entendu parler de Charles-Brook Dupont-White ? De son vivant, Stuart Mill tenait pourtant cet obscur inconnu pour l'esprit le plus distingué... du continent. Et — si l'on veut bien y faire la part de la littérature — ce jugement n'est point fait pour nous surprendre. Dupont-White, dans de nombreux ouvrages oubliés, a développé tant en matière économique que politique et philosophique, sous une forme extrêmement vive et élégante, une foule d'idées intéressantes, et tout-à-fait originales, au moins pour son époque. Il a été le précurseur de toute une série de tendances nouvelles, qui ont joué un rôle capital dans l'évolution ultérieure des doctrines et de la politique économiques ; enfin un grand nombre de ses idées présentent aujourd'hui encore un intérêt exceptionnel d'actualité. Nous allons brièvement développer chacun de ces trois points. Puis nous dirons en quoi nous ne saurions personnellement suivre Dupont-White.

ORIGINALITÉ DE DUPONT-WHITE A SON ÉPOQUE

Dupont-White a vécu à une époque où la science et la philosophie anglaises étaient prépondérantes. Elles étaient dominées par la négation des universaux et par le principe atomistique (4). L'atomisme intégral — si l'on peut dire — n'était du reste que l'aboutissement logique d'un long processus historique de plusieurs siècles, commencé lors du déclin de l'unité médiévale de la chrétienté, et de l'unité scholastique de la connaissance humaine.

En psychologie, l'atomisme aboutit à l'émiettement des vieilles facultés de l'âme. La personne s'évanouit. Les philo-

(4) On peut dire — bien que déjà quelques symptômes très nets de réaction se manifestent dans son œuvre — que la figure de Stuart Mill — à la fois nominaliste en métaphysique, associationniste en psychologie, utilitariste en morale, individualiste en sociologie, parlementariste en politique, libéral en économie, — incarne dans une grandiose synthèse, sous tous ses aspects et dans toute son ampleur, la conception atomistique de l'homme et du monde.

sophes anglais ne lui accordent plus une âme, un moi personnel et actif. L'esprit n'est pour eux qu'un polypier de sensations et d'images (5).

Dans le domaine de la doctrine économique et sociale, le même processus de pensée aboutit à l'individualisme. Les économistes et les philosophes libéraux nient la réalité de la Société. L'Etat, son organe, leur est odieux. Ils l'appellent un mal, encore qu'ils veuillent bien le reconnaître pour nécessaire. Ils repoussent toute notion d'autorité sociale, et réduisent les pouvoirs publics au rôle purement négatif de « producteur de sécurité » ou de « veilleur de nuit ». Pour eux, l'unique valeur est l'individu, seule réalité, seul ferment d'initiative et de progrès. La vie sociale doit être faite non de rapports verticaux, entre un gouvernement et des gouvernés, mais de rapports horizontaux entre des individus souverains. La Société est décomposée en atomes pleinement libres et indépendants, dont les rapports, en l'absence de tout principe conscient d'harmonie et de cohésion, sont livrés au hasard, ou régis par d'inhumaines lois naturelles.

Comme la Société des hommes, la Science elle-même, à partir de la fin du Moyen-Age, se morcelle en un grand nombre de compartiments clos, — sans portes ni fenêtres, comme les monades de Leibnitz, — artificiellement découpés dans une réalité complexe et interdépendante. Une infinité de sciences nouvelles se créent, dont chacune, dans un domaine très restreint, prétend être indépendante, ayant son objet propre, sa méthode propre, ses propres lois, et, en ce qui concerne les sciences normatives, ses propres fins.

L'Economie politique, en particulier, depuis les physiocrates et Adam Smith, se proclame une science autonome. Elle rejette la tutelle de la théologie morale, qui, au Moyen-Age, prétendait lui imposer le respect de certaines normes (juste prix, juste salaire, prohibition du prêt à intérêts, usage commun de la propriété individuelle, mépris du luxe individuel, etc...). Elle rejette la tutelle de la politique, que le nationalisme mercantiliste lui avait imposée. Elle se taille un domaine, dans lequel elle se veut souveraine, avec son objet propre : les richesses ; son principe propre : l'intérêt person-

(5) Combien du reste parmi nous d'esprits « modernes », soucieux de richesse intellectuelle plus que d'harmonie intérieure, formés à l'analyse plus qu'à la synthèse, à la critique plus qu'à la construction compréhensive, réalisent en eux, jusqu'à un certain point, cette conception abstraite des associationnistes anglais.

nel ; sa méthode propre : la déduction à partir de ce principe et, pour en vérifier les résultats, l'observation des faits proprement économiques. Elle a ses lois propres : l'offre et la demande, l'équilibre automatique résultant du mécanisme des prix ; enfin, dans la mesure où, non contente d'être une théorie, elle veut encore devenir doctrine, c'est-à-dire dans la mesure où, dépassant les préoccupations de pure connaissance objective, elle conserve en elle une place à la finalité normative, elle se donne des fins proprement économiques : la plus grande productivité et l'équilibre des facteurs économiques.

Un des plus grands mérites de Dupont-White est à notre avis d'avoir réagi partiellement contre ce processus d'émiettement.

Dupont-White connaissait magnifiquement non seulement les économistes anglais, Smith, Ricardo et Malthus, mais encore les philosophes anglais : il avait étudié Spencer, Darwin, Buckle, Bentham, Stuart Mill et bien d'autres. Il admirait l'audace de « ces Titans » (6), que la pauvreté de la philosophie française d'alors lui faisait envier aux Britanniques. De l'autre côté de la Manche, disait-il, se sont réfugiées « la recherche sans bornes, la conclusion sans frein, le souci de la vérité pour elle-même et quand même » (7). « L'Angleterre est aujourd'hui le premier pays du monde pour tout oser en matière philosophique » (8).

Mais Dupont-White ne voyait pas sans inquiétude « ces frondeurs, produit équivoque et brillant, luxe et menace tout à la fois... » (9) marcher à « la grande destruction » (10). Il repoussait ce qu'il considérait lui-même comme des conséquences ultimes du protestantisme, c'est-à-dire de « la liberté de l'esprit en matière religieuse, ce qui est un terrible acheminement à s'émanciper de toutes parts » (11). Il ne pouvait admettre la désagrégation universelle à laquelle conduisait le principe atomistique.

La doctrine d'unité vers laquelle Dupont-White a dessiné

(6) *Mél. phil.*, p. 123.

(7) *Mél. phil.*, p. 122.

(8) *Mél. phil.*, p. 122.

(9) *Mél. phil.*, p. 124.

(10) *Mél. phil.*, p. 123.

(11) *Mél. phil.*, p. 124.

un retour est bien plutôt l'unité classique du XVII^e siècle que l'unité spirituelle du Moyen-Age. Mais elle s'oppose nettement à la philosophie anglo-saxonne du XIX^e siècle, et nous semble singulièrement plus profonde, et plus féconde...

Dupont-White, dans ses œuvres, a combattu la désagrégation du moi que la psychologie anglaise avait consommée (12). L'Individu, « c'est-à-dire quelque chose d'initial et de spon-

(12) Voici comment il expose et combat la théorie associationniste :

« On vous dit à chaque instant, — s'écrie-t-il à propos de TAINE, — que les choses se passent en nous spontanément, je dis les choses intellectuelles, sans qu'il y ait de notre part ni réflexion ni volonté ; que les images, qui sont tout notre esprit, sont en nous des opérations et des combinaisons automatiques ; que l'unité en nous est simplement un effet, une harmonie, nullement le produit d'un principe individuel et supérieur où le moi apparaisse comme un pouvoir, nullement enfin une centralisation intellectuelle et surtout intelligente. Naturellement l'homme ainsi fait n'est pas libre. Il pense et agit comme il digère, sans s'en mêler ; il n'a pas d'avenir ; il n'en mérite pas. Il disparaîtra et se dissoudra quand tel de ses organes, dont chacun est nécessaire à cette harmonie, tombera en ruine et en dissolution (*Mél. phil.*, IV, *Matér. et Spirit.*, p. 338)... [M. TAINE] nous dit que l'homme n'est pas ; que le moi humain est une simple harmonie, une machine composée de pièces, toutes également nécessaires et équivalentes, dont chacune a sa fonction indépendante et se suffit à elle-même, dont quelqu'une doit nécessairement, au bout d'un certain nombre d'années, se détraquer et périr, entraînant la machine elle-même dans sa chute » (*Mél. phil.*, p. 339).

Et encore, à propos des Anglais cette fois :

« Vous n'avez... qu'à poursuivre cette revue des doctrines anglaises, et vous tombez dans une psychologie où l'esprit fonctionne comme un mécanisme. Vous apprenez que nous ne dirigeons pas notre esprit, que nous ne construisons pas nos idées ; elles s'appellent, se suscitent les unes les autres, en vertu, non pas des pouvoirs déposés dans notre intelligence, mais de la loi d'association. Cette loi est au jeu de nos facultés intellectuelles ce que la gravitation est à l'astronomie, ce que l'affinité est à la chimie... Je me demande ce que devient l'intelligence humaine comme force indépendante, spontanée, maîtresse de ses œuvres et de ses directions. Il n'y en a pas trace dans cette psychologie où apparaît une machine, sensiblement supérieure en finesse et en complication à tous les automates connus, une machine néanmoins. Vous avez sans doute entendu parler des idées innées, nécessaires, qui sont le reflet de l'absolu, de la raison pure dans notre intelligence. Erreur, vous diront les psychologues anglais : ces idées ne sont pas innées, mais acquises. Tout comme la matière acquiert l'esprit, dans la théorie transformiste, de même nous voyons plus tard l'esprit acquérir ses facultés, ses règles, ses nécessités. Il ne les a pas, il ne les apporte pas en naissant : elles paraissent en lui par un travail de développement tout pareil à celui des forces physiques. Ce sont les idées qui viennent nous chercher, ce sont les facultés qui germent en nous d'elles-mêmes, sans culture et sans initiative de notre part. Là-dessus je fais observer que, dans cette explication, la liberté de l'homme et l'activité de son esprit n'ont rien à voir : ces attributs sont de trop ; on dirait que la pensée se fait en nous et sans nous, comme la circulation du sang, à cela près que nous en avons la conscience... » (*Mél. phil.*, p. 128 et 129).

tané » (13), est pour lui une réalité substantielle. Comme tel, il est antérieur et supérieur aux différents faits de conscience (idées, sensations, volitions), dont il constitue le théâtre. Le moi existe comme principe d'activité et d'harmonie. Il a droit à la vie éternelle, et survit à la mort, ainsi que le lui révèle — mieux que toutes les démonstrations discursives de la Science — une aperception spontanée et immédiate, une infaillible intuition.

Dupont-White a combattu dans son œuvre, la désagrégation de l'Etat, que l'individualisme social poursuivait sans relâche. L'Etat, à la fois raison et force, est pour lui une réalité. Il incarne et représente la Société. Or, dit-il, « la Société est distincte des individus, c'est un tout supérieur à ses parties par la cohésion, un ensemble supérieur à ses éléments par l'harmonie et la finalité. C'est l'amas de matériaux transformé en édifice » (*Ind. et Et.*, éd. 1857, p. 169). Etre réel et supérieur aux individus qu'il abrite et gouverne, l'Etat est destiné à voir sans cesse croître son rôle, parallèlement au développement progressif de la vie sociale.

Comme il l'avait défendu contre les entreprises de l'individualisme, Dupont-White défend encore l'Etat et son unité contre les autorités locales qui voudraient devenir souveraines, et les doctrines décentralisatrices sur lesquelles elles appuient leurs prétentions. Il se refuse, en supprimant le contrôle et l'impulsion centrale, « à défaire la France » (14).

Enfin Dupont-White a combattu la désagrégation de la Science, nous voulons dire l'excès de spécialisation et la doctrine de l'autonomie des sciences. D'une part, esprit logique et synthétique, il ne pouvait admettre que l'on se contentât d'étudier superficiellement les phénomènes, de découvrir des lois empiriques, sans remonter aux causes premières, sans chercher à intégrer toutes les connaissances humaines dans une explication générale et cohérente du monde. Et d'autre part, pénétré de préoccupations éthiques, il ne pouvait concevoir les sciences sociales comme de pures théories. Il ne lui suffisait pas qu'elles cherchassent une interprétation aussi exacte

(13) *Mél. phil.*, p. 205.

(14) «... Décentraliser l'administration, ou plutôt défaire la France, une des fantaisies les plus radicales qui aient traversé les esprits à une époque si riche toutefois d'impromptu et d'absolu. Tous les sectaires ne sont pas en Icarie... » (*Lib. pol.*, p. 175)."

La même expression : « défaire la France » avait déjà été employée dans *La Centralisation* (éd. 1876, p. 90).

que possible de la réalité passivement observée. Elles devaient aussi conduire à l'élaboration de doctrines, de principes normatifs, grâce auxquels les hommes pussent donner au progrès, dans le domaine du juste comme dans le domaine de l'utile, une impulsion consciente, volontaire et concertée.

Conçue selon ces tendances, l'Economie politique devient tout autre chose que ce qu'en avaient fait les classiques, et surtout leurs disciples.

En tant que théorie, d'abord, l'Economie politique quitte son splendide isolement. Elle redevient humaine : rien de ce qui est humain ne lui est étranger. Elle ne se contente plus des abstractions qui lui servaient jadis de point de départ : la pure méthode déductive ne lui suffit plus. Elle ne cherche plus aux faits économiques des explications purement économiques ; mais elle tient compte de toutes les autres données humaines, de l'histoire et de la géographie, et des conditions psychologiques propres à chaque époque, à chaque classe sociale, à chaque nation. L'Economie politique cesse d'être une construction abstraite pour devenir une science vivante. Rapprochée des autres sciences humaines et sociales, rattachée à l'arbre, elle retrouve de la sève. Elle devient une branche vivante de la sociologie. Dupont-White, comme Auguste Comte, a travaillé pour l'unité de la Science sociale.

D'autre part, l'Economie politique, telle que la conçoit Dupont-White, n'est seulement théorie, mais aussi doctrine. Elle ne consiste plus à contempler passivement le fonctionnement de lois fatales et supérieures à l'homme, dans le simple but de connaître et de prévoir ; mais elle cherche quels sont — étant données la nature et les fins de l'homme et de la Société — les meilleurs moyens de promouvoir, au plus haut degré possible, le bien-être des individus et la prospérité des nations. Le point de vue normatif apparaît à Dupont-White comme totalement inséparable, dans l'esprit d'un économiste, du point de vue proprement scientifique. L'économiste cherche non seulement les lois de la vie économique, mais encore les principes d'une politique juste et bonne. Il ne doit point, par une fausse pudeur scientifique, se retenir d'avouer la préoccupation qui lui est naturelle du bien commun, du progrès.

Sous ce second aspect aussi, l'Economie politique, telle que la conçoit Dupont-White, cesse d'être une science isolée. Elle renoue des relations avec la métaphysique et la morale, lesquelles, en lui fournissant une hiérarchie de valeurs (matérielles et spirituelles, personnelles et collectives, purement

économiques et principalement humaines) lui dictent les fins qu'elle devra poursuivre. Elle s'inspire de la philosophie de l'histoire qui lui indique les voies du progrès. Elle interroge la psychologie, et celle-ci lui enseigne quels sont, étant donné l'appel avec quelques chances de succès. Elle a le souci de s'adapter aux différentes conditions historiques ou géographiques, aux différentes psychologies nationales, dont elle reconnaît tout le poids sur la vie économique. Elle se réconcilie avec la Politique, avec l'Etat, investi du rôle de pourvoir aux intérêts collectifs et de faire régner la justice dans les rapports économiques.

Dupont-White a ainsi considérablement enrichi, par rapport aux libéraux, la conception et la méthode de l'Economie politique. La sienne est concrète, complexe, mouvante, perpétuellement inspirée de données actuelles et vivantes ; tout l'opposé d'une froide théorie « scientifique », absolue, rigoureuse et impersonnelle.

Sur tous ces points, la doctrine de Dupont-White était tout-à-fait dépaycée au milieu du xix^e siècle.

En philosophie, il s'opposait non seulement à l'associationisme anglais, mais encore au positivisme qui dominait en France, et aussi, à bien des égards, au fade spiritualisme des disciples de Cousin.

En Economie politique — nous aurons l'occasion d'y revenir au cours même du présent volume — ses positions étaient tout-à-fait originales. Il se distinguait des économistes français de son temps, tout d'abord, par sa théorie pessimiste, héritée de Ricardo, des effets du régime libéral. Mais surtout nous mettrons en lumière combien, pour son époque, la doctrine étatiste de Dupont-White est originale. Le libéralisme triomphait alors, et dans l'ivresse de son succès à peu près incontesté des milieux scientifiques, il se permettait tous les excès. Jamais on n'a poussé plus loin les conséquences ultimes du principe individualiste qu'à l'époque de Bastiat et de Dunoyer, où l'on allait jusqu'à parler de « l'Etat-chancré ». Et pendant ce temps, le socialisme français, qui demeurait sous le signe de la célèbre parabole de Saint-Simon, rêvait de phalanstères et d'icaries, de mutualisme ou d'ateliers sociaux, mais rejetait l'intervention de l'Etat comme une forme d'oppression, — ou tout au moins la dédaignait comme un moyen secondaire regrettable, auquel on ne devait recourir qu'en cas de nécessité, à titre subsidiaire et provisoire.

En politique, Dupont-White fut tout particulièrement isolé sous le Second Empire : Hostile au régime qui avait violé la souveraineté nationale, et qui par ailleurs inclinait vers le libre-échange et le libéralisme économique sous toutes ses formes, Dupont-White se séparait nettement de tous les milieux dynastiques. Mais il ne se rencontrait guère davantage avec les républicains, qui lui reprochaient d'être favorable à la centralisation et de prêcher l'extension des attributions de l'Etat. Dans le salon de Madame d'Agoult, on railait avec quelque mauvaise humeur ce qu'on appelait « les paradoxes de Monsieur Dupont-White ». Il choquait le libéralisme de la plupart des opposants à l'Empire, qui ne le suivaient pas dans la distinction qu'il faisait entre la liberté politique et la liberté économique (15). Aux yeux de tous, l'expression des idées étatistes de Dupont-White était particulièrement inopportune, cependant que l'Etat, en France, était représenté par Napoléon III.

Ainsi Dupont-White, pendant toute sa vie, fut critiqué de toutes parts ; il joua sans cesse le rôle de penseur isolé, impossible à classer dans aucune école, *a fortiori* dans aucun parti. Cette originalité et cette solitude intellectuelle expli-

(15) « Ce fut à peu près — disent MM. GIDE et RIST — à cette époque [1830-1850 ; nous inclinerions plutôt à dire : 1850-1870] que s'effectue ce qu'on pourrait appeler la conjonction de la liberté politique et de la liberté économique, qui désormais furent confondues dans un même culte et portèrent un seul et même nom : le libéralisme. La liberté économique, c'est-à-dire celle du travail et des échanges, fut élevée au même rang que la liberté de conscience ou la liberté de la presse ; elle apparut comme une catégorie dans l'ensemble des libertés nécessaires, comme une conquête, elle aussi, de la Démocratie et de la Civilisation, et il parut aussi vain de vouloir la supprimer que de faire remonter un fleuve vers sa source. Elle venait couronner le programme général de libération de toutes les servitudes » (GIDE et RIST : *Histoire des Doctrines économiques*, éd. 1929, p. 382 et 383).

La grande originalité de DUPONT-WHITE, le grand principe de sa solitude intellectuelle, c'est qu'il prétendait, tout en combattant le libéralisme, rester fidèle aux traditions de 1789. Pour cela il interprétait la grande Révolution à sa manière, qui n'est au fond peut-être pas moins défendable qu'une autre. La Révolution, pour lui, c'est la Souveraineté Nationale, le patriotisme jacobin, la centralisation, le rationalisme juridique, le laïcisme, la liberté de pensée. Ce n'est point l'individualisme, la loi de Chapelier, ou le droit à l'insurrection... Ainsi non seulement son étatisme lui semble parfaitement conciliable avec les principes révolutionnaires, mais dans sa pensée il en découle... Non seulement la liberté économique n'est aucunement un élément nécessaire de la liberté révolutionnaire (laquelle consiste pour une société à se gouverner elle-même, non pas à être peu gouvernée), mais l'Egalité, et la Fraternité révolutionnaires exigent impérieusement que l'on mette « la charité dans les lois », et qu'après avoir aboli celle des nobles, on abatte aussi bien l'oppression des riches.

quent que Dupont-White n'ait pas eu de disciples et qu'on ait fait autour de lui, plus ou moins consciemment et délibérément, la conspiration du silence.

DUPONT-WHITE PRÉCURSEUR

Les raisons mêmes qui ont fait méconnaître Dupont-White par sa propre époque auraient pourtant mérité de le faire apprécier tout particulièrement par les générations ultérieures. Dupont-White, comme on l'a dit (16), fut à bien des égards un précurseur.

Sur le plan philosophique d'abord, Dupont-White, par sa réaction anti-matérialiste, anti-positiviste et anti-associationniste ; par sa doctrine de la personne humaine ; par sa conception de l'intuition infaillible ; par un certain dynamisme vitaliste et anti-intellectualiste ; comme par son sens de la continuité, fait beaucoup penser à ce qu'a été plus tard la philosophie bergsonnienne. Nous aurons l'occasion, au cours de nos deux derniers volumes, de revenir quelque peu sur ce suggestif rapprochement, dont nous ne voudrions du reste pas abuser sans avoir complété nos notions sur Bergson.

Mais c'est en économie politique surtout que Dupont-White apparaît incontestablement comme un génial précurseur. Il a devancé (17), d'une façon vraiment tout-à-fait frappante, tous les grands mouvements de réaction contre le classicisme (18), qui sont apparus au milieu du XIX^e siècle en Allemagne, pour aboutir bientôt à transformer dans le monde entier la méthode de l'Economie politique, l'orientation générale de la doctrine, et, plus encore, celle de la politique sociale et économique.

(16) Cf. l'article d'E. de LAVELEYE, intitulé : *Un précurseur : Dupont-White*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, décembre 1889, p. 525 à 546 (Cf. Bibliographie, n^{os} 252 et 254).

(17) DUPONT-WHITE a devancé de plusieurs dizaines d'années la doctrine et le mouvement allemands du socialisme d'Etat. Mais il a devancé en France seulement le courant historique et le courant de l'Economie Nationale, dont les premières manifestations, en Allemagne, sont de quelques années antérieures à son premier ouvrage.

(18) M. Wilhelm VLEUGELS a fait un excellent tableau d'ensemble de cette réaction, en indiquant le lieu entre les tendances des différentes écoles qui y participèrent. Cf. son article intitulé : *Die Kritik am Wirtschaftlichen Liberalismus in der Entwicklung der deutschen Volkswirtschaftslehre*, in *Schmollers Jahrbuch*, oct. 1935, pp. 1 à 40. et l'analyse que nous en avons donnée dans *La Documentation Economique* de février 1936.

Dupont-White est, tout d'abord, un précurseur authentique de l'école et de la doctrine du socialisme d'Etat (19).

Bien avant le Congrès d'Eisenach (1872, il en a développé les principales idées : le progrès conçu comme naturellement continu et volontaire, principe d'un réformisme actif, ambitieux et patient tout à la fois ; la loi d'airain des salaires et l'inégalité du contrat de travail, fondements de l'intervention du pouvoir social dans les rapports économiques ; l'Etat tuteur des masses, agent d'émancipation, de civilisation et de progrès, chargé d'une mission morale, et particulièrement doué pour bien remplir toutes ces tâches ; primauté du politique sur l'économique, etc... (20).

Les questions de priorité chronologique et les jalousies nationalistes sont, en histoire des doctrines, des préoccupations mesquines ; nous nous garderons bien de trop insister sur ce facteur de l'intérêt que présente l'étude de Dupont-White. Du reste, il semble que ni Rodbertus, ni Lassalle, ni Wagner n'aient connu Dupont-White et n'aient pu s'inspirer de lui. Ils ont eu sans doute en sa personne un précurseur français ; mais ceci ne saurait rien soustraire à leur mérite. Ces grands allemands ont tiré de leur propre fond les idées fécondes qui ont rendu tant de services à l'économie politique, certainement sans savoir que Dupont-White en avait exposé l'essentiel avant eux ; ils ont d'autre part réussi à les répandre, à leur donner droit de cité dans le monde de la pensée et dans celui de l'action, ce que Dupont-White n'avait pas su faire.

Dupont-White n'a exercé aucune influence en Allemagne

(19) Surtout dans son premier ouvrage : *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Par la suite, DUPONT-WHITE est devenu plus conservateur et plus aristocrate ; son « socialisme d'Etat » s'est mué en un étatisme à peine social. Mais n'oublions point que le socialisme d'Etat allemand lui-même, après RODBERTUS et LASSALLE (qui sont d'ailleurs ses précurseurs plutôt que ses fondateurs), avec WAGNER en particulier, a presque perdu tout caractère socialiste. L'ascension des masses ouvrières n'apparaît plus comme le but primordial, mais seulement comme un élément du progrès général. Ce qui domine la pensée de WAGNER, ce ne sont plus les fins socialistes, mais les moyens étatistes.

(20) On trouvera dans *l'Histoire des Doctrines économiques* de MM. GIDE et RIST un parallèle détaillé et excellent de la doctrine de DUPONT-WHITE avec celle de WAGNER (5^e éd., nouveau tirage 1929, p. 523 sqq.). — Voir aussi sur WAGNER un intéressant article de M. W. VLEUGELS, intitulé *Adolf Wagner : Gedenkworte zum hundersten Wiederkehr des Geburtstages eines deutschen Sozialisten*, avril 1935, p. 1 à 13, et l'analyse que nous en avons faite dans *La Documentation Economique*, août 1935, n° 1.209.

où, aujourd'hui encore, tous les historiens des doctrines l'ignorent (21). Lui-même ne savait pas l'allemand, connaissait fort peu l'Allemagne, ne s'y rendit probablement jamais ; il ne cite que rarement des ouvrages allemands, qu'il a lus sans doute dans des traductions. Dupont-White et l'Allemagne se sont toujours mutuellement ignorés.

Il n'en est que plus curieux de noter que la doctrine de Dupont-White se rencontre sur plus d'un point avec plusieurs célèbres écoles allemandes ; l'école des socialistes d'Etat n'est point la seule ; il faut encore citer l'école historique et l'école de l'Economie Nationale.

L'Economie politique, chez les disciples des classiques, était devenue quelque chose de terriblement abstrait. La méthode déductive était souveraine. On posait des principes absolus et universels, qu'on prétendait valables partout et toujours. Dupont-White, presque en même temps que Roscher et Hildebrandt (22), et tout-à-fait indépendamment d'eux (23), a nettement réagi là contre. Son économie politique est faite d'observation du réel plus que de déduction. Elle reste perpétuellement soucieuse des conditions particulières à chaque époque et à chaque nation, qu'il s'agisse pour elle d'expliquer, de juger ou de prescrire. Elle est toute pénétrée de relativisme scientifique et d'opportunisme pratique. Dupont-White apparaît comme le précurseur de la méthode historique en France.

Il est aussi précurseur — au moins en France — de l'Economie Nationale. Ceci apparaît particulièrement dans un article

(21) On pourra voir dans notre Bibliographie la liste des ouvrages allemands d'histoire des doctrines que nous avons consultés sans y trouver le nom de DUPONT-WHITE.

(22) Le premier grand ouvrage de ROSCHER, intitulé : *Grundriss zu Vorlesungen über die Staatswirtschaft nach geschichtlicher Methode*, est de 1843. La première édition de ses *Principes d'Economie politique* parut en 1844 (mais l'ouvrage ne fut traduit en français, par WOLOWSKI, qu'en 1867). — HILDEBRANDT, en 1848, oppose vigoureusement la méthode historique à la méthode classique dans son livre : *Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft*. — Le premier ouvrage de DUPONT-WHITE : *L'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, a paru entre les livres précités de ROSCHER et celui de HILDEBRANDT, en 1846 ; mais certains passages en sont encore purement deductifs, et de la plus pauvre façon. Il faut attendre les articles de *La Liberté de Penser* (1850 et 1851) et *L'Individu et l'Etat* (1857) pour que nettement DUPONT-WHITE s'oriente vers la méthode historique.

(23) Ainsi qu'on pourra le vérifier en consultant notre Index, ni ROSCHER, ni HILDEBRANDT ne sont cités une seule fois par DUPONT-WHITE dans toute son œuvre.

important publié dans *La Liberté de Penser*, et que nous analyserons (24). Dupont-White, avec beaucoup plus de netteté et d'ampleur que dans tous ses autres ouvrages, y affirme l'importance du fait national, et qu'on n'en saurait faire abstraction dans la politique économique ; il y dénonce les dangers, pour la stabilité économique, des marchés trop étendus ; il y soutient que le monde doit normalement être divisé en unités économiques nationales, et que les limites naturelles ordinaires des marchés sont celles des frontières de chaque Etat ; il y montre l'utilité du protectionnisme éducateur et la nécessité permanente d'un contrôle national du commerce extérieur. Cet article est postérieur de près de dix ans au *Système National d'Economie Politique* de List (25) ; mais il est antérieur de près de trente ans à la première édition du *Cours d'Economie Politique* de Cauwès (1878). Ainsi l'on peut dire que Dupont-White a préparé en France, et longtemps d'avance, le renouveau de l'Economie Nationale. Pendant cette longue période qui va de l'avènement des Physiocrates au lendemain de la guerre de 1870, durant laquelle les milieux scientifiques d'économistes, sinon toujours les milieux politiques, furent unanimes à professer le libre-échange, il a été l'un des rares isolés qui ont renoué les traditions mercantilistes et fait la théorie du protectionnisme.

(24) Il ne faut toutefois rien exagérer. Ainsi que le note fort justement M. André MARCHAL, dans sa thèse sur *La conception de l'Economie Nationale et des rapports internationaux chez les mercantilistes français et chez leurs contemporains* (Cf. notre Bibliographie, n° 345), « DUPONT-WHITE n'utilise qu'une histoire simplifiée, d'où résulte, selon lui, la démonstration de sa thèse » (p. 156) et plus loin : « DUPONT-WHITE, bien qu'usant de la méthode historique, reste grande partie un logicien » (p. 161). Nous croyons pourtant pouvoir conclure avec M. GONNARD que « malgré ses belles qualités de constructeur et de systématisateur, on peut le maintenir dans la catégorie de ceux de nos penseurs qui ont eu le goût et le sens des réalités, tout en excellant à manier les idées générales » (GONNARD : *Histoire des Doctrines économiques*, éd. 1930, p. 602).

(25) *Le Libre-Echange*, article dans *La Liberté de Penser*, 1851, t. VIII, 44^e livraison, p. 220 à 235.

(26) DUPONT-WHITE du reste n'a pu s'inspirer de LIST que, selon toute probabilité, il n'a pas lu. Il ne le cite pas une seule fois dans ses œuvres (Cf. notre *Index des Sources*). — Sur LIST, outre l'abondante bibliographie que l'on trouvera dans tous les manuels, nous tenons à signaler un récent article du Dr Arthur SOMMER : *Der Wandel der Wissenschaftsbildes Friedrich List's* (Erweiteter Abdruck einer für die *Féier der Eröffnung des Listarchivs in Reutlingen vorgesehenen Rede*, 2 décembre 1934) in *Schmöllers Jahrbuch*, juin 1935, p. 1 à 15.

Cauwès cite fréquemment Dupont-White (27) et le considère comme l'un des précurseurs de son école. Mais quel dommage qu'il n'ait connu de lui que *L'Individu et l'Etat* !

INTÉRÊT ACTUEL DE L'ÉTUDE DUPONT-WHITE

L'étude de Dupont-White ne présente pas seulement un intérêt historique. Par bien des côtés ses ouvrages sont encore susceptibles d'éclairer l'actualité française, en 1936.

Dupont-White avait prédit les dangers de la concentration du capital, les menaces de dictature occultes anonyme et inhumaine, que comportait l'évolution naturelle du régime capitaliste. Tous ceux, qu'ils soient socialistes ou catholiques sociaux : (28), qui dénoncent aujourd'hui la constitution de grandes puissances privées, financières ou industrielles, et le pouvoir oppressif de « Congrégations économiques » (dont la politique est souvent contraire à l'intérêt général), ne peuvent qu'admirer les prophéties de Dupont-White et ses appels à la limitation par l'autorité politique des prérogatives usurpées des gérants du capital.

Dupont-White avait construit une théorie des crises. Il considérait que la sous-consommation est la tendance permanente des régimes fondés sur de profondes inégalités dans la répartition ; que le déséquilibre est la conséquence naturelle et fatale de l'anarchie de la production et de la liberté des échanges. Comme remèdes, il proposait l'intervention de l'Etat, une politique favorable aux salaires, le protectionnisme. Ceci ne saurait nous laisser indifférents.

Dupont-White est l'un des théoriciens les plus originaux du nationalisme économique. A notre époque où partout les nations se replient sur elles-mêmes, — et non pas, hélas ! au seul point de vue économique, — où toutes visent à une autarcie plus ou moins complète, il ne saurait être oïseux de méditer ses écrits.

(27) Cf. notre Bibliographie, n° 334.

(28) Les jeunes partis politiques de droite, et les écoles fascistes se prononcent également contre « la dictature économique ». Mais leur sincérité nous paraît ici souvent sujette à caution.

(29) Voir à ce sujet dans la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 mars 1935 l'article d'Abel GARDEY : *Doctrines économiques opposées, évolution parallèle*.

Dupont-White a fait la théorie de l'intervention de l'Etat, non seulement dans le domaine social, — où il n'a sans doute pas dit grand chose que Sismondi n'ait déjà avancé, — mais encore dans le domaine proprement économique. Il a proclamé que certaines grandes initiatives — en matière d'outillage national, de transports, de commerce international, — revenaient normalement à l'Etat. Il a soutenu que l'individu se révèle de plus en plus incapable de prévoir la demande, à mesure que s'étendent les marchés et que se concentre la production, et qu'il appartient à l'Etat de prendre dans une certaine mesure la responsabilité de l'équilibre économique. N'est-ce point ce que nous le voyons faire en ce moment, universellement, soit en vertu d'une doctrine nettement définie, comme c'est le cas dans les pays où l'on professe l'idée de l'Etat totalitaire (Allemagne, Italie, U. R. S. S., etc.), ou seulement la doctrine de l'Economie dirigée (Belgique, Etats-Unis) ; soit au hasard des circonstances, par une sorte de réaction vitale parfois inavouée et quasi-inconsciente devant les maux de la crise, là où l'on reste officiellement attaché au régime libéral ?

Dupont-White se rapproche encore des préoccupations actuelles par ses œuvres politiques.

Dupont-White a vécu sous Napoléon I^{er}, sous Louis XVIII, sous Charles X, sous la Monarchie de Juillet, sous la Seconde République, sous le Second Empire, sous la Troisième République. Il a vu se succéder en France six régimes différents. Il a pu les comparer et les juger. Surtout il a vécu cette période d'hésitation constitutionnelle si riche de leçons, que traversa la France entre Sedan et le vote des lois organiques qui nous régissent encore actuellement. Il s'est passionné dans les controverses qui divisaient alors la France. Par ses écrits, il a servi la cause de la République. Il a émis à ce sujet une quantité de vues originales et intéressantes, dont plusieurs pourront apparaître comme prophétiques, qui toutes révèlent une connaissance intelligente de notre pays et de ses besoins. Dupont-White, sans enthousiasme naïf, avec une claire vue des périls qu'elle recèle, a cru en la démocratie politique. Un des premiers, il a proposé de la tempérer pour la sauver. Surtout il affirmait sans cesse qu'une large extension des attributions et de l'autorité de l'Etat, loin d'être incompatible avec la démocratie, en devait être la conséquence. Quand le gouvernement est issu de l'opinion nationale, il peut sans scrupules intervenir énergiquement et largement, la liberté

n'en souffre point. Parmi toutes ces opinions qu'émettait Dupont-White, beaucoup — de plus en plus rares d'ailleurs à mesure que Dupont-White avançait dans sa carrière, — semblent inspirées du sophisme qu'il aimait répéter lorsqu'il était jeune, que l'Etat démocratique ne peut être despotique ; d'autres — au contraire de plus en plus fréquentes — portent la marque de la réaction égoïste des classes possédantes, aux lendemains des Journées de Juin ou de la Commune. Il faut être prévenu de tout cela. Mais ses écrits politiques n'en sont pas moins actuellement particulièrement précieux, tandis que de fortes secousses ébranlent depuis deux ans notre régime politique et remettent vivement en question chez nous le problème constitutionnel ; tandis qu'à travers le monde entier, dans toutes les nations démocratiques, on assiste à un renforcement du pouvoir exécutif et de l'autorité de l'Etat.

La preuve que l'œuvre de Dupont-White répond encore à un grand nombre de préoccupations actuelles, c'est que sa doctrine est susceptible d'un rapprochement étroit et nullement artificiel avec celle de plusieurs grandes écoles contemporaines. Très en gros, on peut dire que la tendance générale des économistes (29) est aujourd'hui de se détourner à la fois du libéralisme orthodoxe et du socialisme marxiste. Sans doute le premier reste représenté par des auteurs de haute culture et de grande valeur, comme M. Rueff ; et le second connaît, en France tout au moins, un important renouveau depuis deux ou trois ans (30). Mais dans l'ensemble on peut dire que la direction vers laquelle convergent aujourd'hui la plupart des économistes universitaires, des hommes politiques, des hommes d'affaires, des syndicalistes, des groupements économiques de toutes sortes, est celle des solutions de compromis. On est en général hostile, et même dans les rangs du socialisme politique, à la suppression complète de la propriété ; on désire conserver un minimum d'indépendance et d'initiatives individuelles. On ne songe point à priver complètement l'économie de l'impulsion que lui donne le mobile égoïste de la recherche du profit. Mais on se rend compte qu'en régime libéral la concurrence joue de moins en moins, le monopole et l'exaction de plus en plus ; que la justice sociale ne peut résulter de la liberté des contrats ; que le mécanisme des

(30) Nous pensons à la réaction marxiste des « archeos », à la suite de la scission néo-socialiste. Les ouvrages de Lucien LAURAT sont à cet égard suggestifs.

prix est impuissant à réaliser l'équilibre économique ; que le commerce ne saurait être laissé sans contrôle sans que de graves perturbations s'ensuivent ; qu'une coordination des efforts est nécessaire si l'on veut éviter les gaspillages dans la production, tout en assurant son adaptation aux besoins sociaux. On en arrive alors à des formules de conciliation entre l'individualisme et l'économie étatique, entre le capitalisme et le socialisme, qui combinent les deux tendances en les dosant diversement, mais qui toutes font une large place à l'organisation, au plan, à l'intervention de l'Etat en matière économique.

Dupont-White se rapproche étroitement des modernes qui ont proposé les formules diverses, mais convergentes, de l'économie contrôlée, de l'économie orientée, de l'économie dirigée, ou encore du « directionnisme » (31).

Sur presque tous les points il peut leur être comparé. Sa critique du libéralisme, comme la leur, n'est pas seulement morale et sociale, mais encore économique. C'est, comme eux, en se fondant principalement sur la nature humaine, sur l'irréductibilité de l'égoïsme individuel, qu'il combat le socialisme. Il définit à peu près comme eux la tâche de l'Etat : contrôle, réglementation, dans les différents domaines de la production, du crédit (32), de la répartition, du commerce international. Sa méthode est la même : comme eux, il part des faits (33), il professe le réalisme, l'opportunisme ; il se défie de l'application aveugle des systèmes théoriques.

(31) Le mot « directionnisme » a été proposé par notre maître, M. Henri NOYELLE, professeur d'Economie politique à la Faculté de Droit de l'Université de Caen, qui a développé sa doctrine dans son ouvrage : *Utopie libérale, Chimère socialiste, Economie dirigée* (Paris, Sirey, 1933). Le directionnisme s'oppose à la fois au libéralisme et au socialisme. Il diffère aussi de ce qu'on désigne souvent par « Economie dirigée ». Beaucoup plus modeste, beaucoup moins systématique, il postule seulement une tendance générale d'interventionnisme social et économique. Mais il se défie des plans d'ensemble qui prétendent — sans d'ailleurs toujours répondre à cette promesse, — fixer à l'avance un programme vaste, précis et détaillé (Cf. l'article de M. NOYELLE sur *Les Plans*, in *Revue d'Economie politique*, septembre-octobre 1934, p. 1595). En somme, le directionnisme c'est une théorie de l'interventionnisme systématiquement opportuniste. Aucune doctrine moderne, à notre connaissance, ne se rapproche davantage de celle de DUPONT-WHITE.

(32) Nous renvoyons tout particulièrement, à ce point de vue, à la brochure de DUPONT-WHITE intitulée : *Les Banques et la Guerre* (1886). Cf. notre Bibliographie, n° 45.

(33) Du moins c'est une tendance chez lui, par rapport aux économistes de son époque. En fin de compte, — comme nous l'avons dit, — le raisonnement *a priori* et le maniement abstrait des grands principes reste fréquent dans son œuvre, surtout au début de sa vie.

Dupont-White peut encore être rapproché de nos néo-socialistes, pour autant qu'il est à présent possible de dégager leurs tendances générales, sans doute encore assez vagues. Dupont-White, comme eux, part d'un souci d'humanité, d'un souci moral. Il s'agit de sauver les ouvriers de la misère et de rendre aux masses leur dignité, en les libérant de la tyrannie du capital. Dupont-White est encore néo-socialiste par son rationalisme hostile au christianisme, par l'importance qu'il donne à la diffusion de l'instruction primaire, par son réformisme progressif, par son attachement à la liberté politique et à la démocratie, par sa conception d'un état démocratique fort et autoritaire, par son aversion pour le régime des castes et pour la forme moderne de ce régime : la nouvelle féodalité économique ; — par sa tendance à poursuivre le progrès social dans le cadre national, et même à préconiser un repli économique national, une politique protectionniste, etc...

Toutefois Dupont-White, dont l'étatisme est beaucoup trop exclusif, ne fait à peu près aucune place à l'action concertée des particuliers dans l'organisation de l'économie, ou, d'une façon plus générale, de la vie sociale. Ce point sépare très nettement notre économiste des néo-socialistes, qui restent malgré tout syndicalistes. Il le sépare aussi d'un grand nombre de doctrines d'économie dirigée, et en particulier du « directionnisme » de M. le Professeur Noyelle, qui compte beaucoup sur le capitalisme éclairé, sur une politique d'intérêt général conduite par les grandes associations de producteurs, sous le contrôle seulement de l'Etat (34).

En revanche, ni les néo-socialistes, ni les partisans de l'économie dirigée ne peuvent considérer sans intérêt la doctrine du rôle de l'Etat chez Dupont-White. Dupont-White n'a guère spécifié dans le détail quelles étaient les attributions qu'il voulait donner à l'Etat, celles au contraire qu'il pensait laisser aux individus. Il considérerait d'ailleurs que le contenu et les formes de l'intervention de l'Etat doivent varier considérablement suivant les pays et les époques. Mais il a entrepris — ce que les théoriciens modernes ne daignent ou n'osent pas toujours faire — d'approfondir et de fonder le principe

(34) Il est, croyons-nous, inutile d'ajouter que la doctrine de DUPONT-WHITE se situe aux antipodes des tendances corporatistes actuelles. Selon DUPONT-WHITE, l'égoïsme foncier des hommes, qui suffit à condamner l'individualisme, est multiplié par l'association libre. Ce n'est que dans la participation à la vie politique nationale, et dans l'acceptation de l'autorité de l'Etat, que les mobiles humains s'épurent quelque peu.

même de l'intervention de l'Etat, de lui donner des bases philosophiques, psychologiques, historiques, sociologiques, économiques, d'en démontrer la nécessité par l'analyse des faits. On pourra trouver que l'optimisme étatiste de Dupont-White est excessif, et même quelque peu gratuit ; on pourra juger que sa théorie de l'Etat est dans l'ensemble assez faible .. Il n'en reste pas moins vrai qu'il a posé dans ce domaine un certain nombre de problèmes profonds, réels, éternels, quoique souvent laissés dans l'ombre ; et qu'il a dégagé un certain nombre de vérités générales qui sont tout à fait propres à jeter une vive lumière sur les controverses les plus actuelles.

OBJECTIONS QUE NOUS FERONS A LA DOCTRINE DE DUPONT-WHITE

L'intérêt intrinsèque et l'intérêt historique de l'œuvre de Dupont-White, et d'autre part les multiples côtés par lesquels, ainsi que nous venons de le montrer, sa doctrine possède encore une valeur d'actualité, expliquent suffisamment que nous soyons intéressés à Dupont-White.

Ce n'est certes point à dire que nous nous sentions en tous points son disciple.

En un siècle où les abstraits sophismes des théoriciens libéraux servaient à couvrir les plus criantes injustices et les plus scandaleuses misères, nous sommes reconnaissants à Dupont-White d'avoir dénoncé l'hypocrite erreur régnante, avec les arguments mêmes de la science, et d'avoir réclamé l'application immédiate de remèdes opportuns, sinon suffisants. En un siècle où les dissertations sociologiques et économiques étaient trop souvent ennuyeuses et pauvres, où elles manquaient terriblement à la fois d'envergure intellectuelle et de réalisme, où bref elles avaient perdu contact avec la vérité et avec la vie, nous savons gré à Dupont-White d'avoir élargi et vivifié la conception de l'Economie politique, d'avoir montré qu'elle avait besoin de se reposer sur des assises philosophiques, et de nous avoir laissé sa prose pleine de sens, et avec cela alerte, imagée, suggestive, élégante, riche et claire (35).

En un siècle superficiel, positiviste et scientiste, qui — comme l'a dit François Mauriac dans son discours de réception à l'Académie Française — se caractérise par « le dédain

(35) M. GONNARD, dans son *Histoire des Doctrines économiques*, remarque les qualités du style de DUPONT-WHITE. Puis il ajoute : « mérite qui, toujours rare, l'est peut-être particulièrement chez les économistes et politiques du XIX^e siècle » (p. 595 note).

de toute métaphysique », Dupont-White a eu l'inappréciable mérite de rappeler et de réhabiliter — au moins relativement — les problèmes primordiaux de l'explication cosmogonique du monde, et de la destinée de l'homme... En un siècle auquel le froid spiritualisme des éclectiques et l'intellectualisme matérialiste de Taine avaient fait perdre à la fois le sens de l'âme et celui de la chair, Dupont-White a su redécouvrir la personne humaine, réelle, libre, active, souffrante, et vivante ; au point que sans le secours d'aucune révélation écrite ni d'aucune autorité religieuse, il a cru non seulement à la vie future, mais encore à la résurrection des corps...

Nous ne saurions trop lui savoir gré de tout cela...

Pourtant ses réactions — et plus encore ses solutions positives — nous paraissent encore bien timides... Il y a chez Dupont-White un optimisme confortable, qui repose d'abord, mais qui à la longue déçoit un lecteur de notre époque angoissée. Son évolutionnisme patient, son opportunisme confiant ne semblent que paresseux aveuglement, et irritante inertie, dans notre siècle qui a mis à nu le vrai drame humain, dans toute sa profondeur, et aussi dans toute sa grandeur...

Dupont-White reste pénétré de la phraséologie des philosophes du XVIII^e siècle. Comme eux il personnifie et « adore » leurs fades abstractions philosophiques et sociales : la Raison, la Nature, le Droit, la Liberté, la Volonté Nationale, le Progrès, l'Humanité, que sais-je encore ? Evidemment, il respire cet « humanisme anthropocentrique » dont Jacques Maritain a si vigoureusement dressé le procès. L'humanisme de Dupont-White est surtout politique. Dans l'homme, Dupont-White ne semble parfois rien connaître de plus noble que le citoyen ; la volonté politique est à ses yeux l'expression la plus haute de notre nature, comme la vie politique l'est de notre activité. Dupont-White frissonne d'admiration devant les manifestations de la puissance humaine : il aime les grands génies qui surpassent leur espèce et dominant leur milieu ; il aime les grands Empires et les grandes Nations, leurs guerres et leurs gloires, et leur soif insatiable d'expansion ; il aime les grandes entreprises de l'homme contre la nature et contre ses instincts, et les grandes mystiques politiques collectives des peuples... C'est ainsi, selon lui, que l'homme s'élève au-dessus de lui-même, qu'il dépasse les bornes de sa propre nature...

Vanitas vanitatum ! L'humanisme de Dupont-White est trop orgueilleux pour être vraiment profond. Il aime trop le

cliquant des armes, ou celui des Déclarations de Droits, pour comprendre assez les richesses intimes du cœur de l'homme, et que la communauté sociale n'a d'autre fin que de les préserver, et de les épanouir...

Sur un plan plus pratique, la grande lacune à nos yeux, de la doctrine de Dupont-White, — l'omission que nous lui reprocherons par dessus tout, — c'est qu'il ne fait aucune place aux collectivités humaines autres que l'Etat. Toute son œuvre consiste à partager les tâches entre l'individu et le pouvoir central. A tous les groupements intermédiaires, à la famille, à la commune, à l'arrondissement, à la région, au syndicat, à la corporation, à l'entreprise, à la classe sociale aux partis politiques, aux ligues d'idées ou d'intérêt public, aux églises, il ne laisse pratiquement aucun rôle, aucune initiative. Il les fait surveiller étroitement par l'autorité centrale. Dans sa hiérarchie des principes du progrès, il les place au dernier rang, après l'Etat, puis l'individu. Ces diverses communautés humaines, qu'elles soient locales, professionnelles, politiques, religieuses, ont hérité de presque toute la haine dont il poursuit en souvenir « les castes » de l'Ancien Régime. L'œuvre dont il est par dessus tout reconnaissant à la Révolution française, c'est d'avoir détruit ces corps, d'avoir transféré à l'Etat leurs pouvoirs et leurs fonctions, de l'avoir chargé de l'assistance, de tout ce qu'autrefois assuraient l'Eglise, les corporations, les seigneurs féodaux ou les communes. Pas plus que Dupont-White ne veut donner un rôle, aux corps intermédiaires entre l'individu et l'Etat, pas plus qu'il ne désire leur faire partager avec l'Etat l'autorité sociale, il ne songe à limiter celle-ci par les droits d'une communauté plus étendue que la Nation, d'une société continentale ou mondiale. Il applaudit à l'œuvre des rois de France qui ont émancipé les Etats de la tutelle du Saint-Empire et de l'Eglise de Rome. Il repousse comme chimérique l'idée d'un droit international (36). Pour lui, la Souveraineté Nationale ne doit être bornée par rien, ni par en haut, ni par en bas. Toute l'autorité sociale, sans limite, doit être concentrée dans les mains de l'Etat.

Il n'est pas, à notre sens, de position plus intidéocratique. Centralisation et démocratie sont deux mots qui jurent ensemble, bien que Dupont-White ait passé sa vie à les accoupler,

(36) A ce point de vue, nous renvoyons en particulier à la brochure de DUPONT-WHITE intitulée : *De l'Equilibre en Europe* (1867). Cf. notre Bibliographie, n° 48.

si ce n'est à les confondre. La véritable et précieuse démocratie, ce n'est pas avant tout — croyons-nous — la souveraineté nationale, le suffrage universel et le parlementarisme. C'est la participation de tous, aussi directe, aussi immédiate que possible, à la vie sociale. C'est l'autorité sociale divisée, sous réserve d'un contrôle supérieur qui coordonne les efforts épars, entre une multitude de communautés naturelles vivantes, indéfiniment enchevêtrées et hiérarchisées, où chacun a son mot à dire. C'est, au sein de la vie nationale et humaine, l'épanouissement de la vie locale, de la vie régionale, de la vie professionnelle, de la vie politique, avec leur sève la plus spontanée et dans leur plus riche diversité. Dupont-White, en méconnaissant cet aspect de la démocratie, rejoint ici les idées les plus caractéristiques de l'absolutisme royal et du centralisme jacobin.

Nous avons tenu à dire en quoi et pourquoi nous ne sommes pas disciple de Dupont-White. Mais dans la suite de notre étude, nous nous effacerons complètement. Nous tracerons de la vie de Dupont-White, et de l'évolution de sa pensée, un tableau aussi objectif et impersonnel que possible. Nous adopterons fidèlement l'attitude d'un historien qui, sans doute, après avoir observé et analysé les faits, s'efforce de les comprendre, mais renonce à les apprécier.

CONCEPTION ET DIVISION DU PRÉSENT OUVRAGE

ÉTAT DES ÉTUDES SUR DUPONT-WHITE

Cet ouvrage n'est pas le premier qui traite de Dupont-White. Deux thèses déjà lui ont été consacrées (37). Elles ont été soutenues coup sur coup à l'extrême fin du siècle dernier, quelques années après que l'assassinat de Sadi Carnot avait attiré

(37) Nous passons sur les courtes études antérieures : d'abord, du vivant même de DUPONT-WHITE, l'intéressant chapitre que Bertauld consacra à la doctrine de notre auteur dans son livre : *La Liberté civile ; nouvelle étude critique sur les publicistes contemporains*, Paris, Didier, 1864 (Cf. notre Bibliographie, n° 339) ; — puis le très important article de E. de LAVERGNE, intitulé : *Un précurseur : DUPONT-WHITE*, publié dans la *Revue des Deux Mondes*, décembre 1889, p. 525 à 546, et paru en 1898 en tiré à part, avec un remarquable Avant-Propos anonyme du colonel Sadi Carnot (Bibliographie, n° 252 et 254 ; cet article a été le point de départ de toutes les études postérieures sur DUPONT-WHITE ; — enfin l'article de FENNEPONT dans la *Revue Britannique* de novembre 1869, intitulé : *Dupont-White : un penseur contemporain* (Bibliographie, n° 251), œuvre d'un familier de DUPONT-WHITE, et où l'on doit chercher surtout quelques piquants détails sur sa méthode de travail et sa biographie.

l'attention sur l'œuvre — alors à peu près complètement oubliée et méconnue — de Dupont-White, beau-père de l'infortuné président de la République.

La première de ces thèses a pour auteur M. Henri Martin, qui l'a soutenue, en 1899, devant l'Université de Grenoble. Elle est intitulée : *Essai sur les doctrines sociales et économiques de Dupont-White*. Elle fut suivie, en 1900 de la thèse de M. Henri Spriet, aujourd'hui avocat à Lille, alors étudiant à Paris. M. Spriet intitula son travail : *Dupont-White. Etude sur les origines du socialisme d'Etat en France*.

Ces deux travaux — surtout peut-être celui de M. Spriet, particulièrement alerte — ont utilement servi la fortune des doctrines de Dupont-White, qu'ils ont contribué à sauver de l'oubli. MM. Gide et Rist, puis M. Gonnard, ont fait une place honorable à notre économiste dans leurs manuels d'histoire des doctrines.

Mais sur plus d'un point ces études nous ont paru incomplètes. D'abord, elles ne se fondent, pour étudier Dupont White, que sur deux ou trois de ses ouvrages. Elles analysent en détail *L'Individu et l'Etat* et *La Centralisation* ; elles sont beaucoup trop brèves sur *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, à peu près muettes sur toutes ses autres œuvres. Bien qu'elles prétendent se placer avant tout à un point de vue économique, les études qui précèdent la nôtre ont donc sous-estimé, ou même complètement ignoré les œuvres strictement économiques de Dupont-White, par exemple la brochure *De la Suppression de l'Impôt du Sel et de l'Octroi* (38), les articles de *La Liberté de Penser* (39), l'étude sur *Les Banques et la Guerre* (40). Ses ouvrages de politique actuelle, et particulièrement ceux que lui suggéra la controverse constitutionnelle, au lendemain de la défaite de 1870, ont été laissés également presque complètement dans l'ombre. Et de même ses ouvrages philosophiques, auxquels il attachait pourtant lui-même tant d'importance, et qui seuls permettent de saisir la genèse logique de sa doctrine.

Partis de données bibliographiques insuffisantes (41), les commentateurs de Dupont-White se sont livrés, sur la portion de son œuvre qu'ils ont retenue, à une étude doctrinale purement abstraite. Ils ont considéré la pensée de Dupont-

(38) Cf. notre Bibliographie, n° 6.

(39) Cf. notre Bibliographie, nos 11, 12, 14, 15, 16.

(40) Cf. notre Bibliographie, n° 45.

White comme un tout logique, sans mettre en lumière les variations qu'elle a subies, l'évolution qui apparaît nettement lorsqu'on compare entre elles ses œuvres de différentes époques.

D'une façon générale — si l'on excepte M. Gonnard, dont le court demi-chapitre consacré à Dupont-White contient à cet égard des vues et des suggestions fort intéressantes — ceux qui ont analysé sa doctrine n'ont guère entrepris de la replacer dans le cadre historique où elle a été élaborée. Ils ont également négligé l'étude de la biographie de notre auteur, pour étudier seulement son œuvre.

Pour ces différentes raisons, leurs commentaires nous ont paru devoir être complétés. M. Maurice Martin, dans sa thèse, comme M. Gonnard, dans son Manuel (42), nous y invitaient du reste expressément : « Notre but n'a point été — dit le premier — de présenter une biographie documentée du savant économiste. Elle ne saurait toutefois manquer d'intérêt... Nul doute que le soin de cette biographie ne tente quelque jour une [autre] plume que la nôtre... (43)... Nous avons apporté notre pierre à l'édifice que d'autres compléteront... (44)... »

Et M. Gonnard opine qu'« on est loin d'avoir donné à Dupont-White toute l'importance qu'il mérite » et « qu'il n'a pas été suffisamment mis en valeur » (45).

CE QUE CET OUVRAGE APPORTE DE NOUVEAU

Nous avons voulu, dans la mesure de nos modestes moyens, contribuer à venger Dupont-White d'un oubli ingrat, et combler quelques importantes lacunes des commentaires que d'autres avant nous lui avaient consacrés.

Voici, d'une façon précise et concise, en quoi l'ouvrage que nous présentons complète les travaux de nos prédécesseurs.

(41) Et parfois inexactes (nous croyons devoir le signaler).

(42) Et plus encore dans son Cours oral, que nous n'avons pas eu la bonne fortune de suivre, mais que nous connaissons grâce à l'obligeance de M. H. GALLAND, avocat à Vienne, lequel a bien voulu nous communiquer les notes, remarquablement fidèles et intéressantes, qu'il y avait prises.

(43) Thèse de M. Maurice MARTIN, p. 1.

(44) Thèse de M. Maurice MARTIN, p. 2.

(45) Cours oral, d'après les notes de M. H. GALLAND.

1^o Nous avons élargi le cercle des documents antérieurement utilisés.

A — Nous avons dressé un tableau, que nous croyons exhaustif, des écrits de Dupont-White. Nous avons en particulier retrouvé des études proprement économiques et des travaux philosophiques, que l'on avait complètement oubliés, et qui sont en la matière d'un intérêt capital. Nous avons aussi consulté, aux archives de l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*, le manuscrit jusqu'alors inconnu de Dupont-White, sur *les Profits et les Salaires*. Ce document nouveau nous a permis d'éliminer une interprétation jusqu'alors admise de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, et d'en proposer une nouvelle.

B — Nous avons, grâce à l'amabilité du colonel Carnot, petit-fils de Dupont-White, dépouillé une partie de sa volumineuse correspondance. Nous avons ainsi étudié des lettres adressées à Dupont-White par Vidal, Pierre Leroux, Michelet, Lamartine, Littré, Eugène Pelletan, Macaulay, et surtout un grand nombre de lettres inédites de Stuart Mill ; sans compter des lettres de Dupont-White à son frère Thodore, et surtout à Emile de Laveleye.

C — Nous avons étudié les sources de Dupont-White. A cet effet nous avons relevé, dans toute son œuvre, les noms d'auteurs et les titres d'ouvrages qu'il cite, auxquels il se réfère ou fait allusion. On trouvera à la fin du présent ouvrage, dans un Index détaillé, le résultat brut de ce travail. Arrivés là, il nous restait à interpréter les données ainsi acquises. Nous avons montré quelles étaient les lectures dominantes de Dupont-White (46) à chacune des grandes époques de sa vie. Bien qu'il ait eu toujours une culture et des goûts remarquablement éclectiques, nous avons pu conclure que, d'une façon générale, les lectures économiques avaient dominé dans

(46) Remarquons tout de suite que souvent les auteurs auxquels il doit le plus sont ses adversaires. DUPONT-WHITE avait l'esprit combatif. Sa doctrine s'est surtout élaborée contre l'individualisme, ou contre le socialisme, ou contre le monarchisme, ou contre le matérialisme nominaliste. Elle est le produit de réactions personnelles et spontanées de DUPONT-WHITE contre des ouvrages qu'il lit, qui le séduisent parfois, puis qui l'effrayent, contre lesquels il se raidit, se défend, déclenche l'offensive.

En montrant ainsi, pour les principales périodes de sa vie d'écrivain, quelles sont les sources de DUPONT-WHITE, et le parti qu'il a tiré des plus importantes d'entre elles, nous croyons avoir jeté quelque lumière neuve sur sa pensée, et surtout sur les causes de l'évolution de sa pensée.

la première partie de son existence (jusqu'en 1850) ; qu'il s'était ensuite passionné pour les études de philosophie politique : Montesquieu, Tocqueville, Bossuet, Pascal, de Maistre, de Bonald, etc.. (nous citons au hasard et en désordre) ; qu'enfin, surtout après qu'il eut découvert le positivisme, la philosophie anglaise, Taine, et bien d'autres, sa bibliothèque devint de plus en plus philosophique. Nous avons retrouvé, et indiqué, quels étaient les revues ou les journaux auxquels il collaborait, ceux auxquels il était abonné, ceux qu'il soutenait de ses deniers ou de ses encouragements.

D — Nous avons, dans notre étude de Dupont-White, accordé une place importante à la biographie. « Il ne faut pas, — dit Dupont-White à propos d'Auguste Comte, — effacer et oublier l'homme dans le penseur... Il ne faut pas non plus oublier l'influence de la pensée sur l'homme qui s'y consacre et qui méprise le reste » (47). Ceci ne saurait s'appliquer à personne mieux qu'à Dupont-White lui-même.

Sa doctrine, nous l'avons déjà dit, est vivante et personnelle. Son œuvre n'est pas de celles que l'on peut étudier dans l'abstrait, comme un objet anonyme.

Pour se mieux consacrer à ses travaux, Dupont-White a renoncé à la carrière d'avocat, que ses rares qualités de raisonnement, d'éloquence et de persuasion lui promettaient si brillante. Chacun de ses livres a été, pendant une période de sa vie, son unique préoccupation. Peu d'écrivains se sont donnés aussi complètement à leur œuvre ; peu d'œuvres, surtout dans l'aride domaine des sciences économiques, reflètent avec autant de vie la personnalité de leur auteur.

Pour comprendre les livres de Dupont-White, il importait de connaître l'homme qui les a écrits et dont on sent, à chaque ligne, la forte empreinte ; de pénétrer dans son intimité ; de découvrir les milieux qui ont pu l'influencer, les événements qui l'ont frappé ; de suivre pas à pas et parallèlement les différentes étapes, les différentes péripéties de sa vie et de son œuvre (48).

(47) *Mél. phil.*, p. 312.

(48) En donnant une large place à la biographie de DUPONT-WHITE, nous ne pensons point nous être écarté de l'objet propre de ce travail, lequel est d'éclairer la doctrine économique de DUPONT-WHITE, et de faciliter l'interprétation de son évolution. Or nous croyons, par notre étude de la biographie de DUPONT-WHITE, y avoir parfois contribué fort efficacement. En voici un exemple : Le passage du cycle d'œuvres caractérisé par *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* du cycle suivant, caractérisé par *L'Individu et l'Etat* et *La Centralisation*,

E. — Nous avons recherché dans un grand nombre de journaux, revues et ouvrages du temps, les comptes rendus des livres de Dupont-White par ses contemporains, et beaucoup d'appréciations diverses sur lui, sur sa vie, sur ses relations, sur son rôle politique, sur son œuvre et sur sa doctrine.

F — Nous avons, dans les différents pays et les différentes écoles économiques, ainsi que dans les ouvrages d'histoire des doctrines, suivi la trace de l'influence et du souvenir de Dupont-White.

2°) *Voici maintenant en quoi cette documentation nouvelle nous a permis de progresser plus avant dans l'étude de Dupont-White.*

A — En analysant pour la première fois un certain nombre de travaux proprement économiques de Dupont-White, nous avons pu préciser considérablement, par rapport à nos prédécesseurs, sa doctrine économique, et donner, en particulier, une analyse détaillée de ses positions sur la question fiscale, sur la question du commerce international, sur la question monétaire, etc... Ainsi la doctrine de Dupont-White ne se borne plus à quelques idées générales sur l'intervention de l'Etat, elle descend dans le domaine du concret et du pratique et se prononce, dans tel et tel domaine précis, en faveur de tel ou tel régime.

B — En étudiant les écrits politiques et philosophiques de Dupont-White, nous avons pu éclairer d'un jour nouveau l'interprétation même de sa doctrine économique. D'une

marque chez DUPONT-WHITE un remarquable changement d'orientation. Il semble devenir moins soucieux du bien-être particulier des classes ouvrières, préoccupé surtout de l'intérêt général, plus précisément de l'intérêt national. Il cesse ses attaques contre la concurrence. Il devient jaloux de préserver la propriété individuelle. Le développement de l'Etat devient son idée fixe, le progrès (passé surtout) sa religion. Il cesse de faire de l'économie politique pour aborder la sociologie et la philosophie politique. Pourquoi cette transformation ? Nous croyons en avoir donné une explication plausible en montrant qu'elle s'est produite tandis que DUPONT-WHITE connaissait de graves chagrins dans sa famille (séparation amiable avec sa femme, mort de son frère Théodore) et de graves déceptions politiques (échec de la Commission du Luxembourg dont il faisait partie, échec électoral personnel dans l'Oise, puis dans la Seine, démission, probablement provoquée par son mécontentement, de son poste de secrétaire général du ministère de la Justice, approches et succès du coup d'Etat de 1851, etc.). Rien de tel pour refroidir ses espérances socialisantes, pour l'entraîner loin de la politique, dans des réflexions profondes sur des problèmes d'histoire et de philosophie.

manière très générale, il n'est point — croyons-nous — de doctrine économique qui ne se rattache, explicitement ou implicitement, consciemment ou inconsciemment, à toute une série de positions solidaires dans les divers domaines de la pensée, à une interprétation de l'histoire, à une conception politique, à une doctrine des fins humaines, à un système du monde. Aussi avons-nous rapproché sans cesse les idées économiques de Dupont-White de ses idées politiques, morales, psychologiques, philosophiques, pensant qu'il n'est point de méthode d'interprétation plus féconde que celle qui consiste à éclairer les uns par les autres les différents aspects d'une même pensée. A la réaction étatiste contre l'individualisme correspond chez Dupont-White, sur le plan psychologique, une réaction rationaliste contre le sensualisme ; sur le plan moral, une réaction aprioriste contre l'utilitarisme ; sur le plan métaphysique, une réaction réaliste contre le nominalisme et l'atomisme.

C — La lecture successive des écrits divers de Dupont-White révèle une importante évolution de sa pensée, que l'on n'avait point jusqu'ici nettement mise en valeur.

Sans doute, Dupont-White ne s'est nettement renié lui-même que sur des points de détail, comme le suffrage universel. Mais l'orientation générale de ses idées a changé au cours de sa vie. D'abord préoccupé avant tout de l'amélioration du sort des classes ouvrières, il est devenu de plus en plus attaché à la conservation de l'ordre social ; d'abord républicain de principe et, pourrait-on dire, de religion, il ne l'est resté, à la fin de sa vie, que par opportunisme politique, et parfois d'une façon fort hésitante ; d'abord avant tout poussé par la soif du progrès, il est devenu de plus en plus soucieux de la continuité politique et sociale, hostile aux révolutions. Cette évolution apparaît nettement lorsqu'on compare entre elles les œuvres qu'a écrites Dupont-White aux différentes époques de sa vie. Elle peut être considérée comme une sorte de cycle, dont les principales étapes seraient les suivantes :

a) Attristé et indigné par la misère des classes ouvrières, Dupont-White en accuse le régime libéral. Dans un but de justice sociale il réclame l'intervention de l'Etat, d'un Etat d'origine populaire et protecteur des masses.

b) Plus tard Dupont-White, qui a vu l'Etat menacé de désa-

grégation pendant la Seconde République, creuse cette notion. L'Etat devient le centre de ses préoccupations. L'Etat ne lui apparaît plus comme un simple moyen de justice sociale, mais comme la plus haute expression de la nature humaine, comme l'incarnation de la Raison, de la Morale, de l'intérêt général et national.

c) Dès le Second Empire, mais surtout après la Commune, Dupont-White considère que la raison, la loi morale, l'intérêt général et national n'ont pas de meilleurs représentants que les classes supérieures. Seules, elles sont capables de concevoir le progrès, et de le réaliser. Il importe qu'elles possèdent et dirigent l'Etat. Dupont-White se trouve ainsi devenir aristocrate et conservateur, et combattre certaines prétentions ouvrières au nom de l'ordre et du progrès. Il condamne entre autres le suffrage universel.

Le cycle est fermé.

DIVISION DE NOTRE OUVRAGE : UNE ÉTUDE HISTORIQUE ET UNE
ÉTUDE DOGMATIQUE

Pour dégager, décrire, analyser, comprendre et surtout expliquer cette évolution de Dupont-White, il importait — avons-nous pensé — de commencer par un travail de documentation et une étude historique. Il fallait au jour le jour suivre parallèlement dans l'ordre chronologique la série de ses écrits, celle des événements de sa biographie, celle des grands faits historiques de son époque.

Dupont-White, dans une large mesure, a rompu avec les classiques, qui faisaient de l'économie politique une science absolue et éternelle ; il a affirmé que les vérités économiques étaient relatives, que la politique économique devait être opportuniste, et s'adapter à toutes les données concrètes de temps et de lieu ; il a raisonné, le plus souvent, non point sur l'homme en général, mais sur le français ou l'anglais du ^{xix}^e siècle ; non point sur l'économie en général, mais sur les données économiques précises qu'il avait sous les yeux, au lendemain, de la révolution industrielle, au début de la concentration capitaliste, au début de l'essor bancaire, dans un monde divisé en nations. Comment étudier l'œuvre de Dupont-White sans s'éclairer par l'histoire ? C'est par là, pensons-nous, que nous devons commencer. Il nous faut

d'abord replacer dans leur cadre les livres de Dupont-White si nous voulons saisir le sens des allusions dont son œuvre est parsemée ; découvrir les préoccupations concrètes et immédiates que recouvrent parfois ses dissertations d'apparence purement doctrinale ; déceler la genèse de son originale doctrine, et les raisons de son évolution ; démêler ce qui, dans son œuvre, ne valait selon lui que pour une époque donnée, et ce qu'au contraire il croyait vrai pour toujours ; si nous voulons, en fin de compte, sainement interpréter sa doctrine, en expliquer les origines, en dégager les tendances maîtresse, en saisir la logique — aussi bien qu'en découvrir et expliquer les contradictions — et faire apparaître nettement la place de notre auteur dans l'histoire de la pensée économique.

Nous avons donc entrepris d'étudier l'œuvre entière de Dupont-White, du début à la fin de sa carrière d'écrivain, à la lumière de sa vie et de l'histoire de son temps. Ce travail, dans notre conception première, devait seulement constituer une introduction historique d'une centaine de pages, précédant une étude doctrinale. Il nous a entraîné beaucoup plus loin que nous ne pensions tout d'abord, et nous a fourni la matière de deux volumes entiers.

Ces deux volumes, nous avons cru devoir les écrire, et nos maîtres ont bien voulu nous y encourager. Il eût été en effet téméraire et prématuré de tenter un exposé dogmatique et synthétique de la doctrine de Dupont-White, sans avoir au préalable analysé et interprété tous les documents, en les replaçant dans leur cadre, et sans avoir dégagé, défini et expliqué l'évolution de sa pensée. Ce travail de documentation, d'analyse, d'interprétation, de comparaison nous a vivement intéressé. Nous l'avons cru indispensable (49).

Il se trouvait d'ailleurs que l'œuvre de Dupont-White était assez nettement répartie dans le temps en trois grandes périodes : Dans sa jeunesse, Dupont-White a écrit des ouvrages économiques. Puis, à partir de la fin de la Seconde République, et jusqu'à 1865 environ, il a fait de grands travaux de doctrine et de philosophie politique. Enfin, à partir de 1865, il a publié presque uniquement des brochures d'actua-

(49) DUPONT-WHITE, qui savait qu'une bonne politique doit s'adapter à la psychologie de chaque nation comme aux contingences de chaque époque, n'avait pas moins le sens des influences humaines et historiques sur les doctrines. Il ne renierait point la méthode que nous allons suivre pour étudier son œuvre.

lité politique et des articles de critique philosophique. La tâche nous était ainsi facilitée. Sur notre plan chronologique venait tout naturellement se superposer, se greffer un plan logique.

Toutefois, au cours de l'étude historique qui constituera nos deux premiers tomes, l'étude des idées en soi restera pour nous au second plan : nous analyserons un à un chacun des écrits de Dupont-White, en respectant presque servilement l'ordonnance de ses développements, même quand nous la jugeons peu claire, ou critiquable, à tel ou tel égard. Notre apport personnel consistera ici seulement à résumer, en mettant d'ores et déjà en lumière les points qui nous paraissent essentiels, et en faisant quelques commentaires, surtout historiques, au fur et à mesure que l'occasion s'en présentera. Nous suivrons Dupont-White dans son évolution, dans ses incertitudes, dans ses redites même... (50). Ce n'est qu'ensuite, dans notre troisième tome seulement, que nous utiliserons dans une étude proprement doctrinale les résultats auxquels nous serons ainsi parvenus. Après avoir, dans nos deux premiers tomes, rendu un compte exact de nos sources, et fidèlement suivi l'ordre même des recherches du Dupont-White, — d'abord économiques, puis politiques, puis philosophiques, — nous nous permettrons alors, et alors seulement, dans notre troisième tome, de renverser cet ordre, afin de reconstruire logiquement la doctrine de Dupont-White, en allant du général au particulier, des fondements philosophiques généraux jusqu'aux applications de détail.

LES TROIS TOMES DE NOTRE OUVRAGE

Il ne nous reste plus maintenant qu'à donner une idée rapide de chacun des trois tomes que nous comptons consacrer à Dupont-White.

(50) Etudiant séparément et successivement chacune des œuvres de DUPONT-WHITE, nous sommes fatalement tombés dans des redites, qui sont celles mêmes de DUPONT-WHITE. Nous avons systématiquement renoncé à les vouloir éviter. C'était l'inconvénient fatal du plan chronologique. Dans un ouvrage d'une certaine ampleur matérielle, certaines redites ne sont du reste peut-être pas inutiles : elles mettent l'accent sur les choses essentielles, ici sur les grandes idées-clé de DUPONT-WHITE, qui trouvent à s'exprimer dans ses ouvrages les plus divers.

Tome Premier : Partie générale et documentaire. — Etude historique de la vie et de l'œuvre de Dupont-White. Première période : La jeunesse de Dupont-White et ses travaux économiques.

Le présent volume commence par donner une série de documents, qui seront utilisés et auxquels nous renverrons tout au long de notre étude. D'abord une *Bibliographie* détaillée ; puis l'*Index des Sources de Dupont-White* ; enfin un résumé des conclusions que l'on peut tirer de cet Index, une *Etude d'ensemble des Sources de Dupont-White*.

Nous abordons ensuite l'Etude historique de la vie et de l'œuvre de Dupont-White. Le présent volume se borne à traiter de sa jeunesse, què nous avons étendue jusqu'en 1851. Il se trouve que tous les travaux économiques de Dupont-White, sauf un (51) sont massés dans cette période. Il se trouve aussi que presque tous ces ouvrages et articles n'ont pour ainsi dire pas été étudiés, que la plupart sont complètement inconnus. Nous analyserons successivement l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (1846) ; la brochure intitulée : *De la Suppression de l'Impôt du Sel et de l'Octroi* (1847) puis, après la Révolution de 1848, les articles de *La Liberté de Penser* (sur l'*Influence des Gouvernements dans le Progrès matériel des Sociétés*, sur les *Harmonies économiques* de Bastiat, sur le *Projet de loi sur le Crédit Foncier*, sur le *Libre-Echange*, sur l'*Impôt*), et ceux de *La Politique Nouvelle* sur le *Budget des Cultes* et sur le *Progrès par le Gouvernement* (1850-1851).

Nous verrons que Dupont-White écrit alors sous l'influence de la pitié et de l'indignation que lui inspire l'atroce misère des classes ouvrières. Il l'attribue au régime libéral, et l'explique par les lois pessimistes de Ricardo. Il vitupère contre la libre concurrence, et réclame à grands cris l'intervention sociale et économique de l'Etat, et le suffrage universel. Toutefois, dans les derniers articles que nous venons de citer, on sent que déjà se dessine une autre tendance. Sous

(51) L'article publié en 1866 dans *Le Correspondant* sur *Les Banques et la Guerre*, et que nous étudierons dans notre second volume. Dupont-White y développe une foule d'idées intéressantes sur la monnaie et le crédit ; envisage que le monopole de l'émission monétaire peut être aux mains de la banque centrale une arme pour diriger l'économie et influer sur la conjoncture (idée véritablement prophétique) ; montre la nécessité du contrôle par l'Etat de la banque d'émission, mais se prononce toutefois contre son étatisation intégrale.

l'influence des événements de la Seconde République, Dupont-White devient moins exclusivement attaché à la cause ouvrière. Les périls que le socialisme fait courir à l'ordre social, à la propriété privée, attirent sa sollicitude. Surtout l'idée de l'intérêt national, supérieur aux intérêts de classe, prend de plus en plus d'importance dans son esprit. L'Etat, qu'il avait d'abord envisagé surtout comme un instrument de justice sociale, devient à ses yeux un personnage vivant, l'expression la plus haute de l'humanité.

Tome II. — Etude historique de la vie et de l'œuvre de Dupont-White (Suite). — Deuxième et troisième périodes: L'âge mûr et la vieillesse. Travaux de doctrine politique, d'actualité politique, et de critique philosophique (52).

Le second des deux volumes consacrés à l'étude historique de la vie et de l'œuvre de Dupont-White traite des deux dernières périodes de son existence et de ses travaux. La seconde période va du Coup d'Etat de 1851 à 1865. Dupont-White s'y consacre exclusivement aux travaux de doctrine et de philosophie politique. La troisième période va de 1865 à la mort de Dupont-White : il y publie des brochures d'actualité politique et de critique philosophique.

C'est peut-être sous l'influence du retournement de la conjoncture (on sait qu'en 1850 commence une période de hausse des prix de longue durée) que Dupont-White a cessé ses invectives contre la concurrence, et qu'il est devenu, au point de vue économique et social, plus conservateur. C'est sans doute sous l'influence de chagrins familiaux et de la grande déception politique qu'a été pour lui le Coup d'Etat, qu'il s'est, à partir de cette époque, retranché hors de l'actualité, hors des questions brûlantes, dans de graves et profondes études de doctrine politique. Les ouvrages de cette époque sont de beaucoup les plus connus de Dupont-White, pour ne pas dire les seuls connus.

Nous analyserons dans le chapitre IV de notre Etude historique (le premier du volume), les ouvrages que Dupont-White a consacrés au problème du rôle de l'Etat et de ses attribu-

(52) Ce second volume est déjà en grande partie rédigé. Ce sont surtout des circonstances purement matérielles qui nous contraignent à en différer d'un an encore la publication.

tions : c'est-à-dire *L'Individu et l'Etat* (1857), et la Préface à la traduction française, par notre économiste, de *La Liberté* de Stuart Mill. Dupont-White montre dans ces ouvrages que le progrès, loin de tendre à l'élimination de l'Etat, comme le soutenaient les Individualistes, postule l'extension de ses attributions. Le rôle de l'Etat s'accroît en même temps que se développe la vie sociale et économique, en même temps que se perfectionne le droit, que la morale publique devient plus exigeante et délicate, et que la politique devient plus conforme au principe de la Souveraineté Nationale. L'Etat est tantôt l'instrument, tantôt même l'agent du progrès. Le progrès en tout cas ne peut se passer de lui. L'Etat est du reste un être transcendant et supérieur, que tout conspire à rendre particulièrement apte à l'œuvre progressive. Il domine les intérêts privés, les mesquines querelles, les basses avidités. Il a une valeur de position. L'Etat, c'est l'homme moins l'égoïsme, c'est l'incarnation de la Raison, de la Morale, du Droit ; c'est l'instrument essentiel de la Providence. Son extension est donc souhaitable autant que nécessaire. Et Stuart Mill lui-même, bien qu'il ait pris comme point de départ le dogme de l'individualisme extrême, a eu la droiture d'admettre ensuite de multiples exceptions qui détruisent sa thèse...

Le chapitre V sera consacré aux ouvrages que Dupont-White a publiés sur la question de la structure de l'Etat : *La Centralisation* (1860); *La Liberté Politique considérée dans ses rapports avec l'Administration locale* (1864), et sur la question de la forme de l'Etat (traduction préfacée du *Gouvernement représentatif* de Stuart Mill, 1862). Dupont-White — à une époque où les campagnes se multipliaient de toutes parts en faveur de la décentralisation — s'est fait l'avocat passionné du centralisme. Il a combattu les libertés locales, et dénigré la décentralisation américaine, dont Tocqueville avait fait l'éloge. Quant au régime anglais, il s'est efforcé de montrer qu'il était en réalité beaucoup plus centralisé qu'on n'avait l'habitude de le penser. Logiquement, sinon opportunément, Dupont-White exalte le rôle de la capitale dans la nation, et propose qu'on lui accorde des privilèges électoraux pour les élections générales. Sur la question de la forme du gouvernement, Dupont-White se rallie cette fois à la thèse de Stuart Mill, et développe les avantages du système représentatif sur la monarchie absolue ou la démocratie directe. Mais on sent que dans sa pensée le droit de suffrage doit

être subordonné à la réelle capacité électorale, et que le bulletin de vote des masses est extrêmement dangereux, tant que les masses ne sont point instruites.

Dupont-White a beau dire et répéter que le citoyen vaut mieux que l'homme, que les responsabilités politiques, fussent-elles seulement celles de l'électeur, confèrent un désintéressement, une intelligence, une bonne volonté, une élévation de pensées, qui transcendent sur l'égoïsme de l'individu dans ses affaires privées, il commence à sentir qu'il y a là, mêlé d'un peu de vérité, beaucoup de sophisme.

Comment les masses incultes et avides voteraient-elles autrement qu'elles ne vivent, dans la révolte et l'envie ? Aussi Dupont-White répudie-t-il le suffrage universel.

Bientôt il dira nettement que là où est le loisir, là est ordinairement la culture d'esprit, l'élévation de la pensée, et le sens du bien public. Là où est la sécurité, là est le bon sens et le désintéressement... Et il concluera au gouvernement des classes supérieures...

Vers 1865, un changement très net se dessine dans l'orientation des réflexions et des travaux de Dupont-White.

D'une part, Dupont-White descend de plus en plus dans l'actuel et dans le concret. Peut-être, après que l'Empire autoritaire a fait place à l'Empire libéral, sent-il sa plume plus libre ; les esprits s'émancipent quelque peu ; la possibilité de la discussion indépendante et de la franche critique en fait naître le désir. Dupont-White s'attaque aux questions les plus précises et les plus brûlantes qui passionnent alors l'opinion : les candidatures officielles, le problème de la liberté des banques, le régime de la presse, l'annexion de la Belgique. Plus tard, sous la Troisième République, il suppute les chances de relèvement de la France, les avantages respectifs des différents régimes politiques envisagés, les dangers du suffrage universel ; il prend parti dans la question constitutionnelle. Et, presque jusqu'à son lit de mort, il échafaude des « perspectives politiques ». Ainsi Dupont-White ne se contente plus d'élaborer une doctrine abstraite de l'Etat, il l'applique, au jour le jour, aux situations concrètes que présente l'actualité.

D'autre part, Dupont-White remonte, de plus en plus haut, jusqu'aux principes philosophiques qu'impliquait sa doctrine politique. Il cherche à la fonder sur une métaphysique, sur

une morale, et surtout sur une psychologie. Son angoisse devant l'énigme de la mort, — dont, malgré la verdeur qu'il a conservée jusqu'à la fin, il devinait l'approche, — le pousse aussi, et de plus en plus, vers les spéculations philosophiques, vers l'examen des grands problèmes de l'origine du monde, et des fins dernières de l'homme.

Notre chapitre VI traitera des brochures d'actualité politique de Dupont-White. Nous commencerons par les brochures du Second Empire, et d'abord celles de politique intérieure comme *La Liberté de la Presse et le Suffrage universel* (1866), *Les Banques et la Guerre* (1866) (53), *Les Candidatures officielles* (1868) et *Le Progrès politique en France* (1868). Puis nous traiterons de l'étude sur *l'Equilibre en Europe* (1867), qui nous révèle les idées de Dupont-White en matière de politique extérieure. Nous passerons ensuite aux écrits de la période d'hésitation constitutionnelle : *République ou Monarchie* (1871) ; *Ce qui pourrait tenir lieu d'une Constitution* (1872) ; *Le Suffrage universel* (1872) ; *La République conservatrice* (1872) ; *Les Réflexions d'un Optimiste* (1873) ; *Politique actuelle* (1875). Dupont-White s'y montre optimiste en cette période où la défaite avait répandu le découragement, et il s'y déclare républicain, mais par opportunisme plutôt que par conviction profonde, en raison de la division des monarchistes, pour éviter l'inconvénient des minorités et des vieillesse royales, pour assurer surtout la prépondérance des classes supérieures, auquel un monarque pourrait faire échec. Au lendemain de la mort de Dupont-White, la *Revue de France* publie encore deux de ses articles sous le titre *Perspectives politiques* (1878).

Dès 1865, Dupont-White s'était mis à étudier plus spécialement la philosophie. Ami de Littré, en relations avec Renan, avec Stuart Mill, pour ne citer que quelques grands noms, il discutait passionnément avec eux. Les écoles positiviste et associationniste le séduisaient par leur hardiesse ; mais elles le décevaient dans leurs conclusions. Il était effaré de les voir se désintéresser du problème de l'au-delà, ou même de nier la vie future. Aussi entreprit-il de discuter leurs théories. Au fur et à mesure que paraissent les grands ouvrages de son temps, que ce soit *Auguste Comte et le Positivisme*, de

(53) Cette brochure, qui commença par être un article du *Correspondant*, dépasse beaucoup la portée d'un opuscule d'actualité politique.

Litré, ou *De l'Intelligence*, de Taine, ou encore *Premiers Principes*, de Spencer, il en rend compte, d'une façon intelligente, et sympathique, mais critique.

Notre chapitre VII et dernier traitera de ces articles de critique philosophique. Tous ont été réunis dans le recueil intitulé *Mélanges Philosophiques* (1878), sauf *Le Matérialisme politique en Angleterre* (1875), et l'article sur la vie future paru dans *La Critique religieuse* en avril 1878. Nous croyons inutile de les énumérer ici. Avec leur analyse prendra fin notre étude historique de la vie et de l'œuvre de Dupont-White. Nous ajouterons toutefois trois Appendices, sur *Dupont-White et la Religion*, *Dupont-White et l'étranger*, *La méthode de travail et la forme littéraire de Dupont-White*, et une conclusion sur sa fortune et son influence, qui furent si brèves et si restreintes, au moins au grand jour, que nous n'aurons pas à nous étendre...

Tome III. — Synthèse dogmatique : La doctrine politique et économique de Dupont-White et ses fondements philosophiques.

Qu'il nous suffise de donner ici sèchement le plan de notre tome troisième, tel que nous l'envisageons :

PREMIÈRE PARTIE : FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES DE LA DOCTRINE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE DUPONT-WHITE.

- I. — *La métaphysique et son incidence sur le problème des fins économiques.*
 - A. — Légitimité de la métaphysique : Comment Dupont-White interprète et critique le positivisme.
 - B. — Choix d'une métaphysique. Les modes de la connaissance métaphysique. Les intuitions infailibles qui nous révèlent la vérité métaphysique. Critique du matérialisme de la philosophie anglaise et de Taine.
 - C. — Métaphysique sociale. La nature et les fins du Progrès. Comment la Providence et la liberté de l'homme concourent à l'œuvre du Progrès. Dans quelle mesure le Progrès est-il nécessaire et immanent ? etc...

II. — *La psychologie de Dupont-White. Son incidence sur la détermination des moyens du Progrès, et de ses limites.*

A. — Importance de la psychologie politique aux yeux de Dupont-White.

B. — Psychologie de l'Individu. Son égoïsme. Son inaptitude à l'œuvre du progrès.

C. — Psychologie de l'association. Son inaptitude à l'œuvre du progrès.

D. — Psychologie de l'Etat. Sa valeur de position. Sa transcendance et son excellence. Sa mission de progrès.

TRANSITION : Comment la philosophie de Dupont-White, que nous venons de définir et d'exposer, commande et inspire sa doctrine politique, économique et sociale.

DEUXIÈME PARTIE : LA DOCTRINE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE DUPONT-WHITE.

I. — *Les principes : La nature et les limites de l'interventionnisme de Dupont-White.*

A. — Critique de l'individualisme social et du libéralisme économique.

1) Critique doctrinale de l'individualisme. Inaptitude de l'individu à concevoir et à réaliser l'intérêt général.

2) Critique théorique du libéralisme. Vanité ou malfaisance des lois naturelles prétendues harmoniques. Le libéralisme aboutit normalement aux crises et aux salaires de misère.

B. — Critique du socialisme.

1) Critique de l'associationnisme.

2) Critique de l'Etatisme intégral.

C. — Le compromis nécessaire. L'individualisme est pour une part irréductible. Mais l'intervention de l'Etat est appelée à s'étendre avec le progrès. Il est impossible de fixer une frontière théorique de leurs domaines respectifs. Systématisation de l'opportunisme.

II. — *Applications. Les modalités de l'interventionnisme de Dupont-White.*

A) Applications politiques.

L'Etat : Sa constitution politique et administrative.

L'Etat et la vie privée.

L'Etat et l'éducation.

L'Etat et l'assistance.

L'Etat et la presse.

L'Etat et la politique étrangère.

B) Applications économiques proprement dites.

L'Etat et la production.

L'Etat et la répartition.

L'Etat et la circulation (commerce intérieur et commerce international).

L'Etat et l'impôt.

CONCLUSION.

*
**

Nous avons pensé que peu de lecteurs auraient le loisir de se reporter au texte même des travaux de Dupont-White, qui sont extrêmement nombreux et disséminés, souvent d'ailleurs fort difficiles à trouver. Nous avons donc justifié la plupart de nos allégations par des citations de notre auteur ; nous avons analysé longuement et fidèlement ses œuvres ; nous en avons reproduit les principaux passages ; et nous avons cru ainsi rendre service à ceux qui voudraient bien nous lire, en les dispensant à la rigueur de lire Dupont-White. Comment du reste eussions-nous résisté au désir de citer tant de pages belles et fortes, qu'on regrette de savoir aujourd'hui oubliées ? Il eût été dommage de substituer une sèche analyse aux éloquentes envolées de Dupont-White. Nous n'aurions jamais su suggérer de façon vivante l'atmosphère de son œuvre si nous nous étions interdit de lui donner fréquemment la parole.

Qu'on nous permette, avant de terminer ce trop long Avant-Propos, d'adresser nos vifs remerciements à tous ceux qui ont bien voulu nous aider à mener à bien le présent travail.

Nous tenons tout d'abord à dire la respectueuse et profonde reconnaissance que nous devons à notre président de thèse, M. le professeur Noyelle, qui, trois mois durant, au cours de précieux entretiens hebdomadaires de plusieurs heures, a éclairé notre inexpérience de ses conseils et de ses critiques, à la fois bienveillantes, compréhensives, précises et serrées. M. Noyelle ne s'est point contenté de s'occuper de la présente thèse : il a également dirigé l'élaboration — à certains égards plus délicate — de notre second volume. Qu'il veuille bien nous permettre de lui exprimer ici à la fois notre fidèle attachement d'ancien élève de licence, et notre profonde reconnaissance de jeune candidat au doctorat.

Nous tenons également à remercier tout particulièrement M. le professeur Gaston Leduc qui, depuis que nous avons entrepris ce travail, a bien voulu aussi s'y intéresser, et nous conseiller au jour le jour.

Notre reconnaissance va encore à M. Gaëtan Pirou, professeur d'Economie politique à la Faculté de Droit de Paris, qui a bien voulu, au cours de plusieurs entretiens, nous encourager et nous conseiller.

Nous ne pouvions, pour diriger notre premier travail, avoir de meilleurs guides.

Le colonel Sadi Carnot, petit-fils de Dupont-White, nous a réservé l'accueil le plus bienveillant et le plus aimable. C'est de lui que nous tenons presque tout ce que nous avons dit de la biographie de Dupont-White. Il a mis en outre à notre disposition — outre la photographie que nous avons reproduite au début du présent volume — la correspondance et les papiers qu'il a conservés de Dupont-White. Ces documents nous ont été infiniment précieux. Nous exprimons au colonel Carnot toute notre respectueuse reconnaissance pour la confiance dont il nous a honoré en nous les communiquant. Notre vœu serait comblé si ce travail pouvait ne pas décevoir les sentiments de fidèle piété avec lesquels le colonel Sadi Carnot nous a encouragé et aidé, et s'il nous était donné de servir modestement, mais efficacement, la mémoire de Dupont-White.

Nos remerciements vont également à tous ceux qui nous ont fourni des renseignements, ou bien nous ont facilité des démar-

ches et des recherches utiles à notre documentation. Nous sommes obligé de nous borner ici à une simple énumération de noms. Nous aurons l'occasion de dire en note, au cours de nos trois volumes, ce que nous devons à chacun d'eux.

Nous remercions en particulier M. Georges Weill, professeur d'histoire moderne à la Faculté des Lettres de l'Université de Caen ; M. Paul Janet, directeur de l'Ecole Supérieure d'Electricité ; M. Robert David, ancien sous-crétaire d'Etat, petit-fils de Dupont-White ; M. Paul Henen, directeur de *La Flandre Libérale* ; M. Henri Galland, avocat à Vienne ; la mémoire du regretté Charles Lyon-Caen, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences Morales et Politiques ; M. de Montfort, archiviste de l'Institut ; M. Bouteron, bibliothécaire de l'Institut ; et M. Générès ; nos amis Maurice et Bernard Toutain, Karl Bode, Jean-Marcel Jeanneney, Marc Jacquet, Francesco Bedushi, etc... Pour le cas où nous aurions oublié de mentionner quelqu'une de ces collaborations simples et amicales, nous tenons à dire ici en bloc, à tous ceux qui nous ont aidé, notre grande reconnaissance...

Partie de Documentation Générale

Bibliographie

**Index des sources et des noms propres de personnes
cités par Dupont-White dans ses ouvrages**

Etude d'ensemble des sources de Dupont-White

BIBLIOGRAPHIE

PLAN

Abréviations des titres d'ouvrages de Dupont-White utilisées dans le présent ouvrage.

PREMIÈRE PARTIE : *Bibliographie des OEuvres de Dupont-White* (N^{os} 1 à 82) (par ordre chronologique).

DEUXIÈME PARTIE : *Correspondance, papiers divers et inédits* (N^{os} 101 à 213).

TROISIÈME PARTIE : *Bibliographie sur Dupont-White* (N^{os} 251 à 354).

QUATRIÈME PARTIE : *Autres ouvrages cités dans le présent volume* (par ordre alphabétique des noms d'auteurs) (N^{os} 401 à 592).

ABREVIATIONS DES TITRES D'OUVRAGES DE DUPONT-WHITE UTILISEES DANS LE PRESENT OUVRAGE

ADMIN. LOC.	<i>L'Administration locale en France et en Angleterre.</i> Cinq articles dans la <i>Revue des Deux-Mondes</i> des 15 mars 1862, 15 août 1862, 1 ^{er} décembre 1862, 1 ^{er} février 1863, 1 ^{er} mai 1863.	Bibliographie N° 27, 28, 29, 30 et 31.
AV.-PROP. LIB.	Avant-propos de Dupont-White à sa traduction de <i>La Liberté</i> de Stuart Mill. (Cet Avant-propos ne figure que dans les seconde et troisième éditions de <i>La Liberté</i> , 1864 et 1877).	34 et 74.
BANQUES.	<i>Les Banques et la Guerre.</i> Article dans <i>Le Correspondant</i> du 25 septembre 1866.	44.
BANQUES BROCH.	<i>Les Banques et la Guerre.</i> Brochure. Tiré à part du précédent, 1866.	45.
BUDG. CULTES.	<i>Du Budget des Cultes.</i> Article dans la <i>Politique Nouvelle</i> , revue hebdomadaire, 6 ^e livraison, 6 avril 1851.	13.
CANDID. OFF.	<i>Des Candidatures officielles.</i> 1 ^{re} édit., 1868. 2 ^e édit., 1869.	50. 51.
CENTRAL.	<i>La Centralisation.</i> 1 ^{re} édit., 1860. 2 ^e édit., 1861. 3 ^e édit., 1876.	22. 24. 72.
CONSTIT.	<i>Ce qui pourrait tenir lieu d'une Constitution.</i> Article dans la <i>Revue Britannique</i> , 1872.	54.
CONSTIT. BROCH.	<i>Ce qui pourrait tenir lieu d'une Constitution</i> , brochure. Tiré à part du précédent, 1872.	55.
CRÉD. FONC.	<i>Du projet de loi sur le Crédit Foncier.</i> Article dans <i>La Liberté de Penser</i> , 1851.	14.

DROITS ET DEV.	<i>Les Droits et les Devoirs de la France dans la situation actuelle de l'Europe. Deux articles dans la Revue Contemporaine, 1867.</i>	46 et 47.
EQUIL. EUR.	<i>De l'Equilibre en Europe.</i> 1 ^{re} édit., 1867. 2 ^e édit., 1867.	48. 49.
ET. SUR L'IMPÔT.	<i>Etude sur l'Impôt, article dans La Liberté de Penser, 1851.</i>	16.
GOUV. REPR.	<i>Le Gouvernement Représentatif. Article dans la Revue des Deux-Mondes, 1861.</i>	25.
GRANDE QUEST.	<i>La grande question : Ce que dure l'homme. Article dans la Critique Religieuse, 1878.</i>	79.
HARM. ÉC.	<i>Compte rendu, par D.-W., des Harmonies économiques de Frédéric Bastiat, dans La Liberté de Penser, 1851.</i>	12.
IMPÔT DU SEL.	<i>De la suppression de l'Impôt du Sel et de l'Octroi, 1847.</i>	6.
IMPUISS. POL.	<i>Impuissance politique de la Philosophie. Trois articles dans la Revue de France de février, mars et mai 1876.</i>	69, 70 et 71.
IND. ET ET.	<i>L'Individu et l'Etat.</i> 1 ^{re} édit., 1857. 2 ^e édit., 1858. 3 ^e édit., 1865.	19. 20. 39.
INFL. DES GOUV.	<i>De l'Influence des Gouvernements sur les progrès matériels des Sociétés. Article dans La Liberté de Penser, 1850. *</i>	11.
INTERV. ET.	<i>De l'Intervention de l'Etat dans les relations du Travail avec le Capital. Article dans le Journal des Economistes, 1846.</i>	3.
INTROD. GOUV. REPR.	<i>Introduction de Dupont-White à sa traduction de Le Gouvernement représentatif de Stuart Mill.</i> 1 ^{re} édit., 1862. 2 ^e édit., 1865. 3 ^e édit., 1877.	26. 38. 73.
LIB. ECH.	<i>Le Libre Echange. Article dans La Liberté de Penser, 1851.</i>	15.

LIB. POL.	<i>La Liberté Politique considérée dans ses Rapports avec l'Administration locale</i> , 1865.	33.
LIB. PRESSE.	<i>La Liberté de la Presse et le Suffrage universel</i> , 1866.	43.
MATÉR. POL.	<i>Le Matérialisme Politique en Angleterre</i> . Article dans la <i>Revue de France</i> , 1875.	67.
MATÉR. ET SPIRIT.	<i>Matérialisme et Spiritualisme. L'Intelligence</i> , par M. Taine. Deux articles dans la <i>Revue de France</i> , 1874.	64 et 65.
MÉL. PHIL.	<i>Mélanges Philosophiques</i> , 1878.	80.
MÉM. SUBERVIELLE.	Mémoire présenté au Roi par le sieur Subervielle, signé Charles Dupont-White, 1841.	1.
PERSP. POL.	<i>Perspectives politiques</i> . Deux articles dans la <i>Revue de France</i> du 15 décembre 1878 et 1 ^{er} janvier 1879.	81 et 82.
PHIL. ANGL.	<i>Où en est la Philosophie Anglaise?</i> Deux articles dans la <i>Revue de France</i> , 1877.	75 et 76.
POL. ACT.	<i>Politique Actuelle</i> , 1875.	66.
POSIT.	<i>Le Positivisme</i> . Deux articles dans la <i>Revue des Deux-Mondes</i> , 1865.	35 et 36.
POSIT., BROCH.	<i>Le Positivisme</i> , brochure. Tiré à part des précédents, 1865.	37.
PRÉF. IND. ET ET.	Préface rajoutée par Dupont-White dans la seconde édition de <i>L'Individu et l'Etat</i> (1858) et reproduite dans la 3 ^e édit. (1865).	20 et 39.
PRÉF. LIB.	Préface de Dupont-White à sa traduction de <i>La Liberté</i> de Stuart Mill. 1 ^{re} édit., 1860. 2 ^e édit., 1864. 3 ^e édit., 1877.	26. 34. 74.
PROP. ET SAL.	Mémoire manuscrit présenté par Dupont-White à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, en 1845, en vue d'un concours sur le sujet : « <i>Déterminer les faits généraux qui régissent les rapports des profits avec les salaires et en expliquer les oscillations respectives.</i> »	2.

PROGR. PAR GOUV.	<i>Du Progrès par le Gouvernement.</i> 17 et 18. Deux articles dans <i>La Politique nouvelle</i> , 1851.
PROGR. POL.	<i>Le Progrès politique en France</i> , 52. 1868.
RÉFL. OPT.	<i>Réflexions d'un Optimiste</i> , 1873. 63.
RÉP. CONS.	<i>La République conservatrice</i> , 1872. 62.
RÉP. OU MON.	<i>République ou Monarchie</i> , 1871. 53.
RÔLE ET LIB.	<i>Le Rôle et la Liberté de la Presse.</i> 40 et 42. Deux articles dans <i>Le Correspondant</i> , janvier et février 1866.
RÔLE ET LIB. BROCH.	<i>Le Rôle et la Liberté de la Presse</i> , 41. Tiré à part du premier des articles du <i>Correspondant</i> .
SUFFR. UNIV.	<i>Le Suffrage universel.</i> Quatre articles dans <i>Le Correspondant</i> des 10 mars, 25 mars, 10 mai et 25 novembre 1872. (Le second et le troisième de ces articles ont été tirés à part.) 56, 57, 59 et 61. 58 et 60.
TRAV. ET CAP.	<i>Essai sur les relations du Travail</i> 4. avec le <i>Capital</i> , 1846.

Abréviation des titres de quelques-uns des périodiques auxquels Dupont-White a collaboré.

- Corresp. — *Le Correspondant*.
 Dx Mondes. — *Revue des Deux Mondes*.
 Fl. Lib. — *La Flandre Libérale* (périodique belge).
 Journ. des Ec. — *Journal des Economistes*.
 Lib. Pens. — *La Liberté de Penser*.
 Pol. Nouv. — *La Politique Nouvelle*.
 Rev. Brit. — *La Revue Britannique*.
 Revue Cont. — *La Revue Contemporaine*.
 Rev. de Fr. — *La Revue de France*.

PREMIÈRE PARTIE

BIBLIOGRAPHIE DES ŒUVRES DE DUPONT-WHITE (PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE)

« Ce qu'il faudrait, c'est une bibliographie complète comme les Anglais en consacrent à leurs écrivains... »

Emile DE LAVELEYE : *Un Précurseur : Dupont-White* (Rev. des Deux Mondes, déc. 1889, p. 544).

N.-B. — Nous avons mis en caractères gras les travaux qui nous paraissent les plus importants pour l'étude de Dupont-White. Quand un ouvrage a plusieurs éditions, nous ne mettons en caractères gras que la première — (à moins qu'une édition postérieure ne présente un intérêt tout particulier, comme par exemple la seconde édition de l'Individu et l'Etat (infra n° 20), qui comporte une préface nouvelle et extrêmement importante.

Quand Dupont-White a publié l'un de ses travaux d'abord dans une revue, puis sous la forme d'un livre ou d'une brochure, nous avons choisi de mettre en caractère gras la première édition parue sous forme d'ouvrage séparé.

N° 1. *Mémoire présenté au roi par le sieur Subervielle.*

Signé : Charles DUPONT-WHITE, 4 septembre 1841;
Paris, imprimerie Declanchy, 16 p. in-4°.

(Ce petit opuscule est une plaidoirie de DUPONT-WHITE, avocat au Conseil d'Etat.)

Bibl. Nat.

N° 2. *Déterminer les Faits Généraux qui règlent les Rapports des Profits aux Salaires et en expliquer les oscillations respectives.*

Manuscrit présenté par Dupont-White, avec la devise : « *Non quis, sed quid* », pour un concours de l'Académie des Sciences Morales et Politiques de 1845.

Le manuscrit a 176 pp., il porte le numéro 2, il est daté du 30 sept. 1844. La plus grosse partie est écrite d'une main autre que celle de DUPONT-WHITE, mais corrigée par lui; deux des juges du concours, BLANQUI et VILLERMÉ, ont marqué qu'ils avaient lu le manuscrit en signant sur la première page. Le troisième juge, PASSY, n'a pas signé. Ce manuscrit a été presque intégralement reproduit par DUPONT-WHITE dans son ouvrage : *Essai sur les relations du Travail avec le Capital*, 1846. Voir indications sur cet ouvrage (infra N° 4) avec des détails sur la concordance.

(Le manuscrit se trouve dans les archives de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, où nous avons pu le consulter grâce à l'obligeance de Charles LYON-CAEN, secrétaire général de l'Académie des Sciences Morales et Politiques; de M. DE MONTFORT, archiviste de l'Institut; de M. BOUTERON, bibliothécaire de l'Institut, et de M. GÉNÈRÈS. Qu'il nous soit permis de leur exprimer ici toute notre respectueuse reconnaissance.)

Voici la liste des principaux passages du manuscrit qui n'ont pas été reproduits dans l'Essai sur les relations du Travail avec le Capital, avec une courte analyse de chacun de ces passages, et l'indication de la page de l'Essai qui correspond à la place où ils étaient insérés dans le manuscrit :

INDICATION ET COURTE ANALYSE DES PASSAGES NON REPRODUITS.

(N. B. — Par suite de lacunes dans les notes que nous avons prises, certaines des indications que nous donnons relativement à la pagination du manuscrit ne sont qu'approximatives.)

P. 1 à p. 4. — Intérêt brûlant, mais extrême complexité du sujet du concours; félicitations à l'Académie qui a eu la hardiesse de le proposer. Comment Dupont-White comprend le sujet; pourquoi les profits du Capital et les salaires du Travail méritent les uns et les autres une grande sollicitude.

P. 6. — Une phrase sur la réhabilitation du travail dans les temps modernes.

REFERENCE CORRESPONDANTE DANS L'ESSAI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL AVEC LE CAPITAL.

Avant p. 10 : « ...un de ces problèmes pleins d'angoisses qui pèsent sur elle comme une menace... »

Entre p. 13 : « ...l'indignité de cet agent de la production », et p. 14 : « Ce n'est pas tout... »

P. 7. — Un membre de phrase sur les Saint-Simoniens.

P. 9, une quinzaine de lignes. — Existence d'un lien logique et d'un rapport effectif de dépendance entre les mouvements des profits et ceux des salaires. L'impulsion première est donnée par les salaires.

P. 11 : une note. — « Il faut admettre une exception pour les pays qui font usage d'une monnaie de papier : rien n'empêche qu'elle se proportionne exactement aux nouveaux besoins de la circulation. »

P. 17 à 21. — Le rapport d'« antipathie et de collision », dont Dupont-White a affirmé l'existence entre les profits et les salaires est-il le seul qui existe entre eux? Profits et salaires ne bénéficient-ils pas concurremment de la baisse générale des prix dans les périodes de grande prospérité? — Non, car la baisse des salaires suit immédiatement celle du coût de la vie. Dupont-White pose la loi des salaires : le minimum de subsistances, et l'appuie sur une citation de Malthus relative à l'Irlande, et sur deux citations de Mac Culloch, l'une relative au Bengale, l'autre relative à l'Irlande.

P. 28 *in fine* à p. 31. — La hausse des profits n'entraîne pas du tout nécessairement la hausse des salaires lesquels dépendent premièrement de la population.

P. 45, une quinzaine de lignes. — Exposé de l'hypothèse où les crises, en régime capitaliste, ne seraient pas un phénomène organique, mais un simple accident. Urgence qu'il y a à combattre cette théorie, si elle est fausse.

P. 53, six ou sept lignes. — Les statistiques de l'impôt des patentes donnent une bonne notion des oscillations du volume des capitaux industriels, en grande partie consacrés au paiement des salaires. Elles sont un bon signe des mouvements de la production et de la distribution de la richesse.

Entre p. 14 : « ...jusque-là dans certains esprits », et ce qui fait suite immédiatement : « Les faits et les œuvres l'ont suivie... »

Entre p. 16 : « ...tantôt les réduisent à l'avantage de ceux-ci », et p. 18 : « Mais ce premier aperçu... »

Cette note est accrochée à : « ...s'effectuer sans un surcroît de numéraire » (p. 20).

Entre p. 30 : « ...le parallélisme, pour ainsi dire, est exclu de leurs relations », et p. 69 : « La *Revue d'Edimbourg* cite une série d'observations... »

Entre p. 79 : « ...ou tout au moins de sa force et de son activité », et p. 92 : « Il faut donc arriver de prime abord... »

Entre p. 123 : « ...et de production illimitée », et p. 135 : « Nous venons d'analyser... »

P. 142 : entre « ...la production industrielle » et ce qui fait suite immédiatement : « On se rend compte aisément... »

P. 57, une vingtaine de lignes. — Le capital industriel est celui dont la plus grande part est consacrée aux salaires.

P. 62, une dizaine de lignes. — Les crises sont un désastre pour les salaires dans un pays « d'essence industrielle », non pas dans un pays « foncièrement agricole ».

P. 75, une dizaine de lignes et une note. — Les salaires d'été sont supérieurs aux salaires d'hiver, la variation est donc dans le sens inverse de celle des besoins des ouvriers. Le fait s'appuie sur l'autorité de Smith, de Malthus, de la *Revue d'Edimbourg*, d'un exemple personnellement recueilli par Dupont-White en Touraine.

P. 79, une note, (probablement rajoutée au dernier moment), de la main de Dupont-White. — Eloge du « don d'expansion et de prosélytisme qui est le trait saillant de l'esprit français ».

P. 89, cinq lignes, et une note. — Malthus est précurseur de Ricardo quant à la théorie de la rente. Citation de Ricardo qui, lui-même, l'a reconnu.

P. 91, une phrase de six lignes, effacée de la main de Dupont-White mais encore lisible, et une note non effacée. — Eloge du tempérament robuste de l'Angleterre, et de l'énergie avec laquelle elle a opéré son relèvement après 1815.

P. 92, un passage d'une dizaine de lignes que Dupont-White a modifié dans la forme lors de la publication de son mémoire. — L'introduction en France du régime représentatif, avec suffrage censitaire a accru le protectionnisme agricole.

P. 100, un membre de phrase. — « ...Composée des mêmes éléments, la Représentation Nationale avait gardé les mêmes sentiments. »

P. 146, entre : « ...l'attrait inné de l'agriculture », et ce qui fait suite immédiatement : « Ainsi le progrès de l'industrie... »

Entre p. 152 : « ...et qui promet aux profits une élévation progressive », et p. 155 : « Lorsqu'on a montré l'influence exercée... »

P. 168, entre : « ...avec la plus encourageante fécondité », et ce qui fait suite immédiatement : « Encore un mot sur ce point si capital... ».

P. 173 : la note est accrochée à : « ...qui a toujours distingué la civilisation anglaise. »

Entre p. 182 : « ...dans toutes les circonstances de cette époque », et p. 183 : « Mais les capitaux qui s'adressèrent au sol... »

Entre p. 184 *in fine* : « ...C'est la part de désordre et de détresse que l'Angleterre devait supporter dans cette lutte », et p. 185 : « Nous venons de voir : 1^o que le prix du blé en France... »

Entre p. 186 : « ...n'avaient pas d'autre sens, d'autre intention », et p. 186 : « Faut-il en conclure que la représentation de tous... »

Entre p. 196 : « ...résoudre la question qui tient aux circonstances actuelles et momentanées », et ce qui fait suite immédiatement : « Cette protection, dont le mode est littéralement emprunté à nos voisins... »

P. 120, un passage plus développé que dans le livre, mais dont cependant tout l'essentiel a été reproduit lors de la publication du mémoire. — Contre le paresseux optimisme des économistes anglais, surtout Ricardo et Malthus. Leurs contorsions de raisonnement pour justifier tous les abus, Citation de Rousseau qui dit la Société mauvaise par essence. Il n'a pas de plus enragé contradicteur que Malthus et Ricardo.

P. 139, environ vingt-cinq lignes. — Une baisse des produits agricoles peut accroître les profits, sans que ce soit aux dépens des salaires.

P. 144, une quinzaine de lignes. — Légitimité des grandes fortunes acquises par le travail; il est bon que tous aient devant eux de larges possibilités d'ascension sociale.

P. 163, cinq lignes. — Contre la théorie de Malthus, qui fait dériver le paupérisme non pas d'un défaut des institutions, mais bien d'une faute individuelle; l'excès de la procréation.

P. 169, une vingtaine de lignes. — Dupont-White pose la question : « Y a-t-il lieu à une assistance spéciale des pouvoirs publics en faveur des classes ouvrières? »

P. 173, à la fin (p. 176). — Dupont-White s'excuse d'être un peu sorti de son sujet en affirmant la nécessité de l'intervention de l'Etat. Puis il fait deux remarques rassurantes pour la société présente... et pour ses juges de l'Académie : 1^o la classe ouvrière est encore relativement peu nombreuse en France; aussi la question ouvrière est-elle seulement « une question de justice et d'humanité », qui ne met pas en jeu « les droits de la majorité »; 2^o la constitution actuelle de la société permet au ouvriers intelligents et entreprenants de s'élever à une situation supérieure, et par là prive la classe ouvrière de ceux qui pourraient éventuellement se faire ses chefs révolutionnaires, et l'entraîner dans des aventures dangereuses pour l'Ordre Social.

Entre p. 221 : « ...invectives contre ses détracteurs et ses victimes », et p. 222 : « Ecoutez Malthus... »

Entre p. 248 : « ...en diminuant les prix de revient et en élevant les prix de vente », et p. 249 : « Ainsi l'accroissement des pouvoirs productifs de la terre... »

Entre p. 254 *in fine* : « ...cette source légitime et pure entre toutes », et p. 255 : « Nous venons d'énumérer les circonstances... »

Entre p. 382 : « ...au dernier degré de la déchéance et de l'ilotisme », et p. 386 : « Qui donc aurait le droit de dire anathème... »

Après p. 391 : « ...obtient de la loi qu'elle intervienne et fasse rendre gorge à l'usurier ».

Ce passage fait immédiatement suite dans le manuscrit à un développement sur l'utilité de l'intervention de l'Etat qui a été reproduit dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, p. 347-8, et p. 350 à 352, et qui se termine par ces mots : « ...ne se mêlerait de lui que pour l'opprimer ».

N° 3. *De l'Intervention de l'Etat dans les Relations du Travail avec le Capital.*

Article dans le *Journal des Economistes*, janvier 1846, 1^{re} série, tome XIII, pp. 146-155.

(Cet article est un extrait, publié avant le livre lui-même, de l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital* (N° 4), qui le reproduit intégralement avec seulement quelques légères améliorations de style (p. 393 à 419). L'article du *Journal des Economistes* contient l'essentiel de la partie constructive de l'*Essai*.)

Note du rédacteur en chef : « Fragment de l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital* actuellement sous presse. En reproduisant cette opinion (*sic*), la rédaction du *Journal des Economistes* s'empresse de faire ses réserves. »

N° 4. **ESSAI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL AVEC LE CAPITAL.**

Paris, Guillaumin, 1846, 444 p. in-8°.

(Cet ouvrage est essentiellement la publication du manuscrit sur les profits et les salaires (supra N° 2) que Dupont-White avait présenté au concours de l'Académie des Sciences Morales et Politiques de 1845. DUPONT-WHITE a ajouté une introduction, un certain nombre de développements et toute une théorie doctrinale positive de l'intervention de l'Etat, où se trouve reproduit l'article antérieurement publié dans le *Journal des Economistes* (supra N° 3).

Des comptes rendus de cet ouvrage ont été faits par POTTERAT DE THOU (N° 274); Pierre LEROUX (N° 275); PECQUEUR (N° 276); Joseph GARNIER (N°s 277 et 278); ALLOURY (N° 279).

Dupont-White reçut au sujet de cet ouvrage des lettres que nous énumérons, et dont nous donnons les références infra p. 71.

Dupont-White annonce l'envoi de l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital*, à Emile DE LAVELEYE, par une lettre de 1861 ou 1862 (infra n° 101).

Bibl. Nat.; Bibl. du Musée Social; Bibl. de la Faculté de Droit de Paris; Bibl. de l'Institut; Bibl. de la Sorbonne (exemplaire personnel de Stuart Mill); Bibl. de l'Université de Caen.

Voir à la page suivante le détail de la concordance de l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital* avec le manuscrit sur les Profits et Salaires (supra N° 2) et avec l'article du *Journal des Economistes* sur *L'Intervention de l'Etat dans les relations du Travail avec le Capital* (supra N° 3) :

ESSAI SUR LES RELATIONS
DU TRAVAIL AVEC LE CAPITAL

INDICATIONS
DE CONCORDANCE (1)

P. 1 : « Il s'est fait de nos jours »
à p. 10 : « Nous avons devant
nous... »

Texte nouveau.

P. 10 : « un de ces problèmes
plein d'angoisses qui pèsent sur
elle... » à p. 12 : « ...autant d'a-
jouté au gain du producteur... »

Manuscrit p. 4 et 5.

P. 12 : « Nouveauté, avons-nous
dit... » à p. 13 : « ...Constater
l'évidence du progrès. »

Texte nouveau.

P. 13 : « Jusqu'à nos jours... » à
p. 13 : « ...qu'une voix pour flétrir
le travail. »

Manuscrit p. 5.

P. 13 : « Servile, ignoble, ou fu-
tile... » à p. 13 : « ...Ou les soins
de la vie à venir. »

Texte nouveau.

P. 13 : « La Grâce et la Germa-
tile... » à p. 13 : « ...cet agent de la
production. »

Manuscrit p. 6.

P. 13 : « Mais l'humanité a dé-
sormais d'autres sentiments... » à
p. 14 : « ...Les plus nobles cœurs
de cette époque. »

Texte nouveau.

P. 14 : « Ce n'est pas tout... » à
p. 16 : « ...que les salaires descen-
dent. »

Manuscrit p. 6 à 9.

P. 16 : « De là un effort perma-
nent... » à p. 16 : « à son éléva-
tion. »

Texte nouveau.

P. 16 : « Les faits généraux qui
résistent... » à p. 16 : « ...et vice-
versa. »

Manuscrit p. 8 ou 9.

P. 16 : « 2° Le prix des produits
agricoles... » à p. 16 : « ...élévation
préexistante. »

Texte nouveau.

P. 16 : « 3° L'impôt, il ne saurait
affecter... » à p. 16 : « ...à l'avan-
tage de ceux-ci. »

Manuscrit p. 9.

P. 16 : « Avant de les étudier... »
à p. 18 : « ...qui divise ces deux
termes. »

Texte nouveau.

(1) Par suite de lacunes dans nos notes, certaines des indications que nous donnons quant à la pagination du manuscrit ne sont qu'approximatives.

P. 18 : « Mais ce premier aperçu... » à p. 24 : « ...aucune portion de la communauté. » (sauf la note 2 de la p. 23, qui est nouvelle).

Manuscrit p. 9 à 13.

P. 24 : « Cette considération capitale... » à p. 25 : « ...de première nécessité ».

Texte nouveau.

P. 25 : « Ainsi la hausse des salaires... » à p. 30 : « ...est exclu de leurs relations. »

Manuscrit p. 13 à 17.

P. 30 : « Le travail ne pouvant obtenir... » à p. 66 : « ...en présence de ce bon marché ».

Texte nouveau.

P. 66 : « Le salaire baisse en pareil cas... », à p. 66 : « ...le bas prix du travail suit constamment celui des denrées ».

Manuscrit p. 19.

P. 66 : « C'est un fait notoire en France... », à p. 69 : « ...diverses époques fort rapprochées ».

Texte nouveau.

P. 69 : « La *Revue d'Edimbourg* cite... », à p. 79 : « ...de sa force et de son activité ».

Manuscrit p. 21 à 28 *in fine*.

P. 81 : « Concédonc un moment », à p. 84 : « ...et notamment des cé-
réales ».

Texte nouveau.

P. 84 : « Dupré de Saint-Maur a donné... », à p. 85 : « ...si ce n'est de certitude même ».

Manuscrit p. 82 et 83 (intercalé dans le texte du chapitre XIII de l'*Essai sur les Relations...*)

P. 86 : « C'est beaucoup sans doute... », à p. 92 : « ...l'état des mœurs et des institutions ».

Texte nouveau.

P. 92 : « Il faut donc arriver... », à p. 94 : « ...et de prospérité ».

Manuscrit p. 31 et ss.

P. 94 : « Mais ce qu'il faut bien saisir... », à p. 94 : « ...de la même cause ».

Texte nouveau.

P. 94 : « La fécondité de la production... », à p. 95 : « ...à la solidarité essentielle de ces deux intérêts ».

Manuscrit p. 33.

P. 95 : « Il est donc vrai de dire... », à p. 107 : « ...qui en régissent les chances, les ressources, les vicissitudes ».

Texte nouveau.

P. 109 : « Si l'on interrogeait... », à p. 121 : « ...les choses demandées par là ».

Manuscrit p. 33 à 44.

- P. 122 : « Au surplus, nous ne supposons rien... », à p. 122 : « ...et pour ainsi dire universelle » (et la note 1 de la p. 122).
Texte nouveau.
- P. 122 : « L'école de Ricardo a sur ce point... », à p. 123 : « ...et de production illimitée ».
Manuscrit p. 44 et 45.
- P. 123 : « La vie industrielle d'une nation... », à p. 133 : « ...modifications que comportent les profits ».
Texte nouveau.
- P. 135 : « Nous venons d'analyser... », à p. 152 : « ...et qui promette aux profits une élévation progressive ».
Manuscrit p. 45 à 62. (La note de la p. 150 du livre est effacée de la main de D.-W. dans le manuscrit.)
- P. 152 : « Si cet effet se produit... », à p. 153 : « ...par l'excès de la procréation » (et dans la note de la p. 152, depuis : « Sa théorie de la population... » jusqu'à : « à l'époque où Malthus a pris la plume »).
Texte nouveau.
- P. 155 : « Lorsqu'on a montré l'influence... », à p. 182 : « ...dans toutes les circonstances de cette époque... »
Manuscrit p. 63 à 89.
- P. 182 : « Les prix fabuleux... », à p. 183 : « ...au continent européen ».
Texte nouveau.
- P. 183 : « Mais les capitaux qui s'adressèrent au sol... », à p. 186 : « ...d'autre intention ».
Manuscrit p. 89 à 92.
- P. 186 : « L'intérêt du pays ne fut sacrifié... », à p. 186 : « ...Mais sans doute la mieux représentée ».
Texte modifié, par rapport à manuscrit p. 92.
- P. 186 : « Faut-il en conclure... », à p. 192 : « ...la classification de chaque département ».
Manuscrit p. 92 à 97 environ.
- P. 192 : « Si le prix le plus élevé... », à p. 192 : « ...plus désastreuse que partout ailleurs ».
Texte nouveau.
- P. 192 : « Nous trouvons encore sur cette matière... », à p. 193 : « ...telles sont les principales dispositions de cette loi ».
Manuscrit p. 97.
- P. 193 : « Elle fut suivie... », à p. 193 : « ...où la loi de 1822 prohibait l'importation ».
Texte nouveau.
- P. 193 : « Rien de plus clair que... », à p. 196 : « ...Nous pencherions pour l'affirmative ».
Manuscrit p. 97 à 101.

P. 197 : « Les lois anglaises fusent-elles... », à p. 197 : « ...la chose est de médiocre conséquence »

Texte nouveau.

P. 197 : « Il n'y en a pas moins de tels rapports... », à p. 204 : « ...où s'absorbent ses facultés et ses forces ».

Manuscrit p. 101 et ss.

P. 204 : « L'élément industriel en France... », à p. 221 : « ...en invectives contre ses détracteurs ou ses victimes ».

Manuscrit p. 106 à 120.

(Sauf p. 204 : « résultats bien naturels de l'ignorance et de l'exclusion politiques. »)

Texte nouveau.

P. 221 : « C'est un parti pris chez eux... », à p. 221 : « ...plus ardents et plus passionnés ».

Texte réduit par rapport à manuscrit p. 120.

P. 222 : « Ecoutez Malthus... », à p. 229 : « ...et que se retrouvent les profits du monopole ».

Manuscrit p. 121 et ss.

P. 229 : « C'est-à-dire de la hausse des produits... », à p. 229 : « ...que nous avons eu lieu d'observer déjà ».

Texte nouveau.

P. 229 : « Quant à l'état de gêne, et aux embarras... », à p. 243 : « ...pas plus douteux que la lutte elle-même ».

Manuscrit p. 125 à 138.

P. 243 : « On se récriera peut-être contre cette conclusion... », à p. 247 : « ...sous forme d'attentat aux salaires ».

Texte nouveau.

P. 247 : « Cherchons toutefois... » à p. 248 : « ...et élevant les prix de vente ».

Manuscrit p. 138 et 139.

P. 248 : « La découverte d'un nouvel engrais... », à p. 249 : « ...par la baisse des frais de production et par la hausse des prix de vente ».

Texte nouveau.

P. 249 : « Ainsi l'accroissement des pouvoirs productifs de la terre... », à p. 256 : « ...par l'abjection universelle ».

Manuscrit p. 140 à 145.

P. 256 : « Comme dans cette hypothèse... », à p. 256 : « ...une pacification sérieuse et durable ».

Texte nouveau.

P. 256 : « Reste toutefois une insurmontable difficulté... », à p. 275 : « ...un fait d'une origine si complexe et problématique ».

Manuscrit p. 145 à 161.

- P. 275 et 276 : la note. Texte nouveau.
- P. 277 : « Si la lutte du capital et du travail... », à p. 347 : «... avec tant de certitude et de continuité ». Texte nouveau.
- P. 347 : « Il n'y a pas que les prohibitions... », à p. 348 : « ...ici finit la protection ». Manuscrit p. 169 et ss.
- P. 348 : « Cela n'est pas selon la justice... », à p. 350 : « ...et la commisération de l'Etat ». Texte nouveau.
- P. 350 : « Je comprends la doctrine... », à p. 352 : « ...ne se mêlerait de lui que pour l'opprimer ». Manuscrit *in fine* p. 171 et ss.
- P. 352 : « Nous venons de montrer... », à p. 377 : « ...qu'il s'agit maintenant de prévoir et d'apprécier ». Texte nouveau.
- P. 378 : « Les développements qu'on a vus plus haut... », à p. 382 : « ...au dernier degré de la déchéance et de l'ilotisme ». Manuscrit p. 161 à 164.
- P. 382 : « Au reste, cette explication des vices du pauvre par sa misère... », à p. 386 : « ...serait d'une rigueur sans pareille ». Texte nouveau.
- P. 386 : « Qui donc aurait le droit... », à p. 391 : « ...et fasse rendre gorge à l'usurier ». Manuscrit p. 164 à 169.
- P. 393 : « Il ne peut être question ici de spécifique... », à p. 419 : « ...le fonds de secours alloué à ces souffrances et à ces incapacités ». Article du *Journal des Economistes*, janvier 1846, p. 146 à 155.
- P. 419 : « Les mesures exposées jusqu'ici... », à p. 435 : « ...toutes les menaces de cet avenir ». Texte nouveau.

- — — Une lettre adressée par Louis Blanc à Dupont-White et datée du 16 avril 1846 (*infra* N° 142), annonce : « Votre article paraîtra très prochainement : j'en ai la promesse. » Nous ignorons de quel article il s'agit ici, dans quel périodique il devait paraître, et s'il est jamais paru.
- — — Une lettre adressée à Dupont-White, datée du 1^{er} mai 1846, signée : Ferd. François (de la Revue Indépendante) et conservée par le Colonel Carnot

(*infra* N° 144), semble indiquer que Dupont-White avait à cette époque l'intention de consacrer une étude aux économistes anglais. A notre connaissance, il n'a pas donné suite à ce projet.

- Une lettre adressée à Dupont-White par un administrateur de la Revue Indépendante, datée du 25 juin 1846, et conservée par le Colonel Carnot, semble indiquer que Dupont-White se livrait à cette époque à des travaux dont nous n'avons pu retrouver la trace. Après avoir insisté vivement pour que Dupont-White se fît associé de La Revue Indépendante, son correspondant, dont nous n'avons pu déchiffrer la signature, ajoute : « ...Finalement vous ne m'avez pas dit en l'honneur de quoi vous m'avez gratifié de ce travail sur le mouvement commercial de l'association allemande que vous m'aviez envoyé, et si je dois le remettre à quelqu'un... » — Il s'agissait sans doute d'une étude sur le Zollverein, alors en pleine expansion, et dont l'exemple constituait, aux yeux de Dupont-White, l'un des plus forts arguments en faveur du protectionnisme éducateur.

N° 5. Polémique entre Dupont-White et Joseph Garnier sur la Doctrine et le Caractère de Malthus.

Journal des Economistes, octobre 1846, livraison n° 59, 1^{re} série, tome XV, p. 306.

Dans son compte rendu (*infra* N° 277) de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (*supra* N° 4), J. GARNIER avait accusé DUPONT-WHITE de se montrer injuste envers MALTHUS, en l'appelant « champion de l'aristocratie ». DUPONT-WHITE, dans une lettre adressée au « directeur du *Journal des Economistes* (qui était alors Joseph GARNIER lui-même), appuie son assertion première sur des arguments nouveaux et de nouvelles citations de MALTHUS. La lettre de DUPONT-WHITE est datée de Lacroix, 15 septembre 1846. Sur un ton assez vif, sans reculer devant l'emploi de certains arguments personnels, Joseph GARNIER répond de nouveau à DUPONT-WHITE, et conclut : « Je mets sincèrement MALTHUS au rang des bienfaiteurs de l'Humanité. »

DUPONT-WHITE reçut pour sa lettre à Joseph GARNIER sur la doctrine et le caractère de MALTHUS, les félicitations écrites d'Eugène SUE (*infra* N° 154).

N° 6. DE LA SUPPRESSION DE L'IMPOT DU SEL ET DE L'OCTROI.

Paris, Guillaumin, 1847, 90 p. in-8°.

(Bibl. Nat.)

- N° 7. *Affiche électorale de Dupont-White candidat aux élections à l'Assemblée constituante (23 avril 1848) dans le département de l'Oise.*

Beauvais, 1848.

Cette petite affiche jaune, imprimée fin, donne plutôt l'idée d'un petit mémoire scientifique que d'un placard de propagande électorale. Elle a été conservée par M. le Colonel Sadi Carnot.

Le texte de cette affiche a été reproduit dans le Journal de l'Oise du 25 mars 1848 (infra N° 8).

- N° 8. *Proclamation électorale de Dupont-White candidat à la députation dans le département de l'Oise.*

Dans le *Journal de l'Oise* du 25 mars 1848.

Le texte est le même que celui de l'affiche électorale (Cf. N° 7).

La collection du Journal de l'Oise se trouve à la Bibl. Nat.

- N° 9. *Affiche électorale de Dupont-White candidat aux élections complémentaires à l'Assemblée Constituante (4 juin 1848) dans le département de la Seine.*

Paris, 1848.

Petite affiche rose. Le texte est assez semblable à celui de l'affiche de l'Oise (N° 7 et 8). Mais D.-W. n'y parle pas de la protection de l'agriculture, et y insiste davantage sur « la charité dans les lois ».

Un important extrait de cette proclamation a paru dans le Journal des Débats du 2 juin 1848 (Cf. infra N° 10).

Cette affiche a été conservée par les soins du Colonel Sadi-Carnot, à l'amabilité duquel nous devons de l'avoir eue sous les yeux, Bibl. Nat., cote : Le 64 1526.

- N° 10. *Extrait de la Profession de Foi de Dupont-White candidat aux élections complémentaires à l'Assemblée constituante dans le département de la Seine.*

Publié dans le *Journal des Débats* du 2 juin 1848. Reproduction des passages les plus importants de l'affiche électorale de Dupont-White (supra n° 9).

La collection du Journal des Débats se trouve à la Bibl. Nat.

— — — Plusieurs lettres adressées à Dupont-White, et conservées par le Colonel Carnot, font allusion à des articles écrits par lui dans *Le Pays*. L'une de ces lettres (signature illisible) est datée du 31 août 1848 (infra N° 163). Nous avons vainement feuilleté plusieurs périodiques de l'époque, qui répondent à ce nom, mais nous n'avons rien trouvé qui soit signé

Dupont-White. Il était d'ailleurs fréquent alors que les articles publiés dans les quotidiens ne fussent pas signés du tout.

— Une lettre adressée à Dupont-White, et conservée par le Colonel Carnot, semble indiquer que Dupont-White écrivait, sous la Seconde République, dans un périodique intitulé *La Semaine*, encyclopédie de la presse périodique, avec gravures et illustrations, fondée par V. BOHAIN, et dirigée successivement par Thimothée DEHAY, Aug. HUSSON, Paul COQ, F. MOREL, Victor DE NOUVION, et qui publia sept volumes in-folio entre le 26 octobre 1845 et le mois de septembre 1852. Nous avons parcouru, un peu rapidement il est vrai, plusieurs de ces énormes volumes, sans rien y trouver de Dupont-White.

— Dupont-White semble avoir eu, vers cette époque, l'intention d'écrire une *Histoire de la Diplomatie*. Une lettre que lui écrivit son frère Théodore, le 10 novembre 1848 (infra n° 169), en fait foi : « Je voudrais — dit Théodore — te voir écrire ton *Histoire de la Diplomatie*; *l'Economie Politique* t'a déjà fait bien du mal, et elle est plus brûlante que jamais, et pour longtemps... » Nous ne savons pas que Dupont-White ait jamais donné suite à ce projet. Mais rien ne dit que parmi les manuscrits inédits qu'a conservés de lui M. Robert David, on ne puisse pas un jour faire quelque découverte intéressante.

N° 11. *De l'Influence des Gouvernements sur les Progrès Matériels des Sociétés.*

Compte rendu d'une brochure anonyme intitulée : *Achèvement du réseau de chemins de fer. Organisation financière et industrielle des travaux d'utilité publique* (in-8°, chez Jousset), dans *La Liberté de Penser*, mars 1850, tome V, 28^e livraison, pp. 397-405. L'article est signé à tort : Adph. Dupont-White.

D'importants passages de cet article ont été reproduits par DUPONT-WHITE dans : *L'Individu et l'Etat* (1^{re} édit., infra N° 19), pp. 104 et 105, 109 et 110, et dans : *La Centralisation* (3^e édit., infra N° 72, pp. 291 à 293).

La Liberté de Penser était une revue « littéraire et philosophique », de tendances libérales et très anticléricales, publiée sous l'impulsion de Jules SIMON. Il en parut huit tomes, soit quarante-huit livraisons, entre décembre 1847 et novembre 1851. La collection se trouve entre autres à la Bibliothèque Nationale, à la Bibliothèque de la Sorbonne, aux Bibliothèques Universitaires de Clermont-Ferrand, Nancy et Aix-Marseille.

N° 12. **HARMONIES ECONOMIQUES.**

Par M. Frédéric Bastiat, représentant du peuple, membre correspondant de l'Institut.

Compte rendu par Ch. Dupont-White, dans *La Liberté de Penser*, 40^e livraison, mars 1851, tome VII, pp. 467-475.

L'article est publié au lendemain même de la mort de BASTIAT, avec la note suivante : « Cet article était composé avant la mort si regrettable de M. BASTIAT. On croit à propos d'en avertir le lecteur, encore que la critique s'exprime, dans le morceau qu'on va lire, avec tous les égards dus au noble caractère et au rare talent de l'auteur des *Harmonies Economiques*. »

N° 13. *Du Budget des Cultes.*

Dans *La Politique Nouvelle*, revue hebdomadaire, 6^e livraison, 6 avril 1851, pp. 378-392.

La revue, violemment anticléricale, n'inséra l'article de DUPONT-WHITE, favorable au budget des cultes, qu'avec l'avertissement suivant : « Nous devons à la bienveillante communication de M. DUPONT-WHITE cet extrait d'un ouvrage qu'il va faire paraître sous le titre : *Du progrès par la Liberté ou par le Gouvernement* (titre primitif de *L'Individu et l'Etat*, probablement). Les importants travaux de M. DUPONT-WHITE, les fonctions éminentes qu'il a remplies au ministère de la Justice et des Cultes donnent un grand poids à son opinion sur le salariat du clergé par l'Etat. Mais cette question est très controversée et l'insertion du travail de M. DUPONT-WHITE dans *La Politique Nouvelle* n'implique pas notre adhésion aux doctrines émises par cet honorable publiciste » (signé : AMAIL).

Plusieurs passages de cet article ont été reproduits dans *L'Individu et l'Etat*.

N° 14. *Du Projet de Loi sur le Crédit Foncier.*

Article dans *La Liberté de Penser*, juin 1851, tome VIII, 43^e livraison, pp. 88-100.

N° 15. **LE LIBRE ECHANGE.**

Article dans *La Liberté de Penser*, juillet 1851, tome VIII, 44^e livraison, pp. 220-235.

— — — *Le Colonel Carnot a conservé une lettre adressée à Dupont-White par Amédée Jacques, directeur de La Liberté de Penser, et datée du 16 septembre 1851. A. Jacques refuse, parce que trop longue, une étude de Dupont-White sur les banques. Le prudent directeur avait, par une lettre datée du 10 septembre, prévenu Dupont-White qu'il ne pouvait accepter que vingt-cinq pages, et celui-ci lui en envoyait*

quarante. Nous ne savons pas que Dupont-White ait jamais publié ailleurs cette étude, et nous ignorons si le manuscrit en a été conservé. Mais nous pensons que Dupont-White a reproduit de nombreux passages de cette étude inédite dans la brochure qu'il publia quinze ans plus tard, en 1866, sur : Les Banques et la Guerre (infra Nos 44 et 45).

N° 16. Etude sur l'Impôt.

Article dans *La Liberté de Penser*, tome VIII, 47^e livraison, octobre 1851, pp. 618-638.

Cet article est inachevé; la fin en est annoncée pour « la prochaine livraison ». Mais le fascicule suivant (le quarante-huitième) qui fut le dernier de la Revue, ne la contient pas.

N° 17. Du Progrès par le Gouvernement.

Premier article in *La Politique Nouvelle*, revue hebdomadaire, 33^e livraison, 12 octobre 1851, pp. 301-314.

Cet article a été suivi d'un second (infra N° 18). La plus grande partie en a été reproduite dans *L'Individu et l'Etat* (infra Nos 19, 20 et 39).

N° 18. Du Progrès par le Gouvernement.

Deuxième article, suite du n° 17, in *La Politique Nouvelle*, 34^e livraison, 19 octobre 1851, pp. 361-377.

La plus grande partie de cet article a été reproduite dans *L'Individu et l'Etat* (infra Nos 19, 20 et 39).

N° 19. L'INDIVIDU ET L'ETAT, 1^{re} édit.

Paris, Guillaumin, 1857, in-8°, XII-360 p.

Cet ouvrage est de beaucoup le plus connu et à bien des égards le plus important de DUPONT-WHITE. C'est un exposé synthétique de toute sa doctrine.

Une deuxième édition parut en 1858 (infra N° 20); une troisième en 1865 (infra N° 39). L'ouvrage fut traduit en italien (infra N° 21). De nombreuses revues en rendirent compte lors de sa parution (infra Nos 281 à 286).

Se trouve à la Bibl. Nat. (Exempl. dédié : « A Monsieur Rénan (sic) avec mille compliments distingués. — Ch. Dupont-White », et comportant plusieurs corrections manuscrites de la main de Dupont-White).

Se trouve également à la Bibl. de l'Univers. de Caen, à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, à la Bibliothèque de l'Institut.

N. B. — Nous réservons pour le supplément bibliographique de notre second volume la table de concordance des trois éditions de « L'Individu

et l'Etat » entre elles, et avec les articles sur le Budget des Cultes » (n° 13) et sur le « Progrès par le Gouvernement » (n° 17 et 18), ainsi que l'indication de toutes les additions, suppressions, modifications, que Dupont-White a fait subir à son texte au cours de ces diverses réimpressions.

N° 20. **L'INDIVIDU ET L'ETAT, 2^e édit.**

Paris, Guillaumin, 1858, in-8°, LXIV-XI-368 p.

Cette seconde édition est enrichie, par rapport à la première (supra N° 19) d'une longue et intéressante *Préface* (p. I à LXIV). Dans le cours du texte, peu de modifications. Voir toutefois un passage rajouté (p. 361 à 368) dans lequel D.-W. se défend d'avoir trahi la cause de la liberté. La première édition fut traduite en italien (infra N° 21). L'ouvrage fut édité une troisième fois en 1865 (infra N° 39). Comptes rendus de cette seconde édition dans les *Revues du Temps* : (infra Nos 287, 288, 289 et 296).

Bibl. Nat., Bibl. du Musée Social, Bibl. de la Faculté de Droit de Paris.

N° 21. ***L'individuo e lo stato.***

Publié par la *Biblioteca dell'Economista*, 2^e série, vol. VII, Torino, 1859, pp. 839-995.

C'est une traduction italienne (le nom du traducteur ne figure pas sur l'ouvrage) de la première édition de *L'Individu et l'Etat* (1857. Voy. N° 19). Elle ne comporte pas l'importante préface, ni les passages rajoutés au cours du texte dans la seconde édition (1858, supra N° 20).

Dans le même volume de la *Bibl. de l'Economista* se trouve (p. 3 à 815) une traduction italienne de *La Liberté du travail*, de DUNOYER.

Bibl. Nat.

N° 22. **LA CENTRALISATION, suite à L'INDIVIDU ET L'ETAT, 1^{re} édit.**

Paris, Guillaumin, 1860, 372 p. — Avec *pièces justificatives* (mais cette première édition ne comporte pas de préface).

L'ouvrage fut réédité en 1861 (infra N° 24) et en 1876 (infra N° 72). Comptes rendus de cette première édition dans les revues du temps : infra Nos 292 à 296.

C'est à tort qu'à la suite d'Émile DE LAVELEYE (dans *Un Précurseur* : Dupont-White : infra Nos 252, 253 et 254), M. SURET, dans sa thèse (DUPONT-WHITE, *Etude sur les origines du Socialisme d'Etat en France*, p. 11, infra N° 258), affirme que *La Centralisation* est formée principalement d'articles parus dans *La Revue des Deux Mondes* entre 1860 et 1863 ». (Sic, bien que la première édition de *La Centralisation* soit de 1860.) — La confusion est manifeste avec la série d'articles qu'a en effet publiés DUPONT-WHITE dans cette revue ces années-là, sous le

titre : *L'Administration locale en France et en Angleterre* (infra Nos 27, 28, 29, 30 et 31) et qui furent reproduits par DUPONT-WHITE non pas dans *La Centralisation*, mais bien dans *La Liberté Politique considérée dans ses rapports avec l'Administration locale* (infra N° 33).

Bibl. Nat. (Exemplaire dédié de la main de Dupont-White : « Offert à Monsieur RENAN, Ch. DUPONT-WHITE »); *Bibl. de l'Institut*.

N. B. — Nous réservons pour le supplément bibliographique de notre second ouvrage la table de concordance que nous avons dressée, entre les trois éditions de *La Centralisation*.

N° 23. TRADUCTION DE « LA LIBERTÉ » DE JOHN STUART MILL, 1^{re} édition.

Paris, Guillaumin, Bibliothèque des Sciences Morales et Politiques, 1860, in-12, xc-211 p.

Cette traduction est précédée d'une préface de DUPONT-WHITE (pages I à XC) mais elle ne comporte pas l'Avant-Propos qui figure dans les éditions postérieures (2^e édition, 1864, infra N° 34; 3^e édition, 1877, infra N° 74). La traduction elle-même est surtout l'œuvre de MARIE-PAULINE-CÉCILE DUPONT-WHITE, la fille aînée de notre économiste, celle qui devait plus tard épouser, en 1864, l'infortuné Président de la République SADI-CARNOT.

Comptes rendus de cette première édition dans les revues de l'époque, infra Nos 297 à 299.

N. B. — Nous publierons dans le supplément bibliographique de notre second volume une table de concordance des trois éditions de la préface de DUPONT-WHITE à *La Liberté* de Stuart MILL.

Cette première édition est assez rare. Elle ne se trouve pas à la Bibliothèque Nationale. On peut la consulter à la Bibliothèque Mazarine ou à la Bibliothèque du Musée Social. Nous en possédons personnellement un exemplaire.

N° 24. *La Centralisation*, suite à *L'individu et l'Etat*, 2^e édit.

Paris, Guillaumin, 1861, in-12°, xii-370 p.

Cette seconde édition est enrichie, par rapport à la première (1860, supra N° 22) d'une préface (p. I à XII). Troisième édition, 1876 (infra N° 72).

Bibl. Nat.; *Bibl. Sainte-Genève*.

N° 25. *Du Gouvernement Représentatif*.

Article dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} novembre 1861, tome XXXVI, pp. 187-211.

Cet article a été publié à propos du livre de Stuart MILL sur le *Gouvernement Représentatif*. DUPONT-WHITE l'a reproduit en introduction à sa traduction de ce livre. — Voir les trois éditions de la traduction par DUPONT-WHITE du « *Gouvernement Représentatif* » de STUART MILL : 1^{re} édition, 1862, infra N° 26; 2^e édition, 1865, infra N° 38; 3^e édition, 1877, infra N° 73.

N° 26. **TRADUCTION DU GOUVERNEMENT REPRESENTATIF DE JOHN STUART MILL, 1^{re} édition.**

Paris, Guillaumin, collection des *Economistes et Publicistes contemporains*, 1862, in-8°.

Cette traduction est précédée d'une introduction par DUPONT-WHITE. Cette introduction avait déjà paru sous la forme d'un article dans la *Revue des Deux-Mondes* (supra N° 25). La traduction elle-même est surtout l'œuvre de la fille aînée de DUPONT-WHITE, celle qui devait plus tard épouser le Président de la République SADI-CARNOT.

Cette traduction a été rééditée en 1865 (infra N° 38) et en 1877 (infra N° 73).

Compte rendu de l'époque de la première édition : infra N° 300.

Bibl. Nat. (2 exemplaires), Bibl. de la Faculté de Droit de Paris, Bibl. de l'Institut, Bibl. du Musée Social.

N° 27. *L'Administration Locale en France et en Angleterre.*

I. *Le Comté, le Bourg, et la Paroisse.*

Dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1862, tome XXXVIII, pp. 289-326.

Premier article d'une série de cinq, voir livraisons de la même revue, des 15 août 1862 (infra N° 28); 1^{er} déc. 1862 (infra N° 29); du 1^{er} févr. 1863 (infra N° 30); du 1^{er} mai 1863 (infra N° 31).

Cet article est reproduit à très peu de choses près dans *La Liberté politique considérée dans ses rapports avec l'Administration locale* (infra N° 33), p. 289 à 326.

N° 28. *L'Administration Locale en France et en Angleterre.*

II. *De l'Esprit des Races, l'Esprit Individualiste et l'Esprit Centraliste.*

Dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 août 1862, tome XL, pp. 871-924.

Second article d'une série de cinq, voir livraisons de la même revue, des 15 mars 1862 (supra N° 27); 1^{er} déc. 1862 (infra N° 29); 1^{er} févr. 1863 (infra N° 30); 1^{er} mai 1863 (infra N° 31).

Cet article est reproduit à très peu de choses près dans *La Liberté politique considérée dans ses rapports avec l'Administration locale* (infra N° 33), p. 74 à 159.

N° 29. *L'Administration Locale en France et en Angleterre.*

III. *Communes et Liberté.*

Article dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} décembre 1862, tome XLII, pp. 612-647.

Troisième article d'une série de cinq. Voir livraisons de la même revue, des 15 mars 1862 (supra N° 27); 15 août 1862 (supra N° 28); 1^{er} févr. 1863 (infra N° 30); 1^{er} mai 1863 (infra N° 31).

Cet article est reproduit à très peu de choses près dans *La Liberté politique dans ses rapports avec l'Administration locale* (infra N° 33), p. 160 à 241.

N° 30. *L'Administration Locale en France et en Angleterre.*
IV. *Centralisation et Liberté.*

Article dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1863, tome XLIII, pp. 368-595.

Quatrième article d'une série de cinq, voir livraisons de la même revue, des 15 mars 1862 (supra N° 27); 15 août 1862 (supra N° 28); 1^{re} déc. 1862 (supra N° 29); 1^{er} mai 1863 (infra N° 31).

Cet article est reproduit avec d'importantes variantes à la fin dans *La Liberté politique considérée dans ses rapports avec l'Administration locale* (infra N° 33), p. 245 à 293.

N° 31. *L'Administration Locale en France et en Angleterre.*
V. *Centralisation et gouvernement de l'opinion.*

Article dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mai 1863, tome XLV, pp. 171-203.

Cet article est le dernier de la série. Cf. même revue, livraisons des 15 mars 1862 (supra N° 27); 15 août 1862 (supra N° 28); 1^{er} déc. 1862 (supra N° 29); 1^{er} févr. 1863 (supra N° 30).

Cet article a été publié en tiré à part, à l'imprimerie de J. Claye (infra N° 32).

Cet article est en outre reproduit, avec quelques modifications et suppressions, dans *La Liberté politique considérée dans ses rapports avec l'Administration locale* (infra N° 33), p. 294 à 335.

N° 32. *L'Administration Locale en France et en Angleterre.*
V. *Centralisation et gouvernement de l'opinion.*

Paris, imprimerie de J. Claye, 1863, in-8°, 32 p. numérotées de 1 à 32, extrait de la *Revue des Deux Mondes*, livraison du 1^{er} mai 1863 (supra n° 31).

Cette brochure est reproduite avec quelques modifications et suppressions dans *La Liberté politique considérée dans ses rapports avec l'Administration locale*, p. 294 à 335.

Bibl. Nat.

N° 33. **LA LIBERTE POLITIQUE CONSIDEREE DANS SES RAPPORTS AVEC L'ADMINISTRATION LOCALE.**

Paris, Guillaumin, 1864, in-8°, 358 p.

Cet ouvrage reproduit les cinq articles publiés dans la *Revue des Deux-Mondes* sous le titre : *L'Administration Locale en France et en Angleterre en 1862 et 1863* (supra Nos 27 à 32). Nous nous réservons de publier dans le *Supplément Bibliographique* de notre second volume une table de concordance détaillée, entre les articles de la

Revue des Deux-Mondes, et le livre. Nous indiquerons alors toutes les modifications, additions et suppressions que DUPONT-WHITE a fait subir à son texte primitif, en le publiant sous forme de volume.

Bibl. Nat. (deux exempl. dont un dédié à RENAN); *Bibl. du Musée Social*; *Bibl. de la Faculté de Droit de Paris* (dédié à M. BAUDRY); *Bibl. de l'Arsenal*; *Bibl. de l'Institut*. Nous possédons personnellement un exemplaire de cet ouvrage, dédié : au Colonel FERRI, avec mille compliments, Dupont-White.

N° 34. *Traduction de « La Liberté » de Stuart Mill. 2^e édit.*

Paris, Bibliothèque des Sciences Morales et Politiques, 1864, in-18, XIX-303 p.

Cette seconde édition comprend : Un avant-propos du traducteur, p. VII à XIX (qui ne figurait pas dans la première édition), 1860, supra N° 23. — Une préface du traducteur, p. 1 à 90. — La traduction de Stuart Mill, p. 93 à 303. L'ouvrage fut édité une troisième fois en 1877 (infra N° 74).

Bibl. Nat., *Bibl. Sainte-Geneviève*, *Bibl. de l'Institut*.

N° 35. *Le Positivisme; à propos d'un livre de M. Littré. — I. Les Causes du Positivisme.*

Article dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1865, tome XXXV, pp. 545-576.

Cet article est suivi d'un autre dans le numéro du 15 févr. (infra N° 36).

Les deux articles ont été réunis dans une brochure éditée à l'imprimerie de J. Claye (infra N° 37).

Le présent article est reproduit dans les *Mélanges philosophiques* (infra N° 80), p. 216 à 272.

N° 36. *Le Positivisme; à propos d'un livre de M. Littré. — II. L'infériorité philosophique du positivisme.*

Article dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1865, pp. 869-893.

Suite d'un article paru dans la même revue, livraison du 1^{er} févr. (voir N° 35).

Les deux articles ont été réunis dans une brochure éditée à l'imprimerie de J. Claye (infra N° 37).

Le présent article est reproduit dans les *Mélanges philosophiques* (infra N° 80), p. 273 à 313.

N° 37. *Le Positivisme; à propos d'un livre de M. Littré.*

Paris, imprimerie de J. Claye, 1865, gr. in-8°, 61 p.

Cette brochure comprend :

P. 1 à 37 : *Les Causes du Positivisme*, article paru dans *Le Correspondant* du 1^{er} février 1865 (supra N° 35);

P. 37 à 61 : *L'infériorité philosophique du Positivisme*, article paru dans *Le Correspondant* du 15 février 1865 (supra N° 36).

Cette brochure a été reproduite dans les *Mélanges philosophiques* (infra n° 80), dont elle forme le chapitre III (*Le Positivisme*, p. 216 à 313).

Bibl. de l'Institut. Ne se trouve pas à la Bibliothèque Nationale.

N° 38. *Traduction du « Gouvernement représentatif » de John Stuart Mill, 2^e édit.*

Paris, Guillaumin, 1865, in-16, avec introduction par Dupont-White.

Le format a été très considérablement réduit depuis la première édition (1862, supra N° 26), mais le texte est à peu près le même. — L'ouvrage fut édité une troisième fois en 1877 (infra N° 73).

Bibl. Nat., Bibl. de la Faculté de Droit de Paris, Bibl. de l'Arsenal, Bibl. de l'Institut.

N° 39. *L'Individu et l'Etat, 3^e édit.*

Paris, Guillaumin, 1865, in-18, LXXI p. de préface et 350 p. de texte.

Première édition, 1857, supra N° 19 et traduction italienne N° 21. Seconde édition, 1858, supra N° 20. — Comptes rendus de la troisième édition, infra Nos 290 et 291.

Bibl. Nat., Bibl. de l'Arsenal, Bibl. de l'Institut.

N° 40. *Le Rôle et la Liberté de la Presse, premier article.*

Article du *Correspondant* de janvier 1866, tome LXVII de la collection, pp. 181-208.

La suite de cet article dans la même revue, févr. 1866 (infra N° 42). — Cet article est reproduit dans la brochure : *Le Rôle et la Liberté de la Presse* (infra N° 41), p. 1 à 32, et dans *La Liberté de la Presse et le Suffrage Universel* (infra N° 43), p. 3 à 32.

L'article est précédé d'une note de la rédaction indiquant qu'il devait constituer le début de la seconde partie d'un livre intitulé *Le Progrès de la France* (voir à *La Liberté de la Presse et le Suffrage Universel*, infra N° 43). Ce grand livre projeté n'a jamais paru à notre connaissance.

N° 41. *Le Rôle et la Liberté de la Presse*, brochure.

Paris, Douniol, 1866, in-8°, 32 p.

Cette brochure reproduit à très peu de choses près un article publié dans *Le Correspondant* du 25 janv. 1866 (supra N° 40). — Elle est elle-même reproduite dans *La Liberté de la Presse et le Suffrage Universel* (p. 1 à 32), infra N° 43.

Bibl. Nat.

N° 42. *Le Rôle et la Liberté de la Presse*, deuxième article.

Dans *Le Correspondant* de février 1866, tome LXVII de la collection, pp. 301-344.

Suite d'un article dans la même revue, janv. 1866 (supra N° 40). Cet article est reproduit dans la brochure *La Liberté de la Presse et le Suffrage Universel*, p. 32 à 79 (infra N° 43).

Devait constituer la fin d'un livre que DUPONT-WHITE projetait de publier sous le titre *Le Progrès de la France*. Ce livre n'a jamais paru à notre connaissance.

N° 43. **LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET LE SUFFRAGE UNIVERSEL.**

Paris, Douniol, 1866, in-8°, 79 p.

Cette brochure reproduit :

P. 1 à 32 : un article paru dans *Le Correspondant* du 25 janv. 1866 sous le titre *Le Rôle et la Liberté de la Presse* (supra N° 40), édité et tiré à part par la librairie Douniol (supra N° 41).

P. 32 à 79 : un article paru dans *Le Correspondant* de février 1866, sous le titre : *Le Rôle et la Liberté de la Presse* (supra N° 42).

Avant-propos de l'éditeur : « L'étude ci-après est tirée d'un livre que fait en ce moment M. DUPONT-WHITE, intitulé : *Progrès de la France*. Ce livre, qui commence par un exposé économique, diplomatique et militaire, finit par une étude politique de la situation actuelle. Nous publions dès à présent cette seconde partie de l'ouvrage, comme la plus opportune et la plus intéressante par son sujet. »

À notre connaissance, le livre annoncé n'a jamais paru par la suite.

Bibl. Nat., Bibl. de l'Institut (3 exemplaires), Bibl. de la Sorbonne.

N° 44. *Les Banques et la Guerre.*

Article dans *Le Correspondant* du 25 septembre 1866, tome LXIX, pp. 152-195.

Cet article fut ensuite réédité sous forme de brochure, chez Douniol (infra N° 45).

L'article se trouve broché à part à la Bibl. du Musée Social.

N° 45. **LES BANQUES ET LA GUERRE.**

Paris, Douniol, 1866, gr. in-8°, 48 p.

Cette brochure est un extrait du *Correspondant* (supra N° 44).

Se trouve à la Bibl. Nationale. (Nous avons nous-même coupé les pages de l'exemplaire qu'elle en possède.) —

Se trouve à la Bibl. de l'Arsenal et à la Bibl. de l'Institut.

N° 46. *Les Droits et les Devoirs de la France dans la situation actuelle de l'Europe*, premier article.

Dans *La Revue Contemporaine* du 31 janvier 1867, 2° série, tome LV, pp. 256-286.

Cet article et celui qui lui fait suite (infra N° 47) a été reproduit dans la brochure *De l'Equilibre en Europe* (1^{re} édit., infra N° 48, p. 1 à 35; 2° édit., infra N° 49, p. 1 à 45).

N° 47. *Les Droits et les Devoirs de la France dans la situation actuelle de l'Europe*, deuxième et dernier article.

Livraison du 15 février 1867, 2° série, tome LV, pp. 416-451.

Suite du N° 46. — Cet article, comme le précédent, a été reproduit dans une brochure sous le titre *De l'Equilibre en Europe* (1^{re} édition, infra N° 48, p. 35 à 70; 2° édition, infra N° 49, p. 45 à 94).

N° 48. **DE L'EQUILIBRE EN EUROPE**, 1^{re} édition, 1867.

Paris, Bureaux de la *Revue Contemporaine*, in-8°, 70 p.

Cette brochure reproduit deux articles parus dans *La Revue Contemporaine* sous le titre : *Les Droits et les Devoirs de la France dans la situation actuelle de l'Europe* :

P. 1 à 35 : premier article, *Revue Contemporaine* du 31 janvier 1867 (supra N° 46);

P. 35 à 70 : deuxième article, *Revue Contemporaine* du 15 février 1867 (supra N° 47). — Une seconde édition chez Guillaumin, la même année (infra N° 49).

Bibl. Nat., Bibl. de l'Arsenal, Bibl. de l'Institut.

N° 49. *De l'Equilibre en Europe*, deuxième édition.

Paris, Guillaumin, in-8°, 1867, 94 p.

Cette brochure reproduit deux articles parus dans la *Revue Contemporaine* sous le titre : *Les Droits et les Devoirs de la France dans la situation actuelle de l'Europe* :

P. 1 à 45 : premier article, *Revue Contemporaine* du 31 janvier 1867 (supra N° 46);

P. 45 à 94 : deuxième article, *Revue Contemporaine* du 15 févr. 1867 (supra N° 47).

Cf. première édition (aux bureaux de la *Revue Contemporaine*, supra N° 48). — Le texte est identique à celui de la première édition. La différence du nombre des pages s'explique par celle des modes d'impression.

Bibl. Nat.

N° 50. *Des Candidatures officielles*, 1^{re} édit.

Paris, Guillaumin, 1868, in-8°, 48 p.

Voir la 2^e édition, infra N° 51.

Bibl. Nat., Bibl. de l'Institut.

N° 51. *Des Candidatures Officielles*, 2^e édit.

Paris, Guillaumin, 1868, in-8°, 48 p.

Format légèrement inférieur à celui de la première édition (supra N° 50). Texte identique.

Bibl. Nat.

N° 52. **LE PROGRES POLITIQUE EN FRANCE.**

Paris, Guillaumin, 1868, in-8°, 249 p.

Ce livre traite, en deux chapitres différents, du régime parlementaire et de l'enseignement primaire.

Bibl. Nat. (deux exempl. dont un dédié à RENAN), *Bibl. du Musée Social*, *Bibl. de la Faculté de Droit de Paris* (dédicace autographe à M. BERTHELOT), *Bibl. Sainte-Genève* (dédicace autographiée à LAMARTINE), *Bibl. de l'Arсенal* (en 3 exemplaires), *Bibl. de la Sorbonne*, *Bibl. de l'Institut*.

— — — *Une lettre adressée par Dupont-White à Emile de Laveleye, entre 1860 et 1870, et conservée par le colonel Carnot, révèle que Dupont-White se proposait de rédiger pour L'Encyclopédie Pereire les articles : « GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF » et « ADMINISTRATION LOCALE ». Malgré toutes nos recherches, nous ne sommes point parvenus à découvrir cette encyclopédie. Nous pensons qu'elle n'a jamais paru, et que le projet en a avorté.*

N° 53. *République ou Monarchie.*

Paris, Guillaumin, mars 1871, in-8°, 47 p.

Cette brochure est reproduite avec quelques suppressions et additions dans *Politique actuelle* (infra N° 66), p. 1 à 51.

Ne se trouve pas à la Bibliothèque Nationale. Se trouve à la Bibliothèque de l'Institut.

N° 54. *Ce qui pourrait tenir lieu d'une Constitution.*

Article dans la *Revue Britannique* de janvier 1872, pp. 119-158.

Cet article est reproduit sans aucune modification dans la brochure qui porte le même titre (infra N° 55) (parallélisme typographique) et dans *Politique actuelle* (infra N° 66).

N° 55. *Ce qui pourrait tenir lieu d'une Constitution.*

Paris, Bureaux de la *Revue Britannique*, 1872, in-8°, 40 p.

Cette brochure est la reproduction d'un article paru en janvier 1872 dans la *Revue Britannique* (supra N° 54). Elle est elle-même reproduite dans le recueil : *Politique actuelle* (p. 55 à 122), infra N° 66.

Bibl. Nat.

N° 56. *Le Suffrage Universel*, premier article.

Dans *Le Correspondant* du 10 mars 1872, tome LXXXVI de la collection, pp. 856-878.

Premier article d'une série de quatre. Cf. livraisons des 25 mars, 10 mai, 25 novembre 1872 (infra Nos 57, 59 et 61).

Note de la rédaction du *Correspondant* : « ...Nous accueillons avec empressement une étude critique signée par un des écrivains les plus consciencieux et les plus autorisés d'une école politique qui n'est pas la nôtre. Le savant traducteur de STUART MILL nous permettra seulement de marquer nos réserves, notamment en ce qui concerne la décentralisation..., etc. »

N° 57. *Le Suffrage Universel*, deuxième article.

Dans *Le Correspondant* du 25 mars 1872, tome LXXXVI de la collection, pp. 1108-1129.

Deuxième d'une série de quatre articles, cf. même revue, livraisons des 10 mars 1872 (supra N° 56); 10 mai 1872 (infra N° 59); et 25 nov. 1872 (infra N° 61).

Cet article a été édité et tiré à part, chez Douniol (infra N° 58).

N° 58. *Le Suffrage Universel*, tiré à part.

Paris, Douniol, 1872, in-8°, 21 p. numérotées de 3 à 24.

Extrait du *Correspondant* du 25 mars 1872 (supra N° 57).

Bibl. Nat.

N° 59. *Le Suffrage Universel*, troisième article.

Dans *Le Correspondant* du 10 mai 1872, tome LXXXVII de la collection, pp. 504-527.

Troisième d'une série de quatre articles; cf. même revue, livraisons des 10 mars 1872 (supra N° 56); 25 mars 1872 (supra N° 57); 25 nov. 1872 (infra N° 61).

Cet article a été édité chez Douniol, en tiré à part (infra N° 60).

N° 60. *Le Suffrage Universel*, tiré à part.

Paris, Douniol, 1872, in-8°, 23 p. numérotées de 5 à 28.

Tiré à part d'un article du *Correspondant*, livraison du 10 mai 1872 (supra N° 59).

Bibl. Nat. (relié avec le tiré à part de l'article précédent de la même série, supra N° 59).

N° 61. *Le Suffrage Universel*, quatrième article.

Dans *Le Correspondant* du 25 novembre 1872, tome XIX de la collection, pp. 601-622.

Dernier article d'une série de quatre; cf. même revue, livraisons des 10 mars 1872 (supra N° 56); 25 mars 1872 (supra N° 57); 10 mai 1872 (supra N° 59).

N° 62. *La République Conservatrice*.

Paris, Guillaumin, novembre 1872, in-8°, 51 p.

Cette brochure est reproduite dans le recueil intitulé : *Politique Actuelle* (infra N° 66), p. 123 à 182.

Bibl. Nat., Bibl. de l'Institut, Bibl. de la Faculté de Droit de Paris (exemplaire dédié de la main de Dupont-White : « A Monsieur Jules Barbier, avec tous les souvenirs et les compliments de son très dévoué, Dupont-White »).

N° 63. *Réflexions d'un Optimiste*.

Paris, Guillaumin, 1873, in-8°, 121 p.

Cette brochure a été reproduite dans le recueil intitulé : *Politique actuelle* (p. 183 à 297), infra N° 66.

Bibl. Nat., Bibl. de l'Institut, Bibl. de la Faculté de Droit de Paris.

N° 64. *Matérialisme et Spiritualisme. — L'Intelligence*, par M. Taine.

Dans la *Revue de France* du 31 août 1874, tome XI, pp. 395-426.

Cet article est reproduit dans les *Mélanges Philosophiques*, chapitre IV, P. 314 à 365 (infra N° 80. — Cf un second article qui fait suite à celui-ci (infra N° 65).

N° 65. *Matérialisme et Spiritualisme. — L'Intelligence, par M. Taine.*

Dans la *Revue de France* de septembre 1874, tome XI, pp. 777-800.

Suite du N° 64.

Cet article est reproduit dans les *Mélanges philosophiques*, chapitre IV, p. 366 à 403 (infra N° 80).

N° 66. **POLITIQUE ACTUELLE.**

Paris, Guillaumin, 1875, in-18, XLVII-330 p.

Recueil de brochures politiques publiées par D.-W. entre la chute de l'Empire en 1870 et l'établissement définitif de la République en France.

Cet opuscule se décompose comme suit :

1° P. v à XLVII : une *Préface* inédite.

2° P. 1 à 54 : *République ou Monarchie*, brochure publiée en mars 1871 (supra N° 53). (Un passage a été supprimé p. 29. Un autre passage a été rajouté, p. 32, depuis : « Est-ce conclure implicitement à la Monarchie... » jusqu'à : « ...ce pays dont le premier besoin est de renaître ».)

3° P. 55 à 122 : *Ce qui pourrait tenir lieu d'une Constitution*, article paru en janvier 1872 dans la *Revue Britannique* (supra N° 54), et tiré à part par les soins des bureaux de la Revue (supra N° 55).

4° P. 123 à 182 : *La République Conservatrice*, brochure publiée chez Guillaumin en novembre 1872 (supra N° 62). Un passage a été considérablement modifié (*Pol. act.*, p. 140).

5° P. 183 à 328 : *Réflexions d'un Optimiste*, brochure publiée chez Guillaumin en 1873 (supra N° 63).

Bibl. Nat., Bibl. de l'Arsenal. — Nous possédons personnellement un exempl. de *Politique actuelle, dédié, de la main de D.-W.* : « A Monsieur Courtois avec les meilleurs souvenirs et compliments de son collègue très dévoué. — Dupont-White. »

N° 67. **LE MATERIALISME POLITIQUE EN ANGLETERRE.**

Article dans la *Revue de France* de juillet 1875, tome XV, juillet 1875, p. 1 à 35.

Cet article a probablement été édité en brochure séparée (infra N° 68).

N° 68. *Le Matérialisme Politique en Angleterre.*

Paris, Pougin, 1875.

Cette brochure est citée par M. le professeur Albert SCHATZ dans son livre : *L'Entreprise gouvernementale et son Administration*, Paris, Grasset, 1922 (infra N° 349), p. 46.

Il nous a été impossible de nous la procurer : elle ne se trouve dans aucune des bibliothèques que nous avons consultées.

Cette brochure reproduit probablement l'article paru dans la *Revue de France* en juillet 1875, qui porte le même titre (supra N° 67).

N° 69. *Impuissance Politique de la Philosophie*, premier article.

Dans la *Revue de France* de février 1876, pp. 328-352, tome XVII.

Premier article d'une série de trois (voir les deux autres infra N° 70 et 71).

Cet article est reproduit dans les *Mélanges philosophiques* (infra N° 80), chapitre I : *Impuissance politique de la Religion et de la Philosophie*, p. 1 à 40.

N° 70. *Impuissance Politique de la Philosophie*, deuxième article.

Dans la *Revue de France* de mars 1876, tome XXII, pp. 655 à 669.

Voir les autres articles de la même série, supra N° 69 et infra N° 71. — Cet article est reproduit dans les *Mélanges philosophiques* (infra N° 80), chapitre I : *Impuissance politique de la Religion et de la Philosophie*, p. 40 à 64.

N° 71. *Impuissance Politique de la Philosophie*, troisième article.

Dans la *Revue de France* de mai 1876, tome XVIII, pp. 420 à 455.

N. D. L. R. « Dans l'article qu'on va lire, M. DUPONT-WHITE développe à plusieurs reprises des idées opposées à celles de la *Revue de France*. Il le fait d'ailleurs sans parti pris et avec un talent qui s'impose. Aussi ne nous sommes-nous pas refusés à publier la dernière partie de ce travail, mais sur plus d'un point nous continuons de penser autrement que notre excellent collaborateur. »

Cet article est le troisième et dernier d'une série d'articles dans la même revue (supra N° 69 et N° 70).

Cet article est reproduit dans les *Mélanges philosophiques* (infra n° 80), chapitre I : *Impuissance Politique de la Religion et de la Philosophie*, p. 64 à 121.

N° 72. *La Centralisation, suite de l'Individu et l'Etat*, 3^e édit. Paris, Guillaumin, 1876, in-12 XII-362 p.

Voir première édition, 1860, supra n° 22, et seconde édition, 1861, supra n° 24.

Bibl. Nat., Bibl. du Musée Social, Bibl. de la Faculté de Droit de Paris (deux exemplaires), Bibl. de l'Université de Caen (exempl. dédié : A Monsieur le Rédacteur en chef du Journal des Actionnaires, avec mes compliments les plus distingués, Dupont-White), Bibl. de l'Arsenal.

N° 73. *Traduction du Gouvernement Représentatif de John Stuart Mill*, 3^e édit.

Paris, Guillaumin, Bibliothèque des Sciences Morales et Politiques, 1877, in-18, XLVIII-456 p.

Cf. les deux premières éditions, numéros 26 et 38.

Le texte est le même, mais l'introduction de DUPONT-WHITE a trois parties au lieu de deux qu'elle comportait dans les précédentes éditions : l'ancienne seconde partie a été divisée en deux.

Bibl. Nat., Bibl. de l'Université de Caen, Bibl. de l'Institut.

N° 74. *Traduction de « La Liberté » de Stuart Mill*, 3^e édit., avec avant-propos et préface du traducteur.

Paris, Bibliothèque des Sciences Morales et Politiques, Guillaumin, 1877, in-18.

Comprend : pp. III à XV : Avant-propos du traducteur ; pp. 17 à 105 : Préface du traducteur ; pp. 107 à 321 : Traduction de STUART-MILL.

Voir pour la première et la seconde édition N^{os} 23 et 34.

Cf. première édition, 1860, supra n° 23 ; deuxième édition, 1864, supra N° 34.

Bibl. Nat., Bibl. de l'Université de Caen, Bibl. de la Faculté de Droit de Paris, Bibl. de l'Institut.

N° 75. *Où en est la Philosophie Anglaise?* premier article.

Dans la *Revue de France* du 15 avril 1877, tome XXIII, pp. 733 à 762.

Voir le deuxième et dernier article de cette série, infra n° 76.

Cet article est reproduit dans les *Mélanges Philosophiques* (infra N° 80), chap. II : *Où en est la Philosophie Anglaise?* p. 122 à 168.

N° 76. *Où en est la Philosophie Anglaise?* deuxième article.

Dans la *Revue de France*, 15 mai 1877, tome XXIII, pp. 251 à 280. Suite d'un autre article (*supra* n° 75).

Cet article est reproduit dans les *Mélanges Philosophiques* (infra N° 80), chapitre II : *Où en est la Philosophie Anglaise?* p. 169 à 215.

N° 77. *Lettre à Monsieur de Laveleye.*

Sur la situation des partis et de l'opinion en France, publiée dans *La Flandre Libérale* du 12 février 1878.

Voir une seconde lettre au même économiste, publiée dans le même périodique du 11 mars 1878 (infra N° 78). — *La*

Flandre Libérale est un journal belge édité à Gand, de tendances libérales et anticléricales.

Aucune bibliothèque française à notre connaissance ne possède la collection de *La Flandre Libérale*.

N° 78. *Lettre à Monsieur de Laveleye.*

Sur la situation politique en France et le rôle des classes riches dans la République, dans *La Flandre Libérale* du 11 mars 1878.

Voir une première lettre au même économiste, publiée dans le même périodique du 12 février 1878 (supra N° 77).

N° 79. *La Grande Question : Ce que dure l'homme?*

Article paru dans la revue *La Critique Religieuse* (supplément trimestriel à *La Critique Philosophique*, toutes deux dirigées par RENOUVIER), première année, n° 1, avril 1878, pp. 27 à 58.

Se trouve à la Bibliothèque Nationale.

N° 80. **MELANGES PHILOSOPHIQUES.**

Paris, Guillaumin, 1878, 406 p.

Ce livre comprend :

1° P. 1 à 121 : *Impuissance politique de la Religion et de la Philosophie*. — Ce chapitre est la reproduction de trois articles parus dans la *Revue de France*, sous le titre : *Impuissance politique de la Philosophie* :

P. 1 à 40 : premier article, in *Revue de France* février 1876 (supra N° 69).

P. 40 à 64 : deuxième article, in *Revue de France*, mars 1876 (supra n° 70).

P. 4 à 121 : troisième article, in *Revue de France*, mai 1876 (supra N° 71).

2° P. 122 à 215 : *Où en est la philosophie anglaise?* — Ce chapitre reproduit deux articles parus dans la *Revue de France* sous le même titre :

P. 122 à 168 : premier article, in *Revue de France*, 15 avril 1877 (supra N° 75).

P. 169 à 215 : deuxième article, in *Revue de France*, 15 mai 1877 (supra N° 76).

3° P. 216 à 313 : *Le Positivisme*. — Ce chapitre reproduit deux articles publiés dans la *Revue des Deux Mondes* :

P. 216 à 272 : premier article intitulé : *Le Positivisme; à propos d'un livre de M. Littré. — I. Les causes du Positivisme*, in *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} février 1865 (supra N° 35).

P. 273 à 313 : deuxième article, intitulé : *Le Positivisme; à propos d'un livre de M. Littré. — II. L'infériorité philosophique du Positivisme*, in

Revue des Deux Mondes, 15 février 1865 (supra N° 36).

Les deux articles avaient déjà été réunis dans une brochure éditée par l'imprimerie de J. Claye (supra N° 37).

4° P. 314 à 403 : *Matérialisme et Spiritualisme*. — Ce chapitre reproduit deux articles parus dans la *Revue de France* sous le titre : *Matérialisme et Spiritualisme*. — *L'Intelligence*, par M. Taine, Paris, Hachette :

P. 314 à 365 : premier article, in *Revue de France*, 31 août 1874 (supra N° 64).

P. 366 à 403 : deuxième article, in *Revue de France*, septembre 1874 (supra N° 65).

Les Mélanges Philosophiques ne se trouvent pas à la Bibl. Nat., mais bien à la Bibl. de la Faculté de Droit de Paris, à la Bibl. de l'Université de Caen, à la Bibl. de l'Institut.

N° 81. *Perspectives Politiques*, premier article.

Dans la *Revue de France* du 15 décembre 1878, tome XXXII, p. 685 à 702.

L'article paraît au lendemain de la mort de DUPONT-WHITE, précédé de la note suivante de la direction de la Revue : « La mort n'a pas permis à M. DUPONT-WHITE de revoir les épreuves de cet article. Il y a quinze jours, nous l'avions vu plein de force et de vie. Hier nous apprenions avec une surprise douloureuse qu'il a cessé d'exister. Les lecteurs de la *Revue de France*, qui connaissent de longue date notre éminent collaborateur, s'associeront, nous en sommes sûrs, au deuil que nous cause une perte aussi cruelle qu'imprévue. »

Cet article est suivi d'un autre (supra N° 82).

N° 82. *Perspectives Politiques*, deuxième article.

Dans la *Revue de France* du 1^{er} janvier 1879, tome XXXIII, pp. 58 à 82, suite du ns 81.

L'article paraît avec la note de la Rédaction ci-après : Toutes les idées contenues dans cet article ne sont pas celles de la Revue. Nous ne sommes pas aussi optimistes que l'était M. DUPONT-WHITE. Toutefois, comme ces idées sont le produit d'une réflexion approfondie, comme elles sont exprimées sous la forme vive et originale propre à notre regretté collaborateur, et comme elles ont été conçues en dehors de toute préoccupation de parti, nous n'hésitons pas à les placer sous les yeux de nos lecteurs. »

BIBLIOGRAPHIE

II^e PARTIE

Correspondance, papiers divers et inédits.

PLAN

- Section I. — *Notions générales. — Les diverses Collections de Papiers de Dupont-White qui subsistent.*
- Section II. — *Inventaire des principales lettres de Dupont-White à Emile de Laveleye (1861 à 1871), renvoyées à la famille de Dupont-White par Mlle Marguerite de Laveleye, et conservées par le colonel Sadi-Carnot, à Nolay (Côte-d'Or).*
- Section III. — *Inventaire des principales lettres inédites de Stuart Mill à Dupont-White (1858-1862), conservées par le colonel Sadi-Carnot, dans son château de Nolay (Côte-d'Or).*
- Section IV. — *Inventaire des principaux papiers de Dupont-White et des principales lettres adressées à Dupont-White par divers correspondants (1831-1861), le tout conservé par le colonel Sadi-Carnot, à Nolay (Côte-d'Or).*
- Section V. — *Inventaire des principales lettres adressées par Dupont-White au philosophe Paul Janet, et conservées par son fils, M. Paul Janet, Directeur de l'Ecole Supérieure d'Electricité, à Malakoff.*

BIBLIOGRAPHIE

II^e Partie

Correspondance, papiers divers et inédits.

SECTION I

NOTIONS GENERALES

A) La Collection de M. Robert David.

A la mort de Dupont-White, ses papiers, dont Sadi-Carnot, en raison de son mandat de député, n'avait point le temps de s'occuper, furent remis à son autre gendre, M. Gaston David, avocat à Bordeaux. Celui-ci les transporta dans son château des Biards, par Saint-Yrieux (Haute-Vienne). Il en fit un classement encore très sommaire et projetait d'en tirer une étude sur son beau-père. La mort vint interrompre ce travail, qui ne vit jamais le jour.

La plus grande partie des papiers de Dupont-White se trouve toujours à Saint-Yrieux, dans l'état où les a laissés M. Gaston David. Leur actuel détenteur est son fils, M. Robert David, ancien député de la Dordogne, ancien sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, et propriétaire du château des Biards.

Nous aurions voulu nous y rendre; cela n'a pas été possible. Nous aurions trouvé là, nous a dit M. Robert David, des papiers extrêmement abondants, mais d'un dépouillement difficile et d'un intérêt tout à fait variable : manuscrits inachevés ou inédits (nous ignorons de quelle importance), correspondance (1), collections diverses, etc.

(1) M. Robert DAVID a récemment, dans un article du *Journal des Débats*, cité une lettre adressée à DUPONT-WHITE par BULOZ, le fondateur de la *Revue des Deux Mondes*, et datée du 17 décembre 1869. BULOZ ressentait comme DUPONT-WHITE l'horreur de la tyrannie du nombre, et de l'excès de démocratie, l'appréhension du socialisme légal. « Je crains comme vous — écrivait-il — qu'on ne tende la gorge à la tyrannie d'en bas. Tâchons de combattre cet aveuglement. Vous y travaillez, mais comment allez-vous prendre le taureau? Et osera-t-on vous suivre? Quoi qu'il en soit, vous ne serez pas seul. » (Cf. Robert DAVID : *L'engrenage et les responsabilités du parti radical*, in *Journal des Débats*, lundi 29 juillet 1935.)

B) La Collection du Colonel Sadi-Carnot.

Une petite partie de la correspondance de Dupont-White a été conservée par le président Carnot, puis par son fils, le colonel Sadi-Carnot, dans le château de Laroche-Pot, par Nolay (Côte-d'Or). Cette collection comprend :

1° *Les lettres de Dupont-White à sa fille aînée, Mme Sadi-Carnot. Ces lettres sont extrêmement nombreuses et abondantes, et traitent fréquemment de questions politiques, sociales ou économiques. Le colonel Carnot les a classées, sans avoir eu le temps de les lire complètement, dans vingt-sept boîtes, en 1898.*

Ces lettres sont encore trop récentes pour qu'on puisse décemment pénétrer dans le sanctuaire de la riche intimité paternelle et filiale qu'elle recèlent. Peut-être un jour le recul du temps permettra-t-il leur dépouillement; nul doute qu'on n'y découvre alors des mines de réflexions et propos intéressants, propres à éclairer d'un jour original et vivant tant l'histoire générale de cette époque que les attachants personnages de Dupont-White et de Mme Sadi-Carnot.

2° *Une vingtaine de lettres de Dupont-White à Emile de Laveleye, rendues à la famille de notre économiste, après la mort de Laveleye, par sa fille Marguerite. Ces lettres sont toutes postérieures à 1860. Certaines d'entre elles sont extrêmement intéressantes. Il nous a été donné de les lire toutes. Nous les citons parfois au cours de cet ouvrage. — Nous avons dressé l'inventaire des plus importantes de ces lettres (Cf. infra, p. 43).*

3° *Un volumineuse et précise correspondance adressée à Dupont-White. Il en faut surtout retenir :*

a) *Environ vingt-cinq intéressantes lettres de Stuart Mill, inédites jusqu'à présent. Elles proviennent presque toutes des années 1858 à 1862, qui semblent avoir marqué l'apogée de l'amitié de Dupont-White et de Stuart Mill. Elles sont écrites sur du beau papier entouré d'une large bande noire, en un français riche et élégant. Toutes sont datées de Saint-Véran (près Avignon) ou de Blackkheath (Angleterre). Nous sommes bien vivement reconnaissant au colonel Carnot qui nous a permis de les consulter. Nous les citons fréquemment au cours de notre étude. Nous nous proposons, avec l'autorisation du colonel Carnot, de les publier prochainement dans une revue. — Nous avons, en attendant, dressé l'inventaire des principales d'entre elles. On le trouvera p. 46.*

b) *Une quantité de papiers divers (convocation militaire pour Dupont-White, garde national; affiches électorales de Dupont-White, candidat aux élections en 1848; nomination comme préfet de l'Aude, en 1848; reçu d'avances faites par Dupont-White à*

l'Association démocratique des Amis de la Constitution; *collection d'articles nécrologiques sur Charles-Brook Dupont-White, etc., etc.*) et de lettres adressées à Dupont-White par un grand nombre de correspondants dont beaucoup sont devenus célèbres (Hippolyte Passy, Augustin Thierry, E. Miller, Louis Blanc, Théodore Fix, Jérôme-Adolphe Blanqui, Eugène Sue, Pierre Leroux, Bastiat, Duvergier de Hauranne, Horace Say, Vidal, Potherat de Thou, Amédée Jacques (*de La Liberté de penser*), Jules Simon, Eugène Pelletan, Fromentin, Michelet, Alexis de Tocqueville, de Gérando, Macaulay, Carnot, Garnier-Pagès, Littré, Emile de Laveleye, Rémusat, Auguste Cochin, Thiers, Caro, Edgar Quinet, Mme de Lamartine, etc.). — Voir l'inventaire détaillé des plus importants de ces papiers et de ces lettres, *infra*, p. 48.

Les articles nécrologiques sont indiqués dans la troisième partie de notre Bibliographie (sur Dupont-White, *infra*, p. 66.

C) Collection de M. Paul Janet.

M. Paul Janet, directeur de l'Ecole Supérieure d'Electricité (Malakoff), a conservé un certain nombre de souvenirs et de lettres adressées par Dupont-White à son père, le philosophe Paul Janet. Grâce à son amabilité, nous avons pu consulter ces lettres dont plusieurs sont très intéressantes. La plupart ne sont pas datées.

Nous avons dressé l'inventaire des plus importantes de ces lettres cf. *infra*, page 58, numéros 205 à 213.

SECTION II

INVENTAIRE DES PRINCIPALES LETTRES DE DUPONT-WHITE A EMILE DE LAVELEYE (1861 A 1871 OU PLUS)

renvoyées à la famille de Dupont-White par Mlle Marguerite de Laveleye, et conservées par le colonel Sadi-Carnot, à Nolay (Côte-d'Or).

N° 101. Lettre de 1861 ou 1862.

DUPONT-WHITE annonce à LAVELEYE qu'il va lui envoyer son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, s'excuse de ce que cet ouvrage a d'agressif, et se lave les mains de la Révolution de Février.

N° 102. *Lettre de 1862 sur le socialisme.*

« Vous avez mille fois raison de prêter à ces énormités l'attention et le sérieux que mérite la misère des masses, ce grand fonds d'utopie et de griefs. » — Eloge de Pierre LEROUX. — Eloge de l'étude de LAVELEYE sur le communisme. — Grandeur et agrément des choses d'esprit.

N° 103. *Lettre du 28 octobre 1863.*

Cette lettre nous apprend que DUPONT-WHITE lisait à cette époque *Longfellow* et *Musset*.

N° 104. *Lettre du 23 septembre 1864.*

Lettre fort curieuse et amusante. DUPONT-WHITE y exprime le désir de recevoir une décoration du roi des Belges pour ses ouvrages.

N° 105. *Lettre du 8 octobre 1864.*

Sur le même sujet.

N° 106. *Lettre du 8 août 1867 sur les Etats-Unis.*

DUPONT-WHITE reconnaît qu'il ne leur a pas rendu justice dans le domaine des sciences naturelles ni dans le domaine des découvertes économiques. « *Que voulez-vous? L'oncle Tom m'a mis hors de moi contre les Etats-Unis.* » — D.-W. demande à LAVELEYE quels sont les moyens publicitaires dont il pourrait user pour faire connaître ses livres en Belgique. Il a l'impression que c'est difficile. « *Cela tient peut-être à ce que [la Belgique] n'est pas centralisée et qu'on ne sait où l'interpeller. Vous avez plusieurs capitales et je puis porter témoignage pour ma part qu'un des plus grands esprits de la Belgique n'habite pas Bruxelles (1).* »

N° 107. *Lettre du 17 mai 1869 contre la démocratie directe.*

« *Le plébiscite, une machine que je regarde comme l'aggravation et la perversion de la démocratie, déjà lourde et perverse parmi nous.* »

N° 108. *Lettre sur la Commission de Décentralisation de 1870.*

« *Le peu qu'on y fait est de trop.* »

N° 109. *Lettres relatives à la Revue des Deux Mondes.*

...avec laquelle, depuis la parution de ses deux articles sur le Positivisme, D.-W. s'est brouillé. D.-W. appelle : « *Buffloz* » le directeur de la Revue (Buloz).

N° 110. *Lettre du 21 juillet 1871.*

Sur la guerre de 1870-71, et sur les perspectives d'avenir de la France au point de vue extérieur.

(1) E. de Laveleye vivait à Gand.

N° 111. *Lettre de 1871, sur la question constitutionnelle française.*

« Les chances sont pour la Monarchie, parce qu'il suffit d'un prince pour une restauration monarchique, tandis qu'il faudrait plusieurs grands hommes pour fonder la République. Or nous n'avons que M. Thiers, âgé de 74 ans et qui n'a pas plus de successeur présomptif que de fils. »

La collection du colonel Carnot comporte encore un certain nombre d'autres lettres de Dupont-White à Emile Laveleye, qui ne portent point de date ou dont nous avons omis de noter la date :

N° 112. L'une d'entre elles est relative au passé socialisant de Dupont-White (« Respectons les erreurs de notre jeunesse »).

N° 113. Une autre est une appréciation de « *On Liberty* » de Stuart Mill : « C'est un bon livre où se trouvent tous les éléments de la vérité, sans que l'auteur les ait mis à leur place et même à leur valeur. »

N° 114. Une autre encore traite des questions monétaires : D.-W. dit que depuis longtemps déjà il s'occupe de ces questions, et qu'il croit très grande l'importance du « numéraire » dans la vie économique des nations.

N° 115. D'autres lettres révèlent que DUPONT-WHITE et LAVELEYE se soumettaient fréquemment et réciproquement leurs manuscrits avant de les donner à l'impression; chacun exerçait sur la prose de son ami « le droit de critique suprême » et proposait des corrections, notamment au point de vue du style.

N° 116. Dans une lettre DUPONT-WHITE félicite vivement LAVELEYE de ses articles contre le catholicisme.

N° 117. Un autre nous apprend que D.-W. avait été chargé de rédiger pour l'*Encyclopédie Péreire* les articles : GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF, RELIGION D'ÉTAT, ADMINISTRATION LOCALE. D.-W. s'efforçait de faire accepter par la *Revue des Deux Mondes* des articles de LAVELEYE. Mais D.-W. était en très mauvais termes avec BULOZ.

N° 118. Nous apprenons aussi (par une autre lettre encore) que D.-W. s'efforçait de faire accepter par la *Revue des Deux Mondes* des articles de LAVELEYE. Mais D.-W. était en très mauvais termes avec BULOZ.

N° 119. Enfin, dans une de ses lettres DUPONT-WHITE annonce à LAVELEYE qu'il va lui faire l'envoi de son étude sur le *suffrage universel*, « très propre à jeter des doutes sur cette institution, à troubler les consciences, et à embrouiller la question; je ne prétends rien de plus. »

SECTION III

INVENTAIRE DES PRINCIPALES LETTRES INÉDITES DE STUART MILL À DUPONT-WHITE (1858-1862)

conservées par le colonel Carnot dans son château
de Nolay (Côte-d'Or).

N° 120. *De Londres, 1^{er} juillet 1858, sur l'Individu et l'Etat.*

S. MILL fait un grand éloge du livre de DUPONT-WHITE et s'efforce de montrer qu'il y a bien des points de contact entre sa propre doctrine et celle de DUPONT-WHITE. Développement intéressant sur l'évolution de la politique anglaise dans un sens centralisateur.

N° 121. *D'Angleterre, 26 février 1859, sur la traduction éventuelle de La Liberté par Dupont-White.*

STUART MILL s'étonne (en raison de la divergence de leurs opinions) et se réjouit que D.-W. ait conçu ce projet. Il accepte, tout en laissant D.-W. pleinement libre de revenir sur sa décision.

N° 122. *De Saint-Véran (près d'Avignon), 29 octobre 1859, sur la traduction éventuelle de La Liberté par Dupont-White.*

GIRARDIN a offert à STUART-MILL de traduire *La Liberté*. Il répugne à STUART MILL de traiter avec « l'homme qui a tué CARREL ». Aussi STUART MILL serait-il fort heureux que DUPONT-WHITE lui confirmât de façon définitive et ferme son projet de traduction. Toutefois MILL laisse DUPONT-WHITE à l'aise : il comprendrait fort bien que D.-W. refusât, en raison de la divergence d'opinions qui existe entre eux.

N° 123. *De Saint-Véran, 21 décembre 1859, sur la Centralisation (supra n° 22).*

La Centralisation devait paraître incessamment. STUART MILL félicite DUPONT-WHITE d'avoir entrepris cet ouvrage. DUPONT-WHITE lui a écrit qu'il s'était beaucoup appuyé sur l'exemple de l'Angleterre, et lui a demandé s'il avait remarqué, dans *l'Individu et l'Etat*, des erreurs relatives aux choses d'outre-Manche. STUART MILL répond qu'il ne se souvient pas d'avoir noté rien de semblable, et il félicite DUPONT-WHITE de s'être beaucoup occupé des lois et des usages anglais.

N° 124. *De Saint-Véran, 7 mars 1860.*

Sur *la Centralisation*, de DUPONT-WHITE, et la traduction de *La Liberté*, de STUART MILL (supra N° 23).

N° 125. *De Saint-Véran, 24 décembre 1860, sur la traduction de La Liberté.*

STUART MILL félicite D.-W. pour l'élégance et l'exactitude de sa traduction. Il se déclare nullement froissé par le caractère critique de la préface, flatté au contraire, à cause des appréciations élogieuses sur sa personne et sur son esprit, que DUPONT-WHITE a mêlées aux objections contre ses idées. MILL annonce son intention de se venger de cette préface en rendant compte, dans une revue anglaise, des ouvrages de DUPONT-WHITE, projet qu'il mettra bientôt à exécution (cf infra N° 296).

N° 126. *De Blackheath, 4 mars 1861.*

STUART MILL semble faire allusion à des comptes rendus d'ouvrages de DUPONT-WHITE, parus dans *l'Illustration* et dans *La Presse* (nous n'avons pas trouvé ces comptes rendus).

N° 127. *De Blackheath, 15 mars 1861, sur divers sujets.*

MILL-regrette la sévérité de YUNG pour DUPONT-WHITE (dans la *Revue Nationale*, cf. infra N° 297) et lui redit combien il est satisfait de la préface à la traduction de *La Liberté*. Suivent des réflexions intéressantes sur le Second Empire et Napoléon III.

N° 128. *De Saint-Véran, 1^{er} mai 1861.*

STUART MILL exprime sa joie d'apprendre que DUPONT-WHITE donne son adhésion aux idées développées dans *Le Gouvernement représentatif* et qu'il se propose de traduire cet ouvrage. Annonce de la parution probable et prochaine de l'article de MILL sur DUPONT-WHITE dans la *Revue d'Edimbourg* (cf infra N° 296).

N° 129. *De Saint-Véran, 26 mai 1861, sur divers sujets.*

MILL disserte d'abord sur un livre récemment publié par BAUDRILLART. Puis il annonce encore une fois la parution prochaine de son article sur DUPONT-WHITE. Enfin il annonce à DUPONT-WHITE son intention de lire l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. « Je lirai votre ouvrage de 1846 avec d'autant plus de plaisir que vous y aurez moins épargné la société actuelle, que je passe pour ne pas estimer beaucoup. »

N° 130. *D'Angleterre, 8 août 1861.*

MILL indique à DUPONT-WHITE, qui les lui a demandées, les traductions de quelques expressions anglaises délicates, pour le *Gouvernement représentatif* (cf supra N° 26).

N° 131. *De Blackheath, 14 septembre 1861.*

Encore quelques indications, sollicitées par DUPONT-WHITE, pour la traduction du *Gouvernement représentatif* (probablement). STUART MILL annonce à DUPONT-WHITE sa visite, à Fontainebleau, pour l'après-midi du 24 septembre 1861.

N° 132. *De Saint-Véran, 10 octobre 1861, sur divers sujets.*

D.-W. avait envoyé à STUART MILL un projet de préface pour la traduction du *Gouvernement représentatif*, en marquant certains passages d'un point d'interrogation. STUART MILL déconseille la suppression des passages en question. La seule divergence que révèle cette préface, entre la pensée de DUPONT-WHITE et celle de STUART MILL, est relative à la philosophie de l'utile. MILL reproche à D.-W. de sembler croire que l'utilitarisme est la philosophie dominante en Angleterre. Tout en le regrettant, MILL estime qu'il n'en est nullement ainsi, que l'école de BENTHAM est outre-Manche une infime minorité. — Ensuite STUART MILL, qui vient de lire l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, en fait le plus grand éloge, et opine que l'ouvrage est très supérieur à ce que font la plupart des économistes spécialisés, dans leur propre spécialité.

N° 133. *De Saint-Véran, 4 décembre 1861.*

Indications pour traduire certaines expressions du *Gouvernement représentatif*. A propos de l'article de STUART MILL sur DUPONT-WHITE (infra n° 296). « Vous n'aurez pas lieu d'en être mécontent, bien que je vous aie passablement maltraité sur plusieurs points. »

N° 134. *De Saint-Véran, 10 janvier 1862.*

D.-W. avait offert à STUART MILL de lui faciliter l'entrée à la *Revue des Deux Mondes*; MILL répond qu'il n'a pas le temps d'écrire dans cette revue. Un article de lui, sur la doctrine de l'utilité, vient de paraître dans *Fraser's Magazine*. L'étude paraîtra probablement sous la forme d'un livre. MILL fait également allusion à un autre article de lui, toujours sur l'utilité, qui vient d'être accepté par « la revue » (Est-ce : *La Revue d'Edimbourg*?).

N° 135. *D'Athènes, 28 février 1862, sur l'insurrection grecque.*

SECTION IV

INVENTAIRE DES PRINCIPAUX PAPIERS
DE DUPONT-WHITE

et des principales lettres adressées à Dupont-White par divers correspondants (1831-1861), le tout conservé par le colonel Sadi-Carnot à Nolay (Côte-d'Or).

(Ces lettres et papiers divers sont classés par ordre chronologique)

N° 136. *Lettre de DUPONT-WHITE à son frère Théodore, procureur du Roi à Beauvais, fin 1831 ou début 1832.*

Réflexions et perspectives politiques. DUPONT-WHITE se demande si l'opinion est assez calme et tolérante pour qu'un régime de liberté n'ait pas d'inconvénients. DUPONT-WHITE avoue qu'il « se surprend parfois à se demander » si les légitimistes n'ont pas raison; mais il éprouve une « répugnance indomptable », une « horreur instinctive » pour la « race maudite » des Bourbons, etc.

N° 137. *Convocation militaire, août 1830.*

Le sous-lieutenant CHARLES DUPONT-WHITE est désigné pour faire le service du 19 août 1830 à la Chambre des Pairs, à la tête d'un détachement comprenant un sergent, deux caporaux, 35 chasseurs et un tambour. DUPONT-WHITE se trouvait alors à la 2^e compagnie du 1^{er} bataillon de la XI^e Légion de la Garde Nationale de Paris.

N° 138. *Lettre de DUPONT-WHITE à son frère Théodore, procureur du Roi à Beauvais, 14 juillet 1831, datée de la Garde Nationale de Paris.*

DUPONT-WHITE annonce à son frère que la Garde est alertée en prévision d'une émeute. — Il croit à la guerre et la souhaite. — Succès de DUPONT-WHITE auprès de ses cousines anglaises, venues lui rendre visite à Paris.

N° 139. *Lettre d'Hippolyte PASSY à Charles Dupont-White, du 29 avril 1845,*

Relative au concours de l'Académie des Sciences Morales et Politiques auquel DUPONT-WHITE avait pris part. PASSY invite D.-W. à se présenter à nouveau l'année suivante, après avoir modifié son manuscrit. Il s'offre à lui donner des conseils à cet effet.

N° 140. *Lettre d'Augustin THIERRY à Dupont-White, 15 juin 1845,*

Sur les élections.

N° 141. *Lettre d'E. MILLER à Dupont-White, 1^{er} décembre 1845*

E. MILLER, professeur de grec à la Sorbonne, se présente aux élections et demande à cet effet l'appui de DUPONT-WHITE.

N° 142. *Lettre de LOUIS BLANC à Dupont-White, 16 avril 1846.*

« Votre article passera très prochainement : j'en ai la promesse. » (Nous ignorons de quel article il s'agit ici, dans quel périodique il devait paraître, et s'il est effectivement paru.)

N° 143. *Lettre adressée à Dupont-White, 25 avril 1846.*

Signature illisible. L'expéditeur appartenait à la *Revue Indépendante* (de Pierre LEROUX). Appréciation sur l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. « Vous ne résumez pas assez souvent les divers éléments de la discussion... Dans beaucoup de pages chaque phrase est claire (ordinairement du moins), mais l'ensemble est obscur. Il faut relire attentivement pour retrouver le sens général. Cela est d'autant plus facile à réparer que vos sommaires de chapitres résument très bien, etc... »

N° 144. *Lettre de Ferdinand FRANÇOIS (de la « Revue Indépendante »), 1^{er} mai 1846.*

Cette lettre semble indiquer que DUPONT-WHITE avait alors l'intention de faire des études sur les économistes anglais.

N° 145. *Lettre de Théodore FIX à Dupont-White, 6 juin 1846.*

Critique de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Cette lettre indique que DUPONT-WHITE participait à cette époque à des diners d'économistes.

N° 146. *Lettre adressée à Dupont-White, 25 juin 1846.*

La signature est illisible, l'écriture est celles de la lettre du 25 avril 1846, précitée (supra N° 143).

Sur l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* : « VIDAL me semble devoir être très sympathique à votre livre... le meilleur que j'aie lu depuis longtemps... » — Le correspondant de DUPONT-WHITE lui demande de se faire associé de *La Revue Indépendante*. — « Finalement vous ne m'avez pas dit en l'honneur de quoi vous m'avez gratifié de ce travail sur le mouvement commercial de l'Association Allemande que vous m'aviez envoyé, et si je dois le remettre à quelqu'un. » — Le travail de DUPONT-WHITE auquel il est fait ici allusion n'a jamais été édité à notre connaissance.

N° 147. *Lettre de BLANQUI (Jérôme-Adolphe) à Dupont-White, 29 juin 1846, sur l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital.*

« Je ne suis pas de votre avis en toutes choses, mais je suis d'avis que vous êtes en Economie Politique un homme net, clair, précis, droit, un écrivain élégant et original, et que votre livre est supérieur aux trois quarts des plus vantés parmi les livres nombreux que la science voit naître chaque jour. »

La collection du colonel Carnot comprend encore un assez grand nombre de lettres de cette époque, qui ne sont pas datées, ou sur lesquelles nous avons jugé inutile de prendre des notes détaillées.

N° 148. Une lettre de BASTIAT donne à notre économiste des renseignements sur le prix du blé et la politique commerciale de l'Angleterre en ce qui concerne les céréales.

N° 149. De la même période également, une lettre de DUVERGIER DE HAURANNE.

— DUPONT-WHITE recevait un grand nombre de lettres relatives à son ouvrage : *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, qu'il semble avoir distribué à profusion. Les appréciations sont diverses — les comptes rendus nombreux. — Madame Dupont-White mère et Théodore Dupont-White consolent Charles-Brook des attaques dont son premier livre est l'objet — et soupèsent pour chaque compte rendu, ce qu'il contient de sympathie et d'éloges, ce qu'il contient aussi, d'autre part, de blâmes et d'attaques. — Il était en relations avec de nombreux nobles, gentilshommes campagnards ou Parisiens. Il s'occupait activement de politique, encourageait les élections des membres de l'opposition (il appuya chaudement, par exemple, celle de M. DE SEPTENVILLE, ainsi que sa correspondance en fait preuve), faisait partie de divers petits comités, et participait à des réunions nombreuses, où des intellectuels bien rentés, et souvent bien casés, jouaient aux conspirateurs et fomentaient de petits complots contre le régime.

N° 150. *Lettre de Ferdinand FRANÇOIS à Dupont-White,*
14 juillet 1846.

Avec cachet de la *Revue Indépendante*.

Cette lettre nous apprend que le compte rendu non signé de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, dans la *Revue Indépendante* (supra N° 276), est l'œuvre de PECQUEUR.

DUPONT-WHITE avait protesté contre ce compte rendu (à cause d'une citation inexacte ou présentée d'une façon qui faussait son vrai sens, semble-t-il; mais nous ne voyons pas ce dont il s'agit). Ferd. FRANÇOIS reconnaît les torts de son collaborateur, et que la *Revue* doit réparation à DUPONT-WHITE.

N° 151. *Lettre de Th. FABON, rédacteur de l'Encyclopédie Nouvelle, à Dupont-White, 28 novembre 1846.*

FABON demande à DUPONT-WHITE sa collaboration et son soutien financier pour la *Revue Indépendante*.

N° 152. *Lettre de BLANQUI (Jérôme-Adolphe) à Dupont-White, 28 novembre 1846.*

BLANQUI félicite DUPONT-WHITE pour son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, et pour sa lettre à Joseph GARNIER sur la doctrine et le caractère de MALTHUS (supra N° 5). Il annonce qu'il rendra compte de l'un et de l'autre à l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*.

N° 153. *Lettre d'Anselme PELETIN à Dupont-White, Paris, 29 novembre 1846.*

« Vous m'aviez promis une femme, me la cherchez-vous? »
Appréciations sur l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital*. Le plan, dit PELETIN, a besoin d'être clarifié.

N° 154. *Lettre d'Eugène SUE à Dupont-White, 1846.*

SUE félicite DUPONT-WHITE de sa lettre à Joseph GARNIER sur MALTHUS.

N° 155. *Lettre de Pierre LEROUX à Dupont-White, non datée.*

Eloge extrêmement vif de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Cette lettre nous apprend que DUPONT-WHITE était abonné à la *Revue Sociale* de Pierre LEROUX (P. LEROUX y fit paraître d'abondants extraits l'*Essai sur les Relations*... cf. infra N° 275. En ce qui concerne le problème démographique, P. LEROUX fait remarquer à notre économiste que l'antagonisme des fonctions de génération et d'allaitement est une limite naturelle au développement de la population.

N° 156. *Une lettre d'Horace SAY à Charles-Brook Dupont-White, 18 janvier 1847.*

N° 157. *Lettre de VIDAL à Dupont-White, 3 février 1847.*

VIDAL demande à notre économiste son opinion sur un de ses livres.

N° 158. *Plusieurs autres lettres intéressantes de VIDAL, non datées.*

Critiques très violentes de la Monarchie de Juillet et du Gouvernement.

N° 159. *Lettre de VIDAL à Dupont-White, 12 octobre 1847.*

Sur les symptômes précurseurs de la Révolution de 1848 :

Voir N°s 7, 8, 9, 10. Affiches électorales de Dupont-White, candidat aux élections à l'Assemblée Constituante (23 avril 1818), dans le département de l'Oise, et aux élections complémentaires à l'Assemblée Constituante (4 juin 1848), dans le département de la Seine.

N° 160. Comme secrétaire général du Ministère de la Justice (14 mai-22 juillet 1848), DUPONT-WHITE reçut un certain nombre de lettres de recommandation pour des accusés.

N° 161. *Lettre non datée de Théodore DUPONT-WHITE à Charles Dupont-White, relative à la raison pour laquelle Charles Dupont-White quitta le Ministère de la Justice.*

Cette lettre est assez énigmatique. Il semble bien que DUPONT-WHITE ait été renvoyé du ministère de la Justice (?); ou en tout cas forcé de donner sa démission (?). Pourquoi? C'est ce que nous ne pouvons dire. Théodore félicite son frère d'avoir été à Paris pour venger sa réputation. De quelle injure ou de quelle accusation? Nous ne savons.

N° 162. *Lettre de POTHERAT DE THOU à Théodore Dupont-White sur Charles-Brook Dupont-White, 29 août 1848.*

Charles DUPONT-WHITE n'était point fait pour les fonctions politiques. Il n'a guère dû regretter de quitter le ministère de la Justice. Considérations mélancoliques sur la Révolution de Février, qui a déçu les vieux fidèles de l'esprit de 1830. L'insécurité politique, etc.

N° 162 bis. *Lettre de POTHERAT DE THOU à Charles Dupont-White, sous la seconde République, et après les journées de juin (nous ne pouvons préciser davantage), sur les événements politiques contemporains.*

« Je soupçonne que tu es aujourd'hui un peu trop républicain de la veille. Au temps où Albert, Ledru-Rollin dominaient, tu étais trop froid. Il est bien difficile pour un honnête homme qui veut conserver ses idées et qui dans le succès ne désire pas plus qu'il ne voulait auparavant, d'être à l'unisson de l'opinion du moment. »

- N° 163. *Lettre adressée à Dupont-White, 31 août 1848, signature illisible.*

Cette lettre semble indiquer que DUPONT-WHITE écrivait des articles de journaux en 1848. Peut-être dans *Le Pays* (?) Mais nous en avons feuilleté les collections sans retrouver la trace d'articles de notre auteur (cf. infra chapitre III). Il est vrai qu'à cette époque les articles de journaux étaient rarement signés.

- N° 164. *Lettre officielle de DUFAYRE, ministre de l'Intérieur, à Charles Dupont-White, 31 octobre 1848.*

Cette lettre annonce à DUPONT-WHITE qu'il est nommé préfet de l'Aude.

- N° 165. *Lettre de Théodore DUPONT-WHITE à Charles Dupont-White, 31 octobre 1848.*

« Entre les positions précaires, les préfectures sont les plus précaires, aujourd'hui que nul ne peut répondre de ce que sera le gouvernement dans trois mois. »

- N° 166. *Lettre de Théodore DUPONT-WHITE à Charles Dupont-White, 4 novembre 1848.*

Théodore semble plutôt conseiller à son frère d'accepter la préfecture de l'Aude. « C'est un pied dans l'étrier... Tâche de respecter les intérêts religieux sans te compromettre avec les légitimistes. C'est, d'après ce que j'ai vu dans mon voyage, le seul moyen d'avoir de la force contre les légitimistes. »

- N° 167. *Lettre de Théodore DUPONT-WHITE à Charles-Brook Dupont-White, 8 novembre 1848.*

Mêmes idées. Théodore semble plutôt favorable à ce que Charles accepte la préfecture de l'Aude.

- N° 168. *Lettre du chef de cabinet de DUFAYRE, ministre de l'Intérieur, à Dupont-White, 10 novembre 1848.*

Le ministre fait prévenir DUPONT-WHITE que les nouvelles reçues du département de l'Aude sont telles qu'il ne saurait différer son départ.

- N° 169. *Lettre de Théodore DUPONT-WHITE à Charles Dupont-White, 10 novembre 1848.*

THÉODORE connaît déjà le refus de DUPONT-WHITE pour la préfecture de l'Aude et il l'en félicite vivement. Il exprime l'espoir que DUPONT-WHITE va abandonner l'Economie Politique pour se consacrer à l'Histoire de la diplomatie. Allusions à des accusations de socialisme portées contre Charles-Brook DUPONT-WHITE. Nous citons et commentons cette lettre infra p. 550.

N° 170. *Lettre de POTHERAT DE THOU à Charles Dupont-White, 18 novembre 1848.*

« Tu aurais eu dans l'Aude une position très difficile entre les légitimistes et les rouges, une responsabilité tout aussi grande qu'à Lyon (nous ignorons la raison de cette comparaison. Avait-il été question de D.-W. pour la préfecture de Lyon?) et sans compensation aucune. Le succès ne t'eût servi de rien; le sort de la France se décidera ailleurs qu'à Carcassonne. Douterais-tu de l'élection de NAPOLÉON? Elle est à mes yeux certaine... »

N° 171. *Lettre adressée à DUPONT-WHITE, signature illisible, en 1851.*

Cette lettre porte sur le recueil *La Politique Nouvelle*, auquel collabora DUPONT-WHITE (cf. supra N° 13, 17, 18).

« Ce recueil a eu des travaux excellents, et même en général presque tout y a été bon. Mais dans l'ensemble rien de cette vis bellica (pardonnez le barbarisme) qui fait vivre les œuvres de ce genre, qui est toute la force de la presse périodique. On prétendra que c'est la présence d'ENFANTIN qui est la cause de cette atonie. J'admets l'explication. ENFANTIN ne pouvait dire sa vraie pensée, s'il lui reste une pensée, et ne pouvant dire la sienne, naturellement il ne disait ni la vôtre ni la mienne, il n'en disait aucune. De là la morne figure de l'ensemble. Mais qui viendra le remplacer pour l'impulsion à donner? Si c'est vous, je suis votre homme..., etc. »

N° 172. *Reçu, daté du 17 janvier 1851,*

D'une somme avancée par DUPONT-WHITE à l'Association démocratique des Amis de la Constitution (150 fr.).

N° 173. *Lettre de VIDAL à Dupont-White, mars 1851.*

VIDAL félicite DUPONT-WHITE de son article sur BASTIAT dans la *Liberté de Penser* (supra N° 12).

N° 174. *Lettre d'Amédée JACQUES à Dupont-White, 10 septembre 1851.*

A. JACQUES, directeur de *La Liberté de Penser*, accepte en principe 25 pages de DUPONT-WHITE sur les Banques.

N° 175. *Lettre d'Amédée Jacques à Dupont-White, 16 septembre 1851.*

A. JACQUES se déclare obligé de refuser l'étude de DUPONT-WHITE sur les *Banques*, qu'il avait d'abord acceptée en principe pour être publiée dans *La Liberté de Penser*. (Lettre du 10 septembre 1851, supra N° 174.) L'étude de DUPONT-WHITE, telle qu'il l'a définitivement arrêtée, remplirait en effet 40 pages de cette Revue. Or 25 pages était le maximum de ce que A. JACQUES pouvait accorder à DUPONT-WHITE.

- N° 176. *Lettre adressée à Dupont-White, 4 novembre 1851, signature illisible.*

Félicite DUPONT-WHITE de ses articles sur *Le Progrès par le Gouvernement* dans *La Politique Nouvelle* (supra N°s 17 et 18).

- N° 177. *Vers la même époque, plusieurs lettres de Jules SIMON, d'Augustin THIERRY à Dupont-White.*

Ces lettres indiquent que DUPONT-WHITE participait alors à des dîners politiques sur lesquels nous manquons de renseignements.

- N° 178. *Lettre adressée à Dupont-White par CARNOT, janvier 1852,*

Sur la résistance républicaine à l'Empire de Napoléon III. La lettre semble venir d'Angleterre. CARNOT, qui ne figurait pas sur la liste des proscrits, s'est proscrit lui-même. Il se demande s'il doit revenir.

- N° 179. *Lettre d'Eugène PELLETAN à Dupont-White, 26 août 1856,*

A propos d'une invitation.

- N° 180. *Lettre de FROMENTIN à Dupont-White,*

Probablement sur *L'Individu et l'Etat* : « Je n'ai jamais mieux compris qu'en vous lisant ce que l'imagination peut apporter de lumière sur des idées d'un ordre abstrait. »

- N° 181. *Lettre adressée à Dupont-White, signature illisible, 11 février 1857.*

Cette lettre est d'un républicain qui regrette que DUPONT-WHITE en défendant l'autorité et l'initiative de l'Etat, paraisse justifier la tyrannie de NAPOLÉON III : « ...votre si belle thèse si mal à propos soutenue en 1857. Je l'aurais, en 1848, applaudie des deux mains et sans restrictions. J'applaudis encore aujourd'hui, mais avec regret, et avec la peur du mal qu'elles peuvent faire. A des doctrines pour le moment périlleuses, j'aurais voulu un interprète moins convaincu et moins habile. »

- N° 182. *Lettre de MICHELET à Dupont-White, 17 mars 1857.*

- N° 183. *Lettre d'Alexis de TOCQUEVILLE à Dupont-White, Paris, 9 avril 1857.*

Remercie DUPONT-WHITE assez brièvement de lui avoir envoyé *L'Individu et l'Etat*.

N° 184. *Lettre de GÉRANDO à Dupont-White, 4 mai 1857,*

Sur *L'Individu et l'Etat*. Ce qui manque à ce livre, dit GÉRANDO, c'est l'inspiration catholique. GÉRANDO critique l'abus que DUPONT-WHITE fait des majuscules.

N° 185. *Lettre de MACAULAY à Dupont-White, en anglais, 14 juin 1857.*

MACAULAY remercie DUPONT-WHITE pour l'envoi de *L'Individu et l'Etat*. Sa lettre est assez plate, et ses jugements prudents et vagues : « *I have already noticed several propositions, which I should not without further consideration, be prepared either to admit or to deny* ».

N° 186. *Lettre collective signée CARNOT, GARNIER-PAGÈS, etc., adressée à Dupont-White : « Monsieur et cher concitoyen... », datée du 15 décembre 1857.*

Demande à DUPONT-WHITE de l'argent pour payer les frais d'une campagne électorale.

N° 187. *Lettre de LITTRÉ à Dupont-White, Paris, 13 novembre 1859.*

LITTRÉ demande à DUPONT-WHITE sa contribution pour la pension de la veuve d'Auguste COMTE.

N° 188. *Lettre de LITTRÉ à Dupont-White, 20 novembre 1859, Relative à la pension de la veuve d'Auguste COMTE.*N° 189. *Lettre de LITTRÉ à Dupont-White, 11 décembre 1859.*

Remerciements pour la contribution de DUPONT-WHITE à la pension de la veuve d'Auguste COMTE.

N° 190. *Lettre d'Adrien DELONDRE à Dupont-White, 2 février 1860.*

DELONDRE annonce à DUPONT-WHITE qu'il a fait dans la *Revue Européenne* un compte rendu de la deuxième édition de *L'Individu et l'Etat* (cf. pour ce compte rendu infra N° 289).

N° 190 bis. *Lettre de LAVELEYE, Gand, 12 mars 1860.*N° 191. *Lettre de LAVELEYE à Dupont-White, non datée.*

E. DE LAVELEYE félicite DUPONT-WHITE de ses ouvrages et lui promet des comptes rendus dans *La Libre Recherche*. Nous avons vainement consulté toute la collection de cette revue sans trouver les comptes rendus annoncés (cf. infra, sous le N° 286).

- N° 192. *Lettre de MICHELET à Dupont-White, 13 avril 1860.*
« Je suis ébloui de votre livre : je n'ai rien vu de si brillant, ni parfois de si fort et de si profond. »
- N° 193. *Lettre d'Auguste COCHIN à Dupont-White, 3 mai 1860.*
- N° 194. *Lettre de RÉMUSAT à Dupont-White, datée de Lafitte (Haute-Garonne), 18 novembre 1860.*
 RÉMUSAT félicite DUPONT-WHITE de ses écrits « qui me donnent tant à penser et qui me captivent même quand j'essayais de protester ».
- N° 195. *Lettre de GARNIER-PAGÈS à Dupont-White,*
L'invitant à une réunion mondaine (les dames en robe montante, etc.).
- N° 196. *Lettre de CARO à Dupont-White, vers 1860.*
- N° 197. *Lettre de MICHELET à Madame Dupont-White, vers 1860,*
Relative à une invitation.
- N° 198. *Autre lettre de RÉMUSAT à Dupont-White, vers 1860.*
(Supra N° 194).
- N° 199. *Lettre de THIERS à Dupont-White, 1860.*
- N° 200. *Lettre d'Edgar QUINET à Dupont-White, 19 février 1861.*
 QUINET critique les théories de DUPONT-WHITE, principalement en ce qui concerne l'influence du milieu social sur les hommes.
- N° 201. *Lettre de Madame de LAMARTINE à Dupont-White, 1^{er} juin 1861,*
Invitant DUPONT-WHITE à entendre chez elle LISTZ.
- N° 202. *Lettre de LITTRÉ à Dupont-White, 18 octobre 1861,*
 Toujours relative à la pension de la veuve d'Auguste COMTE.
(Cf. supra N°s 187, 188, 189.)
- N° 203. *Plusieurs lettres de MICHELET à Dupont-White, 1861.*
- N° 204. *Lettre de LITTRÉ à Dupont-White, 19 décembre 1861.*

N. B. — Le colonel Sadi-Carnot ne possède, à notre connaissance, aucune correspondance adressée à Dupont-White après 1861. Toutes celles qui subsistent se trouvent probablement chez M. Robert David, à Saint-Yrieux.

SECTION V

**INVENTAIRE DES PRINCIPALES LETTRES ADRESSEES
PAR DUPONT-WHITE AU PHILOSOPHE PAUL JANET**
et conservées par son fils, M. Paul Janet, directeur de
l'École Supérieure d'Electricité, à Malakoff.

N° 205. *Lettre non datée, sur le péché originel.*

« Je vous félicite vivement, cher Monsieur, du très bel article que vous venez de publier contre le péché originel : un modèle de vigueur et de courtoisie. »

N° 206. *Lettre datée du 16 avril, sans millésime.*

« Avec votre article que j'ai lu hier soir, vous m'avez empêché de dormir une partie de la nuit. Ce n'est pas souvent que la métaphysique a un succès d'insomnie. Vos idées entraient comme un coin dans les miennes pour les faire éclater, etc. J'éprouve de la froideur pour l'absolu qui s'obtient en éliminant les traits particuliers et généraux de toutes choses : il me semble que le résidu c'est zéro... Les Anglais dont je m'occupe en ce moment ne sont ni volontaristes, ni spiritualistes. Pour eux le summum de l'être, c'est la force; un système où il y a de la volonté comme chez les spiritualistes, et de l'esprit comme chez les volontaristes... Après tout ce SÉCRÉTAN a de l'agrément, de l'élégance, lumina dicendi, d'après les citations. Je ne le lirai pas. La force me réclame, la force britannique. Après toutes ces élaborations, quand nous aurons un Dieu, il sera complet : il aura de l'esprit comme un diable, de la volonté comme une chèvre, des muscles et des ressorts comme un hercule. Cela vaut bien la peine d'attendre, ne nous pressons pas : la chose urgente est de remercier Mesdemoiselles vos filles, etc. »

N° 207. *Une lettre sur l'immortalité de l'âme.*

N° 208. *Lettre de 1872, probablement, sur le suffrage universel.*

« Pour ma part, je tiens en ce moment le suffrage universel par les cornes, ce qui me rend sympathique aux grandes causes, surtout quand elles sont traitées à fond et avec indépendance du milieu prochain, de l'air ambiant, d'une mode bien portée, d'une colère académique et rémunératrice... Quel mufle que le suffrage universel... Je n'en reviens pas, et tout le monde le prend au sérieux... »

N° 209. D'autres lettres nous apprennent que DUPONT-WHITE et PAUL JANET se réunissaient fréquemment, avec leurs familles, le vendredi. DUPONT-WHITE félicite souvent P. JANET de son « charmant entourage ».

N° 210. Dans une lettre, DUPONT-WHITE invite P. JANET à déjeuner chez lui.

Paul Janet

N° 211. Dans une autre, il demande à Paul JANET de bien vouloir présenter à l'*Académie des Sciences Morales et Politiques* sa *République Conservatrice*.

N° 212. Le 14 novembre 1878 (un mois avant sa mort), il remercie P. JANET d'avoir présenté à la même *Académie* les *Mélanges Philosophiques*.

N° 213. *Confidences de salon de Dupont-White.*

En 1877 (le 9 mai), l'une des filles de Paul JANET obtint de DUPONT-WHITE qu'il écrivit sur son carnet de « confidences de salon » (qui contient également les confidences de PAINLEVÉ, FUNCK-BRENTANO, etc.). M. Paul JANET a conservé cette amusante confession dont voici quelques traits particulièrement piquants : *Le principal trait de mon caractère* : insouciance acquise. *La qualité que je désire chez un homme* : indulgence. *La qualité que je préfère chez une femme* : exigence (sic)... *Mon principal défaut* : paresse... *Ce que je voudrais être* : tambour-major... *Le pays où je désirerais vivre* : celui où l'on admire les grands hommes... *Mes auteurs favoris en prose* : mes critiques... *Mes poètes préférés* : ceux qui écrivent en prose... *Mes héros dans la vie réelle* : les candidats... *Le don de la nature que je voudrais avoir* : croire, oublier... *Comment j'aimerais mourir* : une main dans la mienne... *Etat présent de mon esprit* : indifférence... *Ma devise* : Méprisez et vous êtes sauvé.

BIBLIOGRAPHIE

III^e PARTIE

PLAN

Section I. — *Etudes générales sur Dupont-White.*

Section II. — *Sur sa vie (candidat à la députation et membre de la Commission du Luxembourg en 1848; opposé au coup d'Etat en 1851; membre de la Commission de décentralisation en 1870; articles nécrologiques).*

Section III. — *Comptes rendus des ouvrages de Dupont-White.*

Section IV. — *Dictionnaires encyclopédiques et Dictionnaires spéciaux des Sciences économiques, politiques ou sociales.*

Section V. — *Ouvrages généraux d'histoire, d'histoire des doctrines économiques ou d'économie politique.*

Section VI. — *Ouvrages spéciaux.*

N. B. — Nous n'avons fait figurer, dans cette troisième partie de notre Bibliographie, que les ouvrages et articles de Revues qui parlent nommément de DUPONT-WHITE. — Les autres ouvrages que nous avons utilisés et cités dans le présent volume ont été réservés pour la quatrième partie de la Bibliographie.

SECTION I

ETUDES GENERALES SUR DUPONT-WHITE

- N° 251. BONNEFONT (Gaston) : *Dupont-White, un penseur contemporain.*

Article dans la *Revue Britannique*, novembre 1889, tome VI, p. 61 à 71.

BONNEFONT avait été quelque temps le secrétaire de DUPONT-WHITE. Son article contient quelques renseignements intéressants sur le caractère et la méthode de travail de notre économiste. Mais dans l'ensemble il est fort médiocre.

- N° 252. LAVELEYE (Emile DE) : *Un précurseur: Dupont-White.*

Article dans la *Revue des Deux Mondes*, décembre 1889, tome VI, pp. 525 à 546.

Cet article, très important, a été le point de départ de toutes les études postérieures sur DUPONT-WHITE. Il a été reproduit sous la forme d'une brochure (infra N° 254) et dans le recueil d'articles d'E. DE LAVELEYE intitulé *Essais et Etudes* (N° 253).

- N° 253. LAVELEYE (Emile DE) : *Essais et études.* Troisième série : 1883-1892.

Gand, Paris (Alcan).

P. 245 à 268 : *Un Précurseur : Dupont-White.* Reproduction de l'article de la *Revue des Deux Mondes*, de 1889 (supra N° 252). Voir aussi N° 254 (édition en tiré à part du même article, 1898).

- N° 254. LAVELEYE (Emile DE) : *Un précurseur: Dupont-White,* nouvelle édition, 1898.

Présentation très élégante, imprimée « pour la famille de DUPONT-WHITE et pour ses amis ». Cette brochure comprend :

- 1° La reproduction d'un moulage de DUPONT-WHITE par PRADIER.

2° Un avant-propos biographique, écrit de main de maître, et dont son auteur, M. le Colonel SADI-CARNOT, petit-fils de DUPONT-WHITE, nous a permis de trahir l'anonymat.

3° La réédition de l'article publié en 1889 dans la *Revue des Deux Mondes* (voir N° 252).

Le même article avait été reproduit dans les *Essais et Etudes* d'E. DE LAVELEYE (voir N° 253).

Cette brochure, tirée à très peu d'exemplaires, se trouve à la Bibl. Nat. et à la Bibl. de l'Institut (au moins deux exemplaires).

N° 255. DESJARDINS (Arthur), membre de l'Institut de France, avocat général à la Cour de Cassation, Vice-Président de l'Institut de Droit international, Vice-Président de la Société de Législation comparée, Vice-Président de la Société Française d'Arbitrage entre Nations : *Charles Dupont-White : A propos d'une publication récente.*

Paris, Institut de France, 1898, 40 p. Extrait du compte rendu de l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*, par MM. Henry Vergé et P. de Boutearel.

Arthur DESJARDINS, avocat à la Cour de Cassation, comme DUPONT-WHITE l'avait jadis été, fut chargé par Mme Sadi-Carnot (épouse de l'infortuné Président de la République et fille de DUPONT-WHITE), de présenter en son nom à l'*Académie des Sciences Morales et Politiques* la brochure : « *Un Précurseur : Dupont-White* » de E. de LAVELEYE, que la famille venait de faire éditer (supra N° 254). Son discours à l'Académie n'est guère original et guère compréhensif : Arthur DESJARDINS a dû se contenter de parcourir la brochure de LAVELEYE. On ne le sent certes pas favorables aux opinions de DUPONT-WHITE. Il conclut toutefois en disant : « DUPONT-WHITE eût été contredit de temps en temps s'il avait siégé parmi nous ; mais il manqua certainement à notre Académie. »

Ne se trouve pas à la Bibl. Nat. Se trouve à la Bibl. de l'Institut (en plusieurs exemplaires).

N° 256. *Le même discours d'Arthur Desjardins (N° 255) publié dans Le Temps du 26 juin 1898.*

N° 257. MARTIN (Maurice) : *Essai sur les doctrines sociales, et économiques de Dupont-White.*

Thèse pour le Doctorat, soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Grenoble. — Grenoble, imprimerie Allier Frères, 1899, in-8, 162 p.

Contient un appendice sur *Dupont-White et la liberté de la presse.*

- N° 258. SPRIET (Henri) : *Dupont-White; étude sur les origines du socialisme d'Etat en France.*

Paris, Giard et Brière, 1901, in-8°, 192 p.

Thèse pour le Doctorat, soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris. Cette thèse est très supérieure à celle de M. MARTIN (supra »° 257). Elle comporte malheureusement quelques graves lacunes et inexactitude; et la doctrine de DUPONT-WHITE y est interprétée, nous semble-t-il, dans un sens trop libéral.

SECTION II

SUR LA VIE DE DUPONT-WHITE

A) Dupont-White, membre de la Commission du Luxembourg (mars 1848-15 mai 1848).

- N° 259. JOURNAL DES DÉBATS *du 14 mars 1848.*

Signale la présence de DUPONT-WHITE à la séance du 3 mars de la *Commission du Luxembourg*. DUPONT-WHITE promet son concours en même temps que PECQUEUR, CONSIDÉRANT, DUVEYRIER.

- N° 260. BLANC (LOUIS) : *La Révolution de février au Luxembourg.*

Paris, Lévy, 1849, 150 p.

Compte rendu des séances de la *Commission*; intervention de DUPONT-WHITE lors de la séance du 20 mars, p. 49.

- N° 261. CAHEN (G.) : *Louis Blanc et la Commission du Luxembourg.*

Article dans les *Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques*, livraison de mars-juillet 1897.

Signale seulement la participation de DUPONT-WHITE aux travaux de la *Commission du Luxembourg*.

- N° 262. RENARD (G.) : *La République de 1848.*

Paris, Rouff, 1905, 384 p. in-4°, dans la collection *Histoire Socialiste*, publiée sous la direction de JAURÈS.

Signale, p. 271, la participation de DUPONT-WHITE aux travaux de la *Commission du Luxembourg*.

B) Dupont-White candidat aux Elections à la Constituante du 23 avril 1848, dans le département de l'Oise.

N° 263. LE JOURNAL DE L'OISE du 25 mars 1848

Annonce la candidature de DUPONT-WHITE et publie sa proclamation électorale sans commentaires. (Cf. supra N°s 7 et 8.)

N° 264. *Liste électorale proposée par le Comité central.*

— On pourrait sans doute avec profit consulter toute la collection des journaux locaux. Nous n'avons malheureusement pu le faire que pour *Le Progrès de l'Oise*. La Bibliothèque Nationale, à laquelle nous avons recouru, ne possède en effet pour les autres journaux que des collections incomplètes. En particulier les numéros de *L'Echo de l'Oise* manquent entre le 6 avril et le 30 mai 1848, ceux du *Journal de l'Oise* entre le 25 mars et le 29 avril de la même année (N°s 28 à 48).

C) Dupont-White contre le Coup d'Etat du 2 décembre et l'Empire.

N° 265. HUGO (Victor) : *Histoire d'un Crime*.

Paris, édition Hetzel, 1884, vol. 2, p. 110 *sqq.*

— L'article nécrologique d'Edmond TEXIER dans *Le Siècle* du 16 décembre 1878 (voir N° 271) raconte quelques détails sur le rôle de D.-W. lors du coup d'Etat du 2 décembre et sur son activité républicaine sous l'Empire.

D) Dupont-White, membre de la Commission de Décentralisation en 1870.

N° 266. AUCOC : *Les Controverses sur la Décentralisation administrative*.

Article de la *Revue Politique et Parlementaire*, 1895, tome IV, pp. 239 *sqq.*

Analyse les différents courants d'opinion relatifs à la décentralisation à l'époque de DUPONT-WHITE; définit la part jouée par D.-W. dans la controverse; donne la composition intégrale de la Commission de Décentralisation de 1870 (dont faisait partie DUPONT-WHITE) et quelques indications sur les travaux de cette Commission. Nombreux renseignements bibliographiques.

E) Articles nécrologiques.

N. B. — M. le Colonel Sadi-Carnot a conservé une collection presque complète des articles nécrologiques parus lors de la mort de Dupont-White. Cette collection, qu'il a bien voulu nous communiquer, nous a considérablement aidé dans l'établissement de cette bibliographie.

d'abord tous les articles de journaux et revues parus au lendemain même de la mort de Dupont-White et dont nous avons pu retrouver la trace. Mais elle nous a paru devoir également renfermer un certain nombre de productions postérieures, qui, par leur forme comme par leur contenu, se rapprochent étroitement des articles proprement nécrologiques.

N° 267. *Un article non signé dans Figaro du 12 décembre 1878.*

N° 268. *Un article signé Louis JOLY dans Le Moniteur universel du 12 décembre 1878.*

Plus ou moins repris par *Le Soleil* et par *La Flandre Libérale*. Voir nos 269 et 270.

N° 269. *Un article non signé dans Le Soleil du 13 décembre 1878.*

Reproduit en partie l'article de Louis JOLY dans le *Moniteur Universel*. Voyez n° 268.

N° 270. *Un article non signé dans La Flandre libérale du 13 décembre.*

Reproduit en partie l'article de Louis Joly dans le *Moniteur Universel*. Voyez n° 268.

N° 271. *Long et intéressant article signé : Edmond TEXIER, dans Le Siècle du 16 décembre 1878.*

N° 272. *Article signé : Félix PÉCAUT dans la Critique philosophique.*

Revue dirigée par RENOUVIER (tendances protestante, libérale, très anticléricale), du 9 janvier 1879, p. 579.

N° 273. *Lettre du baron Louis LA CAZE à Monsieur Magnard sur « Le Père de Madame Carnot ».*

Dans *Figaro* du 15 juillet 1894.

Cette lettre, qui fait revivre d'une façon très expressive la figure de DUPONT-WHITE a publié peu de temps après que l'assassinat du Président SADI-CARNOT avait de nouveau attiré l'attention et la sympathie de tous sur son infortunée famille.

— Se rattache également aux articles nécrologiques l'*Avant-Propos*, capital pour biographie de Dupont-White, dont le colonel Carnot (sous le couvert d'un anonymat qu'il nous a permis de percer) a précédé la publication, en tiré à part, de l'étude d'Emile de Laveleye : *Un précurseur : Dupont-White*. (Voy. N° 254.)

— Se rattache encore aux articles nécrologiques le discours d'Arthur DESJARDINS à l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*, que nous avons déjà cité. (Voy. Nos 255 et 256.)

SECTION III

COMPTES RENDUS DES OUVRAGES DE DUPONT-WHITE
PAR SES CONTEMPORAINS

A) Comptes rendus

de l' « *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* »
(supra n° 4).

N° 274. *Compte rendu* par POTHERAT DE THOU (*ami personnel de Dupont-White*).

Dans *Le Moniteur Universel*, supplément au numéro du lundi 27 avril 1846, pp. 1109 et 1110.

3 grandes colonnes. — Compte rendu modéré, amical, mais non point sans réserves.

N° 275. Pierre LEROUX : *De la Recherche des Biens Matériels; sixième article : Relations du travail avec le capital.*

In *Revue Sociale, ou solution pacifique du problème du prolétariat*, première année, n° 8, mai 1846, pp. 113 à 118.

Une introduction (D.-W. vient de l'économie libérale et il a été visiblement Pélée de l'école orthodoxe; son livre est publié chez Guillaumin; il n'est membre d'aucune école socialiste; « mais, nourri dans ce qu'on appelle l'économie politique, il en a vu les erreurs, l'immoralité, l'absurdité; et il dit, avec modération, bien qu'avec courage, ce qu'il pense de ses anciens maîtres, etc. »). — Ensuite quatre pages de citations extraites de l'ouvrage de DUPONT-WHITE. — Enfin une conclusion, partant de cette phrase de D.-W. qu'en régime libéral : « *L'un doit s'appauvrir, l'autre doit s'enrichir de plus en plus* ». De cette loi de la répartition capitaliste, dit Pierre LEROUX, résulte la baisse du taux de la natalité en France.

Pierre LEROUX parle de cet article à DUPONT-WHITE dans une lettre (supra N° 155).

N° 276. *Compte rendu non signé dans le Bulletin bibliographique de la Revue Indépendante, juillet 1846, p. 353.*

Le Bulletin bibliographique de La Revue Indépendante se trouve à la Bibliothèque Nationale, cote difficile à trouver : Z 59023.

N° 277. *Compte rendu* par Joseph GARNIER.

Dans *le Journal des Economistes*, septembre 1846, 1^{re} série, tome 15, p. 41.

N° 278. *Polémique entre Dupont-White et Joseph Garnier sur la Doctrine et le Caractère de Malthus.*

Dans *le Journal des Economistes*, octobre 1846, n° 89, 1^{re} série, tome 15, p. 306. Cf. supra n° 5.

N° 279. *Compte rendu par Louis ALLOURY.*

Dans le *Journal des Débats* du lundi 21 décembre 1846.

Long compte rendu de trois colonnes, assez critique, mais sympathique. La sombre peinture que D.-W. a faite de l'état des classes ouvrières est fautive. D.-W. a abusé de RICARDO et des classiques, lorsqu'il s'est efforcé, « d'abstractions en abstractions, de syllogismes en syllogismes », de tirer de leur doctrine le principe de l'hostilité des salaires et des profits. ALLOURY craint que DUPONT-WHITE n'ait oublié « le rang qu'il occupe dans le monde » pour soutenir le communisme.

Louis ALLOURY s'excusa de ce compte rendu dans une lettre à DUPONT-WHITE.

- D'après une lettre de Théodore Dupont-White à son frère Charles-Brook, conservée par le colonel Carnot, le *Recueil périodique de lois et d'arrêts* aurait publié un compte rendu de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (dans sa rubrique : *Rapport moral*, janvier-déc. 1845 et première livraison de 1846). Nous ne sommes point parvenus à retrouver ce compte rendu. La date que lui assigne Théodore Dupont-White nous semble pour le moins étrange, puisqu'elle est antérieure à la publication de l'*Essai sur les Relations* lui-même.
- Une lettre adressée à Dupont-White et conservée par le colonel Carnot, fait allusion à un compte rendu qu'aurait fait Vidal de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, dans le journal phalanstérien *La Démocratie pacifique*. Nous avons vainement cherché ce compte rendu dans la collection de ce journal (nous avons consulté l'année 1846 et le premier semestre de l'année 1847).
- Dupont-White reçut, à propos de son *Essai*, des lettres de : un correspondant à la signature illisible, 25 avril 1846 (N° 143); Théodore Frix, 6 juin 1846 (N° 145); le même correspondant à la signature illisible, 25 juin 1846 (N° 146); BLANQUI, 29 juin 1846 (N° 147); BLANQUI 28 novembre 1846 (N° 153); Pierre LEROUX (N° 155); STUART MILL, 26 mai 1861 (N° 129); STUART MILL, 10 octobre 1861 (N° 132).
- DUPONT-WHITE envoya, en 1861, son *Essai* à DE LAVELEYE avec une lettre qui contient des commentaires intéressants (Cf. supra N° 101).

B) Compte rendu de « De la Suppression de l'Impôt du Sel et de l'Octroi » (Bibliographie N° 6).

N° 280. DAIRE (E.) : *L'Octroi et l'Emprunt de 25 millions de la Ville de Paris.*

Série de quatre comptes rendus d'ouvrages sur la

même question, parmi lesquels celui de Dupont-White, dans le *Journal des Economistes*, avril 1847, n° 65, première série, tome 17, p. 38.
 Traité du livre de Dupont-White, p. 43.

C) Comptes rendus de « L'Individu et l'Etat ».

1° COMPTES RENDUS DE LA PREMIÈRE ÉDITION

(Supra n° 19)

N° 281. *Compte rendu*, par Amédée PICHOT.

Dans la *Revue Britannique*, 8^e série, tome I, février 1857, p. 513.

Compte rendu élogieux. PICHOT trouve consolante et encourageante, mais peut-être un peu naïve, la foi de DUPONT-WHITE dans la fatalité du Progrès. Il loue hautement sa forme littéraire. Puis il ajoute : « Ce qu'il y a de parfait encore pour notre besoin de repos et même de quiétude, c'est que les questions, posées comme elles le sont par cet habile publiciste, ne justifieraient aucune impatience révolutionnaire... »

N° 282. *Compte rendu*, par Eugène PELLETAN.

Dans la *Revue de Paris* du 1^{er} mars 1857, tome 36, pp. 76 à 90.

Compte rendu très sympathique. D.-W. a eu le mérite de mettre en lumière l'idée de la perfectibilité de l'homme et de la société, l'idée du Progrès. Mais il a eu le tort d'affirmer que l'Etat a une valeur de position, et que la part de l'Etat est naturellement appelée à s'accroître aux dépens de l'initiative individuelle. Toutefois D.-W. a démontré victorieusement que le Progrès n'est pas l'élimination de l'Etat.

N° 283. *Compte rendu* par E. CARO.

Dans la *Revue Contemporaine*, mars 1858, 2^e série, tome II, pp 437 et 438.

Compte rendu extrêmement élogieux pour DUPONT-WHITE. CARO loue particulièrement sa définition et sa conception du progrès.

N° 284. LERMINIER : *Compte rendu* de L'Individu et d'Etat,

In *L'Assemblée Nationale* (quotidien catholique, réactionnaire, de tendances royalistes), numéro du 3 mars 1857, 10^e année, n° 62.

Compte rendu de trois colonnes. LERMINIER loue D.-W. d'avoir, quoique démocrate, rendu hommage aux supériorités (monarchie française de jadis, aristocratie anglaise). Il lui reproche d'affirmer que l'Etat est et doit être indifférent devant les attaques qui ébranlent la morale et la religion, de ne point voir dans la religion (mais dans le mélange) le principe premier de la civilisation, de prétendre que « la Judée n'a point égalé la Grèce ».

N° 285. *Compte rendu* par R. de FONTENAY.

Dans le *Journal des Economistes*, 45 mars 1857, n° 39, 2^e série, tome XIII, pp. 374 à 394.

Compte rendu critique d'un point de vue libéral.

N° 286. PROUDHON (Pierre-Joseph) : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise. Notes et éclaircissements.*

Edition Lacroix des *Œuvres complètes*, 1870, tome XXV (tome V de *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*), pp. 180 à 185.

Edition Rivière, 1931, tome II, pp. 308 à 312.

Critique *L'Individu et l'Etat* (première édition).

Le colonel CARNOT a conservé une lettre de EMILE DE LAVELEYE à DUPONT-WHITE (non datée, supra n° 191), dans laquelle le publiciste belge promet à notre économiste de faire des comptes rendus de ses ouvrages et de les publier dans *La Libre Recherche*. Il s'agit d'une revue rationaliste, violemment anticatholique, qui était publiée à Bruxelles, sous la direction de Pascal DUPRAT. Nous en avons feuilleté la collection entière (septembre 1855 à mars 1857) sans y trouver trace des comptes rendus annoncés.

2° COMPTES RENDUS DE LA SECONDE ÉDITION, 1858

(Supra n° 20)

N° 287. *Compte rendu* par Amédée PICHOT.

Dans la *Revue Britannique* de mars 1858.

Compte rendu d'une vingtaine de lignes, très élogieux. Jugement très favorable sur la préface : « Nous aimons à redire qu'il est peu d'ouvrages qu'un législateur pourrait lire avec plus de fruit... Il n'y a rien de révolutionnaire dans ce livre et c'est pourquoi il n'en est pas où les vraies idées libérales soient mieux défendues... Rien de plus juste que la comparaison que M. DUPONT-WHITE fait dans plusieurs chapitres entre les mœurs politiques de l'Angleterre et celles de la France pour expliquer comment, dans le second de ces deux pays, c'est l'Etat qui est à la tête de toutes les améliorations.

N° 288. COCHIN (Auguste) : *Compte rendu de la deuxième édition de L'Individu et l'Etat.*

Dans *Le Correspondant*, sept. 1858, pp. 181 à 186, tome 45 de la collection et 9 de la nouvelle série.

Compte rendu extrêmement vivant et intéressant. Critique la thèse de DUPONT-WHITE d'un point de vue catholique libéral.

N° 289. DELONDRE (Adrien) : *De quelques théories récentes sur la Liberté.*

Article dans la *Revue Européenne* du 15 décembre 1859, 1^{re} année, tome VI, pp. 264 à 297.

Cet article est un compte rendu comparatif des trois ouvrages suivants : *La Liberté*, par Jules SIMON; *L'Individu et l'Etat* (2^e éd.), par DUPONT-WHITE; *La Liberté*, par EMILE DE GIRARDIN. — DELONDRE fait de grands éloges de l'ouvrage de DUPONT-WHITE, à qui il reproche seule-

ment de n'avoir pas marqué avec une précision suffisante les limites des droits et du rôle de l'Etat.

N. B. — *Stuart Mill rendit compte de la seconde édition de L'Individu et l'Etat, en même temps que de La Centralisation* (Cf. infra n° 296).

Voir infra N° 350 : RÉMUSAT (Charles DE), *Politique Libérale, ou fragments pour servir à la défense de la Révolution Française*. Paris, Levy, 1860.

Voir infra N° 339 : BERTAULD, *La Liberté Civile*, nouvelle étude critique sur les publicistes contemporains. Paris, Didier, 1864.

3° Compte rendu de la troisième édition (supra n° 39).

N° 290. OTT (A.) : *Compte rendu de la troisième édition de L'Individu et l'Etat*.

Dans le *Journal des Economistes*, avril 1865, n° 136, deuxième série, tome XLVI, p. 152.

Compte rendu de deux pages. Très modéré, objectif, sympathique à DUPONT-WHITE.

N° 291. Cette troisième édition est annoncée dans la *Revue Britannique*, août 1865, p. 533.

— DUPONT-WHITE reçut au sujet de *L'Individu et l'Etat* des lettres de FROMENTIN (N° 180 : un ami républicain à la signature illisible, 11 février 1857 (N° 181 : ALEXIS DE TOCQUEVILLE, 9 avril 1857 (N° 183 : DE GÉRANDO, 4 mai 1857 (N° 184 : MACAULAY, 14 juin 1857 (N° 185 : STUART MILL, 1^{er} juillet 1858 (N° 120) ; ADRIEN DELONDRE, 2 février 1860 (N° 190), etc., etc.

D) Comptes rendus de la première édition de « La Centralisation » (supra n° 22).

N° 292. *Allusions à « La Centralisation » par Amédée PICHOT.*

Dans *Chronique et Bulletin bibliographique de La Revue Britannique*, mai 1860, p. 252.

Très élogieux pour DUPONT-WHITE. PICHOT loue son impartialité, son libéralisme, le sérieux de ses affirmations. « Ceux qui se défieront par hasard des opinions politiques de M. Dupont-White seront bien plus surpris de le voir sortir le plus libéral des publicistes du chapitre où il ose réhabiliter Louis XI, Louis XI roi, Louis XI homme privé... Homme du temps présent, acceptant des mains de la Révolution de 1789 une France moderne, dotée du droit de se gouverner elle-même; il ne déclare pas une guerre ingrate au passé, il rend à César ce qui est dû à César, il pardonne aux rois, même les plus absolus, le bien qu'ils ont pu faire à leur royaume... Nous ne saurions trop recommander ce travail, rempli de vues justes, etc. »

N° 293. *Compte rendu par R. de FONTENAY.*

Dans le *Journal des Economistes*, octobre 1860, n° 40, deuxième série, tome XXVIII, pp. 62 à 71.

Compte rendu critique d'un point de vue libéral.

N° 294. *Compte rendu par Aimédée PICHOT.*

Dans la *Revue Britannique*, déc. 1860, p. 544.

Compte rendu succinct, extrêmement élogieux.

N° 295. DANGIBAUD : *De la Centralisation en France.*

Revue Contemporaine, 2^e série, tome XXI, pp. 655 à 687, juin 1861.

Cet article rend compte de *La Centralisation*, de DUPONT-WHITE, et conjointement de *De la Centralisation et de ses effets*, par Odilon BARROT (Paris, Duméray, 1861).

N° 296. STUART MILL : *Compte rendu des trois ouvrages suivants :*

L'Individu et l'Etat, 2^e éd., par D.-W.;

La Centralisation, 1^{re} éd., par D.-W.;

De la Centralisation et de ses effets, par Odilon Barrot, Paris, 1861.

In *Edinburg Review*, avril 1862, tome CXV, pp. 323 à 358.

CE LONG ET INTÉRESSANT COMPTE RENDU N'EST PAS SIGNÉ; MAIS LA CORRESPONDANCE ENTRE DUPONT-WHITE ET STUART MILL NOUS RÉVÈLE QUE CE DERNIER EN EST L'AUTEUR. Le compte rendu est écrit en langue anglaise.

DUPONT-WHITE reçut à propos de *La Centralisation* des lettres de MICHELET, 13 avril 1860 (N° 192); STUART MILL, 21 décembre 1859 et 7 mars 1860 (N°s 123 et 124), etc., etc.

E) Comptes rendus de la Traduction préfacée

de « La Liberté » de Stuart Mill

(supra n°s 23, 24 et 74).

N° 297. E. YUNG : *La Liberté Moderne (Compte rendu de La Liberté de J. Stuart Mill, traduit et augmenté d'une introduction par Dupont-White).*

In *Revue Nationale et Etrangère, politique, scientifique et littéraire*, tome troisième, livraison du 10 mars 1861, pp. 5 à 26.

L'auteur de ce compte rendu est plus libéral que MILL lui-même. Il écrit d'une façon extrêmement vivante, vigoureuse, élégante. Il ne parle de DUPONT-WHITE que p. 21, 25, 26. D.-W. n'a traduit STUART MILL « que pour se mettre avec lui sous la même couverture, et le combattre dans un champ clos ». YUNG reproche à D.-W. ses imprécisions de langage et ses contradictions.

N° 298. *Compte rendu par Aimédée PICHOT.*

Dans la *Revue Britannique*, mars 1861, p. 245.

Comparaison avec *La Liberté* de Jules SIMON. Grand éloge de DUPONT-WHITE, de sa préface et de sa traduction; grand éloge de Jules SIMON, mais beaucoup moindre éloge de STUART MILL.

- N° 299. La 2^e édition (supra n° 24) est annoncée dans la *Revue Britannique*, août 1865, p. 533.

**F) Comptes rendus de la Traduction préfacée
du « Gouvernement Représentatif » de Stuart Mill
(supra n°s 26, 38, 73).**

- N° 300. *Compte rendu par Amédée PICHOT.*

Dans la *Revue Britannique*, mars 1862, p. 259.

« Cet ouvrage est précédé, comme le premier (*La Liberté*, de STUART MILL, supra N° 23), d'une de ces introductions qui mettent le traducteur sur le même rang que l'écrivain original. » — Compte rendu sympathique et intéressant qui fait ressortir les mérites de DUPONT-WHITE comme traducteur et comme critique, et insiste sur ses tendances artistocratiques.

- N° 301. La deuxième édition (supra n° 38) est annoncée dans *La Revue Britannique*, août 1865, p. 533.

Une lettre de Stuart Mill à Dupont-White, datée de Blackheath, 4 mars 1861 (supra n° 126), fait allusion à des comptes rendus d'ouvrages de Dupont-White parus dans *L'Illustration* et dans *La Presse*. Il s'agissait sans doute de comptes rendus des traductions que Dupont-White avait faites des ouvrages de Stuart Mill, et des intéressantes préfaces dont il avait précédé ces traductions. Nous avons vainement feuilleté les collections des périodiques indiqués par Stuart Mill, sans y trouver les comptes rendus annoncés.

**G) Comptes rendus de « La Liberté Politique
dans ses Rapports avec l'Administration locale »
(supra n°s 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33).**

- N° 302. RAUDOT, ancien représentant de l'Yonne : *Compte rendu de L'Administration locale en France et en Angleterre, par C.-B. Dupont-White.*

Dans *Le Correspondant*, février 1863, tome 58, pp. 300 à 320.

Cette étude rend compte des articles publiés sous ce titre par DUPONT-WHITE dans la *Revue des Deux Mondes* des 15 mars 1862 (supra N° 27); 15 août 1862 (supra N° 28); 1^{er} déc. 1862 (supra N° 29); 1^{er} févr. 1863 (supra N° 30), soit les quatre premiers de la série de cinq articles que DUPONT-WHITE devait rééditer en 1864 sous la forme d'un livre : « *La Liberté politique considérée dans ses rapports avec l'Administration locale* » (supra N° 33).

Compte rendu critique d'un point de vue décentralisateur.

- N° 303. *Compte rendu de La Liberté politique par Amédée PICHOT.*

Dans la *Revue Britannique*, février 1864, p. 510.

Compte rendu très sympathique à DUPONT-WHITE. « *L'organisation de la commune et de la paroisse chez les Anglais* »

a été parfaitement comprise par M. DUPONT-WHITE... Voilà un de ces livres qu'aucun homme d'Etat et aucun jurisconsulte ne saurait se dispenser de consulter... » — Mais PICHOT reproche tout de même à DUPONT-WHITE d'avoir « condamné trop absolument les choses d'autrefois ».

- N° 304. BOITEAU (Paul) : *Compte rendu de La Liberté politique considérée dans ses Rapports avec l'Administration locale.*

Dans le *Journal des Economistes*, juillet 1864, n° 127, deuxième série, tome XLIII, pp. 101 à 109.
Compte rendu critique d'un point de vue libéral.

**H) Annonce de « La Liberté de la Presse
et le Suffrage universel »**
(supra n° 43).

- N° 305. *La brochure est annoncée par Amédée PICHOT.*

« Etude tirée d'un livre que fait l'auteur, et qui ne pourra qu'ajouter un titre de plus à ceux sur lesquels repose l'autorité de M. DUPONT-WHITE comme publiciste libéral. »

I) Compte rendu de « De l'Equilibre en Europe »
(supra n° 48 et 49).

- N° 306. *Compte rendu par Amédée Pichot.*

Dans la *Revue Britannique*, mai 1867, p. 246.
Compte rendu très sympathique : « On ne saurait mieux définir et en meilleurs termes la situation présente et l'avenir de l'Europe; on ne saurait mieux régler les clauses de l'annexion de la Belgique à la France libéralisée. »

J) « Le Progrès politique en France »
(supra n° 52).

- N° 307. *Le Progrès politique en France est indiqué, non analysé, dans la Revue britannique, mai 1868, p. 300.*

K) Compte rendu de « République ou Monarchie »
(supra n° 53).

- N° 308. *Compte rendu signé : R. Ariste.*

Dans la *Revue Britannique*, août 1871, p. 532.
Compte rendu sympathique à DUPONT-WHITE. « Athénien du temps de Périclès et d'Alcibiade, en oligarque il a toute la grâce et tout le sel de l'esprit attique. Ce doit être un homme fort aimable s'il parle comme il écrit. Je ne le connais que par sa brochure. Son double nom indique deux familles d'ancêtres : fils probablement d'un ingénieur français, constructeur d'un pont, et d'une mère anglaise descendant d'un des barons de la guerre des Deux Roses, du côté de la Rose Blanche. Il y a des noms

qui expriment des origines et influent sur les caractères. Il y a dans M. DUPONT-WHITE un composé du noble gentilhomme et du démocrate intelligent qui rend compte de son républicanisme oligarchique. »

L) Compte rendu de « La République Conservatrice »
(supra n° 62).

N° 309. *Compte rendu* La République Conservatrice par L. DERÔME.

Dans *La Revue de France* d'octobre 1872, tome IV, pp. 222 à 224.
Compte rendu critique d'un point de vue monarchiste.

M) Comptes rendus de « Politique actuelle »
(supra n° 66).

N° 310. *Compte rendu* par Amédée PICHOT.

Dans la *Revue Britannique*, janvier 1875, p. 257.
Compte rendu sympathique. Mais : « A la préface, nous adhérons avec quelques réserves. M. DUPONT-WHITE n'ayant pas selon nous réfuté toutes les objections que soulève le mot République, ni dit tout ce qu'il y aurait à dire en faveur de la Monarchie.

N° 311. *Compte rendu* de Politique actuelle, signé L. DERÔME.

Dans *La Revue de France*, janvier 1875, tome XIII, p. 308.
Compte rendu élogieux pour la personne de DUPONT-WHITE. Mais ses idées sont combattues d'un point de vue de monarchiste.

SECTION IV

**DICTIONNAIRES ENCYCLOPEDIQUES
ET DICTIONNAIRES SPECIAUX DES SCIENCES
POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES**

A) Allemagne.

Dupont-White est à peu près complètement inconnu en Allemagne, ainsi que nous aurons l'occasion de le dire dans l'Appendice II de notre second volume (*Dupont-White et l'Étranger*). Cependant certains de ses ouvrages sont mentionnés dans des recueils bibliographiques :

N° 312. Josef STAMMHAMMER : *Bibliographie der Sozialpolitik*.
Jena, Fischer, 1897.

Cite seulement de DUPONT-WHITE son article : *De l'Inter-*

vention de l'Etat dans les relations du travail avec le capital, du *Journal des Economistes* (supra N° 3).

Le volume II « *Enthaltend die Litteratur von 1895-1911 und Ergänzungen zu Band I* », Jena, Fischer, 1912, n'ajoute rien à cette sommaire bibliographie.

N° 313. Josef STAMMHAMMER : *Bibliographie des Sozialismus und Kommunismus, Band 2 : Nachträge und Ergänzungen bis zum Ende des Jahres 1898.*

Jena Gustav Fischer, 1900.

L'article DUPONT-WHITE cite seulement l'Essai sur les relations du travail avec le capital (supra N° 4). — Encore le volume I (paru en 1893) ne citait-il même pas DUPONT-WHITE.

A notre connaissance, aucun dictionnaire allemand ne consacre un article à DUPONT-WHITE. Voyez en note la liste de ceux que nous avons consultés, en y cherchant en vain le nom de notre auteur (1).

B) Angleterre.

N° 314. *Dictionary of Political Economy.*

Edited by R. H. Inglis PALGRAVE, London, Macmillan and C°, 1894.

Quelques lignes seulement. « *The bent of his mind was adverse to liberty.* »

On trouvera en note l'indication des Dictionnaires anglais que nous avons vainement consultés sans y trouver d'article : DUPONT-WHITE (2).

C) Danemark.

N° 314 bis. *Salmonsens konversations leksikon.*

Ander udgave redigeret af Chr BLANGSTRUP, København, 1917.

L'article DUPONT-WHITE, signé : K. V. HAMMER, arkivar, Kristiania, cite presque toutes les œuvres de D.-W., et définit ainsi sa position : « *En Reaktion mod den politiske og okonimiske Liberalisme.* »

(1) *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* herausgegeben von Dr J. Conrad, Dr L. Elster, Dr W. Lexis, Dr Edg. Lœning, Jena. 3 Auflage. — *Wörterbuch der Volkswirtschaft* in zwei Bänden herausgegeben von Prof. Elster, Jena, 1898. — *Meyers Lexikon* siebente Auflage in 12 Bänden, Bibliographisches Institut. — *Der Grosse Brockhaus. Handbuch des Wissens in zwanzig Bänden. Fünfzehnte völlig neubearbeitete Auflage* von Brockhaus Konversationslexikon. Leipzig 1930. — *Staatslexikon* der Gaeves Gessellschaft, 1926.

(2) *The Illustrated Chambers Encyclopedia*, a Dictionary of Universal Knowledge, new edition, edited by David Patrick, M. A., L. L. D., and William Geddie M. A. B. Sc; W. and R. Chambers, limited, London and Edinburg, 1925, 10 vol. — *The Encyclopedia Britannica*, fourteenth edition. London, New-York, 1929.

D) Espagne.

N° 315. *Enciclopedia Universal Ilustrada Europeo-Americana.*

Barcelona (70 vol. et un appendice en 10 vol.).

L'article DUPONT-WHITE (une quinzaine de lignes, bibliographie très complète) fait à tort de D.-W. : « Un adepto de la escuela liberal catolica, que tuvo por jefe à Montalembert. »

E) Etats-Unis d'Amérique.

N° 316. *The Encyclopedia of the Social Sciences.*

Editor in chief : Edwin R. A. SELIGMAN.

Jusqu'à présent 14 volumes parus, 1930-1934 (jusqu'à TRA...)

L'article DUPONT-WHITE est signé Georges WEILL, Professeur à la Faculté des Lettres de Caen. Analyse très profonde des doctrines de D.-W. et la noblesse de sa figure. *L'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* n'est pas cité.

On trouvera en note (3) l'indication des Dictionnaires américains que nous avons consultés sans y trouver d'article : DUPONT-WHITE.

F) France.

N° 317. *Nouveau Dictionnaire d'Economie politique.*

Publié sous la direction de Léon SAY et CHAILLEY. — Paris, Guillaumin.

L'article DUPONT-WHITE, signé Edmond RENAUDIN, indique que DUPONT-WHITE a été, au moins de son vivant, d'avantage apprécié des publicistes étrangers que des Français. Le Dictionnaire cite encore DUPONT-WHITE à l'article INDIVIDUALISME (tome II, p. 65) et à l'article SOCIALISME D'ÉTAT (tome II, p. 870).

N° 318. *Dictionnaire Universel du XIX^e siècle.*

Par Pierre LAROUSSE, Paris, 1870.

L'article DUPONT-WHITE contient une bibliographie assez complète; bonne analyse de la doctrine de DUPONT-WHITE.

(3) *The International Encyclopedia*, 2nd edition. New-York 1915, en 24 vol. Dodd, Mead, and Company, edit. — *The Encyclopedia Americana*, a library of universal knowledge, in thirty volumes. New-York, Chicago, 1920.

(4) Parmi les Dictionnaires français qui ne parlent pas de DUPONT-WHITE, citons le *Dictionnaire polit. et crit. de Charles Maurras*, établi par les soins de P. CHARDON, Paris, 1932.

Il en résulte que Charles MAURRAS n'a jamais cité DUPONT-WHITE dans son œuvre.

N° 319. *Dictionnaire de l'Economie Politique.*

De COQUELIN et GUILLAUMIN, Paris, 1873.

L'article DUPONT-WHITE cite un passage du compte rendu de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, de Joseph GARNIER (supra N° 277) et un passage du compte rendu de *De la suppression de l'Impôt du Sel et de l'Octroi*, par DAIRE (supra N° 280).

Les autres œuvres de D.-W. ne sont même pas mentionnées.

N° 320. *Dictionnaire général de la Politique.*

Par M. Maurice BLOCK, avec la collaboration d'hommes d'Etat, de publicistes et d'écrivains de tous les pays. — Paris, Lorenz, 1873.

DUPONT-WHITE est nommé et cité aux articles *Décentralisation* et *Tutelle administrative* (tous deux signés M. BLOCK).

N° 321. *La Grande Encyclopédie.*

Paris, Lamirault.

L'article DUPONT-WHITE est signé C. St. A.

Indications biographiques et bibliographiques.

N° 322. *Nouveau Larousse illustré.*

Publié sous la direction de Claude AUGÉ, Paris, 1907, 7 vol.

L'article DUPONT-WHITE, non signé, est assez mauvais.

« D.-W. appartenait à l'école catholique libérale dont MONTALEMBERT était le chef et dont le *Correspondant* était l'organe. »

N° 323. *Le Larousse du XX^e siècle.*

En 6 vol., publié sous la direction de Paul AUGÉ, Paris, 1929.

Article DUPONT-WHITE, assez mauvais. « Il appartenait à l'école catholique libérale, mais il admettait, dans nombre de cas, l'intervention de l'Etat (*sic*)... Précurseur du... socialisme chrétien. » — Parmi les ouvrages cités ne figure pas l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*.

G) Grèce.

N° 324. ΕΛΕΥΘΕΡΟΥΔΑΚΗ ΕΓΚΥΚΛΟΠΑΙΔΙΚΟΝ ΛΕΞΙΚΟΝ — ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ 1931.

L'article Δυπον — Ούαϊτ cite les principaux ouvrages de D.-W., y compris « l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital* » et les « *Mélanges Philosophiques* ».

« Ο Stuart Mill ἐθεώρει αὐτὸν ἓνα τῶν πρώτων σοφῶν τῆς ἐποχῆς, πολλοὶ δὲ τὸν χαρακτηρίζουσιν ὡς τὸν πρόδρομον τοῦ χριστιανικοῦ σοσιαλισμοῦ, διότι ὑπεστήριξε μεταξύ τῶν ἀλλῶν ὅτι ἡ κοινωνία ὀφείλει νὰ προσπατήνῃ τὸν ἀδύνατον ἐναντίον τοῦ ἰσχυροῦ. »

(Ceux de nos lecteurs qui pratiquent la langue grecque classique saisiront sans peine le sens de la citation ci-dessus, en grec moderne.)

H) Tchéco-Slovaquie.

N° 325. MAZARYKŮV SLOVNIK NAUCNY LIDOVA EN-
CYKLOPEDIJE VSEOBECNYCH VEDOMOSTI.

Prague, 1926, 7 vol.

L'article DUPONT-WHITE a 7 lignes.

Nous avons encore constaté, sans y trouver d'article consacré à DUPONT-WHITE, les Dictionnaires ci-après :

ITALIE : *Piccola Enciclopedia Hoepli* seconda edizione, Milano 1913.

PAYS-BAS : ZOEK. *Licht Nederlandsche Encyclopaedie* voor allen onder leiding van Dr. T. P. Sevensma, directeur der openbare Leeszaal en bibliotheek te Amsterdam; Arnhem, MCMXXII.

POLOGNE : *Encyklopedja. Powszechna* Wydawnictwa « Gutenberg », Cracovie.

SCANDINAVIE : *Nordisk Familjebok Encyklopedi och Konversationslexikon*, Stockholm. — *Aschehøys Konversationslexikon*, Kristiania, 1921. — *Norsk Konversationslexikon Kringla Heimisins*, Nasjonalforlaget, Oslo, 1932.

YOUgoslavIE : *Narodna Enciklopedija Srpsko-Hrvatsko Slovenacka*.

SECTION V

OUVRAGES GENERAUX

D'HISTOIRE DES DOCTRINES ECONOMIQUES
D'HISTOIRE ET D'ECONOMIE POLITIQUEA) Ouvrages d'Histoire des Doctrines Economiques
et d'Histoire en général.N° 326. GIDE (Charles) et RIST (Charles) : *Histoire des Doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours*.

Cinquième édition, Paris, Sirey 1926, nouveau tirage, 1929.

MM. GIDE et RIST traitent de DUPONT-WHITE, p. 523 à 527, dans leur chapitre sur le socialisme d'Etat, et spécialement dans le paragraphe 3, intitulé : *Le Socialisme d'Etat proprement dit*, où D.-W. figure aux côtés de WAGNER (ROBERTUS) et LASSALLE sont étudiés dans le paragraphe 2, intitulé : *Les origines socialistes du socialisme d'Etat*.)

L'ouvrage de MM. GIDE et RIST fait allusion à DUPONT-

WHITE : p. 260 (méthode historique, notion d'évolution nécessaire, rapprochement avec COMTE et sa théorie des trois Etats); — p. 355 (D.-W., membre de la *Commission du Luxembourg*); — p. 487 (l'Etat démocratique est le seul auquel D.-W. prête des vertus (1)); — p. 488 (sous le second Empire les doctrines étatistes de D.-W. ne pouvaient être entendues de l'opinion éclairée).

N° 327. GONNARD (René) : *Histoire des Doctrines économiques.*

Paris, Librairie Valois, 1931.

Consacre tout un chapitre (p. 586 à 602) à SISMONDI et DUPONT-WHITE (chapitre intitulé : « *La réaction étatiste* »).

Fait d'autre part allusion à D.-W. : P. 42 en note, p. 60, p. 88 (sur la psychologie des Français, chez lesquels l'appât du gain, s'il n'est pas appuyé par l'impulsion étatiste, est insuffisant pour promouvoir le progrès économique; — p. 385 (rapprochement avec Michel CHEVALIER); — p. 405 (définition du progrès selon D.-W.); — p. 411, p. 440, p. 444 (organisation naturelle et organisation artificielle); — p. 497 (D.-W., étatiste, non socialiste d'Etat); — p. 498 (rapprochement avec Auguste COMTE, SISMONDI, et les adeptes de l'Ecole Historique); — p. 528 (dans quelle mesure D.-W. peut être appelé socialiste d'Etat); — p. 551 (aspiration générale vers la propriété privée); — p. 568, p. 574 (l'Etat force d'affranchissement); — p. 612 (rapprochement avec LIST). — En épigraphe, au début de son livre, M. GONNARD a placé cette citation de DUPONT-WHITE : « *La continuité n'est pas une loi moins certaine que le progrès; on n'ensevelit pas le passé... la matière première du progrès, c'est le passé.* »

N° 328. GONNARD (René) : *Cours inédit d'Histoire des Doctrines économiques.*

Dans un cours oral de doctorat, M. René GONNARD, professeur d'Histoire des doctrines économiques à la Faculté de Droit de l'Université de Lyon, a consacré plusieurs leçons à l'étude de DUPONT-WHITE, et principalement de ses deux grands ouvrages : *L'Individu et l'Etat*, et *La Centralisation* dont il donne une analyse détaillée, complète, extrêmement intéressante. Nous tenons à exprimer ici toute notre reconnaissance à l'un de ses élèves, M. VAILLANT, qui a bien voulu nous communiquer des notes manuscrites par lui prises à ce remarquable cours, qu'il a eu l'enviable privilège de pouvoir suivre. Dans aucune chaire d'histoire des doctrines, à notre connaissance, on ne fait une telle place à l'étude de notre économiste. M. GONNARD a été le principal artisan de la moderne réhabilitation de DUPONT-WHITE, jusqu'à lui presque complètement oublié.

N° 329. BLOCK (Maurice) : *Les Progrès de la Science Economique depuis Adam Smith.*

Paris, 2^e édition, 1897.

Cite DUPONT-WHITE, tome I^{er}, p. 519, comme publiciste, avec JULES SIMON et LABOULAYE; l'oppose aux économistes.

(1) Interprétation qui nous paraît appeler quelques réticences, comme nous aurons l'occasion de nous en expliquer au cours de notre second volume.

- N° 330. ESPINAS (A.), professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux : *Histoire des Doctrines Economiques*.

Paris, Colin, 1891, in-8.

P. 340 en note, renvoie à *L'Individu et l'Etat* de DUPONT-WHITE.

- N° 331. PAUL LOUIS : *Histoire du Socialisme en France de la Révolution à nos jours*.

Paris, Rivière, 1925, 409 p. in-8.

Signale, p. 173, le rôle de DUPONT-WHITE à la *Commission du Luxembourg* : « WOŁOWSKI et DUPONT-WHITE défendirent la vieille doctrine du laissez-faire » (c'est à notre avis beaucoup trop dire; D.-W. se méfiait de l'audace de certains socialistes utopistes, alors grisés par leur éphémère succès, mais il n'était pas pour cela devenu libéral orthodoxe).

- N° 332. RAMBAUD (Joseph), professeur d'Economie Politique à la Faculté Catholique de Droit de Lyon : *Histoire des Doctrines Economiques*.

3^e édition, Paris, Sirey, 1909.

Parle de DUPONT-WHITE : p. 377 en note (traducteur de STUART MILL); p. 574 (socialisme d'Etat).

- N° 333. WEILL (Georges), professeur à la Faculté des Lettres de Caen : *Histoire du Mouvement Social en France*.

Paris, Alcan, 3^e édition, 1924.

Parle de DUPONT-WHITE à la page 32 : « a pour idéal le retour à la petite industrie, et le morcellement de la propriété foncière » (3).

Voici maintenant une liste d'ouvrages d'histoire et d'histoire des doctrines économiques que nous avons consultés sans y trouver le nom de Dupont-White. Nous les donnons par ordre alphabétique de noms d'auteurs :

BLANQUI : *Histoire de l'Economie politique depuis les anciens jusqu'à nos jours*.

4^e édition, Paris, Guillaumin, 1860.

(Très abondante bibliographie, mais rien de DUPONT-WHITE.)

BÜCHER : *Volkswirtschaftliche Entwicklungsstufen* dans *Grundriss der Sozialökonomik*.

Tübingen, 1925, tome I, pp. 1-19.

(3) Cette interprétation nous paraît contestable, au moins en ce qui concerne les exploitations industrielles. Nous espérons montrer au cours de cette étude que D.-W., tout en déplorant les misères que la révolution industrielle et la concentration des entreprises ont occasionnées aux ouvriers, se félicite du développement des machines et des progrès réalisés dans la technique de la production. La grande industrie est créatrice de capital, donc de loisirs et de possibilités d'ascension intellectuelle et morale. Loin de vouloir revenir en arrière, D.-W. demande que le bénéfice de ces nouveautés soit étendu à tous.

COSSA (Luigi), professeur à l'Université de Pavie : *Histoire des Doctrines économiques*.

Trad. de l'italien, Paris, Giard et Brière, 1899.

DENIS (H.), professeur à l'Université libre de Bruxelles : *Histoire des Systèmes économiques et socialistes*.

Paris, Giard et Brière, 1907, 2 vol.

GEMABLING, professeur d'Economie politique à l'Université de Strasbourg : *Les Grands Economistes* (Morceaux choisis).

GONNARD (René), professeur à la Faculté de Droit de Lyon : *Histoire des Doctrines de la Population*.

Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1923, in-18, 352 p.

M. GONNARD est de beaucoup le professeur français qui, dans son cours (supra N° 328) comme dans son manuel (supra N° 327) a consacré à DUPONT-WHITE l'étude la plus complète et la plus approfondie. Il n'en est que plus curieux de remarquer que dans le présent ouvrage il ne mentionne même pas notre auteur, lequel pourtant, tant pour son livre « *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* » (supra N° 4) que pour sa *Polémique avec Joseph Garnier sur Malthus*, dans le *Journal des Economistes* (supra N° 5) méritait une place importante parmi les interprètes et plus particulièrement parmi les adversaires du Malthusianisme. Il est possible que M. GONNARD n'ait eu connaissance de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*... que postérieurement à 1923.

GRAY (Professor Alexander), professor of political economy in the University of Aberdeen : *The development of economic doctrine : an introductory Survey*.

London, 1931.

HEIMANN (E) : *Entwicklungsgang der Wirtschafts und sozial politischen Systeme und Ideale. — II. Die jüngste Entwicklung*.

INGRAM : *A history of political economy*, 1888.

Trad. française H. DE VARIGNY et E. BONNEMAISON, Paris, Sirey, 1893.

ISAMBERT (Gaston) : *Les Idées socialistes en France, de 1815 à 1848*.

Paris, 1905, 1 vol. in-8.

(Ne parle pas de DUPONT-WHITE, mais consacre des études à BUCHEZ et VILLENEUVE-BARGEMONT.)

MICHELIS (Roberto) : *Introduzione alla storia delle dottrine economiche e politiche*, etc.

Bologna, 1932.

MOMBERT (Paul) : (Professor in der Universität Giessen). *Geschichte der Nationalökonomie*

Jena, Fischer, 1927, 545 p.

OLLIVIER (Emile) : *L'Empire libéral*.

Paris, 17 vol. in-8 et une table, 1895-1915.

PARETO (Vilfredo) : *Les Systèmes socialistes*, cours professé à l'Université de Lausanne, *Bibliothèque Internationale d'Economie Politique*.

Paris, Giard et Brière, 1902.

Tübingen, tome I, 1 p. 126-184.

SPANN (Othmar) : *Die Haupttheorien der Volkswirtschaftslehre*, 1930.

SCHUMPETER (Josef) : *Epochen der Dogmen : und Meckhodenges-
chichte dans Grundriss der Sozialökonomik*.
1925, tome I, 1 p. 19-126.

B) Ouvrages d'Economie politique et de Doctrine économique.

N° 334. CAUWÈS (Paul) : *Cours d'Economie politique conte-
nant avec l'exposé des principes l'analyse des ques-
tions de Législation économique*.

Troisième édition en 4 vol. in-8, Paris, Librairie
Larose et Forcel, 1893.

Parle de DUPONT-WHITE :

Tome I : p. 135 (citation de *L'Individu et l'Etat* : prestige
civilisateur des grandes Nations); — p. 171 (colonisation
par l'Etat supérieure à celle des grandes Compagnies com-
merciales); — p. 173 (citation de *L'Individu et l'Etat* :
rôle dans l'histoire du protectionnisme éducatif); —
p. 187 (plusieurs renvois à *L'Individu et l'Etat* : les
hommes qui réclament l'extension des attributions de
l'Etat, s'ils sont dévoués aux institutions représentatives,
ne doivent pas être confondus avec les hommes de réac-
tion); — p. 194 (renvoi à *L'Individu et l'Etat*, p. 16 :
l'émancipation spontanée n'eût jamais extirpé l'esclavage :
il a fallu des lois d'abolition); — p. 204 (la civilisation
concentre entre les mains de l'Etat toute la souveraineté
jadis morcelée, partagée entre les collectivités locales,
professionnelles, religieuses, familiales, etc.); — p. 205
(citation de *L'Individu et l'Etat* : « A plus de vie, il faut
plus d'organes, etc. ». L'histoire de notre pays est celle
du développement de l'Etat); — p. 206, note : (Ce que
DUPONT-WHITE dit de la Russie, in *Ind. et Et.*, 3^e édit.,
p. 46 et 47, n'est plus vrai. N'était-ce pas déjà contes-
table en 1865?)

Tome II : p. 483 (réf. à *Ind. et Et.* p. 270 : il y a des choses
utiles que les particuliers n'entreprendraient jamais, si
l'Etat ne les faisait pas).

Tome IV : p. 591 (« Les théories anti-individualistes d'un
penseur doublé d'un historien comme DUPONT-WHITE sont
restées sans action appréciable sur la culture scienti-
fique »); — p. 603 (« C'est à DUPONT-WHITE que revient
l'honneur d'avoir justifié par l'histoire et par l'analyse
raisonnée la thèse de l'intervention progressive de
l'Etat ». Référence à l'article de LAVELEYE sur DUPONT-
WHITE, cf. supra N° 252); — p. 604 (...le système élec-
tique, que nous avons essayé de suivre en nous inspirant
de la doctrine de DUPONT-WHITE).

Il nous paraît utile de signaler que CAUWÈS, qui s'est à
beaucoup de points de vue réclamé et inspiré de DUPONT-
WHITE, semble n'avoir connu de lui, en tout et pour tout,
que *L'Individu et l'Etat* qu'il cite toujours d'après la
deuxième édition, 1858 (supra N° 20).

N° 335. BROCARD (Lucien), professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Nancy : *Principes d'Economie nationale et internationale*.

3 vol., Paris, Sirey, 1929.

Parle de DUPONT-WHITE :

Tome I : p. 27 et 29 (précurseur de l'économie nationale et inspirateur de CAUWËS); — p. 241 (l'action de l'Etat ne diminue pas la liberté).

N° 336. BROCARD (Lucien), professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Nancy : *Les Conditions générales de l'Activité économique*.

Paris, Sirey, 1934, in-8, 605 p., tome second du *Traité d'Economie politique* publié sous la direction de Henry TRUCHY, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Cet ouvrage fait trois allusions rapides à *L'Individu et l'Etat* de DUPONT-WHITE :

- Dans l'Introduction, p. 11 (DUPONT-WHITE précurseur de LIST et de CAUWËS, et du réveil de l'Economie Nationale);
- Dans la seconde partie : *Facteurs juridiques de l'activité économique*, p. 192 (Etatisme de DUPONT-WHITE);
- Même partie, section II, p. 269 : *Le rôle de l'Etat dans la vie économique* (renvoi à *L'Individu et l'Etat*, p. 7 : L'intervention de l'Etat ne limite pas nécessairement les initiatives privées; parfois elle les stimule et les féconde).

Voici maintenant au hasard des ouvrages, l'un d'économie politique, l'autre de doctrine économique, que nous avons consultés sans y trouver le nom de DUPONT-WHITE :

CORNELISSEN (Christian) : *Théorie du Salaire et du Travail salarié*. Paris, Giard et Brière, 1908.

SURANYI UNGER : *Philosophie in der Volkswirtschaftlehre*.

Iéna, Fischer, 1^{er} vol., 1923, 399 p.; 2^e vol., 1926, 547 p.

SECTION VI

OUVRAGES SPECIAUX DIVERS CLASSES DANS L'ORDRE ALPHABETIQUE DES NOMS DE LEURS AUTEURS

N° 337. ADAM (Juliette) (= Madame Edmond Adam, née Juliette Lamber, dite La Messine) : *Mes premières armes littéraires et politiques*.

Paris, Lemerre, 1904, 463 p., in-18.

Juliette ADAM rencontrait DUPONT-WHITE dans le salon de Daniel STERN (Mme Marie D'AGOULT).

Parle de DUPONT-WHITE :

- p. 93 (DUPONT-WHITE s'effrayait, en compagnie d'Hippolyte CARNOT et de LITTRÉ, des propos tenus chez Mme d'Agoult par les « jeunes Olliviers », qui croyaient à la possibilité d'un Empire libéral. — Juliette ADAM faisait partie des « jeunes Olliviers » ainsi que NIFFTZER, TEXIER, etc.);
- p. 111 à 119 (chez Mme D'AGOULT, Hippolyte CARNOT fait l'éloge de son fils Sadi, tandis que DUPONT-WHITE fait l'éloge de sa fille aînée, âgée de quinze ans — DUPONT-WHITE affirmait que le moyen âge était « hérissé de libertés » — les « paradoxes » de DUPONT-WHITE provoquaient d'ardentes polémiques. — « DUPONT-WHITE possédait au suprême degré la science morale faite de sagesse et de savoir, mêlée de sens pratique » — DUPONT-WHITE « glorifiait Stuart MILL en toute occasion » — DUPONT-WHITE « ne cessait à chaque rencontre d'attaquer le matérialisme de LITTRÉ, et c'étaient des discussions sans fin » — récit d'une grande discussion entre Juliette ADAM, LITTRÉ, DUPONT-WHITE, TRIBERT, sur le positivisme, sur TAINE, et les victoires de TAINE sur l'éclectisme, — DUPONT-WHITE se met en colère, parce que LITTRÉ insinue qu'il « parle pour parler » et « fait son Stendhal ».
- p. 316 et 317 : DUPONT-WHITE approuve l'expédition de Syrie. — Dialogue avec RENAN où DUPONT-WHITE se défend d'être catholique, mais se dit chrétien.

Voir supra N° 266 : AUCOC : *Les Controverses sur la Décentralisation administrative*. — *Rev. Pol. et Parl.*, 1885, t. IV, p. 239.

N° 338. BAUDIN (Louis), professeur à la Faculté de Droit de Paris : *L'Empire socialiste des Inka*.

Paris, Institut d'Ethnologie, 1928, 290 p., gr. in-8.

En épigraphe du chapitre VII p. 113, cette phrase, tirée de *L'Individu et l'Etat*, de DUPONT-WHITE : « *L'essence de l'Etat est d'être le pouvoir de la raison exprimée par la loi, et non celui de l'homme perverti par la fantaisie.* »

N° 339. BERTAULD, professeur à la Faculté de Droit de Caen. *La Liberté civile : Nouvelle étude critique sur les Publicistes contemporains (John Stuart Mill, Benjamin Constant, Daunou, M. de Lamartine, Bastiat, M. Dupont-White, Macaulay, Montlosier, Bernal, M. Odilon Barrot, M. Albert de Broglie, de Tocqueville, M. Jules Simon, M. Proudhon, M. Emile de Girardin)*.

Paris, Librairie Didier, 1864, in-8, 488 p.

Parle de DUPONT-WHITE pages 6, 7, 8 (définition et conception de la Liberté); — p. 9 — p. 10-11 (nouveau de la préoccupation de la liberté civile); — p. 16 (traducteur de Stuart MILL); — p. 65 (droits humains selon DUPONT-WHITE); — p. 66 (liberté civile et liberté politique); —

p. 107 (souveraineté et propriété); p. 174 (DUPONT-WHITE et LAMARTINE — contre la liberté civile); — p. 195 et 196 (Les droits de l'Etat dérivent-ils des droits humains?); p. 198 (D.-W. contradicteur de BASTIAT); — p. 209 et 210 (Les devoirs de l'Etat n'engendrent pas d'action, selon D.-W.); p. 215 (même idée). — Tout le chapitre XII intitulé : *L'avenir de l'Etat et M. Dupont-White*; p. 238 à 252 (Discussion de la conception de D.-W. du développement progressif de l'autorité de l'Etat); — p. 442 et 445 (sur l'organisation judiciaire).

N° 340. DAVID (Robert) (petit-fils de Dupont-White) : *L'engrenage et les responsabilités du parti radical*,

Article dans le *Journal des Débats* du lundi 29 juillet 1935.

Cite une lettre de BULOZ à DUPONT-WHITE.

N° 341. GARNIER (Joseph) : *Etude sur la Répartition de la Richesse : Profits et Salaires*.

Deux articles dans le *Journal des Economistes*, livraison d'octobre 1847, N° 71, 1^{re} série, tome XVIII, p. 201 à 223, et livraison de janvier 1848, N° 74, 1^{re} série, tome XIX, p. 143 à 164.

La librairie Guillaumin a publié ces deux articles sous forme d'une brochure intitulée : *Etude sur les profits et les salaires; exposé des faits généraux qui règlent les rapports des profits avec les salaires, et qui en expliquent les oscillations respectives*. (Cette brochure se trouve à la Bibliothèque de la Faculté de Droit de Paris.) Ces études sont la reproduction d'un Mémoire adressé par Joseph Garnier à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, à l'occasion d'un concours qu'elle avait ouvert pour 1847. Dès qu'il connut le résultat du concours, négatif pour lui, J. GARNIER se décida à publier son travail. Deux ans avant lui, DUPONT-WHITE avait traité le même sujet, dans les mêmes conditions, et n'avait pas été plus heureux : son Mémoire (supra N° 2) n'avait pas été primé; mais après son échec, il en avait tiré un livre remarquable, l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (supra N° 4).

L'étude de J. GARNIER combat la thèse chère à DUPONT-WHITE de l'hostilité constitutionnelle des profits et des salaires, et se réfère deux fois, à ce point de vue, à l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* :

— *Journ. des Ec.*, oct. 1847, p. 211, note 2; Etude sur la Répartition... p. 13, note 2 (rapprochement entre le livre de DUPONT-WHITE et de l'*Organisation du Travail* par LOUIS BLANC).

— *Journ. des Ec.*, janv. 1848, p. 151, note 1; Etude sur la Répartition... p. 34, note 1. (DUPONT-WHITE a emprunté à RICARDO le principe de sa thèse de l'hostilité des salaires et des profits.)

- N° 342. LEMAIRE (Paul) : *Traduction nouvelle annotée de On liberty de John Stuart Mill, avec biographie et étude philosophique.*

Paris, Hatier, Collection « *Les Classiques pour tous* », 1925, 64 pages.

Cite deux fois en note, p. 11 et p. 36, la préface de DUPONT-WHITE à sa propre traduction de *La Liberté* (les deux fois à propos de la liberté de la pensée et de la presse).

- N° 343. LEVALLOIS (Jules) : *Milieu de siècle, Mémoires d'un Critique.*

Paris, Librairie illustrée, in-8, 314 p.

(L'étude va de 1840 à 1870. Récits très vivants sur MICHELET, BAUDELAIRE, Gérard DE Nerval, l'abbé CHATEL, SAINTE-BEUVE, Gustave PLANCHE, George SAND, Ferdinand FABRE, BARBEY D'AUREVILLY, LACAUSSE, CARO, RENAN, SARCEY, les GONCOURT, Félix PÉCAULT, MAGNARD, CLARETIE, DUPONT-WHITE, Victor HUGO, QUINET, etc.).

Parle de DUPONT-WHITE p. 276 et 277. — (DUPONT-WHITE méconnu; éloge de son œuvre; souvenirs sur sa vie mondaine.)

- N° 344. LEVASSEUR : *Rapport sur le concours pour l'obtention du Prix Rossi (1881),*

Lu lors de la séance de l'Académie des Sciences Morales et Politiques du 11 février 1882. *Mémoires de l'Académie des Sciences Morales et Politiques de l'Institut de France*, tome XXV, p. 792.

Le sujet du concours était : *Du rôle de l'Etat dans l'ordre économique*. Le mémoire N° 6 (qui n'a pas été récompensé) s'attaquait directement aux arguments de DUPONT-WHITE. LEVASSEUR, dans son rapport, fait écho sur ce point à l'auteur du mémoire, et opine que DUPONT-WHITE « fausse sa conclusion en l'exagérant ».

Pour le compte rendu du mémoire N° 5 (E. VILLEY) voir infra N° 351.

- N° 345. MARCHAL (André) : *La Conception de l'Economie nationale et des Rapports internationaux chez les Mercantilistes français et chez leurs contemporains.*

Thèse pour le Doctorat soutenue devant la Faculté de Droit de Nancy. Paris, Sirey, 1931, in-8, 172 p.

Présente D.-W. comme un précurseur de l'Economie Nationale de LIST et de CAUVES; insiste sur le rôle de D.-W. dans la renaissance de la méthode inductive et historique (p. 156 à 161).

- N° 346. MICHEL (Henry) : *L'Idée de l'Etat, Essai critique sur l'histoire des théories sociales et politiques en France depuis la Révolution.*

Thèse présentée à la Faculté des Lettres de Paris, Hachette, 1895, in-8, 659 p.

Traite de DUPONT-WHITE aux p. 572-578. Analyse très documentée de sa doctrine et de ses principaux ouvrages. DUPONT-WHITE est présenté comme un précurseur français du socialisme d'Etat.

Allusion à DUPONT-WHITE p. 567 (à propos de la méthode).

- N° 347. NOYELLE (Henri), professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Caen : *Utopie libérale; Chimère socialiste; Economie dirigée.*

Paris, Sirey, 1934, in-8, 233 p.

Indique (p. 29, en note) que DUPONT-WHITE, à la différence de la plupart des interventionnistes français, dépasse la notion de l'intervention purement sociale, pour s'élever à des conceptions qui tendent vers une direction générale de l'économie.

Voir supra N° 286 : PROUDHON : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise.* — Notes et éclaircissements.

- N° 348. SCHATZ (Albert) : *L'Individualisme économique et social.*

Paris, Colin, 1907.

Rapproche l'« ivresse étatiste » de D.-W., qui « identifie l'Etat moderne avec la liberté », de la philosophie de l'Etat selon HEGEL (p. 475).

- N° 349. SCHATZ (Albert) : *L'Entreprise gouvernementale.*

Paris, Grasset, 1922.

Plusieurs références à DUPONT-WHITE. Entre autres, p. 47, combat la conception de D.-W. de la Valeur de Position de l'Etat. Cf. aussi p. 162.

- N° 350. CH. DE RÉMUSAT : *Politique libérale, ou fragments pour servir à la défense de la Révolution Française.*

Paris, Michel Lévy, 1860, 453 p. in-8.

Parle de *L'Individu et l'Etat* (supra N°s 19 et 20), p. 427. Félicite DUPONT-WHITE d'avoir découvert la tendance centralisatrice inhérente au progrès. « Je ne reprocherai à M. DUPONT-WHITE que de s'en montrer trop charmé, et de prendre trop facilement son parti des inconvénients qui y semblent attachés. Il était digne d'un esprit comme le sien de rechercher par quelle distinction il serait possible d'allier le progrès inévitable des attributions de l'Etat par

la complication croissante des principes et des intérêts sociaux avec la conservation des habitudes d'indépendance et de concours volontaire qui paraissent inhérentes aux mains d'un peuple libre. »

N° 351. VILLEY (Edmond) : *Du rôle de l'Etat dans l'ordre économique.*

Paris, Guillaumin, 1882, in-8, 482 p.

Cet ouvrage est la reproduction d'un Mémoire envoyé à l'Académie des Sciences Morales et Politiques pour l'obtention du prix Rossi. Le sujet du concours, pour 1881, était le suivant : « Rechercher et montrer quels sont, dans l'ordre économique, les besoins dont la satisfaction requiert le concours de l'Etat et quelles règles doivent présider à ce concours. On aura à constater ce qu'a été ce concours aux diverses époques du passé, quelle a été, en ce qui concerne ce concours, l'influence de la civilisation, quelles limites lui assigne l'intérêt public chez les nations qui aujourd'hui ont réalisé les plus grands progrès. »

L'Avant-propos reproduit (p. III à XVI) le rapport sur le mémoire N° 5 lu à l'Académie des Sciences Morales et Politiques dans sa séance du 11 février 1881 par Emile Levasseur (supra N° 344) et qui parle de Dupont-White.

La préface de l'ouvrage (p. I à XII), l'introduction philosophique (p. I à 59) et la quatrième partie (p. 423 à 479) sont presque entièrement consacrées à réfuter les thèses de DUPONT-WHITE.

N° 352. VILLEY (Edmond) : *Le Socialisme contemporain.*

Paris, Guillaumin-Larose-Pédone, 1895, in-8, 245 p.

Cite, à la p. 162, la phrase suivante de Dupont-White : « Qu'importe à un peuple d'être beaucoup gouverné, quand ce peuple est à lui-même son gouvernement? » Cette idée de DUPONT-WHITE est un « grossier sophisme » qu'Herbert SPENCER a bien défini lorsqu'il a dénoncé : « la grande superstition de la politique d'aujourd'hui... le droit divin des Parlements ».

N° 353. VILLEY (Edmond) : *Les Vices de la Constitution française.*

Paris, Plon, 1918, 152 p. in-16.

Critique, p. 18, cette idée de DUPONT-WHITE : « Qu'importe à un peuple d'être beaucoup gouverné quand ce peuple est à lui-même son gouvernement? »

Critique, p. 134 et sqq., la doctrine centralisatrice de DUPONT-WHITE, « un de nos plus brillants publicistes ».

N° 354. WEILL (Georges), professeur à la Faculté des Lettres de Caen : *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870*.

Paris, Alcan, 1928, Bibliothèque d'Histoire contemporaine.

Signale, p. 310, que DUPONT-WHITE fréquentait les salons républicains sous le Second Empire, et particulièrement celui de Daniel STERN (Mme Marie d'AGOULT).

Voici maintenant l'indication de quelques ouvrages que nous avons consultés, croyant y trouver des développements sur DUPONT-WHITE, mais que nous avons eu la déception de trouver complètement muets sur notre économiste :

DUVOIR (Léon) : *Recherche des tendances interventionnistes chez quelques économistes libéraux français de 1830 à 1850*.

Thèse, Paris, Rousseau, 1901.

(Etudes particulières sur VILLERMÉ, J.-A. BLANQUI, ROSSI, Théodore FIX, Léon FAUCHER, le baron Ch. DUPIN, Y. GUYOT, LEROY-BEAULIEU, DE MOLINARI.)

TCHERNOFF : *Le Parti républicain sous la Monarchie de Juillet. Formation et évolution de la doctrine républicaine*, avec une préface de M. ESMEIN.

Paris, Pédone, 1901, in-8, 472 p.

TCHERNOFF : *Le Parti républicain au coup d'Etat et sous le Second Empire*, d'après des documents et des souvenirs inédits.

Paris, Pédone, 1906, in-8, 676 p.

Nous avons également parcouru vainement, dans l'espoir d'y trouver des indications sur le rôle politique de Dupont-White en 1848, les deux tomes des *Mémoires Politiques* de Lamartine consacrés à cette période (Edition 1863 des Œuvres complètes, tomes XXXIX et XL). Mais la lecture rapide que nous en avons faite ne nous permet pas d'affirmer qu'ils n'en disent rien.

BIBLIOGRAPHIE

IV^e PARTIE

Liste (par ordre alphabétique des noms de leurs auteurs) des autres ¹ ouvrages ou articles de revues que nous avons utilisés et cités dans le présent volume.

N. B. — Cette bibliographie ne contient pas les ouvrages qui ne sont cités que dans l'*Index des sources* de Dupont-White, ou dans l'*avant-propos*.

- N° 401. ALLIX (E.) : *La déformation de l'Economie libérale après Jean-Baptiste Say* : Dunoyer. — In *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, 1911.
- N° 402. ANONYME : *L'ombre de la marquise de Créquy aux lecteurs des Souvenirs publiés sous le nom de cette dame, suivi d'une Notice historique sur Madame de Créquy et sa famille et d'un fac-similé de son écriture*. — Paris, 1836, in-8.
- N° 403. ANONYME : *Les lodging houses des classes pauvres à Londres (Report of the Society for improving the condition of the labouring classes) 1845-1846*. — In *Revue Britannique*, mars 1848, 6^e série, tome XIV.
- N° 404. AUDIFFRET (marquis D') : *Le Système financier de la France*. — Paris, P. Dufart, 1840, 2 vol. in-8.
- N° 405. BABEL : *Necker et les débuts de l'interventionnisme social*. — Mélanges Milhaud, Genève, 1934.
- N° 406. BALLANCHE : *Œuvres complètes*. — Paris, Barbezat, 1830, 4 vol. in-8.
- N° 407. BAUDRILLART (Henri) : *J. Bodin et son temps; Tableau des théories politiques et des idées économiques au xvi^e siècle*. — Paris, Guillaumin, 1853, 519 p.
- N° 408. BERDIAEFF (Nicolas) : *Un Nouveau Moyen Age*, traduit du russe. Paris, Plon, 1930.
- N° 409. BERLE (Adolf A.) et MEANS (Gardiner C.) : *The modern corporation and private property*. — New-York, Mac Millan, 1934, in-8.
- N° 410. BERTRAND (sur Ch. Dupin) : In *Mémoires de l'Institut, Académie des Sciences*, tome XLIV, p. iv.
- BESNIER (Robert), professeur à la Faculté de Droit de Caen. Voyez infra n° 592.

(1) Nous passons maintenant à des ouvrages et articles qui NE CITENT PAS DUPONT-WHITE.

- N° 411. BIAUJEAUD (Huguette) : *Essai sur la théorie ricardienne de la valeur*. Thèse publiée dans la collection *Etudes sur l'histoire des théories économiques* dirigée par M. Gaëtan Prou. — Paris, Sirey, 1934.
- N° 412. BLANC (Louis) : *La Révolution de Février au Luxembourg*. — Compte rendu des séances. Brochure. Paris, Lévy, 1849.
- N° 413. BLANC (Louis) : *L'Organisation du Travail*, 5^e édition, revue, corrigée et augmentée d'une polémique entre M. Michel Chevalier et l'auteur. — Paris, Bureau de la Société de l'Industrie fraternelle, 1847, 284 p. in-18.
- N° 414. BLANQUI (Jérôme-Adolphe ou Adolphe-Jérôme) : *Histoire de l'Economie Politique en Europe, depuis les anciens jusqu'à nos jours*. — Paris, Guillaumin, 1837, in-8, 480 p.
- N° 415. BLANQUI (Jérôme-Adolphe) : *Les classes ouvrières en France*. — 2 vol. in-8, 1848.
- N° 415 bis. BOCA (André) : *La Caisse autonome d'Amortissement, sa politique financière, son rôle à l'égard des marchés monétaire et financier*. — Paris, Sirey, 1934, 290 p. in-8.
- N° 416. BODIN (Jean) : *Réponse aux paradoxes de M. de Malestroït touchant le fait des monnaies et l'enchérissement de toutes choses*. — Paris, 1578.
- N° 417. BODIN (Jean) : *La République*. — Paris, 1583.
- N° 418. BOIVIN (P.), LEFRANC (G.), DEIXONNE (A.) : *Révolution constructive*.
- N° 419. BONDURAND : *Bastiat*. — Paris, 1879, 1 vol. in-8.
- N° 420. BOUGAINVILLE : *Voyage autour du monde par la frégate du Roi La Boudeuse et La Flûte l'Etoile en 1766, 1767, 1768 et 1769*. — 2^e édition, Paris, Saillant et Nyon, MDCCLXXII.
- N° 421. BOURGUIN : *Proudhon et Karl Marx*. — In *Revue d'Economie Politique*, 1893.
- N° 422. BRAFF : *Des octrois municipaux*, 1855.
- N° 423. BRUNEL (Charles) : *Bastiat et la réaction contre le pessimisme économique*. — Thèse, Paris, 1901.
- N° 424. BURET : *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*. — Bruxelles, 1842.
- N° 425. CAHEN (G.) : *Louis Blanc et la Commission du Luxembourg*. — In *Annales de l'Ecole Libre des Sciences Politiques*, mars-juillet 1897.
- N° 426. CAIRNES : *Some leading principles of political economy*. — Londres, 1874.
- N° 427. CAUWÈS : *Cours d'Economie Politique*. — 3^e édition, 1893, tome I.
- N° 428. CAYROL (DE) : *Voltaire étrangement défiguré par l'auteur des « Souvenirs de Madame de Créquy »*. — Compiègne, 1836, in-8.
- N° 429. CELLIER (F. DU) : *Les classes ouvrières en France depuis 1789*. — 2 articles in *Revue Contemporaine*, février 1857, tome XXX, et avril 1857, tome XXXI.

- N° 430. CHARLÉTY (S.), Recteur de l'Académie de Paris : *La Restauration*, tome IV de *l'Histoire de la France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, publiée sous la direction de E. LAVISSE.
- N° 431. COCHOIS (Paul) : *Etude historique et critique de l'impôt sur le sel en France*. — Thèse, Paris, 1902.
- N° 432. CONDOCET : *Tableau des progrès de l'Esprit Humain*.
- N° 433. COURTOIS : Article sur le baron Charles Dupin. — Dans le *Journal des Economistes*, novembre 1892, p. 279.
- N° 434. COUSIN (comte DE COURCHAMPS) : *Mémoires de la marquise de Créquy*. — Paris, Delloye, 1^{re} édition, 7 vol. in-8, 1834-1835; 2^e édition, 10 vol. in-18, 1840-1841.
- COUSIN (Victor). — Cf. TENNEMANN (infra n° 576).
- N° 435. COUSIN (Victor) : *Lettre à Bersot*. — In *Compte Rendu de l'Académie des Sciences Morales*, 1880.
- N° 436. CRÉQUI-HÉMONT (Charles-Marie DE) : *Principes philosophiques des Solitaires d'Egypte*. Extrait des Conférences de Saint-Cassien. — Madrid, Imprimerie Royale, 1779 ou 1799.
- N° 437. DEMESMAY (Auguste) : *Du projet de loi réduisant de 10 centimes par kilogramme l'impôt sur le sel*. — Brochure in-8. Librairie agricole de Dufaly.
- N° 438. DEMESMAY (Auguste) : *Opinions des hommes politiques, des savants, des agronomes et des agriculteurs sur l'utilité du sel pour les plantes et les animaux*. — Brochure, 1847.
- N° 439. DESCARTES : *Discours de la Méthode*.
- N° 440. DIDEROT : *Lettre à Naigeon*.
- DIDOT : Voyez MICHAUD.
- N° 441. DOUBLEDAY : *The true law of population shown to be connected with the food of the people*, 1841.
- N° 442. DUNoyer : *La Liberté du Travail*, 1845.
- N° 443. DUPÉRIER : *De l'Emprunt de 25 millions de l'octroi municipal de Paris*.
- N° 444. DUPIN (ainé, le baron Charles) : *Tableau statistique des forces de la France*.
- N° 445. DUPIN (baron Charles) : *Du travail des enfants et des adolescents dans les manufactures de la Grande-Bretagne*. — In *Revue Britannique*, décembre 1847, 6^e série, tome XII.
- N° 446. DUPONT-WHITE (Jean-Théodore, père de notre économiste) : *Voyage chez les Morts : Maximes et Pensées*, 1839.
- N° 447. DUPONT-WHITE (John-Théodore, frère aîné de notre économiste) : *Notice sur Foy-Vaillant, célèbre antiquaire né à Beauvais*. — Amiens, imprimerie Duval et Herment, 1843, in-18, 12 p.
- N° 448. DUPONT-WHITE (John-Théodore) : *La Ligue à Beauvais*, précédé d'une introduction. — Paris, Dumoulin, 1846.
- N° 449. DUPONT-WHITE (John-Théodore) : *Mélanges historiques, littéraires et archéologiques*. — Beauvais, 1847.
- N° 450. DUPONT-WHITE (John-Théodore) : *Le Siège de Beauvais en 1172*. — Beauvais, imprimerie Ch. Desjardins, 1848, in-8, 55 p.
- N° 451. DURKHEIM : *Le Socialisme : sa définition, ses débuts, la doctrine saint-simonienne*, édition posthume par M. MAUSS. — Paris, Alcan, Bibliothèque de Philosophie contemporaine, 1928, in-8, 352 p.

- N° 452. DUVOIR (Léon) : *Recherches des tendances interventionnistes chez quelques économistes libéraux français de 1830 à 1850*. — Thèse, Paris, Rousseau, 1901, spécialement pp. 158 à 190 (sur Dupin).
- N° 453. ENCYCLIQUE QUADRAGESIMO ANNO, édition de l'Action populaire.
- N° 454. *Enquête législative sur la production et la consommation du sel*. — Paris, 1851.
- N° 455. *Enquête sur les sels*. — Paris, 1868-69.
- N° 456. ESPINAS (A.) : *La Philosophie sociale au XVIII^e siècle et la Révolution*. — Paris, 1898.
- N° 457. FAYOL (H.) : *L'incapacité industrielle de l'Etat*. — Paris, Dunod, 1921.
- N° 458. FERRARI (J.) : *Les Philosophes salariés*, 1849.
- N° 459. FERVAL (Claude) : *Jean-Jacques Rousseau et les femmes*. — Paris, 1934.
- N° 460. FLETCHER : *Influence of Montesquieu on English political economists*. — *Econ. Hist. Review*, janvier 1934, pp. 77-92.
- N° 461. FODÉRÉ (F.) : *Essai historique et moral sur la pauvreté des nations, la population, la mendicité, etc...* — Paris, 1825, in-8.
- N° 462. FONTENAY (R. DE) : *La question de la rente*. — In *Journal des Economistes*, mars 1860.
- N° 463. FOURNIER (Edouard) : *Lettres inédites de la marquise de Créquy à Sénac de Meilhan, 1782-1789*, mises en ordre et annotées, précédées d'une introduction par M. Sainte-Beuve, de l'Académie Française. — Paris, Potier, 1856, in-12.
- N° 464. FRESNEAU : *L'Eclectisme*, 1847.
- N° 466. GARNIER (Joseph) : *Traité des Finances*. — 4^e édition, Paris, Guillaumin, 1883.
- N° 467. GARNIER (J.) : *Traité d'Economie politique*.
- N° 468. GARNIER (J.) : *Du principe de population*, 1857.
- N° 469. GARNIER (J.) : *Essai sur le principe de population de Malthus*, publié et annoté par Joseph GARNIER. — Traduction des Prévost, de Genève. Paris, Guillaumin, 1845.
- N° 470. GARNIER-PAGÈS : *Rapport fait au Gouvernement de la République par le membre du Gouvernement provisoire, ministre des Finances, sur l'abolition de l'impôt du sel*, suivi du texte du décret du 15 avril 1848. — In-folio.
- N° 471. GAULTIER DE KERMOAL (Adolphe) : *L'impôt sur le sel en France*. — Thèse, Rennes, 1904.
- N° 472. GAY-LUSSAC : *Rapport à la Chambre des Pairs*, 19 juin 1846. — In *Moniteur* du 20 juin 1846.
- N° 473. GÉRANDO (baron DE) : *Des progrès de l'industrie dans leurs rapports avec le bien-être physique et moral de la classe ouvrière*. — 2^e édition, Paris, 1845, 1 vol. in-8.
- N° 474. GÉRANDO (DE) : *De la Bienfaisance Publique*. — Paris, 1839.
- N° 475. GIDE (Charles) : *La notion de la valeur dans Bastiat*.
- N° 476. GIDE et RIST : *Histoire des Doctrines Economiques*. — 5^e édition, 1926; nouveau tirage 1929.
- N° 477. GILSON (Etienne) : *Pour un Ordre catholique*. — Paris, Desclée, de Brouwer et C^{ie}, 1934.

- N° 478. GLAIS-BIZOIN : *Article dans le 2^e supplément du Moniteur du 23 avril 1846.*
- N° 479. GONNARD (René) : *Histoire des Doctrines de la Population.* — Paris, Librairie Nationale, 1923.
- N° 480. GONNARD (René) : *Histoire des Doctrines Economiques.* — Paris, Valois, 1930.
- N° 481. GOYAU (G.) : *La pensée religieuse de Joseph de Maistre.* — Paris, Librairie académique Perrin, 1921, p. 43.
- N° 482. GRANDIN et DUBREUIL : *Cours élémentaire d'Agriculture, 1851.*
- N° 483. GRUNBERG : *L'origine des mots socialisme et socialiste.* — In *Revue d'Histoire des doctrines économiques et sociales*, 1909, p. 289 et ss.
- N° 484. GRAU : *Der Wirtschaftsaufbau Spaniens und die Problematik seiner Aussenhandelspolitik.* — In *Weltwirtschaftliches Archiv*, janvier 1935.
- N° 485. GUITTON (Henri) : *De Villeneuve-Bargemont (1784-1850) et l'Economie Humaine.* — In *Chronique Sociale de France*, mai 1935.
- N° 486. GUYOT (Y.) et LAFARGUE (Paul) : *La propriété, origine et évolution. Thèse communiste par Paul LAFARGUE. Réfutation par Y. GUYOT.* — Paris, Delagrave, 1895, 530 p. in-18.
- N° 487. GUYOT (Y.) : *La Comédie Socialiste.* — Paris, Fasquelle, 1897, 502 p. in-12.
- N° 488. HALÉVY : *Le Radicalisme Economique.*
- N° 489. HATIN : *Bibliographie historique et critique.* — In *La Presse Périodique Française*, Paris, 1866.
- N° 490. HAUSER (Henri) : *Werner Sombart.* — In *Revue d'Economie Politique*, juillet-août 1935.
- N° 491. HOBBS : *Human nature.*
- N° 492. HOBBS : *De corpore politico.*
- N° 493. HOBBS : *De cive.*
- N° 494. HOBBS : *Leviathan.*
- N° 495. HUGO (Victor) : *Histoire d'un Crime.* — Nouvelle Edition, Imprimerie Nationale, 1907.
- N° 496. IMBERT (Adolphe) : *Frédéric Bastiat et le socialisme de son temps.* — Thèse, Paris, 1913.
- N° 497. JANET : *Victor Cousin et son œuvre*, 1885.
- N° 498. JEANNENEY (Jean-Marcel) : *L'Ecole Sociétaire et la Révolution de 1848.* — Inédit. Extraits parus in *Revue des Sciences Politiques*, janvier-mars 1933, sous le titre : *Les disciples de Fourier et la Révolution de 1848.*
- N° 499. JEANNENEY (Jean-Marcel) : *Analyse de l'article de Fletcher (supra n° 460) dans la Documentation Economique*, août 1934, n° 201.
- N° 500. JÈZE (Gaston), professeur à la Faculté de Droit de Paris : *La Date de Remboursement dans les Emprunts publics d'Etat.* — In *Revue de Science et de Législation Financières*, 1924, p. 628.
- N° 501. JOUFFROY : *De l'Eclectisme en Morale.*
- N° 502. KEYNES (J.-M.) : *Allocution en l'honneur de Malthus.* — In *Economic Journal*, juin 1935.
- LAFARGUE : Voyez GUYOT.

- N° 503. LAFAULOTTE (Louis) : *Observations sur l'octroi de Paris en ce qui touche les droits qui frappent sur le vin et la viande de boucherie*, 1847.
- N° 504. LAFITAU (R. P. François, de la Compagnie de Jésus) : *Mœurs des sauvages américains comparées*.
- N° 505. LALANDE (André) : *Vocabulaire technique et critique de la Philosophie*. — Paris, Alcan, 1932.
- N° 506. LANDRY (Ad.) : *La Révolution démographique*. — Paris, Sirey, 1934.
- N° 507. LASSALLE : *Capital et Travail*.
- N° 508. LAVISSE (E.) : *Histoire de France Contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, tome IV, par M. S. CHARLÉTY.
- N° 508 bis. LEDUC (Gaston) : *Les Manifestations récentes de la Doctrine sociale du Saint-Siège*. — In *Revue d'Economie Politique*, 1932.
- N° 509. LEROUX, maître de conférences à la Faculté des Lettres de Strasbourg : *Guillaume de Humboldt, La formation de sa pensée jusqu'en 1794*. — Thèse. Lettres, Strasbourg, 1932, 450 p. in-8.
- N° 510. LESCURE (J.) : *Les crises générales et périodiques de surproduction*. — 4^e édition, Paris, Domat-Montchrestien, 1932.
- N° 511. LETORT : *L'impôt sur le sel*. — In *l'Economiste Français*, 1873.
- N° 512. LEVÊQUE : *Séances de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*. — Vergé, 1873, vol. IC, pp. 609, 610 et 611.
- N° 513. LIST : *Système National d'Economie Politique*.
- N° 514. LITTRÉ : *Auguste Comte et la Philosophie Positive* (1863).
- N° 515. LYON (Georges) : *La Philosophie de Hobbes*. — Paris, Alcan, Bibliothèque de Philosophie Contemporaine, 1893.
- N° 516. MACAIRE (David) : *L'impôt sur les boissons*, 1842.
- N° 517. MAC-CULLOCH : *Principes d'Economie Politique*.
- N° 518. MAC-CULLOCH : *Treatise on taxation*.
- N° 519. MACKENROTH : *Neue Formen der Weltwirtschaft*. — In *Weltwirtschaftliches Archiv*, janvier 1935.
- N° 520. MAISTRE (Joseph DE) : *Considérations sur la France*. — 1^{re} édition, Londres, 1797, 246 p. in-8.
- N° 521. MALET : *XVIII^e siècle, Révolution, Empire*.
- N° 522. MALTHUS : *Essai sur le Principe de Population*, traduit de l'anglais par Pierre et Guillaume PRÉVOST, précédé d'une introduction par Rossi et d'une notice sur la vie et les œuvres de l'auteur par Charles COMTE, avec les notes des traducteurs et de nouvelles notes par Joseph GARNIER. — Paris, Guillaumin, 1843, 1 vol. in-8.
- N° 523. MARCHAL (A.) : *La conception de l'Economie Nationale et des Rapports Internationaux chez les Mercantilistes français et chez leurs contemporains*. — Thèse, Nancy, 1931.
- N° 524. MARCUSE (A.) : *Das Dreistadiengesetz bei Giambattista Vico, eine vergleichende Betrachtung der vicchianischen und comteschen Geschichtslehre*. — In *Schmollers Jahrbuch*, avril 1935, pp. 69-79.
- N° 525. MARCY (Gérard) : *Constantin Pecqueur, fondateur du collectivisme d'Etat (1801-1868)*. — Thèse de Lille, Paris, Sirey, 1934.

- N° 526. MARSHALL : *Social possibilities of Economic Chivalry*. — In *Economic Journal*, mars 1907.
- N° 527. MAUDUIT (R.) : *Auguste Comte et la Science Economique*. — Thèse de lettres, Paris. Alcan, 1928, 292 p. in-8.
- MEANS (Gardiner) : Cf. supra n° 409.
- N° 528. *Mémoires de l'Institut*, cf. BERTRAND.
- N° 529. MENDER (A.) : *L'Etat Socialiste*. — Edit. franc. Paris, 1904.
- N° 530. MICHAUD et DIDOT : *Biographies*. — Paris, 1858. (Tome XV, p. 316. — Verbo Dupin.)
- N° 531. MONTCHRÉTIEN (Antoine DE) : *Traité d'Economie Politique*.
- N° 532. NOUVION (G. DE) : *Frédéric Bastiat, sa vie, son œuvre, ses doctrines*. — Paris, 1905, 370 p. in-8.
- N° 533. NOVELLE (Henri) : *La notion de Justice dans l'œuvre économique de Proudhon*. — In *Revue d'Histoire des Doctrines Economiques et Sociales*, 1923.
- N° 534. NOVELLE (Henri) : *Utopie libérale, Chimère socialiste, Economie dirigée*. — Paris, Sirey, 1933, 233 p. in-8.
- N° 535. NOVELLE (Henri) : *Les Plans de Reconstruction économique et sociale à l'étranger et en France*. — In *Revue d'Economie Politique*, septembre-octobre 1934.
- N° 536. NOVELLE (Henri) : *Le « Rassemblement pour le Plan » et l'équivoque du planisme*. — In *L'Europe Nouvelle*, 10 août 1935.
- N° 537. PARIEU (DE) : *Articles sur les impôts de consommation*. — In *Revue Contemporaine* de 1859-1860.
- N° 538. PASQUIN : *Rapport présenté au Club des Indépendants pour la conversion de l'octroi en un impôt général et proportionnel*, précédé d'une lettre d'envoi signée : R. PASQUIN.
- N° 539. PASSY (Hippolyte) : *De l'influence des formes et des dimensions de la culture sur l'économie sociale*. Mémoire lu à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, 1848.
- N° 540. PASSY (H.) : *Des causes de l'inégalité des richesses*. — Paris, Firmin-Didot, 1848, in-18, 67 p.
- N° 541. PAYER et RICHARD : *Précis d'Agriculture*, 1851.
- N° 542. PECQUEUR (Constantin) : *Economie sociale des intérêts du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, sous l'influence des applications de la vapeur*, 1837.
- N° 543. PÉGUY (Charles) : *Jean-Coste*.
- N° 544. PERCHERON : *Notice sur la marquise de Créquy*. — Paris, 1855, in-18.
- N° 545. PEYROT (DE) : *L'Impôt sur le sel*. — In *Monde Economique*, 26 janvier 1901.
- N° 546. PIROU (Gaëtan) : *Doctrines Sociales et Science économique*, Paris, Sirey, 1925.
- Pie XI, pape : Voyez : *Encyclique Quadragesimo anno*. — Supra n° 453.
- N° 547. PLAQUEVENT (Jean) : *De quelques aventures de la notion de Propriété*. — In *Esprit* n° 19, 1^{er} avril 1934, pp. 84 et ss.
- N° 548. PROUDHON : *Premier mémoire sur la propriété*.
- N° 549. PROUDHON : *Contradictions économiques*.

- N° 550. PROUDHON : *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*. — Edit. Lacroix.
- N° 551. PROUDHON : *Solution du problème social*. — Edit. Lacroix.
- N° 552. RASTOUL : *Une organisation socialiste : Les Jésuites au Paraguay*.
- N° 553. RENARD (Georges) : *La République de 1848* (tome VII de l'*Histoire Socialiste* publiée sous la direction de JAURÈS).
- N° 554. RICARDO : *Principes de l'Economie politique et de l'Impôt* (particulièrement l'édition abrégée de la *Petite Bibliothèque économique française et étrangère*, de Guillaumin, traduction P. BEAUREGARD, revue par FORMENTIN).
- N° 555. RIST : *Durée du travail dans l'industrie française de 1820 à 1870*. — In *Revue d'Economie Politique*, 1897.
- N° 556. ROGERS (Thorold) : *Travail et salaires en Angleterre depuis le XIII^e siècle*. — Traduction par CASTELOT, Paris, 1897, 1 vol. in-8.
- N° 557. ROMAINS (Jules) : *Les Hommes de Bonne Volonté*. VII. *Recherche d'une Eglise*.
- N° 558. ROMIER (Lucien) : *Un article dans le « Figaro » du 31 juillet 1935*.
- N° 559. RONCE (P.) : *Frédéric Bastiat, sa vie, son œuvre*. — Paris, Guillaumin, 1905, 314 p. in-12.
- N° 560. ROUSSEAU (Jean-Jacques) : *Le Contrat social*.
- N° 561. SAPHARY : *L'Ecole éclectique et l'Ecole française*.
- N° 562. SAY (Horace) : *Paris, son octroi et ses emprunts*. — Paris, 1847, 1 fasc. in-8.
- N° 563. SAY et CHAILLEY : *Nouveau Dictionnaire d'Economie Politique*. — 2^e édition, 1900, 2 vol.
- N° 564. SCHÖRRY (Otto) : *Lohnfondstheorie und ehernes Lohngesetz, eine Untersuchung der Lohntheorien von Adam Smith, Malthus, Ricardo, und John Stuart Mill*. Inaugural Dissertation zur Erlangung der Wirtschaftswissenschaftlichen Doktorwürde der Handelshochschule Mannheim, eingereicht von Diplomkaufmann Otto Schörry, aus Frankenthal (Pfalz). Mannheim, 1934, 63 p.
- N° 565. SECRÉTAN (Charles) : *La Philosophie de Victor Cousin*.
- N° 566. SENIOR : *Political Economy : Commentaire de la deuxième proposition élémentaire*, 1835.
- N° 567. SEPTENVILLE (Léon DE) : *Notice sur M. John-Théodore Dupont-White*. — Amiens, imprimerie Duval et Herment, 1851, in-8. Extrait du *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*.
- N° 568. SERRA (Antonio) : *Breve trattato delle cause che fanno abbondare i regni d'oro e d'argento dove non sono miniere*, 1614.
- N° 569. SOMBART (Werner) : *Das moderne Kapitalismus*. — Leipzig, 1902, 6^e édition, München, 1924.
- N° 570. SOMBART (Werner) : *Les Juifs et la vie économique*, traduction française de Jankélévitch. — Paris, Payot, 1923, in-8. Bibliothèque politique et économique.
- N° 571. SOYÉCOURT (comte DE) : *Notions claires et précises sur l'ancienne noblesse de France, ou réputation des prétendus Mémoires de la marquise de Créquy, etc.* — Paris, Bréauté, 1855, in-8.
- N° 572. STOCKMANN (G.) : *Das Werden der Verbindung von Landwirtschaft und Gewerbe in Württemberg*. — In *Schmollers Jahrbuch*, octobre 1934.

- N° 573. TAINÉ : *Les philosophes classiques au XIX^e siècle*. — 1^{re} édition, 1857; 3^e édition, 1868.
- N° 574. TALABOT (Léon) : *Question de l'impôt du sel*. Lettre et discours à la Chambre des députés. — In *Revue Britannique*, mai 1846, 6^e série, tome III.
- N° 575. TALABOT (Léon) : *L'impôt sur le sel et les ressources financières de la France et de l'Angleterre*, article et discours à la Chambre des députés. — In *Revue Britannique*, 6^e série, tome IX.
- N° 576. TENNEMANN : *Manuel d'Histoire de la Philosophie*, traduit et préfacé par Victor COUSIN. — 1^{re} édition, 1829; 2^e édition, 1839.
- N° 577. TERRENOIRE (Elisabeth) : *Présentation d'un discours de VILLENEUVE-BARGEMONT publié en feuilleton dans « l'Aube » du 13 au 21 septembre 1935*.
- N° 578. THIEAUDET (Albert) : *La République des Professeurs*. — Paris, Grasset, Collection *Les Ecrits*, 1927, in-16.
- N° 579. THOMAS (Emile) : *Histoire des ateliers nationaux*, 1849.
- N° 580. TISSEAU (Paul) : *La Marquise de Créquy, sa vie, son salon, son temps, ses amis, sa correspondance avec J.-J. Rousseau et Sénac de Meilhan*. — Paris, Emile Paul, 1926.
- N° 581. TOWNSEND : *A dissertation on the poor law*, 1786.
- N° 582. TURGOT : *Le Conciliateur ou Lettres d'un ecclésiastique à un magistrat*, 1753.
- N° 583. TURGOT : *Lettres sur la tolérance adressées à un grand vicaire*, 1753 et 1754.
- N° 584. TURGOT : *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*. — 1^{re} édition, 1766.
- N° 585. VALÉRY (Paul) : *Regards sur le monde actuel*. — Paris, Stock, 1933, in-16.
- N° 586. VERMEIL (E.) : *Les aspects religieux de la guerre*. — In *Etudes sur la Réforme*, 1919.
- N° 587. VÉRON (Eugène) : *L'Eclectisme et la Liberté*.
- N° 588. VICO : *Principi di una scienza nuova d'intorno alla commune natura delle nazioni*. — Traduction française de MICHELET, Paris, 1827, 1 vol. in-8.
- N° 589. VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*. — 1840, 2 vol.
- N° 590. VILLEY (Daniel) : Comptes rendus dans *La Documentation Economique* des articles de GHAU (supra n° 484), MACKENROTH (supra n° 519), MARCUSE (supra n° 524) et STOCKMANN (supra n° 572).
- N° 591. VOLTAIRE : *La Henriade*.
- N° 592. YVER (Jenn) et BESNIER (Robert), professeurs à la Faculté de Droit de l'Université de Caen : *L'Université de Caen, son passé, son présent : Livre du cinquième Centenaire*. — Caen, 1932.

PÉRIODIQUES CITÉS

Almanach National, 1848.
Annales de l'Ecole Libre des Sciences Politiques.
L'Assemblée Nationale, 1857.
L'Aube, 1935.
Chronique Sociale de France, mai 1935.
La Documentation Economique, 1935.
L'Echo de l'Oise, 1848.
Economic Historical Review.
Economic Journal.
Edinburg Review.
Esprit, 1934.
L'Europe Nouvelle, 1935.
Le Figaro, 1935.
Fraser's Magazine.
Gazette Municipale de la Ville de Paris, 1848.
Le Journal de l'Oise, 1848.
Le Journal des Débats.
Le Journal des Economistes.
La Liberté de Penser, 1850 et 1851.
La Libre Recherche, 1857.
Mémoires de l'Institut de France.
Le Moniteur, 1846 et 1848.
Le Pays, journal des intérêts nationaux, 1845.
Le Pays, revue du peuple, politique, littéraire, industrielle
et agricole, 1848.
Le Pays, journal des volontés de la France, 1849.
La Politique Nouvelle, 1851.
Le Progrès de l'Oise, 30 avril et 3 mai 1848.
La Revue Britannique.
La Revue Contemporaine.
La Revue Indépendante.
La Revue Sociale, ou solution pacifique du prolétariat, 1846.
Revue d'Economie Politique.
La Revue de France.
Revue d'Histoire des Doctrines Economiques et Sociales.
La Revue Européenne.
Schmollers Jahrbuch.
La Semaine, encyclopédie de la presse périodique.
Weltwirtschaftliches Archiv.

INDEX GÉNÉRAL DES SOURCES
ET DES NOMS PROPRES
DE PERSONNES
CITÉS PAR DUPONT-WHITE
DANS SES OUVRAGES

INDEX GENERAL DES SOURCES ET DES NOMS PROPRES DE PERSONNES CITES PAR DUPONT-WHITE DANS SES OUVRAGES

PREFACE

I. — Pourquoi cet index a été entrepris.

a) PREMIER INTÉRÊT DE CET INDEX : ECLAIRER NOTRE INTERPRÉTATION DE LA PENSÉE DE DUPONT-WHITE ET DE SON ÉVOLUTION.

Afin de mieux comprendre la genèse et l'évolution de la pensée de Dupont-White, il nous a semblé utile de dresser un tableau de ses sources; de savoir quelles furent ses lectures favorites aux différentes époques de sa vie; de faire une sorte d'inventaire général et successif de sa bibliothèque.

M. Maurice Martin, dans le second chapitre de sa thèse, avait déjà amorcé cette étude. Toutefois, notre travail ne recouvre pas le sien. M. Martin avait recherché quels étaient « les prédécesseurs » de Dupont-White », c'est-à-dire les auteurs qui, avant lui, ont exposé des idées analogues aux siennes. Mais il ne s'est point demandé si ces auteurs ont été connus ou non de Dupont-White, dans quelle mesure ils ont pu l'inspirer directement.

Nous avons procédé tout autrement. Nous sommes partis des données de fait : relations et lectures de Dupont-White, révélées par les citations et références que contiennent ses ouvrages. Connaissant cela, nous avons — ensuite seulement — cherché à déterminer quelle était la nature et le poids de chacune des influences subies par notre économiste, aux différentes époques de sa vie. Et nous n'avons pas négligé les auteurs (comme Hobbes, ou de Maistre, ou Bastiat, ou Guizot, ou Tocqueville, par exemple), dont Dupont-White a combattu les idées, mais auxquels il doit beaucoup, précisément — entre autres choses — parce qu'ils lui ont inspiré de fécondes réactions. Ceux-là ne sont pas des « prédécesseurs » de Dupont-White, mais ils méritent une place de choix dans un tableau de ses sources.

Il ne faut, du reste, pas croire que les sources de Dupont-White ne comprennent que des écrivains.

De hauts personnages politiques comme Louis XI, le premier grand roi centralisateur; Louis XIV, symbole de l'autorité et du prestige de la monarchie française à son apogée; Richelieu, qui l'emporta sur les gentilshommes duellistes et jeta les bases de grande politique extérieure française; Colbert, l'instigateur du progrès industriel et commercial, le père du protectionnisme éducateur, etc... etc... ont eu sur Dupont-White une influence qui souffre en tous points d'être comparée à celle de Ricardo, de de Maistre, ou d'Auguste Comte. C'est pourquoi nous avons fait figurer dans cet Index tous les noms propres de personnes cités par Dupont-White, et non point seulement ceux des auteurs auxquels il se réfère.

Les textes législatifs et réglementaires ne doivent point non plus être oubliés parmi les sources de Dupont-White. Notre économiste avait fait ses études de droit; il avait plaidé à la Cour de Cassation et au Conseil d'Etat. La marque de la culture juridique qu'il avait héritée de cette jeunesse reparait sans cesse plus nette, à mesure qu'il avance dans sa carrière d'écrivain. De plus en plus — et surtout à partir de 1850, — Dupont-White s'éloigne de la méthode abstraite et théorique, que les économistes libéraux avaient mise à la mode. Il se préoccupe de l'aspect concret que revêt la vie économique, et en particulier du régime juridique qui lui sert de cadre, dans chaque nation. Ce théoricien de l'intervention de l'Etat éprouve une sorte d'avidité pour les lois, les règlements, les circulaires ministérielles, pour tout cet appareil juridique et administratif, par lequel l'Autorité sociale pénètre dans la vie des individus et des collectivités privées. Dupont-White collectionne les textes, il les cite, il les commente, il les interprète, il compare entre elles les différentes législations; il décèle dans toutes — même celles d'outre-Manche et d'outre-Océan, — une même tendance croissante à l'interventionnisme, accommodée dans chaque pays au génie particulier de chaque race. Il met en lumière cette tendance commune, il l'exploite, il l'explique, et il la légitime par la nécessité et l'opportunité. Il prévoit que dans l'avenir l'interventionnisme a toutes chances de continuer à étendre son domaine, et il s'en réjouit. Des mesures législatives comme la réforme anglaise de la loi des pauvres, en 1834, — qui centralisait les services de l'assistance, dans le pays même de l'individualisme et de la décentralisation, — ont exercé sur sa pensée une influence immense, et ont contribué pour beaucoup à confirmer, à affermir ses convictions interventionnistes et centralistes. Nous avons, dans le présent index, groupé sous les rubriques LÉGISLATION AMÉRICAINE, LÉGISLATION ANGLAISE, LÉGISLATION FRANÇAISE, toutes les références de Dupont-White à des textes législatifs ou réglementaires.

Un mot encore, sur la façon dont Dupont-White, en général, tirait parti de ses sources. Dupont-White lisait beaucoup, mais prenait sans doute fort peu de notes. Il n'encomrait pas ses

ouvrages — ni son esprit — d'une vaine et lourde érudition, et ne multipliait pas les citations et les références. De chaque livre qu'il avait lu, de chaque personnage historique dont il avait étudié et médité la figure, de chaque texte législatif qu'il avait analysé, il retenait seulement un ou deux traits piquants, une ou deux formules frappantes, ou une anecdote, ou une idée qui lui paraissait neuve, originale et intéressante. Désormais le nom de tel auteur ou personnage historique était étroitement associé, dans sa pensée, aux quelques points qu'il en avait retenus. Ainsi Luther, c'était pour Dupont-White le novateur qui avait proclamé que « l'homme ne doit pas obéir à l'homme ». Dupont-White passait sa vie à se construire de semblables petits clichés, bien personnels, mais souvent reproduits. Voilà qui nous explique pourquoi notre index comporte parfois tant de références diverses pour une seule citation, ou une seule formule, relative au même auteur.

a) DEUXIÈME BUT DE CET INDEX : FACILITER L'UTILISATION
DE L'ŒUVRE DE DUPONT-WHITE.

L'œuvre de Dupont-White est extrêmement abondante. Un grand nombre de ses ouvrages sont rares et difficiles à trouver. Beaucoup de jugements originaux et intéressants sur des écrivains, des hommes publics, ou encore des mesures législatives, s'y trouvent parsemés; mais trop souvent ils sont noyés dans un texte long et parfois fastidieux. Nous avons pensé que cet Index pourrait faciliter grandement l'utilisation des œuvres de Dupont-White, en permettant à chacun de savoir immédiatement à quelle époque et dans quel écrit Dupont-White a parlé de tel personnage historique ou politique, ou de tel écrivain, ou de tel périodique, ou de tel texte de loi; à quel propos il en a parlé, et en substance ce qu'il en a dit.

c) TROISIÈME BUT : DRESSER UNE SORTE DE BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE
DES OUVRAGES LES PLUS EN VOGUE À L'ÉPOQUE DE DUPONT-WHITE.

Ceci n'est plus une fin que nous ayons délibérément poursuivie, mais un résultat auquel nous sommes parvenu par la force des choses.

Dupont-White, comme on peut s'en rendre compte en feuilletant les pages qui suivent, avait une culture extrêmement variée et extrêmement large. Sa bibliothèque était tout à fait encyclopédique. Son œuvre est parsemée de citations empruntées aux littératures latine et grecque. Il a lu sans doute, au cours de sa vie, presque autant d'ouvrages anglais que d'ouvrages français (1).

(1) Notons toutefois que, malgré sa connaissance parfaite de l'anglais, il lui arrivait, semble-t-il, de lire des ouvrages anglais dans des traductions. Ainsi pour Malthus. Cf. *infra*, chapitre II, et notre *index verbo MALTHUS*.

Tout l'intéressait : l'histoire, la politique, la philosophie politique, les récits de voyage, les descriptions des mœurs des pays lointains, l'histoire naturelle, l'économie politique, le droit, la philosophie, voire la théologie et l'apologétique... L'Index que nous publions ci-après contient une série de références à des ouvrages divers, correspondant à chacune des rubriques que nous venons d'énumérer.

En somme, en dressant le catalogue des lectures et des sympathies intellectuelles de Dupont-White, nous avons du même coup constitué une sorte de bibliographie générale des ouvrages les plus lus et les plus influents au cours de la période 1825-1875. C'est là un résultat indirect de notre travail, mais de ce point de vue aussi, nous espérons qu'il ne sera pas tout à fait inutile.

II. — Comment cet index a été conçu. — Indications sur la manière de s'en servir.

1° Cet Index renvoie à toutes les éditions (2) de tous les écrits de Dupont-White que nous connaissons (livres et articles);

2° Chaque fois que dans son œuvre, Dupont-White cite un nom propre de personne, ou une source anonyme; chaque fois qu'il fait une allusion (pour nous intelligible) (3) à un personnage historique ou politique, un auteur, un ouvrage, un article, un périodique, une école, un texte législatif ou réglementaire, cet Index en donne la référence, avec, le plus souvent — et dans tous les cas où cela nous a paru utile — l'indication des circonstances de la citation ou de l'allusion (Dupont-White a cité tel auteur à tel propos, pour appuyer ou au contraire pour combattre sa thèse, etc...);

Nous avons voulu que cet index fût — sauf quelques rares erreurs involontaires et inévitables — absolument complet. Ceci d'une part afin d'éviter tout choix arbitraire; d'autre part afin qu'on pût être assuré, lorsqu'un nom ne figure pas dans notre index, que ce nom n'a pas été cité, même incidemment, par Dupont-White, à aucun endroit de son œuvre. Ce souci nous a conduit à donner un assez grand nombre de références en soi complètement dénuées d'intérêt, ce dont nous nous excusons. Nous

(2) Les ouvrages de Dupont-White sont rares et difficiles à trouver. Si, lorsque Dupont-White a publié plusieurs fois le même texte (par exemple d'abord dans un article de revue, puis dans un livre; ou bien dans plusieurs éditions successives du même livre) nous nous étions contenté de donner une seule référence, l'édition à laquelle nous aurions renvoyé le lecteur n'eût peut-être pas été celle qu'il eût pu se procurer le plus facilement. C'est pourquoi — au risque d'alourdir notre Index en multipliant les références, nous avons voulu y faire figurer des renvois à toutes les éditions successives de chaque écrit de Dupont-White.

(3) Dupont-White, pour donner sans doute plus de piquant à sa prose, use et abuse des allusions. Certaines d'entre elles, qui certainement étaient transparentes pour les contemporains, sont devenues avec le recul des années de petites énigmes, que nous n'avons pas toujours pu résoudre.

nous sommes efforcés toutefois que par sa présentation typographique le présent index soit aussi peu touffu que possible, et que les sources véritables s'y détachent nettement, en particulier, de la multitude des noms de personnages historiques de seconde zone, que Dupont-White cite à foison — sans que l'on puisse dire, — certes! — qu'ils aient influencé sa pensée ou ses travaux.

3° Tous les noms d'auteurs et sources anonymes sont classés par ordre alphabétique. Les textes de lois français, anglais, américains, etc. (lois, acts, bills, ordonnances, etc.) ont été classés sous la rubrique « Législation »;

4° A l'intérieur de chaque rubrique, nous avons pris pour base de classement de nos références l'objet de la citation ou de l'allusion, c'est-à-dire que nous avons fait de nos références un classement logique par matières;

5° Quand Dupont-White a cité plusieurs fois au même propos et dans le même sens un auteur ou une source, nous avons classé nos diverses références dans l'ordre de la parution successive des écrits de Dupont-White auxquelles elles renvoient (4).

III. — Ce qu'est cet index et ce qu'il eût pu être...

L'Index ainsi conçu prête, nous le savons, à certaines critiques justifiées. Si nous avions à le faire de nouveau, il est probable que nous procéderions un peu autrement : nous renoncerions à donner — sans considérer le degré d'intérêt qu'elles présentent — toutes les références à toutes les citations et allusions de Dupont-White; nous entreprendrions de faire parmi elles un choix. Ayant ainsi allégé notre travail d'un bon nombre de références, nous pourrions en revanche développer davantage les commentaires, mieux situer chaque citation, et indiquer en quelques mots, à propos de chaque auteur important, la nature exacte de l'influence qu'il a exercée sur Dupont-White, ou des jugements que Dupont-White a portés sur lui (5). En somme, sous la forme d'un Index, nous ferions une étude approfondie et critique des principales sources de Dupont-White et des jugements par lui exprimés sur certains auteurs, certaines écoles, certains personnages historiques ou politiques, certains monuments législatifs, les plus importants... Voilà sans doute ce que nous ferions...

Mais à quoi bon regretter? Pouvions-nous, quand nous avons entrepris cet Index, discerner aussi clairement que nous faisons, aujourd'hui qu'il est terminé, la meilleure façon dont il pouvait être conçu?

(4) Il est possible qu'à ce point de vue nous ayons laissé subsister quelques erreurs; nous nous en excusons auprès du lecteur.

(5) Nous l'avons fait parfois dans le présent Index (Cf. par exemple la rubrique de BONALD), mais nous aurions pu développer davantage cet aspect de notre travail.

Ce travail que nous publions — pour être moins élaboré que celui que nous voudrions maintenant avoir fait — possède du moins le mérite d'être plus complet. Il est moins personnel, mais plus objectif. Il ne contient guère d'idées et ne mérite pas d'être lu; mais en le consultant on pourra trouver immédiatement la liste exhaustive de tous les passages où Dupont-White a parlé d'un auteur ou d'un personnage donné.

Il constituera donc sans doute, pour quelques-uns, un utile instrument pratique.

Puissent ces avantages, — maigres consolations dont nous berçons des regrets devenus vains, — nous valoir quelque indulgence de la part du lecteur.

Caen, 8 août 1935.

INDICATIONS SUR LA PRESENTATION

TYPOGRAPHIQUE DU PRESENT INDEX

Répartition des noms cités en quatre catégories.

La première catégorie (rubriques en capitales grasses, exemple : **RICARDO**) comprend les noms d'écrivains qui, en eux-mêmes ou par l'influence qu'ils ont exercée sur la pensée de Dupont-White, nous paraissent présenter une importance particulière.

La seconde catégorie (rubriques en minuscules grasses, exemple : **Audiffret**) comprend les sources secondaires et principalement documentaires des ouvrages de Dupont-White.

La troisième catégorie (rubriques en grandes capitales, exemple : **LOUIS XIV**) comprend les personnages historiques les plus importants, ceux dont la figure a frappé Dupont-White et a inspiré sa doctrine.

La quatrième catégorie (rubriques en petites capitales, exemple : **ALCIBIADE**) comprend les noms que nous ne citons que pour être complets, que Dupont-White ne mentionne qu'à titre souvent discursif et littéraire.

Titres d'ouvrages.

Les titres en PETITES CAPITALES sont ceux des ouvrages de Dupont-White. Ils sont ordinairement abrégés. (Se reporter à la Table d'Abbreviations, supra p. 00.)

Les titres en *italiques* sont ceux des ouvrages d'auteurs auxquels Dupont-White se réfère. Tous les titres de Revues sont en *italiques*.

Citations.

Toutes les citations sont placées entre guillemets.

Les citations en *italiques* sans autre indication d'origine sont de l'auteur auquel Dupont-White se réfère.

Les citations en romain sont de Dupont-White.

Abréviations.

Les abréviations utilisées dans le présent Index sont celles indiquées dans la Table alphabétique d'Abréviations qui figure au début de ce volume (supra, p. 00).

Références.

Deux références séparées par un point et virgule renvoient à deux éditions successives d'un même texte de Dupont-White. Deux références séparées par un tiret (—) renvoient à deux textes différents.

N. B. — Certaines références au manuscrit de Dupont-White sur les Profits et Salaires ne sont qu'approximatives. Nous nous en excusons; mais il nous est impossible de procéder à de nouvelles vérifications.

INDEX GENERAL

DES SOURCES ET DES NOMS PROPRES

DE PERSONNES CITES PAR DUPONT-WHITE

DANS SES OUVRAGES

N.-B. — Nous tenons ici à remercier d'une façon toute particulière M. Maurice TOUTAIN, qui nous a apporté, pour la confection du présent Index, une collaboration intelligente, affectueuse, et extrêmement précieuse

ABEILARD (*sic*) : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 240; 2^e éd., p. 238; 3^e éd., p. 236.

ABRAHAM (le patriarche) : Gouv. REPR. in *Dr Mondes*, 1/11/1861, p. 199; INTROD. Gouv. REPR., 1^{re} éd., p. XXX; 2^e éd., p. XXV; 3^e éd., p. XXV. — Simple chamieller : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 319; 2^e éd., p. 321; 3^e éd., p. 307.

Académie de Châlons-sur-Marne :

Reçut 77 Mémoires à la fin du XVIII^e siècle pour un concours qu'elle avait ouvert sur l'extinction de la mendicité: RÔLE ET LIB., in CORRESP., 1/1866, p. 189; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 13; LIB. PRESSE, p. 11.

Académie des Sciences Morales :

Compte rendu des séances: TRAV. ET CAP., p. 435. — Texte d'un sujet de concours pour 1855: (contre l'idée de l'Etat-éd., p. 278 (Passage manque Providence): IND. ET ET., 1^{re} dans 2^e et 3^e éd.). — Voyez Verbis Villermé, Passy.

Addison :

Influence sur lui du classicisme français: IND. ET ET. 1^{re} éd., p. 332; 2^e éd., p. 334; 3^e éd., p. 319.

AGAMEMNON : Le plus riche des Grecs au témoignage de Thucydide : (Dupont - White fait d'Agamemnon le symbole de l'union séculaire de la richesse et du pouvoir de la Propriété et de la Souveraineté) RÉP. CONS., p. 38; POL. ACT., p. 167; — RÉFL. OPT., p. 70; POL. ACT., p. 267.

Agassiz :

Enseigne que les animaux actuels, à l'état embryonnaire, reproduisent les animaux fossiles à l'état adulte et parfait: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 203; 2^e éd., p. 204; 3^e éd., p. 194.

AGRICOLA: Tacite espère le revoir dans l'autre monde: GRANDE QUEST. in *Critique religieuse*, 4/1878, p. 33.

Aguesseau (d') :

Historien de son père: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 310; 2^e éd., p. 307; 3^e éd., p. 305.

AIGUILLON (Duc d') : Indigne de la charge qu'il obtint : RÉP. OU MON., p. 7; POL. ACT., p. 6. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 207; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 31; LIB. PRESSE, p. 31.

A-Kempis :

Philosophe: POSIT., in *Dr Mondes*, 15/2/1865, p. 871; POSIT., BROCH., p. 39; MÉL. PHIL., p. 277.

AKHBAR : Despote: RÉP. OU MON., LIB., 1^{re} éd., p. xvii; 2^e éd., p. 14; POL. ACT., p. 14. — PRÉF. p. 17; 3^e éd., p. 33.

ALARIC (Chef des Goths) : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 331, n.; 2^e éd., p. 336, n.; 3^e éd., p. 321, n. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xxxv; 2^e éd., p. 35; 3^e éd., p. 51.

ALCIBIADE : Avait le don de plaire partout: ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 15/3/1862, p. 878; LIB. POL., p. 88.

ALEMBERT (D') :

Auteur de la *Préface de l'Encyclopédie*, « un morceau qui passait dans son temps pour magistral et achevé »: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 348; MÉL. PHIL., p. 32. — *Ibid.*: Croit que les anciens avaient pressenti la gravitation: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. iii; 3^e éd., p. iii. — POSIT. in *Dr Mondes*, 15/2/1865, p. 877; POSIT., BROCH., p. 45; MÉL. PHIL., p. 287. — *Même ouvrage*: STEFF. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1111; Tiré à part, p. 6.

ALENÇON (Duc d') : Parrain de Louis XI, qui lui fit grâce de trois condamnations capitales: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 205. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 213; 2^e éd., p. 213; 3^e éd., p. 210.

ALENÇON (Maison d') : Fondée par Charles de Valois, frère de Philippe-le-Bel; son rôle sous Louis XI: CENTRALISATION, 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199.

ALEXANDRE DE MACEDOINE :

IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 227; 2^e éd., p. 226; 3^e éd., p. 216. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xxxv; 2^e éd., p. 35; 3^e éd., p. 51. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 139; CONSTIT., BROCH., p. 21; POL. ACT., p. 90. — Divers: LIBRE ÉCH., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 233.

ALEXANDRE DE RUSSIE :

« Un bon tyran est un accident heureux »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 313; 2^e éd., p. 310; 3^e éd., p. 308. — GOUV. REPR., in *Deur-Mondes*, 1/11/1861, p. 191; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xiii; 2^e éd., p. viii. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 194; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 18; LIB. PRESSE, p. 17. — PROGR. POL., p. 242.

D'après Châteaubriand :

« Entendait les pas du siècle à travers les steppes de la Russie »: IND. ET ET., 1^{re} édition, page 31; 2^e édition, p. 31; 3^e éd., p. 28. — Émancipation des serfs: PERSP. POL., in *Rev. Fr.*, 1/1/79, p. 77. — Selon un correspondant de Fouché à Saint-Petersbourg : « S'avancait précédé des assassins de son grand-père, suivi des assassins de son père et entouré des siens »: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 51; 2^e éd., p. 51; 3^e éd., p. 47.

Alfieri :

« La plante-homme » (Dupont-White semble beaucoup admirer cette expression). PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. lxi; 3^e éd., p. lvi. — RÉP. OU MON., p. 15; POL. ACT., p. 15. — Tragédie des *Spazzi*: « Les grandes vengeances sont filles d'un grand silence »: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 333; LIB. PRESSE, p. 67. — Ses *Mémoires* (sur Louis XV): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 226; 2^e éd., p. 225; 3^e éd., p. 223.

ALPHONSE VI, roi de Castille et du Léon au XI^e siècle : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 334 n.; 2^e éd., p. 336 n.; 3^e éd., p. 321 n.

AMBERLEY (Lord) : Rationaliste : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*,

15/5/1877, p. 263; MÉL. PHIL., p. 188.

AMELOT, Ministre de Louis XIV, parvenu de l'industrie : TRAV. ET CAP., p. 327.

Ampère :

Récits et Souvenirs: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 152, n.; 2^e éd., p. 152, n.; 3^e éd., p. 145, n.

Analyse des vœux des Conseils Généraux :

Pendant les sessions de 1857 et 1858. — Sur l'administration des communaux: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 63, n.; 2^e éd., p. 63, n.; 3^e éd., p. 63, n.

ANAXAGORE :

« *Au commencement les choses étaient ensemble; l'esprit les divisa et les arrangea* »: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 208; 2^e éd., p. 209; 3^e éd., p. 199. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 337; MÉL. PHIL., p. 16. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 735; MÉL. PHIL., p. 126. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 260; MÉL. PHIL., p. 184. — Révélateur du monothéisme: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 420; MÉD. PHIL., p. 356. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 780; MÉL. PHIL., p. 370. — Pratique le doute: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 275; MÉL. PHIL., p. 208.

ANCILLON :

Essai de Politique et de Philosophie, p. 61. Exalte la presse, seul organe de représentation de l'opinion: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 224, n.; 2^e éd., p. 224 n.; 3^e éd., p. 214, n. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 305; LIB. PRESSE, p. 36.

ANCRE (Maréchal d') :

Victime de l'absolutisme. PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XLII; 3^e éd., p. XXXIX. RÉFL. OPT., p.

74; POL. ACT., p. 273. — CONSTIT., in *Rev. Bril.*, 1/1872, p. 152; CONSTIT., BROCH., p. 34; POL. ACT., p. 112. — Prétexte d'une prise d'armes des grands du royaume. IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 20; 2^e éd., p. 20; 3^e éd., p. 18.

André (le Père) :

Hierarchie des sens: PROGR. POL., p. 201.

ANGEVILLE (Comte d') :

Essai sur la statistique. Influence déplorable du développement de l'industrie sur la longévité: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 270, 271 et 273.

ANJOU (Duc d') :

Sa mort, sous Henri III, laisse sans appui les provinces unies: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 220; 2^e éd., p. 223; 3^e éd., p. 220. — Droits et Dev., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 426; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 58.

ANJOU (Maison d') :

Son rôle sous Louis XI: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199.

Annales de la Charité :

« Recueil peu suspect d'utoopies » : IMPÔT DU SEL, p. 86, n.

ANNE D'AUTRICHE: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 217; 2^e éd., p. 217; 3^e éd., p. 214.

ANNUAIRE DE L'ECONOMIE POLITIQUE (1845, p. 183) :

Chiffres des placements ouvriers dans les Caisses d'Épargne: TRAV. ET CAP., p. 335.

ANNUAIRE DU BUREAU DES LONGITUDES :

Rapport des mesures anglaises de blé aux mesures françaises: PROF. ET SAL., TRAV. ET CAP., p. 179.

ANNUAL REGISTER :

Fondé par Burke: LIB. POL., p. 9. — Statistique des bourgs anglais en 1835:

ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 303; LIB. POL., p. 33. — Travaux préparatoires à l'acte municipal de 1835: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 310; LIB. POL., p. 45. — CENTRAL., PIÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{re} éd., p. 367; 2^e éd., p. 365; 3^e éd., p. 359.

ANONYME:

Achèvement du réseau des Chemins de fer; organisation financière et industrielle des travaux d'utilité publique: INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. v, p. 397 sqq.

ANTOINE (SAINT): Tentation: POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 877; POSIT., BROCH., p. 45; MÉL. PHIL., p. 287.

ARANDA (D^r): Réformateur au XVIII^e siècle: Se rencontra avec les idées des Encyclopédistes: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. v; 3^e éd., p. v.

ARCHIMEDE: Le cri d'Archimède: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 185; 2^e éd., p. 184; 3^e éd., p. 183.

Arioste (L'):

Auteur du « Roland furieux »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 190; 2^e éd., p. 190; 3^e éd., p. 188. — POSIT. in *Dx-Mondes*, 15/2/65, p. 876; POSIT. BROCH., p. 44; MÉL. PHIL., p. 285.

ARISTIDE: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 323; 2^e éd., p. 325; 3^e éd., p. 311. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 179; 2^e éd., p. 178; 3^e éd., p. 177.

ARISTOPHANE:

Bien qu'il reconnaisse en lui un « monstre d'obscénité... » (CENTRAL., 1^{re} éd., p. 139; 2^e éd., p. 139; 3^e éd., p. 139.) — ...Dupont-White admire le grand comique qui s'est fait juge de ses contemporains. IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 345; MÉL. PHIL., p. 29. — ...s'est moqué de Cléon (RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 310; LIB. PRESSE, p. 42. — RÉFL. OPT., p. 53;

POL. ACT., p. 247). — ...a raillé la démocratie athénienne... (RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 311; LIB. PRESSE, p. 43.) — ...laquelle du reste était la première à le tolérer en souriant... (SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1111; TIRÉ A PART, p. 6.) — L'influence politique du théâtre d'Aristophane, lequel était peut-être ami de Platon... (CENTRAL., 1^{re} éd., p. 331; 2^e éd., p. 329; 3^e éd., p. 325.) — ...paraît importante à Dupont-White. (IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 224; 2^e éd., p. 224; 3^e éd., p. 213.) — Divers: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 336; MÉL. PHIL., p. 15.

ARISTOTE:

« La loi, c'est l'intelligence sans la passion »: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 307; 2^e éd., p. 309; 3^e éd., p. 294. — CENTRAL., 2^e éd., p. vi; 3^e éd., p. vi. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 7; 2^e éd., p. 7; 3^e éd., p. 7. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 194; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 18; LIB. PRESSE, p. 17. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 166; BANQUES, BROCH., p. 19. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/5/1872, p. 521; TIRÉ A PART, p. 22. — RÉFL. OPT., p. 3; POL. ACT., p. 188. — « L'homme animal sociable »: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 391. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1115; TIRÉ A PART, p. 10. — RÉFL. OPT., p. 95; POL. ACT., p. 298. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 572; POSIT., BROCH., p. 33; MÉL. PHIL., p. 264. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 3/1876, p. 658; MÉL.,

PHIL., p. 45. — L'homme n'est ni Dieu ni bête pour se suffire à lui-même: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 169; 2^e éd., p. 169; 3^e éd., p. 161. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 141; 2^e éd., p. 141; 3^e éd., p. 141. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 331; MÉL. PHIL., p. 6. — Sa position sur l'esclavage. En progrès sur Platon, Aristote éprouve le besoin de le justifier: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 117; 2^e éd., p. 117; 3^e éd., p. 112. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XXVI; 3^e éd., p. XXV. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/2/1863, p. 591; LIB. POL., p. 283. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 575; POSIT., BROCH., p. 35; MÉL. PH., p. 269. — RÉFL. OPT., p. 32; POL. ACT., p. 222. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 790 MÉL. PHIL., p. 386. — « Aristote, s'il avait soupçonné le droit des esclaves, eût philosophé tout autrement »: RÉFL. OPT., p. 89; POL. ACT., p. 291. — Ne met pas en doute la capacité du citoyen. SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/5/1872, p. 526; TIRÉ A PART, p. 27. — RÉFL. OPT., p. 89; POL. ACT., p. 290. — « Les frais du culte divin sont une charge commune de la cité »: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 392. — La propriété, organe de la vie: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 322; 2^e éd., p. 324; 3^e éd., p. 309. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 301; 2^e éd., p. 298; 3^e éd., p. 296. — Aristote considère Anaxagore comme l'inventeur du monothéisme: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 420; MÉL. PHIL., p. 356. — MATÉR. ET SPI-

RIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 780; MÉL. PHIL., p. 370. — Divers: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 227; 2^e éd., p. 227; 3^e éd., p. 216. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 319; 2^e éd., p. 321; 3^e éd., p. 307; — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 329; 2^e éd., p. 331; 3^e éd., p. 316. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 239; 2^e éd., p. 237; 3^e éd., p. 235. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 241; 2^e éd., p. 239; 3^e éd., p. 237. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1 1867, p. 360; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 9; 2^e éd., p. 10. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 758; MÉL. PHIL., p. 163. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 256; MÉL. PHIL., p. 178. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 345; MÉL. PHIL., p. 29. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 352; MÉL. PHIL., p. 40.

ARKWRIGHT:

Inventeur du moulin à filer le coton, en 1780. Cette invention, avec celle de Watt, est à l'origine de la prospérité commerciale anglaise et de la révolution industrielle européenne: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 110. — PROF. ET SAL., TRAV. ET CAP., p. 146, n. — TRAV. ET CAP., p. 298. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LIX; 3^e éd., p. LV. — INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 401. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 450; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 69; 2^e éd., p. 93.

ARMAGNAC (ISABELLE D') : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 205.

ARMAGNAC (JEAN V, comte d') : Voulut épouser sa sœur Isabelle: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 205.

Arnaud (Antoine):

Logique de Port-Royal: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, fév. 1866, p. 315; LIB. PRESSE, p. 47,

Arrêt du Conseil du 25/1/1789
relatif à l'élection des États
Généraux :

DROIT ET DEV., in *Rev. cont.*,
15/2/1867, p. 446; *EQUIL. EUR.*,
1^{re} éd., p. 64; 2^e éd., p. 87.

Arrêté des Consuls du 28 nivôse
an VIII :

Voyez verbo *Législation fran-*
çaise.

Arsace :

Cité par Montesquieu : « *De cor-*
rection en correction d'abus, au
lieu de rectifier les choses, on
parvient à les anéantir. »

RÔLE ET LIB., in *Corresp.*,
2/1866, p. 331; LIB. PRESSE, p.
65.

ASSAS (CHEVALIER D') : PHIL. ANGL.,
in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p.
789; MÉL. PHIL., p. 165.

ATTILA : GOUV. REPR., in *Dr*
Mondes, 1/11/1861, p. 199;
INTROD. GOUV., REPR., 1^{re} éd.,
p. xxxii; 2^e éd., p. xxvi; 3^e
éd., p. xxvi. — LIB. POL., p.
282. (Ce passage manque dans
ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*,
1/2/1863).

Aubigné (d') :

A-t-il inventé la lettre du vi-
comte d'Orthès? RÉFL. OPT., p.
39; POL. ACT., p. 230.

AUCOC :

Traité des Sections de Com-
munes: CENTRAL., 1^{re} éd., p.
97, n.; 2^e éd., p. 97, n.
3^e éd., p. 97, n. — LIB. POL.,
p. 213 (Passage manque
ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*,
1/12/1862.) — PROGR. POL.,
p. 179. — Divers: ADMIN.
LOC., in *Dr Mondes*, 1/5/
1863, p. 187 (Manque in
LIB. POL.).

AUDIFFRET (Marquis d') :

Système financier de la Fran-
ce. Il faut conserver l'im-
pôt indirect pour des rai-
sons de nécessité: IMPÔT DU
SEL, p. 4. — Problème
de l'assiette d'une contri-
bution mobilière: IMPÔT DU
SEL, p. 62. — Contre
l'impôt du sel et de l'oc-
croi: IMPÔT DU SEL, p. 76.

— Publie le Rapport au
Roi, du 15 mars 1830, qui
envisageait la suppression
des droits sur les boissons:
IMPÔT DU SEL, p. 86 n. —
Analyse du taux de l'intérêt
des prêts hypothécaires:
CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*,
1851, t. VIII, p. 94. —
Sur le contrôle administra-
tif de la comptabilité pu-
blique. RÔLE ET LIB., in
Corresp. 1/1866, p. 299;
RÔLE ET LIB., BROCH., p. 23;
LIB. PRESSE, p. 22.

AUGUSTE (Empereur romain) :

Malgré ses origines révolution-
naires, a fondé une dynastie :
MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*,
7/1875, p. 25. — Monarque
dissolu, fit des lois d'une mo-
rale exemplaire: IND. ET ET.,
1^{re} éd., p. 172; 2^e éd., p. 172;
3^e éd., p. 164. — PHIL.
ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/
1877, p. 746; MÉL. PHIL., p.
143. — Le siècle d'Auguste:
TRAV. ET CAP., p. 91. — IND.
ET ET., 1^{re} éd., p. 326; 2^e éd.,
p. 323; 3^e éd., p. 308. —
Droits et Dev., in *Rev. cont.*,
31/1/1867, p. 264; *EQUIL. EUR.*,
1^{re} éd., p. 13; 2^e éd., p. 16. —
CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872,
p. 152; CONSTIT., BROCH., p. 34;
POL. ACT., p. 111. — RÉFL.
OPT., p. 11; POL. ACT. p. 197.
— IMPUISS. POL., in *Rev. de*
Fr., 5/1876, p. 421; MÉL. PHIL.,
p. 66. — IMPUISS. POL., in *Rev.*
de Fr., p. 438 et 440; MÉL.
PHIL., p. 93 et 97.

Augustin (Saint) :

PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*,
15/4/1877, p. 758; MÉL. PHIL.,
p. 163. — MAT. ET SPIRIT.,
in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 399;
MÉL. PHIL., p. 321.

AVAUX (D') : négociateur du xvii^e
siècle: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 318;
2^e éd., p. 315; 3^e éd., p. 312.

AURELIEN (Empereur romain):
Donna la Dacie à cultiver aux
Goths: IND. ET ET., 1^{re} éd., p.
118; 2^e éd., p. 118; 3^e éd., p.
113.

Babœuf :

« Galilée a moins d'inconvé-

nient, je suppose, que Bachelard »: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xxx; 2^e éd., p. 30; 3^e éd., p. 47.

BACON (Roger) :

Apporte les conditions d'une foi nouvelle: PHIL. ANGL., *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 734; MÉL. PHIL., p. 124. — Professe le doute. PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 275; MÉL. PHIL., p. 208. — Remplace la Révélation et la Tradition par la Raison et l'Expérience: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 381. — Posit., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 557; POSIT., BROCH., p. 17; MÉL. PHIL., p. 236.

— Mais, d'après Cuvier, son *opus majus* est encore un ouvrage de moine: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 73; 2^e éd., p. 73; 3^e éd., p. 69. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 781; MÉL. PHIL., p. 372. — Il ignorerait la physiologie: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 405; MÉL. PHIL., p. 330. — Ce qu'il appelle « *Axiomata media* »: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 428; MÉL. PHIL., p. 77. — Divers: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 238; 2^e éd., p. 236; 3^e éd., p. 234. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LVII; 2^e éd., p. 57; 3^e éd., p. 72. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 159; BANQUES, BROCH., p.

BAGEHOT :

Théorie scientifique du développement des nations. Étude de ce livre par Dupont-White: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, pp. 740 sqq.; MÉL. PHIL., p. 133 et 134. — Le progrès requiert une certaine fixité: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 422; MÉL. PHIL., p. 68. — Procède

d'Auguste Comte: MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 1.

BAIN :

Associationniste matérialiste: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 737; MÉL. PHIL., p. 129. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 798; MÉL. PHIL., p. 400.

Baines :

Le nombre des ouvriers employés dans l'industrie du coton en Angleterre s'est accru depuis l'introduction des machines: TRAV. ET CAP., p. 298.

BALAAM : Ravissement de Balaam. ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 624; LIB. POL., p. 181.

Balzac :

SUPÉR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1121; TIRÉ A PART, p. 16.

Barante (De) :

Contre la centralisation: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/2/1863, p. 570; LIB. POL., p. 248.

Barchou de Penhoen :

Dans chaque espèce, le fœtus reproduit tout le développement de l'animalité inférieure: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 203; 2^e éd., p. 204, n.; 3^e éd., p. 194, n.

Barillon :

Suppression des Octrois, Frais de perception des Octrois: IMPÔT DU SEL, p. 79.

Barnave :

Lors de la discussion du décret du 4 décembre 1790, voulait imposer les rentes: IMPÔT DU SEL, p. 50.

BARROT (Odilon) :

De la Centralisation et de ses effets: Dupont-White, tout en combattant les opinions, qualifie ce livre d'« écrit lumineux et substantiel »: AV. PROP. LIB., 2^e éd., p. XVII; 3^e éd., p. XIII. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*,

1/2/1863, p. 570; *Lib. Pol.*, p. 248. — Stuart Mill rendit compte de cet ouvrage d'Odilon Barrot, en même temps que de ceux de Dupont-White, dans la *Revue d'Edimbourg* (cf. notre Bibliogr. n° 296).

Barthélemy-Saint-Hilaire :

Traducteur d'Aristote : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 322, n.; 2^e éd., p. 324, n.; 3^e éd., p. 319, n.

BASTIAT (Frédéric) :

Au lendemain même de la mort de Bastiat, Dupont-White fit paraître un compte rendu des *Harmonies économiques* dans *La Liberté de Penser*, 1851, t. VII, p. 467 à 473. (Bibliogr. n° 12). Voir l'analyse que nous donnons de cet article, chapitre III, section IV. — Dans la suite de son œuvre Dupont-White continue à faire de Bastiat le prototype de l'individualisme qu'il combat. Dupont-White voit en Bastiat « l'interprète le plus éminent des individualistes » et reconnaît que, dans les *Harmonies économiques*, il développe l'idée que l'Etat ne doit intervenir que dans les limites de la légitime défense « avec une ardeur de conviction et des ressources d'esprit peu communes » : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 168; 2^e éd., p. 168; 3^e éd., p. 160. — Dans la question de la définition des limites des droits de l'Etat, il considère que Bastiat est « le seul qui ait pénétré dans la philosophie du sujet » : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 312; 2^e éd., p. 314; 3^e éd., p. 299. — « Les grandes tendances sociales sont harmoniques, etc. » : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 287; 2^e éd., p. 289; 3^e

éd., p. 276. — Il l'appelle : « Feu mon ami M. Frédéric Bastiat », en citant cette phrase de lui, dont il tire immédiatement le parti qu'on devine : « Le socialisme est entré dans le monde le jour qu'on y a fait des hôpitaux et des hospices » : *PROGR. POL.*, p. 319.

Baudeau (Abbé) :

Idées d'un citoyen sur les besoins, les droits et les devoirs des vrais pauvres, pp. 105, 106 et 113. Raconte comment Mazarin érigea en bénéfice l'hôpital d'Aubrac : *ETUDE SUR L'IMPÔT*, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 637.

Baudry :

Introduction aux Mémoires de l'intendant Foucault : *Lib. Pol.*, p. 226 (Passage manque *ADMIN. LOC.*, in *Dr-Mondes*, 1/12/1862, p. 226. — *Lib. Pol.*, p. 302 (Manque *ADMIN. LOC.*, in *Dr-Mondes*, 1/5/1863). — *ADM. LOC.*, in *Dr-Mondes*, 1/5/1863, p. 193 (Manque *Lib. Pol.*).

Bautain (Abbé) :

Morale de l'Evangile, p. 168. Dupont-White en cite une phrase, dont il donne une interprétation pour le moins douteuse : il prétend que cet abbé ne nie pas la pluralité des révélations : *IND. ET ET.*, 1^{re} édit., p. 323 note; 2^e édit., p. 327 note; 3^e édit., p. 313 note

BAZIN :

Histoire de Louis XIII : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 22; 2^e éd., p. 23; 3^e éd., p. 19. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 39; 2^e éd., p. 39; 3^e éd., p. 36. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 107; 2^e éd., p. 106; 3^e éd., p. 102. — *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 13, n.; 2^e éd., p. 13, n.; 3^e éd., p. 13, n.

BAYLE :

« Un des pères de la tolérance religieuse » : *IMPUISS.*

POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 348; MÉL. PHIL., p. 34.

BEAUJEU (Anne de) :

Fille de Louis XI et régente. CENTRAL., 1^{re} éd., p. 206; 2^e éd., p. 206; 3^e éd., p. 204. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 217; 2^e éd., p. 217; 3^e éd., p. 215.

Beaumanoir :

Sociétés taiseibles: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 46; 2^e éd., p. 46; 3^e éd., p. 43. — « Qu'on se figure Beaumanoir réapparaissant au xvi^e siècle... ». IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 205; 2^e éd., p. 206; 3^e éd., p. 196. — Rapporte la formule du duel judiciaire: « Votre jugement est faux, et je le ferai tel par gage de bataille »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 21; 2^e éd., p. 21; 3^e éd., p. 21.

Beaumarchais :

« Aux qualités que vous demandez dans un laquais, connaissez-vous beaucoup de maîtres qui fussent dignes d'être valets? »: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 388. — Le ridicule est une logique: celle de la démonstration par l'absurde: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 315; LIB. PRESSE, p. 48.

BEAUMONT (Gustave de) :

L'Irlande sociale, politique et religieuse, 3^e éd., 1839; CENTRAL., 1^{re} éd., p. 124; 2^e éd., p. 124; 3^e éd., p. 124. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 342; 2^e éd., p. 339; 3^e éd., p. 335. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 147; CONSTIT., BROCH., p. 29; POL. ACT., p. 102. — L'aliénation foncière en Angleterre: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 324; 2^e éd., p. 321; 3^e éd., p. 318.

BECKET (Thomas) :

Assassiné sur l'ordre de Henri II. IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 199; 2^e éd., p. 200; 3^e éd., p. 190.

Bell (Benjamin) :

De la Disette, p. 146. La France ne pourrait trouver en Europe

de quoi suppléer, et dans sa marine de quoi transporter un huitième de sa consommation de blé qui serait en déficit: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 207.

BELLE-ISLE, Ministre au xviii^e siècle: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 318; 2^e éd., p. 314; 3^e éd., p. 312. — Sa mort héroïque: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 226; 2^e éd., p. 225; 3^e éd., p. 223.

BENJAMIN CONSTANT :

Libéral en 1815: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 442; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 61; 2^e éd., p. 81.

BENTHAM.

Des Sophismes du Pouvoir : POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC GARNIER, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 308.

— *Traité de législation civile et pénale.* « Toute loi est un mal car toute loi est une infraction à la liberté. »: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 313; 2^e éd., p. 315; 3^e éd., p. 300. — Dupont-White l'accuse d'appliquer systématiquement un principe unique: IND. ET ETAT., 1^{re} éd., p. 260; 2^e éd., p. 259; 3^e éd., p. 247.

— « Sous l'idolâtrie de l'utile, dégénère en sophiste »: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 184; 2^e éd., p. 184; 3^e éd., p. 175. — Locke conduit à Bentham: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 752; MÉL. PHIL., p. 153. — Influence de Bentham sur les Saint-Simoniens, leur productivisme et leur industrialisme: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 14. — Sur Buckle: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 742; MÉL. PHIL., p. 137. — Sur Stuart Mill: GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 207; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. L; 2^e éd., p. XLIII; 3^e éd., p. XLI. —

Mais Stuart Mill s'en détacha: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 141; 2^e éd., p. 141; 3^e éd., p. 134. — Il proposa une loi pour punir, dans certains cas, la non-pres-tation du service charita-ble: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 78; 2^e éd., p. 78; 3^e éd., p. 75. — Divers. PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. IX^{3e} éd., p. IX. — ADMIN. LOC., in *Dr. Mondes*, 1/2/1863, p. 577; LIB. POL., p. 261. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 876.

Bérenger (de la Drôme):

De la Répression pénale. T. II, p. 140, p. 170 sqq.; Influence de la richesse, de l'âge, de la saison et du climat sur la criminalité: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 214 n.; 2^e éd., p. 215 n.; 3^e éd., p. 204 n. — *Idem*, tome I, p. 41: Rôle du surintendant général des prisons en Angleterre: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 39, n.; 2^e éd., p. 39 n.; 3^e éd., p. 39 n.

Bérenger (De):

Soultint à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, contre l'opinion d'Hippolyte Passy, que la propriété se faisait de plus en plus morcelée: LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 72.

BERNARD (Samuel):

Parvenu de l'industrie, « choyé par Louis XIV »: TRAV. ET CAP., p. 323. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 279 (Passage man-que dans 2^e et 3^e éd.).

Bernardin de Saint-Pierre:

Avec Rousseau, « a révélé le pit-toresque dans la nature et les affections »: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XLII; 3^e éd., p. XXXIV.

BERNSTORFF:

Ministre du roi Christian VII de Danemark. PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. IV; 3^e éd., p. IV.

BERRYER: LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.

BERTAULD:

Philosophie de l'Histoire de France. — *Liberté civile*. Dupont - White distribue les éloges à « cet intéres-sant juriste qui mêle les affaires et l'enseignement à la science ». Il loue son « mérite littéraire » et sa « courtoisie d'écrivain » — sans doute en remercie-ment pour la place que Bertauld avait accordée aux doctrines de notre écono-miste dans sa *Liberté ci-vile* (cf. Bibliogr., n° , p.). Echange de bons procédés: AV-PROP. LIB., 2^e éd., p. XVI; 3^e éd., p. XII.

BERTIN: Parvenu de l'industrie, ministre au XVIII^e siècle: TRAV. ET CAP., p. 327.

Beugnot:

Mémoires: PROG. POL., p. 56.

Bezerval (Baron de):

Mémoires. Fut arrêté en 1789: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 188; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 12; LIB. PRESSE, p. 11.

Bichat:

« Fondateur de la physiologie ». MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 405; MÉL. PHIL., p. 331. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 783; MÉL. PHIL., p. 375.

BIGARME: Secrétaire général des travaux publics sous la mo-narchie de Juillet: CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 95.

BIGNON (Jérôme):

Histoire de France. Anecdote sur Alexandre 1^{er} de Rus-sie: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 51; 2^e éd., p. 51; 3^e éd., p. 47. — La loi salique était écrite « ès oeuvres des Fran-çais »: ADMIN. LOC., in *Dr. Mondes*, 1/5/1863, p. 172; LIB. POL., p. 296. — L'Al-le-magne livrée à « la lèpre des cours et des chambel-lanies »: ADMIN. LOC., in

Dx-Mondes, 1/2/1863, p. 574; *LIB. POL.*, p. 255. — *DROITS ET DEV.*, in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 269; *EQUIL. EUR.*, 1^{er} éd., p. 18; 2^e éd., p. 23.

Billaudel :

Moniteur, 16/6/1839. Documentation sur le recrutement militaire et la dégénérescence des classes ouvrières : *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 274.

Biot (Edmond) :

Article sur la condition des esclaves et des serviteurs gagés en Chine, in *Journal Asiatique*, 3/1837, t. III, p. 279; *IND. ET ER.*, 1^{re} éd., p. 117; 2^e éd., p. 117; 3^e éd., p. 112.

BISMARCK :

Appelle les révolutions françaises du XIX^e siècle, « une suite d'apoplexies » : *POL. ACT.*, *Préf.* p. xiv.

Blair :

Trésorier de la Banque d'Ecosse. Affirme que chaque billet de banque rentre tous les dix ou douze jours à la banque qui l'a émis : *BANQUES*, in *Corresp.*, 9/1866, p. 159; *BANQUES, BROCH.*, p. 12.

Blakstone :

Commentaires: *CENTRAL.*, 1^{er} éd., p. 268; 2^e éd., p. 258; 3^e éd., p. 256.

BLANC (Louis) :

Dupont-White ne cite de lui que son livre: *De l'organisation du Travail*. — Dupont-White rapproche le métayage des ateliers sociaux: *TRAV. ET CAP.*, p. 319. — Dupont-White considère les ateliers sociaux comme un remède insuffisant : ils défendent le salaire contre le patron, mais non contre le monopole du propriétaire foncier, non contre la propre intempérance reproductive des ouvriers : « Tel est le vice d'une conception ingénieuse entre toutes » : *INTERV. ET.*, in *Journ. des*

Ec., 1/1846, p. 146; *TRAV. ET CAP.*, p. 394. — Louis Blanc étend à l'excès les attributions de l'Etat dans le domaine économique: *IND. ET ER.*, 1^{re} éd., p. 294; 2^e éd., p. 296; 3^e éd., p. 283. — Personne ne réclame plus le droit au travail et les ateliers sociaux: *PERS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 65.

BLANQUI (Jérôme-Adolphe) :

Frère d'Auguste Blanqui le révolutionnaire. Dans son *Histoire de l'Economie politique*, t. II, p. 153, cite la fameuse phrase de Malthus : « *Au grand banquet de la nature...* » : *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 111, n. — *POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER*, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 308. — *Idem*, p. 151: Raconte comment Malthus fut amené à écrire l'*Essai sur le principe de la Population*: *POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER*, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 307. — Discours à la première séance de l'Association pour la Liberté des Echanges: *IMPÔT DU SEL*, p. 74.. — « La monnaie est une voiture toujours louée » : *BANQUES*, in *Corresp.*, 9/1866, p. 159; *BANQUES, BROCH.*, p. 12.

Board of Health act (du 31 août 1845) :

Voyez verbo *Législation anglaise*. *BOCCACE*: *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 2/1866, p. 326; *LIB. PRESSE*, p. 70.

BODIN :

Précurseur de la théorie des climats, de Montesquieu: *IND. ET ER.*, 1^{re} éd., p. 322 n.; 2^e éd., p. 324 n.; 3^e éd., p. 309 n. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 301; 2^e éd., p. 298; 3^e éd., p. 296.

BOECKE (Historien allemand) :

Economie politique des Athéniens, t. II, p. 299 : Impôt progressif à Athènes : ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 1/12/1862, p. 692; LIB. POL., p. 236. — Élévation intellectuelle du peuple athénien : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 310; LIB. PRESSE, p. 42. — A Athènes, les emplois publics se tiraient au sort, mais à la charge de certaines preuves de capacité : RÉFL. OPT., p. 53; POL. ACT., p. 247.

Boileau :

Traite Alexandre de Macédoine de fou et d'écervelé : LIBRE ECH., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 233; RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 186; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 10; LIB. PRESSE, p. 8. — RÉP. CONS., p. 15; POL. ACT., p. 139.

Boisguilbert :

Comment l'idée des droits humains se fit jour chez lui : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 613.

BOLINGBROKE (Lord) :

Réflexions sur l'état de l'Angleterre après la paix de 1748. L'inflation monétaire provoque la hausse des prix : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 178; BANQUES, BROCH., p. 31. — Défendit devant le Parlement anglais les traités d'Utrecht : DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 431; ÉQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 49; 2^e éd., p. 65. — Maître et modèle de Voltaire : CANON. OFF., 1^{re} éd., p. 35; 2^e éd., p. 35; RÉFL. OPT., p. 46; POL. ACT., p. 238.

BONALD (De) :

Comme de Maistre, constitue une source importante de D.-W., qui puise large-

ment dans les œuvres de ces philosophes de l'absolutisme catholico-monarchiste. D.-W. doute que leur enthousiasme pour l'autorité, pour la nation, pour la chose publique soit parfaitement conciliable avec la doctrine du péché originel, laquelle, selon lui, devrait plutôt conduire à un pessimisme radical et à une attitude d'indifférence absolue pour la vie publique. Il s'efforce de tirer à lui ces deux auteurs. « De Bonald offre çà et là dans ses écrits (par exemple *Législation primitive*) la substance assez peu dénigrée du socialisme » : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 97; 2^e éd., p. 97; 3^e éd., p. 93. — Idée analogue : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 98; 2^e éd., p. 98; 3^e éd., p. 93. — Peu logique avec la doctrine du péché originel (*Législation primitive*, ch. XII) : CEN. TRAI., 1^{re} éd., p. 151; 2^e éd., p. 151; 3^e éd., p. 151. — « L'âme : une intelligence servie par des organes » : RÉP. CONS., p. 4 n.; POL. ACT., p. 126 n.

Bonnet :

Considérations sur les corps organisés : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 197; 2^e éd., p. 198; 3^e éd., p. 188.

BORGIA (César) :

Ne souffrait dans ses États d'autre empoisonneur que lui-même : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 305; 2^e éd., p. 308; 3^e éd., p. 294. — ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 15/3/1862, p. 908; LIB. POL., p. 148.

BORIS GOUDOUNOF : Aggrava la condition des serfs en les immobilisant : PRÉR. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxviii; 3^e éd., p. xxvii.

BOSSUET :

S'est opposé à Luther, qui proclamait que l'homme ne

doit pas obéir à l'homme. (*Histoire des Variations*, livre II, ch. XI): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 172 n.; 2^e éd., p. 181 n.; 3^e éd., p. 180 n. — PROGR. POL., p. 12. — PROGR. POL., p. 114. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 351; MÉL. PHIL., p. 38. — — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 753; MÉL. PHIL., p. 154. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 695. — A créé le mot « démagogue » pour l'appliquer à Luther: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 306; LIB. PRESSE, p. 37. — Blâme chez Cromwell et ses soldats leur passion de controverse, leur « *passion de dogmatiser, sans être repris par aucune autorité ecclésiastique ni séculière* »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 180; 2^e éd., p. 179; 3^e éd., p. 178. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 307; LIB. POL., p. 39. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 837; LIB. POL., p. 106. — Contre « l'erreur et la nouveauté ». PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 263; MÉL. PHIL., p. 188. — Blâme les protestants qui repoussent tout principe d'autorité: RÉFL. OPT., p. 13; POL. ACT., p. 199. — Persifle l'Angleterre qui a changé trois fois de religion avec ses maîtres: PROGR. POL., p. 115. — « Quand Bossuet nous raconte les variations de l'Eglise protestante, il nous fait une histoire qui est celle de toute l'Eglise, et même de toute intelligence humaine »: MÉL. PHIL., Préf., p. XVIII. — Pour lui, le peuple est obligé « *de prendre au-dessus de lui ses conducteurs* »: RÉP. CONS., p. 19; POL. ACT., p. 142. — Tirait la politi-

que de l'Ecriture Sainte: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 340; MÉL. PHIL., p. 22. — « *La vérité, c'est ce qui est* »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 109; 2^e éd., p. 109; 3^e éd., p. 109. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 783; MÉL. PHIL., p. 376. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 53. — *Discours sur l'Usure*: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.* du 6/4/1851, p. 384. — HARM. ÉC., in *Lib. pens.*, 1851, tome VII, p. 474. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 246 n.; 2^e éd., p. 246 n.; 3^e éd., p. 235 n. — POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 557; POSIT., BROCH., p. 17; MÉL. PHIL., p. 236. — « *Le droit, c'est la raison même* »: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 48; 2^e éd., p. 48; 3^e éd., p. 44. — *Élévations sur les Mystères*: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 304; 2^e éd., p. 301; 3^e éd., p. 299. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/15/1863, p. 196; LIB. POL., p. 321. — Reconnaît parmi les Juifs le dogme de l'immortalité de l'âme: POSIT., in *Dx Mondes*, 15/2/1865, p. 885; POSIT., BROCH., p. 53; MÉL. PHIL., p. 300. — Sous l'Empire romain « *tout était Dieu, excepté Dieu lui-même* »: MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 33. — « *Glaive du Seigneur, quel coup vous venez de frapper!*... »: GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 192; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xvi; 2^e éd., p. xi; 3^e éd., p. xiii. — Rôle de son éloquence dans l'abjuration de Turanne: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xvii; 3^e éd., p. xvi. — Rappelle les der-

nières paroles du grand Condé: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 243; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238. — « Ne rien laisser à la fortune de ce qu'on peut lui ôter par conseil et par prévoyance »: CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 137; CONSTIT., BROCH., p. 19; POL. ACT., p. 85. — Divers: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 414; MÉL. PHIL., p. 346.

BOTTA:

Histoire des Peuples de l'Italie, t. II, p. 437. Montre que le système de l'unité impériale française est calqué sur le régime instauré en Piémont par le roi Victor-Amédée, après l'expulsion des Jésuites: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 333 n.; 2^e éd., p. 335 n.; 3^e éd., p. 320 n.

Boudin (le Docteur):

Médecin-chef de l'Hôpital militaire de Saint-Martin. *Etudes ethnologiques sur la taille et le poids de l'homme chez divers peuples*, Paris, 1863. Grande longévité française: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 420; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 39; 2^e éd., p. 61.

BOUGAINVILLE:

Voyage autour du monde par la frégate du roi La Boussole et la flûte l'Etoile, en 1766, 1767, 1768 et 1769, 2^e éd., Paris, Saillant et Nyon, MVLXXXVII, t. I, ch. VII, p. 175 à 208. Raconte l'histoire du régime socialiste institué par les Jésuites au Paraguay. Les Indiens soumis à ce régime « avaient l'air d'animaux pris au piège; ils avaient perdu toute vitalité et toute personnalité ». (D.-W., à notre avis, force beaucoup cette note par rapport au

texte de Bougainville): PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XVI; 2^e éd., p. 21. n.; 3^e éd., p. 37. n. RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 324; LIB. PRESSE, p. 57. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 272; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 21; 2^e éd., p. 26. — CONST., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 143; CONSTIT., BROCH., p. 25; POL. ACT., p. 9. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 3/1876, p. 667; MÉL. PHIL., p. 59. — POSIT., BROCH., p. 31; MÉL. PHIL., p. 263; PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12 1878, p. 702.

BOUGEAUT (le Père):

Histoire du Traité de Westphalie: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 291; 2^e éd., p. 286. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 337; LIB. PRESSE, p. 72.

POUILLE (COMTE LOUIS DE): Ami de D.-W.: Cite l'exemple d'enfants qui ne vont pas à l'école dans la commune de Dammartin: PROGR. POL., p. 206.

BOUILLON: Chef protestant: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 195; 2^e éd., p. 196; 3^e éd., p. 185.

BOUILLON (FAMILLE DES): Sous Henri IV: CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1 1872, p. 153; CONST., BROCH., p. 35; POL. ACT., p. 112.

Boulatignier:

De la fortune publique en France (En collaboration avec Macarel; voir ce nom): INTERV. ET., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 154; TRAV. ET CAP., p. 417. — *Même ouvrage*, t. III, p. 17 à 114. — Sur le cadastre: ET. SUR L'IMPÔT, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 626.

BOURBON (Maison de):

Fondée par Robert de Clermont: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 200; 3^e éd., p. 198. — Le rôle de la famille de Bourbon en faveur de la Réforme religieuse: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 195 n.; 2^e éd., p. 196 n.;

- 3^e éd., p. 185 n. — *Posit.*, in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 556; *Posit. Broch.*, p. 16; *Mél. Phil.*, p. 235. — Le Connétable de Bourbon (1490-1527) et sa lutte contre François I^{er}: *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 246; 2^e éd., p. 244; 3^e éd., p. 242; *Ann. Loc.*, in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 324; *Lib. Pol.*, p. 70. — La dynastie des Bourbons comparée à celle des Hohenzollern et à celle des Habsbourg: *Rép. cons.*, p. 30; *Pol. Act.*, p. 157.
- BOURDALOUE**: *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 194; 2^e éd., p. 194; 3^e éd., p. 192.
- BOURGES** (MICHEL DE): *MATÉR. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 798; *Mél. Phil.*, p. 400. — *LETTRE A LAVELEYE*, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.
- BOURGOGNE** (DUC DE): Louis XIV ordonna que, pour son instruction, l'on dressât un état de la France, description de chaque Généralité par chaque Intendant: *DROITS ET DEV.*, in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 423; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 42; 2^e éd., p. 54.
- BOURGOGNE** (MARIE DE): *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 209; 2^e éd., p. 208; 3^e éd., p. 206.
- BOURGOGNE** (MAISON DE): Son rôle sous Louis XI: *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199.
- BOUTEVILLE**:
Voyez : *MONTMORENCY* (de Montmorency-Bouteville).
- Braff**:
Des octrois municipaux, p. 24: *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 64 n.; 2^e éd., p. 64 n.; 3^e éd., p. 64 n.
- BRANCAS**:
Chef de la Ligue, à Rouen, qui se vendit à Henri IV: *RÉFL. OPT.*, p. 26; *POL. ACT.*, p. 215.
- BRANTOME**: *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 215; 2^e éd., p. 215; 3^e éd., p. 213. — *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 448; *Mél. Phil.*, p. 109.
- BREZE**:
Parvenu: *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 699. —
Ennemi de Louis XI: *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 205; 2^e éd., p. 203; 3^e éd., p. 203.
- BRINVILLIERS** (LA): *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 161; 2^e éd., p. 160; 3^e éd., p. 160.
- BROGLIE** (COMTE DE):
Epousa une fille de Voisin, ministre roturier de Louis XIV: *TRAV. ET CAP.*, p. 327, n. 2.
- Brogie (de)** (En collaboration avec Favier).
Politique de tous les cabinets de l'Europe pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI (1793), t. II, p. 451; *LIBR. ECH.*, in *Lib. Pens.*, t. VIII, p. 233.
- BROGLIE** (le feu duc de Broglie - Achille - Charles - Léonce - Victor):
Vues sur le gouvernement de la France (ouvrage posthume, 1870). Sur la politique extérieure de la Convention: *RÉFL. OPT.*, p. 95; *POL. ACT.*, p. 298. — *Développements sur l'organisation et les attributions d'un Sénat*: *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 133; *CONSTIT. BROCH.*, p. 15; *POL. ACT.*, p. 79. — *RÉP. CONS.*, p. 49; *POL. ACT.*, p. 179. — De Broglie soutient qu'une loi abrogée reparait *ipso facto* lorsque la loi abrogeante a disparu elle-même par le fait d'une abrogation. D.-W. affirme qu'il n'en est pas ainsi pour les lois constitutionnelles et que Sedan n'a pas rendu sa force à la Constitution de 1848: *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 121; *CONSTIT. BROCH.*, p. 3; *POL. ACT.*, p. 60. — *SUPPL. UNIV.*, in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 876.
- Brogie (Prince Albert de)**:
Collaborateur du *Correspondant*, où il publia une étude sur les candidatures officielles à peu près contemporaine de celle de Dupont-White: *CANDID. OFF.*, 1^{re} éd., p. 14; 2^e éd., p. 14.

BRUMMEL : « Un simple fat » : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXXI; 2^e éd., p. 61; 3^e éd., p. 76.

BRUNE (LE GÉNÉRAL) : DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 276; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 27; 2^e éd., p. 34.

BRUNO (SAINT) : LIB. POL., p. 112. (Le passage manque ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862).

BRUNSWICK (DYNASTIE DES) :

LIB. POL., p. 4; ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 902; LIB. POL., p. 136. — *PROGR. POL.*, p. 31. — *PROGR. POL.*, p. 40.

BRUTUS :

Prêtait à 48 % : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 172; 2^e éd., p. 173; 3^e éd., p. 164. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. VI. 3^e éd., p. XXXVII. — La malédiction de Brutus : POSIT., in *Dx Mondes*, 15/2/1865, p. 886; POSIT., BROCH., p. 54; MÉL. PHIL., p. 302.

BUCHANAN :

Commentaires sur Adam Smith, p. 591. Dans un passage de ses *Commentaires*, Buchanan nie que la hausse du prix des subsistances rende juste et souhaitable une hausse des salaires. D-W. discute cette cynique allégation : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., pp. 161, 162 et 163.

Buchner :

MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 401; MÉL. PHIL., p. 324.

BUCKLE :

Résumé par D-W. de son *Introduction à l'Histoire de la Civilisation en Angleterre* : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, pp. 739 sqq.; MÉL. PHIL., pp. 131 à 133. — Buckle s'inspire de Bentham; son individualisme et sa thèse de l'élimination de l'Etat reposent sur une fausse notion de l'histoire et de la nature hu-

maines : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, pp. 747 sqq.; MÉL. PHIL., pp. 137 à 146. — Son individualisme est bien anglais. PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 758; MÉL. PHIL., p. 162. — Comparé à Spencer (tous deux sont individualistes, mais Buckle explique le progrès par l'esprit, Spencer par le sentiment) : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 251 sqq.; MÉL. PHIL., pp. 169 et 170. — Pour lui, le progrès est purement intellectuel : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 742; MÉL. PHIL., p. 136. — Fait de la science le summum de l'esprit humain (D-W. l'en blâme) : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 760; MÉL. PHIL., p. 166. — Statistiques sur les constantes de la vie sociale : MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 1. — Était chrétien protestant croyant (D-W. se demande si sa foi était bien en accord avec sa philosophie) : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 262; MÉL. PHIL., p. 187. — N'avait, pas plus que Darwin, l'irréligion passionnée de Voltaire et Diderot : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 268; MÉL. PHIL., p. 196. Son déterminisme n'est pas un danger social, car il permet tout de même de fonder le droit social de punir : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, pp. 266 sqq.; MÉL. PHIL., pp. 193 à 195.

Budget des Recettes de 1844 :

Modération relative de l'impôt des patentes, dont D-W. souhaite l'élévation : INTERV. ET., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 154; TRAV. ET CAP., p. 417.

Budget des Dépenses de 1844 :

INTERV. EC., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 150; TRAV. ET CAP., p. 404.

Budget des Recettes de 1847 :

IMPÔT DU SEL, p. 13. — IMPÔT DU SEL, p. 76.

Budget de la Ville de Paris :

Droits d'Octroi : IMPÔT DU SEL, p. 77.

Buffon :

Description du cheval : ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 576; LIB. POL., p. 258. — « *Homo duplex* » : GRANDE QUEST., in *Critique religieuse*, 4/1878, p. 27. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 78. — « *Les corps parlent aux corps* » : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 302; LIB. PRESSE, p. 34. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1123; TRÉ A PART, p. 18.

Building act (du 9 août 1844) :

Voir verbo *Législation anglaise*.

Bulletin des Lois :

« Aux époques les plus progressives, les plus vivantes, correspondent les plus gros volumes du *Bulletin des Lois* : PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 12/10/1851. — Divers: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 93; 2^e éd., p. 92; 3^e éd., p. 92.

Buonarotti (Conventionnel) :

Dans ses *Mémoires*, croit entendre la voix de la postérité reprochant à la Convention d'avoir épargné le sang des nobles et des prêtres: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 212; 2^e éd., p. 212; 3^e éd., p. 210.

BUREAU (JEAN) :

Financier parvenu: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 318; 2^e éd., p. 315; 3^e éd., p. 312. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 699.

BURET (Eugène) :

Disciple de Sismondi. Son ouvrage: *De la Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 167.

BURKE :

Affirme qu'en Angleterre le droit de consentir l'impôt fut toujours la première des revendications de liberté: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XLII; 3^e éd., p. XI. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 315; 2^e éd., p. 312; 3^e éd., p. 309. — PROG. POL., p. 230. — RÉP. OU MON., p. 7; POL. ACT., p. 5. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 140; CONSTIT., BROCH., p. 22; POL. ACT., p. 91. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 755; MÉL. PHIL. p. 157. — Proteste contre le verbiage de la *Déclaration des Droits de l'Homme* : ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, pp. 879, 880 et 881; LIB. POL., pp. 90, 91, 92 et 93. — RÉP. CONS., p. 15; POL. ACT., p. 138. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 429; MÉL. PHIL., p. 78. — « Déclamaient sa passion » : POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 307. — Fondateur de l'*Annual Register*: LIB. POL., p. 9.

Bussy-Rabutin :

La Gaule amoureuse : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 448; MÉL. PHIL., p. 109.

BUTLER (évêque anglican) :

Combat la philosophie anglaise du XIX^e siècle: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 263; MÉL. PHIL., p. 188.

Byron :

« Un lion sommeillant près d'une source » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 325; 2^e éd., p. 322; 3^e éd., p. 319. — PROG. POL., p. 3. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 132; CONSTIT., BROCH., p. 14; POL. ACT., p. 78. — Divers: GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 188;

INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. VII; 2^e éd., p. III; 3^e éd., p. VI. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LX; 2^e éd., p. 61; 3^e éd., p. 76. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 404; MÉL. PHIL., p. 329.

CABET:

L'Icarie « dégrade l'individu par la loi »: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 306; 2^e éd., p. 308; 3^e éd., p. 294. — L'Icarie est impossible: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 105; 2^e éd., p. 105; 3^e éd., p. 105.

CAGLIOSTRO: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 161; 2^e éd., p. 160; 3^e éd., p. 160.

CALAS: Défendu par Voltaire: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XLVIII; 2^e éd., p. 48; 3^e éd., p. 64.

CALVIN: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 240; 2^e éd., p. 238; 3^e éd., p. 236. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXII; 2^e éd., p. 62; 3^e éd., p. 78.

CAMPBELL (LORD):

Inspira une loi contre les images obscènes. SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1118. Tiré A PART., p. 13.

CAMPO BASSO:

Général de Charles le Téméraire: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 210; 2^e éd., p. 210; 3^e éd., p. 207.

CANAYE (LE PÈRE): Jésuite. Anecdote: POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 560; POSIT., BROCH., p. 20; MÉL. PHIL., p. 242.

CANNING:

Obtint un siège au Parlement au moment de la réaction aristocratique qui suivit l'exposé des théories de Godwin: POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 307. — Fut l'un des initiateurs de l'émancipation des nègres dans les colonies anglaises: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 28; 2^e éd., p. 28; 3^e éd., p. 25. — Discours au Parlement sur la reprise des paiements en espèces: PROG. POL., p. 33.

CANULEIUS (LE TRIBUN):

« Rage oratoire et plébéienne »: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 12/

1866, p. 306; LIB PRESSE, p. 38. — Voulait qu'à chaque homme fût donné l'espoir « si summo honore dignus erit, summi honoris adipiscendi »: SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/5/1872, p. 525; TIRÉ A PART., p. 26. — « Scilicet ea vobis civitatis forma sana videtur? »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 100; 2^e éd., p. 100; 3^e éd., p. 100. — POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 355; POSIT., BROCH., p. 15; MÉL. PHIL., p. 233. — RÉFL. OPT., p. 74; POL. ACT., p. 212.

Capefigue:

Compare 1793 aux Dragonnades: CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 155; CONSTIT. BROCH., p. 37; POL. ACT., p. 115.

CAPETIENS (LES): Leur ambition au dehors a été intermittente et capricieuse: PROG. POL., p. 234.

CAPULETTI: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 15; 2^e éd., p. 14; 3^e éd., p. 14.

CARACALLA:

Monarque dissolu, fit des lois d'une moralité exemplaire: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 172; 2^e éd., p. 172; 3^e éd., p. 164. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 746; MÉL. PHIL., p. 143.

CAREY:

Ouvrir des banques parmi des populations clairsemées est impossible: PRÉF. IND. ET ET., 1^{re} éd., p. XIV; 2^e éd., p. XIII. — A tenté, dans *The Credit system in France, Great Britain and the United States* (Philadelphia, 1838), la réhabilitation des banques des Etats-Unis « avec plus de talent et de patriotisme que d'exactitude et de succès ». D.-W. se demande si ce livre n'avait pas été écrit avant la crise de 1837: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 177; BANQUES, BROCH., p. 28. — Dupont-White ne semble pas connaître la brillante réfutation par Ca-

rey de la théorie ricardienne de la rente.

Carnot :

« *Les grandes passions font les grandes nations* » : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 153; 2^e éd., p. 153; 3^e éd., p. 146.

CARO :

Les Jours d'épreuve. « Fort beau livre », dont D.-W. recommande particulièrement le chapitre intitulé : *De la vraie et de la fausse démocratie*. RÉFL. OPT., p. 54; POL. ACT., p. 249. — Progrès de l'idée de Dieu : MÉL. PHIL., PRÉF., p. XII. — L'intelligence, maîtresse de la nature : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 741; MÉL. PHIL., p. 135. — Caro rendit compte de l'*Individu et l'Etat* dans la *Revue Contemporaine* (Cf. notre Bibliographie n°).

Carrel (Armand) :

Ce que l'Algérie coûte à la France : ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1862, p. 635; LIB. POL., p. 200. — Demandait « la liberté illimitée de discussion » : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XLVI; 2^e éd., p. 46; 3^e éd., p. 61.

CATHERINE (LA GRANDE) : ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/5/1863, p. 175; LIB. POL., p. 300.

CATILINA : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 35; 2^e éd., p. 35; 3^e éd., p. 32. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 212; 2^e éd., p. 212; 3^e éd., p. 210. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 306; LIB. PRESSE, p. 37. — PROGR. POL., p. 198.

CATON LE CENSEUR :

« *Delenda est Carthago* » : DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 15/2/1867, p. 442; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 61; 2^e éd., p. 81. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 793; MÉL., PHIL., p. 393. — Faisait l'usure : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XL; 3^e éd., p. XXXVII. — MÉL. PHIL., p. 143; (Manque IMPUISS.

POL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877)

CATON D'UTIQUE :

Son attitude envers Catilina : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 212; 2^e éd., p. 212; 3^e éd., p. 210. Reprit César qui avait exprimé devant le Sénat romain ses doutes sur l'immortalité de l'âme : GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 34. — Sénèque le cite comme exemple d'un homme de bien en lutte avec la mauvaise fortune; PRÉF. IND., ET ET., 2^e éd., p. LXIV; 3^e éd., p. LX.

Cavaignac (Godefroy) :

« *Il n'y a que l'Angleterre pour faire une Irlande* » : CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 148; CONSTIT., BROCH., p. 30; POL. ACT., p. 104

CAVAIGNAC (LE GÉNÉRAL) : Son rôle lors des élections de juin 1848. POL. ACT., PRÉF., p. XLIV.

CAVOUR :

Ami personnel de D.-W. En faveur de la liberté absolue de la presse : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 333; LIB. PRESSE, p. 67. — « *Le premier venu gouvernerait avec l'état de siège* » : ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/5/1863, p. 199; LIB. POL., p. 327.

Cazeaux :

Un article dans la *Revue Indépendante*, réclamant la fondation d'une Caisse des Retraites des invalides de l'industrie : TRAV. ET CAP., p. 7, n. 2.

CECILIA METELLA : Son épitaphe : « *Insignis vixi inter ultramque facem* » : MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 785; MÉL. PHIL., 378.

CERVANTES (Michel) :

Gouv. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 190; INTROD. Gouv., REPR., 1^{re} éd., p. XII; 2^e éd., p. VIII; 3^e éd., p. X. — Allusion : DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 265; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 14; 2^e éd., p. 17.

CESAR (JULES) :

Doutait de l'immortalité de

l'âme: GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 34. — L'esclavage chez les Gaulois: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 117; 2^e éd., p. 117; 3^e éd., p. 112. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 613. — Divers: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 212; 2^e éd., p. 212; 3^e éd., p. 210. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 78; 2^e éd., p. 78; 3^e éd., p. 78. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXXXI; 2^e éd., p. 81; 3^e éd., p. 96. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 306; LIB. PRESSE, p. 37. — PROGR. POL., p. 219.

Chadwick (Edwin):

Correspondant de l'Institut. Addressa à l'Académie des Sciences Morales et Politiques un écrit contre la concurrence: RÉFL. OPT., p. 83 III; POL. ACT., p. 283.

CHAMBORD (COMTE DE):

RÉP. OU MON., p. 4; POL. ACT., p. 3. — RÉP. OU MON., p. 18; POL. ACT., p. 19. — RÉP. OU MON., p. 34; POL. ACT., p. 38.

CHAMILLARD: Général ou ministre de Louis XIV: PROGR. POL., p. 98. — RÉP. OU MON., p. 7; POL. ACT., p. 6.

CHAMPAGNE (COMTE DE): Suzerain de Joinville: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 261; 2^e éd., p. 259; 3^e éd., p. 257.

CHAMPENETZ: Promettait pour-boire au cocher de la guillotine: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 200; RÔLE ET LIB. BROCH., p. 14; LIB. PRESSE, p. 12.

CHAMFORT: « Si vous avez une journée à passer dans le monde, commencez par avaler un crapaud le matin »: MATÉRIEL ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 793; MÉL. PHIL., p. 392.

CHAPTAL:

Chiffre de la production du blé en France en 1818: TRAV. ET CAP., p. 150 n. (Cette note figurait primitivement dans PROF. ET SAL., mais, D.-W. l'a effacée avant d'envoyer son

manuscrit). — *De l'industrie moderne. — Discours préliminaire: Eloge de l'œuvre de Colbert: INFL. DES GOUV., in Lib. Pens.*, 1850, t. V, p. 403. — PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 19/10/1851, p. 364. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 109; 2^e éd., p. 109; 3^e éd., p. 104. — Prospérité du commerce extérieur français en 1789: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 182; RÔLE ET LIB., broch., p. 6; LIB. PRESSE, p. 4.

Charitable trusts bill (20 août 1853):

Voyez verbo *Législation anglaise*.

CHARLEMAGNE:

Supérieur à tous ses contemporains: ADMIN. LOC., in *Dr. Mondes*, 15/8/1862, p. 906; LIB. POL., p. 144. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XVIII; 2^e éd., p. 18; 3^e éd., p. 34. — Echoua dans son effort d'unification définitive: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 47; 2^e éd., p. 47; 3^e éd., p. 43. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 211; 2^e éd., p. 211; 3^e éd., p. 209. — Conquit la Bretagne: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199. — Développa les écoles: PROGR. POL., p. 186. — Craignait les invasions normandes: RÉFL. OPT., p. 104; POL. ACT., p. 309. — Divers: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 11. 2^e éd., p. 11. 3^e éd., p. 9. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XVII; 2^e éd., p. 17; 3^e éd., p. 33. — PROGR. POL., p. 179. — ADMIN. LOC., in *Dr. Mondes*, 1/2/1863, p. 573; LIB. POL., p. 254. — RÉP. OU MON., p. 14. POL. ACT., p. 14.

Charlemont:

Ses Mémoires racontent les cruautés anglaises en Irlande vers 1798: CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 147; CONSTIT., broch., p. 28; POL. ACT., p. 102.

CHARLES ALBERT: Trop vieux, a abdiqué: PROGR. POL., p. 96.

CHARLES I^{er} d'Angleterre:

Sa tyrannie: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 624 : LIB. POL., pp. 182 sqq. — Acheta, sans les payer, les magasins de la Compagnie des Indes en 1642: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 159 n.; 2^e éd., p. 159 n.; 3^e éd., p. 151 n. — Divers: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 382. — CENTRAL, 1^{re} éd., p. 260; 2^e éd., p. 258; 3^e éd., p. 256. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 317; LIB. POL., p. 57. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 319; LIB. PRESSE, p. 52.

CHARLES II d'Angleterre:

Pensionné par Louis XIV : RÉP. CONS., p. 31; POL., p. 31; POL. ACT., p. 159. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 629; LIB. POL., p. 190. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 319; LIB. PRESSE, p. 52. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 284; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 33; 2^e éd., p. 43.

CHARLES III, roi d'Espagne:

Selon Dupont-White, son « règne français »... (IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 349; 2^e éd., p. 352; 3^e éd., p. 336) ...sauva l'Espagne d'un oubli total (PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xx; 3^e éd., p. xix). — Il combattit l'Eglise partout où il régna : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. iv; 3^e éd., p. iv. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXI; 2^e éd., p. 61; 3^e éd., p. 77. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 268; MÉL. PHIL., p. 196.

CHARLES QUINT:

Apporta à l'Espagne les aptitudes d'une autre race et d'un autre pays: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xx; 3^e éd., p. xix. — C'est à cause de lui que la France s'engoua pour le théâtre espagnol. PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LXI; 3^e éd., p. LIX. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 275. EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 24; 2^e éd., p. 31. — Sa correspondance avec Fernand Cortez retrouvée par M. de Humboldt. IND. ET ET., 1^{re} éd.,

p. 161; 2^e éd., p. 161; 3^e éd., p. 153. — Son ambition de politique extérieure se heurta à la volonté d'équilibre européen: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 451; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 70; 2^e éd., p. 94. — Le soleil ne se couchait pas sur ses domaines: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 344; 2^e éd., p. 341; 3^e éd., p. 337. — N'a pas procuré à l'Espagne de colonies Africaines: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 875; LIB. POL., p. 83. — Révolte des communes d'Espagne contre lui: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 628; LIB. POL., p. 188. — Trop vieux, a abdiqué: PROGR. POL., p. 96.

CHARLES VI, empereur:

Exigea des Anglais la dissolution de la Compagnie d'Ostende: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. 55; 3^e éd., p. 51.

CHARLES V, roi de France:

CENTRAL, 1^{re} éd., p. 200; 2^e éd., p. 200; 3^e éd., p. 198. — CENTRAL, 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199. — CENTRAL, 1^{re} éd., p. 313; 2^e éd., p. 310.

CHARLES VI, roi de France:

CENTRAL, 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199. — CENTRAL, 1^{re} éd., p. 313; 2^e éd., p. 310.

CHARLES VII, roi de France:

Au Concile de Bourges : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 199; 2^e éd., p. 200; 3^e éd., p. 190. — Grandeur et sagesse de ses ordonnances: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 203; 2^e éd., p. 203; 3^e éd., p. 201.

CHARLES VIII, roi de France:

Mort jeune, n'a pas eu le temps de vieillir : PROGR. POL., p. 96.

CHARLES X, roi de France:

Dupont-White se montre toujours fort sévère à son égard et ne renie pas la Révolution de 1830 à laquelle il a activement participé: LIB. POL., p. 96 (Le passage manque dans ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862). — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 24.

CHARLES XII, de Hollande:

IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 450; MÉL. PHIL., p. 113. — POSIT., in *Dr-Mondes*, 15/2/1865, p. 893; POSIT., BROCH., p. 61; MÉL. PHIL., p. 312.

CHARLES LE TEMERAIRE:

Parallèle avec Louis XI : CENTRAL, 1^{re} éd., p. 209; 2^e éd., 209; 3^e éd., p. 207.

CHASTELLUX:

Noble, qui se dépensa pour les idées nouvelles, au XVIII^e siècle: SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1111; Tiré A PART, p. 6.

CHATEAUBRIAND:

René: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 203; RÔLE ET LIB., broch., p. 27; LIB. PRESSE, p. 26. — RÉFL. OPT., p. 104; POL. ACT., p. 309. — POSIT., in *Dr Mondes*, 15/2/1865, p. 871; POSIT., BROCH., p. 39; MÉL. PHIL., p. 276 et 277. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 400; MÉL. PHIL., p. 322. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 404; MÉL. PHIL., p. 329. — *Atala*: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 194; 2^e éd., p. 194; 3^e éd., p. 192. — *Du Congrès de Vérone*: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 226; 2^e éd., p. 225; 3^e éd., p. 223. — *Génie du Christianisme*: « Ce fameux laïc, tout inspiré du siècle, découvrit cependant le génie du christianisme »: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXII; 2^e éd., p. 63; 3^e éd., p. 79. — *Mémoires d'Outre-Tombe*: « Peut-on croire aux rois de l'avenir? Faut-il croire aux peuples du présent? »: En épigraphe à RÉFL. OPT., p. 1; POL. ACT., p. 185. — « Nos études sont progressives, mais nos mœurs les soutiennent-elles? »: RÉFL. OPT., p. 2; POL. ACT., p. 187. —

« Une religion sans culte est un rêve d'un enthousiaste sans imagination ». D.-W. combat cette opinion: BI DG. CULTES, in *Pol. Nouv.* 6/4/1851, p. 382. — POSIT., in *Dr Mondes*, 1/2/1865: n. 559; POSIT., BROCH., p. 17; MÉL. PHIL., p. 237. — « L'empereur Alexandre entendait les pas du siècle à travers les steppes de la Russie : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 31; 2^e éd., p. 31; 3^e éd., p. 28. — A propos de la France: « Il ne serait pas étonnant qu'un peuple âgé de 14 siècles, qui a terminé cette longue carrière par une explosion, fût arrivé à son terme »: PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 698. — Divers: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxx; 3^e éd., p. xxviii. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 792; MÉL. PHIL., p. 390. — PROG. POL., p. 54. — RÉP. CONS., p. 9; POL. ACT., p. 133.

CHATHAM (LORD):

Voyez PITT (William).

CHATILLON: Chef protestant: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 195; 2^e éd., p. 196; 3^e éd., p. 185.

CHATILLON (COMTE DE): Epoux d'une fille de Voisin, le ministre roturier de Louis XIV: TRAV. ET CAP., p. 327.

CHEGARAY:

Rapport sur le Crédit Foncier: CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 88, 93 et 97.

Chéruel:

Histoire de la vie et de l'administration de Colbert: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 214 n.; 2^e éd., p. 214 n.; 3^e éd., p. 211 n. — CENTRAL., Pièces justificatives, 1^{re} éd., p. 365; 2^e éd., p. 364; 3^e éd., p. 358. — Résistances locales que rencontra Louis XI dans son œuvre d'uniformisation: CENTRAL., 1^{re} éd., p.

220; 2^e éd., p. 220; 3^e éd. p. 218.

CHEVALIER (Michel) :

Cours d'Economie politique, professé au Collège de France, p. 49: Importance respective de la production et de la répartition: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. p. 113 et 114. — *Ibid.*: Baisse de la consommation de la viande à Paris: PROF. ET SAL., TRAV. ET CAP., p. 78, n. — *Ibid.*, p. 133: Cite Baines: TRAV. ET CAP., p. 298. — *Ibid.*, p. 165: L'introduction en France de la machine à filer le lin a privé de travail le bas peuple de la Bretagne: TRAV. ET CAP., p. 54, n. — *Ibid.*: Impossibilité d'une surproduction générale: « Puissamment raisonné en régime communiste... », commente D.-W.: IMPÔT DU SEL, pp. 35, 36. — *Lettres sur l'Amérique du Nord*: Pendant la crise américaine de 1837, tout le papier-monnaie des banques est venu s'éteindre dans les mains des ouvriers: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 172; BANQUES, BROCH., p. 25. — Concessions de Chemins de fer aux Etats-Unis, où l'Etat se réserve le droit de réviser les tarifs: IMPÔT DU SEL, p. 54. — Efforts faits aux Etats-Unis pour développer l'enseignement primaire: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxxviii, n.; 3^e éd., p. xxxv, n. — *Ibid.* IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 152, n.; 2^e éd., p. 152 n.; 3^e éd., p. 145 n. — *La Liberté aux Etats-Unis*, opuscule: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 152; 2^e éd., p. 152; 3^e éd., p. 145. — *Comparaison du budget de 1830 et de 1843*, in *Journ.*

des Ec., 7/1843, p. 35: Michel Chevalier constate que les bois de l'Etat sont, en France, « d'un plus grand produit que ceux des particuliers: PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 19/10/1851, p. 363; IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 105; 2^e éd., p. 105; 3^e éd., p. 101. — *Des Intérêts matériels*, p. 354. Evalue les dépenses de l'Etat pour les routes, Ponts et Chaussées, etc...: IMPÔT DU SEL, p. 18.

CHOISEUL (DUC DE):

Protecteur de tout franc-parler: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 230; 2^e éd., p. 230; 3^e éd., p. 220. — Se rencontra avec les Encyclopédistes: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. v; 3^e éd., p. v. — « Abolit » les Jésuites: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/2/1863, p. 583; LIB. POL., p. 272. — Restaure l'armée sous Louis XV: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 226; 2^e éd., p. 226; 3^e éd., p. 223. — Conclut le pacte de famille avec l'Espagne: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1864, p. 429; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 48; 2^e éd., p. 63. — Contraste entre sa lamentable vie privée et ses qualités d'homme d'Etat: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxii; 3^e éd., p. xxi. — Disgracié par la du Barry CENT: TRAIL., 1^{re} éd., p. 328; 2^e éd., p. 325; 3^e éd., 322.

CHRISTIAN VII de Danemark :

PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. iv; 3^e éd., p. iv.

CICÉRON :

« *Civitas est societas juris* »: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. lxxviii; 2^e éd., p. 68; 3^e éd., p. 84. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 750; MÉL. PHIL., p. 150. — « *Quod exemplo fit jure fit* »: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 244; 2^e éd., p. 244; 3^e éd., p. 233. — POL. ACT., Préf., p. xi. — MATÉR. POL. in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p.

22. — Avec Tércence, précurseur païen de la doctrine de la fraternité humaine: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. III; 3^e éd., p. III. — Divers: TRAV. ET CAP., p. 8, n. 1. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 304; 2^e éd., p. 301; 3^e éd., p. 299. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 564; POSIT., BROCH., p. 24; MÉL. PHIL., p. 249.

Circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 6 août 1840:

Bulletin du ministère de l'Intérieur, nos 8 et 9. 262 sqq. Cette circulaire soumettait aux Conseils généraux diverses questions de paupérisme et de charité légale: TRAV. ET CAP., p. 7.

CIRCULAIRE MINISTERIELLE du 2 août 1849 sur le fonds commun des routes entre les départements: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 896; LIB. POL., p. 124.

CLARENCE (DUC DE): Son frère, Edouard d'Angleterre, le fit mourir sous Louis XI: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 205.

CLARKE:

Sa preuve de l'existence de Dieu, (Dupont-White estime que cette preuve fonde aussi bien le panthéisme que la croyance en un Dieu personnel): POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 887; POSIT., BROCH., p. 55; MÉL. PHIL., pp. 304 sqq. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 48.

CLAY, Chapelain de la prison de Preston: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LIJ; 2^e éd., p. 52; 3^e éd., p. 67.

CLEON, Général grec, moqué d'Aristophane: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 210; LIB. PRESSE, p. 42. — RÉFL. OPT., p. 53; POL. ACT., p. 247.

CLERMONT (ROBERT DE): Frère de Philippe le Hardi: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199.

Clermont-Tonnerre:

Rendit compte à l'Assemblée Constituante des Cahiers de 1789. Ainsi qu'il le relate dans *l'Ancien Régime et la Révolution*, les Cahiers de la Noblesse et du clergé concluaient tous au régime représentatif: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XXXIV, 3^e éd., p. XXXIII. — PROG. POL., p. 19. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1111; TIRÉ A PART, p. 6. — RÉFL. OPT., p. 83; POL. ACT., p. 282. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 430; MÉL. PHIL., p. 79. — LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.

CLERMONT-TONNERRE (FAMILLE DES): Leur devise: « *Etiam si omnes ego non* »: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 753; MÉL. PHIL., p. 154. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 794; MÉL. PHIL., p. 393.

CLIVE: Sa vie dans les *Miscellaneous* de Macaulay: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 159 n.; 2^e éd., p. 159 n.; 3^e éd., p. 151 n.

CLOVIS: La Bretagne lui était soumise, CENTRAL., 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199. — Entendant le récit de la Passion, disait: « *Que n'étais-je là avec mes Frères?* »: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 759; MÉL. PHIL., p. 164.

COBOURG: CENTRAL., PIÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{re} éd., p. 370; 2^e éd., p. 368; 3^e éd., p. 362.

Code Civil:

« Le spiritualisme du Code Civil: (=absence de formalisme): PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXXIX, 2^e éd., p. 79; 3^e éd., p. 94. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 442; MÉL. PHIL., p. 100.

Code Pénal:

Son absence de « raison théorique »... « On n'est pas moins philosophe que le Code pénal »: 1^{re} éd., p. 312; 2^e éd., p. 313; 3^e éd., p. 298. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XIII; 2^e éd., p. 13; 3^e éd., p. 29.

CODRUS: Dernier roi d'Athènes: POL. ACT., PRÉF. p. VII.

COETQUEN (M. DE) : Anecdote :
CENTRAL, 1^{re} éd., p. 243; 2^e éd.,
p. 241; 3^e éd., p. 239.

COLBERT :

Eloge de son œuvre: PROGR.
PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*,
19 oct. 1851, p. 364; IND.
ET ET., 1^{re} éd., p. 109; 2^e
éd., p. 109; 3^e éd., p. 104.
— PRÉF. IND. ET ET., 2^e
éd., p. VII; 3^e éd., p. VII. —
CENTRAL., 1^{re} éd., p. 327;
2^e éd., p. 323; 3^e éd., p.
321. — Son œuvre centrali-
satrice : il « dressa »
les Intendants: ADMIN. LOC.,
in *Dx-Mondes*, 1/12/1862,
p. 615; LIB. POL., p. 165.
— S'attaqua même, ou-
tre mesure, selon Dupont-
White, à l'indépendance
des communes: CENTRAL.,
PIÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{re}
éd., pp. 365 et 366; 2^e éd.,
pp. 363 et 364; 3^e éd., pp.
357 et 358. — La centra-
lisation qu'il créa fut con-
servée par la Révolution:
ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*,
15/8/1862, p. 893; LIB. POL.,
p. 118. — Il créa la ma-
rine française : CENTRAL.,
1^{re} éd., p. 115; 2^e éd., p.
114; 3^e éd., p. 114. —
Réhabilita le travail: CEN-
TRAL., 1^{re} éd., p. 147; 2^e éd.,
p. 147; 3^e éd., p. 147. —
Fonda l'usine Van-Robais:
TRAV. ET CAP., p. 338. —
Colbert, père du protec-
tionnisme : en matière
agricole...: ADMIN. LOC., in
Dx-Mondes, 1/5/1863, p.
173; LIB. POL., p. 297. —
...et surtout en matière in-
dustrielle (protectionnisme
éducateur): PROF. ET SAL.;
TRAV. ET CAP., p. 253. —
TRAV. ET CAP., p. 44. —
— IND. ET ET., 1^{re} éd., p.
270; 2^e éd., p. 271; 3^e éd.,
p. 258. — *Instructions*
données aux Maîtres des
Requêtes, chargés de l'en-
quête de 1664, (Manuscrit

cité par Chérueil): CENTRAL.,
1^{re} éd., p. 214; 2^e éd., p.
213; 3^e éd., p. 211. —
Admirait Richelieu qu'il
continua: IND. ET ET., 1^{re}
éd., p. 9; 2^e éd., p. 9; 3^e
éd., p. 7. — PRÉF. IND. ET
ET., 2^e éd., p. XXII; 3^e éd.,
p. XX. — SUFFR. UNIV., in
Corresp., 25/3/1872, p.
1117; TIRÉ A PART., p. 12.
— Ne réussit ni à fonder
une banque, ni à réformer
les hypothèques, ni à abo-
lir les douanes intérieures:
IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 48;
2^e éd., p. 48; 3^e éd., p. 44.
— Fut régisseur dans la
maison de Mazarin : CEN-
TRAL., 1^{re} éd., p. 328; 2^e
éd., p. 325; 3^e éd., p. 322.
— Fit une alliance no-
ble: TRAV. ET CAP., p. 327,
n. 2. — Fonda une véri-
table dynastie roturière:
TRAV. ET CAP., p. 327.
— Divers: PRÉF. IND. ET
ET., 2^e éd., p. XLVII; 3^e éd.,
p. XLIV. — CENTRAL., 1^{re}
éd., p. 283; 2^e éd., p. 281;
3^e éd., p. 279. — CENTRAL.,
1^{re} éd., p. 325; 2^e éd., p. 322;
3^e éd., p. 319. — CENTRAL.,
1^{re} éd., p. 345; 2^e éd., p.
342; 3^e éd., p. 338. — CEN-
TRAL., PIÈCES JUSTIFICAT.,
1^{re} éd., p. 367; 2^e éd.,
p. 366; 3^e éd., p. 360.
— INFL. DES GOUV., in *Lib.*
Pens., 1850, p. 401. — AD-
MIN. LOC., in *Dx-Mondes*,
1/5/1863, p. 191. (Le pas-
sage manque dans LIB.
POL.). — CONSTIT., in *Rev.*
Brit., 1/1872, p. 154; CON-
STIT., BROCH., p. 36; POL.
ACT., p. 114.

COLIBROOK: PROF. ET SAL., p. 20.
(Ce passage manque dans TRAV.
ET CAP.).

COLIGNY (AMIRAL DE): CENTRAL, 1^{re}
éd., p. 189; 2^e éd., p. 189; 3^e
éd., p. 189.

Collection des Lois de finances ;
IMPÔT DU SEL, p. 18.

COLOMB (CHRISTOPHE):

Les rois du Portugal sont ses précurseurs de tout un siècle: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. viii; 3^e éd., p. viii. — Cherchait le Nouveau Monde sur la foi d'une idée: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 299; 2^e éd., p. 297; 3^e éd., p. 294. — GOUV. REPR., in *Dr-Mondes*, 1/11/1861, p. 192; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xvi; 2^e éd., p. vi; 3^e éd., p. xiii. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 304; LIB. PRESSE, p. 36. — POSIT., in *Dr-Mondes*, 15/2/1865, p. 377; POSIT., BROCH., p. 45; MÉL. PHIL., p. 287. — Divers: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 73; 2^e éd., p. 73; 3^e éd., p. 69. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 781. MÉL. PHIL., p. 372.

Commercial Dictionary:

Article *Banks* par Mac Culloch: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 174; BANQUE., BROCH., n. 27.

COMMINES (Philippe de):

Historien de Louis XII: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 206; 2^e éd., p. 206; 3^e éd., p. 204. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 215; 2^e éd., p. 215; 3^e éd., p. 213 et 214. — Voyez verbo *Coyctier*.

Commission nommée vers 1845 par le ministre de la Marine
pour reviser le tarif des salaires alloués aux ouvriers des postes:

Cette Commission est appelée à vérifier s'il n'y a point lieu d'élever les salaires, eu égard à la hausse croissante du prix des vivres et des loyers d'habitation): TRAV. ET CAP., p. 86.

Common lodging houses act
(du 24 juin 1851):

Voyez verbo *Législation anglaise*.

Comparaison du budget de 1830 au budget de 1843 (Document officiel).

Ce document montre l'importance de l'accroissement du rendement des impôts, imputable aux constructions nouvelles: IMPÔT DU SEL, p. 12.

Compte authentique du collège d'Eton:

Haussé des prix du blé en Angleterre pendant la période de dépréciation monétaire (1767-1810): TRAV. ET CAP., p. 100.

Compte de la Banque de France
du 29/1/1845, particulièrement p. 21 et 28.

Insuffisance des impôts que paie la Banque de France. IMPÔTS DU SEL, p. 28

Compte général des finances:

Impôt sur les valeurs mobilières = obligations. IMPÔT DU SEL, p. 6

Compte rendu des travaux des Ingénieurs des Mines pendant l'année 1845, spécialement p. 229:

Dupont-White s'appuie sur ce document pour affirmer l'insuffisance des impôts qui pèsent sur les mines: IMPÔT DU SEL, p. 72 et p. 80.

COMTE (Auguste):

Dupont-White ne cite Comte qu'après 1850 et paraît surtout le connaître d'après Littré. — Comte fondateur de la Sociologie: POSIT., in *Dr-Mondes*, 1/2/1865, p. 549; POSIT., BROCH., p. 9; MÉL. PHIL., p. 222 et 223. — « Identifie la civilisation avec les sciences naturelles »: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 326 n.; 2^e éd., p. 328 n.; 3^e éd., p. 313 n.

— Philosophie de l'histoire: MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 20.

Théorie des trois états: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 454; MÉL. PHIL., p. 119. — POSIT., in *Dr-Mondes*, 1/2/1865, p. 550 et 551; POSIT., BROCH., p. 10; MÉL. PHIL., p. 225.

Dupont-White lui reproche, ainsi qu'à Spencer, d'avoir « pris l'infini comme objet de ses tentatives »:

MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 2. — Si

le positivisme est d'accord avec lui-même, dit D.-W., il doit nier le matérialisme et le panthéisme tout autant que les religions révélées ou naturelles : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 264; MÉL. PHIL., p. 190. — Mill lui reproche d'avoir tenté la sociologie sans passer par la psychologie : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 431; MÉL. PHIL., p. 82. — Son influence en Angleterre (principalement sur Bagehot, Buckle, Stuart Mill et Spencer : MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 2. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 13. — Jugement général sur l'homme et l'œuvre. Anecdote sur la pension que les amis d'Auguste Comte lui servaient sur ses vieux jours : POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, pp. 891 sqq.; POSIT., BROCH., pp. 59 sqq.; MÉL. PHIL., pp. 310 sqq.

CONDE (LE GRAND):

CENTRAL, 1^{re} éd., p. 243; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 875; LIB. POL., p. 81. — RÉFL. OPT., p. 74; POL. ACT., Préf., p. VIII.

CONDILLAC:

La statue: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 345; MÉL. PHIL., p. 29. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 575; POSIT., BROCH., p. 35; MÉL. PHIL., p. 268. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 410; MÉL. PHIL., p. 339. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 421; MÉL. PHIL., p. 358. — Son sensualisme est la traduction française de la philosophie de Locke; Condillac

ramène tout dans l'homme à un seul principe : la sensation. « Autant d'erreurs que de mots », dit Dupont-White: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 189; 2^e éd., p. 189; 3^e éd., p. 187. — « Pauvre théorie... »: POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 574; POSIT., BROCH., p. 34; MÉL. PHIL., p. 267. — Sa philosophie est insuffisante au point de vue politique: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 345; MÉL. PHIL., p. 29. — Rapproché de Hobbes. Sa psychologie ne conclut ni à la liberté psychologique, ni à la liberté politique: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 341; MÉL. PHIL., p. 22. — Différence avec Taine: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 398; MÉL. PHIL., p. 318. — Condillac n'était pas matérialiste: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 797; MÉL. PHIL., p. 398. — Condillac posa, au siècle dernier, « le précepte littéraire » de l'analogie: MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 5. — Gassendi, précurseur de Condillac: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 242; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238.

CONDORCET:

Dupont-White cite souvent son livre : *Tableau des progrès de l'esprit humain* et s'inspire de sa théorie du progrès. Condorcet pense que le progrès donnera un jour aux hommes l'immortalité, ce que Dupont-White se refuse à croire: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 355; 2^e éd., p. 359; 3^e éd., p. 343; — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 273; EQUIL. EUR., 1^{re} éd.,

p. 22; 2^e éd., p. 28. — Pour Condorcet, les peuples sont d'abord chasseurs, puis éleveurs, puis agriculteurs, puis industriels, puis commerçants, etc... : GOUV. REPR., in *Dr Mondes*, 1/11/1861, p. 198; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xxx; 2^e éd., p. xxiv; 3^e éd., p. xxv. — Divers: POLÉMIQUE AVEC J. GARNIER, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 306. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 163; 2^e éd., p. 162; 3^e éd., p. 162. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 242; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238.

Congrès International de Statistique :

Citation d'un discours de M. Rouher : « *L'administration anglaise prend les méthodes françaises* » : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 143; 2^e éd., p. 143; 3^e éd., p. 136.

Conrart (Manuscrits de) :

CENTRAL., 1^{re} éd., p. 214; 2^e éd., p. 214; 3^e éd., p. 211. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 220 n.; 2^e éd., p. 220 n.; 3^e éd., p. 218 n. — Voyez verbis Chéruel et Colbert.

Constancio :

Traducteur des *Principes d'Economie Politique*, de Malthus TRAV. ET CAP., p. 384, n.

Constant (Benjamin) :

Adolphe : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 194; 2^e éd., p. 194; 3^e éd., p. 192.

CONSTANTIN, Empereur :

C'est par lui que se répandit l'idée chrétienne : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xxxv; 2^e éd., p. 35; 3^e éd., p. 51. — Il fit des concessions aux Barbares, ainsi que le raconte Gibbon : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 119; 2^e éd., p. 118; 3^e éd., p. 113.

Constitution de 1791 :

Article 1^{er} : Tous les citoyens sont libres et égaux en droits : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 107; 2^e éd., p. 107; 3^e éd., p. 102. —

SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/5/1872, p. 505; TIRÉ A PART, p. 6. — La Constitution de 1791 comprend la déclaration des droits, mais non l'affirmation du devoir de charité légale : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 91; 2^e éd., p. 91; 3^e éd., p. 87.

Constitution de l'an VIII :

Système électoral : SUFF. UNIV., in *Corresp.*, 10/5/1872, p. 517; TIRÉ A PART, p. 18. — Régime municipal : PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 59.

Convention franco-mexicaine du 9 mars 1839 :

Prévoyait l'indemnisation des nationaux français pour les dommages par eux subis du fait du pillage du Parian : MÉM. SUPERVIELLE, p. 6.

COPERNIC : DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 31/1/1867, p. 278; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 27; 2^e éd., p. 35.

Coq (Paul) :

Le sol et la haute banque. « Ecrit très substantiel », dont Dupont-White cite particulièrement le t. I, pp. 137 sqq. : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 161, n.; BANQUES, BROCH., p. 14, n.

Coquelin :

Du Crédit et des Banques, p. 52 : Critique la théorie d'Adam Smith sur la monnaie de papier : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 155; BANQUES, BROCH., p. 8.

CORINNE (poétesse grecque du vie siècle av. J.-C.) : Le culte des tombeaux chez les anciens : GR. QUEST., in *Crit. Rel.*, avrill 1878, p. 33.

CORNEILLE (PIERRE) : Influence sur lui du théâtre espagnol : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 332; 2^e éd., p. 334; 3^e éd., p. 319. — Corneille et le duel : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LIX; 2^e éd., p. 59; 3^e éd., p. 74. — « *Albe vous a nommé, je ne vous connais plus* » : POSIT., in *Dr Mondes*, 1/2/1865, p. 560; POSIT., BROCH., p. 20; MÉL. PHIL., p. 241. — « *Il est des nœuds secrets de douce sympathie* » : GOUV. REPR., in *Dr Mondes*, 1/11/1861, p. 205; INTROD. GOUV. REPR.,

1^{re} éd., p. XL; 2^e éd., p. XXXIV; 3^e éd., p. XXXIII. — « *Quoi, tu veux qu'on t'épargne, et n'as rien épargné!* » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 212; 2^e éd., p. 212; 3^e éd., p. 210. — « *Qui n'ose la vouloir, n'ose la mériter!* » : DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 15/2/1867, p. 417; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 36; 2^e éd., p. 47. — « *Mais quoi, toujours du sang, et toujours des supplices!* » : RÉP. CONS., p. 9; POL. ACT., p. 132. — Poiteucte : « *Je vois, je suis, je crois!* » : PRÉP. IND. ET ET., 2^e éd., p. IV; 3^e éd., p. IV. — Divers : CENTRAL 1^{re} éd., p. 111; 2^e éd., p. 111; 3^e éd., p. 111. — CENTRAL, 1^{re} éd., p. 194; 2^e éd., p. 194; 3^e éd., p. 192. — PROGR. POL., p. 177. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 398; MÉL. PHIL., p. 319.

CORRÈGE (LE) : Ses tableaux furent repris par les Alliés en 1815 : ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1862, p. 619; LIB. POL., p. 172.

CORRESPONDANT (LE) :

« Une revue cléricale, mais dont le succès croissant atteste le libéralisme. » : CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 14; 2^e éd., p. 14. — Dupont-White remercie « hautement ce recueil hospitalier et libéral » d'avoir publié les deux articles sur *le Rôle et la Liberté de la Presse*, qu'il réunit plus tard sous le titre de *La Liberté de la Presse et le Suffrage universel* : RÔLE ET LIB., broch., p. 32; LIB. PRESSE, p. 22. — Article du prince de Broglie sur les incertitudes du gouvernement impérial : CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 14; 2^e éd., p. 14.

CORTEZ (Fernand) :

Sa correspondance avec Charles Quint, retrouvée par de Humboldt : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 161; 2^e éd., p. 161; 3^e éd., p. 153.

CORVIN (MATHIAS) : Chef des Siaves : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 321; 2^e éd., p. 318; 3^e éd., p. 315.

Costaz (Anthelme de) :

Histoire de l'Administration ci-

vile : Evaluation du revenu foncier français; PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 236. — Baisse de la qualité des draps français depuis l'abolition des règlements de fabrication : RÉP. OPT., p. 83 n.; POL. ACT., p. 283.

COUSIN (Victor) :

Productivité de l'esprit (dans un rapport de Cousin à l'Institut : MÉL. PHIL., p. XIII. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 424; MÉL. PHIL., p. 70. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 7. — Théorie du progrès anonyme parmi les masses : PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 12/10/1851, p. 311. — Cite la preuve de l'existence de Dieu selon Descartes : POSIT., in *Dx Mondes*, 15/2/1865, p. 887; POSIT., BROCH., p. 55; MÉL. PHIL., p. 304. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 48. — Critique le scepticisme kantien et affirme l'aperception spontanée de la vérité : GR. QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 46 et 47. — Les conditions de la foi changent : RÉP. CONS., p. 39; POL. ACT., p. 168. — Cousin admire Dugald - Stewart : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 338; MÉL. PHIL., p. 17. — « *Résumons ces idées et développons-les en les résumant* » : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 260; MÉL. PHIL., p. 184. — Traducteur de Platon : *Des Lois* : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 213; 2^e éd., p. 214; 3^e éd., p. 204. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 138 n.; 3^e éd., p. 138 n. — *Fragments philosophiques* (Préface, et surtout morceau inti-

- tulé : *De l'abstraction comparative et de l'abstraction immédiate*; Le critérium de la vérité, c'est la spontanéité; IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 123; 2^e éd., p. 123; 3^e éd., p. 117. — *Même ouvrage*. Après l'avoir cité, Dupont-White tient à faire remarquer : « Il y a quelque modestie à mettre une pareille prose à côté de la sienne » : POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 576; POSIT., BROCH., p. 36; MÉL. PHIL., p. 271. — *Du Vrai, du Bien et du Beau — Cours professé par Cousin, en 1817 — et La Justice et la Charité* (1848): POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 573; POSIT., BROCH., p. 33; MÉL. PHIL., p. 266.
- COYCTIER: Médecin de Louis XI: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 215; 2^e éd., p. 215; 3^e éd., p. 213.
- CREQUY:
Se dépensa pour la cause des idées nouvelles au xviii^e siècle : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1111; Tiré A PART, p. 6. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 613.
- CREVECEUR (COMTE DE): Trahit Marie de Bourgogne: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 209; 2^e éd., p. 208; 3^e éd., p. 206.
- CROISSY : Frère de Colbert: TRAV. ET CAP., p. 327 n.
- CROMWELL:
Fondateur du protectionnisme: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 270; 2^e éd., p. 271; 3^e éd., p. 268. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 48; 2^e éd., p. 48; 3^e éd., p. 48. — Avait, ainsi que ses soldats, une véritable passion pour les controverses théologiques: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 281; 2^e éd., p. 279; 3^e éd., p. 277. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 307; LIB. POL., p. 39. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 887; LIB. POL., p. 106. — Droits ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 444; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 35; 2^e éd., p. 34. — RÉFL. OPT., p. 45; POL. ACT., p. 238. — Ne laissait rien à la fortune de ce qu'il pouvait lui enlever par conseil ou par prévoyance : LIB. POL., p. 206. (Ce passage manque dans ADM. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862). — Divers: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxi; 3^e éd., p. xx. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 180; 2^e éd., p. 179; 3^e éd., p. 178. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 328; 2^e éd., p. 324; 3^e éd., p. 322. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 317; LIB. POL., p. 57. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 624; LIB. POL., p. 182 sqq. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 319; LIB. PRESSE, p. 52. — RÔLE ET LIB., 2/1866, p. 340; LIB. PRESSE, p. 75. — Droits ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 429; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 47; 2^e éd., p. 62. — PROG. POL., p. 241. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 25. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 421; MÉL. PHIL., p. 66. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 438 et 440; MÉL. PHIL., p. 93 et 97.
- CUGNIERES (PIERRE DE): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 236; 2^e éd., p. 234; 3^e éd., p. 232.
- CUMBERLAND: GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 190; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xi; 2^e éd., p. vi; 3^e éd., p. ix.
- Cunin-Gridaine :**
« Un des plus honorables manufacturiers de Sedan ». D'après son discours, publié au *Moniteur* du 14/4/1836, dans les grandes industries de la laine et du coton les salaires absorbent la moitié ou les deux tiers des fonds engagés. (Enquête de 1834): TRAV. ET CAP., p. 102. — Selon lui, les ouvriers ne placent pas leurs économies à la Caisse d'Epargne de peur que cela ne provoque des baisses de salaires: TRAV. ET CAP., p. 334.
- Cuvier :**
Les Anglais n'admettent « ni cataclysmes, ni révolutions,

comme Cuvier et comme la France »; MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 3. — Appelle l'*opus majus* de Roger Bacon, un ouvrage de moine; IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 73; 2^e éd., p. 73; 3^e éd., p. 69. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 781; MÉL. PHIL., p. 372. — Divers: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 258; 2^e éd. p. 255; 3^e éd., p. 253.

DAIRE (Eugène):

Préface de l'édition Guillaume de La Dîme royale de Vauban. Classification des propriétaires d'après l'importance des cotes foncières: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 201 n. — (Eug. Daire rendit compte de la brochure de Dupont-White: *De la suppression de l'impôt du Sel et de l'Octroi* in *Journ. des Ec.*, 4/1847, n° 65, 1^{re} série, t. XVII, p. 38).

DAMMARTIN: Ennemi de Louis XI, qui lui écrivit une lettre célèbre; CENTRAL., 1^{re} éd., p. 205; 2^e éd., p. 205; 3^e éd., p. 203. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 218; 2^e éd., p. 218; 3^e éd., p. 216. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 280; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 29; 2^e éd., p. 38.

Dangeau:

Raconte que les faux-saulniers que l'on pendait, n'en continuaient pas moins de croître et de pulluler à ce régime. Dupont-White en conclut: « Ce qui assure l'observance d'une loi, ce n'est pas l'énergie, mais la certitude de la répression »; PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XII; 3^e éd., p. XII.

DANTE: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 330; 2^e éd., p. 331; 3^e éd., p. 316. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 12; 2^e éd., p. 12; 3^e éd., p. 12. — p. 15; 3^e éd., p. 15. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 205. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 336; LIB. PRESSE, p. 70. — POSIT., in *Dr Mondes*, 1/2/1865, p. 553; POS., BROCH., p. 13;

MÉL. PHIL., p. 229. — POSIT., in *Dr Mondes*, 15/2/1865, p. 884; POSIT., BROCH., p. 52; MÉL. PHIL., p. 298. — POSIT., in *Dr Mondes*, 15/2/1865, p. 892; POSIT., BROCH., p. 60; MÉL. PHIL., p. 311.

DANTON: « Plus poète qu'Ovide dans ses *Tristes* »; IMPÔT DU SEL, p. 64.

Daresté de la Chavanne:

Histoire de l'Administration en France, t. I, p. 216; CENTRAL., PIÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{re} éd., p. 365 n.; 2^e éd., p. 363 n.; 3^e éd., p. 357 n.

DARWIN:

Sa loi de sélection naturelle (c'est celle du libéralisme économique): DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 261; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 10; 2^e éd., p. 12. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 3. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 9. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 787; MÉL. PHIL., p. 381. — Sa doctrine conduit à une psychologie où l'esprit fonctionne comme un mécanisme: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 736 et 737; MÉL. PHIL., p. 126 à 128. — Rien, dans son système, ne contredit expressément la foi en un Dieu personnel: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 262; MÉL. PHIL., p. 186. — N'a pas plus que Buckle l'irrégion passionnée de Voltaire et Diderot: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 268; MÉL. PHIL., p. 196.

DAVID (Roi des Juifs): « *Non mortui laudabunt te...* »: LIB. POL., p. 354 (Ce passage manque dans ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 1/5/1863). — « *In-veteravit ossa mea dolor* »: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 793; MÉL. PHIL., p. 392.

DAVID (peintre): Médiocrité de son école: GOUV. REPR., in *Dr Mon-*

des, 1/11/1861, p. 195; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. XXIII; 2^e éd., p. XVIII; 3^e éd., p. XIX.

DAVY: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 73; 2^e éd., p. 73; 3^e éd., p. 69. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 781; MÉL. PHIL., p. 372.

Déclaration des droits de l'homme :

IND. ET ET., 1^{er} éd., p. 38; 2^e éd., p. 38; 3^e éd., p. 35. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 91; 2^e éd., p. 90; 3^e éd., p. 87. — RÉFL. OPT., p. 33; POL. ACT., p. 223. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 554; POSIT., BROCH., p. 14; MÉL. PHIL., p. 232.

Déclaration des Droits de 1791 :

ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 905; LIB. POL., p. 141.

DELACROIX: Son tableau, le massacre de Scio: DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 31/1/1867, p. 266; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 15; 2^e éd., p. 18.

DEILIE (Poète): RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1816, p. 187; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 11; LIB. PRESSE, p. 10.

DEMESMAY (Auguste) :

Député qui proposa, en 1846 et 1847, la réforme de l'impôt du sel. Dupont-White cite « son excellente brochure sur l'impôt du sel »: *Du projet de loi réduisant à 10 centimes l'impôt sur le sel* (Paris, Librairie agricole de Dufahy, 1 broch. in-8°) : IMPÔT DU SEL, p. 69 n.

Démocratie Pacifique (Journal fouriériste) :

N° du 1/9/1843, à propos du métayage: TRAV. ET CAP., p. 319 n.

DEMOSTHENE: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 345; MÉL. PHIL., p. 29. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 758; MÉL. PHIL., p. 163.

DESCARTES :

Le Cogito : POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 875; POSIT., BROCH., p. 43; MÉL. PHIL., p. 284. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 796; MÉL. PHIL., p. 397. — « Si Descartes, au lieu de dire : *Je pense, donc je suis*, avait pu dire : *Je pense, donc je gouverne*, croyez-vous qu'il n'aurait pas aperçu l'être humain sous un autre jour ? » : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 336; MÉL. PHIL., p. 15. — Sa théorie de l'erreur: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 449; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 68; 2^e éd., p. 91. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 876; POSIT., BROCH., p. 44; MÉL. PHIL., p. 286.

Théorie des bêtes-machines : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 3/1876, p. 658; MÉL. PHIL., p. 365. — Ignorait la physiologie: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 405; MÉL. PHIL., p. 330. — La gravitation lui paraissait inconcevable: GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 53. — Précurseur de la théorie du progrès. Dans le *Discours de la Méthode*, il exprime l'espérance que le progrès pourra un jour soustraire l'homme à l'affaiblissement de la vieillesse: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 342; 2^e éd., p. 344; 3^e éd., p. 328. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 357; 2^e éd., p. 360; 3^e éd., p. 343. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 273; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 22; 2^e éd., p. 28. — *Les Méditations*: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 111; 2^e éd., p. 111; 3^e éd., p. 111. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/5/1863,

p. 196; LIB. POL., p. 321. — Dupont-White discute sa preuve de l'existence de Dieu par l'idée de perfection: POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 887; POSIT., BROCH., p. 55; MÉL. PHIL., p. 304. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 797; MÉL. PHIL., p. 398. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 48. — Descartes rejette les sources religieuses de la connaissance: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 238; 2^e éd., p. 236; 3^e éd., p. 231. Professe le doute: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 275; MÉL. PHIL., p. 208. — Envisageait l'hypothèse d'un Dieu trompeur, ce qui prouve combien l'esprit de foi l'avait délaissé: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 381. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 556; POSIT., BROCH., p. 16; MÉL. PHIL., p. 236. — Sa foi religieuse était-elle sincère? PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 277 et 278; MÉL. PHIL., p. 211. — Divers: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 73; 2^e éd., p. 73; 3^e éd., p. 69. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 240; 2^e éd., p. 238; 3^e éd., p. 236. — RÉFL. OPT., p. 89; POL. ACT., p. 291. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 335; MÉL. PHIL., p. 13. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 269; MÉL. PHIL., p. 198.

DESMARETS: De la « dynastie des Colbert »: TRAV. ET CAP., p. 327 n. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 318; 2^e éd., p. 314; 3^e éd., p. 312.

Dictionnaire du Commerce:

Verbo Lille: TRAV. ET CAP., p. 54.

DIDEROT:

Son « irrégion passionnée »: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*,

5/1876, p. 445; MÉL. PHIL., p. 105. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 268; MÉL. PHIL., p. 196. — CENTRAL., PIÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{re} éd., p. 365 n.; 2^e éd., p. 363 n.; 3^e éd., p. 361 n. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 188; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 12; LIB. PRESSE, p. 11. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 348; MÉL. PHIL., p. 33.

DIOCLETIEN: Fit des concessions aux Barbares: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 119; 2^e éd., p. 118; 3^e éd., p. 11. — Trop vieux, a abdiqué: Progr. POL., p. 96.

Discours du ministre anglais de l'Intérieur du 26/5/1845, lors de la discussion de la motion de lord Russel sur la condition des classes ouvrières:

Sur le protectionnisme: TRAV. ET CAP., p. 49. — Sur l'inflation monétaire: TRAV. ET CAP., p. 62 n.

DOLFUS: En faveur des libertés communales: AVANT - PROPOS LIBERTÉ, 2^e éd., p. xvii; 3^e éd., p. xiii.

Doomsdy-Book:

Registre de la Conquête Normande: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 259; 2^e éd., p. 257; 3^e éd., p. 225.

DOW (GÉRARD), (Peintre): Son tableau *la Nativité* est à Florence: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 61; 2^e éd., p. 61; 3^e éd., p. 61.

DUBARRY: Disgracia Choiseul: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 328; 2^e éd., p. 325; 3^e éd., p. 322.

DUBOIS (LE CARDINAL):

TRAV. ET CAP., p. 327. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 243; 2^e éd., p. 241; 3^e éd., p. 238. — ADMIN. EOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 912; LIB. POL., p. 156.

DUCHAILLU: Vit des singes se chauffer à un feu laissé par des nègres: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 736; MÉL. PHIL., p. 128.

Duchâtel (Comte):

Auteur d'un opuscule dirigé contre la charité légale: TRAV. ET CAP., p. 7 n. 2. — Discours

sur l'épargne disponible et l'épargne investie. (Discussion des 26, 27 et 28 janvier 1848): BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 190; BANQUES, BROCH., p. 43.

Duclos :

Sur Louis XI : « *Tout balancé, c'était un roi* » : DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 281; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 30; 2^e éd., p. 38. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 156; CONSTIT., BROCH., p. 38; POL. ACT., p. 118. — « *Il y a des actions nobles, utiles, courageuses, et toutefois sans danger, dont un homme d'esprit ne laisse pas échapper l'occasion* » : IMPÔT DU SEL, p. 43. — CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 48; 2^e éd., pp. 47 et 48. — « *La France est le seul pays où le vice n'altère ni le courage ni la bonté* » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 274; 2^e éd., p. 271; 3^e éd., p. 269.

DUCLOS (de Bordeaux) : Rapporteur des lois douanières des 2 et 18 juillet 1836: TRAV. ET CAP., p. 430. — SUPPL. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 608.

Dufaure :

Rapport du 12 juin 1842, sur la loi des Chemins de fer : IMPÔT DU SEL, p. 19 n. — Circulaire de M. Dufaure, ministre de l'Intérieur, du 22 août 1849, instituant le fonds commun entre les départements: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 387 n.

Dufferin (lord) :

Lettres sur les régions polaires: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8-1862, p. 889. LIB. POL., p. 109.

DUGALD - STEWART : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 189; 2^e éd., p. 189; 3^e éd., p. 187. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 338; MÉL. PHIL., p. 17.

Dugas-Montbel :

Lors de la discussion douanière du 20/12/1830, proposa un amendement qui fut rejeté sur intervention du ministre de l'Intérieur, et tendant à baisser la limite de l'importation : PROF. ET SAL.; TRAV., ET CAP., p. 195.

DUMARSAIS : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 298; 2^e éd., p. 296; 3^e éd., p. 293.

DUMOURIEZ : Vainqueur de Valmy: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1.1867, p. 275; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 24; 2^e éd., p. 31.

DUNOIS : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199.

DUNOYER :

Article du *Journ. des Ec.*, t. I, p. 138. La misère engendre l'excès de population: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 138. — Reconnaît que l'Angleterre est en train d'abandonner le libéralisme, mais conteste le bien-fondé de la popularité de cette évolution: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 113. 2^e éd., p. 113; 3^e éd., p. 136.

DUPIN AÎNÉ :

Offrit, en 1833, à Dupont. White une place de substitut à Rouen: AFFICHE ÉLECTORALE DE DUPONT-WHITE, CANDIDAT AUX ÉLECTIONS DANS L'OISE (*Journ. de l'Oise*, 25 3/1848). — Il y a une loi non écrite: MÉL. PHIL., Préf., p. xiv. — « Un personnage qui a tout rempli de ses bons mots pendant 50 ans. » Auteur du brocard : « *Pas de liberté qui n'ait son règlement.* » PROG. POL., p. 153. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 27. — *Bien-être et concorde du peuple français*, p. 54. Subvention de la monarchie de Juillet pour l'enseignement primaire : INTERV. ET., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 148; TRAV. ET CAP., p. 399. — *Idem, ibidem*, p. 128. Le partage égal des revenus de la France donnerait 80 centimes par jour et par habitant : TRAV. ET CAP., p. 318.

DUPLEIX : CENTRAL, 1^{re} éd., p. 226; 2^e éd., p. 225; 3^e, p. 223.

DUPONT DE NEMOURS :

Impôt foncier: IMPÔT DU SEL, p.

DUPORT (Le Conseiller):

Prépara avec Mirabeau, contre l'avis de Sieyès, peu après la nuit du 4 août, un décret d'abolition pure et simple des dîmes: IMPÔT DU SEL, p. 22. — Discussion préparatoire au décret du 4 décembre 1790 imposant les rentes: IMPÔT DU SEL., p. 52. — Son rôle au moment de la rédaction du Code civil: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 189; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 13; LIB. PRESSE, p. 12.

Dupré de Saint-Maur :

Table des prix du blé depuis le xiii^e siècle : PROF. ET SAL., p. 82; TRAV. ET CAP., p. 84.

Dutens :

Essai comparatif sur la formation et la distribution des revenus en France en 1815 et 1835. Volume comparé du capital fixe et du capital circulant pour l'industrie et pour l'agriculture: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., 143.

Duvergier de Hauranne :

Histoire du Gouvernement parlementaire : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 320 n.; 2^e éd., p. 317 n.; 3^e éd., p. 314 n.

DYRDEN : Influence sur lui du classicisme français : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 332; 2^e éd., p. 334; 3^e éd., p. 319.

ECCLESIASTE (L') : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1124; TIRÉ A PART, p. 19. — RÉP. CONS., p. 26; POL. ACT., p. 151. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 33.

Economist (The) du 26/1/1866, p. 84.

L'échec des Chemins de fer privés en Angleterre ébranle, outre-Manche, les traditionnelles convictions libérales : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 146; 2^e éd., p. 146; 3^e éd., p. 139.

EDINBURGH REVIEW :

Dupont-White était presque

certainement abonné à cette revue, qu'il cite très souvent. — N^o de mars 1824: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 70. — TRAV. ET CAP., p. 70. — *Ibidem*: Article d'Arthur Young, (Voir ce nom). Fiscalité grevant le blé en Angleterre: TRAV. ET CAP., p. 305 n. — *Ibidem*: *On rise and fall of Profits* (statistique des profits et des salaires en Angleterre pendant les guerres de l'Empire): TRAV. ET CAP., p. 364 n. — ETUDE SUR L'IMPÔT, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 619 n. — N^o d'octobre 1854: *Railways moral and railways policy*: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 142 n.; 2^e éd., p. 142 n.; 3^e éd., p. 135 n. — LIB. POL., p. 224 (Manque ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862). — Vers 1860, un article sur les grands historiens français: Guizot, Augustin Thierry, Sismondi, Michelet: CENTRAL., 2^e éd., p. 122 n.; 3^e éd., p. 122 n.; — Divers: PROF. ET SAL., p. 75. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/5/1863, p. 192. (Manque in LIB. POL.).

Edit d'Août 1776, par lequel Louis XVI donne la liberté à tous les serfs de la couronne: Voyez verbo *Législation française*.

Edit du préteur :

IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 140 n.; 2^e éd., p. 140, n.; 3^e éd., p. 133, n.

EDOUARD D'ANGLETERRE : Fit exécuter son frère, le duc de Clarence: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 205.

EDOUARD VI D'ANGLETERRE: Fit changer l'Angleterre de religion: LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11 mars 1878.

ELANE (Docteur) :

Souffles de Doctrine : Contre la philosophie anglaise du xix^e

siècle: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 263; MÉL. PHIL., p. 188.

ELISABETH D'ANGLETERRE:

Etablit la taxe des pauvres : TRAV. ET CAP., p. 361. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 113; 2^e éd., p. 114; 3^e éd., p. 108. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 48; 2^e éd., éd., p. 48; 3^e éd., p. 48. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 301; LIB. POL., p. 30. — Changea la religion de l'Angleterre: LETTRE A LAVALBYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.

ELLENBOROUGH (lord) : Lors de la réforme municipale anglaise de 1835 proposa que les fonctions des maires et des aldermen soient viagères: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 309; LIB. POL., p. 44.

ENCYCLOPEDIE (L') :

On la bâtissait déjà au xvii^e siècle: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 243; 2^e éd., p. 241; 3^e éd., p. 238. — Exprime et résume le xviii^e siècle, mais n'a pas un mot sur la philosophie politique: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 348; MÉL. PHIL., p. 33. — N'était pas athée: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 445; MÉL. PHIL., p. 105. — Pour les références à la *Préface de l'Encyclopédie*, voir verbo d'Alembert.

Encyclopédie du Droit :

Article : Banque : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 161 n.; BANQUES, BROCH., p. 14 n.

ENFANTIN :

C'est à lui sans doute que Dupont-White fait allusion quand il nous parle du « fondateur du Saint-Simonisme » qui « se réveillait chaque jour avec cette idée qu'il descendait de Charlemagne »: PROGR. POL., p. 178.

Enquête commerciale Belge de 1834 :

PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 110 n. 1. — PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 169. — TRAV. ET CAP., p. 310.

Enquête française de 1834 sur diverses prohibitions (tissus de laine et coton):

Sur les salaires et le commerce extérieur: TRAV. ET CAP., p. 102 (Voir Cunin-Gridaine). — PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 379. — *Idem*. Réponse de M. Roman, délégué du Haut et du Bas-Rhin, affirmant la bonne conduite des ouvriers alsaciens: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 378.

ENSENADA : Mena la Fronde religieuse: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5 1877, p. 268; MÉL. PHIL., p. 196. — Ministre de Charles III d'Espagne: PRÉF. IND. ET ET., 1^{re} éd., p. iv; 2^e éd., p. iv.

EPAMINONDAS : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 179; 2^e éd., p. 178; 3^e éd., p. 177.

EPEE (abbé de l') : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2 1866, p. 321; LIB. PRESSE, p. 54.

EPERNON (famille des) : Leur rôle pendant les guerres de religion: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 202; 2^e éd., p. 202; 3^e éd., p. 200.

EPICTETE: POSIT., in *Dx-Mondes*, 15 2 1865, p. 871; POSIT., BROCH., p. 39; MÉL. PHIL., p. 277.

EPICTURE : Responsable de la chute de la République romaine: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 224; 2^e éd., p. 224; 3^e éd., p. 213. — « Que ne s'est-il trouvé à Rome quelque chose comme un censeur... pour mettre le pied sur ce venin? »: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xxxii; 2^e éd., p. 32; 3^e éd., p. 49.

ERASME : « Un des pères de la tolérance religieuse »: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 348; MÉL. PHIL., p. 34.

EROSTATE : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. vii; 2^e éd., p. 49; 3^e éd., p. 65.

ESCHYLE : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 329; 2^e éd., p. 331; 3^e éd., p. 316. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 271;

EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 20; 2^e éd., p. 25. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 277; MÉL. PHIL., p. 210.

ESTE (les ducs d') : Tyrans lo-
caux en Italie: CENTRAL., 1^{re}
éd., p. 254; 2^e éd., p. 252; 3^e
éd., p. 250.

ESTIENNE (les) : Protégés par
François 1^{er}: IND. ET ET., 1^{re}
éd., p. 160; 2^e éd., p. 161; 3^e
éd., p. 153. — CENTRAL., 1^{re}
éd., p. 239, p. 237; 3^e éd., p.
235.

Etat de la France :

Description de chaque Généralité
par chaque Intendant, travail
ordonné par Louis XIV pour
l'instruction du duc de Bour-
gogne : DROITS ET DEV., in
Rev. cont., 15/2/1867, p. 423;
EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 42;
2^e éd., p. 54.

Etwoes (baron) :

Auteur hongrois d'un livre sur
les Droits de l'Etat et leurs
limites, analysé par Labou-
laye: AVANT-PROPOS LIB., 2^e éd.,
p. XVIII; 3^e éd., p. IV.

EUCLIDE: PHIL. ANGL., in *Rev. de*
Fr., 15/4/1877, p. 758; MÉL.
PHIL., p. 163.

Euler :

Lettres à une princesse alle-
mande: POSIT., in *Dx-Mondes*,
1/2/1865, p. 575; POSIT.,
BROCH., p. 36; MÉL. PHIL., p.
270.

EURIPIDE: Son scepticisme reli-
gieux: IMPUISS. POL., in *Rev.*
de Fr., 5/1876, p. 449; MÉL.
PHIL., p. 112. — POSIT., in *Dx-*
Mondes, 1/2/1865, p. 555; PO-
SIT., BROCH., p. 15; MÉL. PHIL.,
p. 234. — Divers: BANQUES,
in *Corresp.*, 9/1866, p. 193;
BANQUES, BROCH., p. 46. —
IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*,
2/1876, p. 336; MÉL. PHIL., p.
15. — MATÉR. ET SPIRIT., in
Rev. de Fr., 9/1874, p. 790;
MÉL. PHIL., p. 386.

FABRICIUS : Ses mânes, invoqués
par Rousseau: RÉFL. OPT., p.
78; POL. ACT., p. 277.

Factory act :

Voyez verbo *Législation anglaise*.

FAIN (le baron) : Raconte qu'en
1812 les Russes interceptèrent
une dépêche disant que la
garnison de Paris n'était que

de 2.000 hommes: RÉP. CONS.,
p. 45; POL. ACT., p. 177. —
PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*,
15/12/1878, p. 689.

FALLOUX : « Montrez-moi donc
les successeurs de Berryer,
Guizot, Montalembert et même
de Falloux »: LETTRE A LAVE-
LEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.

FAVART : Ses vaudevilles au XVIII^e
siècle: RÔLE ET LIB., in *Cor-*
resp., 1/1866, p. 188; RÔLE ET
LIB., BROCH., p. 12; LIB.
PRESSE, p. 11.

FAVIER : Agent de la diplomatie
secrète de Louis XV. *Politique*
de tous les cabinets de l'Eu-
rope pendant les règnes de
Louis XV et de Louis XVI (en
collaboration avec le duc de
Broglie): CENTRAL., 1^{re} éd., p.
225 n.; 2^e éd., p. 225, n.; 3^e éd.,
p. 222, n.

FENELON: « Aimable simplicité
du monde naissant »: IND. ET
ET., 1^{re} éd., p. 111, 2^e éd.,
p. 116; 3^e éd., p. 116. — AD-
MIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/
1863, p. 591; LIB. POL., p. 285.
— PROG. POL., p. 10. — SUFFR.
UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872,
p. 864. — SUFFR. UNIV., in
Corresp., 25/11/1872, p. 612. —
MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*,
7/1875, p. 11. — L'idée des
droits humains se fit jour chez
lui: SUFFR. UNIV., in *Corresp.*,
25/11/1872, p. 610. — Divers:
POSIT., in *Dx Mondes*, 15/2/
1865, p. 870; POSIT. BROCH., p.
38; MÉL. PHIL., p. 274.

Fermont (de) :

Exposé des motifs de la loi du
5 ventôse an VIII publié au
Moniteur du 26 pluviôse an
VIII. Cette loi créait les oc-
trois dans un but de bien-
faisance pour alimenter les
hôpitaux et les hospices: ETUDE
SUR L'IMPÔT, in *Lib. Pens.*,
1851, t. viii, p. 635. — Cen-
TRAL., 1^{er} éd., p. 45; 2^e éd.,
p. 45; 3^e éd., p. 45.

Ferrari :

Histoire de l'Italie. Rivalités lo-
cales dans l'Italie du Moyen-
Age: CENTRAL., 1^{re} éd., pp. 120
et 122; 2^e éd., p. 120 et 121;
3^e éd., p. 120 et 121

Feydeau (Ernest) :

Son roman, *Fanny*, dont Du-
pont-White marque le carac-

lère osé, et qu'il cite à côté de *Madame Bovary* : *PROGR. POL.*, p. 214.

FICHE :

Sa preuve de l'existence de Dieu. Dupont-White critique cette preuve: *POSIT.*, in *Dr-Mondes*, 15/2/1865, p. 888; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 56; *MÉL. PHIL.*, p. 305. — *GR. QUEST.*, in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 48.

FITZ-GERALD: *PROGR. POL.*, p. 74.

Fitz (Stephen) :

Voyageur anglais aux Indes, qui en a rapporté cette opinion que la religion est le fondement des sociétés: *MÉL. PHIL.*, *Préf.*, p. xx.

FIX (Théodore) :

Sur les tendances industrielles des divers Etats d'Europe. Développement du protectionnisme en Russie et dans le Zollverein : *TRAV. ET CAP.*, p. 43, n. — Article dans le *Journal des Ec.*, 1/1845, p. 23 : Versements ouvriers dans les Caisses d'Epargne : *TRAV. ET CAP.*, p. 336. — *Observations sur l'état des classes ouvrières*. En Suisse et dans la Confédération germanique, les cabarets sont souvent des monopoles d'Etat: *IMPÔT DU SEL*, p. 87.

Flassan (de) :

Histoire de la Diplomatie française: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 332; 2^e éd., p. 334; 3^e éd., p. 319. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 223; 2^e éd., p. 223; 3^e éd., p. 220. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 225 n.; 2^e éd., p. 225 n.; 3^e éd., p. 222 n. — *Droits et Dev.*, in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 426; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 58.

Flaubert (Gustave) :

Madame Bovary : *PROGR. POL.*, p. 214.

Flourens :

Affirme que la substance des os se renouvelle intégralement en

un mois: *RÉP. CONS.*, p. 26; *POL. ACT.*, p. 152.

Foë (Daniel de) :

« Son héros est l'élève de la société. La société toute entière a échoué avec lui dans la même solitude et l'a peuplée de ses œuvres les plus savantes. »: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 170; 2^e éd., p. 170; 3^e éd., p. 162. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 155; 2^e éd., p. 154; 3^e éd., p. 154.

FOIX (COMTE DE): *CENTRAL* 1^{re} éd., p. 205; 2^e éd., p. 205; 3^e éd., p. 203.

Fontenay-Mareuil :

Parle de 4.000 victimes des duels en une seule année, au début du XVIII^e siècle : *PRÉF. LIB.*, 1^{re} éd., p. LVIII; 2^e éd., p. 58; 3^e éd., p. 74.

FONTENELLE :

Précurseur de la théorie du progrès: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 342; 2^e éd., p. 344; 3^e éd., p. 328. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 242; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238. — *Divers* : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 316; 2^e éd., p. 313; 3^e éd., p. 310. — *PRÉF. LIB.*, 1^{re} éd., p. XLIV; 2^e éd., p. 44; 3^e éd., p. 60.

FOUCAULT (l'intendant) :

Ses *Mémoires* : *LIB. POL.*, p. 226 (Manque *ADMIN. LOC.*, in *Dr-Mondes*, 1/12/1862. — *ADMIN. LOC.*, in *Dr-Mondes*, 1/5/1863, p. 176; *LIB. POL.*, p. 302. — *ADMIN. LOC.*, in *Dr-Mondes*, 1/5/1863, p. 193 (Manque in *LIB. POL.*).

FOUCHE: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 51; 2^e éd., p. 51; 3^e éd., p. 47.

FOUCHE DE CAREIL (COMTE): Cite Leibnitz : *SUFFR. UNIV.*, in *Corresp.* 25/11/1872, p. 616.

FOUQUET (L'intendant) :

PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XLII; 3^e éd., p. p. XXXIV. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 318; 2^e éd., p. 314; 3^e éd., p. 312. — *PRÉF. LIB.*, 1^{re} éd., p. XLIII; 2^e éd., p. 43; 3^e éd., p. 59. — *ADMIN. LOC.*, in *Dr-Mondes*,

1/5/1863, p. 277; LIB. POL., p. 305.

FOURIER :

Son école est favorable au métayage : TRAV. ET CAP., p. 319 n. — Fourier fut chargé par un négociant de Marseille de submerger des grains parce que leur cours était trop bas. « Il y avait sûrement là matière à réflexion » : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 258. — Pour lui, « les passions viennent de Dieu et le devoir vient de l'homme » : PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 19/10/1851, p. 375; IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 288; 2^e éd., p. 290; 3^e éd., p. 277. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. II; 2^e éd., p. 2; 3^e éd., p. 18. — Rêvait de donner une queue à l'humanité : PROGR. POL., p. 200. — Le phalanstère « dégrade l'individu par la loi » : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 306; 2^e éd., p. 308; 3^e éd., p. 294. — Toutefois, Dupont-White s'aperçoit que le Fouriérisme n'est pas étatiste, mais associationniste, alors « il n'est pas une violence, il reste une chimère... La liberté ne s'abandonne pas » : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 308; 2^e éd., p. 310; 3^e éd., p. 296. — « Le temps où le Fouriérisme faisait rage est passé », (donc il n'y a plus de danger social). RÉFL. OPT., p. 100; POL. ACT., p. 303. — LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 12/2/1878. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 65. — Divers : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 12; 2^e éd., p. 12; 3^e éd., p. 10. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 294; 2^e éd., p. 296; 3^e éd., p. 283. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 105; 2^e éd., p. 105; 3^e

éd., p. 105. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 191; 2^e éd., p. 194; 3^e éd., p. 192. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 189; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 13; LIB. PRESSE, p. 11. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 868.

Foy (le général) :

Sur la liberté : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 293; 2^e éd., p. 290; 3^e éd., p. 288. — Admirateur de Napoléon I^{er} et de son principe : action d'un seul, délibération de plusieurs : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 300; LIB. POL., p. 28. — Décadence espagnole : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 186; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 10; LIB. PRESSE, p. 8. — Se plaignait que l'attelage et le charroi de l'artillerie étaient mal exécutés par les entrepreneurs particuliers : PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 19/10/1851, p. 363.

FRANÇOIS 1^{er} :

Sauva de la Sorbonne la Renaissance : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 160; 2^e éd., p. 161; 3^e éd., p. 153. — Protégea les Estienne : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 239; 2^e éd., p. 237; 3^e éd., p. 235. — Allié de Soliman : BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 381. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 556; POSIT., BROCH., p. 16; MÉL. PHIL., p. 235. — Spolia un connétable de Bourbon, marquant par là la puissance du pouvoir royal sur l'aristocratie : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 246; 2^e éd., p. 244; 3^e éd., p. 242. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 324; LIB. POL., p. 70. — Racheta à l'abbaye de Saint-Victor les droits de justice qu'elle avait sur Paris. ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 317; LIB. POL., p. 57. — Mort jeune, n'a pas eu le temps de vieillir : PROGR. POL., p. 96. — Divers : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 14; 2^e éd., p. 14; 3^e éd., n. 14. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 227; 2^e éd., p. 227; 3^e éd., p. 224. —

- IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 206.
2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 197.
— CENTRAL., 1^{re} éd., p. 236;
2^e éd., p. 234; 3^e éd., p. 232.

Franklin :

Dans sa *Correspondance* remarque que les charges judiciaires sous l'Ancien Régime rapportaient moins à leurs titulaires qu'elles ne leur coûtaient: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 106; 2^e éd., p. 106; 3^e éd., p. 102. — Dupont-White lui reproche de critiquer les gros traitements qui pourtant constituent une bonne garantie contre la concussion: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 331; 2^e éd., p. 329; 3^e éd., p. 325. — A des expressions pleines d'horreur sur la liberté de la presse: PROG. POL., p. 41.

FREDERIC BARBEROUSSE: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 23; 2^e éd., p. 22; 3^e éd., p. 23.

FREDERIC LE GRAND :

Histoire de mon temps: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 224; 2^e éd., p. 224; 3^e éd., p. 221.

— *Mémoires* : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 441; MÉL. PHIL., p. 97. — Disait que l'Allemagne avait été arriérée d'un siècle... par les guerres de religion: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 267; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 16; 2^e éd., p. 19.

—...et par la guerre de Trente Ans: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 186; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 10; LIB. PRESSE, p. 8. — PERPS. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 688. — Protecteur de tout franc-parler: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 230; 2^e éd., p. 230; 3^e éd., p. 220. — Crédit foncier: CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 98.

Divers: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 161; 2^e éd., p. 161; 3^e éd., p. 153. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p.

418; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 37; 2^e éd., p. 48.

FREILIGRATH: *Ballade de Rubezahl*: TRAV. ET CAP., p. 340 n.

Fullerton :

Regulation of currencies: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 175; BANQUE, BROCH., p. 28.

Fustel de Coulanges :

La Cité antique. Culte des lombeaux chez les Anciens. RÉF. OPT., p. 86; POL. ACT., p. 287. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4 1878, p. 33.

GALGACUS: « *Dam singuli pugnant universi vincuntur* ». DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31 1/1862, p. 279; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 28; 2^e éd., p. 36.

GALIANI (Abbé) :

Du commerce des blés: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 188; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 12; LIB. PRESSE, p. 10 et 11.

Galignani :

Du 30 mai 1850 : histoire du cours du 3 % en Angleterre: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 188 n.; BANQUES, BROCH., p. 41 n.

GALILEE :

« Son astronomie peu orthodoxe »: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 381. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 238; 2^e éd., p. 236; 3^e éd., p. 234. — POSIT., in *Dr-Mondes*, 1/2-1865, p. 556; POSIT., BROCH., p. 16; MÉL. PHIL., p. 236. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 352; 2^e éd., p. 349; 3^e éd., p. 346. — Moins dangereux que Babouf: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xxx; 3^e éd., p. 47.

GAMBETTA: Invoque l'étoile de la France: RÉP. OU MON., p. 27; POL. ACT., p. 29.

Gamon (Achille) :

Avocat et consul d'Annonay. *Mémoires* : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 237 n.; 2^e éd., p. 235 n.; 3^e éd., p. 233 n.

GARNIER (Joseph) :

Joseph Garnier fut, en 1847, candidat au concours de l'Académie sur les Profits et les Salaires, que Dupont-White avait fait (avec le même sujet) en 1844, pour 1845. Il donna, dans le *Journal des Economistes*, un compte rendu de TRAV. ET CAP. (Cf. notre Bibliographie, n° 277). Une polémique s'ensuivit entre Dupont-White et Joseph Garnier sur la doctrine et le caractère de Malthus (cf. notre Bibliographie, n° 5). Dupont-White cite très fréquemment ses *Notes sur Adam Smith* dans ses premiers ouvrages. — Prix du blé en France et en Angleterre: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 178. — Densité du blé : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 200. — Méfaits des droits de douane sur le fer: TRAV. ET CAP., p. 426, n. 2. — IMPÔT DU SEL, p. 71, n.

Gassendi :

« Précurseur de Condillac » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 242; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238.

GASSION : Cerna les Normands dans Avranches, sous Louis XIII: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XXXIV; 3^e éd., p. XXXII. — RÉFL. OPT., p. 74; POL. ACT., p. 272.

GASTON: (frère de Louis XIII): S'insurgea en 1632 avec Montmorency, et ne fut pas châtié: CONST., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 153; CONSTIT., BROCH., p. 35; POL. ACT., p. 112. — RÉFL. OPT., p. 74; POL. ACT., p. 272.

Gauthier :

Sous-gouverneur de la Banque de France, auteur de l'article *Banques*, dans l'*Encyclopédie du Droit*: CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VII, p. 98. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 195; BANQUES, BROCH., p. 48. — *Traité sur les Emissions monétaires* t. II, p. 56. Les

prêts de la Banque de France à l'Etat de 1803 à 1806 : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 161 n. et 162; BANQUES, BROCH., p. 14 n. et 15.

General Inclosure act (du 8 août 1845) :

Voyez verbo *Législation anglaise*.

GENGISKAN, Conquérant mongol :

GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 199; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. XXXII; 2^e éd., p. XXVI; 3^e éd., p. XXVI.

GEORGES I^{er} d'Angleterre: TRAV. ET CAP., p. 365 n.

GEORGES II d'Angleterre: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LVIII n.; 3^e éd., p. LIV n.

GEORGES III d'Angleterre:

Sous son règne, William Pitt éleva la Grande-Bretagne à une prospérité inouïe: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LVIII n.; 3^e éd., p. LIV n. — Sa lutte contre la France: PROG. POL., p. 239. — Roi « bigot et marchant à l'idiotisme », se refusait à l'émancipation des Irlandais: LIB. POL., p. 54. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 881; LIB. POL., p. 93. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 146; CONSTIT., BROCH., p. 28; POL. ACT., p. 101. — « Un fou dont le règne a été sans contredit le plus brillant de l'histoire anglaise »: GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 188; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. VII; 2^e éd., p. III; 3^e éd., p. VI.

GERANDO (de) :

Traité de la Bienfaisance publique, 1829. En Suisse, le mariage est interdit à quiconque ne peut justifier du moyen de vivre et d'élever une famille: TRAV. ET CAP., p. 395. — Un pays peut s'enrichir pendant que l'indigence s'y fait vivement sentir dans les classes inférieures de la société: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 259. — Dupont-White lui

reproche de n'avoir pas compté l'émigration parmi les remèdes à la surpopulation et à la misère: *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 341; 2^e éd., p. 339; 3^e éd., p. 334 et 335.

Gibbon :

Concessions des empereurs romains aux Barbares: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 119; 2^e éd., p. 118; 3^e éd., p. 113. — Comment Alexandrie éclipsa Memphis: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 331 n.; 2^e éd., p. 332 n.; 3^e éd., p. 317 n. — Succès des Sarrasins en Espagne: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 334 n.; 2^e éd., p. 336 n.; 3^e éd., p. 321 n. — Divers : *POSIT.*, in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 892; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 60; *MÉL. PHIL.*, p. 310.

GIOIA (FLAVIO) :

Inventeur de la boussole: *PRÉF. LIB.*, 1^{er} éd., p. LXXXIX; 2^e éd., p. 89; 3^e éd., p. 104. — Droits ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 269; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 18; 2^e éd., p. 22. — *RÉFL. OPT.*, p. 40; *POL. ACT.*, p. 231.

Giorgini :

Italien, député de Sienne, auteur d'un livre sur les Droits de l'Etat dont Dupont-White fait l'éloge: *AVANT-PROPOS LIB.*, 2^e éd., p. XVIII; 3^e éd., p. XIV.

GIRARDIN (Emile de) :

Sa théorie du progrès anonyme par les masses: *PROGR. PAR GOUV.*, in *Pol. Nouv.*, 12/10/1851, p. 311. — « Athlète infatigable de l'individu, de la localité, enfin de tout ce qui n'est pas l'Etat »: *AVANT-PROPOS LIB.*, 2^e éd., p. XVIII; 3^e éd., p. XIV. — En faveur de la liberté absolue de la presse: *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 2/1866, p. 333; *LIB. PRESSE*, p. 67. — Estimait qu'il y a toujours des candidatures officielles même quand elles ne sont

pas officiellement organisées: *CANDID. OFF.*, 1^{re} éd., p. 25; 2^e éd., p. 25. — Divers: *PROGR. POL.*, p. 54.

GLADSTONE :

Discours sur le suffrage universel: *SUFFR. UNIV.*, in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 609. — Le principe volontaire : *PROGR. POL.*, p. 153. — *MATÉR. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 27. — Trop conciliant pour l'Irlande: *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 150; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 33; *POL. ACT.*, p. 106. — *MATÉR. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 23. — *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 440; *MÉL. PHIL.*, p. 96. — Dans un *Financial Statement*, publié dans le *Times* de 1866, affirme que l'enrichissement de la France est plus rapide que celui de l'Angleterre: *DROITS ET DEV.*, in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 433; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 51 et 52; 2^e éd., p. 69. — *RÉP. CONS.*, p. 13; *POL. ACT.*, p. 138. — *POL. ACT.*, *Préf.*, p. XVI. — *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/2/1878, pp. 688 et 689.

GODWIN :

Pessimiste, tandis que Ricardo et Malthus sont des « panégyristes du statu quo » : *TRAV. ET CAP.*, p. 221. — *Traité de la Justice politique*, inspiré de Rousseau; hardiesse de son esprit révolutionnaire; Malthus réagit contre lui : *POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER*, in *Journ. des Ec.*, octobre 1846, pp. 306, 307 et 308. — Bienfaits qui résultèrent des guerres d'Alexandre de Macédoine : *LIBRE PENS.*, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 234. — Son roman: *Caleb*; *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. XVI; 3^e éd., p. XV. — *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 2/1866, p. 325; *LIB. PRESSE*, p. 58. — *SUF-*

FR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1109; TIRÉ A PART, p. 4.

Goethe :

« Hommes qui n'êtes ni iores, ni fous, rougissez. » DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 265; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 14; 2^e éd., p. 17. — Weimar était trop petit pour lui: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 268; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 17; 2^e éd., p. 22. — *Werther*: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 404; MÉL. PHIL., p. 329. — *Faust*: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. VIII; 2^e éd., p. 8; 3^e éd., p. 24. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XVIII; 2^e éd., p. 29; 3^e éd., p. 45. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/5/1863, p. 195; LIB. POL., p. 320. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 140; CONSTIT., BROCH., p. 22; POL. ACT., p. 91. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 407; MÉL. PHIL., p. 335.

GOFFREDY: Cardinal qui fit brûler les Vaudois à Arras: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 208; 2^e éd., p. 208; 3^e éd., p. 206.

GONZAGUE (FAMILLE DES): CENTRAL, 1^{re} éd., p. 254; 2^e éd., p. 252; 3^e éd., p. 250.

GRACQUES (LES): PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XLVIII; 2^e éd., p. 48; 3^e éd., p. 64. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 306; LIB. PRESSE, p. 37.

Graham (sir John), ministre de l'Intérieur :

Citation d'un de ses discours contre l'inflation de la monnaie de papier : TRAV. ET CAP., p. 62 n. — Discours à la Chambre des Communes sur la motion de lord Russel, relative à la condition des classes ouvrières (*Morning Post* du 27 mai 1845) : TRAV. ET CAP., p. 276. — Discours du 25 mai 1842 sur les acheminements de l'Angleterre vers le libre échange: IMPÔT DU SEL, p. 74.

Grammont (chevalier de) :

Ses *Mémoires*. CENTRAL., 1^{re} éd., p. 146; 2^e éd., p. 146; 3^e éd., p. 145. — CENTRAL., 1^{re} éd.,

p. 235; 2^e éd., p. 233; 3^e éd., p. 231.

GRANDIER: Son procès: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 237; 2^e éd., p. 235; 3^e éd., p. 233.

Gratry (le Père) :

Les lois de l'histoire : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 615. — *Ibid.* « Un livre où l'érudition a bien de l'éloquence » : RÉP. OU MON., p. 15; POL. ACT., p. 15. — « Esprit distingué, mais clérical » : POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 572 ; POSIT., BROCH., p. 33; MÉL. PHIL., p. 265.

Gray :

Elégie sur le Cimetière de village: MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 10.

GREGOIRE VII, pape: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 9; 2^e éd., p. 9; 3^e éd., p. 9.

GREY: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 78; 2^e éd., p. 78; 3^e éd., p. 78.

Grimm :

Sur Voltaire et le Rémunérateur-Vengeur: POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 890; POSIT., BROCH., p. 58; MÉL. PHIL., p. 309.

GROTIUS :

Raconte la grande popularité des rois de France et tout particulièrement l'allegresse de Paris à la naissance de Louis XIV: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 19; 2^e éd., p. 19; 3^e éd., p. 17. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 21; 2^e éd., p. 21; 3^e éd., p. 19. — POL. ACT., PRÉF., p. IX. — Son droit naturel, c'est « la morale en dehors de la Bible » : BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 381. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 221; 2^e éd., p. 221; 3^e éd., p. 211. — CENTRAL, 1^{re} éd., p. 238; 2^e éd., p. 236; 3^e éd., p. 234. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 556; POSIT., BROCH., p. 16; MÉL. PHIL., p. 236.

GUELDRE (DUC DE): Fit emprisonner son propre père sous Louis

XI: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 205.

GUILLAUME LE CONQUÉRANT:

Le couvre-feu qu'il institua: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xi; 3^e éd., p. x. — Son œuvre civilisatrice et centralisatrice en Angleterre: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 333; 2^e éd., p. 335; 3^e éd., p. 320. — CENTRAL., 1^{re} éd., pp. 258 à 265; 2^e éd., pp. 256 à 264; 3^e éd., pp. 254 à 261.

GUILLAUME II d'Angleterre: Créa la Banque d'Angleterre: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 160; BANQUES, BROCH., p. 13.

GUILLAUME III d'Angleterre: Fondateur de la Banque d'Angleterre: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 48; 2^e éd., p. 48; 3^e éd., p. 48.

GUILLAUME IV, roi d'Angleterre: Loi sur l'administration des mandats charitables: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 37; 2^e éd., p. 37; 3^e éd., p. 37.

GUILLAUME LE TACITURNE:

Était chétif et malingre. « Animal défectueux, homme supérieur ». D.-W. en tire argument contre la sélection naturelle dans le domaine humain: MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 9. — Laisait parler la Chambre des Communes: PROGR. POL., p. 241.

GUISE (LES): PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XLII; 3^e éd., p. XXXIX. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 202; 2^e éd., p. 202; 3^e éd., p. 200. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 280; 2^e éd., p. 278; 3^e éd., p. 276.

GUIZOT:

Pour le suffrage restreint (Discours contre l'extension du droit de suffrage, in *Moniteur*, 16/3/1842): TRAV. ET CAP., p. 423 et 424. — PROGR. POL., p. 58. — Régime parlementaire (in *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*): PROGR. POL., p. 32 sqq. — Théoricien des classes moyennes (principalement dans un article de la *Revue des Deux-Mondes*, du 15/10/18623: POSIT., in *Dx-*

Mondes, 1/2/1865, p. 571; POSIT., BROCH., p. 32; MÉL. PHIL., p. 263. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 76. — « Une mauvaise monarchie vaut mieux qu'une mauvaise République »: CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 139; CONSTIT., BROCH., p. 21; POL. ACT., p. 89. — Reproche aux Constituants de 1789 d'avoir trop présumé de la bonté humaine et de l'efficacité des lois: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 345; MÉL. PHIL., p. 29. — *Histoire de la Civilisation moderne: Déclin des communes, dès le xiv^e siècle*: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 25 n.; 2^e éd., p. 25 n.; 3^e éd., p. 23 n. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 106; 2^e éd., p. 106; 3^e éd., p. 101. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 615; LIB. POL., p. 165. — Sur la féodalité: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 46; 2^e éd., p. 46; 3^e éd., p. 43. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 754; MÉL. PHIL., p. 156.

— Impopularité de l'aristocratie en France: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 323; LIB. POL., p. 69. — Historien de l'Angleterre (de Charles I^{er}, de Cromwell, etc.): ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 622; LIB. POL., p. 178. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 625; LIB. POL., p. 182. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 184. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 629; LIB. POL., p. 190. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1872, p. 149; CONSTIT., BROCH., p. 31; POL. ACT., p. 105. — Admire Washington: RÉFL. OPT., p. 81;

POL. ACT., p. 280. — Cite Meyer, publiciste hollandais (in *Histoire de la Civilisation*, t. IV, 19^e leçon): CENTRAL, 1^{re} éd., p. 56 n.; 2^e éd., p. 56 n.; 3^e éd., p. 56 n. — Selon lui, le rôle de l'Etat diminue avec la civilisation: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 204; 2^e éd., p. 205; 3^e éd., p. 195. — A propos de la presse: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 340; LIB. PRESSE, p. 74. — « Le gouvernement, le plus grand emploi des facultés humaines »: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 64; 2^e éd., p. 64; 3^e éd., p. 64. — GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 200; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xxxiv; 2^e éd., p. xxviii. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 156; CONSTIT., BROCH., p. 38; POL. ACT., p. 117. — « Je suis un optimiste inquiet »: RÉFL. OPT., p. 1; POL. ACT., p. 185. — Jugé par l'*Edinburgh Review*: CENTRAL (Manque dans la 1^{re} éd.); 2^e éd., p. 122 n.; 3^e éd., p. 122 n. — Divers: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 211; 2^e éd., p. 212; 3^e éd., p. 202. — PROGR. POL., p. 64; — PROGR. POL., p. 68 sqq. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 609. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 451; MÉL. PHIL., p. 114. — LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.

GUSTAVE-ADOLPHE: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 280; 2^e éd., p. 278; 3^e éd., p. 276. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 450; MÉL., PHIL., p. 113.

GUTENBERG: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 73; 2^e éd., p. 73; 3^e éd., p. 69. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 781; MÉL. PHIL., p. 372.

HALLAM: *Middle Ages*: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 262; 2^e éd., p. 259; 3^e éd., p. 257.

HALPSBOURG (sic): Leur dynastie a fait une nation: RÉP. CONS., p. 30; POL. ACT., p. 157. — Ont échoué faute de grandeur: PROGR. POL., p. 234.

Hamilton:

SA théorie de la célébration inconsciente: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 738; MÉL. PHIL., p. 130. — *Un Anglais a toujours l'air d'aller chercher un accoucheur*: ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 320; LIB. POL., p. 63.

HARLAY: RÉFL. OPT., p. 68; POL. ACT., p. 265.

Harrington:

AU XVII^e siècle, disait que le morcellement du sol anglais imposait la République: MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 22. — RÉFL. OPT., p. 70; POL. ACT., p. 268.

Heeren (Historien allemand de la Grèce):

IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 155; 2^e éd., p. 155; 3^e éd., p. 147. — CENTRAL, 1^{re} éd., p. 271; 2^e éd., p. 269; 3^e éd., p. 267. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 310; LIB. PRESSE, p. 42. — RÉFL. OPT., p. 53; POL. ACT., p. 247.

Heine (Henri):

Appelle Kant: « Grand démolisseur »: POSIT., in *Dx Mondes*, 15/2/889; POSIT., BROCH., p. 57; MÉL. PHIL., p. 307. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 782; MÉL. PHIL., p. 375. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1 1879, p. 66. — Prévoyait que la propriété recevrait une nouvelle définition: SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 867. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1123; TIRÉ A PART, p. 18. — Légende du chevalier Luis Perez d'Acaiba: ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 882; LIB. POL., p. 95. — Sur la chaire de philosophie de Koenigsberg: POL. ACT., PRÉF., p. xxvii.

Heinwald:

Sur la Déclaration des Droits: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*,

5/1876, p. 429; MÉL. PHIL., p. 78

Héliodore :

Son roman *Théagène et Chariclée*, ou *les Éthiopiennes*, traduit du grec par Amyot: IMPUISS. POL., in *Rev. Fr.*, févr. 1876, p. 335; MÉL. PHIL., p. 13.

HELIOGABALE (Tyran): PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXXII; 2^e éd., p. 72; 3^e éd., p. 87.

HELVIETIUS :

Tirait de l'intérêt toute la morale: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 189; 2^e éd., p. 189; 3^e éd., p. 187. — D.-W. combat son idée que la conscience morale est exclusivement le produit de l'éducation. CENTRAL., 1^{re} éd., p. 139; 2^e éd., p. 139; 3^e éd., p. 139.

— Sa philosophie est insuffisante pour fonder la politique: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 345; MÉL. PHIL., p. 29.

Hémiécourt :

Liège au xiv^e siècle : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 123 n.; 2^e éd., p. 123 n.; 3^e éd., p. 123 n.

HENAU (Le Président): RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 189; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 13; LIB. PRESSE, p. 12.

HENRI III :

Son bigotisme: RÉP. CONS., p. 31; POL. ACT., p. 158. — Refusa les provinces unies qui s'offraient à lui: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 222; 2^e éd., p. 222; 3^e éd., p. 220. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 225; 2^e éd., p. 225; 3^e éd., p. 222. — Droits et Dev., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 426; ÉQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 58.

HENRI IV :

En dix ans, releva la France des guerres de religion: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 186; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 10; LIB. PRESSE, p. 8. — Réfl. opt., p. 26; POL. ACT., p. 215. — Persp. pol., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 688. — Sa conversion: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 189; 2^e éd., p. 189; 3^e éd.,

p. 187. — POSIT., in *Dr Mondes*, 1/2/1865, p. 555; POSIT., BROCH., p. 15; MÉL. PHIL., p. 234. — Proclame le principe de la liberté des cultes: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 39; 2^e éd., p. 39; 3^e éd., p. 36. — Était le « premier gentilhomme de son royaume »: RÉP. CONS., p. 38; POL. ACT., p. 167. — POL. ACT., PRÉF., p. xxxii. — Ses projets d'alliance anglaise: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 223; 2^e éd., p. 223; 3^e éd., p. 221. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 326; 2^e éd., p. 323; 3^e éd., p. 320. — « *Transiit bene faciendo* »: CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 156; CONSTIT., BROCH., p. 38; POL. ACT., p. 118. — « Figure la France de pied en cap »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 227; 2^e éd., p. 227; 3^e éd., p. 224. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 274; 2^e éd., p. 272; 3^e éd., p. 270. — Mourut assez jeune: PROG. POL., p. 96. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 156; CONSTIT., BROCH., p. 38; POL. ACT., p. 118. — Divers: INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. v, p. 401. — PROG. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 12/10 1851, p. 312. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 21; 2^e éd., p. 21; 3^e éd., p. 19. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 191; 2^e éd., p. 192; 3^e éd., p. 182. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 204; 2^e éd., p. 205; 3^e éd., p. 195. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 206; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 197. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. vii; 3^e éd., p. vii. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xvii; 3^e éd., p. xv. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 14; 2^e éd., p. 14; 3^e éd., p. 14. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 199; 2^e éd., p. 200; 3^e éd., p. 198. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 327; 2^e éd., p. 324; 3^e éd., p. 321. — GOUV. REPR., in *Dr Mondes*, 1/11/1861, p. 196; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xxiv; 2^e éd., p. xix; 3^e éd., p. xx. — ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 15/8/1862, p. 906; LIB. POL., p. 144. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 315; LIB. PRESSE, p. 47. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 330; LIB. PRESSE, p. 64. — Droits et Dev., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 266; ÉQUIL. EUR.,

1^{re} éd., p. 15; 2^e éd., p. 18. — *PROGR. POL.*, p. 98. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 152; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 34; *POL. ACT.*, p. 111. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 153; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 35; *POL. ACT.*, p. 113. — *RÉP. CONS.*, p. 31; *POL. ACT.*, p. 158. — *RÉFL. OPT.*, p. 74; *POL. ACT.*, p. 272. — *POL. ACT.*, *Préf.*, p. VIII. — *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p.

HENRI II d'Angleterre: Meurtrier de Thomas Becket: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 199; 2^e éd., p. 200; 3^e éd., p. 190.

HENRI VII d'Angleterre: Fit des lois qui aboutirent au morcellement du sol: *RÉFL. OPT.*, p. 70; *POL. ACT.*, p. 268.

HENRI VIII d'Angleterre:

Fondateur du protestantisme en Angleterre: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 113; 2^e éd., p. 113; 3^e éd., p. 108. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 199; 2^e éd., p. 200; 3^e éd., p. 190. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 229; 2^e éd., p. 228; 3^e éd., p. 218. — *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. XIX; 3^e éd., p. XVIII. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 48; 2^e éd., p. 49; 3^e éd., p. 48. — *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 744; *MÉL. PHIL.*, p. 140. — Son despotisme intolérable: *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 149; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 31; *POL. ACT.*, p. 105. — Mauvais homme, grand roi: *GOUV. REPR.*, in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 190; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. XII; 2^e éd., p. VII; 3^e éd., p. X.

HERODOTE: *RÉFL. OPT.*, p. 87; *POL. ACT.*, p. 288.

Hésiode:

Explication du monde: *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 337; *MÉL. PHIL.*, p. 16.

Heurtley:

Combat la philosophie anglaise du XIX^e siècle: *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 263; *MÉL. PHIL.*, p. 188.

HIPPOCRATE: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 215 n.; 2^e éd., p. 216 n.; 3^e éd., p. 205 n. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 322 n.; 2^e éd., p.

324 n.; 3^e éd., p. 310 n. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 301; 2^e éd., p. 298; 3^e éd., p. 296.

HOBBS:

Pour lui, l'homme est foncièrement mauvais. (Pourquoi donc, s'il en est ainsi, demande Dupont-White, a-t-il conclu le pacte social ?) : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 136; 2^e éd., p. 136; 3^e éd., p. 136; — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 162; 2^e éd., p. 161; 3^e éd., p. 161. — *PROGR. POL.*, p. 132. — *POSIT.*, in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 567; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 27; *MÉL. PHIL.*, p. 254. — *SUFFR. UNIV.*, in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1.115; *TIRÉ A PART.*, p. 10. — Psychologie sensualiste, morale utilitariste, doctrine politique absolutiste, tout cela se tient chez Hobbes. Heureusement, le XVIII^e siècle fut moins logique que lui : Parti des mêmes principes philosophiques, il aboutit à l'Assemblée Constituante : *IND. ET ET.* (manque 1^{re} édit.); 2^e éd., p. 264; 3^e édit., p. 252. — *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 2/1875, p. 341; *MÉL. PHIL.*, p. 22. — Hobbes, qui fonde le pouvoir sur le seul principe de l'utile, aboutit logiquement à l'absolutisme : *GOUV. REPR.*, in *Dx Mondes*, 1/11 1861, p. 202; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. XXXVII; 2^e éd., p. XXXI; 3^e éd., p. XXX. — *GOUV. REPR.*, in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 203; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. XXXIX; 2^e éd., p. XXXIII; 3^e éd., p. XXXIII. — Hobbes voue l'homme à l'empire de la force et du hasard, parce qu'il le croit radicalement mauvais. Les théologiens catholiques, qui le tiennent pour déchu, de-

vraient tous, à l'instar de Pascal, conclure de même: LIB. POL., p. 338 (Manque ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/5/1863). — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 45; 3^e éd., p. 41. — Leurs doctrines pessimistes (celle de Hobbes et celle des théologiens) devrait les conduire au mépris total de la chose publique, à la complète indifférence politique: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 150; 2^e éd., p. 150; 3^e éd., p. 150. — « Une démocratie n'est rien autre chose qu'une aristocratie d'orateurs » : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 150. — « Ces caprices de sophistes ne sont point à l'usage des Nations » : PROG. POL., p. 113. — Il fut à la fois philosophe politique et psychologue politique. « Pour ce qu'il enseigne il aurait aussi bien fait de n'être ni l'un, ni l'autre » : POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 572; POSIT., BROCH., p. 32; MÉL. PHIL., p. 264. (Cf. les développements que nous avons consacrés à l'influence de Hobbes sur Dupont-White, dans l'Etude des Sources de Dupont-White infra p.).

HOCHÉ: « Donnez-moi un remède pour la fatigue, mais que ce remède ne soit pas le repos » : CENTRAL, 1^{re} éd., p. 328; 2^e éd., p. 324; 3^e éd., p. 322.

HOCQUINCOURT (MARÉCHAL DE): Anecdote: POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 560; POSIT., BROCH.,

HOHENZOLLERN (LES): PROG. POL., p. 234. — RÉP. CONS., p. ; POL. ACT., p. 157.

Hoibach (d') :

Athée: IMPUÏSS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 445; MÉL. PHIL., p. 105.

Homère :

TRAV. ET CAP., p. 12. — PROG. POL., p. 127. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 758; MÉL. PHIL., p. 163. — POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 553; POSIT., BROCH., p. 13; MÉL. PHIL., p. 229. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 395; MÉL. PHIL., p. 314. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 397; MÉL. PHIL., p. 317.

HOPITAL (MICHEL DE L') :

Tolérance religieuse: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 39; 2^e éd., p. 39; 3^e éd., p. 36. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 122; 2^e éd., p. 122; 3^e éd., p. 117. — CENTRAL, 1^{re} éd., p. 291; 2^e éd., p. 289; 3^e éd., p. 287. — Avait transformé en rentes d'argent toutes les redevances en grains dont les paysans étaient chargés envers lui: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 112; 2^e éd., p. 111; 3^e éd., p. 107. — Divers: PROG. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 12/10-1851, p. 312. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 191; 2^e éd., p. 192; 3^e éd., p. 182. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 206; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 197. — RÉFL. OPT., p. 68; POL. ACT., p. 265.

HORACE (Poète latin) : GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. LXVI; 2^e éd., p. XLIX; 3^e éd., p. XLVI.

HOÛCHARD (GÉNÉRAL): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8 1862, p. 905; LIB. POL., p. 141.

HOWE (LORD): RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 186; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 10; LIB. PRESSE, p. 8.

Huo (le Père) :

Voyage en Chine: DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 31/1/1867, p. 281; EQUIV. EUR., 1^{re} éd., p. 30; 2^e éd., p. 39. — RÉFL. OPT., p. 52; POL. ACT., p. 245.

HUMBOLDT (Wilhelm von) :

Philosophe, érudit et homme d'Etat allemand (1767-1835). *De la sphère et des devoirs du gouvernement.* Humboldt y préconise « le développement humain dans sa plus riche diversité » et s'y fait l'apôtre

d'un « individualisme lyrique » : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. 1; 2^e éd., p. 1; 3^e éd., p. 17. — RÉFIL. OPT., p. 13; POL. ACT., p. 200. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 29. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 401; MÉL. PHIL., p. 324. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 752; MÉL. PHIL., p. 153. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 39. — Grand éloge des qualités de son esprit : « ... Rien ne lui arrache des phrases : ni la liberté, parce qu'il la possède d'une antique possession, comme un patrimoine; ni les maux qui semblent inhérents à l'essor et à l'avenir de la liberté, parce que cette menace est purement logique, et qu'il est d'un esprit comme d'un pays trop sage pour être conséquent » : GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 188; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. vii; 2^e éd., p. iii; 3^e éd., p. vii.

HUMBOLDT (Alexandre von), naturaliste et voyageur, frère du précédent (1769-1859).

Il écrivit en français son *Voyage dans la Nouvelle Espagne*, mais en allemand son « chef-d'œuvre », son *Cosmos*, « sa dernière et monumentale exhibition » : DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 15/2/67, p. 434; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 53; 2^e éd., p. 70. — *Cosmos*, II, 191, 200, 205 : influence du mélange des régions, de l'expédition macédonienne, du creusement des canaux et de la création des ports sur la civilisation antique; IND. ET ET., 1^{re} éd., pp. 335 et 336; 2^e éd., pp. 336 et

337; 3^e éd., p. 321. — *Même ouvrage*, tome II : théorie des configurations territoriales, ou encore « configurations géographiques » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 303; 2^e éd., p. 299; 3^e éd., 297 et 298. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 886; LIB. POL., p. 104. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 280; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 29; 2^e éd., p. 37. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 427; MÉL. PHIL., p. 75. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 428; MÉL. PHIL., p. 77. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 757; MÉL. PHIL., p. 161. — Humboldt admire les constellations du Sud : DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 440; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 59; 2^e éd., p. 78. — Retrouva la correspondance de Charles-Quint avec Fernand Cortez : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 161; 2^e éd., p. 161; 3^e éd., p. 153. — Astronomie : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 328; 2^e éd., p. 330; 3^e éd., p. 315. — Humboldt fut traduit en français par Laboulaye, que D.-W. en félicite : AVANT-PROPOS LIB., 2^e éd., p. xviii^e; 3^e éd., p. xiv.

HUME

Histoire d'Angleterre : Sur la grande Charte : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 265, n.; 2^e éd., p. 263 n.; 3^e éd., p. 261 n. — *Discours politiques* : Mécanisme de l'inflation monétaire : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 178; BANQUES, BROCH., p. 31.

HUSKISSON

Auteur d'un Bill de 1825, permettant l'importation des soieries étrangères en Angleterre : TRAV. ET CAP., p. 45 n. —

Instigateur de l'émancipation des nègres dans les colonies anglaises: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 28; 2^e éd., p. 28; 3^e éd., p. 25.

HUSS (JEAN): « *Sancta simplicitas* ». *POSIT.*, in *Dz Mondes*, 15/2/1865, p. 886; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 54; *MÉL. PHIL.*, p. 302. — Divers: *PRÉF. LIB.*, 1^{re} éd., p. LXII; 2^e éd., p. 62; 3^e éd., p. 78. — *RÉP. CONS.*, p. 9; *POL. ACT.*, p. 133.

ICHLIUS: Fiancé de Virginie: *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. XXXII; 3^e éd., p. XXX.

Incumbered estates act (supprimant la féodalité irlandaise):

Voyez verbo *Législation anglaise*.

Instruction de l'Assemblée Constituante sur la loi de l'Impôt foncier, en date du 1^{er} décembre 1790.

L'impôt foncier frappe la propriété, non le propriétaire: *ÉTUDE SUR L'IMPÔT*, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 630.

ISAIE: *RÉFL. OPT.*, p. 94; *POL. ACT.*, p. 297.

ISMAEL: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 319; 2^e éd., p. 321; 3^e éd., p. 307.

Jackson:

Contre la monnaie de papier, funeste aux classes inférieures: *BANQUES*, in *Corresp.*, 9/1866, pp. 171 et 172. *BANQUES*, *BROCH.*, pp. 24 et 25.

Jacques I^{er}:

Réunit l'Ecosse et l'Angleterre: *ADMIN. LOC.*, in *Dz Mondes*, 1/12/1862, p. 624; *LIB. POL.*, p. 181. — Son Εἶκον βασιλικῆς, réfuté par Locke: *BUDG. CULTES*, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 383.

JACQUES II: « N'eut pas assez d'esprit pour accepter de prier comme ses sujets »: *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 2/1866, p. 320; *LIB. PRESSE*, p. 52. — Divers: *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 1/1866, p. 182; *RÔLE ET LIB.*, *BROCH.*, p. 6; *LIB. PRESSE*, p. 4.

JAGELLON: Chef des Slaves: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 321; 2^e éd., p. 318; 3^e éd., p. 315.

JEAN LE BON: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 222; 2^e éd., p. 221; 3^e éd., p. 219.

Jefferson:

Touché des injustices sociales: *SUPPL. UNIV.*, in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 609. — Contre la monnaie de papier à l'usage des classes inférieures: *BANQUES*, in *Corresp.*, 9/1866, p. 171-172; *BANQUES*, *BROCH.*, pp. 24 et 25. — Lettre de Macaulay sur lui: *GOUV. REPR.*, in *Dz Mondes*, 1/11/1861, p. 205; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. XLIV; 2^e éd., p. XXXVII; 3^e éd., p. XXXVI.

JENNER: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 73; 2^e éd., p. 73; 3^e éd., p. 69. — *MATÉR. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 781; *MÉL. PHIL.*, p. 372.

JEREMIE: *MATÉR. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 400; *MÉL. PHIL.*, p. 323. — *MATÉR. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 792; *MÉL. PHIL.*, p. 390.

JEROME DE PRAGUE: Brûlé à Constance: *RÉP. CONS.*, p. 9; *POL. ACT.*, p. 133.

JOB: *PRÉF. LIB.*, 1^{re} éd., p. IV; 2^e éd., p. 4; 3^e éd., p. 20. — *RÉFL. OPT.*, p. 104; *POL. ACT.*, p. 309. — *MATÉR. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 400; *MÉL. PHIL.*, p. 323.

Joinville:

CENTRAL., 1^{re} éd., p. 261; 2^e éd., p. 259; 3^e éd., p. 257.

Joly:

Mémoire du conseiller Joly sur la France, publié en 1824: *MATÉR. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 793 n.; *MÉL. PHIL.*, p. 392 n.

JOSEPH (LE PÈRE): Ami de Richelleu: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 219; 2^e éd., p. 218; 3^e éd., p. 216.

JOSEPH I^{er} du Portugal: Ses rapports avec l'Eglise: *PRÉF. LIB.*, 1^{re} éd., p. LXI; 2^e éd., p. 61; 3^e éd., p. 77.

JOSEPH II:

Ce despote éclairé est cher à D.-W., qui a lu sa *Vie* par Camille Paganel: *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. XIII n.; 3^e éd., p. XII n. — D.-W. loue son action contre le Saint-Siège pour

l'indépendance du pouvoir temporel et la liberté de conscience : BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.* 6/4/1851, p. 380. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 230; 2^e éd., p. 230; 3^e éd., p. 220. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. v; 3^e éd., p. v. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 268; MÉL. PHIL., p. 196. — D.-W. note qu'il « échoua quand il voulut faire du laïque parmi ses sujets flamands et cléricaux »; IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 426; MÉL. PHIL., p. 73. — Même idée : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xii; 3^e éd., p. xii. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. lxi; 2^e éd., p. 61; 3^e éd., p. 77. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 39. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 702. — Divers : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 225; 2^e éd., p. 225; 3^e éd., p. 222.

Josseau :

Documents sur le Crédit Foncier. CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. viii, p. 88.

JOUBERT: Frappé à mort, à Nov!, disait: « Marchez toujours! »: PROGR. POL., p. 178.

JOUFFROY :

Tout homme se pose le problème de la destinée : PROGR. POL., p. 19. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.* 10/5/1872, p. 510; TIRÉ A PART, p. 11. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 342; MÉL. PHIL., p. 24. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 542; POSIT., BROCH., p. 6; MÉL. PHIL., p. 217. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 396; MÉL. PHIL., p. 316. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 49. — Son article « Comment les dogmes finissent » dans le *Globe*: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 11; 2^e éd., p. 11; 3^e éd., p. 11. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, févr. 1866, p. 338; LIB. PRESSE, p. 72.

Journal Asiatique, mars 1837, t. III, p. 279.

Article d'Edmond Biot sur la condition des esclaves et des serviteurs gagés en Chine : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 117; 2^e éd., p. 117; 3^e éd., p. 112.

JOURNAL DES ECONOMISTES :

T. I, p. 138 : Article de Du-noyer: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 138. — Janvier 1842, p. 168 : Article de Moreau de Jonnés sur la Population : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 141. — Janvier 1843 : Article sur le Blé, de Moreau de Jonnés : TRAV. ET CAP., p. 150 n. (Cette note a été écrite, puis effacée dans PROF. ET SAL.) — Juillet 1843 : *Comparaison du budget de 1830 et 1843*: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 105; 2^e éd., p. 105; 3^e éd., p. 101. — Janvier 1845, p. 23 : Article de Fix sur les Caisses d'Epargne : TRAV. ET CAP., p. 336. — Août 1845, p. 60 : Article de Vincens: TRAV. ET CAP., p. 193. — T. ix, p. 307 : Article de Villemain: INTERV. ET., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 151; TRAV. ET CAP., p. 407.

JULIEN: Empereur romain. CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 36; 2^e éd., p. 36.

Jurieu de la Gravière :

Souvenirs d'une station dans les mers de l'Indo-Chine. En 1795, le gouvernement hollandais se substitue à la Compagnie des Indes: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 154; 2^e éd., p. 154; 3^e éd., p. 146. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 87 n. 2^e éd., p. 87 n.; 3^e éd., p. 87 n. — *Souvenirs d'un amiral*. Sur Colbert : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 115 n.; 2^e éd., p. 114 n.; 3^e éd., p. 114 n.

JUSTINIEN: Aboliti les combats de gladiateurs ; PHIL. ANGL., in

Rev. de Fr., 15/4/1877, p. 741; MÉL. PHIL., p. 136.

Juvénal :

Et propter vitam vivendi perdere causas: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, janv. 1866, p. 198; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 22; LIB. PRESSE, p. 22. — Divers : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XLVIII; 2^e éd., p. 48; 3^e éd., p. 64.

KANT :

Le droit, c'est l'accord de toutes les libertés : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 873. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/5/1872, p. 508; TIRÉ A PART, p. 9. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 29. — Devoirs de justice et devoirs de vertu : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 83; 2^e éd., p. 84; 3^e éd., p. 80. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 901; LIB. POL., p. 135. — Son scepticisme démolisseur, exalté par Heine, critiqué par Cousin, moindre, selon Dupont-White, que celui de Taine: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 782; MÉL. PHIL., p. 374 et 375. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 796; MÉL. PHIL., p. 397. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 889; POSIT., BROCH., p. 57; MÉL. PHIL., p. 307. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 47. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 66. — Divers : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 335; MÉL. PHIL., p. 13. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 880 et 881; POSIT., BROCH., p. 48; MÉL. PHIL., p. 293.

LA BALUE (CARDINAL): « Traître de la pire espèce ». Louis XI se montra à son endroit d'une « mollesse incroyable »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 213; 2^e éd., p. 213; 3^e éd., p. 210.

LABARRE: Gouverneur du Canada. Anecdote: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 282; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 31; 2^e éd., p. 41.

Laboulaye :

Histoire du principe de propriété: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 119; 2^e éd., p. 119; 3^e éd., p. 113 et 114. — A analysé le livre hongrois du baron Etwoes et traduit Alexandre de Humboldt (Voir ces noms): AVANT-PROPOS LIB., 2^e éd., p. XVIII; 3^e éd., p. XIV.

La Boulinière :

De la disette et de la surabondance en France: PROF. ET SAL.: TRAV. ET CAP., p. 200.

LA BOURDONNAYE: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 226; 2^e éd., p. 225; 3^e éd., p. 223.

La Bruyère :

Sur les grands: TRAV. ET CAP., p. 327 n. — Sur les humbles: « On voit certains animaux farouches... »: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 310; LIB. PRESSE, p. 42. — RÉFL. OPT., p. 53; POL. ACT., p. 247. — Contre les prédicateurs qui dépeignent les vices avec complaisance: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 192; 2^e éd., p. 192; 3^e éd., p. 190. — « Deux choses nous préviennent également : l'habitude et la nouveauté »: MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 5.

LACHALOTAIS: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 236; 2^e éd., p. 234; 3^e éd., p. 232. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/2/1863, p. 584; LIB. POL., p. 272.

Lacordaire (le R.P.) :

C'est à lui, sans doute, que Dupont-White fait allusion, quand il nous parle de « ce grand prédicateur de nos jours, qui se charge de tout expliquer au monde pourvu qu'on lui concède le péché originel et la Rédemption, et qui fait valoir en faveur de ces dogmes leur puissance de solution; la lumière qu'ils n'ont pas en eux, mais qu'ils répandent autour d'eux. » Dupont-White répond à « l'auteur des conférences de Notre-Dame »

que « l'explication est pire que l'énigme » : HARM. EC., in *Lib. Pens.*, 1851, tome VII, p. 470.

LA FAYETTE : A vu le succès de ses efforts : PRÆF. LIB., 1^{re} éd., p. XXXVI; 2^e éd., p. 35; 3^e éd., p. 52. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/5/1863, p. 181; LIB. POL., p. 313. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 608. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 144; CONSTIT., BROCH., p. 26; POL. ACT., p. 98. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 16.

Laferrière :

Histoire du Droit français : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 87; 2^e éd., p. 87; 3^e éd., p. 87.

La Fontaine :

Obscénité de ses *Contes* écrits pour la duchesse de Mazarin : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 192; 2^e éd., p. 192; 3^e éd., p. 190. — PROGR. POL., p. 215. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 448; MÉL. PHIL., p. 109. — *Le Vieillard et les trois jeunes hommes* : « Quittez le long espoir... » : MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 405; MÉL. PHIL., p. 330. — « Si Peau d'Ane m'était conté... » : POSIT., in *Dx Mondes*, 15/2/1865, p. 884; POSIT., BROCH., p. 52; MÉL. PHIL., p. 298. — « Laissons le gland au chêne, comme dans la fable de La Fontaine » : DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 273; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 22; 2^e éd., p. 28.

Laforêt :

Supérieur de l'Université catholique de Louvain. Sur le péché originel : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 255; MÉL. PHIL., p. 176.

LA HARPE : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 187; RÔLE ET LIB. BROCH., p. 11; LIB. PRESSE, p. 10.

LAHIRE : « Si Dieu se faisait homme d'armes, il se ferait pillard » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 208; 2^e éd., p. 208; 3^e éd., p. 206.

Lainé :

Rapport à la Chambre des députés sur la loi céréale du 17 juillet 1819 (séance du 31/3/1819).

Faible étendue des marchés agricoles; grande différence des prix du blé suivant les régions : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 144.

LALLY-TOLLENDAL : PROF. ET SAL., TRAV. ET CAP., p. 181. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 905; LIB. POL., p. 141. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 584; LIB. POL., p. 272. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 694.

LA MARCK (COMTE DE) : A l'époque de Louis XI : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 205.

LAMARCK (COMTE DE) : *Lettre de Mirabeau au comte de Lamarck*. ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 581; LIB. POL., p. 267.

LAMARTINE :

Histoire de la Révolution de Février : PROGR. POL., p. 86.

— « Ce chantre d'Elvire a bien mérité de la Patrie, si ce n'est de la tempête » : PROGR. POL., p. 226.

Disait en 1848 : « Nous vivons dans une harmonie confuse; je ferai un discours tous les huit jours, et les choses iront ainsi » : CANDID. OFF., 1^{er} éd., p. 15 et 16; 2^e éd., p. 16.

— Favorable au libre échange : LIB. ECH., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 230.

— « Parlait au peuple dans tout le faste de son lyrisme et s'en faisait acclamer, obéir même » : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1112; TIRÉ A PART, p. 7. — Même idée : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/2/1872, p. 512; TIRÉ A PART, p. 13. — Mélancolie romantique : MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 404; MÉL. PHIL., p. 329. — *Le Lac* : « Quoi! passés à jamais... » : POSIT., BROCH., p. 21; MÉL. PHIL., p. 243. — Divers : PROGR. POL., p. 54.

LAMENNAIS :

Sur les miracles : « Il y en a quand on y croit » : RÉP. OU MON., p. 3; POL. ACT., p. 42. — *Esquisse d'une Philosophie* : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 321 n.; 2^e éd., p. 323 n.; 3^e éd., p. 308 n. — *Sur l'indifférence en matière de religion*: RÉFL. OPT., p. 37; POL. ACT., p. 227.

LAMOIGNON :

Trouvait la torture inhumaine, mais la conserva dans l'Ordonnance de 1667: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 122; 2^e éd., p. 122; 3^e éd., p. 117. — RÉFL. OPT., p. 9; POL. ACT., p. 194. — ADM. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 298; LIB. POL., p. 24.

Laplace :

Mécanique céleste: MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 24. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 418; MÉL. PHIL., p. 353. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 420; MÉL. PHIL., p. 65. — L'hypothèse d'un Dieu n'est pas nécessaire: POSIT., in *Dx-Mondes*, 15 2/1865, p. 890; POSIT. BROCH., p. 58; MÉL. PHIL., p. 309. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 259; MÉL. PHIL., p. 183. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5-1877, p. 269; MÉL. PHIL., p. 197.

La Rochefoucauld :

PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xli; 2^e éd., p. 41 (Manque 3^e éd.). — POL. ACT., PRÉF., p. viii. — POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 573; POSIT., BROCH., p. 33; MÉL. PHIL., p. 265.

Lasteyrie (Jules de) :

Histoire de la Liberté: AVANT-PROPOS LIB., 2^e éd., p. xvi; 3^e éd., p. xii.

LAURAGAIS : Noble qui se dépensa pour les idées nouvelles au XVIII^e siècle: SUPPL. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1111; Tiré A PART, p. 6.

LAVELEYE (Emile de) :

Traducteur des *Mémoires* de sir Robert Peel: ADM. LOC.,

in *Dx-Mondes*, 1/5/1863, p. 199; LIB. POL., p. 328. — *De l'Enseignement obligatoire*: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. lvi; 2^e éd., p. 52; 3^e éd., p. 68. — Régime scolaire américain : PROGR. POL., p. 174. — PROGR. POL., p. 213. — *La Belgique et la crise actuelle* (Article de la *Revue des Deux-Mondes* du 1/8/1864) : Le Saint-Siège contre les idées modernes : POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 558; POSIT. BROCH., p. 18; MÉL. PHIL., p. 238. — Divers: PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 67. — LETTRES DE DUPONT-WHITE A E. DE LAVELEYE sur la situation politique en France, in *Fl. Lib.*, 12/2/1878 et 11/3/1878.

LAVOISIER :

Richesse territoriale de la France : Calculs sur les forces contributives du sol, qui ont inspiré le Décret de 1791: TRAV. ET CAP., p. 150 n. (Cette note a été effacée dans PROF. ET SAL.). — Sur les mêmes calculs : « Prodige de sagacité, triomphe du génie sur le vice des méthodes et l'insuffisance des données » : IMPÔT DU SEL, p. 8, 9 et 10. — Père de la chimie: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 348; MÉL. PHIL., p. 35.

LAW :

Procès de l'inflation qu'il réalisa, par Lemontey : PROF. ET SAL., p. 89; TRAV. ET CAP., p. 182. — Sa banque réussit au début; seules, les exigences de la Cour la portèrent à des excès: CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 99. — Le Crédit foncier eût

été préférable à la banque de Law : CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 91. — Idée analogue IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 279. (Le passage manque dans les 2^e et 3^e éd.). — Son monétarisme, que Dupont-White critique. BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 159; BANQUES, BROCH., p.

Leber :

Chef de bureau du Contentieux des Communes. *Histoire critique du pouvoir municipal depuis l'origine de la monarchie jusqu'à nos jours* : CENTRAL., PRÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{re} éd., p. 363; 2^e éd., p. 361; 3^e éd., p. 355.

LEBOUCHER (LE PÈRE) : Ancien Oratorien, professeur de grec au lycée Charlemagne : Anecdote : MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 411; MÉL. PHIL., p. 341.

LEERUN. Présenta le Décret de 1791 sur l'impôt foncier : IMPÔT DU SEL, p. 8.

Legentil :

Rapport adressé au ministre du Commerce sur l'exposition des produits de l'industrie à Berlin. Sur le protectionnisme, l'industrie des soieries, les salaires en Allemagne : TRAV. ET CAP., p. 45, 46, 47, 55, 56 et 339. — LIB. ECH., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 224.

Législation américaine :

Loi pennsylvanienne de 1834 (Organise définitivement la Common School) : PRÉF. IND ET ET., 2^e éd., p. XXXVIII n.; 3^e éd., p. XXXV n.

Législation anglaise (Acts, Bills, Laws, etc.) :

Loi des Pauvres (1601) : IND. ET ET., 1^{re} édit., p. 126; 2^e éd., p. 126; 3^e éd., p. 120. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 297; 2^e éd., p. 299; 3^e éd., p. 286. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 901; LIB. POL., p. 134. — *Acte de Navigation* (1651) : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 126; 2^e éd., p. 126; 3^e éd., p. 120. — *Act. de 1793*, réglant

les salaires des ouvriers en soie, aboli en 1825 : INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. V, p. 404. — *Act du 28 juillet 1828* (Caisse d'épargne) : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138 n.; 2^e éd., p. 138 n.; 3^e éd., p. 131 n. — *Act du 9 juin 1829* (*Metropolitan Police Act*) : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 130; 2^e éd., p. 130; 3^e éd., p. 124. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138 n.; 2^e éd., p. 138 n.; 3^e éd., p. 131 n. — *Act du 29 août 1833* (*Factory Act* : réglementation du travail des enfants et adolescents dans les usines) : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 135; 2^e éd., p. 136; 3^e éd., p. 129. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138 n.; 2^e éd., p. 138 n.; 3^e éd., p. 131 n. — *Act. du 14 août 1834* (*Poor Law Act*, centralisant l'administration du service des pauvres en Angleterre et dans le pays de Galles) : TRAV. ET CAP., p. 365 n. — INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. V, p. 404. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 130; 2^e éd., p. 130; 3^e éd., p. 123. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138 n.; 2^e éd., p. 138 n.; 3^e éd., p. 131 n. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 37; 2^e éd., p. 37; 3^e éd., p. 37. — *Act du 25 août 1835*, centralisant l'administration des prisons : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 131; 2^e éd., p. 131; 3^e éd., p. 124. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 38; 2^e éd., p. 38; 3^e éd., p. 38. — *Act de réforme municipale de 1835*, diminuant les pouvoirs des bourgs et centralisant l'administration : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 367; 2^e éd., p. 365; 3^e éd., p. 359. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 204; LIB. POL., p. 35. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 309 et 310; LIB. POL., p. 44. — *Act du 20 août 1836*, complétant le précédent : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 91 n.; 2^e éd., p. 91 n.; 3^e éd., p. 91 n. — *Act du 10 août 1840* (*Railway Act*) : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138; 2^e éd., p. 138; 3^e éd., p. 131. — *Act du 11 août 1840* (Sociétés de prêts) : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138; 2^e éd., p. 138; 3^e éd., p. 131. — *Act du 5 août 1842*

(Drainage en Irlande): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 135 n.; 2^e éd., p. 135 n.; 3^e éd., p. 129 n. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138; 2^e éd., p. 138; 3^e éd., p. 131. — *Act du 10 août 1842*, réglementant le travail des femmes et des enfants: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138 n.; 2^e éd., p. 138 n.; 3^e éd., p. 132 n. — *Act du 5 août 1843*, art. 65 et 70 (Drainage en Irlande): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 42 n.; 2^e éd., p. 42 n.; 3^e éd., p. 42 n. — *Bill de 1844*, soumettant l'exploitation des chemins de fer à la surveillance de l'Etat: INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. V, p. 404. — *Bill du 6 mai 1844*, réglant les banques et l'émission du papier-monnaie: INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. V, p. 404. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 131; 2^e éd., p. 131; 3^e éd., p. 124. — *Act du 19 juin 1844* (Emission des banknotes : privilège temporaire de la Banque d'Angleterre): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138 n.; 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 132 n. — ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 15/8/1862, p. 903; LIB. POL., p. 138. — *Act du 9 août 1844* (*Building Act* : règle la construction et l'usage des édifices dans la capitale et son voisinage): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138 n.; 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 132 n. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 42 n.; 2^e éd., p. 42 n.; 3^e éd., p. 42 n. — *Bill du 22 août 1845* (*General Inclosure Bill*): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 41; 2^e éd., p. 41; 3^e éd., p. 41. — *Act du 31 août 1845* (*Board of health Act* : mesures d'hygiène publique): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 132 n. — CENTRAL., 2^e éd., p. 42; 3^e éd., p. 42. — *Act du 5 septembre 1845* (réglementant les sociétés financières par actions): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 132 n. — *Loi de 1846 sur l'émigration irlandaise*: ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 15/8/1862, p. 903; LIB. POL., p. 138. — *Ordre de la Reine du 27 novembre 1847* (Vente des terres de la

Couronne; émigration des classes pauvres vers les colonies): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 132 n. — *Bill du 31 août 1848* (établissant un Comité général de la santé publique): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 130; 2^e éd., p. 130; 3^e éd., p. 124. — *Act du 4 septembre 1848* (Confirme les pouvoirs de la Commission métropolitaine des égouts): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 132 n. — *Act du 28 juillet 1839* (*Incumbered estates Act*, pour faciliter la vente et l'amélioration des propriétés grevées en Irlande): IND. ET ET., 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 132 n. — *Act du 1^{er} août 1849* (Drainage): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 135; 2^e éd., p. 135; 3^e éd., p. 128. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 132 n. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 42; 2^e éd., p. 42; 3^e éd., p. 42. — *Act du 24 juin 1851* (*Common lodging houses Act* pour la bonne tenue des garnis): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 133 n. — *Act du 7 août 1851* (encourageant l'émigration): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 135; 2^e éd., p. 135; 3^e éd., p. 128. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 133 n. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 42 n.; 2^e éd., p. 42 n.; 3^e éd., p. 42 n. — *Act du 30 janvier 1852* (*Passager's Act*): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 139 n.; 3^e éd., p. 133 n. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 37; 2^e éd., p. 37; 3^e éd., p. 37. — *Bill du 20 août 1853* (*Charitable Trust Bill* : pour la meilleure administration des fondations charitables): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 140 n.; 3^e éd., p. 133 n. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 37; 2^e éd., p. 37; 3^e éd., p. 37. — *Act du 20 août 1893* (Protection de Londres contre la fumée): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 140 n.; 3^e éd., p. 133 n. — *Act du 20 août 1853* (centralisant le gouvernement de l'Inde): IND. ET ET., 1^{re} éd., p.

132; 2^e éd., p. 132; 3^e éd., p. 124. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 139 n.; 2^e éd., p. 140 n.; 3^e éd., p. 133 n. — *Act du 25 août 1855* (*Prison Act* : centralisation du régime des prisons; institution d'inspecteurs centraux des prisons): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138 n.; 2^e éd., p. 138 n.; 3^e éd., p. 131 n. — *Act du 9 septembre 1855* (Poids et mesures): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 138 n.; 2^e éd., p. 137 n.; 3^e éd., p. 131 n. — *Loi de 1856 sur la Police*: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 130; 2^e éd., p. 130; 3^e éd., p. 124. — *Act de 1858* (*Local Government Act*): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 305; LIB. POL., p. 35 et 36. — Tableau général des lois anglaises aggravant le protectionnisme agraire depuis Charles II jusqu'en 1828, l'adouccissant ensuite. D.-W. s'est ici inspiré de Mac-Culloch. (Nous n'en donnons pas ci-dessus le détail): PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., pp. 187, 188 et 189. — Tableau général de la législation centrale et centralisatrice en Angleterre, de 1828 à 1855: IND. ET ET., 1^{re} éd., pp. 138, 139, 140; 2^e éd., pp. 138, 139, 140; 3^e éd., pp. 131, 132, 133.

Législation française (Ordonnances, Lois, Décrets, etc.) :

Ordonnance de 1578, créant des dépositaires publics des deniers de justice: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 209; 2^e éd., p. 210; 3^e éd., p. 200. — *Ordonnance criminelle de 1667* (de Pussort et Lamoignon): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 122; 2^e éd., p. 122; 3^e éd., p. 117. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 905; LIB. POL., p. 142. — *Edit d'août 1776* (par lequel Louis XVI donne la liberté à tous les serfs de la couronne): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 19; 2^e éd., p. 19; 3^e éd., p. 16. — *Loi du 14 décembre 1789* (Administration des communes; élection des fonctions municipales; tutelle administrative): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1862, p. 615; LIB. POL., p. 165. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/

5/1863, p. 184; LIB. POL., p. 316. — *Loi des 16-24 août 1790* (Contentieux administratif): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 894; LIB. POL., p. 120. — *Loi des 7-11 septembre 1790* (Contentieux administratif): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 894; LIB. POL., p. 120. — *Loi du 14 octobre 1790* (Contentieux administratif): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 894; LIB. POL., p. 120. — *Loi des 7-11 septembre 1790* (Contentieux administratif): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 894; LIB. POL., p. 121. — *Décret du 4 décembre 1790* (Travaux préparatoires: la question de l'immunité fiscale des rentes): IMPÔT DU SEL, p. 50. — *Loi du 13 janvier 1791*, taxant d'un vingtième les revenus mobiliers: IMPÔT DU SEL, p. 60. — *Décret de la Constituante du 15 février 1791* (Tutelle administrative): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 87 n.; 2^e éd., p. 87 n.; 3^e éd., p. 87 n. — *Loi du 2 mars 1791* (Patentes): IMPÔT DU SEL, p. 62 n. — *Décret de la Constituante du 29 mars 1791* (Tutelle administrative): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 87 n.; 2^e éd., p. 87 n.; 3^e éd., p. 87 n. — *Loi du 8 avril 1791* (Partage égal): MATÉRIEL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 17. — *Loi du 25 mai 1791* (Art. 15 : composition du Conseil du Roi): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 894; LIB. POL., p. 121. — *Décret de la Constituante du 5 août 1791* (Tutelle administrative): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 87 n.; 2^e éd., p. 87 n.; 3^e éd., p. 87 n. — *Décret des 3-14 septembre 1791* (Création d'établissements de secours publics pour les enfants abandonnés et les pauvres): TRAV. ET CAP., p. 362. — *Décret du 1^{er} août 1793* (Système décimal): PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xviii; 3^e éd., p. xvii. — *Loi du 27 novembre 1796* (Bureaux de bienfaisance): TRAV. ET CAP., p. 367. — *Loi du 1^{er} Brumaire an VII*, art. 33: INTERV. ET., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 154;

TRAV. ET CAP., p. 416. — *Arrêté des Consuls du 28 nivôse an VIII* (décidant que la moitié du cautionnement des receveurs généraux sera employée en actions de la Banque de France): CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, tome VIII, p. 98. — *Loi consulaire de Pluviôse an VIII* (Organisation départementale): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1862, p. 617; LIB. POL., p. 168. — *Loi du 5 Ventôse an VIII* (créant les Octrois pour subventionner les hôpitaux et les hospices): ETUDE SUR L'IMPÔT, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 636. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 45; 3^e éd., p. 45. — *Décrets impériaux des 14 juin et 29 décembre 1804* (réglementant l'exportation du blé): PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 190. — *Loi du 30 avril 1806* (art. 1^{er}: Taxe à l'importation sur le fer en barres): IMPÔT DU SEL, p. 15. — *Décret impérial du 18 octobre 1810* (réglementant sévèrement l'exportation des blés au point que « la faculté périclit sous le règlement »): PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 190. — *Loi de 1812* (Contre la famine): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1862, p. 643; LIB. POL., p. 237. — *Préambule de l'Ordonnance du 26 juillet 1814* (Protection du blé): PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 190 et 191. — IMPÔT DU SEL, p. 15. — *Loi du 8 octobre 1814* (Augmente la protection du blé): IMPÔT DU SEL, p. 15 n. — *Loi du 17 décembre 1814* (Droit d'entrée de 15 fr. par quintal sur le fer en barres): IMPÔT DU SEL, p. 15. — *Loi de finances de 1816* (Statut des offices ministériels): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1862, p. 642; LIB. POL., p. 237. — *Loi de finances du 28 avril 1816* (art. 73: Autorise les communes à reporter sur leurs contributions directes le montant des droits sur les boissons. Cf. loi du 12 décembre 1830): IMPÔT DU SEL, p. 83. — *Même loi* (art. 153: Octroi): IMPÔT DU SEL, p. 76 n. — *Même loi*: Douanes, titre

I, art. 3 (Droits de douane sur les animaux de race bovine): IMPÔT DU SEL, p. 15. — *Loi de 1819* (sur la Presse: « quasi parfaite... le meilleur des règlements intellectuels »): PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xxxviii; 2^e éd., p. 38; 3^e éd., p. 55. — *Loi du 17 juillet 1819* (Protection du blé. Cette loi est favorable à l'exportation, défavorable à l'importation; sur toute la ligne elle avantage donc les producteurs de blé): IMPÔT DU SEL, p. 14. — *Loi du 31 juillet 1821* (Dégrève le sol de 19 millions): IMPÔT DU SEL, p. 16. — *Loi du 4 juillet 1822* (Protection du blé): IMPÔT DU SEL, p. 15. — *Loi du 25 juillet 1822* (Protection des animaux de race bovine): IMPÔT DU SEL, p. 15. — *Loi du 17 août 1828*, art. 16 (Octroi): IMPÔT DU SEL, p. 76. — *Loi du 2 août 1829* (centralisatrice): BUDG. CULTES, in *Pol. nouv.*, 6/4/1851, p. 386 n. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/p. 898; LIB. POL., p. 127. — *Loi du 12 décembre 1830*, art. 4 (Autorise les communes à reporter sur leurs contributions directes le montant des droits sur les boissons. Cf. loi du 28 avril 1816): IMPÔT DU SEL, p. 83. — *Loi de finances du 16 octobre 1831* (Budget des Ponts et Chaussées): IMPÔT DU SEL, p. 18. — *Loi de budget du 21 avril 1832* (Caractère progressif de l'impôt des portes et fenêtres): ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1864, p. 642; LIB. POL., p. 236. — *Même loi*, art. 50: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 381 n. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 848; LIB. POL., p. 127. — *Loi du 22 avril 1832*, art. 20 (Octroi): IMPÔT DU SEL, p. 83. — *Loi du 21 août 1832*, art. 20 (Les Octrois destinés à alimenter le budget des hospices et des hôpitaux): ETUDE SUR L'IMPÔT, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 637 n. — *Loi du 24 août 1833*, art. 19 (portant règlement définitif de l'exercice de 1830): BUDG. CULTES, in *Pol. nouv.*, 6/4/1851, p. 386 n. — ADMIN.

LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 898; LIB. POL., p. 127. — *Loi du 2 juillet 1836* (Protection des câbles métalliques): TRAV. ET CAP., p. 430. — *IMPÔT DU SEL*, p. 15. — *Loi du 9 juillet 1836*, art. 17 (portant règlement définitif de l'exercice de 1833): BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 38 n. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 898; LIB. POL., p. 127. — *Loi du 18 juillet 1836* (Droit de douanes sur les faulx): SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 618. — *Lois de 1837 et 1838* (Attributions municipales et départementales. Travaux préparatoires et solutions données par ces lois): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 54; 3^e éd., p. 44. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 617; LIB. POL., p. 119. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 619. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 59. — *Loi de 1839* (Travaux publics): ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 899; LIB. POL., p. 129. — *Loi de 1841* (Travaux publics): ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 899; LIB. POL., p. 76. — *Loi de 1867*: PERSP. 129. — *Loi du 25 avril 1844* (Régime fiscal des entreprises de messageries): IMPÔT DU SEL, p. 54. — *Même loi* (Chiffre de la patente que paye la Banque de France): IMPÔT DU SEL, p. 28. — *Même loi* (Caractère progressif de l'impôt des patentes): ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1863, p. 642; LIB. POL., p. 236 n. — *Loi de finances du 5 juillet 1846* (Budget des Ponts et Chaussées): IMPÔT DU SEL, p. 18. — *Projet de loi décentralisatrice sous la Seconde République*: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 620; LIB. POL., et 175. — *Loi du 27 mars 1851* (Fraude dans les ventes): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 81; 2^e éd., p. 81; 3^e éd., p. 77. — *Décret du 25 mars 1852* (Décret de déconcentration, que Dupont - White blâme): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 95; 2^e éd., p.

94; 3^e éd., p. 94. — *Loi du 17 juillet 1856* (Sociétés): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 83; 2^e éd., p. 83; 3^e éd., p. 82. — *Décret du 19 janvier 1867* (Annonce des réformes; substitue l'interpellation à l'Adresse): DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 439 n.; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 57; 2^e éd., p. 76. — *Loi de 1867*: PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 59. — *Loi de 1872* (Pouvoirs municipaux): PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 59. — *Tableau de la législation protectionniste de la Restauration et de la Monarchie de Juillet* (Protection des produits agricoles et du fer. « Législation de classe., œuvre naïve d'une assemblée de propriétaires »): TRAV. ET CAP., p. 191, 192, 193 et 426 (Cette énumération figurait déjà dans PROF. ET SAL., mais moins complète). — *IMPÔT DU SEL*, p. 16. — *Tableau historique de la législation française en faveur des esclaves nêgres*: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 29; 2^e éd., p. 29; 3^e éd., p. 26.

LEIBNITZ:

Harmonie préétablie: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 416. MÉL. PHIL., p. 350. — Harmonie préétablie: « Une solution pire que l'énigme, un éclaircissement plus obscur que la question »: GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 28. « *Pensées latentes* »: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 664; MÉL. PHIL., p. 56. — Monades: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 409; MÉL. PHIL., p. 337. « *Je n'ai traversé la métaphysique et les sciences que pour arriver à la morale* »: RÉFL. OPT., p. 90; POL. ACT., p. 291. — *POSIT.*, in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 575; *POSIT.*, BROCH., p. 33; MÉL. PHIL., p. 264. — Reconnaît parmi les

Juifs le dogme de l'immortalité de l'âme: POSIT., in *Dr-Mondes*, 15/2/1865, p. 885; POSIT., BORCH., p. 53; MÉL. PHIL., p. 300.

C'est l'immortalité de l'âme qui fonde le droit de tester: MÉL. PHIL., Préf., p. XIV. — Fondement du droit de punir: « satisfaction pour l'expiation d'une mauvaise action » (dans la *Théodicée*): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 176 n.; 2^e éd., p. 176 n.; 3^e éd., p. 167 n. — Loi de continuité: MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 5. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 702. — *De iudice controversiarum*, art. 46. Contre le pouvoir d'un seul: SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 615. — Compare la cohésion des lois romaines à celle des mathématiques: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 37; 2^e éd., p. 37; 3^e éd., p. 34. — « Le présent, né du passé, est gros de l'avenir »: POSIT., in *Dr-Mondes*, 15/2/1865, p. 878; POSIT., BROCH., p. 46; MÉL. PHIL., p. 288. — Il faut toujours choisir l'explication la plus simple: PHIL., ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 735; MÉL. PHIL., p. 126. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 269; MÉL. PHIL., p. 197. — Divers: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 260; 2^e éd., p. 260; 3^e éd., p. 248. — ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 1/2/03, p. 590 (Manque in LIB. POL.).

Lemontey:

Histoire de la Régence: PROF. ET SAL., p. 89 n.; TRAV. ET CAP., p. 182 n. — CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 99. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 106; 2^e éd., p. 106; 3^e éd., p. 102. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p.

333 n.; 2^e éd., p. 335 n.; 3^e éd., p. 319 n. — CENTRAL, 1^{re} éd., p. 300; 2^e éd., p. 297; 3^e éd., p. 295. — ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 15/8/1862, p. 895; LIB. POL., p. 122. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 428; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 47; 2^e éd., p. 62. — RÉFL. OPT., p. 10; POL. ACT., p. 196. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 793 n.; MÉL. PHIL., p. 392 n.

LENTULUS: Fit mourir son fils, qui avait été rejoindre Catilina: PROG. POL., p. 198.

LEOBEN et le général Bonaparte: LIB. POL., p. 2.

LEON X, pape: RÉFL. OPT., p. 16; POL. ACT., p. 197. POSIT., in *Dr-Mondes*, 1^{er} 2 1865, p. 551; POSIT., BROCH., p. 11; MÉL. PHIL., p. 226. — LETTRE A LA-VELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1 1879, p. 71.

LEONIDAS: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 178; 2^e éd., p. 178; 3^e éd., p. 177.

LEROUX (Pierre):

« Un des écrivains que, moyennant électionisme, on pourrait dévaliser avec le plus de fruit et d'impunité ». Le critérium de la vérité est pour lui le consentement universel, conforme à la tradition récente: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 122; 2^e éd., p. 122; 3^e éd., p. 116. — Progrès = accroissement de vie: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 214; 2^e éd., p. 215; 3^e éd., p. 215. — CENTRAL., p. 176; 2^e éd., p. 175; 3^e éd., p. 175. — « Mon ami, M. Pierre Leroux: DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 31/1/1867, p. 273; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 22; 2^e éd., p. 28.

A recherché les origines de la théorie du progrès chez Fontenelle, Perrault, Pascal. — Dupont-White blâme les écrivains qui abusent de l'absence de Pierre Leroux pour le

plagier. CENTRAL., 1^{re} éd., p. 242; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238. — Sa théorie du progrès anonyme parmi les masses : PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 12/10/851, p. 311.

Lesage :

Turcaret. TRAV. ET CAP., p. 323.

LESDIGUIERES : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 202; 2^e éd., p. 202; 3^e éd., p. 200. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 699.

LESSING : Compare l'Allemagne une poule aveugle détenant pour d'autres le grain fécond et nourricier. RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 207; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 31; LIB. PRESSE, p. 31. — Droits ET Dev., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 67; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 16; éd., p. 20.

LETELLIER : TRAV. ET CAP., p. 327. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 875; LIB. POL., p. 81.

LEYDE (JEAN DE) : Réformateur, qui établit le communisme des femmes. PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XXXII; 2^e éd., p. 32; 3^e éd., p. 48.

L'HOPITAL (MICHEL DE) : Voyez verbo *Hopital*.

LICINIUS : Tribun. *Ecquid sentitis in quanto contemptu vivatis*. PROGR. POL., p. 3.

LINCOLN (ABRAHAM) : PROGR. POL., p. 156.

Lingendes (le Père) :

Oraison funèbre de Louis XIII. RÉFL. OPT., p. 74; POL. ACT., p. 273.

LINGUET : Avocat au moment de la rédaction du Code civil : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 189; RÔLE ET LIB. BROCH., p. 13; LIB. PRESSE, p. 12.

LITTRÉ :

Traducteur d'Hippocrate : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 215 n.; 2^e éd., p. 216 n.; 3^e éd., p. 205 n. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 323 n.; 2^e éd., p. 325 n.; 3^e éd., p. 310 n. — Historien de la renaissance intellectuelle au XI^e siècle : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*,

1/5/1863, p. 172; LIB. POL., p. 296. — L'apport des Barbares dans la civilisation occidentale : RÉFL. OPT., p. 13; POL. ACT., p. 199. — « Le livre ingénieux de M. Littré sur la philosophie positive » (comme ces mots datent de 1857, il s'agit sans doute du livre intitulé : *Application de la philosophie positive au gouvernement des sociétés, et en particulier à la crise actuelle*, Paris, 1850) : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 326; 2^e éd., p. 328; 3^e éd., p. 313. — Auguste Comte et la philosophie positive, Paris, 1^{re} éd., 1863, Hachette, Bureau de la philosophie positive: POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 892; POSIT., BROCH., p. 58; MÉL. PHIL., p. 310. — POSIT. in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 893; POSIT., BROCH., p. 61; MÉL. PHIL., p. 313. — Le positivisme est l'abstention, non la négation métaphysique : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 445; MÉL. PHIL., p. 106 (il y a ici seulement une allusion probable à Littré.) — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 278; MÉL. PHIL., p. 212 et 213. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 548; POSIT., BROCH., p. 8; MÉL. PHIL., p. 221. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 872; POSIT., BROCH., p. 40; MÉL. PHIL., p. 278. — Rejette la politique positive et les dogmes de la religion positivisme : POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 552; POSIT., BROCH., p. 12; MÉL. PHIL., p. 228. — Divers : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 276; MÉL. PHIL., p. 210. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/

1874, p. 401; MÉL. PHIL., p. 324. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 411; MÉL. PHIL., p. 341.

Liverpool (lord)

A treatise on the coins of the realm. Contre le paiement des ouvriers en monnaie de papier: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 903; LIB. POL., p. 137. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, pp. 171 et 172; BANQUES, BROCH., pp. 24 et 25. — Même ouvrage: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 163; BANQUES, BROCH., p. 16. — PROGR. POL., p. 33. — Défendit devant le Parlement anglais les traités de 1815: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 431; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 65.

Lobet:

Sur les chemins de fer aux Etats-Unis: IMPÔT DU SEL, p. 54 n. — *Des chemins de fer en France, et des différents principes appliqués à leur tracé, à leur construction et à leur exploitation*, Paris, 1845: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 1851.

LOCKE:

Conduit à Bentham: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 752; MÉL. PHIL., p. 153. — Sa doctrine est complexe, c'est bien anglais; il « a passé le Détroit et engendré Condillac » qui réduit tout à la sensation: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 189; 2^e éd., p. 189; 3^e éd., p. 187. — « Pauvre théorie », dit Dupont-White, parlant de celle de Locke: POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 574; POSIT., BROCH., p. 34; MÉL. PHIL., p. 267. — Fit un livre contre le droit divin, pour réfuter l'ἱστορικὴ βασιλεία de Jacques I^{er}: BUDG. CULTES in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 383.

LONGUEVILLE (FAMILLE DES): SOUS LOUIS XI: CENTRAL., 1^{re} éd.,

p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199. — Sous Louis XIII: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 21; 2^e éd., p. 21; 3^e éd., p. 18. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 153; CONSTIT., BROCH., p. 35; POL. ACT., p. 113.

p

LOPE DE VEGA: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 217; 2^e éd., p. 217; 3^e éd., p. 214.

LOUIS VI LE GROS: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 219; 2^e éd., p. 218; 3^e éd., p. 216.

LOUIS IX (SAINT):

Institua l'appel au roi: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 38; 2^e éd., p. 38; 3^e éd., p. 35. — Divers: PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 12 oct. 1851, p. 312. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 191; 2^e éd., p. 192; 3^e éd., p. 182. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 204; 2^e éd., p. 205; 3^e éd., p. 195. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. vii; 3^e éd., p. vii. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 211; 2^e éd., p. 211; 3^e éd., p. 208. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 261; 2^e éd., p. 259; 3^e éd., p. 257. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 315; 2^e éd., p. 312; 3^e éd., p. 310.

LOUIS X LE HUTIN: Protéger les serfs du royaume: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 19; 2^e éd., p. 19; 3^e éd., p. 16. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 299; 2^e éd., p. 296; 3^e éd., p. 294.

LOUIS XI:

Eloge de son œuvre centralisatrice et de la grandeur de son règne: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 199 à 228; 2^e éd., p. 199 à 227; 3^e éd., p. 197 à 225. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 18; 2^e éd., p. 17; 3^e éd., p. 17. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 18; 2^e éd., p. 18; 3^e éd., p. 16. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 156; CONSTIT., BROCH., p. 38; POL. ACT., p. 118. — Se mêla de la dispute entre réalistes et nominalistes: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 229; 2^e éd., p. 228; 3^e éd., p. 219. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 189; 2^e éd., p. 189; 3^e éd., p. 187. — Fit couper les oreilles d'un gentilhomme pour délit de chasse: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 324; LIB. POL., p. 70. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 103/1872,

p. 869. — Héritier de la Provence : DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 425; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 44; 2^e éd., p. 59. — Qu'importe qu'il n'ait songé, lorsqu'il institua la poste, qu'au transport de ses dépêches? PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. ix; 3^e éd., p. ix. — *Lettre à Dammartin* dans laquelle il convoite les villes de la Somme: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 280; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 29; 2^e éd., p. 38. — Mort jeune, n'a pas eu le temps de vieillir : *PROGR. POL.*, p. 96. — Divers: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 327; 2^e éd., p. 323; 3^e éd., p. 323.

LOUIS XII: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 199; 2^e éd., p. 200; 3^e éd., p. 197. — *PROGR. POL.*, p. 96.

LOUIS XIII: Les Etats Généraux qui ouvrirent son règne: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 221; 2^e éd., p. 220; 3^e éd., p. 218. — Révolte des grands pendant sa minorité: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 20; 2^e éd., p. 20; 3^e éd., p. 18. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 152; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 34; *POL. ACT.*, p. 111. — Un sot, « succédant à Henri IV, laissera régner Richelieu »: *PROGR. POL.*, p. 98. — Divers: *RÉFL. OPT.*, p. 57; *POL. ACT.*, p. 251. — *RÉFL. OPT.*, p. 74; *POL. ACT.*, p. 272.

LOUIS XIV:

Sa popularité de sa naissance à sa mort: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 21; 2^e éd., p. 21; 3^e éd., p. 19. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 130; 2^e éd., p. 131; 3^e éd., p. 131. — *POL. ACT.*, *Préf.*, p. ix. — Réprima durement l'insurrection des Bretons qui s'étaient levés, en 1675, au cri de : « Vive le roi sans impôts! »: *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 154; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 36; *POL. ACT.*, p. 114. — Son œuvre centralisatrice : *ADMIN. LOC.*, in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 893; *LIB. POL.*, p. 118. — « L'Etat, c'est moi! »: *SUFFR. UNIV.*, in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 873. — Même idée : *PROGR. PAR GOUV.*, in *Pol. Nouv.*, 12/10/1551, p. 304. — Fondateur de Paris capitale: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 249; 2^e éd., p. 247; 3^e éd., p. 245. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd.,

p. 250; 2^e éd., p. 248; 3^e éd., p. 246. — Ne put avoir raison du duel: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 198; 2^e éd., p. 199; 3^e éd., p. 189 — *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 700. — Se prononça sur les querelles relatives à la grâce: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 229; 2^e éd., p. 228; 3^e éd., p. 218. — Son prestige fut un obstacle à la propagation de la Réforme et inspira l'abjuration de Turenne et de Rohan: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xvii; 3^e éd., p. xv et xvi. — *ADMIN. LOC.*, in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 324; *LIB. POL.*, p. 70. — Son bigottisme: *RÉP. CONS.*, p. 31; *POL. ACT.*, p. 158. — Révocation de l'Edit de Nantes: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 221; 2^e éd., p. 220; 3^e éd., p. 218. — S'empara du droit de régale: *ADMIN. LOC.*, in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 583; *LIB. POL.*, p. 271. — *ADMIN. LOC.*, in *Dx Mondes*, 1/5/1863, p. 176; *LIB. POL.*, p. 302. — Les Aqueducts de Maintenon: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 174; 2^e éd., p. 173; 3^e éd., p. 173. — Abolit les charges permanentes: *PROGR. POL.*, p. 103. — Ordonna, pour l'instruction du duc de Bourgogne, qu'on dressât un *Etat de la France*, avec description de chaque Généralité par chaque Intendant: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 423; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 42; 2^e éd., p. 54. — Anecdote de M. de Coëtiquet: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 244; 2^e éd., p. 241; 3^e éd., p. 239. — Politique extérieure: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 224; 2^e éd., p. 223; 3^e éd., p. 221. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 154; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 36; *POL. ACT.*, p. 114. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 451; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 70; 2^e éd., p. 94. — C'est à son prestige que l'on doit la renommée en Angleterre de notre xvii^e siècle littéraire: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 275; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 24; 2^e éd., p. 31. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LXII; 3^e éd., p. IIX. — Pensionnaire Charles II: *RÉP.*

CONS., p. 31; POL. ACT., p. 159. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 284; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 33; 2^e éd., p. 43. — Ses procédés envers le Saint-Siège: POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 555; POSIT., BROCH., p. 15; MÉL. PHIL., p. 233. — Le catholicisme ne put défendre contre lui « le dogme » (*sic*) de la prééminence des papes sur les rois: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 380. — Ses faveurs pour les roturiers: TRAV. ET CAP., p. 323, 326 et 327 n. 2. — IND. ET ET., p. 279 (Passage manqué dans les 2^e et 3^e éd.). — PROGR. POL., p. 98. — « Un roi tout différent avant et après la fistule » : DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 428; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 47; 2^e éd., p. 62. — Même idée. Les dernières années de son règne furent mauvaises; il mourut trop tard: TRAV. ET CAP., p. 293. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 313; 2^e éd., p. 310; 3^e éd., p. 307. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 316; 2^e éd., p. 313; 3^e éd., p. 310. — GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 190; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. vii; 2^e éd., p. vii; 3^e éd., p. x. — PROGR. POL., 1^{re} éd., p. 92; 2^e éd., p. 93; 3^e éd., p. 96. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 156; CONSTIT. BROCH., p. 38; POL. ACT., p. 117. — La France « lui ressemble » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 274; 2^e éd., p. 272; 3^e éd., p. 270. — Son testament: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 299; 2^e éd., p. 296; 3^e éd., p. 294. — Divers : TRAV. ET CAP., p. 433. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 332; 2^e éd., p. 334; 3^e éd., p. 319. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 14; 2^e éd., p. 14; 3^e éd., p. 14. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 138; 2^e éd., p. 138; 3^e éd., p. 138. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 147; 2^e éd., p. 147; 3^e éd., p. 147. — CENTRAL., 3^e éd., p. 198 (Manqué dans les 1^{re} et 2^e éd.). — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 242; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 237. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 282; 2^e éd., p. 280; 3^e éd., p. 278. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 345; 2^e éd., p. 343;

3^e éd., p. 338. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 357; 2^e éd., p. 354; 3^e éd., p. 349. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xliii; 2^e éd., p. 43; 3^e éd., p. 59. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. lxx, lxx et lxxiii; 2^e éd., p. 25, 59 et 63; 3^e éd., p. 35, 74, 75 et 79. — GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 191; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xiii; 2^e éd., p. ix; 3^e éd., p. xi. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 299; LIB. POL., p. 25. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 876; LIB. POL., p. 85. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 586; LIB. POL., p. 276. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/5/1863, p. 178; LIB. POL., p. 306. — POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 551; POSIT., BROCH., p. 11; MÉL. PHIL., p. 226. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 431; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 50; 2^e éd., p. 65. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 445; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 64; 2^e éd., p. 85. — PROGR. POL., p. 229. — RÉFL. OPT., p. 8; POL. ACT., p. 193. — RÉFL. OPT., p. 57; POL. ACT., p. 251. — RÉFL. OPT., p. 70; POL. ACT., p. 267.

LOUIS XV:

D.-W. le juge très sévèrement : Louis XV « figure l'égoïsme couronné, la dégradation de 60 rois » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 243; 2^e éd., p. 241; 3^e éd., p. 238. — Même idée: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 226; 2^e éd., p. 225; 3^e éd., p. 223. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 274; 2^e éd., p. 272; 3^e éd., p. 270. — GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 190; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xii; 2^e éd., p. vii; 3^e éd., p. x. — RÉP. ou MON., p. 16; POL. ACT., p. 16. — RÉFL. OPT., p. 17; POL. ACT., p. 204. — Son opposition à la philosophie du XVIII^e siècle: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 131; 2^e éd., p. 131; 3^e éd., p. 131. — S'endormait pendant que l'Europe se partageait la Pologne: PROGR. POL., 95. — Divers: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 195 n.; 2^e éd., p. 196 n.; 3^e éd., p. 186 n. — PROGR. POL., p. 93.

LOUIS XVI :

Affranchit les serfs de la Couronne (août 1776): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 19; 2^e éd., p. 19; 3^e éd., p. 16. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxxiii; 3^e éd., p. xxxi. — Abolition des douanes intérieures : PROF. ET SAL., TRAV. ET CAP., p. 189. — « Félicite, au nom de la raison, les départements substitués aux provinces »: GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 192; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xv; 2^e éd., p. x; 3^e éd., p. xiii. — RÉFL. OPT., p. 36; POL. ACT., p. 227. — Divers: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 351; 2^e éd., p. 348; 3^e éd., 343. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 435; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 54; 2^e éd., p. 71.

LOUIS XVIII :

Arrivé au pouvoir, cesse d'être un « émigré »: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxi; 3^e éd., p. xx. — GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 193; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xviii; 2^e éd., p. xiii; 3^e éd., p. xv.

LOUIS-PHILIPPE :

Mémoire adressé au Roi par D.-W., avocat au Conseil d'Etat, pour le sieur Subervielle: MÉMOIRE SIEUR SUBERVIELLE, p. 1. — Eut le tort de refuser des concessions: MATÉ. POL., in *Rev de Fr.*, 7/1875, p. 21. — Ne voulait pas d'un électeur de plus, de peur qu'il ne fût légitimiste: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 343; LIB. PRESSE p. 78. — Disait : « Je suis approuvé, je ne suis pas défendu »: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 340; LIB. PRESSE, p. 74. — Ne manquait pas de grandeur : PROGR. POL., p. 87. — Renversé parce que trop vieux: PROGR. POL., p. 93. — Disait à propos des Journées de Juin 1848: « Il n'est qu'un gouvernement anonyme pour exécuter impunément de telles répressions »: RÉP. OU MON., p. 43; POL. ACT., p. 50. — Divers: PROGR. POL., p. 79.

Louvet de Couvray :

Amours du chevalier de Faublas, roman, dont Dupont-White

loue la construction, en l'opposant aux romans anglais, découssus: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 191; 2^e éd., p. 191; 3^e éd., p. 189.

LOUVOIS :

« Un ministre peut être dur, avide, orgueilleux, dissolu, et cependant appliqué aux affaires: voyez Louvois »: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxii; 3^e éd., p. xxi. — Divers: TRAV. ET CAP., p. 327. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 243; 2^e éd., p. 241; 3^e éd., p. 239. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 283; 2^e éd., p. 281; 3^e éd., p. 279. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 154; CONSTIT., BROCH., p. 36; POL. ACT., p. 114.

Lubbock (sir John) :

Mœurs des sauvages. Sir John Lubbock est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Les sens et l'instinct chez les animaux*, publié dans la Bibliothèque Scientifique Internationale. Peut-être est-ce à cet ouvrage que Dupont-White fait allusion: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 342; MÉL. PHIL., p. 24. — RÉFL. OPT., p. 87; POL. ACT., p. 288. — MATÉ. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 791; MÉL. PHIL., p. 388.

Lucrèce :

Incroyant et rationaliste: TRAV. ET CAP., p. 8, n. 1. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 450; MÉL. PHIL., p. 113. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 275; MÉL. PHIL., p. 208. — POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 553; POSIT., BROCH., p. 13; MÉL. PHIL., p. 29. — La création: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 426; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 59. — PERSP. POL., in *Rev de Fr.*, 1/1/1879, p. 64. — Divers: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 304; 2^e éd., p. 301; 3^e éd., p. 299.

LUTHER :

Proclama que l'homme ne doit pas obéir à l'homme, ce qui était « retrouver les titres du genre humain ». Cette parole est à l'origine de la liberté politique.

(Dupont-White dit ailleurs : de l'individualisme). Bossuet combattit cette proposition de Luther et créa, pour le lui appliquer le mot : « démagogie » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 182 n.; 2^e éd., p. 181 n.; 3^e éd., p. 180 n. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 306; LIB. PRESSE, p. 37. — PROGR. POL., p. 12. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1866, p. 351; MÉL. PHIL., p. 38. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 753; MÉL. PHIL., p. 154. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 695 et 696. — « Tout est moins dans la réforme de Luther » : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXII; 2^e éd., p. 62; 3^e éd., p. 78. — Divers : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 193; 2^e éd., p. 194; 3^e éd., p. 184. — RÉFL. OPT., p. 21; POL. ACT., p. 209.

LUXEMBOURG (MARÉCHAL DE) : « Animal défectueux, homme supérieur ». D.-W. s'en sert d'exemple contre la doctrine de la sélection naturelle : MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 9.

Lycurgue :

Ancêtre du socialisme : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XLV; 3^e éd., p. XLIII.

LYONNE (DE) : Négociateur du XVII^e siècle : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 318; 2^e éd., p. 315; 3^e éd., p. 312.

Maire (Davis) :

L'impôt des Boissons, 1842. Baisse de la consommation du vin à Paris : TRAV. ET CAP., p. 333 n.

Macarel :

(En collaboration avec Boulatignier) : *De la fortune publique en France* : PROF. ET SAL., TRAV. ET CAP., p. 201 n. — INTERV. ET., in *Journal des Ec.*, 1/1846, p. 154; TRAV. ET CAP., p. 417. — ETUDE SUR L'IMPÔT, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 626.

MACAULAY :

« Il n'y a jamais eu un moment dans la Constitution anglaise où l'élément ancien ne l'ait emporté sur l'élément nouveau ». IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 203; 2^e éd., p. 204; 3^e éd., p. 194. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 879; LIB. POL., p. 90. — LIB. POL., p. 289 (Manque ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/2/1863). — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 330; LIB. PRESSE, p. 64. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 142; CONSTIT., BROCH., p. 24; POL. ACT., p. 94. — RÉP. CONS., p. 12; POL. ACT., p. 137. — RÉFL. OPT., p. 61; POL. ACT., p. 256. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 3/1876, p. 661; MÉL. PHIL., p. 50. — MÉL. PHIL., PRÉF., p. XVII. — Lettre du 23 mars 1857, publiée par le *Times* du 7/4/1860. Macaulay prédit à la démocratie américaine le danger qui la menace d'une législation de classe : GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 205; INTROD., GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. XLIII à XLVII; 2^e éd., p. XXXVII à XL; 3^e éd., p. XXXVI à XXXIX. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/2/1863, p. 576; LIB. POL., p. 260. — *Critical and historical Essays* : sur Machiavel : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 210; 2^e éd., p. 210; 3^e éd., p. 208. — *Ibid.* : Sur Chatham : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 327; 2^e éd., p. 324; 3^e éd., p. 321. — *Histoire d'Angleterre, depuis l'avènement de Jacques II* : grandeur de l'œuvre du pouvoir central en France au XVII^e siècle : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 208; 3^e éd., p. 198. — C'est probable-

ment à l'Histoire d'Angleterre de Macaulay que Dupont-White emprunte ses renseignements sur la cherté des grains en Grande-Bretagne, en 1815. PROF. ET SAL., p. 91 note. — *Même ouvrage* : Le ressort du progrès est individuel; PROG. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 19/10/1851, p. 362; IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 103; 2^e éd., p. 103; 3^e éd., p. 98 et 99. — *Même idée*, mais sans indication de référence : INFL. GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. v, p. 402. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 741; MÉL. PHIL., p. 135. — Théorie de l'abstention de l'Etat: INFL. GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. v, p. 400. — *Miscellaneous*: Vies de Clive et de Warren Hastings: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 9; 2^e éd., p. 10; 3^e éd., p. 9. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1120; FIRÉ A PART, p. 15. — LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.

MAC-CULLOCH :

Son *Edition d'Adam Smith : Supplemental notes and dissertations*. Sur les salaires et la loi d'airain: PROF. ET SAL., p. 20 sqq. (Ce passage a été supprimé dans TRAV. ET CAP.). — *Ibid.*: Salaires minima fixés en Angleterre en 1795: INFL. GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. v, p. 404. — *Ibid.*: statistique des prix du blé. PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 178. — *Ibid.*: la hausse des prix entraîne celle du taux de l'intérêt: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 22 et 23. — *Ibid.*: Un homme doit être dans une situation de fortune tolérable pour être accessi-

ble à de considérations d'avenir: TRAV. ET CAP., pp. 372, 373 et 374. — *Ibid.*: protectionnisme et libre échange en Angleterre: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 189. — *Ibid.*, contre le Bill de 1834 centralisant les services de la loi des pauvres: TRAV. ET CAP., p. 366 n. — Un article dans la *Revue d'Edimbourg*, de mars 1924: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 119 n. — *Treatise on Taxation*: IMPÔT DU SEL, p. 20, 69 n. et 73. — PROG. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 19/10/1851, p. 363. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 104; 2^e éd., p. 104; 3^e éd., p. 100. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LVIII; 3^e éd., p. LIV n. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 188 n.; BANQUES, BROCH., p. 41 n. — Article « Banks » dans le *Commercial Dictionary*: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, pp. 173 et 174; BANQUES, BROCH., p. 26 et 27. — La « manie agricole » qui saisit l'Angleterre à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 71. — PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 181. — ADMIN. LOC., in *Dz-Mondes*, 15/8/1862, p. 904; LIB. POL., p. 139. — Contre le service militaire: SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 607. — La poste en Angleterre: INFL. GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. v, p. 403.

MACHAULT. Intendant: Expédition du Languedoc contre les grands: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 22; 2^e éd., p. 22; 3^e éd., p. 20. — ADMIN. LOC., in *Dz-Mondes*, 1/5 1863, p. 177; LIB. POL., p. 303.

MACHIAVEL :

Tableau de la France. Grande

popularité des rois de France: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 19; 2^e éd., p. 19; 3^e éd., p. 17. — *Histoire de Florence*. Causes économiques des invasions barbares: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 118; 2^e éd., p. 118; 3^e éd., p. 113. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/2/1863, p. 577; LIB. POL., p. 261. — Remarquait, dès le xvi^e siècle, le grand nombre des paysans propriétaires en France: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 339; 2^e éd., p. 337; 3^e éd., p. 332. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 148; CONSTIT., BROCH., p. 30; POL. ACT., p. 104. — RÉFL. OPT., p. 82; POL. ACT., p. 282. — « Un homme vous pardonnera plutôt la mort de son père que la perte de son patrimoine. » « ce classement des passions est de main de maître »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 215; 2^e éd., p. 214; 3^e éd., p. 212. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/-1872, p. 148; CONSTIT., BROCH., p. 30; POL. ACT., p. 104. — Mac-Culloch explique Machiavel par l'Italie de son temps. CENTRAL., 1^{re} éd., p. 210; 2^e éd., p. 210; 3^e éd., p. 208.

Divers: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 330; 2^e éd., p. 331; 3^e éd., p. 316. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xli; 2^e éd., p. 41 (manque 3^e éd.). — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/5/1863, p. 190 (manque LIB. POL.). — LIB. POL., p. 219 (manque ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862). — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 336; LIB. PRESSE, p. 70. — PROGR. POL., p. 34. — SUFFR. UNIV. in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1120; TIRÉ A PART, p. 15. — MATÉRI. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 18 et 32.

Magne:

Rapport sur le budget des recettes de 1847. Sur le fonds de non-valeur et son rôle dans la répartition de l'impôt foncier: ETUDE SUR L'IMPOT, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 631. — BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 388. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 899; LIB. POL., p. 129.

MAHOMET: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 319; 2^e éd., p. 321; 3^e éd., p. 307.

MAILLEBOIS: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 318; 2^e éd., p. 314; 3^e éd., p. 312.

MAINE (COMTE DU): Oncle de Louis XI avec lequel il se réconcilia: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 206; 2^e éd., p. 206; 3^e éd., p. 204.

Maintenon (Mme de):

Lettre à la princesse des Ursins: TRAV. ET CAP., p. 327 n. — Epouse de Louis XIV: PROGR. POL., p. 92.

MAISTRE (Joseph de):

De Maistre est, avec de Bonald, un des principaux inspirateurs de la doctrine de Dupont-White. Dupont-White s'oppose pourtant énergiquement au culte que porte à l'ancien régime J. de Maistre « à genoux devant les ancêtres »: LIB. POL., p. 288. — Même idée: MATÉRI. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 5.

Dupont-White critique également la doctrine religieuse de de Maistre, centrée sur le péché originel: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 98; 2^e éd., p. 98; 3^e éd., p. 94. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 151; 2^e éd., p. 151; 3^e éd., p. 150. — RÉFL. OPT., p. 38; POL. ACT., p. 229. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 57.

Il s'oppose à de Maistre quand celui-ci proclame que les Droits de l'Homme sont une pure abstraction: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862,

p. 883; LIB. POL., p. 97. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/5/1863, p. 172; LIB. POL., p. 295. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 572; POSIT., BROCH., p. 32; MÉL. PHIL., p. 264. — ou encore que « *plus une institution écrit, plus elle est fragile* » : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 47; 2^e éd., p. 47; 3^e éd., p. 44. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 258; 2^e éd., p. 256; 3^e éd., p. 254. — *Le Pa-*
pe: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 187; 2^e éd., p. 187; 3^e éd., p. 178. — *Considérations sur la France*, p. 55. De Maistre y affirme que les nations peuvent avoir des représentants qui ne sont pas leurs mandataires, à l'instar des tuteurs qui ne tiennent leur mandat que de la loi. Dupont-White trouve d'abord cette théorie monstrueuse : TRAV. ET CAP., p. 430. — Puis il la prend à son compte : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 131; 2^e éd., p. 131; 3^e éd., p. 131. — GOUV. REPR. in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 209; INTROB. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. LV; 2^e éd., p. XLVII; 3^e éd., p. XLV. — PROGR. POL., p. 241. — *Considérations sur la Révolution française*. De Maistre prône la méthode inductive ; Dupont-White défend contre lui la méthode déductive, en économie politique : TRAV. ET CAP., p. 52 n. — Longue analyse critique de la psychologie politique de de Maistre : POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, pp. 570 et 571; POSIT., BROCH., pp. 30 et 31; MÉL. PHIL., pp. 260 à 263. — Le progrès figuré par une courbe rentante : CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 36; 2^e éd., p. 36. — RÉFL. OPT., p. 47; POL. ACT.,

p. 240. — La théorie de la guerre divine : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 355; 2^e éd., p. 359; 3^e éd., p. 342. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 454; MÉL. PHIL., p. 119. — La France, missionnaire d'idées générales, « *exerce une magistrature sur le reste de l'Europe* » : PROF. ET SAL., p. 79. — LIB. ECH., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 234. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 331; LIB. PRESSE, p. 64. — RÉFL. OPT., p. 27; POL. ACT., p. 216. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 696. — Dupont-White reconnaît comme lui la Providence : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 3/1876, p. 666; MÉL. PHIL., p. 58. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 796; MÉL. PHIL., p. 396. — Divers : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XLVIII; 3^e éd., p. XLV. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/5/1867, p. 180; LIB. POL., p. 302. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 315; LIB. PRESSE, p. 48. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 133; CONSTIT., BROCH., p. 15; POL. ACT., p. 79.

Malebranche :

IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 226; 2^e éd., p. 226; 3^e éd., p. 216. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. III; 2^e éd., p. 3; 3^e éd., p. 19. — PROGR. POL., p. 212. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 877; POSIT., BROCH., p. 46; MÉL. PHIL., p. 287.

MALESHERBES: Partisan des réformes: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 230; 2^e éd., p. 230; 3^e éd., p. 220. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. VIII; 3^e éd., p. VIII.

Mallet :

Historien de Paris: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 269; 2^e éd., p. 266; 3^e éd., p. 264.

MALTHUS :

Dupont-White contre la loi de population : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 137, 138, 140 sqq., 150, 372. — « Faisait dériver le paupérisme de l'excès de population, c'est-à-dire d'une faute individuelle, et non pas d'une faute imputable aux institutions et à la société » : PROF. ET SAL., p. 163. — Même idée : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 137, 151 n., et 222. — Salaires et loi d'airain : PROF. ET SAL., p. 20. — PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 75 et 170. — ÉTUDE SUR L'IMPÔT, in *Lib. Pens.*, 1851, t. viii, p. 619. — Dupont-White soutient, contre Malthus, que la hausse des subsistances n'entraîne pas fatalement la hausse des salaires : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 69 et 70. — Dupont-White soutient, contre Malthus, la valeur-travail : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 215 n. — « Au grand banquet de la nature » : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 111. — ADMIN. LOC., in *Dr. Mondes*, 1/2/1863, p. 591; LIB. POL., p. 286. — Nécessité de la contrainte morale (Dupont-White approuve) : CENTRAL, 1^{re} éd., p. 341; 2^e éd., p. 339; 3^e éd., p. 334. — Favorable à l'émigration : ADMIN. LOC., in *Dr. Mondes*, 1/12/1862, p. 626; LIB. POL., p. 184. — Hormis le cas d'un grand commerce extérieur, le développement des machines fait concurrence à la main-d'œuvre. (Dupont-White est ici pleinement de l'avis de Malthus) : TRAV. ET CAP., p. 40, 41, 42, 56, 57, 58 et 59. — PRÉF. IND. ET

LIB., 2^e éd., p. 114; 3^e éd., p. 1 et 11. — Maux de l'instabilité de l'emploi et des salaires : TRAV. ET CAP., p. 384. — *Inquiry into the nature and progress of rent* : Malthus a méconnu le caractère de monopole inhérent à la propriété foncière, par préjugé réactionnaire : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 152, n. — Mais Dupont-White le présentait cependant comme le précurseur de la théorie de la rente, de Ricardo : PROF. ET SAL., p. 89. — Dupont-White présente fréquemment Malthus comme plein de parti-pris aristocratique et de partialité malhonnête : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 152 n. et p. 221. — POLÉMIQUE SUR MALTHUS avec J. Garnier, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, pp. 306 à 308. — Malthus se rapproche des théoriciens anglais de la sélection naturelle. Il fait toutefois une place à la contrainte morale : MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 9. — Dupont-White travaille l'Essai sur le principe de Population dans la traduction des Prévost, de Genève : PROF. ET SAL., TRAV. ET CAP., p. 207, n. — et les *Principes d'Economie Politique* dans celle de Constancio : TRAV. ET CAP., p. 384. — Divers : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., pp. 150 et 151. — POLÉMIQUE SUR MALTHUS avec J. Garnier, p. 306 sqq. — IMPÔT DU SEL, p. 36. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 144; 2^e éd., p. 145; 3^e éd., p. 137. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 296; 2^e éd., p. 298; 3^e éd., p. 285. — ADMIN. LOC., in *Dr. Mon.*

- des*, 15/8/1862, p. 903; *LIB. POL.*, p. 138.
- MANFRED**: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 400; *MÉL. PHIL.*, p. 322.
- MANCEL**: Croit en un Dieu personnel: *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15 5 1877, p. 263; *MÉL. PHIL.*, p. 188.
- MARIE LA SANGLANTE**: Fille d'Henri VIII: *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 149; *CONSTIT. BROCH.*, p. 31; *POL. ACT.*, p. 105.
- MARIE-THERESE**: Fille de Charles VI, empereur: *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. LV; 3^e éd., p. LI.
- MARIVAUX**: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 187; RÔLE ET LIB., *BROCH.*, p. 11; *LIB. PRESSE*, p. 10.
- MARLBOROUGH**: *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 283; 2^e éd., p. 281; 3^e éd., p. 279. — *GOUV. REPR.*, in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 190; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. XI; 2^e éd., p. VI; 3^e éd., p. IX. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 154; *CONSTIT. BROCH.*, p. 36; *POL. ACT.*, p. 115.
- Martin (Henri)**:
Doyen de la Faculté de Rennes: « *Chacun court à sa haine...* »: *IND. ET ET.*, 3^e éd., p. 20 (Dans les deux premières éditions D.-W. avait écrit: Augustin Thierry, au lieu de Henri Martin): — *ADMIN. LOC.*, in *Dx Mondes*, 1/5/1863; *LIB. POL.*, p. 304. — *De la Vie future*: *POSIT.*, in *Dx Mondes*, 15/2/1865, p. 885; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 53; *MÉL. PHIL.*, p. 300.
- MASSILLON**: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 784; *MÉL. PHIL.*, p. 377.
- MASSENA (GÉNÉRAL)**: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 278; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 27; 2^e éd., p. 31.
- MATHA**. Ami du chevalier de Grandmont: *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 235; 2^e éd., p. 233; 3^e éd., p. 231.

Ma-Thouan-Lin :

Son article publié dans le *Journal Asiatique*, mars 1837, sur la condition des esclaves et des serviteurs gagés en Chine: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 117; 2^e éd., p. 117; 3^e éd., p. 112.

MAUPEOU (de) :

Et le Parlement: *ADMIN. LOC.*, in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 582; *LIB. POL.*, p. 272.

MAUREPAS (de) :

PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XVI; 3^e éd., p. XVI.

MAURY (Abbé) :

Député de la Constituante: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 271; 2^e éd., p. 272; 3^e éd., p. 260. — *IMPUSS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 345; *MÉL. PHIL.*, p. 29.

MAXIMILIEN 1^{er} de Bavière: Ses rapports avec l'Eglise: *PRÉF. LIB.*, 1^{re} éd., p. LXI; 2^e éd., p. 61; 3^e éd., p. 77.

May (Thomas Erskine) :

A treatise upon law, privileges proceedings and usages of Parliament. London, Knight, 1844, 496 pp. in-8°; *LIB. POL.*, p. 9. — *ADMIN. LOC.*, in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 311 et 312; *LIB. POL.*, pp. 46, 47 et 48.

MAYENNE (FAMILLE DES): *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 153; *CONSTIT. BROCH.*, p. 35; *POL. ACT.*, p. 113.

MAZANIELLO: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 193; 2^e éd., p. 194; 3^e éd., p. 183. — *SUFFR. UNIV.*, in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1109; *TIRÉ A PART*, p. 4.

MAZARIN (cardinal) :

« Les dilapidations et les misères de l'administration de Mazarin »: *CRÉD. FONC.*, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 100.

— Erigea en bénéfice l'hôpital d'Aubrac: *ETUDE SUR L'IMPÔT*, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 637. — Attribua au Trésor les profits de l'octroi en 1647: *CENTRAL*, *PIÈCES JUSTIFICATIVES*, 1^{re} éd., p. 365; 2^e éd., p. 363; 3^e éd., p. 357. — *Sa Correspondance pendant la négociation des traités de Westphalie*: *ADMIN. LOC.*, in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 912; *LIB. POL.*, p. 155. — Tolérait les chansons: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 231; 2^e éd., p. 230; 3^e éd., p. 220. — Ses dernières paroles à Louis XIV: « Ni cardinaux, ni grands seigneurs dans vos conseils »: *TRAV. ET*

CAP., p. 326. — Divers: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 328; 2^e éd., p. 325; 3^e éd., p. 322. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 321; LIB. PRESSE, p. 54.

MAZARIN (DUCHESSÉ DE): Nièce du cardinal. Pour elle furent écrits les *Contes* scandaleux de La Fontaine: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 192; 2^e éd., p. 192; 3^e éd., p. 190. — *PROGR. POL.*, p. 215. — *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 448; MÉL. PHIL., p. 109.

MAZZINI:

« A diffamé la Déclaration des Droits »: *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 429 sqq; MÉL. PHIL., p. 78 sqq.

MEDEE: « *Video meliora...* » CENTRAL., 1^{re} éd., p. 137; 2^e éd., p. 136; 3^e éd., p. 136.

MEDICIS (CATHERINE DE): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 217; 2^e éd., p. 217; 3^e éd., p. 214.

MEDICIS (MARIE DE): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 217; 2^e éd., p. 217; 3^e éd., p. 214.

MEDICIS (Famille des):

Elle caractérise l'un des siècles les plus brillants de l'histoire italienne: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 161; 2^e éd., p. 161; 3^e éd., p. 153. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 321; 2^e éd., p. 321; 3^e éd., p. 309. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 254; 2^e éd., p. 252; 3^e éd., p. 250. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 313; 2^e éd., p. 310; 3^e éd., p. 307. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 336; LIB. PRESSE, p. 71. — DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 31/1/1867, p. 264; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 13; 2^e éd., p. 16. — *SUFFR. UNIV.*, in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 614. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/2872., p. 152; *CONSTIT.*, BROCH., p. 34; *POL. ACT.*, p. 111.

Mélat:

Rivalités locales en Flandre: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 123 n.; 2^e éd., p. 123 n.; 3^e éd., p. 123 n.

Mémoires de l'Institut de France:

T. II, 2^e série, p. 283. Dissertation de Passy sur la concentration agricole: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 303; 2^e éd., p. 304; 3^e

éd., p. 291. — *T. III*, p. 595. *Essor des filatures en Saxe et en Allemagne*: *TRAV. ET CAP.*, p. 307 n.

MERCIER LA RIVIERE:

De l'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques. Dangers du parlementarisme: *PROF. ET SAL.*: *TRAV. ET CAP.*, p. 187 n. — *Justification de la propriété individuelle par les nécessités de la culture*: *TRAV. ET CAP.*, p. 313.

Mercure de France:

RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 206; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 30; LIB. PRESSE, p. 30.

METELLA CÆCILIA: *SUFFR. UNIV.*, in *Corresp.*, 25 11/1872, p. 608.

Métropolitan police act:

Voyez verbo *Législation anglaise*.

METTERNICH:

« Tout Anglais pris isolément est un peu fou ». — *MATÉR. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 8/7/1875, p. 16. — *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 692.

MEYER:

Esprit des Institutions judiciaires. Cité par Guizot: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 56 n.; 2^e éd., p. 56 n.; 3^e éd., p. 55 n. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 125; 2^e éd., p. 125; 3^e éd., p. 125.

MICHEL-ANGE: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 208; 3^e éd., p. 198. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 330; 2^e éd., p. 331; 3^e éd., p. 316. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 264; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 14; 2^e éd., p. 16. — *POSIT.*, in *Dr. Mondes*, 15 2/1865, p. 892; *POSIT.*, BROCH., p. 60; MÉL. PHIL., p. 311.

MICHELET:

Histoire de France. Eloge de ce livre par la Revue d'Edimbourg: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 121; 2^e éd., p. 121, 122 et 123, n.; 3^e éd., pp. 121, 122 et note (L'éloge de Michelet a été complété dans les deux dernières éditions). — Traducteur

du livre : *Science nouvelle*, de Vico (voir le nom) : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 94; 2^e éd., p. 94; 3^e éd., p. 90.

— Remarque que la science anglaise ne fait pas plus de place aux cataclysmes naturels que la vie sociale anglaise aux cataclysmes politiques : CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 151; CONSTIT., BROCH., p. 33; POL. ACT., p. 109. — Sur Louis XI : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 216; 2^e éd., p. 216; 3^e éd., p. 214. — Divers : DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 262; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 11; 2^e éd., p. 13. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 790; MÉL. PHIL., p. 387.

MIGNET :

Collection de documents sur la succession d'Espagne : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 334 n.; 2^e éd., p. 336 n.; 3^e éd., p. 321 n.

MILAN (DUC DE) : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 218; 2^e éd., p. 217; 3^e éd., p. 215.

MILL (James) :

History of British India, I, 58, 93, 119; III, 19, 21. L'Etat, dans l'Inde Britannique, a absorbé petit à petit tous les pouvoirs, primitivement détenus par la Compagnie Commerciale : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 158; 2^e éd., p. 158; 3^e éd., p. 150. — Pour la socialisation par l'impôt de la rente foncière (Dupont-White attribue ici expressément cette doctrine à James Mill, qui en effet l'a professée. Mais c'est surtout son fils Stuart Mill qui l'a développée et précisée : HARM. ÉC., in *Lib. Pens.*, 1851, tome VII, p. 473. — Dupont-White

paraît bien citer les *Éléments d'Economie Politique* de James Mill, et non les *Principes d'Economie politique* de Stuart Mill, pour l'impossibilité des crises générales, dans PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 123. — Les *Éléments d'Economie Politique* de James Mill ont du reste été rédigés sur des notes prises par S. Mill enfant. (Cf. *Mémoires de S. Mill*, trad. Cazelle, p. 26). — Jusqu'à IND. ET ET., Dupont-White a connu James Mill et non S. Mill, bien que les *Principes d'économie politique* de ce dernier fussent de 1848, 1^{re} éd. Cf. *Mémoires* de S. Mill, p. 123 et n.

MILL (Stuart) :

Dupont-White a traduit, de Stuart Mill, *La Liberté* et *Le Mouvement représentatif*, en les précédant d'importants Avant-Propos et Préfaces : *Liberté*, 1^{re} éd., p. 1 à xc; 2^e éd., Avant-Propos, p. vii à xix, Préface, p. 1 à 90; 3^e éd., Avant-Propos, p. 1 à xv, Préface, p. 17 à 105. — *Gouvernement représentatif*, in *Revue des Deux Mondes* du 1/11/1861, puis dans la 1^{re} éd., p. v à lxx; 2^e éd., p. 1 à lxi; 3^e éd., p. v à xlviii. — Signalons tout particulièrement une belle page sur la fierté de Stuart Mill, la noblesse de son caractère, la grandeur de son génie, son excentricité : GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 210; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. lvi; 2^e éd., p. xlviii et xix; 3^e éd., p. xlv et xlvi. — *Principes d'Economie Politique* (première édition publiée en 1848) : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 177 note; 2^e éd.,

p. 177 n.; 3^e éd., p. 169 n. — *Ibid.* : Dupont-White remarque que Stuart prend l'Etat en considération et « ne se rapproche de ses devanciers que sur la question du libre-échange » : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 141; 2^e éd., p. 141; 3^e éd., p. 134. — *Traité de Logique*. L'esprit va du particulier au particulier : *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 432; *MÉL. PHIL.*, p. 86. — Se proclame individualiste : *MATÉR. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 26. — Stuart Mill rentre dans le courant matérialiste : *MATÉR. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 798; *MÉL. PHIL.*, p. 400. — *Principes d'Economie Politique*. L'intérêt individuel n'est pas un mobile suffisant pour répondre aux besoins collectifs. *IND. ET ET.*, 2^e éd., p. 268 n.; 3^e éd., p. 255 n. — Stuart Mill préfère la méthode déductive à la méthode inductive : *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 426; *MÉL. PHIL.*, p. 74. — Pour la liberté absolue de la presse : *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 2/1866, p. 333; *LIB. PRESSE*, p. 67. — Education universelle d'abord; suffrage universel ensuite : *GOUV. REPR.*, in *Dr-Mondes*, 1/11/1861, p. 203; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. XLII; 2^e éd., p. XXXIII; 3^e éd., p. XXXIII. — *GOUV. REPR.*, in *Dr-Mondes*, 1/11/1861, p. 206; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. p. XLII; 2^e éd., p. XLII; 3^e éd., p. XXXIX. — *GOUV. REPR.*, in *Dr-Mondes*, 1/11/1861, p. 211; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. XLIII; 2^e éd., p. LI; 3^e éd., p. XLVI. — *PROGR. POL.*, p. 244. —

SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 868. — Le gouvernement représentatif est fait pour les peuples qui savent obéir : *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 747; *MÉL. PHIL.*, p. 144. — Le suffrage universel mal éduqué risque de conduire à une législation de classe : *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 2/1866, p. 305; *LIB. PRESSE*, p. 37. — *DROITS ET DEVS.*, in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 447; *EQUIL. ETÉR.*, 1^{re} éd., p. 65; 2^e éd., p. 87. — *PROGR. POL.*, p. 48. — *SUFFR. UNIV.*, in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 865. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 129; *CONSTIT. BROCH.*, p. 11; *POL. ACT.*, p. 73. — *POL. ACT.*, p. 73. — L'Anglais se soucie peu de gouverner : *PROGR. POL.*, p. 237. — Stuart Mill fait l'éloge du *Rapport présenté à la Chambre des Représentants de Belgique sur les taxes locales du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande* : *ADMIN. LOC.*, in *Dr-Mondes*, 15/3/1862, p. 290; *LIB. POL.*, p. 9. — A esquissé une philosophie politique : *MATÉR. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 1. — Reproche à Comte d'avoir méconnu que la psychologie est la base politique des sociétés : *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 431; *MÉL. PHIL.*, p. 82. — « Le mode de penser positif n'est pas nécessairement une négation du surnaturel » : *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 445; *MÉL. PHIL.*, p. 105. — L'éthologie : *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 425, 427 et 428; *MÉL. PHIL.*, p. 72, 76 et 77. — Contre la théo-

rie des races : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 291; 2^e éd., p. 291; 3^e éd., p. 289. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 756; MÉL. PHIL., p. 159. — Sur la théorie de la cérébration inconsciente de Hamilton : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 738; MÉL. PHIL., p. 131. — Les idées de cause et de substance sont des idées fausses nées de la sensation. MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 409; MÉL. PHIL., p. 337. — Influence sur lui de *Bentham*. Stuart Mill sans cesse ballotté entre le principe de l'utile et le principe du juste : GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 207; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. I; 2^e éd., p. XLIII; 3^e éd., p. XLI. — Sur la socialisation de la rente foncière, voyez supra verbo *Mill* (*James*). — Divers : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 182; BANQUES, BROCH., p. 35. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 15. — REPR. OU. MON., p. 14; POL. ACT., p. 14. — LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878. — Dupont-White a eu avec Stuart Mill une importante correspondance, encore inédite. Nous avons analysé dans notre bibliographie (*supra* n° 120 à 135), les principales lettres de Stuart Mill à Dupont-White conservées par le Colonel Sadi-Carnot dans son château de *Laroche-Pot*, par *Nolay* (Côte-d'Or).

Mille et Une Nuits (contes des) :

SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/5/1872, p. 506; TIRÉ A PART, p. 7. MILTIADE : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 179; 2^e éd., p. 178; 3^e éd., p. 177.

Milton :

Le Paradis perdu : PRÉF. IND. ET FR., 2^e éd., p. LIX; 3^e éd., p. LV. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 191; 2^e éd., p. 192; 3^e éd., p. 189. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 304; 2^e éd., p. 202; 3^e éd., p. 299. — GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. LVI; 2^e éd., p. XLIV; 3^e éd., p. XLVIII. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 884; POSIT., BROCH., p. 52; MÉL. PHIL., p. 298. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 892; POSIT., BROCH., p. 60; MÉL. PHIL., p. 311. — RÉFL. OPT., p. 27; POL. ACT., p. 215.

MINOS :

Ancêtre du socialisme? PRÉF. IND., ET FR., 2^e éd., p. XLA; 3^e éd., p. XLII.

MIRABEAU (marquis de) :

Economiste physiocrate, et père de l'orateur célèbre. « Ami des hommes et geôlier de son fils » : PROGR. POL., p. 198. — Même idée : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/2/1863, p. 532; LIB. POL., p. 270. — Ses livres, prodromes de la Révolution : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1111; TIRÉ A PART, p. 6. — Abdique ses privilèges à la nuit du 4 août : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/5/1863, p. 173; LIB. POL., p. 297.

MIRABEAU (comte de) :

Fils du précédent. « Mars est le tyran, la Raison est la souveraine du monde » : GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 191; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xv; 2^e éd., p. x; 3^e éd., p. XIII. — « Ce n'est pas dans de vieilles chartes qu'il faut chercher le droit de la Nation, c'est dans la Raison : ces droits sont anciens comme le temps et sacrés comme la nature » ;

RÉFL. OPT., p. 36; POL. ACT., p. 226. — Droits naturels : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 3/1876, p. 428; MÉL. PHIL., p. 77. — Avocat des classes moyennes : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxxvi; 3^e éd., p. xxxiii.

— Pour l'instruction du paysan, contre ceux qui « se font un patrimoine de son ignorance » : PROG. POL., p. 173. — Proposa, avec Dupont, contre Sieyès, un décret d'abolition pure et simple des dîmes : IMPÔT DU SEL, p. 22.

Contre l'imposition des rentes, lors de la discussion préparatoire au Décret du 4 décembre 1790 : IMPÔT DU SEL, p. 51.

— Lettre au comte de Lamarck : « Je ne voudrais pas avoir travaillé seulement à une grande destruction » : ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 581; LIB. POL., p. 267.

Divers : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 187; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 11; LIB. PRESSE, p. 10.

RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 305; LIB. PRESSE, p. 37. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1112; Tiré à part, p. 7.

MIROMESNIL (LE CHANCELIER DE) : Disait les paysans intéressés au maintien de la corvée : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 266. (Passage manqué dans 2^e et 3^e éd.). — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 892; LIB. POL., p. 115.

Mivarts :

Etudes d'après nature. Contre la philosophie des associationnistes : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 263; MÉL. PHIL., p. 188.

MOÏSE sur le mont Sinaï : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 172; 2^e éd., p. 172; 3^e éd., p. 162 et 164. — Contre l'esclavage : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 117; 2^e éd., p. 117;

3^e éd., p. 112. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxvi; 3^e éd., p. xxiv. — Vit la Terre Promise : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 608. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 144; CONSTIT., BROCH., p. 26; POL. ACT., p. 98. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 16. — Divers : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 337; MÉL. PHIL., p. 16.

MOLE :

Lança une campagne pour la fondation d'une Caisse de Retraites des Invalides de l'Industrie : TRAV. ET CAP., p. 7, n. 2. — « Modèle de la magistrature » : RÉFL. OPT., p. 68; POL. ACT., p. 265.

MOLIERE : *Don Juan*. POSIT., in *Dx Mondes*, 15/2 1865, p. 876; POSIT., BROCH., p. 44; MÉL. PHIL., p. 285. — RÉFL. OPT., p. 28; POL. ACT., p. 217. — « Don Juan aurait fait des lois excellentes sur le divorce, les enfants naturels, le proxénétisme, les mauvais lieux » : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1118; Tiré à part, p. 13. — Divers : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 200; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 14; LIB. PRESSE, p. 12. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 872. — RÉFL. OPT., p. 89; POL. ACT., p. 290.

Moniteur :

Le véridique, l'incorrupible *Moniteur*, un recueil admirable où l'on trouve tout ce que l'on cherche, qu'on se lasserait de feuilleter plutôt que d'honorer » : ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1862, p. 619; LIB. POL., p. 172. — N° du 26 pluviose an VIII : Exposé des motifs de la loi du 5 ventôse an VIII, publié par M. de Fermont : ETUDE SUR L'IMPÔT, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 636. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 45; 3^e éd., p. 45.

— De 1833, pp. 939 et 949 : Emancipation des noirs dans les colonies anglaises : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 28; 2^e éd., p. 28; 3^e éd., p. 25. — Du 14 avril 1836 (Cf. verbo *Cunin-Gridaine*) : TRAV. ET CAP., p. 102.

— Du 20 mars 1837 : Rapport du baron Mounier à la Chambre des Pairs sur les at-

tributions municipales. Travaux préparatoires des lois sur l'administration locale, de 1837 et 1838: *ETUDE SUR L'IMPÔT*, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 637. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 45; 3^e éd., p. 45. — *ADMIN. LOC.*, in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 618; *LIB. POL.*, p. 170. — Du 13 juin 1839: Sur le recrutement militaire : *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 274. — Du 16 février 1842: Discours parlementaire de Guizot: *TRAV. ET CAP.*, p. 424. — Du 8 octobre 1845 (Cf verbo Passy): *TRAV. ET CAP.*, p. 435. — Du 22 octobre 1845: *Compte rendu de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*: Mouvement des salaires et des prix depuis 1820, d'après Passy: *TRAV. ET CAP.*, p. 85 n.

Montaigne :

Invoqué par Rousseau dans la *Profession de foi du Vicaire Savoyard*: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 140; 2^e éd., p. 139; 3^e éd., p. 139. — *GRANDE QUEST.*, in *Critique Religieuse*, avril 1878, p. 40.

MONTBAZON (Mme de): *Anecdote*: *POSIT.*, in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 560; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 20; *MÉL. PHIL.*, p. 242.

MONTALEMBERT: *LETTRE A LAVELEYE*, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.

MONTCALM: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 226; 2^e éd., p. 225; 3^e éd., p. 223.

MONTESQUIEU :

Lettres Persanes : *POSIT.*, in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 880; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 48; *MÉL. PHIL.*, p. 292. — *Esprit des Lois*. (Dupont-White en fait un grand éloge) : *GOUV. REPR.*, in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 187; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. v; 2^e éd., p. i; 3^e éd., p. v. — *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 1/1866, p. 189; *RÔLE ET LIB.*, *BROCH.*, p. 13; p. 13; *LIB. PRESSE*, p. 11. — *Ibid.*: *Liv. XXIII*, chap. XXIX. Formule du droit au travail : *IND. ET ET.*, 1^{re}

éd., p. 86; 2^e éd., p. 86; 3^e éd., p. 82. — *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. III; 3^e éd., p. III. — *PRÉF. LIB.*, 1^{re} éd., p. XXXVIII; 2^e éd., p. 37; 3^e éd., p. 54. — *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 66. — *Théorie des climats* : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 322 n.; 2^e éd., p. 324 n.; 3^e éd., p. 309 n. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 301; 2^e éd., p. 298 et 299; 3^e éd., p. 297. — *ADMIN. LOC.*, in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 886; *LIB. POL.*, p. 104. — *DROITS ET DEV.*, in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 280; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 29; 2^e éd., p. 37. — *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 427; *MÉL. PHIL.*, p. 75. — *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 428; *MÉL. PHIL.*, p. 77. — *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 454; *MÉL. PHIL.*, p. 119. — *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 757; *MÉL. PHIL.*, p. 161. — *Rôle du sentiment de l'honneur* : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 357; 2^e éd., p. 351; 3^e éd., p. 350. — *RÉFL. OPT.*, p. 30; *POL. ACT.*, p. 219. — *RÉFL. OPT.*, p. 39; *POL. ACT.*, p. 229. — *Définition de la liberté=Tranquillité d'esprit* : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 131; 2^e éd., p. 131; 3^e éd., p. 131. — *DROITS ET DEV.*, in *Rev. cont.*, 15/2/1837, p. 438; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 56; 2^e éd., p. 74. — *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 3/1876, p. 669; *MÉL. PHIL.*, p. 63. — *Origines économiques de l'esclavage* : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 52; 2^e éd., p. 52 ; 3^e éd., p. 48. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 117; 2^e éd., p. 117; 3^e éd., p. 112. — *L'héritage n'est pas de droit naturel* :

ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 1/12/1862, p. 642; LIB. POL., p. 237. — Contre les gouvernements mixtes IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 350; MÉL. PHIL., p. 36. — Régime représentatif « *trouvé dans les bois* » : GOUV. REPR., in *Dr-Mondes*, 1/11/1861, p. 187 et 188; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. VI; 2^e éd., p. II; 3^e éd., p. VI. — *Grandeur et décadence des Romains* : TRAV. ET CAP., p. 304 n. — Inspirauteur de la Révolution française : IND. ET ET., 2^e éd., p. 264; 3^e éd., p. 252. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1111; TIRÉ A PART, p. 6. — « *S'il y avait un peuple qui eût l'humeur facile...* etc. » : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XLVII; 3^e éd., p. XLIV. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 306; 2^e éd., p. 303; 3^e éd., p. 301.

Peintre des caractères nationaux : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 298; 2^e éd., p. 295; 3^e éd., p. 293. — Glorifie les races du Nord : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 324 n.; 2^e éd., p. 326 n.; 3^e éd., p. 312, n. — La vertu, principe des Républiques : PROG. POL., p. 30. — La polyandrie est un effet du principe despotique : PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 63. — Estimait au-dessus de la puissance des rois de faire un code civil : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 48; 2^e éd., p. 48; 3^e éd., p. 44. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 346; 2^e éd., p. 343; 3^e éd., p. 338. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 189. RÔLE ET LIB., BROCH., p. 13; LIB. PRESSE, p. 12.

« *De correction en correction d'abus, on finit par détruire les choses au*

lieu de les rectifier » : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 331; LIB. PRESSE, p. 65. — RÉFL. OPT., p. 9.

POL. VET., p. 195. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 6. — Attribue la chute de la République Romaine à Epicure : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XXXII; 2^e éd., p. 32; 3^e p. 48. — « *Les lois sont les rapports nécessaires des choses* » : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 202; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 26; LIB. PRESSE, p. 25. — Sa doctrine se rencontre avec celle de Turgot : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. VIII; 3^e éd., p. VII. — Admire Alexandre : LIB. ECH., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 234. — « *A Londres, un couvreur se fait apporter le journal sur les toits* » : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 199; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 23; LIB. PRESSE, p. 22. — « *Si j'aurais à soutenir le droit que nous avons de faire les nègres esclaves...* » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 241; 2^e éd., p. 239; 3^e éd., p. 237. Montesquieu use de l'ironie : HARM. EC., in *Lib. pens.*, 1851, t. VII, p. 469. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 315; LIB. PRESSE, p. 48. — POSIT., in *Dr-Mondes*, 1/2/1865, p. 570; POSIT., BROCH., p. 30; MÉL. PHIL., p. 261. — « *Ses théories n'étaient pas à une hauteur suffisante, c'est - à - dire psychologique* » : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 340; MÉL. PHIL., p. 21. — Divers : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 213; 2^e éd., p. 213; 3^e éd., p. 203. — IND. ET ET., 1^{re} éd., n. 228; 2^e éd., p. 228; 3^e éd., p. 219. — CEN-

- TRAL., 1^{re} éd., p. 333; 2^e éd., p. 331; 3^e éd., p. 326. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 295; LIB. POL., p. 19. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 298; LIB. POL., p. 25. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 133; CONSTIT., BROCH. p. 15; POL. ACT., p. 80. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 411; MÉL. PHIL., p. 342. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 794; MÉL. PHIL., p. 394.
- MONTESQUIEU** (le président de): Légiste à l'époque de la rédaction du Code Civil: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 189; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 13; LIB. PRESSE, p. 12.
- Montluc:**
Mémoires: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 245; 2^e éd., p. 342; 3^e éd., p. 337. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 431; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 50; 2^e éd., p. 65.
- MONTMORENCY** (CONNÉTABLE DE) (1493-1567): Assiégéa Bordeaux, occupé par 50.000 mécontents de la gabelle: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XXXIV; 3^e éd., p. XXXII.
- MONTMORENCY** (HENRI II DE, 1595-1632): Complice de la révolte de Gaston d'Orléans en 1632: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 280; 2^e éd., p. 278; 3^e éd., p. 276. — RÉFL. OPT., p. 74; POL. ACT., p. 272.
- MONTMORENCY - BOUTEVILLE** (1600-1627): Puni de mort pour avoir enfreint l'édit de Richelieu contre le duel (1627): PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LVIII; 2^e éd., p. 58; 3^e éd., p. 74. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 153; CONSTIT., BROCH., p. 35; POL. ACT., p. 113. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 700.
- Moreau de Jonnés:**
 Chef des travaux de statistique aux ministères de l'Agriculture et du Commerce. Article dans le *Journal des Economistes*, 1/1842, p. 168: Faible accroissement de la population française: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 141. — Article sur

le blé, dans le *Journal des Economistes*, 1/1843, p. 146; TRAV. ET CAP., p. 150 n. (Cette note a été effacée dans PROF. ET SAL.). — *Ibid.*, p. 319: Il estime que les chemins de fer permettront peut-être un jour l'unité du prix du blé. D.-W. en doute: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., pp. 206 et 208. — TRAV. ET CAP., p. 433. — *Eléments de statistique*: IMPÔT M. SEL., p. 9 n.

MOREAU (LE GÉNÉRAL): PRÉF. LIB., p. XLIV; 2^e éd., p. 44; 3^e éd., p. 59. — MATÉR. ET SPIR., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 783; MÉL. PHIL., p. 375.

Morning Post:

Du 25/5/1845: Lord John Russel soutient que le libre échange est un élément de l'amélioration de la condition ouvrière: TRAV. ET CAP., p. 68. — Du 27/5/1845 (Cf. verbo *Graham*): TRAV. ET CAP., p. 276.

MOTTEVILLE MME DE: Sur les Etats Généraux de 1614: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/5/1863, p. 173; LIB. POL., p. 297.

Mounier (baron):

Discours à la Chambre des Pairs lors de la discussion de la loi du 25 ventôse an VIII, établissant l'octroi pour fournir un revenu aux hôpitaux et hospices, publié dans le *Moniteur* du 20/3/1837: ÉTUDE SUR L'IMPÔT, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 637. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 45; 3^e éd., p. 45.

MOURAD BEY: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXXXIII; 2^e éd., p. 89; 3^e éd., p. 103.

Mozley (docteur):

Contre la philosophie anglaise du XIX^e siècle: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 263; MÉL. PHIL., p. 188.

MULLER (MAX): SUPPL. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 872. — RÉP. CONS., p. 12 n.; POL. ACT., p. 136 n.

MUNCER:

Réformateur mulhousien anabaptiste en faveur du partage des biens: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 193; 2^e éd., p. 194; 3^e éd., p. 184. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xxxiii; 2^e éd., p. 32; 3^e éd.,

p. 48. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXII; 2^e éd., p. 62; 3^e éd., p. 78.

MURATORI: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 119; 2^e éd., p. 119; 3^e éd., p. 119.

MUSSET (ALFRED DE): MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 404; MÉL. PHIL., p. 329. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 43.

NAPOLEON I^{er}:

Premier Consul: Fondateur de la Banque de France: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. IX; 3^e éd., p. IX. — Concordat PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXII; 2^e éd., p. 63; 3^e éd., p. 79. — Eloge de son œuvre centralisatrice: PROG. PAR GOUV., 19/10/1851, p. 304. — RÉFL. OPT., p. 97; POL. ACT., p. 300. — « Robespierre à cheval » (Mme de Staël): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 354; 2^e éd., p. 351; 3^e éd., p. 346. — Usurpateur: GOUV. REPR., in *Dr Mondes*, 1/11/1861, p. 196; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. XXV; 2^e éd., p. XIX; 3^e éd., p. XXI. — « A violé l'opinion du pays et la nature des choses »: PROG. POL., p. 140. — « Un homme, en se substituant à une nation, la frappe de stérilité »: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 200; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 14; LIB. PRESSE, p. 13. — « Le plus grand des hommes connus »: PROG. POL., p. 239. — Code Civil: PROG. POL., p. 227. — Protectionnisme éducateur: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 70; 2^e éd., p. 271; 3^e éd., p. 258. — Pour l'instruction populaire: CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 27; 2^e éd., p. 27. — PROG. POL., pp. 173 et 228. — A l'île d'Elbe, revint au principe représentatif: GOUV. REPR., in *Dr Mondes*, 1/11/1861, p. 192 et 193; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. XVII; 2^e éd., p. XIII; 3^e éd., p. XV. — Divers: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 78; 2^e éd., p. 78; 3^e éd., p. 78. — LIB. POL., p. 2. — ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 1/12/1862, p. 633; LIB. POL., p. 198. — DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 15/2/

1867, p. 422; ÉQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 41; 2^e éd., p. 53. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 69.

NAPOLEON III:

D.-W. ne parle de lui que par allusions: « Voilà 400 pages qui n'ont pas d'à-propos; j'ai rêvé qu'elles en acquerront »: IND. ET ET., 3^e éd., p. 348. (Manque dans les deux éditions antérieures). — Napoléon III admet le principe libéral; reconnaît et revendique sa responsabilité: PROG. POL., p. 16. — Discours à la naissance du prince impérial: « Obscure destinée de ces enfants qui naissent aux Tuileries. »: RÉP. CONS., p. 15; POL. ACT., p. 139.

NASSAU (DYNASTIE DES): PROG. POL., p. 234.

National (Le):

Comment le National interprétait le principe de l'inviolabilité royale sous la Monarchie de Juillet: PROG. POL., p. 105. — Au matin du 24 février 1848, demandait la Régence: PROG. POL., p. 79.

NAVARRÉ (BLANCHE DE): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 205.

NAVARRÉ (CHARLES DE): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 207; 2^e éd., p. 207; 3^e éd., p. 205.

NECKER:

De l'Administration des Finances, t. 1, chap. VI. Chiffre de la contribution foncière avant la Révolution: IMPÔT DU SEL, p. 10. —

Statistiques sur la population: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 423; ÉQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 41; 2^e éd., p. 54. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 435; ÉQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 54; 2^e éd., p. 71. — Théorie des dépenses productives: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LV; 3^e éd., p. LI. — ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 1/12/1862, p. 634; LIB. POL., p.

200. — CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 13; 2^e éd., p. 13. —

Ses emprunts : Gouv. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 196; INTROD. Gouv. REPR., 1^{re} éd., p. xiv; 2^e éd., p. xx; 3^e éd., p. xxi. — Abolit les règlements de fabrication par lettre patente en 1779 : TRAV. ET CAP., p. 325. — Sur la législation des grains, 1771, page 312 : « S'il était possible de découvrir une nourriture moins agréable que le pain... » (Loi d'airain des salaires) : TRAV. ET CAP., p. 68 et 69. — Divers : IMPÔT DU SEL, p. 2. — CENTRALE, 1^{re} éd., p. 243; 2^e éd., p. 241; 3^e éd., p. 239.

NELSON: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 450; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 69; 2^e éd., p. 93.

NEMOURS: Auquel Louis XI fit briser les os: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 212; 2^e éd., p. 211; 3^e éd., p. 209. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 215; 2^e éd., p. 215; 3^e éd., p. 212.

NEOPTOLEME: LIB. POL., p. 102 (Passage manque ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862).

NERON:

Brûlait Rome, mais au besoin eût inventé des lois contre les incendiaires; institua une protection légale des esclaves: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 173; 2^e éd., p. 173; 3^e éd., p. 164. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 203; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 27; LIB. PRESSE, p. 27. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 603. — La démocratie n'était pas réelle à Rome sous son règne: RÉP. CONS., p. 38; POL. ACT., p. 168. — Symbole du despotisme barbare : GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 41. — Divers: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. lxxvii; 2^e éd., p. 72; 3^e éd., p. 87. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/2/1863, p. 593. (Manque LIB. POL.)

NEWTON:

Découverte du calcul infini-tésimal : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 260; 2^e éd., p. 260; 3^e éd., p. 248. — Gravitation : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 269; MÉL. PHIL., p. 198. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 53. — Commenta l'Apocalypse : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 186; 2^e éd., p. 185; 3^e éd., p. 184. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 552; POSIT., BROCH., p. 12; MÉL. PHIL., p. 227. — Divers : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. lvii; 2^e éd., p. 57; 3^e éd., p. 72. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 256; MÉL. PHIL., p. 178. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 398; MÉL. PHIL., p. 319. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 414; MÉL. p. 346.

NEY (MARÉCHAL): PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 69.

NICOLET: RÔLES ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 188; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 12; LIB. PRESSE, p. 11.

NIVERNAIS (DUC DE): Sur Turgot et son Rachat des droits féodaux: « C'est l'œuvre d'un fou, mais on ne dira pas que c'est d'un fou fieffé. »: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 317; LIB. POL., p. 57. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 18.

Noailles (Maréchal Adrien de): *Mémoires*. Zèle des magistrats du Parlement de Toulouse contre les protestants dès avant la révocation de l'Edit de Nantes: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 221; 2^e éd., p. 220; 3^e éd., p. 218. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 155; CONSTIT., BROCH., p. 37; POL. ACT., p. 116.

Nougarède de Fayet:

La Centralisation, ses règles:
« Précieux pour ses observations anglaises... Brochure ext-

cellente et peu connue; on pourrait y dévaliser l'auteur comme dans un manuscrit » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 73 n.; 2^e éd., p. 73 n.; 3^e éd., p. 72 n. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 172; 2^e éd., p. 172; 3^e éd., p. 164. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 143; 2^e éd., p. 143; 3^e éd., p. 143. — Progr. POL., p. 108. — SUPPL. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1119; Tiré à PART., p. 14.

O'CONNELL: Progr. POL., p. 74.

ORANGE (PRINCE D'): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 220; 2^e éd., p. 223; 3^e éd., p. 220. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 426; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 58.

ORLEANS (DUD D'): Père naturel de Dunois, ancêtre des Longueville: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199.

ORLEANS (MAISON D'): Sous Louis XI: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199.

ORLEANS (GASTON D'): Sa révoite en 1632: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 280; 2^e éd., p. 278; 3^e éd., p. 296.

ORSINI: RÉP. OU MON., p. 40; POL. ACT., p. 45.

ORTHEZ (VICOMTE D'): Recevant un ordre de massacre, répondit, selon Agrippa d'Aubigné: « *Cela n'est pas faisable* »: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 323; LIB. PRESSE, p. 56. — Progr. POL., p. 12. — POL. ACT., p. 48 (manque RÉP. OU MON., p. 42). — RÉFL. OPT., p. 39; POL. ACT., p. 230.

OSSA (D'): Négociateur au XVII^e siècle: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 318; 2^e éd., p. 315; 3^e éd., p. 312.

OVIDE: « *Parte meliore sui* »: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 260; MÉL. PHIL., p. 184. — Dupont-White invoque les *Tristes* pour montrer que « toutes les résistances de la fibre nationale » s'opposent à l'émigration des capitaux en cas d'augmentation des impôts sur les valeurs mobilières: IMPÔT DU SEL, p. 64.

OWEN:

Le temps où l'Owénisme faisait rage est passé: RÉFL.

OPT., p. 100; POL. ACT., p. 303.

Paganel (Camille):

Vie de Joseph II: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xii n.; 3^e éd., p. xii n.

PALMERSTON (LORD): Fit bombarder Beyrouth sans autorisation du Parlement, en vertu de la prérogative royale: Progr. POL., p. 119. — RÉP. OU MON., p. 7; POL. ACT., p. 5.

Papinien:

Dit que l'esclavage est « *contra naturam* »: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxvii; 3^e éd., p. xxv. — SUPPL. UNIV., in *Corresp.*, 10/5/1872, p. 519; Tiré à PART., p. 20. — Divers: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xlii; 3^e éd., p. p. xlii. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 203; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 27; LIB. PRESSE, p. 27.

Parchappe (le docteur):

Histoire physique de l'homme: Anecdotes fantaisistes de transformation du type physique humain sous l'influence du milieu, auxquelles Dupont-White semble ajouter foi: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 320; 2^e éd., p. 322; 3^e éd., p. 308. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 323 n.; 2^e éd., p. 325 n.; 3^e éd., p. 310 n.

Parieu (de):

Obligation scolaire en Allemagne: Progr. POL., p. 213. — Contre les gouvernements mixtes: Pens. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 63. — *Mémoire lu à l'Académie des Sciences Morales et Politiques*. Développe « avec force et originalité » la doctrine qu'il doit y avoir autant de souverains que de propriétaires: POL. ACT., p. 268 n. (Manque RÉFL. OPT.).

PARIS (COMTE DE): RÉP. OU MON., p. 31; POL. ACT., p. 38.

PARMENTIER: Découvrit la pomme de terre: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 73; 2^e éd., p. 73; 3^e éd., p. 69. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXXXIX; 2^e éd., p. 89; 3^e éd., p. 104. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 269; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 18; 2^e éd., p. 22. — MATÉL.

ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 781; MÉL. PHIL., p. 372.

Parnell (sir Henry) :

De la Réforme financière. A propos du Bill de 1825 permettant l'entrée en Angleterre des soieries, moyennant le paiement d'un droit modéré : TRAV. ET CAP., p. 45 n. — Contre l'idée que la fiscalité en Grande-Bretagne est excessive : TRAV. ET CAP., p. 306 n. — Enumère 22 prophéties de banqueroute faites à l'Angleterre : RÉFL. 95., p. 105; POL. ACT., p. 309.

PASCAL (LE PÈRE DE) : Richelieu lui dit de ses propres enfants : « *Je vous les recommande* » : CENTRAL., PIÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{er} éd., p. 364 n.; 2^e éd., p. 362 n.; 3^e éd., p. 356 n. — PROGR. POL., p. 177.

PASCAL (JACQUELINE) : Anecdote de Richelieu : PROGR. POL., p. 177. — Ecrivit sur sa jupe : « *Argumentabor* » : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 261; MÉL. PHIL., p. 186.

PASCAL (Blaise) :

Anecdote de Richelieu : PROGR. POL., p. 177. — Sur la propriété : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XXXVII; 2^e éd., p. 37; 3^e éd., p. 53. — « *On ne choisit pas pour gouverner un vaisseau celui qui est de meilleure famille* ». Puis Pascal se ravise : « *Le plus grand des maux est la guerre civile. Le mal d'un sot, qui succède par droit de naissance, n'est ni si grand ni si sûr* » : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 22; 2^e éd., p. 22; 3^e éd., p. 20. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 315; LIB. PRESSE, p. 47. — PROGR. POL., p. 97, 98, 102, 128. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 156; CONSTIT., BROCH., p. 38; POL. ACT., p. 117. — RÉP. CONS., p. 22; POL. ACT., p. 146. — POL. ACT., PRÉF., p. VIII et XXXV. — Le

prestige royal « *plie la machine au respect* » : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XV; 3^e éd., p. XIV. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LVIII; 2^e éd., p. 58; 3^e éd., p. 74. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1109; TIRÉ A PART, p. 4. — RÉFL. OPT., p. 16; POL. ACT., p. 203. — Précurseur de la théorie du progrès : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 342; 2^e éd., p. 344; 3^e éd., p. 328. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 242; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238. — L'opinion, reine du monde : LIB. POL., p. 339 (Manque ADMIN. LOC., in *Dx.Mondes*, 1/5/1863). — D.-W. parodie le mot de Pascal et dit : « *Richesse au delà des Pyrénées, indigence en deçà* » : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 272. — Tenant l'homme pour déchu, s'est fait apologiste du régime de la force et du hasard : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 45; 3^e éd., p. 41. — « *Voilà un contempteur, un désespéré!... On dirait le cheval d'Attila, etc.* » Belle page de style sur Pascal : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 150; 2^e éd., p. 151; 3^e éd., p. 151. — Professa le doute : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 275; MÉL. PHIL., p. 208. — Sa foi religieuse était-elle sincère? : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, pp. 277 et 278; MÉL. PHIL., p. 211. — « *Tout scepticisme et tout génie, finit par croire comme Louis XIV* » : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 138; 2^e éd., p. 138; 3^e éd., p. 138. — « *Doutant par son génie, il a cru par son siècle... Le milieu favorable est ce qui lui manqua pour être Voltaire, Rousseau ou Montes-*

quieu »: ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 299; LIB. POL., p. 25. — « ...Alors que le catholicisme régnait sur l'Etat et sur les intelligences au point de bannir les protestants, et, ce qui nous frappe plus encore, au point de dompter Pascal... »: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 380. — « Pour qui, si ce n'est pour lui-même, a-t-il ébauché un livre sur les dogmes du christianisme? »: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 243; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238. — Chiquenaude initiale: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 289; MÉL. PHIL., p. 198. — « L'homme n'est produit que pour l'infinité »: GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 49. — « Tout parle d'un Dieu perdu »: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 780; MÉL. PHIL., p. 370. — Opposition du sentiment romain (fierté) au sentiment chrétien (*cor comminutum*): POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 560; POSIT., BROCH., p. 20; MÉL. PHIL., p. 241. — « Quand il s'élève je l'abats, quand il s'abat je le relève »: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 405; MÉL. PHIL., p. 330. — « Roscau pensant »: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 3/1876, p. 658; MÉL. PHIL., p. 45. — « Ne pouvant fortifier la justice, on a justifié la force »: POL. ACT., PRÉF., p. viii. — *Les Provinciales*, éd. p. xlviii; 2^e éd., p. 18; 3^e éd., p. 64. — RÔLE ET LAB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 183; LIB. PRESSE, p. 5. — Avantages d'être illustre jeune: ADMIN. LOC., in

Dx Mondes, 15/8/1862, p. 875; LIB. POL., p. 82. — « Jugements du cœur »: GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 189; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. viii; 2^e éd., p. iv; 3^e éd., p. viii. — Définit les rivières: « un chemin qui marche »: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 303; 2^e éd., p. 300; 3^e éd., p. 298. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 876; LIB. POL., p. 83. — « Illustre éploré »: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. iv; 2^e éd., p. 4; 3^e éd., p. 20. — « Les éperdus comme Pascal »: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 792; MÉL. PHIL., p. 390. — Sur Montaigne. — « Trouvant un homme où il attendait un auteur »: POSIT., in *Dx Mondes*, 15/2/1865, p. 893; POSIT., BROCH., p. 61; MÉL. PHIL., p. 312. — De la grande race des moqueurs: CENTRAL, 1^{re} éd., p. 241; 2^e éd., p. 239; 3^e éd., p. 237. — Même idée: POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2-1865, p. 570; POIT., BROCH., p. 31; MÉL. PHIL., p. 261. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 315; LIB. PRESSE, p. 48. — « Divertissement »: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. iv; 2^e éd., p. 4; 3^e éd., p. 20. — PROG. POL., p. 148. — RÉFL. OPT., p. 104; POL. ACT., p. 308. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 794; MÉL. PHIL., p. 394. — Divers: PHIL., ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 256; MÉL. PHIL., p. 178.

PASSY (Hippolyte) :

De l'influence des formes et des dimensions de la culture sur l'économie sociale. Mémoire lu à l'Académie

des Sciences Morales et Politiques. Les petites cultures sont plus productives que les grandes: TRAV. ET CAP., pp. 132 et 133 n. — PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 200. — *Idem.* Contre le métayage: TRAV. ET CAP., p. 319 n. — *Mémoire de l'Institut de France*, t. II, 2^e série, pp. 283 à 312, et *Moniteur* du 8/10/1845 : *Compte rendu de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*. Malgré le partage égal, le morcellement des propriétés est en régression depuis 1815. D.-W. le déplore: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 262. — TRAV. ET CAP., p. 435. — *PROGR. PAR GOUV.*, in *Pol. Nouv.*, 19/10/1851, p. 374. — LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878. — Mais à la fin de sa vie, il se réjouit de ce phénomène: PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 11/3/1879, p. 72. — *Moniteur* du 25/10/1845 : *Compte rendu de l'Académie des Sciences Morales et Politiques* : Mouvement des salaires et du prix des subsistances depuis 1820: TRAV. ET CAP., p. 85 n. — Passy remarque ce que les Etats-Unis doivent au fait qu'ils parlent anglais : HARM. EC., in *Lib. Pens.*, 1831, tome VII, p. 474. — *Discours à la Chambre des Pairs*, séance du 10/4/1845, lors de la discussion de la loi du 21 avril 1845 sur la condition des nègres. Passy se prononce contre la liberté des contrats: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 33; 2^e éd., p. 33; 3^e éd., p. 30. — N.-B. — Passy fut l'un des juges de D.-W. lorsqu'il présenta son manuscrit sur *les Profits et les Salaires à*

l'Académie des Sciences Morales et Politiques (1844).

PAUL (SAINT): La figure du monde passe: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xxvi; 2^e éd., p. 26; 3^e éd., p. 42.

PAUL I^{er}, czar de Russie: Devant l'hostilité de la noblesse, échoua dans son projet d'alliance française et d'interruption du commerce avec la Grande-Bretagne: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 50; 2^e éd., p. 50; 3^e éd., p. 47.

Passager's act (du 30 janvier 1852) :

Voyez verbo *Législation anglaise*.

PAZZI (les): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 15; 2^e éd., p. 15; 3^e éd., p. 14.

PEEL (SIR ROBERT) :

(A bien des égards, le système politique de Robert Peel, son conservatisme éclairé qui n'impliquait aucun dessein réactionnaire et s'accommodait des réformes nécessaires, représentait l'idéal de Dupont-White. — Fils d'un manufacturier : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. lvi; 2^e éd., p. 56; 3^e éd., p. 71. — LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878. — Au pouvoir, cessa d'être tory : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxi; 3^e éd., p. xx. — Institua, en 1829, une police centralisée : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 38; 2^e éd., p. 38; 3^e éd., p. 38. — *Discours à la Chambre des Communes* du 18 mars 1842. Refusa d'exonérer les rentes de l'impôt général : IMPÔT DU SEL, p. 40. — *Discours* du 28 mars 1842. Refusa d'exonérer les revenus des professions libérales : IMPÔT DU SEL, p. 57. — *Discours*, travaux préparatoires, exposé des motifs du Bill de réforme de la Banque d'Angleterre (1844) : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 334; 2^e éd., p. 332; 3^e éd., p. 328. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 903; LIB. POL., p. 138. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 170, 173, 174, 176 et 178; BANQUES, BROCH., p. 23, 26, 27, 29 et 31. — Ses *Mémoires*, traduits en français par LAVELEYE : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 881; LIB. POL., — *Même ouvrage*, t. I, p. 240 : Emancipation des ca-

tholiques d'Irlande : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/5/1863, p. 199; LIB. POL., p. 327 et 328. — *PROGR. POL.*, pp. 53 et 73. — *Divers* : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 78; 2^e éd., p. 78; 3^e éd., p. 78.

Pelet :

Raconte comment, lors de la crise américaine de 1837, le papier-monnaie vint s'éteindre dans les mains des otavriens : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 172 n.; BANQUES, BROCH., p. 25 n.

PELLETAN (Eugène) :

Profession de foi du XIX^e siècle. « Progrès = accroissement de vie » : *PROGR. PAR GOUV.*, in *Pol. Nouv.*, 12 10/1851, p. 312. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 65; 2^e éd., p. 65; 3^e éd., p. 62 etc...

PERICLES :

Son siècle. « La plus grande période peut-être de l'esprit humain » : *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. XXVI; 3^e éd., p. XXV. — *PRÉF. POL.*, 1^{re} éd., p. LXXXI; 2^e éd., p. 81; 3^e éd., p. 96. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 152; *CONSTIT.*, BROCH., p. 34; *POL. ACT.*, p. 111. — *RÉF. OPT.*, p. 11; *POL. ACT.*, p. 19. — *POSIT.*, in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 551; *POSIT.*, BROCH., p. 11; *MÉL. PHIL.*, p. 226. — *MATÉR. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 790; *MÉL. PHIL.*, p. 388. — *LETTR. A LAVELEYE*, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878. — *GRAND. QUEST.*, in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 33. — *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 71.

PERIER (CASIMIR) :

« La France acclame Casimir Périer » : *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 2/1866, p. 314; *LIB. PRESSE*, p. 47. — *RÉF. OPT.*, p. 14; *POL. ACT.*, p. 201. — *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 692.

PERNOT : Procureur au Châtelet et Glückiste passionné. Anecdote de la première représentation d'*Orphée* vers 1780. *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 1/1866, p. 207; *RÔLE ET LIB.*,

BROCH., p. 31; *LIB. PRESSE*, p. 31.

Perrault :

Précurseur de la théorie du progrès : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 342; 2^e éd., p. 344; 3^e éd., p. 328. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 242; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238. — « *Si Peau d'Ane n'était conté...* » (La Fontaine) : *POSIT.*, in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 884; *POSIT.*, BROCH., p. 52; *MÉL. PHIL.*, p. 298.

PETRARQUE : *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 2/1866, p. 336; *LIB. PRESSE*, p. 70.

PHIDIAS : *RÉP. OU MON.*, p. 3; *POL. ACT.*, p. 1. — *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 758; *MÉL. PHIL.*, p. 163. — *MATÉR. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 793; *MÉL. PHIL.*, p. 391.

PHILIPPEAUX : Ministre au XVIII^e siècle, d'origine roturière : *TRAV. ET CAP.*, p. 327.

PHILIPPE-AUGUSTE :

Commença la centralisation de la France : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 309; 2^e éd., p. 306; 3^e éd., p. 304. — *Divers* : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 198; 2^e éd., p. 199; 3^e éd., p. 197.

PHILIPPE-LE-BEL :

Savait moins la morale que les prêtres, mais fit plus qu'eux pour le progrès : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 18; 2^e éd., p. 18; 3^e éd., p. 16. — Rendit sédentaires le Parlement de Paris et celui de Toulouse : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 38; 2^e éd., p. 38; 3^e éd., p. 35.

PHILIPPE LE HARDI : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199.

PHILOCTÈTE : A Lemnos : *LIB. POL.*, p. 102 (Manque ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862).

PHOCION : Ses bons mots : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 193; 2^e éd., p. 193; 3^e éd., p. 191.

PHYSIOCRATES (Les) :

Leur influence sur Adam Smith : *PROF. ET SAL.*, p. 145 n. Cf. Mercier La Rivière, Mirabeau, Turgot, etc.

PIE VI : Obligé de céder devant

Joseph II: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 38.

Pie IX :

Allusion : « La doctrine de l'Encyclique » (*Quanta cura*, probablement) : *Lib. Presse*, p. 24. — Comme Dupont-White la blâme, il avait dit d'abord moins explicitement : « Telles doctrines fâcheuses », dans *Le Correspondant*, revue catholique : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 201; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 25.

PIERRE LE GRAND :

IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 11; 2^e éd., p. 11; 3^e éd., p. 9. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 161; 2^e éd., p. 161; 3^e éd., p. 153. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 331; 2^e éd., p. 332; 3^e éd., p. 317. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 278; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 27; 2^e éd., p. 35. — RÉP. OU MON., p. 14; POL. ACT., p. 14.

Pigault-Lebrun :

Médiocrité de ses romans : Gouv. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 195; INTROD. Gouv. REPR., 1^{re} éd., p. XXIII; 2^e éd., p. XVIII; 3^e éd., p. XV.

PITT (WILLIAM, COMTE DE) :

PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LVIII; 3^e éd., p. LIV. — Partisan de la guerre contre l'Espagne : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LVI; 3^e éd., p. LIII. — Comparé à Richelieu : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 327; 2^e éd., p. 323; 3^e éd., p. 321. — Symbolise une grande époque de l'Angleterre : DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 15/2/1867, p. 450; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 69; 2^e éd., p. 93. — Père du second Pitt : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 875; LIB. POL., p. 81.

PITT (le second) :

Son esprit d'aventure : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 635; LIB. POL., p. 202. — Vint en aide à Vilberforce contre la traite des noirs : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 195; 2^e éd., p. 196; 3^e éd., p. 196. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 902; LIB. POL.,

p. 136. — Opposé à Georges III sur la question d'Irlande : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 881; LIB. POL., pp. 94 et 95. — CONSTIT., BROCH., p. 28; POL. ACT., p. 101. — Demandait sans cesse des crédits secrets « *for continental uses* » : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 164; BANQUES, BROCH., p. 17. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 449; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 67; 2^e éd., p. 90. — Appelaît la paix d'Amiens « *an experimental peace* » : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LVI; 3^e éd., p. LIII. — Divers : IMPÔT DU SEL, p. 41. — CENTRAL., PIÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{re} éd., p. 370; 2^e éd., p. 368; p. 362. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 875; LIB. POL., p. 81.

PLANTAGENEST (les) : RÉP. CONS., p. 7; POL. ACT., j. 130.

PLATON :

Des lois (T. VIII de la traduction de ses œuvres par Cousin) : Puissance de l'éducation : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 139; 2^e éd., p. 138; 3^e éd., p. 138. — *Ibid.* : Il faut plus de lois à un peuple commerçant qu'à un peuple purement agricole : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 213; 2^e éd., p. 214; 3^e éd., p. 204. — *La République*. Eloge de l'aristocratie : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 321; 2^e éd., p. 328; 3^e éd., p. 324. — Précurseur du christianisme : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 193; BANQUES, BROCH., p. 46. — Monde intelligible et monde visible : GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 28. — Définition de la philosophie : Etude de l'essence des choses par l'essence de l'entendement : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 72; 2^e éd., p. 58; 3^e éd., p. 68. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 329;

MÉL. PHIL., p. 2. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 443; MÉL. PHIL., p. 101.

— MÉL. PHIL., PRÉF., p. VIII.

— Ne discutait pas l'esclavage: PRÉF. IND. ET ET.,

2^e éd., p. XXVI; 3^e éd., p.

XXV. — POSIT., in *Dx Mondes*,

1/2/1865, p. 575; POSIT.,

BROCH., p. 35; MÉL. PHIL.,

p. 269. — MATÉR. ET SPIRIT.,

in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 400; MÉL. PHIL.,

p. 323. — RÉFL. OPT., p. 89;

POL. ACT., p. 291. — Ne

pensait pas aux esclaves

quand il parlait de l'im-

mortalité de l'âme: GRANDE

QUEST., in *Critique Reli-*

gieuse, 4/1878, p. 33. —

Sa doctrine de l'immorta-

lité de l'âme (dans *Phé-*

don particulièrement): MATÉR.

ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*,

août 1874, p. 402; MÉL. PHIL.,

p. 326. — MATÉR. ET SPIRIT.,

in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 798; MÉL. PHIL.,

p. 400. — GRANDE QUEST.,

in *Critique Religieuse*, 4/

1878, p. 37. — Ne met-

tait pas en doute la capa-

cité politique du citoyen :

RÉFL. OPT., p. 89; POL. ACT.,

p. 290. — Rôle né-

cessaire de la force basé

sur la psychologie humaine:

CENTRAL, 1^{re} éd., p. 164; 2^e

éd., p. 164; 3^e éd., p. 163.

Le christianisme, par

la charité, se place au-des-

us de lui : TRAV. ET CAP.,

p. 353 n. — Divers :

Gouv. REPR., in *Dx Mondes*,

1/11/1861, p. 204; INTROD.

Gouv., REPR., 2^e éd., p.

XLIII; 3^e éd., p. XXXVII. —

ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*,

1/2/1863, p. 589. — RÔLE

ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866,

p. 311; LIB. PRESSE, p. 43.

PROGR. POL., p. 76.

SUFFR. UNIV., in *Corresp.*,

25/3/1872, p. 111; TIRÉ A

PART., p. 6. — MATÉR. POL.,

in *Rev. de Fr.*, 1/1875, p.

33. — IMPUISS. POL., in *Rev.*

de Fr., 2/1876, p. 334;

MÉL. PHIL., p. 11. — IM-

PUISS. POL., in *Rev. de Fr.*,

2/1876, p. 339; MÉL. PHIL.,

p. 20. — IMPUISS. POL., in

Rev. de Fr., 5/1876, p. 450;

MÉL. PHIL., p. 112. — PHIL.

ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/

5/1877, p. 277; MÉL. PHIL.,

p. 210. — POSIT., in *Dx*

Mondes, 1/2/1865, p. 566;

POSIT., BROCH., p. 26; MÉL.

PHIL., p. 253. — MATÉR. ET

SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/

1874, p. 416; MÉL. PHIL.,

p. 349. — MATÉR. ET SPI-

RIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874,

p. 789; MÉL. PHIL., p. 386.

— MATÉR. ET SPIRIT., in

Rev. de Fr., 9/1874, p. 797;

MÉL. PHIL., p. 398.

PLAUTE:

L'Avare : PROGR. POL., p. 200.

PLELO: Sa mort héroïque: CEN-

TRAL, 1^{re} éd., p. 226; 2^e éd.,

p. 225; 3^e éd., p. 223.

Pline:

Histoire Naturelle. Raconte que

Vedius Pollio jetait ses esclaves

à manger aux lamproies: TRAV.

ET CAP., p. 91.

PLUTARQUE:

Brutus et Caton prêtaient à

48 %: IND. ET ET., 1^{re} éd.,

p. 172; 2^e éd., p. 172; 3^e

éd., p. 164. — MÉL. PHIL.,

p. 143 (Manque PHIL. ANGL.,

in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877).

Divers : Droits ET

DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/

1867, p. 260; EQUIL. EUR.,

1^{re} éd., p. 9; 2^e éd., p. 10.

— IMPUISS. POL., in *Rev. de*

Fr., 2/1876, p. 345; MÉL.

PHIL., p. 29. — PHIL. ANGL.,

in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877,

p. 276; MÉL. PHIL., p. 210.

— MATÉR. ET SPIRIT., in

Rev. de Fr., 9/1874, p. 784;

MÉL. PHIL., p. 377.

PODIEBRAD: Roi de Bohême:

CENTRAL, 1^{re} éd., p. 218; 2^e éd.,

p. 217; 3^e éd., p. 215.

POLIGNAC (DE):

Fallait-il lui couper la tête en 1830? : LIB. POL., p. 96 (Manque ADMIN. LOC., *Dx-Mondes*, 15/8/1862).

Polybe:

DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 424; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 43; 2^e éd., p. 56. — MATÉR. ET SPIRIT., 9/1874, p. 787; MÉL. PHIL., p. 382.

POMBAL: Libertin, partisan des Réformes au XVIII^e siècle: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. v; 3^e éd., p. v. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 268; MÉL. PHIL., p. 196.

Poor law:

Voyez: *Législation anglaise*.

POPE: Influences françaises qu'il subit: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 332; 2^e éd., p. 334; 3^e éd., p. 319.

POREE (LE PÈRE): Jésuite, professeur de Voltaire: PROG. POL., p. 155.

Portalis:

Définit, au Conseil d'Etat, le but du Concordat: « Régulariser et resserrer la superstition »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 292; 2^e éd., p. 290; 3^e éd., p. 288.

Porter:

Progress of Nation. Politique monétaire de la Grande-Bretagne: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. IXX; 3^e éd., p. IX. — BANQUE, in *Corresp.*, 9/1866, p. 180; BANQUES, BROCH., p. 33.

Posa (Marquis de):

« Respectons les rêves de notre jeunesse »: POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1856, p. 561; POSIT., BROCH., p. 21; MÉL. PHIL., p. 244.

POTHERAT DE THOU:

Recherches sur l'origine de l'Impôt. « La plus forte étude que l'on ait faite sur la France d'autrefois »: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 423 n.; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 42 n.; 2^e éd., p. 55 n. — *Idem*: PROF. ET SAL., p. 82;

TRAV. ET CAP., p. 84 et 85.

— IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 26 n.; 2^e éd., p. 25 n.; 3^e éd., p. 23 n. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 123 n.; 2^e éd., p. 122 n.; 3^e éd., p. 117 n. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 323; LIB. POL., p. 69. — *Rapport sur l'agriculture de l'arrondissement de Gien*. Contre le métagage: TRAV. ET CAP., p. 319 n. — Potherat de Thou écrivit en août 1848, à Théodore Dupont-White une lettre sur Charles Dupont-White que nous citons infra, chap. III). — Brochure contre la pluralité des banques: BANQUES, in *Corresp.* 9/1866, p. 195; BANQUES, BROCH., p. 48.

Poussin (Le major):

De la Puissance Américaine: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 152 n.; 2^e éd., p. 152 n.; 3^e éd., p. 145 n. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XXXVIII n.; 3^e éd., p. XXXV n.

POUSSIN (Peintre): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 194; 2^e éd., p. 194; 3^e éd., p. 192.

Pradt:

Sur la Prusse: TRAV. ET CAP., p. 48 n. — Sur la Belgique: RÉP. OU MON., p. 7; POL. ACT., p. 6. — Sur la misère des Grecs sous la domination turque: CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 148; CONSTIT., BROCH., p. 30; POL. ACT., p. 105.

Prévost (Pierre et Guillaume, de Genève):

Traducteurs de Malthus: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 207.

Prévost-Paradol:

Essais de Politique et de Littérature. Origine de la liberté des cultes: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 292 n. (Manque dans les deux autres éditions).

Prison Act (25 août 1855):

Voyez verbo: *Législation anglaise*.

PRITCHARD :

Histoire naturelle de l'homme :
IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 321;
2^e éd., p. 323; 3^e éd., p. 309.
— ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*,
15/8/1862, p. 886; LIB. POL.,
p. 104. — PHIL. ANGL., in *Rev.*
de Fr., 15/4/1877, p. 757; MÉL.
PHIL., p. 160.

PROUDHON :

Jugement important sur
l'homme et son œuvre :
SUFFR. UNIV., in *Corresp.*,
25/3/1872, p. 1112; TIRÉ A
PART, p. 7. — « *La propriété,*
c'est le vol » : IMPÔT
DU SEL, p. 20. — HARM. EC.,
in *Lib. Pens.*, 1851, t. VII,
pp. 467 et 473. — PRÉF.
LIB., 1^{re} éd., p. xxxvii; 2^e
éd., p. 37; 3^e éd., p. 53. —
De la justice dans la Révo-
lution » et dans l'Eglise.
Question de la réalité de la
société : CENTRAL., 1^{re} éd., p.
158; 2^e éd., p. 157; 3^e éd.,
p. 157. — SUFFR. UNIV., in
Corresp., 10/5/1872, p. 521.
— *Ibid.* L'ouvrage est
résumé en quatre mois :
« Ni Dieu, ni Etat ». —
CENTRAL., 1^{re} éd., p. 137;
2^e éd., p. 137; 3^e éd., p.
137. — AVANT-PROPOS L.B.,
2^e éd., p. xviii; 3^e éd.,
p. xiv. — Proudhon
théoricien du progrès, œuvre
anonyme des masses :
PROGR. PAR. GOUV., in *Pol.*
Nouv., 12/10/1851, p. 311.

Pussort :

Auteur, avec Lamoignon, de
l'Ordonnance criminelle de
1667 : « *Tout procès pourrait être*
fait et parfait en 24 heures » :
PROGR. PAR. GOUV., in *Pol.*
Nouv., 12 oct. 1851, p. 312.
— IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 43;
2^e éd., p. 43; 3^e éd., p. 39. —
ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 15/
8/1862, p. 903; LIB. POL., p.
142. — PEUPL. POL., in *Rev. de*
Fr., 15/12/1878, p. 694. —
Conserve la torture, bien qu'il
la trouve inutile : IND. ET ET.,
1^{re} éd., p. 122; 2^e éd., p. 122

3^e éd., p. 117. — RÉFL. OPT.,
p. 9; POL. ACT., p. 194. —
ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*,
15/3/1862, p. 298; LIB. POL.,
p. 24.

Puymaigre (de) :

Ouvrage sur la centralisation :
AVANT-PROPOS LIB., 2^e éd.,
p. xvii; 3^e éd., p. xiii.

QUINET (Edgar) :

Luttes du peuple gras et du
peuple maigre dans l'Italie
du Moyen Age : IND. ET
ET., 1^{re} éd., p. 72; 2^e éd.,
p. 72; 3^e éd., p. 68. —
SUFFR. UNIV., in *Corresp.*,
25/11/1872, p. 618. —
L'Enseignement du Peuple :
« Je ne puis ressentir, dit
Dupont-White, les appré-
hensions exprimées na-
guère (dans ce livre de
Quinet) avec tant de force
et d'éloquence sur les dan-
gers occultes que recèle le
catholicisme » : BUDG. CUL-
TES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851,
p. 382.

QUINTILIEN : CENTRAL., 1^{re} éd.,
p. 357; 2^e éd., p. 350.

Rabelais :

Son vocabulaire : CENTRAL., 1^{re}
éd., p. 236; 2^e éd., p. 234; 3^e
éd., p. 232. — « Un des pères
de la tolérance religieuse » :
IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*,
2/1876, p. 348; MÉL. PHIL., p.
34. — Même idée : PRÉF.
LIB., 1^{re} éd., p. lxii; 2^e éd.,
p. 62; 3^e éd., p. 78. — IM-
PUISS. POL., in *Rev. de Fr.*,
5/1876, p. 448; MÉL. PHIL., p.
109.

RACHEL (de la Bible) : PRÉF. LIB.,
1^{re} éd., p. iv; 2^e éd., p. 4;
3^e éd., p. 20. — ADMIN. LOC.,
in *Dr-Mondes*, 1/12/1862, p.
633; LIB. POL., p. 198.

Racine :

Athalie : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 194;
2^e éd., p. 194; 3^e éd., p. 192. —
SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/
3/1872, p. 1119; TIRÉ A PART,
p. 14. — IMPUISS. POL., in *Rev.*
de Fr., 2/1876, p. 336; MÉL.
PHIL., p. 14. — *Les Plai-*
deurs : PROGR. POL., p. 101.

RAGUSE (DUC DE): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 87; 2^e éd., p. 87; 3^e éd., p. 87.

Railway Act (du 10 août 1840) :

Voyez verbo *Législation angl.*

RANCE (COMTE DE): LIB. POL., p. 112 (Manque ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862).

RAPHAEL: Ses tableaux repris par les Alliés en 1815: ADMIN. LOC., in *Deux-Mondes*, 1/12/1862, p. 619; LIB. POL., p. 172.

Rapport au Roi sur l'administration des finances, du 15 mars 1830 (Publié par le marquis d'Audiffret dans le t. II de son *Système financier de la France*) :

Sur le cadastre: PROF. ET SAL., TRAV. ET CAP., p. 236. — Sur l'impôt foncier: IMPÔT DU SEL, p. 19. — Sur l'impôt sur les boissons: IMPÔT DU SEL, p. 86.

Rapport au Roi sur la situation de l'instruction primaire en 1843 :

INTERV. ET., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 151; TRAV. ET CAP., p. 405 à 407.

Rapport de M. Magne sur le budget des recettes de 1847 :

A propos du fonds de non-valeur: IMPÔT DU SEL, p. 25.

Rapport à l'Empereur sur le service des chemins vicinaux, de 1852 à 1856 :

CENTRAL., 1^{re} éd., p. 50 n.; 2^e éd., p. 50 n.; 3^e éd., p. 51 n.

RAPPORT DEPOSE A LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE SUR LES TAXES LOCALES DU ROYAUME UNI DE GRANDE - BRETAGNE ET D'IRLANDE (1860) :

Ce rapport est une des principales sources de Dupont-White sur l'administration locale et la fiscalité locale en Angleterre. Eloge de ce rapport: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 289; LIB. POL., p. 9. — Chiffre élevé des taxes mu-

nicipales à Liverpool: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 307; LIB. POL., p. 38. — La majorité du Vestry peut refuser le paiement de la Church Rate: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 313; LIB. POL., p. 51. — Faible liberté des paroisses irlandaises: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 318; LIB. POL., p. 58.

RAPPORT A L'EMPEREUR SUR L'ETAT DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET DE L'INSTRUCTION DU PEUPLE EN FRANCE (1863) :

Ce rapport est sérieux, mais trop officiel: PROGR. POL., p. 163 et 264.

RAVAILLAC: Assassin de Henri IV: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 327; 2^e éd., p. 324; 3^e éd., p. 321. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862; LIB. POL., p. 116. — SUPPR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 617.

RAYMOND (COMTE): Epoux de doña Uracca (1109): IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 334 n.; 2^e éd., p. 336 n.; 3^e éd., p. 321 n.

Raynal (XVIII^e siècle) :

Son éloquence: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 187; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 11; LIB. PRESSE, p. 10.

REGENT (Le) :

Minorité de Louis XV: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 243; 2^e éd., p. 241; 3^e éd., p. 238. — GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 190; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. vii; 2^e éd., p. vii; 3^e éd., p. x. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 159; BANQUES, BROCH., p. 12.

Regnault (Elias) :

Son provincialisme: AVANT-PROPOS LIBERTÉ, 2^e éd., p. xvii; 3^e éd., p. xiii.

REID: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 189; 2^e éd., p. 189; 3^e éd., p. 187.

RÉMUSAT (de) :

Rémusat était un ami de Dupont-White, ainsi que

l'indique la lettre de Louis La Caze à M. Magnard (*Figaro* du 15/7/1894). *L'Angleterre au XVIII^e siècle*, « un livre magistral par un des plus beaux et plus grands esprits de notre temps » : *CANDID. OFF.*, 1^{re} éd., p. 34; 2^e éd., p. 34.

— *La Politique libérale*. Dupont-White cite fréquemment ce « livre magistral » : *RÉFL. OPT.*, p. 45; *POL. ACT.*, p. 237. — Eloges analogues : *AVANT-PROPOS LIBERTÉ*, 2^e éd., p. xvii; 3^e éd., p. xiii. — *POSIT.*, *BROCH.*, p. 23; *MÉL. PHIL.*, p. 247. — C'est à cet ouvrage de Rémusat que Dupont-White emprunte cette phrase qui revient sans cesse sous sa plume, que « la France fait ses lois avec des idées » : *RÉP. CONS.*, p. 42. *Parl.acr.*, p. 171, etc., etc. — « Les hommes ont quelque chose en eux, outre la méthode scientifique, pour les éclairer et les conduire; le fil est aussi ancien que le labyrinthe » : *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 758; *MÉL. PHIL.*, p. 162.

Renan :

CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 30; 2^e éd., p. 30. — Dupont-White rencontrait Renan dans les salons de Madame d'Agoult (Daniel Stern) en compagnie de Juliette Adam. (Cf. les mémoires de celle dernière, *Bibliographie* n° 337.)

RENE, roi de Sicile. Oncle de Louis XI, qui se réconcilia avec lui pour faire plaisir à sa mère; *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 206; 2^e éd., p. 206; 3^e éd., p. 204.

Renée (Amédée) :

Les Nieces de Maïarin : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 192; 2^e éd., p. 192; 3^e éd., p. 190.

Report of the Railways Commissioners for Ireland :

La richesse de l'Irlande s'accroît, mais la misère des ouvriers irlandais aussi : *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 260.

RETZ (Cardinal de) :

« Il y a des situations où un gouvernement ne peut faire que des fautes » : *INFL. DES GOUV.*, in *Lib. Pens.*, 1850, t. v, p. 393. — *PRÉF. LIB.*, 1^{re} éd., p. xlii; 2^e éd., p. 42; 3^e éd., p. 58. — « Le monde veut être trompé » : *GOUV. REPR.*, in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 190; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. xii; 2^e éd., p. vii; 3^e éd., p. x. — *Mémoires*, publiés en 1824 : *MATÉR. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 793, n.; *MÉL. PHIL.*, p. 392 n.

REVUE BRITANNIQUE :

Dupont-White y était très vraisemblablement abonné. Il y publia *Ce qui pourrait tenir lieu d'une constitution* (*Bibliogr.* n° 54). 2^e Série, t. i, p. 203. Article sur la Hollande : *TRAV. ET CAP.*, p. 34 et 308. — Livraison de juillet 1844 : article intitulé : « Des lois de la circulation en Angleterre ». Etude du déchet qui se produit dans les espèces monnayées (usure, etc...). *BANQUES*, in *Corresp.*, sept. 1866, p. 156; *BANQUES*, *BROCH.*, p. 9.

Revue des Deux-Mondes du 1^{er} décembre 1844 :

Ballade de Rübezahl de Freiligrath : *TRAV. ET CAP.*, p. 340 note.

Revue Encyclopédique :

Γ. VI : Les idées de Pierre Leroux : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 122; 2^e éd., p. 122; 3^e éd., p. 116.

Revue Indépendante :

Article de Cazeaux (voyez ce

nom) : TRAV. ET CAP., p. 7, note 2.

RICARDO :

Dupont-White le considère comme la suprême autorité en matière économique, parce qu'il était un praticien en même temps qu'un doctrinaire. Cette idée revient fréquemment, notamment : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 71. — Sa théorie de la valeur-travail et du salaire naturel : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 71, 72 et 73. — PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 222. — TRAV. ET CAP., pp. 281 et 283. — HARM. EC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VII, p. 469 sqq. — LIB. ECH., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 231. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 192; BANQUES, BROCH., p. 45. — Selon Bastiat, qu'approuve ici Dupont-White, sa théorie de la valeur conduit au socialisme : HARM. EC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VII, p. 467 et 473. — La hausse des profits résulte d'après lui uniquement de la baisse des salaires : TRAV. ET CAP., p. 288. — PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 12/10/1851, p. 307. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 189; BANQUES, BROCH., p. 43. — Dupont-White soutient, contre Ricardo, que la hausse des salaires ne suit pas nécessairement celle des subsistances, sinon par la mortalité ouvrière : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 159 et 160. — Théorie du revenu net inspirée de la loi d'airain des salaires : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 73. — L'augmentation de la population neutralise

le plus souvent et au-delà l'effet heureux que l'augmentation de la production pourrait avoir sur les salaires : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 113 et 114. — Théorie de la rente : PROF. ET SAL., p. 139. — PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 152 n., 175, 218. — TRAV. ET CAP., p. 83. — POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 307. — HARM. EC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VII, p. 474. — Reconnaît Malthus comme son précurseur pour la théorie de la rente (*Principes de l'Economie politique et de l'Impôt*, t. II, pp. 263 et 264) : PROF. ET SAL., p. 89 n. — La théorie de la rente rapprochée de celle de la valeur : ce grand paradoxe ricardien, inaperçu de Ricardo : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 214 sqq. — Ricardo, qui a découvert les lois de la rente, n'a point blâmé les injustices du monopole foncier. Dupont-White le lui reproche véhémentement : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 214. — Son Ecole a des solutions « trop sommaires pour être scientifiques » en matière de crises : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 122. — « Optimiste..., panégyriste du *statu quo* » : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 221. — « Peint le capitaliste sous les couleurs les plus attendrissantes » : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., pp. 222 et 223. — Sur Ricardo et Malthus : « Intérêt de caste, esprit de parti, égoïsme collectif, tout cela déguisé en métaphysique et guindé en

axiomes, tel est le fond de leur système et le secret de leur vogue, supérieure à celle de Smith, qui n'avait que de la sincérité et du génie, etc... » : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 223. — Sa doctrine sur les émissions monétaires : BANQUES, in *Corresp.*, 9. 1866, p. 179; BANQUES. BROCH., p. 32. — « A clairement pressenti et condamné, dès 1815, le système adopté vingt ans plus tard » par le Bill de 1834, qui centralisa le service des pauvres : TRAV. ET CAP., p. 366 n.

RICHELIEU:

Dupont-White admire beaucoup son œuvre d'autorité, de centralisation, de lutte contre les nobles et son patriotisme. C'est lui qui « a transformé la monarchie féodale en monarchie administrative » : RÉP. CONST., p. 27; POL. ACT., p. 153. — Richelieu et le duel : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 198; 2^e éd., p. 199; 3^e éd., p. 189. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. 149 et 151. 2^e éd., p. 58 et 59; 3^e éd., p. 74 et 75. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 700. — Révolte des Normands contre lui : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxxiv; 3^e éd., p. xxxvii. — Son enthousiasme à la prise de Brisach : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 219; 2^e éd., p. 218; 3^e éd., p. 216. — Il porta secours aux réformés d'Allemagne. « Cette politique ressemble peu à celle des Croisades » : BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 381. — Son Testament politique : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 45; 3^e éd., p. 42. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 237; 2^e éd., p. 235; 3^e éd., p. 233. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 345; 2^e éd., 312. 3^e éd., p. 337. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 364 à 366; 2^e éd., p. 362 et 363; 3^e éd., p. 355 à 357. — Sa lutte contre la vénalité des offices : IND.

ET ET., 1^{re} éd., p. 106; 2^e éd., p. 106; 3^e éd., p. 101. — Divers : INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. v, p. 401. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 9; 2^e éd., p. 9; 3^e éd., p. 7. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 21; 2^e éd., p. 21; 3^e éd., p. 19. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 39; 2^e éd., p. 38; 3^e éd., p. 35. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 286; 2^e éd., p. 288; 3^e éd., p. 275. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. vii; 3^e éd., p. vii. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 111; 2^e éd., p. 111; 3^e éd., p. 110. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 193; 2^e éd., p. 199; 3^e éd., p. 197. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 212; 2^e éd., p. 211; 3^e éd., p. 209. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 218; 2^e éd., p. 217; 3^e éd., p. 215. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 220; 2^e éd., p. 223; 3^e éd., p. 220. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 227; 2^e éd., p. 227; 3^e éd., p. 224. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 280; 2^e éd., p. 278; 3^e éd., p. 276. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 325; 2^e éd., p. 322; 3^e éd., p. 319. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 327; 2^e éd., p. 323; 3^e éd., p. 321. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 328; 2^e éd., p. 325; 3^e éd., p. 322. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 345; 2^e éd., p. 342; 3^e éd., p. 337. — ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 15/3/1862, p. 893. — LIB. POL., p. 118. — ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 1/12/1862, p. 615; LIB. POL., p. 165. — ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 1/5/1863, p. 177; LIB. POL., p. 302. — ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 1/5/1863, p. 178; LIB. POL., p. 306. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 201; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 15; LIB. PRESSE, p. 14. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 332; LIB. PRESSE, p. 66. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 431; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 50; 2^e éd., p. 65. — PROG. POL., p. 98, 177 et 242. — SCIEF. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1117; TIRÉ A PART, p. 12. — RÉFL. OPT., p. 57; POL. ACT., p. 252. — RÉFL. OPT., p. 74; POL. ACT., p. 272. — RÉFL. OPT., p. 82; POL. ACT., p. 281.

— POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 556; POSIT., BROCH., p. 16; MÉL. PHIL., p. 235.

RIQUET: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 220; 2^e éd., p. 220; 3^e éd., p. 217. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 345; 2^e éd., p. 342; 3^e éd., p. 338.

RIVAROL: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 187; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 11; LIB. PRESSE, p. 10.

RIVET:

Préfet du Rhône en 1837. Organisa avec grand succès, à Lyon, des ateliers de travaux publics: INTERV. ET., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 155; TRAV. ET CAP., p. 418.

Robertson:

Introduction à l'histoire de Charles Quint: A propos du duel judiciaire: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 45 n.; 2^e éd., p. 45 n.; 3^e éd., p. 42 n.

ROBESPIERRE:

Sur la loi agraire. « Calomnies de fripons pour épouvanter les imbéciles »: TRAV. ET CAP., p. 364 n. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 435; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 51; 2^e éd., p. 71. — Incorruptible: POLÉMIQUE SUR MALTEUS AVEC J. GARNIER, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 308. — Était-il individualiste ou étatiste? CENTRAL., PIÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{re} éd., p. 368; 2^e éd., p. 367; 3^e éd., p. 360. — AVANT-PROPOS LIB., 2^e éd., p. xi; 3^e éd., p. vii. — Mme de Staël le compare à Napoléon: « Ils se ressemblent comme la guerre et l'échafaud »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 354; 2^e éd., p. 351; 3^e éd., p. 346. — Heine dit que Kant le surpasse en terrorisme: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 782; MÉL. PHIL., p. 374. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 889; POSIT., BROCH., p. 57; MÉL. PHIL., p. 307.

Roederer:

Histoire de la Société polie: POL. ACT., PRÉF., p. xxxvii. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 75. — Appuya, en 1791, le Décret proposé par

Lebrun sur l'imposition du sol: IMPÔT DU SEL, pp. 8 et 9.

— Au Conseil d'Etat de l'Empire: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 895; LIB. POL., p. 123.

ROHAN: Chef protestant: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 195; 2^e éd., p. 196; 3^e éd., p. 185. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 189; 2^e éd., p. 189; 3^e éd., p. 187. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 280; 2^e éd., p. 278; 3^e éd., p. 276. — Sa conspiration malheureuse: LIB. POL., p. 112 (manque ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862).

ROHAN (FAMILLE DES): Rôle sous les guerres de religion: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 202; 2^e éd., p. 202; 3^e éd., p. 200. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 324; LIB. POL., p. 70.

Roman:

Délégué du Haut et Bas-Rhin. *Enquête sur diverses prohibitions*. Moralité des ouvriers alsaciens: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 378 n.

Romancero du Cid:

Ses sources françaises: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/5/63, p. 172; LIB. POL., p. 296.

ROMANOFF (LES): PROGR. POL., p. 234.

Romantisme:

Eloge de la renaissance littéraire qui suivit le retour des Bourbons: Gouv. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 195; INTROD. Gouv. REPR., 1^{re} éd., p. xxiv; 2^e éd., p. xviii; 3^e éd., p. xx. — Contre les poètes qui étalent leurs propres douleurs: POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 891; POSIT., BROCH., p. 59; MÉL. PHIL., p. 310.

ROSSI:

Cours d'Economie politique.

A ajouté « toute la netteté de ses vues, avec toute l'autorité de son orthodoxie » à la démonstration ricardienne des privilèges du monopole foncier: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 152 n. — Même idée: PROF. ET SAL.;

TRAV. ET CAP., p. 224. —
 POLÉMIQUE SUR MALTHUS
 AVEC J. GARNIER, in *Journ.
 des Ec.*, 10/1846, p. 307. —
 HARM. EC., in *Lib. Pens.*,
 1851, tome VII, p. 474. —
 Même ouvrage, t. I, pp. 371
 à 374. La misère est une ex-
 citation à la reproduction
 immodérée (D.-W. invoque
 ici Rossi contre Malthus).
 PROF. ET SAL.; TRAV. ET
 CAP., p. 138-139. — PROF. ET
 SAL.; TRAV. ET CAP., p. 381.
 — Même ouvrage, t. II,
 p. 3. Productivité de la pro-
 priété individuelle: TRAV. ET
 CAP., p. 313, n. — Même
 ouvrage, t. II, p. 74 (et
*Mémoires de l'Institut de
 France*, tome II, 2^e série,
 pp. 283 à 312). Admet,
 comme Passy, que la pro-
 priété foncière se concentre,
 malgré le partage égal:
 PROF. ET SAL.; TRAV. ET
 CAP., p. 265. — PROGR.
 PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*,
 19 oct. 1851, p. 374. —
 — IND. ET ET., 1^{re} éd., p.
 303 n.; 2^e éd., p. 305 n.; 3^e
 éd., p. 291 n. — LETTRE A
 LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/
 3/1848. — PERSP. POL.,
 in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879,
 p. 72 n. — Même ouvra-
 ge, t. II, p. 224. Impossibi-
 lité des crises générales
 « Embarras partiels, en-
 combremens locaux, dé-
 sordres temporaires »: TRAV.
 ET CAP., p. 123. — Mé-
 me ouvrage, t. II, p. 229.
 Les petits Etats, comme la
 Toscane et la Suisse, ont
 intérêt au libre échange
 TRAV. ET CAP., p. 48. —
 Même ouvrage, t. II, p.
 293. Sur le libre échange:
 LIBRE ECH., in *Lib. Pens.*,
 Ses conceptions sur la
 théorie de la valeur: HARM.
 EC., in *Lib. Pens.*, 1851,
 tome VII, p. 467. —
Traité de Droit pénal, t. III,

p. 219. Rossi croit à la dis-
 parition future des sanc-
 tions pénales: IND. ET ET.,
 1^{re} éd., p. 80; 2^e éd., p. 80;
 3^e éd., p. 76. Rossi, « un
 grand esprit en toutes ma-
 tières, trouvait le Code pé-
 nal trop sévère pour la
 complicité »: RÔLE ET LIB.,
 in *Corresp.*, 2/1866, p. 339:
 LIB. PRESSE, p. 73.

Rouher :

*Discours au Congrès interna-
 tional de statistique.* L'adminis-
 tration anglaise est en train
 d'adopter les méthodes centra-
 lisatrices françaises : IND. ET
 ET., 1^{re} éd., p. 143; 2^e éd.,
 p. 143; 3^e éd., p. 136.

ROUSSEAU (J.-J.) :

D.-W. le considère comme
 pessimiste (parce qu'il dit
 que la société corrompt
 l'homme), tandis que Ricar-
 do et Malthus sont optimis-
 tes (ils justifient les abus).

Allusions dans: PROF.

ET SAL., p. 120; TRAV. ET
 CAP., p. 221. — Son esprit
 a passé dans Godwin: POLÉ-
 MIQUE SUR MALTHUS, AVEC
 J. GARNIER, in *Journ. des
 Ec.*, 10/1846, p. 306.

A manqué d'une psycholo-
 gie politique: IMPUISS. POL.,
 in *Rev. de Fr.*, 2/1876, pp.
 340 et 345; MÉL. PHIL., p.
 21 et 29. — « J'appelle
 idées fausses celles de Rous-
 seau sur la nature humaine... »:
 IMPUISS. POL., in
Rev. de Fr., 2/1876, p. 350;
 MÉL. PHIL., p. 36. — Rap-
 proché du naturalisme des
 philosophes anglais: MATÉ-
 RIEL. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875,
 pp. 3 et 27. — *Le Contrat
 Social*: SUFFR. UNIV., in
Corresp., 25/3/1872, p.
 1121; TIRÉ A PART, p. 16.
 — « Au XVIII^e siècle, des
 hommes d'Etat pleins de
 mansuétude et de tolérance,
 au point de corriger les
 épreuves du Contrat So-

cial »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 131; 2^e éd., p. 131; 3^e éd., p. 131. — Tire de la souveraineté du nombre toute la politique: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 189; 2^e éd., p. 189; 3^e éd., p. 187. — « Le despotisme, passant du roi à la nation, est simplement déplacé »: AV.-PROP. LIB., 2^e éd., p. X.; 3^e éd., p. VI. — « Le Contrat social a préparé la souveraineté de la nation, non la souveraineté du peuple »: RÉFL. OPT., p. 90; POL. ACT., p. 292. — *L'Emile*, « imprimé avec permission administrative, et décrété d'accusation par le Parlement »: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 230; 2^e éd., p. 230; 3^e éd., p. 219. — Est-ce à *l'Emile* ou au Code Civil qu'il faut attribuer le plus grand souci qu'ont maintenant les parents de l'éducation de leurs enfants? : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XLI; 3^e éd., p. XXXIX. — *Profession de foi du Vicaire Savoyard*. Eloge de cette œuvre et de son ton modéré vis-à-vis du christianisme: CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 30; 2^e éd., p. 30. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 445; MÉL. PHIL., p. 105. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 56. — La *Profession de foi* comparée avantageusement à l'« *Ecrasons l'infâme* » de Voltaire: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XXVII; 2^e éd., p. 37; 3^e éd., p. 54. — *Ibid.*: « O Montaigne, toi qui te piques de franchise et de vérité... »: GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 40. — « Conscience, instinct divin, guide immortel... »: CENTRAL., 1^{re} éd., pp. 140 et 141; 2^e

éd., pp. 139 et 141; 3^e éd., pp. 139 et 141. — GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. XLI; 2^e éd., p. XXXV; 3^e éd., p. XXXIV. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 21. — Disait qu'avec la morale de l'intérêt on est embarrassé des actions vertueuses: GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 35. — Avec Bernardin de Saint-Pierre, « a révélé le pittoresque dans la nature comme dans les affections »: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XLI; 3^e éd., p. XXXIX. — Génie en accord avec son siècle: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. VIII; 3^e éd., p. VII. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 298; LIB. POL., p. 25. — Invocation aux mânes de Fabricius: RÉFL. OPT., p. 78; POL. ACT., p. 277.

ROYER-COLLARD:

Au pouvoir, lors du vote de la loi de Mai 1819 sur la presse: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XXXIX; 2^e éd., p. 39; 3^e éd., p. 55. — Disait, en 1825, que « la démocratie coule à pleins bords »: SUFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 870. — RÉP. CONS., p. 18; POL. ACT., p. 140. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 76. — Un grand discours contre la centralisation: « Discours fameux qui touche au sublime çà et là, où néanmoins la grandeur n'use pas toujours de son droit le plus précieux, celui d'être simple »: ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2 1863, pp. 579 et 580; LIB. POL., p. 264 sqq. — Sur le même discours: ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 570; LIB. POL., p. 428. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/5/1863, p. Opposition de l'individu et du droit: SUFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 616.

RUSSEL (LORD JOHN):

Présenta au Parlement le bill de

réforme municipale de 1835 (*Annual Register* de 1836): CENTRAL., PIÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{re} éd., p. 367; 2^e éd., p. 365; 3^e éd., p. 359. — ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 15/3/1862, p. 303; LIB. POL., p. 32. — LIB. POL., p. 32. — *Motion sur la condition des classes ouvrières*, in *Morning Post* du 25 mai 1845. Russel soutient que (contre l'opinion de Dupont-White), la baisse du prix des subsistances, qui résultera du libre-échange, profitera aux ouvriers: TRAV. ET CAP., p. 68. — Sur la même motion. Discours de sir J. Graham, ministre de l'intérieur (voir ce nom: TRAV. ET CAP., pp. 49, n.; 62, n. et 276, n. — Discours au Parlement anglais (1845 ou 1846) pour demander qu'on élève le traitement des instituteurs: INTERV. ET., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 144 sqq; TRAV ET CAP., p. 400 sqq. — Réclama la création d'Ecoles Normales en Angleterre: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxxvii; 3^e éd., p. xxxv.

SAGONTE: « *Quotidie urbs nostra diripitur.* »: CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 147; CONSTIT. BROCH., p. 29; POL. ACT., p. 29; POL. ACT., p. 103.

SAINTE-BEUVE: Dit que: plus les hommes vont, plus ils se tiennent pour misérables et ignobles: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 400; MÉL. PHIL., p. 323.

Saint-Evremond:

Mémoires: POST., in *Dr-Mondes*, 1/2/1865, p. 560; POSIT., BROCH., p. 20; MÉL. PHIL., p. 242.

SAINT-POL: Exécuté par Louis XI: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 209; 2^e éd. p. 208; 3^e éd., p. 209.

Saint-Priest (de):

Montre que les hardiesses politiques ne sont apparues que dans la seconde moitié du xvi^e siècle; la première moitié est dominée par la Fronde religieuse et le libertinisme: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 347; MÉL. PHIL., p. 33. — PHIL. ANGL., in *Rev. de*

Fr., 15/5/1877, p. 267; MÉL. PHIL., p. 195. — *Histoire de la chute des Jésuites*, chapitre vi. Ce chapitre traite du Concordat entre Joseph II et Pie VI: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 381.

Saint-Simon (XVII^e siècle):

Mémoires. Tableau des mœurs de la cour: LIB. POL., p. 112.

SAINT-SIMON ET SAINT-SIMONIENS:

Les Saint-Simoniens se recrutèrent surtout parmi les intellectuels: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 195 n.; 2^e éd., p. 196 n.; 3^e éd., p. 186 n. — C'est eux qui ont ouvert « le plus grand chapitre de la philosophie politique, qui pourrait s'intituler ainsi: Des droits respectifs de l'individu et de la société »: AV.-PROP. LIB., 2^e éd., p. xii; 3^e éd., p. viii. — *Epoques critiques et époques organiques*: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 337; 2^e éd., p. 334; 3^e éd., p. 330. — LIB. POL., p. 351. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 152; CONSTIT., BROCH., p. 34; POL. ACT., p. 111. — RÉP. CONS., p. 27; POL. ACT., p. 153. — POSIT., in *Dr-Mondes*, 1/2/1865, p. 155; MÉL. PHIL., p. 234. — Le Saint-Simonisme a découvert la place nécessaire de la religion dans l'esprit humain: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXIII; 2^e éd., p. 63; 3^e éd., p. 79. — Les Saint-Simoniens sont « coupables de productivisme » et inspirés de Bentham: PROG. ET SAU.: TRAV. ET CAP., p. 14. — D.-W. résume ainsi leur doctrine: « Beaucoup pour la capacité, rien pour l'humanité »: INTERV. ET., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 153; TRAV. ET CAP., p. 412. — Les Saint-Simoniens ont mon-

tré que l'essence de la propriété n'est pas d'être individuelle : PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 66. — Contre l'héritage : RÉFL. OPT., p. 64; POL. ACT., p. 260. — Pour eux, l'actuel homme du peuple est un descendant de l'esclave antique : RÉFL. OPT., p. 89; POL. ACT., p. 290. — D.-W. leur reproche, comme aux individualistes, d'être partis d'un seul principe : IND. ET ET., 2^e éd., p. 263; 3^e éd., p. 251. — D.-W. contre le Saint-Simonisme, au nom de la dignité de l'individu : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 294; 2^e éd., p. 296; 3^e éd., p. 283. — Le Saint-Simonisme, apparu en 1822, « a eu le pouvoir en 1848 et n'a rien su en faire » : RÉFL. OPT., p. 110; POL. ACT., p. 315. — Il ne fut jamais discuté que par des théoriciens : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 868. — Son règne est fini : RÉFL. OPT., p. 100. POL. ACT., p. 303. — LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 12/2/1878. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 65.

SALLABERY : Commandait les troupes canadiennes françaises contre les Etats-Unis, en 1812 : INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1851, t. v, p. 401. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 297; 2^e éd., p. 294; 3^e éd., p. 292.

Salluste :

« *Divitias vincere nequeunt* » : TRAV. ET CAP., p. 61 note. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 685.

SALOMON (LE ROI) : Polygame, mais grand roi : GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 190; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. XII; 2^e éd., p. VII; 3^e éd., p. X. — Divers : PROG. POL., p. 55. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 138; CONSTIT., BROCH., p. 20; POL. ACT., p. 88. — RÉP. CONS., p. 18; POL. ACT., p. 142. — MATÉR. ET SPIRIT.,

in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 792; MÉL. PHIL., p. 390.

SAUMAISE : PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 75.

SAY (Horace) :

Article du *Journal des Economistes*, t. IX, p. 307. Accuse de socialisme ceux qui veulent des subventions pour l'enseignement primaire : INTERV. ET., in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 151; TRAV. ET CAP., p. 407. — *Le grand feuilleton du Constitutionnel et son roman socialiste*, in *Journal des Economistes*, 8/1846, n^o 57, p. 19. Cet article contient un éloge de Malthus : POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 308.

SAY (Jean-Baptiste) :

Traité d'Economie politique.

Misère des ouvriers : « *Tous les ans, une partie de la population périt de besoin...* » : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., pp. 158 et 159. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 865. — Loi d'airain des salaires : MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 787; MÉL. PHIL., p. 382. — Théorie de la valeur. Dupont-White n'oppose point l'école de Jean-Baptiste Say à celle de Ricardo. Il semble considérer que leur doctrine est la même et il oppose Bastiat aussi bien à Say qu'à Ricardo : HARM. EC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VII, p. 467.

SCHERAZADE (LE SULTAN) : POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 893; POSIT., BROCH., p. 61; MÉL. PHIL., p. 312.

SCHILLER : Tranquille aux approches de la dernière heure : MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 784; MÉL. PHIL., p. 376. — Divers : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 194; 2^e

éd., p. 194; 3^e éd., p. 192. —
CENTRAL., 1^{re} éd., p. 219;
2^e éd., p. 218; 3^e éd., p. 216.

SCIPION:

On lui disait: « *Novi spiritus tibi magnos magis quam utiles* ». Dupont-White applique ce mot à la France: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 182; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 6; LIB. PRESSE, p. 4. — Sur l'esclavage: RÉFL. OPT., p. 32; POL. ACT., p. 221.

SCIPION (LES): PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LXXXI; 2^e éd., p. 81; 3^e éd., p. 96.

Scott (Walter):

L'unité d'intérêt règne dans ses œuvres: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 193; 2^e éd., p. 193; 3^e éd., p. 191. — *Ivanhoë*. Description du logis de Rébecca; condition des Juifs au Moyen Âge: SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 867. — *Histoire de la Révolution d'Angleterre*: ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 1/11/1862, p. 626; LIB. POL., p. 185 sqq.

Scudéry (Madeleine de):

Ses deux romans: *Clélie et Orlamène ou le grand Cyrus*: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 335; MÉL. PHIL., p. 13.

SEGUR-DUPEYRON: La Syrie et les Bédouins: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 155 n.; 2^e éd., p. 156 n.; 3^e éd., p. 148 n.

SEIGNELAY: Fils de Colbert: TRAV. ET CAP., p. 327 n.

Senancourt:

Obermann: POSIT., in *Dr-Mondes*, 15/2/1865, p. 871; POSIT., BROCH., p. 39; MÉL. PHIL., p. 276. — *MATÉRI. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 400; MÉL. PHIL., p. 322. — *MATÉRI. ET SPIRIT.*, in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 404; MÉL. PHIL., p. 329.

SENECEY:

Orateur de la noblesse aux États Généraux qui ouvrirent le règne de Louis XIII: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 221; 2^e éd., p. 220; 3^e éd., p. 218.

Sénèque:

De beneficiis. Comment Néron créa le patronat des esclaves: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 173; 2^e éd., p. 173; 3^e éd., p. 164. — Sur Caton: la lutte de l'homme de bien contre la mauvaise fortune: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LXIII; 3^e éd., p. LX.

SENIOR (Nassau):

Principes fondamentaux de l'Economie politique. Sur la valeur-tarété: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 212 n. La vie est chère dans les pays riches: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 182; BANQUES, BROCH., p. 35.

SERVIENT: Négociateur au XVII^e siècle: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 318; 2^e éd., p. 315; 3^e éd., p. 312.

SESOSTRIS: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 321; 2^e éd., p. 323; 3^e éd., p. 173.

Sévigné (Mme de):

Correspondance. Répression de l'insurrection de Bretagne de 1675: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 282; 2^e éd., p. 280; 3^e éd., p. 278. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 154; *CONSTIT.*, BROCH., p. 36; POL. ACT., p. 114. — Scandalisée de l'ascension sociale des bourgeois: PROG. POL., p. 176.

SEYSSSEL (CLAUDE DE): Fit le panégyrique de Louis XII aux dépens de Louis XI: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 215; 2^e éd., p. 215; 3^e éd., p. 213.

Shakespeare:

Hamlet: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 12; 2^e éd., p. 12; 3^e éd., p. 12. — *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 275; MÉL. PHIL., p. 207. — *Othello*: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 210; 2^e éd., p. 210; 3^e éd., p. 208. — *SUFFR. UNIV.*, in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1120; THÉÂTRE A PART, p. 15. — Divers: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 193; 2^e éd., p. 193; 3^e éd., p. 299. — *Droits et Dev.*, in *Rev. Cont.*, 31/1/1867, p. 271; *EQUIL. EUR.*, 1^{re} éd., p. 20; 2^e éd., p. 25. — *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 256; MÉL. PHIL., p. 178. — *POSIT.*, in *Dr-Mondes*, 15/2/1865, p. 870; *POSIT.*,

BROCH., p. 38; MÉL. PHIL., p. 275. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 414; MÉL. PHIL., p. 346.

SICINIUS:

Tribun. « Canuleus et Sicilius des tribuns recommandables qui ont laissé, Tite-Live aidant, les plus beaux mouvements connus de rage oratoire et plébéienne » : RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 306; LIB. PRESSE, p. 38.

SIEYES:

Sa brochure sur le Tiers-Etat. « *Le Tiers-Etat est tout* »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 319; 2^e éd., p. 316; 3^e éd., p. 313. — PROGR. POL., p. 176. — RÉFL. OPT., p. 71; POL. ACT., p. 269. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 23. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, pp. 63 et 79. — « *La liberté est incompatible avec la domination successive des partis* »: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 187 n. — LIB. POL., p. 348 (Manque ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/5/1863). — PROGR. POL., p. 51. — RÉP. OU MON., p. 28; POL. ACT., p. 30. — Travaux particuliers et fonctions publiques: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 2; 2^e éd., p. 2; 3^e éd., p. 1. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1109; TIRÉ A PART., p. 4. — Avocat des classes moyennes: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxv; 3^e éd., p. xxviii. — Opposé à Hobbes: « *Le XVIII^e siècle, où parurent ces théories (atomistiques) avec une certaine faveur, eut la glorieuse conséquence de rejeter la politique de Hobbes qui était au bout de ces prémisses, et d'aboutir, avec celles de Montesquieu et de Sieyès, à l'Assemblée Constituante* »: IND. ET ET. (Manque 1^{re} éd.), 2^e éd., p. 264; 3^e éd., p. 252. — Contre Duport et Mirabeau, soutint la conversion de la dîme en impôt d'Etat et combattit son abolition: IMPÔT DU SEL, pp. 22 et 23. — Divers: GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 31.

Siméon:

Ministre de l'Intérieur. *Discours*,

à la Chambre des Députés, du 18 avril 1821, contre le protectionnisme agricole: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 195.

Simiot:

Son livre en faveur de la centralisation et de l'Etat: AV.-PROP. LIB., 2^e éd., p. xvii; 3^e éd., p. xiii.

SIMON (Jules):

Histoire de l'Ecole d'Alexandrie: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 336 n.; 2^e éd., p. 338 n.; 3^e éd., p. 322 n. — *De la Liberté*: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 149 n.; 2^e éd., p. 149 n.; 3^e éd., p. 149 n. — AV.-PROP. LIB., 2^e éd., p. xv; 3^e éd., p. xii.

Sinclair:

Histoire de l'Impôt. Cite 22 écrivains qui avaient prédit la ruine de l'Angleterre, écrasée sous le poids de la fiscalité: TRAV. ET CAP., p. 306 n. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. lviii; 3^e éd., p. liv. — GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 190; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. i; 2^e éd., p. vi; 3^e éd., p. ix.

SISMONDI:

« La crise anglaise de 1825 a entraîné le schisme de M. de Sismondi, dont les vues et les théories défrayent encore aujourd'hui les nombreux adversaires de la concurrence »: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 166. — « Le schisme de Sismondi »: HARM. EC., in *Lib. Pens.*, 1851, tome VII, p. 467. — Bienfaits du Métayage toscan: TRAV. ET CAP., p. 320. — *Nouveaux Principes d'Economie Politique*. La propriété, fonction sociale: TRAV. ET CAP., p. 313 n. — *Même ouvrage*. Avilissement des monnaies de papier au XVIII^e siècle: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 183; BANQUES, BROCH., p. 36. —

Sciences sociales. Culture et Elevage: IMPÔT DU SEL, p. 71 n. — DUPONT-WHITE cite le plus souvent Sismondi comme historien: *TRAV. ET CAP.*, p. 304 n. — *CRÉD. FONC.*, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 100. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 45; 2^e éd., p. 45; 3^e éd., p. 42. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 23; 2^e éd., p. 23; 3^e éd., p. 22. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 119; 2^e éd., p. 119; 3^e éd., p. 119. — *CENTRAL.* (Manque 1^{re} éd.); 2^e éd., p. 123 n.; 3^e éd., p. 122 n. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 209; 2^e éd., p. 209; 3^e éd., p. 207. — *ADMIN. LOC.*, in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 591; *LIB. POL.*, p. 286. — *PROGR. POL.*, p. 96. — *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 688.

SIXTE QUINT: *Pauvre*, devenu *Pape: IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 107; 2^e éd., p. 107; 3^e éd., p. 102.

SMITH (Adam):

Edition Mac Culloch, avec des notes: *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 23. — *PROF. ET SAL.*, p. 20 (Manque *TRAV. ET CAP.*). — *TRAV. ET CAP.*, p. 366 n. — Traduit par J. Garnier: *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 200. — *TRAV. ET CAP.*, p. 426. — D.-W. fait l'éloge de *La Richesse des Nations: Gouv. REPR.*, in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 187; *INTROD. Gouv. REPR.*, 1^{re} éd., p. v; 2^e éd., p. i; 3^e éd., p. v. — Particulièrement le chapitre intitulé: *Des dépenses qui sont à la charge du souverain: INTERV. ET.*, in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 151; *TRAV. ET CAP.*, p. 408 n. — *BUDG. CULTES*, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 389. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 312; 2^e éd., p. 314; 3^e éd., p. 299. — *AD-*

MIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/8/1862, p. 899; *LIB. POL.*, p. 130. — Inspirateur des doctrines libérales de *The Economist: IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 144; 2^e éd., p. 145; 3^e éd., p. 137. — Inspirateur de l'individualisme de Macaulay: *PROGR. PAR Gouv.*, in *Pol. Nouv.*, 19/10/1851, p. 362; *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 103; 2^e éd., p. 103; 3^e éd., p. 98. — Théorie de la valeur (Dupont-White assimile à tort sur ce point la théorie de Smith à celle de Ricardo): *HARM. EC.*, in *Lib. Pens.*, 1851, tome VII, pp. 467 et 473. — Admet le caractère de monopole de la propriété foncière: *POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER*, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 307. — *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 152 n. — *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 225. — Comparé aux classiques, Ricardo et Malthus: eux, défendaient des intérêts de caste; lui, « n'avait que de la sincérité et du génie »: *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 323. — *Richesse des Nations*. Ed. Guillaumin, t. II, p. 527. — Opportunité d'un impôt sur les loyers du sol: *IMPÔT DU SEL*, p. 78. — Le mécanisme de la rente foncière rend la vie chère: *BANQUES*, in *Corresp.*, 9/1866, p. 182; *BANQUES, BROCH.*, p. 35. Tableau des prix du blé en Angleterre: *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 178. — Alors qu'il reconnaît que de grandes fortunes s'échafaudent rapidement dans l'industrie, pourquoi proclame-t-il, avec les Physiocrates, la supériorité productive de l'agriculture? D.-W. l'en excuse parce

que, de son temps, le machinisme était peu développé: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., pp. 145 et 146. — Influence de l'augmentation des capitaux sur les salaires et les profits: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 112. — PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 120. — « *Il se peut, à la longue, que le maître ait autant besoin de l'ouvrier que celui-ci a besoin du maître; mais le besoin du premier n'est pas si pressant* »: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 243. — *Des Colonies*, t. II, p. 263: Profits et salaires aux Etats-Unis: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 94. — La baisse de l'intérêt n'est pas une preuve de la baisse des profits: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 118. — Salaires d'été supérieurs aux salaires d'hiver: PROF. ET SAL., p. 75 (Manque TRAV. ET CAP.). — Sa théorie des salaires s'oppose à celle de Ricardo: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 72. — Misère de la Chine, due à l'excès de sa population: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 112. — Questions fiscales: ETUDE SUR L'IMPÔT, in *Lib. Pens.*, 1854, t. VIII, p. 630. — IMPÔT DU SEL, p. 56. — Questions monétaires: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, pp. 155, 161, 171, 172 et 179; BANQUES, BROCH., pp. 8, 14, 24, 25 et 32. — A reconnu la légitimité et l'efficacité de l'acte de navigation qu'ont ensuite combattu ses disciples: PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 19/1/1851, p. 368; IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 127; 2^e éd., p. 127; 3^e éd., p. 120. — Croit à la possibilité des crises générales: TRAV. ET

CAP., p. 129. — Remarque que les nègres sont mieux traités dans les colonies où l'Etat a tout pouvoir: PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 12/10/1851, p. 304. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 16; 2^e éd., p. 16; 3^e éd., p. 14. — Atteste le rôle éminent du clergé dans l'instruction publique en France avant la Révolution: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 185; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 9; LIB. PRESSE, p. 7. — Regarde Mercier La Rivière comme le premier des Physiocrates: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 187 n. — La noblesse est une ancienneté de richesse: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 331; 2^e éd., p. 329; 3^e éd., p. 325. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 74. — Divers: ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 577; LIB. POL., p. 261. — PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 110.

SOBIESKY: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 278; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 27; 2^e éd., p. 35.

Socrate:

Immortalité de l'âme: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 401; MÉL. PHIL., p. 324. — Divers: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 224; 2^e éd., p. 224; 3^e éd., p. 213. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 178; 2^e éd., p. 178; 3^e éd., p. 177. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 241; 2^e éd., p. 239; 3^e éd., p. 237. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 321; 2^e éd., p. 329; 3^e éd., p. 324. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. 321; 2^e éd., p. LXXI; 2^e éd., p. 81; 3^e éd., p. 96. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 193; BANQUES, BROCH., p. 46. — RÉP. CONS., p. 4, n; POL. ACT., p. 126 n. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 335; MÉL. PHIL., p. 13. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 450; MÉL. PHIL., p. 112. — POSIT., in *Dx Mondes*,

1/2/1865, p. 555; POSIT., BROCH., p. 15; MÉL. PHIL., p. 234. — POSIT., in *Dx Mondes*, 1/2/1865, p. 570; POSIT., BROCH., p. 31; MÉL. PHIL., p. 261. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 397; MÉL. PHIL., p. 317. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 399; MÉL. PHIL., p. 321. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 416; MÉL. PHIL., p. 349. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 419; MÉL. PHIL., p. 355. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 789; MÉL. PHIL., p. 386.

SOLIMAN: Allié de François Ier: BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/51, p. 381. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 556; POSIT., BROCH., p. 16; MÉL. PHIL., p. 235.

SOLON:

Ne fit point de loi contre le parricide: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XLII; 2^e éd., p. 42; 3^e éd., p. 58. — Etablit, à Athènes, un impôt progressif: ANVIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1862, p. 642; LIB. POL., p. 236.

SOPHOCLE: CENTRAL., 1^{er} éd., p. 139; 2^e éd., p. 139; 3^e éd., p. 139. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 271; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 20; 2^e éd., p. 25. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 8/1874, p. 398; MÉL. PHIL., p. 319.

Sorbier:

Esquisse des mœurs et de l'histoire de la Corse: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 321. — RÉFEL. OPT., p. 24; POL. ACT., p. 212.

SORBIÈRES (DE):

Intendant. Un de ses *Rapports* explique la multiplication des couvents par le grand nombre des cadets: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xv; 3^e éd., p. xiv. Défend le droit d'aînesse: RÉFEL. OPT., p. 62; POL. ACT., p. 257.

SOUBISE: RÉP. OU MON. p. 7; POL. ACT., p. 6.

SPENCER:

D'une façon générale tout

l'article : *Le Matérialisme politique en Angleterre*, in *Revue de France*, juillet 1875, pp. 1 à 35:

(A esquisé une philosophie politique; procède d'Auguste Comte, p. 1. — D.-W. lui reproche ainsi qu'à Comte d'avoir « pris l'infini comme objet de leurs tentatives », p. 2. — Dit que l'homme obéit à des sentiments et non à des notions, que la sensibilité prime l'intelligence; D.-W. critique cette idée, p. 8. — Comparé à Malthus, qui faisait une part à la raison de l'individu en lui demandant la contrainte morale; Spencer ne fait appel ni à la raison de l'individu, ni à celle de l'Etat, p. 9. — *Introduction à la science sociale:* thèse de l'adaptation passive de l'homme au milieu; D.-W. critique cette thèse, p. 10 sqq. — L'évolution lente, p. 12. — Combat les institutions de bien populaire, p. 16. — Rôle secondaire de la pensée dans l'évolution historique, p. 17. — « L'accorde à Herbert Spencer qu'il faut connaître l'homme pour connaître les sociétés humaines », p. 33. — « *L'homme et les autres animaux* », p. 35). — Exposé complet de la doctrine des *Premiers Principes*: Recherche ambitieusement l'absolu; la force, principe de toutes choses; l'homme meurt tout entier. Spencer ne dit rien de l'homme moral. Les lois de la nature appliquées à l'homme; négation du progrès; mécanique sociale; chaos et cosmos: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 251 sqq.; MÉL. PHIL., p. 171 à 184. —

Comparé à Buckle (tous deux individualistes; mais Buckle explique le progrès par l'esprit, Spencer par le sentiment): PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 251; MÉL. PHIL., pp. 169 et 170. — Le dialogue des deux horloges: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 263; MÉL. PHIL., p. 188. — Ne nie pas Dieu, mais n'en tient pas compte: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 268; MÉL. PHIL., p. 196. — Explication physique du monde: tout ramené à la force: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 734 à 736; MÉL. PHIL., pp. 124 à 126. — Idée de la persistance des forces: RÉFL. OPT., p. 71; POL. ACT., p. 269. — Critérium de la vérité selon Spencer: inconcevabilité de la négative. D.-W. critique ce critérium: GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 53. — L'indépendance de l'individu est, à ses yeux, la voie, et presque le but du progrès: GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 39. — « Le progrès rendra les hommes organiquement moraux »: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 445; MÉL. PHIL., p. 104. — MÉL. PHIL., PRÉF., 1^{re} éd., p. XXII; 2^e éd., p. XXIII. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 697. — Divers: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 762; MÉL. PHIL., p. 168.

Staël (Mme de):

Appelle Napoléon: « Robespierre à cheval »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 354; 2^e éd., p. 359; 3^e éd., p. 346.

STENLEY: Obtint une subvention

pour l'enseignement primaire en 1833: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XXXVII; 3^e éd., p. XXXV.

Statistique des Asiles d'Aliénés en France, de 1841 à 1858:

« Pays de montagnes, pays d'idiots »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 272; 2^e éd., p. 270; 3^e éd., p. 268.

Statistique de la France, publiée par le ministère de l'Agriculture et du Commerce, vol. I: Statistique des cotes foncières:

PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 201 n.

Statistique générale:

T. I: Territoire et Population: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., pp. 148, 149 et 289.

Statistique de la justice criminelle, de 1826 à 1830:

IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 80; 2^e éd., p. 80; 3^e éd., p. 77.

Statut d'Elisabeth (d'Angleterre):

Faisant un crime de l'exportation des bêtes à laine: Voyez verbo *Législation anglaise*.

Statute Book:

« Bulletin des lois anglaises »: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 93; 2^e éd., p. 92; 3^e éd., p. 92. — LIB. POL., p. 9.

Stendhal:

« Dans une société où il y a deux partis, le ridicule n'existe pas »: SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 874. — Appelle la politique: « une manière d'agir qui n'est ni la force, ni l'argent »: ADMIN. LOC., in *Dix Mondes*, 1/5/1863, p. 190; LIB. POL., p. 219. — Anecdote de la première représentation d'*Orphée* (vers 1780): RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 207; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 31; LIB. PRESSE, p. 31.

Stephen (Fitz-James):

« Professe une certaine théocratie »: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 263; MÉL. PHIL., p. 188.

STERN (Daniel) (= Mme Marie d'Agout) :

La Liberté. D. W. — Il nous beaucoup ce livre et l'idée qu'il défend : « que l'organisme gouvernemental se complique en se perfectionnant » : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 44 n.; 2^e éd., p. 44 n.; 3^e éd., p. 41 n. — AV. PROP. LIB., 2^e éd., p. xv; 3^e éd., p. xi. — *Le Gouvernement provisoire* : PROG. POL., p. 89.

STERNE : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LX; 2^e éd., p. 60; 3^e éd., p. 75.

STORCH :

Cours d'Economie politique :

La Russie a trop peu de capitaux pour son territoire et trop peu de population pour ses capitaux : PROF. ET SAL., TRAV. ET CAP., p. 113.

— Sur les grandes inventions : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 146 n. — Faible augmentation du volume des métaux précieux par rapport au progrès économique : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 233 n.

— Justification de la propriété privée par sa productivité : TRAV. ET CAP., p. 313 n. — Echec de la Banque hypothécaire fondée par l'impératrice de Russie en 1786 : CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 92. — Un trentième du capital d'un pays sert à la circulation monétaire : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 157; BANQUES, BROCH., p. 10. — Effets de l'inflation sur la psychologie ouvrière et sur les salaires : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, pp. 180 et 181; BANQUES, BROCH., pp. 33 et 34.

STUART (MARIE) : PROG. POL., p. 215. — LETTRE A L'AVELEYE. in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.

STUART (DYNASTIE DES) : GOUV.

REPR., in *Dr-Mondes*, 1/11/1869, p. 189; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. X et VI; 2^e éd., p. VI et VII; 3^e éd., p. IX et X. — LIB. POL., p. 3. — ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 15/13/1862, p. 316; LIB. POL., p. 56. — ADMIN. LOC., in *Dr-Mondes*, 15/8/1862, p. 902; LIB. POL., p. 136. — PROG. POL., p. 40. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 140; CONSTIT., BROCH., p. 22; POL. ACT., p. 91. — RÉP. CONS., p. 7; POL. ACT., p. 310.

SUBERVIELLE : Client de Dupont-White, avocat au Conseil d'Etat en 1843 : MÉMOIRE DU SIEUR SUBERVIELLE (Cf. notre Bibliographie, n°, pp. 1 à 16).

SULLY :

« On peut restaurer les finances de l'Etat sans oublier les siennes : voyez Sully » : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XVII; 3^e éd., p. XXI. — Restaurateur des finances : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 318; 2^e éd., p. 315; 3^e éd., p. 312. — Restaurateur de l'agriculture : PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 688. — Divers : CRÉD. FONC., in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 100. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 186; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 10; LIB. PRESSE, p. 8.

SYLLA : PROG. POL., p. 96. — RÉFL. OPT., p. 31; POL. ACT., p. 221.

SYMMAQUE : CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 36; 2^e éd., p. 36.

Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères pendant l'année 1840 :

Les industries exportatrices sont celles qui souffrent le plus des crises : TRAV. ET CAP., p. 288.

Tableaux publiés par le ministre du Commerce :

Montrent la décroissance de la consommation de la viande en France vers 1845 : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 77 n.

Tacite :

« *Facilis feminarum credulitas ad gaudia* » : PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 199. — CAN-

DID. OFF., 1^{re} éd., p. 23; 2^e éd., p. 23. — RÉFL. OPT., p. 26; POL. ACT., p. 215. — Son livre sur la Germanie: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 13 n. — ADMIN. LOC., in *Dix Mondes*, 15/3/1862, p. 296; LIB. POL., p. 21. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 332; LIB. PRESSE, p. 66. — Espère revoir Agricola dans l'autre monde si « *magnorum virorum animæ cum corpore non extinguuntur* »: GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 33. — Divers: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. MXXX, 2^e éd., p. 48; 3^e éd., p. 64. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/1877, p. 758; MÉL. PHIL., p. 163.

TAINÉ (Hippolyte) :

De l'Intelligence. Longue étude et discussion de ce livre: MATÉR. ET SPIRIT. (Deux articles dans la *Rev. de Fr.* du 31 août 1874, pp. 395 à 426, et de septembre 1874, pp. 777 à 800); MÉL. PHIL., pp. 315 à 403. — Taine explique la Terreur par la trop grande puissance des pouvoirs locaux: PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 60. — Félix Pécaut, dans la *Critique Philosophique* du 9 janvier 1879 (Cf. notre Bibliographie, n° 272), indique que Dupont - White a publié, peu de temps avant sa mort, une étude sur Taine dans la *Flandre libérale*. M. Paul Henen, directeur de ce journal, nous dit ne point trouver trace de cette étude dans sa collection. Peut-être Pécaut a-t-il confondu avec les articles de la *Revue de France*, auxquels nous venons de renvoyer.

Tait :

Affirma, au Congrès de Glasgow, de l'Association Scientifique, que la force est inhérente à la matière. Ne serait-ce point, se demande Dupont-White, un

argument en faveur du panthéisme? PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 269; MÉL. PHIL., p. 198.

TALLEMANT DES REAUX: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 448; MÉL. PHIL., p. 109.

TALLEYRAND:

ADMIN. LOC., in *Dix Mondes*, 1/12/1862, p. 619; LIB. POL., p. 172. — PROGR. POL., p. 55. — RÉP. OU MON., p. 37; POL. ACT., p. 42.

TANUCCI: Libertin, ministre de Charles III d'Espagne: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. iv et v; 3^e éd., p. iv et v. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 268; MÉL. PHIL., p. 196.

TARGET: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 189; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 13; LIB. PRESSE, p. 12.

TEKELY: Insurgé hongrois: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 333; 2^e éd., p. 334; 3^e éd., p. 320.

TERENCE: Précurseur païen de l'idée de fraternité humaine: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. III; 3^e éd., p. III.

TERTULLIEN: Craignait les invasions barbares: RÉFL. OPT., p. 104; POL. ACT., p. 309.

TESTE:

Quitta le ministère pour avoir essayé de lutter contre le monopole des officiers ministériels: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 232. — POLEMIQUE SUR MALTHUS, in *Journ. des Ec.*, oct. 1846, p. 309.

THEMISTOCLE: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 323; 2^e éd., p. 325; 3^e éd., p. 311. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 753; MÉL. PHIL., p. 155. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 759; MÉL. PHIL., p. 164.

The Nineteenth Century de janvier 1878:

Article de sir Wolseley: LETTRE A LAVELEYE, in *FL. Lib.*, 11/3/1878.

THEOCRITE: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 336; MÉL. PHIL., p. 15.

Théodoret :

« Les païens avaient une morale; le paganisme n'en avait pas » : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 225; 2^e éd., p. 225; 3^e éd., p. 215. — RÉFL. OPT., p. 43; POL. ACT., p. 235. — MÉL. PHIL., PRÉF., p. XXI. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 342; MÉL. PHIL., p. 24. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 447; MÉL. PHIL., p. 108.

THEOPHRASTE: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 310; LIB. PRESSE, p. 42. — RÉFL. OPT., p. 53; POL. ACT., p. 217.

THIERRY (Augustin) :

Histoire de la conquête de l'Angleterre : PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 19/10/1851, pp. 365 et 366. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 260; 2^e éd., p. 258; 3^e éd., p. 255. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 263; 2^e éd., p. 260; 3^e éd., p. 258. — GOUV. REPR., in *Dr Mondes*, 1/11/1861, p. 202; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. XXXIX; 2^e éd., p. XXXII; 3^e éd., p. XXXII. — Créateur de l'expression : « Droits humains » : LIB. POL., p. 336 (Manque ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 1/5/1863). — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 348; MÉL. PHIL., p. 33. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 10. — Sur Richelieu : CENTRAL., PIÈCES JUSTIFICATIVES, 1^{re} éd., p. 364; 2^e éd., p. 362; 3^e éd., p. 356. — Jugé par la *Revue d'Edimbourg*: CENTRAL., 2^e éd., p. 123 n.; 3^e éd., p. 122 n. (Rien dans la 1^{re} éd.). — Récit de l'expédition de Machault dans le Languedoc contre les Grands : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 22; 2^e éd., p. 22. (Dans la 3^e éd., ce récit est attribué à Henri Martin). — Thierry affirme que l'Eglise sourit toujours aux vainqueurs. « Elle sourira même au libéralis-

me » : BUDG. CULTES, in *Pol. Nouv.*, 6/4/1851, p. 384.

THIERS :

Sur la Convention, le Comité de Salut Public et la Terreur : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. XVII; 3^e éd., p. XVIII. — CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 20; 2^e éd., p. 20. — ADMIN. LOC., in *Dr Mondes*, 1/5/1863, p. 184; LIB. POL., p. 317. — Sur les guerres de la Convention : RÉFL. OPT., p. 95; POL. ACT., p. 298. — Dénuement du Directoire lorsqu'il s'installa au Luxembourg en 1796 : PROGR. POL., p. 284. — Sur la journée du 4 Prairial : PROGR. POL., p. 81. — RÉP. CONS., p. 44; POL. ACT., p. 176. — *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Anecdote sur le retour de l'île d'Elbe : SUPPL. UNIV., in *Corresp.*, 10/5/1872, p. 507; TIRÉ A PART, p. 8. — Appliqua, sous le Gouvernement de Juillet, le principe des dépenses productives de Necker : CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 13; 2^e éd., p. 13. — Son discours dans la discussion sur l'épargne, des 26, 27 et 28 janvier 1848. Epargne disponible et épargne investie : BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 190; BANQUES, BROCH., p. 43. — Disait en 1848 : « La République est ce qui nous divise le moins » : RÉP. OU MON., p. 32; POL. ACT., p. 36. — Son rôle entre 1871 et 1875. (D.-W. tenait Thiers en haute estime et souhaitait de le voir rester au pouvoir et devenir Président de la République : POL. ACT., p. 3 (Manque RÉP. OU MON., p. 4). — POL. ACT., PRÉF., p. XXXIV. — RÉP. CONS., p. 33 sqq.; POL. ACT., p.

162 sqq. : « *Le roi règne et ne gouverne pas* ». — RÉP. OU MON., p. 33; POL. ACT., p. 38. — Divers: GOUV. REPR., in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 194; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xxi; 2^e éd., p. xvi; 3^e éd., p. xviii. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 437; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 56; 2^e éd., p. 74.

THOMAS (xviii^e siècle): RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 187; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 11; LIB. PRESSE, p. 10.

THOMAS D'AQUIN (Saint) :

Définition de la vérité: POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 873; POSIT., BROCH., p. 41; MÉL. PHIL., p. 279. — « *La bonne organisation publique en toute ville ou nation exige... que tous aient quelque part dans le gouvernement...* » SUPPL. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 615.

Thomassay :

Du monopole des Sels: IMPÔT DU SEL, pp. 29 et 30 n

THOU (DE) : Voir verbo *Potherat de Thou*.

Thucydide :

Dit qu'Agamemnon était le plus riche des Grecs. (Dupont-White fait d'Agamemnon le symbole d'une attraction naturelle entre la richesse et le pouvoir): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 260; 2^e éd., p. 258; 3^e éd., p. 256. — RÉP. CONS., p. 38; POL. ACT., p. 167. — RÉF. OPT., p. 70; POL. ACT., p. 267. — Divers: GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/1/1861, p. 203; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xl; 2^e éd., p. xxvii; 3^e éd., p. xxviii. — IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 345; MÉL. PHIL., p. 29. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 758; MÉL. PHIL., p. 163.

TIBERE :

Monarque dissolu, fit des lois

d'une morale exemplaire: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 172; 2^e éd., p. 172; 3^e éd., p. 164. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 746; MÉL. PHIL., p. 143. — Divers: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 202; 2^e éd., p. 202; 3^e éd., p. 200. — RÉP. CONS., p. 38; POL. ACT., p. 168. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 41.

Times (The) :

Du 7 avril 1860: *Lettre de Macaulay sur la Démocratie américaine*: GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 205; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. xlv; 2^e éd., p. xxxvii; 3^e éd., p. xxxvi. — Du 20 avril et du 5 août 1866: *Financial statement*, de Gladstone: RÉP. CONS. p. 13; POL. ACT., p. 138. — POL. ACT., PRÉF., p. xv. — « Il faut se considérer un peu comme le correspondant du Times » (=juger la situation objectivement, comme un étranger) : LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.

Tite-Live :

La critique moderne a ébranlé la foi que l'on attachait à ses récits: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 780; MÉL. PHIL., p. 371. — Divers: IMPÔT DU SEL, p. 66 n. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 35; 2^e éd., p. 35; 3^e éd., p. 32. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 306; LIB. PRESSE, p. 38.

TOCQUEVILLE (Alexis de) :

De l'Ancien Régime. Impopularité irrémédiable de l'aristocratie en France: ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 323; LIB. POL., p. 69. — Même idée dans : *Œuvres et Correspondance inédites d'Alexis de Tocqueville*, t. I, p. 287; ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 324; LIB. POL., p. 69. — « Il y a dans la Révolution française deux mouvements en sens contraire, qu'il ne faut pas

confondre : l'un favorable à la liberté, l'autre favorable au despotisme : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 252; 2^e éd., p. 252; 3^e éd., p. 240.

— Contre la centralisation : ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 570; LIB. POL., p. 248. — Admet que la Grande-Bretagne est en train de se centraliser : CENTRAL. (Manque 1^{re} éd.; 2^e éd., PRÉF., p. vii; 3^e éd., PRÉF., p. vii. —

Sur la liberté de la presse: RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 201; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 25; LIB. PRESSE, p. 25. —

Question coloniale: ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1862, p. 635; LIB. POL., p. 200. — *De la Démocratie en Amérique*. En Amérique, les castes n'existent pas, même en souvenir : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 333; 2^e éd., p. 330; 3^e éd., p. 326. —

ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 326; LIB. POL., p. 73. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 310; LIB. PRESSE., p. 42. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/3/1872, p. 860. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 135; CONSTIT., BROCH., p. 17; POL. ACT., p. 82. — RÉFL. OPT., p. 53; POL. ACT., p. 247. —

Ibid. : Point de départ puritain de la civilisation des Etats-Unis: ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 577; LIB. POL., p. 261. —

Ibid. : La décentralisation, école de liberté. (D.-W. signale que ce livre est antérieur à la réforme de 1831-1837) : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 81; 2^e éd., p. 81; 3^e éd., p. 81. — *Eloge du même ouvrage*: GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 187; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. vi;

2^e éd., p. i; 3^e éd., p. v. —

— Même ouvrage. Rapporte à la démocratie toute la vie américaine: PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 63. — Divers sur l'Amérique et la décentralisation américaine: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 152; 2^e éd., p. 152; 3^e éd., p. 145. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 156; 2^e éd., p. 156; 3^e éd., p. 148. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/2/1863, p. 576; LIB. POL., p. 259. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 309; LIB. PRESSE, p. 40. — PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 76.

TOIRAS (COMTE DE): Gouverneur de l'île de Ré, au temps de Richelieu: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 106; 2^e éd., p. 106; 3^e éd., p. 101. — RÉFL. OPT., p. 57; POL. ACT., p. 252.

Tooke (Thomas):

History of Prices: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 175 n.; BANQUES, BROCH., p. 28 n. — BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 180; BANQUES, BROCH., p. 33.

Torcy:

Neveu de Colbert: TRAV. ET CAP., p. 327 n. — *Mémoires*: DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 431; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 50; 2^e éd., p. 65. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 445; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 64; 2^e éd., p. 86. — Son rôle de négociateur: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 318; 2^e éd., p. 315; 3^e éd., p. 312.

TOUSSAINT-LOUVERTURE:

« C'est le maître qui a découvert le droit de l'esclave, ce n'est pas l'esclave, pas même Spartacus ou Toussaint-Louverture »: SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 10/5/1872, p. 519; TIRÉ A

TRAJAN: TRAV. ET CAP., p. 354 n. **Trench:**

PART, p. 20.

Archevêque. Combat la philosophie anglaise du XIX^e siècle: *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 263; *MÉL. PHIL.*, p. 188.

TRISTAN et Louis XI: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 205; 2^e éd., p. 205; 3^e éd., p. 203.

TROCHU:

Prétendant à la Présidence de la République en 1872: *POL. ACT.*, p. 3 (Manque RÉP. OU MON., p. 4).

TUDOR (DYNASTIE DES): *LIB. POL.*, p. 3. — *PROGR. POL.*, p. 40; — *RÉP. CONS.*, p. 7; *POL. ACT.*, p. 130. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 140; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 22; *POL. ACT.*, p. 91.

TURENNE:

Rôle du prestige de Louis XIV dans son abjuration du protestantisme: *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. XVII; 3^e éd., p. XVI. — *ADMIN. LOC.*, in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 324; *LIB. POL.*, p. 70. — Divers: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 283; 2^e éd., p. 281; 3^e éd., p. 279. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 154; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 36; *POL. ACT.*, p. 114.

TURGOT:

Préoccupation du bien populaire: *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 2/1866, p. 332; *LIB. PRESSE.* — *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, éd. 1788, p. 12. Loi d'airain des salaires: « *En tout genre de travail il doit arriver, et il arrive en effet, que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance* »: *TRAV. ET CAP.*, p. 68. — Proclame la liberté du travail: « *La nature, en donnant à l'homme des besoins, a fait par cela même du travail la première et la plus inviolable des propriétés* »: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 237; 2^e

éd., p. 237; 3^e éd., p. 226. — Même idée: *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 299; 2^e éd., p. 296; 3^e éd., p. 294. — *Œuvres complètes*, t. IX, p. 402 (éd. de la Bibliothèque Royale). Malgré le jeu de l'incidence, qui les en décharge en fin de compte, Turgot est hostile aux impôts qui pèsent sur les classes laborieuses, et flétrit « *ces avances du pauvre au riche, dont l'attente est accompagnée de toutes les langueurs de la misère* »: *TRAV. ET CAP.*, p. 33. — *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 239. — *ETUDE SUR L'IMPÔT*, in *Lib. Pens.*, 1851, t. VIII, p. 621. — Combattit la corvée contre le chancelier de Miromesnil: « *M. le chancelier me permettra de croire que le plaisir de marcher sur un chemin bien caillouté ne compense pas, pour les paysans, la peine qu'ils ont eue à le construire seuls, sans salaire* »: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 266 (manque 2^e et 3^e éd.). — *ADMIN. LOC.*, in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 892; *LIB. POL.*, p. 115. — « Découvert » le progrès: *POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER*, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 306. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 191; 2^e éd., p. 192; 3^e éd., p. 182. — *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 342; 2^e éd., p. 344; 3^e éd., p. 328. — *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 242; 2^e éd., p. 240; 3^e éd., p. 238. — *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 2/1876, p. 348; *MÉL. PHIL.*, p. 35. — *POSIT.*, in *Dx-Mondes*, 1/2/1866, p. 550; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 10; *MÉL. PHIL.*, p. 224. — Sa théorie du progrès l'entraîne à accorder à l'Etat et à l'Eglise le droit de

modifier l'affectation des fondations perpétuelles : *IMPÔT DU SEL*, p. 50.

Précurseur de la théorie des trois états d'Auguste Comte : *POSIT.*, in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 550 et 551; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 10; *MÉL. PHIL.*, p. 225 et 226.

— Droits naturels à fondement rationnel : *GOUV. REPR.*, in *Dx-Mondes*, 1/11/1861, p. 191; *INTROD. GOUV. REPR.*, 1^{re} éd., p. xiv; 2^e éd., p. x; 3^e éd., p. xii. — *RÉFL. OPT.*, p. 36; *POL. ACT.*, p. 226. — *IMPUISS. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 428; *MÉL. PHIL.*, p. 77. — *GRANDE QUEST.*, in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 38. — *Deuxième Lettre sur la Tolérance* (*Œuvres*, éd. 1808, t. II, p. 386) : « *Le plus grand bienfait du christianisme est d'avoir éclairci et propagé la religion naturelle* » : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 239; 2^e éd., p. 237; 3^e éd., p. 235. — *PROGR. POL.*, p. 211. — *RÉFL. OPT.*, p. 38; *POL. ACT.*, p. 229. — Influence sur lui du milieu chrétien dans lequel il a vécu : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 138; 2^e éd., p. 138; 3^e éd., p. 138. — *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, p. 6. Les terres ont été partagées dans l'intérêt de la culture : *TRAV. ET CAP.*, p. 312. — Contre le métayage : *TRAV. ET CAP.*, p. 318 n.

Turgot imposa le progrès : *PROGR. PAR GOUV.*, in *Pol. Nouv.*, 12/10/1851, p. 312. — Abolir les douanes intérieures : *PROF. ET SAL.*, p. 92; *TRAV. ET CAP.*, p. 186. — *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 189. — Auteur ou inspirateur de la brochure anonyme intitulée :

« *Rachat des droits féodaux* » (1772) : *ADMIN. LOC.*, in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 317; *LIB. POL.*, p. 57. — *MATÉR. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 18. — Turgot en faveur de la baisse du taux de l'intérêt. Dupont-White critique cette opinion : *BANQUES*, in *Corresp.*, 9/1866, p. 187; *BANQUES*, *BROCH.*, p. 40. — Inventions scientifiques au Moyen-Age : *POSIT.*, in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 552; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 12; *MÉL. PHIL.*, p. 228. — Disgracié à l'instigation du Parlement : *ADMIN. LOC.*, in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 295; *LIB. POL.*, p. 122. — *ADMIN. LOC.*, in *Dx-Mondes*, 1/5/1863, p. 178; *LIB. POL.*, p. 306. — *RÉP. CONS.*, p. 25; *POL. ACT.*, p. 150. — *RÉFL. OPT.*, p. 9; *POL. ACT.*, p. 195. — Turgot dans le même courant d'idées que Rousseau et Montesquieu : *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. viii; 3^e éd., p. vii.

Tyndall :

Dans un discours prononcé à Belfast devant l'Association Scientifique, hésita à affirmer le matérialisme en métaphysique, bien qu'il fût mécaniste en physique : *PHIL. ANGL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 262; *MÉL. PHIL.*, p. 187.

Ulpian :

Dit que l'esclavage est « *contra naturam* » : *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. xxvii; 3^e éd., p. xxv. — Divers : *PRÉF. IND. ET ET.*, 2^e éd., p. xix; 3^e éd., p. xii.

URSINS (PRINCESSE DES) : *Lettre de Mme de Maintenon à la princesse des Ursins* : *TRAV. ET CAP.*, p. 327 n.

VALOIS (CHARLES DE) : Frère de Philippe le Bel : *CENTRAL.*, 1^{re} éd., p. 201; 2^e éd., p. 201; 3^e éd., p. 199.

VANDAMME: PERSP. POL., in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 69.

VANINI: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5 1877, p. 278; MÉL. PHIL., p. 212.

VASCO DE GAMA: Apprit au sultan de Pégou, qui faillit en mourir de rire, que les Vénitiens n'avaient pas de Roi: POL. ACT., PRÉF., p. XI.

VAUBAN:

Soutint l'idée des droits humains: SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1111; TIRÉ À PART, p. 6. — SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/11/1872, p. 613. — *La Dime royale*, éd., Guillaumin, préfacée par Daire: PROF. ET SUL.: TRAV. ET CAP., p. 201 n. — Son idée de l'impôt en nature: TRAV. ET CAP., p. 422. — Ses idées sur l'égalité en matière fiscale: POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 555; POSIT., BROCH., p. 15; MÉL. PHIL., p. 233. — Procédé de calcul des forces contributives du sol: IMPÔT DU SEL, p. 9. — Terrible poids de la fiscalité en 1708: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 632; LIB. POL., p. 195. — Faible accroissement de la population française sous l'Ancien Régime: DR. ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 423; EQUIL. EUR. 1^{re} éd., p. 41; 2^e éd. p. 54. — Misère de la France pendant les dernières années du règne de Louis XIV: « *La moitié de la population fait l'aumône à l'autre* »: TRAV. ET CAP., p. 293 et 338. — Divers: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 283; 2^e éd., p. 281; 3^e éd., p. 279. — CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 154; CONSTIT., BROCH., p. 36; POL. ACT., p. 114.

VAUGELAS: AVANT-PROPOS LIB., 2^e éd., p. x; 3^e éd., p. vi.

VEDIUS POLLIO: Ami d'Auguste. Jetait ses esclaves à manger aux lamproies: TRAV. ET CAP., p. 91.

Vergennes:

Mémoires au Roi (sur la question de l'annexion des Pays-Bas): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 225; 2^e éd., p. 225; 3^e éd., p. 222.

VICO:

Science nouvelle, traduction de Michelet (*Principi di una scienza nuova d'incorno alla commune natura delle nazioni*, etc...), dont une édition, probablement la première, parut en 1744). Origine de l'esclavage: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 52; 2^e éd., p. 52; 3^e éd., p. 48. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 94; 2^e éd., p. 94; 3^e éd., p. 90. — « *Les gouvernements populaires ou monarchiques conviennent également aux âges civilisés... mais revenir à l'aristocratie est inconciliable avec la nature humaine* »: IND. ET ET., 1^{re} éd., PRÉF., p. XI; 2^e éd., INTROD., p. x; 3^e éd., INTROD., p. LXX. — Dupont-White ne semble pas avoir eu connaissance de la loi des trois états selon Vico.

VICTOR-AMEDEE, roi du Piémont):

Disait du Milanais: « *Un artichaut qui se mange feuille à feuille* »: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LVII; 3^e éd., p. LII. — Fonda, après l'expulsion des Jésuites, un régime universitaire sur lequel, dit Botta, fut calquée l'Université impériale: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 333 n.; 2^e éd., p. 334 n.; 3^e éd., p. 320 n.

VICTORIA, reine d'Angleterre:

PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LI; 2^e éd.,

p. 52; 3^e éd., p. 68. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 144; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 28; *POL. ACT.*, p. 101.

VIGNY (ALFRED DE): « Un assez grand écrivain »: *RÉFL. OPT.*, p. 39; *POL. ACT.*, p. 231.

VILBERFORCE: Voir *Wilberforce*.

VILLARS: Expédition des Cévennes: *CENTRAL*, 1^{re} éd., p. 283; 2^e éd., p. 281; 3^e éd., p. 279; — *ADMIN. LOC.*, in *Dr-Mondes*, 1/5/1863, p. 179; *LIB. POL.*, p. 308. — *CONSTIT.*, in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 154; *CONSTIT.*, *BROCH.*, p. 36; *POL. ACT.*, p. 115.

VILLELE:

Supérieur à « la queue de l'extrême-droite » (valeur de position): *PROGR. POL.*, p. 46. — Amortit 16 millions de rentes: *BANQUES.*, in *Corresp.*, 9/1866, p. 184; *BANQUES*, *BROCH.*, — Renversé par la volonté du pays: *ADMIN. LOC.*, in *Dr Mondes*, 1/5/1863, p. 196; *LIB. POL.*, p. 322. — *PROGR. POL.*, p. 65.

Villemain:

Ministre de l'Instruction publique: *Rapport au Roi sur l'enseignement secondaire* (1842): *INTERV. ET.*, in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 151; *TRAV. ET CAP.*, p. 407. — Même rapport: L'enseignement secondaire était plus répandu sous l'Ancien Régime que de nos jours: *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 113; 2^e éd., p. 113; 3^e éd., p. 108. — Rôle éminent du clergé dans l'instruction publique en France avant la Révolution: *RÔLE ET LIB.*, in *Corresp.*, 1/1866, p. 185; *RÔLE ET LIB.*, *BROCH.*, p. 9. *LIB. PRESSE*, p. 7. — Divers: *POSIT.*, in *Dr Mondes*, 15/2/1865, p. 892; *POSIT.*, *BROCH.*, p. 60; *MÉL. PHIL.*, p. 310.

VILLENEUVE-BARGEMONT:

Histoire de l'Economie politique, t. II, p. 279. Sur Godwin: *POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER*,

in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 307.

VILLERME:

Tableau de l'état physique et moral des ouvriers, t. I, p. 364 sqq. Moralité des ouvriers lyonnais: *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, pp. 379 et 380. — *Ibid.*, t. I, p. 418 sqq. Développement économique du canton de Zurich, mais misère des ouvriers zurichoïses: *PRÉF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, pp. 114 et 115. — *Ibid.*, t. II, p. 448 sqq. — Statistiques de Mortalité: *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 268. — *Ibid.*, t. II, p. 330 et sqq. La stabilité de l'emploi, à Lodève, entraîne une bonne moralité ouvrière: *TRAV. ET CAP.*, p. 385. — *Ibid.*: Etat des ouvriers dans les filatures de Rouen: *PROF. ET SAL.*; *TRAV. ET CAP.*, p. 248. — *Ibid.*: Ateliers de travaux publics organisés à Lyon, en 1837, par le préfet Rivet: *INTERV. ET.*, in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 155; *TRAV. ET CAP.*, p. 418. — A justement flétri les avances de salaires qui assurent la domination du patron: *INTERV. ET.*, in *Journ. des Ec.*, 1/1846, p. 153; *TRAV. ET CAP.*, p. 414. — Montre que la détresse ouvrière est beaucoup plus grande dans les pays industriels: *TRAV. ET CAP.*, p. 339. — *Ibid.*: Évalue la classe ouvrière française à 2.234.900 personnes: *PROF. ET SAL.*, in *fine*; *TRAV. ET CAP.*, p. 434 n. — *Ibid.*: Nombre d'ouvriers employés dans l'industrie du coton: *IMPÔT DU SEL*, p. 72.

VILLEROI: *PROGR. POL.*, p. 98. — *RÉP. OU MON.*, p. 7; *POL. ACT.*, p. 6.

Vincens, Conseiller d'Etat :

Article du *Journal des Economistes*, 8/1845, p. 60: Politique commerciale de la Restauration: TRAV. ET CAP., p. 193, n.

VINCENT DE PAUL (SAINT) :

PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 12/10/1851, p. 312. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 191; 2^e éd., p. 191; 3^e éd., p. 182. — CENTRAL., 1^{er} éd., p. 161; 2^e éd., p. 161; 3^e éd., p. 160.

VIRGILE: « Cælumque tueri jussit... » :

TRAV. ET CAP., p. 60. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 250; 2^e éd., p. 248; 3^e éd., p. 246. — « Ab uno disce omnes » : RÉFL. OPT., p. 80; POL. ACT., p. 280. — « Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor » : SUFFR. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1113; TIRÉ À PART, p. 8. — « Nullane jam Trojae dicentur mœnia? » : POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 561; POSIT., BROCH., p. 21; MÉL. PHIL., p. 243.

VISCONTI (FAMILLE DES) :

CENTRAL., 1^{re} éd., p. 254; 2^e éd., p. 252; 3^e éd., p. 250.

VIVIEN :

Etudes administratives, t. II, p. 19. Sur la centralisation anglaise : IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 149; 2^e éd., p. 149; 3^e éd., p. 141. — CENTRAL., 1^{re} éd., p. 43; 2^e éd., p. 43; 3^e éd., p. 43. — *Ibid.*, Election des Conseils généraux et municipaux d'après les lois de 1837 et 1838 : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 618; LIB. POL., p. 170. — *Ibid.* : Sur la tutelle administrative : LIB. POL., p. 208 (manque ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862).

VOISIN : Ministre roturier de Louis XIV : TRAV. ET CAP., p. 327, texte et note. — PROGR. POL., p. 98.

VOLTAIRE :

Histoire de Charles XII : POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 893; POSIT., BROCH., p. 61; MÉL. PHIL., p. 312.

— *Micromégas* : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 192; 2^e éd., p. 193; 3^e éd., p. 191. — *Elève des Jésuites* : PROGR. POL., p. 155. — *Son irréligion passionnée* : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xxxvii; 2^e éd., p. 37; 3^e éd., p. 53. — LIB. POL., p. 282 (manque ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/2/1863). — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 268; MÉL. PHIL., p. 196. — *A ce point de vue, Dupont-White blâme les violences de La Pucelle* : POLÉMIQUE SUR MALTHUS AVEC J. GARNIER, in *Journ. des Ec.*, 10/1846, p. 308. — *Cependant Voltaire n'était pas athée* : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 445; MÉL. PHIL., p. 105. — *Il reconnaissait un Dieu Récompensateur - Vengeur* : « définition qui en vaut bien une autre » : PROGR. POL., p. 5. — *Même idée* : IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 445; MÉL. PHIL., p. 104. — PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 278; MÉL. PHIL., p. 213. — POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 890; POSIT., BROCH., p. 58; MÉL. PHIL., p. 309. — *Grande Question*, in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 55. — *Voltaire n'est que justice après les Dragonnades* : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 283; 2^e éd., p. 281; 3^e éd., p. 279. — *Même idée* : CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 155; CONSTIT., BROCH., p. 37; POL. ACT., p. 116. — *Défenseur de Calas* : PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. xlviii; 2^e éd., p. 48; 3^e éd., p. 64. — *Génie en accord avec son siècle* : ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 298; LIB. POL., p. 25. — *Disciple de Bolingbroke* :

« précurseur et agent d'une révolution » : CANDID. OFF., 1^{re} éd., p. 35; 2^e éd., p. 35. — Fit l'éloge de Louis XI : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 216; 2^e éd., p. 215; 3^e éd., p. 213. — Admiration le xvii^e siècle : CONSTIT., in *Rev. Brit.*, 1/1872, p. 152; CONSTIT., BROCH., p. 34; POL. ACT., p. 111. — « Malmena la Prusse » : DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 15/2/1867, p. 422; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 41; 2^e éd., p. 53. — « C'est un dieu qui lui parle, un dieu qui vit en elle » : MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 780; MÉL. PHIL., p. 370. — « Si Paris avait vu la peau d'Hélène... » : POSIT., in *Dx-Mondes*, 15/2/1865, p. 879; POSIT., BROCH., p. 47; MÉL. PHIL., p. 290. — De la grande race des moqueurs... Excellente à la démonstration *per absurdum* : POSIT., in *Dx-Mondes*, 1/2/1865, p. 570; POSIT., BROCH., p. 31; MÉL. PHIL., p. 261. — Même idée : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 241; 2^e éd., p. 239; 3^e éd., p. 237. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 2/1866, p. 315; LIB. PRESSE, p. 48. — Divers : CENTRAL., 1^{re} éd., p. 345; 2^e éd., p. 342; 3^e éd., p. 337. — RÔLE ET LIB., in *Corresp.*, 1/1866, p. 188; RÔLE ET LIB., BROCH., p. 12; LIB. PRESSE, p. 11. — PROGR. POL., p. 129. — RÉFL. OPT., p. 46; POL. ACT., p. 238.

VOYER D'ARGENSON: PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. viii; 3^e éd., p. vii. — STEFF. UNIV., in *Corresp.*, 25/3/1872, p. 1111; TIRÉ A PART, p. 6.

VULPIAN: MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 783; MÉL. PHIL., p. 375.

WALLACE:

« Le caractère spécifique de l'homme, c'est de modifier son milieu » : PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/4/1877, p. 736; MÉL., PHIL., p. 127.

WALLON:

Histoire de l'Esclavage antique, « faite froidement, scientifiquement » : PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. xxvii; 3^e éd., p. xxv.

Warburton (Eliot):

Hochelaga ou l'Angleterre et le Nouveau Monde. (Anglais et Français au Canada: INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. V, p. 400; CENTRAL., 1^{re} éd., p. 296; 2^e éd., p. 294; 3^e éd., p. 292.

WARNCLIFFE (LORD): En faveur du caractère viager des fonctions de maire; lors de la réforme municipale de 1835 en Angleterre: ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/3/1862, p. 309; LIB. POL., p. 44.

WARREN-HASTINGS: IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 159 n.; 2^e éd., p. 159 n.; 3^e éd., p. 151 n. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LVII; 3^e éd., p. LIII. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 15/8/1862, p. 880; LIB. POL., p. 92.

WARWICK: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 218; 2^e éd., p. 217; 3^e éd., p. 215. — ADMIN. LOC., in *Dx-Mondes*, 1/12/1862, p. 624; LIB. POL., p. 181.

WASHINGTON (GEORGES): Président des États-Unis: PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XVIII; 2^e éd., p. 18; 3^e éd., p. 34. — PROGR. POL., p. 41. — RÉFL. OPT., p. 81; POL. ACT., p. 280.

WATT:

Inventeur: PROF. ET SAL.; TRAV. ET CAP., p. 110. — TRAV. ET CAP., p. 298. — INFL. DES GOUV., in *Lib. Pens.*, 1850, t. V, p. 401. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 73; 2^e éd., p. 73; 3^e éd., p. 69. — PRÉF. IND. ET ET., 2^e éd., p. LIX; 3^e éd., p. LV. — MATÉR. ET SPIRIT., in *Rev. de Fr.*, 9/1874, p. 781; MÉL. PHIL., p. 372.

WELLINGTON:

Témoignage sur le soldat anglais: IMPUISS. POL., in *Rev. de Fr.*, 5/1876, p. 451; MÉL. PHIL., p. 114. — Prédit avec raison des malheurs à l'Angleterre qui négligeait son armée en 1840: DROITS ET DEV., in *Rev. Cont.*, 15/2/1867, p. 429; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 48; 2^e éd., p. 63. — La question de l'émancipation des catholiques d'Irlande et celle du libre échange des céréales: PROGR. POL., p. 53. — En faveur des fonctions de maire viagères lors de la réforme municipale de 1835: ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 15/3/1862, p. 309; LIB. POL., p. 44. — Divers: GOUV. REPR., in *Dx Mondes*, 1/11/1861, p. 190; INTROD. GOUV. REPR., 1^{re} éd., p. XI; 2^e éd., p. VI; 3^e éd., p. IX. — ADMIN. LOC., in *Dx Mondes*, 1/12/1862, p. 635; LIB. POL., p. 201.

WEY (Dupont-White écrit: Way, en 1860): CENTRAL., 1^{re} éd., p. 239; 2^e éd., p. 237; 3^e éd., p. 235.

Whately:

Evêque. Combat la nouvelle philosophie anglaise: PHIL. ANGL., in *Rev. de Fr.*, 15/5/1877, p. 263; MÉL. PHIL., p. 188.

WICLEF: Réformateur: PRÉF. LIB., 1^{er} éd., p. LXII; 2^e éd., p. 62; 3^e éd., p. 78.

WILBERFORCE (ou parfois VILBERFORCE):

Initiateur du mouvement négrophile et artisan de l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises: PROGR. PAR GOUV., in *Pol. Nouv.*, 12 oct. 1851, p. 312. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 191; 2^e éd., p. 192; 3^e éd., p. 182. — IND. ET ET., 1^{re} éd., p. 195; 2^e éd., p. 196; 3^e éd., p. 186. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. XXXVI; 2^e éd., p. 35; 3^e éd., p. 52. — PRÉF. LIB., 1^{re} éd., p. LVII; 2^e éd., p. 57; 3^e éd., p. 72. — SUFFR. UNIV., in *Cor-*

resp., 25/11/1872, p. 608. — MATÉR. POL., in *Rev. de Fr.*, 7/1875, p. 16. — CONS. TIT., BROCH., p. 26; POL. ACT., p. 98. — GRANDE QUEST., in *Critique Religieuse*, 4/1878, p. 55.

WITT: Massacre des frères de Witt: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 142; 2^e éd., p. 142; 3^e éd., p. 142. — DROITS ET DEV., in *Rev. cont.*, 31/1/1867, p. 259; EQUIL. EUR., 1^{re} éd., p. 8; 2^e éd., p. 9.

Witt (Jean de):

Mémoires. Tolérance religieuse en Hollande: CENTRAL., 1^{re} éd., p. 290; 2^e éd., p. 288; 3^e éd., p. 286.

WOLOWSKI:

Cours professé en 1844 au Conservatoire des Arts et Métiers, et particulièrement la première leçon que Dupont-White dit « remarquable ». Wolowski soutient que le prolétariat s'émancipera, comme jadis le Tiers-Etat. Dupont-White répond: « Ajourner à 7 ou 800 ans d'ici la cause du prolétariat est une insigne dérision »: TRAV. ET CAP., p. 329. — Article du *Journal des Economistes*, octobre 1844. Demande le développement d'établissements de crédit agricole: « Il nous reste un doute: plus de capitaux ne serviraient peut-être, entre les mains du propriétaire, qu'à l'extension et non à l'amélioration de son héritage »: IMPÔT DU SEL, p. 26 n. — *Question des Banques*: BANQUES, in *Corresp.*, 9/1866, p. 195.

Wolseley:

Général anglais. Article dans *The Nineteenth Century* de janvier 1878, sur l'armée française: LETTRE A LAVELEYE, in *Fl. Lib.*, 11/3/1878.

YOUNG (Arthur) :

Article de la *Revue d'Edimbourg*, de mars 1824, p. 27.

Hausse du prix de la viande pendant la période de dépréciation monétaire de 1767 à 1810 : *TRAV. ET CAP.*, p. 100. — Prix du pain pendant les années 1787, 1788, 1789 et 1790 : *PROF. ET SAL.*, p. 82; *TRAV. ET CAP.*, p. 85. — « L'observateur qui a le mieux parlé de la France aux environs de 1789, qui a le mieux décrit l'Ancien Régime à sa dernière époque... Que dirait-il de la France d'aujourd'hui ? » : *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878,

p. 685. — Même idée : *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 15/12/1878, p. 692.

YSITA (sieur BARNABÉ D') : Débiteur mexicain du sieur Subervielle : *MÉM. SUBERVIELLE*, p. 2 sqq.

YSITA (Fils) : *MÉM. SUBERVIELLE*, p. 2 sqq.

Zachariæ :

Allemand, « un des meilleurs commentateurs du Code civil » : *PERSP. POL.*, in *Rev. de Fr.*, 1/1/1879, p. 66.

ZENON : Influence politique de son Ecole : *IND. ET ET.*, 1^{re} éd., p. 224; 2^e éd., p. 224; 3^e éd., p. 213.

ZWINGLE : *PRÉF. LIB.*, 1^{re} éd., p. LXII; 2^e éd., p. 62; 3^e éd., p. 78.

ÉTUDE D'ENSEMBLE DES SOURCES
DE DUPONT-WHITE

ÉTUDE D'ENSEMBLE

DES SOURCES DE DUPONT-WHITE ⁽¹⁾

L'étude des lectures de Dupont-White — entreprise et perpétrée selon la méthode objective que nous avons définie plus haut (1 bis) — nous a conduit à distinguer dans l'histoire de ses sources, trois périodes successives. Ces périodes correspondent d'ailleurs aux grandes étapes que nous avons déjà dégagées dans l'évolution de ses préoccupations intellectuelles et de ses travaux (2).

En voici le schéma, que nous ramassons en quelques lignes, avant de passer aux développements nécessaires :

Trois grandes périodes dans l'histoire des lectures de Dupont-White

a) Jusqu'à la Seconde République d'abord, Dupont-White — autant que pouvait le comporter son esprit amoureux des idées générales, et sans cesse avide de plus vastes horizons intellectuels, — s'est confiné dans les études proprement économiques. C'est l'époque où il élabore et publie ses principales œuvres économiques, *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, le petit traité intitulé : *De la suppression de l'impôt du Sel et de l'Octroi*, et, quelques années après, ses articles, dans *La Liberté de Penser*, sur *Bastiat*, sur le *Crédit Foncier*, sur le *Libre Echange*, sur *l'Impôt*.

b) Pendant la Seconde République, cette première période prend fin pour laisser place à une seconde, — le changement d'orientation est très net. On ne saurait sans doute lui assigner une date trop précise. Mais il nous paraît toutefois possible de le situer assez exactement aux environs de 1850. A partir de ce moment, le champ des lectures de Dupont-White s'élargit considérablement. Il embrasse tout le domaine de la sociologie. Dupont-White lit beaucoup d'ouvrages d'histoire, de philosophie de l'histoire, de philosophie politique. Il pousse même quelques incursions — à vrai dire assez superficielles — du côté de la biologie,

(1) Nous résumons dans cette *Etude des Sources de Dupont-White* la quintessence des résultats de l'*index* ci-dessus.

(1 bis) Cf. *supra* préface de l'*index*, page 103.

(2) Cf. *supra* *Avant-propos*.

qui l'intéresse dans la mesure où elle lui paraît susceptible d'éclairer la science de l'homme et des sociétés.

C'est la période où Dupont-White écrit ses grands ouvrages de doctrine politique. L'ère s'en ouvre en 1850, avec l'article intitulé *De l'influence des Gouvernements sur les Progrès matériels des Sociétés*, qu'il publie dans *La Liberté de Penser*. Puis ce sont les articles de *La Politique Nouvelle* sur *Le Budget des Cultes* et sur *Le Progrès par le Gouvernement*. Ces études contiennent déjà l'essentiel de *l'Individu et l'Etat*, qui paraîtra six ans plus tard, en 1857, suivi peu après de *La Centralisation*, des traductions préfacées de Mill, et de *La Liberté politique considérée dans ses rapports avec l'administration locale*.

c) Mais bientôt une nouvelle et troisième orientation se dessine dans les lectures de Dupont-White. Il se dirige de plus en plus nettement vers les ouvrages philosophiques. — Le positivisme, l'utilitarisme anglais, l'associationnisme de Taine sont successivement l'objet de ses méditations. Il leur consacre les plus importants de ses travaux, à partir de 1865, date de la publication, dans *La Revue des Deux Mondes*, de ses deux articles sur le *Positivisme*. — Sans doute, il ne se désintéresse pas de la politique, sous son double aspect intérieur et extérieur, pendant la fin de l'Empire; et durant les années qui suivent Sedan, il se passionne pour la question constitutionnelle. Jamais, jusqu'au dernier jour de sa vie, il ne cessa d'y réfléchir, et d'y consacrer des articles. Mais les études qu'il a publiées dans ce domaine contiennent surtout des réflexions personnelles. Il ne semble pas que Dupont-White les ait nourries de beaucoup de nouvelles lectures. Nous croyons pouvoir dire que pendant toute cette période, et jusqu'à la fin de sa vie, c'est dans le domaine philosophique qu'il a surtout enrichi ses connaissances et exercé ses facultés. D'où les quatre grandes études échelonnées entre 1865 et 1877 qu'il a plus tard réunies dans ses *Mélanges philosophiques*; d'où son travail sur le *Matérialisme politique en Angleterre*; d'où enfin cet article sur la vie future, dans la *Critique religieuse*, où sa pudeur parvient assez mal à voiler, sous l'élégance et l'amabilité du style, la brûlante angoisse de son cœur devant l'énigme de l'au-delà.

N. B. — Avant d'entrer dans le détail des trois périodes que nous venons de distinguer, qu'il nous soit permis d'écarter sans plus attendre les objections que l'on ne saurait manquer de faire à la manière dont se présente cette étude.

On s'étonnera sans doute d'une grande disproportion matérielle entre les trois parties que nous annonçons. On remarquera en particulier que nous avons négligé à peu près complètement la période qui s'étend de 1865 à la mort de Dupont-White. Cela tient à la forme même de l'activité intellectuelle de notre auteur pendant les dernières années de sa vie:

Il s'est alors consacré à la critique philosophique, plutôt qu'à la philosophie proprement dite; ses développements suivent en conséquence l'ordre de ses lectures. Il nous a dès lors paru logique de réserver pour notre tome second nos indications sur les sources de Dupont-White à cette époque. Dissocier ici l'étude des lectures de Dupont-White de celle de ses écrits, nous aurait conduit à des redites inutiles et déjà trop fréquentes.

Le même reproche pourra nous être fait quant à la composition même de chacune de nos parties. On trouvera par exemple, pour la seconde partie, de très abondants développements sur Hobbes, quelques lignes à peine sur Bossuet, et rien du tout sur Macaulay, lequel est pourtant fréquemment cité par Dupont-White. Certaines prétéritions s'expliquent parce que nous n'avons pas voulu anticiper sur des développements que nous réservons pour le texte même de l'un de nos trois volumes. A l'inverse, nous avons insisté sciemment ici même sur certains points importants qu'il nous paraissait utile de mettre dès l'abord en valeur, afin d'éclairer la longue route du lecteur qui veut bien s'attaquer à notre travail. Est-il besoin de dire que notre Etude des Sources de Dupont-White ne se borne pas à être un appendice au présent tome, mais qu'elle veut constituer une introduction générale à l'œuvre de Dupont-White dans son ensemble, aussi bien philosophique ou politique qu'économique?

Avouons encore que l'insistance de Dupont-White à discuter certains auteurs (Hobbes et de Maistre en particulier) nous a incité à approfondir en marge de Dupont-White quelques points de la pensée de ces écrivains. Si ces recherches ont nécessité parfois un choix, donc des éliminations, dont on peut s'étonner, qu'on veuille bien nous en excuser. Nous en donnons ici les résultats sans autre ambition que d'aider à une meilleure compréhension de la pensée de Dupont-White, et de certaines « attitudes » qui parfois intriguent chez lui.

On nous reprochera peut-être enfin d'avoir développé certains rapprochements entre Dupont-White et des auteurs qu'il n'a que fort peu ou pas du tout connus, — comme les mercantilistes, — et qui, par conséquent ne peuvent être proprement considérés comme des sources de sa pensée. Nous sommes ainsi nous-même tombé dans un travers dont nous avons fait plus haut reproche à M. Martin (2 bis). Du moins avons-nous toujours tenu à préciser ce qu'il en était.

Nous en avons fini: il suffit sans doute, pour que l'on nous pardonne cette étude; elle contient — choisies d'une façon un peu arbitraire et groupées d'une façon un peu disparate — des choses que nous tenions absolument à dire, et que nous ne savions où placer ailleurs.

A) PREMIÈRE PÉRIODE : JUSQU'EN 1850

Depuis la fin de ses études universitaires, auxquelles il restera toujours redevable d'une solide culture classique, et jusqu'à la Seconde République, Dupont-White a surtout lu des ouvrages d'économistes, et presque exclusivement d'économistes libéraux anglais et français.

Dupont-White n'a guère connu les mercantilistes français dont pourtant il se rapproche à bien des égards.

On pourrait imaginer fort logiquement que Dupont-White s'est inspiré des mercantilistes. A bien des égards en effet sa doctrine semble

inaugurer la renaissance moderne de leurs conceptions, longtemps maintenues dans l'ombre par l'éclat des théories physio-

cratiques et classiques, par la foi dans l'ordre naturel spontané et par les axiomes du libéralisme individualiste et cosmopolite.

Certes Dupont-White ne partage point les illusions simplistes et quelque peu enfantines qui inspirèrent les premiers pas du mercantilisme. Il n'est point « bullioniste » comme le furent naguère les Espagnols de la seconde moitié du ^{xvi}^e siècle, suivis en cela, dans une large mesure, par l'Italien Antonio Serra (3), sinon par Botero (4). La doctrine chryshédonique lui est tout à fait étrangère. Il tient la monnaie de papier pour une des plus fructueuses inventions modernes. Il chante des hymnes à la fécondité économique du crédit, à l'avènement de la propriété mobilière. En aucune façon il n'attribue au métal jaune une valeur spéciale, transcendante, qui en fasse quelque chose de plus précieux et plus désirable pour une nation que les autres formes de la richesse. Ce n'est peut-être point là, du reste, non plus, une conception essentielle de l'école mercantiliste, telle du moins que la définit M. Gonnard, qui n'hésite pas à ranger parmi ses disciples attardés le financier inflationniste Law (5).

Non seulement Dupont-White n'attribue pas à la richesse en monnaie métallique une importance spéciale, mais il se refuse encore à considérer la monnaie en général comme le suprême bien économique. Il ne pense point que l'on puisse juger du degré de prospérité d'une Nation d'après sa situation monétaire et financière. Dans son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*,

(3) SERRA, auteur d'un *Breve trattato delle cause che fanno abbondare i regni d'oro e d'argento dove non sono miniere* (1614), et remarquable économiste (GALLIANI, au ^{xviii}^e siècle, réattira sur lui l'attention des Italiens), réprouvait les procédés de la politique bullioniste alors pratiquée. Il s'élevait par exemple contre la prohibition d'exporter la monnaie et les lingots, les surévaluation et sous-évaluation des monnaies étrangères et nationale, etc... (Il est infiniment curieux de noter que ces procédés sont à très peu de chose près les mêmes qui ressuscitent de nos jours, dans certains pays, sous la forme de contrôle de l'exportation des devises, pratique des marks enregistrés, etc.). — Mais, s'il réprouvait les procédés bullionistes, SERRA n'en restait pas moins attaché aux principes et aux fins de la doctrine chryshédonique: l'abondance des métaux précieux était le but suprême de sa politique. Cf. à ce sujet, R. GONNARD: *Histoire des doctrines économiques*, édition Valois, 1930, p. 77 à 80.

(4) BOTERO (1540-1617), secrétaire de saint Charles Borromée, est un mercantiliste déjà plus raffiné que beaucoup de ses contemporains, qui ne s'en tient pas au simple bullionisme et, sur bien des points, donne déjà la formule du mercantilisme colbertiste. (Cf. R. GONNARD: *Histoire des doctrines économiques*, Valois, 1930, p. 76 et 77).

(5) Voir dans l'*Histoire des doctrines économiques* de R. GONNARD, pp. 150 et suivantes, comment l'éminent professeur lyonnais justifie cette annexion de Law au mercantilisme, qu'avait du reste faite avant lui MM. ESPINAS, DIONNET, HARSIN. — Voir aussi, *ibid.*, p. 152, comment M. GONNARD réfute l'opinion adverse de R. DUBOIS, pour qui Law est un antimercantiliste.

il blâme expressément ceux qui accordent à la richesse publique une puissance de vie et de mort nationales, qui ne lui appartient pas

« L'honneur et le salut des peuples, — dit-il, — sont placés plus haut. On a vu des gouvernements périr par les finances, mais un Etat, jamais... Un pays qui produit du blé, du feg, des chevaux, ne périra jamais faute de ressources matérielles, mais seulement faute de concorde ou faute d'hommes pour le défendre et le diriger dans la lutte... N'a-t-on pas vu la France impériale, avec des finances médiocres, porter la guerre et la conquête à huit cents lieues de sa frontière? Et quelques années auparavant, l'opulent royaume de Hollande n'était-il pas tombé en une campagne devant une des pauvres armées de la République?... L'indépendance d'un peuple ne doit rien à sa richesse. » (6)

Si le chryshédonisme — forme surtout espagnole et italienne du mercantilisme — est étranger à Dupont-White, il ignore aussi l'idée fixe de l'équilibre de la balance du commerce, qui en est une forme surtout anglo-hollandaise. Son protectionnisme vise d'autres fins que celles-là. Il a pour but de permettre aux industries nouvelles de naître et de croître sur le sol français, à l'abri de la concurrence étrangère; il a pour but surtout de freiner la division du travail entre les peuples, afin de permettre l'éclosion d'une véritable économie nationale, harmonieuse, complexe, et aussi complète que possible. Le protectionnisme de Dupont-White est orienté vers des fins de progrès économique et d'indépendance politique nationale, non point vers des fins d'équilibre des paiements et d'enrichissement monétaire.

Il y a encore une autre raison — selon nous plus importante encore — et qui nous empêche d'annexer hâtivement Dupont-White au mercantilisme, sans explications préalables. Le mercantilisme marque historiquement un recul grave des conceptions morales. Soucieux avant tout d'accroître la richesse nationale, de développer la production, et de vendre avec avantage, il ne s'embarrassait guère de considérations d'humanité. A son origine, le mercantilisme constitue une réaction contre le moralisme économique du Moyen Age, qui condamnait l'esprit de lucre, prêchait le détachement des richesses, et préférait les *artes productivæ* qui font couler des sueurs méritoires et fécondes, aux

(6) *Trav. et Cap.*, pp. 293 et 294. — Il semble bien que plus tard, dans les *Banques et la Guerre* (1866), DUPONT-WHITE se montrera disposé à attribuer au « numéraire » et surtout au crédit une place plutôt plus importante dans la hiérarchie des facteurs économiques. — Nous nous en expliquerons dans notre second volume.

artes pecuniativae lesquelles procurent sans effort créateur un bénéfice facile et plus ou moins légitime. Sous l'influence de Calvin, dont la morale est par certains côtés utilitaire, et qui a « rompu avec la théorie scholastique de l'argent... » (6), « saisi le lien entre le progrès moral et le progrès économique... » (7) « inventé le capitalisme » (8); sous l'influence surtout des puritains anglosaxons, qui considéraient le succès en affaires comme un signe de la faveur divine; sous l'influence encore des Juifs — dont Werner Sombart (9) a mis en lumière le rôle capital en ce domaine, — on a, au xvi^e siècle, tourné le dos à l'idéal médiéval de la modération. On a exalté l'enrichissement, l'expansion économique. Et l'homme, dans tout cela, avec sa dignité, ses droits, ses fins, est passé au second plan. On n'a plus guère vu en lui qu'un instrument pour créer la richesse, devenue le but suprême...

Le mercantilisme, chez la plupart de ses représentants, apparaît ainsi comme singulièrement inhumain. Les salaires ne seront jamais trop bas (10) pour qui veut avant tout réduire le coût de production, afin de s'assurer, en même temps que de larges débouchés extérieurs, une large marge de bénéfices. Petty demande que la loi intervienne pour empêcher toute amélioration de la condition des ouvriers, qu'avec un cynique mépris il appelle « ces brutes... cette vile partie de l'humanité »; il faudrait, explique-t-il, redouter qu'ils ne ralentissent quelque peu leur effort, dès qu'ils ne seraient plus poursuivis par l'aiguillon de la faim. — En France, si Laffemas veut organiser la lutte contre le chômage, c'est, dit M. Gonnard, « moins par pitié des chômeurs que par crainte d'une réduction de la production ». Et M. Gonnard ajoute : « Les mercantilistes ont horreur du chômage; aussi leurs systèmes d'assistance publique tiennent-ils plus de la répression que de la charité. » (11) Laffemas refuse aux ouvriers le droit de coalition, ne leur confère aucun droit de vote dans les organisations professionnelles, fait fixer les salaires discrétionnairement par les représentants du patronat, et n'institue l'arbitrage obligatoire qu'en y établissant les

(7) E. VERNEUIL: *Les aspects religieux de la guerre* in *Etudes sur la Réforme*, 1919, p. 905.

(8) Le mot est de René GILLOUIN, in *La Renaissance religieuse* (volume collectif, 1928, p. 81).

(9) Cf. WERNER SOMBART: *Das Moderne Kapitalismus* et *Les Juifs et la vie économique* (trad. franç.).

(10) Rappelons toutefois ici que, contrairement à la plupart des mercantilistes, l'Anglais CHILD est partisan des hauts salaires.

(11) R. GONNARD: *Histoire des doctrines économiques*, p. 105,

maîtres jugés et parties. (12) — On pourrait multiplier les exemples de cette dureté des mercantilistes à l'endroit des ouvriers, et de leur façon de subordonner les intérêts profonds des hommes à la productivité et au profit.

Dupont-White n'en est pas là ! Sans doute il n'est pas un tenant des conceptions médiévales, et ne rejette pas tout dans les innovations du mercantilisme. Il admet pleinement la légitimité de l'intérêt du capital; il exalte l'essor de l'industrie et de la production capitalistes; il admire la prospérité commerciale des grands pays, et n'est même point exempt de quelque impérialisme économique. Mais enfin il conserve le respect et le souci de l'homme. Il proclame qu'une juste répartition est un but au moins aussi important qu'une production abondante. Il se préoccupe d'améliorer la condition ouvrière et de répandre le bien-être, la sécurité, l'instruction, la moralité, le civisme, et même les droits civiques (13) dans les classes populaires. Cela nous suffit pour le distinguer nettement du pur mercantilisme, étroitement utilitaire et cyniquement inhumain.

Gardons-nous toutefois de systématiser : il semble bien que dans une certaine mesure le mercantilisme français ne mérite point ces qualificatifs sévères. Montchrétien et Bodin, en tous cas, paraissent avoir apporté une note quelque peu discordante dans le concert des malédictions que le mercantilisme jette aux ouvriers. « La vision que laisse dans l'esprit la lecture de Montchrétien, dit M. Gonnard (14), est... non pas celle d'un atelier où l'on se surmène pour surproduire, — mais celle d'une vaste exploitation composite, bien gérée, où l'on produit artistiquement des fabricats et des denrées de haute qualité, — où la vie, sans être inutilement somptueuse, est du moins large, abondante, facile, comme l'admirable style de l'auteur ». Quelque littéraires que puissent être ces impressions, elles ne laissent point cependant d'être frappantes...

Si nous quittons maintenant Montchrétien pour Bodin ce sera pour trouver chez lui un souci nettement avoué d'éthique et d'humanité. Bodin, dans sa *République*, se refuse absolument à séparer la politique de la morale; il assigne à l'Etat comme fin, sinon le bonheur des hommes, du moins la réalisation de

(12) Cf. R. GONNARD, *ibid.*

(13) On verra que dans le premier de ces ouvrages, *L'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, DUPONT-WHITE s'est prononcé en faveur du suffrage universel qu'il répudia par la suite.

(14) R. GONNARD: *Histoire des doctrines économiques*, Valois, 1930, pp. 113 et 114.

la justice; ce qui, pour être un idéal quelque peu abstrait et austère, n'en constitue pas moins un but d'essence infiniment supérieure à l'enrichissement de la nation par la production et le commerce. Si Bodin est ennemi du socialisme et de l'égalitarisme, il ne se fait pas pour cela le défenseur et l'apologiste de toutes les injustices sociales. Il condamne l'usure, et demande qu'elle soit prohibée; bien mieux, à une époque où la traite des nègres se répandait sur une large échelle (15) et où la main-d'œuvre noire semblait indispensable pour l'exploitation des colonies et l'expansion commerciale des peuples d'Europe, Bodin n'a pas hésité à condamner l'esclavage.

Si donc il nous est permis d'en juger d'après les deux plus célèbres de ses représentants, Bodin et Montchrétien (16), il semble bien que le mercantilisme français se distingue par un certain souci de la morale et du bien-être des hommes, qu'ignorent ses cousins de l'autre côté des Pyrénées, des Alpes ou de la Manche. — Ici, comme par bien d'autres côtés, Dupont-White se rapproche, bien plus étroitement que des autres écoles mercantiles, de ce mercantilisme français, exempt de préjugés chryshédoniques, dégagé de la hantise de la balance du commerce, avant tout industrialiste, productiviste, organisateur, nationaliste, et que dominent les grandes figures de Bodin et de Montchrétien. Comme eux Dupont-White se refuse à séparer la science économique de la politique; comme eux (17) il observe et décrit la vie économique concrètement, dans sa diversité multiple, au cours de l'histoire et suivant les peuples, — au lieu de la réduire à quelques principes abstraits et absolus comme le firent les classiques, — et plus encore leurs disciples. Comme eux il est nationaliste, partisan de l'économie complexe. — Son

(15) Dès 1538 le gouvernement espagnol avait passé avec deux Allemands le premier contrat d'*asiento* pour l'importation des nègres esclaves en Amérique. — La République de BODIN est de 1576 (cf. GONNARD, *op. cit.*, pp. 93 et 97).

(16) En ce qui concerne LAFFEMAS, nous avons déjà dit quelle est son attitude vis-à-vis des classes laborieuses. (Cf. *supra* p. 238).

(17) Mais moins qu'eux toutefois. Les classiques avaient trop mis à la mode l'abstraction et la déduction pour que DUPONT-WHITE pût parvenir au degré de *positivisme* et de *descriptivisme* qu'avaient atteint les mercantilistes. Toutefois DUPONT-WHITE, chez qui l'on sent au début, dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, l'influence très marquée des raisonnements et de la méthode ricardiens, deviendra, au cours de sa vie, de plus en plus concret, de plus en plus historien, de plus en plus descriptif. Il se rapprochera sans cesse de la manière des mercantilistes.

protectionnisme est conçu selon les mêmes grandes lignes (18-19): Développement du commerce international par la suppression de toutes barrières douanières intérieures et l'encouragement des transports internes; limitation du commerce extérieur dans un but éducatif, et dans un but d'indépendance et d'harmonie économique nationale; libre importation des grains et des matières premières, mais en revanche restriction de l'importation des produits industriels, que les mercantilistes appelaient « fabricats » ou encore « ouvrages de main ». — Il y a d'ailleurs dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, sur la « supériorité productive de l'industrie », et sur les immenses possibilités de l'expansion industrielle (20), d'éloquents couplets que les mercantilistes industrialistes n'eussent point reniés.

Sur un autre terrain, Dupont-White se rencontre, tout naturellement, avec ces contemporains enthousiastes de l'avènement de la grande monarchie, forte et centralisée. Comme eux il est hostile aux pouvoirs, — et même aux simples associations, — intermédiaires entre l'Individu et l'Etat. Comme eux il est partisan de « l'action du prince », sans pour cela sous-estimer ni sacrifier le puissant mobile économique de l'intérêt personnel et la valeur de l'initiative privée stimulée par le profit. Comme eux aussi — cette fois sur le plan politique et social, et non plus seulement économique, — il concilie sans peine un intervention-

(18-19) DUPONT-WHITE, comme BODIN et MONTCHRÉTIEN, est partisan d'un protectionnisme modéré. Mais il est possible que dans la façon dont ils exposent leurs principes, les deux auteurs mercantilistes se montrent — et cela peut paraître curieux — beaucoup plus soucieux que lui d'affirmer la nécessité et le bienfait d'une certaine division internationale du travail, d'une certaine liberté des échanges internationaux. Les mercantilistes semblent ainsi plus libéraux que DUPONT-WHITE. Mais il faut tenir compte des circonstances au milieu desquelles l'un et les autres écrivaient. BODIN et MONTCHRÉTIEN s'opposaient aux mercantilistes extrêmes, nombreux alors autour d'eux, et qui eussent volontiers souhaité une autarchie complète. DUPONT-WHITE au contraire vivait à une époque où presque tous les économistes croyaient aux vertus magiques du libre échange systématique. C'est pourquoi il a pris corps à corps le libre-échangeisme et l'a passionnément combattu.

(20) Cf. *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, p. 142 à 144, et infra, Chapitre II, sect. III. Ailleurs (et notamment à la fin de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, pp. 434 et 435), DUPONT-WHITE paraît au contraire considérer que, sinon au point de vue de la production et du produit net, du moins au point de vue de l'équilibre économique et social, l'agriculture est préférable et supérieure à l'industrie. En admettant même que telle soit la pensée la plus profonde de DUPONT-WHITE (et nous en doutons) il ne faudrait pas croire qu'il se sépare ainsi radicalement du mercantilisme. Il y a, en France même, un mercantilisme agraire, rare il est vrai, mais dignement représenté par SULLY.

nisme hardi avec un sincère amour de la liberté (21). C'est la fameuse conception de « la loi qui affranchit » (22) : elle leur est commune.

Apparemment, par sa théorie comme par sa doctrine, l'œuvre de Dupont-White est donc étroitement rapprochée de la vieille tradition mercantiliste française. Et M. André Marchal, dans sa thèse (23), a justement vu en Dupont-White l'un des chaînons les plus importants de cette modeste chaîne d'écrivains obscurs et ignorés, lesquels, tout au long de l'ère physiocratique et libérale, ont entretenu l'héritage réaliste, nationaliste et interventionniste de Bodin et de Montchrétien, jusqu'à la renaissance des doctrines mercantilistes, jusqu'à l'avènement de l'Ecole Historique, de l'Ecole de l'Economie Nationale, de l'Ecole du Socialisme d'Etat.

Il importe toutefois de ne pas faire de confusion : la doctrine de Dupont-White est, sur la plupart des points importants, tout à fait proche de celle des mercantilistes ; MAIS CETTE RESSEMBLANCE N'A POINT POUR CAUSE UNE FILIATION. DUPONT-WHITE IGNORAIT PROBABLEMENT COMPLÈTEMENT — OU PEU S'EN FAUT — SES PRÉDÉCESSEURS MERCANTILISTES. On pourrait chercher vainement, dans l'*Index* ci-dessus, la plupart des grands noms de la vieille Ecole des *xvi^e* et *xvii^e* siècles. Nulle trace que Dupont-White ait lu leurs

(21) « Il est frappant, dit M. GONNARD (*Histoire des doctrines économiques*, Valois, 1930, p. 90 sqq.), que les mêmes écrivains mercantilistes, qui se tournent sans cesse vers l'Etat, lui suggèrent des plans d'organisation économique, et sollicitent de lui ses interventions, font fréquemment l'éloge de la liberté. A leurs yeux, comme plus tard à ceux de DUPONT-WHITE, l'Etat apparaissait comme un créateur de liberté, en tant qu'il combattait des entraves héritées du passé. Ce même Etat — qui alourdissait peut-être les gênes du régime corporatif — tout en faisant d'ailleurs un effort puissant pour doter l'industrie de codes de fabrication techniquement excellents — multipliait les manufactures dites royales, en fait privées pour la plupart, et qu'il affranchissait des règles communes, préludant progressivement par là au développement de la grande industrie. Nos mercantilistes, d'ailleurs, ne considèrent pas la liberté et la réglementation comme absolument contradictoires, — et cela parce qu'ils n'ont pas de la liberté la notion qu'on s'en fera au *xviii^e*-*xix^e* siècles, conception surtout négative, et se résumant en la suppression de toute entrave. — Par exemple, c'est plutôt un pouvoir d'action, qui se développe avec et par le concours de l'Etat : point de vue réaliste comme toute leur doctrine, etc. »

(22) Le mot est de LACORDAIRE, lequel réclamait l'intervention de l'Etat pour libérer les ouvriers de l'oppression patronale, de la domination des employeurs capitalistes. Les mercantilistes attendaient surtout du roi qu'il émancipât l'individu de l'emprise des institutions féodales. DUPONT-WHITE a bien vu la parenté de ces deux réformes.

(23) André MARCHAL : *La Conception de l'Economie Nationale et des Rapports Internationaux chez les Mercantilistes Français et chez leurs contemporains*. Thèse Nancy, 1931. — Cette intéressante étude traite en particulier de DUPONT-WHITE, pp. 156 à 161.

ouvrages économiques, et qu'il s'en soit inspiré en rien. Il cite seulement à deux reprises le nom de Bodin et les deux fois comme précurseur de la théorie des climats de Montesquieu. C'est tout. C'est peu, lorsqu'on songe combien Dupont-White eût pu se découvrir d'affinités avec Bodin, en qui M. Gonnard voit « un des auteurs les plus représentatifs de l'esprit de la Renaissance Française » (24). Comme Dupont-White, Bodin a commencé par l'Economie politique proprement dite, pour s'orienter ensuite, avec sa *République*, vers des problèmes plus généraux, et pour construire une philosophie politique. Comme Dupont-White encore, sinon tout à fait au même point que lui, Bodin a voulu fonder son système sur des préoccupations morales. Nous nous sommes du reste déjà suffisamment expliqué sur ce point (25). — Comme Dupont-White, Bodin fait preuve d'une certaine défiance vis-à-vis des corporations: il refuse de leur accorder le caractère d'institutions naturelles, qu'il reconnaît à la famille et à la propriété (26). Il professe aussi, tout à fait comme Dupont-White, que l'œuvre de législateur est une tâche qui réclame au moins autant de sagesse pratique que de principes généraux et normatifs, que le rôle du gouvernement varie suivant les époques et suivant les peuples, qu'il doit « accommoder la forme de la chose publique à la nature des lieux, et les ordonnances humaines aux lois naturelles. » (27) Comme notre économiste, Bodin se plaît à exercer sa faculté d'observation sur les psychologies nationales, à collectionner les exemples et à dégager les traits principaux de l'éthologie des des peuples. Dupont-White, s'il avait étudié Bodin, soit dans le texte original, soit dans le travail que lui consacra, en 1853, l'économiste français Baudrillart (28), n'eût sans doute point manqué de s'appuyer fréquemment sur cet esprit, si proche du sien. Il se fût inspiré sans doute, pour ses études monétaires, pour sa brochure sur *Les Banques et la Guerre*, des *Réponses aux paradoxes de M. de Malestroït touchant le fait des monnaies et l'enchérissement de toutes choses*; il eût combattu peut-être la doctrine populationniste de Bodin. Mais il ne l'a

(24) R. GONNARD: *Histoire des doctrines économiques*, Valois, 1930, p. 93.

(25) Cf. supra, p. 237 et 238.

(26) Cf. R. GONNARD: *Histoire des doctrines économiques*, édition 1930, p. 98.

(27) Cité par GONNARD, *ibid.*, p. 99.

(28) HENRI BAUDRILLART: *J. Bodin et son temps; Tableau des théories politiques et des idées économiques au xvi^e siècle*, Paris, Guillaumin, 1853, 519 pages. Ce livre n'est jamais cité par DUPONT-WHITE, qui peut-être ne l'a point lu.

pas connu. Sa rencontre avec lui, sur tant de points, est pleinement fortuite, et elle n'en est d'ailleurs que plus frappante.

Dupont-White, tout au long de son œuvre, ne cite pas une seule fois Botero, ni Serra, ni Campanella, ni Mun, ni Child, ni Petty, ni Stewart, ni le français Laffemas. Il ne cite pas non plus une seule fois Montchrétien. Pourtant, si Dupont-White avait lu son *Traité d'Economie Politique*, — le premier du nom, — il n'eût point manqué de sympathiser profondément, par-dessus un siècle et demi de distance, avec cette intéressante figure de poète tragique, duelliste, industriel et brillant économiste. C'est Montchrétien qui demandait que l'Etat eût toujours « l'œil ouvert et l'oreille alerte », afin d'adapter sans cesse les lois aux besoins changeants d'une réalité complexe et mobile. Il faisait tout particulièrement appel à l'action du prince pour développer l'enseignement et l'éducation publics, dont il attendait, comme Dupont-White, une sensible amélioration du niveau moral des classes ouvrières. Seulement, à la différence de notre économiste, Montchrétien visait surtout à développer l'éducation professionnelle, plutôt que l'instruction générale,

Dupont-White eût aimé et partagé la ferveur coloniale de Montchrétien. Ils se fussent surtout trouvés d'accord dans leur amour confiant et passionné de la France, — que Montchrétien appelle « le plus beau royaume qu'œillade le soleil » — et dans leur volonté d'assurer à notre pays, par un sage protectionnisme, par une sage combinaison de l'initiative privée et de l'intervention de l'Etat, une prospérité luxuriante et multiforme... Mais Dupont-White n'a point sans doute connu Montchrétien (29), pas plus du reste que les autres mercantilistes, si nous négligeons ses deux sèches allusions à Bodin.

Ainsi notre économiste, à bien des égards, a ressuscité les idées mercantilistes. En cela, il s'est fait le précurseur du réveil de l'historicisme, du nationalisme économique, du protectionnisme, du socialisme d'Etat que l'Allemagne devait bientôt connaître. Mais ici comme là il ne faut voir dans ces étroites analogies qu'un pur hasard : Dupont-White n'a pas connu les mercantilistes et ne s'est pas inspiré d'eux, — pas plus que les économistes allemands qui, peu après notre économiste, ont adopté des méthodes

(29) DUPONT-WHITE eût pu défendre MONTCHRÉTIEN contre BLANQUI, qui le maltraitait passablement dans son *Histoire de l'Economie Politique*, familière à DUPONT-WHITE. — Qui sait? peut-être est-ce ce jugement sévère et sommaire qui découragea notre économiste d'entreprendre l'étude de MONTCHRÉTIEN. En ce cas on ne saurait trop en vouloir à BLANQUI. Mais ce n'est là qu'une hypothèse, nullement nécessaire: MONTCHRÉTIEN fut très peu connu, jusqu'à sa réédition par FUNCK-BRENTANO (1889).

et des doctrines si proches des siennes, ne lui doivent quoi que ce soit.

N'exagérons point toutefois : si Dupont-White a ignoré les doctrines du mercantilisme, il a au contraire beaucoup étudié et admiré la politique mercantiliste et les grands noms qui la symbolisent : Sully, surtout Colbert.

Sur Sully nous pouvons passer. On hésite du reste à lui offrir une place dans le cadre du mercantilisme, dont il représente un aspect tout à fait spécial et rare : c'est un mercantilisme agrarien. Dupont-White le cite plusieurs fois, comme restaurateur des finances — des finances de l'Etat, et aussi par surcroît, des siennes propres, remarque notre économiste que cela ne scandalise du reste point outre mesure — et comme restaurateur de l'agriculture. On ne saurait dire d'ailleurs que Sully soit une de ces figures historiques que Dupont-White a constamment à l'esprit et qui l'inspirent plus réellement et plus profondément encore que tous les écrivains dont il lit les ouvrages.

La grande figure de Colbert a beaucoup inspiré Dupont-White. Il en va différemment de Colbert (30). C'est constamment que Dupont-White fait l'éloge de son œuvre, immense et multiple. C'est Colbert qui a réhabilité le travail, lequel faisait l'objet de la réprobation nobiliaire. C'est lui qui a suscité l'avènement de l'industrie en France, fondant des usines, réglementant la fabrication, et créant une marine pour faciliter le commerce. Colbert est encore le père du protectionnisme éducateur, qu'il a pratiqué sur une grande échelle, pour le plus grand bien de la production française. Enfin, tant sur le plan politique et social que sur le plan économique, Colbert a centralisé la France. Il a aboli — autant qu'il lui a été possible de mener à bien cette tâche — les douanes intérieures. Il s'est attaqué à l'indépendance des communes, aux débris des pouvoirs féodaux. Il a harcelé sans cesse ses intendants, aux quatre coins du territoire, afin qu'au nom du Roi ils supplantassent toutes les autorités locales et gouvernassent au plein sens du mot, énergiquement et largement. Plus tard, sous la Révolution, quand les Jacobins ont fait leur

(30) DUPONT-WHITE a lu l'*Histoire de la vie et de l'administration de Colbert*, par CHÉRUEL. Mais, comme il cite cet ouvrage pour la première fois dans *La Centralisation*, en 1860, il n'est point certain que cette lecture ait été antérieure à la seconde des trois périodes que nous avons distinguées dans l'histoire des sources de DUPONT-WHITE.

apparition, ils n'ont pas eu à centraliser la France : il y avait beau jeu que Colbert l'avait fait.

Ainsi, sur des points multiples, le génie pratique de Colbert a inspiré les vues doctrinales de Dupont-White, qui se plaît à le citer en exemple. Et l'on peut dire qu'en un certain sens, Dupont-White, qui a ignoré Bodin et Montchrétien, doit tout de même beaucoup au mercantilisme, puisque la figure et l'œuvre pratique de Colbert, qui ont réalisé les vues mercantiles, sont parmi ses sources d'inspiration les plus importantes et les plus fécondes.

Dupont-White s'est peu inspiré des physiocrates, au moins au point de vue économique.

Dupont-White nous paraît — au moins sur le plan économique — beaucoup moins proche des physiocrates que des mercantilistes. Et nous nous étonnons fort que M. Martin (31), dans son chapitre sur *les Prédécesseurs de Dupont-White* ait cru — tandis qu'il ne mentionnait même pas ceux-ci — devoir accorder une place importante à ceux-là.

L'œuvre de Dupont-White est en somme une réaction contre la méthode déductive et abstraite dont les physiocrates, surtout après Quesnay (32) se sont faits les promoteurs. Sauf peut-être dans quelques passages isolés, on ne trouve point trace chez lui d'agrarianisme : certes, la rente foncière constitue à ses yeux l'un des éléments les plus importants de la répartition des richesses; mais il la considère comme une exaction, et non point comme le suprême bienfait économique. Il croit à l'éminente productivité de l'activité industrielle, à la fécondité de la classe que Quesnay appelait « stérile »; il demande que l'industrie nationale soit stimulée et protégée. Dupont-White sans doute est partisan, au même titre que les physiocrates, de la liberté du commerce international des grains; mais c'est qu'il en espère une baisse du prix des subsistances, tandis qu'exactement à l'inverse les physiocrates poursuivaient de la sorte un relèvement des prix agricoles français, lesquels se trouvaient alors inférieurs à ceux des pays voisins. Dupont-White rejette la chimère de l'impôt unique; et s'il se déclare énergiquement en faveur d'un relèvement de l'impôt foncier, c'est sous l'influence de Ricardo et de

(31) Maurice MARTIN: *Essai sur les doctrines sociales et économiques de Dupont-White*. Thèse, Grenoble, 1899, chapitre II.

(32) On sait qu'en 1738 QUESNAY avait publié un mémoire en faveur de la méthode d'observation. Mais plus tard il s'orienta vers la déduction et l'apriorisme, et ses disciples, MERCIER LA RIVIÈRE et DUPONT DE NEMOURS, accentuèrent encore cette nouvelle tendance de leur maître.

sa théorie de la rente, et sous l'influence de James Mill, puis de Stuart Mill, qui ont proposé la confiscation de cette rente par l'Etat; ce n'est point qu'il conçoive, à l'instar des physiocrates, que le produit net soit un privilège absolument exclusif de l'agriculture. Enfin, si Dupont-White, comme les physiocrates, croit à la Providence et au progrès, il s'en faut beaucoup — surtout au début de sa vie — qu'il partage leur optimisme : depuis eux, Ricardo et Malthus ont poussé l'analyse et développé les conséquences des lois de l'équilibre économique : il s'en faut que « l'ordre naturel », tel qu'ils l'ont découvert et décrit, soit en tous points digne d'une béate admiration. Il comporte des cruautés et des injustices. Et c'est pourquoi Dupont-White, dans le domaine économique et social, fera appel à la loi des hommes pour corriger « l'œuvre vicieuse de la nature »...

C'est sur le plan de la doctrine politique qu'il faudrait chercher de profonds rapprochements entre Dupont-White et les physiocrates. Comme eux il a la religion des droits naturels de l'homme, et il rend hommage à Boisguilbert — précurseur immédiat des physiocrates — d'avoir été l'un des premiers à mettre en lumière ces droits. Comme eux aussi, il concilie le principe démocratique, le culte de la liberté politique, avec la conception d'un Etat fort et agissant (Mercier La Rivière se prononçait en faveur d'un « despotisme légal »; et beaucoup de physiocrates ont été les promoteurs de la conception aujourd'hui devenue classique du « despote éclairé », et les conseillers écoutés des grands monarques ou des grands ministres qui se sont efforcés de gouverner en autocrates, mais dans le sens de la philosophie des lumières).

Il importe toutefois de noter que sur ce domaine Dupont-White ne se rencontre pas seulement avec les économistes physiocrates, mais bien avec toute la philosophie du XVIII^e siècle, avec Rousseau, avec Montesquieu (33), avec l'Encyclopédie, à bien des égards aussi avec Voltaire, ami et conseiller de Frédéric II. Il semble, en fait, s'être inspiré bien davantage de ces auteurs que directement des physiocrates. Dans toute son œuvre, Dupont-White ne cite pas une seule fois Quesnay, ni Gournay. Peut-être les a-t-il presque complètement ignorés (33 bis).

(33) Nous traitons de l'influence de MONTESQUIEU, de ROUSSEAU et des autres grands penseurs du XVIII^e siècle, *infra* p. 261, 283 sqq. DUPONT-WHITE s'est surtout inspiré d'eux après 1850.

(33 bis) Les œuvres de QUESNAY étaient tombées dans un oubli relativement assez profond, jusqu'à leur réédition par M. ONCKEN, professeur à l'Université de Berne, en 1888,

Il se réfère une fois à Dupont de Nemours, à propos de l'impôt foncier. Il cite deux fois le traité *De l'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* de Mercier La Rivière, une fois à propos du parlementarisme, une fois sur la question du fondement de la propriété individuelle du sol. Quant à Mirabeau, le père, l'Ami des Hommes, Dupont-White lui fait l'honneur de le citer quatre fois et proclame que ses livres ont préparé la Révolution française : mais il ne nous montre point qu'il les ait lus.

Il faut, parmi les physiocrates, mettre à part Turgot, qui a droit, lui, à une place de choix parmi les sources de Dupont-White. Notre économiste est tout pénétré des ouvrages et de l'œuvre pratique du grand ministre de Louis XVI. Tout du long de sa vie, dans presque tous ses écrits, il le cite fréquemment et s'inspire de sa doctrine et de son exemple. En matière économique, il lui emprunte dès ses premiers ouvrages l'idée de la loi d'airain des salaires, et la condamnation des impôts de consommation. Toutefois, comme c'est sur le plan de la doctrine politique et de la philosophie de l'histoire que l'influence de Turgot fut la plus grande sur Dupont-White; comme c'est dans ses ouvrages postérieurs à 1850 qu'il le cite le plus fréquemment, nous nous réservons de grouper bientôt toutes ensemble les remarques que nous voulons consacrer à Turgot, et nous les développerons seulement tout à l'heure (34), quand nous étudierons les lectures et les sources diverses de Dupont-White pendant la seconde période de sa vie.

Résumé : les sources économiques antérieures aux classiques.

Résumons maintenant brièvement nos conclusions quant aux sources économiques de Dupont-White antérieures à l'école classique :

Dupont-White, par sa méthode d'observation, par son protectionnisme, par son nationalisme, par son interventionnisme, semble avoir fait revivre les traditions mercantilistes, et particulièrement celles de l'école mercantiliste française. Mais il ne s'est point inspiré des écrivains mercantilistes, qu'il semble avoir presque complètement ignorés. Seul un grand homme d'Etat mercantiliste, Colbert, doit être considéré comme l'un de ses maîtres.

Dupont-White s'est moins rapproché des physiocrates — au moins sur les questions proprement économiques — que de leurs prédécesseurs mercantilistes. Toutefois, si Quesnay lui est in-

(34) Cf. *infra*, p. 284.

connu, il n'en est point de même de Turgot, en qui nous croyons voir un des principaux inspireurs de sa pensée et de ses ouvrages.

Les classiques anglais : Sur le plan de la théorie, Dupont-White est à presque tous les points de vue un disciple fidèle de Ricardo.

Passons maintenant à l'école libérale, et d'abord à l'école anglaise. Nous serons ici plus brefs. En effet, nous aurons très fréquemment,

au cours du présent volume, l'occasion de signaler les emprunts que Dupont-White a faits aux grands classiques, et les jugements qu'il a portés sur leurs œuvres et sur leurs opinions. D'autre part nous nous proposons de consacrer un chapitre entier de notre tome troisième à la « critique du libéralisme » par Dupont-White. Nous pouvons donc nous contenter ici de quelques sommaires indications.

Dupont-White admire en premier lieu Smith, auquel il rend hommage de n'avoir point écrit, comme les autres classiques anglais, pour défendre les riches et leurs privilèges, mais en toute honnêteté et impartialité. Dupont-White accorde à Smith « de la sincérité et du génie », et c'est à lui qu'il emprunte son explication de l'inégalité du contrat de travail : si le maître et l'ouvrier ont un égal besoin l'un de l'autre, le besoin du premier n'est pas si pressant (35).

Comme dans le texte d'Adam Smith lui-même, Dupont-White puise abondamment dans les commentaires de son annotateur Mac-Culloch (36), auquel il emprunte, pour son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, un grand nombre de faits et d'idées sur la question des prix agricoles, sur celle de la population, sur celle des salaires, sur celle du commerce international, en attendant que le *Treatise on Taxation* de l'économiste écossais vienne inspirer sa brochure sur *l'Impôt du Sel* (37).

Les conclusions pessimistes de Malthus révoltent notre jeune

(35) Pour plus de détails sur SMITH et son influence sur DUPONT-WHITE, nous renvoyons d'une part à l'*index* ci-dessus, d'autre part à la thèse de M. Maurice MARTIN, p. 33 et suivantes. D'une façon générale, on peut dire que si la théorie de la valeur de DUPONT-WHITE est authentiquement ricardienne, et non smithienne, sa théorie des salaires est au moins autant inspirée de SMITH que de RICARDO. Nous préciserons et justifierons cette assertion au cours du présent volume, chapitres II et III.

(36) DUPONT-WHITE cite également un autre commentateur d'Adam SMITH : BUCHANAN.

(37) Le *Treatise on Taxation* constitue, avec le *Système financier de la France* du marquis D'AUDIFFRET, la principale source de DUPONT-WHITE en matière de science fiscale.

adorateur du Progrès; il s'attache à les réfuter, et non sans y mettre quelque aigre âpreté; mais au fond il s'en dégage très mal (38), et reste pénétré en fin de compte de cette idée essentiellement malthusienne qu'il existe une opposition naturelle et insurmontable entre l'accroissement de la population et celle du bien-être.

Dupont-White aborde Ricardo avec une confiance et un respect tout particuliers : Ricardo n'a-t-il point été banquier de son métier, mêlé pendant toute sa vie à la pratique quotidienne de l'activité économique et financière ? N'y a-t-il point réussi magnifiquement, amassant en peu de temps une fortune considérable, grâce à son habileté et à la justesse de son jugement pratique ? Ce théoricien, en vérité, n'était point de ceux qui rêvent et construisent dans l'abstrait. Il possédait une riche expérience personnelle des choses dont il parle, et c'est ce qui lui confère une autorité transcendante dans toutes les branches de la science économique.

C'est à Ricardo que Dupont-White emprunte sa fameuse loi des profits, s'élevant quand baissent les salaires et s'abaissant quand ceux-ci croissent. Chez Ricardo, cette loi est nettement posée (39); Dupont-White n'a pas eu à l'inventer; c'est là qu'il l'a trouvée et prise. Il l'a seulement développée davantage et baptisée d'un nom nouveau et suggestif : loi d'hostilité des salaires et des profits. — Dupont-White emprunte encore à Ricardo, sans y rien changer, sa théorie de la valeur (1 bis), sa théorie de la rente et du monopole foncier, sa théorie du salaire naturel (40). Il n'est qu'un domaine dans lequel il renonce à

(38) Nous nous demanderons, dans notre chapitre II (infra, p. 356 an. 42), si l'on ne peut pas soutenir que DUPONT-WHITE ne s'est cru anti-malthusien que parce qu'il a mal compris MALTHUS.

(39) DUPONT-WHITE le dit et le répète, et cite sans cesse RICARDO à l'appui de sa loi d'hostilité. Aussi nous semble-t-il tout à fait superflu et gratuit de supposer qu'il l'a empruntée à BURET (disciple catholique de SISMONDI, auteur de *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Bruxelles, 1812), ainsi que semble le croire M. HENRI SRIET (*Dupont-White : Étude sur les origines du Socialisme d'État en France*, p. 21).

(40) DUPONT-WHITE affirme toutefois, ainsi que nous le développerons bientôt (Cf. infra, ch. II, p. 365) que le prix courant du travail peut descendre — et même rester quelque temps — tout à fait nettement au-dessous de son prix naturel et le salaire tomber plus bas que le minimum nécessaire à la subsistance des ouvriers. C'est ce qui se produira, par exemple, quand, par l'effet du monopole, les prix des produits agricoles s'élèveront. Dans ce cas, la misère et la mortalité ouvrières seront les seules voies par lesquelles se rétabliront l'équilibre et le salaire naturel (Cf. infra, chap. II, p. 365). En disant cela, DUPONT-WHITE aggrave encore la conception classique de la loi d'airain des salaires. Est-ce à dire que, sur ce point, notre auteur se sépare nettement de RICARDO ?

suivre aveuglément le maître, où il accuse les solutions ricardiennes d'être « trop sommaires pour être scientifiques (41) ; c'est la théorie des crises. Encore les reproches de Dupont-White s'adressent-ils à l'« école de Ricardo », et non point à Ricardo lui-même. D'une façon générale, on peut dire que Dupont-White a fait sienne, sans la modifier ni la rajeunir en rien, la théorie (au sens que M. Pirou donne à ce mot) (42) de Ricardo.

Sur le plan doctrinal, il en va différemment. Après avoir loué la perspicacité et la justesse de l'analyse ricardienne, en ce qui concerne la description et l'explication du phénomène de la rente foncière, Dupont-White s'étonne et s'indigne que Ricardo érige si facilement en droit le fait auquel il vient lui-même de découvrir une explication aussi peu moralement satisfaisante. Tout ce qui est n'est pas légitime. Il ne suffit point d'expliquer un phénomène pour le justifier. Ricardo a merveilleusement compris et analysé le mécanisme du régime libéral ; mais les conclusions auxquelles il a ainsi abouti auraient dû le conduire à condamner le régime libéral, à réclamer l'intervention de l'Etat. Il n'en a rien fait ; il a fait, au contraire, l'apologie du *statu quo*, des privilèges, des injustices. Sur ce terrain, Dupont-White donne nettement tort à Ricardo ; mais, pour lui donner tort, il se fonde sur l'interprétation du régime libéral qu'a faite Ricardo lui-même. En le combattant sur le plan doctrinal, il reste son disciple sur le plan scientifique.

L'école libérale française. Dupont-White a lu aussi les ouvrages des libéraux français : Jean-Baptiste Say, Rossi, Michel Chevalier, Passy, Blanqui, et d'autres dont les noms sont aujourd'hui oubliés. Il ne semble point qu'à ses yeux cette école libérale française ait apporté quoi que ce soit d'original et de neuf par rapport à l'école anglaise son aînée (43).

Il semble le croire, mais il ne fait en réalité que mettre en lumière une conséquence particulièrement cruelle des principes posés par le maître (Cf. *infra*, Chapitre II, Section I, page 376).

(41) *Trav. et Cap.*, p. 122. Cf. *infra*, Chapitre II, p. 354.

(42) Cf. Gaétan PIROU : *Doctrines sociales et science économique*, et notre avant-propos.

(43) Ainsi, nulle part DUPONT-WHITE n'a mis en lumière l'optimisme — renouvelé de SMITH — qui bien avant BASTIAT, pénétrait déjà l'école française et distinguait nettement ses tendances de celles du ricardianisme orthodoxe. Voici toutefois un passage qui peut-être suggère cette opposition. Il s'agit des méfaits des machines : « Serait-ce — écrit DUPONT-WHITE — un mal qu'elles répareront au centuple, en multipliant la consommation par le bon marché, et en appelant au service des machines plus de bras qu'elles n'en avaient licenciés ? C'est le dire, ou

Dupont-White ne paraît pas du reste avoir considérablement approfondi l'étude des économistes français de cette époque. Leur influence sur lui n'est point comparable à celle des Anglais. A Chevalier, Dupont-White emprunte des faits plutôt que des idées. Quant à Rossi et Jean-Baptiste Say, il les cite relativement peu fréquemment et presque toujours en assimilant leurs conclusions à celles de Ricardo.

Il n'est que Bastiat, que Dupont-White oppose vigoureusement et radicalement au libéralisme classique, c'est-à-dire à la fois à Malthus et Ricardo, Jean-Baptiste Say et Rossi, sur la question de la valeur (44). Mais ceci nous conduit plusieurs années plus tard, en 1850 ou 1851, bien après la publication de l'*Essai sur les Relations du Travail et du Capital*, où Bastiat n'est pas cité une seule fois (45).

**Les adversaires du libéralisme :
Sismondi, Villeneuve-Bargemont,
et les revues socialistes.**

**Les Enquêtes de Villermé et de
Buret sur la condition des
ouvriers.**

Parmi les adversaires du libéralisme, Dupont-White a lu Sismondi, dont « le schisme » — auquel il donne pour origine la crise anglaise de 1825 — lui semble de capitale importance.

Il a lu aussi, sans doute, dans des périodiques socialo-romantiques comme la *Revue Indépendante* ou la *Revue Sociale*, ou dans quelques-unes des innombrables brochures qui pullulaient alors sur ce thème, de violents pamphlets socialistes contre la concurrence.

MAIS ON NE SAURAIT DIRE QUE SA CRITIQUE DU LIBÉRALISME AIT ÉTÉ EMPRUNTÉE A QUI QUE CE SOIT. ELLE EST AU CONTRAIRE TOUTE PERSONNELLE. ELLE EST, CHEZ DUPONT-WHITE, LE PROLONGEMENT DIRECT DE LA LECTURE QU'IL A FAITE DES PESSIMISTES ANGLAIS. RICARDO LUI-MÊME LUI FOURNIT LES PRINCIPES DE CETTE CRITIQUE, AVEC SA THÉORIE DU SALAIRE NATUREL, AVEC SA THÉORIE DE LA RENTE.

plutôt c'est l'axiome de toute une école. NOTONS CEPENDANT QUE LES DISCIPLES ONT LA-DESSUS PLUS DOGMATISÉ QUE LES MAÎTRES ». (*Trav. et Cap.*, p. 36). Les Maîtres, ce sont RICARDO et MALTHUS; et parmi les « disciples », DUPONT-WHITE comptait sans doute pas mal d'« économistes » et académiciens français.

(44) DUPONT-WHITE a tout à fait tort d'accoupler ces deux noms de SAY et de RICARDO sur la question de la valeur. RICARDO tenait pour la valeur-travail, SAY pour la valeur-utilité. Voir à ce sujet le passage des *Harmonies Economiques* de BASTIAT, consacré à J.-B. SAY, et *infra*, chap. III, section IV, paragraphe B, page 581.

(45) Pour le détail des références que DUPONT-WHITE fait à BASTIAT, et à tous les autres auteurs sur lesquels nous passons rapidement, nous renvoyons le lecteur à notre *Index* ci-dessus.

Et les conséquences cruelles que l'analyse ricardienne faisait attendre du régime libéral, Dupont-White les vérifie lui-même, aggravées parfois, dans la réalité. Il s'appuie directement sur les faits — que lui révèlent, outre son expérience personnelle, des enquêtes comme celle de Villermé. (*Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*) ou celle de Buret (*De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*).

LES VÉRITABLES SOURCES DE LA CRITIQUE DU LIBÉRALISME PAR DUPONT-WHITE, CE SONT LES THÉORIES RICARDIENNES D'UNE PART, CES ENQUÊTES DE L'AUTRE. Il a tiré les conséquences logiques des premières; elles lui ont paru expliquer adéquatement les révoltants résultats des secondes; de là directement est sortie sa condamnation radicale du régime libéral. Ce n'est qu'accessoirement que Dupont-White s'appuie sur ceux qui, avant lui, ont attaqué l'économie classique, Sismondi ou Villeneuve-Bargemont, par exemple. QUANT À L'ASPECT CONSTRUCTIF DE SA DOCTRINE ÉCONOMIQUE, À SON IDÉE DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT. DUPONT-WHITE L'A AUSSI TIRÉE DE SON PROPRE FONDS, sans qu'aucun auteur ait exercé sur lui, sur ce point, une influence notable. Tout au plus Dupont-White cite-t-il, en passant, le traité du catholique de Gérando (46), *De la bienfaisance publique*. Il est par ailleurs intéressant de noter que nulle part, dans son œuvre, Dupont-White ne fait allusion à Buchez, auquel M. Spriet attribue pourtant sur lui — nous ignorons d'après quelles données — une influence capitale (47).

B) SECONDE PÉRIODE : DE 1850 À 1865

Après 1850, pendant la fin de la Seconde République et le début du Second Empire, les études proprement économiques passent au second plan dans la bibliothèque de Dupont-White. Il lit un

(46) Ce M. de GÉRANDO est le père de l'auteur de la lettre à DUPONT-WHITE analysée dans notre Bibliographie, supra, n° 184.

(47) « À nos yeux, l'influence la plus sensible qui ait été exercée sur DUPONT-WHITE est celle de deux auteurs : BUCHEZ et SISMONDI... La théorie de l'Etat, dans DUPONT-WHITE, est intimement liée à l'idée de progrès; cette théorie se rencontre déjà tout entière dans BUCHEZ qui fait de l'Etat l'agent essentiel de la civilisation. De même, quand DUPONT-WHITE dira qu'on ne saurait opposer l'individu à la société, car ils ne se conçoivent pas l'un sans l'autre, c'est encore aux œuvres de BUCHEZ qu'il se reportera » (Henri SPRIET : *Dupont-White : Etude sur les origines du Socialisme d'Etat en France*, Paris, 1901, p. 19 et 20). Il est parfaitement exact que, sur ces deux points, DUPONT-WHITE s'est rencontré avec BUCHEZ. Mais rien absolument — à notre connaissance — ne nous permet d'avancer qu'il l'ait lu et se soit inspiré de lui.

grand nombre d'ouvrages d'histoire, des récits de voyages, et surtout des ouvrages de doctrine politique ou constitutionnelle.

Le rôle de l'Histoire dans la pensée Si l'on veut bien parcourir et dans l'œuvre de Dupont-White. l'*Index* que nous avons dressé,

on sera saisi par l'étendue des lectures historiques de Dupont-White. On avait à cette époque le temps et la patience de lire intégralement d'énormes ouvrages, véritables mines de documents et de réflexions, œuvre de vies entières, du reste de valeur inégale. Nous avons déjà dit (48) — et nous y insisterons encore dans nos deux autres volumes — combien la méthode historique de Dupont-White manquait de sérieux, le peu d'esprit critique et de précision qu'il apportait parfois à établir ou interpréter les faits. Mais il n'en aimait pas moins passionnément l'histoire, qui offrait à ses yeux, tout comme les récits de voyages chez les peuples lointains, ample matière à philosopher tantôt sur l'homme en général, ses constantes et ses variantes, son essence et ses modes; tantôt sur les diverses nations, dont il se complaisait à analyser le caractère, dans ses manifestations successives et diverses, au cours des différentes phases de leur développement, tantôt enfin sur ce grand duel — qui résume à ses yeux l'histoire tout entière — et que se livrent mutuellement sans cesse la Continuité et le Progrès.

On sent Dupont-White — à partir de 1850 surtout — constamment pénétré de souvenirs historiques; il évoque l'évolution que révèle le passé, à l'appui de ses prédictions sur les destinées de l'individu, de l'État, de la centralisation dans l'avenir; en face des économistes de l'école classique, et de leur méthode abstraite et purement déductive, Dupont-White accuse un souci du fait, un goût du concret, un sens des diversités que comporte la vie, vraiment tout à fait saisissants. On conçoit que, vu sous cet angle, des auteurs comme M. André Marchal — nous en avons déjà parlé (49) — aient pu le ranger parmi les précurseurs de l'école historique et positive. Méfions-nous toutefois d'aller trop loin dans ce sens, M. André Marchal lui-même nous en avertit. Dupont-White n'est pas un véritable historien. Il fait un peu ce que le héros de Jules Romains, Laulerque, appelle une « Histoire pour orateurs », une « histoire qui se déclame » (50). Il aime la litté-

(48) Cf. notre avant-propos.

(49) A. MARCHAL : *La Conception de l'Economie Nationale et des Rapports Internationaux chez les Mercantilistes français et chez leurs contemporains*. Cf. notre Bibliographie n° 345.

(50) JULES ROMAINS : *Les Hommes de Bonne Volonté*, VII. *Recherche d'une Eglise*, pp. 37 et 38.

rature historique et les spéculations sur l'histoire, voilà tout. Il ne prend pas l'histoire comme point de départ, mais il l'utilise, pour prouver *a posteriori* un système qu'il a déjà construit d'avance. La connaissance des faits du passé n'est point pour lui un but en soi, mais seulement un moyen d'appuyer — parfois même seulement d'illustrer — certaines conceptions sociologiques ou politiques. L'histoire chez lui est faite *non ad narrandum, sed ad probandum*. Et pour les besoins de la *probatio*, il en prend parfois un peu à son aise avec la rigueur et l'exactitude de la *narratio*... Mais ce défaut n'est pas rare. Beaucoup de très grands historiens n'en sont pas exempts (51). Et Dupont-White mérite d'autant moins d'en être sévèrement blâmé qu'à cette époque on ignorait la critique serrée et méthodique en usage aujourd'hui : la conception d'une histoire positive, scrupuleusement soumise au document et au fait, sèche et austère, timide et rigoureuse, commençait à peine à poindre...

La bibliothèque historique de Dupont-White.

La bibliothèque historique de Dupont-White était extrêmement abondante et variée. Nous ne

pouvons songer à en donner ici l'inventaire complet : nous renvoyons pour cela notre lecteur à l'*Index* ci-dessus. Nous nous contenterons pour le moment d'énumérer, — un peu au hasard et un peu en désordre, — les principaux ouvrages d'histoire qu'a lus Dupont-White.

Parmi ses sources d'histoire ancienne, nous citerons les ouvrages de l'Allemand Boecké, historien de la vie économique chez les Grecs; la *Cité Antique* de Fustel de Coulanges; l'*Histoire de l'Esclavage antique* de Wallon, etc...

L'histoire d'Angleterre était l'un des domaines favoris de ses lectures et de ses réflexions. Citons l'*Histoire de la Conquête de l'Angleterre* d'Augustin Thierry; le *Doomsday book*, registre de la conquête normande, qu'il consultait directement. Citons encore l'*Histoire de la Révolution d'Angleterre*, de Walter Scott, l'*Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II* de Macaulay, l'*Histoire d'Angleterre* de Hume, les *Réflexions sur l'Etat de l'Angleterre après la paix de 1748* de lord Bolingbroke, et l'*Angleterre au XVIII^e siècle* de Rémusat.

(51) M. Henri HAUSER vient en particulier de publier, dans la *Revue d'Economie Politique* de juillet-août 1935, un article extrêmement sévère à l'endroit du grand historien allemand Werner SOMBART. Il lui reproche exactement le défaut que nous signalons ci-dessus chez DUPONT-WHITE. SOMBART, dit M. HAUSER, « réduit l'histoire au rôle de servante, d'*ancilla*, servante d'une théologie économico-sociale. Il est tout ce qu'on voudra, sauf un historien » (p. 1247).

Dupont-White était un fervent de l'histoire italienne. Il admirait vivement ce peuple « où l'esprit humain a fleuri jusqu'à trois fois ». Surtout, dans l'histoire de l'Italie du Moyen Âge, il croyait trouver des arguments péremptoires contre la vie communale et la décentralisation : querelles de clocher... Petites, mesquines, pénibles rivalités locales... Dupont-White puisait tous ces renseignements dans l'*Histoire des Peuples de l'Italie* de Botta, ou encore dans l'*Histoire de l'Italie* de Ferrari.

L'histoire de France, depuis ses origines jusqu'à la plus récente actualité, était naturellement la grande passion de Dupont-White. Sur Louis XI il lisait Commynes, et aussi l'ouvrage de Claude de Seyssel (52). Pour les époques postérieures, nous citons au hasard : l'*Histoire de la Régence* de Lemontey; la *Gaule Amoureuse* de Bussy-Rabutin; l'*Ancien Régime et la Révolution* de Clermont-Tonnerre; les *Mémoires* de l'intendant Foucault (avec une introduction par Baudry); ceux de Saint-Evremond, de Saint-Simon, de Jean de Witt; les grands ouvrages de d'Aguesseau, de Michel et de Mignet; l'*Histoire de la Diplomatie française* de de Flossan, l'*Histoire de France* de Jérôme Bignon.

Dupont-White s'attachait particulièrement — en France et hors de France — aux grandes figures des *xvii^e* et *xviii^e* siècles, époques du Colbertisme, puis du despotisme éclairé. Il lisait l'*Histoire de la vie et de l'administration de Colbert* par Chéruel, les *Mémoires* de Frédéric le Grand et son *Histoire de mon temps*, la *Vie de Joseph II* de Camille Paganel, etc...

Il aimait aussi les ouvrages généraux, comme l'*Introduction à l'Histoire de Charles Quint* de Robertson, l'*Histoire de la chute des Jésuites* de M. de Saint-Priest, l'*Histoire du Gouvernement parlementaire* de Duvergier de Hauranne. Ces ouvrages l'acheminaient doucement vers la philosophie de l'histoire. Plus encore agissait dans ce sens l'*Histoire de la Civilisation moderne*, de Guizot, dont il contestait l'interprétation individualiste de l'évolution des civilisations. Un pas de plus dans cette direction, et Dupont-White abordera, avec Vico, ou Comte, de véritables philosophes de l'histoire.

Les récits de voyages et d'explorations que lisait Dupont-White.

En même temps que Dupont-White fondait ses vues politiques sur l'histoire, il aimait à s'inspirer des récits de voyage. Quel vaste champ d'observation que la vie des pays lointains! Que d'expériences politiques, que de modes de vie variés, et combien il est passionnant

(52) Claude de SEYSSSEL.

de rechercher par delà cette riche diversité des mœurs, des coutumes et des régimes, les qualités et les tendances qui font l'essence de l'homme, qui l'élèvent à jamais au-dessus des autres espèces vivantes, qui en revanche le contiennent à jamais dans certaines limites et fixent des bornes à son ambition, à ses possibilités de progrès.

Pour condamner le régime socialiste, Dupont-White s'appuie sur l'expérience qu'en ont faite les Jésuites au Paraguay. Il en trouve la description dans l'ouvrage de Bougainville intitulé *Voyage autour du monde par la frégate du Roi la Boudeuse et la Flûte l'Etoile, en 1766, 1767, 1768 et 1769* (52 bis). Quand on se reporte au texte de Bougainville, on se rend d'ailleurs compte que Dupont-White, dans l'interprétation qu'il en a faite, a beaucoup trop forcé la note pessimiste. Bougainville signale sans doute que l'excès de réglementation avait quelque peu étouffé la vie chez les Indiens du Paraguay. Mais dans l'ensemble il n'en reste pas moins plein d'admiration pour les intentions hautement morales avec lesquelles les Jésuites ont conçu et réalisé cet étrange régime social, et pour le degré d'altruisme et de conscience qu'ont atteint leurs élèves.

Dupont-White lit encore le *Voyage en Chine* du Père Huc, et d'autres récits de missionnaires, de voyageurs, d'explorateurs que nous ne pouvons ici énumérer. Ainsi, dans une mesure qu'il ne faut certes pas exagérer, mais non plus sous-estimer, il use de cette « méthode comparative » qui caractérisera la sociologie inspirée d'Auguste Comte.

(52 bis) BOUGAINVILLE, *Voyage autour du monde par la frégate du Roi « La Boudeuse » et « La Flûte l'Etoile » en 1766, 1767, 1768 et 1769*, 2^e édition, Paris, Saillant et Nyon, MDCLXXI, Tome I, chapitre VIII. — BOUGAINVILLE fait un éloge émerveillé de la législation implantée par les Jésuites en Paraguay. Puis il fait seulement quelques réserves sur les résultats pratiques: « Un intervalle immense sépare la théorie de l'administration, etc... ». Depuis BOUGAINVILLE, la controverse s'est poursuivie au sujet de cette curieuse expérience socialiste du Paraguay. Cf.: LAFITAU: (le R. P. François): *Mœurs des sauvages américains comparées*, etc., tome I, p. 105; RASTOUL: *Une organisation socialiste: les Jésuites du Paraguay*; le *Cours d'Economie Politique* de CAUWÈS, 3^e édition, 1897, tome I, p. 102 (CAUWÈS donne de l'expérience paraguayenne une interprétation tout à fait semblable à celle de DUPONT-WHITE, et parle de la « domination abrutissante » des Jésuites); *La propriété, origine et évolution: thèse communiste* par Paul LAFARGUE; *réfutation* par Yves GUYOT, Paris, Delagrave, 1895, 530 pages in-18, principalement p. 68, dans la réfutation, par GUYOT, de l'*Essai sur l'origine de la propriété* de LAFARGUE. — Voir aussi Jean PLAQUEVENT: *De quelques aventures de la notion de propriété* in *Esprit*, n° 19, 1^{er} avril 1934, p. 84 et suiv.

Les lectures scientifiques de Dupont-White. Biologie et histoire naturelle.

Nous trouvons encore chez Dupont-White d'autres applications de la méthode comparative. De même qu'il

se plaît à confronter ensemble les différents moments de l'histoire et les mœurs diverses des pays éloignés, il aime aussi (c'était à son époque une manie fort répandue) jeter des ponts entre la sociologie et l'histoire naturelle. Il aime comparer le corps social aux organismes vivants, la vie des nations à celle des êtres individuels, l'évolution des civilisations à celle des espèces végétales ou animales. Peut-être doit-il cette inclination à de Bonald, qui soutenait la thèse de « la réalité des êtres sociaux » (53). Et de même Condorcet — il est curieux de faire ce rapprochement entre le père de l'Ecole du Progrès et l'une des têtes de « l'école rétrograde » — avait considéré, dans son *Esquisse des progrès de l'esprit humain*, la totalité de l'espèce humaine comme un seul être qui évolue. Dupont-White, à l'instar du fondateur du positivisme, et comme lui jusqu'à un certain point seulement (54), s'est engagé sur les traces de ces deux auteurs (55), dans la voie de ce qu'on a appelé « l'organicisme ». Il ne l'a fait qu'avec beaucoup de prudence. La confrontation de la sociologie avec la biologie lui fournissait des comparaisons suggestives, des aperçus originaux et synthétiques propres à mieux faire comprendre sa pensée. Mais jamais sans doute il n'a songé à réellement assimiler les groupements sociaux à des organismes vivants, ni l'histoire de l'humanité à l'évolution des espèces.

N'oublions pas que c'est vers cette époque seulement qu'on a cessé de croire à la génération spontanée. Le darwinisme, ivre de succès, se permettait alors toutes les audaces... et toutes les fantaisies. Dupont-White, avec la modestie qui sied à un profane, cherche à réagir contre ces tendances. Il pose « comme un point qui semble acquis par la Science » que les espèces ne

(53) Cf. R. MAUDUIT : *Auguste Comte et la science économique*. Thèse Lettres, Paris, 1928, p. 33.

(54) « Auguste COMTE ne s'est... engagé dans la voie de l'organicisme qu'avec beaucoup de précaution, et il n'a jamais confondu sociologie et biologie » (R. MAUDUIT, *op. cit.*, p. 33).

(55) Il y en avait d'autres, notamment BALLANCHE, membre, comme DE BONALD, de l'école théocratique, et auteur de la *Palingénésie Sociale*, inspirée de Ch. BONNET. Voir BALLANCHE, *Œuvres complètes*, édition de 1830, tomes III et IV. Mais DUPONT-WHITE ne cite pas une seule fois BALLANCHE au cours de ses œuvres. Il est donc peu probable qu'il s'en soit inspiré. Auguste COMTE d'ailleurs semble, lui aussi, avoir ignoré BALLANCHE (Cf. R. MAUDUIT, *op. cit.*, p. 33, note 2).

se modifient en rien, tant que le milieu reste identique. C'est ce qu'il appelle « le principe de l'immutabilité respective des esprits et des milieux ». (*Ind. et Et.*, 1^{re} édit., p. 356). — Dupont-White professe donc le fixisme, ainsi défini et limité (55 bis). Et c'est essentiel à sa doctrine : Il lui faut admettre que les espèces sont immuables pour pouvoir affirmer que le progrès n'améliore pas la nature intime de l'homme, qu'il est une « éducation », et non pas une « transformation », qu'il rend l'homme « plus moral » mais non « plus vertueux » ; et c'est parce que les mauvais instincts des hommes restent toujours aussi forts que le besoin de contrainte n'est pas moindre aujourd'hui qu'hier. (55 ter)

En biologie et en socio-biologie, Dupont-White s'est servi d'ouvrages probablement quelque peu fantaisistes, et qui feraient sans doute sourire aujourd'hui les spécialistes. Citons parmi eux : les *Considérations sur les Corps organisés* de Bonnet, l'*Histoire physique de l'homme* du docteur Parchappe, l'*Histoire naturelle de l'homme* de Pritchard, etc...

Nourries et alimentées par des lectures et des connaissances si diverses, historiques, sociologiques... ou biologiques, les réflexions politiques de Dupont-White seront moins abstraites et moins creuses que celles de beaucoup de ses contemporains.

Les ouvrages de Doctrine Politique contemporains de Dupont-White.

Il était alors à la mode de discuter sur les fondements et surtout sur les limites du pouvoir et d'opposer les progrès émancipateurs de l'individu à l'absolutisme centralisateur des royaumes du passé... et de l'Empire du présent. Autour des années 1855-1865, les études foisonnent sur cet abstrait et délicat problème. Presque tous les contemporains de Dupont-White sont nettement individualistes. Il peut lire, au fur et à mesure de leur parution, — et il lit en effet, — *La Liberté* de Jules Simon, *l'Histoire de la Liberté* de Lasteyrie, la *Politique libérale* de Rémusat, les articles que publie dans *La Presse* Emile de Girardin, qui mérita que Dupont-White l'appelât « l'athlète infatigable de l'individu, de la localité, enfin de

(55 bis) Si l'on tenait absolument à apparenter la position de DUPONT-WHITE aux théories transformistes, il faudrait la rapprocher du Lamarckisme, et non pas, certes, du Darwinisme.

(55 ter) Cf. les citations de DUPONT-WHITE que nous donnons ci-dessous, p. 285, note 138.

tout ce qui n'est pas l'Etat » (56); les ouvrages de Guizot, de Bertauld, d'Odilon Barrot, de Dolfus, d'Élias Regnault, de Laboulaye, voire de Proudhon, de l'Italien Giorgini, député de Sienne, du hongrois Elwoes; de l'anglais Stuart Mill, de l'allemand Guillaume de Humboldt (56 bis), lequel posait comme principe suprême l'importance essentielle et absolue du développement humain dans sa plus riche diversité ». Dupont-White se passionne à la lecture de ces ouvrages qui, à nos esprits modernes, paraissent remplis d'un verbalisme creux et fastidieux; il en apprécie les qualités, auxquelles il rend un hommage parfois enthousiaste (57). Mais il ne saurait partager leurs conclusions individualistes. Il n'interprète point comme eux l'évolution historique, il n'a point la même conception qu'eux du progrès. L'Etat ne tient point chez ces auteurs la place que Dupont-White voudrait lui voir attribuer. Pourtant entre les lignes de *La Liberté* de Stuart Mill, à travers les multiples réticences que la richesse et la complexité de son esprit arrachent à l'émule de Mme Taylor, à travers les mille exceptions au principe individualiste que petit à petit il accumule, Dupont-White se plaît à pourchasser les traces d'une notion nouvelle, celle des droits de l'Etat et du progrès par l'Etat (58). Cette notion n'est du reste pas complètement absente de la littérature contemporaine. Daniel Stern — Madame Marie d'Agoult — met en lumière, dans son livre sur *La Liberté*, « comment apparaît, sous le progrès politique, l'essor nécessaire du règlement, la complication croissante des pouvoirs constitués » (59). Simiot se fait le défenseur de l'Etat contre l'individu, contre les localités.

(56) *Avant-propos Lib.*, 3^e édit., 1877, p. XIV.

(56 bis) Cf. LEROUX, maître de conférences à la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg; *Guillaume de Humboldt; la Formation de sa Pensée jusqu'en 1794*, thèse lettres, Strasbourg, 1932, 450 pages in-8°. Cette thèse est conçue d'une façon très analogue à la présente étude sur DUPONT-WHITE. Elle dégage fort bien la réaction de HUMBOLDT contre le rationalisme de l'Ère des Lumières; l'importance que revêt dans sa pensée la notion de la continuité historique; et sa condamnation, sur cette base, de la Révolution Française. Autant d'idées que DUPONT-WHITE ne pousse pas sans doute aussi loin que HUMBOLDT, mais qui ne lui sont pas étrangères.

(57) Cf. en particulier l'*Avant-propos* de sa traduction de *La Liberté* de STUART MILL.

(58) Pour de plus amples développements sur les rapports de STUART MILL et de DUPONT-WHITE, et l'influence qu'ils ont pu exercer réciproquement l'un sur l'autre, nous renvoyons à ce que nous dirons dans notre tome second.

(59) *Avant-propos Lib.*, 3^e édit., p. XI.

Influence sur Dupont-White de quelques grandes figures historiques de chefs d'Etat. Influence de Rousseau et du jacobinisme.

travaux historiques, l'œuvre continue et unificatrice de la monarchie française. Les personnages de Louis XI, de Louis XIV, de Colbert, de Richelieu, de Turgot, le remplissent d'enthousiasme. L'étatisme et le centralisme jacobins l'inspirent également. Il en blâme les excès, dans la pratique chez Robespierre, dans la théorie chez Rousseau. Avec le *Contrat Social*, dit-il, le despotisme, passant du Roi à la Nation, est simplement déplacé (60). Mais Dupont-White ne s'en pénétre pas moins de cette idée que la souveraineté d'un Etat démocratique ne peut au fond jamais s'étendre trop loin; dès lors qu'un gouvernement est l'élu de la Nation, il lui est loisible de multiplier à volonté les lois et les interventions sans porter atteinte à la liberté.

Influence de l'évolution contemporaine de la législation anglaise.

Dans l'histoire d'Angleterre, et dans l'évolution contemporaine de la Grande-Bretagne, Dupont-White découvre une tendance paradoxale à l'extension des attributions de l'Etat et de la centralisation. Il poursuit partout les traces de cette tendance, dans les lois anglaises, dans les discours ministériels, dans les revues et les journaux d'outre-Manche qu'il dépouille régulièrement (la *Revue d'Edimbourg*, le *Times* et la parisienne *Revue Britannique* d'Amédée Pichot, qui publiait mensuellement un choix d'articles extraits des meilleurs écrits périodiques de la Grande-Bretagne et de l'Amérique).

Les grands théoriciens de l'absolutisme : Hobbes.

Dupont-White éclaire cette documentation objective et ses réflexions personnelles en lisant ou relisant les ouvrages des grands théoriciens de l'absolutisme : Hobbes, Bossuet, de Maistre, etc...

Et d'abord, Hobbes. Il est peu d'auteurs que Dupont-White ait aussi fréquemment criblé d'invectives aussi cinglantes. Mais il en est peu sans doute qui aient exercé sur lui une influence aussi nette et aussi décisive.

(60) *Avant-Propos Lib.*, 3^e édit., p. VI.

Nous ne saurions tenter de rendre ici dans tous ses traits la hautaine et forte figure de ce Thomas Hobbes, qui se fit le fougueux doctrinaire de l'autorité et de la force publiques, à l'heure même où les révolutions écossaise et anglaise ébranlaient les fondements du pouvoir absolu au profit de l'idée démocratique du droit des peuples contre les rois.

Les grandes lignes de sa doctrine politique et sociale sont bien connues : Hobbes part de données psychologiques : il a une conception infiniment sombre de la nature humaine. Pour lui toutes les tendances de l'homme se ramènent à l'égoïsme. L'homme n'a naturellement qu'un but : subsister et s'étendre, — et par tous les moyens, fût-ce aux dépens du monde entier. — Il n'a qu'un amour : lui-même. L'altruisme n'existe pas : l'homme s'en pare parfois, mais ce n'est qu'un mensonge, et un mensonge hypocrite, qui aggrave encore son cas. Nous sommes, au dire de Hobbes, de véritables monstres d'hypocrisie, et nous pratiquons vicieusement l'art retors de déguiser à nos propres yeux, sous des apparences de désintéressement, l'unique passion qui nous dévore sans cesse : l'égoïsme, le besoin de persister et de posséder. Et Hobbes, à l'aide d'une dialectique un peu facile — et dont on devine aisément l'esprit et les raisonnements, — d'expliquer par l'égoïsme et de réduire à l'égoïsme tout ce qu'en nous nous croyions noble, et pur de toute arrière-pensée : le repentir, la piété, l'amour, la charité même (61). Il n'est pas jusqu'au rire dont notre philosophe n'affirme qu'il est toujours méchant...

Hobbes ne nous fait d'ailleurs même pas l'honneur de nous reprocher la noirceur qu'il nous attribue. L'homme à ses yeux n'est point responsable. Sa nature est l'égoïsme. Il n'y pouvait et n'y peut rien. L'auteur de *Léviathan*, qui est sensualiste et déterministe, nie radicalement toute espèce de liberté psychologique et morale (62).

Ainsi Hobbes ne laisse debout aucune des illusions que nous pouvions avoir conservées sur nous-mêmes. Jamais l'humanité n'a eu de détracteur (63) plus acharné à la confondre et à l'avilir. Diderot disait : « Que Locke me paraît diffus et lâche, La Bruyère

(61) Pour savoir comment dans le détail HOBBS analyse chacun de ces sentiments, nous renvoyons à l'étude de M. Georges LYON : *La Philosophie de Hobbes*, Paris, Alcan, Bibliothèque de Philosophie contemporaine, 1893, chap. VII : Théorie des Passions, p. 110 à 131.

(62) Voir à ce sujet le livre précité de Georges LYON : *La Philosophie de Hobbes*, chap. VIII, pp. 132 à 147.

(63) L'expression est de DUPONT-WHITE lui-même.

et La Rochefoucauld pauvres et petits, en comparaison de ce Thomas Hobbes ! » (64)

Telle étant à ses yeux la nature humaine, on devine comment Hobbes se représente les sociétés primitives. L'homme y est un loup pour l'homme : cet aphorisme est demeuré célèbre, surtout sous sa forme latine : *homo homini lupus*. L'état de la nature c'est « la guerre de tous contre tous » (65). La force brutale des appétits opposés s'y déchaîne, sans aucun frein. Les rapports des nations entre elles, fondés uniquement sur l'intérêt et la violence, nous donnent aujourd'hui encore une idée de ce que jadis étaient les uns pour les autres les hommes dans l'état de nature.

Cet état ne pouvait point durer. Tous les hommes avaient intérêt à en sortir, à vivre en paix les uns avec les autres. Leur instinct égoïste réclamait la paix, en même temps qu'il les poussait irrémédiablement à la lutte sans merci de tous les instants. Comment sortir de cette contradiction entre deux exigences également impérieuses de l'amour de soi ? Les hommes ne pouvaient d'eux-mêmes devenir bons et serviables, leur nature s'y refusait absolument. Mais ils ont conclu le pacte social. Par le pacte social, les hommes, sous l'empire de la crainte, ont conféré à l'un d'entre eux la souveraineté absolue; ils lui ont abandonné tous les pouvoirs : ils se sont engagés, dans leur désir purement égoïste de la paix, à lui obéir sans réserves et à ne lui résister jamais. La Force du Souverain, supérieure à toutes les autres forces, et sa puissance illimitée issue du pacte social, sont les seules causes de la paix qui règne entre les hommes, et qui les préserve de l'état de lutte sans merci auquel leur nature les avait voués.

Telle est, selon Hobbes, l'origine et la fin de l'Etat. Il en résulte naturellement une conception radicalement absolutiste de son rôle et de ses droits. Puisque les hommes sont foncièrement et irrémédiablement mauvais, puisque la force contraignante de l'Etat est l'unique facteur qui puisse les faire vivre en paix, il importe que cette force et cette contrainte ne connaissent pas de bornes.

L'Etat est compétent et omnipotent dans tous les domaines. Son

(64) DIDEROT : *Lettre à Naigeon*, cité par Georges LYON, op. cit., p. 129. Ce cri d'une admiration mêlée de terreur fut arraché à DIDEROT par la lecture de l'ouvrage de HOBBS intitulé *Human Nature*. HOBBS a repris et développé les mêmes idées dans plusieurs de ses ouvrages postérieurs, et notamment dans le *Léviathan* (chap. VI en particulier).

(65) HOBBS : *De Cive*, chap. I, parag. 12.

pouvoir sur les personnes et sur les biens (66) est illimité, — même le domaine des consciences lui appartient. Le pouvoir souverain, dit M. Lyon, interprétant la pensée de Hobbes, est maître de déterminer « le mien et le tien, le juste et l'injuste, l'honnête et le malhonnête, le bien et le mal » (67). Il est encore « grand-maître ès-sciences et philosophie... suprême professeur de grammaire et de logique » (68). Il poursuit par l'inquisition et la terreur ceux qui s'écartent, en ces matières, des doctrines officielles. Il a la haute main sur l'enseignement, et remplit « le personnage d'universel instituteur » (69). Enfin il interprète souverainement les Saintes Ecritures. Tel est l'« Empire absolu » du souverain selon Hobbes. Bien entendu, il ne saurait valablement renoncer à aucune de ses prérogatives. Chef suprême au spirituel comme au temporel, Léviathan monstrueux, il a toujours droit à une obéissance aveugle et universelle. Il n'est qu'un cas où l'obligation d'obéir puisse souffrir une exception : c'est en matière religieuse, lorsque le gouvernement tombe aux mains d'un infidèle. Alors, « dans les choses spirituelles, c'est-à-dire en ce qui concerne la manière de rendre un culte à Dieu » (70), ce n'est plus le prince qu'il faut suivre, mais bien « quelque église de chrétiens. En effet, que Dieu, dans les choses surnaturelles, ne s'exprime que par les interprètes de l'Ecriture sacrée, c'est la donnée même de la foi chrétienne. Mais quoi, — poursuit Hobbes, — quand on ne doit pas obéir au prince, faut-il pour cela résister ? A Dieu ne plaise : car ce serait porter atteinte au pacte civil. Que faire donc ? Aller au Christ par le martyre » (71). Ainsi, même dans ce cas

(66) Bien entendu le droit de propriété n'existe, au profit des particuliers, que par la grâce de l'Etat, et dans les limites qu'il veut bien lui assigner (Cf. HOBBS : *De Cive*, chap. XII, paragr. 7). Les sujets « n'ont rien en propre sur quoi n'ait droit celui qui possède le Pouvoir Souverain, dont les ordres sont les lois elles-mêmes, dont la volonté contient les volontés particulières » (HOBBS : *de Cive*, chap. VI, paragr. 14).

(67) G. LYON, *op. cit.*, p. 173.

(68) *Id. ibid.*, p. 183.

(19) *Id. Ibid.*, p. 184.

(70) HOBBS : *De Cive*, Chap. VIII, paragr. 13.

(71) *Id., ibid.* G. LYON, après avoir cité ce passage, ajoute : « Telle est la ressource exceptionnelle que HOBBS laisse à la conscience religieuse, dans ce cas exceptionnel où des sujets chrétiens, gouvernés par un incrédule, seraient mis en demeure de renier leur Dieu : une résistance passive qui ne lutte point et ne se rend par là que plus invincible. Mais non, il ne faut pas dire : résistance. Ce terme est impropre : il entraînerait quelque idée de protestation contre l'usage que fait de son droit absolu le persécuteur. La seule opposition qu'un chrétien fidèle se puisse permettre à l'égard du pouvoir civil consistera non à le braver, à ruser avec lui, à lui tenir tête, mais à mourir. En tout ce que le souverain exige, obéissance aveugle ! » (G. LYON, *op. cit.*, p. 194 et 195).

exceptionnel où la désobéissance est permise, la résistance ne l'est pas.

Hobbes le droit de subir le martyre, plutôt que de renier la foi en Jésus-Christ, les particuliers ne sauraient, selon Hobbes, posséder aucun droit contre l'Etat. Il n'y a du reste pas de négateur plus absolu de la notion de droit naturel que Hobbes. L'Etat lui-même, à ses yeux, ne gouverne pas à proprement parler en vertu d'un droit; il est issu d'une nécessité, laquelle implique qu'il les ait tous. Qu'il ait acquis légitimement ou non le pouvoir, cela est secondaire, pourvu qu'il l'exerce effectivement.

Hobbes, comme l'Eglise catholique (72), se montre disposé, dans l'intérêt de la paix et de l'ordre, à reconnaître facilement l'autorité des usurpateurs, à se rallier rapidement aux gouvernements de fait. C'est du moins ce qui paraît dans son *Léviathan*. « On entend, y dit-il, que l'obligation des sujets au souverain dure aussi longtemps et non plus que son aptitude à les protéger. Car il n'y a point de pacte qui puisse faire renoncer les hommes au droit que leur donne la nature (73) de se protéger eux-mêmes, quand personne d'autre n'en a le moyen... La fin de l'obéissance est la protection : or, partout où l'homme la découvre... la nature y applique son obéissance et dirige son effort à la maintenir » (74).

(72) On a souvent fait grief à l'Eglise de cette attitude. DUPONT-WHITE, en particulier, nous parle quelque part de « cette complaisance pour les vainqueurs qui est le trait saillant du tempérament ecclésiastique. Ne craignez pas du clergé catholique qu'il s'obstine à la défense des causes perdues, des pouvoirs compromis, des traditions périlicantes et ruineuses. Ce dévouement n'est pas son fait. Jamais on n'a dit : *Vae victis* comme l'Eglise. *Béni soit celui qui vient au nom du Seigneur!* C'est le verset dont elle salue, selon la remarque de M. A. THIERRY, les conquérants, les dominateurs, tout ce qui porte à ses yeux la sainteté visible de la force et du succès... etc... » (*Du Budget des Cultes*, in *Pol. Nouv.*, 6 avril 1851, pp. 383 et 384). — DUPONT-WHITE a beau se réjouir de cette disposition qu'il prête à l'Eglise, et qui garantit, à ses yeux, que celle-ci renoncera, dans l'avenir, à combattre le principe révolutionnaire du libre examen, on n'en sent pas moins le reproche implicite, ironique et mordant. — Pour apprécier la valeur de ce reproche, il faudrait (et cela sort, bien entendu, du cadre de cet ouvrage) déterminer d'abord dans quelle mesure le fait reproché est exact. Resterait ensuite à l'interpréter : la reconnaissance du gouvernement existant, quelles que soient sa forme et son origine, n'est-elle point pour l'Eglise une conséquence logique de sa doctrine de la distinction du spirituel et du temporel, et de la transcendante indifférence qu'elle professe à l'endroit des questions de pure politique?

(73) Voici qu'en dépit de ce que nous avons dit plus haut, HOBBS accorde ici un droit naturel aux individus. Mais c'est le seul qu'il veuille bien leur reconnaître, et l'on avouera que son exercice est soumis à des conditions d'une réalisation exceptionnelle.

(74) HOBBS: *Léviathan*, II. chap. XXI. L'on a cru pouvoir soupçonner dans ces phrases (ou d'autres analogues) une flatterie plus ou moins sincère à l'endroit du gouvernement d'alors, un appât fallacieux pour amorcer la faveur d'Olivier CROMWELL. Il n'y a pourtant rien dans tout cela qui ne

Peu importe, à la rigueur, sa forme. Parlant de son *Léviathan*, dans son autobiographie d'octogénaire, Hobbes disait :

*Militat ille liber nunc regibus omnibus, et qui
NOMINE SUB QUOVIS regia jura tenent* (75).

NOMINE SUB QUOVIS... c'est-à-dire, en somme, que le gouvernement, qu'il s'appelle Cromwell ou Charles I^{er}, qu'il soit monarchie, dictature, aristocratie ou démocratie, a droit, dès lors qu'il existe, à l'obéissance absolue de tous (76).

soit parfaitement en harmonie avec l'ensemble des théories de HOBBS. Quand on fonde le pouvoir sur la seule nécessité, il est logique de le tenir pour légitime dès lors seulement qu'il est efficace.

L'interprétation défavorable dont nous venons de parler, extrêmement courante, s'appuie entre autres choses (Cf. à ce sujet pp. 15 et 16 du livre de G. LYON) sur un argument de textes. On a prétendu que HOBBS avait, dans son *Léviathan*, renié complètement ses positions antérieures pour admettre la soumission aux gouvernements de fait. La doctrine de sa jeunesse n'aurait autorisé en aucun cas la rupture du pacte social conclu avec le souverain légitime. — Nous n'avons pu, sur ce point de détail, recourir à un examen direct des textes. G. LYON, dans son livre sur *La Philosophie de Hobbes*, semble avoir dit à ce sujet des choses quelque peu contradictoires. Dans le premier chapitre, pp. 17 et 18, nous pouvons lire ce qui suit : « Quel que fût le souverain, fût-ce celui de fait, à défaut de celui de droit, l'obéissance de tous lui était due... Or ce n'était là nullement une nouveauté dans le *Léviathan*... Non, tout cela, on pouvait le dire déjà écrit en toutes lettres dans *De Cive*, c'est-à-dire à une époque où Charles I^{er} était roi ». Le chapitre XI donne une note un peu différente. G. LYON semble reconnaître sinon un changement radical, du moins une sérieuse évolution des opinions de HOBBS, entre le *De Cive* et le *Léviathan*. Il se garde bien du reste d'expliquer cette évolution en prêtant à HOBBS des intentions de basse flatterie à l'endroit de CROMWELL. La cause en est, selon lui, dans « l'impérieux avertissement des faits » et dans « les leçons de l'expérience », que HOBBS n'a pu négliger. Mais, afin qu'on en juge, nous citerons plus complètement ce passage : « A cette difficulté pressante, qui est celle de savoir s'il se présente ou non des conjonctures où les sujets se voient déliés de leurs serments, le *De Cive* apporte une solution sans ambages : il n'existe qu'un cas de réstitution légitime, celui où il devient évident, d'une évidence matérielle, qu'il n'y a plus de souveraineté... Le *De Cive*, somme toute, glisse légèrement sur ces hypothèses extraordinaires, où les engagements des citoyens envers le chef élu se trouveraient brusquement annulés. La dissolution de ce pouvoir suprême, pour lequel il réverait la pérennité, est aux yeux de HOBBS une telle calamité, qu'il eût admis de le croire irréalisable. Il a fallu l'impérieux avertissement des faits pour lui arracher l'aveu tardif (c'est nous qui soulignons) de cette grande loi du devenir, à laquelle, ainsi que toute chose en notre univers, l'État est assujéti. Dans le *Léviathan*, ces leçons de l'expérience se font entendre bien plus fortement encore. Les conjonctures où les sujets peuvent, sans parjure, forfaire au serment de fidélité, n'ont plus, à ce qu'il semble, le caractère si exceptionnel qu'elles offraient dans le *De Cive* » (pp. 208 et 209).

(75) Cf. G. LYON : *op. cit.*

(76) La différence entre démocratie, aristocratie ou monarchie, telles que les conçoit HOBBS, ne porte pas sur les degrés du pouvoir, puisque la souveraineté est par définition sans limites, mais seulement sur les personnes qui ont en dépôt l'autorité suprême (Cf. LYON, *op. cit.*, p. 199, et HOBBS, *De Cive*, chap. VII, paragr. 1-3).

Ce n'est pas toutefois que Hobbes soit indifférent à la question du régime, ou de la constitution. Il ne cache pas ses préférences. Elles ne vont point à la démocratie, qu'il considère comme un régime primitif, et dont l'éloigne sa violente aversion pour l'éloquence parlementaire, et les bassesses démagogiques qui la caractérisent. (77)

Les rivalités entre les partis, l'instabilité gouvernementale, l'impossibilité de préserver de la publicité les secrets d'Etat sont encore autant d'arguments, sous la plume de Hobbes, contre la démocratie.

L'idée même de la séparation des pouvoirs rencontre bien entendu son hostilité déclarée. Ceux qui la préconisent y voient une garantie de liberté pour les individus, qui n'en ont que faire dans le système de Hobbes. Pour lui, ce ne pourrait être qu'une funeste cause d'affaiblissement de l'Etat. De deux choses l'une : « ou la division de la souveraineté ne produit nul effet susceptible de supprimer l'absolue sujétion, ou elle ramène la guerre, et alors l'épée reprend sa place » (78). Alors même que Hobbes ne condamne point absolument la démocratie, il n'en est donc pas moins résolument l'adversaire de la séparation des pouvoirs. La démocratie, telle qu'il l'admet à la rigueur, c'est sans doute le pouvoir absolu et sans contrepartie d'une assemblée populaire fréquemment réunie, ou bien encore ce qu'on a appelé plus tard, en parlant de la Convention Nationale Française, le despotisme d'une assemblée parlementaire.

L'aristocratie est à ses yeux préférable à la démocratie, pour autant qu'elle se rapproche davantage de la monarchie. Mais ce dernier régime est résolument celui de son election. Qu'importe si l'on signale, ici et là dans l'histoire, les méfaits d'un despote ? « Sous la monarchie, quel que soit le prince, il n'y a qu'à vivre caché pour être exempt de périls. Sous la domination d'un peuple,

(77) « L'on a beau raisonner, dit HOBBS. On procède non de principes vrais, mais d'εὐδοξίας c'est-à-dire d'opinions déjà communément reçues, d'ordinaire erronées pour la plupart, et l'on tâche d'accommoder son discours, non pas à la nature des choses, mais aux passions des âmes... Et il ne faut pas s'en prendre à l'homme, mais à l'éloquence elle-même, dont la fin (comme l'enseignent les maîtres de la Rhétorique) réside non pas dans la vérité, sauf par accident, mais dans la victoire, et dont la mission est de persuader, non d'instruire » (HOBBS : *De Cive*, chap. X, paragr. II).

HOBBS définit la démocratie « une aristocratie d'orateurs ». DUPONT-WHITE, qui a toujours cru à la nécessaire prédominance des « classes supérieures », accepte cette définition, mais sans épouser l'intention péjorative que le philosophe anglais y avait mise. (Cf. *Ind. et Et.* 1^{re} édit., préf. p. VI; 2^e éd., introd., p. V; 3^e éd., introd., p. LXV).

(78) HOBBS : *De Corpore Politico*, part. II, chap. I, paragr. 16.

« Il peut y avoir autant de Nérons que d'orateurs à flatter le peuple » (79). Qu'importent aussi les minorités royales ? Elles ont simplement pour effet d'établir la démocratie, ou une aristocratie de conseillers, pendant le temps qu'elles durent. Après tout, le mal n'est que temporaire, et il n'est pas supérieur à celui qu'entraînent, de façon permanente, les autres formes de gouvernement. La monarchie est seule capable d'exercer le pouvoir absolu avec vigueur et efficacité : et la preuve en est que les démocraties et les aristocraties, dans les temps troubles, se reposent elles-mêmes sur un général en chef, un dictateur, véritables monarques temporaires. Pourquoi ne point faire la règle de cette féconde exception ? La meilleure condition politique, affirme Hobbes, en concluant, c'est celle dont nous jouissons « quand nous sommes l'héritage de celui qui commande ».

Donc pouvoir monarchique, absolu, à la fois spirituel et temporel. Voilà ce qu'exige la nature humaine, égoïste et méchante, pour être domptée. Et n'espérons pas que cela change. Ne rêvons pas de quelque chose comme un progrès qui, améliorant les hommes, permettrait de réduire peu à peu dans la société le rôle de la force et de l'autorité. Cela n'existe pas. La nature humaine est immuable, l'égoïsme foncier qui la constitue tout entière est incurable. L'absolutisme n'a aucune raison de devenir demain moins nécessaire qu'aujourd'hui.

« Il ne semble pas, — dit G. Lyon, — que Hobbes, dans quelque avenir que ce soit, conçoive pour nos neveux une méthode, nous ne disons pas meilleure, mais simplement autre, de vivre en commun. Il ne souhaite pas un moment que tant de liens, par lesquels les volontés individuelles sont comme tenues en faisceau, se rompent ou se desserrent. Tout relâchement serait à ses yeux une cause de décadence, tout diminution du pouvoir suprême un symptôme de mort. Par delà le régime d'universelle et stricte obéissance, son imagination n'entrevoit, son cœur ne désire point d'autre idéal. » (80)

Nous nous excusons d'avoir quelque peu abusé de la patience du lecteur en lui imposant ce long résumé de la doctrine de Hobbes. Il n'était peut-être pas inutile : Nous allons en effet maintenant, beaucoup plus facilement, pouvoir dégager la nature et la portée de l'influence que Hobbes a exercée sur Dupont-White.

Dupont-White, comme Hobbes, ne sépare point la sociologie de la psychologie. Aucune doctrine politique n'est selon lui concevable, qu'elle ne soit fondée sur une conception déterminée de la

(79) HOBBS : *De Cive*, chap. X, paragr. 8.

(80) G. LYON, *op. cit.*, chap. XI : *l'Etat*, p. 198.

nature humaine. L'homme est-il bon, ou mauvais ? S'il est les deux à la fois comment peut-on faire prévaloir ses heureuses dispositions sur celles qui sont fâcheuses ? Jusqu'à quel point peut-on espérer y réussir, actuellement, et dans l'avenir ? Dans quelle mesure les hommes sont-ils capables d'éducation, de progrès ? Autant de questions que Dupont-White considère comme préjudicielles à toute spéculation politique. On sent que cette conviction, pour ne pas dire cette obsession, de la nécessité d'une psychologie politique, pour servir de fondement à toute la science et la doctrine sociales, grandit sans cesse chez Dupont-White, au cours de sa carrière de penseur et d'écrivain. Déjà dans *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, il s'appuie, pour réclamer l'intervention de l'Etat en faveur des ouvriers, sur l'égoïsme inné des hommes qui pousse les forts et les riches à abuser de leurs supériorités naturelles aux dépens des faibles et des pauvres. Le rôle de la loi sera, dit-il, de « réprimer les égoïsmes » (81). Mais à cette époque, Dupont-White ne cherche pas à approfondir cette idée. Il passe dessus très rapidement. Il ne cite pas Hobbes, que sans doute il ne connaît pas encore. C'est très probablement alors qu'il rédigeait *l'Individu et l'Etat* (82) que notre économiste s'est initié à l'œuvre du philosophe anglais. Qu'a-t-il lu de lui ? Sûrement le *Léviathan* (83), qui est son œuvre principale, la véritable Somme de toute sa doctrine. En ce qui concerne les autres ouvrages de Hobbes, notamment le *De Cive*, et le *De Corpore Politico*, nous ne pouvons rien dire, faute de renseignements. A partir de *L'Individu et l'Etat* et de *La Centralisation*, Dupont-White aborde de plus en plus nettement le problème psychologique, qui commande à ses yeux toutes les questions politiques. Nous ignorons dans quelle mesure il faut attribuer cela à l'influence de Hobbes, mais la chose est certaine. Pour déterminer quelles doivent être les « lois extérieures » de la société, Dupont-White se demande quelles sont les « lois intimes » de l'homme (84). Et presque toujours, quand il pose ce problème, notre économiste fait allusion à Hobbes, sans toutefois, bien entendu, se rallier jamais à ses conclusions. Plus tard, l'urgent besoin d'une psychologie politique deviendra, si l'on peut dire, le thème principal — ou tout au moins l'un des thèmes principaux (il y a aussi la vie future) —

(81) *Trav. et Cap.*, p. 346.

(82) Ou même plus tôt, vers 1848. La proclamation électorale de DUPONT-WHITE aux électeurs de la Seine (juin 1848), nous a, en effet, paru contenir une réminiscence de HOBBS. Cf. infra, Chap. III, p. 546.

(83) DUPONT-WHITE cite cet ouvrage.

(84) *Central.*, 3^e édit., p. 148.

des écrits philosophiques de Dupont-White. Il reprochera à la philosophie, et à la religion, ce qu'il appelle leur « impuissance politique », c'est-à-dire leur carence devant l'une de leurs tâches les plus importantes : fournir une base psychologique aux doctrines et aux institutions politiques. Lui-même exposera à grands traits sa propre théorie en la matière, qui déjà se trouvait nettement esquissée dans ses ouvrages du Second Empire. C'est sur les positions qu'adopte Dupont-White en psychologie que reposent toutes ses opinions politiques ou économiques, et en général toute son œuvre. C'est pourquoi nous ferons à la théorie de la nature humaine une part très importante dans notre troisième tome qui fera la synthèse doctrinale de la pensée de Dupont-White.

Donc Dupont-White, comme Hobbes, s'appuie sur la psychologie. Mais non point — nous l'allons voir — sur la même psychologie.

Pour Hobbes, l'homme n'est qu'instinct, et l'instinct n'est qu'égoïsme. C'est simple : ce l'est un peu trop pour Dupont-White, qui admet la seconde de ces propositions, mais rejette énergiquement la première.

Dupont-White se range nettement aux côtés de Hobbes, contre tous ceux qui ont une conception trop optimiste de l'instinct, — contre, par exemple, les partisans du sens moral inné, Hutcheson et Shaftesbury (qu'il ne nomme pas) — pour affirmer que l'instinct est purement égoïste.

« L'égoïsme, — nous dit-il, — est l'instinct ou l'ensemble des instincts qui sont préposés d'en haut à la conservation de l'espèce. (85)

« La nature de l'homme « est de se préférer à tout... Il y est sollicité par un véritable appareil d'instincts, ou plutôt d'appétits. Tel est l'égoïsme (86).. l'égoïsme est dans l'homme à l'état d'instinct (87). »

« La nature a mis en nous l'égoïsme avec la force voulue pour un objet tel que notre conservation. Elle aurait pu y mettre le dévouement préposant chacun de nous au soin et à la tutelle de son prochain; mais elle n'en a pas usé ainsi, et nous devons croire, d'après quelques détails de sa façon, qu'elle a tout arrangé pour le mieux... L'égoïsme est le seul élément qui ail en nous la force d'un instinct. » (88)

(85) *Ind. et Et.*, 1^{re} édit., p. 216.

(86) *Central.*, 3^e édit., p. 134.

(87) *Ibid.*, p. 135.

(88) *Mél. phil.*, III, p. 254 et 255.

De là Dupont-White déduit comme Hobbes la nécessité de l'Etat, et de ses interventions contraignantes. Et pas plus que Hobbes, il ne considère ces interventions comme appelées à devenir jamais moins nombreuses, ou moins nécessaires. L'instinct égoïste ne désarmera pas. Le progrès — auquel Dupont-White, à la différence de Hobbes, fait une large part dans sa philosophie — est sans prise contre lui. Le progrès rend les hommes plus « moraux », mais non point plus « vertueux » (89). L'éducation sera plus poussée, mais la nature humaine restera la même. « L'éducation ne change pas la nature des êtres... l'homme est égoïste et doit demeurer tel à jamais... Aujourd'hui l'homme a plus de connaissances, mais non plus d'intelligence qu'autrefois. Il est mieux armé, et mieux outillé, sans être plus robuste ni plus adroit. C'est ainsi qu'en morale, il offre de nos jours plus de conduite apprise, mais non plus de facultés pour la vertu. Les biens acquis croissent toujours parmi les hommes, mais les dons naturels restent les mêmes : le type ne s'élève pas... L'égoïsme est le fonds immuable de notre nature » (90).

Si la nature humaine ne s'améliore pas, au fur et à mesure que le progrès rendra la morale publique plus exigeante, au fur et à mesure qu'en compliquant la vie, il multipliera les tentations de mal faire, l'Etat devra étendre — et non point restreindre — le nombre et la portée de ses interventions. Ici encore, Dupont-White est avec Hobbes, contre Stuart Mill, contre Guizot, contre Proudhon, contre tous les individualistes qui croient au recul progressif de l'action de l'Etat, contre tous les anarchistes qui rêvent, un jour, de son élimination définitive.

Voilà donc en quoi Dupont-White suit Hobbes : La psychologie est le fondement nécessaire de la sociologie; elle nous apprend que l'instinct de l'homme est égoïste; cela exige, et exigera toujours la contrainte de l'Etat.

Mais Dupont-White va s'éloigner de Hobbes lorsqu'il refusera d'expliquer comme lui, par cet instinct égoïste, la naissance et la puissance de l'Etat. Ici leurs doctrines psychologiques vont diverger nettement et, à la suite, leurs conceptions politiques.

Pour Dupont-White, l'instinct n'est qu'égoïsme, mais l'homme n'est pas qu'instinct. L'instinct est quelque chose de tout à fait primitif, spontané, immédiat. Tout entier dans le présent, l'instinct est incapable de prévoir. Uniquement impulsif, il est incapable de délibérer. Mais à côté de la vie instinctive, il y a

(89) *Ind. et Et.*, 1^{re} édit., p. 215.

(90) *Ibid*, p. 216 et 217.

place chez l'homme pour autre chose : pour une vie affective, et pour une vie intellectuelle. L'égoïsme lui-même peut dépasser quelque peu le stade de l'instinct, il peut se raffiner, s'intellectualiser. Il ne connaît plus seulement alors des besoins mais aussi des intérêts, des intérêts futurs, des intérêts supérieurs en qualité (Stuart Mill). L'égoïsme, ainsi évolué, — Dupont-White ne sembla pas croire du reste qu'il puisse aller très loin dans ce sens (91), — explique tout l'individu, mais il n'explique pas l'Etat. L'Etat n'est point issu de l'égoïsme, de l'intérêt, du « principe de l'utile », mais de la conscience morale, de l'altruisme. L'altruisme — Dupont-White s'excuse du mot, qu'il semble considérer avoir inventé (92) — n'a point chez nous la force d'un instinct. Mais il fait partie intégrante de notre nature. Il est constitué par des sentiments (la pitié, le repentir, etc.) et par des notions (la justice, le droit, etc.). Ces éléments sont beaucoup moins puissants pour déterminer nos actes que l'instinct égoïste qui nous domine. Il y a dans l'homme une « prééminence organique de l'égoïsme » (93). Chez l'individu, la conscience morale apparaît à peine; elle est étouffée par l'instinct. Mais c'est précisément dans la vie politique, dans l'Etat qu'elle se manifeste. C'est la conscience morale qui détermine l'homme à vouloir, à créer, à accepter, à vénérer l'autorité de l'Etat. Ce faisant, l'homme sans doute réduit sa liberté, comprime son égoïsme. Mais il ne le comprime pas plus que celui des autres, et pour plus tard, dans une mesure et sous une forme qu'il ne prévoit pas encore de façon précise. Dans ce domaine du futur incertain, l'égoïsme, qui est surtout instinctif et tourné vers l'immédiat, est handicapé. C'est alors — et alors seulement — que triomphe la conscience morale, que les éléments sympathiques de notre nature (sentiments et notions) peuvent prévaloir sur l'égoïsme, malgré qu'il ait seul toute la violence de l'instinct. Nous reconnaissons ici la doctrine, chère à Dupont-White, de la « valeur de position » : le citoyen vaut mieux que l'homme. L'effet de l'altruisme est précisément (et uniquement) de donner naissance à l'Etat, et de nous soumettre à lui.

Quelques citations de Dupont-White nous paraissent utiles pour illustrer le bref exposé que nous venons de faire de sa conception de la nature humaine (à laquelle nous comptons consacrer d'autres développements dans notre prochain ouvrage).

(91) Cf. *Ind. et Et.*, 1^{re} édit., p. 266 sqq., notamment p. 274.

(92) Cf. *Central.*, 3^e édit., p. 135.

(93) *Ibid.*, p. 135.

« Les individus — dit notre économiste — n'ont que deux mobiles : égoïsme ou vertu; l'un défectueux de sa nature, l'autre débile et clairsemé comme une exception. Ce qu'ils ont d'énergique manque de moralité; ce qu'ils ont de moral manque d'énergie... » (94)

« L'Etat est préférable aux individus, comme le désintéressement l'est à l'égoïsme » (95)

« La loi morale, menacée en nous par des instincts, n'est gardée que par des sentiments et des notions. L'événement de ce conflit est facile à deviner : les instincts prévaudront, et la loi morale sera violée, à moins qu'elle ne reçoive un renfort les gouvernements. » (96).

« L'égoïsme est (dans l'homme) à l'état d'instinct, tandis que l'altruisme... est une simple donnée de l'entendement, ou tout au plus une vague émotion de la sensibilité. Tout ce que vous disputez au contrôle de la loi, vous le livrez à un mobile dont la malfeasance n'est pas plus douteuse que la prépondérance. » (97)

« Nos éléments sympathiques sont primés, mais non effacés par nos éléments égoïstes; les premiers, moins puissants, moins impérieux que les seconds, ont cependant leur action et leur lucidité, dont le moindre effet est de supporter les gouvernements, dont le triomphe est de les créer avec de tels organes que le caprice des gouvernements et celui des gouvernés soient également réprimés, ne donnant à l'homme d'autres maîtres que les lois. Tel est l'emploi des parties hautes de notre nature : il ne faut pas leur en demander beaucoup plus, parmi la moyenne des hommes. Se préférer à tout, et néanmoins vouloir, composer, subir un gouvernement, c'est la condition assez complexe, c'est la combinaison où aboutit un être qui peut dire comme Médée : *Video meliora proboque*, etc. » (98).

« La Providence aurait pu préposer chacun au bonheur de son semblable; il lui suffisait pour cela de mettre en nous le dévouement au même titre qu'elle y a mis l'égoïsme. Elle aurait pu (et cela n'eût pas été de trop) nous révéler en même temps les conditions de bonheur pour chacun de nos semblables, ajoutant ainsi à notre intelligence autant qu'à notre conscience. Bref, elle aurait pu ne pas créer des hommes, et peut-être que dans ce monde inédit les gouvernements eussent été

(94) *Ind. et Et.*, 1^{re} édit., p. 306.

(95) *Ibid.*, p. 307.

(96) *Central.*, 3^e édi., p. 134.

(97) *Ibid.*, p. 135.

(98) *Ibid.*, p. 136.

superflus. Au lieu de cela, elle a créé des êtres où se rencontrent à la fois des instincts égoïstes, des perceptions morales, des lumières d'esprit... Ces êtres, qu'il faut gouverner parce qu'ils sont égoïstes, ne sont pas relevés de cette sujétion par leur conscience et leur intelligence ». (99)

« En général, les notions ne se forment et ne prennent de cohésion que par les idées morales : un fondant qui groupe, qui cimente les individus : quant aux intérêts, ils auraient plutôt une puissance d'isolement et de dissolution ». (100).

« Parmi des êtres intelligents, un produit intellectuel comme l'idée est une puissance, une impulsion... je rappelle, je nomme seulement une de ces idées, — l'Egalité devant la Loi, — dont la fortune s'est faite depuis peu, et sous nos yeux pour ainsi dire. C'est le bon plaisir de quelques esprits de nier la justice, comme idée humaine et comme faculté sociale, affirmant que tout au monde se traite et se résout par la force, soit par celle des muscles et des instincts qui composent l'individu, soit par celle des disciplines et des contraintes officielles. Telle est la théorie de Hobbes; et les penseurs catholiques, s'ils mènent logiquement leur dogme de la déchéance, ne peuvent guère s'éloigner de cette conclusion (101). Or il me semble que c'est classer l'homme au-dessous de ce qu'il est et de ce qu'il vaut... Il faut... admettre dans l'homme, outre ses instincts, et comme renfort des gouvernements, cette lumière, cette impulsion de l'idée dont il était question tout à l'heure. Je m'explique mal : cette impulsion n'est pas seulement le ressort des gouvernements, elle en est le principe. Ce qu'il y a en nous de moral n'a guère d'autre emploi que de créer et de supporter les gouvernements, nécessaires qu'ils nous paraissent pour empêcher le mal dont nous sommes tentés, pour faire le bien dont nous sommes incapables ». (102).

« Notre conscience est surtout une base et une foi aux gouvernements, par où nous estimons légitime une force instituée contre les égoïsmes. La conscience ne réussit pas toujours à nous détourner du mal, ni surtout à nous persuader le bien, égoïstes que nous sommes, préposés avant tout à notre conservation. Mais elle réussit, elle excelle à nous faire supporter des gouvernements qui nous interdisent le mal dont nous sommes tentés, qui font le bien dont nous sommes incapables. Voilà l'effet

(99) *Ibid.*, p. 137.

(100) *Introd. Gouv. repr.*, 3^e édit., p. XXXI.

(101) Sur cette interprétation de la doctrine catholique, qui revient souvent sous la plume de DUPONT-WHITE, nous renvoyons à l'Appendice Ier de notre second volume.

(102) *Lib. Pol.*, p. 337, 338, 339.

le plus clair de notre conscience; il ne faudrait pas lui en demander beaucoup plus. Il lui arrive même quelquefois de passer le but, faisant des esclaves qui croient au droit de leurs maîtres... » (103).

« L'égoïsme n'est pas le seul élément de notre nature, la seule impulsion de nos actes. Il y a des impulsions morales, des disciplines naturelles ou acquises, dont l'effet élémentaire est de nous soumettre à une puissance publique, et de soumettre cette puissance elle-même à un certain empire du droit. » (104).

Pour Hobbes, l'Etat était un produit de l'Egoïsme; pour Dupont-White, il est le fruit d'une victoire sur l'égoïsme de l'idée de justice qui est en nous.

Dupont-White échappe ainsi à certaines graves difficultés, que soulevait la doctrine de Hobbes. Hobbes soutient que le pacte social, nécessaire pour comprimer l'instinct égoïste des hommes, est lui-même un fruit de cet instinct égoïste. N'est-ce point une contradiction ? Est-ce vraiment le même égoïsme qui, dans l'état de nature, pousse les hommes à la lutte sans merci, et qui, plus tard, obtient d'eux une soumission si parfaite à l'Etat souverain, qu'ils préfèrent subir le martyre, plutôt que de lui résister en rien ? N'y aurait-il point au fond, dans la pensée subconsciente de Hobbes, deux espèces bien distinctes d'égoïsme, l'un primitif, purement instinctif, qui rendrait les hommes comme des loups; et l'autre raffiné, prévoyant, qui en ferait en tous cas des citoyens d'une soumission exemplaire, sinon presque des saints ? Et même de la sorte est-il vraiment possible d'expliquer la naissance de l'Etat et son prestige par le seul égoïsme, si dégagé de l'instinct, si évolué soit-il ? Autant de questions qui nous obligeraient à revenir sur la doctrine de Hobbes, à suivre à nouveau l'itinéraire de sa pensée : ce que nous ne saurions faire ici (105-108).

(103) *Progr. pol.*, p. 132 et 133.

(104) *Posit.; Mél. Phil.*, III, p. 255.

(105-108) HOBBS part de cette idée que l'instinct égoïste est l'unique mobile humain. Cependant la lutte de chaque homme contre tous prend un jour fin, et les hommes concluent le pacte social. Pourquoi? Je puis en vérité me le demander. Cela n'est point à mon rollet. Plaçons-nous en imagination, si vous n'avez point trop peur des loups, dans l'état de nature. Il y avait alors des faibles et des forts, et, comme la lutte était le régime naturel des rapports humains, les forts écrasaient les faibles. Que ces derniers aient imploré la protection d'un souverain, qu'ils aient consenti à conclure avec lui un pacte par lequel, en échange de cette protection, ils abdiquaient toute leur indépendance et tous leurs droits, cela n'est point pour nous étonner. Leur intérêt immédiat et criant, leur intérêt égoïste les y poussait. Mais pourquoi les forts ont-ils, eux aussi, accepté ce pacte? C'est ce que nous concevons moins aisément.

Voici seulement quelques passages de Dupont-White dans lesquels il reproche à Hobbes la contradiction que nous venons de dénoncer dans sa doctrine :

« Nous dirons à Hobbes : — écrit Dupont-White dans *La Centralisation* — Si l'homme est né méchant, vous n'avez rien à imaginer, rien à prévoir en fait de monarchies ou de républiques à son usage ; l'homme ainsi fait ne formera point

ment. Et si l'on admet que celui qui fut choisi comme souverain était de beaucoup le plus fort, qu'il était redoutable pour chacun des autres hommes, leur adhésion globale au pacte est facilement compréhensible, mais non point la sienne. Pourquoi, s'il n'était qu'égoïste, a-t-il accepté, lui qui ne craignait rien, de renoncer à la lutte, et de s'engager à protéger tout le monde au lieu d'exterminer et de dépouiller tout le monde ?

HOBBS répond en affirmant l'égalité naturelle des hommes, une égalité dans la faiblesse. A ses yeux, nous dit G. LYON, « la nature humaine est tellement fragile que la vie même du plus fort est à la merci du premier venu et qu'à cet égard on peut négliger les différences individuelles » (G. LYON: *La Philosophie de Hobbes*, chapitre IX, Morale, p. 155). Mais alors, si les hommes sont pratiquement égaux par leurs aptitudes naturelles, si d'autre part tous ont « une mutuelle volonté de nuire » (*id.*, *ibid.*), pourquoi la lutte cesse-t-elle ? Quel est l'élément nouveau qui intervient, pour substituer le désir de paix à l'instinct de guerre ? Pourquoi le pacte social est-il conclu ? — En vertu, répond HOBBS, de « la loi naturelle », qui est « une dictée de la droite raison concernant ce qu'il faut faire ou omettre en vue de sauvegarder, à jamais si possible, notre vie et nos membres » (HOBBS: *De Cive*, chapitre II, paragraphe I. Cité par G. LYON, *La Philosophie de Hobbes*, p. 158). *A jamais si possible*: voilà qui nous entraîne loin de l'instinct ! « On ne saurait trop insister sur cette incidente, dit G. LYON: elle renferme, comme on dit en logique, la différence dernière de notre définition... La loi naturelle fait entrer en ligne de compte l'idée d'avenir, d'un avenir indéfini; supputer le futur, l'organiser par avance, c'est là aussi bien le grand office de la raison. Ce concept d'une durée sans terme, à peine introduit dans la philosophie pratique de HOBBS, y détermine comme une révolution. N'est-ce pas d'ailleurs l'intervention de cette idée du temps à venir qui a permis aux utilitaires, tant anciens que modernes, depuis EPICURE jusqu'à BENTHAM et à MILL, de transformer en morale rationnelle ce qui ne s'annonçait d'abord, avec un ARISTIPPE, que comme l'Éthique toute instinctive du désir animal et de la satisfaction instantanée ? » (G. LYON, *ibid.*, p. 158.)

La doctrine de HOBBS réunit dans un amalgame assez illogique les deux étapes extrêmes de cette longue évolution de l'utilitarisme, magistralement évoquée dans la dernière phrase que nous venons de citer. Sa psychologie est celle d'ARISTIPPE; mais sa morale est celle de Stuart MILL. Il faut pourtant choisir. Ou l'homme n'est qu'instinct, et alors — en admettant avec HOBBS que cet instinct le pousse uniquement à la conservation, à l'expansion de lui-même, et à la lutte contre tous — l'état de nature n'a pas de motif de prendre fin, ni le pacte social d'être conclu; ou bien l'homme est capable de discerner son intérêt supérieur et son intérêt futur, de sacrifier l'impulsion du présent à la sécurité de l'avenir, de comprimer son avidité et sa combativité en vue d'obtenir les bienfaits de la paix, en un mot de conclure, et avec lucidité et délibérément, le pacte social. Mais alors l'homme n'est pas qu'instinct: il est aussi intelligence et volonté. Il reste toujours guidé par l'égoïsme, peut-être, mais par un égoïsme raisonné, et non point purement impulsif.

Nous sommes loin du point de départ de HOBBS. Ainsi, ce qui pousserait l'homme à quitter l'état de nature, ce ne serait plus seulement

de société, ne subira pas de gouvernement. Si l'homme est un loup, c'est ainsi que vous l'appellez (*homo, homini lupus*), pourquoi vivrait-il comme les abeilles ou comme les castors? » (109).

« Avec des instincts seulement, l'homme n'aurait pas la place qu'il occupe parmi les animaux; car il en est parmi ceux-ci de paisibles et d'inoffensifs, de moraux pour ainsi dire, par le don de l'abondante nature qui naît sous leurs pas. Voyez plutôt ces troupeaux de buffles et de chevaux sauvages qui ruminent en paix dans les prairies inépuisables du Nouveau-Monde. Mais nous, d'une condition misérable et dénuée, dont la vie est au prix de la lutte et de l'effort, nous serions de purs (c'est Dupont-White qui souligne) dévorants, si nous appartenions purement à l'instinct. Et ne croyez pas non plus que la force armée des gouvernements soit le seul frein des appétits individuels, le seul ciment des sociétés. Comment cette force aurait-elle prise, ou plutôt comment naîtrait-elle parmi les requins, parmi les loups de votre hypothèse? Vous supposez un troupeau, des bergers, des chiens, parmi des êtres ainsi faits que les bergers mangeraient le troupeau, s'ils n'étaient au préalable mangés eux-mêmes par les chiens; une pure contradiction dans les termes. » (110)

« Au fond c'est la conscience humaine, c'est le sens moral qui fait vivre la société et les gouvernements. Si les mal-fauteurs étaient en majorité, ils auraient bientôt raison des gendarmes. C'est par un effet de la lumière qui éclaire tout homme venant au monde (111) qu'ils sont en minorité. Rien ne prouve mieux que les hommes ne sont pas purement des requins, malgré les apparences et l'avis conforme de Hobbes. » (112)

« Si nous étions des loups, comme dit Hobbes, ou des tigres comme on pourrait le croire au souvenir de la Terreur, de la

l'instinct égoïste; ce serait, d'une façon beaucoup plus large, l'intérêt, ou encore, suivant une expression chère à DUPONT-WHITE, « le principe de l'utile ». Est-ce là une explication plausible de la conclusion du pacte social? Est-ce un fondement suffisant pour l'Etat? C'est ce que DUPONT-WHITE n'admet point. Si l'homme était purement mauvais, si la société des hommes n'était qu'un panier de crabes, par quel miracle l'Etat pourrait-il surgir de cette effroyable mêlée des égoïsmes? Et même en admettant que, par extraordinaire, l'Etat naquit en pareil milieu, par quel miracle serait-il capable de transformer en moutons ces bêtes féroces? Quiconque, comme HOBBS, croit à la méchanceté naturelle des hommes, — ou, comme l'Eglise catholique, les tient pour déchus, — doit fatalement aboutir, aux yeux de DUPONT-WHITE, au complet nihilisme politique.

(109) *Central.*, 3^e édit., p. 150.

(110) *Lib. Pol.*, p. 338.

(111) Est-il besoin de dire qu'il y a là une allusion à Rousseau?

(112) *Progr. pol.*, p. 132.

Saint-Barthélemy, ou des Dragonnades, nulle police, nulle contrainte ne nous réduirait à vivre en société. Il faut que cette police trouve en chacun de nous un certain concours... » (113)

Résumons : l'Etat, dont la fonction nécessaire est de réprimer les égoïsmes, n'a point pour Dupont-White, comme pour Hobbes, sa source dans les égoïsmes. S'il est né et s'il subsiste, ce n'est point parce que notre intérêt est de préférer la paix à la guerre, c'est parce qu'il y a en nous une notion innée de justice, un amour inné du bien public, qui nous ont invités à le créer, et qui nous persuadent de le supporter (dans les deux sens du mot : souffrir et soutenir).

Cette divergence entre Hobbes et Dupont-White dans la conception du fondement et de l'origine psychologiques de l'Etat entraînent tout naturellement une autre, sur la question de son rôle et de sa forme.

L'Etat de Hobbes est un monstre étrange au milieu de l'humanité qui l'entoure. Il est entouré de brigands qui ne cherchent qu'à nuire. Seul il est capable de vouloir et d'imposer la paix, à laquelle contredisent tous les instincts des hommes. Qu'il n'aille point surtout relâcher un instant en rien sa surveillance et sa contrainte ! Qu'il n'aille point non plus — ce serait folie — appeler ces égoïstes de gouvernés à participer au gouvernement : il ne faut point laisser le loup pénétrer dans la bergerie. Ainsi c'est très logiquement que Hobbes conclut à l'absolutisme, et à l'autocratie, contre la liberté, et la démocratie.

Mais Dupont-White part d'autres conceptions. A ses yeux, l'origine de l'Etat et sa nature sont morales : l'Etat, dès lors, ne sera pas seulement une force, mais avant tout un être de droit et de raison. Pour lui l'homme n'est pas qu'un égoïste, il a une conscience morale ; ce qui pourrait bien lui mériter certains égards et lui valoir certains droits (?).

Il se plaint sans cesse que cette question, qui lui paraît capitale, n'ait pas été davantage et plus sérieusement approfondie par les philosophes. Et lui-même la pose fort clairement, dans son étude sur le positivisme : « Il y a — dit-il — des impulsions morales, des disciplines naturelles ou acquises, dont l'effet élémentaire est de nous soumettre à un certain empire du droit. La question est de savoir si elles ne sont pas capables d'un effet plus raffiné ; si, par exemple, elles sont de force — soit à se passer de gouvernement dans certaines circonstances, ce qui est le cas de la liberté

civile, — soit à exercer le gouvernement, ce qui est le cas de la liberté politique. » (114)

Dupont-White pose la question, à vrai dire avec une anxiété qui paraît de moins en moins superficielle, à mesure qu'il s'approche de la fin de sa carrière. Mais sûrement, au moment où il écrivait ses grands ouvrages du Second Empire, il croyait l'avoir résolue.

A ses yeux, l'homme est assez égoïste pour qu'il faille le gouverner dans presque tous les domaines; mais il est assez bon pour que ce principe souffre des exceptions (115).

Dupont-White insiste de plus en plus, au cours de sa carrière, sur ces exceptions, et il en étend sans cesse le domaine. L'homme a des droits naturels, des domaines réservés, dans lesquels l'Etat ne doit point venir troubler sa liberté. Il lui est loisible, sans qu'il puisse être de ce fait légitimement inquiété, de penser et de croire ce que bon lui semble. Il lui est même loisible de l'exprimer, de l'imprimer : à peu près sans restrictions en matière religieuse, philosophique, scientifique, sociale; dans les limites que nous avons vues (116), en matière proprement politique. La Propriété, la liberté du Travail, à condition qu'ils soient contenus dans certaines bornes, et soumis à un certain contrôle, sont encore des droits que Dupont-White reconnaît aux individus, des limites à l'omnipotence de l'Etat. Et voilà pour la liberté civile.

Mais Dupont-White va plus loin. Il incline nettement à croire — avec ici, au contraire, des réticences et des hésitations croissantes à mesure qu'il avance dans la vie — que l'homme est encore capable de liberté politique, qu'il mérite de participer au gouvernement, et qu'il y a droit. Sans doute il est avant tout égoïste, et il peut sembler paradoxal de confier à des égoïstes le Pouvoir, dont la mission est précisément de réprimer les égoïsmes. Mais l'homme n'est pas seulement égoïste; et c'est justement dans la fonction politique que son amour de la justice et du bien public se révèle le plus efficace. Le citoyen vaut mieux que l'homme. Pourvu que l'on y mette certaines conditions d'éducation (la fortune est le criterium qui servira à présumer l'éducation), on appellera donc les hommes à exercer le suffrage politique, c'est-à-dire à se gouverner eux-mêmes. Dupont-White conclut nettement contre l'au-

(114) *Posit.*; *Mél. Phil.*, III, p. 255.

(115) Nous ne faisons ici que résumer le chapitre VI de *l'Individu et l'Etat*.

(116) Cf. *Préf. Lib. et Lib. Presse*, et l'analyse que nous donnerons de ces ouvrages dans notre tome second.

tocratisme, pour le principe révolutionnaire de la Souveraineté Nationale.

Hobbes était logique, Dupont-White le reconnaît. Sensualiste en psychologie, utilitariste en morale, il devait aboutir, en politique, à la négation de la justice et à l'absolutisme. Mais la « scélératesse » de cette conséquence condamne tout le système :

« Si vous réduisez l'homme aux sensations, voici son programme et ses limites : il aura, comme être sensible, des impressions de peine et de plaisir; il aura, comme être intelligent, l'idée qu'il faut fuir l'une et chercher l'autre; il aura enfin, comme être moral et actif, le mobile contenu dans cette idée, l'impulsion des intérêts. N'ayant pas autre chose dans toute sa substance individuelle, il ne saurait fournir une autre base aux constructions politiques et sociales. Je sais tous les efforts, toutes les contorsions de l'utile pour s'élever et se raffiner... Il y a des peines et des plaisirs de l'ordre moral; il y a des intérêts comme celui de la patrie, comme celui du salut; il y a une rencontre, une fusion incessante de l'utile avec le juste. Tout cela ne me rassure pas sur la politique qui peut naître de ce principe, quand je vois Hobbes, un esprit fameux pour sa droiture et sa rigueur logique, dont on n'a jamais, que je sache, critiqué les déductions, tirer de l'utile le pouvoir absolu d'un seul. Supposé qu'on en tirât aussi bien la règle du nombre, l'alternative est médiocre, si le pouvoir absolu persiste. Il y a cela de certain que la justice est absente de ces solutions. Au fait, comment y serait-elle, quand elle n'est pas dans leurs éléments, ni dans la sensation, ni dans les idées d'origine sensible, ni dans l'impulsion qui sort de ces idées? » (117.)

« Vous ne pouvez plus, comme Bossuet, tirer la politique de l'Écriture Sainte; mais vous devez la tirer d'aussi haut, et lui faire une base non moins consacrée. Ce n'est pas qu'il n'y eût, au siècle dernier, quelque chose comme une psychologie : il y a celle de Condorcet; mais elle ne concluait pas à la liberté. Elle ne pouvait avoir d'autre conclusion que celle de Hobbes, c'est-à-dire l'asservissement humain, fondé sur l'égoïsme des hommes, sur leur impuissance à comprendre autre chose que la peine et le plaisir, à subir d'autres mobiles que l'espérance ou la crainte, d'autre empire que celui de la force. C'est déjà beaucoup que la psychologie du *xviii^e* siècle.

cle (118) n'ait pas fait obstacle à 89; à coup sûr, elle ne pouvait en être le fondement et le point de départ logique. » (119)

« D'où vient cette philosophie sociale de l'utile? D'une philosophie morale qui ne reconnaît d'autre principe d'action parmi les hommes que la peine et le plaisir. Et cette morale elle-même découle d'une psychologie qui n'attribue d'autre origine à nos connaissances que la sensation. Erreur d'un bout à l'autre, erreur par l'unité. Il ne suffit pas d'avoir de mauvais principes, il faut être illogique. Le dix-huitième siècle, où parurent ces théories avec une certaine faveur, eut la glorieuse inconséquence de rejeter la politique de Hobbes, qui était au bout de ces prémisses, et d'aboutir, avec celle de Montesquieu et de Sieyès, à l'Assemblée Constituante. » (120)

Ainsi Dupont-White, dans son enthousiasme pour les droits de l'homme et la liberté politique, renie complètement Hobbes, et répudie en bloc tout de sa doctrine.

« Je ne vois que Hobbes — dit-il — qui ait été tout à la fois philosophe politique et psychologue politique; mais pour ce qu'il enseigne — méchanceté naturelle de l'homme, son asservissement désirable, le droit et le bienfait du despotisme, — il aurait aussi bien fait de n'être ni l'un ni l'autre. » (121)

On ne saurait être plus ingrat. Dupont-White, ainsi qu'on peut s'en rendre compte au terme de ce trop long parallèle, doit beaucoup à Hobbes. C'est à lui qu'il a emprunté sa conviction de la nécessité de la psychologie politique; c'est chez lui qu'il a pris l'idée que l'instinct n'est qu'égoïsme, que l'égoïsme est le ressort principal des hommes, qu'en conséquence la contrainte de l'Etat est et sera toujours largement nécessaire. C'en était assez pour que Dupont-White ne se montrât point si sévère pour celui dont il était intellectuellement l'enfant, il est vrai prodigue...

Bossuet. Dupont-White fait preuve de beaucoup plus d'indulgence pour les autres grands théoriciens de l'absolutisme dont il s'inspire, et en particulier pour Bossuet. Sans

(118) Ici, dans les *Mélanges Philosophiques*, une erreur typographique évidente, que nous nous sommes permis de corriger. Le texte porte : « Du XIII^e siècle... »

(119) *Impuiss. pol.*; *Mél. Phil.*, I, p. 22.

(120) *Ind. et Ed.*, 3^e édit., pp. 251 et 252. Ce passage ne figurait pas dans la première édition, mais bien dans la seconde.

(121) *Posit.*; *Mél. Phil.*, III, p. 264.

doute, notre économiste se cabre-t-il, quand Bossuet blâme Luther d'avoir proclamé que « l'homme ne doit point obéir à l'homme ». Mais l'éloquence, et l'imposante figure du grand prédicateur classique, ses grandioses synthèses historiques, sa forte doctrine de l'autorité, n'en imposent pas moins à Dupont-White, qui le cite sans cesse dans ses ouvrages.

De Bonald et de Maistre.

Chez de Bonald, chez de Maistre, il blâme un certain pessimisme austère et fataliste, (qu'il ne leur reproche du reste point, car il le rattache logiquement à leur adhésion au dogme du péché originel). Mais il puise abondamment dans leurs développements sur l'autorité nécessaire. De Bonald offre à ses yeux, ça et là dans ses écrits, « la substance assez peu déguisée du socialisme » (122). Quant à de Maistre, Dupont-White lui reproche, sans doute, d'être « à genoux devant les ancêtres », de mépriser la *Déclaration des Droits de l'homme*; mais toujours il conclut « qu'il faut lui pardonner, même quand on ne peut l'admirer et le suivre » (123). (Et il le suit, du reste, sur bien des points.)

Que de Maistre « ait trouvé dans l'histoire uniquement ce qu'il y cherchait, c'est une infirmité fort répandue » (124), dit complaisamment Dupont-White, qui sans doute en savait lui-même quelque chose. « Son rare mérite, poursuit-il, est d'avoir étudié l'homme dans la société, la société dans l'histoire (125), et reconnu ainsi le poids du passé sur le libre arbitre, sur la raison pure, où les révolutions placent leur confiance » (126). Ce mérite, Dupont-White le partage avec de Maistre.

Tous deux se rencontrent presque — également — dans leurs conceptions de la Providence, et tous deux croient à une sorte de don particulier que possède l'Etat de voir juste et de faire bien. Dupont-White exprime cela en disant que l'Etat a une « valeur de position ». Joseph de Maistre, lui, fait l'apologie de « l'instinct royal » (127), et affirme à Brunswick que « nul prince ne veut le mal, et s'il l'ordonne, il est trompé » (128).

(122) *Ind. et Et.*, 1^{re} édit., p. 97; 2^e édit., p. 97; 3^e édit., p. 93.

(123) *Mél. Phil.*, p. 261.

(124) *Ibid.*, p. 261.

(125) Abus du système d'une part, sens de la relativité historique d'autre part, sont deux tendances quelque peu contradictoires, et qui se rencontrent, conjuguées, à la fois chez DUPONT-WHITE et chez DE MAISTRE.

(126) *Ibid.*, p. 260.

(127) Cf. G. GOYAU : *La Pensée religieuse de Joseph de Maistre*, Paris, Librairie académique Perrin, 1921, p. 43.

(128) Cité dans l'ouvrage précité de GOYAU, p. 43.

De Maistre parle même d'une sorte d'infailibilité de la souveraineté politique « humainement supposée » (tandis que l'infailibilité du souverain spirituel est « divinement promise » (129). Cependant, Dupont-White proclame que l'autorité de l'Etat « ne le cède en rien à celle d'une Eglise » (130).

Notre économiste pense, tout comme le philosophe savoyard, que l'organisme politique doit comporter « un centre où tous les rayons aillent aboutir » (131). Et comme lui, il croit à une mission providentielle de la France, laquelle, — selon le mot de de Maistre qu'il aime à citer fréquemment, — « exerce une magistrature sur le reste de l'Europe ».

En vérité il est peu de penseurs qui aient exercé sur Dupont-White fervent partisan du progrès, républicain, et libre penseur, une influence comparable à celle de Joseph de Maistre, apologiste du passé, monarchiste absolutiste, et catholique ultramontain (132). Il le cite à chaque instant, dans tous ses ouvrages, à toutes les époques de sa vie. On peut dire que Joseph de Maistre est resté sans cesse présent dans son univers intellectuel. Peut-être notre économiste, trop fier pour se chercher un maître dont il fût complètement le disciple, mettait-il quelque coquetterie à s'inspirer de cet auteur situé à l'autre pôle de la pensée. Mais dans bien des domaines, Dupont-White s'est, en vieillissant, rapproché des idées de de Maistre. Jeune, il était scandalisé, quand il lisait dans les *Considérations sur la France* que les nations peuvent avoir des représentants qui ne soient point leurs mandataires, à l'instar des tuteurs qui ne tiennent leur mandat que de la loi. Plus tard lui-même a fait sien ce raisonnement, qui lui a permis de rejeter le suffrage universel, tout en proclamant sa fidélité au principe de la Souveraineté Nationale.

Luther, Montesquieu. Dans l'ensemble, cependant, Dupont-White est resté radicalement hostile aux idées de de Maistre, sur la question du régime politique. Ses maî-

(129) Cité par GOYAU, p. 176.

(130) *Ind. et Et.*

(131) Cette expression est de Joseph DE MAISTRE. Nous l'avons prise dans l'ouvrage précité de G. GOYAU, p. 46.

(132) En somme, bien qu'il les ait presque tous et presque toujours combattus, D.-W. s'est beaucoup inspiré de tous ceux qui, depuis le xvi^e siècle, ont réagi contre le libéralisme en matière de pensée, contre le principe protestant du libre examen, et réclamé le rétablissement d'un certain pouvoir spirituel : HOBBS, BOSSUET, les théocrates, Auguste COMTE, etc...

tres, sur ce point, sont les grands théoriciens de l'anti-absolutisme, de la liberté politique, du gouvernement représentatif. Il voit déjà poindre les germes de ces grands courants d'idées chez Luther, lequel, en se révoltant contre le pape, et en proclamant que « l'homme ne doit pas obéir à l'homme » a « retrouvé les titres du genre humain » (133). Mais la graine ainsi jetée au vent ne porta ses fruits qu'au XVIII^e siècle, avec Rousseau, Voltaire, et surtout Montesquieu, auquel Dupont-White semble avoir voué un culte tout spécial, à partir des années 1850 et suivantes. Il remarque que Montesquieu, bien avant les socialistes de 1848 (134), a formulé, d'une façon moins provocante, mais tout aussi explicite, le droit au travail. Mais c'est surtout en matière de doctrine politique, que les idées de Montesquieu, sur la séparation des pouvoirs, et sur le régime représentatif en particulier, exercèrent une profonde influence sur Dupont-White. Le grand nombre des références à Montesquieu que contient le présent Index nous en est une preuve. Si l'on veut savoir en quoi et dans quelle mesure Montesquieu a été un prédécesseur de Dupont-White, on pourra avec avantage se reporter aux développements que M. Maurice Martin consacre à cette question, dans sa thèse (135).

Turgot est également un des maîtres de Dupont-White. Le moment est maintenant venu de lui consacrer les quelques développements, que nous avons annoncés tout à l'heure, quand nous traitions des physiocrates (136).

Personnalité puissante et multiple, à la fois homme d'Etat, économiste, théoricien politique, réformateur audacieux, pénétré de la philosophie des lumières et réalisateur remarquable par son énergie et ses qualités pratiques, sur presque tous les points il était digne d'attirer l'admiration et l'adhésion de Dupont-White. Déjà avant 1848, notre auteur avait lu, cité, invoqué ses ouvrages économiques. Dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, il avait emprunté aux *Réflexions sur la Formation*

(133) Pour les références, se reporter à l'Index ci-dessus.

(134) MONTESQUIEU a eu aussi une influence notable sur des libéraux, notamment sur SMITH et sur ses lointains prédécesseurs, BLACKSTONE, FERGUSON, JAMES STEWART. — Dans ses *Essais Politiques*, SMITH commentait sans doute directement Montesquieu. Cf. à ce sujet l'article de M. FLETCHER: *Influence of Montesquieu on English political economists*, in *Econ. Hist. Review*, janvier 1934, p. 77-92, et l'analyse qu'a faite de cet article M. Jean-Marcel JEANNENEY in *La Documentation Economique*, août 1934, n° 201.

(135) MAURICE MARTIN : *Essai sur les doctrines sociales et économiques de Dupont-White*, Grenoble, 1899.

(136) Cf. supra, p. 248.

et la *Distribution des Richesses* du ministre de Louis XVI la formule de la loi d'airain : « EN TOUT GENRE DE TRAVAIL, IL DOIT ARRIVER, ET IL ARRIVE EN EFFET QUE LE SALAIRE DE L'OUVRIER SE BORNE A CE QUI LUI EST NÉCESSAIRE POUR LUI PROCURER SA SUBSISTANCE ». Il s'était encore appuyé sur Turgot pour fonder sa doctrine de la propriété privée, institution sociale, dont l'origine et la fin sont l'intérêt général, le meilleur rendement de la culture. Enfin en matière fiscale, pour combattre les impôts de consommation, Dupont-White avait cité les éloquents plaidoyers de Turgot contre « ces avances du pauvre au riche, dont l'attente est accompagnée de toutes les langueurs de la misère ». (137)

C'est surtout toutefois pendant la seconde partie de sa vie, après 1848, lorsque la philosophie politique prend le pas dans ses études sur l'économie politique proprement dite, que Dupont-White s'inspire de Turgot. Il lui reconnaît le mérite d'avoir « découvert le progrès », et c'est à Turgot, plus sans doute qu'à Descartes et Condorcet (138) ou Vico (139) que Dupont-White

(137) « Sur la question de l'impôt unique — dit G. SCHELLE — l'intendant de Limoges, quoique acceptant le système de QUESNAY, avait encore quelques doutes. Était-il bien démontré que les impositions indirectes retombent nécessairement sur les propriétaires de biens-fonds? Turgot met encore cette question au concours (juillet 1765) et provoque ainsi la rédaction de mémoires qui furent présentés à la *Société d'Agriculture* en 1768 » (*Dictionnaire de l'Economie Politique*, de SAY et CHAILLEY, article Turgot).

(138) On ne saurait trop insister sur la différence qui sépare la théorie du Progrès selon DUPONT-WHITE, de celle de CONDORCET. Nous y reviendrons dans notre second volume. Voici pour le moment quelques lignes de notre économiste, bien propres à faire saisir la chose : « Que n'a-t-on pas rêvé au sujet du Progrès! — « Vous serez immortels, ou plutôt vous vous ferez immortels », s'écrie CONDORCET dans son *Tableau des progrès de l'esprit humain*. Descartes ne va pas si loin, quoi qu'en dise mon ami M. Pierre LEROUX »... Et DUPONT-WHITE cite l'auteur du *Discours de la Méthode*, qui disait : « Il n'y a personne, même de ceux qui font profession de médecine, qui n'avoue que tout ce qu'on y sait n'est presque rien en comparaison de ce qu'on y reste à savoir, et qu'on se pourrait exempter d'une infinité de maladies tant du corps que de l'esprit, et même aussi peut-être de l'affaiblissement de la vieillesse, si l'on avait assez de connaissance de leurs causes, et de tous les remèdes dont la nature nous a pourvu ». DUPONT-WHITE considère ces espoirs comme tout à fait fantaisistes. « Vieillir sans infirmités, dit-il, mourir sans vieillesse, c'est-à-dire en pleine lucidité, en pleine vie, ...que vous semble de cette agonie selon le progrès? Laissons le gland au chêne, comme dans la fable de La Fontaine... Le progrès est là, comme une carrière sans borne, et L'ON A BESOIN DE SE RAPPELER LA BORNE QU'IL NE PEUT FRANCHIR, C'EST-À-DIRE NOTRE NATURE, FAITE QU'ELLE EST D'ÉGOÏSME NÉCESSAIRE ET D'ORGANES PÉRIS-SABLES. Mais il est donné à certains philosophes, à certains savants, de ne pas s'embarrasser pour si peu » (*Equil. Eur.*, 1^{re} édit., p. 22). — « Cette interprétation de la loi du Progrès ne ressemble guère aux fruits qu'il a portés jusqu'à ce jour. Il n'est autre chose, dans toute l'histoire, que le développement régulier d'une espèce intelligente et sociale, l'effet naturel de certains dons comme la mémoire et la prévoyance, une thésaurisation

emprunte sa propre conception du progrès. Turgot a été le précurseur de la théorie des trois états d'Auguste Comte, et par là il a inauguré la philosophie de l'histoire. En matière religieuse, il a été pénétré de ce rationalisme naturaliste qui a dominé le XVIII^e siècle et qui dominait encore la pensée de Dupont-White. A ses yeux « le plus grand bienfait du christianisme est d'avoir éclairci et propagé la religion naturelle ». Les *Lettres sur la Tolérance* (140) enthousiasment Dupont-White, à la fois profondément

en quelque sorte. Tout ce qui peut s'accumuler, se capitaliser, ne cesse de croître parmi les hommes, la richesse et la science, même la moralité. Mais la poésie, l'éloquence, la sculpture sont-elles supérieures aujourd'hui à l'Illiade, au Parthénon, à la tribune d'Athènes? Ainsi l'humanité est capable d'éducation, non de transformation. Les analogies du passé n'apportent pas d'autre commentaire à la loi du Progrès. Les naturalistes ont observé que les momies d'animaux ressemblent de tout point aux animaux actuels; et c'est un point, dit-on, qui semble admis par la science que la corrélation intime, et par conséquent l'immuabilité respective des espèces et des milieux. Ainsi tout est harmonie dans le monde, les êtres et les atmosphères où ils paraissent : d'où il suit qu'on peut faire croire à une catastrophe qui changerait et le globe et l'humanité. Mais l'incroyable, le merveilleux serait une loi de progrès tellement conçue qu'elle laisserait le même théâtre à l'espèce humaine, renouvelée nécessairement dans ses organes et dans ses facultés élémentaires » (*Ind. et Et.*, 1^{re} édit., p. 356 et 357).

Donc Condorcet a méconnu les constantes de la nature humaine. En réalité, le progrès enrichit les connaissances de l'homme, perfectionne l'organisation de la société, mais il ne modifie point la nature organique de l'homme, ni ses instincts primordiaux. En somme « les éléments constitutifs ne changent pas plus dans l'espèce humaine que dans les autres espèces. Mais certaines facultés de l'homme ont des produits susceptibles d'accumulation et de transmission. De là le Progrès, il vaudrait mieux dire de la société que de l'humanité » (*Ind. et Et.*, 1^{re} édit., p. 357).

Nous sommes beaucoup plus près de Turgot que de CONDORCET!

(139) Dans *l'Individu et l'Etat*, DUPONT-WHITE cite trois fois l'ouvrage principal de Vico : *Principi di una scienza nuova d'intorno alla comune natura delle nazioni*, etc., traduit en français par MICHELET. Mais il ne semble guère s'être inspiré de sa philosophie de l'histoire, ni de sa conception du Progrès. Sur Vico, nous renvoyons à l'article de M. A. MARCUSE : *Das Dreistadiengesetz bei Giambattista Vico. eine vergleichende Betrachtung der Vicchianischen und der Comteschen Geschichtslehre* (*Schmollers Jahrbuch*, avril 1935, p. 69-79), dont nous avons donné une analyse dans *La Documentation Economique* (livraison d'août 1935, n° 1206). — Vico croit comme DUPONT-WHITE que le processus historique est providentiel. Mais il n'est pas pour cela, selon lui, forcément téléologique. Vico ne croit pas à un progrès continu, uniforme, tout du long de l'histoire de l'humanité. Il attribue au contraire à la civilisation un mouvement cyclique de flux et de reflux, *corsi e ricorsi*. Il a posé, bien avant COMTE, la loi des trois états. Mais pour lui la succession des trois états se déroule plusieurs fois dans l'histoire. Elle s'est déjà, par exemple, reproduite tout entière une fois dans l'Europe antique, et une seconde fois dans l'Europe moderne. Quand une civilisation s'écroule, une autre recommence à se développer, au point de départ. On voit que cette conception du Progrès diffère beaucoup de celle de DUPONT-WHITE.

(140) Voir aussi, de Turgot, sur ce sujet, son ouvrage de jeunesse : *Le Conciliateur ou Lettres d'un ecclésiastique à un magistrat* (1753).

incroyant et conscient de tout ce que la religion chrétienne contient de valeurs actuellement irremplaçables. Turgot était encore, aux yeux de Dupont-White, un des plus authentiques théoriciens de ces droits naturels à fondement rationnel pour lesquels s'est faite la Révolution Française. Turgot, dit Dupont-White, « rentre dans le même courant d'idées que Rousseau et Montesquieu » (141). Tout chez lui séduit Dupont-White : et le physiocrate qui abolit les douanes intérieures; et l'adversaire des privilèges qui écrit — ou en tous cas inspira — la brochure anonyme publiée en 1772 sous le titre : *Rachat des droits féodaux*; et l'homme politique; et l'économiste.

Nous ne pouvions mieux faire que de terminer ce bref résumé des principales influences subies par Dupont-White pendant cette période en parlant de Turgot, car c'est l'un de ses maîtres les plus importants et les plus authentiques.

C) TROISIÈME PÉRIODE : DE 1865 A LA MORT DE DUPONT-WHITE

1865, c'est la date de la troisième édition de *l'Individu et l'Etat*, et c'est aussi la date des deux premiers articles philosophiques de Dupont-White, consacrés au positivisme. Nous avons cru pouvoir fixer vers ce moment-là le second changement survenu dans l'orientation des lectures de Dupont-White, le passage de la seconde des périodes que nous avons distinguées, à la troisième.

Non point — nous nous en sommes expliqués déjà — que Dupont-White ait, à partir de 1865, abandonné les préoccupations de doctrine politique qui l'avaient dominé, comme nous venons de le voir, dans la période précédente. On en retrouve la trace dans tous les écrits de la fin de sa vie. Toutefois — nous l'avons dit dans notre avant-propos — un changement fort net se dessine dans l'orientation de ses travaux. D'une part il s'attaque aux problèmes politiques concrets de l'actualité; d'autre part il est de plus en plus tourmenté par les questions métaphysiques, et particulièrement par la question de l'au-delà.

En matière politique, Dupont-White ne fait guère, pendant toute cette période, de nouvelles lectures. Il suit au jour le jour les événements, dans la presse. Il en disserte avec passion, dans les cercles nombreux, divers, et distingués de ses relations. Il les médite, à la lumière de sa propre doctrine politique. Il cherche et propose des solutions, qu'il tire de son expérience passée et

(141) *Préf. Ind. et Et.*, 2^e éd., p. VIII; 3^e éd., p. VII.

présente, ainsi que des principes qu'il a posés dans ses ouvrages antérieurs, et qui continuent de dominer sa pensée.

Au contraire, Dupont-White se plonge dans les lectures philosophiques. Ce n'est point là pour lui — sans doute — un domaine nouveau. La philosophie l'a toujours « fasciné » depuis l'âge de dix-huit ans. Il a très probablement été l'élève de Cousin. En tous cas il a lu ses ouvrages. Il a suivi avec passion la querelle de la phrénologie. Les œuvres d'Aristote, d'Anaxagore, de Platon, de saint Thomas, de Roger Bacon, de Descartes, de Hobbes ont toujours été, à des degrés divers, parmi ses lectures favorites. Mais voici que maintenant il s'initie à la pensée des écoles nouvelles, d'une hardiesse inouïe, qui ont surgi au cours du XIX^e siècle, et dont on ne parlait guère encore au temps où il faisait ses études universitaires. Il lit *Auguste Comte et la Philosophie Positive* de Littré; il lit ensuite les philosophes anglais : Spencer, Buckle, Bagehot, Hume et leur disciple français : Taine. Et la lecture de ces ouvrages, dont la hardiesse l'enthousiasme, mais dont les conclusions et l'esprit matérialiste ne le peuvent satisfaire, domine la dernière période de sa vie, surtout après 1875, pendant les trois dernières années, — alors que la question constitutionnelle est réglée, et que le problème angoissant du régime politique de la France n'est plus là pour le distraire des méditations philosophiques.

Dupont-White étudie avidement tous ces philosophes. Mais on ne saurait dire qu'ils exercent sur lui une influence véritable. Dupont-White, à cette époque, a soixante ans et plus. Il a conservé une grande curiosité des idées d'autrui; mais il n'a plus beaucoup de réceptivité intellectuelle. Il aborde les ouvrages des philosophes anglais avec deux idées préconçues : celle de la nécessité d'une psychologie politique; celle de la vie future. Il juge les auteurs et les doctrines qu'il étudie, uniquement en fonction de ces deux idées là.

On peut dire qu'il a fait surtout de la critique philosophique, consacrant successivement un article à chacun des philosophes, ou à chacune des écoles qui l'intéressent. Ses publications se suivent, parallèlement à ses lectures.

Aussi serons-nous tout naturellement amené, — au fur et à mesure que, dans notre second volume, nous analyserons une à une les œuvres de la fin de la vie de Dupont-White, — à traiter en même temps des auteurs qu'il étudie. Il nous paraît inutile d'anticiper ici sur des développements qui seront mieux à leur place ailleurs.

Etude Historique
sur la Vie et l'Œuvre
de
DUPONT-WHITE

TOME I

La Jeunesse de DUPONT-WHITE
et ses Travaux Economiques
(1807-1851)

CHAPITRE PREMIER

LA VIE DE DUPONT-WHITE JUSQU'A L'ESSAI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL AVEC LE CAPITAL (1807-1843)

PLAN

- I. — *La famille de Dupont-White.*
- II. — *Enfance de Dupont-White. — Ses études secondaires.*
- III. — *Dupont-White étudiant en philosophie et en droit.
— Influence des éclectiques. — Il perd la foi catholique et devient républicain.*
- IV. — *Les Barricades de 1830. — Dupont-White à la Garde Nationale.*
- V. — *Dupont-White avocat.*
- VI. — *Mariage de Dupont-White (1840). — Il abandonne toute activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à ses études (1843).*

SECTION I

LA FAMILLE DE DUPONT-WHITE.

Les lointains ancêtres. La marquise de Créqui (1), amie de Jean-Jacques Rousseau, pouvait être fière de ses glorieux ancêtres (2), dont la longue lignée remontait, dans le passé, jusqu'à l'époque de Charlemagne. Mais, s'il faut en croire sa correspondance avec le philosophe de Genève, c'est avec une beaucoup moindre satisfaction qu'elle regardait sa descendance. Celle-ci se composait, en tout et pour tout, d'un fils : le marquis Charles-Marie. Il était célibataire : avec lui devaient, en 1800, s'éteindre les Créqui-Hémont (3), l'une des deux dernières branches de la vieille et illustre famille.

(1) Sur cette intéressante figure, voir Paul TISSEAU : *La marquise de Créqui, sa vie, son salon, son temps, ses amis, sa correspondance avec J.-J. Rousseau et Sénac de Meilhan*. Paris, éditions Emile-Paul, 1926.

Voir aussi : *Lettres inédites de la Marquise de Créqui à Sénac de Meilhan*, 1782-1789, mises en ordre et annotées par M. Edouard FOURNIER, précédées d'une introduction par M. Sainte-Beuve, de l'Académie Française. Paris, Potier, 1856, in-12. (Ce recueil est signalé et analysé dans *La Revue Contemporaine*, janvier 1857, tome 29, page 612.)

Les *Mémoires de la Marquise de Créqui* (Paris, Delloye, 1^{re} édition : 7 vol. in-8°, 1834-1835; 2^e édition : 10 vol. in-18, 1840-1841) sont un ouvrage apocryphe. Leur véritable auteur, un certain Cousin, comte de Courchamps, avait été prisonnier avec la marquise, sous la Terreur. La supercherie ne put tromper longtemps le public : elle fut immédiatement dénoncée par Beuchot dans *Le Journal de la Librairie en France*, et en Angleterre dans la *Quarterly Review* de juin 1834. Mais comme on pense, ces dénonciations ne firent qu'augmenter la curiosité du public et l'ouvrage connut un certain succès de librairie et deux éditions successives.

On peut consulter sur cette curieuse histoire :

Voltaire étrangement défiguré par l'auteur des Souvenirs de Madame de Créqui, par M. de CAYROL, Compiègne, 1836, in-8°. — *L'Ombre de la Marquise de Créqui aux lecteurs des Souvenirs publiés sous le nom de cette dame*, suivi d'une notice historique sur Madame de Créqui et sa

Le marquis Charles-Marie se rendait souvent, à Rambouillet, chez d'humbles aubergistes dont le nom, simple et vulgaire, contrastait avec ses vieux quartiers de noblesse : ils s'appelaient Dupont. Dans leur maison rustique, au milieu d'une nombreuse progéniture, grandissait un enfant que l'état-civil leur attribuait sûrement à tort.

Les parents de Dupont-White. Jean-Théodore Dupont (tel **Leur jeunesse et leur mariage.** était son nom légal) était élevé comme leur fils; lui-même considérait les petits Dupont comme ses frères et sœurs.

Mais ne dit-on pas que, dans son ascendance maternelle, l'enfant avait du sang de la famille royale? Et pourquoi le marquis Charles-Marie lui portait-il tant d'intérêt? Pourquoi faisait-il tant de frais pour son éducation et son avenir? Pourquoi projetait-il de l'adopter, à la grande fureur de la vieille marquise sa mère, laquelle se plaignait amèrement, dans ses lettres à Jean-Jacques Rousseau, qu'il la voulût ainsi déshériter?

La question pourrait paraître tout-à-fait naïve, si un autre personnage ne venait, en jouant aussi son rôle, apporter dans cette curieuse histoire un grain de mystère. Le comte Hugues de Créqui-Canaples, dernier héritier de la seconde des deux branches de Créqui qui subsistaient alors, semblait, tout

famille, et d'un fac-similé de son écriture. Paris, 1836, in-8°. — *Notice sur la Marquise de Créquy*, par M. PERCHERON (fils de l'homme d'affaires et exécuteur testamentaire de la marquise), Paris, 1855, in-18. (Cette brochure ne fut tirée qu'à 25 exemplaires, mais *La Revue Contemporaine* en a rendu compte dans son numéro de janvier 1857, tome XXIX, p. 612. — *Notions claires et précises sur l'ancienne noblesse de France, ou réfutation des prétendus Mémoires de la Marquise de Créquy, etc.*, par le comte de SOYECOURT, in-8°, Paris, Bréauté, 1855.

Le récent ouvrage de Claude FÉVAL, intitulé *Jean-Jacques Rousseau et les femmes* (Paris, 1934), ne traite que par allusions des relations du philosophe genevois avec la marquise de CRÉQUI.

(2) Hommes d'armes, duellistes, frondeurs, et parfois en coquetterie avec la Philosophie du XVIII^e siècle, les Créqui furent l'une des grandes familles de France qui jouèrent un rôle historique important. Notre économiste fait parfois allusion, dans ses ouvrages, à ses ancêtres CRÉQUI (sans bien entendu les donner pour tels). Cf. notre index, verbo CRÉQUI.

(3) On écrit tantôt CRÉQUI, tantôt CRÉQUY.

comme son cousin le marquis Charles-Marie, se croire de graves devoirs vis-à-vis de l'enfant.

Et donc, en dépit des malédictions de la vieille marquise (qui ne savait rien de précis, sinon une histoire d'argent, et qui volontiers calomniait son fils) il ne faut rien hasarder. Plus tard, une branche de la famille (4), choquée d'avoir à compter cette capiteuse histoire dans les annales de son ascendance, détruisit de parti-pris presque tous les documents et papiers intimes qui y étaient relatifs. Et ceci n'est pas fait pour nous aider à éclaircir le point obscur qui subsiste.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'en 1785 mourut, en Angleterre, le comte Hugues de Créqui-Canaples, il légua une partie de ses biens à Jean-Théodore Dupont. L'enfant était jeune encore; les formalités de procédure furent longues, compliquées bientôt par les hostilités franco-anglaises. Et ce n'est qu'en 1798 que Jean-Théodore Dupont, âgé de trente et un ans, déjà veuf (5) et père de deux enfants, se décida à prendre le chemin de l'Angleterre afin de retirer lui-même, aux guichets d'une banque britannique, les fonds dont il avait hérité.

Il acheta une voiture avec laquelle il se rendit à Calais. Là notre homme s'avisa qu'avant de s'embarquer, il lui fallait trouver acquéreur pour sa calèche. Il se mit donc en quête, et rencontra la famille d'un gros négociant anglais, domicilié depuis peu dans la ville, et dont les projets, comme les siens propres, étaient fort gênés du fait de la guerre franco-anglaise.

M. John White — c'était son nom — était fils du lord-maire de Glastonbury. Il avait épousé Mary Woodcock, vingt-et-unième enfant de l'une des branches de cette vieille famille Woodcock, dont un membre, protestant devenu catholique et capucin en France, avait été brûlé vif, à son retour en Angleterre, par ses anciens coreligionnaires (xvii^e siècle).

Mais pour Jean-Théodore, le personnage le plus intéressant de la famille était sans contredit la fille du négociant. Mary White avait alors vingt-deux ans; d'une rare beauté, elle se

(4) Il s'agit de la branche issue de THÉODORE DUPONT-WHITE, frère aîné de notre économiste.

(5) La première femme de Jean-Théodore s'appelait Mademoiselle de MOUYRES

trouvait à l'apogée de sa fraîcheur et de son charme. Elle lui plut infiniment. On passa la soirée au théâtre de Calais, et le jeune voyageur, — qui pensait maintenant à toute autre chose qu'au bateau qui devait l'emporter en Angleterre, — fut agréé comme fiancé. Les choses allèrent vite et bien. Dans le contrat qui fut signé, se trouve stipulée la promesse, par le marquis Charles-Marie de Créqui, d'une hypothèque en Angleterre pour assurer à la mariée une rente viagère de 4.800 francs. Le mariage fut célébré à Calais, le 11 juin 1798.

Et l'on revint à Paris dans la calèche qui avait conduit Jean-Théodore vers Mary, et qu'il comptait vendre aux White...

Le père de Dupont-White. — Jean-Théodore signa désormais Dupont-White, ajoutant le nom de sa femme au sien qu'il jugeait trop plébéien. Il jouissait de revenus suffisants pour n'avoir pas à gagner la vie de sa famille. Aussi se consacra-t-il exclusivement à l'étude, pendant toute sa vie.

Il fut poète à ses heures, mais plus encore qu'aux vers il s'adonna à des réflexions philosophiques et religieuses. Il était profondément catholique, en relations avec de nombreux ecclésiastiques.

Jean-Théodore Dupont-White collabora certainement à la rédaction des *Principes philosophiques des Solitaires d'Égypte* (6), que fit imprimer, en 1799, Charles-Marie de Créqui-Hémont.

Un an après, celui-ci mourut. Jean-Théodore en fut profondément affligé. Le marquis — (qui déjà deux années auparavant, comme nous l'avons dit, avait richement doté Mary White) — avantagea encore, en mourant, le père de notre économiste, par un legs important. Un procès s'ensuivit,

(6) *Principes philosophiques des Solitaires d'Égypte*. Extrait des Conférences de saint Cassien, Madrid, Imprimerie Royale, 1799. Cet ouvrage ne se trouve pas à la Bibliothèque Nationale. Certaines bibliographies donnent la date de 1779, au lieu de 1799 (ex. QUÉRARD : *La France littéraire*, Paris, Firmin-Didot, MDCCLXXIX); *La Grande Encyclopédie*, — nous ne savons d'après quelles données, — attribue cet ouvrage non pas à Charles-Marie de Créqui, mais à son père, Louis-Marie de Créqui. Ce serait alors une œuvre posthume.

d'abord avec la vieille marquise de Créquy, qui mourut en 1803, puis avec ses héritiers Breteuil et autres. Procès long et pénible, qui acheva d'assombrir le caractère naturellement amer de Jean-Théodore.

Dans sa famille, il laissa le souvenir d'un patriarche autoritaire, devant qui tout devait plier. Comme beaucoup de mystiques, il avait à la fois le cœur sensible et l'esprit intransigeant. Aristocrate dans son esprit, ses manières et ses relations, il restait très attaché aux souvenirs de l'Ancien Régime. Il avait bien caressé, dans sa prime jeunesse, quelques « illusions régénératrices ». Mais, ainsi qu'il aimait à le répéter, elles n'avaient pu dépasser le 6 octobre 1789, et les vingt-cinq années qui suivirent ne furent à ses yeux que le triomphe de la force sur le droit (7). Pendant tout ce temps, à travers toutes les vicissitudes de la Révolution et de l'Empire, son légitimisme resta toujours inébranlable. Plus tard, le retour de Louis XVIII l'a satisfait sans le surprendre : il y était prêt. Il y aurait toujours été prêt, même s'il avait fallu encore attendre des dizaines d'années, même si la cause des rois avait été désespérée : son royalisme était plus qu'une opinion politique, c'était une foi, profonde, ferme, et tranquille, dominant toutes les contingences. Ainsi le roc solide, indifférent au temps qu'il fait, attend impassible la fin de la tempête...

L'atmosphère que Jean-Théodore entretenait à son foyer était tout à fait « vieille France ». Il recevait souvent de ces fidèles qui, comme Charles X, n'avaient « rien appris et rien oublié » : nobles jadis émigrés, prêtres restés toujours réfractaires; esprits souvent étroits, mais âmes malgré tout grandes et belles : grandes comme le refus qu'elles avaient opposé à leur temps, belles comme le passé dont elles avaient jalousement conservé le souvenir et les leçons... J'imagine que certains de ces êtres d'un autre siècle continuèrent, même sous la Restauration, de se sentir dépaysés. Ils devaient avoir encore l'air d'émigrés, non plus hors de leur patrie, mais dans un temps qu'ils comprenaient mal. Trop de nouveautés avaient passé dans la Charte de 1815 pour le peu de souplesse

(7) E. DE LAVELEYE. — *Un précurseur : Dupont-White*, avant-propos du Colonel CARNOT, pages VII et VIII. Bibliogr. n° 254.

de ces inadaptables. Du reste, le Colonel Carnot ne dit-il pas spirituellement de Jean-Théodore Dupont-White que la Restauration l'avait « *presque* consolé de la Révolution » ? (8)

Jean-Théodore resta toujours un penseur aigri. Pétri de souvenirs de l'Ancien Testament, il avait de la vie une conception farouche et sombre, ainsi qu'en fait foi sa devise : « *Agere et pati* ». Pendant les dix dernières années de sa vie, il vécut loin de sa femme et de ses enfants, avec lesquels il correspondait seulement par de longues lettres d'homélies philosophiques et religieuses (9).

Après sa mort, ses enfants ont fait imprimer de lui un volume de réflexions mystiques, d'inspiration très élevée, sous le titre : *Voyage chez les morts. — Maximes et Pensées* (1839).

La mère, les frère et sœur de Dupont-White. La femme de Jean-Théodore (mère de notre économiste), était une anglicane fervente et instruite. Ses cadeaux à tous ses parents et amis étaient des Bibles, et des traités anglais de philosophie religieuse emplissaient sa bibliothèque. Elle apprit l'anglais à ses enfants, qui toute leur vie l'entourèrent d'une tendre affection.

Jean-Théodore et Mary Dupont-White en eurent trois. D'abord, en 1801, *John-Théodore* (10), qui plus tard devait

(8) Avant-propos de *Un Précurseur*, p. VII et VIII, Bibliogr. n° 254.

(9) Ainsi que nous l'allons voir, CHARLES-BROOK DUPONT-WHITE (=notre économiste) réagit vivement, dans sa jeunesse contre le fatalisme amer et le traditionalisme intransigeant de JEAN-THÉODORE. Mais on ne saurait nier qu'il ait hérité de bien des traits du caractère de son père. Nous retrouvons chez lui — avec beaucoup plus d'intelligence — la même fierté noble et digne, faite de tristesse profonde et de pudeur hautaine... « Méprisez et vous êtes sauvé », prendra-t-il comme devise, pour le cahier de confidences de salon des filles de Paul JANET (Cf. notre Bibliographie n° 213). L'amertume, chez notre économiste, ne sera même plus tempérée, comme chez Jean-Théodore, par la douceur chrétienne. Pas plus que son père, Dupont-White ne pourra supporter longtemps la vie de famille : une séparation amiable interviendra d'abord entre lui et sa femme; elle sera rendue définitive, quelques années plus tard, par un jugement de séparation de corps (1864).

(10) Il fut membre de l'ATHÉNÉE DU BEAUVAISIS dont le bulletin (qui se trouve à la Bibl. Nat.) signale sa présence aux réunions. C'est lui qui décida son frère CHARLES-BROOK, avec lequel il était en correspondance suivie, à se présenter dans l'Oise, en 1848, aux élections législatives (infra, chapitre III p.536). Il est l'auteur d'un certain nombre de brochures

devenir procureur du Roi à Beauvais; puis, en 1807, *Charles-Brook*, auquel est consacré cet ouvrage; enfin, en 1811, *Mary*, qui devait devenir madame de Gréban (11).

et d'ouvrages d'histoire locale de l'Oise : *Notice sur Foy-Vaillant, célèbre antiquaire né à Beauvais* (Amiens, impr. Duval et Herment, 1843, in-18, 12 pages, Bibliothèque Nationale); — *La Ligue à Beauvais*, précédé d'une introduction, Paris, Dumoulin, 1846, in-8° (n'est pas à la Bibliothèque Nationale, mais bien à la Bibliothèque Sainte-Geneviève); — *Mélanges historiques, littéraires et archéologiques*, Beauvais, 1847 (*Les Antiquaires de Beauvais; Notice sur Antoine Loisel; P'tiot Pierre, anecdote picarde; Notice sur l'abbé Dubos; Le Chant du Carbenaro; Relation de la captivité à Alger de MM. Aureaucaux, Fer court et Regnard*, etc. — Cet ouvrage n'a pas été mis dans le commerce et ne figure à notre connaissance dans aucune bibliothèque publique. Nous l'avons trouvé par hasard chez un libraire); — *Le siège de Beauvais en 1472* (Beauvais, imprimerie A. Desjardins, 1848, in-8°, 55 pages. Se trouve à la Bibliothèque Nationale). John-Théodore Dupont-White mourut en 1851 (voir la *Notice sur M. John-Théodore Dupont-White*, lue à la Société des Antiquaires de Picardie dans sa séance générale du 20 juillet 1851 par M. LÉON DE SEPTENVILLE, Amiens, imprimerie de Duval et Herment, 1851, in-8°. Extrait du Bulletin de la Société. Se trouve à la Bibliothèque Nationale).

(11) Sa postérité est aujourd'hui presque éteinte.

SECTION II

ENFANCE DE DUPONT-WHITE. SES ETUDES SECONDAIRES.

« L'enfant grandit entre son père et sa mère, sous la double influence des traditions de la vieille France et de l'individualisme anglo-saxon, et il en prit la double empreinte. »

(E. de LAVELEYE — *Un Précurseur : Dupont-White*, édit. 1898, avant-propos du colonel Carnot, p. 1.)

Naissance de Dupont-White (1807). Le blocus continental avait contraint John White (1) d'abandonner son commerce. Il avait quitté Calais pour venir s'établir à Rouen, où il exerça la fonction de consul du Danemark. Sa fille et son gendre vivaient avec lui, à Grand-Quevilly, dans une grande et belle maison dont il s'était rendu propriétaire.

Sa petite enfance. C'est à cette heureuse circonstance que Charles-Brook Dupont-White dut de voir le jour en Normandie. Il naquit chez son grand-père, le 17 décembre 1807. Grand-Quevilly, en ce temps-là, était encore à la campagne. Toute sa petite enfance s'y écoula, dans le calme, sur les bords de notre Seine normande, large et sinueuse. Le jeune Dupont-White voyait s'élever, les unes après les autres, les usines rouennaises; la vieille capitale de notre province

(1) Grand-père de notre économiste. (Cf. supra p. 294).

devenait une grande ville industrielle (2). Et l'on peut supposer que déjà, dans sa petite intelligence, merveilleusement vive et claire, fleurissaient des réflexions économiques et sociales.

Dupont-White collégien. Mais ces hypothétiques méditations enfantines durent bientôt faire place à des études plus sérieuses. On envoya Charles-Brook comme pensionnaire à Paris. Il y fut élève de l'institution Favard. Celle-ci le garda comme interne pendant toute la durée de ses études secondaires; mais, dès qu'il en arriva aux classes supérieures, elle l'envoya suivre les cours du lycée Charlemagne.

Durant toute sa petite enfance, Dupont-White passait ses vacances à Grand-Quevilly, chez son grand-père John White. C'est là sans doute qu'un jour Jean-Théodore le surprit, au fond du jardin, pleurant à chaudes larmes sur un livre. Qu'était-ce donc?... *La Henriade*. Jean-Théodore ne fut sans doute point ravi des goûts de son fils, et trouva probablement déplacé son attendrissement immodéré devant le lyrisme voltairien. Mais déjà ces larmes enfantines, — dont le souvenir se perpétue, chez les Carnot, de génération en génération — annonçaient dans le jeune Charles-Brook (il pouvait alors avoir huit ou dix ans) l'homme que nous connaissons plus tard, avec son inusable enthousiasme pour les grandes épopées de notre passé national, en particulier pour l'histoire du grand Roi, philosophe et sceptique, qui imposa chez nous la tolérance religieuse...

Dupont-White aima toujours à se rappeler le temps de ses études secondaires. Il nous parle avec attendrissement, dans les *Mélanges philosophiques*, de

« certain vieux professeur, ancien oratorien, qui enseignait le grec avec ivresse, qui avait surtout la passion des étymologies. Seulement son bon plaisir était de faire venir les mots français des mots grecs en ligne

(2) C'est en 1817 que furent — en particulier — introduites à Rouen les premières machines à vapeur dans les filatures. C'était alors encore une grande et rare nouveauté. (*Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, publiée sous la direction de E. LAVISSE, tome IV, *La Restauration*, par S. CHARLÉTY).

droite. La chose n'allait pas toujours d'elle-même, car le mot grec était toujours plus long, plus sonore, plus phonétique que le français. Comment faire « sel » avec « θαλασση » (*sic*). On s'en tirait toutefois. Le Père Leboucher (c'était son nom, bien connu au lycée Charlemagne), trouvait aisément les trois lettres du mot français dans le mot grec; quant au surplus, « comme les Grecs étaient de grands bavards » ajoutait-il d'un air fin et capable... et la classe finissait là dessus. » (3)

L'anecdote n'est-elle pas amusante? Au reste, les fantaisies étymologiques du Père Leboucher n'empêchèrent pas le jeune Charles-Brook de faire de brillantes études et de remporter des succès au concours général. C'est tout au long de ces années de collège, au contact profond et prolongé des classiques latins et français, qu'il conçut le culte de la forme littéraire et le culte de l'idée abstraite, qui ne devaient jamais le quitter.

C'est là aussi qu'il commença d'aimer passionnément la philosophie: « Cet abîme m'a toujours fasciné depuis l'âge de dix-huit ans », — écrivait-il, sur la fin de sa vie, à M. de Laveleye (4).

« Tel est le charme de cet abîme, dit-il ailleurs (5), que, pour l'avoir effleuré seulement, on y revient sans cesse, quelquefois même on y reste à jamais, pris d'un vertige insatiable. Qui a bu à cette sombre fontaine (κηνη μελανδροσ, comme dit Homère) y boira toujours, comme s'il pouvait s'y désaltérer... »

(3) *Mélanges philosophiques*, IV, *Matér. et Spirit.*, p. 341 (Bibliogr. n° 80).

(4) Voir article de LAVELYE : *Un précurseur : Dupont-White*, in *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} déc. 1859, p. 541 (bibliogr. n° 252).

(5) *Mél. Phil.*, IV : *Matérialisme et Spiritualisme*, p. 314.

SECTION III

DUPONT-WHITE ETUDIANT EN PHILOSOPHIE ET EN DROIT. INFLUENCE DES ECLECTIQUES. IL PERD LA FOI RELIGIEUSE ET DEVIENT REPUBLICAIN.

« ...L'âge où l'on effleure tout sous le
nom... d'études... »

(DUPONT-WHITE,
Mélanges philosophiques (Bibl. n° 80)
IV. *Matérialisme et spiritualisme*,
p. 314.)

**Importance de cette période
de la vie de Dupont-White.
Rappel des grands traits
de son éducation familiale.
Ce qu'il en gardera toujours.**

Dupont-White devait poursuivre encore ses études philosophiques, une fois sorti de l'enseignement secondaire. Les années où il fréquenta l'Université furent pour lui un temps de bouillonnement intellectuel, capital dans l'histoire de sa pensée. C'est en effet très probablement au cours de ses études supérieures qu'il commença à réagir sérieusement contre le milieu dans lequel il avait été élevé, et les idées qu'on lui avait enseignées. C'est alors sans doute qu'il perdit la foi religieuse, et qu'il devint républicain.

Il avait reçu, comme son frère et sa sœur, une éducation catholique. Jean-Théodore avait tenu à ce point, et l'anglicanisme fervent de sa femme y avait consenti. Beaucoup de maîtres du petit Dupont-White furent des prêtres, au lycée Charlemagne comme à l'institution Favard.

Nous avons dit déjà quelles étaient les opinions de Jean-Théodore, ses manières et ses relations; il nous est maintenant facile d'imaginer dans quelle foi politique et dans quelle ambiance sociale furent élevés ses enfants. Ils grandirent dans l'atmosphère des traditions de la cour de Louis XVI. On s'efforça de leur donner des goûts aristocratiques, et des principes légitimistes.

Telle est l'éducation première que reçut Dupont-White. Il eut beau tout en renier, toujours il garda l'empreinte de ces influences catholiques, aristocratiques, et royalistes, qu'il avait subies à l'âge tendre où l'homme se fait.

Libre-penseur, il resta toute sa vie (1) plein de réminiscences religieuses, persuadé de la nécessité sociale de la Religion, soucieux d'en conserver tout ce qu'il en croyait être l'essentiel (sans rien sacrifier toutefois des revendications de la Science et du Libéralisme modernes); même, à mesure qu'il avançait en âge, de plus en plus préoccupé de l'au-delà, et de plus en plus persuadé de l'immortalité de l'âme — voire de la résurrection des corps; par ailleurs nullement hostile aux prêtres, et partisan enthousiaste du concordat.

Démocrate fervent et même, à certaines époques de sa vie (2), de tendances socialistes, il n'en conserva pas moins ses manières distinguées, sa parfaite correction vestimentaire, sa politesse raffinée, son élégante mondanité, son horreur de tout ce qui est vulgaire et commun (3).

(1) Comme nous le montrerons en détail dans l'Appendice n° 1 de notre tome second.

(2) Nous voulons dire surtout pendant les années qui ont immédiatement précédé la Révolution de 1848. Nous aurons l'occasion de préciser au cours de ce volume en quel sens Dupont-White nous semble avoir côtoyé le socialisme (infra, Chapitre II, page 341, note 8).

(3) E. DE LAVELEYE le remarque comme nous : « Contraste fréquent sous l'Ancien Régime, et encore aujourd'hui en Angleterre, par ses idées il appartenait au groupe radical, et jusqu'à un certain point socialiste, et d'autre part par ses habitudes il ne se plaisait que dans les mondes les plus choisis... Il avait conservé toutes les traditions d'un gentilhomme du XVIII^e siècle. Élégant de manières et de costume, aimant la société, où il était très recherché, raffiné dans ses goûts, amoureux de tout ce qu'il y a d'exquis dans la culture parisienne, aristocrate jusqu'au bout des ongles, *un républicain en gants jaunes*, comme disaient ses amis, il avait horreur du règne de la médiocrité et de l'ignorance, et de la grossièreté des foules. Il acceptait le triomphe de la Démocratie,

Il est hostile aux castes, sans doute, en ce qu'elles ont de fermé, d'inaccessible aux compétences roturières; mais il admire l'aristocratie anglaise; il dénonce les dangers du suffrage universel, au moins après l'expérience de 1848; et le pivot de son système politique, ce sont « les classes supérieures », c'est-à-dire, bel et bien, une aristocratie, sinon de sang, du moins de rang et de fortune...

Républicain, tout au long de sa carrière, sous la monarchie de Juillet, sous l'Empire — et même sous la République (sous les deux Républiques qu'il a connues) — il n'en conserva pas moins dans son cœur une corde monarchique, toujours prête à vibrer, soit à l'évocation des grandes figures historiques de nos Rois (même des plus absolus, de Louis XI, de Louis XIV) (4), soit au souvenir de cette Restauration qui a introduit en France le Gouvernement représentatif. En 1871, ne suggéra-t-il pas qu'on offrit la Présidence de la République à un personnage de sang royal? (5)

**Contraste: le nouveau milieu
dans lequel entre Dupont-White.
La nouvelle vie qu'il va mener.**

Mais, quelque intérêt qu'il puisse y avoir à suivre ainsi, tout au long de sa vie et dans tous les domaines de sa pensée, les traces qu'ont laissées en Dupont-White la première éducation et les influences familiales, n'anticipons

parce que, comme TOCQUEVILLE, il la croyait inévitable, mais il ne l'aimait pas... » (*Un précurseur : Dupont-White*, in *Revue des Deux-Mondes*, déc. 1889, p. 544. Bibliogr. n° 252). Cette dernière assertion nous paraît d'ailleurs outrée. Dupont-White, croyons-nous — et nous développerons plus tard cette opinion — aimait la démocratie, dans le sens d'ailleurs modéré qu'il donnait à ce mot. Seulement, il avait la foi sans les neurs.

(4) Il y a tout un chapitre à la louange de Louis XI dans *La Centralisation* (Bibliogr. n°s 22, 24 et 72). Nous aurons dans notre tome II l'occasion d'analyser l'influence et le prestige qu'ont exercé sur la pensée de Dupont-White, principalement à l'époque de sa maturité, de grandes figures monarchiques, comme celles de Louis XIV, Frédéric II, Napoléon, etc... Pour l'instant, le lecteur peut déjà, pour s'en rendre compte, se reporter à notre index des noms cités par Dupont-White (*verbis* Louis XIV, etc.), et à notre étude des sources de Dupont-White (*supra*, principalement p. 261).

(5) Dans *République ou Monarchie*, p. 29 (Bibliogr. n° 53), DUPONT-WHITE n'a pas reproduit cette phrase en 1875, quand il a réédité sa brochure dans le recueil intitulé : *Politique actuelle* (Bibliogr. n° 66).

pas sur les étapes de sa biographie. Essayons plutôt de pénétrer dans l'atmosphère de sa vie d'étudiant, afin de mieux comprendre comment elle a pu provoquer chez lui l'importante transformation psychologique que nous avons annoncée.

Dupont-White vient de terminer ses études secondaires; il échappe à l'emprise de l'Institution Favard. Il est à Paris, cette « capitale fulgurante, électrique, sensitive » (6), dont le séjour — devait-il dire plus tard — est « un principe de culture et d'ouverture intellectuelle pour tous » (7).

On s'imagine sans peine avec quelle ardeur il s'instruit, il lit, il réfléchit, il discute. Sa mémoire « presque prodigieuse » (8), son intelligence extrêmement vive, la passion qu'il eut toujours pour les idées générales et les grands problèmes, sa conversation élégante et brillante, trouvent perpétuellement à s'exercer. Peut-être commence-t-il déjà à connaître quelques petits succès de salon...

**Dupont-White
et le mouvement romantique**

C'est alors la grande époque de la bataille romantique. Toute la jeunesse se passionne, pour ou contre la nouvelle école.

Nous ne pensons pas que Dupont-White se soit beaucoup mêlé à toute cette agitation. Il avait l'esprit plus spéculatif que poète. Il ne fut pas insensible, cependant, au renouveau littéraire qui suivit la chute du régime Napoléonien, et il en attribua tout le mérite à l'avènement en France du Gouvernement représentatif.

(6) *Progr. Pol.* (Bibliogr. n° 52), p. 52.

(7) *La Centralisation*, 3^e édit. (Bibliogr. n° 72), p. 268. Les couplets emphatiques à la louange de Paris affluent sous la plume de Dupont-White. Paris est, à ses yeux, le type le plus achevé de la capitale d'un pays centralisé. Nous retrouverons dans presque tous ses écrits des manifestations diverses de son admiration pour « cette capitale rayonnante et sonore, où les idées, sous le travail des intelligences et des classes les plus variées, prennent une forme lumineuse, s'adaptent à tous les peuples, s'adressent au monde entier, *urbi et orbi* ». (*Equil. Eur.*, 1^{re} édit. Bibliogr. n° 48), p. 16.

(8) L'expression est du Colonel CARNOT, qui a bien connu Dupont-White, son grand-père (*Un Précurseur*, Avant-propos, p. XI. — Bibliogr. n° 254). Et l'adverbe marque ici un scrupule d'exactitude qui nous garantit que l'adjectif a son plein sens!

« Outre l'occasion politique offerte aux esprits, dit-il, la liberté portait en elle un principe de vie qui éclata dans la renaissance des arts et des lettres. En quel abîme était tombée la France!... L'école de David, les romans de Pigault-Lebrun, d'infiniment petites comédies étaient toute la joie de nos pères. Au sortir de cette indigence, nous eûmes des poètes d'une lyre inouïe, des érudits à sens pittoresque, des critiques faits comme des historiens, tandis que les historiens eux-mêmes touchaient à l'art et à la philosophie (9). Chaque genre s'élevait au dessus de lui-même, manié par des esprits puissants et créateurs. Nous eûmes surtout des philosophes de l'histoire. Il n'est pas besoin de dire que ces grands esprits firent école et rallumèrent tout ce qui s'éteignait, les études, les goûts, les œuvres : On peut être bref là-dessus, jamais génération n'ayant fait son propre éloge comme celle à laquelle on a l'honneur d'appartenir. » (10)

Mais, à dire vrai, il nous semble difficile de concevoir un esprit plus classique que Dupont-White. Il est farci de littérature antique; en France, il cite sans cesse les écrivains des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles et, dans ce dernier siècle, ce n'est pas Rousseau qu'il préfère. (Encore ne nous parle-t-il guère que de ses œuvres de philosophie politique.) Il est plein de préjugés contre le Moyen Age. Sans doute il connaît et admire

(9) Il y a probablement ici une allusion à MICHELET, que Dupont-White cite fréquemment (voir notre Index au début du présent volume) et auquel il voue une grande admiration. Dans *La Centralisation* (3^e édit. 1876, Bibliogr. n° 72 page 123), il nous dit :

« L'état des publications, ou plutôt des effusions récentes de M. MICHELET a jeté comme un voile sur ses travaux historiques que l'oubli ne saurait atteindre, mais dont quelques-uns ont trente ans de date. En France, on n'a qu'une admiration à la fois; il n'en est pas de même à l'étranger. Dernièrement, la *Revue d'Edimbourg*, dans une critique approfondie des grands historiens français, Guizot, Thiers, Sismondi, s'arrêtait devant les tomes V et VI de l'*Histoire de France* de M. MICHELET; un récit, dit-elle, où l'on voit naître la monarchie française, le plus beau et le plus fidèle tableau qui ait été fait de cette grande aventure, où l'esprit et l'imagination de l'historien ne lui servent qu'à comprendre et à faire vivre le passé. Aujourd'hui, ces grandes facultés se donnent carrière à travers la nature; c'est se hasarder, mais ce n'est pas déchoir. Vous n'avez pas là ce qui se rencontre ailleurs, une abdication intellectuelle. » — Dupont-White songe-t-il ici à Auguste COMTE? ou bien plutôt aux écrivains qui se rallièrent au Second Empire?

(10) Introduction à la traduction du *Gouvernement représentatif* de STUART MILL, 3^e édition (Bibliogr. n° 73), 1877, p. XIX et XX.

Shakespeare, mais y aime-t-il les mêmes choses que Stendhal? (11).

D'ailleurs c'est de l'Allemagne surtout que s'inspire le Romantisme, et nous aurons l'occasion de voir à quel point il la connaît mal (12).

La nouvelle école répugne aux règles, exalte le moi, c'est-à-dire l'individu, et dans l'individu, la sensibilité. Dupont-White est juste à l'opposé de ces tendances : Il est étatiste, et rationaliste.

Surtout sa fierté, faite de dignité aristocratique, de stoïcisme romain et de flegme anglo-saxon, méprise sans doute les lâches épanchements des romantiques (13). Lui, dont la vie fut toujours traversée « par de très grands et très bizarres chagrins », et qui toujours sut les cacher (14), il admire chez les Français « cette légèreté fameuse qui est le masque des forts, qui tient un peuple ou un homme debout, et avec la plus fière mine, quand il a le cœur brisé quelquefois » (15). Il dirait volontiers comme Leconte de Lisle :

« Je ne livrerai pas mon cœur à tes huées. (16) »

(11) Nous faisons ici allusion au beau livre intitulé *Racine et Shakespeare*, paru en 1822, dans lequel STENDHAL fait du grand tragédien anglais l'antithèse symbolique du classicisme, le précurseur et le drapeau de l'école romantique.

(12) Dans notre tome II, Appendice n° 2.

(13) Voici du reste un passage des *Mélanges Philosophiques* qui (bien qu'il n'ait pas trait directement à l'école romantique), vient cependant appuyer ce que nous disons ci-dessus :

« Ce n'est pas, — dit DUPONT-WHITE — que j'admire précisément cette faculté poétique de chanter ce que l'on souffre. Je ne puis croire qu'ils souffrent beaucoup, qu'ils aient le don des émotions profondes, ces inspirés mélodieux de la douleur. Je trouve mauvais qu'ils s'en fassent une inspiration, qu'ils publient leurs peines, et je les accuse de monter sur les planches, quand ils devraient être retirés au plus profond d'eux-mêmes, pour trouver dans leur douleur de quoi s'amender et se fortifier, de quoi agir enfin, ce qui est un devoir tout comme de chanter; mais ils n'ont peut-être en eux que du chant : il ne faut pas leur en demander davantage. » (*Mélanges Philosophiques* (Bibliogr. n° 80), III, le *Positivisme*, p. 311).

(14) « Quoique sa vie eût été traversée et comme coupée par de très grands et très bizarres chagrins, Dupont-White se montrait gai et familièrement mondain. » (*Milieu de Siècle, mémoires d'un critique*, par JULES LEVALLOIS, Paris, pp. 276 et 277).

(15) *Réflexion d'un Optimiste*, dans *Politique Actuelle* (Bibliogr. n° 66), p. 308.

(16) Ce vers peut être considéré comme l'une des professions de foi du Parnasse.

Car Dupont-White déteste le vulgaire, auquel pardonnent les romantiques, sous prétexte qu'il est peuple. Et, si quelque mauvais plaisant se fût avisé de conduire notre économiste voir « ce mélodrame où Margot a pleuré » (17), nul doute qu'il n'y eût fait une moue dédaigneuse, et, en sortant, se serait lavé les mains...

Plus tard, en 1848, Dupont-White connaîtra Lamartine, et jusqu'à la fin de sa vie, il restera en correspondance et en relations très amicales avec lui. Plus tard encore, en 1851, il recevra Victor Hugo, quand celui-ci, pendant les sombres journées du Coup d'Etat, tentera d'organiser un dernier soubresaut de résistance. Il éprouvera alors, pour ces hommes, une sympathie dont nous chercherons à analyser les nuances.

Mais, sous la Restauration, le mouvement romantique, où Châteaubriand tient encore une place importante, est favorable à la Monarchie et au Catholicisme. Or Dupont-White est en train d'abandonner l'un et l'autre.

**Dupont-White devient
libéral et républicain.**

En effet, plus que les cénacles littéraires, Dupont-White fréquente probablement les cercles politiques et se mêle aux discussions que provoquent les derniers sursauts du règne de Charles X et du ministère Villèle. Il s'émancipe, entre en relations avec des milieux de jeunes libéraux, et c'est à cette époque, très vraisemblablement que, rompant avec les traditions de sa famille, il devient républicain. Son hostilité contre l'ancien Régime se fonde surtout sur une condamnation des « castes » et de leurs privilèges; et aussi sur cette idée (dont Dupont-White attribue à Luther la paternité, et qu'il lui emprunte), que « l'homme ne doit pas obéir à l'homme ». Son républicanisme, à cette époque, c'est avant tout le culte de la liberté politique et des principes de 1789, l'admiration de l'œuvre révolutionnaire, à l'intérieur et à l'extérieur, et déjà, probablement, un certain souci des intérêts des classes opprimées (18).

(17) Le mot est d'ALFRED DE MUSSET.

(18) Souci qui devait trouver sa pleine expression dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (Bibliogr. n° 2, 3 et 4), en 1844 et 1846.

**Il abandonne la foi et
la pratique religieuses.**

Vers la même époque, Dupont-White abandonna la foi et la pratique religieuses.. Le doute fut-il pour lui une dure épreuve? Le futur économiste demeura-t-il longtemps hésitant? Quelles ont été les principales raisons de son orientation vers la libre-pensée? Autant de questions sur lesquelles nous ne pouvons que hasarder des conjectures, fondées sur ce que nous savons de sa vie et sur certains passages de ses écrits postérieurs.

Il nous semble toutefois probable que Dupont-White n'a jamais eu qu'une foi assez enfantine. Comment eût-elle pu résister à l'ardeur d'une nature personnelle et orgueilleuse, ivre d'idées nouvelles et de pensée libre?

Point n'était besoin d'ailleurs que Dupont-White eût un excessif esprit de contradiction pour que le spectacle que lui offraient ses parents l'écartât de la dévotion. Entre un père catholique et une mère protestante, on est volontiers enclin au scepticisme, même et surtout peut-être quand tous les deux sont croyants et fervents. Et ni l'un ni l'autre n'avait une forme de vie religieuse qui pût attirer Dupont-White. La foi du charbonnier — la seule, avons-nous dit, que probablement son éducation lui eût donnée — résiste mal, chez un jeune étudiant bouillonnant d'impulsions et d'idées, à certaines antipathies. La mère de Charles-Brook était un modèle de cette piété austère et rebutante dans laquelle trop d'Anglaises se réfugient. Quant à Jean-Théodore, son nuageux mysticisme et ses éternelles plaintes sur les malheurs des temps ne convenaient guère à son fils, ami des idées claires, et devenu maintenant, avec toute l'ardeur des néophytes, enthousiaste admirateur de la Révolution Française.

Nous aurons l'occasion d'étudier d'une façon plus approfondie (dans l'Appendice I de notre tome II) quelle a été la pensée de Dupont-White dans le domaine religieux. Mais, dès à présent, nous pouvons imaginer les raisons politiques qui ont pu contribuer à écarter notre futur économiste des milieux catholiques : c'était l'époque de la loi du sacrilège et de la Congrégation, et Dupont-White fréquentait les cercles où s'élaborait la plus anticléricale de nos révolutions...

**Les cours de philosophie
à la Sorbonne.**

Peut-être aussi s'est-il jusqu'à un certain point révolté contre le dogme pour des motifs d'ordre rationnel, spéculatif. Dupont-White suit à cette époque, à la Sorbonne, des cours de philosophie qui le passionnent. Cinquante ans plus tard, au soir de sa vie, le souvenir lui en dictera ces lignes émues, encore toutes vibrantes d'enthousiasme :

« Et nous, anciens jeunes gens de la Restauration, ci-devant auditeurs de la Sorbonne, l'avons-nous aimée, la philosophie ! Il est vrai que nous avions d'admirables professeurs. Je les vois encore dans leur chaire, une auréole au front, une langue de feu sur la tête... Des prophètes, des sybilles. Sachons-leur gré à jamais de tout l'esprit qu'ils eurent alors. A la rigueur ils auraient pu s'en passer, nous ne leur en demandions pas tant. En ce temps-là, une apothéose était prête pour quiconque agitait un drapeau fameux (19), et ne reculait pas devant une certaine dépense de pompe et de gravité. Quel théâtre, quels personnages, quel public surtout pour toute cette jeunesse, toute palpitante d'idées générales où la doctrine coulait à pleins bords. Alors deux jeunes gens s'abordaient et pouvaient se raconter ainsi la soirée de la veille chez un ami commun : « Nous avons remué beaucoup d'idées ». Voilà ce que j'ai vu. La phrénologie ne faisait que de naître à cette époque. Elle avait là, je veux dire à l'amphithéâtre de la Sorbonne, toute peuplée de nos enthousiasmes, un beau sujet d'études. Partout les protubérances de la vénération, partout de ces têtes pointues où niche le respect. Qui nous rendra ces temps de croyance et d'émotion ?

Quoi ? passés pour jamais ? Quoi ? tout entiers perdus ?

Ce que Virgile traduit ainsi :

« Nullane jam Trojae dicentur moenia ? » (20)

(19) Ceci paraît être une allusion directe à Victor Cousin, qui volontiers se faisait claironnant (la leçon d'ouverture de son cours dit de 1818, en réalité de décembre 1817, est demeurée célèbre de ce point de vue). Il se vantait fréquemment de tenir « le Drapeau de l'éclectisme », comme le raconte, par exemple, Rivasson. Plus tard, il déclare subordonner l'éclectisme, « qui n'est qu'une méthode purement historique » au spiritualisme, qui est « notre vraie doctrine, notre vrai Drapeau ». (*Lettre à Beusor, dans le Compte rendu de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*, 1880, p. 264).

(20) *Mélanges philosophiques*, III, *Le Positivisme*, p. 243 (Bibliogr. n° 80).

**Dupont-White est l'élève
des éclectiques.**

A la Sorbonne, Dupont-White est l'élève des éclectiques, probablement de Victor Cousin (21). On lui enseigne un spiritualisme assez vague (21 *bis*), fort éloigné de toute croyance positive. Surtout l'Eclectisme lui donne une méthode, que toute sa vie il mettra en œuvre et développera.

Nous sommes bien loin certes du dogmatisme intransigeant de Jean-Théodore. Pas de système absolu, exclusif, *totalitaire*, dirions-nous, si Dupont-White ne nous avait enseigné à nous défier du néologisme. Eclectisme, en somme, c'est relativisme : on aborde sympathiquement toutes les doctrines, et l'on étudie chacune d'entre elles avec le détachement de qui sait par avance qu'elle comporte un peu de vérité et beaucoup d'erreur. On cherche à séparer le bon grain de l'ivraie. On s'empare de la petite portion de vérité; on l'emporte, en

(21) On sait que Victor Cousin, après avoir suppléé ROYER-COLLARD, en 1815, dans sa chaire d'histoire de la philosophie moderne, à la Faculté des Lettres, fut destitué en 1820 par le gouvernement de la Restauration. Mais le ministère MARTIGNAC lui rendit sa chaire en 1828. A cette époque, Dupont-White avait vingt et un ans, il était sûrement étudiant, et nous croyons pouvoir affirmer qu'il suivit les cours de Cousin. En effet, dans les *Mélanges philosophiques* (III, *Le Positivisme*, p. 306), il parle de « ses maîtres éclectiques », et nous avons déjà signalé (*supra* p. 310, en note) un autre passage de la même œuvre qui nous paraît être une allusion directe et personnelle à Cousin.

« C'est à ce moment — dit Victor BROCHARD, en parlant de la réintégration de Cousin à la Sorbonne, en 1828, — qu'il obtint ses plus vifs succès oratoires, et qu'il donna, en même temps que Guizot et VILLEMAIN, un enseignement célèbre qui exerça une influence si profonde sur la jeunesse, et jeta sur la Sorbonne un si vif éclat... Victor Cousin fut un professeur incomparable. Personne n'a apporté dans l'Enseignement public une éloquence plus ardente et plus persuasive. Nul n'a excité chez un nombreux auditoire un enthousiasme plus passionné. »

A la différence de DUPONT-WHITE, Cousin se rallia à la Monarchie de Juillet, qui le combla d'honneurs, et fit de lui un ministre de l'Instruction Publique. Dupont-White se lia alors très intimement aux milieux républicains et violemment anticousiniens.

(21 *bis*) Beaucoup trop vague même, tout au moins aux yeux de Dupont-White âgé, lequel se déclarait non satisfait par le cousinisme, et réclamait une doctrine plus réaliste et plus positive.

Affirmer l'existence et la transcendance d'une substance spirituelle, cela ne suffisait pas; Dupont-White avait besoin d'un système qui fît une place à la personne humaine incarnée, et qui assurât son immortalité intégrale, avec résurrection du corps. (Cf. en particulier son article : *La grande question : ce que l'homme dure*, Bibliogr. n° 79.)

ayant vidé la doctrine étudiée. Et l'on s'en va, tenant bien précieusement le petit paquet de vérité que l'on vient de dérober, trouver une autre doctrine, que l'on traite de même façon. Après avoir ainsi glané de part et d'autre, l'on s'efforce de disposer harmonieusement les épis ramassés çà et là, pour en faire une belle gerbe, un bouquet composite, un peu fantaisiste, que l'on cultive, arrange, enrichit, modifie sans cesse, et qu'on appelle son *credo philosophique* (22).

Nous nous représentons difficilement aujourd'hui le naïf enthousiasme qui fut celui des jeunes gens de cette époque, devant cette méthode qu'ils croyaient tout à fait nouvelle, originale et souveraine. Ils avaient au fond, semble-t-il, plus

(22) Qu'on nous pardonne de parler de l'éclectisme sur ce ton badin. Nous ne méconnaissons pas pour cela l'importance que présente, dans l'histoire des doctrines, une tendance que l'on peut faire remonter jusqu'à POTAMON, philosophe d'Alexandrie, et que continuèrent, après Victor Cousin, ses disciples VACHEROT, SAISSET, JOUFFROY, et même, dans un certain sens, PAUL JANET. Nous savons aussi que les défenseurs de l'Eclectisme (et par exemple VACHEROT, dans sa leçon d'ouverture du 5 décembre 1838) le distinguent avec soin de ce qu'ils appellent « le syncrétisme », soit la « juxtaposition sans critique de doctrines incohérentes », ou encore : « *Vereinigung ohne Verarbeitung* » (EISELER). Nous savons aussi que dans la seconde partie de sa carrière (c'est-à-dire surtout après la seconde édition, en 1839, de sa traduction du *Manuel d'Histoire de la Philosophie* de TENNEMANN, et l'importante préface dont il l'a précédée), VICTOR COUSIN, sans abandonner l'éclectisme le considéra de plus en plus comme une simple méthode, tandis que le fond de sa philosophie devenait le Spiritualisme.

Nous savons tout cela. Il n'empêche que, selon nous, on ne saurait dire que l'Eclectisme soit innocent de cette conception fragmentaire de la Vérité, ce dédain des vues synthétiques et des systèmes logiques, cette hostilité au raisonnement discursif qui nous paraissent expliquer, dans une large mesure, la grande déficience de la philosophie française depuis plus d'un siècle. On a, comme le dit M. Etienne GUSON, « remplacé la Philosophie par l'Histoire de la Philosophie (*Pour un Ordre Catholique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1934, p. 47). C'est plus sans doute que ne voulait l'Eclectisme, pour qui l'Histoire devait être non seulement exposée, mais jugée; dont le but était, en étudiant l'histoire, non pas de « dresser un catalogue des erreurs humaines » (*id.*, *ibid.*), mais bien de découvrir la vérité. Pourtant il était de l'essence même de l'Eclectisme de conduire au mal que déplore M. GUSON; danger presque fatal, dont la pente apparaîtra menaçante à qui lira cette analyse de la doctrine et de la méthode cousiniennes, par V. EGGER :

« Il existe en chaque homme un pouvoir de vérité, compétent et infail-
lible, non sur le vrai passager, historique ou scientifique, mais sur les
vérités éternelles et philosophiques. La vérité philosophique est en nous,
mais enveloppée, latente, à peine consciente, inconsciente même si rien
ne l'éveille à la conscience claire, ou si quelque acte imprudent de la

de vitalité intellectuelle que de réelle et profonde inquiétude de la Vérité. Remuer des idées, c'était pour eux un jeu enivrant qui suffisait à leur bonheur. Et l'on peut imaginer quelles délices ces dilettantes trouvèrent dans les promenades philosophiques qu'ils faisaient ainsi, flânant et glanant sans cesse d'un horizon à l'autre de la pensée humaine.

Plus tard, à bien des égards, Dupont-White restera pénétré de la méthode et des conceptions de l'école éclectique. Il croira par exemple, à l'instar de Cousin, que nous avons des *aperceptions spontanées*, qui nous permettent de distinguer immédiatement la vérité de l'erreur. Voici ce qu'il en dira quelque part :

« ...Nous sommes pleins de révélations sur ce qui nous constitue, nous importe, nous entoure, nous attend même, sur la manière d'en user avec la nature et avec l'avenir. Tout cela est évident, impérieux, et nous croyons au vide quand nous mettons le pied sur le bord

conscience claire la refoule dans l'inconscience qui lui est normale... La réflexion philosophique est l'art de faire monter jusqu'à la conscience claire un fragment de la vérité totale. La pensée humaine est faible; toujours elle est épuisée par cet effort; mais son orgueil lui cache et sa faiblesse et sa fatigue, ainsi son acte prend toujours la forme d'un système, vue de l'esprit étroite qui met en pleine lumière un fragment de la vérité, et rejette le reste dans l'inconscience artificielle qui résulte d'une négation soi-disant corrélatrice à l'affirmation vraie et partielle. Depuis l'origine de la philosophie, les systèmes ont été si nombreux et si variés qu'ils ont amené à la lumière éclatante de la pensée logique toute la vérité philosophique. Elle existe donc aujourd'hui sous deux formes : cachée, virtuelle, subconsciente dans le sens commun que nous avons tous; claire et formulée, mais à l'état dispersé dans l'histoire de la philosophie. Sous ces deux formes, elle est à découvrir; mais une seule méthode y suffira : l'histoire, une fois jugée par le sens commun, laissera un résidu qui sera le sens commun lui-même, la vérité à l'état de pleine et claire conscience. C'est ce que Cousin appelle « réaliser l'éclectisme ». (*Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, publié sous la direction de M. André Lalande, Paris, Alcan, 1932, v^o ECLECTISME, t. I, p. 185.) — C'est nous qui avons souligné certains membres de phrase.

Bibliographie de l'Eclectisme : *Les Cours de Victor Cousin*. — *Préface de la traduction*, par Cousin, du *Manuel de l'Histoire de la Philosophie*, de TENNEMANN, et surtout le post-scriptum à cette préface dans la seconde édition (1839). — SECRETAN : *La Philosophie de Victor Cousin*. — JANET : *Victor Cousin et son œuvre* (1835). — JOUFFROY : *De l'éclectisme en Morale*. — SAPHARY : *L'Ecole éclectique et l'Ecole française* (1844). — Eug. VÉRON (progressiste) : *L'Eclectisme et la liberté* (postérieur à 1850). — FRESNEAU (catholique) : *L'éclectisme* (1847). — J. FERRARI : *Les philosophes salariés* (pamphlet de gauche, 1849). — TAINÉ : *Les philosophes classiques au XIX^e siècle*.

extrême d'un ravin... Pourquoi l'esprit nous tromperait-il sur les choses de sa compétence? *C'est le propre de notre esprit de concevoir et de nous révéler des choses qui ne se voient pas avec les yeux de la tête, comme c'est le propre de nos sens de nous révéler la matière.* (C'est nous qui soulignons). Pourquoi l'un serait-il plutôt que les autres un agent d'illusion et de déception, quand il procède de la même façon et nous rend le même service? Instinct ou idée, peu importe, si l'idée est tout à la fois aussi salutaire et involontaire que l'instinct... Nous avons certaines idées comme nous avons le langage et même la respiration, sans le vouloir, sans nous en mêler pour ainsi dire; ces idées sont en nous l'effet des choses... » (23).

Nous avons choisi cette citation parmi mille autres. Peut-être eussions-nous pu en trouver de plus suggestives encore, et qui eussent mieux mis en évidence la parenté de Cousin et de Dupont-White. Celle que nous avons faite ci-dessus nous paraît toutefois suffisante pour faire apparaître leur rencontre.

Dupont-White doit probablement à l'enseignement qu'il reçut des éclectiques son aversion pour les systèmes absolus, qui cherchent à reconstruire la réalité complexe à partir d'un seul principe. Il a combattu aussi bien le sensualisme de Condillac que l'individualisme de Bastiat ou le socialisme de Fourier, pour ce qu'ils avaient, les uns et les autres, d'exclusif. N'est-ce pas, sur le terrain religieux, sous l'influence d'une tendance analogue, que, rejetant la conception orthodoxe du Dogme, il a adopté cette position relativiste que nous nous efforcerons de rapprocher du modernisme (24).

Et, en effet, si l'aspect négatif de l'Eclectisme est la répudiation de tous les systèmes en tant que tels, son aspect positif, c'est la conciliation des doctrines diverses et adverses. Là encore, Dupont-White sera bien l'élève de ses maîtres : de même qu'il verra dans le mélange le principe de la civilisation (25), il fera du compromis, de la conciliation des prin-

(23) *Posit.; Mél. Phil.* (Bibliogr. n° 80), III, pp. 280, 281, 282.

(24) Cf. notre tome II, appendice I.

(25) « La coopération, la convocation de toutes les variétés de la nature humaine ou physique courant pour ainsi dire les unes après les autres, est le travail d'où naît la civilisation. Comme la complexité en est le caractère, le mélange en est le moyen. A vrai dire, la Civilisation est

cipes opposés la voie de la vérité, comme la règle de l'action. — Qu'est-ce que sa doctrine économique? Un compromis, délibérément poursuivi, habilement dosé, savamment combiné, entre l'individualisme et le socialisme. — Sa doctrine politique? Un compromis entre le principe démocratique et le principe d'autorité. — Sa philosophie de l'histoire? Un compromis entre la loi de continuité et la loi du progrès. — « La voie des compromis, disait-il, c'est celle de la vérité faite par les hommes » (26).

Ainsi, tout au long de la vie et de l'œuvre de Dupont-White, on retrouve, évoluée et développée, la semence déposée en lui par ses maîtres, les philosophes éclectiques.

**Dupont-White a-t-il été l'élève
d'Auguste Comte?**

Il n'est pas impossible que Dupont-White ait suivi les premières années du *Cours de Philosophie positive* d'Auguste Comte. On sait que ce cours, commencé d'abord le 1^{er} avril 1826, et interrompu après les trois premières leçons par la maladie de Comte, fut repris par lui en 1828. — Il semble *a priori* très probable que Dupont-White n'a pas été sans en entendre parler, et même qu'il y a assisté. — Pourtant, si l'on en juge d'après ce qu'il dit de Comte dans ses ouvrages, il semble avoir surtout connu le fondateur du positivisme par l'intermédiaire de Littré, et après 1850 seulement — (Cf. notre index, *verbis* COMTE et LITTRÉ.) — Nous parlerons dans notre tome second de l'influence que Comte et, d'une façon plus générale, l'école positiviste a pu exercer sur Dupont-White.

Celui-ci fut aussi très probablement l'élève de quelque phrénologue, ainsi que lui-même nous le donne à pen-

l'amalgame de ce qui répond le mieux dans les dogmes de chaque religion, dans les principes de chaque gouvernement, dans l'influence de chaque climat, dans le génie de chaque race, aux besoins humains de vérité, de justice, de beauté, d'utilité... » (*L'Individu et l'Etat*, édit. 1857 (Bibliogr. n° 19), pp. 318 et 320; Cf. également tout le reste du chapitre VIII).

(26) *L'Individu et l'Etat*, 1^{re} édit. (1857), p. 297.

ser (26 bis). Mais ici nous manquons de toute donnée... Il est peu probable que notre économiste, même tout jeune, se soit laissé séduire par le matérialisme psycho-physiologique, qui répugnait profondément à l'idée qu'il avait de l'homme.

**Les études
de droit.**

Les études philosophiques en Sorbonne ne constituaient pour Dupont-White qu'un complément de culture (27). La Faculté de Droit surtout le recevait dans ses murs, et c'est aux sciences juridiques qu'il se consacrait principalement. Les Facultés de Droit, à cette époque, ne donnaient pas encore l'enseignement de l'économie politique, qui fut introduit pour la première fois en 1864 dans les Universités françaises (28). Les études du jeune Dupont-White ne lui conférèrent donc aucune préparation directe à ses futures recherches économiques; mais, — jointes à la pratique du barreau qu'il acquit par la suite — elles laissèrent sur la forme de son esprit une marque profonde et indélébile (29).

Toutefois, si l'influence de l'esprit et de la méthode juridiques fut — c'est indéniable — capitale sur Dupont-White,

(26 bis) Cf. le passage des *Mélanges Philosophiques* que nous avons cité, supra, p. 310.

(27) C'était alors une habitude assez répandue, chez les étudiants en droit, de suivre également des cours à la Faculté des Lettres. Dès 1812, le Grand-Maitre de l'Université les avait officiellement engagés à le faire, afin de « se délasser des études graves et profondes (sic) par une étude qui réunit l'agrément à l'utilité ». Plus tard, en 1852, un décret daté du 10 avril rendit obligatoire, pour tous les étudiants en droit, l'inscription à deux cours au moins de la Faculté des Lettres. Mais, s'il faut en croire MM. YVER et BESNIER, professeurs à la Faculté de Droit de Caen, cette obligation ne fut jamais parfaitement respectée, au moins dans notre Université normande. (*L'Université de Caen, son passé, son présent*. Livre du cinquième centenaire, Caen 1932, p. 217).

(28) Les chaires d'Economie Politique les plus anciennes sont celles du Conservatoire des Arts et Métiers, de l'Ecole des Ponts et Chaussées et du Collège de France. Au Conservatoire des Arts et Métiers, JEAN-BAPTISTE SAY enseignait l'Economie Politique dès 1816-1817. Il fut remplacé par BLANCHI, puis JOSEPH GAIGNIER. La chaire du Collège de France fut occupée successivement par J.-B. SAY (de 1830 ou 1831 à 1832), ROSSI, MICHEL CHEVALIER, LEROY-BEAULIEU, FRANÇOIS SIMIAND. L'enseignement de l'Economie Politique dans les Facultés de Droit commença par être facultatif (à Paris de 1864 à 1877). Il fallut attendre un décret du 26 mars 1877 pour que l'Economie Politique fût placée au nombre des enseignements obligatoires de la licence en droit.

(29) Voyez infra, p. 632.

il ne semble pas que la Faculté de Droit (30), les cours qu'il y suivit, la vie d'étudiant qu'il y mena lui aient laissé des souvenirs aussi vifs que la Sorbonne. Qui sait? Peut-être à cette époque encore toute proche de la rédaction du Code civil, où la jurisprudence était encore extrêmement pauvre, l'enseignement du droit, donné suivant un plan et une méthode purement exégétiques, était-il assez fastidieux. Nous nous réservons d'analyser plus tard (quand nous traiterons du style de Dupont-White, de sa méthode d'exposition et de discussion en particulier) (31) tout ce dont Dupont-White fut redevable à la pensée juridique.

Premier voyage en Angleterre. Quand Dupont-White eut terminé ses études de droit, sa mère lui conseilla de faire un voyage en Angleterre (32). Il savait déjà très bien l'anglais, qu'elle lui avait appris dès l'enfance. Aussi se trouva-t-il tout de suite à son aise de l'autre côté de la Manche. On l'accueillit, dans la famille de sa mère, avec cette hospitalité un peu facile, mais aimable et souriante, que les continentaux en voyage apprécient toujours fort chez les Britanniques. Son esprit vif et sa conversation brillante, joints à sa belle stature, lui valurent beaucoup de succès auprès de ses cousines anglaises. Il passa ainsi trois semaines à Londres, qui lui laissa une forte impression, et dont il rapporta un tableau curieux.

Dupont-White admira beaucoup l'Angleterre. Il la voyait d'ailleurs dans une de ses belles périodes, fraîchement relevée de l'épreuve des guerres napoléoniennes, toute resplendissante encore du prestige conquis à Waterloo, en plein développement industriel et bancaire. L'influence anglaise fut capitale sur lui, tout au long de sa vie. Nous aurons l'occasion d'en montrer les différents aspects dans l'Appendice II de notre second tome.

(30) Dupont-White fit d'excellentes études juridiques, sanctionnées par des examens toujours très brillants.

(31) Cf. notre tome II, Appendice III.

(32) Il ne nous est pas possible de préciser davantage la date de ce voyage. Nous croyons toutefois ne nous être pas trompé en le situant avant la Révolution de 1830. Des lettres de famille, conservées par le colonel CARNOT, semblent confirmer notre opinion.

SECTION IV

LES BARRICADES DE 1830. DUPONT-WHITE A LA GARDE NATIONALE.

**Dupont-White prend part
à la Révolution de 1830.**

Quand il fut rentré en France, la Révolution de Juillet vint donner à Dupont-White l'occasion de prouver héroïquement sa foi politique, libérale et républicaine. Il avait alors vingt-trois ans. Bravement il fit le coup de feu, rue de Babylone, contre les Suisses de la Garde. Il y gagna la médaille des combattants des Trois Glorieuses (1).

Tout cela n'était guère pour plaire à la famille de Dupont-White. Quand Jean-Théodore apprit l'équipée de son fils Charles, il fut indigné. Heureusement, son indignation prit une forme littéraire : au bas du portrait de notre économiste, il écrivit :

Ce chérubin déchu, réfractaire à son Dieu,
Pour l'autel de Baal a quitté le Saint Lieu.

.....
Aux murs de Babylone il abdiqua sa foi
Et ne reconnaît plus ni son Dieu ni son Roi ! (2)

Jamais, plus tard, même lorsque la déception de 1848 et le lest des années eurent orienté Dupont-White vers un sage conservatisme, il ne regretta d'avoir contribué à renverser Charles X. Souvent, dans ses écrits postérieurs, il blâma la Révolution de Février. Mais il ne mit jamais en doute la légitimité de celle de Juillet. Avec les fameuses Ordon-

(1) Que jamais d'ailleurs il ne porta à sa boutonnière.

(2) Ces vers, quoi qu'on en pourrait croire, ne sont pas, à notre connaissance, tirés de l'*Athalie* de Racine. Nous empruntons l'anecdote à E. DE LAVERGNE. *Un précurseur : Dupont-White*. Avant-propos du colonel SADI-CARNOT, pp. VII et VIII. (Bibliogr. n° 234).

nances (3), — la première surtout, qui mettait en vigueur la loi du 21 octobre 1814 et rétablissait le régime de l'autorisation préalable, à renouveler tous les trois mois, pour tous journaux, périodiques et ouvrages au-dessous de vingt feuilles, — la monarchie avait « affreusement démerité du Pays » (4). Aussi la Révolution était-elle « un cas de légitime défense » (5).

Une lettre de Dupont-White à son frère, après les événements de 1830.

Au lendemain des journées révolutionnaires, Dupont-White, plein de jeunesse et d'ardeur combative, n'est pas de ceux qui réclament les mesures les moins radicales. Le colonel Carnot a bien voulu nous communiquer une lettre qu'il écrivit à la fin de 1831 ou au début de 1832 à son frère Théodore, le procureur du Roi à Beauvais (6). Il y regrette qu'on n'ait pas balayé tous les fonctionnaires de Charles X. « Décidément, écrit-il, c'est le péché originel de la Révolution de Juillet... d'avoir fait quartier à la magistrature qui siégeait sous la fleur de lys ».

Et cependant sa foi libérale semble parfois chanceler. On le sent déçu dans ses espérances. La liberté est-elle possible tant que l'opinion reste passionnée en sens divers? Ne faudrait-il pas détourner quelque temps les citoyens des préoccupations politiques, afin que l'atmosphère pût se calmer? N'a-t-on pas voulu cueillir le fruit avant qu'il soit mûr? Il semble que Dupont-White hésite, cherche, craint de s'être trompé, qu'il

(3) Dupont-White fait notamment allusion aux Ordonnances de Juillet 1830 dans *République ou Monarchie (Politique actuelle*, p. 5) (Bibliogr. n° 53 et 66).

(4) *République Conservatrice (Politique actuelle*, p. 150), (Bibliogr. n° 62 et 66). — Nous verrons dans notre second tome que Dupont-White était un grand admirateur du régime de la presse de 1819. Sous le second Empire comme en 1830, il se montra très sensible aux entorses qu'on y apportait.

(5) *Réflexions d'un optimiste (Politique actuelle*, p. 278). (Bibliogr. n° 63 et 66.) La question de savoir si Charles X, en promulguant ses fameuses ordonnances, viola ou non la légitimité est particulièrement obscure. Lui-même prétendit user normalement de l'article 14 de la Charte. Ce n'est pas un coup d'Etat, c'est un « coup de Charte » écrivit le lendemain GENONDE, le directeur de *La Gazette*. Dupont-White ne pensait pas de même (Cf. infra chapitre III). — (Voir sur cette question le tome IV de *l'Histoire de France contemporaine* (Bibliogr. n° 430), publiée sous la direction d'E. LAVISSE, par S. CHARLÉTY (p. 370).

(6) Bibliographie n° 136.

se sent un peu perdu entre des désirs contradictoires, que par moments il ne sait plus que penser. Avec son frère, point n'était besoin de surveiller ses paroles. Et Charles-Brook confie à Théodore ses inquiétudes, ses hésitations. Voici quelques passages de cette curieuse missive :

« Il n'y a qu'une opinion qui gagne et qui recrute en ce moment, savoir celle des « Henriquistes ». Moi-même je me surprends parfois à me demander s'ils n'ont pas raison, si l'avenir qu'ils appellent n'est pas le plus désirable pour la France. Je n'ai qu'une réponse à leur faire, c'est la répugnance indomptable, l'horreur instinctive dont je suis pénétré jusqu'à la moëlle des os pour cette race maudite... Au train où vont les choses, et à la marche des esprits, ce n'est plus la liberté que je désire, mais le pouvoir entre les mains de gens qui pensent bien; mais vingt ans de despotisme, s'il le faut, pour décourager toutes les ambitions, pour amener à résipiscence les passions politiques, pour dompter et briser les partis... L'industrie, la guerre s'il y a lieu, deviendront alors l'aliment de tous les esprits inquiets, dont l'activité fébrile sous un régime légal, eût été embarrassante ou funeste pour les pouvoirs établis. Ils s'habitueront à chercher la fortune et la considération ailleurs que dans les emplois publics. Alors viendra le temps où nous serons capables de liberté. Elle subira les mêmes phases que la tolérance religieuse, qui ne s'est établie que lorsque la foi a été en perte, que parce que l'indifférence est survenue ».

Dupont-White Après les Journées de Juillet, Dupont-
garde national. White fut enrôlé dans la Garde Nationale.

Déjà son père, en 1808, en avait été capitaine à Rouen. Notre économiste se contenta du galon de sous-lieutenant. Le recrutement, à cette époque, était censitaire et bourgeois, les grades conférés à l'élection.

Heureux temps où la vie militaire n'était certes pas terrible! Rien qui fasse penser à nos casernes. Les Gardes Nationaux habitaient chez eux, menaient une vie normale, pouvaient même conserver une profession civile. On les appelait par roulement, à des dates prévues et relativement éloignées, pour des revues de parade, des patrouilles de nuit ou des services de garde de vingt-quatre heures dans certains postes

de police ou d'honneur. La discipline était plus que paternelle; les hommes pouvaient se faire remplacer à volonté; il n'y avait rien de comparable à ce qu'on appelle aujourd'hui « l'esprit militaire ». Les bataillons foisonnaient d'intrigues politiques, et devenaient des sortes de clubs où l'on maniait surtout le sabre de Joseph Prudhomme.

Il blâme le manque de discipline de la Garde à cette époque.

Il semble que Dupont-White ait jugé assez sévèrement cet état de choses. Plus tard il dira :

« Des soldats ajoutant le raisonnement à leurs armes, c'est le gouvernement même, ou plutôt c'est le pouvoir de faire et de défaire les gouvernements, ce qui est la fin des nations et surtout des armées. Elles y laissent leur discipline, et ne servent plus à rien pour avoir voulu servir à tout. Quelquefois, en France, l'armée s'est mise à raisonner, à sentir — en 1815, sur la route de Cannes à Grenoble, en 1848, dans des circonstances que personne n'a oubliées. Ce qu'elle a laissé passer en ces deux rencontres, chacun le juge à sa manière. Au fond, le principe, c'est que l'armée doit obéir et ne doit qu'obéir — exceptées les exceptions. Il faut admettre des exceptions pour l'honneur de l'armée. L'abus n'en est pas à craindre, car la conséquence d'avoir mal pris son temps pour désobéir est d'être fusillé! » (7)

Et voici une allusion beaucoup plus explicite aux souvenirs militaires de Dupont-White à la Garde Nationale :

« Une révolution armée, réunion de citoyens, lesquels en prenant les armes, ne quittent pas leurs opinions politiques, que nulle discipline et nulle habitude de soldat n'obligent au silence, c'est chose hasardeuse. A quoi bon prohiber les clubs, si vous passez des revues et si vous appelez à la revue ceux-là mêmes qui eussent couru aux clubs? Vous aurez des cris au lieu de discours. » (8)...

... « Les travers de l'esprit français — dit-il ailleurs — paraissent plutôt dans ses (*sic*) institutions : garde na-

(7) *La Centralisation*, édit. 1876 (Bibliogr. n° 72), p. 88.

(8) *La liberté de la Presse et le Suffrage Universel* (Bibliogr. n° 43), p. 48.

tionale et suffrage universel, que dans ses révolutions. » (9)

Plus tard, quand la Garde Nationale est abolie, Dupont-White se réjouit, et voici dans quels termes :

« La Garde Nationale abolie, c'est... un véritable correctif qu'a reçu le suffrage universel. Si chaque homme a un vote, chaque homme, au moins, n'a plus un fusil. Un cas fort remarquable où l'on voit la distinction du spirituel et du temporel. La Garde Nationale, c'était un club armé, ce qui parut clairement à certaines revues de 1830 et de février 1848. Une force armée, et qui pousse des cris sous les armes, c'est trop de la moitié. Si les cris sont hostiles, c'est une révolution, c'est une de ces rencontres où l'opinion publique est impérieuse et terrifiante. Il est certain que, la Garde Nationale abolie, le peuple n'a plus d'armes, ni personne à désarmer. » (10).

Nous avons (11) une convocation militaire reçue par notre économiste alors qu'il était à la 2^e compagnie du 1^{er} bataillon de la XI^e Légion de la Garde Nationale de Paris. Le sous-lieutenant Dupont-White était désigné pour faire le service du 19 août 1830 à la Chambre des Pairs à la tête d'un détachement comprenant 1 sergent, 2 caporaux, 35 chasseurs et un tambour.

Curieuse lettre à son frère. Dupont - White souhaite la guerre.

Le 14 juillet 1831, la Garde Nationale est alertée en prévision d'une émeute. Dupont-White passe la journée au quartier, et il écrit à son frère, sur papier à en-tête de sa Légion, une lettre par bien des côtés piquante, dont voici quelques passages :

« La garde est alertée... le tout en l'honneur de l'anniversaire que tu sais, et que quelques bonnes têtes tiendront probablement à fêter pour faire une niche au Gouvernement... On parle beaucoup de guerre; il ne

(9) *Réflexions d'un optimiste*, dans *Politique actuelle*, p. 326 (Bibliogr. nos 63 et 66).

(10) *Perspectives Politiques*, deuxième article, *Revue de France*, 1^{er} janvier 1879, p. 69 (Bibliogr. n° 82).

(11) Grâce à l'obligeance du colonel CARNOT.

serait pas étonnant qu'en désespoir de cause, le Gouvernement ne s'avisât de ce moyen de consolidation et de popularité. Je la souhaite et je vis dans cet espoir... J'ai eu l'héroïsme de manquer une superbe partie de Fontainebleau avec mes Anglaises (12) par amour du bien public et de mon service d'adjutant (13). Quand je suis allé leur annoncer l'impossibilité où j'étais de les accompagner, j'ai eu l'inexprimable satisfaction de voir toutes les figures se rider, *s'alonger* (*sic*), se décomposer. Une de mes favorites est repartie pour l'Angleterre, en me faisant des adieux enchanteurs. »

(12) Il s'agit de ses cousines du côté maternel, qui étaient probablement venues rendre aux Dupont-White la visite que le jeune Charles-Brook leur avait faite en Angleterre.

(13) C'est-à-dire officier subalterne, et non pas sous-officier.

SECTION V

DUPONT-WHITE AVOCAT (1836).

**Dupont-White inscrit au
barreau de Paris.**

**Secrétaire
de Dupin aîné.**

Dès la fin de ses études de droit, Dupont-White s'est inscrit au barreau de Paris, où il a vite connu de brillants succès. Son père, qui était en relations avec Dupin aîné (1),

l'a présenté à ce dernier. Dupin a pris le jeune avocat comme secrétaire, en 1830, et l'a gardé avec lui (peut-être chez lui) pendant la durée de ses fonctions de Procureur Général à la

(1) Il s'agit du baron Charles DUPIN (1784-1873) (Cf. *Biographies de* MICHAUD et DIDOT, Paris, 1858, tome XV., p. 316 sqq. BERTRAND, in *Mémoires de l'Institut, Académie des Sciences*, tome XLIV, p. IV; un article de COURTOIS, dans le *Journal des Economistes*, nov. 1892, p. 279; LÉVÊQUE, séances de l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*, VERGÉ, 1873, vol. 99, pp. 609, 610 et 611; le *Dictionnaire d'Economie Politique de* SAY et CHAILLEY, verbo DUPIN; et surtout la thèse de M. LÉON DUVOIR : *Recherche des tendances interventionnistes chez quelques économistes libéraux français de 1830 à 1850*, thèse Paris, Rousseau, 1901, pp. 158 à 190).

Homme d'une culture extrêmement vaste (scientifique, juridique, économique et littéraire). DUPIN vécut toute sa vie parmi les honneurs. De 1828 à 1870, sans interruption, il appartient à nos assemblées délibérantes, toujours dans l'opposition modérée. Il servit successivement tous les gouvernements. En 1851, pour protester contre le 2 décembre, il démissionna du Conseil de l'Amirauté; mais peu de temps après, il accepta un siège au Sénat, se ralliant par là même à l'Empire.

Si cette souplesse politique était peu conforme au caractère de Dupont-White, en revanche Dupin exerça certainement une influence appréciable sur ses idées économiques. Dupin avait dans sa prime jeunesse adhéré sans réserves, et avec enthousiasme au libéralisme économique. Il en était vite revenu. Les tendances maîtresses de la pensée de son âge mûr, en matière économique, sont les suivantes :

1° un grand réalisme (du type statique d'ailleurs, plutôt qu'historique); hostilité à tous les systèmes et à toutes les écoles; sens de la complexité des faits et de leur variété. Dans son *Système national d'Economie poli-*

Cour de Cassation (1830-1832). En 1833, il offre à Dupont-White une place de substitut à Rouen. Mais, par fierté républicaine, le jeune secrétaire refuse de devenir le fonctionnaire d'un régime qu'il réprouve (3). D'ailleurs il a horreur de toute dépendance et sûrement il craint déjà qu'une profession quelque peu astreignante ne nuise à ses études personnelles. Surtout peut-être il lui déplait de quitter Paris, même pour aller vivre dans ce Rouen qui abrita sa petite enfance, et où il possède encore un oncle (4). Dupont-White n'a pas envie d'imiter son frère aîné, qui est procureur du roi à Beauvais, où il fait figure d'érudit local. Des questions plus vastes sollicitent notre futur économiste, pour lesquelles il a besoin d'une autre ambiance, l'ambiance de « ce rendez-vous de toutes

tique (pp. 63 et 64), Listr loue de ce point de vue la préface du *Tableau Statistique des forces de la France* de DUPIN.

2^o Un protectionnisme décidé, mais modéré.

3^o Un certain interventionnisme social (DUPIN plaida passionnément en faveur de la loi de douze heures).

4^o Importance primordiale attachée à l'instruction primaire, dont DUPIN réclamait l'extension et le perfectionnement, en se fondant *inter alia* sur l'idée de la PRODUCTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'ESPRIT.

Nous retrouverons chacune de ces quatre tendances, souvent plus accentuées du reste que chez DUPIN, à la base même de la doctrine de Dupont-White. Plusieurs fois dans son œuvre notre économiste se réfère d'ailleurs directement à Dupin, auquel il emprunte entre autres le brocard « Point de liberté, qui n'aît son règlement. » Ce brocard, qui revient sans cesse sous la plume de Dupont-White, résume en somme assez bien toute sa doctrine. Cf. *supra* notre index *verbo* DUPIN.

(2) La lettre de DUPONT-WHITE à son frère THÉODORE, que nous avons citée *supra*, p 319, est écrite sur un papier qui porte l'en-tête : « *Le Procureur général à la Cour de Cassation* », avec la devise : « *Sub lege Libertas* ».

(3) C'est du moins la raison qu'il donnera de ce refus à ses électeurs de l'Oise, en 1848. « En 1833, leur dira-t-il, je refusai d'être substitut à Rouen, par un scrupule de conscience politique dont M. Dupin aîné a gardé le souvenir » (*Affiche-proclamation électorale de Dupont-White, candidat aux élections législatives dans le département de l'Oise*, publiée par *Le Journal de l'Oise*, 25 mars 1848. Voir notre Bibliographie, nos 7 et 8).

(4) Cet oncle s'appelait JOHN WHITE. Il était fils de cet autre John White (le grand-père de notre économiste) qui fut négociant à Calais, puis consul du Danemark à Rouen, et dont nous avons déjà parlé (*supra*, p. 294). L'oncle maternel de Dupont-White n'habitait pas dans la ville même, mais dans une belle propriété des environs que son père lui avait fait acheter, et qui s'appelait « *Le Houlmé* ».

les compétences et de toutes les supériorités » (5) qu'est la capitale d'un grand pays.

**Il achète une charge
d'avocat à la Cour de
Cassation (1836).**

Cependant, Dupont-White n'a pas encore renoncé définitivement à prendre une profession régulière : En 1836 (6), sur les instances de sa famille, il achète une charge d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation. « Cette carrière — dit le colonel Carnot (7) — s'ouvrait pour lui sous les auspices les plus heureux car, à la sûreté de son jugement et à la précision étonnante de sa mémoire s'ajoutait le prestige d'une séduction toute personnelle. Sa haute stature, la noblesse de ses traits et le charme d'une diction parfaite fixaient l'attention et la sympathie ».

Ses succès devaient être grands, surtout à la Cour de Cassation. Au Conseil d'Etat la procédure était écrite. La Bibliothèque Nationale a conservé un Mémoire rédigé par Dupont-White pour un de ses clients, le sieur *Subervielle* (8).

**Le mémoire du sieur
Subervielle.**

L'argumentation en est nette et solide. Et c'est déjà le beau style de Dupont-White, à la fois clair et éloquent, onctueux, redondant, expressif, chaud, convaincant.

(5) Le mot est de Dupont-White lui-même.

(6) Cette date est probable. Nous ne pouvons affirmer qu'elle soit rigoureusement exacte.

(7) E. DE LAVELEYE. — *Un précurseur : Dupont-White*, Avant-propos, p. VIII (Bibliogr. n° 254).

(8) Le sieur Subervielle était créancier d'un Mexicain en faillite, dont les marchandises, qui constituaient son gage, avaient été détruites par le pillage de Mexico. La convention diplomatique du 9 mars 1839 prévoyait réparation des torts causés aux Français par cette émeute. Le sieur Subervielle, après avoir obtenu une première décision en sa faveur, s'était vu débouté de sa demande par la Commission administrative, pour ce motif que, si son droit de créance avait bien été lésé, il n'y avait eu de dommage causé à aucune chose dont il fût propriétaire.

Dupont-White affirme : 1° la compétence du Roi pour trancher en dernier ressort; 2° le droit du sieur Subervielle à être indemnisé. (La brochure in-4°, 16 pp., est de 1841, et imprimée chez Declanchy. Voir notre Bibliographie, n° 1.)

**Second voyage
en Angleterre (1838).**

En 1838, Dupont-White fit un second voyage en Angleterre, à Londres, à l'occasion du couronnement de la reine Victoria. Il revint, comme la première fois, enchanté de la société anglaise, mais moins de la Cour, où le seul objet digne d'admiration lui parut être le carrosse doré du maréchal Soult, ambassadeur extraordinaire.

SECTION VI.

**MARIAGE DE DUPONT-WHITE (1840).
IL ABANDONNE TOUTE ACTIVITE
PROFESSIONNELLE
POUR SE CONSACRER EXCLUSIVEMENT
A SES ETUDES (1843).**

« Pour ma part, je ne connais pas de plus attrayant et de plus noble emploi de la vie que le travail d'esprit; c'est une manière de toucher aux grandes choses qui ne dépend que de nous. »

(Lettre inédite à E. de LAVELEYE, 1862.)

« S'il est donné à quelques hommes de s'adonner aux choses d'esprit et de vivre dans une sphère où nul souci matériel ne peut les atteindre et les troubler... ce ne peut être que pour le bien et pour la décoration de la société toute entière, puisque toute entière elle permet, elle consacre même leurs loisirs et leur supériorité. »

(Dupont-White: *Essai sur les relations du Travail avec le Capital*, p. 314.)

**La femme de
Dupont-White**

Deux ans après, Dupont-White se maria. L'élue s'appelait Mlle Olympe de Corbie (1). C'était l'une des trois filles de M. Auguste de Corbie, lequel signait simplement « Corbie », bien qu'il descendît d'une des plus anciennes familles de « laboureurs » (c'est-à-dire de grands propriétaires terriens) de la Picardie (2). Il avait été veuf de bonne heure. Une tante

(1) Ou « PIOT-FONVAL ».

(2) Cette famille n'est pas éteinte : elle se continue de nos jours près de Senlis.

très distinguée, Mme Oudard (3) avait bien voulu se charger d'élever ses petites orphelines. Elles étaient toutes trois très jolies. Mme Oudard leur apprit à cultiver les arts d'agrément; elle leur fit prendre des leçons du peintre Couture; elle leur enseigna à collectionner les meubles et les objets de style. Elle leur donna une éducation très catholique, dont elles conservèrent, plus peut-être qu'une profonde et vraie piété, l'habitude d'une grande assiduité aux offices. Dupont-White n'était plus fait pour ce milieu traditionaliste, royaliste, catholique, qui ressemblait trop à sa propre famille. Pourquoi fit-il ce mariage, par la faute duquel il devait — dans la suite — tant souffrir et faire souffrir? Y fut-il poussé par les siens? Peut-être. Pourtant n'oublions pas qu'à cette époque Dupont-White a déjà perdu son père, mort en 1838 ou 1839 (4)...

**Naissance de Mme Carnot
(1841).**

Quoi qu'il en soit, l'union (5) fut célébrée dans l'église Saint-Roch, le 16 juillet 1840. Le 20 juillet 1841, une fille en naquit (6). Marie-Pauline-Cécile Dupont-White — ainsi la nomma-t-il — fut probablement la plus grande affection de Dupont-White. D'abord son élève, elle devint par la suite sa collaboratrice, et resta toujours sa fierté. C'est elle qui, plus tard, épousa le président Sadi-Carnot. Après avoir été une enfant délicate, elle devint une femme remarquable, et son intelligente tendresse filiale consola Dupont-White de bien des chagrins.

A partir de son mariage, Dupont-White habita en Touraine, au château de *la Boitardière*, où étaient mariées ses deux belles-sœurs, Mmes Jameron et Saint-Bris.

(3) Née Nau, et épouse d'un industriel fabricant de dragées, *Au fidèle Berger*, rue des Lombards. Toutes ces familles de riches bourgeois ont de beaux tombeaux au Père Lachaise.

(4) Nous ne donnons ces dates qu'à titre de probabilité. Peut-être Jean-Théodore mourut-il avant 1838, mais sûrement pas après 1839.

(5) Contrat Defresne, notaire à Paris.

(6) A Paris.

Visite de la filature de Rouen (1842) Pendant l'été de 1842, il retourna à Rouen (7) où il visita les filatures. Il s'enquit de la condition des ouvriers et trouva là matière à des réflexions sur les lois du salaire.

« L'auteur de ce Mémoire — raconte-t-il plus tard, parlant de lui-même dans son étude sur les *profils et les salaires* (8) — a visité la fabrique de Rouen pendant l'été de 1842. Il ne fut pas médiocrement surpris par l'aspect général de bonne santé et de bonne humeur que lui offraient la plupart des ateliers. Tout, à cette époque, révélait le bien-être et l'aisance des ouvriers rouennais. C'était à douter de M. Villermé lui-même, qui avait fait une toute autre peinture de l'état de cette fabrique. La différente époque des observations explique tout : en 1842, le chemin de fer qui se faisait aux portes de Rouen appelait de toutes parts des terrassiers, et l'ouvrier des manufactures n'y restait qu'à la condition d'un salaire plus élevé. »

Les obligations de sa charge contraignaient probablement notre futur économiste à revenir fréquemment à Paris. Dès cette époque, sans doute, il y ouvrait sa bourse et ses salons à tous les « avancés » honnis et persécutés (9). Et lorsqu'il rentrait en Touraine, entre sa femme et ses deux belles-sœurs, dans cette atmosphère familiale qu'il commençait à ne plus pouvoir supporter, il s'isolait probablement de longues heures dans son cabinet et, là, lisait.

(7) A cette époque, DUPONT-WHITE avait encore au Houlmé un cousin, fils de son oncle JOHN WHITE, mort en 1835 (Cf. *supra*, p. 325, note 4). Ce cousin devait mourir en 1851, dans une partie de canotage, et avec lui la dernière attache entre Dupont-White et la Normandie.

(8) *Trav. et Cap.*, p. 248, note 1. On sait que l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* est pour sa plus grande part une simple reproduction d'un Mémoire adressé en 1844 par Dupont-White à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, à l'occasion d'un concours. Cf. *infra*, Chapitre II.

(9) Cf. E. DE LAVELEYE : *Un Précurseur : Dupont-White*, in *Revue des Deux Mondes*, déc. 1889, p. 544. (Voir notre Bibliographie, n° 252 et 254). Plus tard, parlant de l'activité des meneurs républicains et socialistes sous la Monarchie de Juillet, Dupont-White dira : « On parle ici avec quelque certitude de choses qu'on a vues, de personnes avec lesquelles on a été fort lié, et dont on savait au juste l'état d'esprit, les affaires, le degré d'ambition. » (*Progr. Pol.*, (Bibliogr. n° 52), pp. 77 et 78).

**Ce que lit Dupont-White
à cette époque.**

Dupont-White lisait dans toutes les directions. Sa bibliothèque était on ne peut plus encyclopédique et composite : il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter un coup d'œil sur l'Index de ses sources, que nous avons fait figurer à la fin de cet ouvrage. Les productions littéraires des deux rives de la Manche s'y côtoyaient fraternellement. La philosophie et l'histoire s'y trouvaient confrontées avec les exposés théoriques et les traités doctrinaux des juristes et des économistes. A cette époque, Dupont-White lit (10) *Mercier La Rivière*, *Montesquieu*, *Rousseau*, *Turgot*, *Necker*, *Smith*, *Ricardo*, *Malthus*; de *Maistre* et de *Bonald*; *Jean-Baptiste Say*, *Sismondi* et *Saint-Simon*; les cours de *Wolowski*, *Rossi*, *Michel Chevalier*, *Storch*. Il dépouille aussi beaucoup de périodiques : *L'Annuaire de l'Economie politique et de la Statistique*, de *Guillaumin*; des revues comme le *Journal des Economistes*, la *Revue des Deux Mondes*, la *Revue d'Edimbourg*; et aussi des journaux, par exemple le *Moniteur* et la *Morning Post*. Dupont-White prend quelques notes, réfléchit, confronte; et de plus en plus il sent grandir en lui l'amour des études désintéressées, de l'économie politique, de la philosophie sociale.

**Il revend sa charge
d'avocat à la Cour
de Cassation (1843)**

Ce fut au point que bientôt il leur sacrifia sa profession. Au fond, quelles que fussent les qualités dont il y faisait preuve, le barreau n'était pas sa véritable vocation. « Les arguties des plaidoyers, nous dit Bonnefont, convenaient mal à sa nature » (11). D'autres procès

(10) La liste que nous donnons ici est un simple relevé des sources les plus importantes et les plus fréquemment citées dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Nous avons fait plus haut une étude approfondie des lectures de Dupont-White à cette époque, en essayant de préciser ce qu'il avait retiré de chaque ouvrage, ce qu'il devait à chaque auteur. (Cf. *supra*, *Etudes des sources de Dupont-White*, première période, p. 235 à 253). Nous prions le lecteur de bien vouloir s'y reporter.

(11) Gaston BONNEFONT. — *Dupont-White; un Penseur contemporain*, dans *La Revue Britannique*, nov. 1889, tome VI, p. 61. (Cf. notre *Bibliographie*, n° 251). Bonnefont fut pendant quelque temps « associé aux travaux » de Dupont-White.

le passionnaient, qui ne mettaient plus seulement en jeu des intérêts particuliers. Il lui fallait un autre prétoire, celui où s'affrontent les classes sociales, les nations, les générations; mieux encore : les doctrines philosophiques, politiques, économiques. Et c'est pourquoi, « malgré sa facilité de parole, il préféra la table de l'écrivain à la tribune de l'orateur et à la chaire du professeur » (12).

Désormais, Dupont-White ne vivra plus que pour ses études.

Donc, en 1843 (13), Dupont-White revend sa charge d'avocat pour 120.000 francs. Il approche alors de la trentaine : c'en sera désormais fini pour lui de toute activité professionnelle. Il fait partie de ces gens — il y en avait encore au siècle dernier — qui, dès lors qu'ils possédaient des revenus suffisants pour vivre dans une large aisance et une parfaite sécurité, ne ressentent pas le sadique besoin de s'enrichir davantage. Profitant de ces nobles et féconds loisirs que donnait alors le capital, et — qu'aujourd'hui le capitalisme est en train de faire disparaître, — Dupont-White va maintenant, sauf quelques rares et brèves échappées dans la vie publique (14), se consacrer à « ses chères études ». Son activité va devenir purement spéculative. Ce va désormais être tout pour lui qui lire, méditer, discuter et bientôt écrire.

Un nouveau chapitre de la vie de Dupont-White va commencer. Notre rôle y sera moins ingrat qu'il ne l'a été jusqu'à présent. En effet, la biographie de Dupont-White va maintenant se confondre presque complètement avec l'analyse successive de ses œuvres qui, fréquemment et fidèlement, témoigneront de l'évolution de sa pensée. Et la pensée, désormais, c'est sa vie.

(12) *Id.*, *ibid.* Mais sur la table de l'écrivain, Dupont-White garda les manières et l'esprit du barreau. Ses ouvrages sont conçus comme des débats contradictoires. Chacune des thèses adverses y prend successivement la parole. Les arguments se succèdent et s'opposent. Et l'on sent que Dupont-White voit dans le lecteur un juge qu'il faut convaincre.

(13) Ou peut-être seulement 1844.

(14) Nous voulons parler de son rôle politique en 1848 (*infra*, chapitre III de la présente partie), et aussi du concours qu'il prêta, en 1870, à la *Commission de Décentralisation* (tome second, chapitre VI).

Conclusion du présent chapitre.

La jeunesse de Dupont-White ne nous avait pas laissé de tels témoins. Pour la reconstituer dans ses grandes lignes, nous avons dû nous livrer à des recherches qui, malgré l'extrême amabilité qu'a mise à nous venir en aide le colonel Carnot, n'ont pas été très fructueuses. Nous avons manqué de renseignements. Pourtant, — quitte à laisser parfois notre imagination s'abandonner à des conjectures qui ne sont que probables, — nous n'avons pas cru devoir renoncer à la tâche.

Nous nous sommes efforcé d'éviter toute fantaisie, toute broderie inutile; et, chaque fois que nous nous sommes permis d'indiquer de simples suggestions personnelles, nous avons essayé de préciser sur quels faits elles s'appuyaient, et quel était leur degré de probabilité. Nous ne faisons pas une vie romancée de Dupont-White...

Et pourtant, sans renoncer à ces scrupules d'exactitude, nous avons désiré que notre tableau de ses vingt-cinq premières années soit aussi vivant que possible. Une simple et sèche énumération des rares faits que nous connaissions ne nous a pas semblé suffisante. Ne fallait-il pas tenter de suggérer l'atmosphère de cette enfance et de cette jeunesse, dont la marque se retrouve à travers toute l'œuvre de Dupont-White?

Nous l'avons montré, d'abord, enfant, dans ce milieu traditionaliste qui était celui de sa famille, et dont l'influence persistante va bientôt nous expliquer certaines tendances importantes de sa doctrine. Nous l'avons ensuite vu, jeune étudiant, subir la forte empreinte de la philosophie éclectique. Surtout nous avons montré comment son esprit hardi, rejetant les opinions traditionnelles dans lesquelles on l'avait éduqué, s'est résolument engagé, dès l'aube de sa jeunesse, vers un fervent enthousiasme pour les idées révolutionnaires, le Progrès, la Liberté Politique, la République.

En terminant ce chapitre de sa biographie, nous laissons Dupont-White dans toute la force d'une jeunesse vibrante. Il a déjà beaucoup lu et réfléchi, sa culture est solide, son indé-

pendance absolue. Il est tout prêt pour écrire une œuvre sérieuse, alertement combative, mais profonde et personnelle; sans tendresse pour les doctrines reçues, ardemment réformiste, mais exempte de toute utopie, et sagement soucieuse de ce qui est pratiquement possible : tel sera l' « *Essai sur les relations du travail avec le capital* ».

FIN DU CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

L'ESSAI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL AVEC LE CAPITAL (1846) DE LA SUPPRESSION DE L'IMPOT DU SEL ET DE L'OCTROI (1847)

« Mais, en vérité, quelle base de droit reste-t-il dans une société ainsi faite ? »

(DUPONT-WHITE : *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, p. 311.)

« Certains — qu'on me passe ici un souvenir tout personnel — faisaient œuvre de socialisme, et s'en prenaient à certains abus, d'autant plus hardiment que les choses mêlées de ces abus leur semblaient solides et inébranlables. »

(DUPONT-WHITE : *Progrès politique en France* (1868), p. 80. (Bibliogr. n° 52.)

« Après 1848, Dupont-White renonça à ses attaques, parfois acerbes, contre la société et surtout contre la concurrence... Mais il resta fidèle, en principe, à ses aspirations. Il m'écrivait plus tard ; « Souvenons-nous du mot du marquis de Posa dans le *Don Carlos* de Schiller : « Respectons les illusions de notre jeunesse ».

(E. de LAVELEYE : *Un Précurseur : Dupont-White*, in *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} décembre 1889, p. 528. — Cf. notre Bibliographie, n° 252.)

CHAPITRE II

L'ESSAI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL AVEC LE CAPITAL (1846) (1) DE LA SUPPRESSION DE L'IMPOT DU SEL ET DE L'OCTROI (1847) (2)

PLAN

- I. — *Le Manuscrit sur les Profits et les Salaires* (1844).
- II. — *L'article du Journal des Economistes sur l'Intervention de l'Etat dans les Relations du Travail avec le Capital* (1846).
- III. — *L'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (1846) :
 - A) *Partie théorique.*
 - B) *Partie normative.*
- V. — *L'originalité de l'Essai sur les Relations de Travail avec le Capital. — Son intérêt historique.*
- IV. — *Comment fut accueilli l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* :
 - A) *Accueil des socialistes; le compte rendu de Pecqueur dans la Revue Indépendante.*
 - B) *Accueil des libéraux; le compte rendu de Joseph Garnier dans le Journal des Economistes.*
- VI. — *De la Suppression de l'Impôt du Sel et de l'Octroi* (1847).
- VII. — *Conclusion du Chapitre.*

(1) Bibliographie nos 2, 3 et 4.

(2) Bibliographie n° 6.

SECTION I

LE MANUSCRIT SUR LES PROFITS ET LES SALAIRES (1844) (1)

Circonstances dans lesquelles fut entrepris le Mémoire. Peu de temps après l'abandon de sa charge d'avocat, notre penseur fit ses premières armes comme écrivain.

Les réflexions économiques de Dupont-White, abondamment nourries de lectures et longuement mûries dans le silence de la Touraine, fussent peut-être demeurées exclusivement un aliment de sa délectation personnelle et des brillantes conversations qu'il tenait avec des privilégiés, si l'Académie des Sciences Morales et Politiques ne leur avait donné l'occasion de s'exprimer dans un écrit. Cette docte compagnie, en 1844 (2), mit au concours, pour l'obtention d'un

(1) Ce mémoire fut plus tard publié (avec les importantes modifications et additions que nous signalons (*supra* dans notre Bibliographie n° 2 et n° 4, pages 9 et 13 ; et *infra*, p. 416 et suivantes), sous le titre : *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (1846).

Rappelons le sens des abréviations que nous employons dans la suite de ce chapitre :

Prof. et Sal. = *Mémoire manuscrit sur les rapports des Profits avec les Salaires*, présenté à l'Académie en 1845.

Trav. et Cap. = *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (1846).

N.B. — Nous devons prévenir le lecteur que dans un certain nombre de nos références au manuscrit de Dupont-White, les indications de pagination ne sont qu'approximatives. A cet égard, les notes que nous avons prises lors de la communication qui nous a été faite de ce document sont parfois un peu imprécises; et toute vérification nous est maintenant complètement impossible.

(2) Le sujet fut mis au concours pour 1845. Nous ignorons si c'est en 1844 ou 1843 qu'il fut publié et proposé aux candidats éventuels.

prix de quinze cents francs, la question suivante : DÉTERMINER LES FAITS GÉNÉRAUX QUI RÉGENT LES RAPPORTS DES PROFITS AVEC LES SALAIRES, ET EN EXPLIQUER LES OSCILLATIONS RESPECTIVES.

Le sujet était d'envergure, tout à fait à l'ordre du jour des discussions de l'époque et parfaitement dans les cordes du jeune Dupont-White : il décida de le traiter. Ainsi s'ouvre la carrière de notre auteur, comme une illustration de sa doctrine : à l'origine de sa première œuvre, nous trouvons cette « impulsion officielle » que toujours il proclama nécessaire pour féconder l'individu (dont la nonchalance, s'il était laissé à lui-même, paralyserait l'initiative).

Dans quel esprit Donc, s'étant résolu à prendre part
Dupont-White au concours de l'Académie, Dupont-
aborde son sujet. White, dans sa retraite tourangelle, se met au travail. Il aborde son sujet avec toute la fougue de sa jeune ardeur et prend sa plume comme il prendrait une épée. Son *Mémoire* ne sera pas un exposé froid, mais une plaidoirie passionnée, une joute acharnée. Il s'agit pour lui de défendre les classes ouvrières, qu'il a côtoyées sur les barricades de 1830; de combattre les doctrines (3) libérales, qui s'obstinent à opposer leurs sophismes aux légitimes revendications des masses; de proclamer et de prouver que le capital est un tyran, et qu'il mérite — tout autant que jadis les monarques déchus et les castes évanouies — qu'on s'en libère par un énergique sur-saut de révolte.

Le *Mémoire* de Dupont-White sera pénétré tout entier de cette hostilité contre la libre concurrence dont les écrits de George Sand, d'Eugène Süe, etc... ont imprégné le langage du libéralisme *politique* avancé, tandis que, du haut de la tri-

(3) Nous disons à dessein les *doctrines*, et non point les *théories*. Sur le plan théorique, DUPONT-WHITE est un disciple à peu près parfaitement orthodoxe de RICARDO. Il ressuscite même le pessimisme de RICARDO, un peu éclipsé par les tendances optimistes qui, même avant BASTIAT, s'infiltraient chez les libéraux français. Mais DUPONT-WHITE ne peut admettre que l'on se résigne aux conséquences désastreuses du libre fonctionnement du régime libéral. En doctrine, il est résolument anti-individualiste.

bune officielle, le ministre de la Monarchie Bourgeoise clamaït : « Enrichissez-vous! »

Dupont-White sait bien que les tendances dont il fait preuve n'ont pas précisément les faveurs de l'Académie : à cette époque plus que jamais peut-être, les économistes officiels, renfrognés dans leur dédaigneuse impassibilité de savants, accusent ceux qui mettent au premier plan les questions sociales d'être des rêveurs, des sentimentaux, d'éluder la rigueur des solutions scientifiques pour se contenter d'un creux verbalisme déclamatoire.

Notre économiste, avec la belle indépendance d'esprit que nous lui verrons toujours, n'en exprimera pas moins ses idées avec toute la vigueur désirable. Mais avant de commencer, il prend des précautions oratoires : il félicite d'abord l'Académie de l'intérêt du sujet qu'elle propose et de la hardiesse dont elle a fait preuve en choisissant un domaine brûlant, où tout n'est pas à la louange de la société actuelle.

« Sous la sécheresse de cet énoncé — dit-il après avoir rappelé le sujet du concours — il y a peut-être une des plus grandes affaires, un des plus grands soucis de notre époque. Elever si haut l'importance du sujet n'est pas une illusion d'auteur, encore moins une hyperbole de mécontent. Un seul mot en fera juger : il s'agit du travail. Il s'agit de savoir comment il se récompense, comment les fruits s'en répartissent. Peut-on imaginer un intérêt plus capital, une étude plus épineuse, aujourd'hui que la société rencontre à chaque pas le problème irritant de la distribution des richesses et que tout malaise, toute souffrance, tout désastre vient ulcérer la plaie et enflammer le débat » (4).....L'Académie ne pouvait poser une question plus hardie et plus opportune. Nous lui en devons de la reconnaissance. C'est faire acte d'initiative et d'enseignement, comme il convient à un grand peuple, que de se placer au cœur même des ennuis qui le troublent, des hésitations qui le dévorent, et de mettre officiellement à l'étude un de ces problèmes pleins d'angoisses qui pèsent sur la Société comme une menace ou comme un remords... (5).

(4) *Prof. et Sal.*, p. 1. Ce passage n'a pas été reproduit dans l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital*.

(5) *Prof. et Sal.*, p. 3. Ce passage n'a pas été reproduit dans l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital*.

Que du reste l'Académie se rassure : Dupont-White ne réserve pas sa sollicitude aux seuls salaires. Le capital n'est essentiellement que du travail accumulé (6) : produit des sueurs d'un labeur antérieur et des privations d'une épargne patiente. A ce titre, comme ceux du travail lui-même, ses revenus sont sacrés :

« ... On nous accusera peut-être de rétrécir la question... et d'y chercher avec prédilection le côté déclamatoire en nous arrêtant à celui qui touche les classes infimes de la société. Telle n'est pas la pensée de l'auteur de ce mémoire. Il croit mieux comprendre celle de l'Académie en restituant au mot travail son acception scientifique, sa généralité la plus compréhensive. Travail et capital sont synonymes à ses yeux parce que le capital signifie une accumulation, une provision de travail. A ce compte les profits, nés du travail comme le salaire, et procédant du même auteur quoique à un degré différent, pouvaient revendiquer quelque chose de la sympathie et de la sollicitude qui s'épuisent ordinairement sur ceux-ci. On n'est pas de ceux qui contestent cette filiation. Et si l'on reconnaît une immense gravité au sujet de ce concours, c'est à raison, non seulement de l'intérêt populaire qui y est engagé, mais aussi bien de l'ensemble et de l'éminence des intérêts qu'il embrasse. La question ramenée à son point de départ suppose les données suivantes : Il y a deux natures de travail : l'une qui se dépense en efforts purement physiques, l'autre qui représente la puissance de l'épargne, l'action d'une force réservée. Il y a deux prix distincts affectés à ces deux sortes de labeur : l'un qui s'appelle salaire; l'autre qui s'appelle profits. » (7).

Voilà, pensera-t-on, une douce cuillerée de sirop que Dupont-White dépose habilement sur la langue de ses juges, afin d'atténuer leur répulsion pour le breuvage indigeste qu'il leur destine! Nous en convenons facilement; ce dessein n'est sans doute pas étranger à notre jeune et audacieux concurrent. Et pourtant il ne faudrait pas croire que ces protesta-

(6) Cette analyse du capital est tout à fait ricardienne (bien que RicARDO l'ait à certains égards dépassée); elle est à la base de la théorie classique de la valeur-travail. (Cf. sur ces points, *infra*, Chapitre III, section IV, p. 571 *sqq.*).

(7) *Prof. et Sal.*, p. 2. Ce passage n'a pas été reproduit dans *Trav. et Cap.*

tions préliminaires soient de sa part pure diplomatie. Qu'on les dise adroites, certes, mais non point insincères : dès cette époque, Dupont-White tient pour parfaitement légitime la propriété accumulée, et ses revenus. Il est prêt à chanter des hymnes au capital, qui procure aux sociétés modernes, avec la machine, l'abondance des biens; avec le loisir, les progrès de l'instruction, des Lettres et des Arts. Seulement Dupont-White fait une distinction importante et sur laquelle repose, en somme, toute sa doctrine : D'une part, selon lui, le capital procure un profit, un gain, et cela est parfaitement légitime, parce que c'est la juste rémunération d'un travail antérieur, d'une épargne méritoire, d'un service social éminemment utile; mais d'autre part le capital confère une puissance, un pouvoir de domination, qui détruit toute égalité dans les rapports entre riches et pauvres, entre patrons et salariés. Là, pour Dupont-White réside l'abus, l'inique privilège du capital qu'il faut condamner et détruire, en tous cas limiter.

Remarquons tout de suite que cette distinction fait du socialisme de Dupont-White — si tant est que sa doctrine, à cette époque, mérite cette qualification (8) — un système beaucoup

(8) Le terme « socialisme » avait à cette époque un sens beaucoup plus imprécis encore qu'à nos jours. C'était encore un néologisme, créé sans doute par OWEN, repris par Pierre LEROUX et Louis REYBAUD, qui ne s'appliquèrent pas à le définir rigoureusement. (Cf. R. MAUDUIT : *Auguste Comte et la Science économique*, thèse lettres, Paris, Alcan, 1928, p. 187 et suiv., et particulièrement la note de la page 189; — MENER : *L'Etat Socialiste*, édit. franç., Paris, 1904; — G. GRÜNBERG : *L'origine des mots socialisme et socialiste*, in *Revue d'Histoire des doctrines économiques et sociales*, 1909, p. 289 et suiv.; — A. ESPINAS : *La Philosophie sociale au XVIII^e siècle et la Révolution*, Paris, 1898, note de la page 97). — PROUDHON disait : « Est socialiste tout homme qui s'occupe de réformes sociales » (cité par Y. GUYOT : *La Comédie socialiste*, préface). VICTOR CONSIDÉRANT avouait sans ambages : « Le socialisme est une chose indéterminée » (cité par Adolphe IMBERT dans sa thèse sur *Frédéric Bastiat et le socialisme de son temps*, 1913, page 12). — AUGUSTE COMTE se disait « socialiste », simplement parce qu'il voulait remplacer le mobile économique de l'intérêt individuel par le mobile du service social, sans changer grand chose au régime juridique de la propriété des biens et de leur production. C'est seulement, semble-t-il, au Congrès socialiste de Gotha, tenu en 1875, qu'on proclama pour la première fois que la doctrine socialiste se caractérisait essentiellement par la substitution de la propriété collective à la propriété individuelle. Depuis, on a souvent considéré, jusqu'à ces dernières années, que tel était en effet le critérium technique crucial, d'après lequel il convenait d'accorder ou de refuser aux doctrines le qualificatif de « socialistes ». Pourtant le « socialisme de la chaire », le « socialisme

moins radical, mais aussi beaucoup plus fin que celui de Proudhon, de Marx, de tant d'autres, aux yeux de qui tout profit est une pure spoliation.

L'idée de Dupont-White n'était d'ailleurs pas absolument originale à son époque. Sismondi semble avoir adopté une position analogue (9). La distinction n'est pas étrangère aux

d'Etat », et, sur le plan politique, le « social-démocratisme », le « travailisme » et le « socialisme français » n'étaient pas authentiquement collectivistes. De son côté, DURKHEIM essaya de caractériser le socialisme par l'idée d'organisation (cf. DURKHEIM : *Le Socialisme; sa définition, ses débuts. La doctrine Saint-Simonienne*, ouvrage posthume publié chez Alcan, dans la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine*, 1928). De nos jours, le déclin et la désagrégation de l'orthodoxie marxiste (sa renaissance en France depuis trois ans est une exception) dans les rangs mêmes des écoles doctrinales et des partis politiques « socialistes », et le bouillonnement d'idées assez confus qui en résulte, tendent à rendre au mot « socialisme » sa primitive imprécision. A la suite d'ANATOLE FRANCE, des gens comme HENRI DE MAN et MARCEL DÉAT recommencent à dire que le socialisme est avant tout une attitude de l'esprit et du cœur, une tendance générale, une aspiration profonde — sans plus chercher à définir étroitement les caractères techniques essentiels d'un régime socialiste.

Notons aussi qu'en 1850 « les mots socialisme et communisme étaient presque synonymes » (R. MAUDUIT, *op. cit.*, p. 191). C'est depuis lors seulement qu'ils se sont nettement différenciés.

Cette imprécision du langage de l'époque doit nous incliner à ne pas nous montrer trop sévère pour le vocabulaire de DUPONT-WHITE.

DUPONT-WHITE — comme nous le verrons au cours de cette étude — considère que la propriété doit rester individuelle dans son mode, bien qu'elle soit à ses yeux sociale dans son origine, son fondement, sa destination (Cf. *infra*, p. 438). Tout en réclamant un certain contrôle de l'Etat sur la vie économique et sur les relations sociales, il fait — même à l'époque de sa jeunesse — de l'initiative individuelle, stimulée par l'appât du profit, le moteur principal de l'activité productrice.

Selon notre terminologie moderne, il ne mérite donc point d'être appelé socialiste. Lui-même éclate en invectives fréquentes et violentes contre le « socialisme » des « sectes ». Mais cela ne l'empêche point de prendre parfois à son compte le mot socialisme (cf. *Infl. des Gouv.*, in *Lib. Pens.* mars 1850, tome V, p. 404 et *infra*, chap. III, section IV, paragraphe A, page 566. Voir encore *Lib. Pol.*, passim) qu'il applique également à DE BONAIRD (cf. *Ind. et Et.*, 1^{re} édit., p. 97 et notre *Index des sources de Dupont-White*) et plus souvent encore le mot « communisme » (cf. *Budg. Cultes*, in *Pol. Nouv.*, 6 avril 1851, pages 390 et 391 et *infra*, chapitre III, section IV, paragraphe F., p. 639).

(9) On pourrait être tenté, disent MM. GINE et RIST dans leur *Histoire des Doctrines économiques*, de croire que SISMONDI « condamne sans réserve la profit lui-même. » Ce ne serait rien moins qu'une adhésion de SISMONDI aux doctrines socialistes. On l'a cru quelquefois, mais à tort selon nous... L'idée de MARX que le travail seul crée la valeur et que, par conséquent, le profit et l'intérêt constituent un vol fait à l'ouvrier, lui est tout à fait étrangère... C'est dans une cause sociale, l'inégale répartition de la pro-

disciples de Fourier, particulièrement à Considérant (10). Plus tard, elle devait faire fortune, singulièrement encouragée par l'évolution historique de tout un siècle.

Que s'est-il en effet passé depuis Dupont-White?

La propriété du capital s'est de plus en plus démocratisée, morcelée, répandue dans les classes moyennes et même dans les classes inférieures de la société. On se sent, dans ces conditions, beaucoup moins tenté de répudier la légitimité des profits.

Au contraire, en même temps que la gestion du capital, la domination qui lui est inhérente s'est de plus en plus concentrée (10 bis). Séparée de la propriété, elle est devenue de plus en plus apparente et de plus en plus tyrannique. La distinction qui, chez Dupont-White, était une abstraction de l'esprit, est maintenant passée dans les faits. Puisque le profit et la domination n'appartiennent plus aux mêmes personnes, que les profits sont partagés entre beaucoup, tandis que la domi-

priété entre les hommes, et dans la force inégale qui en résulte pour les contractants, que SISMONDI va trouver l'explication de la contradiction qui le frappe entre les intérêts privés et l'intérêt général. » (GIME et RISR : *Histoire des Doctrines Economiques*, 5^e édit., 1926, nouveau tirage 1929, pp. 217, 218 et 219).

(10) Ceci nous est apparu à la lecture de la remarquable étude de M. JEAN-MARCEL JEANNENEY, intitulée : *L'Ecole Sociétaire et la Révolution de 1848*. Ce travail — une thèse pour l'Ecole libre des Sciences Politiques (M. HALÉVY) — n'a malheureusement pas été imprimé jusqu'ici. Nous remercions bien amicalement son auteur de nous en avoir communiqué un exemplaire dactylographié. Des extraits importants en ont paru dans la *Revue des Sciences politiques*, janvier-mars 1933, pp. 91 à 111, sous le titre : *Les disciples de Fourier et la Révolution de 1848*.

Les Phalanstériens, à l'encontre de PROUDHON, tenaient pour légitime la propriété du capital et ses revenus : « Les produits du travail, disaient-ils, ne sont pas possédés moins légitimement par celui qui les accumule que par celui qui les consomme » (*La Démocratie Pacifique*, voir les n^{os} des 10 et 14 septembre, 2 octobre, 1^{er} et 24 novembre 1848). Mais cela n'empêchait pas CONSIDÉRANT d'aller attaquer en personne, au sein même des assemblées d'actionnaires, les dirigeants des Compagnies de Chemins de fer, parce qu'à ses yeux ils incarnaient « la féodalité financière ».

(10 bis) Ces deux processus ont été mis en lumière d'une façon tout particulièrement suggestive, en Amérique, par MM. Adolf A. BERLE et Gardiner C. MEANS, dans leur ouvrage intitulé : *The Modern Corporation and private Property*, New-York, Mac Millan, 1934, in-8^o. (Cet ouvrage fait l'objet d'une analyse critique approfondie dans le cours que professe cette année même (1935-1936), M. Gaëtan PIROU, à l'Ecole des Hautes Etudes.)

nation est concentrée en peu de mains, il paraît tout naturel de condamner l'une et de légitimer les autres. Tel est l'esprit de l'Encyclique pontificale *Quadragesimo Anno* (11). On le retrouve à la base de beaucoup de tendances jeunes-socialistes. L'idée est commune à Henri de Man, aux néo-socialistes français, à la plupart des auteurs de plans de ces dernières années (12).

Mais revenons à Dupont-White, et à son manuscrit sur les Profits et les Salaires. Après avoir ainsi, en quelques lignes, proclamé qu'il reconnaît la légitimité des profits, Dupont-White va maintenant, à travers toute la suite de son Mémoire, montrer à l'œuvre la domination injuste et cruelle qu'exerce le capital dans le domaine de la répartition.

Le problème, selon lui, a été complètement renouvelé par la révolution industrielle. Jadis, les riches consommaient leurs biens pour leur jouissance personnelle. Ils organisaient de grands festins et de grandes chasses, s'habillaient somptueusement, habitaient de luxueuses demeures; l'idée ne leur venait pas de se servir de leurs richesses pour en acquérir de nouvelles, de leur donner un emploi productif et rémunérateur.

Tout a changé du jour que, sous l'influence de la réhabilitation moderne du travail...

« ... le riche, au lieu seulement de jouir, s'est imaginé de produire; au lieu de consommer le travail du pauvre pour un service tout personnel, dans un but d'ostentation et de sécurité, il le consomme aujourd'hui dans un intérêt d'argent et de lucre, c'est-à-dire qu'il le lui marchandé sous l'empire de la passion la plus âpre et la

(11) L'Encyclique *Quadragesimo Anno* condamne très nettement au moins les excès (qu'elle considère comme fréquents et graves dans le monde actuel) de la puissance inhérente à la gestion du capital. En face de cela, l'Encyclique proclame légitime une certaine rémunération du capital (sans pour cela, croyons-nous, revenir sur la condamnation catholique du prêt à intérêts, que l'Eglise n'a jamais théoriquement abandonnée). Sur l'Encyclique *Quadragesimo Anno* voyez G. LÉVY : *Les manifestations récentes de la doctrine sociale du Saint-Siège* in *Revue d'Economie Politique*, 1932.

(12) Cf. H. NOVELLE : « Les Plans de reconstruction économique et sociale à l'étranger et en France » in *Revue d'Economie Politique*, Sept.-Oct. 1934, p. 1595.

plus intraitable... (13). Tandis qu'autrefois l'intérêt du riche était de ménager le serviteur pour le bien même du service ou du relief qu'il en attendait, son intérêt dans la donnée actuelle est de faire à l'ouvrier le sort le plus misérable, c'est-à-dire d'acheter au plus bas prix le concours de cet auxiliaire, la collaboration de cet instrument... » (14).

**Le principe de l'hostilité
des profits et des salaires.**

On sent déjà percer l'indignation. Mais quoi? L'Académie elle-même n'a-t-elle pas « posé en principe qu'il y a un rapport des profits aux salaires, puisqu'elle a demandé quelles influences subissait ce rapport »? — « Nous ne pouvons mieux faire, dit Dupont-White, que d'en convenir, et de déterminer la nature de cette relation ». (15)

C'est bien là le point crucial du sujet. Et pour Dupont-White, aucun doute n'est possible : « LE RAPPORT DES PROFITS AVEC LES SALAIRES EST UN RAPPORT DE DÉPENDANCE (16); CETTE DÉPENDANCE RÉSULTE DE CE QUE LE TAUX DES PROFITS EST EN RAISON INVERSE DE CELUI DES SALAIRES, LES PROFIT BAISSANT QUAND LES SALAIRES MONTENT, ET S'ÉLEVANT QUAND LES SALAIRES DESCENDENT » (17).

« Antagonisme » (18), « rivalité... antipathie » (19), « collision » (18), « lutte... hostilité » (19), telle est la loi des relations entre les revenus des ouvriers et ceux des capitalistes. « Le profit triomphe de tout ce qui abaisse le salaire et souffre de tout ce qui l'élève » (20); « l'équilibre et le parallélisme sont exclus de leurs relations » (21).

(13) *Prof. et Sal.*, p. 4.; *Trav. et Cap.*, p. 11.

(14) *Prof. et Sal.*, p. 9; *Trav. et Cap.*, p. 12.

(15) *Prof. et Sal.*, p. 9. Ce passage n'a pas été reproduit dans *Trav. et Cap.*

(16) Dans *Trav. et Cap.*, p. 15, DUPONT-WHITE dira d'emblée : **Le rapport des profits avec les salaires est un rapport d'hostilité.**

(17) *Prof. et Sal.*, p. 9; *Trav. et Cap.*, p. 15 et 16.

(18) Cf. entre autres *Prof. et Sal.*, p. 136; *Trav. et Cap.*, p. 241.

(19) Entre autres : *Prof. et Sal.*, p. 17.

(20) *Prof. et Sal.*, p. 134; *Trav. et Cap.*, p. 241.

(21) *Prof. et Sal.*, p. 17; *Trav. et Cap.*, p. 30.

Réponses aux objections contre ce principe d'hostilité.

Première objection : C'est le consommateur, non le capitaliste, qui fait les frais de la hausse des salaires, et qui profite de leur baisse.

Met-on ce rapport en doute? Soutient-on, par exemple, que les mouvements des salaires se répercutent non sur les profits, mais sur les prix des marchandises, et qu'en particulier il est au pouvoir des industriels d'échapper au

préjudice que leur cause la hausse des salaires, en en rejetant le poids sur les consommateurs? — Erreur, dit Dupont-White. Comment les industriels pourraient-ils contraindre les consommateurs à faire les frais d'une augmentation des revenus ouvriers? En élevant les prix de vente?

Mais d'abord il est impossible que les prix montent de la sorte si la quantité de monnaie en circulation reste constante. Toute hausse des prix réclame un surcroît de numéraire. Où pense-t-on trouver ce surcroît, tandis qu'en élevant les prix on ralentit les exportations? — La hausse des prix n'est donc point praticable. (22)

(22) Tout ce raisonnement, — destiné à prouver que la théorie monétaire s'oppose absolument à ce que la hausse des salaires entraîne une élévation des prix de vente des produits manufacturés — est emprunté par DUPONT-WHITE à RICARDO. « Il ne paraît pas — dit ce dernier — que la hausse des salaires puisse faire hausser le prix des denrées, soit que les métaux qui servent à la fabrication des monnaies se trouvent dans le pays, soit qu'ils viennent de l'étranger. Il ne peut y avoir une hausse dans toutes les denrées à la fois, sans qu'il y ait en même temps une augmentation de monnaie; et cette quantité additionnelle, on ne saurait l'obtenir dans le pays même, ainsi que nous l'avons déjà prouvé...[S'il y a hausse des salaires, c'est qu'il y a excès de capitaux offerts pour l'emploi, c'est-à-dire excès d'or; la baisse de la valeur de l'or en décourage alors la production]... et l'on ne pourrait pas non plus la tirer du dehors. En effet, pour pouvoir acheter une plus grande quantité d'or à l'étranger, il faut absolument que les denrées, chez nous, soient à bon marché. L'importation de l'or et la hausse des prix de toutes les productions nationales, moyennant lesquelles on obtient ou on achète l'or, sont d'une incompatibilité absolue. » (RICARDO, *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, Chapitre V, traduction BEAUREGARD, revue par FOMENTIN). RICARDO ajoute : « L'usage très étendu du papier-monnaie ne change rien à la question; car tout papier-monnaie se règle ou doit se régler par la valeur de l'or et se trouve, par conséquent, sous l'influence des causes mêmes qui influent sur la valeur de ce métal. » Sur ce dernier point seulement, DUPONT-WHITE se sépare de son maître. Après avoir dit que la hausse des prix ne saurait résulter de la hausse des salaires,

Le serait-elle, qu'elle ne présenterait d'ailleurs, pour les industriels, aucun avantage sérieux et durable. En effet, les consommateurs, devant une hausse des prix, ne sont pas désarmés. De deux choses l'une : ou bien ils réduisent leur consommation — et dans ce cas l'industriel perd à vendre peu ce qu'il gagne à vendre cher; ou bien ils ajustent leurs revenus au nouveau tarif des prix, — mais alors la hausse des prix devient générale, les charges fiscales s'accroissent à mesure que s'élèvent les traitements des fonctionnaires, le taux de l'intérêt monte et avec lui les charges de capital des entreprises. Dans ce cas, il y a bien, sans doute, une hausse des profits, mais elle reste purement nominale : les industriels perdent comme consommateurs, comme contribuables, comme emprunteurs, ce qu'ils gagnent comme vendeurs. Ainsi, de toute façon, l'industriel est trompé dans ses espérances. Il se voit contraint de supporter sans répétition le poids de la hausse des salaires. Il est donc bien vrai de dire que toute élévation des revenus ouvriers grève inéluctablement les profits. Entre eux, le rapport est bien d'hostilité, non de solidarité.

Deuxième objection :

**Une grande prospérité profite
à la fois aux ouvriers et aux
capitalistes.**

Passons maintenant, avec Dupont-White, à un autre aspect de l'objection: l'on prétend, cette fois, que, lorsque les profits s'élèvent, les salaires suivent leur sort heureux. Supposons, par exemple, une

parce que la quantité de numéraire n'a pas augmenté, il remarque en note : « Il faut admettre une exception pour les pays qui font usage d'une monnaie de papier : rien n'empêche [sauf dans certains cas, répondrons-nous, la réglementation légale de l'émission] qu'elle ne se proportionne exactement aux nouveaux besoins de la circulation » (*Prof. et Sal.*, p. 11. Cette note n'a pas été reproduite dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, p. 20).

Bien que DUPONT-WHITE se soit ici montré plus perspicace que RICARDO, tout ce passage révèle chez lui une conception un peu simple de la théorie quantitative de la monnaie. Ignore-t-il que la quantité de numéraire en circulation n'est pas le seul facteur monétaire des prix? Le rôle de la vitesse de circulation lui échappe-t-il? On pourrait ici le croire. Mais DUPONT-WHITE aura le loisir de préciser et de réviser ses notions en matière monétaire, lorsqu'il écrira « *Les Banques et la Guerre* » (1866). (Voir notre Bibliographie, nos 44 et 45 et notre tome second.)

période de grande prospérité générale : d'importants et rapides progrès techniques ont permis, dans toutes les branches de l'industrie, de doubler la production, avec la même quantité de travail et les mêmes frais généraux. Dans ce cas les profits s'élèvent : peu importe, en effet, si leur montant nominal reste constant (23); les revenus réels des capitalistes sont accrus, puisqu'ils bénéficient, comme consommateurs, de la baisse générale des prix. N'en est-il pas de même pour les ouvriers?

Non, dit Dupont-White, car, « en pareille occurrence, le salaire baisse à cause et au prorata de la réduction du prix de toutes choses » (24). Et notre auteur énonce la loi classique du salaire naturel limité au strict minimum nécessaire à la subsistance ouvrière. Pour le moment, il ne s'attache pas à démontrer cette loi, à la fonder en logique. Il se contente de recourir au principe d'autorité. Malthus (25) a observé le phénomène en Irlande, dans l'Inde et dans la petite commune anglaise de *Kirkokbridge* où il s'est livré à une probante comparaison des variations des salaires et des prix du blé entre 1795 et 1822. Mac-Culloch a confirmé la chose, d'après des observations faites au Bengale et en Irlande. Enfin et surtout, Ricardo, avec toute l'autorité que lui confère sa longue expérience personnelle de la vie économique, a proclamé cette loi des salaires; il a même expressément fondé sur elle l'essentiel de son œuvre; notamment sa théorie de la valeur et sa théorie du revenu net. Ainsi, point de doute possible : dans le cas qui nous occupe, les salaires ne sauraient bénéficier, comme les profits, de la baisse générale des prix. « L'abondance des

(23) DUPONT-WHITE, sur la foi d'arguments très critiquables, admet qu'il en est ainsi. En effet, dit-il, le prix de vente global de l'ensemble des produits ne saurait se modifier du fait de leur multiplication tant que la quantité de travail dépensé reste constante. C'est là une simple application — trop simple! — de la théorie ricardienne de la valeur-travail, que DUPONT-WHITE accepte sans la discuter.

(24) *Prof. et Sal.*, p. 19; *Trav. et Cap.*, p. 66.

(25) Dans l'*Essai sur les Relations*, DUPONT-WHITE fera de plus appel à l'autorité de Turgot et NECKER (p. 68). — Sur les doctrines fort intéressantes, et peu connues de NECKER, voir BABEL : *Necker et les débuts de l'interventionnisme social*, Mélanges Milhaud, Genève, 1934 (Bibliogr. n° 405).

denrées n'ajoute rien à la consommation de l'ouvrier, puisque la baisse de leur prix a pour unique conséquence celle de son salaire » (26). Cette baisse des revenus du travail, purement nominale, sans effet sur le niveau de la vie ouvrière, sera « insensible », et donc facilement acceptée (27). Nul doute qu'elle ne se produise.

Objecte-t-on qu'en fait les salaires réels ont augmenté en France, comme en font foi les progrès du vêtement et de l'habitation des ouvriers? Fausse apparence, répond Dupont-White : Les classes laborieuses n'ont obtenu ce léger confort supplémentaire qu'en rognant sur leurs dépenses les plus essentielles, qu'en se privant de nourriture. Et il cite, à l'appui de cette assertion, des statistiques qui montrent que, depuis 1830, la consommation de la viande a considérablement décliné à Paris (28). On ne saurait donc, dit Dupont-White, invoquer les faits pour infirmer la loi ricardienne du

(26) *Prof. et Sal.*, p. 24; *Trav. et Cap.*, p. 73.

(27) Ainsi s'exprime DUPONT-WHITE (*Prof. et Sal.*, p. 25; *Trav. et Cap.*, p. 75). Rien ne nous semble plus faux, au moins si l'on en juge d'après les données actuelles de la psychologie ouvrière. Les variations nominales des salaires (en monnaie) son beaucoup plus apparentes, partant beaucoup plus sensibles que les variations réelles (en pouvoir d'achat). En 1928, l'une des principales raisons pour lesquelles POINCARÉ renonça à poursuivre la revalorisation du franc fut l'opposition ouvrière à toute réduction des salaires nominaux.

(28) Dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (p. 322 et la note), DUPONT-WHITE ajoutera que la consommation du vin a beaucoup baissé à Paris depuis le début du siècle. Il donnera à l'appui de cette assertion de nombreux chiffres, empruntés à la brochure de DAVID MACAIRE, sur « *L'impôt sur les boissons* » (1842). Il ne faut jamais trop se fier aux statistiques que donne DUPONT-WHITE, ni surtout à la façon dont il les interprète. Sa méthode de critique statistique est tout à fait rudimentaire, presque autant que sa méthode d'interprétation de l'histoire. Souvent il recourt aux statistiques sans aucun esprit critique, pour ajouter à l'autorité d'une preuve expérimentale aux principes qu'il a d'abord posés *a priori*.

Sur le point qui nous occupe, Joseph GARNIER donne à la baisse de la consommation de la viande à Paris d'autres explications que celles de DUPONT-WHITE. « On sait, — dit-il — que... la consommation du porc et de la volaille s'est étendue; il faut remarquer aussi que la pomme de terre est intervenue. Mais nous ne voulons pas nier la différence entre les deux époques. Cette différence tient-elle plutôt au développement du capital, qui aurait appauvri les travailleurs, qu'à l'augmentation des droits d'octroi, à l'entrée de la ville, et des droits de douane à la frontière, qui ont renchéri les prix, et diminué la consommation? Poser la question c'est la résoudre. Cette différence ne tiendrait-elle pas encore à

salaire naturel, égal au minimum nécessaire à la subsistance des ouvriers.

Quand, à la suite de développements techniques importants, se produit une augmentation du volume global de la production, accompagnée d'une baisse générale des prix, les profits réels augmentent mais les salaires réels demeurent.

Troisième objection :

La hausse des profits entraîne une augmentation de la demande de travail, favorable au taux des salaires?

Reste une dernière objection à la thèse de l'hostilité radicale des profits et salaires. Plaçons-nous dans l'hypothèse d'une hausse des profits. L'augmentation des

revenus des capitalistes ne va-t-elle pas provoquer un accroissement de la demande de travail, et par là contribuer à faire monter les salaires?

« Il n'y a là, dit Dupont-White, qu'une complaisante illusion dont le néant se pénètre d'un coup d'œil... L'accroissement des capitaux n'ajoutera rien à la demande du travail, du moins à la demande immédiate, parce que les circonstances de cette hausse sont le triomphe des machines et l'exclusion du travail humain... Ainsi le salaire n'éprouvera pas de hausse instantanée; de hausse ultérieure, pas davantage; car quand la faveur du bon marché aura vulgarisé l'usage des produits mécaniques et multiplié le nombre des ouvriers demandés au-delà de ce qu'il était avant l'invention des machines, le salaire aura toujours contre lui un principe de dépréciation et de disgrâce, car il sera désormais le prix d'un travail inintelligent, accessoire, subalterne, que le premier venu peut exécuter sans apprentissage; d'un travail que d'innombrables concurrents se disputeront à l'envi et accepteront au rabais, » (29).

la présence à Paris d'un plus grand nombre d'ouvriers employés aux travaux publics et autres qui y conservent l'habitude d'une nourriture plus particulièrement végétale? Ne tiendrait-elle pas à l'excès de population chez certaines classes? (Joseph GARNIER : Compte rendu de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, in *Journal des Economistes*, août 1846, p. 46. — Cf. notre Bibliographie, n° 277).

(29) *Prof. et Sal.*, p. 29. Ce passage a été supprimé dans l'*Essai sur les Relations*. La même question est traitée, d'une façon d'ailleurs assez différente, et beaucoup plus sérieuse, p. 30 et suivantes. (Cf. *infra*, p. 421).

En faisant intervenir le caractère « inintelligent » du travail à la ma-

Supposons même — ajoute Dupont-White — que la demande de travail soit effectivement accrue, et « dans des données qui n'altèrent nullement la valeur du travail », La hausse des salaires reste, en ce cas, tout à fait conditionnelle. Elle n'aura lieu que si l'offre de travail ne s'accroît pas en

chine, comme facteur de diminution du salaire, DUPONT-WHITE introduit ici un élément *qualificatif* de la fixation des prix du travail. C'est là pour nous quelque chose de tout à fait nouveau : Jusqu'à présent, DUPONT-WHITE nous avait présenté le salaire comme le produit de facteurs uniquement quantitatifs (offre et demande de travail, prix des subsistances). On remarquera comment DUPONT-WHITE rattache cet élément nouveau (qualitatif) à sa théorie générale (quantitative) des salaires : Un travail purement mécanique n'exige point de la part de celui qui s'y livre une conscience professionnelle délicate et scrupuleuse ; le contrôle en est facile et automatique. D'autre part il n'exige point d'aptitudes techniques spéciales. Il en résulte un élargissement — fatal aux ouvriers — du marché du travail ; les ouvriers deviennent tous interchangeables ; la concurrence entre eux se fait alors plus vaste et plus âpre, au détriment du taux des salaires.

Reste à savoir dans quelle mesure le progrès technique rend effectivement le travail moins intelligent. C'est vrai, sans aucun doute, quand la grande manufacture se substitue au régime de l'artisanat. Et c'est vrai, en général, de toute transformation des procédés de la production qui accentue la division du travail sans le rendre plus complexe. Mais *en soi* le machinisme ne nous semble point être un principe de disqualification du travail humain. La machine exige pour son perfectionnement le concours d'inventeurs, et pour son entretien le concours de nombreux mécaniciens, qui doivent faire preuve de connaissances techniques, d'intelligence, et d'initiative. Et la machine décharge l'homme précisément de la tâche la plus servile (du déploiement de la force) tandis qu'elle lui laisse la partie intellectuelle de l'œuvre productive.

On a trop confondu — parce qu'en fait ils apparaissent presque contemporains et concomitants, — deux aspects distincts du progrès technique : la division du travail entre les hommes d'une part ; le développement du machinisme (ou division du travail entre les hommes et l'énergie de la nature) d'autre part. Le premier processus tend, croyons-nous, à rendre le travail moins intelligent ; et le second, au contraire, à le rendre de plus en plus intellectuel.

DUPONT-WHITE a du reste bien vu — dans la suite de ses écrits — les deux aspects du progrès technique, sans toutefois mettre en lumière le principe de leur opposition :

« C'est une question — dira-t-il dans la préface de sa traduction de *La Liberté*, de Stuart MILL — de savoir si *dans l'état actuel des choses* l'homme auquel échoit la tâche la plus humble n'en est pas amoindri, accablé. Vous ferez bien de vous demander ce que devient son âme, à recommencer éternellement une tête d'épingle ou un bras de fauteuil. » (*Préf. Lib.*, 1^{re} édit., p. LXXIX). Il s'agit ici, évidemment, de la division du travail entre les hommes, qui domine *dans l'état actuel des choses*. Mais dans l'avenir, au contraire, ce sera la puissance émancipatrice de la machine qui triomphera. Les progrès de la technique indus-

même temps que la demande; si la population n'augmente pas aussi vite que les capitaux.

Et donc, — conclut un peu facilement Dupont-White, — dans ce cas-là même, il ne saurait être question de solidarité entre les salaires et les profits » (30).

Objecte-t-on la hausse corrélatrice des profits et salaires dont l'Amérique offre l'exemple? Dupont-White répond qu'elle est due à des causes particulières et exceptionnelles :

« L'exemple de l'Amérique est celui de la nature la plus féconde mise en valeur par la civilisation la plus raffinée, et jouissant pour ses produits d'une sorte de monopole sur les plus riches marchés de l'univers. Peut-on imaginer quelque chose de plus exceptionnel, de plus inouï? et s'il ne faut pas moins qu'une pareille accumulation de circonstances pour élever tout ensemble le salaire et les profits, comment croire à l'union, à la solidarité essentielle de ces deux intérêts? » (31).

**Les faits généraux qui règlent
les rapports des salaires avec
les profits.**

Ainsi se termine la longue introduction (32) du *Mémoire* de Dupont-White. Il a posé, puis démontré que la loi des relations des profits avec les salaires était l'hostilité. D'une façon générale, toute hausse des salaires retombe nécessairement sur les profits; toute baisse des salaires profite

truelle tendant en fin de compte à libérer l'homme de toutes les tâches mécaniques, à ne plus lui laisser, dans l'œuvre de la production, que des actes d'intelligence et de volonté (non plus de force matérielle). « L'emploi des facultés humaines, — dit DUPONT-WHITE, — s'est déplacé, s'est élevé dans cette prodigieuse carrière que leur ouvre la civilisation. L'homme ne peut toucher à tout de ses propres mains; mais il peut se mêler à tout, par l'esprit, par la volonté, par des actes de discernement et de choix. Le dernier terme de cette division du travail [entre les hommes et les machines] serait que tout effort [physique] retomberait uniquement sur les agents naturels, seuls esclaves, seuls ouvriers désormais; l'homme n'y apportant que sa chiquenaude pour donner le branle à ces tourbillons. » (*Ibid.*, p. LXXIX). C'est déjà un peu l'idée que de nos jours ont vulgarisée des hommes comme M. Jacques DUBOIS : (Cf. son livre : *La grande Relève des Hommes par la Machine*, Paris, 1931).

(30) *Prof. et Sal.*, p. 30. Ce passage n'a pas été reproduit dans l'*Essai sur les Relations...*

(31) *Prof. et Sal.*, p. 33; *Trav. et Cap.*, p. 94.

(32) *Prof. et Sal.*, pp. 1 à 34.

nécessairement aux employeurs. Il s'agit maintenant pour lui, afin de répondre à la question posée par l'Académie, de déterminer quels sont les « faits généraux » qui président à ces relations, c'est à dire qui déterminent les hausses ou les baisses des profits et des salaires aux dépens le uns des autres (33).

Ces frais généraux sont pour Dupont-White au nombre de trois :

- 1° le rapport des capitaux à la population;
- 2° le prix des denrées de première nécessité;
- 3° l'impôt.

**Premier chapitre : Les salaires
dépendent du rapport des capi-
taux à la population.**

Le court chapitre qui suit est donc intitulé : « *Comment les chiffres respectifs des capitaux et de la population agissent sur les salaires et les profits* » (34).

Il contient deux idées principales (34 bis) :

1° Le développement de la richesse d'un pays n'entraîne la hausse des salaires que dans un cas : lorsqu'il devance celui de la population. Ainsi en fut-il en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle.

Mais la Chine, la région de Zürich offrent l'exemple inverse : La population y croît plus rapidement que la richesse publi-

(33) Le plan de DUPONT-WHITE est assez peu net, et prête à la critique. Arrivé à cet endroit, Joseph GARNIER note dans son compte rendu de l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital* (Bibliogr. n° 277) :

« Tous les chapitres qui suivent ne me semblent pas se tenir par un enchaînement logique. Ils m'ont produit l'effet de pièces à l'appui, ou, si l'on me permet l'expression, d'escadrons de réserve, en moins bon ordre que le premier rang de bataille. Dire tout ce que je vois dans cette mêlée, ce serait m'exposer à être bien confus. » (*Journal des Ec.*, août 1846, p. 47).

(34) *Prof. et Sal.*, p. 34 à 46. (Ce chapitre correspond, dans *Trav. et Cap.*, au chapitre IX et au début du chapitre X, p. 109 à 123).

(34 bis) Nous nous astreignons dans la présente étude historique à suivre très fidèlement l'ordre des développements de DUPONT-WHITE. Qu'on veuille donc bien ne nous point imputer des imprécisions de plan dont notre auteur est responsable. Nous nous réservons de reprendre la question dans son ensemble, lorsque nous aborderons l'étude dogmatique de la doctrine de DUPONT-WHITE, dans notre tome troisième.

que, et les salaires y restent misérables. Ce passage (35) fait double emploi avec ce que Dupont-White a dit précédemment de la loi des salaires, — dans la mesure où ce n'en est pas la contradiction (36) : on sent déjà que Dupont-White s'évade quelque peu de la rigide conception ricardienne du salaire naturel; qu'il se rapproche de la théorie du fonds des salaires, de celle de Smith; que les vicissitudes de l'offre et de la demande deviennent à ses yeux les facteurs primordiaux du prix du travail...

2° Le progrès économique peut-il être en lui-même une cause de baisse des profits, alors même qu'il ne provoque pas la hausse des salaires? Ne risque-t-il pas d'entraîner une surproduction désastreuse pour le capitaliste? Ici Dupont-White amorce une théorie de crises, qu'il développera et complètera dans *l'Essai sur les relations du Travail avec le Capital*.

Logiquement d'abord une surproduction générale est inconcevable. L'offre globale est égale à la demande globale. Toutefois, « de ce que la demande et l'offre sont égales entre elles, il ne s'ensuit pas qu'elles correspondent l'une à l'autre : les choses offertes par ici pourraient fort bien n'être pas les choses demandées par là (37). L'école de Ricardo a sur ce point des solutions trop sommaires pour être scientifiques. » (38). Et Dupont-White de reprocher à James Mill, en particulier, son excès d'optimisme.

Puis Dupont-White se demande si les crises sont, en régime de libre concurrence, un simple accident, ou bien un phénomène organique. Il se contente dans son mémoire de poser la question, en signalant son importance, et l'urgence qu'il y a à la résoudre; mais il ne s'y hasarde pas (39).

(35) *Prof. et Sal.*, p. 34 à 41. — *Trav. et Cap.*, chapitre IX.

(36) Cf. ce que nous disons *infra*, p. 404.

(37) *Prof. et Sal.*, p. 44; *Trav. et Cap.*, p. 121.

(38) *Prof. et Sal.*, p. 44; *Trav. et Cap.*, p. 122.

(39) *Prof. et Sal.*, p. 45. Au contraire dans *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, DUPONT-WHITE répondra nettement à la question : *infra* p 429.

Deuxième chapitre :

« Des oscillations que cette loi comporte. » — Dupont-White combat vigoureusement la loi de Malthus.

Suit un autre chapitre intitulé : « Des oscillations que cette loi comporte » (40).

Tout à l'heure Dupont-White a montré suivant quelles nor-

mes l'état combiné des capitaux et de la population agissait sur les salaires (et par conséquent, étant donnée la loi d'hostilité, inversement sur celui des profits). Il reste maintenant à déterminer d'un point de vue dynamique quel est en fait le sens de cette action. Est-il vrai que, comme le soutient Malthus, la population ait une tendance invincible à dépasser constamment l'accroissement des capitaux productifs? Ce serait admettre que le salaire est voué à une « baisse incurable » (41), que jamais en tout cas une hausse même légère, même momentanée ne lui est normalement permise.

D'après ce qui précède, on pourrait croire que Dupont-White va prendre une position malthusienne. En effet, il a affirmé, d'une part (dans le chapitre précédent), que le prix du travail, comme celui de toutes les marchandises, était soumis à la loi de l'offre et de la demande; qu'il était fonction de l'état respectif des capitaux et de la population. D'autre part, dans son introduction, il s'était rallié à la doctrine ricardienne du salaire naturel. Ces deux affirmations sont-elles conciliables autrement que par cette troisième : que la population, en progressant plus vite que les capitaux circulants, destinés au paiement des ouvriers, en soutenant une offre de travail perpétuellement supérieure à la demande, empêche les salaires de s'élever jamais au-dessus du minimum nécessaire à la subsistance du travailleur? Cela semble logique. Et pourtant Dupont-White combat violemment la loi malthusienne (42).

(40) *Prof. et Sal.*, pp. 46 à 64. Correspond à l'*Essai sur les Relations du Travail et du Capital*, chapitre XI, pp. 135 à 153.

(41) *Prof. et Sal.*, p. 47; *Trav. et Cap.*, p. 137.

(42) Entendons-nous bien : DUPONT-WHITE — au moins à cette époque — affirme comme MALTHUS qu'une diminution de la fécondité est la condition *sine qua non* de la hausse des salaires. (Cela résulte, du reste, logiquement des principes qu'il a posés dans le premier chapitre, que

On peut à bon droit s'en étonner, mais il y a à cela deux raisons :

nous venons d'analyser.) Presque personne ne discutait d'ailleurs ce point pendant la première moitié du XIX^e siècle. J.-B. SAY disait : « Il convient d'encourager les hommes à faire des épargnes plutôt que des enfants. » ROSSI faisait l'apologie des pays qui, d'après lui, pratiquaient la restriction, comme — déjà! — notre Normandie. MICHEL CHEVALIER s'écriait dans son septième discours d'ouverture : « Que la population modère son accroissement de manière à rester en arrière des moyens de travail et d'existence! » DUPONT-WHITE applaudirait à ces paroles. Il est pleinement de cet avis.

Ce qu'il rejette dans MALTHUS c'est sa loi de population et les conclusions pessimistes qu'elle implique. C'est cette idée que les hommes ont une tendance invincible à se reproduire immodérément; qu'en vertu d'une loi naturelle universelle et quasi-inéluctable il est normal que la population s'accroisse plus rapidement que les subsistances; que par conséquent les salaires sont irrévocablement condamnés au niveau le plus bas; et que d'ailleurs, en face de l'incontinence instinctive et quasi insurmontable des hommes, il faut bien que, par le truchement de la misère meurtrière, la nature se charge elle-même de rétablir sans cesse la proportion adéquate du nombre des habitants au volume des subsistances.

DUPONT-WHITE refuse de croire à cette prétendue loi naturelle. Il est persuadé que les ouvriers, pour peu qu'on leur facilite l'accès à un certain degré d'instruction et d'aisance, réduisent d'eux-mêmes le nombre de leurs enfants.

Est-ce au fond tellement contraire aux idées de MALTHUS, qui recommandait la contrainte morale, et qui, partant, devait, semble-t-il, placer quelque espoir dans son efficacité, et croire à sa diffusion possible? Il y aurait beaucoup à dire sur ce point. Quel sens donner au juste à la célèbre formule malthusienne que « la population *tend* à dépasser les subsistances »? Elle peut signifier, dit SENIOR, soit que la population dépasse et dépassera toujours les subsistances (parce que les hommes sont imprévoyants), soit encore qu'elle les dépasserait si les hommes ne se montraient point prévoyants (alors qu'en fait ils sont — ou peuvent être — prévoyants). Entre ces deux sens il faut faire un choix, et il faut s'en tenir au sens qu'on aura adopté. (SENIOR: *Political Economy*, 1835, *Commentaire de la deuxième proposition élémentaire*). C'est ce que peu d'auteurs ont pris le soin de faire nettement. M. Adolphe LANDRY adresse, à cet égard, de violents reproches à RICARDO, J.-B. SAY, JAMES MILL, MAC CULLOCH, ROSSI, JOSEPH GARNIER et, d'une façon générale, à presque tous les représentants de l'École libérale française du XIX^e siècle, « que la doctrine de MALTHUS n'a intéressés que parce qu'elle leur fournissait, à ce qu'il leur semblait, un argument contre le socialisme et qui n'ont pris aucune peine pour la comprendre. » (Ad. LANDRY: *La Révolution démographique*, Paris, Sirey, 1934. Deuxième partie : Les trois théories principales de la population, p. 178).

La première conception de la loi de population (qui considère comme inéluctable la pression de la population sur les subsistances) avait été, avant MALTHUS, nettement adoptée par TOWNSEND. (*A dissertation on the poor law*, 1786). SENIOR, lui, opte résolument pour la seconde (La tendance que pourrait avoir la population à dépasser les subsistances est en fait contrecarrée par la prévoyance des hommes).

Entre ces deux théories très différentes, quelle est celle de MALTHUS?

1° d'abord une raison d'expérience (43). Depuis Malthus, quarante ans ont passé. Or, qu'est-il advenu pendant ces qua-

DUPONT-WHITE lui prête sans hésitation la première, sous sa forme la plus absolue. Il croit s'opposer radicalement à MALTHUS quand, pour son compte, il soutient la seconde selon DUPONT-WHITE, la prévoyante modération dans l'exercice de la fonction paternelle est normale, tout au moins chez l'homme qui a atteint un certain niveau d'instruction et d'aisance.)

Mais il n'est point certain que DUPONT-WHITE ait interprété correctement MALTHUS. MM. GIDE et RIST le comprennent tout autrement : « MALTHUS — disent-ils — ...s'est montré, contrairement à ce qu'on pourrait croire, moins pessimiste que RICARDO. Loin d'admettre que toute hausse des salaires entraînera nécessairement un excédent de bras et par suite une rétrogradation du salaire, il dit qu'elle peut très bien créer dans la classe ouvrière cet esprit de prévoyance qui constitue précisément l'obstacle préventif le plus efficace à l'instinct aveugle et qu'ainsi cette hausse, une fois acquise, peut très bien devenir définitive. » (GIDE et RIST, *Hist. des doctrines*, édition 1929, pp. 185 et 186). DUPONT-WHITE ne pensait rien d'autre ! Et voici le texte de MALTHUS sur lequel s'appuient MM. GIDE et RIST pour appuyer leur interprétation : « On peut dire en général — écrit l'économiste anglais — que lorsque la facilité de gagner sa vie augmente, cette plus grande facilité tend à produire un rapport plus grand du mariage à la population. MAIS IL PEUT FORT BIEN SE FAIRE QUE CET EFFET NE SE RÉALISE PAS... IL POURRAIT SE FAIRE QU'UNE AMÉLIORATION SOUDAINE DANS LA SITUATION DU PEUPLE LUI DONNAT UNE FIERTÉ CONVENABLE ET UN GOÛT DE PROPRIÉTÉ ET DE DÉCENCE. EN CE CAS, LE NOMBRE DES MARIAGES N'AUGMENTERAIT PAS... » (p. 189 de l'ouvrage de MALTHUS, MM. GIDE et RIST ne précisent pas ici à quelle édition ils se réfèrent).

D'après M. LANDRY, qui s'est donné la peine d'analyser minutieusement, au point de vue qui nous occupe, les éditions successives de l'*Essai sur le principe de population*, celui-ci, au cours de sa carrière, a considérablement évolué. Dans la première édition, celle de 1798 (qui était surtout un pamphlet contre certaines utopies) MALTHUS a nettement soutenu la première théorie, ultra-pessimiste, celle de TOWNSEND. Mais dans la seconde édition, celle de 1803 (où l'intention polémique ne figurait plus au premier plan), MALTHUS a tenu compte des constatations qu'il avait faites au cours de ses voyages à travers l'Europe, constatations qui démentaient sa conception primitive. Il n'a point toutefois renié celle-ci. « Et c'est ainsi, conclut M. LANDRY, que l'on peut voir, dans la deuxième édition de l'*Essai* et dans les éditions suivantes, une contradiction fondamentale, et criante, s'étaler du commencement jusqu'à la fin. » (Ad. LANDRY, *Id. ibid.*, pp. 176, 177 et 178). — Sur cette évolution survenue chez MALTHUS, dans un sens optimiste, entre la première édition de l'*Essai* et la seconde, une toute récente allocution faite par M. J. M. KEYNES en l'honneur de MALTHUS vient à propos confirmer les vues de M. LANDRY. (Cf. *Economic Journal*, juin 1935.)

Si nous pouvions maintenant découvrir que DUPONT-WHITE n'avait lu, au moment où il rédigeait l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital*, que la première édition de l'*Essai sur le principe de population*, son interprétation de MALTHUS deviendrait tout à fait explicable. Mais en fait il n'en est point ainsi. DUPONT-WHITE semble avoir lu MALTHUS dans la traduction de PIERRE et GUILLAUME PRÉVOST, de Genève (1^{re} édit., 1809; 2^e édit., 1834, à laquelle il se réfère dans *Trav. et Cap.*, p. 207, note, et

rante ans? En Angleterre, il y a bien eu un pullulement excessif de la population, mais ceci est exceptionnel et s'explique, dit Dupont-White, « par l'insouciance et par l'abrutissement du désespoir » (44). Au contraire, en Amérique, les ressources alimentaires se sont accrues plus vite que la population. Et en France, le taux de natalité est tombé très bas, il est devenu presque le plus bas de l'Europe (45), bien que (comme la progression du rendement de l'impôt des patentes en fait foi,

qui fut reprise en 1845, sous les auspices de JOSEPH GARNIER, dans la Collection Guillaumin. C'est une traduction de la quatrième édition de l'*Essai* de MALTHUS (1807). Il ne paraît point que DUPONT-WHITE ait jamais lu la première édition, puisque c'est « d'après l'*Histoire de l'Economie politique* de M. BLANQUI » qu'il cite le célèbre passage que MALTHUS supprima dans les éditions postérieures de son *Essai* (« Au grand banquet de la nature, etc... » (Cité dans *Trav. et Cap.*, p. 111 note).

(43) DUPONT-WHITE affirme que les « faits nouveaux et décisifs dont nous avons eu le spectacle depuis le commencement du siècle actuel » (*Prof. et Sal.; Trav. et Cap.*, p. 140) ont déjà, de son temps, déterminé un « revirement des esprits » (*Id.*, *ibid.*) et infligé au malthusianisme un « singulier retour de fortune » (*Prof. et Sal.; Trav. et Cap.*, p. 137). Notre économiste cite ici DUNoyer et Rossi, ce qui, de sa part, est pour le moins hardi. Il semble bien, en réalité, que presque tous les libéraux de cette époque aient été des malthusiens orthodoxes et intransigeants (Cf., pour le détail, l'*Histoire des Doctrines de la Population*, de M. GONNARD). La vogue de MALTHUS, dans la France d'alors, nous est attestée par la réédition bruyante, chez Guillaumin, avec d'illustres collaborations, de la traduction de MALTHUS par les PRÉVOST (*Essai sur le principe de population*, par MALTHUS, traduit de l'anglais par MM. Pierre et Guillaume PRÉVOST (de Genève), précédé d'une introduction par Rossi et d'une *Notice sur la vie et les œuvres de l'auteur*, par Charles COMTE, avec les notes du traducteur et de nouvelles notes par Joseph GARNIER, Paris, Guillaumin, 1845. 1 vol. gr. in-8°, formant le sixième volume de la *Collection des principaux Economistes*).

(44) *Prof. et Sal.*, p. 61; *Trav. et Cap.*, p. 151.

(45) D'après M. MORREAU DE JONNÈS, chef des travaux de statistique au ministère de l'Agriculture et du Commerce (*Journal des Economistes*, janvier 1842, p. 163), auquel se réfère DUPONT-WHITE, trois pays seulement en Europe avaient à cette époque un taux de natalité inférieur au taux français : c'étaient la Suisse, le Portugal et la Turquie. DUPONT-WHITE se réjouit de cette situation. Chez d'autres auteurs elle devait au contraire faire naître des regrets et des craintes et entraîner un retournement de la doctrine. « Dès le milieu du XIX^e siècle (ou un peu au-delà), en présence de la diminution très marquée de la natalité française, on voit se convertir des malthusiens de la veille, tels que WOŁOWSKI, LÉONCE DE LAVERGNE et LEROYER. D'autres, comme BAUMILLART, tout en restant malthusiens de principe, considèrent qu'il y a lieu de faire exception pour la France à la prédication de la restriction volontaire » (R. GONNARD : *Histoire des Doctrines de la Population*, p. 306).

Ainsi les premières manifestations dans les faits de ce que M. Adolphe

la richesse publique se soit considérablement accrue pendant tout le début du XIX^e siècle.

2^e Cette première raison suffisait à justifier, de la part de Dupont-White, une réfutation de Malthus. Mais elle ne saurait rendre compte de la vive animosité dont notre auteur fait preuve à son endroit. Tant de mauvaise humeur contre Malthus ne tient pas seulement à ce que sa loi de population est fausse; mais bien à ce qu'elle permet aux riches d'imputer aux ouvriers eux-mêmes la misère qui pèse sur eux.

Si les salaires restent irrémédiablement misérables c'est, pour les malthusiens, parce que les ouvriers ne savent s'imposer le « *moral restraint* », parce qu'ils pullulent démesurément. Là est la cause du mal, tels en sont les vrais responsables, Capitalistes et propriétaires peuvent se laver les mains (46). Devant un pareil raisonnement Dupont-White

LANDRY appelle « La révolution démographique » — c'est-à-dire les premiers signes avant-coureurs de la menace générale de dépopulation que recèle la diffusion des pratiques dites « néo-malthusiennes » — eurent immédiatement des répercussions dans le domaine de la doctrine. Les opinions de DUPONT-WHITE lui-même connurent, semble-t-il, quant au problème de la population, une remarquable évolution ainsi qu'il appert quand on compare au manuscrit sur les *Profits et les Salaires*, que nous analysons ici (ou à l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* qui, sur ce point, ne marque aucune modification de doctrine par rapport au manuscrit), certains passages de sa brochure intitulée : *De l'équilibre en Europe*, parue en 1867 (Cf. notre Bibliographie, n^o 48 et 49). Dans ce dernier opuscule, DUPONT-WHITE se place, il est vrai, non plus au point de vue social, mais au point de vue national. Le relativement faible accroissement de la natalité française lui apparaît alors comme un phénomène « menaçant », surtout au point de vue militaire « Parler d'armée ou parler de population, c'est tout un » (*Equil. Eur.*, 1^{er} édit., p. 38), car la population constitue « la source vivante des armées » (*Id.*, p. 53). Les chiffres de la statistique démographique française l'effrayent : « Est-il possible, s'écrie-t-il, que tel soit le produit net, le dénouement final de toute la prospérité dont nous sommes témoins en France depuis la Révolution? Ces chiffres sont-ils exacts? Ces faits sont-ils authentiques? etc... » (*Id.*, p. 39). La baisse de la mortalité française ne saurait consoler DUPONT-WHITE de cette angoissante faiblesse de la natalité, dans laquelle il croit voir un trait permanent et essentiel de notre race : « un gallicisme, en quelque sorte » (p. 41). Il explique ce fait par une certaine tendance latine à la « fainéantise » (p. 43), par un reste de préjugé contre le travail, hérité de l'antiquité gréco-latine, par le désir qu'ont les Français, comme jadis les Grecs au dire de POLYBE, d'élever leur enfant « dans le luxe et de le laisser riche après eux ». Pour éviter que la dépopulation ne ruine la France, DUPONT-WHITE ne voit point d'autre solution... que d'annexer la Belgique (*De l'Equilibre en Europe*, passim).

(46) Ainsi DUNOYER dans *La Liberté du Travail* (1845) se servira bientôt

s'indigne. Il importe pour lui d'absoudre les ouvriers de ce reproche, d'arracher aux riches cette hypocrite excuse.

Et c'est pourquoi surtout notre auteur combat la loi de Malthus, et la retourne :

« L'EXCÈS DE LA POPULATION, DISAIT MALTHUS, EST LA CAUSE UNIQUE DE LA MISÈRE; NON, LUI RÉPLIQUE-T-ON DE NOS JOURS, C'EST L'EXCÈS DE LA MISÈRE QUI FAIT CELUI DE LA POPULATION. C'est là que résident, avec l'insouciance et le désespoir, ces influences prolifiques qui couvrent de misérables les contrées industrielles. » (47).

Ainsi Dupont-White est un des premiers à poser les jalons d'une loi inverse de celle des classiques anglais (48).

de la loi de MALTHUS comme d'une arme pour défendre l'économie bourgeoise contre les attaques socialistes, en rejetant sur les ouvriers la responsabilité de leur misère, et en leur reprochant leur imprudente prolificité. (Cf. R. GONNARD : *Histoire des Doctrines de la Population*, Paris, Librairie Nationale, 1923, p. 305. Voir aussi ALIX : *La déformation de l'Economie libérale* après Jean-Baptiste Say, in *Revue d'Histoire des Doctrines économiques et sociales*, 1911).

(47) *Prof. et Sal.*, p. 47 et 48; *Trav. et Cap.*, p. 137 et 138.

(48) Déjà VILERMÉ avait infirmé la thèse malthusienne de la « progression géométrique », en montrant que la population s'accroît d'autant qu'elle est plus dense.

En Angleterre, DOUBLEDAY, dans son ouvrage intitulé : *The true law of population shown to be connected with the food of the people* (1841), avait tenté d'établir que la population s'accroît d'autant moins qu'elle est plus aisée. Cette loi est radicalement opposée à la notion malthusienne de la « pression » permanente et nécessaire de la population sur les subsistances; DOUBLEDAY croyait pouvoir l'appuyer sur une constatation d'ordre physiologique : à savoir que la suralimentation diminue la fécondité.

DUPONT-WHITE, lui, ne considère point, comme semble faire DOUBLEDAY, qu'il y ait une proportionnalité *continue* et inverse entre le niveau de vie des hommes et le nombre de leurs enfants. Plus exactement, il distingue nettement deux classes d'individus : les misérables et les autres. Chez les misérables, toute prévoyance est inconnue; l'instinct est roi; la population excessive est la loi; l'accroissement de la misère, et la mortalité qui s'ensuit, en sont à la fois les conséquences fatales et les remèdes naturels. Ici MALTHUS a raison. Mais dès que l'homme parvient à un certain degré d'aisance et de sécurité; dès que l'espoir d'une ascension sociale lui est permis, pour lui et pour ses descendants; dès qu'il passe en deça de cette limite si lumineusement dégagée par PÉRAY dans son *Jean Coste* qui sépare la misère de la pauvreté, alors tout change : il se met à prévoir l'avenir et à restreindre sa postérité. Les vues de DUPONT-WHITE nous apparaissent à cet égard plus perspicaces que celles de DOUBLEDAY. Il faut noter toutefois qu'elles ne diffèrent point tellement l'une de l'autre, surtout si l'on considère le problème sous l'aspect qu'il revêtait pratiquement alors : Haussons les salaires, organisons l'assistance, faisons l'aumône, qu'arrivera-t-il? Les ouvriers, répond MALTHUS, pulluleront, et

Bien loin de croître avec le développement de la richesse publique, avec une tendance permanente à dépasser sans cesse ce développement, la population est en raison inverse (49) du progrès économique. Les misérables pullulent, parce que le désespoir les détourne de prévoir l'avenir (50) Mais leur situation vient-elle à s'améliorer? L'espoir leur est-il offert d'une ascension sociale, d'une élévation de leur niveau de vie? On les voit alors (51) limiter le nombre de leurs enfants et, de ce fait, consolider — peut-être accroître (52) — l'amélioration survenue dans leur destinée.

de ce fait ils retomberont dans la misère. Point du tout, répliquent à la fois DOUBLEDAY et DUPONT-WHITE, et bien au contraire : affinis par l'aisance, nés au sentiment de la prévoyance — dira DUPONT-WHITE — ou encore rendus stériles par une alimentation trop confortable — dira DOUBLEDAY, — ils auront moins d'enfants et, de la sorte, l'amélioration de leur condition pourra certainement être conservée et poursuivie.

DUPONT-WHITE s'est-il inspiré de DOUBLEDAY? C'est peu probable : d'abord DUPONT-WHITE ne cite pas DOUBLEDAY, et l'on sait qu'il se faisait toujours un devoir scrupuleux d'éviter tout soupçon de plagiat et d'indiquer exhaustivement ses sources. (Il blâme fréquemment les écrivains qui ne l'imitent pas en cela. Cf. entre autres à propos de Pierre LEROUX, *Central.*, 3^e éd., p. 238, note 1).

D'autre part, l'ouvrage de DOUBLEDAY (1841) ne fut sans doute guère connu en France avant sa seconde édition (1845) dont la *Revue Britannique*, d'après la *British Quarterly Review*, offrit à ses lecteurs un complément détaillé (article signé A. F. in *Revue Britannique*, avril 1846, 6^e série, tome 2, p. 257).

(49) Nous employons cette expression en raison de sa commodité. Mais elle ne doit point faire croire que DUPONT-WHITE ait cru à un rapport fonctionnel entre la population et le progrès économique. Nous renvoyons à ce sujet à ce que nous avons dit dans la note précédente, et à ce que nous dirons tout à l'heure dans la note 53, page 362.

(50) Pour les misérables, et pour eux seulement, la loi de MALTHUS joue pleinement, selon DUPONT-WHITE : « La population n'a point une tendance essentielle à dépasser les moyens de subsistance...; ce penchant regrettable est toujours un accident...; il appartient non pas à l'état normal de la société, mais seulement à certaines circonstances, à certaines classes visitées par la détresse et le désespoir ». (*Prof. et Sal.; Trav. et Cap.*, p. 139 et 140).

(51) Alors, et alors seulement : « Pour ménager l'usage d'une chose et la réserver à ses enfants, pour proportionner le nombre de ses enfants à l'importance de son avoir, il faut commencer par être nanti et assuré de quelque chose. » (Passage rajouté dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, p. 371).

(52) Si, en France, dit DUPONT-WHITE, pendant les dernières décades, « la population ne s'est pas autrement multipliée, c'est qu'elle ne l'a pas voulu, c'est qu'elle n'était pas d'humeur à pulluler dans la seule perspective du strict nécessaire qui pré-

On retrouvera cette idée, considérablement développée et systématisée (53), à la base des doctrines ultérieures de la population, qui verront dans la diminution de la natalité à la fois une conséquence et un élément essentiel de la civilisation. Quand Spencer établira sa célèbre opposition entre l'indivi-

serve de mourir. MALTHUS L'A OUBLIÉ : L'HOMME NE SE NOURRIT PAS SEULEMENT DE PAIN; IL LUI FAUT D'AUTRES RAISONS DE NAÎTRE QUE LA POSSIBILITÉ DE VIVRE; S'IL SE REPRODUIT, CE N'EST PAS POUR TRANSMETTRE L'EXISTENCE SEULEMENT, MAIS AUSSI BIEN TOUTES LES CONDITIONS D'EXISTENCE AU-DESSOUS DESQUELLES IL N'Y A PLUS D'HOMME, S'IL RESTE ENCORE L'ÊTRE ET LA VIE... Non, l'histoire de la reproduction humaine n'est pas celle du bouc et de la chèvre laissés dans l'île de Juan Fernandez et qui, au milieu de la plus abondante pâture et de la plus complète sécurité, s'y multiplient jusqu'à l'étouffement... » (*Prof. et Sal.*, p. 60; *Trav. et Cap.*, p. 150).

Cet idéalisme qui, selon DUPONT-WHITE, pousse les hommes à limiter le nombre de leurs enfants, afin de leur assurer une vie digne, permet le maintien des améliorations survenues dans le sort des ouvriers. Mais est-il plus ambitieux encore? La restriction des naissances vise-t-elle à provoquer, de génération en génération, de nouvelles élévations du niveau de vie, une ascension progressive? DUPONT-WHITE, dans un passage de son étude, semble douter que la prévoyance puisse aller jusque-là. Il considère cette hypothèse comme « contredite par toutes les données de l'expérience et du cœur humain. Pourquoi le travailleur, qui peut transmettre à son fils une condition égale à celle dont il a joui, n'aurait-il pas un fils? Pourquoi n'en aurait-il pas plusieurs, si la demande croissante du travail, liée au progrès des capitaux, promet à chacun d'eux un sort équivalent à celui de leur père? » (*Prof. et Sal.*, p. 48; *Trav. et Cap.*, p. 136).

(53) Il importe en effet, comme nous l'avons déjà tenté quand nous avons opposé DUPONT-WHITE à DOUBLEDAY (Cf. p. 360, n. 48), de bien distinguer DUPONT-WHITE des théoriciens pour qui la population est, au plein sens du terme, fonction de l'inverse des richesses. DUPONT-WHITE n'admet pas (nous nous excusons ici de nous répéter, mais ce n'est peut-être pas inutile) qu'il y ait une loi unique de la population. Pour lui, ni la loi de MALTHUS (proportionnalité directe de la population aux subsistances), ni la loi de capillarité (proportionnalité inverse de la population aux subsistances) ne sauraient expliquer l'ensemble des phénomènes de population. Il y a deux lois de la population, et chacune est vraie dans son propre domaine. Là où les hommes sont misérables, c'est la loi de MALTHUS : la population s'accroît proportionnellement aux subsistances, avec une tendance permanente à les dépasser. Au contraire, dans « l'état normal de la société », c'est-à-dire quand les hommes jouissent d'un certain degré d'aisance, c'est une autre loi qui s'applique. Cette loi n'est point celle de MALTHUS; mais ce n'est point non plus celle que posera plus tard Arsène DUMONT. Elle n'est point ni simple ni facile à préciser, car d'une part les hommes, parvenus à un certain degré d'aisance, ne se reproduisent qu'avec une prévoyante prudence; d'autre part, la nature exige qu'ils se reproduisent dans toute la mesure où cette prudence le permet. Le résultat de cette combinaison de mobiles contradic-

duction et la genèse; quand Arsène Dumont posera la loi de capillarité sociale, tous deux partiront d'une réaction analogue contre Malthus.

toires sera probablement, selon DUPONT-WHITE, la stabilité des conditions d'existence acquises.

On modèrera ses instincts juste assez pour que les conditions de la vie ne risquent point de s'abaisser; mais on cèdera suffisamment à la nature pour qu'elles ne puissent s'élever (au moins du fait de la restriction des naissances).

Telle paraît être la pensée de DUPONT-WHITE d'après les textes que nous avons cités dans la note précédente. Cette conception peut paraître quelque peu arbitraire et gratuite. Il faut dire d'ailleurs que DUPONT-WHITE ne lui attribue point cette précision avec laquelle, dans notre désir d'exposer clairement, nous avons cru devoir la présenter.

Dans les faits, la restriction des naissances a été poussée beaucoup plus loin que ne le prévoyait DUPONT-WHITE. Elle a été telle que les conditions de vie des descendants fussent supérieures (et non point seulement égales) à celle des parents. Dans la période récente surtout, cette hypothèse dont DUPONT-WHITE disait qu'« il faut l'éliminer tout d'abord » et qu'elle « ne saurait être envisagée sérieusement » (*Prof. et Sal.*, p. 48; *Trav. et Cap.*, p. 136), à savoir l'hypothèse d'une population « stationnaire en présence de capitaux progressifs » (*Id.*, *ibid.*), s'est trouvée en Europe presque réalisée.

Si DUPONT-WHITE s'est montré meilleur prophète que MALTHUS, il ne s'est donc point cependant opposé suffisamment à lui pour prévoir adéquatement les faits à venir. Mais il en est bien excusable : à son époque les pratiques anticonceptionnelles commençaient à peine à se répandre. Quand DUPONT-WHITE parle de restriction des naissances, il envisage sans doute (bien qu'il ne précise guère sa pensée) qu'elle sera et doit être obtenue par les mariages tardifs, ou par le « moral restraint » dans le mariage (*Cf. Trav. et Cap.*, chap. XXVIII, p. 414), — qui sont évidemment d'une efficacité sociale virtuelle beaucoup moindre que les procédés de restriction qui n'imposent ni gêne ni privations.

En somme, de même que le régime démographique de 1845 était encore, dans une très large mesure, le second des trois régimes démographiques successifs distingués par M. LANDRY dans l'histoire des peuples (régime de l'instinct parfaitement imprévoyant, où l'élément régulateur de la population est la mortalité par la misère; puis régime de la reproduction limitée, dans le but de maintenir le niveau de vie, par l'abstention du mariage et la continence conjugale; enfin régime de la restriction massive néo-malthusienne, avec le souci que les descendants aient une situation supérieure à celle des parents), on peut dire que la théorie démographique de DUPONT-WHITE est à ranger dans le second groupe de théories démographiques que distingue le même auteur, dans le groupe de CANTILLON, FERGUSON, STEWART, PALEY, etc., caractérisé par la notion de maintien du niveau de vie acquis et entré dans les mœurs. (Le premier groupe est celui de TOWNSEND et de la première édition de l'*Essai sur le Principe de Population*. *Cf.* p. 356, note 42. Le troisième groupe est celui des théoriciens modernes, d'Arsène Dumont par exemple. Nous ne pouvons entrer dans les détails, mais nous renvoyons le lecteur, que ce saisissant schéma historique et doctrinal serait susceptible d'intéresser, au livre précité de M. LANDRY : *La Révolution démographique*.)

Pour en revenir à Dupont-White, ses perspectives sur l'avenir de la population restent complexes. Il cherche à dégager la responsabilité que les ouvriers pourraient avoir dans leur misère, du fait de leur excessive fécondité. Mais en même temps il reste soucieux de ne leur point enlever l'argument de choix que les sinistres prédictions malthusiennes constituent contre le régime libéral. Pour atteindre à la fois ces deux objectifs, il donne une conclusion qui n'est au fond — si on y réfléchit bien — qu'apparemment arbitraire, puisqu'elle découle assez logiquement des principes antérieurement posés.

« Dans un pays d'essence industrielle — dit Dupont-White — les crises amèneront sans doute la misère, et la misère déterminera ce foisonnement, cette pullulation, qui ravalent toujours le prix du travail. Mais dans un pays foncièrement agricole, il n'en sera pas ainsi : Là, point de misère légale, point de population excessive : immobilité des salaires, et dès lors participation des masses au bon marché des produits industriels » (54).

Ainsi, pour Dupont-White, la tendance à l'excès de population n'est pas une loi de nature, mais seulement une loi du régime : elle est liée au capitalisme industriel libéral, qu'elle suffit à condamner.

Troisième chapitre : De l'influence des prix des denrées de première nécessité sur les salaires et les profits.

Le chapitre suivant est consacré à l'étude « de l'influence des prix des denrées de première nécessité sur les salaires et les profits » (55).

Dupont-White y répète d'abord ce qu'il a déjà dit (56), que toute baisse des prix des produits de la consommation ouvrière entraîne fatalement la baisse des salaires, et conséquemment la hausse des profits à leurs dépens. Puis il passe à l'étude du cas inverse. Quand les prix agricoles s'élèvent, qu'advient-il des salaires? Connaissent-ils une élévation corrélative et com-

(54) *Prof. et Sal.*, p. 62. Ce passage n'a pas été reproduit dans *Trav. et Cap.*

(55) *Prof. et Sal.*, p. 64 à 130. Ce chapitre correspond aux chapitres XII, XIII, XIV, XV, XVI et XVII de *Trav. et Cap.* (p. 155 à 234).

(56) Dans son introduction; Cf. *supra* p. 348 sqq.

pensatrice immédiate ainsi que l'affirme légèrement Ricardo? — Mais pour quelle raison, demande Dupont-White, en serait-il ainsi? Comment un changement survenu dans les prix agricoles pourrait-il affecter en quoi que ce soit les salaires, tandis que rien n'est venu modifier ni la quantité de travail offert, ni la quantité de travail demandé?

La loi d'airain renforcée. Ici Dupont-White aggrave encore la cruauté de cette dure loi classique des salaires qui mérita plus tard que Lassalle la baptisât « *loi d'airain* ». Jamais le salaire ne peut dépasser de façon durable le minimum nécessaire à la subsistance des ouvriers, notre auteur en convient; mais ce minimum même ne leur est pas garanti. Que les prix agricoles viennent à s'élever : les salaires restés immobiles ne permettront plus de se le procurer. La misère ouvrière s'aggravera, jusqu'à ce que la souffrance et la mortalité aient suffisamment décimé les classes laborieuses (56 bis) suffisamment éclairci l'armée des travailleurs » pour que « le trop plein se nivelle et que le marché du travail, en se dégarnissant, voie remonter les salaires. Telle est — ajoute Dupont-White — l'unique voie par où s'opère le rapprochement du prix naturel et du prix courant du tra-

(56 bis) « La hausse des produits agricoles n'a point pour suite inévitable, quoi qu'en dise Ricardo, la hausse des salaires; son effet le plus constant est l'aggravation du sort de l'ouvrier. S'il est incapable désormais de se procurer avec son salaire autant de bien-être que par le passé, l'expédient est des plus simples; il se réduira, il se privera : c'est là une des disgrâces, une des infériorité essentielles de sa position. Que si même le strict nécessaire vient à lui manquer, s'il ne peut vivre et continuer sa race avec les seules ressources dont il dispose, ce n'est pas à dire qu'il mourra de faim soudainement sous les yeux de son maître : non, sans doute. L'effet ainsi rapproché de la cause n'aura jamais lieu; la hausse ne serait jamais refusée au salaire, si le refus devait avoir instantanément cette conséquence. Mais l'ouvrier perdra d'abord ses forces sous un régime de privations et de souffrances continues, pour s'éteindre ensuite dans une lente exténuation, pour mourir enfin d'une simple impossibilité de vivre. Comme ce dénouement n'a rien d'une catastrophe, comme il est sans éclat et sans bruit, il passe inaperçu, ou même il s'impute volontiers à des causes particulières, accidentelles, que sais-je, ivrognerie, inconduite, excès... » (*Prof. et Sal.*, p. 65; *Trav. et Cap.*, p. 157 et 158).

vail, l'un qui se détermine par le besoin de la vie, l'autre par l'état de l'offre et de la demande » (57).

Ceci n'est en somme qu'une conséquence logique et implicite (57 bis), qu'un aspect particulier du système de Ricardo. Dupont-White ne fait ici que le mettre en lumière; il ne découvre rien de nouveau. Il adhère pleinement à la théorie du salaire naturel (58). Toutefois, au dessus et au dessous

(57) *Prof. et Sal.*, p. 67; *Trav. et Cap.*, p. 160.

(57 bis) Voire même explicite : « Quand le prix courant du travail est au-dessous de son prix naturel, le sort des ouvriers est déplorable, la pauvreté ne leur permettant plus de se procurer les objets que l'habitude leur a rendus absolument nécessaires. Ce n'est que lorsqu'à force de privations le nombre des ouvriers se trouve réduit que le prix courant du travail remonte à son prix naturel, et que l'ouvrier peut se procurer les jouissances modérées que permet le taux naturel des salaires. » (RICARDO : *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, chap. V, trad. BEAUREGARD et FORMENTIN, p. 154).

(58) DUPONT-WHITE proclame expressément, à maintes reprises, son adhésion à la loi ricardienne du salaire naturel (cf. en particulier *supra*, p. 348). Tenons-le donc pour ce qu'il se donne. Mais en réalité, comme nous l'avons déjà dit (cf. *sup.* p. 355) et comme nous le répéterons encore (cf. *infra* p. 403) cette loi semble beaucoup moins solidement fondée dans sa doctrine que dans celle des classiques anglais. En rejetant la loi malthusienne de la population; en niant que la population se réglate automatiquement sur le volume des subsistances; en affirmant que les ouvriers sont capables de prévoyance et de modération dans la procréation, — DUPONT-WHITE — croyons-nous — a privé la théorie du salaire naturel de son solide fondement classique; il a ouvert, dans le solide édifice libéral une brèche importante, par laquelle nous croyons apercevoir des possibilités d'évasion hors des liens d'airain de la cruelle loi classique.

Pourtant DUPONT-WHITE croit que le salaire est limité au minimum nécessaire à la subsistance ouvrière. Mais ce n'est point là pour lui, comme pour les classiques, une loi naturelle et inéluctable : c'est seulement une conséquence du régime libéral et du capitalisme industriel. Dans un pareil état de choses, tout conspire en effet à réduire le salaire : le contrat de travail est inégal, entre le maître capitaliste et l'ouvrier affamé; le machinisme concurrence la main-d'œuvre, en même temps qu'il qualitativement l'avilit; les crises périodiques et fréquentes installent la misère dans les mœurs; la misère provoque l'excès de population; la hausse continue du prix des subsistances pèse sans cesse sur les revenus réels des ouvriers. Ainsi, pour mille raisons diverses, le travail tend à se déprécier. — Mais il y a tout de même une limite à la baisse des salaires : quand la rémunération du travail tombe au dessous du minimum nécessaire à la subsistance des moins robustes, ils meurent; et la diminution qui en résulte dans l'offre de travail est un facteur de relèvement des salaires et de rétablissement de l'équilibre. Dans ce sens là, il est bien vrai qu'automatiquement, par la mortalité, la population se règle sur les subsistances.

Ce rapide schéma de la théorie des salaires de DUPONT-WHITE, — telle que nous l'interprétons en faisant une synthèse de multiples développements dont beaucoup sont postérieurs au manuscrit sur les profits et

du salaire naturel, le salaire courant — sous l'influence des variations de l'offre et de la demande de travail — oscille sans cesse. Ricardo (59) l'a dit, mais il n'a sans doute attaché qu'une importance secondaire à ces légers et temporaires dérèglements de la machine économique, à ces petits écarts éphémères de la pratique, hors de la vie rigide et nécessaire qu'impose la nature et que révèle la théorie.

Or c'est sur ces écarts au contraire — en particulier quand ils se produisent dans un certain sens — et sur les mécanismes de redressement qu'ils mettent en jeu, que Dupont-White place ici l'accent. Chaque fois que le prix courant du travail descend au dessous de son prix naturel (que ce soit par suite d'une augmentation de la population ouvrière, ou par suite d'une diminution des capitaux offerts pour l'emploi, OU MÊME PAR SUITE D'UNE HAUSSE DU PRIX DES DENRÉES DE PRE-

les salaires — fait apparaître en quoi notre auteur se sépare des classiques. Il croit comme eux qu'il y a un salaire naturel, égal au minimum physiologiquement indispensable pour la subsistance des ouvriers. Il admet encore avec eux l'existence d'un mécanisme automatique, pour empêcher les salaires de rester LONGTEMPS et NETTEMENT au-dessous de ce minimum. Mais c'est tout. Passons au cas inverse: Si les salaires ne s'élèvent pas durablement au dessus du minimum des subsistances, ce n'est mie, selon DUPONT-WHITE, en vertu d'un mécanisme naturel et automatique: notre économiste ne croit point à la pression fatale de la population sur les subsistances. La loi d'airain a chez lui d'autres fondements: certaines tendances, extrêmement puissantes, diverses et convergentes, et qui sont essentielles au régime.

DUPONT-WHITE n'est pas pour cela plus optimiste que les classiques. Sa loi des salaires, pour avoir d'autres fondements, moins précis, moins rigides, plus dynamiques, n'en est pas moins féroce. Il n'accorde aux salaires, en régime libéral — et en dehors de circonstances exceptionnelles — aucun espoir de hausse. Pis que cela: comme nous l'allons voir dans les développements qui suivent, il considère que du fait de la hausse progressive des prix agricoles, les salaires ont une tendance permanente à se tenir légèrement au-dessous du minimum nécessaires aux moins robustes, et que la mortalité ouvrière quasi-chronique est une pièce essentielle du mécanisme libéral. (Il semble bien du reste que c'était parfaitement exact à son époque. Il n'est pas certain que les interventions de l'Etat et l'action syndicale ne suffisent pas à expliquer que cela ne le paraisse plus aujourd'hui).

(59) Il nous a été impossible de nous livrer, — à l'occasion du présent travail — à une étude approfondie de l'œuvre abondante et complexe de RICARDO. Nous demandons donc au lecteur de ne point accepter sans contrôle l'interprétation que nous avons faite de sa doctrine, — en grande partie sur la foi de DUPONT-WHITE, et sans prétendre à une exactitude rigoureuse.

MIÈRE NÉCESSITÉ, peu importe), quelle est la voie de rétablissement de l'équilibre? Dans les trois cas, il n'y en a qu'une, répond Dupont-White : c'est la mortalité ouvrière, conséquence de la misère, qui élimine les moins résistants, diminue l'offre de travail et par là entraîne le rétablissement des salaires.

Parmi les trois hypothèses (60) que nous venons de distinguer où le salaire courant devient inférieur au salaire naturel, nous répétons : accroissement de la population ouvrière, diminution du volume des capitaux offerts pour l'emploi, hausse des prix agricoles — la première était familière à Malthus. Mais nous savons que Dupont-White rejette la loi malthusienne de la population. Il ne considère donc point l'hypothèse d'un excès de population laborieuse comme fatale et essentielle; elle risquera toutefois de se réaliser chaque fois que — à la suite par exemple de crises industrielles profondes et répétées, — la condition ouvrière sera devenue à ce point misérable, que les travailleurs auront perdu le sens de la prévoyance, et pulluleront inconsidérément (60 bis).

La seconde hypothèse a sûrement été prévue par Ricardo. Dupont-White, qui croit au progrès économique, au développement des capitaux, ne doit pas normalement lui accorder un très grand coefficient de fréquence et d'amplitude probables. N'oublions pas toutefois qu'à ses yeux le machinisme, en détournant les capitaux de l'emploi en salaires, tend à diminuer gravement la demande de travail, en même temps qu'il avilit qualitativement ce dernier (60 ter).

Quant à la troisième hypothèse — celle de la hausse des prix agricoles — nous ne savons point que les classiques

(60) Dans le passage de son manuscrit que nous analysons présentement, DUPONT-WHITE n'en envisage qu'une seule : celle de la hausse des prix agricoles. Mais nous croyons utile, pour interpréter plus sainement ce qu'il en dit, et pour le mieux comprendre, d'ajouter quelques mots — inspirés d'autres parties de son travail — sur chacune des deux autres.

(60 bis) Sur la doctrine de DUPONT-WHITE en matière de population, voir sup. p. 355 sqq. Nous développerons et systématiserons tous ces points dans notre tome troisième.

(60 ter) Sur la doctrine de DUPONT-WHITE relative au machinisme, voyez *supra*, p. 421, et *infra*, p. 350.

anglais (61) en aient aperçu toute la portée logique et pratique. Ricardo, dans un passage que Dupont-White cite tout

(61) Cf. *supra* note 59. Ce que nous y avons dit à propos de RICARDO vaut aussi pour SMITH et pour MALTHUS. En ce qui concerne ce dernier, il a sans aucun doute envisagé la question, mais non point tout à fait sous le même angle que DUPONT-WHITE. Aux yeux de MALTHUS, la population tend à être perpétuellement excessive, par rapport aux subsistances. La conséquence, c'est qu'il n'y a plus assez à manger pour tout le monde. Il faut alors, en vertu d'une nécessité en quelque sorte physique et absolument inéluctable, qu'un certain nombre d'hommes ne mangent plus à leur faim. Impossible d'empêcher qu'il y ait des victimes : on pourrait les tirer à la courte paille, mais la hausse des prix agricoles, en désignant d'office les plus pauvres, vient opportunément nous dispenser d'une aussi pénible cérémonie.

BUCHANAN, dans ses *Commentaires sur Adam Smith* — que cite longuement DUPONT-WHITE (*Prof. et Sal.*, p. 68; *Trav. et Cap.*, p. 161 et 162), — soutient une thèse analogue en prenant pour point de départ non plus la cause démographique, mais le fait même de la hausse des prix agricoles. Cette hausse constitue à ses yeux, chaque fois qu'elle se produit, « un indice certain de la diminution de l'approvisionnement ». Indice, et remède, tout à la fois : « Pour empêcher que le travailleur ne consomme autant de subsistances qu'auparavant, le prix monte. On prétend que les salaires doivent monter en même temps pour mettre le travailleur en état de se procurer la même quantité d'une denrée devenue plus rare. Mais si cela était ainsi, la nature contrarierait elle-même ses propres desseins en faisant monter d'abord le prix des subsistances, afin d'en diminuer la consommation, et en faisant ensuite hausser les salaires pour fournir aux travailleurs le même approvisionnement qu'auparavant. »

Ainsi parle BUCHANAN, qui rejoint ainsi la thèse de MALTHUS à la grande fureur de DUPONT-WHITE, lequel ne voit dans tous ces développements, qu'un « flagrant sophisme » (*Prof. et Sal.*, p. 69; *Trav. et Cap.*, p. 162).

Certes, il est possible — dit notre économiste — que la hausse des prix agricoles provienne effectivement d'une insuffisance matérielle de produits agricoles. Dans ce cas là. « BUCHANAN a raison : la hausse des salaires ne fera qu'exagérer celle des produits agricoles demandés de toutes parts avec insistance, avec anxiété. L'ouvrier pourra sans doute y mettre un plus haut prix, mais il n'en aura pas davantage; sa surenchère sera toujours couverte et dépassée. Dans la concurrence qui se fait autour de cet objet de première nécessité, il sera infailliblement vaincu par les classes riches, pressées qu'elles sont d'un égal besoin et armées de moyens supérieurs. » (*Prof. et Sal.*, p. 69 et 70; *Trav. et Cap.*, p. 162 et 163). (Pourtant DUPONT-WHITE devrait admettre qu'en pareil cas la hausse des salaires, qui entraîne une baisse correspondante des profits, aboutit à diminuer les inégalités de la répartition, et peut-être à faire partager moins inéquitablement le sacrifice nécessaire.)

Mais ce cas envisagé par BUCHANAN — remarque judicieusement et vigoureusement notre économiste — n'est point du tout le seul cas de hausse des prix de subsistances. Beaucoup plus souvent, en réalité, celle-ci a pour cause non point une insuffisance quantitative de denrées alimentaires, mais seulement l'élévation de leur coût de production marginal, du fait de la mise en exploitation de terrains de moindre qualité. La terre ne refuse pas les produits supplémentaires dont la société a besoin, mais

au long (62), se contentait à cet égard de l'aphoristique affirmation que voici :

« Il est impossible — disait-il — de concevoir comment le prix en argent des salaires pourrait baisser ou rester stationnaire pendant que celui des objets de première nécessité hausserait graduellement. On peut donc regarder comme une chose démontrée que dans les cas ordinaires, il n'arrive point de hausse permanente dans le prix des articles de première nécessité qui ne cause une hausse des salaires ou qui ne soit l'effet d'une hausse qui se serait opérée auparavant. »

« — Voilà — s'écrie Dupont-White — toute la réponse d'un des esprits les plus subtils, d'un des observateurs les plus profonds dont s'honore la Science! » Notre économiste n'en revient pas. Sans doute, poursuit-il, le salaire naturel se rétablira! Mais au bout de combien de temps? et surtout par quelles voies? — Par la misère, la maladie et la mortalité ouvrière, il n'y a pas d'autre moyen d'en sortir, en régime libéral.

Dupont-White aperçoit tout ce que cette assertion — vers laquelle l'entraîne irrésistiblement la chaîne de ses déductions — a de monstrueux et de choquant. Si la baisse des salaires réels au-dessous du minimum nécessaire à la subsistance est logiquement voulue par le mécanisme libéral, chaque fois que les prix agricoles s'élèvent, n'existe-t-il point, pour contrecarrer une aussi funeste tendance, quelque chose comme des obstacles sociaux, psychologiques, moraux? Cer-

elle les vend plus cher. Cette fois l'argument de MALTHUS et de BUCHANAN n'a plus de valeur : la hausse des salaires, si elle se produit, sera un remède efficace contre la famine : « Alors l'ouvrier n'est pas condamné PAR LA FORCE DES CHOSSES à réduire sa consommation, et LA HAUSSE DES SALAIRES EST DÉSIRABLE AUTANT QUE JUSTE. » (*Prof. et Sal.*, p. 70; *Trav. et Cap.*, p. 163.)

On le voit : selon MALTHUS et BUCHANAN, l'augmentation de la population crée un obstacle naturel et insurmontable à ce que tous mangent à leur faim. Pour DUPONT-WHITE, cet obstacle n'existe que du fait du régime libéral, lequel n'a point de mécanisme pour assurer une hausse des salaires parallèle et concomitante à la hausse des prix agricoles.

(62) *Prof. et Sal.*, p. 67; *Trav. et Cap.*, p. 160. DUPONT-WHITE ne précise pas où RICARDO a dit cela.

tains auteurs l'ont cru; mais Dupont-White se déclare sceptique :

« On prétend — dit-il — que le prix du travail ne peut demeurer stationnaire en présence du prix croissant des subsistances, et que les mœurs, les traditions, le climat de chaque pays déterminent un niveau, un minimum au-dessous duquel les salaires ne peuvent descendre. (62 bis) Il y a — dit-on — une limite naturelle à leur baisse, laquelle est fixée non pas seulement par les besoins physiques de l'ouvrier dans chaque pays, mais encore par les opinions qu'on y entretient sur la valeur et la dignité de l'homme » (63).

Si cette idée est exacte, tous les raisonnements antérieurs de Dupont-White n'ont plus qu'un intérêt théorique. Mais sur quelle base repose-t-elle? Dupont-White lui trouve « quelque chose d'insaisissable dans le vague dont elle s'enveloppe » (64); c'est à ses yeux une assertion aussi gratuite que rassurante : il n'y croit pas.

Sans doute, les mœurs, respectueuses de la dignité de l'homme, peuvent-elles parfois constituer un obstacle à la baisse des salaires, mais seulement dans certaines conditions particulières, et, en outre, à un stade de l'évolution économique antérieur à l'avènement de la grande industrie.

(62 bis) RICARDO admettait — à la suite de TORRENS — que le salaire naturel varie selon les mœurs de chaque époque et de chaque pays : On aurait tort — écrivait-il — de croire que le prix naturel des salaires est absolument fixe et constant, même en les estimant en vivres et autres articles de première nécessité; il varie à différentes époques dans un même pays, et il est très différent dans des pays divers. CELA TIENT AUX MŒURS ET AUX HABITUDES DU PEUPLE. L'ouvrier anglais regarderait son salaire comme au-dessous du taux naturel, et insuffisant pour maintenir sa famille, s'il ne lui permettait d'acheter d'autre nourriture que des pommes de terre, et de vivre ailleurs que dans une cabane en terre; et néanmoins cela paraît suffisant aux habitants des contrées « où la vie est à bon marché » et où l'homme n'a que des besoins aussi modérés que faciles à satisfaire. Il y a bien des choses qui constituent aujourd'hui le bien-être du paysan anglais, et qu'on aurait regardées comme des objets de luxe à des époques reculées de notre histoire. » RICARDO : *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, Chapitre V, traduct. BEAUREGARD, p. 157 et 158). — Va pour le salaire naturel! Mais le salaire courant peut descendre plus bas! Et même ce salaire naturel renforcé par les mœurs est-il de taille à résister aux assauts des crises, inhérentes au capitalisme industriel? DUPONT-WHITE n'en croit rien.

(63) *Prof. et Sal.*, p. 71; *Trav. et Cap.*, pp. 163 et 164.

(64) *Prof. et Sal.*, p. 70; *Trav. et Cap.*, p. 163.

« Nous avouerons sans peine que dans un pays médiocrement peuplé, où la terre est ménagée par l'impôt, où l'agriculture est en crédit à côté d'une industrie florissante, où la vie et la liberté de l'individu sont hautement estimées et garanties, le salaire doit se ressentir de ces circonstances et de ces institutions. Plus rare, plus nécessaire, plus intelligent, (64 bis) le travail aura en outre quelque dignité virile, quelque fierté civique. Le maître et l'ouvrier, en traitant sous cette influence, prendront des habitudes de respect de soi-même et d'équité, inconnues ailleurs. C'est ainsi que les choses se passèrent peut-être dans la Grande-Bretagne, pendant la première moitié du xviii^e siècle... » (65).

Mais ce tableau idyllique n'est point celui d'un peuple où « prédomine le régime manufacturier » (66). Ce qui caractérise précisément le capitalisme industriel, c'est l'instabilité, qui s'oppose à l'établissement de mœurs honorables et stables. Comment donc voudrait-on, dans un régime qui comporte essentiellement l'intermittence de l'emploi, des crises fréquentes, que se consolidât un certain *standard* de vie pour les travailleurs?

Les habitudes de respect de la dignité ouvrière, — jadis obstacles effectifs à la baisse des salaires — « sont incompatibles, selon nous, avec la prédominance du régime manufacturier » (67), dit Dupont-White.

« Elles doivent périr dans les crises périodiques inhérentes à ce régime; car ces crises entraînent des intermittences de salaires qui préparent le travailleur à en souffrir l'insuffisance dans les temps réguliers. Lorsqu'aux époques de chômage, l'ouvrier est obligé de vivre pendant une semaine avec le travail de trois jours, il apprend à vivre de moins, à diminuer ses consommations, à réduire son bien-être. Si ces époques se renouvellent fréquemment, l'altération de régime, l'appauvrissement d'existence qu'elles comportent, finiront par détruire les habitudes anciennes et par en constituer d'autres, toutes de privation et de dénuement. Les

(64 bis) Cf. *supra* p. 350, note 29.

(65) *Prof. et Sal.*, p. 71; *Trav. et Cap.*, p. 164.

(66) *Prof. et Sal.*, p. 71; *Trav. et Cap.*, p. 164.

(67) *Prof. et Sal.*, p. 71; *Trav. et Cap.*, p. 164.

crises ne sont pas éternelles, sans doute, et les salaires retrouvent des alternatives de stabilité, des périodes d'élévation; mais ce retour, désormais inefficace, n'apporte pas d'amélioration dans le sort des classes laborieuses — elles ont appris jusqu'où la misère était compatible avec la vie; une fois rationnées de la sorte, une fois faites à cette dégradation, des salaires meilleurs ne servent plus chez elles qu'à l'encouragement du mariage et de la procréation (68). En d'autres termes, cette hausse n'est que passagère, inaperçue; au lieu d'adoucir l'intensité de la misère, elle ne fait qu'augmenter le nombre des misérables » (69).

Donc le capitalisme industriel, contraint et endureit les ouvriers à se contenter des salaires les plus misérables. Ils ne peuvent jamais s'accrocher fermement à un certain niveau minimum de vie : l'intermittence de l'emploi, les chutes fréquentes et profondes des salaires, viendraient sans cesse contrecarrer et décourager leur efforts, et constitueraient un obstacle insurmontable à toute conquête définitive de leur part.

Ne comptons point davantage, pour enrayer la baisse des salaires, sur la bonne volonté compatissante des maîtres. Ceux-ci, en face d'ouvriers nombreux et fréquemment remplacés, et qu'ils ne connaissent plus, se distinguent par un « égoïsme essentiel » et font preuve d'une « profonde insouciance des besoins du travailleur » (70). C'est donc en vain que l'on essaierait de se reposer, — pour fuir le spectre de la baisse des salaires au-dessous du niveau des subsistances —, sur « je ne sais quoi de mystérieux comme la puissance des mœurs ou de fabuleux comme l'équité du fabricant » (71).

(68) On se rappelle quelle est la doctrine de DUPONT-WHITE en matière de population : la misère provoque l'excès des naissances (Cf. supra p. 360) parce qu'elle engendre des mœurs imprévoyantes; or ces mœurs lui survivent normalement quelque peu; il ne suffit pas de brèves et faibles élévations de salaire — comme celles que connaissent les périodes d'essor en régime capitaliste — pour les déraciner, et pour répandre l'habitude du *moral restraint* parmi les ouvriers.

(69) *Prof. et Sal.*, p. 72; *Trav. et Cap.* p. 164 et 165.

(70) *Prof. et Sal.*, p. 76; *Trav. et Cap.*, p. 169.

(71) *Prof. et Sal.*, p. 76; *Trav. et Cap.*, p. 169.

En cas de hausse des prix des produits agricoles, les salaires ne suivront le mouvement qu' « à quelque distance » (72), au fur et à mesure que la misère meurtrière aura fait son œuvre d'éclaircissement des rangs des travailleurs.

Et Dupont-White d'invoquer les faits : La détresse croissante des classes laborieuses est évidente depuis un demi-siècle en Angleterre, où, en 1825 déjà, elle inspirait le schisme de Sismondi « dont les vues et les théories défraient aujourd'hui encore les nombreux adversaires de la concurrence » (73); elle n'est pas moins certaine en Belgique — où, précisément, les prix agricoles sont particulièrement élevés. Quant à la France, si les salaires y ont monté, c'est sous l'effet de causes tout à fait étrangères à la hausse des subsistances et notamment, de « la prudence, la réserve insigné qui présidait à l'accroissement de la population française, tandis que les capitaux pululaient avec la plus encourageante fécondité » (74).

La preuve que les salaires n'ont point monté du fait de la hausse des subsistances, mais seulement en vertu de la loi de l'offre et de la demande (de travail), c'est que les gages des domestiques — lesquels n'ont à leur charge aucune espèce de frais de nourriture — se sont élevés « dans la même proportion au moins que les salaires de l'ouvrier » (75).

La supériorité des salaires d'été sur les salaires d'hiver est plus suggestive encore à cet égard.

« C'est précisément la saison qui a le plus de besoins où les plus minces ressources sont allouées au travailleur. Pourquoi? Parce qu'aussi bien c'est la saison où l'ouvrage est rare, le travail abondant, et que la rareté de l'un abuse de l'abondance de l'autre... Le moyen de croire maintenant que les besoins de l'ouvrier soient pour quelque chose dans la fixation de son salaire? » (76)

Nous en revêtons toujours au même point : les faits et la

(72) *Prof. et Sal.*, p. 76; *Trav. et Cap.*, p. 169.

(73) *Prof. et Sal.*, p. 73; *Trav. et Cap.*, p. 166.

(74) *Prof. et Sal.*, p. 75; *Trav. et Cap.*, p. 168.

(75) *Prof. et Sal.*, p. 75; *Trav. et Cap.*, p. 168.

(76) *Prof. et Sal.*, p. 75. Pour appuyer le fait de la supériorité des salaires d'été sur les salaires d'hiver, DUPONT-WHITE invoque l'autorité de SMITH, de MALTHUS, de la *Revue d'Edimbourg*. Il ajoute une expérience personnelle : « En Touraine — dit-il — la différence du salaire d'été au

logique sont d'accord, et les mœurs ne font rien à l'affaire : La hausse des prix des subsistances n'entraîne point celle des salaires nominaux, si ce n'est par le truchement de la famine meurtrière, qui réduit l'offre du travail.

**La hausse continue des prix
des denrées alimentaires est
une loi naturelle.**

Or voici qui aggrave singulièrement les choses: cette hausse du prix des denrées de première nécessité, si désastreuse pour les salaires réels, n'est pas une hypothèse exceptionnelle, un accident rare; c'est une loi naturelle, une tendance profonde et permanente, corollaire nécessaire de l'accroissement général de la population (77), et de la mise en exploitation de terres nouvelles, de qualité inférieure. Le principe en a été posé par les classiques anglais et confirmé depuis lors par les faits : l'examen du prix du blé, en France et en Angleterre, entre 1780 et 1835, révèle une élévation parallèle et progressive des cours (78).

Sans doute « en France personne n'y prend garde » (78 bis). Pourtant « les éléments sont à peu près les mêmes (78 ter) qu'en Angleterre, où la cherté des substances soulève les pro-

salaires d'hiver est de 50 centimes au préjudice de celui-ci, c'est-à-dire d'un grand tiers ». Tout ce passage n'a pas été reproduit par DUPONT-WHITE dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*.

(77) L'accroissement de la population tend donc par deux voies différentes à faire baisser les salaires: D'abord, parce qu'il augmente l'offre
capitales
de bras sur le marché du travail, et diminue le rapport $\frac{\text{population}}{\text{capitales}}$,

il tend à provoquer la chute des salaires nominaux. D'autre part, — parce qu'il exige la culture de terres nouvelles et de moindre qualité et de la sorte entraîne une élévation du coût de production marginal (et par suite du prix de vente) des produits agricoles — il tend à provoquer une diminution des salaires réels.

Il importe de bien distinguer ces deux processus différents, par lesquels — simultanément et conjointement — la même cause produit le même résultat.

(78) Du moins d'après les statistiques abondantes auxquelles se réfère DUPONT-WHITE et l'interprétation d'apparence assez fantaisiste qu'il en donne. Joseph GARNIER les discute dans son compte rendu de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* in *Journal des Economistes*, août 1846, p. 45 (cf. notre Bibliographie, n° 277).

(78 bis) Prof. et Sal., p. 79; Trav. et Cap., p. 173.

(78 ter) Prof. et Sal., p. 81; Trav. et Cap., p. 176.

testations véhémentes des capitalistes comme des masses laborieuses. — « N'entendez-vous pas — s'écrie Dupont-White — cette clameur qui nous arrive d'outre-mer, cette imprécation du peuple anglais contre le monopole foncier? Il y a là, n'en doutez pas, une question profonde et brûlante qui doit nous gagner un jour, tandis qu'en attendant elle éclate et frémit à nos portes. » (78 4°).

C'est qu'en effet la hausse du prix des subsistances est désastreuse pour les ouvriers. Ricardo a posé séparément, d'une part, sa loi sur les salaires, d'autre part sa loi de la rente, et de la hausse progressive des prix agricoles. C'est à Dupont-White que revient le mérite d'avoir confronté et combiné ces deux lois, d'en avoir opéré la conjonction, d'avoir découvert et formulé la conclusion qui logiquement s'imposait : DU FAIT DE LA HAUSSE PROGRESSIVE ET NATURELLE DES PRIX AGRICOLES, LES SALAIRES COURANTS ONT UNE TENDANCE PERMANENTE A SE FIXER PLUS BAS QUE LE SALAIRE « NATUREL » : LES REVENUS OUVRIERS SONT ORDINAIREMENT INFÉRIEURS AU MINIMUM NÉCESSAIRE A LA VIE DES MOINS VIGOUREUX; LA FAMINE MEURTRIÈRE EST LE SORT NORMAL QU'É LE RÉGIME LIBÉRAL RÉSERVE A LA CLASSE OUVRIÈRE.

En somme — si l'on veut — au dessous du *salaire naturel statique*, — qui est égal au minimum nécessaire à la subsistance ouvrière, — il y a un *salaire naturel dynamique*, — qui lui est inférieur.

Pour n'avoir point été clairement aperçue par Ricardo (78 5°), cette influence sur les salaires réels de la hausse progressive des prix agricoles n'en est pas moins d'une rigoureuse orthodoxie ricardienne. Dupont-White se montre ici plus authentiquement et logiquement ricardien que le Maître...

Contre le protectionnisme Mais ce n'est pas tout : Cette
agricole. déplorable tendance naturelle
à la hausse progressive du prix
des subsistances — dont Dupont-White vient de mettre en

(78 4°) *Prof. et Sal.*, p. 79; *Trav. et Cap.*, p. 173.

(78 5°) Voyez toutefois quelques passages assez obscurs du chapitre V des *Principes de l'Economie politique et de l'impôt*, traduit. BEAUREGARD et FORMENTIN, p. 162 et s.

lumières les méfaits — voilà que des deux côtés du détroit la législation vient encore l'aggraver. Ajoutant un privilège légal au privilège naturel des propriétaires fonciers, elle multiplie les prohibitions d'importer les grains, la protection douanière des céréales, au grand détriment des classes laborieuses et de l'ensemble du public consommateur. Si l'acte anglais de 1828 constitue un premier pas dans une voie meilleure (79), en France le protectionnisme n'a point reculé. Malgré parfois la bonne volonté du gouvernement (80), les Chambres issues du suffrage censitaire (81) ont instauré et maintenu intégralement un intense protectionnisme agraire (82). Pourtant « l'immense majorité du pays est intéressée au bas prix du blé » (83). Il est vrai que la France a six millions de propriétaires fonciers : mais les deux tiers d'entre eux produisent moins de blé qu'ils n'en consomment; ils sont donc acheteurs de blé. Le protectionnisme leur a porté préjudice (84). A qui

(79) *Prof. et Sal.*, p. 94; *Trav. et Cap.*, p. 188.

(80) Laquelle s'est manifestée, par exemple, lors de la discussion de la loi de 1821. Cf. *Prof. et Sal.*, p. 98; *Trav. et Cap.*, p. 194.

(81) « Le système représentatif... se signale dès l'abord par une série de faveurs répandues sur un intérêt qui n'était ni le plus grave, ni le plus universel, mais sans doute le mieux représenté — l'intérêt des producteurs agricoles. Faut-il en conclure que la représentation de tous, ou la monarchie pure soient les seules combinaisons qui laissent place à l'intérêt général? Faut-il joindre cet exemple à celui des Etats constitutionnels d'Allemagne, les seuls où le *Zollverein* rencontre une longue et vive résistance? Faut-il prononcer ici le mot le plus compromis de la langue, celui de *suffrage universel*, ou le plus odieux, celui de gouvernement absolu? » (*Prof. et Sal.*, p. 92; *Trav. et Cap.*, p. 186 et 187).

DUPONT-WHITE hésite-t-il sincèrement, ou bien la forme interrogative n'est-elle ici qu'une précaution oratoire, à l'intention des juges de l'Académie? A la fin de l'*Essai sur les Relations* (p. 421 et suiv.), il se prononcera nettement en faveur du suffrage universel.

(82) Au point que « Michel CHEVALIER a pu dire que le protectionnisme de la Restauration était bien plus exagéré que celui de COLBERT » (A. MARCHAL, *La Conception de l'économie nationale et des rapports internationaux chez les mercantilistes français et chez leurs contemporains*, p. 119).

(83) *Prof. et Sal.*, p. 102; *Trav. et Cap.*, p. 199.

(84) C'est à tort que DUPONT-WHITE affirme: « Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que les propriétaires vendissent plus de blé qu'ils n'en consomment. » (*Prof. et Sal.*, p. 102; *Trav. et Cap.*, p. 199). En réalité il suffirait qu'ils en vendissent, si peu que ce soit, c'est-à-dire qu'ils en produisissent plus qu'ils n'en consomment.

profite-t-il? A ces grands propriétaires, qui jouissent déjà d'un monopole injustifiable.

La théorie de la rente foncière. Ici, Dupont-White consacre **Investives contre Malthus et Ricardo.** de longs développements à l'origine et au fait de la rente foncière. Il expose brillamment, mais sans grande originalité, la théorie ricardienne du fermage. Mais après avoir reconnu le fait de la rente, il le condamne énergiquement : « Tout ce qui se conçoit, dit-il, ne se justifie pas. Ce que je cherche et qui m'échappe en tout cela, c'est une base de droit et de raison » (85). Comment les classiques ont-ils pu découvrir la rente, et ne s'en pas indigner? Comment Ricardo, après avoir proclamé la théorie de la valeur-travail — si satisfaisante pour notre besoin de justice — accepte-t-il si facilement le gain que leur monopole garantit sans peine aux propriétaires fonciers? Et Dupont-White éclate en invectives violentes contre les maîtres de la science anglaise. Il les accuse d'avoir justifié tous les abus, d'avoir excusé toutes les ignominies, d'avoir mis leur science au service de l'égoïsme intéressé de la caste privilégiée :

« Pourquoi cette démonstration de monopole foncier, implicite seulement? Après avoir établi la chose, pourquoi lui épargner son nom? — La question passera peut-être pour naïve; elle est en tous cas d'une solution aisée. — Ricardo et Malthus ont commencé cette secte d'économistes qui s'est vouée au panégyrique du *statu quo*. Leur admiration, leur gratitude envers la société s'exprime et s'acquiesce en apologie de ses travers, en dissimulation de ses lacunes, en invectives contre ses détracteurs ou ses victimes. C'est un parti-pris chez eux de prêter des torts à toutes les douleurs, des droits à toutes les supériorités, des mérites à toutes les jouissances. Rousseau et Godwin, ces acharnés pessimistes, ces fraudeurs pleins de fiel, n'ont pas d'adversaires plus ardents et plus passionnés. Ecoutez Malthus : Toutes les souffrances de la classe laborieuse procèdent de sa fécondité bestiale. Pourquoi devance-t-elle dans l'excès de sa reproduction l'accroissement des subsistances? —

(85) *Prof. et Sal.*, p. 118; *Trav. et Cap.*, p. 219.

Ecoutez Ricardo : il vous peindra les capitalistes sous les couleurs les plus attendrissantes. N'allez pas croire surtout qu'il rançonne les consommateurs, qu'il exploite l'ouvrier; lieu commun et de mauvais goût! Ce n'est pas ainsi vraiment que les choses se passent. Serré d'un côté par le travailleur dont le salaire a pour base des traditions et des suffrages ingénieux; serré de l'autre par le monopole foncier qui lui impose le prix des subsistances et des matières premières, pour lui chaque pas est un effort, chaque profit un combat. Survienne une hausse des produits agricoles, il est obligé de la subir, non seulement dans l'approvisionnement de sa maison et de son usine, mais encore dans le salaire de ses ouvriers qui participe nécessairement à cette hausse. [*Dupont-White ajoute ici en note : Telle est la doctrine de Ricardo : offert ou demandé, le travail se ressent toujours du prix des denrées alimentaires.*] — Songerait-il à élever le prix de ses produits, à rejeter sur le consommateur le poids de cette hausse? Nous l'avons démontré plus haut : c'est chose impossible. De telle façon qu'il paye sur ses profits la hausse des salaires déterminée par celle des produits agricoles, et qu'au résumé il fait les frais du bien-être et de la richesse des deux plus grandes classes de la société, les travailleurs et les propriétaires. — Déplorable Capitaliste! Si le propriétaire, investi de son monopole, jouit d'une condition meilleure, il est innocent au moins du prix croissant de ses denrées : ce n'est pas à lui qu'il faut s'en prendre, mais à l'infériorité des nouveaux terrains mis en culture. Ce n'est pas lui qui détermine cette hausse : en exigeant un fermage plus élevé, il se borne à profiter d'une hausse toute naturelle, qu'il n'a ni provoquée, ni imposée. — Faut-il s'étonner, après cette courte analyse, du succès d'enthousiasme obtenu par ces écrivains? Intérêt de caste, esprit de parti, égoïsme collectif, tout cela déguisé en métaphysique et guindé en axiomes, tel est le fond de leur système et le secret de leur vogue, supérieure, en Angleterre du moins, à celle d'Ad. Smith qui n'avait que de la sincérité et du génie... Ricardo, pour les raisons qu'on vient de déduire, s'est abstenu de qualifier ce qu'il voyait, d'apprécier ce qu'il exposait... etc... » (86)

Nous aurons l'occasion de revenir abondamment, dans notre tome troisième (86 bis), sur tous ces reproches que Du-

(86) *Prof. et Sal.*, p. 120 et 121; *Trav. et Cap.*, p. 221, 222 et 223.

(86 bis) Dans le chapitre intitulé *Critique du Libéralisme*.

pont-White ne craint pas de faire figurer — et sans aucun ménagement — dans son *Mémoire* destiné à l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*. Pour le moment retenons seulement la conclusion de ce chapitre du manuscrit :

Malgré « des temps d'arrêt et des oscillations qui tiennent soit à la découverte de nouveaux procédés agricoles, soit à l'ouverture de nouveaux marchés, soit à la décroissance de la population... normalement le prix des denrées suit une marche progressive. Fait désastreux entre tous, alors même qu'il offrirait aux salaires une perspective illimitée de hausse aux dépens des profits, car la baisse de ceux-ci serait des plus réelles et des plus pénibles, tandis que la hausse de ceux-là, toute nominale, n'ajouterait rien au bien-être des salariés » (87).

Quatrième chapitre : « Comment l'impôt agit sur les salaires et conséquemment sur les profits ».

Un troisième facteur (88) du rapport entre les profits et les salaires, c'est l'impôt. Aussi le chapitre suivant du *Mémoire* de Dupont-White

est-il intitulé « *Comment l'impôt agit sur les salaires et conséquemment sur les profits* » (89).

Ici nous serons brefs. Ce court chapitre esquisse la doctrine fiscale que Dupont-White développera, en 1847, dans son petit traité intitulé : « *De la suppression de l'Impôt du Sel et de l'Octroi* » (90). Notre économiste — qui déduit ici fort logiquement, à partir de sa théorie de la répartition, les principes d'une politique fiscale — réclame une augmentation du taux de l'impôt foncier (91) et la suppression des impôts de

(87) *Prof. et Sal.*, p. 130; *Trav. et Cap.*, p. 234.

(88) Les deux premiers étaient 1^o Le rapport des capitaux à la population; 2^o Le prix des subsistances.

(89) *Prof. et Sal.*, p. 130 sqq; ce chapitre correspond dans *Trav. et Cap.* au chapitre XVIII, p. 235 à 240.

(90) Cf. notre Bibliographie, n^o 6 et *infra*, p. 488 sqq.

(91) S'il est vrai — comme le pense l'école de Ricardo [à laquelle sur ce point DUPONT-WHITE se rattache] — que la rente foncière croisse avec la population, et avec les défrichements qu'elle commande, rien n'est plus équitable au monde que le progrès de l'impôt foncier. Comme cette augmentation de la rente ne provient ni du travail, ni des capitaux du

consommation (impôt du sel, impôt sur les bestiaux, impôt sur les boissons, droits d'octroi) (92). En effet, ces impôts « chargent le travailleur d'un surcroît de dépenses, en attendant un surcroît de salaires éventuel et problématique » (93). — Bref, Dupont-White conclut par cette formule laconique et très « couleur du temps » : DÉGREVER LA CONSOMMATION EST L'ŒUVRE DU PROGRÈS; DÉGREVER LE SOL EST LE FAIT DE LA RÉSISTANCE.

Conclusion du mémoire :

Dans une longue conclusion (94) **Encore la loi d'hostilité.** un peu disparate, Dupont-White revient ensuite à sa première assertion, à cette loi d'hostilité qu'il a posée au début de son Mémoire : « Le profit triomphe de tout ce qui abaisse le salaire, et souffre de tout ce qui l'élève » (95).

Dupont-White s'excuse auprès de ses juges de l'Académie d'avoir à le reconnaître : « Si cela signifie malveillance et collision entre deux grandes classes de la société, c'est chose regrettable entre toutes; mais comment fermer les yeux à l'évidence? Comment refuser sa plume à l'irrémissible conclusion qui vient d'elle-même s'offrir et s'imposer? » (96).

propriétaire; comme elle n'est qu'un effet vicieux du monopole, où trouver une matière plus justement imposable? L'impôt qui se dépense au profit de la communauté, n'est-il pas alors LE REDRESSEUR DU MONOPOLE, qui bénéficie à ses dépens? » (*Prof. et Sal.*, p. 135; *Trav. et Cap.*, p. 240). Plus tard, à la suite de James MILL, DUPONT-WHITE acceptera nettement le principe de la confiscation de la rente foncière (dans son compte rendu des *Harmonies Economiques* de BASTIAT; cf. infra Chap. III, section IV, paragraphe B). — Ajoutons que DUPONT-WHITE semble ici se prononcer en faveur d'une révision du cadastre, mesure qu'il repoussera en 1847 (Comparer *Trav. et Cap.*, pp. 236 et 237 avec *Impôt du sel*, p. 21 sqq.).

(92) DUPONT-WHITE s'attaque avec une particulière véhémence à l'article 20 de la loi du 22 avril 1832, lequel accordait aux villes la faculté de rejeter sur leurs octrois tout ou partie de l'impôt mobilier.

(93) *Prof. et Sal.*, p. 135; *Trav. et Cap.*, p. 240.

(94) *Prof. et Sal.*, p. 136 à 176. Cette conclusion est en grande partie reproduite dans *Trav. et Cap.*. (Voir le détail de la concordance dans notre Bibliographie, n° 2 et 4 (*supra* p. 9 sqq.).

(95) *Prof. et Sal.*, p. 136; *Trav. et Cap.*, p. 241. Cette phrase reproduit à peu de choses près les termes mêmes dont s'était servi RICARDO.

(96) *Prof. et Sal.*, p. 137; *Trav. et Cap.*, p. 242.

La lutte entre les profits et les salaires n'est pas douteuse (97), et son issue pas davantage : l'ouvrier, pressé par le besoin de

(97) Pour DUPONT-WHITE, à cette époque, le conflit entre les profits et les salaires est au centre même du mécanisme de la répartition capitaliste. Il prime en importance toutes les autres oppositions d'intérêts qui forment l'ossature de l'économie libérale. Il y a bien, certes une concurrence entre les ouvriers, qui se disputent les places; une concurrence entre les producteurs, qui se disputent le marché; mais toutes deux se résolvent en diminutions de salaires. L'intérêt du producteur industriel s'oppose à celui du consommateur, pour la fixation du prix de vente des produits? Oui mais, en face du consommateur, l'industriel est paralysé; s'il élève les prix de vente il voit le débouché se restreindre, et son espérance est trompée. Quant au propriétaire de mines ou de terres, qui fournit à l'industriel son charbon ou son lin, il est armé du monopole foncier : coûte que coûte, l'industriel devra subir ses conditions quant à la fixation du prix d'achat de ses matières premières. Désarmé en face du consommateur qui lui échappe; désarmé en face du propriétaire foncier qui le domine, l'industriel n'a plus qu'une ressource : l'attentat aux salaires. En face de lui les masses ouvrières, ordinairement trop nombreuses (parce que la misère et l'ignorance les ont fait pulluler, cf. *supra*, p. 360), en butte à la concurrence des machines, pressées par la nécessité du gain immédiat, sont absolument sans défense. C'est à leurs dépens que seront faits les bénéfices des capitalistes.

Cette vue synthétique forme le fond du système de DUPONT-WHITE à cette époque. On peut d'ailleurs lui reprocher de l'avoir insuffisamment dégagée et mise en lumière dans son *Mémoire*.

Pourtant il y dit nettement ceci : Le producteur « ...ne peut rien sans doute contre le consommateur, qui achète moins d'une denrée devenue plus coûteuse : celui-ci trouve une limite insurmontable à ses dépenses dans celles de son revenu, — il ne peut rien contre le propriétaire foncier qui lui vend ses matières premières : ce dernier jouit d'un monopole, c'est dire d'un seul mol tous les avantages, toutes les supériorités de sa position. — Mais il peut beaucoup contre le travailleur : il le tient, il le maîtrise comme la faim ». (*Prof. et Sal.*, p. 134; *Trav. et Cap.*, p. 242).

Mais, comme on le remarque d'après la référence que nous donnons, cette phrase est rejetée à la fin et l'idée se dégage très imparfaitement de la lecture du *Mémoire*. DUPONT-WHITE réparera ce défaut quand il rédigera l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Il consacra tout un chapitre de cet ouvrage (le chapitre VII, p. 97 à 102, et le début du chapitre suivant, p. 103 et 104) à montrer dès l'abord, avec vigueur et netteté que l'entreprise des capitaux sur les salaires est « essentielle, permanente. Il n'en faut pas moins — ajoutera-t-il — pour les répéter ennemis, et pour constater entre eux le fait et le sentiment de l'hostilité... (*Trav. et Cap.*, p. 98)... Il est vrai, théoriquement le capital peut extraire le profit de plusieurs éléments; mais de fait et d'ordinaire, il ne s'en prend qu'à un seul, le salaire. Pourquoi? parce qu'il n'en rencontre pas ailleurs de si facile à manier et à maîtriser (p. 99)... Ni le producteur de matières premières, ni le consommateur d'articles manufacturés ne subiront la loi du capital; l'un parce qu'il est maître de ne pas vendre, l'autre parce qu'il est maître de ne pas acheter à des conditions qui lui semblent désavantageuses. Si la conclusion paraît trop absolue dans ces termes, au moins est-il vrai de dire que leurs transactions comportent

vivre, est toujours prêt à accepter n'importe quel salaire (98). Aussi « le producteur, intéressé à la baisse des salaires, est-il armé de façon à l'obtenir, à l'imposer » (99).

Atténuations au principe d'hostilité.

Tel est le principe. Ne comporte-t-il pas des exceptions, des adoucissements, des atténuations? Si

fait, et Dupont-White en convient.

Supposons d'abord qu'un pays se consacre presque exclusivement à l'agriculture, aux industries extractives, à la construction de chemins de fer, à des activités « qui ne compor-

délai, temporisation, liberté égale de toutes les parties. Peut-on en dire autant de ce marché d'urgence et de nécessité que le travailleur conclut avec le capitaliste? Impérieuse urgence, car, en fait de travail tout ce qui n'est pas vendu un jour est perdu le lendemain. Inexorable nécessité, car la chose à vendre est celle dont s'achète le pain de chaque jour (p. 101 et 102)... Les capitaux ont un autre ennemi que le travail, c'est la concurrence des capitaux, la rivalité du bon marché, la captation du consommateur. Le travail, de son côté, a un autre adversaire que le capital, c'est la concurrence des travailleurs dont l'offre ne peut surabonder sans lésion du salaire. Mais suit-il de là que ces deux intérêts ne soient pas ennemis, et d'une inimitié qui passe toutes les autres en énergie et en permanence (p. 103)... Il faut en convenir : s'il n'y a qu'hostilité, collision, froissement sur le terrain de l'industrie, la plus animée, la plus implacable de toutes ces luttes est entre le travail et le capital. Il n'en est pas où l'on se heurte plus assidûment, plus violemment. Entre eux il y a plus que de l'hostilité, il y a de la malveillance; l'antagonisme a passé des faits dans les sentiments. L'ouvrier ne peut vouloir du mal aux ouvriers qui sont de trop sur le marché du travail : ceux-ci ne sont pas nés pour le molester et l'avilir, tandis que toute œuvre de production compte expressément parmi ses moyens de succès la réduction des frais généraux qui comprennent la main-d'œuvre, c'est-à-dire le pain du travailleur (p. 104 et 105)... On n'a pas parlé d'oppression — corrige toutefois DUPONT-WHITE — mais seulement de lutte nécessaire : on s'est contenté d'expliquer pourquoi l'antagonisme est essentiel, implacable, incessant entre le travail et le capital, pourquoi il est là et avec de tels caractères plutôt qu'ailleurs... » (p. 106 et 107).

(98) Dans son Mémoire (p. 138), DUPONT-WHITE se contente d'indiquer cette idée, en l'appuyant sur une citation d'Adam SMITH. Plus tard, lorsqu'il éditera l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, il développera ce passage (*Trav. et Cap.*, p. 243 à 247) et montrera d'une façon plus précise — et fort ingénieuse — en quoi le contrat de travail, sous le régime de la liberté, est inégal et injuste (cf. *infra*, p. 431) — Nous aurons l'occasion, dans notre troisième volume, de consacrer une analyse approfondie à ce point important de la doctrine de DUPONT-WHITE).

(99) *Prof. et Sal.*, p. 138; *Trav. et Cap.*, p. 243.

tent ni la division du travail, ni l'emploi des machines au même degré que les autres branches de la production » (100). Les salaires, dit Dupont-White, y seront élevés, en raison de la « qualité du travail » (101) que requièrent ces activités.

Il ne faut pas croire d'ailleurs que les entrepreneurs et les ouvriers soient seuls à se disputer le revenu national. Regarder le conflit « comme un duel engagé entre le travailleur et le producteur seulement » (102), c'est oublier le troisième larron, nous voulons dire le propriétaire foncier. « Il y a trois classes de la société qui se disputent les fruits du travail ou la valeur de ces fruits... Il est absurde à deux d'entre elles de s'imputer exclusivement leurs souffrances et leurs mécomptes » (103). Une baisse des prix agricoles, telle qu'on pourrait par exemple en provoquer une en décrétant la liberté du commerce des grains (104), aurait un effet favorable sur les profits, sans que les salaires réels en souffrissent aucunement (105).

Légitimité du capital.

Enfin Dupont-White répète encore que sa sollicitude n'est pas réservée aux seuls ouvriers.

Le capital mérite « l'intérêt, l'estime, la sympathie même » (106). Depuis la Révolution, la plupart des fortunes qui se sont édifiées proviennent du travail : « cette source légitime et pure entre toutes » (107). « Jamais la richesse n'eut des titres si réguliers, une origine aussi pure, plus de droits enfin au bien-être et au loisir » (108).

(100) *Prof. et Sal.*, p. 139; *Trav. et Cap.*, p. 248.

(101) *Prof. et Sal.*, p. 139; *Trav. et Cap.*, p. 248. Sur cette notion de la « qualité » du travail, et son influence sur les salaires, cf. *supra*, p. 350, note).

(102) *Prof. et Sal.*, p. 141; *Trav. et Cap.*, p. 250.

(103) *Prof. et Sal.*, p. 142; *Trav. et Cap.*, p. 251.

(104) *Prof. et Sal.*, p. 142; *Trav. et Cap.*, p. 251.

(105) *Prof. et Sal.*, p. 142; *Trav. et Cap.*, p. 251.

(106) *Prof. et Sal.*, p. 143; *Trav. et Cap.*, p. 252.

(107) *Prof. et Sal.*, p. 144; *Trav. et Cap.*, p. 254.

(108) *Prof. et Sal.*, p. 143; *Trav. et Cap.*, p. 252.

Il est plus important d'avoir une juste répartition qu'une production abondante.

Voilà qui complique l'an-goissant problème de la répartition! Importante matière, songe Dupont-White! Pour

lui, en effet, la production, quoi qu'en aient dit « certains économistes » (109)... « n'est pas le point culminant de l'économie politique » (110). Abondante, elle suffit à faire « la richesse d'un pays, mais non le bonheur d'une société » (111); car « elle est loin de résoudre le plus grave problème de l'économie politique, celui du bien-être des masses » (112).

Nous ne saurions trop insister sur cette position que prend Dupont-White. Elle nous éclaire sur les fins de sa doctrine économique et le distingue à tout jamais — de ce point de vue — des libéraux. Leur passion productiviste ne le touche point. Qu'importe l'abondance des biens, puisque « le bénéfice du progrès industriel se concentre dans les mains des capitalistes, des propriétaires, des entrepreneurs de travail »; puisque « c'est entre eux seulement qu'ils échangent les œuvres d'une production plus féconde et plus raffinée »; puisqu' « il n'en rayonne, il n'en pénètre rien jusqu'à l'ouvrier, à moins qu'il ne lui plaise de sacrifier une partie de sa subsistance, c'est-à-dire de sa force et de sa santé, à la tentation vulgaire d'un meuble ou d'un tissu »? (112 *bis*) Objecte-t-on que la fécondité de la production entraînera la baisse des prix, et par suite l'avènement des masses à la

(109) *Prof. et Sal.*, p. 146; *Trav. et Cap.*, p. 257. DUPONT-WHITE renvoie particulièrement ses lecteurs au *Cours d'Economie Politique* de Michel CHEVALIER. Mais, au fond, toute l'école libérale est ici visée.

(110) *Prof. et Sal.*, p. 148; *Trav. et Cap.*, p. 259.

(111) *Prof. et Sal.*, p. 148; *Trav. et Cap.*, p. 259.

(112) *Prof. et Sal.*, p. 148; *Trav. et Cap.*, p. 259. DUPONT-WHITE s'appuie sur l'exemple de l'Irlande, où la condition des travailleurs s'est aggravée tandis que la production se développait dans des proportions considérables. « Un pays peut s'enrichir — dit GÉRANDO dans son traité *De la Bienfaisance publique* que cite DUPONT-WHITE — pendant que l'indigence s'y fait plus vivement sentir dans les classes inférieures de la société; il peut s'appauvrir et avoir moins d'indigents. »

(112 *bis*) *Prof. et Sal.*, p. 148; *Trav. et Cap.*, p. 258 et 259.

consommation? Mais malheureusement il n'en est rien : car « le bon marché a tantôt pour élément, tantôt pour effet la baisse du salaire, et... les ressources de la classe ouvrière baissent conjointement avec le prix des denrées (112 *ter*). D'autre part « la baisse des prix n'est pas illimitée..., l'industrie aimera mieux quelquefois modérer sa production, que de la soutenir en avilissant ses produits » (112 4°). Alors, à quoi bon produire davantage? Les fins humaines prennent le pas chez Dupont-White sur la chrématistique. Le social prime l'économique...

**Les lois dynamiques
de la répartition.**

Ce qui importe avant toutes choses, c'est la répartition. Dupont-White en a déjà décrit et analysé le mécanisme. Quelles en sont maintenant les lois dynamiques?

Gardons-nous, dit notre auteur, de ces conclusions optimistes, mais fausses, qui pourraient se dégager d'une observation superficielle des conditions actuelles en France! « On serait peut-être tenté de citer notre pays comme exemple d'une grande production profitable à toutes les classes, et créatrice de l'égalité, non point par la misère, mais par une heureuse et désirable médiocrité des fortunes » (113). Mais il ne faut pas prendre « un accident pour une loi » (114). La vente à vil prix des biens nationaux, l'extraordinaire développement des débouchés extérieurs de l'industrie française pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, ont créé une situation exceptionnelle et passagère ». Mais toute autre est la loi générale que l'on peut ainsi formuler : D'une part, les salaires réels ont une tendance profonde à la baisse, du fait de la hausse progressive du prix des denrées de première nécessité. D'autre part, et par contre, les profits réels ont une tendance profonde à la hausse, du fait de la baisse des prix des produits voluptueux, qui sont la

(112 *ter*) *Prof. et Sal.*, p. 148; *Trav. et Cap.*, p. 258.

(112 *quater*) *Prof. et Sal.*, p. 148; *Trav. et Cap.*, p. 258.

(113) *Prof. et Sal.*, p. 151; *Trav. et Cap.*, p. 261.

(114) *Prof. et Sal.*, p. 151; *Trav. et Cap.*, p. 261.

principale consommation des riches (115). Ainsi Dupont-White, par des chemins un peu différents de ceux que plus tard tracera Marx, arrive à poser une loi dynamique de la répartition qui ressemble fort à celle du père du socialisme scientifique : concentration progressive des richesses entre un nombre sans cesse moindre de capitalistes; paupérisation croissante des masses (116).

A l'appui de cette assertion, Dupont-White se réfère aux faits. La concentration des capitaux ressort nettement d'une enquête de M. Passy (117). M. Passy est membre de l'Académie, et Dupont-White ne manque pas de le signaler :

« L'illusion sur ce point est loin d'être universelle, et c'est du sein même de l'*Académie des Sciences Morales* que sont partis les premiers doutes. On trouve dans le recueil de ses travaux un Mémoire où le préjugé dont il s'agit est combattu avec une singulière puissance de faits et de raison. » (118)

M. Passy a montré que, bien que le régime successoral repose sur le partage égal, le morcellement du sol a reculé en France depuis 1815 :

« Nombre décroissant des propriétaires, par rapport au total de la population; nombre décroissant des héritiers, par rapport au total des héritages; telle est — selon M. Passy — la tendance de notre société. »

Ainsi se trouve vérifiée la loi de la concentration de la richesse. Quant à la misère croissante des classes inférieures,

(115) Cf. en particulier *Prof. et Sal.*, p. 153; *Trav. et Cap.*, p. 264.

(116) Cf. un passage rajouté dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, p. 324 et 325 : « C'est une des bévues de l'optimisme de croire... au nivellement continu des fortunes, au recrutement illimité de la classe moyenne. Cela s'est vu, sans doute, mais cela ne se voit plus. A vrai dire ces nouveautés ont fini en 1815, et jusque-là elles étaient filles non de la liberté, mais d'une révolution; non d'un manifeste politique, mais d'un déplacement de propriété. Prodigueuse méprise : on prend les bienfaits de la dictature pour ceux du laissez-faire; un changement né de l'action violente et directe de l'Etat, on le représente comme un simple effet du droit commun, comme un fruit spontané de la Déclaration des Droits de l'Homme. »

(117) *Mémoires de l'Institut de France*, tome II, 2^e série, p. 283 à 312.

(118) *Prof. et Sal.*, p. 152; *Trav. et Cap.*, p. 262.

le *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers* de M. Villermé ne permet pas d'en douter. Mortalité, dégénérescence, criminalité, tels sont les désastres de « cette lutte où succombe le travail » (119). A cette époque où les femmes travaillaient parfois jusqu'à 18 heures par jour, où le chômage était fréquent et sans aucune compensation pour les travailleurs, la misère ouvrière était telle qu'il nous semble presque impossible de croire aujourd'hui à la sincérité — pourtant indubitable — des témoignages qui nous en sont restés (120). D'après M. de Villermé, la classe des tisserands et ouvriers a « une année et quart, une année et demie tout au plus » de vie probable (121) à la naissance. Dans toutes

(119) *Prof. et Sal.*, p. 155 à 161; *Trav. et Cap.*, chap. XXI, p. 267 à 276.

(120) Voici, un peu au hasard, l'indication de quelques-uns d'entre eux :

VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, 1840, 2 volumes.

DUPIN (baron Charles) : *Du travail des enfants et des adolescents dans les manufactures de la Grande Bretagne*, in *Revue Britannique*, décembre 1847, 6^e série, tome 12, p. 403 (Ce travail a été primitivement rédigé sous la forme d'un rapport adressé à la Chambre des Pairs).

BURET : *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Bruxelles, 1842.

(Ces deux ouvrages ont été lus et cités par DUPONT-WHITE. Cf. notre index, *verbis* BURET et VILLERMÉ.)

Les lodging houses des classes pauvres à Londres (*Report of the Society for improving the condition of the labouring classes, 1845-1846*), in *Revue Britannique*, mars 1848, 6^e série, tome 14, p. 114.

BLANQUI : *Les classes ouvrières en France*, 2 vol. in-8°, 1848.

F. DU CELLIER : *Les classes ouvrières en France depuis 1789*, deux articles dans la *Revue Contemporaine*, février 1857, tome 30, p. 217, et avril 1857, tome 31, p. 5.

Thorold ROGERS : *Travail et salaires* (sur l'Angleterre), traduit par CASTELLOT, Paris, 1897.

Parmi les travaux récents relatifs à ce triste aspect de l'histoire économique du XIX^e siècle, citons seulement :

RIST : *Durée du travail dans l'industrie française de 1820 à 1870*, in *Revue d'Economie Politique*, 1897, p. 371 sqq.

(121) *Prof. et Sal.*, p. 156; *Trav. et Cap.*, p. 268. Nous avons vérifié ce chiffre qui nous paraissait invraisemblable. Il est pourtant effectivement donné par VILLERMÉ, dans ses statistiques relatives aux tisserands de Mulhouse pendant les années 1823-1834 (*Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, 1840, tome II, p. 385). Sur 223 individus observés à la naissance dans la classe des tisserands (nés vivants), 119 seulement atteignaient l'âge de 1 an, 52 atteignaient 25 ans, 6 seulement atteignaient 60 ans. Le baron Charles Dupin donne des chiffres du même acabit, pour l'Angleterre, dans son article précité (cf. *supra* note 120).

les grandes villes industrielles, plus de la moitié des conscrits devaient être réformés. Enfin Dupont-White pense que l'on doit probablement imputer pour une large part à la misère ouvrière l'accroissement du nombre des crimes et des délits. « La démoralisation, dit-il, semble un effet naturel de la misère » (122).

Ainsi Dupont-White, pour fonder la plus audacieuse de ses assertions — sa loi dynamique de la répartition — a su habilement s'appuyer sur deux académiciens, qui de plus sont deux des correcteurs du concours. Mais de cette dernière circonstance, rien ne nous dit qu'il ait été prévenu d'avance...

On ne peut laisser à la seule En présence d'une loi na-
prévoyance des ouvriers le soin turelle aussi fâcheuse et
de remédier à tous les maux. aussi cruelle, peut-on lais-
 ser à la seule prévoyance des
 ouvriers le soin de remédier à tous les maux?

« Que de mérites demandés à l'ouvrier ! Un discernement qui manque à son patron lui-même pour esquiver les chômages et les crises ! Abstinence du mariage, qui n'est qu'une charge ; abstinence du plaisir, qui n'est qu'un empiètement sur la journée ; abstinence même des distractions où s'oublient les fatigues du travail et les soucis de l'avenir, tel est le prix exorbitant auquel se forme un pécule, telle est la somme de privations qui compose l'épargne du pauvre : « *Aux qualités que vous demandez dans un laquais*, disait Figaro à Almaviva, *connaissez-vous beaucoup de maîtres qui seraient dignes d'être valets ?* » (123)

L'intervention C'est alors que se pose tout naturellement
de l'Etat. la question de l'intervention de l'Etat.

« Si les vices de l'ouvrier ne sont pour rien dans ses revers, — dit le Mémoire — si le travail succombe nécessairement dans la lutte engagée contre le capital, mais s'il y succombe sans reproche, y a-t-il lieu à l'intervention et à l'assistance du pouvoir social ? » (124).

(122) *Prof. et Sal.*, p. 161 ; *Trav. et Cap.*, p. 275.

(123) *Prof. et Sal.*, p. 166 ; *Trav. et Cap.*, p. 388.

(124) *Prof. et Sal.*, p. 169. Ce passage n'a pas été reproduit dans *Trav. et Cap.*, mais l'idée bien entendu y est répétée à satiété.

« Question délicate et scabreuse entre toutes » (125), dit prudemment Dupont-White, que cela n'empêche pas d'y répondre de façon très nette (tout en s'excusant de se laisser entraîner hors de ce qui constitue à proprement parler son sujet). Comment, quand la loi protège les individus et les collectivités locales contre la prodigalité, les producteurs contre la concurrence étrangère, les consommateurs contre les falsifications, pourrait-elle refuser toute assistance aux ouvriers? Pourquoi, quand la loi vient partout au secours du faible contre le fort, abandonne-t-elle le pauvre en face du riche à ses propres moyens de défense?

On peut, certes, être libéral et croire que le progrès consiste à affaiblir le pouvoir, à l'éliminer de la plupart des actes de la vie sociale. Mais il faudrait alors, pour être logique, étendre à tous l'abstention de l'Etat :

« Sous peine de la plus odieuse injustice, cette doctrine doit être ou complètement appliquée, ou complètement mise de côté. » (126)

Or, qu'en est-il actuellement?

« L'intervention et l'assistance du pouvoir sont partout (127)... L'homme est protégé contre l'homme à chaque pas, dans chaque situation, en chaque qualité. Qu'il fabrique, qu'il consomme, qu'il contracte, qu'il plaide, qu'il voyage, dans toutes ces hypothèses, le travail qu'il fait ou qu'il demande a été l'objet d'une prévision réglementaire. Toutefois il est une qualité, une manière d'être, une position plus générale encore et plus répandue : celle de l'homme qui vit de son travail et de ses bras; ici finit la protection. » (128)

Dans ces conditions, dit Dupont-White, une question se pose « à tout esprit sincère, à toute conscience droite et pure » (129) : Va-t-on rétablir sur toute la ligne la liberté de

(125) *Prof. et Sal.*, p. 169; *Trav. et Cap.*, p. 277.

(126) *Prof. et Sal.*, p. 171. Ce passage n'a pas été reproduit dans *Trav. et Cap.*

(127) *Prof. et Sal.*, p. 169. Ce passage n'a pas été reproduit dans *Trav. et Cap.*

(128) *Prof. et Sal.*, p. 170; *Trav. et Cap.*, p. 347 et 348.

(129) *Prof. et Sal.*, p. 172; *Trav. et Cap.*, p. 351.

l'industrie et la concurrence de toutes les activités? Supprimer par exemple toute protection douanière, le monopole des offices ministériels, etc....? De telles mesures sont absolument impraticables; elles soulèveraient une insurmontable opposition de la part des intéressés. « Ces privilégiés ont donné la mesure de leurs forces en destituant un ministre, et en paralysant l'autre dans ses projets d'union avec la Belgique » (130). Dès lors, « si le régime d'intervention et d'assistance sociale est en usage quelque part, pourquoi ne le serait-il pas au profit du travail et de ses relations avec le capital?... La logique et l'équité provoquent l'extension d'une assistance bornée jusque là aux classes supérieures de la société » (131). Telle est la conclusion de Dupont-White, que le Mémoire indique du reste fort brièvement.

« Si l'on accuse ces dernières pages de sortir du sujet, dit-il, nous nous excuserons d'abord sur les associations d'idées, sur les entraînements de logique; puis nous y rentrerons en terminant ce travail par deux remarques qu'on ne taxera sûrement pas de déclamation. » (132)

Pour terminer, Après avoir attaqué violemment l'école
deux remarques classique, prédit l'aggravation des conflits
rassurantes. sociaux, osé réclamer l'intervention de
 l'Etat, Dupont-White veut en effet laisser
 ses juges sur une impression rassurante. D'abord, dit-il, « la
 question des salaires et des profits bornée à la classe indus-

(130) *Prof. et Sal.*, p. 173; *Trav. et Cap.*, p. 352. Le ministre TESTE avait perdu son portefeuille pour avoir voulu porter atteinte au monopole des officiers ministériels. Tous les ouvrages de DUPONT-WHITE — même les plus théoriques, comme celui-ci — sont parsemés d'allusions aux événements contemporains. Il ne nous est pas toujours facile de saisir du premier coup la clé de ces allusions.

(131) *Prof. et Sal.*, p. 173; *Trav. et Cap.*, p. 352.

(132) *Prof. et Sal.*, p. 174. (Ce passage n'a pas été reproduit dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital.*) La « déclamation » est un défaut dont DUPONT-WHITE ne cesse de se défendre. A des lecteurs du vingtième siècle, il n'en paraît pourtant point indemne. Mais il faut reconnaître que son éloquence est relativement pleine, et exempte de verbalisme, et qu'elle ne saurait être confondue avec les vulgaires épanchements humanitaires dont le socialisme d'alors était prolige, et que DUPONT-WHITE méprisait de toute la hauteur de sa fierté d'aristocrate.

trielle n'a pas à beaucoup près l'immense gravité qu'on lui prête. La classe ouvrière, bien qu'elle s'accroisse sans cesse, ne se compose encore — si l'on suppose avec M. de Villermé que chaque salaire nourrit trois personnes — que de 2.234.900 personnes ». D'autre part, la question sociale « n'est donc encore qu'une question de justice et d'humanité. Rien ne périlclite dans le présent état de choses » (133). Que la société actuelle ne prenne pas peur! Elle repose encore solidement sur ses bases. Sa constitution présente, « quels que soient les griefs des salaires, ne fera jamais naître et surtout ne laissera jamais se développer un tribun ou un Spartacus ». Sous un régime de libre accès de tous aux emplois supérieurs...

...« le salarié qui aurait l'énergie de ce rôle aurait à plus forte raison celle de conquérir une position supérieure. Tel, à notre connaissance, s'était donné cette mission qui, rencontrant la fortune dans sa marche vers le pouvoir, a marqué le pas et prolonge une halte sans fin (134). Voilà le profit du régime qui a détruit les castes et permis* l'essor de toutes les capacités : profit médiocre pour l'humanité parce que ce régime n'implique pas l'assistance du faible et du pauvre, mais capital pour la société parce qu'il affranchit les forts qui la briseraient comme ennemie s'ils n'avaient à la défendre comme complices. » (135)

Le paradoxe Ainsi se termine le Mémoire de Dupont-de Dupont - White. White, sur une conclusion qui nous laisse rêveurs. Comment? Il nous a montré sous des traits saisissants les misères effroyables auxquelles le régime libéral condamne les ouvriers; il a fait un tableau indigné des noirceurs et des iniquités de la société du XIX^e siècle? Et voilà maintenant qu'il nous invite à nous réjouir de ce

(133) *Prof. et Sal.*, p. 175. (Ce passage n'a pas été reproduit dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*).

(134) La clé de cette allusion nous échappe.

(135) *Prof. et Sal.*, p. 175 et 176. (Ce passage n'a pas été reproduit dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*). Mais DUPONT-WHITE restera toujours attaché à cette idée que la démocratie, parce qu'elle permet aux fortes individualités ouvrières de quitter la classe ouvrière, et les fait passer dans l'autre camp, est naturellement conservatrice. H l'en loue.

qui consolide cette ignoble société, dont les faibles victimes sont impuissantes à ébranler les fondements? Ainsi, dans un long mémoire, Dupont-White développe les raisons que nous avons de condamner radicalement le régime actuel et de nous révolter contre lui, et ce même Mémoire conclut à un conservatisme satisfait? Cet illogisme nous déconcerte. Peut-être, pensons-nous, ces dernières phrases sont-elles seulement destinées à rassurer les juges du concours académique, et ne correspondent-elles pas à la vraie pensée de Dupont-White. Ou bien, au risque d'appeler sur lui-même le reproche qu'il adressait tout à l'heure si véhémentement à Ricardo et à Malthus, pousserait-il l'égoïsme jusqu'à tout pardonner à une société qui opprime les classes inférieures, mais qui lui sert de bonnes rentes et lui garantit tous les loisirs dont il a besoin pour se livrer aux délices de l'étude?

Nous restons perplexes. Mais c'est que nous connaissons mal Dupont-White. Quand il se réjouit de la stabilité de la société, il n'est ni diplomate, ni cynique : il est parfaitement sincère. Pour le bien comprendre, il nous faut essayer de nous mieux représenter quelle pouvait être la pensée d'un jeune homme républicain sur la monarchie de juillet. La Révolution de 1789 lui semble toute récente. Il a l'impression que la France sort à peine de la plus grande transformation sociale qu'elle ait jamais connue. L'Ancien Régime n'est pas si loin : en face des souvenirs qu'il a laissés, il éprouve l'impression de triomphe toute fraîche d'un vainqueur que grise encore sa victoire. La *Déclaration des droits de l'homme*, l'abolition des castes, la proclamation de l'égalité civile, l'avènement du gouvernement représentatif, sans parler du morcellement de la propriété foncière, sont à ses yeux des progrès inouïs, inestimables, encore assez récents pour que le bienfait en soit vivement ressenti. Comment refuser son soutien à une société qui repose sur ces bases? Certes, tout n'est pas encore parfait. Mais que sont les réformes qui restent à réaliser auprès de celles qui déjà sont acquises? En face de ces immenses transformations politiques et sociales, qu'est-ce que la question économique? Dès lors que les privilèges sont abolis, qu'importe au fond que les travailleurs ne soient pas encore pleinement

libres? « La suprématie du riche est moins humiliante que celle du noble » (136). Faisons confiance à l'avenir, au Progrès (137) qui ne peut manquer de couronner l'œuvre révolutionnaire et de développer, avec l'intervention de l'Etat en matière sociale, la parfaite fraternité dans ce pays et cette époque où la liberté nationale et l'égalité juridique ont déjà trouvé un terrain si favorable (138).

Ainsi se résout la contradiction apparente qui tout à l'heure nous semblait monstrueuse. L'enthousiasme de Dupont-White pour les réformes réalisées par la Révolution française, son optimisme dynamique, fondé sur sa philosophie du progrès, voilà qui nous explique comment il peut posséder une vue lucide et sévère de certaines monstruosité de son époque, sans pour cela souhaiter le moins du monde une révolution violente et radicale.

(136) *Prof. et Sal.*, p. 7; *Trav. et Cap.*, p. 15.

(137) Progrès certain, mais non point spontané ni automatique. Le progrès pour DUPONT-WHITE est nécessaire, parce qu'il est dans le plan de la Providence. Mais la Providence se sert du concours des hommes. L'intervention de l'Etat est un des moyens de la Providence, dans l'œuvre du Progrès. DUPONT-WHITE s'en expliquera abondamment dans ses ouvrages postérieurs, que nous étudierons dans notre second tome. Nous précisons encore tous ces points dans notre troisième tome, en nous plaçant, cette fois, au point de vue purement doctrinal.

(138) Un passage rajouté par DUPONT-WHITE au texte du *Mémoire sur les Profits et Salaires*, lors de la publication de l'*Essai sur les Relations du Travail et du Capital*, nous montre que les réformes sociales qu'il souhaite ne sont dans son esprit qu'un couronnement de l'œuvre encore incomplète de la Révolution française. « Avec un juste sentiment de toute la mission de l'Etat, dit DUPONT-WHITE, nos grandes assemblées révolutionnaires... avaient dit : *Liberté, Egalité, Fraternité*, c'est-à-dire, non seulement le pouvoir sera l'élu de la Nation, non seulement il cessera de favoriser le patricien, mais encore il prendra sous son aile, il couvrira de sa protection cette immense majorité du peuple vouée jusque-là aux spoliations et aux avanies; à l'œuvre de la délivrance il ajoutera celle de la réparation. Or nous avons à cette heure l'égalité : c'est chose acquise que la ruine des castes, que le triomphe du niveau légal. Nous acquérons chaque jour plus de liberté, car chaque jour nous pronons plus de part à la collation et à la direction du pouvoir. Mais l'exercice de ce pouvoir pour le bien du plus grand nombre, son effort constant pour la réhabilitation des masses, la fraternité, en un mot, voilà ce qui manque à l'exécution du programme révolutionnaire. Est-ce assez que tous soient égaux devant la loi? Est-ce assez même que cette loi ne soit plus l'œuvre d'un homme ni d'une caste, si elle permet, sous prétexte de liberté, les oppressions qu'elle ne consacre plus, et si le

Présentation matérielle du manuscrit de Dupont-White. Quand il eut terminé la rédaction de son *Mémoire*, Dupont-White l'adressa à l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*, qui le conserve aujourd'hui encore dans ses archives. C'est là que nous avons pu le consulter (139).

Le *Mémoire* de Dupont-White est un manuscrit de 176 pages. Conformément au règlement du concours il n'est pas signé, mais porte seulement une devise : « *Non quis, sed quid* » (140). Il est daté du 30 septembre 1844. La plus grande partie en est écrite par une main autre que celle de Dupont-White, facilement lisible, mais sans caractère et bien décevante pour un graphologue, — peut-être celle de sa femme. — Dupont-White a fait de sa main de nombreuses corrections et additions, et la fin a été directement écrite par lui. L'orthographe est souvent archaïque, parfois nettement incorrecte. De jolis petits rubans roses, aujourd'hui quelque peu fanés, relient les feuillets entre eux. On sent avec quel soin Dupont-White a couvé sa première œuvre. On devine avec quelle fierté il l'a terminée, avec quelle émotion anxieuse il l'a envoyée à l'*Académie*.

Les concurrents de Dupont-White Celle-ci reçut cette année-là, pour le concours qui nous occupe, trois *Mémoires* différents. Celui de Dupont-White porte le numéro 2. Parmi les deux autres l'un se composait de quelques pages au plus. Ni l'un ni l'autre ne présentaient d'intérêt. Quelques phrases déclamatoires, et un

droit du plus fort, banni des institutions, peut revivre spontanément et se déployer tout à l'aise dans des mœurs et dans des œuvres nouvelles. » (*Trav. et Cap.*, pp. 4 et 5).

(139) Grâce à l'extrême obligeance du regretté Charles LYON-CAEN, secrétaire perpétuel de l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*; de M. DE MONTFORT, archiviste de l'Institut; et de M. GÉNÉRÈS. Qu'il nous soit permis de leur en exprimer ici notre vive et respectueuse reconnaissance.

(140) Peut-être une devise des Eclectiques, qui faisaient profession de prendre la vérité où elle se trouve, sans préjugé contre aucun auteur ni aucune époque.

simple rappel, sans aucune originalité, de quelques principes orthodoxes. Le Mémoire numéro 3 avait pris pour devise cette phrase de Malthus : « L'intérêt des hommes est, sous tous les rapports, de diminuer les effets de la fécondité ». Il se prononçait expressément contre l'intervention de l'Etat en matière de répartition :

« La législation, disait-il, doit-elle intervenir dans les rapports des capitaux avec le travail, personnifiés les premiers dans les entrepreneurs ou maîtres, les seconds dans les ouvriers ? Nous ne le pensons pas. Il nous paraît que la loi ne se doit préoccuper que de la conservation des droits de chaque membre de la société en face des attaques de la fraude et de la violence... La loi, par sa stabilité même, par les intérêts généraux qu'elle a en vue, est dans une radicale impuissance pour fixer d'une façon rationnelle le taux des profits ou celui des salaires... La loi, qui présente dans notre ordre civil l'image de l'immutabilité, ne saurait rendre que des oracles invariables sur les intérêts qui sont les plus mobiles. »

Le Mémoire numéro 1 était lui aussi de tendances libérales. Ainsi Dupont-White était le seul concurrent qui eût essayé de réagir contre l'orthodoxie (141).

Allait-on le lui pardonner ?

Le Jury : La composition du jury ne lui était pas
du Concours. défavorable. Il comprenait trois académiciens experts dans les questions sociales, et dont les opinions, très prudentes sans doute, étaient cependant exemptes de tout préjugé systématique. C'étaient Blanqui, Villermé et Passy.

Jérôme-Adolphe Blanqui (142), sans doute, était un dis-

(141) Encore une fois, réaction purement doctrinale, car sur le plan de la théorie, DUPONT-WHITE est disciple de RICARDO.

(142) Jérôme-Adolphe BLANQUI (né à Nice le 21 novembre 1798, mort à Paris, le 28 janvier 1854) était fils de Jean-Dominique BLANQUI (1759-1832), qui fut conventionnel, membre du *Conseil des Cinq-Cents* en 1795, sous-préfet de Marmande pendant les Cent-Jours. Il était frère d'Auguste BLANQUI, le révolutionnaire. Simple répétiteur à Paris, il suivit assidûment les cours d'Economie industrielle professés au *Conservatoire des Arts et Métiers* par Jean-Baptiste SAY, dont il devint promptement l'ami

ciple fervent de Jean-Baptiste Say, auquel il avait succédé en 1833 dans la chaire d'Economie politique au *Conservatoire des Arts et Métiers*. Mais il avait fait, en 1840, une grande enquête sur la condition des ouvriers dans le Nord de la France, qui l'avait rendu conscient de l'aspect social des questions économiques.

Villermé (1782-1863) (143) concluait son *Tableau de l'état physique et moral des Ouvriers* en disant :

« Si j'ai pu convaincre... qu'il est urgent de soumettre les grandes manufactures... à un règlement d'administration ou bien à une loi qui fixe un maximum à la durée quotidienne du travail des enfants, d'après leur âge, et empêcher ainsi l'abus, porté jusqu'à l'immolation, qu'on fait de ces malheureux, je n'aurais plus rien à désirer » (t. III, p. 367) (144).

Hippolyte-Philibert Passy (1793-1880), qui s'était orienté vers les études économiques à la lecture enthousiaste qu'il avait faite d'Adam Smith, était peut-être le plus orthodoxe (145) des juges de Dupont-White. « Pendant quarante années il a dirigé les travaux de la Section d'Economie Politique, — dit le *Dictionnaire* de Say et Chailley, — fournissant

et le collaborateur. A cette époque, il ouvrit un cours public à l'*Athénée*, et son succès fut tel qu'il devint successivement professeur d'histoire et d'économie industrielle à l'*Ecole Spéciale du Commerce* en 1825, et directeur de cette institution en 1830. En 1833, il succéda à J.-B. SAY comme professeur d'Economie politique au *Conservatoire des Arts et Métiers*. Il fit de nombreuses enquêtes et parcourut toute l'Europe. En 1846, ses idées sur la liberté commerciale lui valurent d'être élu député de l'arrondissement de Bordeaux. Il ne fut pas réélu en 1848. Citons ses deux ouvrages : *Histoire de l'Economie Politique en Europe depuis les anciens jusqu'à nos jours* (1837) et *Les Classes ouvrières en France*, Paris, 1848, 2 vol. in-8° (Bibliogr. n° 414 et 415).

(143) Pour plus de détail sur les doctrines de BLANQUI et de VILLERMÉ, nous renvoyons à la thèse de M. LÉON DUVOIR : *Recherche des tendances interventionnistes de quelques économistes libéraux français de 1830 à 1850*, Paris, 1901, qui consacre un chapitre à chacun d'eux.

(144) Pourtant, dans les passages qui suivent, il semble mettre surtout son espérance dans la bonne volonté des chefs d'établissements industriels.

(145) C'est lui qui écrivit, en 1848, un *Traité sur les causes de l'inégalité des richesses*. Ministre, en 1849, dans le premier ministère constitué par LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, il proposa le rétablissement de l'impôt sur les boissons, contre lequel DUPONT-WHITE avait tant protesté.

une grande partie des sujets de concours, lisant les mémoires des concurrents, toujours prêt à rédiger les rapports sur les prix et suscitant ainsi d'importants travaux en contribuant à donner une direction libérale aux études économiques. » Mais sa bonté naturelle et son esprit largement compréhensif étaient pour Dupont-White d'appréciables garanties de relative impartialité.

Dupont-White avait-il connu d'avance la composition de son jury ? Ce serait une explication plausible — quoiqu'elle ne s'impose point (146) — de la place importante que tiennent, dans ses mémoires, les œuvres des trois juges. Il les cite abondamment et ne leur ménage pas les louanges (147).

Le Mémoire de Dupont-White porte la trace de la lecture qu'en ont faite Blanqui et Villermé. Le troisième juge, Passy, n'a pas laissé, comme les autres, sa signature sur la première page. Mais il a sûrement eu le Mémoire en main, puisque c'est lui qui a été chargé de faire à l'Académie le rapport sur ce concours.

Le rapport de Passy.

Dans ce rapport, dont on peut lire le compte rendu au *Bulletin de l'Académie des Sciences Morales et Politiques* (148), Hippolyte Passy insiste sur l'intérêt du sujet choisi par l'Académie et indique les défauts des mémoires reçus :

« Ce n'est pas, dit-il, que la science n'ait constaté depuis longtemps les lois en vertu desquelles les capitaux et la main-d'œuvre reçoivent leur rétribution. Mais il reste à préciser les faits divers qui tantôt élèvent ou abaissent de concert la part qui leur revient dans les fruits de la production, et tantôt, au contraire, modifient et changent les proportions dans lesquelles cette part se répartit. De telles recherches sont d'un haut

(146) En effet, les trois académiciens avaient à cette époque un rôle de premier plan dans le monde de la pensée économique et sociale. Il était tout naturel que Dupont-White se référât à eux. Le contraire eût été étonnant.

(147) PASSY et VILLERMÉ surtout tiennent une grande place dans le mémoire de DUPONT-WHITE. BLANQUI n'est cité qu'une fois, comme commentateur de MALTHUS : (Cf. notre Index, *verbis* BLANQUI, PASSY, VILLERMÉ.

(148) 1^{re} série, tome 7, 1^{er} semestre 1845, p. 417.

intérêt, et ne sauraient manquer de répandre beaucoup de jour sur plusieurs parties essentielles de l'économie sociale. Le concours n'a pas eu les résultats que l'Académie s'en promettait. Trois Mémoires seulement lui ont été envoyés, et parmi ces Mémoires deux seulement méritent une véritable attention. Celui qui porte le numéro 2 [*c'est-à-dire celui de Dupont-White*] se distingue surtout par la connaissance des principes de la science et l'étude attentive des faits. Toutefois, quelques parties du sujet n'ont pas été traitées avec toute la supériorité désirable, et, dans l'examen des causes qui influent sur les rapports des profits avec les salaires, l'auteur n'a point attribué à chacune de ces causes sa juste part d'action. L'Académie... remet la question au concours pour 1847. » (149)

(149) Le *Bulletin de l'Académie des Sciences Morales et Politiques* du 1^{er} semestre 1846 (1^{re} série, tome 9, p. 449) rappelle pour 1847 le sujet du concours. Cette fois encore, l'Académie fut déçue. « Cette question, dit le rapport, déjà mise deux fois au concours, n'a été traitée qu'insuffisamment dans deux Mémoires, dont l'un, le n^o 1, mérite néanmoins d'être mentionné honorablement. L'Académie retire cette question du concours ». (*Bulletin de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*, 1^{er} trimestre 1847, 2^e série, tome 1, p. 469). Il nous a été impossible de retrouver le travail qui fut ainsi mentionné. Le Mémoire n^o 2 de ce concours de 1847 (qui porte la devise « *Ceci devrait être enseigné à l'école du village* ») avait pour auteur JOSEPH GARNIER, alors professeur d'économie politique à l'*Ecole Royale des Ponts et Chaussées*. Peut-être la première idée de ce Mémoire lui est-elle venue à la lecture de l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital* de DUPONT-WHITE, dont il donna un compte rendu dans le *Journal des Economistes* (Cf. Bibliographie n^o 277; voir inf. p. 456). Le jugement de l'Académie ne lui fut du reste pas plus favorable qu'il ne l'avait été deux ans plus tôt à DUPONT-WHITE. Pourtant son travail, sans être très original, renferme des vues intéressantes. JOSEPH GARNIER l'a publié par la suite sous le titre : *Etude sur la répartition de la richesse : Profits et Salaires* dans le *Journal des Economistes* (livraison d'octobre 1847, n^o 71, 1^{re} série, tome XVIII, p. 201 à 223, et livraison de janvier 1848, n^o 74, 1^{re} série, tome XIX, pp. 143 à 164). De ces deux articles, la librairie GUILLAUMIN a publié en 1848 un tiré à part, intitulé : *Etude sur les Profits et les Salaires : exposé des faits généraux qui règlent les rapports des profits avec les salaires et qui en expliquent les oscillations respectives*. C'est à cette brochure — qui se trouve à la Bibliothèque de la Faculté de Droit de Paris, — que nous renvoyons le lecteur dans toutes les références qui suivent.

GARNIER, en fait d'entrée en matière, montre les lacunes que comporte, dans le problème qui nous occupe, l'œuvre des grands économistes (RICARDO, MALTHUS, SAY, SIMONDI). Seul SMITH a dit « d'excellentes choses » sur la matière, mais ces indications sont fugitives, éparpillées dans son œuvre (p. 3). Il importe donc de les compléter et de les classer. GARNIER fait un louable effort pour analyser, d'une façon aussi précise et concrète que possible, la notion de salaire et celle

Ainsi Dupont-White ne fut jugé digne d'aucune récompense. Faut-il accuser ses juges de parti pris? Avouons que leur impartialité avait été mise à rude épreuve. Comme nous l'avons dit, nos trois académiciens avaient, pour leur époque,

de profil (Cf. en particulier pp. 4, 5, 6 et 34). Puis il étudie les lois qui président au salaire et analyse les besoins divers qu'il doit permettre de satisfaire. Cette analyse, « les maîtres d'école devraient être autorisés à l'enseigner en même temps que les commandements de Dieu et les commandements de l'Eglise » (p. 13). La loi des salaires, selon GARNIER, n'est pas, comme le dit RICARDO, le minimum nécessaire à la subsistance ouvrière, mais bien l'offre et la demande. La formule en est donnée par COBEN, qui dit : « Quand deux ouvriers courent après un maître, les salaires baissent ; ils haussent quand deux maîtres courent après un ouvrier » (p. 13). ADAM SMITH, du reste, avait déjà remarqué que le prix courant du travail ne suit pas les fluctuations du prix des denrées, que le salaire est beaucoup plus stable que le coût de la vie ouvrière.

Suivent quelques curieux passages sur des catégories spéciales de salaires. Comment se fait-il que la profession de soldat, pourtant « une des plus dangereuses et des plus insalubres, est une des plus mal payées? Il est facile de répondre d'abord que la profession de soldat est soumise à un maximum ou plutôt à un minimum légal; ensuite que si ce minimum suffit à y attirer des hommes en grande quantité, c'est parce que cette profession a tous les attraits qui conviennent à la jeunesse, et que précisément l'un de ces attraits, c'est le danger. Mais disons tout : quand ces malheureux enfants ont grandi sous les drapeaux, quand les idées sérieuses leur viennent, quand ils voient de près l'intrigue qui anime cet ensemble d'hommes, et les tristes mobiles dont ils sont souvent les jouets, des larmes et des regrets sont la conséquence d'une première illusion. La mission du soldat qui part pour défendre son pays est grande et noble; le métier de soldat est au contraire une triste profession » (p. 19). Et voici maintenant pour les intellectuels : « Dans notre état social, rien n'est plus rare qu'un savant qui s'enrichit uniquement par les sciences, car ce n'est toutefois en considération. Notre société est donc en désaccord avec les doctrines de ceux qui voudraient récompenser les travailleurs en raison directe de leurs capacités (il s'agit des FOURIÉRISTES, probablement, ou plutôt encore des SAINT-SIMONIENS), mais plus en harmonie avec la doctrine communiste, qui tend à limiter l'aristocratie du talent et à ne lui donner qu'une haute paye de considération, en vertu de ce principe qu'un Newton n'a pas besoin de manger plus que le premier producteur venu, et qu'il est déjà bien heureux d'exercer un si éclatant monopole » (p. 24).

Après avoir posé la loi des salaires, GARNIER passe à celle des profits. « Les profits, dit-il, s'élèvent ou s'abaissent en raison inverse de la quantité des capitaux qui se présentent pour exploiter une branche d'industrie, et en raison directe des emplois que l'industrie leur offre. »

Ceci dit, c'est maintenant seulement, en rapprochant les deux lois, qu'il a d'abord posées séparément, que GARNIER (qui procède ainsi à l'inverse de DUPONT-WHITE), va s'efforcer de déterminer quels sont les rapports des profits et des salaires. Il ne pense pas qu'il y ait néces-

l'esprit relativement fort large, exempt de dogmatisme systématique (150). Ils étaient ouverts aux préoccupations sociales. Mais enfin, tout, dans le *Mémoire* de Dupont-White, choquait

sairement entre eux une « hostilité constitutionnelle », bien que plusieurs écrits, parmi lesquels GARNIER cite l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, de DUPONT-WHITE (p. 13 note et p. 34 note), à côté de l'*Organisation du Travail* de Louis BLANC, « aient été rédigés sous l'inspiration de cette erreur ». Quoi qu'en dise Ricardo, il est faux que « la hausse des profits résulte uniquement de la baisse des salaires ». Alors même que leurs variations seraient toujours en sens contraire, l'hostilité directe ne serait nullement prouvée : « Qu'est-ce en effet qui rend les profits bas? L'abondance des capitaux. Qu'est-ce qui fait les salaires hauts? Toujours l'abondance des capitaux. La même cause produit deux résultats parallèles, sans hostilité, sans que l'un de ces résultats soit cause de l'autre » (p. 34).

En matière de politique économique, Joseph GARNIER se déclare hostile à l'intervention de l'Etat : « Une immense erreur consiste à croire que le règlement de toutes choses appartient au gouvernement d'une nation; que tout, dans les institutions sociales, peut être l'objet de la protection administrative, et que le corps public n'est qu'une charpente inerte dans laquelle un gouvernement peut et doit tailler conformément à des plans et à des devis qu'il se fait, à une seule condition — du moins dans les pays constitutionnels —; que l'opinion qui lui prête force et concours appréciera l'avis de ses architectes. On ignore généralement que le corps social est au contraire doué d'une vie qui lui est propre; qu'il a besoin, pour se développer, d'une liberté complète; et que le devoir de ceux qui sont à la tête des hommes est de veiller à ce que cette liberté ne soit pas violée... » (p. 39).

Joseph GARNIER se prononce contre toute « réglementation mercantile ». Il condamne la protection douanière, les coalitions patronales (que la loi tolérât alors, tandis qu'elle punissait sévèrement les coalitions ouvrières); les lois sur l'usure (que la Chambre des députés, en 1836, a refusé d'abroger, « faute probablement d'avoir lu Turgot et BENTHAM ») (p. 44); la législation industrielle; la *poor law*. Il consent seulement à hésiter sur les lois qui tendent à modérer le travail des enfants dans les manufactures, auxquelles il reconnaît « un but fort louable », mais dont il « attend avec une vive anxiété les résultats » (p. 44).

En terminant, JOSEPH GARNIER regrette de n'avoir pas pu prendre connaissance des additions de MAC CULLOCH dans sa troisième édition des *PRINCIPES D'ECONOMIE POLITIQUE* et d'une leçon inédite de SENIOR : « J'ai tout lieu de croire, dit-il, que ces deux savants économistes ont jeté de vives lumières sur ce sujet fondamental » (p. 46).

(150) Une lettre d'Hippolyte Passy à DUPONT-WHITE, datée du 29 avril 1845 et conservée par le Colonel CARNOT (Bibliogr. n° 139), nous est du reste la preuve de la bienveillance relative dont notre économiste était l'objet de la part de son rapporteur :

« J'ai remis votre manuscrit, écrit Passy, au secrétariat, où vous pourrez en prendre communication. La question sera remise au concours pour l'année prochaine, et vous ferez bien, je pense, de représenter votre travail après l'avoir modifié. Peut-être une conversation avec moi,

leur prudence, leur sens de la mesure, leur respect des autorités : et le pessimisme radical du jeune concurrent (pour qui l'hostilité des salaires et des profits était essentielle et insurmontable en régime libéral); et ses attaques violentes contre l'école de Ricardo, « cette secte d'économistes qui s'est vouée au panégyrique du statu quo » (151); et plus encore peut-être sa conclusion politique, qui posait le principe d'une intervention de l'Etat en matière sociale sans lui fixer aucune limite (152).

en fixant votre attention sur quelques points... du sujet, pourrait vous être de quelque utilité. Dans le cas où vous en jugeriez ainsi, je serai tout à votre disposition. Votre tout dévoué secrétaire : H. Passy. »

PASSY avait compté sans le chatouilleux orgueil du jeune économiste, et sans sa hâte de livrer son étude au public!

Quant à BLANQUI, nous n'avons de lui qu'une lettre du 29 juin 1846 (*Bibliogr.* n° 147) postérieure par conséquent à la publication de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* que DUPONT-WHITE lui avait sans doute envoyé. « Je ne suis pas de votre avis en toutes choses — écrit l'ancien juge à l'ancien concurrent — mais je suis d'avis que vous êtes, en économie politique, un homme net, clair, précis, droit, un écrivain élégant et original, et que votre livre est supérieur aux trois quarts des plus vantés parmi les livres nombreux que la science voit naître chaque jour ».

Quelques mois plus tard, à la suite de sa polémique avec JOSEPH GARNIER « sur la doctrine et le caractère de Malthus » dans le *Journal des Economistes* (*Bibliogr.* n° 5), BLANQUI félicitera à nouveau DUPONT-WHITE et, dans une lettre datée du 28 novembre 1846 (*Bibliogr.* n° 152), il lui annoncera son intention de rendre compte à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, à la fois de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* et de la lettre sur MALTHUS.

Il semble donc bien que l'on ne puisse parler d'un parti pris quelconque des juges de l'Académie contre DUPONT-WHITE.

(151) *Prof. et Sal.*, p. 120; *Trav. et Cap.*, p. 22.

(152) L'ordonnance du Mémoire invite du reste le lecteur à prêter à DUPONT-WHITE un interventionnisme beaucoup plus large, beaucoup plus énergique et radical que celui qu'il adoptera par la suite.

En effet, le manuscrit commence d'abord par faire un procès extrêmement sévère du régime libéral : injuste monopole du propriétaire foncier, crises périodiques, misère ouvrière irrémédiable, accroissement progressif de l'inégalité des fortunes; telles en sont les inévitables conséquences. Après cela, DUPONT-WHITE pose le principe de l'intervention de l'Etat; puis il en reste là, sans rien développer, de peur de sortir de son sujet. Il ne nous dit pas quelle sera exactement la tâche de l'Etat. Qu'allons-nous alors très facilement supposer? Que notre économiste, qui a présenté le régime actuel comme radicalement mauvais, donne à l'Etat mission de le modifier radicalement, de faire, en quelque sorte, une révolution légale.

Etait-ce bien là, en 1844, la tendance de DUPONT-WHITE, comme l'a cru JOSEPH GARNIER? Nous ne le croyons pas, et nous aurons plus loin

**Les défauts du Mémoire
de Dupont-White**

D'ailleurs — aux juges eux-mêmes ne faut-il pas rendre justice?

— nous devons reconnaître que, toute critique d'opinion mise à part, — le *Mémoire* de Dupont-White n'est pas sans mériter quelques reproches. Le plan, d'abord, est peu net, insuffisamment et assez mal construit; l'enchaînement des idées laisse souvent à désirer; l'introduction et la conclusion sont trop longues, parlent de trop de choses et font, dans une large mesure, double emploi l'une avec l'autre (153). Certains passages, qui développent une suite d'enchaînements déductifs absolument abstraits et irréels, sont presque illisibles (154). Le sujet proposé par l'Académie comportait-il la longue étude que Dupont-White a consacrée à la rente? Cela peut sembler douteux, surtout quand lui-même réserve exclusivement le terme de profits aux bénéfices industriels, et ne voit dans le fermage qu'un troisième larron, lequel vient, lors du processus de répartition, réclamer sa part aux dépens des profits et des salaires.

Au contraire, sur des points importants — comme l'influence, en matière de répartition, du développement du machinisme, ou bien encore les causes, la nature et les effets sociaux des crises, et les remèdes préventifs et curatifs qu'elles comportent, — notre économiste, dans son *Mémoire*, est resté beaucoup trop bref. Il s'est contenté de hasarder des hypothèses et de poser des questions sans y répondre.

l'occasion de nous en expliquer. (Cf. inf. p. 456 sqq.). Toutefois ses idées, quant aux limites de l'intervention de l'Etat, sont encore, à cette époque, probablement très imprécises. Il s'est contenté de jeter l'idée de l'appel aux pouvoirs publics sans creuser autrement la question. C'est un an plus tard seulement qu'il réalisera vraiment ce que le libéralisme a d'irréductible et qu'il élaborera un programme pratique en tenant compte de cette idée. (Cf. *De l'Intervention de l'Etat dans les Relations du Travail avec le Capital*, in *Journal des Economistes*, janvier 1846, et *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, 1^{er} semestre 1846. Bibliogr. nos 3 et 4.)

(153) Le principe de l'hostilité des profits et salaires, les réponses aux objections contre ce principe, les exceptions et tempéraments qu'il comporte sont développés par deux fois. (*Prof. et Sal.*, p. 9 sqq. et p. 136 sqq.; *Trav. et Cap.*, chapitre II et chapitre XIX).

(154) Par exemple, p. 17 et suivantes (Passage qui fut supprimé dans *Trav. et Cap.*).

Tout en laissant à Dupont-White sa pleine liberté de conclure comme il l'entend, ses juges pouvaient d'ailleurs lui reprocher des flottements, presque des contradictions internes. Le principe de l'hostilité économique du travail et du capital est-il conciliable avec la théorie des salaires de Dupont-White, qui les dit en raison directe du volume des capitaux offerts pour l'investissement industriel? D'où proviendraient ces capitaux sinon, avant toutes choses, des profits (155)? Au reste, quelle est au juste, pour Dupont-White, la loi des salaires? Est-ce, comme pour Ricardo, le minimum de subsistance, ou, comme pour Adam Smith, l'offre et la demande? (156). Dupont-White, — semble-t-il, — dans son désir systématique de pousser les choses au pire, soutient d'abord, selon Ricardo, que jamais le salaire ne saurait s'élever au-dessus du minimum de subsistances; puis il se tourne vers Adam Smith pour affirmer que le salaire descend au-dessous de ce minimum chaque fois que les prix des grains capitaux s'élèvent par rapport au quotient $\frac{\text{population}}{\text{population}}$.

Les lois dynamiques que pose Dupont-White laissent place à un doute analogue : il commence par dire que le salaire est en raison inverse de la population; puis, partant de là, il nie vigoureusement que, comme l'a dit Malthus, la population ait une tendance irrésistible à s'accroître; tandis qu'en même temps il affirme non moins vivement que le salaire a une tendance profonde à diminuer...

(155) DUPONT-WHITE semble avoir vu l'objection. Mais la réponse qu'il donne dans son Mémoire (p. 28 sqq.; supra, p. 350) est tout à fait insuffisante. Dans l'*Essai sur les Relations...* il répondra beaucoup mieux, mais en affaiblissant singulièrement la portée du principe d'hostilité (infra p. 420 sqq.).

(156) Sur les différentes conceptions de la loi des salaires chez les classiques anglais, nous renvoyons le lecteur à une récente étude allemande, courte mais très documentée : *Lohnfondstheorie und chernes Lohngesetz, eine Untersuchung der Lohntheorien von Adam Smith, Malthus, Ricardo und John Stuart Mill*, Inaugural Dissertation zur Erlangung der Wirtschaftswissenschaftlichen Doktorwürde der Handelshochschule Mannheim, eingereicht von Diplom-Kaufmann Otto Schörry, aus Frankenthal (Pfalz), Mannheim, 1934, 63 pages. Cette petite brochure contient une abondante bibliographie allemande sur la question,

Sans doute ces contradictions ne sont peut-être qu'apparentes, il n'est pas toujours impossible de les résoudre; on peut croire, par exemple, à la loi d'airain et à la tendance radicale des salaires à la baisse, tout en rattachant en principe leur taux au mécanisme de l'offre et de la demande; et cela même lorsqu'on nie que la loi de la population condamne nécessairement l'offre de travail à dépasser constamment la demande. En effet, d'autres facteurs peuvent intervenir pour déprécier la main-d'œuvre, en particulier : la concurrence des machines, les crises, l'inégalité des contractants dans le contrat de travail, etc...

Cette solution des apparentes contradictions du système de Dupont-White se dégagera, assez nettement, de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Mais, dans le Mémoire sur les *Profits et les Salaires*, elle apparaît très imparfaitement. Et les juges de Dupont-White n'étaient point obligés de pressentir des vues qui, — même dans la pensée de leur auteur — n'étaient pas encore précises, et qu'il formulait à peine dans quelques phrases éparses.

SECTION II.

L'ARTICLE DU « JOURNAL DES ECONOMISTES » SUR L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LES RELATIONS DU TRAVAIL AVEC LE CAPITAL (1846)

(Bibliographie n° 3)

Dupont-White dut ressentir amèrement son échec. Pour se consoler, comme tous les candidats évincés, il lui chercha sans doute des explications à son honneur : en l'occurrence, il ne lui était point difficile d'en trouver de plausibles, sinon d'exactes.

Quoi qu'il en soit, notre jeune économiste ne se découragea nullement. L'Académie n'a pas voulu reconnaître les mérites de son Mémoire? Le public en sera juge. Il décide de l'éditer, mais en le remaniant, en l'élargissant. Il ne va plus considérer seulement « les rapports des profits aux salaires », mais, d'une façon générale, « les relations du travail avec le capital ».

Quelle joie pour Dupont-White d'écrire maintenant sans se sentir tenu de respecter les limites d'un sujet trop étroitement formulé! Rien ne l'empêche plus de s'abandonner à son penchant naturel pour les grandes idées, les vastes problèmes. Et d'abord il va développer, préciser, définir davantage cette doctrine de l'intervention de l'Etat, qui formait la conclusion pratique de son Mémoire, et qui peut-être lui a fait perdre le prix.

C'est ainsi que naquit, quelques mois avant la parution

de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (1), un article intitulé : « *De l'intervention de l'Etat dans les Relations du Travail avec le Capital* », que Dupont-White réussit à faire publier dans le *Journal des Économistes* (2).

La rédaction du journal ne l'accepta qu'en spécifiant qu'elle « faisait des réserves ». Pourtant l'article est à mille lieues d'être aussi audacieux que nous pourrions nous y attendre. Dès l'abord, Dupont-White s'aperçoit que l'intervention de l'Etat n'est pas une panacée :

« Il ne peut pas, dit-il, être question ici de spécifique : le mal a des causes trop diverses pour céder à l'action d'un seul remède; il a des racines trop profondes pour se laisser extirper entièrement. » (3)

Les limites naturelles à l'intervention de l'Etat. Il s'agit principalement de remédier aux trois facteurs de la misère ouvrière : vilété du salaire, cherté des subsistances, excès de la population. Si l'on se borne à combattre l'un d'entre eux — comme fait par exemple « la

(1) Nous essayons plus loin de déterminer — dans la mesure où les documents nous le permettent — dans quel ordre furent composées les différentes parties de l'*Essai sur les Relations*... Cf. infra, chapitre II, section IV, p. 457.

(2) *De l'Intervention de l'Etat dans les Relations du Travail avec le Capital*, article dans *Le Journal des Economistes* de janvier 1846, 1^{re} série, tome 13, p. 146 à 155 (Cf. notre Bibliographie n° 3). L'article parut avec la note suivante du Directeur en chef : « Fragment de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* actuellement sous presse. En reproduisant cette opinion, la rédaction du Journal des Économistes s'empresse de faire ses réserves ».

Le Directeur en chef du *Journal des Economistes* était alors JOSEPH GARNIER. Il avait succédé dans ce rôle, en 1845, à Hippolyte DUSSART, et devait le remplir pendant 10 ans, jusqu'en 1855.

La relative bienveillance de GARNIER pour les écrits hérétiques a eu d'autres bénéficiaires que DUPONT-WHITE. C'est Joseph GARNIER qui arrêta les poursuites déjà presque intentées contre PROUDHON, à l'occasion de son *Premier Mémoire sur la Propriété*, et qui plus tard insista auprès de l'éditeur GUILLAUMIN pour que celui-ci acceptât d'éditer les *Contradictions Economiques*. (Cf. GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques*, édition 1929, p. 346.)

L'article de DUPONT-WHITE a été intégralement reproduit, avec seulement quelques légers remaniements de style, dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, p. 393 à 419.

(3) *Journal des Ec.*, p. 146; *Trav. et Cap.*, p. 393.

théorie des ateliers nationaux » qui se préoccupe uniquement d'élever les salaires (4), — les deux autres facteurs pourront venger la nature, détruire le résultat que l'on a cherché, ramener le mal par une autre voie.

« A quoi bon régler le taux des salaires, si l'on ne règle en même temps le prix des denrées contre lesquelles il s'échange ? A quoi bon fixer le prix des denrées alimentaires, si l'on ne fixe en même temps l'étendue du terrain qui doit y être consacrée, à l'exclusion des autres produits non tarifés ? A quoi bon enfin toutes ces précautions, si les mariages restent libres, c'est-à-dire si la classe à laquelle s'adressent ces nouveautés peut encombrer le pays de plus d'ouvriers qu'il n'y a d'ouvrage et de pain ? » (4 bis).

Ainsi, chaque intervention, pour être efficace, en exige une cascade d'autres... Faut-il alors tout réglementer, non seulement les salaires, mais encore le prix des denrées, et même le nombre des mariages ? — Ici l'on se heurte à des obstacles naturels, à « l'indomptable indépendance des actes les plus intimes... de la vie humaine » (5), à « cette loi si certaine de l'offre et de la demande » qu'aucun tarif n'est « capable de neutraliser » (6). Serait-elle possible, d'ailleurs, que cette in-

(4) Ici DUPONT-WHITE cite le livre de Louis BRASC : *De l'Organisation du Travail : Journal des Ec.*, p. 146; *Trav. et Cap.*, p. 394. Parlant du système des ateliers nationaux : « Il semble — dit Dupont-White — qu'il y ait là une manière infaillible d'élever les salaires, sans recourir à l'entreprise exorbitante d'un tarif. Trompeuse apparence ! Suffit-il d'élever le prix pécuniaire du travail, si l'on n'avise aux moyens d'en assurer l'échange équitable contre les choses de première nécessité qui sont à l'usage du travailleur, et de prémunir celui-ci contre l'excessive fécondité de ses unions ? Tel est le vice d'une conception ingénieuse entre toutes. Moins préoccupée des entreprises du capitaliste, elle eût démêlé que le péril n'est pas là tout entier, et que la classe ouvrière doit compter en outre, soit avec le monopole du propriétaire, soit avec sa propre intempérance ». (*Journ. des Ec.*, p. 146; *Trav. et Cap.*, p. 394).

(4 bis) *Journal des Ec.*, p. 146; *Trav. et Cap.*, p. 393.

(5) *Journal des Ec.*, p. 147; *Trav. et Cap.*, p. 397.

(6) *Journal des Ec.*, p. 147; *Trav. et Cap.*, p. 396. L'Etat, dit DUPONT-WHITE, est « impuissant » à fixer les prix des produits alimentaires ou le taux des salaires par un tarif : « Tout besoin en répudiera les avantages, comme toute supériorité en éludera les obligations, et le tarif aura d'autant moins d'effet que le besoin sera plus pressant, la supériorité plus dominatrice; on voit tout d'abord le rôle qu'il jouerait dans les transactions du travailleur et du capitaliste ». (*Ibid.*).

gérance universelle des pouvoirs publics répugnerait à ceux-là même qu'elle prétendrait protéger, comme elle répugne à Dupont-White. « CONÇOIT-ON UNE SOCIÉTÉ TOUT ENTIÈRE SOUMISE A L'EXERCICE, PÉNÉTRÉE, FOUILLÉE A TOUTE RÉQUISITION, COMME LA BOUTIQUE D'UN DÉBITANT? ARRIÈRE CES ÉNORMITÉS! LES LOIS HUMAINES ONT MIEUX A FAIRE... » (7).

Dupont-White s'aperçoit que de fil en aiguille le principe interventionniste qu'il a posé l'entraînerait facilement et logiquement jusqu'au socialisme. Mais alors il a un énergique sursaut de recul : Rien ne lui déplaît comme les Sectes; rien ne répugne à son esprit pragmatiste et réaliste comme leurs systèmes rigides : constructions purement artificielles d'esprits purement géométriques... Rien n'est plus contraire à sa conception de la nature humaine et à sa Philosophie de l'Histoire que l'idée d'une révolution radicale. Rien surtout n'est plus cher à son cœur d'humaniste que l'indépendance de la Personne Humaine...

En somme — explique-t-il prudemment — « le principe d'intervention sociale, pour être philanthropique, n'est pas absolu...; ce droit, pour être celui de l'Etat, n'est pas illimité » (8).

Et Dupont-White conclut assez nettement que l'Etat ne peut intervenir directement dans les relations du travailleur et du capitaliste. « Intervenir avant » la lutte, en dotant l'ouvrier d'une solide instruction primaire; « intervenir après » la lutte, en assistant les victimes ouvrières, au moyen de ressources tirées d'une contribution spéciale sur l'industrie, c'est là « toute sa mission » (9) :

« Inculquer à la classe inférieure un ensemble de connaissances et de principes destinés à la guider sur le terrain de la production, à la soutenir dans le combat de la vie; frapper d'un impôt les classes élevées, et en appliquer le produit à l'assistance ou à la récompense du travail, tel est le programme où doit se renfermer l'intervention de l'Etat. Il ne s'agit, on le voit,

(7) *Journal des Ec.*, p. 147; *Trav. et Cap.*, p. 397.

(8) *Journal des Ec.*, p. 147; *Trav. et Cap.*, p. 397.

(9) *Journal des Ec.*, p. 148; *Trav. et Cap.*, p. 398.

que de doter plus amplement le budget de l'instruction du peuple, et de créer, avec une contribution spéciale sur l'industrie, des ateliers de travaux publics et des institutions de secours et de prévoyance. » (10)

**Dupont-White ancêtre
du parti radical-socialiste**

Et voilà donc à quoi se réduit tout le programme de réformes de notre socialiste (11)! On est tenté, à son propos, de songer à ce que devait être plus tard le radicalisme français. Par combien de côtés Dupont-White fut-il, avant l'heure un radical-socialiste! Il en a presque tous les caractères (12) ; un moralisme civique, d'inspiration rationaliste; un conservatisme social foncier, mais qui tient aux étiquettes avancées; un attachement quasi-réligieux aux souvenirs de

(10) *Journal des Ec.*, p. 148; *Trav. et Cap.*, p. 398 et 399.

(11) Après une critique radicale du régime capitaliste, et une véhémenté dénonciation de ses maux, considérés comme de nature *structurale* (=essentiels au régime), nous attendions un *plan* de reconstruction économique; DUPONT-WHITE ne nous propose qu'un timide *programme* de réformes. Sur ces notions, et sur les imprécisions des termes du vocabulaire moderne (*structure, doctrine, plan, programme*) qui servent à les désigner, nous renvoyons aux travaux de notre maître M. Henri NOYELLE, professeur d'Economie Politique à l'Université de Caen : d'abord son étude sur *Les Plans de reconstruction économique et sociale à l'étranger et en France*, in *Revue d'Economie Politique*, sept.-oct. 1934, p. 1595. Puis une série d'articles beaucoup plus courts parus dans *l'Europe Nouvelle* des 3, 10 et 17 août 1935, en particulier celui qui a pour titre : *Le « Rassemblement pour le plan » et l'équivoque du planisme* (livraison du 10 août).

(12) Il y a toutefois, bien entendu, des nuances entre la pensée de DUPONT-WHITE et celle des radicaux-socialistes. En particulier — et c'est important! — son républicanisme est beaucoup moins sincère et profond que le leur. La République tente DUPONT-WHITE, mais il en a peur. Vers la fin de sa vie en particulier, il semble qu'il ne l'ait guère préconisée que comme un pis-aller, nécessaire à cause de la division des monarchistes. — D'autre part, on peut dire que les classes moyennes, celles des « petits », sont à la fois l'idéal et le soutien des radicaux-socialistes. « Tout le programme [économique] du radicalisme, dit TIMBAUDER, consiste à majorer, sous une auréole mystique, une épithète, l'épithète « petit » (*La République des Professeurs*, p. 259). Au contraire, DUPONT-WHITE, tout en protestant que l'on doit réserver à tous de larges possibilités d'ascension sociale, place, à la fin de sa vie, tout son espoir dans « les classes supérieures » et réclame pour elles la *leadership* politique.

1789 (13); toute la phraséologie redondante de la Souveraineté Nationale; une mystique de la Liberté de Conscience et de la Laïcité (14); un nationalisme jacobin (15), qui tient la France pour une missionnaire, dépositrice et annonciatrice de nouvelles valeurs absolues; enfin l'amour de la centralisation et de cette justice minutieuse, un peu desséchante, qui résulte d'une réglementation administrative très poussée dans le détail, avec multiplicité des statuts légaux, des contrôles superposés, des garanties juridiques... (16). A tous ces points de vue, Dupont-White n'est-il pas l'ancêtre du parti qui a dominé la politique française pendant la Troisième République?

Pour en revenir au domaine de la politique sociale, le père du radicalisme, Léon Bourgeois, a commencé (en affirmant la solidarité de tous, fondée sur le quasi-contrat), par poser un principe extrêmement hardi : de quoi bouleverser la société de fond en comble. Puis, comme Dupont-White, il n'a pas tiré, de ce principe, qu'il avait pris comme point de départ, toutes les conséquences pratiques qu'on en pouvait attendre. En fin de compte, le radicalisme, au point de vue économique, c'est un réformisme assez timide. Mais n'est-il pas curieux de remarquer que les deux points sur lesquels il a toujours particulièrement insisté, les deux missions de l'Etat qu'il s'est principalement, et avec acharnement, efforcé

(13) Voir par exemple dans *Ind. et Et.*, 1^{re} édition, p. 40 : « Liberté, Égalité, Fraternité, grandes paroles s'il en fut... Les révolutions disent de ces choses, à leur éternel honneur... Nous avons dit les trois noms de tout le Droit connu ou concevable, etc... ». Nous avons choisi cette citation au hasard. Les éloges de la Révolution de 1789, qui a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire de l'Humanité, abondent sous la plume de DUPONT-WHITE. Mais pour lui, la Révolution Française, qu'il invoque, ce n'est pas tant l'abolition de la monarchie que l'abolition des castes. La nuit du 4 août compte plus à ses yeux que le 14 juillet ou le 10 août. Il est plus sociologue et économiste que théoricien politique : la structure profonde de la société politique l'intéresse plus que sa forme.

(14) Mais sans aucun anticléricalisme sectaire. Nous renvoyons à ce sujet à l'appendice n° 1 de notre tome second.

(15) Voir ce que nous disons *infra*, chapitre III, section IV, paragraphe D, page 617.

(16) Cf. la complaisance avec laquelle DUPONT-WHITE décrit les lenteurs et complications administratives pour l'établissement d'un abat-toir. *Central.*, 3^e édition (*Bibliogr.*, n° 72), p. 64 à 70.

de développer, sont précisément celles que Dupont-White mettait en vedette : l'enseignement public et l'assistance publique?

**Réformes
scolaires**

En matière d'enseignement, Dupont-White se prononce en faveur de l'obligation (il invoque sur ce point l'exemple de la Prusse) avec comme corollaire non seulement la gratuité, mais encore l'indemnisation du père de famille pour le manque à gagner des enfants qui restent à l'école passé dix ans (17). Il demande aussi (et là il se réfère à un discours de lord John Russel au Parlement anglais), « que l'on fasse aux instituteurs un sort plus avantageux et plus assuré » (18) et qu'on leur étende les avantages des professeurs de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire : « une perspective d'avancement, un avenir de retraite, la juridiction de ses pairs pour chaque membre du corps enseignant » (19).

Objectera-t-on l'énormité de la dépense? A grand renfort de chiffres et de calculs, Dupont-White montre que ce n'est point là un obstacle insurmontable. D'ailleurs, l'Etat peut-il refuser de faire des sacrifices sérieux pour l'enseignement primaire qui compte ses élèves par millions, tandis qu'il se montre si généreux pour les Universités, pour les collèges, pour les musées, pour les lettres et les arts aristocratiques?

« Quoi! s'écrie Dupont-White, la subvention de l'Académie Nationale de Musique serait une charge publique, et l'on refuserait ce caractère à l'éducation du peuple? La place du riche à l'Opéra serait défrayée en partie par la communauté toute entière, et celle de l'enfant pauvre sur les bancs de l'école resterait à la charge de sa famille? » (20)

(17) Sauf toutefois des exceptions « que les Conseils municipaux pourraient prononcer à l'égard des familles réputées capables de nourrir leurs enfants à l'école » (*Journal des Ec.*, p. 150; *Trav. et Cap.*, p. 405.)

(18) *Journal des Ec.*, p. 148; *Trav. et Cap.*, p. 400. La moyenne du traitement annuel des instituteurs ne dépassait pas alors 454 francs. Ils n'avaient pratiquement point de retraite (G. RENARD : *Histoire de la Révolution de 1848*, p. 164.)

(19) *Journal des Ec.*, p. 149; *Trav. et Cap.*, p. 402.

(20) *Journal des Ec.*, p. 152; *Trav. et Cap.*, p. 407.

Le programme scolaire de Dupont-White est, surtout pour son époque, assez hardi. Toutefois, il tient à nous prévenir qu'il n'y faut pas voir, de sa part, « un acquiescement implicite de ces théories insensées qui investissent l'Etat de tous les biens comme de tous les pouvoirs, et qui l'érigent en pourvoyeur de tous les besoins, en dispensateur suprême de toute richesse et de tout travail » (21). — Décidément, le *Journal des Economistes* pouvait bien accepter cet article...

Du développement de l'instruction primaire, Dupont-White attend une grande amélioration du sort des classes ouvrières.

« Non seulement les hommes supérieurs, nés parmi le peuple, y puiseront de quoi monter plus haut, mais la moyenne des esprits, mais la majorité qui doit perpétuer cette classe y gagnera le surcroît de prudence et de combinaison dont elle a besoin à chaque pas. Ce qu'elle verra plus nettement, elle le pratiquera plus volontiers, et les effets dûment connus d'une conduite déréglée, du salaire gaspillé, des unions précoces (22), des mariages trop féconds n'en auront que plus de chance d'être évités et neutralisés. Le maître aura en face de lui un ouvrier plus laborieux et plus économe, c'est-à-dire plus capable de débattre son salaire et de se suffire, en attendant des conditions équitables. Cet ascendant que le maître exerce sur les vices d'un ivrogne, sur les besoins d'un père de famille, ces avances de salaire qui assurent sa domination, et qu'a si justement flétries M. Villermé, tout cela lui échappera le jour où les qualités d'ordre et de prudence viendront à l'ouvrier. Que si le travailleur succombait quelquefois dans cette lutte contre l'intermittence des salaires et contre la misère qui en découle, l'éducation qu'il a reçue le sauverait au moins de ces conséquences de mortalité et de dépravation qui sont inhérentes à l'in-

(21) *Journal des Ec.*, p. 151; *Trav. et Cap.*, p. 407.

(22) DUPONT-WHITE voit ici dans l'enseignement primaire un moyen de restreindre l'accroissement de la population. Dans un autre de ses écrits (1867) il semblera admettre, tout au contraire, que « si l'on dépensait quelques centaines de millions pour l'enseignement primaire, pour l'enseignement professionnel, pour le crédit agricole, etc... on peut croire que cette création de forces et de sécurité déterminerait en ce pays d'autres mœurs, d'autres travaux, d'autres plaisirs, et finalement une pullulation plus abondante » (*De l'équilibre en Europe*, 1^{re} édit., Bibliogr. n° 48, p. 55). Ainsi l'instruction populaire est bonne à tout...

digence. Entré dans les ateliers à l'âge de quinze ans seulement, il ne s'est pas étioilé de bonne heure dans leurs fatigues et leur insalubrité. Elevé dans les notions d'une saine morale, il sera moins accessible aux suggestions souvent criminelles de la misère et du désespoir. » (23)

Assistance publique et assurance contre les crises. Pourtant, quelque foi qu'ait Dupont-White dans la valeur sociale de la culture intellectuelle primaire; quelque espoir qu'il mette dans la diffusion de l'instruction populaire pour améliorer la condition ouvrière, il ne se dissimule pas que de telles réformes ne sauraient suffire à rendre la société « quitte de tout devoir » envers les classes inférieures.

Le développement des écoles n'empêchera pas qu'il y ait des victimes parmi les ouvriers; que « l'intermittence des travaux de l'industrie privée » (24) leur soit préjudiciable; que les crises entraînent pour eux un chômage périodique. Contre tous ces risques la société doit les protéger. A tous ces maux elle doit apporter un correctif : l'assistance des ateliers de travaux publics. Qui, demande-t-on, fera les frais de ces ateliers? « L'industrie, répond Dupont-White, d'où vient presque tout le mal, doit supporter seule les frais de ce correctif » (25). C'est-à-dire qu'il demande que l'on ajoute, à cet effet, des centimes additionnels à l'impôt des patentes « spécialement sur ces catégories (de patentés) que le compte général de l'administration des patentes a groupées sous le nom d'établissements industriels » (26). Ces centimes additionnels,

« classés comme dépense obligatoire du département, votés par les Conseils généraux, employés sous leur contrôle, placés sur les fonds publics dans les années qui n'en comportent pas l'emploi... constitueraient la

(23) *Journal des Ec.*, p. 153 et 154; *Trav. et Cap.*, p. 413 et 414.

(24) *Journal des Ec.*, p. 154; *Trav. et Cap.*, p. 416.

(25) *Journal des Ec.*, p. 154; *Trav. et Cap.*, p. 416.

(26) *Journal des Ec.*, p. 154; *Trav. et Cap.*, p. 416.

L'idée qu'émet ici DUPONT-WHITE de prélever sur les profits, en

dotation du travail, *la providence des crises...* (27) Il y a des époques désastreuses qui ne se laissent ni pressentir, ni conjurer; il y a des pauvres d'esprit incapables de concevoir et de pratiquer ces enseignements. La surtaxe des patentes serait le fonds de secours alloué à ces souffrances et à ces incapacités. » (28)

période de prospérité, au moyen de l'impôt, des fonds de réserve pour faire face aux dépenses sociales des années de crises, est extrêmement intéressante. On peut regretter que DUPONT-WHITE ne l'ait point développée et précisée davantage. Jamais il n'est revenu sur ce sujet, dans ses ouvrages postérieurs, si l'on excepte ce passage de *l'Individu et l'Etat* : « Ce pays, si coutumier des crises, est le dernier qui sache les supporter : d'où cette conséquence qu'un peuple ainsi fait doit compter parmi ses voies et moyens de finance quelque chose d'applicable à ces ébranlements, et frapper chaque année prospère d'un sacrifice, d'un viatique destiné aux catastrophes » (*Ind. et Et.*, 1^{re} édit., p. 273 et quelques phrases dans les pages environnantes. Nous les commenterons dans notre second volume. — M. NOYELLE, professeur d'Economie Politique à la Faculté de Droit de l'Université de Caen, préconise aujourd'hui un système analogue, moins étatique sans doute toutefois que ne l'eût conçu DUPONT-WHITE. — Nous ne pouvons entrer dans l'examen critique de ces idées; notons seulement qu'elles impliquent la foi dans le caractère cyclique des crises, dont beaucoup d'auteurs se sentent aujourd'hui portés à douter

(27) *Journal des Ec.*, p. 154; *Trav. et Cap.*, p. 417.

(28) *Journal des Ec.*, p. 155; *Trav. et Cap.*, p. 419.

SECTION III

L'ESSAI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL AVEC LE CAPITAL (1846)

**Les deux parties de l'Essai sur
les relations du Travail avec le
Capital.**

Quelques mois après (1)
l'article du *Journal des Eco-
mistes* que nous venons d'a-
nalyser, paraît le premier

livre de Dupont-White : *l'Essai sur les Relations du Travail
avec le Capital*.

Il comprend :

1° D'abord une partie théorique (chapitre I à XXI, pp. 1 à 276) dont l'essentiel est la reproduction du *Mémoire sur les Profits et Salaires*, complété et amendé;

2° Ensuite, une partie normative (chapitres XXII à XXVIII inclus, pp. 277 à 435), qui contient la reproduction de l'article du *Journal des Economistes* sur *l'Intervention de l'Etat dans les Relations du Travail avec le Capital*.

C'est nous qui proposons cette division bipartite, laquelle n'est pas indiquée dans le livre de Dupont-White, mais correspond d'une façon très précise à son contenu.

(1) Certainement pendant le 1^{er} semestre de 1846, puisque PECQUEUR rendit compte de l'ouvrage dans le numéro de juillet de la *Revue Indépendante*, — et même avant la fin d'avril, puisque nous avons une lettre datée du 25 avril 1846 (Cf. supra notre Bibliographie, n° 146), d'un ami de DUPONT-WHITE, qui le remercie de l'envoi de *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Il nous est impossible de préciser davantage.

A. — LA PARTIE THÉORIQUE

(réédition corrigée et complétée du *Mémoire sur les Profits et les Salaires*.)

**Progrès réalisés depuis le
Mémoire**

Par rapport au Mémoire que Dupont-White avait envoyé à l'Académie, la première partie de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* marque un notable progrès. Le fond est le même, mais la présentation est infiniment supérieure. Le plan est mieux marqué (2); les chapitres sont plus nombreux et précédés chacun d'un sommaire détaillé qui les résume de façon claire et frappante. Les idées s'enchaînent mieux. On voit où l'on va. Enfin Dupont-White a consacré de nouveaux développements à certaines matières que le Mémoire avait un peu « escamotées ». Il a cette fois sérieusement approfondi, creusé les grands problèmes de l'Economie politique; il a développé et précisé ses solutions; examiné et réfuté les objections qu'elles soulèvent...

L'entrée en matières

Dupont-White n'a plus à s'occuper des juges de l'Académie. Plus de précautions à prendre : inutile maintenant de déguiser ses con-

(2) Malgré de notables progrès par rapport au *Manuscrit sur les Profits et les Salaires*, l'ouvrage de DUPONT-WHITE laisse encore, de ce point de vue, pas mal à désirer. Quand Joseph GARNIER en rendra compte, il dira : « Je commencerai d'abord par formuler le cadre de ce livre que l'auteur n'a pas pris la précaution de formuler suffisamment » (*Journal des Ec.*, août 1846, p. 41. Cf. notre Bibliographie, n° 277).

On trouve des remarques analogues dans la volumineuse et captivante correspondance que reçut DUPONT-WHITE, après qu'il eut gracieusement et largement distribué son premier ouvrage :

« Vous ne résumez pas assez souvent les divers éléments de la discussion, — écrit, le 25 avril 1846, un des rédacteurs de la *Revue Indépendante*, dont malheureusement la signature est illisible; — vous poussez devant vous sans regarder si l'on vous suit; en un mot, dans beaucoup de pages, chaque phrase est claire (ordinairement du moins), mais l'ensemble est obscur. Il faut relire attentivement pour retrouver le sens général. Cela est d'autant plus facile à réparer que vos sommaires de chapitres résument très bien, etc... Quand vous ferez une seconde édition, il faudra vous résigner à un remaniement sous ce rapport. » (Lettre à DUPONT-WHITE, Bibliogr., n° 143.)

clusions, de les amener avec une savante circonspection, pour qu'elles choquent le moins possible. Notre auteur laisse libre cours à son goût du paradoxe, du scandale intellectuel, et commence cette fois son ouvrage par un grand coup, une sorte de défi, qui tout de suite cabrera son lecteur, le forcera à se réveiller, à faire attention.

« Il s'est fait de nos jours, dit-il, une insigne découverte, celle du peu que vaut la Liberté. » (3)

Ainsi, dès l'entrée en matières, nous sommes avertis de l'objet du livre : il s'agit de montrer qu'en présence des imperfections de l'œuvre de la nature (laquelle n'a pas équitablement réparti les choses entre les hommes) (4), le libéralisme économique — DONT DUPONT-WHITE DISTINGUE SOIGNEUSEMENT LE LIBÉRALISME POLITIQUE (5) — est inadmissible : il ne peut

(3) *Trav. et Cap.*, p. 1.

(4) « Comme si la nature n'avait pas fait les hommes inégaux en tous sens, c'est-à-dire esclaves nécessaires, victimes prédestinées les uns des autres... » (*Trav. et Cap.*, p. 3.)

(5) « Certaine liberté est excellente sans doute, mais seulement celle qui signifie : gouvernement d'une nation par elle-même. Que si l'on entend par ce grand mot le moins de gouvernement possible, il n'y a là qu'une chose médiocre et trompeuse. La liberté, pour quelques esprits, c'est la faiblesse du gouvernement, l'humilité de son rôle, la pauvreté de ses attributions. Peu leur importe que le gouvernement soit l'élu et le surveillé de la nation, leur maxime n'en est pas moins celle-ci : le tenir constamment en échec et en défiance... lui interdire notamment toute intervention dans les choses d'industrie... et substituer en toute matière l'action des individus à celle de la société... C'est le genre de liberté qui semble désormais frappé de défaveur, et dont l'expérience nous signale chaque jour les lacunes, les imperfections, les impuissances. » (*Trav. et Cap.*, p. 2.)

Ainsi, pour DUPONT-WHITE, la Liberté que la Révolution de 1789 a proclamée, n'a rien à voir avec l'Individualisme. Les principes de 1789 impliquent que la source comme le fondement du Pouvoir soient dans la Nation; non point que le pouvoir s'abstienne, dans le domaine économique ou dans les autres domaines de la vie. Au contraire, l'interventionnisme économique et social et la « charité dans les lois » sont indispensables pour réaliser l'égalité révolutionnaire, c'est-à-dire l'égalité des libertés, sinon des conditions. DUPONT-WHITE développera amplement ces idées sous le Second Empire, particulièrement dans *l'Individu et l'Etat* et *La Centralisation*, que nous analyserons dans notre second volume. Il réagira vigoureusement contre les conceptions des libéraux de son époque, lesquels voyaient dans le libéralisme économique une conséquence implicite, un couronnement logique et indispensable de la liberté politique proclamée et réalisée en 1789. (Cf. à ce sujet notre avant-propos).

avoir pour effet que de consacrer, ou même d'aggraver les inégalités naturelles (6).

Il faut que le pouvoir, — qui n'est plus un droit patrimonial, mais bien une magistrature conférée par la nation, — intervienne énergiquement pour assurer le progrès des masses en bien-être et en dignité, qu'il mette la charité dans les lois, « une donnée qui de nos jours a fait école » (7) afin de « CORRIGER L'ŒUVRE VICIEUSE DE LA NATURE » (8).

Donc Dupont-White, en quelques pages, avant de commencer, indique clairement où il veut en venir. Ainsi averti du but vers lequel on le mène, le lecteur suivra beaucoup plus facilement que dans le *Mémoire* la trame de l'exposé.

Celui-ci, d'ailleurs, est lui-même revu et corrigé. Certains passages obscurs, inexacts ou inutiles ont été supprimés (9). Par contre, on trouve des développements nouveaux, souvent fort heureux (10).

Dupont-White complète ce qu'il avait dit sur la réhabilitation moderne du travail producteur, conséquence du déclin

(6) « Que le pouvoir s'abstienne, qu'il soit inactif et par cela même inoffensif, c'en est assez pour le très petit nombre que la nature ou la fortune ont bien traité; c'en est trop peu pour les masses qui veulent être non seulement épargnées, mais assistées, et qui perdent à cette inertie du pouvoir leur meilleure chance de tutelle et de réhabilitation. » (*Trav. et Cap.*, pp. 2 et 3.)

(7) *Trav. et Cap.*, p. 5. N'oublions pas que nous sommes à la veille de la Révolution de 1848. De plus en plus, on s'occupe des questions ouvrières. Le livre de DUPONT-WHITE rentre à cet égard dans tout un courant, lequel se manifeste à la fois sur le plan journalistique, sur le plan littéraire (GEORGE SAND), sur le plan économique et quelque peu sur le plan politique. (Cf. *Essai*, p. 5 et sqq. jusqu'à p. 8.)

(8) *Trav. et Cap.*, p. 3. Cf. un autre passage nouveau dans l'*Essai sur les Relations*, p. 30 : « Défendre un abus comme chose naturelle est un médiocre argument. La nature a fait certains hommes chétifs et bornés : voilà des esclaves tout trouvés. Est-ce à dire que l'esclavage soit tolérable ? LA SOCIÉTÉ A POUR MISSION DE CORRIGER LA NATURE : c'est peu qu'elle ait affranchi l'esclave, si elle délaisse le travailleur chez lequel semblent revivre les misères et les humiliations du premier ».

(9) Nous en avons indiqué quelques-uns au cours de notre analyse du Manuscrit, et nous en donnons la liste complète dans notre Bibliographie (n° 2).

(10) Nous n'indiquerons ici que les plus importants. On en trouvera la liste complète dans notre Bibliographie (n° 4).

du christianisme (11); il définit, beaucoup plus nettement qu'il ne l'avait fait, les fondements de la loi d'hostilité des salaires et des profits : le salaire est un élément du coût de production, qui ne peut s'élever sans réduire les bénéfices (12).

Nous avons signalé que, dans son *Mémoire*, Dupont-White avait laissé sans réponse valable (13) une grave objection contre sa loi d'hostilité : Des profits élevés, en augmentant la masse des capitaux disponibles, n'accroissent-ils pas du même coup la demande de travail, et par contre-coup le taux des salaires? S'il en était ainsi, le travail et le capital ne pourraient « commettre d'entreprise l'un sur l'autre, sans une compensation prochaine et nécessaire » (14), et cela impliquerait l'« équilibre » et la « solidarité » des deux intérêts (15). Dupont-White aborde maintenant sérieusement le problème : en pure logique, l'objection peut sembler avoir raison; mais en pratique (16), cette réparation que les lois libérales, en vertu

(11) *Trav. et Cap.*, pp. 12, 13 et 14.

(12) *Trav. et Cap.*, pp. 17 et 18.

(13) Il s'était tiré de la difficulté par des explications assez embarrassées qui ressemblaient fort à un aveu à peine déguisé. Cf. *supra*, p. 350, et *Manuscrit sur les Profits et Salaires*, p. 29.

(14) *Trav. et Cap.*, p. 31.

(15) Tendance à l'équilibre? Oui! — Solidarité??... Successive seulement! Au point de vue statique, quand bien même l'objection aurait raison, quand bien même il serait vrai que la hausse des profits dût toujours entraîner un accroissement prochain de la demande de travail, et une hausse des salaires consécutive, aux dépens des profits, la loi du rapport des profits aux salaires n'en serait pas moins l'hostilité. « Il n'y aurait pas moins entre eux collision incessante — dit DUPONT-WHITE — d'abord pour ôter le plus possible aux salaires, ensuite pour leur restituer le moins possible... Le fait même de l'antagonisme n'est nullement ébranlé ni méconnu par l'objection. » (*Trav. et Cap.*, pp. 31 et 32). Cela est certain, mais un peu trop évident pour être très intéressant. Et ce qui nous importe, au fait, c'est le point de vue dynamique. Nous savons bien qu'il existe un certain antagonisme entre les profits et les salaires. Ce que nous voulons savoir, c'est l'importance relative de cet antagonisme dans l'ensemble du mécanisme de la répartition, d'une part, et, d'autre part, la façon dont il tend à se résoudre en pratique.

(16) « Dans la pratique — dit DUPONT-WHITE — réparations ou vengeances collectives m'inspirent peu de confiance : les unes et les autres vont rarement à qui de droit. C'est ainsi qu'on fait souvent l'apologie de l'impôt. Écoutez certains docteurs : le fisc ne prend que pour rendre; le contribuable ne fait que semer pour recueillir. Plus un pays se charge de contributions, plus il s'assure de prospérités. Que sais-je? N'a-t-on pas célébré l'impôt comme le meilleur des placements? Je reproche à l'objec-

de la conception de l'équilibre nécessaire, promettent aux ouvriers spoliés, ne risque-t-elle pas d'être trop « tardive pour la souffrance » (17) ?

Et, du reste, est-elle certaine ? Dupont-White en doute fort :

« Ce n'est pas chose assurée — écrit-il — il s'en faut, que ce retour vers l'emploi productif de tous les capitaux acquis par la hausse des profits... Si on produit pour gagner, on ne gagne pas pour produire indéfiniment... Mortelle atteinte dès lors à cette prétendue restitution, à cette inévitable indemnité qui le lendemain d'un échec attend le travailleur. » (18).

Il y a, en dehors du placement local en salaires, beaucoup d'autres emplois possibles pour les profits : l'emploi voluptuaire, le placement à l'étranger, l'achat de machines...

Le procès des machines Ici Dupont-White entame un véritable procès des machines, du point de vue de l'intérêt ouvrier. La mise en chantier de nouvelles machines n'est inoffensive pour les travailleurs que dans un cas : lorsque l'extension de la consommation est parallèle, proportionnelle et simultanée à l'économie de bras réalisée. Pour cela, il faut (19) des débouchés extraordinaires, exceptionnels, résultant soit d' « un grand essor de l'agriculture » (20) (encore l'effet n'en est-il pas certain) (21), soit

tion son étroite parenté avec ces sophismes célèbres, avec ces dérisions trop fameuses. [Plus tard, lorsqu'il sera devenu le grand théoricien de l'Etatisme, DUPONT-WHITE ne dédaignera pourtant pas d'user de « sophismes » au moins aussi « dérisoires »] Mais pour l'instant il poursuit :] « Les bienfaits de la rosée, après les sécheresses de l'absorption, seraient une image peu exacte de ce qui se passe dans le monde économique. »

(17) *Trav. et Cap.*, p. 33.

(18) *Trav. et Cap.*, pp. 33 et 34.

(19) Nous abrégeons ici des développements assez longs, et qui ne sont pas sans intérêt. Nous reviendrons sur toutes ces questions dans notre troisième volume.

(20) *Trav. et Cap.*, p. 39.

(21) *Trav. et Cap.*, p. 42. DUPONT-WHITE cite ici les *Principes d'Economie Politique* de MALTHUS (traduct. Constancio, tome II, pp. 107, 108 et 120) : « Le paysan... pourrait aimer mieux ne rien faire que d'avoir un nouvel habit ».

« d'une surexcitation du commerce extérieur » (22). Or, « l'extension du commerce étranger, chance unique (23) et favorable des salaires en présence des machines, devient chaque jour plus douteuse et plus problématique » (24). A l'abri d'une protection douanière, dont Dupont-White reconnaît l'utile rôle éducateur (25), les états du Zollverein, les Etats-Unis, le Brésil, la Russie, jadis clients de l'industrie franco-anglaise, sont en train de développer leur protection industrielle nationale. « L'industrie tend partout au niveau » (26).

Les débouchés extérieurs, pour l'Occident européen, ont donc tendance à se retrécir. Et Dupont-White, 80 ans avant Paul Valéry, lance l'avertissement fameux : « L'ère du monde fini commence » (27).

Oppose-t-on les faits passés? Invoque-t-on qu'en France et en Angleterre, « malgré les machines, le nombre des travailleurs n'ait fait que croître » (28) au lendemain de la révolution industrielle? que « la première industrie du pays le plus industriel du monde, celle du coton, occupe en Angleterre des millions d'ouvriers depuis l'invention des machines, au lieu de quelques milliers seulement qu'elle employait il y a un demi-siècle environ » (29)? Dupont-White répond qu'« il

(22) *Trav. et Cap.*, p. 41. Ici DUPONT-WHITE invoque MALTHUS qu'il cite longuement (*Principes d'Economie politique*, édité de 1820, traduction de CONSTANCIO, tome II, pp. 107, 108 et 120).

(23) DUPONT-WHITE n'envisage même pas que l'extension du pouvoir d'achat de la classe ouvrière puisse un jour offrir à l'industrie mécanique un débouché intérieur.

(24) *Trav. et Cap.*, p. 49.

(25) Ici DUPONT-WHITE développe des vues nuancées, et fort intéressantes, sur le problème du commerce international et l'aspect qu'il revêt, à son époque, pour les différentes catégories de nations (*Trav. et Cap.*, pp. 43 à 49 et la note de la p. 49). Mais nous ne pouvons ici, sous prétexte d'analyse, transcrire tout le livre de DUPONT-WHITE. Aussi nous renvoyons le lecteur à notre tome troisième, où nous traiterons de la doctrine de DUPONT-WHITE en matière de commerce international. Voir aussi infra chapitre II, section VI et chapitre III, section IV, paragraphe D.

(26) *Trav. et Cap.*, n. 42.

(27) Cette phrase se trouve, croyons-nous, dans les *Regards sur le monde actuel* de Paul VALÉRY.

(28) *Trav. et Cap.*, p. 53.

(29) *Trav. et Cap.*, p. 50.

est périlleux quelquefois de raisonner d'après les faits, et de préférer les inductions de l'expérience aux lumières de la raison. Les faits sont-ils rares, il y a toujours imprudence à les tenir pour des lois » (30). Au début du siècle, l'industrie franco-anglaise s'est trouvée dans des circonstances « fortuites, exceptionnelles, inouïes (31)... D'immenses armées à pourvoir, une population croissante à nourrir, d'énormes capitaux employés comme revenus, les limites des Etats bouleversées; ici prohibition absolue; plus loin complète liberté des échanges... Quelles impulsions, quelles provocations à produire! » (32) Mais il ne faut pas faire de l'exception la règle, ni « attribuer aux machines... [*le bien*]... qu'elles n'ont pas empêché » (32). « Pour assurer gain de cause aux machines, et pour réconcilier les intérêts du capital qu'elles servent avec ceux du travail qu'elles supplantent » (34), il faudrait que les débouchés puissent augmenter en même temps que le rendement du travail. Or il n'en est pas ainsi. Beaucoup de produits (et par exemple les produits agricoles) ne sont pas tels que leur consommation intérieure puisse augmenter sensiblement par la baisse des prix : elle comporte des limites naturelles. Et quant aux débouchés extérieurs, l'avènement de nouveaux pays à la grande production tend à les rétrécir.

Ainsi s'explique ce paradoxe : les machines, instruments de progrès, qui pourraient et devraient tout faire pour l'émancipation des ouvriers, et pour l'amélioration de leur condition (35), ne servent en réalité qu'à avilir le travail, quand

(30) *Trav. et Cap.*, p. 51.

(31) *Trav. et Cap.*, p. 50.

(32) *Trav. et Cap.*, p. 53.

(33) *Trav. et Cap.*, p. 54.

(34) *Trav. et Cap.*, p. 44.

(35) « Ces engins, qui ont souvent le double mérite d'épargner la peine et de multiplier le produit, ce sont des instruments de progrès et d'émancipation. Ils portent en eux, sous forme de loisir, le bien-être, la dignité, le spiritualisme. Ils appellent le travailleur, allégé dans sa besogne, aux choses d'esprit, aux soins de la famille, au sentiment de la cité. Si le plébéien doit retrouver jamais cette virile attitude, cette fierté de regard qui furent, selon le poète, les attributs de l'homme sortant des mains du Créateur, c'est aux machines qu'il le devra » (*Trav. et Cap.*, pp. 59 et 60). Des textes comme celui-ci nous paraissent infirmer l'interprétation de

elles ne l'enlèvent pas purement et simplement à l'ouvrier (36).
« Au lieu du bien qu'elles pourraient faire, voilà le mal
qu'elles font, ÉTANT DONNÉS LES LIBRES RAPPORTS DU TRAVAIL ET

M. Georges WEILL, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Caen, pour qui DUPONT-WHITE « a comme idéal le retour à la petite industrie. » (G. WEILL : *Histoire du mouvement social en France*, 3^e édit., 1924, p. 32).

Un texte toutefois, dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, pourrait sembler donner raison à M. G. WEILL. C'est la note appelée à la p. 131, dont voici l'essentiel : « Mais, nous dira-t-on, l'élévation des salaires... seul mode de répartir autrement les capitaux... est incompatible avec la puissance de la production... La plus exacte distribution de tout l'avoir de la France donnerait à chacun un revenu net de 65 centimes par jour, qui serait incontestablement la fin de toute entreprise, de toute exploitation de quelque importance... Plus on se rapproche de ce nivellement, plus on s'achemine vers le terme déplorable. Si l'objection était fondée, il faudrait choisir entre des produits sans consommateurs, ce qui est le cas trop fréquent d'une grande concentration de richesses, et des consommateurs sans produits, ce qui pourrait bien être la suite de leur extrême diffusion. J'apprécie peu, je l'avoue, les avantages de la première hypothèse sur la seconde. » Ensuite DUPONT-WHITE se demande si ce dilemme est fondé en pratique. En ce qui concerne l'agriculture, il le nie : il admet, d'après Hippolyte Passy (*De l'influence des formes et des dimensions de la culture sur l'économie sociale*, Mémoire lu à l'Académie des Sciences Morales et Politiques), qu'en matière agricole « il paraît constant aujourd'hui que le morcellement des terres est plus productif que leur agglomération ». Puis il ajoute, au point de vue qui nous occupe : « Qu'il en soit autrement pour l'industrie proprement dite, c'est chose possible, en supposant que l'association n'y puisse pas obvier ».

Tout bien pesé, notre interprétation est la suivante : Pas plus que les machines, DUPONT-WHITE ne condamne la grande entreprise, qu'elles ont engendrée et qu'elles supposent. La concentration technique est un bienfait dans le domaine industriel, à cause de sa grande productivité. Mais pour que tous puissent profiter de ce bienfait — et c'est là le principal, pour DUPONT-WHITE, en 1846 — il faudrait qu'elle ne se doublât point d'une concentration financière. L'association est-elle un bon moyen de dissocier les deux formes de concentration ? Il semble que DUPONT-WHITE, à notre époque, ne repousse pas cette solution (Cf. *Trav. et Cap.*, pp. 320 à 322, toute une controverse à propos du métayage). Mais il ne s'y arrête pas et n'approfondit pas le problème. Après 1848, il ne reparlera plus de l'association ; mais alors il cessera de considérer la concentration du capital comme une calamité. L'intervention des pouvoirs publics lui paraîtra alors un remède adéquat et suffisant pour pallier aux maux du machinisme : « Brisez donc les machines, nous diront nos adversaires, car rien n'attend comme elles aux salaires et à leur stabilité. A Dieu ne plaise ! — répond DUPONT-WHITE — alors qu'il suffit contre les machines d'une simple précaution telle qu'un surcroît d'assistance publique, et que l'ouverture d'ateliers communaux, où le travailleur qu'elles supplantent puisse attendre sans souffrance soit un nouvel emploi de ses bras, soit un progrès de la consommation qui l'appelle au service des machines. » (DUPONT-WHITE, *Libre Ech.*, in *Lib. Pens.*, 1851, tome VIII, p. 230).

DU CAPITAL » (37). L'illusion de la bienfaisance des machines ira bientôt, pense Dupont-White, rejoindre dans la défaveur universelle deux autres erreurs — nées en Angleterre pendant la même période — et qui « ont à jamais disparu du domaine des faits et de celui de la science » (38). Ces deux erreurs sont... le papier-monnaie non gagé et l'amortissement de la dette publique (39).

(36) Immédiatement après le passage cité dans la note 35 ci-dessus.) « Mais si tel est leur effet virtuel (des machines), tel n'est point leur effet actuel et positif qui rapporte au maître plus de produits et non plus de loisirs à l'ouvrier. Leurs bienfaits finissent au dernier échelon du tiers-état qui leur doit un notable surcroît de bien-être et de jouissances. Au delà, tout est préjudice et malfaisance de leur part. Quand il n'est pas supplanté par elles, l'ouvrier n'en est que l'humble annexe, l'auxiliaire insignifiant, déprécié tout ensemble et par l'inintelligence des fonctions qu'elles lui laissent, et par le nombre des concurrents qui la (*sic*) lui disputent au rabais. » (*Trav. et Cap.*, p. 60.)

(37) *Trav. et Cap.*, p. 60.

(38) *Trav. et Cap.*, p. 62.

(39) *Trav. et Cap.*, p. 29 (sommaire du chapitre) et pp. 60 à 62. DUPONT-WHITE qualifie ici l'amortissement d' « insigne folie ». « Comme si, — explique-t-il — l'impôt demandé pour l'extinction de la dette ne serait pas plus fructueux laissé aux mains du contribuable; comme si toutes les puissances de l'industrie humaine n'étaient pas supérieures à celles de l'intérêt composé, pour créer dans le même temps et avec le même fonds un capital égal à celui de la dette publique. » (*Trav. et Cap.*, p. 61.) Cette objection contre l'amortissement était assez courante, surtout en Angleterre, où STUART MILL dut la réfuter. Nous avons du mal à comprendre qu'on l'ait prise au sérieux. Les sommes que l'Etat prélève sur les contribuables pour amortir sa dette ne sont point pour cela enlevées à la production: Au contraire, les rentiers remboursés ont toutes chances de placer immédiatement en valeurs industrielles leurs fonds ainsi libérés; tandis que les contribuables, s'ils avaient été moins imposés, auraient probablement consommé davantage, mais non point donné un emploi productif aux disponibilités dont l'Etat les a privés. (Cf. JÈZE : *La date de remboursement dans les emprunts publics d'Etat*, in *Revue de Science et de Législation Financières*, 1924). « L'amortissement pratiqué à l'aide d'impôts sur le revenu, — dit M. André BOCA, — accroît la puissance d'épargne du pays, contribue à l'abaissement du taux de l'intérêt, et facilite le développement des entreprises. » (A. BOCA : *La Caisse Autonome d'amortissement*, Paris, Sirey, 1935, p. 219). Plus tard, dans *l'Individu et l'Etat* (1^{re} éd., p. 273), DUPONT-WHITE se prononcera pratiquement en faveur de l'amortissement, mais il ne retirera rien de sa condamnation théorique, qui restera fondée sur l'argument que nous venons de critiquer.

Encore la loi d'hostilité Plus loin (40) Dupont-White intercale encore une vue intéressante, dont la matière était du reste déjà contenue dans son Mémoire. Quelle est la loi tendancielle des prix? Elle est double; baisse des articles manufacturés, hausse des produits agricoles (41). Or les profits servent avant tout à acheter des articles manu-

(40) *Trav. et Cap.*, chap. V et VI, pp. 81 à 96. Correspond à un passage supprimé du Manuscrit. (*Ibid.*, pp. 28 *in fine* à 31.)

(41) « S'il y avait, — dit DUPONT-WHITE — deux objets, dont l'un fût produit par des machines sans cesse perfectionnées, et l'autre par des machines frappées d'une dégradation incessante, la chose est claire: le bon marché des premiers, la cherté des seconds iraient toujours croissant. Tel est le sort respectif des denrées industrielles et des denrées alimentaires. La terre est sans contredit la principale machine de l'agriculture. Or n'est-ce pas une détérioration progressive de cette machine, que la qualité toujours inférieure des terres mises en valeur, pour répondre à la demande plus vive d'une population plus nombreuse. » (*Trav. et Cap.*, p. 83.)

Cette conception de DUPONT-WHITE est parfaitement conforme à la théorie des classiques. Les prix des produits industriels ont tendance à baisser, par suite de l'extension de la concurrence, de la division internationale du travail et des progrès techniques qui abaissent le coût de production. Au contraire, les prix des produits agricoles ont tendance à s'élever indéfiniment, parce que l'augmentation de la population exige sans cesse la mise en exploitation de terres de moins en moins fertiles, d'où résulte une élévation du coût marginal de production, sur lequel se règle le prix de vente.

Il est curieux de remarquer que les progrès de la technique agricole et la dénatalité d'une part; l'extension des charges fixes du capital industriel et de la demande des produits industriels d'autre part, ont aujourd'hui renversé la situation et, sur le plan des idées, ont incliné certains modernes théoriciens des prix vers une conception radicalement opposée à celle des classiques et de DUPONT-WHITE. On parle maintenant d'une « faiblesse congénitale de l'agriculture » — « Quelle est donc cette faiblesse? » se demande M. Lucien ROMER. — « Elle résulte d'un phénomène que les spécialistes de l'étude des prix appellent le *phénomène des ciseaux*... L'agriculture, par l'effort humain, l'extension des surfaces ou le progrès des méthodes, ou l'emploi des machines, peut augmenter sans cesse sa production. Mais elle ne peut accroître que très lentement sa vente, qui reste toujours limitée par le nombre à peu près stationnaire des consommateurs. Un même individu ne saurait consommer plus d'une certaine quantité de pain, de vin, etc... L'accroissement de la production agricole résulte surtout du machinisme, détermine donc une tendance inéluctable des prix agricoles à baisser. Au contraire, grâce au crédit et à l'emploi de plus en plus large des objets enrichis, l'industrie peut accroître sa production et sa vente sans diminuer ses prix. Et si la production industrielle diminue de prix, la distribution, elle, reste grevée de charges fixes ou croissantes qui soutiennent ou relèvent la cherté. D'où LES DEUX BRANCHES DIVERGENTES

facturés, tandis que les salaires n'achètent presque que des produits agricoles. Il en résulte une tendance constante à la hausse des profits réels, à la baisse des salaires réels.

Et Dupont-White termine par cet aperçu synthétique des fondements de la doctrine de l'hostilité :

« Il est donc vrai de le dire : les salaires n'ont rien à attendre de la hausse des profits. A quelque ordre de faits que l'on s'adresse, on n'y apprend que le néant de cette doctrine, la vanité de cette espérance. Si l'affluence des capitaux, si le perfectionnement de l'industrie, engendrés par des profits supérieurs, pouvaient rendre quelques services aux salaires, ce serait uniquement à l'une ou l'autre de ces conditions : ou bien en commandant plus de travail, ce qui en élèverait le prix pécuniaire; ou bien en réduisant le prix des denrées consommées par le travailleur, ce qui en élèverait le prix réel. Or, la première de ces conditions a contre elle, et l'usage des machines inhérent aux grandes accumulations de capitaux, et l'incertitude relative à l'emploi productif des profits grossissant : deux circonstances exclusives d'un plus grand appel de travailleurs. Quant à la seconde, elle n'est pas moins illusoire, d'abord parce que la baisse qui s'opère dans le prix des denrées se borne à peu près aux tissus, c'est-à-dire à la satisfaction du moindre besoin de l'ouvrier; ensuite parce que, s'étendit-elle aux objets alimentaires, elle aurait pour unique conséquence, et en quelque sorte pour pendant inexorable, la baisse parallèle des salaires » (42).

Dupont-White présente ainsi sa loi d'hostilité des salaires et des profits d'une façon beaucoup plus complète et beaucoup plus claire qu'il ne l'avait fait dans son *Mémoire*. Il ajoute un important chapitre pour démontrer que parmi toutes les oppositions d'intérêts qui caractérisent le régime capitaliste, l'antagonisme des profits avec les salaires tient la première place et commande tous les autres (43).

DE LA PAIRE DE CISEAUX : LES PRIX AGRICOLES BAISSENT, LES PRIX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX SE RELÈVENT ET NE BAISSENT PAS. Quand le phénomène atteint une certaine ampleur, le resserrement brutal des achats des agriculteurs entraîne la rupture de l'équilibre économique tout entier » (Lucien ROMIER, in *Figaro*, 31 juillet 1935.)

(42) *Trav. et Cap.*, pp. 95 et 96.

(43) Le chapitre VII. Voir une citation extraite de ce chapitre, supra, p. 382, note 97.

**Exceptions
au principe d'hostilité**

Enfin — corrigeant ainsi quelque peu ce que la thèse du *Mémoire* avait de par trop systématique — il admet maintenant dans une mesure beaucoup plus large « des exceptions et des limites à l'hostilité des salaires et des profits » (44).

Les profits et les salaires peuvent s'élever de concert, dans le cas d'un grand développement du commerce extérieur (mais c'est là, comme nous savons, une éventualité que Dupont-White considère comme tout à fait improbable) (45). Ils peuvent au contraire connaître de communs revers, par exemple en cas de surproduction générale. Cas exceptionnel d'ailleurs, affirme ici Dupont-White (46), qui, quelques pages plus loin, soutiendra tout au contraire que les crises sont un élément essentiel et organique du régime capitaliste (47).

(44) *Trav. et Cap.*, p. 103 (Sommaire du Chapitre VIII).

(45) Cf. *supra*, p. 422. DUPONT-WHITE répète ici cette idée : « Quant au brillant essor du commerce extérieur, nous avons déjà constaté les tendances toutes modernes qui y font obstacle, et le caractère éminemment transitoire des causes qui l'ont porté si haut chez quelques nations. » (*Trav. et Cap.*, p. 106.)

(46) « Crises est le nom de ces époques de plénitude et d'engorgement qui affectent tous les agents de la production; c'est assez dire qu'elles ne sont pas de tous les jours. » (*Trav. et Cap.*, p. 106.)

(47) La contradiction est tout à fait frappante. Ici DUPONT-WHITE veut prouver que la loi d'hostilité reste — malgré les exceptions qu'elle comporte — fondamentale : il affirme que les crises, — lesquelles unissent, dans de communs revers, salaires et profits, — sont un phénomène exceptionnel. Plus loin il voudra montrer que les inégalités de la répartition sont funestes à l'économie nationale : il fera du déséquilibre économique et de la surproduction générale une tendance profonde et permanente du régime.

DUPONT-WHITE fait preuve d'un fâcheux esprit de système. Rien de plus contraire sans doute à la culture philosophique qu'il a reçue (il fut, on s'en souvient, élève des éclectiques) et à sa propre doctrine en matière de méthode. Mais ici son tempérament combatif prend le dessus. Il plaide passionnément, comme un avocat pour qui tous les arguments sont bons pourvu qu'ils servent à la cause, même s'ils ne sont pas en harmonie les uns avec les autres : le lecteur choisira celui qui lui convient.

Théorie des crises (47 bis) On se souvient que, dans son Mémoire, Dupont-White avait tout juste dit en passant quelques mots sur les crises. Maintenant, il élabore sur ce point toute une théorie (48).

Qu'il nous suffise d'en indiquer ici les lignes principales telles qu'elles se dégagent de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*.

Dupont-White admet la possibilité et reconnaît la réalité des déséquilibres généraux de l'économie : « L'ÉCHANGE DE TOUS LES PRODUITS LES UNS CONTRE LES AUTRES EST UNE PURE CHIMÈRE qui ne saurait en maintenir la valeur » (49).

Mais dans la conception de Dupont-White, les crises ne sont pas dues — à proprement parler — à une surproduction générale (50) :

« Est-ce la surabondance des produits qui entraîne un engorgement universel, une réduction de bénéfice pour tous les capitaux ? On ne saurait en conclure qu'il y a trop de capitaux (51), trop de puissance productive. Cette conséquence ne serait exacte que si tous les besoins de chaque individu étaient satisfaits jusqu'à la satiété, hypothèse qui n'a pas sans doute la prétention d'être prise au sérieux. ON NE PEUT SOUTENIR QU'IL Y AIT TROP DE PRODUITS, CELA SERAIT ABSURDE ET IMPIE, EN PRÉSENCE DE

(47 bis) Nous abrégeons ici quelque peu, car nous comptons revenir en détail sur la théorie des crises de DUPONT-WHITE dans notre tome troisième.

(48) *Trav. et Cap.*, chapitre X, texte nouveau, de la p. 122 à la p. 133.

(49) *Trav. et Cap.*, p. 117, Sommaire du chapitre X.

(50) Selon la terminologie qu'adopte DUPONT-WHITE — et qui nous paraît excellente — il n'y aurait surproduction que si l'on produisait au delà des besoins sociaux. Or, en réalité, dans les périodes de crise des XIX^e et XX^e siècle, on produit en deçà des besoins sociaux, mais au delà de la demande économique effective; (= offre de monnaie). — Dans ces conditions, c'est *sous-consommation* qu'il faut dire. — C'est la consommation qui, à un moment donné, est pathologiquement inférieure au VOLUME DES BESOINS SOCIAUX QUE LES POSSIBILITÉS TECHNIQUES ACTUELLES DE LA PRODUCTION PERMETTRAIENT DE SATISFAIRE.

(51) DUPONT-WHITE reproche à ADAM SMITH d'avoir ainsi défini les crises. (*Trav. et Cap.*, p. 129.)

TANT DE DÉNUÈMENTS, A LA FACE DE TANT D'AFFAMÉS (52). ON PEUT SEULEMENT DIRE QU'IL Y EN A TROP POUR LA CLASSE QUI SEULE EST EN ÉTAT DE LES ACQUÉRIR (53).

La surproduction, au sens précis du mot (= on produit trop), n'est donc pas, selon Dupont-White, une explication admissible des crises. Il leur reconnaît deux causes, qui sont (54) deux tendances profondes et permanentes du régime capitaliste :

1° UNE TENDANCE A L'INADAPTATION (AUSSI BIEN QUANTITATIVE QUE QUALITATIVE) DE LA PRODUCTION A LA CONSOMMATION. Les producteurs travaillent aujourd'hui pour un marché futur, étendu, souvent lointain. Ils ne peuvent facilement prévoir la demande :

« Le marché se dérobe aux appréciations du producteur... l'industrie fonctionne aveuglément... Tout est hasard sur le terrain de la production et des échanges... Les capitalistes ne sauraient embrasser d'un coup d'œil toute l'étendue du marché, en pénétrer tous les besoins, et mesurer leur production à l'intensité, à la variété des demandes. Il n'y a là de coupable que la concurrence, que l'emploi inintelligent et indiscipliné des capitaux. » (56)

2° UNE TENDANCE A LA SOUS-CONSOMMATION, conséquence des inégalités excessives de la répartition.

« Les produits excessifs sont la propriété de quelques-uns, qui n'ont pas la faculté physique de les consommer, tandis que les masses n'en ont pas la faculté

(52) Cette phrase de DUPONT-WHITE pourrait être dédiée à tous les modernes partisans de ce qu'on appelle de nos jours le « malthusianisme économique ».

(53) *Trav. et Cap.*, p. 130.

(54) Ici DUPONT-WHITE l'affirme; il combat directement la thèse qui fait des crises un phénomène accidentel; il prend nettement parti pour celle qui voit en elles « la pratique normale du régime de libre travail et de production illimitée. » (*Trav. et Cap.*, p. 123.) On se souvient que, dans son *Mémoire*, il s'était contenté de poser l'alternative, sans y répondre (cf. supra, p. 354).

(55) *Trav. et Cap.*, p. 124.

(56) *Trav. et Cap.*, p. 130.

pécuniaire » (57)... « LE PRINCIPE DU MAL EST TOUT ENTIER, NON DANS LA QUANTITÉ DES CAPITAUX, MAIS DANS LA MANIÈRE DONT ILS SONT RÉPARTIS. S'ils l'étaient avec plus d'égalité, leurs produits, au lieu d'être la propriété exclusive de quelques-uns, seraient celle d'un plus grand nombre, et rien n'en assurerait mieux l'échange, car les produits pourraient désormais répondre à l'appel des masses, sollicités non plus seulement par le cri des besoins, mais par une demande pleine d'offres et riche de matières échangeables. Acquérir et consommer se confondraient plus souvent et tendraient à l'équilibre. Plus il y aurait diffusion des moyens d'échange et plus il y aurait facilité pour l'échange, accroissement pour la consommation et faveur pour les profits (58)... La richesse inégalement distribuée... ne peut cumuler la puissance de produire avec l'assurance de vendre... » (59)

Ainsi s'articule la théorie des crises de Dupont-White, d'une façon beaucoup plus complète, plus claire, plus vigoureuse, que dans le manuscrit sur les *Profits et Salaires*.

Théorie de l'inégalité du contrat de travail

Plus loin, la thèse de l'inégalité du contrat de travail (60) a fait également de grands progrès depuis le Mémoire. En théorie, le salaire est bien fixé par la loi de l'offre et de la demande. Mais en pratique, « cette loi n'a rien ici de la liberté et de l'équité qui partout ailleurs en recommandent les applications. » (61) Sur le marché libéral, toutes les marchandises ne sont pas sur un pied d'égalité : certaines catégories de denrées sont exceptionnellement favorisées, d'autres au contraire exceptionnellement handicapées. Ainsi les denrées périssables ont une tendance naturelle à se trouver dépréciées : on sait que si on ne les vend pas aujourd'hui elles seront perdues pour toujours. Au contraire les denrées de première nécessité ont une tendance naturelle à se trouver appréciées : elles correspondent

(57) *Trav. et Cap.*, p. 117 (Sommaire du Chapitre X.)

(58) Ces derniers mots semblent vraiment condamner la thèse de l'hostilité constitutionnelle des profits et des salaires. En attendant aux salaires, les capitalistes font un mauvais calcul.

(59) *Trav. et Cap.*, p. 131.

(60) *Trav. et Cap.*, pp. 243 à 247.

au plus irréductible des besoins, et rien ne saurait les remplacer; leur détenteur jouit d'un pouvoir particulier, dû à un monopole. Or, LE CONTRAT DE TRAVAIL, C'EST L'ÉCHANGE D'UNE DENRÉE PÉRISSABLE (LE TRAVAIL) CONTRE UNE DENRÉE DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ (LE SALAIRE) (62). Toutes les défaveurs pèsent donc à la fois sur l'ouvrier.

« Sous cette surface de civilisation, sous cette étiquette de progrès qui décore notre société, il est pénible de reconnaître un tel fonds de violence et d'iniquité. La richesse antique se composait de vols faits à la liberté; la richesse monarchique et féodale se composait de vols faits à la propriété. Eh bien! ce passé nous importune et nous poursuit encore parmi les conquêtes de la raison moderne. On n'abjure pas en un jour, ni même en une nuit, fût-ce celle du 4 août, des préjugés séculaires, des traditions invétérées... Tel est le débris, telle est la queue des temps passés qui leur a survécu sous forme d'attentat aux salaires. » (64)

B. — LA PARTIE NORMATIVE.

Les fondements de l'intervention de l'Etat

Dupont-White s'était contenté, dans son Mémoire, de signaler qu'il adhérerait à l'idée de l'intervention de l'Etat en matière sociale, tout en s'excusant de sortir ainsi de son sujet. Dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, au contraire, il s'attache à retourner sous toutes ses faces cette question de principe, à

(61) *Trav. et Cap.*, p. 245.

(62) Plus tard, dans son compte rendu des *Harmonies économiques* de BASTIAT (Bibliogr. n° 12). DUPONT-WHITE, après avoir posé les principes généraux de la valeur et du prix naturel, ajoutera que par exception aux susdits principes, « il y a des objets de première nécessité dont le prix est affecté par le besoin qui en exige soit la vente, soit l'achat (*Harm. Ec.*, p. 469). La formule est compliquée et peut être assez obscure. En parlant du « besoin qui exige la vente » du travail, D.-W. veut dire en réalité que le *salaire* est pour l'ouvrier un objet de première nécessité, ce qui affecte son *prix en travail*. Le travail lui-même ne pourrait être un besoin que pour l'employeur qui l'achète.

(63) *Trav. et Cap.*, p. 246.

(64) *Trav. et Cap.*, p. 247.

exposer toutes les objections que peut susciter sa position, et à leur répondre (65).

Le fondement de l'intervention de l'Etat, c'est l'inégalité foncière du riche et du pauvre, du capitaliste et de l'ouvrier. De tous temps il y a eu...

« ...une puissance, une domination inhérente à la richesse. Si la nature fit le plus fort maître du plus faible, toute société fait celui qui a maître de celui qui n'a pas. Les barbares qui se partagèrent le sol de l'Europe conquise n'avaient pas besoin de lois pour instituer des seigneurs et des vassaux : le possesseur du sol était le souverain nécessaire de ces habitants qui devaient subir sa loi en mangeant son pain. Tout l'appareil des institutions féodales ne fit que régulariser ce fait primitif né de la conquête. Le jour où ces institutions périrent, la richesse n'y perdit que des titres, des apparences oiseuses, des distinctions honorifiques; il lui resta cet ascendant inné qui réside en elle et qui peut se passer de sanction légale. » (66)

Mais si la domination du riche est ancienne, si les inégalités qu'elle engendre sont de tous les temps, l'avènement du capitalisme et de la grande industrie les ont considérablement aggravées. « La richesse appliquée à produire » (67) est de sa nature beaucoup plus tyrannique que la richesse appliquée à jouir. Ainsi au même moment où les lois abolissaient les castes...

« ...nous avons vu se former... des mœurs qui tendent à les entretenir et à les perpétuer en appelant tous les hommes sur le terrain de la production. A côté de la plaie féodale qui venait de se fermer, une plaie nouvelle s'est ouverte, celle de l'industrie libre et illimitée (68)... Quand la richesse d'une part, quand la pauvreté de l'autre se transforment en agents de la production et traitent ensemble pour concourir à cette

(65) *Trav. et Cap.*, chap. XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVI, pp. 277 à 376. Le chapitre XXVII (pp. 377 à 391), qui contient l'énoncé de la onzième et dernière objection et sa réfutation est en grande partie emprunté au *Mémoire sur les Profits et Salaires* (Cf. le détail de la concordance dans notre *Bibliographie*, n° 4.)

(66) *Trav. et Cap.*, pp. 278 et 279.

(67) *Trav. et Cap.*, p. 279.

(68) *Trav. et Cap.*, p. 279.

œuvre, la domination inhérente au capital apparaît alors dans toute sa rigueur, dans toute sa crudité. C'est le triomphe de CES GRANDES AGGLOMÉRATIONS OU LE MAÎTRE ET L'OUVRIER SONT ÉTRANGERS L'UN À L'AUTRE, OU LE CAPITAL ET LE TRAVAIL REPRÉSENTENT DEUX FORCES ABSTRAITES ET SIMPLES, DONT RIEN N'ALTÈRE ET NE COMPLIQUE LES RAPPORTS NÉCESSAIRES. Le pauvre y perd son caractère d'homme pour celui de machine à produire, de matière à spéculation, et pour se classer parmi ces *frais généraux* que le génie industriel s'évertue sans cesse à réduire et à limiter. Telle est la tendance de la richesse tournée vers la production, tendance qui se convertit en fait partout où la production est abandonnée à ses instincts et délivrée de la surveillance de l'Etat. » (69.)

L'effet inévitable de cette tendance, c'est la loi des salaires, réduits — comme l'affirme justement Ricardo — à ne jamais dépasser d'une façon durable et stable le minimum nécessaire à la subsistance de l'ouvrier. Ainsi « les classes souffrantes » (70) sont condamnées à ne profiter en rien du progrès économique. « INTERCEPTER, ABSORBER TOUT LE PROFIT DU PROGRÈS, TEL EST LE PROCÉDÉ DU CAPITAL LAISSÉ EN FACE DU TRAVAIL, TELLE EST L'ISSUE DE CE TÊTE-A-TÊTE OU PLUTÔT DE CE DUEL PERMIS PAR LE POUVOIR SOCIAL » (71). Un tel régime aboutit à « refaire les castes, ou plutôt... les perpétuer » (72).

Mais ce qui aggrave encore les choses, c'est la concurrence anarchique des entrepreneurs sur le marché. Voilà qui poussera au paroxysme la lutte du capital contre le travail. Désarmés devant le consommateur qui les oppose les uns aux autres, les producteurs n'ont qu'un but : « réduire le prix du travail, en aggraver le poids, en augmenter la durée » (73) pour soutenir la concurrence. « Le salaire de l'ouvrier est en quelque sorte le champ de bataille de ces athlètes acharnés » (74). Afin d'obtenir le bon marché que le consommateur leur impose ils concentreront encore davantage leurs entreprises et recour-

(69) *Trav. et Cap.*, pp. 280 et 281.

(70) *Trav. et Cap.*, p. 284.

(71) *Trav. et Cap.*, p. 283.

(72) *Trav. et Cap.*, p. 282.

(73) *Trav. et Cap.*, p. 285.

(74) *Trav. et Cap.*, p. 288.

ront aux machines. Le travail s'en trouvera avili par deux voies différentes : il sera à la fois « moins demandé... et moins intelligent » (75).

Si l'on ajoute les crises, lesquelles entraînent « l'intermittence du travail... plaie vive des classes ouvrières » et « la précarité de leur condition » (76), on aura le tableau complet des cruautés du régime de la liberté du contrat de travail combinée avec la libre concurrence entre producteurs.

Il faut faire appel à l'Etat Les maux de la liberté ne peuvent être combattus que par une limitation de la liberté. C'est à la loi d'affranchir le pauvre de la domination du riche, comme elle a jadis affranchi le roturier de la domination du noble; c'est à la loi d'appeler les classes ouvrières à partager les bienfaits du progrès, comme elle a jadis appelé le tiers-état à participer aux fonctions publiques.

Dupont-White sait que sa thèse est hardie, qu'elle suscite des objections sincères de la part de beaucoup de gens de bonne volonté. Avec son honnêteté naturelle, il développe ces objections; avec sa verve habituelle, il s'efforce d'y répondre.

Réponses aux objections contre l'intervention de l'Etat Dupont - White distingue ainsi onze objections différentes contre l'intervention de l'Etat; il les étudie et les réfute l'une après l'autre. Il ne saurait être pour nous question d'analyser toutes les phases de ce procès. Contentons-nous de donner une sèche liste des objections qu'étudie Dupont-White :

Première objection : La production libre excelle à créer la richesse sans laquelle point de force militaire, c'est-à-dire d'indépendance pour les peuples.

Deuxième objection : La production libre excelle également à répartir la richesse par le bon marché des produits et l'élévation des salaires qu'elle détermine.

(75) *Trav. et Cap.*, p. 285.

(76) *Trav. et Cap.*, p. 286.

Troisième objection : Une production réglementée qui associerait le travail et le capital serait la plus défec- tueuse de toutes. Exemple : le métayage moins pro- ductif qu'aucun autre mode de culture.

Quatrième objection : Les classes infimes du Moyen Age ont fini par constituer le tiers-état à force de patience et d'économies; pourquoi faudrait-il d'autres moyens d'élévation aux classes inférieures d'aujourd'hui ?

Cinquième objection : La liberté suffit aux destinées du travailleur, ainsi que le constatent les grandes for- tunes pécuniaires et politiques qu'il a faites de nos jours.

Sixième objection : L'ouvrier d'aujourd'hui n'est pas malheureux, ainsi que l'attestent l'amélioration de son logis et de son vêtement, ainsi que ses dépôts dans les Caisses d'Epargne.

Septième objection : L'unique fonction de la société est le maintien de l'ordre; son unique devoir, la neutra- lité.

Huitième objection : La nature ayant fait les hommes inégaux, la société est impuissante à les relever des conséquences de cette inégalité.

Neuvième objection : L'intervention de l'Etat ne ferait qu'encourager l'imprévoyance et la paresse.

Dixième objection : Où s'arrêterait cette intervention ? Pourquoi aux travailleurs de l'industrie ? Pourquoi ne s'étendrait-elle pas aux médecins, aux artistes, qui ont aussi leurs mécomptes et leurs misères ?

Onzième objection : L'intervention de l'Etat serait im- puissante à l'égard d'une misère qui dérive unique- ment des vices du travailleur.

Telles sont les objections auxquelles Dupont-White se pro- pose de répondre. Très en gros, on peut dire que les six pre- mières sont des apologies (au sens anglais du mot : des excu- ses, des défenses) du régime libéral. Excellent à créer la richesse (Obj. n° 1 et n° 3), à répartir les biens (n° 2), à favo- riser la lente, mais sûre ascension sociale des classes inférieures en tant que telles d'une part (n° 4 et n° 6) et d'autre part l'im- médiate ascension sociale des ouvriers les plus doués (n° 5), pourquoi le faudrait-il abolir ou contrarier ? Ces objections tendent à prouver que l'intervention de l'Etat en matière so- ciale est inutile. — Les cinq suivantes, au contraire, sont des

attaques directes : contre l'intervention, on invoque le droit naturel (n° 7), l'impuissance de l'Etat en matière économique (n° 8), l'inopportunité d'une assistance aux ouvriers (n° 11), la nocivité sociale de l'assistance (n° 9), les dangers de l'extension du principe (n° 10).

On peut dire encore que tous les arguments de l'adversaire se réduisent à ces trois idées : la classe ouvrière n'a pas besoin de l'intervention de l'Etat (nos 4, 5, 6 et même 1, 2, 3); elle n'a pas le droit d'y prétendre (nos 7, 8, 9, 10); elle n'en est pas digne (n° 11).

Dupont-White aurait pu mieux classer ces objections. Il aurait pu en réduire le nombre, sans rien sacrifier de leur substance. Il aurait dû laisser l'adversaire s'organiser : sa réplique, plus concentrée, plus synthétique, n'en aurait été que plus brillante.

Mais telle n'est pas la méthode de Dupont-White. Dans ses autres ouvrages, nous retrouverons le même défaut : de nombreuses objections, énumérées de façon fastidieuse, dans un ordre très lâche. Serait-ce que Dupont-White emploie la tactique de l'Horace de Tite-Live et de Corneille, qu'il s'applique à diviser l'adversaire, à découper la thèse qu'il combat, pour qu'il lui soit ensuite plus facile de l'abattre en détail, successivement? Accuser notre auteur de cette ruse de guerre serait le méconnaître : il se plaît souvent au contraire à élargir les objections, à les approfondir, et, parti d'un point de détail, à agiter un vaste problème. Il semble bien plutôt que les objections qu'énumère Dupont-White, il les ait transcrites fidèlement, selon qu'elles lui ont été formulées par les nombreux amis avec lesquels il discutait passionnément les problèmes d'économie politique et de philosophie sociale.

Nous ne pouvons songer à donner le détail des réponses de Dupont-White à toutes ces objections. Beaucoup d'entre elles ne font d'ailleurs qu'exprimer une seconde fois, sous des formes souvent nouvelles et parfois particulièrement heureuses, en s'appuyant sur de nouveaux exemples, des idées déjà contenues dans les développements antérieurs. On peut même dire que ces répétitions forment l'essentiel des cinq chapitres que nous étudions (xiii à xviii inclus). S'il s'agissait encore

d'un concours de l'Académie, on reprocherait à Dupont-White une faute de plan.

Nous nous bornerons à signaler seulement quelques théories importantes et vraiment nouvelles que Dupont-White insère dans ses réponses aux objections.

Théorie de la propriété

C'est ainsi qu'en quelques pages (77) il nous donne sa théorie du fondement de la propriété, et particulièrement de la propriété foncière. Pour Dupont-White, l'appropriation privée s'explique et se légitime par le consentement de tous en vue de l'utilité commune sociale et économique. Tout homme avait « un droit naturel sur le sol » (78); mais, par une sorte de contrat social, il l'a « échangé contre la promesse d'une subsistance plus assurée » (79); il a accepté l'inégalité des conditions dans l'intérêt de « la plus grande fécondation » (80) du sol. « La terre... fut remise aux mains de quelques-uns, mais dans l'intérêt de tous et pour le bien de la communauté » (81).

La conséquence, on la devine : il ne faut pas que le prolétaire « ait fait un marché de dupe » (82)... « Si c'est au profit de tous que la récolte fut garantie à la culture, le même principe revendiqué, dans des récoltes plus abondantes, une part plus considérable pour tous » (83).

Association et métayage

En répondant à l'objection n° 3, Dupont-White touche à la question de l'association, qui se trouvait alors au premier plan des discussions politiques, et pour laquelle se passionnait la majeure partie de l'opinion. Ce qu'il nous en dit est succinct

(77) *Trav. et Cap.*, p. 312 sqq.

(78) *Trav. et Cap.*, p. 313.

(79) *Trav. et Cap.*, p. 313.

(80) *Trav. et Cap.*, p. 312.

(81) *Trav. et Cap.*, p. 312. A l'appui de cette conception, DUPONT-WHITE donne en note des citations de TURGOT, MERCIER LA RIVIÈRE, STONCK, SISMONDI, ROSSI.

(82) *Trav. et Cap.*, p. 314.

(83) *Trav. et Cap.*, p. 314.

et incomplet; nous sommes bien mal renseignés sur ce qu'il pensait au juste, en 1846, des « ateliers sociaux », et de la campagne que l'on faisait, à l'intérieur des sectes socialistes, et en dehors d'elles, en faveur de l'organisation du travail. Il nous semble qu'à cette époque la production réglementée par l'Etat et la production sociétaire se distinguent assez mal dans l'esprit de Dupont-White. Il est anti-individualiste. Mais entre l'Etat et l'association, il n'a pas l'impression qu'il faille choisir. Et il semble bien qu'à cette époque il n'ait aucune aversion préconçue contre le principe corporatif. Sans doute il ne partage pas l'enthousiasme des convives de tous les banquets phalanstériens et de la *Démocratie pacifique*. Il raille doucement l'école sociétaire des disciples de Fourier, « infatuée de l'association » (84). Mais il emprunte à la *Démocratie pacifique* un exemple pour défendre le métayage, qu'ont si vivement attaqué Turgot, Potherat de Thou (in *Rapport sur l'agriculture de l'arrondissement de Gien*) et Passy (in *De l'influence des formes et des dimensions des cultures sur l'économie sociale*, Mémoire lu à l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*). N'est-ce pas le métayage « qui élève en Vendée la belle race bovine de Chollet (*sic*) et qui cultive ailleurs nos principaux vignobles » (85)? Si les terres exploitées par des métayers ont un faible rendement en Berry et en Limousin, est-ce l'effet de l'essence même du contrat de métayage, ou bien ne doit-on pas plutôt l'attribuer à « la médiocrité des terres et à la brièveté des baux » (86)? Sismondi n'a-t-il pas fait une peinture enchanteresse du métayage toscan? « Les généreux effets, — s'écrie Dupont-White, — que ceux de pareille association unie au soleil et à l'emphytéose! » (87)

D'ailleurs le métayage est loin de constituer un type parfait d'association. Une bonne association est celle de la terre, du capital et du travail. Or dans le métayage, la terre et le travail sont seuls associés. Rarement le propriétaire consacre à l'exploitation un capital suffisant. Trop souvent en lui

(84) *Trav. et Cap.*, p. 319, note.

(85) *Démocratie pacifique* du 1^{er} septembre 1843. — *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, p. 319 note.

(86) *Trav. et Cap.*, p. 320.

(87) *Trav. et Cap.*, p. 320.

« ...les intérêts de l'agriculteur sont... contrariés et primés par les prétentions, par les sentiments, par les entraînements du propriétaire... Le sol a d'irrésistibles séductions... Il y a plaisir à étaler sa valeur au soleil, à la consolider par des racines foncières, à la décorer enfin de tout le relief, de toute la distinction que les souvenirs féodaux et la politique actuelle ont attaché (*sic*) à la propriété territoriale... L'un achète plus de terre qu'il n'en peut payer, l'autre plus qu'il n'en peut cultiver... (88) Si le propriétaire, à bout d'argent, marchande le bétail et les semences à son métayer, ni la puissance de l'intérêt personnel, ni les vertus de l'association ne sauraient y suppléer. Le produit sera médiocre, non pas à cause, mais en dépit de l'association et de la solidarité. » (89)

En somme, il ne faut pas « imputer à l'association les pauvres résultats du métayage, imputables seulement à l'absence du capital » (90). On le voit, Dupont-White, ennemi des « sectes » socialistes, ne l'est pas, à cette époque, du principe associationniste, qu'il ne dédaigne pas de défendre contre les attaques des libéraux. L'association du capital et du travail, n'est-ce pas du reste l'antithèse rigoureuse de cette hostilité essentielle des profits et des salaires que Dupont-White a dénoncée comme le résultat fatal du régime libéral, et dans laquelle il a reconnu la source de toutes les injustices et de tous les maux de ce régime? On pourrait croire qu'il va faire d'elle son drapeau. Il n'en est rien. Sa solution à lui, c'est — et ce sera de plus en plus exclusivement — non pas l'association spontanée, mais l'intervention de l'Etat; non pas la suppression contractuelle de la lutte, mais son contrôle, sa réglementation par l'autorité politique pour empêcher que l'issue n'en soit fatalement injuste; et l'assistance des pouvoirs publics pour en réparer les inévitables dégâts. En somme, l'idéal de Dupont-White semble être le régime anglais de son époque, tel du moins qu'il l'interprète : l'Etat y permet « la lutte, soit entre les capitaux, soit entre le capital et le travail,

(88) DUPONT-WHITE reviendra copieusement sur cette idée dans son article sur le *Crédit foncier*. Cf. *infra*, chapitre III, section IV, paragraphe C.

(89) *Trav. et Cap.*, pp. 320 et 321.

(90) *Trav. et Cap.*, p. 322.

soit entre les travailleurs eux-mêmes; mais à la condition de recueillir et d'assister les vaincus » (91). Pourquoi Dupont-White se rallie finalement à cette solution mixte, pourquoi il place ses espérances dans l'Etat, et non pas dans l'association libre, c'est ce que nous espérons rendre plus clair dans nos second et troisième volumes, quand nous traiterons des doctrines de Dupont-White sur la psychologie de l'individu, de l'association et de l'Etat.

**Explication de l'accroissement
des dépôts dans les Caisses
d'Epargne**

En répondant à la sixième objection, Dupont-White soutient que l'accroissement des dépôts dans les Caisses d'Epargne ne saurait en aucune façon infirmer sa thèse de la misère ouvrière : rien ne permet de préciser quelle est, dans l'épargne que reçoivent les caisses, la part du « travailleur de l'industrie proprement dite, de l'industrie agglomérée » (92). Cette part, on doit la supposer presque nulle, en tout cas négligeable, et parfaitement explicable par d'heureux accidents.

**L'intervention de l'Etat en
Angleterre**

La septième objection amène Dupont-White à invoquer, contre la thèse de l'Etat-gendarme, et en faveur de l'intervention de l'Etat, l'exemple de l'Angleterre et de sa loi des pauvres.

« Dans ce pays le moins gouverné qu'on puisse voir, la charité est chose de gouvernement, et l'industrie est le champ où elle se déploie (93)... Voilà comment les choses se passent dans le pays de l'excellence pratique (94)... Cette bienfaisance publique, cette immixtion charitable de l'Etat, est chose digne de remarque dans un pays où règne d'ailleurs la religion du droit individuel » (95)... Pourquoi « cet exemple d'un pays voisin,

(91) *Trav. et Cap.*, p. 364.

(92) *Trav. et Cap.*, p. 336.

(93) *Trav. et Cap.*, p. 363.

(94) *Trav. et Cap.*, p. 362.

(95) *Trav. et Cap.*, p. 365.

que d'ailleurs nous copions si volontiers, est-il perdu pour nous, quand c'est celui de la justice et de la charité ? » (96)

Pourtant, en France, le déclin de la ferveur religieuse (97), la suppression des congrégations (98) ont considérablement réduit les bienfaits de la charité privée. C'est à l'Etat « de SUPPLÉER LA RELIGION... il a maintenant CHARGE D'AMES autant que d'intérêts » (99). Il se doit d'intervenir « NON PAS POUR CRÉER UNE ÉGALITÉ INJUSTE ET CHIMÉRIQUE, MAIS POUR ASSURER AU MOINDRE TRAVAILLEUR UN MINIMUM DE BIEN-ÊTRE ET DE SÉCURITÉ (100).

Le chapitre XXVIII : Comment l'Etat doit-il intervenir dans les relations du Travail avec le Capital.

Après avoir copieusement répondu à toutes les objections que lui paraissait pouvoir soulever le principe de l'intervention de l'Etat, Dupont-White se demande : « Comment l'Etat doit-il intervenir dans les relations du travail avec le capital » ? (101). Ici vient tout naturellement s'insérer, sans aucune modification de fond, l'article publié, au début de l'année, dans le *Journal des Economistes*, et que nous avons déjà analysé. On se souvient que Dupont-White y réduisait l'intervention de l'Etat à deux tâches importantes : le développement de l'enseignement primaire et l'organisation d'une assistance pour les ouvriers, destinée principalement à parer aux maux que leur occasionnent ces crises, et régulièrement alimentée par une contribution spéciale levée sur l'industrie.

Le Suffrage Universel.

Dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, Dupont-White demande encore une autre réforme importante : le suffrage universel. Sans doute, dit-il...

(96) *Trav. et Cap.*, p. 368.

(97) *Trav. et Cap.*, p. 359.

(98) *Trav. et Cap.*, p. 367.

(99) *Trav. et Cap.*, p. 361.

(100) *Trav. et Cap.*, p. 369. (Réponse à la huitième objection).

(101) *Trav. et Cap.*, p. 393. (Titre du chapitre XXVIII).

« ...la réforme politique n'est pas de ces questions que l'on traite en passant et par parenthèse. Mais il y a un élément nouveau introduit dans le débat par l'antagonisme que nous avons observé entre les salaires et les profits (102)... La loi doit émaner de ceux qui souffrent, ou du moins doit s'inspirer de leur mandat. Des classes étrangères à cet intérêt n'en prendraient nul soin (102 bis) Rien de plus historique que l'indifférence de la classe représentée pour les souffrances de la classe exclue; rien de plus scientifique que la diversité d'intérêts qui sépare ces deux classes. La société a donc un autre devoir à remplir envers les classes inférieures, qui est de les admettre au gouvernement, en les appelant aux élections; devoir suprême et capital, car il garantit l'accomplissement de tous les autres, et permet seul aux intérêts délaissés jusque-là discernement et satisfaction. » (103)

« Il y a trois agents de la production : terre, capital, travail. Est-il juste que les deux premiers soient seuls représentés dans les conseils de la nation ? L'intérêt du travail, c'est celui des masses, c'est le bien public. Étrange cité où l'on ne consulte là-dessus que des voix acquises à l'égoïsme de certaines classes, à l'hostilité de certains intérêts. Mieux vaudrait le pouvoir d'un seul; il n'aurait pas au moins ces infatuations de propriétaire et de capitaliste, où s'éteint le sentiment, l'intelligence, la sollicitude des intérêts généraux (104)... On sait la prodigieuse théorie de M. de Maistre, suivant laquelle les nations peuvent avoir des représentants qui ne soient pas leurs mandataires, à l'instar des tuteurs qui ne tiennent leur mandat que de la loi. Il y aurait à ce compte un ascendant occulte de la pensée publique sur celle des pouvoirs constitués, une infiltration des sentiments de tous dans l'enceinte législative, et je ne sais quel entraînement gratuit et spontané du législateur vers la satisfaction des intérêts généraux. Que penser de cette métaphysique, lorsque l'on voit nos assemblées sacrifier à ce point les intérêts du peuple qui les a sau-

(102) *Trav. et Cap.*, p. 423.

(102 bis) C'est DUPONT-WHITE, qui écrira plus tard: « un nègre ne vaut pas un négrophile », et qui professera que les esclaves sont incapables de désirer leur liberté, qu'il faut la vouloir pour eux...

(103) *Trav. et Cap.*, pp. 422 et 423.

(104) *Trav. et Cap.*, p. 425. Plus tard, nous verrons DUPONT-WHITE proclamer sa foi dans le désintéressement et dans le civisme des « classes éclairées »... et professer que les masses incultes sont absolument incapables de participer au gouvernement.

vées en 1830, mais qui depuis lors ne les a pas plus nommées qu'auparavant ? » (105)

Nous ne tarderons pas à voir Dupont-White user lui-même allègrement de « cette métaphysique »... Mais n'anticipons pas...

La conclusion pessimiste de l'Essai. L'histoire récente de la société française — dit Dupont-White, en guise de conclusion — révèle ceci :

D'une part, dans l'agriculture, un grand progrès, dû « uniquement au déplacement révolutionnaire de la propriété ». — Mais, si « un grand capital a été ainsi répandu parmi les masses, doit-il y rester ? » Dupont-White croit que les capitaux ont tendance « à se réunir et à se concentrer dans un petit nombre de mains » (106), comme il l'a déjà expliqué (107).

D'autre part, dans l'industrie; les classes ouvrières, de plus en plus nombreuses et de plus en plus misérables, sont livrées à « un principe de dépravation et d'étiollement » (108).

Or, dans l'économie française, l'agriculture est ce qui décroît, l'industrie est ce qui se développe :

« Ainsi, conclut Dupont-White, la société est livrée à deux influences de l'ordre économique, l'une toute salubre, mais penchant vers son déclin, frappée d'épuisement; l'autre d'une insigne malfaisance, qui ravage les mœurs, les tempéraments, les esprits : c'est cette dernière qui est en voie d'expansion et d'envahissement. Singulier moment sans doute pour refuser une arme politique (109) aux classes qui portent tout le poids de cette situation, toutes les menaces de cet avenir. » (110)

(105) *Trav. et Cap.*, pp. 430 et 431.

(106) *Trav. et Cap.*, p. 434.

(107) *Supra*, p. 386.

(108) *Trav. et Cap.*, p. 434.

(109) Il s'agit, bien entendu, du droit de suffrage.

(110) *Trav. et Cap.*, p. 435.

**Coup d'œil d'ensemble
sur l'Essai.**

Ces mots sont les derniers de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. L'ouvrage, — ainsi qu'on a pu s'en rendre compte — dépasse les promesses de son trop modeste titre. Dupont-White, parti d'abord du sujet précis qu'avait donné l'Académie, a petit à petit élargi le problème; finalement, il nous a donné tout un credo économique et politique. Il a touché à tout : salaires, machines, crises, commerce extérieur, population, rente foncière, structure des exploitations rurales, propriété, monnaie, impôt, problème de l'intervention de l'Etat, socialisme, enseignement, chômage, assistance et prévoyance sociales, suffrage. Il s'agissait d'abord d'étudier seulement les rapports des profits avec les salaires industriels. Dupont-White a embrassé dans son travail l'ensemble des problèmes de la répartition, y compris ceux que pose le revenu du propriétaire foncier; puis, élargissant encore sa critique du libéralisme, il s'est évadé du domaine des questions sociales pour se placer au point de vue de l'équilibre économique et il a condamné l'anarchie libérale de la production, l'une des principales causes des crises. Après avoir ainsi montré tous les maux de la libre concurrence, il a posé le principe de l'intervention de l'Etat. Puis il s'est efforcé de préciser le contenu de cette intervention; ici une partie constructive qui ne répond guère à l'ampleur de la partie critique. On a l'impression de n'avoir que trois petits appendices, respectivement consacrés à l'enseignement, à l'assistance et au suffrage universel.

SECTION IV

COMMENT FUT ACCUEILLI L' « ESSAI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL AVEC LE CAPITAL »

Tel quel, l'ouvrage de Dupont-White n'en fit pas moins une certaine sensation. Il apparaissait à une époque où les questions ouvrières passionnaient l'opinion. Jamais peut-être le socialisme n'a tant connu la sympathie du public que pendant les années qui précédèrent immédiatement la révolution de 1848, alors qu'il était tout pénétré d'idéalisme, et qu'aucune expérience malheureuse n'était encore venue ralentir son enthousiasme, rendre plus laborieuse et méritoire son espérance. Et pendant ce temps le libéralisme, jeune encore, résistait au courant avec le sentiment tranquille de supériorité qu'ont ceux qui « savent » sur ceux qui ignorent.

Dupont-White avait de nombreuses relations, chez les uns comme chez les autres. Par sa famille, par sa vie mondaine, il était en rapport avec des conservateurs et des « économistes « libéraux ». Mais ces sympathies politiques et ses aspirations sociales l'avaient rapproché de certains socialistes, comme Pierre Leroux, Vidal, Ferdinand François. Il les rencontrait fréquemment et les encourageait parfois, semblait-il, autrement que par des paroles (1).

Dupont-White, tout fier de se voir imprimé pour la première fois, distribua largement son ouvrage à tous les vents.

(1) On fit souvent appel à la bourse bien garnie de DUPONT-WHITE pour sauver une publication en détresse, ou pour mener à bien une campagne électorale.

Tous ses amis, dans les milieux les plus divers, en reçurent leur exemplaire, et s'imposèrent le pensum parfois délicat de remercier Dupont-White et de lui donner leurs appréciations sur l'*Essai*. Des comptes rendus parurent, d'inspirations diverses. De tous côtés les passions s'allumèrent autour de cet original ouvrage, qui partait d'une fidèle orthodoxie ricardienne pour aboutir à une condamnation radicale du libéralisme, et qui, ensuite, après avoir proclamé très haut le principe général de l'intervention de l'Etat en matière économique, limitait étroitement le domaine et la portée de cette intervention, et se montrait d'une timidité à décevoir les moins hardis réformateurs.

Dans le clan libéral comme dans le clan socialiste, on va chercher à mettre en lumière ces apparentes contradictions, à en tirer profit, à s'annexer le bénéfice du livre de Dupont-White...

A. — L'ACCUEIL DES SOCIALISTES; LE COMPTE RENDU DE PECQUEUR
DANS LA *Revue Indépendante*.

Immédiatement après sa parution, l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* arracha un cri de triomphe aux socialistes.

N'était-ce pas un authentique bourgeois, un esprit distingué et versé dans la connaissance des classiques, qui venait appuyer de ses démonstrations leurs critiques de la société? Un élève des libéraux tirait de la théorie ricardienne elle-même la condamnation du libéralisme. Il y avait bien là de quoi se réjouir : un vrai succès, qu'il fallait copieusement exploiter.

**Une lettre
de Pierre Leroux.**

Pierre Leroux adresse à Dupont-White une longue lettre, qu'a conservée le colonel Carnot (2).

« Votre ouvrage — dit-il — est excellent, et les juges de l'*Institut*, qui l'ont dédaigné, sont des aveugles ou des imbéciles... Honneur à vous qui n'avez pas craint

(2) Cf. notre Bibliographie, n° 155. Cette lettre n'est pas datée, mais elle est sûrement de 1846. Elle paraît écrite avec une plume d'oie.

de dire la vérité et de rompre en visière aux préjugés établis dans ce qu'on appelle le monde, et qui, avec une connaissance parfaite de ce qu'on nomme l'Economie Politique, avez si bien montré les défauts de cette prétendue science. Il me semble impossible que ceux qui écriront désormais dans le courant de l'école anglaise ne tiennent pas compte de vos observations... »

Pierre Leroux ne saurait toutefois, comme Dupont-White, placer dans l'Etat son suprême espoir. Pierre Leroux c'est l'apôtre de la fraternité, et pour lui la transformation du régime importe moins que celle des hommes, de leurs dispositions et de leurs mobiles (2 bis). Jules Levallois raconte qu'on faisait, à cette époque, sur Pierre Leroux, des chansons — fort réjouissantes, paraît-il — parce qu'il prêchait toujours l'amour (3). Aussi ne nous étonnerons-nous point de le voir poursuivre de la sorte :

« L'impossibilité de résoudre gouvernementalement le problème économique tient à la nécessité d'une régénération morale et scientifique, aussi bien que pratique, enfin de ce que j'appelle une nouvelle conception de la vie... Il faudrait... s'adresser aux hommes plus qu'aux gouvernements. »

**Compte rendu par
Pierre Leroux dans
la « Revue Sociale »**

Pierre Leroux ne se contente pas de cette lettre. Il fait à Dupont-White les honneurs de l'un des périodiques dont il s'occupe : *La Revue Sociale, ou Solution Pacifique du Prolétariat* (4). Pierre Leroux y donnait

(2 bis) Cette transformation des mobiles humains individuels, DUPONT-WHITE la croit impossible, ainsi que nous le verrons quand nous étudierons sa conception sur la psychologie de l'individu (dans notre troisième tome).

(3) Cf. JULES LEVALLOIS : *Mémoires d'un critique*, préface, p. XVIII (dans notre Bibliographie n° 343).

(4) Cette revue (in-4°) avait été fondée en octobre 1845 par Pierre LEROUX, qui l'avait annoncée comme suit : « Pour qui connaît Dieu, un journal est un temple. Nous consacrons cette revue à Dieu, sous l'invocation de l'Egalité Humaine ». Interrompue après la 4^e livraison, 3^e année (1847), cette revue fut reprise en janvier 1850, pour quelque temps, par JULES LEROUX, PAUL ROCHERY, LOUIS NÉTRÉ.

justement, à ce moment-là, une série d'articles sur *La Recherche des Biens matériels*. Quand il reçut l'*Essai* de Dupont-White (que notre économiste lui adressa, avec une lettre aimable) il lui consacra son sixième article qu'il intitula *Relations du Travail avec le Capital* (5). Les principaux passages d'inspiration socialiste que contenait l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* sont là reproduits, dans quatre pages in-quarto fort denses.

Avant de citer ces textes, Pierre Leroux les annonce, comme suit :

« L'auteur est connu, et il est impossible de lui refuser une parfaite intelligence de toutes les élucubrations des économistes. M. Dupont-White n'est pas ce qu'on appelle un novateur; il n'appartient à aucune école socialiste, bien qu'il revendique aujourd'hui les droits de l'humanité, les droits de toute société véritable, contre le despotisme du capital et de l'industrialisme régnant; il ne conclut à aucun système, n'expose aucun plan, ne procède logiquement d'aucune théorie métaphysique ou religieuse. Mais, nourri dans ce qu'on appelle l'économie politique, il en a vu les erreurs, l'immoralité, l'absurdité. Et il dit, avec modération, bien qu'avec courage, ce qu'il pense de ses anciens maîtres... Ces partisans de la science qui n'en est pas une trouveront le livre de M. Dupont-White à l'officine même où se publient tous les ouvrages des disciples de Say et de Malthus... » (c'est-à-dire chez *Guillaumin*).

Ainsi Pierre Leroux, malgré quelques réserves, accueille l'ouvrage de Dupont-White à bras ouverts, et salue dans notre économiste un transfuge de l'école ricardienne.

**Une lettre d'un collaborateur
de la « Revue Indépendante »**

A la *Revue Indépendante* (6) — fondée elle aussi par le même Pierre Leroux — on n'est pas moins enthousiaste. Un des rédacteurs

(5) Pierre LEROUX : *De la Recherche des Biens matériels*, sixième article : *Relations du Travail avec le Capital*, in *Revue Sociale ou solution pacifique du problème du prolétariat*, mai 1846, pp. 113 à 118 (Cf. notre Bibliographie, n° 275).

(6) La *Revue Indépendante* avait été fondée en 1841, la même année que le *Journal des Economistes*, par Pierre LEROUX et George SAND. Elle

de la Revue, dont malheureusement nous ne parvenons point à déchiffrer la signature, écrit à Dupont-White : « Vidal me semble devoir être très sympathique à votre livre... le meilleur que j'aie lu depuis longtemps (7). Le même correspondant invite Dupont-White à s'associer au mouvement de la *Revue Indépendante*. Nous ignorons dans quelle mesure notre économiste accéda à cette demande, qui fut fréquemment réitérée.

**Le compte rendu
de Pecqueur.**

Le soin de rendre compte, dans la Revue, de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, fut confié à Constantin Pecqueur (8). On ne pouvait mieux choisir. Parmi les socialistes français du XIX^e siècle, — tous plus ou moins utopistes, fraternitaires et anarchistes, — il était le seul qui mit au premier plan de sa doctrine économique le personnage de l'Etat. L'Etat, pour Pecqueur, devait avoir une souveraineté illimitée, au spirituel comme au temporel. Aussi n'est-ce pas

eut des collaborateurs célèbres : Louis VIARDOT, Pascal DUPRAT, etc. Constantin PECQUEUR écrivit dans ses colonnes, et c'est à la *Revue Indépendante* qu'il connut Pauline ROLAND. Pierre LEROUX y exposa ses doctrines, qui avaient déjà trouvé à s'exprimer dans *Le Globe* et dans l'*Encyclopédie Nouvelle* (il dirigea les deux publications). La *Revue Indépendante* publia le 24 février 1848 un numéro extraordinaire, qui comprenait un seul article, délirant d'enthousiasme, de Pascal DUPRAT. Ce fut le chant du cygne de la Revue. Du 1^{er} novembre 1841 au 24 février 1848 elle a livré au public 39 volumes in-8^o, dont trois volumes de bibliographie. Elle fut un organe de ce socialisme romantique, profondément et sincèrement idéaliste, mais un peu creux, qui exerça tant d'influence à cette époque. — « Il y avait là des spéculations élevées, des sentiments généreux, des études sérieuses, mais l'instinct des choses pratiques manquait ordinairement à ces études » (HATIN, *Bibliographie historique et critique de la Presse périodique française*, Paris, 1866, p. 415).

(7) Lettre datée du 25 juin 1846 (Bibliographie n^o 146). Le même avait déjà écrit une autre lettre relative à l'*Essai*, datée du 25 avril 1846 (Cf. Bibliographie n^o 143); cette première lettre contenait certaines critiques de la méthode d'exposition de DUPONT-WHITE, que nous avons citées supra, p. 417.

(8) Nous renvoyons le lecteur à l'intéressante thèse que lui a consacrée notre ami M. Gérard MARCY (Lille, 1934). (Bibliographie n^o 525).

lui qui, comme tout à l'heure Pierre Leroux (9), opposera à la thèse de Dupont-White « l'impossibilité de résoudre gouvernementalement le problème économique ». Il lui reprochera bien au contraire d'avoir beaucoup trop limité le domaine et l'ampleur des interventions de l'Etat.

Pecqueur ne signa pas son article. Mais heureusement une lettre adressée à Dupont-White par Ferdinand François, de la *Revue Indépendante*, datée du 15 juillet 1846, et conservée par le colonel Sadi-Carnot (10), nous a permis de percer son anonymat. A la lumière de tout ce que nous savons de reste sur Pecqueur, ce compte rendu ne manquera pas de nous intéresser bien davantage.

**Grand éloge de la critique
par Dupont-White du régime
libéral.**

Pecqueur (11) salue d'abord, dans le livre de Dupont-White un signe des progrès que fait le socialisme :

« De tous côtés afflue le socialisme. Le flot monte d'heure en heure, et jusque dans le sanctuaire de l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*. On n'a pas oublié que l'un des membres du corps sacré, M. Ramon de la Sagra, acquis à la cause du socialisme, a osé y arborer et y agiter avec enthousiasme, au scandale de l'illustre assemblée, le drapeau de l'antilibéralisme et de l'organisation du travail. » (12)

(9) Cf. supra, p. 448. A vrai dire les notes trop succinctes que nous avons prises, — lors de la communication que nous a faite le colonel SADI-CARNOT de la lettre de Pierre LEROUX, — ne nous permettent pas de préciser de quelle façon celui-ci y présentait son idée de la primauté de la réforme de l'homme sur la réforme de l'Etat. Est-ce comme une critique de la doctrine interventionniste de DUPONT-WHITE? Est-ce au contraire en le louant d'avoir aperçu et reconnu les limites des capacités réformatrices de l'Etat? Il nous faudrait pouvoir relire la lettre de Pierre LEROUX pour pouvoir en décider.

(10) Cf. notre Bibliographie n° 150.

(11) Compte rendu de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, de M. DUPONT-WHITE, in *Revue Indépendante*, *Bulletin bibliographique annexe*, juillet 1846, p. 353 à 366 (Cf. notre Bibliographie, n° 150).

(12) *Bulletin bibliographique* de la *Revue Indépendante*, juillet 1846, p. 353.

Du reste — Dupont-White l'a bien vu, et mieux même encore montré — le grand argument des socialistes, c'est aux libéraux eux-mêmes qu'ils le doivent, qui ont découvert et démontré la loi des salaires.

« Les socialistes ne doivent pas s'enorgueillir de leur victoire; les économistes empiriques la leur avaient rendue facile, et même, si ces derniers savaient prendre la chose du bon côté, au lieu d'y voir une défaite ils y verraient leur triomphe : car, enfin, personne plus qu'eux-mêmes n'a dénoncé le côté faible de la forteresse libérale, n'a montré la vérité économique à nu, n'a en quelque sorte évoqué ce progrès qui les dépasse, ce mouvement qui vient renverser leurs idoles et briser leurs autels. Comment leur reprocher la ruine du *laissez-faire*? leur opposer une chute qu'ils ont voulue, qu'ils ont cherchée?... Vos ARMES, SOCIALISTES, VOUS LES TIREZ D'EUX-MÊMES, ILS VOUS LES ONT FORGÉES, SOLIDES ET INVINCIBLES : POINT D'INGRATITUDE (13)!... De l'aveu même des prêtres du faux culte, c'est un fait acquis que l'impuissance et la chute de l'économie politique empirique. » (14)

Aussi le livre de Dupont-White apparaît-il à son heure. Il vient

« ...PRÊTER UN NOTABLE CONCOURS A L'ŒUVRE SAINTE DE LA DÉMOLITION (15)... Tandis que les contradicteurs font si grand bruit et battent la retraite, il est bon qu'une voix plus forte les réduise de temps en temps au silence et les tienne sous la menace d'une déroute de plus en plus imminente. M. Dupont-White est pour le moment cette VOIX REDOUTABLE QUI AVERTIT LES AUGURES DU SACERDOCE QUI FINIT. » (16)

Voici maintenant un éloge très fin de l'art avec lequel

(13) Ibid., p. 353. A l'appui de la loi libérale des salaires, que plus tard LASSALLE nommera « loi d'airain », L. PECQUEUR cite de nombreuses autorités : Turgot, NeckeR, Ricardo, Smith, J.-B. Say, Destutt de Tracy, le ministre de l'Intérieur Duchatel, Rossi, Germain Garnier, Carion, Nisas, Eugène Daire. — A l'appui de la loi de la rente et du monopole foncier, il cite Ricardo, Smith, Rossi, Carion Nisas, le pair de France Gaspardin, Eugène Daire.

(14) Ibid., p. 357.

(15) Ibid., p. 357.

(16) Ibid., p. 357 et 358.

Dupont-White a présenté sa thèse, et de l'ordonnance de son livre :

Partant du principe de l'hostilité des profits et des salaires...

...« et fidèle au langage et à la rigueur analytique des Maîtres, évitant toute déclamation, tout entraînement sentimental, toujours calme et retenu, toujours clair, méthodique et concluant, M. Dupont-White prend une à une les pièces du procès, les revise, les ordonne, et, en les ordonnant, en les rapprochant, leur communique un sens et une force probante qui leur manquait isolées... Les objections, il va au devant, il les invente au besoin, et en trouve encore, et des plus spécieuses, quand ses adversaires sont au bout des leurs. Ajoutons qu'il s'appuie constamment sur les économistes classiques. C'est à eux qu'il demande les informations dont il a besoin. C'est dans leurs livres ou dans les documents émanés de l'administration qu'il puise ses données statistiques... » (17)

Étonnement de Pecqueur devant la timidité du programme constructif de Dupont-White.

Lorsque notre socialiste passe de l'analyse de la partie critique de l'œuvre de Dupont-White à celle de sa partie constructive, son enthousiasme, on le devine, se refroidit quelque peu. La timidité des réformes que propose Dupont-White l'étonne et le déçoit :

« ...L'instruction primaire pour le peuple, du pain, la ration du soldat, et même moins, pendant deux ou trois ans, à cinq cent mille enfants de travailleurs indigents; puis des ateliers de charité, sous le nom d'ateliers de travaux publics, tel est, suivant M. Dupont-White, le sens et la limite de ce grand duel à mort que livre le capital au travail; et l'auteur s'arrête là, sans promettre ni laisser entrevoir rien de plus. Alors notre critique commence, et nos arguments pour le combattre, nous les empruntons à lui-même. » (18)

Dupont-White n'a-t-il pas vu dans la lutte des profits et des salaires le fait essentiel, la conséquence inéluctable de l'éco-

(17) *Ibid.*, p. 358.

(18) *Ibid.*, p. 359 et 360.

nomie libérale? N'a-t-il pas proclamé que les inégalités de la répartition entraîneraient fatalement à leur suite la sous-consommation permanente, la ruine générale?

« Alors — demande à Dupont-White Pecqueur, surpris et déçu, — à quoi bon votre instruction primaire, vos prestations de vivres et vos ateliers de charité, puisqu'ils ne touchent pas au principe du mal... Qu'ONT DE COMMUN CETTE PANACÉE DES CONSERVATEURS ET LA MEILLEURE RÉPARTITION DES CAPITAUX? » (19)

« C'est dans le milieu libéral — continue Pecqueur, — dont vous avez si éloquemment dénoncé les méfaits, que vous prétendez jeter les enfants de la Patrie au sortir de vos écoles. Qu'y feront-ils? grand Dieu! si ce n'est assurer et éterniser la concurrence, la misère, l'excès de population, et servir de pâture à l'avidité du capital et du monopole? (20)... Nous sommes encore à comprendre comment, des hauteurs où M. Dupont-White s'est placé lui-même, il a pu rétrograder jusqu'aux ateliers de charité et à la surtaxe des patentes. » (21)

Après avoir ébranlé les fondements de l'économie libérale, Dupont-White en veut conserver le cadre. Cela équivaut « à fonder sa propre construction sur le sable mouvant, à planter sa tente sur un volcan... (22) Est-ce prudence? Est-ce faiblesse? Nous ne savons... » (23).

(19) *Ibid.*, p. 361. On sent ici se manifester, chez PECQUEUR, l'aversion qu'éprouvent toujours les révolutionnaires pour les réformes. C'est que les réformes consolident le régime. Elles rendent le désordre moins aigu, moins criant. Elles tranquilisent de la sorte, à trop bon marché, les consciences des privilégiés, tandis qu'elles endorment l'instinct de révolte chez les victimes, qu'apaise une légère et trompeuse amélioration de leur sort matériel. Ainsi les réformes compromettent la Révolution. Nul ne les a mieux flétries que Jules GUESDE, lequel repoussait avec rage « ce gâteau jeté à la gueule du Cerbère pour l'empêcher d'aboyer et de mordre ». (Cité dans *Révolution Constructive*, de P. BOIVIN, G. LEFRANC, A. DEIXONNE.)

(20) *Ibid.*, p. 361.

(21) *Ibid.*, p. 365.

(22) *Ibid.*, p. 365.

(23) *Ibid.*, p. 361.

Doctrine définitive ou programme provisoire minimum d'application immédiate?

Aussi la critique de Pecqueur reste-t-elle « conditionnelle, non absolue » (24). Si Dupont-White a seulement voulu proposer « des moyens transitoires », un premier palier de réformes immédiatement réalisables (25), on ne saurait lui reprocher qu'une prudence politique peut-être excessive. Mais s'arrêter à ces mesures « comme à une station séculaire indéfinie, les conseiller *uniquement*, sans laisser voir aucune oasis ultérieure, surtout sans faire des réserves pour les principes, et les abriter dans l'asile inviolable de la Science qui ne transige ni ne compose, jamais!... »

Conclusion générale de Pecqueur, élogeuse pour l'ouvrage de Dupont-White.

« Quoi qu'il en soit, — conclut toutefois Pecqueur, — l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* n'en est pas moins une des productions les plus recommandables de ce temps, les plus dignes d'être méditées de tout le monde, et les bleus et les blancs, et les Guelfes et les Gibelins. » (26)

(24) *Ibid.*, p. 365. Déjà cinq pages plus haut, PECQUEUR, après avoir exposé le programme de DUPONT-WHITE, se posait la même question : « Est-ce affaire de méthode et [M. Dupont-White] se réserve-t-il de continuer ailleurs sa tâche?... [ou bien] est-ce son dernier mot?... et ces idées sont-elles plus qu'une combinaison essentiellement transitoire, plus qu'un baume étendu sur la plaie profonde que le capitalisme a cicatrised la chair du peuple, en attendant le remède radical? Alors notre critique commence... » (*Ibid.*, p. 360.)

(25) Tel n'est pas, à notre avis, le cas. Même à cette époque, DUPONT-WHITE est aux antipodes des révolutionnaires sociaux. La modération de son interventionnisme n'est pas le résultat d'une tactique politique, mais bien d'une conviction profonde, fondée sur la science et sur un certain respect de l'indépendance de la personne humaine. On se souvient des raisons qu'il a données pour expliquer la timidité des réformes qu'il propose : l'irréductibilité de certaines lois naturelles et l'horreur que lui inspire l'intrusion de la réglementation dans certains domaines intimes de l'activité humaine. Ce sont là des données permanentes, qui dans sa pensée fondent sans doute un principe définitif de modération dans l'intervention sociale.

(26) *Ibid.*, p. 366. DUPONT-WHITE se plaignit assez vivement de ce compte-rendu de PECQUEUR, qu'il accusa d'avoir fait, à la fin de son article, une citation inexacte, ou, au moins, malhonnêtement tronquée, de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Nous ne parvenons point à

B. — L'ACCUEIL DES LIBÉRAUX ET DES CONSERVATEURS;
LE COMPTE RENDU DE JOSEPH GARNIER DANS
LE *Journal des Economistes*.

**J. Garnier croit à une évolution
des opinions de Dupont-White
au cours de la rédaction
de l' « Essai ».**

Rien de plus curieux que
de confronter ce compte
rendu de l'*Essai sur les Re-
lations* avec celui que publia;
deux mois plus tard, Joseph

Garnier dans le *Journal des Economistes* (27).

Pecqueur invoquait la sévère condamnation portée par Dupont-White contre le régime libéral, pour lui reprocher la timidité des réformes qu'il propose; ces réformes, pensait-il, ne sauraient constituer, de la part d'un aussi farouche contempteur de l'ordre actuel, qu'un programme minimum et provisoire, dicté par la prudence politique — mais destiné à être, par la suite, complété et étendu.

Au contraire, Garnier tient le relatif conservatisme pratique de Dupont-White pour l'expression authentique et définitive de sa pensée profonde; et il s'appuie précisément sur les prudentes conclusions de notre économiste pour supposer qu'au cours de la rédaction de l'*Essai* ses opinions ont évolué; qu'il a plus ou moins renié, au moment où il rédigeait la conclusion de son livre, les idées socialistes qui avaient dominé son *Mémoire* à l'Académie (28).

découvrir ce dont il s'agit et à identifier cette erreur — volontaire ou non — à laquelle font allusion à la fois une lettre de Théodore DUPONT-WHITE à son frère, et une lettre de Ferdinand FRANÇOIS, directeur ou secrétaire de la *Revue Indépendante*, et datée du 14 juillet 1846 (Cf. notre Bibliographie, n° 150). Ferdinand FRANÇOIS reconnaît que DUPONT-WHITE a droit à une réparation. Nous ignorons s'il l'obtint, et sous quelle forme.

(27) Compte rendu de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, par Joseph GARNIER in *Journal des Economistes*, 1^{re} série, tome 15, septembre 1846, pp. 41 à 56 (Bibliographie n° 277.)

(28) « Un peu aventureux dans sa partie critique, M. DUPONT-WHITE s'est montré très circonspect dans la partie organique, et l'on est tenté de voir une contradiction assez notable entre le dernier chapitre et ceux qui le précèdent... Maintenant il avoue que le principe philanthropique n'est pas absolu, et que le droit de l'Etat n'est pas illimité... A la bonne heure! Après six pages, qui sont évidemment tirées d'une nouvelle écri-

Cette interprétation, il faut le reconnaître, était excusable de la part de Joseph Garnier qui n'avait certainement pas eu sous les yeux le *Mémoire* de Dupont-White. En retrouvant ce manuscrit et en faisant le départ, dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, des deux couches successives de rédaction, nous croyons l'avoir définitivement exclue. (29)

toire, celle à laquelle il puisera désormais, M. DUPONT-WHITE propose, en attendant, d'instruire d'office les classes pauvres... »

« Evidemment, l'auteur a cru, en commençant et en poursuivant son livre, qu'il allait formuler un système d'intervention universel et complet, et il a plaidé tous les moyens pour légitimer sa cause aux yeux de son lecteur. ARRIVÉ AU MOMENT CRITIQUE, SON SOCIALISME A CERTAINEMENT FAILLI, ET IL N'A PAS TROUVÉ GRAND'CHOSE DANS L'ARSENAL DE LA RÉGLEMENTATION, QU'IL CROYAIT SI BIEN GARNI... Je m'explique très bien l'erreur de M. DUPONT-WHITE. Quand il a voulu répondre au programme de l'*Académie des Sciences Morales et Politiques*, demandant qu'on lui formulât les oscillations respectives des profits et des salaires, il l'a fait sous l'influence d'une idée socialiste, que nous avons tous sucée le lendemain de la Révolution de Juillet, à savoir que le capital est un tyran. C'est là-dessus qu'il a basé son travail, auquel il n'a sans doute songé à mettre une conclusion que lorsqu'il a voulu l'imprimer. Or il s'est trouvé que son esprit, qui s'était fortifié en avançant, a fait une évolution et s'est refusé à marcher sur les premiers errements; de là cette hésitation que l'on voit au milieu du livre, et cette solution de continuité que nous signalons » (*Compte rendu* de Joseph GARNIER, p. 55 et 56).

(29) Nous ne voulons pas dire qu'il soit tout à fait impossible de soutenir encore avec Joseph GARNIER l'hypothèse d'une évolution de la pensée de DUPONT-WHITE dans un sens libéral, au cours de la composition de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Mais il faudrait alors supposer non plus seulement deux, mais bien trois couches successives de rédaction :

1^o Jusqu'en septembre 1888, DUPONT-WHITE aurait composé son manuscrit.

2^o Aussitôt après l'avoir envoyé à l'Académie (septembre 1844), pendant la fin de l'année 1844 et le début de l'année 1845 il aurait revu et complété son brouillon et composé les chapitres XXII à XXVII pour développer et fonder le principe de l'intervention de l'Etat.

3^o A la fin de 1845 seulement, il aurait composé le chapitre XXVIII (le chapitre des applications pratiques, dont il publia l'essentiel, au point de vue qui nous intéresse, en janvier 1846, dans le *Journal des Economistes*).

Entre la première et la seconde couche de rédaction, l'anti-libéralisme de DUPONT-WHITE se serait accru; il aurait au contraire diminué entre la seconde et la troisième.

Sans doute le chapitre XXVIII de l'*Essai* peut sembler mal faire corps avec les développements antérieurs, ce qui permettrait de supposer qu'il a été rajouté après coup. Toutefois cette supposition reste parfaitement arbitraire. Pourquoi croire à des oscillations si profondes, si rapides et si désordonnées dans les opinions de DUPONT-WHITE? Plutôt que de recourir à cette explication très improbable, n'est-il pas beaucoup plus simple

Nous pouvons, en effet, poser les points suivants :

1° Le manuscrit de 1844 se terminait déjà par des paroles conservatrices (que Dupont-White a supprimées en éditant son *Essai*) (30)

2° Loin d'atténuer la condamnation du libéralisme qu'avait formulée son *Mémoire*, Dupont-White, dans l'*Essai*, l'a faite plus vigoureuse, plus absolue et l'a renforcée par de nouveaux arguments. Le procès du machinisme, la théorie des crises, le chapitre XXII (31) et ceux qui lui font suite, tout cela n'était pas dans le manuscrit. Les passages les plus violents, les invectives les plus radicales contre la société libérale, Dupont-White (qui n'avait peut-être pas osé tant de franchise dans un texte destiné à l'Académie) les a rajoutés par la suite, lorsqu'il a donné son livre à l'impression. On ne saurait donc soutenir qu'entre 1844 et 1846 son aversion pour le libéralisme ait faibli. Loin de là : Entre ces deux dates, sa critique s'est considérablement enrichie et élargie. Dictée seulement à l'origine par des sentiments de justice sociale, elle a pris, dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, un aspect proprement économique. Du fait de l'anarchie libérale de la production et des inégalités de la répartition capitaliste existe, pour Dupont-White, une tendance permanente au déséquilibre économique, à l'inadaptation de l'offre à la demande, à la sous-consommation générale.

Ainsi nous ne pouvons croire que Dupont-White ait vraiment changé d'avis, dans le sens que suppose Joseph Garnier, au cours de ces deux années. L'*Essai sur les Relations*

de s'en tenir à celle que nous donnons ci-dessus, et qui nous semble plus conforme à tout ce que nous savons par ailleurs de la forme d'esprit et des tendances générales de notre auteur?

(30) Cf. supra 392.

(31) Ce chapitre est celui où sont développées les idées suivantes : il y a une « domination naturellement inhérente à la richesse ». Cette domination est aujourd'hui singulièrement aggravée du fait de l'avènement de la grande industrie libre; il en résulte que l'ouvrier borné par la loi des salaires au strict minimum nécessaire à sa subsistance ne peut profiter des bienfaits du progrès économique; c'est contre lui que se décident toutes les luttes d'intérêt en régime capitaliste. La concurrence entre producteurs se résout toujours en baisse des salaires. Nous avons analysé ce chapitre XXII supra p. 433).

n'a fait qu'accentuer la condamnation théorique que le manuscrit sur les profits et les salaires portait contre le libéralisme économique. Quant au chapitre XXVIII, ce qu'on en peut dire tout au plus, c'est qu'il aide à pressentir, déjà, les voies par lesquelles Dupont-White, dans la suite de sa carrière, s'orientera vers un conservatisme de plus en plus calfeutré. Mais ce conservatisme, on en trouve déjà d'importantes traces dans le manuscrit. Pour expliquer le chapitre XXVIII, point n'est donc besoin d'imaginer rien qui ressemble à un retournement des opinions de Dupont-White entre la rédaction et la publication du *Mémoire*.

Comment nous expliquons l'apparente contradiction entre l'audace de la partie critique et la timidité de la partie constructive de l' « Essai sur les Relations du Travail avec le Capital ».

A notre avis, Pecqueur et Garnier ont eu le tort commun de s'hypnotiser sur une prétendue opposition du chapitre XXVIII avec

le reste du livre. Cela les a conduits, l'un et l'autre, dans des sens différents, à fausement interpréter Dupont-White. C'est en réalité le très mal comprendre, croyons-nous, que de s'étonner outre mesure de l'apparent désaccord entre l'audace de la partie critique et la timidité de la partie constructive de son ouvrage. Les deux tendances qui leur semblent contradictoires se concilient chez Dupont-White dans un équilibre parfaitement stable. Comment cela? Nous nous en sommes déjà quelque peu expliqué, dans un domaine analogue, à propos de la conclusion du *Mémoire* manuscrit, qui nous avait d'abord semblé déroutante (32). Nous avons alors surtout donné une explication historique. Ici nous tenterons maintenant d'ajouter une explication psychologique.

Il y a, en Dupont-White, deux forces opposées :

1° D'abord une ardeur combative d'une incroyable verve, une âme d'avocat, un besoin de s'opposer à une thèse adverse, de prouver *contre* quelqu'un d'autre; un amour des discussions conçues comme des joutes d'idées. C'est là ce qui pousse Dupont-White à attaquer à fond le libéralisme, à le pousser

(32) Supra, p. 392

dans ses derniers retranchements, à le mettre féroce ment en contradiction avec lui-même, à lui détruire jusqu'à ses derniers moyens de défense.

2° Mais il y a aussi en Dupont-White autre chose : son éclectisme, son sens pratique; l'optimisme confiant, mais prudent, qui s'exhale de sa doctrine du progrès dans la continuité. Certes, tout système, en tant que système, est faux : il faut le combattre avec acharnement sur le plan théorique; et dans ce domaine Dupont-White laisse libre cours à sa verve critique. C'est pourquoi il paraît « Guelfe avec les Gibelins. Gibelin avec les Guelfes » (33) — Mais aussi bien, dans tout système, y a-t-il une part de vérité. Voilà ce que Dupont-White ne perd jamais de vue. Et c'est pourquoi, dans le domaine qui nous occupe, il reconnaît que l'individualisme économique s'appuie sur certaines données irréductibles. Et dans le compromis empirique qui constitue son programme pratique, il fait leur part à ces données. Ainsi ce qui nous paraît illogique dans les conclusions de *l'Essai sur les Relations* rentre parfaitement dans la logique du tempérament de Dupont-White, et même de sa doctrine. Sans doute, tous ceux qui cherchent une vérité absolue en matière sociale, tous ceux que révoltent les compromis sont déçus. Ils ne comprennent pas : ils opposent Dupont-White à lui-même, ils voient dans son œuvre une contradiction flagrante, qu'ils tentent d'expliquer comme ils peuvent. Avec Pecqueur ils supposent que le programme d'action de Dupont-White comporte une restriction mentale. Ou bien avec Garnier ils imaginent une conversion, survenue au cours de la rédaction de l'ouvrage. Mais le problème qu'ils s'efforcent ainsi de résoudre par de hasardeuses hypothèses n'existe pas pour quiconque a vraiment pénétré et compris l'éclectisme de Dupont-White.

Joseph Garnier essaye de préciser l'école à laquelle il convient de rattacher Dupont-White.

Il n'est pas impossible d'ailleurs que Joseph Garnier ait soupçonné chez notre économiste ce conflit entre un esprit combatif dans sa forme et une foncière modération de

(33) Lettre du baron Louis La Caze à M. Magnard in *Figaro*, 15 juillet 1894. (Cf. notre Bibliographie n° 273.)

pensée. Voici comment il essaye de définir l'école dans laquelle il convient de classer Dupont-White :

« ...M. Dupont-White, homme jeune, ne s'est occupé de l'étude des phénomènes économiques que depuis la Révolution de 1830. Or tout le monde sait que l'ébranlement du mur politique a agité les fondements sociaux, et qu'il s'est opéré, pendant plusieurs années, une confusion qui dure encore. Certains esprit enivrés par l'amour du progrès se sont élancés dans des sphères inconnues, tandis que d'autres, démesurément effrayés de l'impulsion donnée aux idées publiques, se sont recroquevillés sur eux-mêmes et ont éprouvé un rabougrissement déplorable. M. Dupont-White a suivi la bannière des premiers. Trop sage cependant pour accepter l'ensemble des plans d'une école socialiste, il a adopté la critique peu arrêtée et le programme vaporeux de cette école mal définie qui, sous les noms divers de parti social, d'école radicale, d'école française, a déteint sur la plupart des partis politiques et des corps savants, au sein desquels elle a porté plus de nuages que de vive lumière, plus d'éléments de confusion que de force virtuelle. Déjà un nouveau travail se manifeste : les écoles économiques se disciplinent; nous voulons tous puiser aux bonnes sources, ne fût-ce que pour ne pas ignorer les arguments de l'adversaire; et peu à peu la science naturelle, la vérité se montrera sous un jour moins douteux. Le livre de M. Dupont-White appartient déjà, par la plupart de ses détails, à cette nouvelle phase plus scientifique, plus sévère; mais, par son ensemble il est bien réellement le fruit de celle que j'ai cherché à caractériser. Si j'ai bien exprimé ma pensée, le lecteur comprendra la peine que j'ai eue à analyser le livre de M. Dupont-White. Il faut, pour classer les demi-teintes, un œil plus exercé que s'il s'agissait de couleurs tranchées. » (34)

**Appréciation de J. Garnier
sur l' « Essai ».**

On sent que le livre de Dupont-White a profondément intéressé J. Garnier, qu'à certains moments il a même été séduit, qu'il a éprouvé le besoin de se ressaisir :

« Le caractère et la personne de l'auteur ont toutes mes sympathies. Je partage le sentiment qui l'anime... M. Dupont-White agite un grand nombre de questions,

(34) *Compte rendu*, p. 41 et 42.

il déploie une érudition savante; il discute avec une adresse qui vous enlance au moment où vous y songez le moins; il soude avec un art particulier, à une série de bonnes raisons, une proposition contestable avec laquelle, si vous n'y prenez garde, il vous conduit où vous ne voulez pas aller; enfin j'avoue qu'il m'a dérouté tout le long de son livre, et que plus d'une fois j'ai mis quelque temps à retrouver mon chemin (35)... L'ouvrage de M. Dupont-White est écrit avec talent; les arguments y sont présentés avec habileté, avec trop d'habileté peut-être, et un esprit déjà exercé gagnera beaucoup à traverser cette longue discussion, si toutefois il est assez sûr de lui-même pour retrouver sa route au milieu des circuits dans lesquels l'auteur entraîne son lecteur. Dans le cas contraire, je ne crains pas de dire qu'une telle lecture serait prématurée, et plutôt nuisible qu'utile (36)... Cette étude... prête vivement à l'éloge et à la critique. » (37)

Joseph Garnier fait la critique des statistiques et de l'argumentation de Dupont-White.

Toutefois Joseph Garnier laisse à la *Revue Indépendante* le soin de faire l'éloge. Quant à lui il se réserve la critique.

Pas à pas il suit toutes les étapes de l'argumentation de Dupont-White; il conteste le principe de l'hostilité des profits et des salaires, celui de la nocivité des machines en régime libéral; il discute point par point l'usage que Dupont-White fait de certains chiffres (38) : — la méthode d'interprétation statistique de notre économiste ne s'embarrassait pas d'un excessif souci de rigueur et d'exactitude —; il réfute chacune des réponses de Dupont-White aux objections contre l'intervention de l'Etat; il combat, au nom de la liberté des familles, le principe de l'obligation scolaire, etc...

(35) *Ibid.*, p. 41.

(36) *Ibid.*, p. 56

(37) *Ibid.*, p. 55

(38) Notamment, ceux sur lesquels DUPONT-WHITE prétend fonder le principe de la hausse progressive et continue des prix des produits agricoles (p. 45. Cf. supra, p. 375). Plus loin GARNIER explique autrement que par la misère ouvrière la diminution de la consommation de la viande à Paris (p. 46. Cf. supra, p. 349, note).

**Joseph Garnier défend Malthus
contre Dupont-White.**

Mais il est un point sur lequel Joseph Garnier s'attaque à l'*Essai sur les Relations* avec

plus de vigueur encore, c'est celui de la population. Joseph Garnier était « un des libéraux français les plus entièrement ralliés à Malthus » (39). Il estimait incontestables l'une et l'autre des deux progressions malthusiennes. Comme Malthus, il ne voyait de salut que dans la restriction volontaire. Il ne croyait du reste pas impossible qu'elle devînt pratiquement efficace, tout en restant strictement basée sur la moralité — il ne se lassait pas d'insister sur ce point. — Peu de temps auparavant, il avait lui-même annoté et publié une traduction française de l'*Essai sur le principe de population*. (40)

Dupont-White, comme nous l'avons dit, s'était montré particulièrement sévère pour Malthus, dont la doctrine lui semblait condamner tout espoir d'amélioration de la condition des classes ouvrières.

« Sa théorie de la population, — avait dit Dupont-White, — n'est que le fragment d'une théorie plus générale qui dit *Tolle* à ceux qui souffrent; *Hosanna* à ceux qui jouissent. C'est le *Væ victis* de l'Economie politique (41)... Malthus écrivait pour un parti, sous des inspirations de circonstances, dans un esprit de réaction passionnée... Pour bien juger cet écrivain comme intention et comme autorité, il faut l'entendre sur la question du fermage, sur les droits de la propriété territoriale. Je ne sache pas d'autre économiste qui ait méconnu le caractère de monopole inhérent à cette propriété. (Voyez : *Inquiry into the nature and progress of rent*.) Ad. Smith avait prononcé le mot; Ricardo l'a démontré, et aujourd'hui un écrivain, peu suspect de

(39) R. GONNARD : *Histoire des doctrines de la population*, p. 305.

(40) *Essai sur le principe de population*, de MALTHUS, publié et annoté par Joseph GARNIER, Paris, Guillaumin, 1845. La traduction est celle des PRÉVOST, de Genève. Plus tard, en 1857, Joseph GARNIER écrivit lui-même un livre intitulé *Du principe de population*. Voir aussi son *Traité d'Economie politique*, VI^e partie, chapitre XXXVII.

(41) *Trav. et Cap.*, p. 152 note. Jusqu'à ces mots le passage ne figurait pas dans le *Mémoire sur les Profits et les Salaires*.

radicalisme, vient d'ajouter à cette démonstration toute la netteté de ses vues avec toute l'autorité de son orthodoxie (M. Rossi : *Cours d'Economie politique*, tome I). Il n'y a que Malthus qui, dans son infatuation, ait fermé les yeux à cette évidence; volontaire aveuglement qui nous donne la mesure du parti-pris et de la passion qui entachent toute sa doctrine. » (42)

« C'est du Godwin tout pur » (43), s'écrie Garnier qui trouve ces paroles bien injustes.

« Singulière destinée, — poursuit-il, — que celle de Malthus. C'est à qui ne le lira pas. Et c'est à qui lui fera dire, sur la foi de la foi du petit nombre de ceux qui ont lu les premières pages de Godwin, le plus d'énormités possibles. En vérité, il y a quelque chose de pénible dans cette manie déplorable des écrivains français prêtant à un excellent homme toute la série des erreurs qu'ils se proposent de combattre... Malthus... n'a pas dit que la baisse des salaires fût incurable; mais bien au contraire que cette baisse pouvait et devait être combattue en dernière analyse par la prévoyance du père de famille, en attendant que le progrès eût ouvert des issues aux populations... La preuve que M. Dupont-White a, sur la foi d'autrui, méconnu Malthus et le véritable esprit de sa doctrine, c'est qu'il cite au nombre des adversaires de ce savant MM. Dunoyer et Rossi, qui ont mieux dit, mais qui n'ont pas moins dit que l'illustre professeur du collège des Indes... Ceux qui ont connu Malthus nous l'ont dépeint comme incapable d'écrire contre les pauvres de ce monde et de commettre des erreurs volontaires. Il est impossible de ne pas avoir la même conviction en le lisant. L'on est singulièrement trompé en le prenant pour le théoricien du parti aristocratique. Son ouvrage sur le principe de population n'a pas eu d'autre but que de dire aux pauvres : Prenez garde, les habiles vous exploitent; plus vous serez nombreux en présence des services à louer et des capitaux qui ont du travail à donner, et plus on vous fera la loi. Ainsi va le monde, et ce n'est pas vous qui le changerez, ni ceux qui vous endorment avec des droits à l'assistance publique qui vous démoralise et qui vous rend encore plus nombreux et plus misérables. — Effrayée du fléau du paupérisme, l'aristocratie an-

(42) *Prof. et Sal.*, p. 62 note. Dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (p. 152 note), les mots « toute sa doctrine » sont remplacés par « toute une secte d'économistes ».

(43) *Compte rendu de Trav. et Cap.*, p. 48.

glaise s'est servie de la dernière partie du langage de Malthus contre les partisans de la taxe des pauvres et de la charité légale. Peut-on dire dès lors que Malthus écrivait pour un parti, et sous des inspirations de circonstances dans un esprit de réaction « passionnée » ? Je ne le pense pas. Ce que je crois, au contraire, c'est que Malthus a droit, par l'étendue de ses travaux et la noblesse de son caractère, aux égards de la postérité. » (44)

Dupont-White
répond à **Joseph Garnier**
au sujet de **Malthus**.

Dupont-White éprouva de ces reproches une vive amertume. Il s'indigna que Garnier ait osé l'accuser de n'avoir pas lu Malthus. Il tint à défendre son interprétation de la doctrine et du caractère du grand classique anglais. Aussi écrivit-il à Joseph Garnier une lettre assez vive, — dont la parfaite correction formelle déguise mal une colère à peine rentrée — et que, d'une façon presque menaçante, il le requit, en tant que directeur du *Journal des Economistes*, de publier rapidement : — ce qui fut fait dès le numéro d'octobre. (45)

Dupont-White proteste contre la façon dont Joseph Garnier interprète Malthus, contre « ce panégyrique, cette transfiguration de Malthus, déguisé en Turgot ou en Condorcet ». Il évoque le milieu anglais de la fin du XVIII^e siècle, la vogue qu'y connaissaient les idées de Rousseau, la critique que tant de cercles y exerçaient à l'envi, à la suite de Godwin, contre les institutions et les privilèges d'alors. En face de toute cette agitation, Malthus s'est dressé comme « le champion de l'aristocratie, champion véhément et passionné » (46). Il s'est inspiré de la « morale grossière » (47) de l'Ancien Testament,

(44) *Compte rendu de Trav. et Cap.*, p. 47 et 48.

(45) *Correspondance : Sur la doctrine et le caractère de Malthus. Lettre de M. Dupont-White. Réponse de M. Joseph Garnier*, in *Journal des Economistes*, Octobre 1846, 1^{re} série, tome 15, n^o 59, p. 306 à 313. La lettre de DUPONT-WHITE est datée de Lacroix, 15 septembre 1846. (Cf. notre Bibliographie, N^o 5).

(46) *Lettre de Dupont-White*, p. 307.

(47) *Ibid.* « Le Décalogue, la morale grossière du juif préférée au dogme évangélique de la charité. L'ancienne loi, répudiée quand elle bénit le mariage, invoquée quand elle maudit des innocents. Cette bonne foi, cet éclectisme n'ont pas besoin de commentaire » (p. 307).

— laquelle admet que les fils soient punis des fautes de leurs pères. Sa doctrine a pour principe le droit de toute jouissance, le tort de toute misère » (48). « ...Je ne puis souscrire, — poursuit Dupont-White — à ce travestissement d'un homme de parti en homme de science, et d'un serviteur des *tories* en bienfaiteur de l'Humanité ». (49)

Toutefois, notre économiste conclut : « Quoi qu'il en soit, je me tiens pour non offensé (que mon honorable critique me passe cette prétention) et je n'en reconnais pas moins la bienveillance, la véracité, la politesse même qu'il a portées d'ailleurs dans ce compte rendu. » (50)

**La réponse
de Joseph Garnier**

A cette lettre de Dupont-White, Joseph Garnier publie une réponse. Il persiste à défendre énergiquement Malthus :

« L'estime de J.-B. Say, qui est mort avec les sentiments du tribun philosophe, et celle de Charles Comte, qui n'était rien moins que partisan des idées *tories*, pour la personne de l'auteur du *Principe de population*, m'a toujours paru une preuve suffisante de la droiture de ses sentiments et de la pureté de ses intentions. Malthus était incapable de plaider une thèse sans conviction, et je ne crois pas mal raisonner en invoquant, pour établir sa probité scientifique, la noblesse de son caractère, l'austérité de ses mœurs et la bonté de son cœur... (51) ...Dites que Malthus a constaté une vérité désolante; dites qu'il a annoncé une effroyable nouvelle... Mais... ce ne sont pas les professeurs de l'Ecole de Médecine qui vous ont donné les maladies qu'ils décrivent. Est-ce donc la faute de Malthus si son génie lui a montré un abîme dans ce que l'on prenait généralement pour l'expansion d'une grande prospérité?... Malthus a bien réellement cherché à améliorer le sort des classes pauvres. Pour moi cette intention de l'illustre économiste est quelque chose d'aussi clair que la lumière (52)... Il ne fut ni véhément, ni passionné... Il

(48) *Ibid.*, p. 308.

(49) *Ibid.*, p. 308.

(50) *Ibid.*, p. 309. Cette lettre valut à DUPONT-WHITE les félicitations d'Eugène SÜE. (Cf. notre Bibliographie, n. 154.)

(51) *Réponse de J. Garnier*, p. 309 et 310.

(52) *Réponse de J. Garnier*, p. 311.

n'a critiqué que la charité légale..., pas... la véritable charité. [Il a]... opposé les avantages de la charité volontaire à la charité forcée... Je proteste contre cette assertion que Malthus n'a prêché l'abolition de la taxe des pauvres que pour dégrever les propriétaires du sol d'un impôt de 100 millions... M. Dupont-White, propriétaire d'un beau château dans la Touraine, admet, comme moi, locataire d'un très modeste cottage à Montmartre, le droit de propriété. S'il admet le droit de propriété, il rejette le droit de celui qui n'est pas propriétaire à partager les revenus de cette propriété, car ces deux droits s'excluent ou je n'y comprends plus rien. Dès lors où est l'impiété de Malthus qui dit au misérable : « Personne ne te doit rien. Arrange-toi pour être utile à tes semblables, pour qu'ils consentent à acheter tes services; sinon tu mourras de faim, A MOINS TOUTEFOIS QU'ON VEUILLE ET QU'ON PUISSE TE FAIRE LA CHARITÉ » (52 bis). — Non, Malthus est dans le vrai, et vous êtes dans le faux quand vous venez dire à cet homme : « Au fait, tu as droit à être assisté. » Car il peut vous répondre logiquement : « Puisque tu reconnais mon droit, partageons, ou j'emploie la force. » Voyez donc où cela vous conduit. Vous prêchez le communisme... Malthus était chrétien et n'était pas communiste. Il a de plus vu les choses telles qu'elles sont et il en a averti les misérables que l'on berce d'un espoir trompeur en leur promettant ce que l'on ne peut leur tenir. Ce passage tant critiqué (53) n'est pas plus cruel que le cri de la sentinelle qui vous avertit d'un précipice, et si Malthus l'a retranché dans ses dernières éditions, ce n'est pas qu'il ait voulu le renier, mais parce qu'il a vu que son intention était méconnue. Une pareille condescendance n'est pas un désaveu... Je répète en finissant que je mets sincèrement Malthus au rang des bien-

(52 bis) Est-il bien vrai que MALTHUS admette cette restriction? Ne pense-t-il pas au contraire que la charité même est inopérante, parce qu'elle a pour effet de multiplier les misérables, au lieu d'éteindre la misère?

(53) « Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille n'a pas les moyens de le nourrir, ou si la société n'a pas besoin de son travail, cet homme n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture, et il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature il n'y a pas de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre à exécution ». (MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, 1^{re} édition. Cité par DUPONT-WHITE in *Prof. et Sal.*, p. 34; *Trav. et Cap.*, p. 111 et *Lettre à Joseph Garnier* in *Journal des Ec.*, octobre 1846, p. 308.

fauteurs de l'humanité (54), et qu'une place lui est due à côté de Turgot et de Condorcet. » (55)

Au fond, le débat entre Dupont-White et Joseph Garnier ne porte guère que sur la bonne foi de Malthus et l'interprétation de sa doctrine. Sur le fond du problème de la population ils sont d'accord. Tous deux considèrent l'excès de population comme un danger réel et un redoutable fléau. Tous deux préconisent la contrainte morale, et la croient possible sur une large échelle. — Seulement, en disant cela, Joseph Garnier se croit un malthusien orthodoxe. Dupont-White, au contraire, pense réagir contre Malthus (56) lequel, d'après

(54) Il peut paraître intéressant de noter ici que VILLENEUVE-BARGEMONT, opposant catégoriquement MALTHUS à SMITH et RICARDO, voit en lui l'un des premiers fondateurs d'une « Economie Politique Chrétienne » qu'il définit « la recherche des moyens par lesquels le plus grand nombre d'hommes, dans un état donné, peut participer au plus haut degré de bien-être physique qui dépende du gouvernement ». — « On sait, en effet, — commente M. Henri GUIRTON, — comment MALTHUS, ce pasteur protestant anglais, s'est toujours opposé à la froideur des théories utilitaristes de SMITH et de RICARDO, et comment sur le problème des crises il s'est trouvé d'accord avec SISMONDI contre les déductions de RICARDO. » (H. GUIRTON : *De Villeneuve-Bargemont (1784-1850) et l'Economie Humaine*, in *Chronique Sociale de France*, mai 1935, p. 333).

On peut dire d'ailleurs plus généralement qu'on a beaucoup exagéré l'insensibilité des classiques. On les représente ordinairement comme des théoriciens froids, impassibles, absolument dégagés de tout souci d'humanité, de tout amour de leur prochain, de tout désir d'amélioration sociale. Hors de la pure chrématistique ils n'auraient rien voulu connaître, ni espérer. En réalité, cela est bien plus vrai de certains disciples que des maîtres. Et parmi les maîtres, cela n'est en somme tout à fait vrai — et encore... — que de RICARDO. Chez SMITH, il y avait place pour autre chose qu'un « froid utilitarisme ». Il se refusait à « regarder comme prospère et heureuse une société dont les membres les plus nombreux sont réduits à la pauvreté et à la misère » (*Richesse des Nations*, I, chap. VIII, cité par Maurice MARTIN : *Essai sur les doctrines sociales et économiques de Dupont-White*, Thèse, Grenoble, 1899 p. 34. Cf. notre Bibliographie, n° 257.)

(55) Réponse de J. Garnier, p. 312.

(56) Nous ne connaissons pas suffisamment MALTHUS pour oser prendre nettement parti sur ce point, entre Joseph GARNIER et DUPONT-WHITE. Pourtant — nous nous en sommes expliqués déjà (Cf. supra, p. 355, note 42) — l'interprétation de Joseph GARNIER nous semble avoir à certains égards plus de chances de se rapprocher de la vérité que celle de DUPONT-WHITE. MALTHUS, surtout dans la seconde édition de son *Essai*, et dans les suivantes, apparaît beaucoup moins loin de notre économiste que celui-ci ne le croyait. Dans l'*Essai sur le principe*

lui, aurait proclamé que la population avait une tendance invincible à un accroissement excessif, du fait de la fécondité inconsidérée, « bestiale » (57), mais incorrigible des ouvriers. Il n'aurait pas cru sincèrement à l'efficacité de la contrainte morale.

Lettres de Blanqui et de Théodore Fix Le compte rendu de Joseph Garnier, et l'amusante polémique sur Malthus auquel il donna lieu, — et dont nous venons de parler, — ne sont point les seules réactions que suscita l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* dans le camp des libéraux et des conservateurs. Dupont-White reçut, au sujet de son premier ouvrage, une lettre élogieuse de Blanqui, que nous avons déjà citée (58). Cette lettre le flattait d'autant plus que Blanqui, fidèle disciple de l'école libérale (59), était loin de partager ses opinions.

Théodore Fix (60) et un certain nombre d'autres « économistes », lui adressèrent de vives critiques. Il fallait s'y attendre.

de population, MALTHUS constate, comme DUPONT-WHITE et avant DUPONT-WHITE, qu'il y a eu en France, depuis la Révolution, une forte diminution de la natalité dans les classes ouvrières — ce qu'il considère comme un bien — et il l'attribue au fait que cette même Révolution a accru la responsabilité individuelle; de là plus de prudence chez les ouvriers (MALTHUS : *Essai sur le principe de la population*, édit. Joseph GARNIER, p. 385 — et GONNARD : *Histoire des doctrines de la population*, p. 283 et 284). — Seulement, d'après MALTHUS, la loi des pauvres produit des effets contraires en Angleterre. L'assistance légale est pour lui obstacle à la restriction volontaire; pour DUPONT-WHITE, au contraire, elle est le moyen de la répandre, en éliminant la misère, véritable cause de l'imprudente prolificité des masses.

(57) Le mot est de MALTHUS, et cité par DUPONT-WHITE : *Trav. et Cap.*, p. 222.

(58) Cf. supra, p. 402, note 150.

(59) Pour plus de précision sur les positions doctrinales de BLANQUI, voyez supra pages 396 et 397.

(60) Dans une lettre datée du 6 juin 1846 Cf. notre Bibliographie, n° 145.

**Le compte rendu
de Potherat de Thou
dans le « Moniteur ».**

Potherat de Thou, qui était son ami, et le tutoyait, envoya un compte rendu au *Moniteur* (61). Potherat de Thou était, comme Dupont-White, pénétré de l'esprit rationaliste et progressiste de 1830; mais sur le terrain des réformes sociales, la hardiesse n'était point son fait. Aussi son article, tout en étant très sympathique à Dupont-White, fera-t-il de sérieuses réserves sur ses conclusions.

Potherat de Thou commence par faire l'éloge du style de *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, style « concis, animé, parfois archaïque ». Beaucoup de critiques de Dupont-White commencent ainsi par louer sa forme, pour pouvoir ensuite plus aisément attaquer ses idées. Mais Potherat de Thou ne s'en tient pas là. Il vante chez Dupont-White non seulement l'élégance et la vigueur de l'exposé, mais encore le sérieux de la pensée et les qualités du raisonnement :

« L'auteur — dit le compte rendu — a porté dans cette étude tant de sagacité, il s'est abstenu avec tant de soin des déclamations qui naissent d'elles-mêmes pour s'en tenir à l'autorité des faits et du raisonnement, qu'on lui doit d'exposer ses idées, même quand on ne les partage pas toutes. »

Et Potherat de Thou expose les idées de Dupont-White, mais il le fait avec une sorte de crainte, en osant à peine les transcrire, tant elles lui paraissent dangereuses pour l'ordre social. Est-il bien vrai que le monde soit si injuste, et les masses si misérables? Dupont-White n'a-t-il point décrit un régime exceptionnel, propre aux périodes de crises? N'y a-t-il point aussi, dans l'économie libérale, place pour des périodes de prospérité, qui apportent avec elles le bien-être aux ouvriers? L'égoïsme des maîtres est-il purement nocif? et n'existe-t-il pas une certaine harmonie des intérêts, une providence qui met au service du bien public l'àpre soif de gain des producteurs? Uniquement préoccupés de la poursuite du

(61) Compte-rendu de *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* de M. DUPONT-WHITE, par POTHERAT DE THOU, in *Le Moniteur Universel*, supplément au numéro du lundi 27 avril 1846, p. 1109 et 1110, trois grandes colonnes. (Cf. notre Bibliographie, n° 274.)

profit, ne sont-ils pas en même temps les serviteurs incons-cients du progrès?

« Le maître — dit Potherat de Thou — n'obéit pas, je le sais, à des sentiments de philanthropie. Il poursuit son intérêt particulier sans se préoccuper de l'ouvrier qu'il emploie. Il est ici l'instrument aveugle de la Providence, qui fait sortir le bien de tous des calculs aveugles de l'égoïsme. C'est ainsi que l'appropriation de la terre (62) profite même à celui qui ne possède pas. Si la production agricole, dont les avances sont nombreuses, dont les rentrées sont incertaines, n'avait pas la perspective d'une jouissance exclusive, elle préférerait le repos à une activité stérile... »

Dupont-White aurait appelé cela une apologie du *statu quo*. Potherat de Thou se refuse à flétrir radicalement le régime libéral, à condamner le mobile égoïste du gain individuel comme principe de l'activité économique. Il se refuse aussi à confier en principe à l'Etat un rôle actif de direction en matière de production et de répartition; mais il se rallie à presque toutes les mesures d'assistance auxquelles, en fin de compte, Dupont-White a réduit ses exigences réformatrices.

« ...Encore — dit-il — que nous n'accordions point à l'Etat des droits aussi absolus qu'il le fait, nous pensons comme lui que si l'Etat a pu aggraver par des lois mal conçues le sort du pauvre (63), on ne saurait sans injustice lui refuser d'adoucir les blessures qu'il a faites. La création d'ateliers nationaux pour les moments de gêne, l'enseignement primaire devenu obligatoire, l'indemnité accordée aux enfants indigents nous paraissent des mesures praticables. L'auteur a raison de comparer la modicité de la somme allouée à l'instruction primaire avec la dépense considérable affectée à l'étudation et aux jouissances artistiques des classes supérieures. »

(62) POTHERAT était très attaché à sa terre de Thou, près de Bonny (Loiret), qu'il exploitait personnellement. Cf. sa lettre à Théodore DUPONT-WHITE, du 29 août 1848 (Bibliographie, n° 162) que nous citons *infra*, chapitre III, p. 547.

(63) Les « lois mal conçues » que DUPONT-WHITE a dénoncées, ce sont principalement celles qui consacrent le protectionnisme agraire. POTHERAT DE THOU, qui est propriétaire foncier et exploitant, ne propose point l'abrogation de ces lois. Il demande seulement que si elles ont vraiment causé un tort injuste aux ouvriers, ce tort soit réparé sous la forme d'avantages quelconques, consentis à titre d'indemnité.

Potherat de Thou n'est point partisan du suffrage universel. Il ne saurait souscrire à ces « droits politiques dont M. Dupont-White veut doter les classes inférieures ». Mais il adjure les électeurs et les élus de tenir compte des besoins et des désirs de la masse, s'ils veulent éviter de violentes réactions de l'opinion publique bafouée :

« On ne peut — dit Potherat de Thou — méconnaître la gravité des faits cités par M. Dupont (64), ni l'esprit dangereux qu'ils révèlent. Si les membres des Chambres législatives oubliaient jamais qu'élus par le petit nombre, ils doivent représenter tout le monde, le Gouvernement représentatif deviendrait une machine d'oppression au bénéfice d'intérêts privilégiés. Il est heureusement une puissance qui n'est pas inscrite dans la loi et qui pour n'être pas inscrite dans la loi n'en est pas moins forte : c'est elle qui a triomphé de la plus fière des aristocraties, qui lui a imposé la réforme, qui la force à prononcer elle-même et malgré ses intérêts, et peut-être malgré ses convictions l'abolition des lois sur les céréales (65). Cette puissance, Pascal l'appelait reine du monde avant qu'elle eût le moyen de se manifester d'une manière régulière. »

En somme ce compte rendu qui veut être à la fois critique et sympathique; qui reconnaît l'opportunité de certaines interventions de l'Etat, pour corriger quelque peu le régime libéral, tout en maintenant le mobile égoïste comme base de l'activité économique; qui comprend les besoins du peuple, tout en lui refusant les droits politiques; — ce compte rendu, disons-nous, est assez semblable à celui qu'eût fait Dupont-White si, vers 1875, on lui avait demandé de résumer et d'apprécier un livre comme l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Nulle part cela n'apparaît peut-être d'une façon si suggestive que dans le couplet final que nous avons cité, sur la force de l'opinion.

(64) POTHERAT DE THOU vise ici la législation, profondément défavorable aux ouvriers, à laquelle ont abouti les Chambres de la Restauration et de la Monarchie de juillet, élues au suffrage restreint et censitaire, véritables assemblées de propriétaires, dominées par l'égoïsme de classe; et les conséquences combinées de cette législation de classe et du régime libéral de la production et de la répartition : misère et mortalité ouvrière, criminalité, etc.

(65) Il s'agit, bien entendu, de l'Angleterre.

Le compte rendu de Louis Alloury — Un autre compte rendu dans le « *Journal des Débats* ». — d'inspiration beaucoup plus conservatrice celui-là — parut dans le *Journal des Débats*, sous la signature de Louis Alloury (66). Alloury se voile la face devant l'audace de Dupont-White, qui a « oublié le rang qu'il occupe dans le monde » au point de soutenir des idées voisines du communisme!

Sans doute ne saurait-on dénier à l'ouvrage de grandes qualités!

« On a bien raison — note Alloury — de dire que les extrêmes se touchent, et la preuve, c'est que nous trouvons quelque chose à louer dans cet ouvrage émané d'une plume éminemment radicale, et qui n'en fait pas mystère... »

Mais faut-il croire que la condition des ouvriers soit si misérable et scandaleuse que Dupont-White le dit?

« ...Nous avons beau regarder autour de nous, interroger notre expérience et nos souvenirs, nous ne voyons rien, nous n'avons jamais rien vu qui ressemble à ce tableau dans lequel M. Dupont-White a retracé sous des couleurs si sombres la situation de la classe ouvrière. Est-ce nous qui nous abusons? Mais M. Dupont-White lui-même, à quelle source a-t-il puisé la conviction qu'il exprime avec une verve, avec une vigueur de logique et un talent que nous sommes loin de méconnaître? Est-ce dans l'observation impartiale et réfléchie des faits? Hélas non! qu'il nous pardonne de le dire, parce que la preuve en ressort à toutes les pages de son livre, c'est dans son cabinet qu'il a fait son siège. C'est exclusivement avec les données de la logique, de la logique absolue, inflexible qu'il a soutenu sa thèse. C'est avec de prétendus aphorismes empruntés à Smith, à Ricardo, à Malthus, à J.-B. Say, qu'il est arrivé, d'abstractions en abstractions, de syllogismes en syllogismes à ce corollaire, qui est toute la pensée de son ouvrage : le rapport du capital avec le travail, des profits avec les salaires est un rapport d'hostilité... »

(66) Compte rendu de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, de DUPONT-WHITE, par LOUIS ALLOURY, in *Journal des Débats* du lundi 21 décembre 1846. (Cf. notre Bibliographie, n° 279).

Alloury croit qu'il en est tout autrement; mais lui ne fonde son opinion ni sur l'expérience, ni sur la logique. Il ne la fonde sur rien du tout : elle est seulement le fruit de son ardent désir de justifier un état social pour lui confortable; et c'est cela qu'il prend pour une intuition infaillible. Qu'on en juge!

« Nous ne vivons pas — dit-il naïvement — dans les ateliers, nous n'en connaissons pas le régime intérieur et le ménage (67), mais nous avons la conviction profonde que l'esprit de raison et de justice, ou, pour mieux dire, l'esprit d'humanité, particulier à notre siècle qui sait dénouer tant de problèmes irritants, et qui les dénoue mieux que la logique, sait encore ici concilier les extrêmes, et interposer sa médiation bienfaisante entre le fort et le faible, entre l'avidité de celui qui donne et le besoin de celui qui reçoit le salaire... »

On ne saurait rêver un optimisme plus naïf, ni plus gratuit. De la part des *Débats* (68), Dupont-White aurait pu s'attendre à une critique plus serrée, et plus embarrassante. Il aimait la discussion, et ne s'en fût point formalisé. Alloury devait être un médiocre. C'était, de plus, un ami de Dupont-White. Il lui écrivit pour s'excuser de son article, et des réserves qu'il contenait (69). Il n'y avait vraiment pas de quoi : Théodore Dupont-White, à la lecture de ce compte rendu, écrivit à son frère : « Alloury s'est bien tiré de ce tour de force de parler élogieusement de toi dans un tel journal ». (70)

(67) DUPONT-WHITE en avait au moins visité un, à Rouen, en 1842. Cf. *Trav. et Cap.*, p. 248, et *supra*, p. 330.

(68) Le *Journal des Débats* était à cette époque encore jeune et alerte; il avait une assez belle tenue, et ses critiques étaient ordinairement moins anonymes et plus piquantes que de nos jours...

(69) La lettre a été conservée par le colonel CARNOT.

(70) Cette lettre a été conservée par le colonel SADI-CARNOT. Nous ne pouvons déterminer avec une absolue certitude si elle est de Théodore DUPONT-WHITE, procureur du Roi à Beauvais, ou bien de Mine DUPONT-WHITE, mère de notre économiste.

Comment Stuart Mill, en 1861, jugea l' « Essai sur les Relations du Travail avec le Capital ». Le compte rendu d'Al-loury termine à peu près la fortune de l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital*.

Plus tard, quand Dupont-White fut entré en relations suivies avec Stuart Mill, il lui proposa un jour sa première œuvre. Il ne le fit certainement qu'avec un peu d'hésitation et beaucoup de précautions; et sans doute il éprouva et exprima la crainte que cet ouvrage de jeunesse, plein de hardiesse inconsidérées, ne nuisît à l'estime que lui portait son illustre ami. Mais Stuart Mill répondit : « Je lirai votre ouvrage de 1846 avec d'autant plus de plaisir que vous y aurez moins épargné la société actuelle, que je passe pour ne pas estimer beaucoup » (71). Et quelques mois plus tard, après avoir lu l'*Essai*, Stuart Mill adressait à Dupont-White une très flatteuse appréciation :

« Permettez-moi — disait-il, — de vous faire, quoique un peu tard, mon compliment. Cet ouvrage me paraît d'un très grand mérite. Vous y avez montré que pour être centraliste vous n'en êtes pas moins économiste de la meilleure trempe. Très supérieur, ce me semble, à la plupart de ces messieurs dans leur propre spécialité. » (72)

(71) Lettre de STUART MILL datée de Saint-Véran, 26 mai 1861. (Cf notre Bibliographie, n° 129).

(72) Lettre de STUART MILL à DUPONT-WHITE, datée de Saint-Véran, 10 octobre 1861. (Cf. notre Bibliographie, n° 132).

SECTION V

L'ORIGINALITE DE L' « ESSAI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL AVEC LE CAPITAL ». — SON INTERET HISTORIQUE ET DOCTRINAL

L'Essai sur les relations fut éclipsé par les œuvres postérieures de Dupont-White. Il méritait pourtant mieux que cela. Son originalité parmi les doctrines en faveur à son époque.

Pour avoir mérité les éloges de Stuart Mill, l'ouvrage ne tomba pas moins — une fois éteintes les petites polémiques qui suivirent immédiatement sa parution — dans un regrettable mais profond oubli.

Les rares études consacrées à Dupont-White l'ignorent parfois complètement, ou bien se contentent d'en faire seulement mention (1). Aux yeux de la postérité, la première œuvre de Dupont-White s'est trouvée presque totalement éclipsée par ses publications ultérieures, tout particulièrement par *L'Individu et l'Etat* et la *Centralisation* (2).

(1) Toutefois, DE LAVERGNE, dans son article de la *Revue des Deux-Mondes* (Cf. notre Bibliographie, n° 252) lui consacre deux pages (pp. 526 à 528); M. MARTIN, dans sa thèse (Cf. notre Bibliographie, n° 257) l'étudie, mais très insuffisamment (pp. 27 à 44); M. SPRIET (Cf. notre Bibliographie, n° 258) lui consacre son dernier chapitre, intitulé *La Liberté Économique d'après Dupont-White* (pp. 153 à 183). MM. GINE et RIST (*Histoire des doctrines économiques*, p. 523 sqq.), et René GONNARD (*Histoire des doctrines économiques*, Valois, 1930, p. 599) signalent la première publication de Dupont-White, mais sans lui accorder, à notre avis, la place qu'elle mérite dans son œuvre.

(2) Nous analyserons ces deux importants ouvrages dans notre tome second.

Dupont-White lui-même, sans jamais renier son *Essai*, l'a plus ou moins considéré, par la suite, comme un péché de jeunesse, dont il se souvenait avec complaisance (3), mais sans retrouver les saintes indignations d'antan. Il n'empêche que ce livre est un élément essentiel de son œuvre, et qu'à bien des égards il nous semble tout à fait original, et digne de retenir l'attention de l'historien des doctrines économiques.

1^o Intérêt des positions théoriques adoptées par Dupont-White. Au point de vue théorique, l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* est

essentiellement inspiré des classiques anglais, et particulièrement de Ricardo. Or nous sommes à l'époque où l'Ecole libérale française a nettement pris corps. Elle doit beaucoup à Smith, dont Jean-Baptiste Say a été le disciple. Elle connaît et admire Malthus, dont Joseph Garnier se fait le champion, en même temps que le traducteur. Mais elle reste dans l'ensemble assez étrangère à l'influence de Ricardo... En somme on peut dire qu'au milieu même de l'apogée de l'Ecole libérale française, alors que l'optimisme battait son plein, Dupont-White a été en France le représentant authentique du classicisme anglais, et particulièrement de l'orthodoxie ricardienne.

Ce n'est pas à dire toutefois que la théorie économique de Dupont-White soit une pure démarcation de celle de Ricardo. Dupont-White a su sur bien des points corriger son maître, ou l'expliquer, ou le compléter, en poussant davantage ses

(3) De même qu'à Stuart MILL (c. supra, p. 475), et vers la même époque, DUPONT-WHITE offrit son *Essai sur les Relations...* à LAVELEYE, en 1861 ou 1862. — La lettre qu'il lui adressa, à cette occasion, est conservée par le colonel SADI-CARNOT. « Je vais, — écrit DUPONT-WHITE à LAVELEYE, — vous envoyer mon *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, quelque chose d'assez agressif. Que voulez-vous? J'étais jeune, et le gouvernement d'alors (1846) paraissait fondé à jamais. En pareil cas on se livre sans scrupules à son tempérament, à sa gaillardise. Après tout, je n'ai pas la fatuité de me croire coupable (ne fût-ce que pour un grain de sable) de la Révolution de Février » (Cf. pour cette lettre, notre Bibliographie, n° 101). — Nous n'avons point malheureusement conservé la réponse de LAVELEYE, et nous ignorons ce qu'il pensa de l'*Essai*. LAVELEYE écrivit, vers cette époque, une étude sur le communisme.

déductions, ou encore le suppléer. Ainsi Ricardo n'avait point de théorie des crises : Dupont-White en a construit une — pour l'époque extrêmement remarquable — qui dépasse, croyons-nous, en finesse et en ampleur celle de Sismondi, puisqu'à côté des inégalités de la répartition, elle dénonce, comme une source permanente de déséquilibres, l'anarchie essentielle de la production capitaliste.

Sur d'autres points encore Dupont-White se montre original : sa critique de la loi de Malthus est vive, ingénieuse, et nouvelle (3 *bis*) ; sa théorie des salaires est au fond, par rapport à celle de Ricardo, beaucoup plus rajeunie qu'il ne le veut dire. Dupont-White a renforcé la cruauté de la loi d'airain, en opérant la conjonction de la loi classique des salaires courant avec la loi de la rente foncière, et de la hausse progressive du prix des denrées agricoles. Il a vigoureusement dégagé — avec une ampleur prophétique qui fait pressentir Marx — les lois dynamiques de la répartition en régime libéral, selon l'entraînante logique des principes ricardiens. Dans l'ensemble, il a renchéri encore sur le pessimisme des maîtres ; il a accentué le caractère désolant de leurs conclusions. Surtout peut-être, Dupont-White a complètement changé la portée et le sens des cruelles lois de l'économie classique ; sans les rejeter, il les a transportées sur un tout autre plan : elles ne sont plus à ses yeux (sauf dans certaines limites restreintes) ; de véritables lois de la nature, universelles et inéluctables. Elles sont surtout des lois du régime, des lois du capitalisme industriel, contingentes et modifiables comme le régime lui-même... La porte était dès lors toute grande ouverte, vers la Révolte...

2^e La révolte de Dupont-White devant la théorie libérale. Dupont-White est probablement le premier enfant terrible de Ricardo.

Dupont-White a emprunté aux classiques anglais sa théorie économique — nous voulons dire son interprétation scientifique du régime libéral. Mais la réaction que provoquèrent chez lui ces

(3 *bis*) Si nous exceptons ce que nous avons dit de DOUBLEDAY, *supra*, p. 360, note 48.

cyniques conclusions est bien personnelle, bien humaine, et peut-être, bien spécifiquement française. Oui, Ricardo a raison : normalement les choses doivent se passer ainsi selon le mécanisme libéral... Mais est-ce un motif pour trouver que tout est bien ainsi, que tout est juste, que tout est digne d'être conservé? Dupont-White constate avec Ricardo; mais ensuite il se sépare de lui pour condamner vigoureusement. Puisqu'il est exact, pense-t-il, que l'automatisme engendre de pareilles monstruosité, ne laissons pas faire l'automatisme, corrigeons-le, remplaçons-le... Il n'y a rien dans tout cela, sans doute, qui ne nous paraisse assez banal. Mais n'oublions pas que l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* porte la date de 1846, et que la majeure partie en était déjà rédigée en 1844. A cette époque, il y avait bien un certain mouvement socialiste sur le plan sentimental; on lisait les romans de George Sand; les Fourieristes commençaient (4) à tenir quelques banquets où coulaient l'éloquence et les larmes, mais l'idée d'un socialisme scientifique — nous voulons dire d'une critique du libéralisme économique comme doctrine, et d'une critique fondée sur la théorie classique de l'économie libérale elle-même — était assez originale. Dupont-White a été l'un des tout premiers qui aient songé, au moins avec cette netteté, à s'appuyer précisément et presque exclusivement sur les lois de la science économique libérale anglaise pour combattre la politique d'abstention que préconisaient surtout « les économistes » de l'école libérale française. C'est à lui peut-être que revient le droit d'aïnesse, dans cette longue lignée des enfants terribles de Ricardo, que vinrent plus tard continuer Marx, Rodbertus, Lassalle, et tant d'autres... si bien que l'on peut dire qu'aujourd'hui les libéraux qui subsistent passent leur temps à réfuter Ricardo et sa loi des salaires, laquelle n'a plus guère, pour la défendre, que certains marxistes orthodoxes...

(4) Toutefois c'est seulement à partir d'avril 1847 que leur propagande s'étendit rapidement et largement. (Cf. Jean-Marcel JEANNENEY : *L'Ecole Sociétaire et la Révolution de 1848*).

3° L'interventionnisme réformiste de Dupont-White n'était pas chose banale à son époque.

Non moins que sa critique de l'anarchie libérale — et de ses funestes conséquences humaines — le remède de principe que préconisait Dupont-White dans son *Essai* était, pour l'époque, relativement original. L'Etat n'était pas à la mode en ce temps-là, pas plus chez les socialistes que chez les « économistes » libéraux. L'antithèse de l'individualisme, ce n'était pas alors l'Etatisme, mais bien l'associationnisme.

Pour résoudre les maux de la liberté économique, les socialistes français d'avant la Révolution de 1848 ne songeaient point à la faire contrôler et réglementer par l'Etat (4 bis). C'eût été, dans leur pensée, introduire un odieux despotisme, fondé sur la violence, sans extirper pour cela la racine même du mal : l'immorale concurrence. Pour l'abolir, il fallait agir directement sur l'homme. Si tous ne lui promettaient pas une queue comme Fourier, tous prétendaient modifier sa nature psychologique; remplacer dans l'être humain l'appât égoïste de l'intérêt personnel par le sentiment altruiste de la fraternité dans la justice; remplacer, dans les rapports sociaux, le *struggle for life* par l'association volontaire.

L'Ecole Sociétaire.

Telles étaient essentiellement les tendances des Fourieristes, dont l'école, dite « sociétaire », était alors de beaucoup la plus importante et la plus représentative du socialisme. Sans doute, Considérant, Hennequin, Cantagrel, J. Duval et les autres phalanstériens prévoyaient-ils tout un système de « coordination de l'économie, fondé sur une série d'organismes hiérarchisés, depuis les agences communales jusqu'à l'agence nationale, en pas-

(4 bis) Signalons toutefois un livre aujourd'hui publié : F. FONÉRÉ : *Essai historique et moral sur la pauvreté des Nations, la population, la mendicité, etc...*, Paris, 1825, in-8°. L'auteur se prononce en faveur d'une tarification officielle des salaires; de l'institution par l'Etat de retraites ouvrières; de l'obligation pour les patrons de payer des indemnités aux ouvriers victimes d'accidents du travail, etc... Cela reste toutefois de l'interventionnisme social, non du directionnisme économique. La fin poursuivie est l'assistance des victimes, non l'équilibre de la production et de la consommation.

sant par les agences provinciales et départementales ». L'objet de cette machinerie administrative était « de mettre sur le monde entier, avec le plus d'ordre et de prévoyance et par le chemin le plus court possible, le producteur en rapport avec le consommateur » (5). Mais les phalanstériens, à tous les échelons, refusaient à ces agences diverses toute espèce de force coercitive. Elles ne devaient être, selon eux, que « le fruit de l'opinion, de l'opinion compétente, éclairée. Elles absorberont en elles, disaient-ils, cette puissance morale qui a toujours été plus forte que le pouvoir officiel, et qui règnera sans rivale quand elle sera identifiée avec lui » (6). En somme, dans la cité rêvée par les phalanstériens « l'Etat disparaîtra pour faire place à un simple service de gestion des intérêts nationaux » (7).

Le Saint-Simonisme. Cette tendance n'est pas propre à l'école Fourieriste. Le Saint-Simonisme est placé sous le signe de la célèbre parabole, qui porte le nom de son fondateur, et qui met en relief la complète inutilité de

(5) *Démocratie pacifique* du 2 juin 1847.

(6) *Démocratie pacifique* du 6 janvier 1847.

(7) Jean-Marcel JEANNENEY : *L'Ecole Sociétaire pendant la Révolution de 1848*, manuscrit dactylographié, p. 27. Le même travail nous invite à ne pas systématiser. L'abolition de l'Etat est dans la logique du système de Fourier et fait partie de l'idéal de ses disciples. Mais ceux-ci reconnaissent pourtant qu'« à l'heure actuelle l'Etat est la seule force déjà organisée à laquelle il puisse être fait appel pour améliorer la société » (JEANNENEY, *loc. cit.*, p. 27). Quand survient la famine de 1847, la *Démocratie pacifique* réclame une loi du maximum (*D. P.*, numéro du 19 février 1847). — « Ces interventions de l'Etat, que la doctrine de Fourier paraissait condamner, sont également le remède provisoire que les phalanstériens proposent contre les empiètements de la féodalité financière et contre les vices de l'organisation commerciale » (JEANNENEY, *loc. cit.*, p. 29). Ils demandent que canaux et chemins de fer soient construits par l'Etat (la *Démocratie pacifique* du 18 décembre 1847). — Ils appuient vigoureusement le projet de mise en régie du commerce du sel (la *Démocratie pacifique* du 2 juin 1847). Ailleurs, ils proclament que « une loi qui obligerait par contrainte le riche à prélever sur ses biens une part en faveur du pauvre serait tout aussi équitable que celle qui impose aux particuliers un impôt en faveur de l'Etat qui les protège » (la *Démocratie pacifique* du 9 janvier 1847). En somme l'intervention de l'Etat constitue pour l'Ecole Sociétaire un moyen pratique provisoire, mais qui n'est pas à dédaigner. Nous restons bien loin de DUPONT-WHITE.

l'Etat. Non pas certes que les Saint-Simoniens soient ennemis de l'organisation, de la centralisation, de l'autorité; mais ils ne la conçoivent que purement économique. Dans le monde qu'ils rêvent, transformé en un vaste atelier, l'Etat politique n'a point de part.

Proudhon. Proudhon, à la même époque, se dit « anarchiste ». Il repousse toute autorité, condamne toute contrainte. Ce ne sont pas, à ses yeux, des réformes politiques qui feront la révolution économique. Celle-ci ne saurait résulter que d'un contrat mutualiste, librement conclu entre tous les hommes, sur un pied de parfaite égalité. Le système proudhonien ne comporte pas de recours à « cet être fictif, sans génie, sans passion, sans moralité, qu'on appelle l'Etat » (8).

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, on trouve même chez les interventionnistes déclarés des traces du courant associationniste et anti-étatiste qui a si fortement marqué cette époque.

Louis-Blanc. Voici par exemple Louis Blanc; c'est à beaucoup parmi les socialistes qui jouèrent un rôle en 1848, celui dont la doctrine était la plus favorable à l'Etat. Pourtant, dans son esprit, les « ateliers sociaux » devaient être de libres coopératives de production (9). C'est

(8) PROUDHON : *Idee générale de la Révolution au XIX^e siècle*.

(9) On sait que les ateliers nationaux de 1848, simples chantiers de travail ouverts par l'Etat pour occuper les chômeurs, n'ont rien à voir avec les ateliers sociaux de Louis Blanc. Ce ne fut pas lui, mais MARIE, ministre des Travaux publics, qui les organisa. Le gouvernement y vit un moyen d'embrigader les ouvriers précisément pour faire échec aux tendances socialistes de la Commission du Luxembourg, présidée par Louis Blanc. A leur tête on plaça un de ses adversaires déclarés, l'ingénieur Emile THOMAS, qui a raconté lui-même, dès 1849, dans son *Histoire des Ateliers nationaux*, dans quel esprit il les dirigea, d'accord avec la majorité antisocialiste du gouvernement provisoire (cf. GROS et RIST : *Histoire des doctrines économiques*, 5^e édition, nouveau tirage 1929, p. 353). LAMARTINE disait : « Commandés, dirigés, contenus par des chefs qui avaient la pensée secrète de la partie antisocialiste du gouvernement, les ateliers contrebalancèrent, jusqu'à l'arrivée de l'Assemblée nationale, les ouvriers sectaires du Luxembourg et les ouvriers séditionnels des clubs. Ils scandalisaient, par leur masse et par l'inutilité de leurs travaux, les yeux de Paris, mais ils protégèrent et sauvèrent plusieurs

dans l'organisation du travail par l'association qu'il plaçait son espoir. A l'Etat il ne demandait qu'un coup de pouce initial, une série de mesures provisoires éducatrices pendant la période de transition qui devait préparer le nouveau régime (10). Ainsi le plus étatiste des socialistes français ne l'était pas du tout dans le même sens que Dupont-White, lequel croyait à l'accroissement continu des attributions de l'Etat, parallèle au développement du progrès.

Sismondi. Quant au fondateur même de l'interventionnisme, Sismondi, son influence, à l'époque qui nous occupe, est assez faible. Seuls des gens comme les catholiques Buret et Villeneuve-Bargemont (11) se rattachent à lui.

fois Paris à son insu. Bien loin d'être à la solde de Louis BLANC, comme on l'a dit, ils étaient inspirés par l'esprit de ses adversaires. » (Cité par G. RENARD : *La République de 1848*, p. 60). — Quant à Louis BLANC lui-même, il qualifiait les ateliers nationaux de « bêtise épique » (*Id. ibid.*, p. 63.)

(10) « En matière économique, Louis BLANC n'entend pas que l'Etat soit producteur de toutes choses nécessaires à la consommation; il souhaite seulement que l'Etat crée ce qu'il appelle le modèle de la société, future, qu'il aide à naître des associations qui seront l'embryon du monde égalitaire à venir. Pour cela il faut que l'Etat subventionne, commandite, encourage, en leur donnant au besoin des établissements rachetés aux patrons dans l'embarras, des associations ouvrières de production, où les ouvriers choisiront eux-mêmes leurs gérants, feront eux-mêmes leurs règlements » (G. RENARD : *La République de 1848*, pp. 268 et 269. Collection *Histoire Socialiste*, publiée sous la direction de JAURÈS)... « Les ateliers sociaux devaient être organisés... par l'Etat, qui leur apprendrait à fonctionner. Mais l'Etat se retirerait au bout d'un an, les abandonnant à eux-mêmes » (*Id. ibid.*, p. 270).

(11) Sur VILLENEUVE-BARGEMONT et son *Economie Politique Chrétienne*, nous renvoyons le lecteur à une intéressante étude de M. Henri GUITTON, dans la *Chronique Sociale de France*, mai 1935, pp. 328 à 342. Un important discours, prononcé le 22 décembre 1840 au Parlement par le vicomte Alban de VILLENEUVE-BARGEMONT, a été présenté par Mme Elisabeth TERRENOIRE, et publié en feuilleton dans le quotidien *l'Aube*, dans ses numéros des 13, 14, 15-16, 17, 18, 19, 20 et 21 septembre 1935. On trouvera dans ce discours une vigoureuse condamnation de la concurrence; des renseignements précis et intéressants sur le travail des enfants à cette époque; de violents couplets contre la science économique anglaise, et le régime manufacturier, importé d'Angleterre; un résumé des principaux projets que l'on formait alors, en matière de législation sociale; un éloquent plaidoyer en faveur de ces mesures réclamées à la fois par l'humanité, la morale, et la charité chrétienne; le tout exprimé dans un style riche, fort, correct, clair, élégant. C'est un beau monument, trop oublié, de l'éloquence parlementaire française.

D'ailleurs, à la bien considérer, son œuvre, nettement anti-libérale, n'est pas tellement étatiste qu'on le dit parfois. Sans doute il réclame l'ingérance des pouvoirs publics en matière sociale; en particulier il se déclare en faveur d'une réduction légale de la journée de travail, il préconise l'obligation du repos hebdomadaire, etc... Mais, aussi bien, le premier droit qu'il réclame pour les ouvriers, c'est le droit de coalition; et son « garantisme professionnel », — bien qu'il doive être, dans sa pensée, légal et obligatoire, — n'en consiste pas moins à confier *directement* aux employeurs la responsabilité des risques encourus par les ouvriers, afin d'intéresser les patrons au bien-être des salariés et de rendre solidaires le travail et le capital, présentement rivaux et hostiles l'un à l'autre. C'est le patron, et non point la société, qui doit assumer les charges de la garantie professionnelle. Il est vrai que Sismondi reprochait à Robert Owen « cette chimère de vouloir remplacer l'intérêt personnel par celui de la corporation ». Cela n'empêche pas MM. Gide et Rist de conclure : « Il est probable que si Sismondi eût vécu de nos jours il eût préconisé la coopération » (12).

Pecqueur. Reste alors Constantin Pecqueur, évidemment tout à fait étatiste (13). Mais sa doctrine radicale et systématique s'oppose nettement à celle de Dupont-White, éclectique et nuancée. Ce n'est pas un interventionniste, c'est un collectiviste d'Etat. On peut dire d'ailleurs qu'il représente un cas relativement isolé.

(12) GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques*, 5^e édition 1926, nouveau tirage 1929, p. 229.

(13) Sur PECQUEUR, voir la remarquable thèse de M. Gérard MARCY (Lille, 1934). Pour PECQUEUR, « tout est du ressort de l'Etat, puisqu'il se charge à la fois d'instruire la jeunesse et de diriger la production; puisqu'il règle la répartition et fait régner l'égalité; aucun problème ne lui est étranger; administrateur des choses, il s'occupe aussi de morale et de religion », p. 133). L'Etat, tel que se l'imagine PECQUEUR, est « souverain au temporel et au spirituel, chef directeur général de l'industrie d'un peuple, du travail individuel, possesseur absolu et distributeur facultatif des instruments de travail et des fonctions, rémunérateur arbitraire des œuvres et juge souverain des capacités ». (C. PECQUEUR : *Economie sociale des intérêts du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, sous l'influence des applications de la vapeur*, tome I, p. 433).

Ajoutons qu'ainsi que le montre fort bien dans sa thèse M. Gérard Marcy, Pecqueur avait une mystique fraternelle (14), tout à fait étrangère à Dupont-White, et qui le rapprochait à certains égards des Fouriéristes (15), dont il avait été le disciple.

Le Manifeste communiste.

Le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels ne devait paraître qu'en 1847. Il ne fut d'ailleurs point connu en France avant 1850. Il préconise la révolution violente, la dictature du prolétariat, l'emploi de la force coercitive. Mais cette dictature ne devait être, dans la pensée marxiste, qu'un stade révolutionnaire provisoire, destiné à permettre la rénovation de la nature humaine et l'instauration d'une société quasi-anarchique, fondée sur le travail volontaire et sur la prise au tas. Aucune trace du réformisme étatique progressif dont Dupont-White est le champion.

Si Dupont-White échappe à la fois à l'optimisme des libéraux et à la foi révolutionnaire des socialistes, c'est qu'il croit à l'égoïsme indéracinable des hommes.

Cette rapide revue des doctrines antiindividualistes en faveur à l'époque nous permet de dégager l'originalité de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Dupont-White croit à certaines données mauvaises, essentielles et permanentes de la nature humaine, qui lui interdisent sans doute l'optimisme libéral, mais aussi bien modèrent son enthousiasme réformateur, imposent des limites à ses espérances de rénovation et font de sa doctrine un prudent compromis.

Les hommes ont un égoïsme foncier et indéracinable. Au-

(14) « PECQUEUR fait de l'esprit de sacrifice, de l'esprit de charité le fondement du collectivisme » (G. MARCY : Thèse, p. 209). Bibliographie n°. 525.

(15) Pourtant le principe fouriériste de l'attraction passionnelle diffère de l'appel à la vertu qu'adresse PECQUEUR. Celui-ci « estime que le bonheur de l'homme réside beaucoup plus dans la satisfaction du sacrifice librement consenti que dans le libre cours des passions » (Thèse G. MARCY, p. 209).

cun espoir de les changer à ce point de vue. Dupont-White ne croit pas que jamais les forts consentiront à s'associer librement avec les faibles, renonçant volontairement à leurs avantages économiques, au pouvoir de domination que leur confère le capital, comme jadis, dans la nuit du 4 août, les nobles ont renoncé à leurs privilèges féodaux. L'association libre est une chimère, il importe donc qu'intervienne le pouvoir coercitif de l'Etat.

Mais, d'autre part, cette intervention de l'Etat trouve elle-même ses limites dans la psychologie. Les lois économiques, l'individualisme social ont quelque chose de naturellement irréductible. Aussi l'Etat devra-t-il borner ses ambitions. Instruire tout le monde, assister les vaincus de la lutte entre le capital et le travail, voilà sa tâche. Mais qu'il n'aille pas poursuivre une « chimérique égalité », l'abolition de la propriété, une impossible révolution sociale. Cela est incompatible avec les données naturelles de l'homme.

Dupont-White, disciple des classiques, a conservé en somme beaucoup de leur naturalisme. Pour corriger le régime libéral, il faut selon lui dompter la nature, et pour cette tâche difficile il faut la force de l'Etat. Par là, Dupont-White s'oppose à tout le courant associationniste. — D'autre part la nature ne se laisse jamais vaincre. Tout ce que l'on peut faire, c'est tenter des réajustements, des interventions prudentes. Par là Dupont-White s'oppose à tous les réformateurs ses contemporains, y compris Pecqueur. Leur optimiste idéalisme n'admettait point ces limites à leurs espérances.

4^e Place de l'Essai dans l'évolution de la pensée de Dupont-White. Si nous avons accordé tant d'ampleur à l'étude de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, ce n'est pas seulement à cause de l'originalité que présente cette œuvre pour l'époque à laquelle elle fut écrite. C'est encore parce qu'elle nous paraît marquer un stade important dans l'évolution de la pensée même de Dupont-White. Il n'est pas indifférent, pour bien comprendre les ouvrages postérieurs de notre économiste, de savoir quel a été son point de départ. Dupont-White, à la suite de la

Révolution de 1830, a conçu une grande sympathie pour les classes ouvrières. Il a lu les enquêtes de Villermé, de Buret, etc., qui relataient leurs misères. Il a lu les économistes classiques qui lui en ont révélé et expliqué les raisons. Pour y mettre ordre, il propose l'intervention de l'Etat. Ce remède est tout juste indiqué dans le Mémoire. Dans l'*Essai*, il y a déjà un effort pour le fonder, en droit et en logique, et pour en préciser les manifestations pratiques. Mais en 1846, l'Etat apparaît encore à Dupont-White comme un instrument commode pour servir les intérêts injustement lésés d'une classe opprimée. Plus tard, pendant tout le Second Empire, Dupont-White s'attachera à creuser sans cesse davantage cette notion d'Etat, à la retourner sous toutes ses faces, à l'approfondir le plus possible. L'Etat ne sera plus seulement pour lui un moyen; il deviendra en soi une valeur, un être réel, vivant, transcendant, universel, essentiellement bienfaisant. Parti d'un simple interventionnisme social (et un peu économique), Dupont-White fera toute une philosophie de l'histoire et de la civilisation, fondée sur la notion de l'Etat.

SECTION VI.

DE LA SUPPRESSION DE L'IMPOT DU SEL ET DE L'OCTROI (1847)

Un an environ après la parution de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, en 1847, une deuxième fille naquit à Dupont-White (1). Il la prénomma Jeanne. Après elle, Dupont-White ne devait plus avoir d'enfant.

L'année de cette seconde paternité, Dupont-White écrivit et publia un second ouvrage, intitulé : *De la Suppression de l'Impôt du Sel et de l'Octroi* (2). C'est une brochure de 90 pages in-8°, éditée chez Guillaumin.

**La controverse au sujet de
l'impôt du sel, à la veille de la
Révolution de Février.**

La question des impôts directs, — et tout particulièrement de l'impôt du sel — faisait à l'époque l'objet de

controverses passionnées.

La gabelle d'avant la Révolution, qui fut la source de tant de violences et provoqua tant d'émeutes, n'avait pas survécu

(1) Au château de la Gaillardière, en Touraine. Cette seconde fille de DUPONT-WHITE devait, en 1869, épouser Gaston DAVID, fils d'un conseiller à la Cour de Limoges. Les DAVID étaient parents de madame Hippolyte CARNOT. Ainsi les deux filles de DUPONT-WHITE épousèrent deux cousins éloignés. Jeanne DUPONT-WHITE eut un fils, M. Robert DAVID, qui fut sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, et longtemps député de la Dordogne. M. Robert DAVID nous a fort aimablement reçu et renseigné sur son grand-père Charles DUPONT-WHITE.

(2) Entre l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* et la brochure sur l'impôt que nous allons maintenant analyser, DUPONT-WHITE avait eu encore d'autres projets, et même il avait fait d'autres travaux, qui n'eurent pas — semble-t-il — les honneurs de l'impression.

Une lettre adressée par Louis BLANC à DUPONT-WHITE, et datée du 16 avril 1846 (Bibliographie, n° 142) annonce : « Votre article paraîtra

à la grande tourmente. L'article 2 de la loi du 23 septembre 1789 avait décidé sa suppression, le décret des 21-30 mars 1790 l'avait effectivement réalisée. Le Directoire, pour parer à ses terribles difficultés financières, essaya vainement de le rétablir. Le Conseil des Anciens ne voulut pas d'un impôt qui ne « pouvait être perçu qu'à coups de fusil », et, malgré les protestations du ministre des finances Ramel 104 voix contre 88 repoussèrent la proposition comme « inconstitutionnelle, nuisible, injuste ».

Napoléon (3), avec sa volonté inflexible, fut plus heureux. Par un décret du 27 mars 1806, bientôt confirmé par la loi de finances du 24 avril 1806, il rétablit l'impôt sur le sel. La taxe nouvelle n'était pas l'ancienne gabelle : plus de monopole pour la vente, ni pour la production; plus de minimum imposé pour la consommation. Elle n'en fut pas moins fort impopulaire. Depuis lors, tout au long du XIX^e siècle et jusqu'à nos jours, l'impôt du sel ne cessa de soulever de nombreuses et véhémentes protestations.

L'impôt sur le sel a naturellement contre lui — d'abord — tous les adversaires des taxes indirectes, toujours considérées comme antidémocratiques. Mais ce n'est pas tout : l'impôt du sel constitue une taxe indirecte tout à fait spéciale, et

prochainement, j'en ai la promesse ». Nous ignorons de quel article il s'agit ici, dans quel périodique il devait paraître, et s'il est jamais paru.

Une lettre adressée à DUPONT-WHITE par Ferdinand FRANÇOIS, (de la *Revue Indépendante*) et datée du 1^{er} mai 1846 (Cf. notre Bibliographie, n° 144) semble indiquer que DUPONT-WHITE avait à cette époque l'intention de consacrer une étude aux économistes anglais. A notre connaissance, il n'a pas donné suite à ce projet.

Une lettre adressée à DUPONT-WHITE par un administrateur de la *Revue Indépendante*, datée du 25 juin 1846 (Cf. notre Bibliographie, n° 146), indique que DUPONT-WHITE se livrait encore, à cette époque, à d'autres travaux, dont nous n'avons pas retrouvé la trace. Après avoir insisté vivement pour que DUPONT-WHITE se fît associé de la *Revue Indépendante*, son correspondant, dont nous n'avons pu déchiffrer la signature, ajoute : « Finalement vous ne m'avez pas dit en l'honneur de quoi vous m'avez gratifié de ce travail sur le mouvement commercial de l'Association Allemande que vous m'aviez envoyé, et si je dois le remettre à quelqu'un... » Il s'agissait sans doute d'une étude sur le Zollverein, alors en pleine expansion, et dont l'exemple constituait, aux yeux de Dupont-White, l'un des plus forts arguments en faveur du protectionnisme éducateur.

(3) Pourtant le 13 pluviôse de l'an VII, il avait dit aux *Cinq-Cents* que la taxe sur le sel était « impolitique, inconstitutionnelle, et improductive ». (*Moniteur*, tome XIX, p. 570.)

porte en soi un principe de disgrâce qui le fait apparaître comme particulièrement inique et odieux. Il frappe, en effet, une denrée absolument indispensable à la subsistance de chaque homme. Nul ne peut se dispenser d'acheter et de consommer du sel. Aussi cet impôt ressemble-t-il beaucoup plus à une capitation qu'à une taxe indirecte ordinaire. Pour certains auteurs même l'injustice de l'impôt du sel dépasse encore celle d'une capitation. Le sel, c'est le « sucre du pauvre » et il semble bien que celui-ci, « dont la nourriture se compose de salaisons ou de farineux, qui ont besoin d'être fortement assaisonnés, consomme plus de sel que le riche, dont les aliments sont plus variés, mieux préparés, et qui emploie toutes sortes de condiments que leur prix élevé interdit aux déshérités de ce monde » (4). Si le fait est exact, il faut conclure avec Joseph Garnier que l'impôt du sel est « un impôt en raison inverse des facultés du revenu, un impôt progressif à rebours » (5).

Ainsi s'explique la clameur quasi-universelle qu'a toujours soulevée l'impôt du sel. Mais, au début du XIX^e siècle, il fournissait au budget une de ses plus importantes ressources. Aussi la Restauration en décida-t-elle le maintien à titre provisoire (loi du 17 décembre 1814, article 25; loi du 28 avril 1816, article 18). Cependant, en 1825, l'Angleterre, inaugurant le régime du *free breakfast*, abolit l'impôt du sel. Cette réforme déclencha tout un mouvement abolitionniste en France. Le général Foy combattait « l'impôt du sel, fléau du pauvre » (6). Casimir Périer proclamait qu'il fallait « faire tous nos efforts pour... suivre l'exemple de nos voisins » (7). La Chambre des Députés vota plusieurs projets de réduction de la taxe, qui n'échouèrent que par l'opposition du Gouvernement, appuyé sur la Chambre des Pairs.

A partir de 1830 surtout, l'opposition radicale, à laquelle se rattachait Dupont-White, et qui reprochait à Louis-Phi-

(4) Adolphe GAULTIER DE KERMOAL : *L'impôt sur le sel en France*, Thèse, Rennes, 1904, p. 133.

(5) Joseph GARNIER : *Traité des finances*, 4^e édition, p. 527.

(6) Supplément au *Moniteur* du 29 mars 1825¹.

(7) *Moniteur* du 1^{er} avril 1825

lippe de prélever ses douze millions de liste civile « sur la nourriture du peuple », s'en fit contre le pouvoir un arme de choix. La loi du 17 juin 1840, suivie des ordonnances du 8 décembre 1843, et du 26 février 1846, n'accordèrent que de bien minimes concessions aux adversaires de l'impôt. Cependant de nombreuses pétitions circulaient pour l'abolir. Les Conseils Généraux renouvelaient fréquemment leurs plaintes. Le 26 mai 1845, le député du Doubs, Demesmay déposa sur le bureau de la Chambre un projet portant, à dater du 1^{er} janvier 1847, une réduction du tiers de la taxe sur le sel. Le projet fut voté par la Chambre des députés dans la séance du 23 avril 1846, par 240 voix contre 26 opposants (8). A la Chambre des Pairs le rapporteur Gay-Lussac conclut au rejet de la réforme (9). Sur ces entrefaites, la Chambre des Députés fut dissoute. La nouvelle Chambre des Députés vota à nouveau le projet Demesmay, le 16 juin 1847. Pendant ce temps, le ministre des finances Dumont ouvrait une enquête (10). Sur tous les points du territoire, les Conseils généraux, les Chambres de commerce, les propriétaires de salines s'agitaient. Les brochures, les articles de journaux et de revues affluaient, appuyant parfois, réfutant plus souvent le rapport de Gay-Lussac (11).

(8) « Il faut — affirmait à la tribune le député GLAIS-BIZOIN — que cet impôt soit d'une nature bien particulière pour qu'il soit permis de répéter sans cesse qu'il est inique, injuste, odieux, sans qu'aucune voix ne s'élève pour protester contre cette hardiesse, pour que la voix même de M. le Président ne rappelle pas l'orateur à l'ordre. » (*Deuxième supplément au « Moniteur »* du 23 avril 1846.)

(9) *Rapport Gay-Lussac*, Chambre des Pairs, 19 juin 1846, in *Moniteur* du 20 juin 1846.

(10) On pourra trouver un historique plus détaillé de toutes ces péripéties dans la thèse de M. Paul Cochois : *Etude historique et critique de l'impôt sur le sel en France*, Paris 1902, 181 pages.

(11) Voir en particulier :

Léon TALABOT, député de la Haute-Vienne : *Question de l'impôt du sel*, lettre au directeur de la *Revue Britannique* et texte du discours prononcé à la Chambre des députés par Léon TALABOT, avec les débats auxquels ce discours a donné lieu, in *Revue Britannique*, mai 1846, sixième série, tome 3, p. 184. (TALABOT insiste sur l'exemple anglais et sur le « magnifique programme de dégrèvement des classes laborieuses » réalisés outre-Manche. Il estime qu'en France l'impôt du sel mange trois jours de salaire par an aux ouvriers des villes, une semaine par an aux ouvriers des campagnes, moins payés).

Du même : *L'impôt sur le sel et les ressources financières de la France*

Joseph Garnier, dans son *Mémoire à l'Académie*, sur les *Profits et les Salaires*, que nous avons déjà cité (12), condamnait violemment l'impôt sur le sel. Il est faux, disait-il, que la théorie du salaire naturel garantisse à l'ouvrier qu'il pourra faire supporter à son patron le poids d'un tel impôt.

« C'est à tort, dit-il, qu'un honorable pair, M. Gay-Lussac, dans son rapport fait à la Chambre des Pairs sur le projet de loi portant réduction de l'impôt du sel, admettait en principe que le taux des salaires est basé sur les besoins de l'ouvrier; il en concluait que l'on pouvait laisser subsister l'énormité de l'impôt du sel, parce que l'ouvrier, le comprenant dans son salaire, se le faisait rembourser par son maître et n'en souffrait nullement... Cette doctrine méconnaît la loi fondamentale des salaires. Si les Chambres l'adoptaient, elles consacraient une première erreur en admettant que le prix *courant* du travail se règle sur le prix des choses nécessaires; une seconde erreur, en croyant qu'il dépend de l'ouvrier de se faire payer les sommes portées à son budget, et finalement une injustice, comme cela arrive chaque fois que l'on méconnaît une loi économique découverte ou à découvrir. » (13)

Tout comme ce porte-parole du libéralisme économique, Lamartine disait : « Imposer le sel, c'est comme si on imposait le sang et les nerfs de l'homme » (14). Et Dupont-White

et de l'Angleterre, article et discours prononcé à la Chambre des députés en 1847 in *Revue Britannique*, juin 1847, 6^e série, tome 9, p. 418 sqq. (TALABOT soutient que la consommation du sel étant peu élastique, la réduction des droits ne sera pas compensée par une augmentation de la consommation de sel. Il approuve pourtant le projet de réduction et le considère comme un premier pas vers une réforme fiscale radicale, dans un sens démocratique. « On nous demande la Réforme électorale, la réforme parlementaire; mais la réforme financière est encore plus urgente que cela ».)

Auguste DEMESMAY : *Du projet de loi réduisant à 10 centimes par kilogramme l'impôt sur le sel*, 1 brochure in-8^o à la Librairie Agricole de Dufaly. (L'auteur répond au rapport de GAY-LUSSAC).

Du même : *Opinions des hommes politiques, des savants, des agronomes et des agriculteurs sur l'utilité du sel pour les plantes et les animaux* (Réfutation du rapport de GAY-LUSSAC), 1 brochure, dont compte est rendu in *Revue Britannique*, février 1847, 6^e série, Tome 7, p. 501.

(12) Cf. *supra*, p. 399, note 149.

(13) Joseph GARNIER : *Etude sur les Profits et les Salaires*, p. 17.

(14) Cité dans la thèse de M. GAULTIER de KERMOAL, p. 93.

lui-même, dans son *Essai*, assurait que « l'impôt du sel ne saurait tenir longtemps » (15).

Toute cette agitation devait conduire à l'abolition éphémère de l'impôt du sel par le gouvernement provisoire, en 1848 (16).

**La controverse autour
des droits d'octroi.**

Avec une âpreté à peine moindre, les autres taxes de consommation, droits d'octroi, impôt sur les boissons, etc., étaient également l'objet de nombreuses attaques. Ils pesaient lourdement sur les ouvriers, et les contraignaient fréquemment à se contenter d'une alimentation insuffisante. Les droits d'octroi n'étaient-ils pas au fond la véritable explication de cette baisse de la consommation de la viande et du vin à Paris, que Dupont-White avait notée dans son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, et qu'il avait attribuée à une diminution générale de la rémunération réelle du travail? Aussi, de tous côtés, voyait-on surgir des protestations. A Paris, un emprunt, émis par la ville au début de 1847, remit

(15) *Trav. et Cap.*, p. 238.

(16) L'impôt du sel fut aboli « à dater du 1^{er} janvier 1849 » par le décret du 15 avril 1848, mais rétabli par la loi des 23 et 31 décembre de la même année. Cf. *République Française, Liberté, Egalité, Fraternité. Rapport fait au gouvernement de la République par le membre du gouvernement provisoire, ministre des finances, sur l'abolition de l'impôt du sel*, signé GARNIER-PAGÈS, suivi du texte et du décret du 15 avril 1848, in-folio (Cote à la Bibl. Nation. (Lb⁵³-1141).

Après son rétablissement, l'impôt du sel continua de faire l'objet de vives protestations et de controverses passionnées. Nous renvoyons au hasard à quelques pièces de ce procès :

Enquête législative sur la production et la consommation du sel, Paris, 1851.

DE PARIEU : série d'articles sur les impôts de consommation, dans la *Revue contemporaine* de 1859-1860. Quatre articles sur l'impôt du sel, en France et à l'étranger: *Rev. contemp.*, 2^e série, tome X, p. 591 sqq.; tome XII, p. 25 sqq.; tome XII, p. 193 sqq.; tome XIII, p. 230 sqq.

Enquête sur les sels, Paris, 1868-69.

LETORT : *L'Impôt sur le Sel*, in *L'Economiste Français*, année 1873, p. 312.

DE PEYROT : *L'Impôt sur le Sel*, in *Monde économique* du 26 janv. 1901.

Les deux thèses déjà citées de MM. Paul COCHOIS (Paris, 1902) et Adolphe GAULTIER DE KERMOAL (Rennes, 1904).

au premier plan la question des finances locales et déclencha une nouvelle tempête contre l'octroi. (17)

Après la Révolution de Février, les abolitionnistes (18) devaient obtenir du gouvernement provisoire quelques réformes, notamment l'abolition du droit d'octroi sur la viande à Paris (19). Pendant les années qui suivirent le coup d'Etat, la controverse sur l'octroi continuera encore (20). Mais jamais elle n'aura été plus vive que pendant la dernière année de la monarchie de Juillet. C'est furieusement que les défenseurs des classes ouvrières attaquaient alors l'octroi, tandis qu'en raison de son excellent rendement fiscal, les sages et les prudents le défendaient non moins âprement.

Les ouvriers supportent-ils la taxe sans répétition, ainsi que l'affirment les abolitionnistes? ou bien pèse-t-elle sur le paysan qui vend ses produits à la ville, ou encore sur l'industriel obligé d'augmenter les salaires en même temps que la taxe élève le coût de la subsistance ouvrière? (20 bis). Cette question d'incidence apparaissait capitale; elle mettait en jeu tous les grands problèmes économiques, la théorie du mono-

(17) Voir en particulier, contre l'octroi :

H. SAY, membre du Conseil général de la Seine et de la Chambre de Commerce de Paris : *Paris, son octroi et ses emprunts*.

DUPÉRIER, membre du Conseil général de la Seine et du Conseil municipal de Paris : *De l'emprunt de 25 millions de l'octroi municipal de Paris*.

Les droits d'octroi furent ardemment défendus par M. Louis LAFAUTTE, membre du Conseil municipal de la Seine (sic), en 1847, dans sa brochure intitulée : *Observation sur l'octroi de Paris en ce qui touche les droits qui frappent sur (sic) le vin et la viande de boucherie*.

Eugène DAIRE : *L'octroi et l'emprunt de 25 millions de la ville de Paris*, in *Journal des Economistes*, avril 1847, n° 65, 1^{re} série, tome 17, p. 38 à 43 (Eugène DAIRE, au cours de son article, rend compte des brochures de Horace SAY, DUPÉRIER, LAFAUTTE et DUPONT-WHITE).

(18) Voir notamment : *Rapport présenté au Club des Indépendants pour la conversion de l'octroi en un impôt général et proportionnel, précédé d'une lettre d'envoi signée M. Pasquin*. (Bibl. Nat., Cote Lb⁵³ 1304).

(19) Cf. *Gazette municipale de la ville de Paris*, mai-juin 1848, p. 173 (cette Gazette combat l'abolition des droits d'octroi).

(20) Voici quelques indications bibliographiques, prises tout à fait au hasard :

BRAFF : *Des octrois municipaux*, p. 1855.

DE PARIEU : Série d'articles dans la *Revue contemporaine*, 1859-1860.

20 bis) DUPONT-WHITE déduit de sa théorie générale de la répartition quelques règles d'incidence fiscale. (Cf. *Trav. et Cap.*, p. 235.)

pole foncier, celle du salaire naturel et du salaire courant... Ainsi la question s'élargissait, la controverse remontait jusqu'aux principes... Quoi d'étonnant qu'elle ait tenté Dupont-White?

**Les principes généraux
de la politique fiscale
selon Dupont-White.**

Parti d'une question actuelle, d'un projet de réforme à l'ordre du jour, notre économiste aboutira à dresser toute une théorie générale de l'impôt, fondée sur les principes fiscaux qu'il a déjà échaudés dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* sur la base de sa théorie générale de la répartition. Commencée comme un pamphlet sur un point précis et spécial, la brochure de Dupont-White devient un véritable traité scientifique de doctrine fiscale.

Nous aurons l'occasion, dans notre troisième volume, d'étudier en elles-mêmes, au point de vue théorique, les idées de Dupont-White en ce domaine. Pour le moment, nous nous contenterons ici d'une analyse sommaire publiée par notre économiste en 1847.

Pour Dupont-White l'impôt, pour être juste, doit être universel et égal pour tous, « c'est-à-dire proportionnel » (20 *ter*). Il suit de là qu'il doit être *personnel* et *direct* (21) :

« L'impôt doit s'adresser aux personnes et non aux choses, car les personnes peuvent être interpellées au prorata de leur avoir, tandis que les choses ne comportent qu'un droit de consommation aveugle, indistinct, insouciant du consommateur et de ses facultés. Là est le mérite, l'excellence de l'impôt direct... Tout autre pèche violemment contre l'égalité. » (22)

D'autre part, l'impôt doit frapper la production, de préférence à la consommation, parce que « la consommation est

(20 *ter*) Sur toutes ces questions d'éthique fiscale, voir F. PIETRI : *Justice et injustice fiscales*,

(21) DUPONT-WHITE, conduit par une préoccupation d'égalité, se trouve amené à conclure ici à l'inverse de MONTESQUIEU, lequel se souciait avant tout de la liberté individuelle des contribuables et disait : « L'impôt sur les marchandises est le plus naturel à la liberté, parce qu'il se rapporte de façon moins directe à la personne. »

(22) *Impôt du Sel*, p. 1.

toujours l'indice d'un besoin, tandis que la production n'en est pas toujours le soulagement ». Nous voyons ici réapparaître la théorie des crises, que Dupont-White a déjà développée dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. En régime capitaliste, c'est-à-dire dans un « état social où les produits qui pourraient assouvir tous les dénuements constituent la propriété de quelques-uns » (23), il y a une tendance permanente à la surproduction générale, au déséquilibre « non entre les besoins et les produits, mais entre les produits et les facultés d'acquisition » (24). L'impôt, s'il frappe la production, et épargne la consommation, peut être un moyen d'atténuer ce déséquilibre. Ainsi Dupont-White, dans sa théorie fiscale, introduit une préoccupation *directionniste* (25). Il se montre toutefois très prudent dans cette voie :

« L'impôt, dit-il, ne doit pas marcher à ce résultat de propos délibéré; il ne doit pas non plus s'en détourner comme d'un écueil et s'abstenir, dans une fausse appréhension, d'une des matières les plus légitimement imposables. » (26)

Dupont-White semble aussi se défendre de préconiser un impôt compensateur, une égalisation des fortunes par la voie fiscale. Le rôle de l'Etat ne semble pas être, selon lui, de...

« ...prendre à chaque citoyen une portion de son superflu pour réparer les misères engendrées par le régime des castes; pour venir en aide, par toutes les assistances de l'éducation, du travail, du crédit, aux inégalités d'origine violente ou arbitraire. » (27)

Mais, selon Dupont-White, croyons-nous (27 *bis*)...

« ...l'impôt doit seulement suffire aux services de l'armée, de la justice, des travaux publics, et... res-

(23) *Impôt du Sel*, p. 36.

(24) *Impôt du Sel*, p. 34.

(25) Sur le *directionnisme* et la doctrine de M. le professeur NOYELLE, nous renvoyons à ce que nous avons déjà dit supra, avant-propos.

(26) *Impôt du Sel*, p. 37.

(27) *Impôt du Sel*, p. 24.

(27 *bis*) DUPONT-WHITE semble vouloir éviter de prendre ici nettement position.

pecter dans son assiette et dans son emploi, les relations actuelles des hommes, quelle qu'en soit l'origine. » (28)

Les principes fiscaux de Dupont-White peuvent donc se résumer ainsi : universalité, proportionnalité, impôts directs plutôt qu'indirects; pesant sur la production plutôt que sur la consommation; pas d'impôt compensateur et révolutionnaire; pas d'économie dirigée au moyen d'une politique fiscale; il est toutefois légitime de faire intervenir, à titre secondaire, dans la détermination de l'assiette des impôts, des préoccupations prudemment directionnistes.

Reste, maintenant, à appliquer ces principes, à construire sur leur base un programme précis et complet de réformes fiscales présentement applicables.

Impôts directs.

Le marquis d'Audiffret (29), dans son livre intitulé *Le Système financier de la France*, vient d'affirmer que les impôts indirects sont absolument nécessaires, et qu'il est absolument impossible d'envisager leur réduction ou leur abolition, parce que les contributions directes, déjà écrasantes, ne peuvent être augmentées d'un centime. S'il en était vraiment ainsi, Dupont-White serait tout prêt à sacrifier à la préoccupation du rendement tous les principes d'équité et d'opportunité économique qu'il vient de poser.

« Je ne sache pas, — dit-il, en effet, — de principes qui ne doivent fléchir devant les besoins de la défense nationale et de la sécurité publique. » (30)

Mais Dupont-White ne pense pas que l'assertion du marquis d'Audiffret soit fondée; et il s'applique à la réfuter, en étudiant, les uns après les autres, tous les chapitres du budget des recettes.

(28) *Impôt du sel*, p. 24.

(29) Voir ce nom, dans notre *Index* des sources de DUPONT-WHITE, au début de ce volume.

(30) *Impôt du Sel*, pp. 2 et 3.

Impôt foncier. Les propriétaires fonciers, tout d'abord, ne supportent pas des charges aussi écrasantes qu'on le dit parfois. Le jeu de l'incidence les fait échapper pour une part importante au poids de l'impôt sur les transactions immobilières. Quant à la taxe qui frappe les obligations hypothécaires, elle est très légère : dans toute la France, elle ne produit pas annuellement plus de six millions. Reste l'impôt foncier : Depuis l'Assemblée Constituante, qui en avait déjà allégé la charge par rapport à l'Ancien Régime, cet impôt n'a pas augmenté dans une mesure comparable à l'accroissement des facultés productives du sol (31). Pourtant l'Etat ne serait-il pas particulièrement fondé à imposer les propriétaires, quand l'élévation de leurs revenus est due en majeure partie aux débouchés qu'il leur assure, tant en protégeant énergiquement les produits agricoles contre la concurrence étrangère qu'en construisant sans cesse, à l'intérieur du pays, de nouvelles voies de communication, routes et chemins de fer? (32) Dans ces conditions, l'on ne saurait dire que l'impôt foncier soit excessif.

Sans doute il a été mal réparti à l'origine. Mais Dupont-White ne croit plus maintenant que (comme il avait paru le soutenir dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (33), une révision du cadastre soit nécessaire. Depuis l'établissement des cotes, les mutations immobilières ont été extrêmement nombreuses et fréquentes. « Le temps a passé, avec toutes les amnisties qu'il recèle, sur ce qui fut jadis une spoliation » (34). Une révision du cadastre, « ce serait une justice rendue non au propriétaire, mais à la propriété; non

(31) Pour mesurer cet accroissement, DUPONT-WHITE emploie la méthode de LAVOISIER. Partant du principe que la France nourrit les Français, il admet, en règle générale, que l'accroissement de la production agricole française est proportionnel à celui de la population.

(32) Le développement des communications n'est pas si évidemment favorable aux agriculteurs que DUPONT-WHITE le semble croire. Sans doute, en élargissant le marché agricole, il diminue pour eux le risque de la mévente. Mais du même coup la concurrence entre producteurs devient plus vaste, partant plus efficace; les effets du monopole foncier sont atténués.

(33) Voir un passage assez obscur dans *Trav. et Cap.*, p. 236 sqq.

(34) *Impôt du Sol*, p. 23.

aux hommes, mais aux choses » (35). En somme, ce serait une mesure inéquitable. Ajoutons que le fonds de non-valeur corrige certaines injustices du cadastre (36). En somme, tant que le taux de l'impôt foncier ne subira pas d'amples et subites modifications (comme celle qu'entraînerait par exemple l'admission du principe de l'impôt redresseur des inégalités sociales), il vaut mieux ne pas réviser le cadastre.

Taxes mobilières. Continuant sa revue des impôts, Dupont-White en arrive aux taxes mobilières. D'une façon générale, il considère que les lois fiscales, aussi bien que les lois civiles, sont en retard sur l'évolution économique, et « sous-estiment » la richesse mobilière (37).

Pourtant il se déclare hostile à l'établissement d'un impôt général sur le revenu. Rien ne lui semble plus primitif et plus injuste que de frapper uniformément toutes les formes de revenu, sans tenir compte des discriminations qui s'imposent. Par exemple, selon Dupont-White, les rentes d'Etat, les traitements des fonctionnaires, les actions des Compagnies de chemins de fer, ont droit à une « exemption totale et définitive », sous peine pour l'Etat de manquer à ses engagements,

(35) *Impôt du Sel*, p. 23.

(36) *Impôt du Sel*, p. 26.

(37) Ici prend place une intéressante critique d'ensemble du droit français, lequel est très insuffisamment inspiré des faits économiques. « C'est l'infirmité de notre législation que ses lacunes sans fin au sujet de la richesse mobilière. Quelque figure que fassent les capitaux dans notre société d'aujourd'hui, nos lois de toutes sortes les tiennent pour non-avenus, et n'ont souci que de l'immeuble... » (*Impôt du Sel*, p. 32, note). Par exemple, le double degré de juridiction existe pour tout procès immobilier, à partir d'une certaine somme seulement pour les procès mobiliers. Autre privilège juridictionnel en faveur des immeubles : tous les litiges immobiliers, même intéressant l'Etat, relèvent des juges inamovibles des tribunaux judiciaires. En matière de régimes matrimoniaux, seule la dot immobilière est protégée par l'inaliénabilité. « Propriété, dans le vocabulaire juridique, ne signifie guère qu'immeuble... On dirait que nos législateurs n'ont pas soupçonné l'avènement de la richesse mobilière. On les dirait même assez mal informés de tout ce qui tient à la richesse des nations. Parcourez les discussions qui préparèrent le Code civil; pas plus que dans le droit romain vous n'y verrez un motif économique... Là même où cet intérêt était le plus indiqué, dans la matière des substitutions, il fait complètement défaut, et l'on n'y rencontre que les raisons politiques, les plus importantes assurément, mais non les seules. » (*Impôt du Sel*, p. 32 et 33, note).

« lesquels ne peuvent être réformés au nom de l'intérêt public ». (Il nous semble curieux de remarquer que Dupont-White s'inspire ici d'une conception contractuelle des rapports de l'Etat avec les individus (38) — ce que l'on peut trouver chez lui pour le moins inattendu. Mais Dupont-White croit aux Droits de l'Homme; d'autre part, nous sommes sous la Monarchie de Juillet et Dupont-White se rattache à l'opposition libérale.)

D'autres catégories de revenus encore ont droit à un traitement spécial. Ainsi le revenu des professions libérales « offre un mélange de capital » : pour une part il se compose d'une prime d'amortissement des fonds dépensés pour l'instruction qu'elles requièrent (39). Il serait injuste que tout ce que gagne un avocat ou un médecin fût taxé comme revenu.

(38) DUPONT-WHITE admet d'ailleurs ici, que l'Etat peut briser les contrats *entre particuliers* quand ils sont contraires à l'ordre public. Les fondations perpétuelles peuvent être annulées, même rétroactivement. Les biens de main-morte peuvent être expropriés : « Si le progrès est la loi des sociétés, épargnez, défendez même les liens perpétuels, soit aux hommes, soit aux choses. Point d'obligations à jamais, point d'engagements sans fin... C'est une opinion fort accréditée de nos jours que le morcellement du sol importe à la prospérité publique, à l'élévation morale et matérielle du plus grand nombre... Ainsi certaines lois touchent à des intérêts publics ou sociaux d'une gravité, d'une transcendance telle qu'il est donné à ces lois de prévaloir sur tout contrat qui y serait contraire, sur celui-là même qui les aurait précédées. Cette latitude d'action de l'Etat, cette puissance rétroactive de la loi, c'est chose juste et salubre, et nous l'admettons sans hésiter, mais seulement à l'égard des conventions entre particuliers. Il n'en est plus ainsi alors que l'Etat figure comme partie dans un contrat. » (*Impôt du Sel*, p. 49). « Etrange cité où le débiteur pourrait se rappeler qu'il est souverain le jour que sa dette lui paraîtrait trop onéreuse. » (*Ibid.*, p. 46). Il en résulte que « tout revenu qui procède de l'Etat ne doit rien à l'Etat par voie de taxe... Ce que l'Etat aurait demandé d'impôts à ses créanciers et serveurs, il doit le réduire sur le loyer de leurs capitaux et sur le prix de leurs services, sur leurs rentes et sur leurs salaires. » (*Ibid.*, p. 44)... « Si par hasard l'Etat, en débattant un tarif (de concession) ou un emprunt, avait oublié le droit du fisc, l'omission serait irréparable, et l'impôt serait à jamais perdu pour lui » (*Ibid.*, p. 46)... « L'Etat a dû les taxer en leur accordant un intérêt, une rémunération, un tarif moins élevé. S'il ne l'a pas fait alors, il s'est interdit de le faire ultérieurement. » (*Ibid.*, p. 55). L'Etat est donc lié par ses contrats, de façon indissoluble (sauf, pour les rentes, la licéité de la conversion facultative).

(39) A ce propos DUPONT-WHITE cite le mot d' « un peintre célèbre » qui livrait à l'un de ses clients le portrait qu'il avait fait de son cheval. L'autre trouvait la note trop élevée. « Il y a vingt ans — répondit le peintre — que j'y travaille, à votre cheval. »

Donc, pas d'impôt général. Mais Dupont-White se prononce en faveur de l'augmentation des impôts cédulaires, et surtout de la création de nouvelles cédules.

Il faut imposer le capital associé. D'abord il faut imposer lourdement le capital associé. La Banque de France, les Banques de province, les sociétés d'assurance, « la haute industrie et les grands capitalistes » (40) contribuent très insuffisamment aux charges publiques. Dupont-White le montre avec des chiffres à l'appui. Pourtant l'association est la forme la plus moderne de l'entreprise; de jour en jour davantage « l'industrie, d'individuelle se fait sociale » (41). Le contrôle fiscal est d'ailleurs plus facile sur le capital isolé. Dupont-White propose de donner au fisc le droit de regard sur les registres des sociétés commerciales et industrielles. On ferait payer à chaque associé « un impôt calculé sur le revenu probable de son apport, et qui serait perçu, à sa décharge, des mains du gérant et au siège de la société » (42). La fuite des capitaux à l'étranger n'est pas à craindre pour la France comme pour l'Angleterre : nulle part les capitaux français ne peuvent se trouver mieux qu'en France, où ils sont retenus par « toutes les résistances de la fibre nationale » (43).

En revanche, l'augmentation des taxes mobilières aura peut-être l'avantage de rejeter les capitaux vers le placement en rentes d'Etat (exonérées, comme nous l'avons dit plus haut), et Dupont-White se réjouit de ce résultat éventuel, avantageux pour les finances publiques (44).

Impôts sur les monopoles légaux ou naturels; offices ministériels, revenus fonciers.

Dupont-White propose encore un impôt sur les créances hypothécaires, facile à établir, à vérifier, à garantir; un impôt annuel sur les offices ministériels (dont il a déjà

(40) *Impôt du Sel*, p. 30.

(41) *Impôt du Sel*, p. 29.

(42) *Impôt du Sel*, p. 67.

(43) *Impôt du Sel*, p. 64.

(44) *Impôt du Sel*, p. 89.

dénoncé le monopole dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, et une augmentation de leurs droits de mutation (45).

Il demande aussi l'établissement d'un impôt sur les fermages. Cette nouvelle taxe sur le sol aura l'avantage de respecter à la fois « la propriété du pauvre et le travail du riche » (46). A ce propos il signale l'opinion de James Mill, lequel s'est prononcé en faveur de la confiscation intégrale de la rente foncière par l'Etat (47).

« Doctrine fort spécieuse, dit Dupont-White, mais dont l'application aurait ses difficultés. Contentons-nous de demander un impôt de 3 % sur les fermages, tels qu'ils sont révélés par les baux, et sur les métayages, tels qu'ils semblent résulter du revenu servant de base à l'impôt... La taxe dont il s'agit rendrait 24 millions. » (48)

Notre économiste demande encore que l'on fasse plus onéreuses les concessions minières; que l'on augmente la part de l'Etat dans les successions collatérales; que l'on établisse une taxe sur les professions libérales (48 *bis*) (distincte toutefois de la patente, pour des raisons de dignité morale). Enfin Dupont-White estime que c'est l'emprunt, et non l'impôt, qui doit faire face aux dépenses nécessitées par les travaux publics.

« Si la postérité doit contribuer à des œuvres dont elle est assurée de jouir... c'est la mission du crédit et non celle de l'impôt de pourvoir à presque tout le budget des travaux publics. » (49)

(45) *Impôt du Sel*, p. 66.

(46) *Impôt du Sel*, p. 77.

(47) Cette idée fut reprise, développée et précisée dans les modalités de son application possible par John STUART MILL.

(48) *Impôt du Sel*, p. 78.

(48 *bis*) DUPONT-WHITE avait insisté ci-dessus (cf. *supra*, p. 500) pour que l'on tint compte du caractère spécial des revenus des professions libérales. Mais il ne propose pas pour autant de les exonérer de tout impôt.

(49) *Impôt du Sel*, p. 63.

Impôts indirects.

Passant à l'impôt indirect, Dupont-White le définit comme suit : « Tout impôt levé sur la consommation, quel qu'en soit l'objet fiscal, somptuaire, protecteur, et quel qu'en soit le bénéficiaire, Etat ou communes. »

Toutes les façons d'impôt indirect sont-elles à condamner? Dupont-White ne le pense pas.

Droits de douane.

A propos des droits de douane, il développe d'une façon très intéressante la doctrine de politique commerciale déjà ébauchée dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, et dont nous ferons la synthèse dans notre troisième volume.

Dupont-White se prononce en faveur d'un protectionnisme modéré dont il définit ainsi les principes généraux : (49 bis)

« On n'admet pas indistinctement comme judicieux et bien avisés tous les droits perçus par la douane; on ne les tient pour tels que dans la mesure du service qu'ils rendent à l'intérêt du plus grand nombre, c'est-à-dire des classes inférieures, et ce service on le calcule d'après un double élément :

1^o LE NOMBRE DES BRAS EMPLOYÉS PAR L'INDUSTRIE PROTÉGÉE;

2^o LE CARACTÈRE PLUS OU MOINS NÉCESSAIRE DES PRODUITS DE CETTE INDUSTRIE. » [les produits les plus nécessaires ne devant pas être protégés.] (51)

(49 bis) Les principes de politique commerciale posés ici par DUPONT-WHITE découlent très clairement de sa théorie des salaires : Libre importation des grains, d'abord, afin d'obtenir leur bas prix. Car si la baisse du prix des subsistances ne profite pas aux ouvriers (puisque'elle entraîne celle des salaires), en revanche la hausse des prix des subsistances est pour eux absolument désastreuse. Or, cette hausse est une tendance naturelle. Il faut la neutraliser en permettant la concurrence étrangère. Pour les produits industriels, il en va différemment : leur prix de vente importe peu aux ouvriers, puisqu'en général ils n'en sont pas consommateurs. Les conséquences favorables pour l'emploi de la protection douanière sont donc seules à envisager.

(50) *Impôt du Sel*, p. 7.

(51) Nous savons déjà pour quelles raisons DUPONT-WHITE estime que les produits les plus nécessaires ne doivent pas être protégés : leur bas

Partant de ces normes, Dupont-White réclame l'abolition des droits sur les produits qui servent à l'alimentation du peuple, notamment sur les céréales et le bétail. Il demande également, comme il l'avait fait dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, que l'on instaure la liberté d'importation du fer en franchise. En effet, le fer constitue un élément important du prix des charrues, il est utile pour le ferrage des chevaux : c'est donc un produit indispensable de la consommation paysanne.

D'autre part, le fer à bon marché, ce serait l'essor de toutes les industries de transformation du fer, qui pourraient ainsi réabsorber toute leur main-d'œuvre actuellement mise à pied, du fait précisément des prix trop élevés de la matière première. Quant à l'industrie de l'extraction de fer, elle n'occuperait alors en France, selon Dupont-White, que 49.000 ouvriers.

En revanche, il faut maintenir les droits sur les tissus de coton (dont la fabrication employait en France, selon M. de Villermé, environ 600.000 ouvriers).

Pour illustrer sa doctrine protectionniste, Dupont-White s'appuie, dans un paradoxe hardi, mais judicieux, sur l'exemple de l'Angleterre. Très finement, il montre que la politique commerciale anglaise est loin de s'inspirer d'un libre-échan-

prix importe essentiellement aux masses; leur abondance sur le marché national est le seul moyen d'empêcher la famine; l'extension au delà des frontières de la concurrence entre producteurs agricoles atténue l'injuste monopole dont ils jouissent, et diminue la rente foncière.

Beaucoup d'auteurs nationalistes (nous parlons de nationalisme économique), concluent exactement à l'inverse de Dupont-White : que les produits les plus nécessaires sont ceux pour lesquels la protection est le plus indispensable. Pour écarter le risque de la famine — disent-ils — il importe en effet à un pays d'avoir une production agricole suffisante, et même excédentaire. (En période de disette, il suffira alors de réduire l'exportation pour que la subsistance soit assurée aux nationaux). Ils ajoutent qu'au point de vue politique, diplomatique, et militaire, une nation ne peut être indépendante que si elle suffit complètement par elle-même à la satisfaction de ses besoins économiques primordiaux. (Mais la doctrine de Dupont-White, en matière de commerce international, est surtout inspirée, en 1847, de préoccupations économiques et sociales. Ce n'est que plus tard que le souci de l'indépendance et de la souveraineté nationales inspirera son protectionniste. Cf. notre analyse de l'article de Dupont-White sur *Le Libre Echange* (1851), infra, chapitre III, section IV, paragraphe D).

gisme de principe, absolu, systématique. Si beaucoup de produits sont admis en franchise, c'est que les conditions actuelles de l'économie anglaise ne requièrent point leur protection, selon les principes qu'a posés Dupont-White, quand il a défini « les limites où l'impôt indirect, quand il fait office de protecteur de l'industrie nationale, pourrait être atteint et remanié ».

« La réforme anglaise, — ajoute-t-il — avec tout son retentissement, n'a eu garde de franchir ces limites. En modérant les droits sur les céréales étrangères, elle n'a fait que réduire le prix d'un objet de première nécessité, sans réduire les sources du travail et le fonds des salaires, puisqu'en ce pays travail et salaire sont d'essence industrielle. Du reste, les Anglais ont gardé le régime protecteur, si ce n'est dans tout son appareil, au moins dans tous ses profits... Ainsi RIEN DANS L'ANGLETERRE ET DANS SA RÉFORME QUI RESSEMBLE AU PRINCIPÉ DU LIBRE ÉCHANGE FONDÉ SUR LA DIVERSITÉ DES PRODUITS ET LA FRATERNITÉ DES SENTIMENTS. Il n'est pas sans exemple que la concurrence étrangère y soit tolérée, que les produits du dehors y soient admis. Mais c'est UNIQUEMENT EN RAISON COMPOSÉE DU SERVICE QU'ILS RENDENT A LA CONSOMMATION DES MASSES, ET DU TORT QU'ILS NE FONT POINT A LA PRODUCTION OÙ ELLES S'EMPLOIENT. » (52)

Cette interprétation du libre-échangeisme anglais au *xix^e* siècle, aujourd'hui devenue banale, est pour l'époque tout à fait remarquable. Alors que la plupart de ses contemporains, éblouis par la condition particulière des pays de l'Occident européen d'alors, et par leur avance dans le domaine industriel, proclamaient que le libre-échangeisme s'impose scientifiquement partout et toujours, Dupont-White, lui, a su s'élever au-dessus de son époque, pour la juger comme plus tard devait la juger l'histoire. La liberté des échanges lui est apparue comme une politique qui ne convient que pour certains produits, à certains pays, dans certaines conditions déterminées. Il a posé des règles à la fois assez complexes et assez précises, qui témoignent de beaucoup plus de finesse spéculative et d'intelligence pratique que n'en montraient les théoriciens du libre-échangeisme dogmatique.

(52) *Impôt du Sel*, p. 73 et 74.

Taxes sur le luxe. D'autres taxes indirectes que les droits de douane doivent, selon Dupont-White, être conservées. Ainsi, par exemple, les taxes postales. Ainsi encore, dans un autre ordre d'idées, les taxes de luxe : « celles qui pèsent sur des consommations voluptuaires, et dès lors purement facultatives : sucre, café, tissus précieux, tabac (53), et même certaines sortes de boissons. La réforme qu'il faut ici, c'est l'extension de ces droits » (54). Dupont-White attend 15 millions de ressources budgétaires annuelles supplémentaires de l'augmentation des impôts sur le luxe.

Impôt du sel, droits d'octroi, droits sur les boissons. Mais en revanche, toutes les taxes indirectes qui portent sur des denrées de consommation populaire sont à supprimer (54 bis). Dupont-White se montre ici tout à fait violent contre l'impôt du sel, les droits d'octroi, les droits sur les boissons :

« Tout a été dit sur l'odieux de ces impôts, sur cette réminiscence des plus mauvais temps, sur cette queue des plus mauvaises pratiques où revivent les aides, les gabelles, les douanes intestines. Il n'y a qu'une voix aujourd'hui pour en purger nos finances. C'est le vœu le plus unanime, le plus persistant, le plus éclatant de tous les partis, de toute la presse, de tous les corps constitués. » (55)

Contre ces impôts, Dupont-White accumule les invectives. Il reproche aux droits d'octroi l'élévation de leurs frais de

(53) Est-il besoin de le dire? DUPONT-WHITE fumait peu.

(54) *Impôt du Sel*, p. 69.

(54 bis) On voit aisément comment la doctrine fiscale de DUPONT-WHITE se rattache ici à sa théorie des salaires. Si, comme l'enseigne RICARDO, la hausse des salaires suivait automatiquement et immédiatement celle du coût de la vie, qu'importeraient les impôts de consommation? Mais DUPONT-WHITE ne l'entend pas ainsi. D'après lui la hausse des subsistances n'entraîne pas celle des salaires, — au moins quand le travail est abondant — sauf par le truchement de la misère meurtrière. Les impôts de consommation apparaissent alors infiniment cruels.

(55) *Impôt du Sel*, p. 75.

perception. Il affirme qu'aucun motif antialcoolique ne saurait justifier la taxe sur les boissons. « Comme si le cabaret n'était que pour les ivrognes ! » (56). — Le cabaret était aussi, à cette époque, pour les libéraux avancés qui préparaient la Révolution de 1848...

Pour un monopole d'Etat de la production et du commerce du sel et des boissons.

La suppression pure et simple des droits sur le sel et les boissons suffirait-elle à en exonérer le consommateur ? Ne risquerait-elle pas de profiter seulement aux saulniers et aux cabaretiers ? (57) Question d'incidence, dont l'événement est difficile à prévoir. Afin d'écarter tout aléa et d'assurer aux consommateurs le bénéfice de la réforme qu'il propose, Dupont-White, dans une note, se demande s'il ne conviendrait pas d'organiser en monopole la production du sel et des boissons démocratiques. L'Etat producteur et marchand pourrait abaisser les prix de ventes au grand avantage des classes laborieuses. Le monopole d'Etat « n'est pas sans appui du côté de l'expérience et des précédents » (58). Il apparaît à Dupont-White comme un procédé de bonne exploitation économique (59), et pleinement conforme aux intérêts généraux.

(56) *Impôt du Sel*, p. 86.

(57) Ainsi lorsque, sous la République de 1848, on abolit le droit d'octroi sur la viande à Paris, les bouchers en gros furent seuls à en profiter : Ils ne baissèrent point leurs prix. (Cf. G. RENARD, *La République de 1848*, p. 372.)

(58) *Impôt du Sel*, p. 87, note. DUPONT-WHITE invoque le monopole des boissons tel qu'il fonctionne en Suisse et dans la Confédération germanique ; et le monopole du sel, tel que l'ont instauré l'Autriche et la Toscane.

(59) N'oublions pas qu'à l'époque de DUPONT-WHITE les monopoles existants fonctionnaient de façon très satisfaisante. Le budget des Postes, comme il le signale lui-même (*Impôt du Sel*, p. 4) faisait alors 60 % de bénéfices. De nos jours, c'est précisément sur cet exemple des Postes que H. FAYOL s'appuie pour critiquer vigoureusement la mauvaise rentabilité de la gestion étatique, dans son livre intitulé : *L'incapacité industrielle de l'Etat* (Paris, Dunod, 1921, p. 118), et dont s'est inspiré M. Albert SCHATZ (*L'Entreprise gouvernementale*, Paris, Grasset, 1922.)

Bilan des réformes fiscales En terminant, Dupont-White que propose Dupont-White, fait le bilan financier des réformes qu'il a proposées.

La suppression de l'impôt du sel et de l'impôt sur les boissons coûterait annuellement au budget de l'Etat 49 millions. Chiffres à l'appui, Dupont-White montre que l'on peut raisonnablement attendre une compensation intégrale de cette perte au moyen des ressources nouvelles qu'il a proposées : impôt sur les fermages, impôt sur les créances hypothécaires, impôt sur les offices ministériels, impôt indirect sur le luxe, augmentation des droits de l'Etat sur les successions collatérales, augmentation de l'impôt sur les usines, création d'un impôt spécial sur les bénéfices des capitaux associés. Outre tout cela, des conversions facultatives de la dette publique pourraient donner près de 12 millions (60).

Dupont-White conclut que, dans leur ensemble, les réformes suggérées permettent parfaitement aux finances de l'Etat de se maintenir en équilibre. Quant aux finances communales, comment les dédommager du coup qui va leur être porté par la suppression des droits d'octroi? La solution que propose Dupont-White nous fait pressentir en lui le futur auteur de *La Centralisation*. Il suggère en effet que l'Etat prenne à sa charge la moitié des charges communales que les droits d'octroi servaient à couvrir. Toutefois, selon lui, cette proportion ne doit pas être dépassée; il ne faut pas charger l'Etat de toutes les dépenses communales :

« Nous ne saurions souscrire à cette exagération de doctrine. Que l'Etat supporte une partie des dépenses locales, rien de plus naturel dans un état des mœurs où les dépenses ne profitent pas seulement aux habitants de la localité, dans ce progrès imprimé de nos jours à l'activité des communications, au déplacement des personnes, à l'accroissement de la population flottante. Mais en même temps, c'est justice que les localités contribuent pour leur part à des améliorations, à des embellissements dont elles tirent une utilité spéciale et permanente. » (61)

(60) *Impôt du sel*, p. 77.

(61) *Impôt du sel*, p. 81-82.

En conclusion, Dupont-White donne une solution mixte :

« L'impôt payé par les villes, sous forme d'octroi, et qui compose leur revenu le plus clair, pourrait être remplacé moitié par des centimes additionnels aux contributions directes, moitié au moyen d'une subvention de l'Etat. »

Sans doute, une telle solution perpétuera en partie les inégalités des charges fiscales entre les villes et les campagnes. Les citoyens continueront d'être plus lourdement imposés que les paysans. Dupont-White s'en réjouit parce qu'il voit là un moyen de favoriser le repeuplement des campagnes. Ici apparaît à nouveau une préoccupation directionniste :

« Nous n'aurions... aucun scrupule à laisser l'habitation des villes plus onéreuse que celle des campagnes. C'est attirer aux champs les capitaux, les bras, la vie qui leur manquent. C'est y appeler l'industrie manufacturière sujette à fermentation dans les villes, et à corruption comme tout ce qui a fermenté. C'est favoriser enfin la plus désirable des combinaisons, celle qui mêle aux occupations et aux salaires de la fabrique la propriété, le travail, le produit agricole, et qui porte en soi un palliatif pour les chômages, un viatique pour les crises. » (62)

Le compte rendu d'Eugène Daire dans « Le Journal des Economistes ».

La brochure de Dupont-White, comme nous l'avons dit, venait au milieu de toute une série de productions de valeur variable sur les impôts de consommation. Eugène Daire en rendit compte dans le *Journal des Economistes* (63) en même temps que de plusieurs autres études sur l'octroi.

(62) *Impôt du sel*, p. 82. La combinaison de l'activité industrielle avec l'activité agricole, que vante ici DUPONT-WHITE, est aujourd'hui fréquente au Wurtemberg, où beaucoup d'ouvriers d'usines sont en même temps propriétaires et petits exploitants ruraux. Les autorités locales et celles du Reich ont, surtout depuis la guerre, considérablement encouragé cet état de choses, qu'elles considèrent comme un facteur important de stabilité économique et sociale. Cf. sur ce point : G. STOCKMANN : *Das Werden der Verbindung von Landwirtschaft und Gewerbe in Württemberg*, in *Schmollers Jahrbuch*, octobre 1934, pp. 39 à 56; et l'analyse que nous avons faite de cet article dans *La Documentation Economique*, février 1935, n° 870.

(63) Eugène DAIRE : *L'Octroi et l'emprunt de 25 millions de la Ville de Paris*, in *Journal des Economistes*, avril 1847, n° 65, 1^{re} série, tome 17,

Avec Dupont-White, dit-il...

« ...l'on respire l'air de son siècle, et non la poussière des temps passés (64)... A propos de la suppression des droits d'octroi et de la taxe sur le sel, il nous donne une sorte de traité sur l'impôt en général... On sent qu'il était impossible que l'auteur développât, d'une manière suffisante, un système aussi vaste dans une brochure de quelques feuilles d'impression. »

Daire, comme Dupont-White, condamne les taxes indirectes. Sur ce point, libéraux et socialistes sont d'accord. Mais il reproche à notre économiste d'exclure certains impôts indirects de sa réprobation et de « s'accommoder en grande partie du régime actuel des douanes, même au point de vue protecteur. »

« En somme, conclut-il, l'écrit est bon à consulter, ce qui ne veut pas dire que nous approuvions toutes les théories économiques qui s'y rencontrent. » (65)

pp. 38 à 43. (Bibliographie n° 280). Rend compte de la brochure de DUPONT-WHITE, p. 43. Les autres études analysées sont celles de MM. Horace SAY, DUPÉRIER et Louis LAFAULOTTE (Cf. supra, p. 494, note 17).

(64) L'analyse de la brochure de DUPONT-WHITE suit immédiatement celle du pamphlet dans lequel Louis LAFAULOTTE chantait les vertus des droits d'octroi.

(65) E. DAIRE ajoute : « Et moins encore l'erreur matérielle imputée à NECKER qui, d'après M. DUPONT-WHITE, aurait évalué la contribution foncière de la France, en 1784, à la somme de 345 millions. NECKER a dit 190 millions, et il n'y avait pas à s'y tromper, car il détaille les éléments de ce chiffre ». Encore un exemple de la façon désinvolte dont DUPONT-WHITE traite les statistiques.

SECTION VII

CONCLUSION ET TRANSITION

Conclusion de ce chapitre. En terminant ce chapitre, nous laissons Dupont-White dans le plein épanouissement des tendances qui dominèrent la première étape de sa vie de penseur. Resté libéral avancé (au sens philosophique et politique de ce mot) après la Révolution de 1830, il a pris fait et cause pour les classes ouvrières. Il a dénoncé violemment les injustices du régime qui les voue à la misère, en les abandonnant sans aucune protection aux hasards d'une lutte inégale, et qui fait peser sur elles une lourde et inique fiscalité. Il a proposé des remèdes à tous ces maux. Ces remèdes ne sont pas ceux du libéralisme économique, selon lequel il suffit de l'abstention des pouvoirs publics pour que la cité devienne à la fois riche, harmonieuse et équitable. Ce ne sont pas ceux de l'associationnisme, qui méconnaît en l'homme ce qu'il a d'irréductiblement égoïste, et de légitimement indépendant. Ce ne sont pas non plus ceux du collectivisme d'Etat (que représente Pecqueur), parce que le despotisme est odieux à Dupont-White et parce qu'il est, selon lui, impossible de ne pas laisser dans la vie économique une certaine part aux lois naturelles.

Dupont-White s'est prononcé en faveur d'une solution modérée, éclectique; d'un interventionnisme prudent et discret. Réforme scolaire, extension de l'assistance notamment par la création d'ateliers de travaux publics, réforme électorale, liberté des échanges internationaux en matière agricole, protectionnisme éducateur en matière industrielle, réforme fiscale

dans un sens démocratique, telles sont les pièces maîtresses de son programme, immédiatement applicable.

Peu de temps après, la plupart de ces réformes vont être tentées dans la pratique. Dans quelques mois, en effet, la Révolution de 1848 va renverser la monarchie bourgeoise. L'impôt sur le sel va être aboli (1), l'impôt sur les boissons (2) et beaucoup de droits d'octrois (3) supprimés. On établira une taxe somptuaire sur les voitures de luxe, les domestiques et les chiens (4).

La doctrine libre-échangiste sera un moment combattue dans les sphères gouvernementales, on privera même momentanément Michel Chevalier de sa chaire au Collège de France (5). Le suffrage universel sera instauré, le droit à l'assistance proclamé, les ateliers de travaux publics institués; et l'article 13 de la Constitution déclarera :

« La société favorise et encourage le développement du tra-

(1) L'impôt du sel fut aboli par le Gouvernement Provisoire « à dater du 1^{er} janvier 1849 » (décret du 15 avril 1848). La Constituante le rétablit (loi des 23 et 28 décembre de la même année).

(2) Voici quelques passages du préambule suggestif du décret d'abolition de l'impôt sur les boissons : « Considérant que le mode de perception de l'impôt sur les boissons est éminemment vexatoire et onéreux... que l'exercice en est attentatoire à la dignité des citoyens qui s'adonnent au commerce des boissons... que la forme injurieuse de cet impôt constitue une excitation perpétuelle et comme une excuse à la fraude... Voulant introduire l'esprit de justice jusque dans la fiscalité, etc... »

L'impôt sur la circulation des boissons, supprimé le 31 mars 1848, ressuscita le 22 juin de la même année; puis, aboli de nouveau par la Constituante le 16 mai 1849, il fut, après une enquête, rétabli par la Législative le 20 décembre de la même année (Cf. RENARD : *La République de 1848*, p. 376).

(3) Les droits d'octroi sur la viande à Paris furent notamment abolis (Cf. supra, p. 494, texte et note 19). Mais un droit d'octroi fut établi sur la volaille, le gibier, le poisson et le beurre. Ce nouveau droit n'était du reste qu'une transformation du droit de consommation qu'on percevait autrefois dans les halles et marchés. Il s'agissait d'éviter que les familles riches, qui recevaient directement les produits soit de leurs fermiers, soit de leurs régisseurs, soit de cultivateurs de la banlieue, sans passer par les halles, échappassent à l'impôt (*Gazette municipale de Paris*, mai-juin 1848, p. 173).

(4) Georges RENARD : *Histoire de la Révolution de 1848*, p. 368. C'étaient là précisément les formes que revêtait l'impôt sur le luxe en Angleterre, et que DUPONT-WHITE avait louées dans *De la suppression de l'impôt du sel et de l'octroi* (p. 69).

(5) En 1849.

vail par l'enseignement primaire gratuit, l'éducation professionnelle, l'égalité de rapports entre le patron et l'ouvrier, les institutions de prévoyance et de crédit, les associations volontaires et l'établissement par l'Etat, les départements et les communes, de travaux publics, propres à employer les bras inoccupés. »

Comment Dupont-White va-t-il apprécier cet essai de mise en œuvre des réformes qu'il avait proposées? Sa doctrine va-t-elle s'en trouver confirmée, ou bien, au contraire, le décevra-t-elle à l'application?

Tel sera le sujet de notre prochain chapitre.

CHAPITRE III

LA REPUBLIQUE DE 1848

PLAN

- I. — *Considérations générales. — Premières réactions de Dupont-White.*
- II. — *Dupont-White membre de la Commission du Luxembourg (3 mars-16 mai 1848).*
- III. — *Dupont-White candidat aux élections à la Constituante dans l'Oise (23 avril 1848) et aux élections complémentaires dans la Seine (4 juin 1848). — Secrétaire général au ministère de la Justice (14 mai-22 juillet 1848). — Nommé préfet de l'Aude (31 octobre 1848), il refuse.*
- IV. — *Cinq articles de Dupont-White dans La Liberté de Penser; trois articles dans La Politique Nouvelle.*
 - a) PREMIER ARTICLE: — De l'Influence des Gouvernements sur le progrès matériel des Sociétés (*La Liberté de Penser*, mars 1850).
 - b) SECOND ARTICLE: — Compte rendu des *Harmonies économiques* de BASTIAT (*La Liberté de Penser*, mars 1851).
 - c) TROISIÈME ARTICLE: — Du Projet de loi sur le Crédit Foncier (*La Liberté de Penser*, mars 1851).

d) QUATRIÈME ARTICLE: — Le Libre Echange (*La Liberté de Penser*, juillet 1851).

e) CINQUIÈME ARTICLE: — Etude sur l'impôt (*La Liberté de Penser*, octobre 1851).

f) TROIS ARTICLES DANS *La Politique Nouvelle*: — un sur Le Budget des Cultes (6 avril 1851). — deux sur Le Progrès par le Gouvernement (12 octobre et 19 octobre 1851).

V. — *Le Coup d'Etat du 2 décembre. — Jugements rétrospectifs de Dupont-White sur la Révolution et la République de 1848.*

VI. — *Conclusion.*

SECTION I

CONSIDERATIONS GENERALES PREMIERES REACTIONS DE DUPONT-WHITE

**Rôle de la déception de 1848
dans l'évolution de la pensée
de Dupont-White.**

Nous voici maintenant arrivés à février 1848. Il y eut là quelques belles semaines d'universelle et enthousiaste ivresse; courts moments d'immenses espérances vite muées en amertume et en regrets...

Pour Dupont-White en particulier, l'histoire de la seconde République est celle d'une longue et profonde déception, que pas à pas nous allons suivre, nous efforçant d'en analyser les motifs et d'en esquisser la progression.

Nous avons vu Dupont-White, sous la Mornarchie de Juillet, à la fois républicain et ardent défenseur des classes ouvrières. Nous pourrions croire que le régime de Février va le combler : dès l'abord il l'inquiéta.

La République de 1848 est le seul — des cinq régimes français sous lesquels il a vécu — que Dupont-White ait consenti à servir. Sous Louis-Philippe, on s'en souvient, il avait refusé « par scrupule politique » de remplir une fonction officielle qu'on lui avait offerte. En 1848, il fut membre de la *Commission de Gouvernement pour les Travailleurs*, candidat républicain lors des élections à la Constituante, secrétaire général au ministère de la Justice.

Mais Dupont-White eut beau accorder loyalement son concours actif à la République, en suivre l'évolution avec préjugé favorable et sympathie, il était rempli d'une croissante anxiété, au fur et à mesure que se déroulait cette triste his-

toire, qui chaque jour lui apportait de nouvelles inquiétudes, et bientôt de nouvelles déceptions.

Dupont-White vit l'enthousiasme naïf et creux des premiers jours faire place à la rivalité anarchique des partis; il vit le socialisme menacer les fondements mêmes de la société — la propriété et la famille — pendant qu'une violente réaction bourgeoise se réveillait sous l'aiguillon de la peur; il vit l'échec des ateliers nationaux, celui de la réforme fiscale, celui du projet de loi sur l'organisation des chemins de fer, tandis qu'une grave crise économique naissait de la méfiance des capitalistes; il vit surtout s'édifier, sur le mécontentement des masses et sur la soif de sécurité des bourgeois, le dangereux prestige personnel d'un ambitieux, jusqu'au coup d'Etat et à la dictature...

Ainsi, petit à petit, se dissolvait la République, s'effritaient ces beaux rêves que les idéalistes fondateurs du nouveau régime avaient trop hardiment conçus et trop maladroitement tenté de réaliser. Et chaque lambeau d'espérance qui se détachait du drapeau criblé de la République pour s'envoler au grand vent d'orage qui fouettait Dupont-White, déjà le contraignait à *repenser* sa doctrine politique, à réviser les valeurs qu'il avait jadis admises... Petit à petit, à mesure que se déroulaient les événements, naissait et croissait en lui cette conviction que la démocratie devient vite un péril, pour peu qu'on en abuse, et que le commencement de la sagesse constitutionnelle, c'est la crainte de la dictature de la populace. Plus tard, tout au long de sa vie ultérieure, il méditera les leçons de l'échec de 1848, dont le souvenir exercera sur lui un empire sans cesse croissant. C'est le plus important tournant de toute l'histoire de sa pensée.

★ ★

**Devant l'absence à peu près
totale de documents, nous en
sommes réduits à des
conjectures.**

Il est dommage que nous manquions de renseignements sur les réactions premières de Dupont-White, après la Révolution de Février. Les jugements qu'il a émis sur elle, dans un grand nombre de ses ouvrages

postérieurs (1) — et tout particulièrement dans son livre *Le Progrès Politique en France* (2) — sont, sans doute, pour une part, le résultat de réflexions faites après coup, avec le recul des années; nous ne pouvons en tirer parti qu'avec beaucoup de circonspection, quand il s'agit pour nous de déterminer quels furent les réflexes immédiats et les positions premières de Dupont-White devant les événements de Février.

Nous n'avons pour ainsi dire pas de documents contemporains. Plusieurs lettres adressées à Dupont-White, et conservées par le colonel Carnot, font allusion à des articles écrits par lui dans *Le Pays*. L'une de ces lettres (signature illisible) est datée du 31 août 1848 (Bibliogr. n° 163). Nous avons vainement feuilleté plusieurs périodiques de l'époque, qui répondent à ce nom (3), mais nous n'y avons rien trouvé qui soit signé de Dupont-White. Il était d'ailleurs fréquent — plus encore en ce temps-là que de nos jours — que les articles publiés dans les quotidiens ne fussent pas signés du tout.

(1) Nous citerons et analyserons quelques-uns de ces jugements au cours et surtout à la fin du présent chapitre. Infra p. 643 à 648.

(2) Paru en 1868 (Bibliogr. n° 52).

(3) Vers 1845 paraissait *Le Pays, journal des intérêts nationaux* (Bibl. Nationale: Lc² 1612). Nous ne pouvons dire quelles étaient les opinions politiques de ce journal, mais nous pensons qu'il ne paraissait plus en 1848. Nous avons encore consulté *Le Pays, revue du peuple, politique, littéraire, industrielle et agricole*. La Bibliothèque Nationale n'en possède qu'un numéro spécimen, de décembre 1848. C'est une suite de plaidoiries en faveur de l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la Présidence. Nous n'avons donc point été étonnés de n'y rien trouver de DUPONT-WHITE. — Pour des raisons analogues, il nous paraît peu probable que DUPONT-WHITE ait écrit dans *Le Pays, journal des volontés de la France*. Nous en avons consulté la collection, par acquit de conscience. La plupart des articles ne sont pas signés. Aucune trace que DUPONT-WHITE ait collaboré. D'ailleurs, ce journal n'a commencé à paraître qu'en 1849, et c'est sans doute en 1848 que DUPONT-WHITE aurait écrit les articles que nous cherchons. D'autre part, il s'agit ici d'un journal dont les opinions étaient sans doute fort éloignées de celles de notre économiste. « Le programme de notre journal — disait la rédaction — se résume en ces mots : Religion, Agriculture, Décentralisation, Ordre, Famille, Propriété... La ligne politique du *Pays* sera celle que chaque honnête homme se trace en ce moment au fond de sa conscience. Il sera l'organe des sentiments de la majorité; sentiments qui rallient en France tous les bons citoyens autour des principes éternels du pacte social. Il vient réaliser, sur le grand terrain de la conciliation, et par la fusion des anciens partis, une nouvelle Sainte Alliance, celle des principes qui sauvent les sociétés. [Nous laissons aux lecteurs le plaisir de savourer cette prose... mais atten-

Une autre lettre adressée à Dupont-White semble indiquer qu'il écrivait, sous la Seconde République, dans un périodique intitulé *La Semaine*. Nous supposons qu'il devait s'agir de *La Semaine, Encyclopédie de la Presse périodique*, avec gravures et illustrations, fondée par V. Botrain, dirigée successivement par Timothée Dehay, Aug. Husson, Paul Coq, F. Morel, Victor de Nouvion, et qui publia sept volumes in-folio entre le 26 octobre 1845 et le mois de septembre 1852. Nous avons parcouru, un peu rapidement il est vrai, plusieurs de ces énormes volumes, sans rien trouver de Dupont-White.

Force nous est donc de recourir à des conjectures et de chercher à reconstruire, d'après ce que nous savons du passé de Dupont-White, de ses opinions et de son caractère, d'après ses écrits antérieurs et postérieurs, ce que purent être ses premières réactions en 1848.

Il est très possible que notre économiste ait vécu en Touraine les journées historiques, sans quoi peut-être, comme en 1830, eût-il pris son poste sur les barricades. Mais ce n'est là qu'une hypothèse. Rien ne nous dit que Dupont-White eût approuvé la Révolution.

Dupont - White eût sans doute préféré que la France fit l'économie de cette Révolution.

Ardemment réformiste, il avait beaucoup fréquenté les milieux libéraux, républicains et socialistes (4). Mais, toujours éclectique, il ne ressentait pour le gouvernement de Louis-Philippe aucune aversion systématique.

dans la fin!] En un mot — poursuit l'annonce du premier numéro du journal — il adoptera avec énergie et courage cette politique à laquelle la réunion de la rue de Poitiers [= le « parti de l'ordre »] a donné dans l'Assemblée Nationale un centre, un drapeau, un avenir ». — Ce n'était point là sans doute, ce qu'il fallait à DUPONT-WHITE.

Aucun autre périodique de l'époque, à notre connaissance, ne s'appelait *Le Pays*.

(4) Pendant les dernières années de la Monarchie de Juillet, DUPONT-WHITE s'occupait activement de politique. Son opposition au régime était beaucoup moins platonique et beaucoup moins dilettante qu'il ne s'est plu à le dire plus tard (Cf. en particulier *Lettres de DUPONT-WHITE à LAVELEYE, Bibliographie*, nos 101 et 112, et le passage du *Progrès Politique en France*, que nous citons ci-dessus). Il encourageait de son appui, de ses

Voici du reste comment, vingt ans plus tard, Dupont-White semble définir les tendances politiques auxquelles il se rattachait vers la fin de la Monarchie de juillet :

« ...Il y avait d'autres dissidents sans doute et l'on a de bonnes raisons pour ne pas les omettre. Ils étaient dispersés dans l'industrie, l'agriculture, les départements, en travail d'une fortune à faire, d'une candidature à poser : apprentis députés, faisant leur éducation au spectacle des faits, au bruit de la tribune, dans les petites affaires locales, quelquefois (tout arrive) dans une étude réelle de l'histoire, des finances, des statistiques. Républicains, ils ne cessaient pas de l'être, ou de le dire du moins, *l'ayant dit une fois* (certaines personnes mettent l'honneur au-dessus de la vérité); mais ils rêvaient une transaction, celle par exemple d'un prince d'Orléans appelé au trône pour ses mérites seulement, et en dehors de l'hérédité monarchique, arrivant la mort du roi Louis-Philippe; transaction où ils restaient fidèles à la république, qui est l'éligibilité du pouvoir exécutif et rien de plus. Ils avaient fini par comprendre que leur tendresse individuelle pour cet état de choses

recommandations, de ses deniers, les élections des « avancés ». C'est ainsi qu'il soutint la campagne électorale de M. DE SEPTENVILLE, ainsi qu'en fait foi sa correspondance. Il faisait partie de nombreux comités, et participait à des réunions mi-mondaines, mi-politiques, où des intellectuels bien rentés, et souvent bien casés, jouaient aux conspirateurs et formentaient de petits complots contre le régime. Nous savons par une lettre de P. LEROUX à DUPONT-WHITE (Bibliographie, n° 155) que notre économiste était abonné à sa *Revue Sociale*. Il soutenait probablement de son appui financier *La Revue Indépendante*. D'autre part, nous avons conservé plusieurs lettres adressées vers cette époque à DUPONT-WHITE par VIDAL, lequel épanchait dans le giron de notre économiste sa rancœur contre le gouvernement. L'une d'entre elles, datée du 12 octobre 1847 (Bibliographie, n° 159), mérite d'être citée : « Viendrez-vous à Paris cet hiver? — demande VIDAL à DUPONT-WHITE. — Il y aura du nouveau à l'ouverture de la session; c'est inévitable. Nous ne pouvons rester indéfiniment dans la honte, l'infamie, la lâcheté et la corruption. Il se prépare quelque chose; le Roi est vieux... Ah! le moment est favorable : la politique des conservateurs est à bout, celle des libéraux est épuisée; depuis longtemps, on attend quelque chose. Les socialistes railleraient les hommes intelligents et de tous les partis, et n'auraient point de peine à vouer le reste au ridicule. Il me tarde de prendre les armes et d'engager la bataille. Vienne le grand jour et le courage ne nous manquera pas; et les auxiliaires ne nous feront point défaut, et nous aurons pour nous la sympathie des uns, la fureur des autres, et l'appui de tous ceux qui souffrent. Nous devons être pleins d'espoir : tout nous sert à souhait, les hommes et les choses : le vieux monde craque de tous côtés; l'Europe entière s'agite et frémit. Il suffit d'une occasion ou d'un prétexte pour déchaîner un mouvement général... »

ne suffisait pas à le fonder; que le concours du pays était nécessaire, et que rien n'était possible de ce côté si le pays résistait par d'incurables souvenirs à ce qui devait faire son bonheur. » (5)

Après tout, les Orléans n'étaient pas de la « race maudite » (6). Louis-Philippe n'avait pas violé la charte, comme jadis Charles X (7). Dans le domaine social, les gouvernements de notre dernier roi étaient loin de répudier complètement le principe cher à Dupont-White de la charité légale, et lui-même les en avait félicités dans son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* (8). A la veille des Journées de Février, l'impôt sur le sel, attaqué par le député Demesmay, était sur le point d'être considérablement réduit. Dupont-White eût sans doute préféré que Louis-Philippe fit des réformes, qu'il étendit le droit de suffrage, afin d'enlever le monopole du pouvoir aux « assemblées de propriétaires » qu'étaient alors les Chambres; qu'il s'engageât résolument dans la voie des lois sociales, et que la France fit l'économie d'une révolution. Persuadé que le progrès n'est dans l'ordre que lorsqu'il est lent et continu, Dupont-White trouvait sans doute, comme Proudhon, qu'« il aurait mieux valu faire en trente ans ce qu'on avait fait en trois jours » (9).

(5) *Progr. pol.*, p. 79 et 80.

(6) C'est ainsi qu'il nomme les Bourbons dans la lettre à son frère THÉODORE, que nous avons citée supra, p. 320.

(7) PROUDHON (*Solution du problème social*, édition Lacroix, p. 6) dit que le gouvernement de Louis-Philippe « était littéralement en règle » et que la révolution était « illégale », sinon illégitime. Louis-Philippe, en mettant le pied sur le sol anglais, s'écria : « Charles X a été détrôné pour avoir violé la charte; je le suis pour l'avoir défendue. » Il n'est d'ailleurs pas absolument indiscutable que Charles X lui-même ait violé la Charte, au moins dans sa lettre. (Cf. chapitre I, section IV, page 319, note 5).

(8) *Trav. et Cap.*, p. 7. DUPONT-WHITE se réfère surtout à une *Circulaire du ministre de l'Intérieur*, en date du 6 août 1840 (*Bulletin du ministère de l'Intérieur*, nos 8 et 9, p. 262 sqq.), laquelle avait proposé la création de maisons de retraites; l'organisation du prêt gratuit sur simple caution, à la place du prêt sur gages des Monts-de-Piété; des subventions aux associations de charité; la dotation des associations de secours mutuels entre ouvriers. Peu de temps après, la nomination du comte DUCHATEL comme ministre de l'Intérieur avait empêché ces projets d'aboutir.

(9) Cité par G. RENARD : *La République de 1848*, p. 96. Mais Proudhon attendait cette lente et profonde réforme d'une adhésion libre de tous les individus à la Justice, tandis que DUPONT-WHITE plaçait tous ses espoirs dans le développement continu d'une législation progressiste.

Il ne put sans doute échapper à la vague contagieuse d'enthousiasme des premiers jours. Pourtant il ne dut pas échapper complètement à cette formidable vague d'enthousiasme qui, dès le len-

demain de la Révolution de Février, s'étendit, comme par enchantement, sur Paris, sur la province, sur l'Europe, sur les colonies françaises d'Amérique, sur le monde entier, soulevant partout un concert unanime et soudain d'acclamations libérales et républicaines. D'un jour à l'autre, tous les journaux monarchistes sont retournés (10) et participent, avec à peine quelques réticences, à l'allégresse générale. Cette révolution, on l'a dit, « ressemblait à une fête plus qu'à une catastrophe » (11).

Il est infiniment curieux de noter combien les partisans de Louis-Philippe eux-mêmes se détachèrent rapidement de sa cause aussitôt après sa fuite en Angleterre. On ne s'occupa pas davantage de lui — dit Tocqueville — « que s'il eût appartenu à la dynastie des Mérovingiens ».

De tous côtés affluaient les adhésions et les encourage-

(10) Comparer notamment les numéros du *Journal des Débats* des 24, 25 et 26 février 1848.

(11) « Je ne crois pas, s'écrie Georges RENARD (*loc. cit.*) qu'il y ait jamais eu au monde éclosion plus luxuriante de rêves fraternels et d'enthousiasmes candides que dans le printemps précoce et chaud de l'année 1848. Le peuple de Paris, peuple théâtral s'il en fut, peuple ami des spectacles qui parlent aux yeux et du drame palpitant qui parle au cœur, fut pris d'une ivresse de bruit, de mouvement, de vie. On l'eût dit frappé d'un coup de soleil qui exaltait toutes les têtes... En tout cela une fraîcheur et une douceur d'aurore. Chez les vainqueurs une foi naïve en la naissance d'une vie nouvelle, une volonté arrêtée d'en être dignes, une bonté large rayonnant sur tous les opprimés et aspirant à leur porter la délivrance, un épanouissement de fraternité. Il semble que l'on nage dans une mer de lait. Ceux qui trempèrent alors leurs lèvres dans le breuvage enchanté de l'illusion en ont gardé, durant toute leur existence, la saveur grisante et le regret attendri, même quand au fond de la coupe ils avaient bu l'amertume et le dégoût. On pourrait définir la Révolution de 1848 : « Le romantisme en politique ». Ce fut un déchaînement lyrique des imaginations, une débauche d'idéalisme... Lamartine disait, dans une réponse aux étudiants : « Nous faisons aujourd'hui la plus sublime des poésies. »

ments (12). Sur toutes les routes d'Europe, sur toutes les mers du monde, les malles-poste et les navires portaient vers Paris d'enthousiastes approbations. Et pendant plus d'un mois le Gouvernement provisoire reçut à chacun de ces courriers, dont les arrivées successives traduisaient dans le temps l'échelonnement des distances sur la carte, de nouvelles et toujours plus lointaines félicitations.

Dupont-White, lui, n'était pas un « rallié ». Déjà, sous le gouvernement déchu, il s'était dit républicain, partisan du suffrage universel, défenseur des classes ouvrières. A bien des égards, on peut dire qu'il avait souhaité, qu'il avait même contribué à préparer les réformes que virent éclore les premiers mois de 1848. Pouvait-il, tandis que même les conservateurs de la veille se ralliaient à la République, rester, lui, étranger à l'enthousiasme général?

Mais, en vrai classique, il ne dut pas aimer les explosions sentimentales qui suivirent la Révolution de Février.

Pourtant, dès l'abord, la tournure que prenaient les esprits et les choses dut, par certains côtés, lui déplaire et l'inquiéter.

Dupont-White était un classique. Facilement il s'enthousiasmait pour les idées générales, pour les théories bien construites, pour les vastes synthèses dynamiques des historiens, ou pour les spéculations hardies des philosophes. Mais ses passions étaient tout intellectuelles. Il n'était point sentimen-

(12) « Qui dira les mille délégations allant porter au Gouvernement Provisoire leurs sympathies, leurs vœux, leurs doléances, et rapportant en échange de bonnes paroles, ou quelque couplet mélodieux de Lamartine, le grand orgue de la Révolution. C'est un défilé d'Anglais, de Suisses, de Hongrois, de Grecs, de Norvégiens, de Belges, d'Irlandais, d'Italiens, de Roumains, de Polonais. L'Europe démocratique, par la voix de ses enfants résidant à Paris, salue l'avènement de la Démocratie en France. Tous les groupes et toutes les couches de la population, depuis les Consistoires protestants, les Israélites et les membres des fabriques catholiques, jusqu'aux élèves des écoles et des lycées, jusqu'aux invalides, aux tambours et aux sapeurs-pompiers, haranguent et sont harangués tour à tour. Mais ce qui frappe surtout, c'est un réveil de la vie corporative. On dirait que toute l'armée du travail vient se faire passer en revue, qu'elle se souvient des temps où chaque métier avait sa place d'honneur dans les cérémonies politiques, etc., etc... » (G. RENARD, *La République de 1848*, p. 12).

tal, et se fût méprisé de l'être, ou tout au moins de le paraître. Le mysticisme fraternel et le messianisme idyllique qui envahissaient alors la France n'étaient point du tout son fait. A ses yeux d'homme du Nord, tous les épanchements et débordements philanthropiques, alors prodigués autour des arbres de la Liberté, dans les clubs, et jusque dans les églises, devaient apparaître comme un manque singulier de dignité, comme une preuve de vulgarité peu digne des autorités constituées.

**En bon aristocrate, il méprisait
la démagogie.**

En second lieu, Dupont-White, par son tempérament social, était un aristocrate.

Nous l'avons dit : quelles qu'aient été, au début de sa vie, ses idées et ses relations politiques, elles n'avaient pu effacer en lui la marque indélébile de son milieu familial et de sa première éducation. Il tenait par-dessus tout à la distinction des manières et de l'esprit, aux raffinements du langage, à toutes ces règles traditionnelles de courtoisie aristocratique qui codifient le vêtement, la conversation, les visites, la correspondance, les distractions, les affections, la vie entière, refoulant ainsi toute spontanéité au nom d'une orgueilleuse et excessive pudeur, quand elles ne servent pas à voiler, sous l'élégance et la correction des apparences, le vide des cœurs qu'elles dessèchent. — Quand on accuse injustement et traite sans humanité les ouvriers, Dupont-White est prêt à les défendre. Mais au fond il éprouve un certain dégoût, sinon du mépris, pour le peuple qui a les mains sales, chante des refrains grossiers et ne comprend pas l'histoire. A ses yeux, la classe ouvrière, victime de l'iniquité des institutions et de la misère, privée des loisirs et de l'aisance nécessaires au progrès de l'homme, est bien une classe inférieure. Il faut l'aider à sortir de cette condition, mais non pas la prendre, telle qu'elle est, comme un modèle, et lui confier la direction des affaires publiques. La culture classique — c'est-à-dire l'instruction secondaire — constitue probablement, aux yeux de Dupont-White, un minimum indispensable pour être jugé digne d'aspirer au gouvernement. Il ne soupçonne pas qu'il puisse exister une culture

proprement ouvrière, différente de celle des riches, pas plus qu'il n'entrevoit que la pauvreté soit une source de vertus, ni que la vie au jour le jour, en libérant les hommes de l'avare souci d'amasser et conserver des trésors sur la terre, leur permet d'être plus facilement généreux et héroïque... Rien ne doit lui paraître plus ridicule et plus vulgaire que cet engouement général pour le personnage de l'ouvrier dont autour de lui, pendant les premières semaines du Gouvernement provisoire, on fait — un peu naïvement — le prototype idéalisé, le héros mystique de la Révolution (13).

**En bon propriétaire, il répudiait
le socialisme.**

Enfin, si Dupont-White était probablement choqué dans son tempérament, du « sentimentalisme » et de l'« ouvriérisme » de 1848, il devait aussi se sentir peu rassuré par les tendances politiques et sociales qui se manifestaient dans les milieux républicains. Sans doute il avait combattu la concurrence, dans ses ouvrages antérieurs; mais il tenait pour indispensables et sacrées la

(13) Partout — dit G. RENARD, — l'ouvrier « est flatté, courtoisé, invité. Les orateurs officiels vantent son courage dans la bataille, sa générosité dans la victoire, son dévouement au bien général, son intelligence politique. La « sainte canaille » devient l'objet d'une véritable idolâtrie. Dans les rues on chante :

*Chapeau bas devant la casquette,
À genoux devant l'ouvrier.*

Et les bourgeois s'efforcent de se rapprocher de cet être idéal. Il en résulte, dans les mœurs sociales, une petite révolution assez ridicule, que le même historien décrit ainsi :

« Vestons sans façon, cravates lâches, chapeaux mous, barbes croissant en liberté, manières simples, voire un peu débraillées, ton familier et au besoin trivial, phrases humanitaires et où le mot de citoyen se carre et s'élargit à chaque tournant : voilà ce qui remplace le langage et le costume gourmés de la veille. A la Comédie-Française, devenue le Théâtre de la République, pendant que Rachel déclame la *Marseillaise* à genoux et roulée dans les plis du drapeau tricolore, on peut voir dans son auditoire, en apparence tout populaire, des blouses qui recouvrent du linge fin. Une dame de l'aristocratie anglaise, qui vint alors à Paris, écrit : « Nous mettons tous de gros souliers; nous portons tous un parapluie, et nous tâchons de ressembler autant que possible à nos portières. »

Ce qui nous paraît seulement amusant devait souverainement déplaire à DUPONT-WHITE. Et nous pouvons supposer que, même au milieu de l'enthousiasme collectif des premières semaines, il ne trouvait pas d'un goût parfait qu'ALBERT gouvernât aux côtés de LAMARTINE et d'ARAGO.

propriété, la famille, les hiérarchies sociales, le principe d'autorité. S'il en avait, quelques années auparavant, dénoncé certains abus en régime individualiste, c'est que les institutions elles-mêmes lui paraissaient inébranlables (14).

Or, dès le lendemain des Journées de Février, on put craindre que les socialistes (Fouriéristes ou Saint-Simoniens), ou même les communistes (surtout disciples de Cabet) n'en vinsent à appliquer intégralement leur programme.

Beaucoup de gens crurent que l'on allait instaurer le libre usage de la *Papillonne*, ou la communauté des femmes (15); supprimer l'héritage, et, sous prétexte d'organiser le droit au travail, abolir pratiquement la propriété.

Alors commença, suivant l'expression de Georges Sand, « l'année de la peur ». Cette « peur rouge de 1848 », dont parle Louis Veuillot, ne le cède en rien à la grande peur de 1789. (16)

Dupont-White n'est pas seulement partisan de la propriété, il est propriétaire. Cette grande peur, il la partage. Plus tard, il en gardera une véritable phobie de l'expropriation par l'impôt, de la révolution sociale par le déplacement légal des fortunes, de la « législation de classe » (17), phobie qui le rendra à jamais hostile au suffrage universel...

(14) Comme il l'a dit lui-même dans *Le Progrès Politique en France* (1868). Voir la citation que nous avons mise en épigraphe du chapitre II du présent volume.

(15) Pourtant, les principaux artisans de la Révolution de 1848 et les chefs de l'opinion avancée sous la Seconde République étaient souvent des partisans décidés de la famille monogame. Louis BLANC en faisait le modèle-sur lequel il voulait organiser l'humanité. CARET s'en proclamait le défenseur et PROUDHON prodiguait ses anathèmes aux tentatives d'émancipation féminine.

(16) « Peur des riches qui assiègent le ministère des Affaires Étrangères pour obtenir des passeports, qui enterrent leurs bijoux, portent leur argenterie à la Monnaie, passent la frontière avec leurs titres. Peur qui se propage, à la façon d'une épidémie, jusque dans les villages où le capital se cache et s'enfuit comme dans les villes. Peur qui unit, serre et agglutine entre eux tous les propriétaires, quels que soient leur origine, leurs antécédents, leur éducation, leurs biens. « La propriété, chez tous ceux qui jouissaient, dit TOCQUEVILLE, était « devenue une espèce de fraternité. » (G. RENARD, *La République de 1848*, page 25.)

(17) Suivant l'expression de Stuart MILL, que DUPONT-WHITE se plaira à citer sans cesse

Il est donc très légitime de supposer que Dupont-White n'eut pour la République de 1848, dès le début, qu'une sympathie hésitante et mêlée d'inquiétude. Il aperçut probablement plus tôt que d'autres les dangers que comportait une révolution trop improvisée, qui s'appuyait sur un enthousiasme sentimental trop instable et parfaitement incapable de dominer longtemps l'opposition naturelle des intérêts de classe, comme les graves divergences politiques et religieuses dont la France restait la proie.

Toutefois, Dupont-White soutiendra la République et la servira.

Quoi qu'il en soit, Dupont-White n'en accorda pas moins à la République l'appui de son loyalisme le plus absolu. Même — et c'est là une exception à peu près unique dans sa carrière (18) — il accepta pour elle de sortir de sa retraite et de s'engager dans la vie publique. Toutefois

« ce républicain de principes et de raisonnement — dit le colonel Carnot (19) — républicain de cœur aussi, comme on put le voir aux jours du danger (20), était par ses goûts, par son langage et par ses manières, tout le contraire d'un tribun populaire. Sa fierté ne s'accommodait pas de certaines contraintes. »

En somme, il n'avait nullement le goût de l'activité politique. Il était à prévoir qu'elle le décevrait. Il y entra avec une bonne volonté quelque peu inquiète, un sincère loyalisme républicain, mais de sérieuses appréhensions et par là-dessus, sans doute, une petite pointe de vanité satisfaite, qui emportait le morceau...

(18) En 1870, il fit partie de la *Commission* convoquée par l'Empire pour étudier les problèmes de la décentralisation. Mais c'était là surtout un cénacle d'intellectuels. Nous renvoyons sur ce point à ce que nous disons dans notre second volume.

(19) Avant-propos de la brochure de LAVELLEYE : *Un précurseur : Dupont-White*. (Cf. notre Bibliographie n° 254.)

(20) Juillet 1830 et décembre 1851.

SECTION II

DUPONT-WHITE MEMBRE DE LA COMMISSION DU LUXEMBOURG (3 MARS-16 MAI 1848)

Louis Blanc organise la Commission de Gouvernement pour les travailleurs.

A cette époque, Louis Blanc est en train de mettre sur pied la fameuse *Commission de gouvernement pour les travailleurs*, qui siégera au Luxembourg pendant deux mois et demi.

Dans l'esprit de son fondateur, la Commission devait être un véritable « Parlement du Travail », doté de pouvoirs législatifs. Arago obtint que son rôle se bornât à préparer pour l'Assemblée des projets de lois en matière sociale. Louis Blanc accepta sans trop de mauvaise grâce de voir ainsi réduit le rôle de la Commission. La première tâche du nouvel organisme n'était-elle pas de répandre la doctrine de l'Organisation du Travail? La propagande n'importait-elle pas davantage que la législation? « Une occasion souveraine, — disait Louis Blanc, — se présente pour le socialisme d'avoir à sa disposition une tribune d'où il parlera à toute l'Europe. »

La Commission se réunit dès le 1^{er} mars. Mais sa composition avait été tout à fait improvisée (1). Elle comprenait

(1) DUPONT-WHITE dira plus tard, dans *Le Progrès politique en France*, quel désordre présida à la formation de la Commission : « La *Commission permanente de gouvernement pour les travailleurs* ne fut jamais constituée. Ouvrez le *Moniteur*, vous n'y verrez nulle part les noms de ses commissaires : je pourrais nommer, énumérer les refus ». (*Progr. pol.*, p. 225).

d'abord des délégations d'ouvriers et des délégations de patrons, mandatés de façon plus ou moins régulière par leurs collègues (2).

A ces délégations professionnelles mixtes, Louis Blanc s'efforça de joindre des hommes compétents choisis dans tous les partis indistinctement, et connus pour s'intéresser aux questions sociales. C'est ainsi que Dupont-White fut appelé à devenir membre de la Commission. Il y siégea avec Wolowski, Le Play, les fouriéristes Considérant et Toussenel, les saint-simoniens Duveyrier et Jean Reynaud, les collectivistes Vidal et Pecqueur. Proudhon et Cabet avaient sans doute été écartés. Quant à Olinde Rodrigues, Pierre Leroux, Emile de Girardin, on les avait invités à apporter leur concours, mais ils étaient, au début du moins, absents de Paris.

Les travaux de la Commission Le *Journal des Débats* du 14 mars 1848 signale la présence de Dupont-White à l'une des premières séances de la Commission, celle du 3 mars 1848. Notre économiste promet son concours, en même temps que Pecqueur, Considérant, Duveyrier.

A partir de cette date, les séances se succèdent, fréquentes et souvent assez creuses. Louis Blanc déploie sa magnifique éloquence dans de superbes envolées contre la concurrence, pour l'association conclue sur la base de l'égalité des salaires.

Ces discours mériteraient d'être mieux connus; la langue en est claire et riche, l'inspiration très française et très élevée. Que ne font-ils donc partie des programmes de littérature de notre enseignement secondaire? Ils y seraient à leur place, plus qu'ils ne l'étaient dans cette Commission du Luxembourg qui s'était avant tout constituée pour agir...

(2) « Il n'existait plus en France d'organisation corporative régulière. Il fallait (et c'était une résurrection d'importance singulière) en faire renaitre une. Chaque profession fut invitée à nommer trois délégués ouvriers, ce qui s'exécuta tant bien que mal. Ces délégués, au nombre de 242, et dont plusieurs étaient des femmes, désignèrent par le sort dix d'entre eux pour former un Comité permanent. Le même procédé de sélection fut, quelques jours plus tard, appliqué aux patrons qui s'étaient présentés au nombre de 23. » (G. RENARD, *La République de 1848*, p. 27).

**Difficultés
qu'elle rencontre.**

Mais quoi? La Commission n'avait pas de budget, elle n'avait pas de pouvoirs législatifs (2 bis); ses ennemis se faisaient de plus en plus nombreux, tant au sein du Gouvernement provisoire qu'à la Direction des Ateliers Nationaux, où Marie et Emile Thomas complotaient sourdement contre elle. Peu à peu, les délégués patronaux, et beaucoup parmi les économistes que l'on avait conviés, délaissaient cette académie du socialisme bavard, ce laboratoire d'idées généreuses et platoniques, où les ouvriers restaient presque seuls à venir patiemment écouter les belles naïvetés de Louis Blanc.

**La séance du 20 mars, où
Dupont-White intervint
contre Wolowski.**

« Qu'on plante dans chaque atelier, — disait ce dernier, le 20 mars, — un poteau avec cette inscription : *Dans une association de frères qui travaillent, tout paresseux est un voleur!* — et les ouvriers travailleront à l'envi! »

Dupont-White assistait à cette séance, à laquelle Louis Blanc attachait une exceptionnelle importance, puisqu'il y exposait les principes d'un *Projet d'organisation du Travail*. Wolowski se fit le défenseur du libéralisme industriel, affirmant que le « ressort de l'activité individuelle » est nécessaire pour stimuler la production. Quant à l'amélioration du sort des travailleurs,

...« c'est avant tout, dit-il, par l'augmentation de la production agricole qu'elle peut être obtenue. Si la production agricole est développée, le riche, n'ayant qu'un estomac, ne consommera pas davantage; toute la part obtenue en plus profitera aux travailleurs, la répartition devant se faire d'une manière plus équitable. »

Pour Dupont-White, c'était là méconnaître que la baisse du prix des subsistances entraîne celle des salaires, selon la loi

(2 bis) DUPONT-WHITE insiste dans *Le Progrès politique en France* sur la mauvaise organisation matérielle de la Commission : « Que voulez-vous — dit-il — tout faisait défaut : programme, budget, employés, cartons. Quand le Directoire s'installa en 1796, il n'était pas plus dénué. » (*Progr. pol.*, p. 225.)

ricardienne qu'il tenait, on s'en souvient, pour indiscutable (3). Aussi notre économiste répond-il à Wolowski :

« Je ne vois pas pourquoi les améliorations agricoles précèderaient les améliorations industrielles. Le résultat serait une baisse dans le prix des substances alimentaires, et par contre-coup dans les salaires de l'industrie. De sorte que la situation des travailleurs se trouverait n'avoir pas changé. La réforme industrielle et la réforme agricole doivent marcher parallèlement. » (4)

Dupont-White est chargé d'examiner les projets de réformes reçus par la Commission.

Cette courte intervention est, à notre connaissance, la seule qu'ait faite Dupont-

White pendant toute la durée de la Commission. Mais il n'en faudrait pas conclure qu'il y ait fait figure de membre-amateur. Il raconte, dans la préface de sa traduction de *La Liberté* de Stuart Mill, qu'il avait été chargé d'« une mission qui était de prendre connaissance de tous mémoires, plans, projets, adressés à la Commission permanente de gouvernement des travailleurs. Or, — poursuit-il — on ouvrit force paquets où il était question de cités ouvrières, de boulangeries sociétaires, de bains, de lavoirs, d'invalides civils de l'industrie (5) ».

Bilan de l'activité de la Commission.

On sait quel fut finalement le bilan de l'activité de la *Commission du Luxembourg* (6). Elle obtint un décret d'abolition du marchandage des tâcherons; — un autre décret, daté du 2 mars, limitant la durée du travail des adultes à 10 heu-

(3) On se rappelle que d'après DUPONT-WHITE la hausse du prix des subsistances nuit aux ouvriers, mais la baisse de ces prix ne leur profite pas. (Cf. Chapitre II).

(4) LOUIS BLANC : *La Révolution de Février au Luxembourg*. Compte rendu des séances, p. 49.

(5) *Préf. Lib.*, 3^e éd., (Bibliogr. n° 72), p. 61.

(6) Voir en particulier un article de G. CAHEN, dans les *Annales de l'École Libre des Sciences Politiques* de mars-juillet 1897, et qui a pour titre : *Louis Blanc et la Commission du Luxembourg*.

res à Paris, à 11 heures en province (7); — un autre encore interdisant le travail dans les prisons, les couvents et les casernes à cause de la concurrence que ces travaux faisaient au travail libre. — Elle suscita la création d'un certain nombre d'associations ouvrières de production et réussit à leur procurer des commandes de pantalons, de tuniques, d'épaulettes pour la Garde Nationale. — Elle arbitra de nombreux conflits entre patrons et ouvriers et put inscrire à son actif un assez grand nombre de conciliations.

L'Exposé général de Vidal et Pecqueur. L'activité de la Commission aboutit encore à un *Exposé général*, dû à la collaboration de Vidal et de Pecqueur (8). Ce travail, daté du 26 avril 1848, ne se contentait pas de retracer (dans une première partie) l'œuvre passée de la Commission. Il proposait, pour l'avenir, tout un système de réformes.

Ce système diffère assez sensiblement de celui de Louis Blanc, et rejette notamment le principe de l'égalité des salaires (9). Les principales mesures préconisées sont : généralisation de la coopération; création de colonies agricoles (au moyen, si le besoin s'en fait sentir, de l'expropriation des grands propriétaires); nationalisation des assurances; organisation de magasins généraux gérés par l'Etat; monnaie nominale (papier-monnaie ou même monnaie purement scripturaire) administrée par une banque centrale d'Etat qui ré-

(7) Ce décret fut très mal appliqué pendant les quelques mois où il demeura en vigueur, puis il fut abrogé le 3 juillet 1848.

(8) Cet *Exposé général* a été publié par Louis BLANC dans sa brochure : *La Révolution de Février au Luxembourg*, Paris, Lévy, 1849, p. 71 sqq.

(9) « Sur le produit brut de la colonie, on commence d'abord par prélever le salaire du travail. Ce salaire est uniforme pour tous les travailleurs de la même catégorie, mais il pourrait y avoir plusieurs catégories... Le Conseil d'administration... déterminerait les diverses catégories et fixerait le taux des salaires pour chacune d'elles... Dans la fixation du taux des salaires, on prendrait pour base du minimum le taux moyen actuel de chaque profession et de chaque contrée » (*Exposé général*, deuxième partie; — dans la brochure de Louis BLANC, p. 100). (C'est nous qui soulignons les passages propres à faire ressortir ce qui oppose la la doctrine de l'*Exposé général* à celle de Louis BLANC, en matière de salaires.)

duira le taux de l'escompte à n'être plus qu'une simple prime d'assurance. L'Etat sera investi de la mission de distribuer le crédit, de régulariser les échanges, de fournir le travail et les moyens de l'accomplir, pour faciliter l'accès à la richesse et réparer les injustices du sort.

**Inquiétudes probables
de Dupont-White.**

Ce programme, beaucoup plus économiciste que celui de Louis Blanc, était aussi beaucoup plus précis, et moins utopique. Mais Dupont-White le trouva sans doute trop hardi, dangereux pour l'ordre social. On y sentait l'inspiration collectiviste de Pecqueur. Or, tandis que les discours de la Commission effrayaient ainsi les propriétaires, les capitaux se terraient ou s'enfuyaient, le chiffre des affaires diminuait de 54 %, le chômage s'étendait...

Dupont-White n'avait-il pas proclamé, dans son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, que l'intervention de l'Etat comportait certaines limites naturelles, que les lois économiques étaient pour une part irréductibles? La crise profonde qui sévissait alors devait lui apparaître comme une justification de sa doctrine de modération et de prudence.

Lui-même nous l'a dit, plus tard : La Commission de 1848 s'est heurtée à :

« l'obstacle insurmontable d'une société défiante, troublée jusqu'à la moëlle des os, qui ne refusait pas d'obéir, mais qui refusait de vivre en quelque sorte. Capitaux enfouis et consommations suspendues, voilà ce qu'on vit alors, et qui, dans une société comme la nôtre, est l'interruption de la vie. (10)

Ces lignes ont été écrites en 1867 (11). A cette époque, sans doute, Dupont-White avait eu tout le temps de réfléchir sur les événements de notre Seconde République, il disposait de tout le recul nécessaire pour apprécier de sang-froid des événements depuis longtemps passés. Il nous est pourtant permis de supposer que, dès 1848, Dupont-White ne voyait pas sans

(10) *Progr. pol.*, p. 224.

(11) *Le Progrès politique en France* fut publié en 1868. Mais dans le passage auquel nous renvoyons, DUPONT-WHITE parle de son expérience de la Commission du Luxembourg comme datant de dix-neuf ans, d'où nous déduisons qu'il l'a écrit en 1867.

inquiétude l'audace de la Commission dont il faisait partie. Au fur et à mesure que, sur le plan politique, l'opposition se faisait plus nette entre le Luxembourg et le Gouvernement provisoire, après les journées du 17 mars et du 16 avril, plus encore à la veille et au lendemain des élections du 23 avril, il est probable que, de plus en plus, ses vœux allèrent moins à la Commission qu'à Lamartine (12) et aux membres de la droite du Gouvernement provisoire.

Dissolution de la Commission. Et plus tard, au lendemain de cette émeute du 15 mai, où le peuple, sous prétexte de manifester en faveur de la Pologne, envahit l'Assemblée et menaça le Gouvernement — ce dont Louis Blanc et Albert furent rendus responsables — il est probable que Dupont-White vit sans trop de regrets la dissolution de cette Commission du Luxembourg pour laquelle il s'était donné beaucoup de mal, mais dont les tendances socialistes sur le plan économique et, d'autre part, l'activité politique n'avaient pu que l'inquiéter.

(12) DUPONT-WHITE admirait beaucoup LAMARTINE, avec lequel il entretenait du reste des relations personnelles très amicales. (Voir dans notre Bibliographie, l'indication de quelques lettres de LAMARTINE à DUPONT-WHITE, conservées par le colonel CARNOT). LAMARTINE offrait aux yeux de notre économiste le modèle d'une éloquence à la fois très populaire et très digne, exemple de flatteries démagogiques. Ajoutons que les beaux discours de l'auteur des *Méditations* retinrent plusieurs fois les passions du peuple de Paris prêtes à tout renverser, et qu'à plusieurs reprises son autorité, son courage, son évidente bonne volonté calmèrent la populace, et empêchèrent certaines des fameuses « journées » de la Seconde République (17 mars, 16 avril, 15 mai, etc.) de devenir de vraies révolutions. Cela valait bien la reconnaissance non seulement du patriote, mais aussi du conservateur que fut toujours, au fond, DUPONT-WHITE.

Voici ce qu'il dira plus tard du rôle de LAMARTINE en 1848 :

« La souveraineté élève les hommes, et le peuple français, le peuple parisien surtout, est fort accessible aux sentiments élevés; on peut lui parler de haut, et l'on s'en fait entendre, on s'en fait suivre même. C'est le meilleur souvenir qui me soit resté de 48, et de certaine éloquence qui fut le gouvernement de cette époque; éloquence d'un grand esprit, qui ne laissa pas, tout en restant elle-même, de plaire aux foules, aux tempêtes, et d'y produire un miracle d'apaisement » (*Progr. pol.*, p. 134). Et cent pages plus loin, parlant encore de la Révolution de 1848 : « Les hommes, — dit DUPONT-WHITE, — qui ont gouverné, qui ont diplomatisé cette tempête, ce chantre d'Elvire surtout, qui trois mois durant eut une présence d'esprit et de courage imperturbable, ont bien mérité de la patrie, si ce n'est de la tempête » (*Ibid.*, p. 226).

SECTION III.

**DUPONT-WHITE CANDIDAT AUX ELECTIONS A LA
CONSTITUANTE DANS L'OISE (23 AVRIL 1848) ET
AUX ELECTIONS COMPLEMENTAIRES DANS LA SEINE
(4 JUIN 1848), SECRETAIRE GENERAL AU MINISTERE
DE LA JUSTICE (14 MAI-22 JUILLET 1848). —
NOMME PREFET DE L'AUDE (31 OCTOBRE 1848)
IL REFUSE.**

**Les élections du 23 juin à la
Constituante. Dupont-White est
candidat dans l'Oise.**

Un mois auparavant avaient eu lieu les élections à la Constituante. Sur le conseil de son frère aîné, John-Théodore — qui remplissait, on s'en souvient, les fonctions de procureur du Roi à Beauvais — Dupont-White s'était présenté dans le département de l'Oise.

**L'expérience du suffrage universel
était nouvelle et improvisée.**

On se rappelle suivant quelles méthodes et dans quelle atmosphère eut lieu cette première application, dans notre histoire, du suffrage universel et direct (1).

(1) Déjà sans doute la Convention, en 1792, avait été élue selon un régime exclusif de toute condition de cens, pour l'électorat. Mais en fait (par suite notamment de l'intimidation qu'exerçaient les Jacobins sur les éléments modérés), le nombre des électeurs qui votèrent fut singulièrement restreint. « D'après certains calculs, sur 7.000.000 d'électeurs qui devaient former les assemblées primaires, plus de 6.300.000 se seraient abstenus » (MALET : *XVIII^e siècle, Révolution, Empire*, p. 435).

Notons du reste qu'en 1792 le suffrage était à deux degrés. Les élections à la Constituante de 1848 sont donc bien la première expérience de suffrage direct et en même temps réellement universel.

L'expérience était neuve, et tout à fait improvisée. Une semaine avant les élections, le *Journal des Débats* du 15 avril 1848 écrivait :

« A l'Académie des Sciences on en est encore à se demander si l'opération arithmétique à laquelle donneront lieu le dépouillement et le recensement des votes ne sera pas matériellement impossible. On a calculé que pour les élections de Paris, par exemple, le dépouillement du scrutin emploierait au moins 354 jours en suivant les formes ordinaires. Des procédés ingénieux ont été proposés pour simplifier ces formes. Mais outre qu'ils n'ont pas été vérifiés par l'expérience, ils ne sont pas à la portée de tous les citoyens qui sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs. »

La rédaction du *Journal des Débats* dut ensuite se sentir quelque peu gênée d'avoir publié ces lignes. En effet, malgré le nombre extrêmement faible des abstentions, le dépouillement des votes fut relativement rapide. Et le *Journal des Débats lui-même* donnait dans son numéro du 27 avril, trois jours après le scrutin (2), le résultat par section des élections à Paris, et quelques jours plus tard, le vendredi 5 mai, il publiait la liste générale des représentants du peuple...

Rien n'est plus curieux ni plus émouvant que de suivre, dans les journaux de l'époque, les péripéties de cette campagne électorale, à la fois si ardente et, de la part de tous, si profondément pénétrée de dignité civique, d'honnêteté électorale, de foi patriotique.

La campagne électorale dans l'Oise.

Les candidatures étaient individuelles et libres, mais, pour guider les électeurs, des délégués cantonaux se réunissaient quelques jours avant le scrutin aux chefs-lieux des départements en assemblée électorale préparatoire ou « Comité central des élections ». Dans l'Oise, 29 noms furent ainsi recommandés aux électeurs. Le *Progrès de l'Oise*, dans son numéro du 20 avril, donne cette liste, dans l'ordre

(2) Le vote à Paris dura deux jours.

des votes exprimés par les délégués des cantons, avec les commentaires suivants :

« Nous ne pouvons qu'approuver la réserve du Conseil central, dont le but ne pouvait être de faire des candidatures, mais seulement de réunir en un centre commun tous les documents propres à éclairer les électeurs. »

Suivent les 29 noms, parmi lesquels, au dix-septième rang, figure « M. DUPONT-WHITE, avocat, membre de la *Commission de Gouvernement pour les Travailleurs* ». D'autres listes que celle du Comité central étaient présentées, soit par les journaux, soit par les Comités politiques qui pullulaient ici et là. C'est ainsi que le *Progrès de l'Oise* recommande pour son compte 16 candidats (parmi lesquels ne figure pas Dupont-White). Il envoie à tous ses abonnés des bulletins de vote, mais avec des commentaires qui témoignent d'un touchant respect pour l'indépendance des électeurs.

« Nous ne prétendons pas, dit-il (3), influencer l'élection. Nous avons arrêté une liste de citoyens qui, dans notre conscience, nous ont paru offrir le plus de garanties; et c'est aux électeurs maintenant à examiner, à étudier le mérite de chacun d'eux, et à remplacer par d'autres noms les noms des candidats qui n'auraient pas leurs sympathies. » (!!!...)

D'ailleurs, dans tous les journaux, aussi bien dans le *Progrès de l'Oise* que nous venons de citer que dans l'*Echo de l'Oise* (4) qui soutient le candidat Sainte-Beuve (5), ou encore dans le *Journal de l'Oise* (6), la propagande électorale est extrêmement sobre et discrète. On sent que les Français se préparent à un acte extrêmement grave, presque religieux;

(3) Le *Progrès de l'Oise*, numéro du 20 avril 1848.

(4) Entre le 6 avril et le 30 mai 1848, tous les numéros de ce journal manquent malheureusement à la Bibliothèque Nationale.

(5) Ce SAINT-BEUVE était un économiste, qu'il ne faut pas confondre avec le critique du même nom. Il fut élu dans l'Oise à la Constituante, puis à la Législative où il soutint contre THIERS un projet hardiment libre-échangiste. (Discussion du 26 au 28 juin 1851.)

(6) Le *Journal de l'Oise*, paraissant à Beauvais les mardis, jeudis et samedis. Malheureusement les numéros 28 à 41 (26 mars au 29 avril 1848) manquent à la Bibliothèque Nationale.

qu'ils sont conscients de son importance, et qu'ils ont le souci de ne pas compromettre la sérénité d'un jugement aussi grave en égarant ou en passionnant inutilement la lutte.

Le régime électoral, basé sur le système des candidatures individuelles, avec pluralité des sièges à pourvoir dans chaque circonscription, se prêtait du reste à une campagne paisible. Aucun candidat ne se présentait précisément *contre* un autre. Les attaques personnelles, les calomnies, les violences de langage et toutes les petites choses qui font aujourd'hui la monnaie courante de nos luttes électorales n'avaient guère de raison d'être.

La style des proclamations, affiches, lettres adressées aux directeurs des journaux est tout pénétré de cette phraséologie grandiloquente, optimiste, patriotique et républicaine, dont Louis Blanc et Lamartine ont su faire des chefs-d'œuvre, mais qui ne laisse pas d'apparaître bien fade quand elle est maniée par des médiocres.

La proclamation électorale de Dupont-White.

Au milieu de toutes ces promesses vagues et de ce creux verbalisme civique, la proclamation électorale de Dupont-White se détache heureusement par sa tenue littéraire et par la précision des principes dont elle s'inspire et du programme qu'elle définit. Aussi croyons-nous devoir la citer ici *in-extenso*, en soulignant les passages qui nous paraissent particulièrement dignes d'être remarqués:

« Citoyens; Tout candidat qui aspire à l'honneur de vous représenter vous doit un exposé sincère de ses opinions, de ses vœux, de ses antécédents. Ce devoir est plus impérieux que jamais aujourd'hui que la forme du gouvernement est mise en question, et que le débat semble toucher au fond même de la société. Sur ce problème, quel qu'en soit le vague et l'infini, les explications du candidat doivent être complètes et précises. Il faut le dire haut et net : 1° Tient-on pour la République, *et pour quelle République?* 2° Comment comprend-on les réformes sociales, la satisfaction des intérêts agricoles, en un mot tout ce qui s'appelle organisation du travail? 3° S'engage-t-on à respecter et même à défendre contre la violence matérielle toutes volontés

et délibérations de la future Assemblée, dans le cas même d'un dissentiment personnel ?

J'ai hâte, citoyens, de répondre à la première de ces questions.

..Je suis républicain; je l'ai toujours été. Qu'on me pardonne ici un souvenir tout personnel : il m'eût été facile de servir le gouvernement déchu, sous un patronage illustre et puissant. Je n'en fis rien. En 1833, je refusai d'être substitut à Rouen, par un scrupule de conscience politique dont M. Dupin aîné a gardé le souvenir. J'ai conservé avec respect les convictions (il y a un mois j'aurais peut-être dit : les rêves) de ma jeunesse. La République, avec un président élu pour cinq ans, avec deux Chambres législatives, est toujours, à mon sens, la meilleure forme de gouvernement. J'ajoute qu'elle est aujourd'hui la meilleure garantie d'ordre et de stabilité en présence des divers candidats qui peuvent aspirer au trône de France, l'un inquiétant comme une minorité, l'autre réprouvé comme une Restauration.

Quant aux réformes dites sociales, voici pour moi ce que représente ce mot. En premier lieu, *monopole attribué à l'Etat des diverses industries qui, par leur nature et d'après les précédents, se prêtent le mieux à ce mode d'exploitation, telles que chemins de fer, canaux, mines, sels, etc..., moyennant indemnité envers qui de droit. L'expérience nous apprend en effet que les services, ou les produits des industries monopolisées par l'Etat, sont à meilleur marché que ceux de l'industrie privée; que les travailleurs sont mieux traités par l'Etat que par les capitalistes; qu'enfin si l'Etat fait des bénéfices c'est au profit de la communauté toute entière et à la décharge des contribuables. Ensuite, et surtout, protection à l'agriculture, protection vigoureuse et incessante, réalisée par un ensemble de mesures, telles que la suppression des droits d'entrée sur le fer, le perfectionnement des routes et canaux; la création d'un enseignement agricole théorique et pratique, une meilleure assiette de l'impôt, lequel aujourd'hui a d'injustes faveurs pour les capitaux d'agiotage et de spéculation; enfin, l'établissement de banques agricoles pour faire crédit aux cultivateurs, crédit à long terme, tel que le demandent la nature de leurs entreprises et la lenteur de leurs rentrées.*

Cette protection de l'agriculture est l'œuvre qui sollicite tous les efforts, toutes les lumières du pouvoir. Aussi la Commission de Gouvernement qui siège au Luxembourg s'est-elle empressée de s'adjoindre les membres les plus notables du Congrès agricole. Elle a

compris que le sol est la source vive de la richesse publique et du bien-être de toutes les classes; que si l'agriculture reçoit de l'Etat assistance et faveur (6 bis), elle pourra produire à meilleur marché, vendre à plus bas prix et *constituer par là une véritable élévation de salaire pour les classes qui vivent de leur travail*.

Tout ce qu'on ferait en faveur de ces classes, tout ce que l'on tenterait pour l'amélioration de ce salaire serait frappé d'impuissance si les denrées alimentaires, les produits agricoles venaient à hausser de prix : résultat infaillible là où la population est en voie d'accroissement, et qui ne peut se corriger que par un parti-pris d'encourager, d'éclairer, d'assister l'agriculture.

On le reconnaîtra sans doute, *dans ces termes l'organisation du travail n'a rien d'alarmant, rien qui touche au communisme et à l'abolition du droit de propriété*.

Sur les limites où doivent se contenir les réformes sociales, mes convictions ne sont pas d'hier, et je suis heureux de pouvoir m'en référer ici à un écrit que je publiai il y a deux ans, non pour m'en faire un titre, qui serait assurément bien médiocre et bien insuffisant, mais pour établir, en rappelant une date, la sincérité d'opinions qui n'ont pas été improvisées pour les besoins d'une candidature. [DUPONT-WHITE donne ici les références de *Trav. et Cap* et de *l'Impôt du sel*].

Cette profession de foi serait incomplète si elle n'était surtout une profession de respect pour la volonté du pays, dès qu'elle aura parlé par la voix d'une majorité constituante. On se demande partout si la future Assemblée ne subira pas la pression et pour ainsi dire l'intimidation de l'atmosphère parisien (*sic*), s'il dépendra d'elle par exemple de fixer la forme du gouvernement, et si, dans un cas donné, la minorité des représentants ne serait point tentée d'un appel aux passions et aux baïonnettes du dehors. Je ne sais pour mon compte ce que nous garde l'avenir, mais je sais où est le devoir. Accepter et même soutenir à tous risques la Constitution qui aurait pour soi les suffrages de la majorité; *stipuler et défendre en toute occasion l'indépendance de l'Assemblée, l'inviolabilité de ses délibérations*, tel est l'engagement formel que l'on prend ici, telle est l'obéissance due au précepte de la Souveraineté Natio-

(6 bis) Remarquons que DUPONT-WHITE ne revient pas sur sa condamnation du protectionnisme agraire. Il réclame des encouragements à l'agriculture, mais dans le but de faire baisser, — non point de soutenir ou d'élever — les prix des produits agricoles. Bien fou l'agriculteur qui se laisserait prendre aux belles paroles de DUPONT-WHITE! Notre économiste n'a en vue que les intérêts des consommateurs!

nale, hors duquel s'éteint toute morale et toute lumière politique.

C'est dans cet esprit, citoyens, que j'aspire au périlleux honneur de vous représenter. En d'autres temps, je le laisserais à de plus dignes. Tel qu'il se présente aujourd'hui, le solliciter est un devoir, là où se trouvent les intentions droites et les fermes résolutions.

Charles DUPONT-WHITE,
Ancien avocat au *Conseil d'Etat*,
Membre de la *Commission de Gouvernement*
pour les *Travailleurs*.

**Réflexions sur cette
profession de foi.**

Telle est la profession de foi avec laquelle Dupont-White se présenta devant ses électeurs. Il en fit d'abord une petite affiche, imprimée fin, sur papier jaune, que le colonel Carnot a précieusement conservée, et qu'il a bien voulu nous communiquer. Il l'envoya d'autre part au *Journal de l'Oise*, qui la publia sans commentaires, dans son numéro du 25 mars 1848.

Remarquablement composée, remplie d'idées et de prises de position précises et nettes, elle ressemble plus à une dissertation française, ou encore à un petit traité politique en miniature, qu'à un placard électoral. Elle dut passer au-dessus de beaucoup d'électeurs, qui se seraient contentés de déclarations vagues et grandiloquentes sur la Patrie, la République et la Fraternité.

Le programme que proposait Dupont-White n'était point fait pour déplaire à un collège électoral de provinciaux, agriculteurs et conservateurs, et l'on peut dire que sa proclamation, tout en étant sincère (le passé de Dupont-White en fait foi), digne et sérieuse, parfaitement exempte de toute basse flatterie, n'en marque pas moins une certaine habileté. Aux traditionalistes qui craignent la République, Dupont-White indique que la division des partis monarchistes impose ce régime au nom même de l'ordre et de la stabilité. Aux ruraux de tendances agrariennes qu'effraierait le côté social de son programme et sa sollicitude pour les ouvriers des villes, il représente que l'une des conditions essentielles de l'amélioration du sort des classes laborieuses est la prospérité agricole,

et que l'État doit en conséquence protéger et encourager l'agriculture (7).

D'autres points méritent encore d'être notés. Dupont-White est républicain, mais la République qu'il souhaite est soucieuse de stabilité et d'équilibre. Afin d'éviter le despotisme d'une assemblée il se prononce en faveur du bicamérisme. Il réclame d'autre part que le président soit élu pour une période relativement longue de cinq ans. Nous pouvons regretter qu'il n'ait pas précisé le mode d'élection tant des Chambres que du président. Il est probable que, selon lui, l'une des Chambres tout au plus aurait été recrutée au suffrage universel. Quant à la désignation du président, Dupont-White, conscient du danger toujours latent du césarisme, n'aurait sûrement pas adopté le système trop démocratique auquel se rallia la Constituante de 1848, et qui conduisit la France au 2 décembre...

**Echec
de Dupont-White.**

Pourquoi la candidature de Dupont-White rencontra-t-elle si peu de faveur auprès des électeurs? Peut-être, au cours de sa campagne, Dupont-White avait-il été trop distant vis-à-vis du peuple. Peut-être sa fierté avait-elle reculé devant les multiples démarches personnelles auxquelles un candidat doit se plier pour réussir. Peut-être était-il, dans ce département de l'Oise auquel rien ne le rattachait, — si ce n'est son frère, — un « horsain » (8) trop inconnu pour avoir des chances.

(7) Ne voyons pas ici une contradiction avec ce que DUPONT-WHITE avait dit antérieurement (tant dans son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* que lors de son intervention contre WOLOWSKI à la *Commission du Luxembourg*, sup. p. 531), à savoir que la baisse du prix des subsistances ne profite pas à l'ouvrier, parce qu'elle est naturellement et immédiatement suivie de celle de son salaire. Sur la foi de cette doctrine, DUPONT-WHITE professe seulement que la baisse des prix agricoles ne suffit pas à augmenter les salaires réels et à améliorer les conditions de la vie ouvrière. Elle ne saurait obtenir à elle seule ce résultat. Mais en revanche, aucune politique tendant à élever directement les salaires nominaux ne peut avoir une efficacité réelle si le blé manque, s'il est cher, si son prix augmente. Le pain à bon marché n'est pas une condition suffisante, mais c'est une condition nécessaire de l'élévation des salaires réels.

(8) Qu'on veuille bien nous permettre ce joli mot normand qui signifie : étranger au pays.

Peut-être enfin son titre de membre de la *Commission de gouvernement pour les travailleurs* fut-il pour beaucoup d'électeurs un épouvantail. (On sait que la Commission apparaissait alors à tous comme une citadelle socialiste, en lutte presque ouverte avec la majorité du Gouvernement provisoire, que les électeurs du 23 mars lui préférèrent.)

Quoi qu'il en soit, et de quelque façon qu'il convienne de l'expliquer, l'échec de notre économiste fut complet. Non seulement il ne fut point parmi les heureux élus du département, mais il ne figure même pas dans la longue liste de candidats évincés que donne le *Progrès de l'Oise* du 3 mai, — en indiquant pour chacun d'eux le nombre de voix obtenues. Nous en inférons que sur 99.049 votants que comptait l'Oise, Dupont-White ne recueillit pas 2.000 suffrages.

Le 14 mai, Dupont-White est nommé secrétaire général au ministère de la Justice.

Trois semaines après cette défaite électorale, le 14 mai, — par conséquent la veille de la dissolution de la Commission du Luxembourg — Dupont-White fut nommé secrétaire général au ministère de la Justice. Il succédait à Capin, auquel le ministre Crémieux avait confié le poste dès le 24 février. Dupont-White accepta sa nomination, probablement sans beaucoup d'enthousiasme, comme la lettre de Potherat de Thou, que nous citons plus loin (9), nous porte à le croire. Hormis cette lettre, nous n'avons point de renseignements sur l'activité de Dupont-White à ce poste élevé (10). Il est probable qu'il n'y put guère déployer d'initiative et qu'il fut réduit à se plaindre en vain de la désorganisation matérielle qui caractérisait la plupart des services publics au cours de cette période d'improvisation gouvernementale.

(9) Cf. infra, p. 547.

(10) *L'Almanach National* signale la nomination de DUPONT-WHITE et son remplacement, en juillet, par M. TAILLANDIER. Les *Archives du Ministère de la Justice* ne conservent les dossiers qu'en ce qui concerne les magistrats. Il n'y a rien là qui concerne les secrétaires généraux, ni DUPONT-WHITE en particulier. Le colonel CARNOT a conservé un certain nombre de lettres de recommandation reçues par DUPONT-WHITE tandis qu'il occupait son poste au Ministère de la Justice.

Dupont-White est à nouveau candidat, dans la Seine cette fois, lors des élections complémentaires du 4 juin 1848.

Cependant, il n'a point abandonné l'espoir d'un siège à l'Assemblée. Il se présente à nouveau, dans la Seine, lors de ces fameuses

élections complémentaires du 4 juin qui ouvrirent les portes de la Constituante à Cassidière, Changarnier, Thiers, Pierre Leroux, Victor Hugo, Louis Bonaparte, Proudhon. Sur onze sièges à pourvoir, cinq seulement échurent à des démocrates. Quant à Dupont-White, il eut si peu de voix que ni le *Moniteur*, ni le *Journal des Débats* (numéro du 8 juin) ne le signalent, pas plus parmi les vaincus que parmi les vainqueurs, dans leurs comptes rendus pourtant abondants du résultat des élections.

La proclamation électorale de Dupont-White aux électeurs de la Seine.

A l'occasion de cette seconde candidature, Dupont-White avait quelque peu remanié sa proclamation du mois d'avril aux électeurs de l'Oise, que nous avons citée plus haut. Il est assez curieux, en comparant les deux textes, d'observer comment Dupont-White a su s'adapter à sa nouvelle clientèle électorale, et transformer une profession de foi destinée à des agriculteurs de façon à la rendre alléchante pour des parisiens. On remarque aussi que les événements des six semaines qui se sont écoulées entre le 23 avril et le 4 juin (la journée du 15 mai, la dissolution de la Commission du Luxembourg, l'échec des Ateliers nationaux, l'aggravation de la crise économique), n'ont pas été sans influence sur les opinions de Dupont-White. Il semble avoir nettement évolué dans un sens plus autoritariste, conservateur et antisocialiste. Voici du reste quelques passages nouveaux de la profession de foi de Charles Dupont-White, secrétaire général au ministère de la Justice, candidat aux élections complémentaires dans le département de la Seine.

« Je crois à de grands devoirs de la part du gouvernement et je lui voudrais une force égale à ces devoirs. Point de droits illimités; *point de liberté qui n'ait son*

réglement; pas même celle d'enseigner, celle de produire, celle de se réunir et de s'associer. Tel est le fond et la substance de ma foi politique: La liberté à d'autres conditions, c'est un pas en arrière, c'est le retour à l'état de nature (11); c'est, à l'ombre d'un grand mot, quelque chose de rétrograde et de désordonné où péri-raient l'œuvre et la pensée de nos révolutions. Au sortir d'une crise sociale, en face d'un gouvernement né du suffrage universel, le premier devoir du pays, envers la civilisation et envers lui-même, est *de venir en aide à ce gouvernement, et de lui donner sa force comme il lui a donné sa confiance.*

Parmi les grandes obligations de l'Etat, je place en première ligne celle que lui impose le paupérisme, cette plaie des pays industriels. Ici, la voie nous est toute tracée. La charité dans les lois, ce fut la théorie de l'Assemblée Constituante, et c'est encore la pratique de la Grande-Bretagne.

Se rattacher à de tels précédents, à de telles autorités, *c'est répudier apparemment tout ce qui s'appelle spoliation, violence, ébranlement de la famille et de la propriété.* » (12)

**Dupont-White donne sa démission
de secrétaire général au ministère
de la Justice.**

L'échec de Dupont-White aux élections complémentaires du 4 juin semble avoir entraîné son

retrait définitif de toute vie publique. Peu de temps après, le 22 juillet, il donna sa démission (13) de secrétaire général au ministère de la Justice, où il fut remplacé par Taillandier.

(11) N'y a-t-il point là un souvenir de HOMÈRE? C'est peut-être bien à cette époque que DUPONT-WHITE a lu son *Leviathan*. Cf. ce que nous disons dans notre *Etude des sources de Dupont-White* (supra pp. 261 à 281).

(12) La proclamation dont nous extrayons ces lignes a été publiée sous la forme d'une affiche — de petit format, imprimée sur papier rose — que nous a montrée le colonel CARNOT. La plus grande partie de cette affiche a été reproduite dans le *Journal des Débats* du 2 juin 1848.

(13) Nous ne pouvons préciser exactement dans quelles circonstances DUPONT-WHITE quitta le ministère de la Justice. Le colonel CARNOT a conservé, sur ce point, une lettre assez énigmatique de Théodore DUPONT-WHITE à son frère (Bibliographie, n° 161). Il semblerait d'après cette lettre que DUPONT-WHITE a été renvoyé du ministère (?) ou tout au moins forcé de donner sa démission (?) Pourquoi? C'est ce que nous ne pouvons dire. Théodore félicite notre économiste d'avoir été à Paris pour venger sa réputation. De quelle injure ou de quelle accusation? Nous ne savons.

Lettre de Potherat de Thou Potherat de Thou, le 29 août, à Théodore Dupont-White.

White une lettre fort intéressante (14) qu'a heureusement conservée le colonel Carnot, et dont, grâce à son obligeance, nous pouvons ici citer les principaux passages :

« Que devient ton frère, mon cher Théodore ? Je lui ai écrit deux lettres depuis qu'il a quitté le ministère, et point de réponse. J'ai peur de perdre encore ma prose. Je ne pense pas qu'il ait beaucoup regretté sa position. Quand je l'ai vu au mois de mai, il n'en était pas du tout enivré. Ce n'est point là ce qu'il désirait sous la République. Une place à l'Assemblée était l'objet de son ambition. Mais je sais par expérience que la dynastie Favard (15) n'est point faite pour les fonctions politiques. Est-ce un mal pour Charles ? J'en doute. Il se fût trouvé dans une position *embarrassante* (*sic*). Il n'est plus permis sous la République d'avoir des idées libérales comme sous la Monarchie. Allez donc parler liberté de la presse avec l'état de siège, garanties dues aux accusés quand une population a *défendu* (*sic*) sa famille et sa propriété. Tout le monde est inquiet pour l'ordre, moi comme les autres, mais le char ne versera-t-il pas de l'autre côté ? Je crois bien que ton frère n'aura pas été trouvé assez réactionnaire : au mois de février, il m'a paru penser qu'on allait bien vite, mais il a pu craindre depuis que le temps d'arrêt ne fût un pas en arrière... Ma foi, mon cher, février ne vaut pas le soleil de Juillet. D'abord nous avions dix-huit ans de moins, et puis au moins nous autres vainqueurs, nous étions contents, nous avions foi dans l'avenir. Connais-tu aujourd'hui quelqu'un qui soit satisfait, qui ose dire quel sera notre gouvernement dans six mois ? L'immense différence est que Juillet était préparé dans les esprits, et n'était pas tombé comme une bombe. L'opposition au contraire n'a été que la cause involontaire de février. Tu étais, m'a dit Charles, devenu antiquaire, déchiffreur de vieux manuscrits. Si tu as pu conserver assez de liberté d'esprit pour des

(14) La lettre est datée de Thou (par Bonny, Loiret). Elle porte le cachet de départ de Bonny le 29 août, et le cachet d'arrivée à Beauvais le 30 août 1848. Bibliogr. n° 162.

(15) POTHERAT DE THOU, comme DUPONT-WHITE, avait été élève à l'institution Favard. (Cf. supra chapitre I, p. 300).

travaux littéraires, si tu connais d'autre histoire que celle qui s'écrit chaque matin dans le journal, tu es l'homme d'Horace : « *Impavidum ferient ruinæ* ». Quant à moi, je m'absorbe dans la culture de mes champs, tout comme si je n'étais pas un voleur. Si cependant le citoyen Proudhon devait être chargé du ministère de l'agriculture, je me résignerais avec peine à semer. « *Sic vos non vobis...* etc... »

Cette lettre pleine de verve traduit bien la déception des libéraux de 1830 devant la révolution de 1848. Elle nous semble de nature à suggérer très exactement ce que devait être la pensée de Dupont-White pendant cette intense période de sa vie, sur laquelle nous sommes, par ailleurs, assez mal renseignés.

**Dupont-White est nommé
préfet de l'Aude (31-8-48).**

Il refuse.

Le 31 octobre 1848, Dupont-White fut nommé préfet de l'Aude, par le ministre de l'Intérieur Dufaure. Il en dut être quelque peu surpris. N'avait-il pas siégé à la Commission du Luxembourg? Et la teinte qu'il s'était donnée n'était-elle pas bien foncée pour qu'il pût s'attendre à la confiance du gouvernement au lendemain des journées de juin, à la veille des élections pour la présidence de la République? Une lettre que lui adressa vers cette époque son ami Potherat de Thou (16) semble l'insinuer.

« Je soupçonne — écrit de Thou à notre économiste — que tu es aujourd'hui un peu trop républicain de la veille. Au temps où Louis Blanc, Albert, Ledru-Rollin dominaient, tu étais trop froid. Il est bien difficile pour un honnête homme qui veut conserver ses idées, et qui dans le succès ne désire pas plus qu'il ne voulait auparavant, d'être à l'unisson de l'opinion du moment. »

Mais les origines aristocratiques, et le solide enracinement de Dupont-White dans la société et dans la vie bourgeoises durent constituer aux yeux de Dufaure de sûrs garants que

(16) Cf. notre Bibliographie, n° 170. Il est regrettable que nous n'ayons pas la date exacte de cette lettre.

son « socialisme » (17) n'avait rien de très alarmant. Nous ignorons du reste ce qu'était au juste, en octobre 1848, la situation politique à Carcassonne. Si l'on en juge d'après la correspondance de Dupont-White, il semble qu'elle ait été plutôt troublée, et même inquiétante. Il y avait peut-être une suprême habileté, de la part de Dufaure, à envoyer là-bas quelqu'un qui eût une réputation d'« avancé ». Et puis, qui sait ? Dupont-White s'était tenu jusqu'alors dans une modeste pénombre ; mais il était jeune, il avait des convictions, de l'ardeur, du talent... Dufaure ne craignait-il pas qu'un jour il pût devenir un dangereux adversaire ? En lui confiant une fonction publique, n'a-t-il pas voulu le domestiquer ? Nous n'osons dire que ce soit probable, mais ce n'est peut-être pas tout à fait impossible (18).

Dès que fut connue la nomination de Dupont-White, ses proches s'énientent, et lui conseillèrent la réflexion et la prudence. « Entre les positions précaires — écrit Théodore dès le 31 octobre (19) — les préfectures sont les plus précaires, aujourd'hui que nul ne peut répondre de ce que sera le gouvernement dans trois mois. » Cependant Théodore n'ose pas nettement déconseiller à son frère d'accepter. Une préfecture, c'est malgré tout pour lui une rentrée honorable dans la vie publique avec un poste élevé, qu'on ne saurait inconsidérément dédaigner. Ancien secrétaire d'Etat, et préfet à quarante ans, Charles-Brook aurait devant lui peut-être de belles chances d'avenir, de grands espoirs. Ce serait pour lui « un pied dans l'étrier » (20). Un moment Théodore semble considérer que l'acceptation de Dupont-White est un fait acquis. « Tâche — lui conseille-t-il alors — de respecter dans le Midi les inté-

(17) Dans l'acception très vague qu'avait alors le mot « socialisme » on pouvait à la rigueur l'appliquer à DUPONT-WHITE. Cf. supra chapitre II, page 341, note 8.

(18) Peut-être (?) faut-il interpréter dans ce sens ce que dit Théodore DUPONT-WHITE dans sa lettre à son frère du 10 novembre, que nous citons plus loin : « Il y avait pour toi... guet-apens » (Cf. infra, p. et notre Bibliographie, n° 169).

(19) Voir notre Bibliographie, n° 165.

(20) Cette expression revient à deux reprises dans la correspondance abondante et fréquente, que Théodore entretenait avec son frère, pendant ces jours d'hésitation. Elle se trouve dans sa lettre du 4 novembre (Bibliographie, n° 166) et dans celle du 8 novembre (Bibliographie, n° 167).

rêts religieux sans te compromettre avec les légitimistes. C'est, d'après ce que j'ai vu dans mon voyage, le seul moyen d'avoir de la force contre les légitimistes. »

Cependant Dupont-White ne se décide pas. Il est préfet de l'Aude, mais il reste à Paris, et le 10 novembre, le chef de cabinet de Dufaure est contraint de lui adresser une lettre (21) officielle, pour l'avertir que « les nouvelles reçues du département de l'Aude sont telles qu'il ne saurait différer son départ. » C'est alors que Dupont-White refuse définitivement la nomination dont il a été l'objet.

Théodore, qui anxieusement attendait la décision de son frère, l'en approuve chaudement : « Je te félicite à deux mains — écrit-il (22) — de ton refus; tu as bien fait, et par dignité et par prudence : il y avait pour toi déchéance (23) et guet-apens (24) ». Dupont-White eût sans doute risqué des relations difficiles avec Dufaure, auprès duquel il avait été calomnié, ainsi que nous l'apprend Théodore :

« Ce que tu me dis — poursuit-il en effet — de ce qui a été rapporté à Dufaure sur ton socialisme ne m'étonne pas. Quelqu'un qui est loin de t'être hostile m'assurait qu'il avait lu dans le *Moniteur* les discours que tu prononçais au Luxembourg quand Louis Blanc s'absentait et que tu le suppléais (25). J'ai nié... C'est peu de chose que les hommes, mais la politique c'est encore moins puisqu'en définitive ce n'est que leur cuisine... »

(21) Cf. notre Bibliographie, n° 168.

(22) Lettre de Théodore DUPONT-WHITE à son frère Charles-Brook, 10 novembre 1848. (Cf. notre Bibliographie, n° 169).

(23) Dignité... Déchéance... : DUPONT-WHITE avait d'abord été secrétaire d'Etat au ministère de la justice, et pour lui une préfecture était donc sans doute une disgrâce. D'autre part il est assez probable que DUPONT-WHITE avait dû quitter le ministère dans des conditions qu'il jugeait offensantes pour son honneur. (Cf. supra, p. 546, note).

(24) Cf. supra, p. 549, note 18.

(25) Il s'agit là sans doute d'une pure calomnie. DUPONT-WHITE, ainsi que nous l'avons vu, fut un membre assidu de la *Commission du Luxembourg*. Mais il s'y est surtout occupé de dépouiller, classer, analyser les projets de réformes. Il y a fait, à notre connaissance, fort peu d'interventions orales. Et nous n'avons trouvé nulle part trace qu'il ait jamais remplacé Louis Blanc, ni tenu des discours en son lieu. DUPONT-WHITE à la *Commission* en face de tant de réformateurs utopistes qui n'avaient peur de rien, parce qu'ils ne savaient rien, était plutôt de ceux qui prêchaient la prudence, le respect des lois économiques en ce qu'elles ont d'irréductible, la conservation des fondements de la société capitaliste.

Et Théodore conseille à son frère de reprendre ses travaux intellectuels, en s'éloignant le plus possible des questions actuelles et brûlantes, en l'espèce des questions économiques. « Je voudrais — dit-il — te voir écrire ton *Histoire de la diplomatie* (26). L'Economie politique t'a déjà fait beaucoup de mal, et elle est plus brûlante que jamais, et pour longtemps. » (27)

Une semaine après celles de Théodore, notre économiste reçoit, pour son refus, les félicitations de Potherat de Thou. « Tu aurais eu dans l'Aude — écrit ce dernier — une position très difficile entre les légitimistes et les rouges, une responsabilité tout aussi grande qu'à Lyon, et sans compensation aucune. Le succès ne t'eût servi de rien : le sort de la France se décidera ailleurs qu'à Carcassonne. — Douterais-tu de l'élection de Napoléon? Elle est à mes yeux certaine... Etc. » (28)

**Dans quel esprit Dupont-White
suivra désormais le développement
des événements.**

Désormais rentré dans sa retraite, notre économiste continuera de suivre avec passion le développement de la situation politique, mais il ne remplira plus aucune fonction officielle. De sa tour d'ivoire intellectuelle, avec une anxieuse mélancolie, il contempera la désagrégation progressive de la République, avec toutes ses péripéties : suites des journées de juin, élections à la Législative, élection présidentielle (29), préparation du Coup d'Etat. A la vue d'un tel spectacle, en lui prendra forme cette conviction, qui

(26) Ces mots de Théodore sont la seule indication que nous possédions sur le projet d'une *Histoire de la Diplomatie*, par DUPONT-WHITE. Nous ne trouvons point trace que notre économiste y ait donné suite. Mais qui sait ce que renferme la volumineuse collection de papiers inédits de DUPONT-WHITE que conserve, à Saint-Yrieux, M. Robert DAVIN?

(27) Lettre de Théodore DUPONT-WHITE à son frère Charles-Brook, 10 novembre 1848, Bibliographie, n° 169.

(28) Lettre de POTHERAT DE THOU à DUPONT-WHITE, 18 novembre 1848. Cf. notre Bibliographie, n° 170.

(29) On peut se demander auquel des candidats à la présidence allèrent les vœux et la voix de DUPONT-WHITE. En l'absence de tous documents, on en est réduit à des conjectures. Mais nous supposons que notre économiste

dominera plus tard toute sa pensée politique : que la carence de l'autorité et l'excès de la démocratie sont un grave danger pour la liberté, et presque fatalement conduisent au césarisme à la dictature démagogique.

ne vota pas pour Louis-Napoléon. Entre Lamartine, Raspail, Cavaignac et Ledru-Rollin, qui choisit-il ? Lamartine avait bien peu de chances (il n'obtint pas 8.000 voix). Bien que Dupont-White ait été horrifié par l'insurrection de juin, Cavaignac, qui l'avait réprimée durement, lui paraissait peut-être incarner un peu trop la réaction bourgeoise. Quant à Ledru-Rollin, malgré qu'il se présentât avec l'appui de *La Démocratie Pacifique*, il pouvait par bien des côtés séduire notre économiste. Fondièrement droit et honnête, ardemment républicain, il avait, semble-t-il, l'appui de Théodore Dupont-White à Beauvais (du moins une lettre de Pothierat de Thou nous porte à le croire). Rien ne nous dit que Charles-Brook, à Paris, lui ait refusé le sien.

SECTION IV

CINQ ARTICLES DE DUPONT-WHITE DANS « LA LIBERTE DE PENSER »; TROIS ARTICLES DANS « LA POLITIQUE NOUVELLE »

Les idées et la rédaction Pendant les deux dernières de « *La Liberté de Penser* ». années de la République, Dupont-White collabora à une revue libérale, aujourd'hui bien oubliée, et qui s'appelait *La Liberté de Penser*.

Conçue et fondée à l'instigation de Jules Simon, pendant les derniers mois de la Monarchie de Juillet, elle donna 48 livraisons entre décembre 1847 et novembre 1851. Elle était dirigée par Amédée Jacques et plusieurs hommes de tout premier plan y collaboraient assidûment. On retrouvait là les principaux représentants de cette bourgeoisie libérale d'âge mûr, restée fidèle à l'esprit des avancés de 1830, et dans laquelle on doit ranger Dupont-White. C'était un milieu essentiellement composé d'intellectuels, fougueux adversaires du catholicisme, qu'ils combattaient au nom de la « science » et des principes de 89; progressistes par bien des côtés, mais, pour tout ce qui touche à la famille et à la propriété, conservateurs et anti-socialistes : les vrais ancêtres de nos « vieux radicaux ».

Décus après 1830, opposants sous Louis-Philippe, républicains de toujours, ils ne reconnaissaient pourtant pas dans le régime issu des journées de 1848 le rêve qu'ils avaient poursuivi. L'inspiration de la révolution nouvelle avait été sentimentale plutôt qu'idéologique, ses buts sociaux et économi-

ques plutôt que nationaux et politiques (1); Février n'avait pu effacer en eux la déception de Juillet. Devant les théories audacieuses du socialisme fouriériste, les menaces proudhoniennes contre la propriété, la propagande communiste de Cabet, et même la campagne de Louis Blanc en faveur du Droit au Travail, ils craignaient pour l'ordre social. Un frisson secoua leurs entrailles bourgeoises, lors des journées de juin.

Ils restaient toutefois solidement attachés au régime républicain, très résolument hostiles à tout ce qui tendait à le mettre en danger (ou même simplement à dénaturer, à « saboter » la République), soucieux d'aiguiller le gouvernement vers une politique selon leur cœur, tout à la fois conservatrice de l'ordre social et nettement hostile à l'influence de l'Eglise, favorable à une large diffusion de la « science » et des « lumières », c'est-à-dire de l'humanisme (2) et des principes de 1789. En politique extérieure, ils se montraient le plus souvent très nationalistes et partisans de la guerre. A l'intérieur, ils eussent souhaité que l'on calmât les passions populaires, afin de pouvoir rétablir (surtout pour la bourgeoisie, redevenue classe dirigeante) toutes les libertés politiques abolies depuis les journées de juin. Par ailleurs, leur réformisme, tant fiscal que social, ne manquait pas d'une certaine hardiesse, ni d'un certain idéalisme.

**Principaux
collaborateurs.**

Ces quelques traits suggèrent une idée générale — et, croyons-nous très en gros fidèle — de ce qu'étaient les tendances des principaux collaborateurs réguliers de *La Liberté de Penser*.

(1) Les Fouriéristes l'avaient prédit dès 1847 : « La révolution prochaine ne sera pas nationale, c'est-à-dire française, anglaise ou allemande; elle sera européenne. Elle ne sera pas purement religieuse ou politique, elle sera principalement économique et sociale. Elle ne prendra pas son origine dans la violation d'une charte, ni même dans un déni de droit électoral, mais bien plutôt dans un déni du droit de vivre en travaillant, dans une grève d'ouvriers affamés, dans un conflit d'intérêts entre le prolétariat et la bourgeoisie ». (*Démocratie Pacifique* du 12-8-1847.)

(2) Celui que J. MARITAIN appelle « humanisme anthropocentrique » par opposition à l'humanisme « théocentrique ») et dont BÉRDIAEFF fait le principe même de cette décadence qui, selon lui, caractérise toute l'histoire de l'Europe, depuis la Renaissance jusqu'à nos jours. (Cf. Nicolas BÉRDIAEFF : *Un nouveau Moyen Âge*, traduit du russe, Paris, Plon, 1930).

Elle publiait des articles de Paul Janet, d'Emile Saisset, de Renan, de Louis Viardot, d'Edgar Quinet, d'Emile de Girardin. Parfois d'ailleurs ses colonnes s'ouvraient plus largement : c'est ainsi que, sur sa droite, elle accueillit Thiers pour un article contre la loi Falloux et que, du côté socialiste, la prose d'Eugène Sûe put y trouver asile.

**La tendance centrale de la Revue
c'est l'anticléricalisme.**

En somme, le trait d'union de tous les collaborateurs de la Revue, c'était

l'anticléricalisme, vieille passion épanouie en 92 et 93 et ravivée en 1830, âme de toutes ces sociétés secrètes qui jouèrent un si grand rôle pendant la première moitié du XIX^e siècle. La *Liberté de Penser* menait la querelle de l'Université contre l'Eglise, de la « Science » et de la « Philosophie » contre le principe catholique d'autorité et la hiérarchie ecclésiastique.

Et tandis que les catholiques — un instant réconciliés avec les républicains autour des premiers arbres de la Liberté — semblaient s'allier de plus en plus à la réaction, derrière le monarchiste de Falloux et le libéral repentin Montalembert, la *Liberté de Penser* redoublait ses violentes attaques contre la religion et le clergé.

**Importance des cinq articles
que Dupont-White donna à « La
Liberté de Penser ».**

Tout rattachait Dupont-White aux tendances que nous venons de nous efforcer d'analyser. Il était naturel

qu'il collaborât à *La Liberté de Penser*. Elle donna de lui, pendant les deux années 1850 et 1851, cinq articles sur des sujets d'actualité économique. Jusqu'à présent tous les commentateurs de Dupont-White ont ignoré ces articles, qui pourtant nous paraissent présenter un intérêt tout spécial : ils éclairent d'un jour singulier l'évolution que notre économiste a subie au cours de la période de déclin de notre Seconde République. Ils nous montrent la transition qui fit du Dupont-White que nous avons connu, — auteur de *l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, jeune économiste préoccupé

avant tout de l'amélioration du sort des ouvriers; ricardien orthodoxe, poussant imperturbablement jusqu'à leurs conséquences les plus pessimistes les déductions abstraites de l'économie classique, et se révoltant ensuite contre leur intolérable injustice, — un nouveau Dupont-White, le Dupont-White du Second Empire, — juriste, sociologue, philosophe et historien; — réaliste, opportuniste, optimiste, progressiste, nationaliste, et loyaliste (2 bis); détracteur passionné de l'individualisme sous toutes ses faces, théoricien infatigable de l'Etat, et du Progrès par l'extension de l'autorité centrale.

A. — PREMIER ARTICLE.

De l'Influence des Gouvernements sur le Progrès Matériel des Sociétés (3).

Dès ce titre, nous sommes avertis de ce qui va désormais constituer le principal objet des recherches de Dupont-White : le rôle de l'Etat dans le développement de la civilisation.

Dupont-White rend compte d'une brochure anonyme sur les Chemins de fer.

L'occasion de cet article fut offerte à Dupont-White par une brochure anonyme, publiée chez Jousset et intitulée : *Achèvement du réseau de Chemin de fer. Organi-*

(2 bis) DUPONT-WHITE resta opposant à l'Empire et fréquenta jusqu'à la fin les salons républicains. Toutefois, son hostilité au régime n'avait rien de systématique et d'irréductible. Sans doute une réforme libérale du régime de la Presse, la suppression des candidatures officielles, une nouvelle orientation de la politique extérieure eussent-elles suffi pour rallier à Napoléon III, sinon le cœur, du moins la raison de notre économiste. Mais en parlant du « loyalisme » de DUPONT-WHITE, ce n'est pas sur le terrain du régime constitutionnel que nous nous plaçons. Nous pensons au régime économique en vigueur, que DUPONT-WHITE avait furieusement combattu en 1846 et dont il va maintenant donner une interprétation nouvelle et favorable. Nous pensons aussi au régime juridique; à ce préjugé admiratif pour la loi — civile, pénale ou administrative — en vigueur, dont DUPONT-WHITE fera preuve dans tous ses grands ouvrages de doctrine politique, sous le Second Empire. (Voir notre second volume.)

(3) *La Liberté de Penser*, mars 1850, tome V, 28^e livraison, p. 397 à 405. (Cf. notre Bibliographie, n^o 11).

sation financière et industrielle des travaux d'utilité publique. Sous le prétexte d'en rendre compte, Dupont-White en réalité construit toute une théorie du rôle de l'Etat en matière économique.

**La question des Chemins de fer
sous la République de 1848.**

L'importance de la question des chemins de fer était, pendant toute cette période, absolument capitale. On peut dire qu'au point de vue économique, le milieu du XIX^e siècle c'est l'ère des chemins de fer. Partout, fébrilement, on construisait de nouvelles voies ferrées, on développait les anciennes. D'immenses capitaux trouvaient là leur emploi. La rapidité des communications révolutionnait le commerce (4). Toutes les crises, comme toutes les vagues d'essor, avaient leur origine principale dans les mécomptes ou les prospérités de l'industrie ferroviaire. Le cycle économique était tout entier dominé par les vicissitudes des entreprises de chemins de fer (5). Quoi d'étonnant dès lors que la question du régime juridique de leur exploitation ait été, pendant toute cette période, au centre même des controverses économiques et politiques?

Sous Louis-Philippe, on avait adopté, à l'égard des chemins de fer un système qui était un compromis. On n'avait considéré les exploitations ferroviaires ni comme des entreprises purement privées, ni comme des monopoles d'Etat. Les lignes

(4) Dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, DUPONT-WHITE se demande, à propos des différences interrégionales du prix du blé, si — comme MOREAU DE JONNÈS en a fait la conjecture dans le *Journal des Economistes* — « l'avènement des chemins de fer sera celui du prix uniforme de cette denrée si nécessaire et si diversement payée. Cet espoir — dit sceptiquement notre économiste — semblera peut-être prématuré, si l'on vient à réfléchir sur la nature volumineuse de ce produit et sur le bon marché très équivoque aujourd'hui de cette voie de transport, au moins en ce qui touche les marchandises » (*Prof. et Sal.*, p. 108; *Trav. et Cap.*, pp. 206 et 207).

(5) Il suffit pour s'en convaincre de lire, dans le livre de M. le Professeur J. LESCURE : *Les Crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e édition, Paris, Domat-Montchrestien, 1932, les études consacrées aux crises de 1836, 1839 et 1847 (pp. 11 à 44). On y trouvera force chiffres, une abondante bibliographie et un saisissant tableau de la fièvre de construction ferroviaire qui saisit alors les pays occidentaux, avec l'analyse des désordres qui s'ensuivirent.

avaient fait l'objet de concessions, pour des périodes variables (99 ans, 70 ans, etc.) et dans des conditions également variables, à un assez grand nombre de compagnies particulières, assujetties à certaines charges et à un contrôle officiel, mais qui recevaient, en revanche, des subventions, garanties et secours. « L'Etat, qui s'engageait à construire l'infrastructure des voies, était à la fois le collaborateur, le protecteur et le surveillant des compagnies » (6). Mais, en réalité, les gouvernements, soucieux d'encourager les capitaux privés à s'investir dans l'industrie ferroviaire, avaient assumé pour l'Etat beaucoup plus de charges qu'ils ne lui avaient réservé de droits. Une spéculation effrénée sur les valeurs de chemins de fer en était résultée. De vastes manœuvres d'agiotage avaient provoqué toute une série de scandales retentissants, où des ministres, des hommes de l'entourage du Roi s'étaient trouvés ébloués.

Les Compagnies, souvent mal gérées, ploient bientôt sous le fardeau de leurs dettes; et la crise générale de 1848 n'est pas faite pour améliorer leur situation. Dès le mois d'avril, la Compagnie de Paris-Orléans et celle du Centre demandent elles-mêmes à résilier leurs concessions, et celle de Paris-Lyon n'est pas en meilleure posture.

Campagne d'opinion en faveur du rachat.

Dans ces conditions, un vaste mouvement d'opinion se dessine contre l'exploitation concessionnaire des voies ferrées, en faveur de leur rachat par l'Etat (expressément prévu dans les contrats de concession) ou même de leur expropriation pour cause d'utilité publique.

Le rachat, réclamé par la *Commission du Luxembourg*, figurait au programme du parti républicain, même modéré (on se souvient que Dupont-White l'avait préconisé dans ses proclamations électorales). Il fit l'objet d'un projet de loi déposé par le Ministre des Finances Duclerc (d'accord avec Garnier-Pagès et la *Commission exécutive*) et qui prévoyait son extension à tous les chemins de fer construits ou en cons-

(6) Georges RENARD : *La République de 1848*, p. 355.

truction. L'exposé des motifs (17 mai 1848) est « une des pages les plus vigoureuses qui aient été écrites contre l'exploitation des voies ferrées par des Compagnies » (7).

Le projet Duclerc fut renvoyé à deux Comités, celui des Finances, celui des travaux publics. L'opinion le discutait passionnément. Il fut l'occasion d'une multitude de brochures, d'articles de journaux, de pétitions, de démarches personnelles. Duclerc proclama que le rachat constituait « le pivot de toutes ses combinaisons financières » (8). Les Compagnies, découragées par le poids de leurs charges, furent, au début de la campagne, plutôt favorables au projet. Mais bientôt elles reprirent espoir. Passés les premiers mois de 1848, l'essor des chemins de fer reprit en effet de plus belle (9) et se poursuivit pendant toute la durée de la Seconde République; les administrateurs craignirent, si les chemins de fer devenaient une entreprise d'Etat, de voir réduire leurs superbes appointements. Certains, comme Léon Faucher l'économiste, redoutaient même que leur tiédeur républicaine ne leur fit perdre leur place. Finalement, les Compagnies déployèrent des efforts immenses pour faire échouer le projet Duclerc et perpétuer le régime des concessions.

L'Assemblée discuta la question des chemins de fer les 22 et 23 juin 1848, au milieu de l'émotion que l'on devine, pendant que dans les rues de Paris l'effervescence populaire était à son comble et que s'élevaient les barricades. Le projet Duclerc fut ardemment soutenu par Mathieu de la Drôme. Mais, parmi d'autres orateurs, Montalembert dressa contre lui un violent réquisitoire et évoqua le spectre du communisme, dont la menace sommeille dans tous les monopoles

(7) *Id.*, *Ibid.* p. 355.

(8) *Id.* *Ibid.*, p. 358.

(9) Le nombre des kilomètres de voies ferrées en exploitation passa, entre 1848 et 1851, de 2.222 à 3.558; celui des locomotives de 729 à 1.006. En 1847, les chemins de fer français transportent 3.597.000 tonnes de marchandises. En 1848, le chiffre correspondant s'abaisse à 2.921.000. En 1851, il est de 4.627.000. En 1847, 12.700.000 voyageurs empruntèrent les chemins de fer; en 1848, 11.900.000 seulement; en 1851, près de 20 millions. Quant aux recettes, voici les chiffres : recettes brutes : 1847, 65 millions; 1848, 61 millions; 1851, 106 millions. Recettes nettes : 1847, 34 millions; 1848, 28 millions; 1851, 58 millions. (Nous empruntons ces chiffres à G. RENARD : *La République de 1848*, p. 362).

d'Etat. La discussion fut interrompue par l'arrivée du général Cavaignac, apportant de graves nouvelles. Jamais elle ne fut reprise. Dès le 3 juillet, Goudchaux, redevenu ministre des Finances, retirait de l'ordre du jour les projets de son prédécesseur et, dans la séance du 14, il déclarait renoncer au principe de la reprise par l'Etat des chemins de fer. Pendant toute la fin de la République, malgré une proposition du député de la Moselle, Antoine (mai 1849), on n'envisagea plus aucun projet de réforme d'ensemble du régime des voies ferrées. La politique suivie fut opportuniste, mais plutôt dirigée dans le sens que voulaient les Compagnies. Sans doute l'Etat racheta la Compagnie de Paris-Lyon le 17 août 1848; les lignes de Paris-Versailles rive gauche et Versailles à Chartres le 21 avril 1849; et quelques autres. Mais bientôt l'on commença à accorder des garanties d'intérêt, et l'on s'achemina dans la voie qui devait conduire, au lendemain du Coup d'Etat de décembre 1851, à la prolongation pour 99 ans de toutes les concessions accordées, avec garantie par l'Etat de l'intérêt du capital engagé.

Ce bref tableau de la question des chemins de fer, telle qu'elle se posait à l'époque, nous a paru utile pour bien situer à la fois la brochure dont Dupont-White se proposait de rendre compte dans son article de *La Liberté de Penser*, et cet article lui-même.

Le projet de réformes développé dans la brochure anonyme qu'analyse Dupont-White.

L'auteur anonyme de la brochure s'inspirait des tendances les plus favorables aux Compagnies. Il deman-

daît à l'Etat d'une part de les encourager par tous les moyens, en prolongeant la durée de leurs concessions, en garantissant l'intrêt de leur capitaux, etc.; et d'autre part d'alléger son contrôle sur elles en augmentant leur liberté d'exploitation.

Voici d'ailleurs comment Dupont-White résume ce programme :

« Solliciter l'industrie à l'achèvement du réseau des Chemins de fer, en lui prêtant le crédit et en lui allégeant le contrôle de l'Etat. Susciter des Compagnies, tenter des actionnaires par la perspective de grands

avantages, tels que l'importance des bénéfices en ce qui dépend de l'Etat, la durée des concessions, la stabilité des tarifs, la liberté dans l'exploitation. Attirer des prêteurs aux Compagnies par la double sécurité et d'un gage spécial et de la garantie de l'Etat pour les fonds prêtés... Il s'agit, comme on le voit, de tenter puissamment les capitaux et de réveiller l'esprit d'association par les perspectives les plus attrayantes. » (10)

Ce n'est d'ailleurs point à dire que la brochure qu'analyse Dupont-White sacrifie en tout les droits de l'Etat et les intérêts de la collectivité. Il y est prévu que le régime des concessions décrétées par l'Assemblée Nationale remplacera celui des adjudications; qu'un remaniement périodique des tarifs aura lieu « de façon à favoriser la circulation, mais à la condition de ne pas altérer les profits » (11); enfin que l'Etat ne s'engagera à servir des intérêts que pour une portion du capital social et tant que le taux des dividendes n'atteindra pas 8 %.

Dupont-White reconnaît et pèse tout cela. Mais en somme — et il s'en rend compte, — le projet s'inspire avant tout des principes de l'individualisme économique. Convaincu que l'initiative privée est la seule féconde, son auteur la veut restreindre le moins possible; mais, de crainte qu'elle ne suffise pas à la tâche, il demande à l'Etat de la stimuler et de lui enlever une part — la mauvaise part — des responsabilités qu'elle entraîne. C'est ainsi que les libéraux, dans un régime de concentration économique et de grandes entreprises d'intérêt général, se trouvent souvent et fatalement amenés, — quand ils veulent à la fois conserver la gestion privée et prévenir les grandes catastrophes, — à pratiquer ce qu'on a appelé la « socialisation des seuls déficits »...

Dupont-White accepte ce projet pour des raisons d'opportunité, mais répudie les principes individualistes sur lesquels il se fonde.

Mais revenons au projet qu'analyse Dupont-White. Tel quel, étant donné la crise dont la France est la victime, et

l'inertie des capitaux apeurés par la menace socialiste, Du-

(10) *Infl. des gouv. in Lib. Pens.*, 1850, tome V, pp. 397 et 398.

(11) *Ibid.*, p. 398.

pont-White le trouve présentement acceptable dans la pratique. Il se déclare prêt à y souscrire, mais seulement pour des raisons d'opportunité; il repousse en revanche avec la dernière énergie les principes et la philosophie individualistes dont s'est inspiré l'auteur anonyme du projet.

« La concession sera peut-être onéreuse pour le public? Qu'à cela ne tienne : c'est l'inconvénient de la situation, c'est la disgrâce des temps, tout comme les emprunts publics à 7 %. Il en faut prendre son parti et répéter avec le cardinal de Retz qu'il y a des situations où un gouvernement ne peut faire que des fautes. Mais encore une fois tout cela ne vaut que par l'urgence, par la nécessité. Or il ne faut pas, quand on n'est qu'un expédient, se donner pour une théorie, et, avec un mérite qui n'est que de circonstance, se présenter au nom des principes, comme la loi de l'avenir, comme la solution des temps calmes et réguliers. C'est l'inadvertance où est tombé l'auteur de ce projet d'ailleurs si remarquable. Cette suprématie, ce premier rôle qu'il attribue aux Chemins de fer, c'est, à l'entendre, non pas la part qu'il faut leur faire aujourd'hui, mais celle qui leur revient absolument, essentiellement, c'est leur attribut et leur droit de tous les temps... Le principe dont il argumente, c'est celui qui revendique pour l'individu la plus grande somme possible de droit et d'action, ne laissant au pouvoir que ce qu'il lui faut de tout cela pour la défense de l'ordre et du pays... La théorie que l'on y expose rapporte avec complaisance l'opinion d'un historien qui fut un homme d'Etat : aux yeux de M. Macaulay, la direction, la contention perpétuelle des individus vers le bien-être est pour une société un principe de force et de richesse, qui doit à la longue vaincre l'obstacle et réparer la malversation des lois, des faits, du gouvernement. De là une conclusion bien prévue : c'est qu'il nous faut à tout prix utiliser ce principe, puiser à cette source de toute grandeur et multiplier les applications de cette règle, notamment en matière de travaux publics et de Chemins de fer. » (12)

**Dupont-White fait la critique
de l'interprétation individualiste
de l'histoire.**

Telle est en effet la thèse générale que Dupont-White se propose de combattre au cours de son article. Cédant au goût que nous lui connaissons de remonter toujours des

(12) *Ibid.*, p. 398, 399 et 400.

détails aux principes et des faits aux idées, il va dépasser considérablement la question précise des chemins de fer pour dresser un vaste procès à l'interprétation individualiste de l'histoire. Aussi ce court article nous donne-t-il un avant-goût des grands ouvrages de philosophie politique que publiera plus tard Dupont-White; nous y devinons déjà le futur auteur de *L'Individu et l'Etat* et de *La Centralisation*. (Ces deux importants ouvrages reproduiront d'ailleurs mot pour mot certains passages de l'article que nous analysons ici (13).

Le laissez-faire n'est pas la cause de la prospérité anglaise.

Attribue-t-on au *laissez-faire*, comme le fait l'auteur de la brochure analysée par Dupont-White, le mérite de

la prospérité anglaise? Notre économiste répond qu'il en faut chercher la cause ailleurs : dans le caractère même des Anglo-Saxons, dont le libéralisme économique n'est qu'une conséquence.

« Ici le dogme du *laissez-faire* et *laissez-passer* n'explique rien : cette seconde religion de l'anglo-saxon n'est elle-même qu'un des traits de son caractère. Des hommes aux mœurs laborieuses, aux tendances cupides, à l'humeur active, énergique, entreprenante, ne devaient-ils pas se réserver et attirer à eux les affaires, l'action, la vie sociale, et borner leur gouvernement à des pouvoirs de police, à des fonctions presque négatives? Cela n'était-il pas dans la loi de leur tempérament, dans la nature et dans la force des choses? Il faut en convenir : loin d'avoir créé le caractère que nous venons d'esquisser, le libéralisme économique n'en fut au contraire que l'expression et le déploiement. » (14)

(13) Par exemple tout le passage compris entre : « Les Anglais, dit-il... » (*Infl. des gouv.*, p. 400) et « ... d'une race plus durement, plus âprement trompée » (*Ibid.*, p. 401) a été reproduit dans *La Centralisation*, 3^e éd., p. 291 à 293. — Le passage compris entre : « C'est qu'en effet l'égoïsme a ses variétés... » (*Infl. des gouv.*, p. 402) et « ... la seule vertu de l'activité individuelle » (*Ibid.*, p. 404) est reproduit dans *L'Individu et l'Etat*, 1^{re} éd., p. 104, 105, 109 et 110.

(14) *Infl. des gouv.*, p. 402.

Importance du caractère national. La doctrine individualiste serait d'une application particulièrement funeste en France.

Admettons d'ailleurs que l'individualisme ait été réellement fécond en Angleterre et qu'il soit bien la cause principale de la prospérité britannique. S'ensuit-il nécessairement qu'il aurait eu en France les mêmes effets? Ici Dupont-White indique cette idée, qui reviendra si souvent dans la suite de son œuvre, que la doctrine économique ne peut pas être une vérité abstraite, absolue, valable indifféremment pour tous les temps et tous les pays; qu'elle doit tenir compte des circonstances de temps et de lieu; qu'elle se condamne à l'erreur et à la malfeasance chaque fois qu'elle refuse de considérer certaines données positives, et tout particulièrement pour chaque pays les données de l'histoire et de la psychologie nationales. Là apparaissent des différences importantes, que Dupont-White, — chaque fois qu'il se livre à des comparaisons entre les nations, — s'efforce de mettre en lumière; il y réussit avec une rare finesse et un remarquable brillant. Parce que les Anglais et les Français ne se ressemblent pas — parce que les premiers sont cupides et entreprenants; les seconds nonchalants et sans initiative personnelle, mais disciplinés et ambitieux — ce qui paraîtra avoir réussi en Angleterre pourrait fort bien ne point du tout convenir à la France.

« Il y a tel peuple, dit Dupont-White, qui ne peut avancer que sous l'impulsion de ses chefs, où la supériorité des hommes d'Etat fait celle de la société, où l'action des individus a besoin d'être éclairée, sollicitée, précédée par celle des pouvoirs publics. Ne serait-ce point là par hasard le fait de la société française? Je me trompe fort, ou cette conjecture est le sens le plus clair de toute notre histoire... C'est qu'en effet l'égoïsme a ses variétés. Il y a tel pays où le goût du bien-être n'est pas précisément l'appétit de lucre, mais bien plus un désir de places, d'avancement, de distinctions. Dans un pays ainsi doué, où il y a plus de vanité que de cupidité, plus de solliciteurs d'emplois que de gagnieurs d'argent, n'attendez pas de l'action libre et spontanée des individus cette fécondité, cette puissance d'effets économiques observée ailleurs par M. Macaulay. Dans ce pays, le rôle de l'Etat sera sou-

vent un tout premier rôle. Le gouvernement y fera, y devra faire, à titre de service public, mainte chose qui constitue ailleurs une industrie privée, les routes, les canaux, l'enseignement, le transport des lettres (15). Il sera non seulement entraîné, mais autorisé dans cette voie par tout ce qu'il y a de saillant et de primitif dans le tempérament national, lequel est fait pour mieux s'accommoder et mieux s'acquitter d'une fonction publique que d'une industrie, d'une place que d'un métier (16)... Ce n'est pas tout : il y a des choses que le gouvernement ne peut faire sous aucun prétexte, des choses qui sont des industries dans toute la force du terme. Eh bien, dans le pays que nous venons de supposer, certaines de ces choses ne prospéreraient pas, ne naîtraient même pas, sans le concours du gouvernement, celles par exemple où il faut ardeur, audace, esprit d'expédient et de combinaison, les qualités de l'avarice en un mot. Au gouvernement de suppléer cette lacune du caractère national, et d'appeler des maîtres, d'offrir des modèles, de tracer des méthodes, de mettre partout la lumière, l'émulation, l'encouragement. Chez ce peuple, moins cupide qu'un autre, il faut tenter la cupidité par l'importance et la facilité des bénéfices : de là tout un appareil d'avances, de primes, de monopoles. Chez ce peuple, qui n'a guère la passion du gain, il y a peut-être le goût des arts, le sens de l'exquis, de l'élégant, qui n'attendent pour s'éveiller que l'apparition d'un type, que le contact d'une étincelle : œuvre de gouvernement que de chercher et d'attirer les stimulants sympathiques qui peuvent provoquer ces facultés sommeillantes et solliciter ces aptitudes enfouies, ignorées d'elles-mêmes... » (17)

Tel est en France, — compte tenu de notre caractère national — le rôle que doit assumer l'Etat. Ainsi en jugea Colbert, dont Dupont-White ne laisse jamais échapper une occasion de

(15) La question de la poste faisait l'objet de débats passionnés sous la République de 1848. Certains voyaient dans la poste un monopole fiscal, d'autres un véritable service public. La poste faisait alors d'importants bénéfices, que les premiers devaient trouver normaux et les seconds scandaleux. La loi du 24 août 1848 abaissa la taxe des lettres à 20 centimes. Puis, après juillet 1850, on la porta à 25 centimes. (Cf. G. RENARD, *loc. cit.*, pp. 353 sqq).

(16) *Infl. des gouv.*, pp. 402 et 403. Ce passage a été reproduit dans *L'Individu et l'Etat*, 1^{re} éd., p. 104 et 105.

(17) *Infl. des gouv.*, p. 403. Ce passage a été reproduit dans *L'Individu et l'Etat*, pp. 109 et 110.

magnifier l'œuvre. L'activité de Colbert ne peut se comparer, — dit-il ici — « qu'au bienfait de cet ensemble d'œuvres créatrices signées Napoléon » (18). Dupont-White n'est pas toujours aussi élogieux pour le régime impérial (19). S'agirait-il ici d'une flatterie à l'adresse du Président de la République? En exaltant l'oncle, notre économiste cherche-t-il à faire risette au neveu? Quoi qu'il en soit, Dupont-White trouve dans l'œuvre intérieure napoléonienne un frappant exemple d'une action gouvernementale créatrice et stimulante : « Il en coûta, dit-il vingt années d'efforts au despotisme et au génie; ce qui nous dispense apparemment de rechercher si tout cela fût éclos de soi-même, naturellement et par la seule vertu de l'activité individuelle » (20).

En Angleterre même l'intervention de l'Etat n'est pas aussi rare qu'on le dit.

Mais si l'intervention de l'Etat est particulièrement opportune en France, en raison de notre caractère national; si elle s'est toujours montrée chez nous spécialement féconde, il ne faudrait pas croire, dit Dupont-White qu'en Angleterre elle joue un rôle si réduit qu'on se plaît parfois à le dire. « Dans le pays classique de l'individualisme, les individus furent de plus d'une façon les obligés de l'Etat (21). Les prohibitions d'importer ou d'exporter, la taxe des pauvres, certaines réglementations des salaires, sont autant de signes que de l'autre côté de la Manche « la main de l'Etat » n'est pas inactive.

« Tel fut pendant des siècles le rôle de l'Etat chez nos voisins : l'industrie et la production y étaient individuelles et spontanées, à cela près que l'Etat se mêlait des profits et des salaires... Vit-on jamais socialisme plus caractérisé ? » (22)

(18) *Infl. des gouv.*, p. 404. Ce passage a été reproduit dans *L'Individu et l'Etat*, p. 110.

(19) Voir notre *Index* verbo NAPOLEON.

(20) *Infl. des gouv.*, p. 404. Ce passage a été reproduit dans *L'Individu et l'Etat*, p. 110.

(21) *Infl. des gouv.*, p. 404.

(22) *Ibid.*, p. 404. DUPONT-WHITE dit ici « socialisme » pour « interventionnisme ». — Sur ces questions de terminologie, voyez *supra*, chapitre II, p. 341, note 8.

Importance de cet article : comment il annonce déjà les grands ouvrages de Dupont-White : « L'individu et l'Etat » et « La Centralisation ».

Nous avons ici déjà tout l'essentiel des faits, des arguments et de la thèse générale que Dupont-White développera

à satiété dans ses grands ouvrages du Second Empire. Et c'est pourquoi il nous a semblé utile de rendre compte très en détail de ce court article, qui fait apparaître d'une façon saisissante le changement survenu en Dupont-White depuis ses tout-premiers ouvrages.

Déjà sans doute, dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, la théorie des crises et le procès de l'anarchie de la production avaient conduit notre auteur à dépasser incidemment le strict point de vue de la justice sociale (dans lequel il s'était à peu près cantonné lors de la rédaction de son manuscrit sur *les Profits et les Salaires*).

Mais on voit combien ici l'horizon s'élargit encore : l'individualisme n'est plus seulement critiqué en raison des misères ouvrières qu'il engendre ni même de la tendance au déséquilibre économique qu'il recèle. Dupont-White lui reproche son insuffisance à assurer le développement de la production. Dès lors, l'intervention de l'Etat n'est plus seulement requise pour corriger les injustices sociales et l'instabilité économique; elle apparaît en outre nécessaire pour promouvoir le progrès économique et le progrès général.

Il ne s'agit plus seulement pour l'Etat de protéger une classe contre une autre, de défendre les droits des ouvriers contre les exactions patronales; l'Etat ne peut se borner à jouer le rôle d'arbitre de la lutte sociale; sa tâche n'est pas seulement de rétablir l'équilibre entre des intérêts privés : il a une mission d'intérêt général. Autorité et intelligence supérieure, il doit promouvoir le progrès, prendre lui-même des initiatives, stimuler celles des particuliers; et tout cela, il doit le faire à des degrés et selon des formes variables suivant les époques et les lieux, en s'inspirant tout d'abord du caractère national, qui constitue en la matière le premier critérium d'opportunité.

Nous allons retrouver les mêmes idées et les mêmes ten-

dances à des degrés variables dans les quatre autres articles que Dupont-White a donnés, en 1851, dans *La Liberté de Penser*.

B. — SECOND ARTICLE

Compte rendu des Harmonies Economiques de Bastiat (23)

Devons-nous appeler cet article un compte rendu? Oui, puisque Dupont-White le présente comme tel. Très souvent il prend ainsi pour point de départ un livre qu'il a lu, et dont il prétend rendre compte. Mais Dupont-White ne pousse jamais très loin l'analyse de la pensée d'autrui. Il la résume vigoureusement, en quelques grands traits, et puis il s'abandonne à ses réflexions personnelles... Le compte rendu n'était qu'un prétexte. (24)

Les « Harmonies » ont été écrites pour justifier le capitalisme qui s'ébranlait.

C'est en 1848 et 1849 que Bastiat composa ses *Harmonies Economiques*. Il n'eut point le temps de

les achever, et mourut en 1850 (25).

(23) *Harmonies Economiques*, par M. Frédéric BASTIAT, représentant du Peuple, membre correspondant de l'Institut. Compte rendu par Ch. DUPONT-WHITE, dans *La Liberté de Penser*, quarantième livraison, mars 1851, tome VII, p. 467 à 475. Bibliographie, n° 12.

(24) Il en était ainsi — et plus nettement encore — dans l'article précédent : *De l'influence des Gouvernements sur le progrès matériel des sociétés*.

(25) BASTIAT conçut dès 1845 le premier projet de ses *Harmonies* ainsi qu'en fait foi la lettre qu'il écrivit à Courpion le 5 juin 1845 et que cite G. DE NOUVION dans son livre : *Frédéric Bastiat; sa vie, ses œuvres, sa doctrine*, Paris, Guillaumin, 1905. Les premiers chapitres des *Harmonies* parurent au début de 1848, dans le *Journal des Economistes*. Puis le premier volume des *Harmonies* fut édité, en 1849. Il comprenait les dix premiers chapitres. C'est de ce premier volume seulement que DUPONT-WHITE rend compte dans l'article que nous analysons ci-dessus. Les quinze chapitres qui suivent, et dont beaucoup sont encore inachevés, à l'état d'ébauche, ne furent édités que plus tard, à titre posthume.

Le compte rendu de DUPONT-WHITE parut quelques mois après la mort de BASTIAT, avec la note suivante : « Cet article était composé avant la mort si regrettable de M. BASTIAT. On croit à propos d'en avertir le lecteur, encore que la critique s'exprime, dans le morceau qu'on va lire, avec tous les égards dus au noble caractère et au rare talent de l'auteur des *Harmonies Economiques*. »

On devine sans peine dans quelle atmosphère furent conçues et furent accueillies les *Harmonies*. Nous sommes au lendemain des Journées de Juin. Le spectre du socialisme a été entrevu. Il a laissé, chez tous les bourgeois, une angoisse profonde, une vive terreur. Ceux-là même que les idées égalitaires avaient jadis séduits ont eu, comme les autres, leur réflexe de conservation et de défense. Ils ont élu Napoléon. Ils élisent la Législative. De tous côté on sent croître la méfiance et la haine contre les doctrines de Fourier, de Louis Blanc, de Cabet, qui, sous couvert de justice sociale, menaçaient de conduire aux pires désordres et aux pires violences. Il semble alors que la société capitaliste ne tienne plus sur ses bases, qu'elle menace de s'écrouler. Partout où l'on ne poursuit pas son renversement total on éprouve le besoin de la consolider, de l'affermir...

Et pour cela d'abord, il fallait la justifier : Défendre l'ordre par des lois draconiennes, par la menace et par la force, par des mesures de répression terribles comme celles qui suivirent les Journées de Juin, ne pouvait en effet pas suffire. En ce temps où l'idéalisme animait tant d'esprits, où les privilégiés eux-mêmes avaient souvent une conscience délicate — et qui n'était pas toujours tranquille, — il importait de rendre à la société capitaliste une confiance assurée dans ses bases juridiques et morales. Il fallait rassurer les propriétaires, quand la vague démocratique et socialiste avait ébranlé leur foi dans la légitimité de leurs propres droits. Il fallait rendre aux gouvernants la conviction que le peuple n'avait rien à leur réclamer, qu'ils n'étaient pas responsables de sa misère, et que leur inaction n'était point coupable.

Bastiat reconstruit l'économie politique sur une nouvelle conception de la valeur.

C'est à quoi s'est attaché Bastiat. Et pour ce faire il a repris l'économie politique à son premier mot; il l'a reconstruite sur des bases nouvelles; il a édifié une nouvelle théorie de la valeur.

« Dissertation sur la valeur : ennui sur ennui! » C'est ainsi que Bastiat annonce le plus important chapitre de son

livre (26). Voilà qui n'est guère encourageant! Pour nous, qui n'avons point cet art, qui distinguait Bastiat, de traduire en exemples vivants et clairs les conceptions les plus abstraites; — et qui n'avons point non plus la belle éloquence de Dupont-White, son aptitude à discerner et à dégager le substrat philosophique des théories économiques, — la prudence exige une circonspecte brièveté sur ce délicat problème de la valeur.

Les textes que nous ont laissés, sur ce sujet, Smith, Malthus, Ricardo, Bastiat, où Marx sont parmi les plus difficiles de la littérature économique : lectures décevantes, irritantes, qui laissent une impression d'incertitude; la crainte aussi d'avoir seulement joué avec des mots, de n'avoir pas touché le fond de la question. Et l'on en arrive à se demander si la notion de valeur ne serait pas elle-même vaine et fausse, et si le problème, après tout, existe...

Théories et doctrines. En réalité — les auteurs modernes l'ont montré — il y en a deux. C'est sans doute parce que — surtout au XVIII^e et au XIX^e siècles — on n'a pas assez pris la peine de les nettement distinguer que, si souvent, ce qu'on a écrit sur la valeur reste ténébreux et confus.

Il y a d'abord le problème du fondement (moral) de la valeur. C'est celui que les canonistes s'efforçaient de résoudre, quand ils recherchaient les normes du juste prix. Ce problème est essentiellement éthique.

Mais il y en a un autre, qui est scientifique. Il peut s'énoncer comme suit : Quelle est, dans un régime juridique de liberté, la LOI DE L'ÉCHANGE économique? — Ce second problème met en jeu des données psychologiques, des données mathématiques; mais il est, par sa nature, essentiellement amoral.

Si nous adoptons la terminologie — précieuse pour sa netteté — de M. Pirou (27), nous dirons que le premier problème concerne la *doctrine* économique, et le second la *théorie*.

(26) BASTIAT : *Harmonies Economiques*, chapitre V : *De la valeur*, cinquième édition des *Œuvres complètes de Frédéric Bastiat*, Paris, Guillaumin, 1864, p. 140.

(27) Cf. Gaëtan PIROU, *Doctrines sociales et science économique*. (Bibliogr., n° 546 bis, et notre avant-propos).

A la lumière de cette capitale distinction, nous allons maintenant examiner rapidement quelles ont été, sur la valeur, les vues de Ricardo, et celles que Bastiat a voulu leur opposer (28). Nous comprendrons ensuite bien plus facilement la position qu'a prise Dupont-White, dans le compte rendu que nous analysons.

**La théorie de la valeur
chez Ricardo.**

Ricardo n'avait rien d'un moraliste. Il se proposait de découvrir des lois au monde économique, non point de lui en dicter. Il a donc certainement entendu s'attaquer au second des deux problèmes que nous venons de distinguer, à l'exclusion du premier. Il s'est placé au point de vue scientifique, à l'exclusion du point de vue moral.

D'autre part, la théorie de la valeur n'est point, chez Ricardo — comme chez Bastiat — un postulat premier, un point de départ d'où découle ensuite tout le reste. C'est plutôt au contraire un aboutissement, une philosophie générale des conclusions qu'il s'est trouvé poser, d'abord séparément, sur chacun des grands problèmes économiques.

« Ricardo — disent MM. Gide et Rist — n'a nullement commencé par élaborer une doctrine (NOUS DIRIONS : « THÉORIE ») de la valeur pour en déduire les lois de la répartition; mais c'est seulement après avoir découvert ou cru découvrir ces lois de la répartition qu'il a cherché à les synthétiser dans une théorie de la valeur. » (29)

(28) Il nous paraît nécessaire de le faire, pour éclairer le sens du compte rendu de DUPONT-WHITE. Mais nous ne nous engageons sur ce terrain qu'avec une grande appréhension. La question de la valeur n'est pas claire, et les théories de RICARDO et BASTIAT sur la valeur le sont moins encore. Les perpétuelles hésitations de leurs pensées contrastent avec le ton souvent très dogmatique de leurs affirmations. Nous n'avons pu faire de leurs œuvres une étude directe et approfondie. Nous espérons toutefois n'être point tombé dans de gros contresens, et nous demandons le bénéfice de l'indulgence aux familiers de RICARDO ou de BASTIAT, qui seraient tentés de nous reprocher des inexactitudes ou d'excessives simplifications.

(29) GIDE et RIST : *Histoire des Doctrines économiques*, cinquième édition, nouveau tirage 1929, p. 163. Le chapitre *De la Valeur* a beau se trouver placé en tête des *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, il suffit de le lire pour voir qu'il est logiquement une conclusion plutôt qu'une introduction, et que MM. GIDE et RIST ont raison dans leur interprétation du processus de la pensée de RICARDO.

— *Il a cherché...* mais il n'est pas arrivé, sur ce point, à une conclusion qui le pût satisfaire (30) : Ainsi que l'a mis en lumière, dans sa thèse (31), Mademoiselle Huguette Biaujeaud, Ricardo, sur la valeur, a piétiné, a hésité, a évolué, et, finalement, a renoncé. Cela n'est point pour faciliter la tâche de ses interprètes.

Ricardo est parti de Smith. Il a cru rester dans la logique profonde de la théorie smithienne de la valeur-travail (32), en proclamant que la norme selon laquelle les choses s'échangent les unes contre les autres, c'est la quantité de travail qu'il a fallu pour les produire.

Ricardo n'a d'abord pas pris la peine de donner une justification approfondie de cette conception. Elle a encore, dans une large mesure, chez lui, le caractère d'une théorie « préconçue ». (33)

Mais c'est bien une théorie, ce n'est pas une doctrine. Quand Ricardo dit : valeur-travail, il n'affirme pas plus qu'il ne nie que le fondement équitable de la valeur soit le travail : c'est là un point de vue qu'il ignore ou veut ignorer. Il pro-

(30) *Lettre de Ricardo à Mac-Culloch* du 18 décembre 1819. *Lettre de Ricardo à Malthus* du 15 août 1820. (Ricardo y dit : « Nous avons échoué tous les deux »). — GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques*, cinquième édition, nouveau tirage, 1929, p. 164, note. — HALÉVY : *Le Radicalisme économique*, et surtout Huguette BIAUJEAUD : *Essai sur la théorie ricardienne de la valeur*, thèse, publiée dans la collection : *Etudes sur l'histoire des théories économiques*, dirigée par M. Gaëtan PIROU.

(31) Cf. note précédente. Mlle BIAUJEAUD a pour la première fois traduit en français et publié toute une série de lettres de Ricardo à Mac-Culloch, à Malthus et à HUGHES TROWER, relatives à la valeur. Dans toutes ces lettres Ricardo ne se gêne point pour avouer ses hésitations, sa perplexité, son impuissance à trouver une explication unique, simple, et pleinement satisfaisante de la valeur.

(32) Pourtant, pour Ricardo, le principe de la valeur c'est uniquement le travail dépensé, tandis que pour Smith c'était soit le travail dépensé, soit le travail commandé. Sur ces notions, assez imprécises, semble-t-il, chez Smith et même parfois chez Ricardo, nous renvoyons à la première partie de la thèse précitée de Mlle H. BIAUJEAUD. En introduisant dans la théorie de la valeur la notion de travail commandé, Smith annonce déjà BASTIAT : Le travail commandé c'est presque le service rendu. Ricardo fait la critique des conclusions de Smith sur la valeur dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, chapitre I, section I. (Dans la petite Bibliothèque économique française et étrangère, chez Guillaumin, traduction française BEAUREGARD et FORMENTIN, particulièrement p. 5 et ss.)

(33) Cf. H. BIAUJEAUD, *op. cit.*, entre autres p. 86.

fesse seulement qu'en régime libéral, la loi des échanges est le travail; que normalement les produits s'échangent effectivement les uns contre les autres suivant la quantité de travail qu'ils ont respectivement exigée.

Par la suite, — et de plus en plus à mesure qu'il avançait dans son analyse des lois de la répartition, — Ricardo s'est vu amené à reviser et à compliquer cette théorie première.

D'abord Ricardo se rend compte qu'à la différence de ce qui se passait dans l'économie primitive, les choses échangées ne sont pas, dans les conditions de la vie moderne, un produit du seul travail. Elles coûtent encore du capital (33 bis). Sans doute, le capital, c'est du travail accumulé. Le travail qu'a nécessité la construction d'une machine s'impute et se répartit sur tous les produits que cette machine servira à fabriquer, et représente normalement une part de leur valeur. Jusqu'ici — Mac-Culloch l'a montré — il n'y a encore aucune atteinte portée à la théorie de la valeur-travail.

Mais en réalité le capital fixe, le capital « de longue durée », donne lieu à des intérêts et à des profits qui s'accumulent et se réinvestissent. La machine rapporte en fin de compte plus qu'elle n'avait coûté à produire. Les profits du capital ne sont pas la simple contrepartie de son amortissement. Ils ne paient pas seulement le travail accumulé, mais encore — (et il faut ici citer Torrens, qui inspira cette idée à Ricardo) — le temps que dure le placement. Ricardo se trouve ainsi amené à faire intervenir un nouveau facteur de la valeur : à côté du travail (présent ou passé), le *temps* (34), générateur d'intérêts et de profits, et, par là, élément du coût de production.

33 bis. — Voir dans les *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, de RICARDO, Chapitre I^{er} : *De la Valeur*, particulièrement la Section IV, intitulée : « *L'emploi des machines et des capitaux fixes modifie considérablement le principe qui veut que la quantité de travail consacrée à la production des marchandises détermine leur valeur relative.* »

(34) Voir dans les *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, de RICARDO, chapitre I^{er} : *De la valeur*, particulièrement la section V, qui a pour titre : *Le principe qui veut que la valeur ne varie pas avec la hausse ou la baisse des salaires se trouve encore modifié par la durée du capital, et par la rapidité plus ou moins grande avec laquelle il retourne à celui qui l'a engagé dans la production.*

Dans sa lettre à MAC-CULLOCH du 2 mai 1820 (que Mlle BIAUJEAUD a traduite et citée dans l'Appendice de son ouvrage précité) RICARDO

Le coût de production peut donc comporter — à titre accessoire, il est vrai, pense Ricardo — d'autres éléments que le travail. Mais, au moins, est-il certain que la valeur ne puisse jamais dépasser d'une façon stable le coût de production? Ricardo répond : Oui, en principe, à cause de la concurrence réelle et virtuelle. Mais c'est pour aussitôt admettre une exception d'importance... On l'a déjà deviné, il s'agit ici de sa théorie de la rente foncière. La valeur d'un produit agricole n'est point réglée par son coût de production, mais bien par le coût de production du produit similaire récolté sur la dernière terre mise en culture, la moins fertile. Le propriétaire foncier touchera un revenu différentiel qui ne représente ni un travail actuel, ni un travail accumulé sous forme de capital; la rente, ni directement, ni indirectement ne découle du travail.

Comment les socialistes ont utilisé la théorie ricardienne de la valeur. Les vues de Ricardo sur la valeur — dont nous venons de tenter un bref résumé — étaient une véritable mine d'arguments pour les socialistes. Tous les aspects de cette théorie composite étaient susceptibles de leur devenir précieux. Le principe de la valeur-travail, les graves exceptions que Ricardo y avait admises, ses hésitations et ses contradictions furent tour à tour ou conjointement utilisées ou exploitées par les diverses écoles révolutionnaires du XIX^e siècle.

La plus connue des filiations intellectuelles qui relie le

disait : « Après la meilleure considération que je puisse donner au sujet, je pense qu'il y a deux causes qui occasionnent des variations dans la valeur relative des marchandises : 1) la quantité relative de travail acquise pour les produire; 2) les temps relatifs qui doivent s'écouler avant que le résultat d'un tel travail puisse être apporté au marché. Toutes les questions de capital fixe viennent sous cette seconde règle que j'entreprendrais d'expliquer si vous le souhaitez ». — Pour de plus amples développements sur cet aspect assez obscur de la théorie ricardienne nous renvoyons aux chapitres III et IV de la seconde partie de la thèse de Mlle BIAUJEAUD. Nous espérons ne l'avoir pas interprétée à tort.

socialisme au chef de l'école classique anglaise est celle de Marx. (35)

Mais Bastiat s'attaquait au socialisme français, qui lui aussi n'avait point manqué de s'appuyer parfois sur Ricardo. On se rappelle ce que disait Pecqueur, quand il rendait compte, dans la *Revue Indépendante*, de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* de Dupont-White. « Vos armes, socialistes, vous les tenez d'eux-mêmes [les économistes empiriques]; ils vous les ont forgées, solides et invincibles : point d'ingratitude!... » (36)

Mais quand Pecqueur clamait ainsi sa reconnaissance à l'école de Ricardo, il pensait sans doute à la théorie ricardienne des salaires, plus qu'à celle de la valeur. Parmi les socialistes français du XIX^e siècle il en est un en revanche qui a mis le problème de la valeur au centre même de toute son œuvre : nous voulons parler de Proudhon. C'est à lui — la terreur des propriétaires — que s'attaque avant tout Bastiat.

Proudhon adopte la conception d'origine ricardienne de la valeur-travail, mais pour en faire une doctrine, et non plus une théorie. Que chacun soit récompensé suivant son effort, c'est bien là ce que réclame la Justice (37). Le travail est

(35) MARX est resté — ou tout au moins a prétendu rester — comme RICARDO — sur le plan théorique. Il a admis, à la suite de RICARDO, qu'EN RÉGIME LIBÉRAL LE TRAVAIL EST LA NORME DE LA VALEUR D'ÉCHANGE. (MARX dit même que le travail est la « substance » de la valeur. Mesure, norme, cause, fondement, substance... il y a certes des nuances entre ces divers termes qu'utilise la théorie de la valeur... Mais nous ne pouvons nous attaquer ici à la tâche subtile de les définir et de les distinguer.)

Il a ensuite combiné cette théorie de la valeur-travail avec la théorie ricardienne des salaires, qui n'est du reste que l'application à la marchandise-travail de la théorie de la valeur-travail. Il en a tiré la notion de la plus-value capitaliste, génératrice d'inégalités croissantes, d'où sortira nécessairement la révolution. L'enchaînement est simple, et bien connu. Nous nous y attarderons d'autant moins que BASTIAT est mort bien avant *Le Capital*, que la pensée marxiste lui est tout à fait étrangère, et que ce n'est point contre MARX qu'il a entrepris de défendre la société capitaliste.

(36) Cf. supra, chapitre II, p. 450.

(37) Sur la conception assez flottante que PROUDHON — qui a du reste évolué beaucoup sur ce point — se fait de la justice, et des justes normes de la rémunération du travail, nous renvoyons à l'article de M. le professeur NOYELLE : *La Notion de Justice dans l'œuvre économique de*

le seul fondement *légitime* de la valeur. Mais est-ce à dire que dans les faits, en régime capitaliste, la loi de l'échange soit, comme l'ont dit à la fois Ricardo et Marx (38), la valeur-travail? Non point! Et pour prouver qu'il n'en est rien, Proudhon n'a qu'à mettre en lumière les corrections, les exceptions que Ricardo lui-même avait admises à sa théorie première et fondamentale. La rente, à coup sûr, n'est pas un produit du travail. — Et l'intérêt du capital? Malgré toutes les tentatives qu'il a faites, à la suite de Mac-Culloch, pour y voir uniquement le prix d'un travail accumulé, Ricardo a dû reconnaître qu'il est aussi, pour une part, le prix du temps... (39) Et Proudhon, comme jadis les canonistes, professe que le temps n'appartient qu'à Dieu, qu'il n'a pas de valeur d'échange...

En somme Ricardo lui-même a reconnu qu'en dehors du travail il y avait, en régime capitaliste, d'autres sources de la valeur: la terre, le temps. Proudhon en conclut qu'il faut condamner le régime capitaliste; qu'il faut, en instaurant un autre régime, « constituer » à nouveau la valeur, sur la base du seul travail.

La propriété capitaliste qui, selon la *théorie* ricardienne elle-même, procure des revenus sans travail, c'est le vol. Pour rendre à la valeur sa seule mesure équitable, — qui selon la *doctrine* proudhonienne est le travail, — il faut changer de régime.

Proudhon, in *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, 1923, p. 179.

(38) Pour plus de précisions sur les conceptions très différentes de Proudhon et de Marx, relativement à la valeur-travail et à la plus-value capitaliste, nous renvoyons le lecteur à l'article bien connu de M. BOURGUIN : *Proudhon et Karl Marx*, dans la *Revue d'Economie Politique*, de 1893. Le socialisme de Marx est une déduction scientifique de la théorie ricardienne de la valeur-travail. Le socialisme de Proudhon est une révolte morale contre les exceptions que Ricardo avait reconnues à la théorie de la valeur-travail. Ainsi, par des voies absolument différentes, presque opposées, Proudhon et Marx dérivent tous deux de Ricardo (ou tout au moins se rattachent tous deux à Ricardo.)

(39) Nous ne connaissons pas suffisamment l'œuvre volumineuse de Proudhon pour pouvoir dire s'il s'est effectivement appuyé sur ce grave aveu de Ricardo, spécialement en ce qui concerne le capital mobilier. Il a en tous cas fort bien pu le faire.

Ainsi les formules incendiaires de Proudhon découlent de la théorie ricardienne de la valeur. Bastiat reconnaît cette filiation, et n'en conteste point la logique. Ce qu'il attaque, c'est le point de départ : c'est la théorie ricardienne de la valeur,

La conception de Bastiat : Bastiat n'est point comme Ricardo un pur théoricien. Il ne se contente point d'analyser placidement les faits. Il conserve, perpétuellement présente à l'esprit, la préoccupation de la justice. Seulement il est optimiste, il croit aux harmonies providentielles. Il est persuadé d'avance que la valeur *est* normalement, par le jeu du régime libéral, ce qu'elle *doit être*, conformément à la morale. Proudhon avait d'une part une théorie de la valeur d'échange en régime libéral, et d'autre part une doctrine, fort différente, de ce que serait la valeur sous un régime juste. Chez Bastiat, les deux choses devront obligatoirement se confondre : son explication de la valeur d'échange devra être conforme à sa conception de la valeur équitable. Sa *théorie* et sa *doctrine* devront converger (40).

Bastiat voudrait bien, peut-être, adopter la conception de la valeur-travail. Au fond, — et quoi qu'on en puisse dire, — elle satisfait — au moins au premier abord — mieux que toute autre notre sens inné de la justice. Comme doctrine, elle est fort séduisante. Mais répond-elle aux faits ? Est-elle adéquate à la réalité ? Est-elle acceptable comme *théorie* ? Devant l'exemple de la perle trouvée par hasard et sans effort sur la plage, et qui vaut tout autant qu'une autre perle, laquelle a coûté des années de recherches, Bastiat se voit contraint d'en douter...

C'est alors qu'il imagine la conception de la VALEUR-SERVICE,

(40) L'idée de l'harmonie universelle est chez BASTIAT un axiome préconçu, une « conclusion préétablie » (Charles BRUNEL : *Bastiat et la réaction contre le pessimisme économique*, thèse, Paris, 1901, p. 21). — Beaucoup d'auteurs ont dénoncé chez BASTIAT le « vice de finalité » (Cf. LASSALLE : *Capital et Travail*; Charles GIDE : *La notion de la valeur dans Bastiat*; BONDURAND : *Bastiat*; CAIRNES : *Essays in political economy*, chapitre *Bastiat*, etc., etc...)

laquelle lui paraît répondre aussi bien à la réalité des faits en régime libéral qu'aux exigences les plus profondes de notre conscience morale. La norme de la valeur, ce n'est pas le travail effectivement dépensé par le producteur, c'est le travail épargné au consommateur. C'est le service rendu par le vendeur à l'acheteur. C'est là une idée que Smith avait déjà entrevue (41), mais dont il n'avait pas tiré tout le parti possible. Bastiat croit avoir fait une découverte absolument nouvelle, lumineuse, capable à la fois de tout expliquer et de tout justifier.

La théorie de la valeur-service est une harmonieuse conciliation entre la théorie de la valeur-travail de Ricardo, et la théorie de la valeur-utilité de Jean-Baptiste Say. Le service rendu, c'est l'utilité cédée, mais non point toute l'utilité cédée : celle seulement qui est imputable au travail épargné à l'acheteur).

Toute utilité n'est point forcément une valeur. Mais en revanche tout valeur a sa source et sa norme dans un service de l'homme. Il n'y a pas de valeurs naturelles.

L'air, la lumière du soleil, la vapeur, la terre procurent des utilités gratuites, dont le champ et l'importance tendent à s'accroître sans cesse avec les progrès du machinisme. Mais tous les revenus normaux, en régime capitaliste, proviennent d'un service rendu. La spoliation existe parfois, sans doute (42); mais elle est un désordre, une anomalie, résultant de l'ignorance des hommes et d'une défectueuse appréciation des services échangés; bien loin d'être un résultat fatal du jeu de la concurrence, elle tend d'autant plus à devenir impossible et à disparaître que la concurrence est plus libre, plus étendue, plus éclairée; bien loin de constituer

(41) Nous faisons ici allusion à sa distinction du « travail dépensé » et du « travail commandé ». Cf. supra, p. 572, note 32.

(42) BASTIAT, quoi qu'on en ait souvent dit, ne nie pas le mal, et ne professe pas que « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ». — M. Charles BRUNEL insiste avec raison sur ce point, dans sa thèse sur *Bastiat et la réaction contre le pessimisme économique*. Paris, 1901. M. BRUNEL renvoie son lecteur à de nombreux passages des *Harmonies* qui ne laissent aucun doute à ce sujet : *Harm. Ec.*, 10^e édition, 1893, pages 12, 13, 55, 141, 260, 372, 387, 397, 458, 502, 566, 568, 583, 591, 598, 607, 632, 649.

un élément organique du régime capitaliste, elle apparaît comme une maladie de ce régime, et comme une maladie qui sera progressivement et automatiquement guérie, à mesure que le régime fonctionnera plus librement, plus spontanément, plus complètement.

Bastiat nie radicalement la rente foncière, cette terrible exception que Ricardo avait dû admettre à sa théorie de la valeur-travail, et qui fournissait un redoutable argument aux socialistes. Pour Bastiat, les revenus de la terre, comme les autres revenus, sont exclusivement la contre-partie de services rendus par le propriétaire. La terre donne gratuitement ses produits et le propriétaire les transmet gratuitement aux consommateurs. Il se fait payer seulement les services qu'il leur rend, c'est-à-dire le travail qu'il leur a épargné, en se chargeant lui-même de défricher la terre, de la cultiver, d'en protéger les produits contre les animaux ou contre les voleurs, etc... C'est là du moins ce qu'affirme Bastiat. Affirmation fort utile, pense-t-il, pour enlever des arguments aux socialistes, mais, — ajouterons-nous, — quelque peu gratuite, parlant sans grande valeur!

Bastiat se contenta de nier purement et simplement la rente foncière (43). Il n'eut pas le temps de justifier sur ce point sa théorie, et mourut avant d'avoir pu rédiger le chapitre des *Harmonies Economiques* qu'il comptait consacrer à la rente. Tel qu'il nous est resté, ce chapitre est réduit à quelques notes elliptiques et décousues (44). Mais peu nous importe ici : ce que nous devons retenir, c'est que Bastiat a nié la

(43) Il ne se donne point la peine de réfuter de façon rigoureuse et précise la solide démonstration sur quoi RICARDO l'avait fondée. — CAREY, lui, s'est essayé à cette réfutation, de façon fort ingénieuse. Et plus tard, un disciple de BASTIAT, DE FONTENAY, a lui aussi entrepris la même lâche. (Cf. R. DE FONTENAY : *La question de la rente*, in *Journal des Economistes*, mars 1860.)

(44) Encore ces notes ne figuraient-elles pas dans le premier volume des *Harmonies*, celui que DUPONT-WHITE avait sous les yeux. Elles n'ont été éditées que plus tard.

Avant ses *Harmonies*, BASTIAT avait déjà effleuré la question de la rente et proclamé qu'il la niait, dans quelques productions secondaires : cinq articles publiés dans le *Journal des Débats* sur *Propriété et spoliation* et une brochure intitulée *Capital et rente*. (Cf. Adolphe IMBERT : *Frédéric Bastiat et le socialisme de son temps*, thèse Paris, 1913, p. 79.)

rente foncière, l'*unearned increment* que Ricardo accordait aux propriétaires, et qui avait révolté Proudhon.

La loi des profits et des salaires selon Bastiat.

Sur la question des rapports du capital et du travail, Bastiat est tout aussi optimiste. Il affirme l'harmonie des intérêts. Le développement du capital est favorable aux ouvriers, parce qu'il permet de leur offrir du travail et parce qu'il augmente la part d'utilité gratuite dans le monde, au grand bénéfice de tous les consommateurs. Et Bastiat pose une loi dynamique de la répartition favorable aux ouvriers comme aux capitalistes, mais plus encore aux premiers qu'aux seconds : « A mesure que les capitaux s'accroissent — dit-il — la part absolue des capitalistes dans les produits totaux augmente, et leur part relative diminue. Au contraire, les travailleurs voient augmenter leur part dans les deux sens... Telle est la grande, admirable, consolante, nécessaire et inflexible loi du capital » (45). Ainsi la société se rapproche sans cesse de l'égalité absolue, comme une courbe de son asymptote. C'est sous cet aspect radicalement optimiste que Bastiat se représente les destinées du régime capitaliste.

Les réactions de Dupont-White à la lecture des « Harmonies ».

Qu'on veuille bien nous pardonner d'avoir consacré ces développements un peu longs à la doctrine de Bastiat. Nous allons maintenant pouvoir bien mieux comprendre la réaction qu'elle a provoquée chez Dupont-White.

Il y avait, presque à chaque ligne du livre de Bastiat, de quoi surprendre, de quoi piquer au vif l'auteur de l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Dupont-White n'avait jamais mis en doute les théories fondamentales de Ricardo. C'est à la suite de Ricardo qu'il avait admis le principe de la valeur-travail, la loi d'airain des salaires, l'idée de l'hostilité fondamentale du capital et du travail, celle de la rente foncière, celle de l'inégalité sociale croissante. C'est

(45) BASTIAT : *Harmonies Economiques*, tome VI de l'édition Guillaumin des *Œuvres complètes*, 16^e édit., pp. 249 et 250.

d'après les théories de Ricardo qu'il avait cru pouvoir conclure que la liberté absolue était génératrice de déséquilibres, d'injustices, de misères, et que l'intervention de l'Etat était nécessaire pour corriger ces maux.

Et voici que Bastiat prétendait ébranler tout cela. A l'en croire, les théories de Ricardo, — si elles étaient vraies, — légitimeraient non seulement l'interventionnisme prudent et modéré, que Dupont-White avait préconisé, mais bien le socialisme le plus extrême, la condamnation la plus absolue de toute forme de propriété, la révolution la plus catastrophique, celle qu'on croyait sans cesse entendre gronder au loin, menaçante, pendant notre Seconde République... Mais les théories de Ricardo sont fausses. — Valeur-travail? Non : valeur-service. — Hostilité du travail et du capital? Non : harmonie. — Loi d'airain des salaires? Non : salaires absolus et même relatifs croissants, utilité de plus en plus gratuite. — Rente foncière? Non : il n'y a pas de valeurs naturelles; toutes les valeurs représentent un service rendu. — Inégalités irréductibles? Non : tendance perpétuelle à l'égalisation des conditions...

Dupont-White résume les « Harmonies ». Dupont-White aperçoit fort bien la nouveauté et la portée de ces théories de Bastiat.

Comment la théorie ricardienne de la valeur a engendré le socialisme.

« Voilà, — dit-il en annonçant les *Harmonies*, — le livre d'économie politique le plus original qui ait paru depuis vingt-cinq ans, c'est-à-dire depuis le schisme de M. de Sismondi... M. Bastiat s'est donné une mission qui n'est autre que de refaire l'Economie Politique, coupable, à ses yeux, de principes dont le dernier mot est le mot fameux de M. Proudhon (46). C'est à Smith, à Ricardo, à Say, à Rossi (47), que cette imputation

(46) « La propriété, c'est le vol. »

(47) DUPONT-WHITE a tort quand il semble ici complètement assimiler à RICARDO les trois autres auteurs auxquels il fait allusion : SMITH, SAY et ROSSI. SMITH — nous l'avons vu — fondait la valeur non seulement sur le travail dépensé, mais encore sur le « travail commandé », ce qui rapproche quelque peu sa théorie de celle de BASTIAT. Quant à SAY, loin d'adhérer à la valeur-travail, il admettait que la norme de la valeur est l'utilité. BASTIAT avait insisté là-dessus dans son ouvrage, et DUPONT-

s'adresse. Ces maîtres de la science ont erré, au dire de M. Bastiat, d'une erreur qui ébranle la société, quand ils ont affirmé, par exemple, que le travail est le principe et la mesure de toute valeur. Trop sages pour être conséquents, ces grands esprits n'ont eu garde d'abonder dans le sens de leurs principes. Mais il s'est trouvé d'autres logiciens pour mettre à nu et pour traîner au grand jour ce que contient cette affirmation téméraire. »

Si le principe de la valeur-travail est apparu à Bastiat comme fort dangereux, c'est parce qu'il satisfait trop bien notre conscience morale. Dès qu'on a jeté l'idée de la valeur-travail, on est tout de suite tenté de la considérer comme l'expression parfaite et définitive de la justice, et d'en faire une *doctrine* (48) absolue. Que l'analyse des faits vienne maintenant révéler qu'en régime libéral la valeur-travail comporte de graves exceptions, on sera choqué, scandalisé; on préférera condamner le régime libéral tout entier plutôt que d'accepter cette anomalie et ce scandale : un revenu sans travail.

C'est là l'histoire de la théorie de la rente. Elle est, chez Ricardo, une exception à la théorie de la valeur-travail. Il l'accepte comme telle. « Ricardo — disent MM. Gide et Rist — ne paraît pas avoir soupçonné les menaces que recelait contre la propriété foncière sa théorie de la rente. Il lui suffit d'en tirer argument contre les droits sur les blés. Il ne cherche pas plus à légitimer les revenus du sol que celui des capitaux. L'un et l'autre lui paraissent inséparables de la propriété » (49). Et Ricardo ne discute point cette dernière.

Mais c'est que Ricardo est un théoricien impassible, naturaliste et non point moraliste. Viennent plus tard des gens qui adoptent avant tout le point de vue de la justice: la théorie de la rente leur apparaîtra comme un défi monstrueux à la

WHITE n'aurait point dû laisser croire qu'il l'ignorait. — Du reste, au dire de BASTIAT, la théorie de la valeur-utilité — que RICARDO fait sienne, exclusivement en ce qui concerne les produits rares, les produits agricoles — est essentiellement celle qui conduit à la révolte de la conscience humaine contre les lois naturelles, au socialisme. SAY était donc bien, d'après lui, coupable d'avoir « ébranlé la société ».

(48) Toujours au sens que M. PINOU donne à ce mot : La doctrine, c'est ce qui doit être. (Voir supra notre *Avant-propos*.)

(49) GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques*, édit. 1929, p. 664 et 665.

raires exigés; le spéculateur qui, dans une ville assiégée et affamée, vend au poids de l'or les vivres dont il a fait provision; l'usurier qui stipule deux capitaux payables contre un, qu'on lui emprunte pour éteindre une dette d'honneur. Voilà des procédés licites de par la théorie que nous analysons. Des consciences délicates, des critiques peu polis appelleraient cela une théorie d'exaction et de rançonnement... Conçoit-on l'idée de justice absente, exclue d'un fait aussi considérable et aussi universel que l'échange?... » (52 bis)

D'aucuns ont cru peut-être, sur la foi de ce mot de service, vague et équivoque sans doute, mais qui sonne une note d'héroïsme, que Bastiat avait introduit en quelque sorte la chevalerie dans l'Economie politique (53). Il l'a peut-être pensé lui-même. Mais ce n'est point l'avis de Dupont-White. Pour ce dernier, la valeur-service, comme doctrine, est immorale. Et Dupont-White proclame qu'en matière sociale et humaine, la théorie purement explicative ne suffit pas; que l'on n'a point le droit de perdre de vue les exigences de la justice :

« ... Mais, dites-vous, les choses se passent ainsi; il n'en est rien, comme on le verra tout à l'heure. Au surplus, qu'importe comment les choses se passent? Est-ce qu'une science morale se borne à décrire des faits? Est-ce qu'elle est tenue de les accepter, si généraux soient-ils, alors qu'ils ne sont peut-être qu'un abus universel, une corruption soutenue de la liberté humaine? Autre chose est l'étude de la nature ou celle du monde moral. Le naturaliste a tout trouvé, quand il a découvert les faits généraux. En possession de ces faits, il tient les lois elles-mêmes. Car ces faits sont les conseils et les instruments d'en haut pour le maintien de l'ordre universel. Ils doivent être parce qu'ils sont; leur existence fait leur légitimité, car cette existence est un arrêt de la Providence. Mais les faits généraux de l'ordre moral, œuvres d'une créature faillible et chancelante, ne sont peut-être qu'une préférence permanente accordée au mal et à l'erreur, une oblitération universelle du droit et de la vérité. Tel était autrefois l'esclavage domestique; telle était naguère la traite des noirs... La vérité c'est qu'un fait social, quelle qu'en

(52 bis) *Harm. Ec., in Lib. Pens.*, 1851, tome VII, p. 468.

(53) Cf. MARSHALL : *Social possibilities of Economic Chivalry in Economic Journal*, mars 1907.

soit l'universalité, ne tire de cette circonstance aucune puissance de droit, et qu'on ne justifie rien en dehors de la chimie et de la physique, à dire : les choses se passent ainsi ». (54)

On le voit, Dupont-White n'est point, comme Bastiat, persuadé *a priori* qu'il existe une harmonie essentielle entre les lois naturelles de la société, et les lois morales. Quand bien même la valeur-service serait vraie comme théorie, il serait résolu à la rejeter comme doctrine.

La valeur-service Mais il ne la croit pas vraie en
est une théorie fausse. théorie, et il va maintenant nous dire pourquoi.

Le principal argument de Dupont-White, c'est l'autorité de Ricardo, qui jouit à ses yeux — nous le savons déjà — d'un prestige tout particulier :

« Un économiste — dit-il — qui n'en fut pas moins un industriel et un millionnaire, dans une vie consacrée à l'étude des phénomènes économiques, dans un pays qui était un sujet inépuisable pour ses observations, n'a rien vu de ce qu'enseigne le livre des *Harmonies Economiques*. » (55)

Dupont-White fait sienne Et Dupont-White reprend la démonstration de Ricardo — qu'il
la théorie ricardienne proclame « péremptoire ». Le prix
de la valeur-travail. d'une chose ne peut être inférieur

à son coût de production, car dans ce cas on cesserait de produire. Il ne peut être longtemps supérieur à son coût de production, car alors les capitaux afflueraient dans une branche de l'activité économique aussi favorable, la concurrence jouerait, avec pour effet de ramener rapidement le prix à son niveau naturel : le coût de production.

« Ainsi, — conclut Dupont-White — nonobstant des exceptions assez multipliées, la loi suprême du monde de l'industrie et de la production, c'est celle du niveau des profits, et cette loi fixe le prix des choses selon le

(54) *Harm. Ec.*, in *Lib. Pens.*, 1851, tome VII, pp. 468 et 469.

(55) *Ibid.*, p. 469.

travail qu'elles ont coûté. Il serait superflu d'ajouter que par travail nous entendons ici non seulement l'effort manuel, employé à la production, mais aussi le capital dont la saine notion est celle d'un travail accumulé.

« Que ce prix naturel des choses n'en soit pas toujours le prix courant, nous l'avouerons sans peine. Il y a des objets de première nécessité, dont le prix est affecté par le besoin qui en exige soit la vente, soit l'achat. Tel est le travail, tel est le blé. L'imprévu, d'ailleurs, a son influence sur la valeur échangeable des produits, et l'exalte quelquefois par delà les limites de droit, reconnues par Ricardo; ce qui est le cas de l'ouverture de nouveaux débouchés. Enfin les crises commerciales ont leurs sinistres, qui destituent le travail de ses droits et de ses fruits. Mais les crises ne sont après tout que des accidents, et la règle souvent ébranlée qui reparait éternellement, c'est la valeur des produits proportionnelle au travail. En résumé, où il n'y a pas de monopole, le travail ne peut être normalement sous-munéré ni sur-munéré. Dans le premier cas il s'abstiendrait, dans le second il abonderait, avec la conséquence nécessaire d'obtenir là une rémunération meilleure, ici une moindre rémunération. La nature de l'homme, les instincts comme les lumières auxquelles obéit son activité ne comportent pas une autre explication de la valeur... M. Bastiat procède comme ce grand prédicateur de nos jours (56) qui se charge de tout expliquer au monde pourvu qu'on lui concède le péché originel et la rédemption, et qui fait valoir en faveur de ces dogmes leur puissance de solution; la lumière qu'ils n'ont pas en eux, mais qu'ils répandent autour d'eux. Nous dirons à l'auteur des *Harmonies Economiques* comme à celui des conférences de Notre-Dame : l'explication est pire que l'énigme. » (57)

**Jusqu'où va l'exception à la valeur-travail
que constitue la rente? Jusqu'à quel point
légitime-t-elle le socialisme?**

Donc, Dupont -
White adhère plei-
nement, contre Bas-
tjat, à la *théorie* de

la valeur-travail. Mais comportera-t-elle pour lui, comme pour Ricardo, des exceptions? Quelle part accordera-t-il, à côté des valeurs qui ont leur source dans le travail, à

(56) LACORDAIRE, très probablement.

(57) *Harm. Ec.*, in *Lib. Pens.*, 1851, tome VII, pp 469, 470, 471.

ces fameuses « valeurs naturelles » qu'ont admises les classiques, et dont les socialistes ont fait l'un de leurs arguments de choix contre la société libérale?

En dehors du travail, note Bastiat, les classiques croient que les agents naturels — l'eau, le vent, la terre, l'air, la vapeur, etc. — ont ou créent de la valeur. « Formule fausse selon moi, ajoute-t-il, vraie selon les économistes (58), socialistes, communistes, égalitaires » (59). Aux yeux des classiques, ces valeurs naturelles donneraient lieu, — dit Bastiat — au profit des propriétaires de la terre et du capital, à des revenus sans travail. Très logiquement, les socialistes en auraient conclu à l'abolition de la propriété privée, à la mise en commun de la terre et du capital. Si la théorie classique des valeurs naturelles était vraie, pense Bastiat, les socialistes auraient eu raison de déclarer la guerre à l'intérêt comme à la rente. Et c'est bien là, au fond, le motif profond pour lequel *a priori* il condamne la théorie des valeurs naturelles, pourquoi il nie la rente, pourquoi il affirme que la part d'utilité qui provient des agents naturels est essentiellement gratuite, sans valeur.

Mais est-il bien vrai que, comme Bastiat leur reproche de l'avoir fait, les classiques aient considéré que tous les agents naturels créent de la valeur? Non, répond Dupont-White, les économistes n'ont pas dit cela (59 *bis*). Ils n'ont jamais pro-

(58) C'est-à-dire les disciples de RICARDO et de SAY.

(59) Cité par DUPONT-WHITE, *Ibid.*, p. 472.

(59 *bis*) Jean-Baptiste SAY l'avait bel et bien dit : « La terre — écrivait-il — ainsi que nous l'avons déjà vu, n'est pas le seul agent de la nature qui ait un pouvoir productif; mais c'est le seul, ou à peu près, que l'homme ait pu s'approprier et dont, par suite, il ait pu s'approprier le bénéfice. L'eau des rivières et de la mer, par la faculté qu'elle a de mettre en mouvement nos machines, de porter nos bateaux, de nourrir des poissons, a bien aussi un pouvoir productif; le vent qui fait aller nos moulins, et jusqu'à la chaleur du soleil, travaillent pour nous; mais heureusement personne n'a pu dire : *le vent et le soleil m'appartiennent, et le service qu'ils rendent doit m'être payé.* » (*Economie politique*, par J.-B. SAY, liv. II, chap. IX.)

Mais RICARDO, comme DUPONT-WHITE, admettait que la terre est le seul agent naturel qui crée de la valeur : « Par les principes ordinaires de l'offre et de la demande, il ne pourrait être payé de rente pour la terre, par la même raison qu'on n'achète point le droit de jouir de l'air, de l'eau ou de tous ces autres biens qui existent dans la nature en quantités

fessé que l'eau, la vapeur, le vent (c'est-à-dire les éléments naturels dont use l'industrie) soient une source de valeurs naturelles, et procurent aux capitalistes qui les utilisent des revenus sans travail. Seul parmi les agents naturels, le sol crée de la valeur, et cela parce qu'il est limité en quantité.

Nous effleurons ici une importante question : celle de l'extension qu'il convient de donner à la théorie de la rente. Certains auteurs ont considéré que la répartition capitaliste était faite toute entière d'un tissu de « rentes », c'est-à-dire de revenus de monopole et de revenus différentiels. Les profits de l'industrie eux-mêmes se réduiraient à des « rentes » : rente de situation, rente d'habileté, que sais-je encore ? Pour Dupont-White, au contraire, la rente n'est qu'une exception dont la portée est très nettement délimitée, et qui n'ébranle point le principe général de la valeur-travail.

« L'économie politique — dit-il — n'a point commis les énormités de doctrine que lui reproche M. Bastiat. Sévère, ou peut-être seulement clairvoyante à l'égard de la propriété foncière, elle n'a pas un mot qui constitue ou autorise un doute sur la légitimité de l'intérêt du capital (60). J'ajoute que la propriété foncière, seule

illimitées. Moyennant quelques matériaux et à l'aide de la pression de l'atmosphère et de l'élasticité de la vapeur, on peut mettre en mouvement des machines qui abrègent considérablement le travail de l'homme ; mais personne n'achète le droit de jouir de ces agents naturels qui sont inépuisables et que tout le monde peut employer. De même, le brasseur, le distillateur, le teinturier emploient continuellement l'air et l'eau dans la fabrication de leurs produits ; mais comme la source de ces agents est inépuisable, ils n'ont point de prix. Si la terre jouissait partout des mêmes propriétés, si son étendue était sans bornes et sa qualité uniforme, on ne pourrait rien exiger pour le droit de la cultiver, à moins que ce ne fût là où elle devrait à sa situation quelques avantages particuliers. C'est donc uniquement parce que la terre est limitée et varie dans sa force productive, et parce que la population progressant les terrains d'une qualité inférieure ou moins bien situés sont défrichés, qu'on en vient à payer une rente pour avoir la faculté de les exploiter. » (Ricardo) : *Principes de l'Economie politique et de l'impôt*, chap. II, traduction BEAUREGARD et FORMENTIN, pp. 64 et 65.)

(60) Nous croyons que DUPONT-WHITE exagère. On se souvient que, selon RICARDO, l'intérêt et le profit comprenaient, outre le prix du travail accumulé que renferme le capital, un autre élément : un prix du temps (Cf. sup., p. 573). Qu'était ce prix du temps dans la pensée de RICARDO ? Constituait-il la rémunération d'une privation de jouissance, d'un sacrifice du capitaliste, proportionnel à la durée du placement ? RICARDO ne s'est point, croyons-nous, expliqué là-dessus. Il est probable qu'il a consi-

atteinte par ces doctrines économiques, ne l'est pas mortellement. Qu'y a-t-il d'imputable au monopole dans les revenus de la propriété foncière ? La rente, rien de plus, c'est-à-dire le bénéfice d'une hausse des denrées agricoles, que ne justifie aucun surcroît de travail et de capital. D'où il suit que si l'impôt absorbait la rente, la propriété foncière serait irréprochable, le grief du monopole disparaissant avec ses profits. Opération malaisée j'en conviens, que de démêler où commence la rente, où finit l'intérêt des capitaux de la terre dans le prix des produits agricoles. »

Et Dupont-White semble se rallier à l'idée de la socialisation de la rente par l'impôt, qu'a proposée James Mill dans ses *Eléments d'Economie politique*, et que plus tard (61) Stuart Mill a précisée (en spécifiant qu'il n'entendait socialiser que la rente future, et laisser toujours au propriétaire l'option entre le paiement de l'impôt et la vente de sa terre à l'Etat, au prix qu'elle valait lors de l'inauguration de la réforme).

« ... Les économistes — dit Dupont-White — vont jusque là ; mais en vérité ils ne vont ni ne mènent plus loin. Il n'y a pas de logique qui puisse extraire de leurs écrits que la propriété c'est le vol, et M. Bastiat a été pris d'une alarme exagérée quand il a cru entendre le cri de guerre de M. Proudhon au bout des principes d'A. Smith et de Ricardo. »

Contre la doctrine du laissez-faire. Maintenant que Dupont-White a fini de défendre la théorie classique contre les

accusations que Bastiat avait portées contre elle, il va passer à l'attaque. Il va discuter la conclusion positive de Bastiat : sa doctrine du *laissez-faire*. Voilà qui est subversif et dangereux pour la société, dit Dupont-White, bien plus que la théorie ricardienne de la valeur!!! — La doctrine

taté ou cru constater la chose, mais qu'il ne lui a point cherché ni trouvé une justification. Ce que nous devons retenir c'est que pour RICARDO le profit et l'intérêt ne s'expliquent pas tout entiers par la théorie de la valeur-travail, et cela devrait suffire à entraîner chez DUPONT-WHITE un doute sur leur légitimité.

61) *Les Principes d'Economie Politique*, de STUART MILL, sont de 1848. Mais DUPONT-WHITE ne les cite pour la première fois que dans *l'Individu et l'Etat* (1857). S'il faut en croire le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, la première traduction française daterait de 1862 seulement.

du laissez-faire, c'est un « fragment de fouriérisme en ce qu'elle proclame légitime et souveraine une passion tout au moins, celle de la cupidité ». Et, s'il fallait instaurer le laissez-faire, que d'institutions établies devraient s'écrouler!

« C'est un livre conservateur qu'a fait M. Bastiat : tel est du moins le jugement qu'en portera le public. Or si l'inspiration de cet écrit devait passer dans la pratique et se résoudre en lois, en gouvernement, la conservation n'aurait pas beau jeu. Je ne sais trop ce qui survivrait de la société actuelle, aux épreuves que lui réservent les *économistes*. La chose est claire : les *économistes* supprimeraient la Banque de France, qui est un privilège; les offices ministériels, qui sont un monopole; les droits protecteurs, prohibitifs, différentiels, intrusion de l'Etat dans les choses de salaire et de profit; le budget des cultes, le budget de l'instruction publique, le budget des travaux publics, entachés de communisme; les hôpitaux, prime à l'imprévoyance; le règlement du travail des enfants, attentat à la puissance paternelle. Est-ce assez de désordre, de perturbation, de bouleversement?... Voilà ce que serait la France, livrée aux *économistes* : une société sans âme, sans goût, sans mouvement (62); un je ne sais quoi dont la société des Etats-Unis, avec toutes ses lacunes, ne donnerait qu'une imparfaite idée. Car, selon la profonde remarque de M. Passy, l'Amérique qui parle anglais, grâce à la conformité du langage, est à l'école de l'Angleterre, et peut en recevoir tout fait le progrès qu'elle serait incapable d'accomplir elle-même.....

..... De tout cela une conclusion ressort, c'est le goût de l'absolu, la manie de l'unité, l'idolâtrie du spécifique n'est qu'impuissance et malfaisance, même aux mains du plus habile et du mieux intentionné; que toutes les sectes se valent (63) et portent en

(62) Ces termes sont particulièrement frappants. DUPONT-WHITE estime ici que c'est l'Etat qui donne à la société de la vie, du tonus, du mouvement, du dynamisme; qu'une société libérale serait fatalement amorphe... Beaucoup d'auteurs pensent au contraire que la liberté est nécessaire pour stimuler les initiatives... et DUPONT-WHITE lui-même attribue ailleurs à l'excès de la réglementation sociale l'abrutissement dans lequel étaient tombés les Indiens du Paraguay, au dire de BOUGAINVILLE (cf. supra, p. notre *Index des sources de Dupont-White* verbo BOUGAINVILLE; et notre *Etude des sources de Dupont-White*, page 257).

(63) DUPONT-WHITE éprouve un malin plaisir à appeler les libéraux « une secte » et à les assimiler en cela aux socialistes.

elles, sous des étiquettes et par des procédés différents, la nouveauté, la subversion; que la société enfin n'est pas moins menacée par l'exagération de la liberté que par l'abus du règlement, par la secte qui démolirait les hôpitaux que par celle qui érigerait les phalanstères. » (64)

La propriété a surmonté au cours Point de systématisme,
des siècles d'autres attaques que cel- avant tout point de sectes!
les de la démocratie sous la Seconde Au demeurant, devant
République. Il ne faut pas s'effrayer. celles qui existent, Du-
 pont-White ne s'inquiète

pas outre mesure. Il met sans doute quelque crânerie élégante — à cette époque où chacun s'abandonne à l'agitation et à la panique, où le socialisme surtout est craint comme la peste, — à professer, à leur endroit, un scepticisme optimiste. Qu'importe, dit-il, si les socialistes attaquent aujourd'hui les fondements de l'ordre social? L'ébranlement de la propriété n'est pas d'hier, et il « n'est pas le propre de la démocratie ». L'Eglise a toujours condamné le prêt à intérêts, auquel Bossuet prodiguait ses anathèmes. Les économistes classiques, avec leur théorie de la rente foncière, ont fait peser bien des doutes sur la légitimité de l'appropriation du sol...

« Voilà — s'écrie Dupont-White — les coups que portent à l'institution la plus respectable les croyances les plus respectées... Vous me direz que l'anathème de Bossuet, de Ricardo (65), de Rossi prend à partie l'oisif et non le propriétaire. Mais ne voyez-vous pas qu'attaquer l'oisif c'est attaquer l'héritier? Qui croire ici? Qui se trompe? Qui faut-il accuser? Le christianisme, vieux de dix-huit siècles, aurait-il perdu le sens des choses? L'Economie Politique, créée d'hier, l'accusera-t-on de bégayer? Dira-t-on à l'un qu'il n'est plus de ce monde, à l'autre qu'il n'en est pas encore? Ou bien le monde comme il est, allant de lui-même, obéissant à de simples instincts qui l'ont mené au point où nous le voyons serait-il par hasard plus religieux et plus savant, c'est-à-dire plus conforme aux desseins de la Providence, que la Religion et la Science... »

(64) Compte rendu des *Harmonies Économiques*, p. 474.

(65) RICARDO n'a pas à proprement parler proféré d'anathèmes contre les oisifs.

... L'avènement de la démocratie n'était pas nécessaire pour créer à la propriété des sceptiques, des mécréants... A ce sujet, les premiers scandales sont de main de prêtre et d'académicien. »

Et voilà donc que Dupont-White semble maintenant croire, avec Bastiat, que l'économie classique conduit à la condamnation de la propriété, et non pas seulement à la socialisation de la rente ! Il conclut que la « vive intelligence » de Bastiat « a vu le péril où il est, tout en l'exagérant, et s'est portée avec force sur le point menacé. L'entreprise — poursuit-il en terminant — se recommande assurément comme pensée originale, comme heureuse et brillante exécution. »

Conclusions sur le compte rendu Avec l'article que nous des « *Harmonies Economiques* » venons d'analyser, Dupont-White est revenu à

l'Economie Politique proprement dite. Dans l'ensemble, il n'apparaît point que ses opinions aient notablement changé depuis l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Il est resté fidèle à la théorie ricardienne de la valeur-travail, et d'une façon générale à Ricardo. Il persiste à croire à l'existence de la rente foncière, et à la condamner vigoureusement au nom de la justice. Il reste partisan de l'intervention de l'Etat en matière économique et sociale. La menace socialiste ne semble guère l'avoir ébranlé ni fait reculer (66). Il montre un certain scepticisme quant à la nuisance possible des « sectes »... Mais il faut noter que nous chercherions vainement, dans le compte-rendu des *Harmonies Economiques*, cette idée de l'hostilité des salaires et des profits, sur laquelle était basé tout l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*. Pourtant le livre de Bastiat, qui affirmait la solidarité des intérêts, invitait notre économiste, et même — peut-on dire — le provoquait à revenir sur cette question. Dupont-White a préféré cantonner son compte rendu sur le terrain de la valeur. Serait-ce

(66) VIDAL ne considère pas du tout que DUPONT-WHITE, en 1851, ait trahi le socialisme, et il envoie ses vives félicitations à notre économiste pour son compte rendu des *Harmonies*. Cf. notre Bibliographie, n° 173.

qu'il eût craint, en affirmant à nouveau sa thèse de l'antagonisme du travail et du capital, de fournir un argument aux menaçantes agitations socialistes? Serait-ce qu'il aurait cessé de croire que cet antagonisme fût au centre même du régime libéral?... Il est toujours permis de faire des conjectures...

D'autres points méritent encore d'être notés : et par exemple la façon nouvelle dont Dupont-White combat ici le *laissez-faire*.

Jadis, dans son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, Dupont-White semblait dire : Nous sommes, malgré quelques interventions de l'Etat, en régime libéral. Ce régime est abject et funeste; il faut le renverser, le remplacer par un régime d'intervention (66 bis).

La position actuelle de Dupont-White est différente. Le *laissez-faire*? dit-il. Mais c'est cela qui serait une révolution! Dans l'ordre social actuel, les interventions de l'Etat sont multiples. Les supprimer, ce serait renverser d'un seul coup un grand nombre d'institutions essentielles à l'ordre présent. Il ne faut pas instaurer le *laissez-faire*, parce qu'il faut *conserver* ces utiles interventions de l'Etat. Nous sommes sur la bonne voie, pense Dupont-White; ne reculons pas; continuons, et tout ira bien...

Ainsi notre économiste est tout aussi interventionniste qu'auparavant; mais son interventionnisme se modifie, quant à son fondement, quant à ses fins, quant à sa portée... Son interventionnisme, de révolutionnaire, devient conservateur. D'autre part, il n'est plus avant tout, dans sa pensée, un correctif destiné à épargner aux ouvriers d'injustes souffrances; mais il devient un principe tout à fait général de doctrine politique et sociologique.

(66 bis) Il est vrai qu'il ajoutait : l'Etat est déjà intervenu en faveur des propriétaires par l'établissement des droits de douane; il faut, pour être logique, que la protection légale s'étende aux ouvriers... — Mais ce n'était là qu'un argument secondaire, un argument de réserve, qui n'ébranlait pas la thèse générale ci-dessus résumée : à savoir que le libéralisme est le régime économique dominant dans la société actuelle; que la société actuelle est haïssable, qu'elle se caractérise surtout par des misères et par des crimes, lesquels doivent être imputés au libéralisme; que le régime libéral doit donc être remplacé — ou tout au moins corrigé — par l'intervention de l'Etat.

Nous avions annoncé, dans notre *avant-propos*, cette évolution de la doctrine de Dupont-White. Nous aurons l'occasion, dans notre second volume, quand nous analyserons *l'Individu et l'État* et *La Centralisation*, d'étudier à notre aise l'aspect nouveau de son interventionnisme. Qu'il nous suffise ici d'en avoir salué au passage une des premières expressions...

Pour terminer, nous ferons remarquer la confiance que Dupont-White professe ici dans la Providence naturelle, qui conduit le monde mieux que la logique ne saurait le faire, et qui préserve les sociétés des erreurs extrêmes auxquelles le systématisme des théoriciens les devrait conduire... Il y a là, chez Dupont-White, une note assez nouvelle, un optimisme qu'ignorait jadis le fougueux détracteur de la société libérale que nous avons connu. Par là surtout peut-être, le présent article fait déjà penser au Dupont-White du Second Empire, lequel fondera une doctrine d'opportunisme plus ou moins empirique sur une foi quelque peu béate dans le progrès nécessaire.

C. TROISIÈME ARTICLE

Du projet de loi sur le Crédit Foncier (67).

Les difficultés de l'agriculture pendant la Seconde République. En 1851, le souvenir est encore vif de la terrible crise agricole de 1847 et de la disette qu'elle a provoquée. Depuis lors, l'état de l'agriculture est resté précaire. Une enquête de 1848 a révélé les doléances des paysans. Entre 1847 et 1851, le nombre des hectares ensemencés en blé a sans doute considérablement augmenté; mais en revanche le chiffre des hectolitres récoltés a baissé de 97.600.000 à 85.900.000, par suite de la diminution du rendement à l'hectare, lui-même passé de 16,32 à 14,63. Bien que la production ait ainsi déchu, le prix moyen de l'hectolitre n'est pas même, en 1851, la moitié de ce qu'il était en

(67) *Du projet de loi sur le Crédit Foncier*, par Charles DUPONT-WHITE, in *La Liberté de Penser*, 1851, tome VIII, 43^e livraison, p. 88 à 100.

1847; la valeur moyenne de l'hectare, le prix moyen des fermages ont considérablement baissé (68).

Sans doute, la crise agricole était beaucoup moins grave que la crise industrielle. A bien des égards, la période 1848-1851 peut être considérée comme une revanche économique des campagnes sur les villes. Il n'en est pas moins vrai que la Seconde République fut sans cesse préoccupée des destinées de la production paysanne. On se souvient que Dupont-White lui-même, dans sa proclamation électorale, s'est prononcé en faveur d'une politique énergique d'encouragements à l'agriculture. Le ministre Tourret fit voter, le 3 octobre 1848, un plan grandiose d'enseignement agronomique. Le 20 mars 1851, la Législative constitua des Comices agricoles, une Chambre d'agriculture par département et un Conseil général de l'agriculture siégeant à Paris. Enfin de tous côtés se développait la science agricole (69), tandis que la littérature elle-même cédait au vent du jour et que George Sand, renonçant aux romans de passion et de réforme sociale, se mettait à conter la vie des champs et les mœurs pittoresques de son Berry.

**Progrès de la culture extensive,
recul de la culture intensive.**

**La cause en est que les agriculteurs manquent de capitaux
et de crédit.**

L'un des caractères les plus remarquables de cette période de l'histoire de l'agriculture française, c'est — comme nous l'avons vu voici un instant — d'une part l'extension des surfaces cultivées, d'autre part la diminution considérable du rendement à l'hectare. En d'autres termes, il y avait alors progrès de la culture extensive, mais recul de la culture intensive.

Les propriétaires appliquaient à la culture de leurs terres des capitaux insuffisants. Ils ne faisaient pas les dépenses qui eussent été nécessaires pour accroître le rendement. C'est qu'ils

(68) Tous les chiffres que nous donnons ici sont empruntés aux tableaux dressés par M. G. RENARD, dans *La République de 1848*, p. 320 sqq.

(69) En 1851, paraît le *Cours élémentaire d'Agriculture* de GRANDIN et DUBREUIL. En 1851 aussi un *Précis d'Agriculture* de PAYER et RICHARD.

manquaient d'argent et n'en trouvaient à emprunter qu'à des conditions tout à fait décourageantes. Il en était ainsi dans toute la France, mais cette situation revêtait, dans certaines régions, une gravité toute particulière. « L'usure, — dit Georges Renard en parlant de cette époque, — dévore certains départements; et l'Alsace entière est la proie des Juifs de Bâle » (70). Aussi, dans bien des milieux, réclamait-on des mesures gouvernementales pour faciliter le crédit aux agriculteurs (70 bis). Malgré l'ardeur des luttes politiques, l'Assemblée mit à l'ordre du jour de ses séances la question du crédit foncier. C'est le moment que choisit Dupont-White pour étudier lui-même la question et publier son article.

**Le crédit foncier
en Allemagne.**

Le pays que tout le monde citait alors en exemple, c'était l'Allemagne. Elle avait fait du crédit foncier une institution extrêmement répandue, étroitement réglementée, et qui permettait au propriétaire de se libérer à long terme, au moyen d'annuités comprenant à la fois le service des intérêts et le remboursement du capital.

Dupont-White reconnaît que le crédit foncier a rendu d'immenses services de l'autre côté du Rhin. Mais convient-il également à la France? La question mérite d'être posée, car une institution, selon Dupont-White, ne vaut jamais en soi, dans l'absolu; elle doit être appréciée par rapport au cadre

(70) G. RENARD : *La République de 1848*, p. 322.

(70 bis) On se souvient que dans sa *Proclamation aux électeurs de l'Oise* (*supra*, p. 540), DUPONT-WHITE s'était prononcé en faveur de « l'établissement de banques agricoles pour faire crédit aux cultivateurs, crédit à long terme, tel que le demandent la nature de leurs entreprises et la lenteur de leurs rentrées ». — Trois ans ont passé... Dupont-White est devenu plus sceptique sur les bienfaits que l'on peut attendre du crédit foncier. Déjà, d'ailleurs, en 1847, — dans *De la suppression de l'impôt du Sel et de l'Octroi*, il avait exprimé ses doutes : Après s'être référé à un article du *Journal des Economistes* (oct. 1844), dans lequel WOLOWSKI réclamait l'institution du crédit agricole, notre économiste avait opiné que sans doute les paysans français emprunteurs préféreraient accroître l'étendue de leurs terres plutôt que d'amender leur exploitation; et que, de ce fait, le crédit foncier risquait fort de manquer son but. C'est là une idée que DUPONT-WHITE a retenue, nous le verrons tout à l'heure.

général de la législation et des mœurs de chaque pays, et par rapport au génie national de chaque peuple.

**Il faut tenir compte
des caractères nationaux.**

Il ne suffit pas d'exalter, ni même de copier une institution étrangère pour résoudre un problème national. Croit-on que l'Allemagne, en organisant le crédit foncier, ait « découvert là un trésor, un secret de bien-être négligé par l'insouciance ou l'inertie du reste de l'Europe »? (71) L'Angleterre, la Belgique, les Etats-Unis ont en réalité la même chose sous des noms différents :

« Le crédit foncier existe en tout pays où la terre est un gage facilement appréciable et vendable; où la transaction qui opère l'engagement du sol est ménagée par le fisc; où l'emprunteur n'a pas à subir un intermédiaire, un courtage onéreux, comme est chez nous celui des notaires; où les obligations garanties par le sol se transmettent et circulent aux mêmes conditions, avec la même aisance qu'un billet à ordre ou une lettre de change. Que cet état de choses existe en vertu d'un ou plusieurs règlements; que le crédit foncier soit prémédité ou organisé de toutes pièces par une seule institution, ou qu'il résulte implicitement d'une série de lois sur les divers objets qu'on vient d'énumérer, peu importe; toujours est-il que le propriétaire obtient, à ces conditions, tout le crédit auquel il peut prétendre... Ce qui revient à dire que nous pouvons, par la simple amélioration de certaines de nos lois, obtenir tous les résultats des établissements de crédit particuliers à l'Allemagne, et que ces établissements ne contiennent rien que nous ne puissions attendre d'un meilleur régime d'hypothèque et d'expropriation, d'un moindre impôt et d'un moindre tarif d'honoraires, appliqués à l'acte d'où naît l'engagement du sol. » (72)

Ainsi la question de la forme juridique que revêt l'institution du crédit foncier est tout à fait secondaire.

(71) *Créd. fonc.*, p. 89.

(72) *Créd. fonc.*, p. 88 à 89.

**Les obstacles économiques
auxquels se heurte naturellement
le crédit foncier.**

Le véritable problème est autrement profond : il est économique. Le taux de l'intérêt des capitaux mobiliers est normalement plus élevé que le taux de rapport de la terre (73). Il en résulte que le propriétaire qui voudra recourir au crédit foncier devra s'engager à payer à son prêteur un intérêt supérieur au rendement de son immeuble. Croit-on que, dans ces conditions, il empruntera? Écoutons Dupont-White :

« Le crédit foncier n'a de vertu que çà et là, et par hasard. Il y a des résistances naturelles, insurmontables, aux grandes choses que l'on s'en promet. Il y a ceci, par exemple, que le revenu sera toujours moindre d'un capital employé en terres que d'un capital employé de toute autre façon? Pourquoi? Parce que le placement foncier, supérieur à tout autre en sécurité comme en jouissance et en attraits, doit expier ces avantages par une infériorité de produit pécuniaire. Il faut qu'il en

(73) Ainsi parle DUPONT-WHITE, et cette affirmation peut à bon droit nous surprendre chez lui! N'a-t-il pas, dans son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital* proclamé que la terre était un monopole, et que, de ce fait, les revenus de la terre étaient privilégiés? N'a-t-il, pas dénoncé vigoureusement la rente foncière et réclamé sa confiscation? N'a-t-il pas, dans son compte rendu des *Harmonies Économiques* de BASTIAT, distingué — et vigoureusement opposé — d'une part l'intérêt du capital, d'autre part la rente de la terre, et présenté celui-ci comme la rémunération pleinement légitime d'un travail accumulé, celle-là comme un injuste privilège additionnel des propriétaires de capitaux fonciers?..

Rappelons-nous d'abord que — selon la théorie que DUPONT-WHITE avait développée dans l'*Essai sur les relations du Travail avec le Capital*, — le monopole foncier ne se traduisait pas par la supériorité du taux des fermages sur le taux de l'intérêt des capitaux industriels, mais seulement par l'augmentation du prix des terres. Pour apercevoir le caractère privilégié des revenus de la terre, il faut, — disait notre auteur, — comparer le revenu des terres, non pas à leur valeur actuelle, mais à leur prix antérieur d'acquisition (cf. *Trav. et Cap.*, p. 227 à 229).

Il n'empêche que ce caractère privilégié était aux yeux de DUPONT-WHITE certain et qu'un propriétaire qui aurait emprunté à un taux fixe pour acheter une terre qui lui rapporte sans cesse davantage aurait fait à la longue — suivant cette théorie — une bonne affaire. Mais DUPONT-WHITE ne croit plus, dans le présent article, à la hausse des prix agricoles et à la théorie de la rente foncière. Nous nous expliquerons tout à l'heure sur cette importante modification des opinions de DUPONT-WHITE et sur les raisons historiques que nous lui croyons pouvoir attribuer. (Cf. *infra*, p. 601).

soit ainsi. S'il en était autrement, ce serait la violation d'une des lois les plus certaines du monde économique, qui est le niveau des profits, l'équivalence de tous les emplois de capitaux (73 bis). A ce compte, tout propriétaire emprunteur fera nécessairement une mauvaise affaire, payant pour le capital qu'il emprunte un intérêt supérieur à celui de son capital employé en immeubles, empruntant à cinq, par exemple, tandis qu'il a placé à trois... Cette différence entre l'intérêt que touche le propriétaire et celui qu'il paie est inhérente à la nature des choses et constitue le vice essentiel de tout emprunt fait par un propriétaire. » (74)

Raisons du succès du crédit foncier en Allemagne. Pourquoi au contraire son institution échouerait en France.

Le crédit foncier s'est développé en Allemagne alors qu'elle était un pays de faible population, qu'elle se trouvait encore sous le régime de la grande propriété territoriale, que les procédés de culture y étaient complètement arriérés. De rapides et immenses progrès, extrêmement productifs, ont pu tout de suite être réali-

(73 bis) Ceci semble un emprunt assez maladroitement fait à RICARDO. « Le capitaliste — dit celui-ci — qui cherche un emploi profitable pour ses fonds doit naturellement peser tous les avantages qu'un genre d'industrie peut avoir sur un autre. Par cette raison, il pourrait renoncer à un emploi plus profitable de son argent pour un autre emploi qui lui offrirait plus de sécurité, de propriété, de commodité, ou tout autre avantage réel ou imaginaire. Si par de telles considérations, les profits des capitaux étaient réglés de manière à ce que dans un genre d'industrie ils fussent de 20 %, dans un autre de 25 % et dans un troisième de 30 %, ils continueraient toujours à présenter cette même différence relative... » (RICARDO : *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, chapitre IV; *Du prix naturel et du prix courant*, traduct. BEAUREGARD, revue par FORMENTIN.) Mais RICARDO — croyons-nous — ne parlait que des capitaux de l'industrie. La terre limitée en quantité, jouissait à ses yeux d'un autre régime; et la loi du *niveau des profits* (si elle s'appliquait peut-être au revenu du fermier capitaliste) ne s'étendait probablement sans doute pas à la *rente* du sol. Voilà ce que DUPONT-WHITE semble oublier.

Ajoutons que dans toute cette question assez obscure, il importe de raisonner non sur le plan statique, mais sur le plan dynamique. Ce qui importe au propriétaire emprunteur à long terme, ce ne sont pas tant ses revenus de la première année que ses revenus futurs. Et quiconque part de la théorie ricardienne du monopole foncier, doit admettre que ceux-ci ont chance de croître sans cesse. (Cf. supra note 73).

(74) *Créd. fonc.*, p. 89

sés dans les procédés de l'exploitation du sol. C'est pourquoi le crédit foncier a pu s'étendre et profiter aux propriétaires, malgré la loi naturelle que Dupont-White vient d'énoncer.

Mais peut-on croire qu'il en soit de même dans la France de 1848?

« Est-il permis de compter, étant donné l'état actuel de l'agriculture française, qu'une somme employée en améliorations foncières rendra, dans la plupart des cas, 6 % du produit net ? (75)

Aussi le crédit foncier, qu'il revête la forme allemande, — caractérisée surtout par le long terme et le remboursement par annuités — ou toute autre forme, est, pour des raisons économiques extrêmement profondes, tout à fait difficile dans notre pays.

**Les emprunteurs français achèteraient
de nouvelles terres plutôt que d'amé-
liorer les anciennes.**

Au cas même où il y pourrait parvenir à une large diffusion, Dupont-White se demande si le rendement de l'exploitation des terres s'en trouverait nécessairement accru. En effet, les emprunteurs français risqueraient fort d'employer le crédit obtenu à l'acquisition de nouvelles terres, et non pas à l'amendement des anciennes. Voici comment s'exprime à ce sujet Dupont-White:

« La France... a certains traits de caractère par où elle résiste au crédit foncier. C'est un goût, c'est une passion nationale que celle du sol. La propriété foncière est également en faveur auprès de toutes les classes, soit parce qu'elle fut un signe de caste, soit parce qu'elle est une assurance de travail et de salaire. C'est pourquoi les populations rurales acquièrent à si haut prix l'unique, ou du moins la plus grande sécurité que comporte leur condition. Tandis que l'homme des classes élevées achète plus de terre qu'il n'en peut améliorer, le paysan en achète plus qu'il n'en peut payer. De là cette conséquence à prévoir du crédit foncier : le propriétaire profitera des capitaux prêtés, non pour amender sa propriété, mais pour l'étendre et pour complaire à sa passion. » (76).

(75) *Créd. fonc.*, p. 91.

(76) *Créd. fonc.*, p. 92.

Les capitaux français sont méfiants. Ils ne voudraient pas s'employer au crédit foncier. Une autre circonstance s'oppose encore à l'extension en France du crédit foncier : les

capitaux, chez nous, sont méfiants, et ne consentent à se placer, surtout à long terme, que dans des conditions de sécurité qui excluent tout risque. Or Dupont-White craint fort la dépréciation des « lettres de gage », à l'émission desquelles donnerait lieu le crédit foncier. Les sociétés foncières, dit-il, seront à juste titre considérées comme hasardeuses.

Dupont-White qui, jadis, faisait de la hausse progressive des prix des grains une loi naturelle, croit maintenant à un mouvement durable de dépréciation des produits agricoles. Cette idée qu'exprime Dupont-White peut à bon droit nous surprendre vivement chez lui. En effet, quatre ans auparavant, — nous nous

en souvenons — il a, dans son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, présenté la propriété foncière comme privilégiée. Il a affirmé que la hausse progressive et continue des prix des produits agricoles est une loi sur des observations statistiques, puisées tant dans l'histoire de l'Angleterre que dans notre passé national.

Voici maintenant qu'il a changé de point de vue. Est-ce la baisse des prix agricoles depuis 1848 qui l'a fait réfléchir? En tous cas il a — sans crier gare — complètement retourné sa théorie. A ses yeux maintenant, les prix élevés des produits agricoles « qu'on a vus pendant les quinze années antérieures à la Révolution de Février avaient une cause tout accidentelle » (77). L'exceptionnel développement des travaux publics, copieusement alimentés par l'Etat, cet « immense atelier de terrassements ouvert simultanément sur toute la surface du territoire » (78), en sont la véritable

(77) *Créd. fonc.*, p. 94.

(78) *Créd. fonc.*, p. 95. DUPONT-WHITE pense que les grands travaux (d'initiative privée, publique ou mixte) — en particulier la construction des chemins de fer — ont considérablement augmenté la demande de travail, et par là élevé les salaires en même temps que stimulé la popu-

explication. Mais cette cause était « passagère »; elle est aujourd'hui « éteinte ». Maintenant tout porte à croire que la baisse des prix des grains, commencée depuis 1848, va se poursuivre encore.

Dans un régime républicain,

« ...le commerce des grains sera toujours quelque chose de suspect qu'on accusera naturellement de dégarnir les marchés, d'affamer le peuple, etc... »

et d'autre part,

« ...ce régime républicain implique l'abrogation de toutes les lois prohibitives et protectrices qui fermaient le territoire au bétail, aux houilles, aux fers étrangers, pour le plus grand profit des propriétaires d'herbages, de mines ou de forêts. Telles sont, conclut Dupont-White, les causes durables qui déprécient aujourd'hui le prix des céréales et qui font à la propriété foncière une si fâcheuse condition. » (79)

**Le point de vue du prêteur
et celui de l'emprunteur.**

Cette situation ferait nécessairement du crédit foncier un placement à la fois peu rémunérateur et très risqué. Peu rémunérateur, parce que le propriétaire foncier ne peut s'engager à payer un intérêt élevé. Très risqué, parce qu'il peut fort bien un jour ne plus pouvoir payer d'intérêt du tout, et parce que le gage foncier qu'il a offert est sujet à une dépréciation non seulement possible, mais probable.

Voilà le point de vue du prêteur. Passons maintenant à celui de l'emprunteur, dont les profits baissent, dont la terre se déprécie. Il n'a plus de quoi vivre. Supposons que, pour éviter de vendre son bien, il emprunte. Il le fera dans des conditions nécessairement pour lui très onéreuses. Une grande partie de ses profits sera consacrée au paiement des intérêts.

lation; bref, qu'ils ont copieusement accru le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, donc la demande des produits agricoles, et conséquemment leurs prix.

(79) *Créd. fonc.*, p. 95.

Il sera dès lors contraint de vivre sur le capital emprunté, lequel ne pourra servir à faire des améliorations foncières. Le projet de loi sur le crédit foncier, dont M. Chégaray, dans son rapport, a exposé les principes, ne saurait donc procurer le bien qu'on en attend.

« Dans la crise actuelle, un crédit foncier ainsi conçu ne peut rien contre l'usure dont il a les effets; rien pour l'amélioration du sol, dont les besoins passent naturellement après les besoins du propriétaire. Il n'est autre chose qu'un expédient de liquidation. Le propriétaire y gagne du temps pour attendre et pour débattre une vente... » (80)

Tout ce qu'on peut dire en faveur de l'institution du crédit foncier en France, c'est que, « tombant au milieu de notre crise financière, il a une valeur d'à-propos et d'expédient pour mettre une liquidation à la place d'une catastrophe (81).

Dupont-White reproche au projet de loi de refuser au crédit foncier la garantie de l'Etat.

Dupont-White réserve pour la fin une dernière et importante critique contre le projet de loi sur le crédit foncier.

Le rapport de Chégaray tendait à refuser aux établissements de crédit foncier la garantie de l'Etat. « Cela est grave en soi, dit Dupont-White; il en résulte une véritable infériorité des lettres de gage, comparées aux fonds publics. Mais ce qui est encore plus significatif et plus regrettable, c'est le motif de ce refus, et la mauvaise tendance d'où il procède. » — « Il n'y a aucune raison légitime, disait Chégaray, de contraindre les contribuables qui n'empruntent pas à cautionner les contribuables auxquels il peut convenir d'emprunter ». Dupont-White ne peut accepter cette raison qui repose sur une conception individualiste de la société.

« C'est oublier, dit-il, que certains intérêts spéciaux ne peuvent être blessés sans qu'il y ait lésion de tous les intérêts et malaise universel; qu'il y a telle affaire d'apparence plus ou moins privée ou collective, qui est

(80) *Créd. fonc.*, p. 97.

(81) *Créd. fonc.*, p. 100.

au plus haut degré une affaire d'Etat, un souci de la société tout entière; qu'à ce titre il n'y a point de classe, point d'œuvre importante que le gouvernement n'ait conclue, assistée ou soutenue... Montrez-nous comment l'intérêt de tant de propriétaires calamiteux et ruinés n'a rien d'un intérêt général, rien qui mérite la sollicitude de l'Etat à l'égal d'un intérêt d'actionnaire ou d'industriel? Expliquez-nous quel sens il reste, dans votre étroite définition du devoir social, à ce mot de fraternité qui est le dogme et la promesse du nouvel état de choses. Dans cette garantie de l'Etat ainsi refusée aux lettres de gage, je ne puis voir que la frayeur d'un mot. Il y a un certain monde parlementaire où se souvenir de l'Etat dans une loi, en tenir compte, lui prêter un bout de rôle, cela passe pour un acte de socialisme. Cè n'est plus de l'esprit de parti, c'est de l'esprit de secte. Or la secte se conçoit dans une académie. Elle est à sa place sur les bancs de l'Institut. C'est le fait d'un savant, c'est-à-dire d'un homme d'idées, de faire profession de certaines idées, puis de fermer son esprit. Les bornes de son intelligence s'expliquent par celles de sa vie et de son action. Mais comprend-on ce travers chez un homme politique, vivant à l'école des faits, au contact de toutes les opinions, mêlé à la vie et au mouvement universel? Chez lui, cette explication est des plus fâcheuses. N'est-ce pas assez, pour égarer son jugement, des obsessions de l'intérêt privé ou collectif? Est-ce le cas d'y ajouter les ténèbres d'une manic, les entraînements d'un tic intellectuel. Il faut le dire à ces hommes politiques faits comme des sectaires : ils tombent au dernier rang parmi ces générations de conservateurs qui se sont succédé au pouvoir. Certes, leurs devanciers de la Restauration et du dernier régime n'étaient pas insouciants de leurs intérêts de classe ou de parti. Mais repassez donc leurs lois de finances, et voyez s'ils furent arrêtés dans la centralisation qu'ils firent là et qui est pour l'Europe entière un objet d'étude et d'envie, par je ne sais quel scrupule, quel purisme, qui est aujourd'hui une objection péremptoire à tout progrès et à tout bienfait. Leur égoïsme eut cela d'intelligent qu'il ne se laissa pas dépraver par l'esprit de secte et que chez eux l'homme politique ne tourna jamais au maniaque. » (82)

Ainsi nous avons retrouvé dans ce troisième article les deux idées qui désormais vont dominer la pensée de Dupont-White:

(82) *Créd. fonc.*, p. 97, 98 et 99.

l'économie politique appliquée doit s'inspirer au premier chef des conditions propres à chaque pays et à chaque époque; l'Etat a un rôle de progrès économique.

D. QUATRIÈME ARTICLE

Le Libre Echange (83).

Cette fois encore, Dupont-White s'attaque à l'un des problèmes qui occupaient, pendant les derniers mois de la Seconde République, le premier plan de l'actualité.

La querelle du libre-échange sous la Seconde République. Dès avant 1848, la doctrine libre-échangiste avait obtenu, en France, un certain succès. Ses partisans, à l'instigation de Bastiat, avaient constitué une ligue dont les études et la propagande n'étaient point restés sans influence sur l'opinion. Parmi les auteurs et parmi les premiers conducteurs de la République, beaucoup avaient affirmé des sympathies pour le libre-échange. Lamartine appelait de tous ses vœux « la vie à bon marché, la liberté de vivre au prix de la nature, au prix de Dieu, et non pas au prix des privilégiés et des monopoleurs de protection ». (84)

Plus tard, pourtant, les protectionnistes avaient semblé triompher : ils avaient, en 1849, obtenu la suppression de la chaire de Michel Chevalier, qui prêchait au Collège de France la liberté des échanges internationaux. D'autres professeurs libéraux, comme Wolowski, Joseph Garnier, Adolphe Blanqui, s'étaient vus menacés.

Mais ce triomphe protectionniste avorta. La chaire de Michel Chevalier fut rétablie. Une loi du 11 janvier 1851 accorda l'entrée en franchise, dans les ports de la mère-patrie, d'une quantité de produits algériens. Quelques mois après, l'écono-

(83) *Le Libre Echange*, in *Liberté de Penser*, juillet 1851, tome VIII, 43^e livraison, p. 220 à 235.

(84) Cité par DUPONT-WHITE. *Libre Ech.*, p. 230.

miste Sainte-Beuve, représentant de l'Oise (85), proposa une réforme radicale du régime commercial français, dans le sens d'un libre-échange systématique. « S'appuyant sur l'article 13 de la Constitution, qui garantissait la liberté du travail et de l'industrie, il proposait l'abolition de tous droits d'entrée sur les substances alimentaires, sur les matières premières, sur la houille, sur le bois de construction, sur le fer; la réduction de 10 à 20 % de toutes les taxes sur les objets manufacturés; enfin l'abandon de tout privilège de pavillon ». (86)

La discussion de ce projet, qui eut lieu du 26 au 28 juin, fut des plus solennelles. Sainte-Beuve développa dans un long discours, — qui remplit une séance et demie, — tous les arguments traditionnels des libre-échangistes. Il insista sur l'injustice d'une protection tout à fait inégale suivant les industries. Il affirma que les travailleurs pâtissent au premier chef des droits qui frappent les substances alimentaires et que, d'une manière générale, la protection des produits finis engendre une véritable spoliation des consommateurs; quant aux taxes sur les matières premières, et tout particulièrement celles qui portent sur la houille et le fer, elles paralysent l'industrie française. Surtout Sainte-Beuve s'appuie sur l'exemple de l'Angleterre, sur l'expérience qu'elle a faite du libre-échange, et qui a brillamment réussi. Il cite ce mot de Cobden : « Comme marchands, les Français nous sont fort inférieurs, parce qu'ils sont fort ignorants et qu'ils ont l'esprit étroit; comme manufacturiers, ils sont tout à fait nos égaux ». (87) Se fondant sur cette remarque, Sainte-Beuve conclut que l'industrie française, qui a pu avoir besoin de protection dans son jeune âge, est maintenant majeure et capable de soutenir la concurrence avec n'importe qui.

Les socialistes, « qui n'avaient pas de doctrine nette » (88) en

(85) Nous rappelons que le SAINTE-BEUVE dont il s'agit ici ne doit pas être confondu avec le critique du même nom. Il représentait l'Oise à la Législative, comme il l'avait jadis représentée à la Constituante, où il avait été élu, on s'en souvient, le 23 avril 1848, lors du scrutin qui consacra l'échec de DUPONT-WHITE dans le même département. (Cf. supra p. 538).

(86) G. RENARD : *La République de 1848*, p. 351.

(87) G. RENARD : *La République de 1848*, p. 351.

(88) G. RENARD : *Ioc. cit.*, p. 351.

la matière, n'intervinrent pas dans le débat. Les arguments de Sainte-Beuve se heurtèrent seulement à une vigoureuse réfutation de Thiers. Celui-ci répondit, dans un discours fort long, « tour à tour railleur, hérissé de chiffres, caressant pour l'Assemblée et même pour la gauche républicaine » (89) Il se moqua des économistes qu'il traita de « littérateurs peu divertissants ». A l'intérêt des ouvriers qui, comme consommateurs, ont besoin de pain, il opposa l'intérêt de ces mêmes ouvriers qui, comme producteurs, ont besoin de travail. A l'expérience anglaise, trop récente pour être probante, il opposa l'exemple de la Russie et des Etats-Unis. Enfin il insista sur la nécessité pour la France d'avoir une certaine indépendance économique, condition indispensable d'une effective souveraineté nationale.

Le discours de Thiers emporta les suffrages de l'Assemblée, qui rejeta le projet de Sainte-Beuve par 428 voix contre 199, donc à une considérable majorité.

Cette discussion et ce vote sont des derniers jours de juin 1851 (26, 27 et 28 juin). L'article de Dupont-White parut dans la livraison de juillet de *La Liberté de Penser*. Il est donc assez probable qu'il était déjà rédigé avant la discussion publique du problème du commerce international par l'Assemblée législative et qu'il n'a pu s'inspirer des deux discours de Sainte-Beuve et de Thiers. Peu importe : nous ne croyons pas avoir fait œuvre vaine en rappelant les circonstances de ce débat parlementaire.

Nous avons là, en effet, ramassées de façon saisissante, toutes les pièces essentielles du grand et long procès doctrinal entre le protectionnisme et le libre-échange. Dans cette joute politique de haute tenue, leur opposition nous apparaît avec ses traits éternels, et aussi bien sous les formes particulières et avec les arguments spéciaux que dictaient aux uns et aux autres les circonstances concrètes où se trouvaient l'Europe et la France à cette époque. Rien qui puisse mieux nous aider à réaliser l'atmosphère dans laquelle Dupont-White composa son article, et nous en faciliter l'intelligence.

(89) G. RENARD : *op. cit.*, p. 351.

**Ce que Dupont-White avait dit
du commerce international dans
ses premiers ouvrages.**

Déjà, comme nous l'avons vu, Dupont-White, dans ses premiers ouvrages, avait abordé le problème du commerce international. Dans son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, il avait affirmé l'efficacité du protectionnisme éducateur et prédit que son extension jouerait un rôle important dans l'avènement industriel de l'Europe centrale et orientale. Mais en revanche, il avait réclamé la liberté du commerce des grains, afin que le monopole naturel des propriétaires fonciers ne se doublât point d'un privilège légal; afin aussi de réduire les chances de disette et d'assurer aux ouvriers leur subsistance aux plus bas prix possible.

Plus tard, dans sa brochure intitulée *De la suppression de l'Impôt du Sel et de l'Octroi*, il avait passé en revue les différents impôts; arrivé aux taxes douanières, il avait été conduit à poser les normes d'une doctrine du commerce international: doctrine éclectique, de protectionnisme modéré; il avait cherché à poser des règles précises de discrimination, qui permettent de décider, d'après les circonstances particulières de la production et de la consommation de chaque produit, s'il convient d'en laisser le commerce libre ou, au contraire, de le protéger. Il avait conclu, pour la France, tout comme les vieux mercantilistes industrialistes, au libre-échange en ce qui concerne les produits agricoles et les matières premières (en particulier le fer); au protectionnisme pour l'industrie du coton et toutes les autres industries qui emploient beaucoup d'ouvriers nationaux pour fabriquer des produits non indispensables à la consommation des masses.

**Le présent article est une charge
à fond contre le libre-échange.**

Dans son article de 1851, à « *La Liberté de Penser* », Dupont-White répète ce qu'il a déjà dit, mais avec beaucoup moins d'éclectisme et de mesure. Devant la menace libre-échangiste, devant le projet de Sainte-Beuve, dont il prévoit le dépôt prochain (s'il ne le connaît pas encore) son tempérament de polémiste se réveille;

il fait une charge à fond, vive, harcelante, unilatérale contre le libre-échange.

Nous aurons l'occasion, dans notre second ouvrage, d'analyser au point de vue théorique les grandes lignes du système de Dupont-White en matière de commerce international et d'en préciser le contenu. Nous essayerons alors de le situer dans l'éventail des théories et des doctrines, en faisant toutes les citations nécessaires pour justifier notre interprétation.

Ici, notre ambition est tout autre. Nous nous plaçons au point de vue historique. Il s'agit pour nous de retracer l'évolution dynamique de la doctrine de Dupont-White et de montrer comment les faits économiques qu'il a observés de son temps, et les mouvements de l'opinion publique au milieu de laquelle il vivait, ont pu influencer sur la marche de sa pensée. Nous ne nous attacherons donc pas à donner une analyse doctrinale du très intéressant article sur *Le Libre-Echange* que nous étudions en ce moment. Nous nous efforcerons seulement de dégager les points sur lesquels les positions de Dupont-White ont quelque peu changé depuis ses derniers ouvrages, et d'apprécier l'influence de la Seconde République sur l'évolution de ses opinions en matière de commerce international.

Le protectionnisme est le principe. Dès les premières phrases

Le libre-échange est l'exception. de l'article sur *Le Libre-Echange*, nous sommes frappés de deux choses : d'une part, les conclusions pratiques de Dupont-White n'ont guère subi de modification : il reste en particulier résolument partisan du libre-échange pour les produits agricoles (89 bis) et le fer.

Mais d'autre part, elles sont présentées et fondées tout autrement. Jadis Dupont-White mettait à peu près sur le même plan la liberté et la protection, considérant que ces deux régimes avaient une valeur égale, chacun dans son

(89 bis) Toutefois DUPONT-WHITE n'est explicite, dans l'article que nous analysons ici, qu'en ce qui concerne les bestiaux. Il ne dit plus qu'il est en faveur du libre échange des céréales. Voir à ce sujet la note 89 ter.

domaine propre, et que le choix entre l'un et l'autre, pour chaque produit déterminé, ne pouvait être qu'une question d'espèces. Maintenant, tout en continuant à se défendre de tout esprit de système, Dupont-White pose en principe le protectionnisme. Le libre-échange n'est acceptable, dans certains cas, qu'à titre d'exception.

« Exceller par la théorie, par l'idéal, c'est la prétention la plus chère du libre-échange; j'ajoute : la plus malheureuse. Que le libre-échange ait un mérite *d'expédient ou d'exception*; qu'il soit d'un effet souverain pour les industries qui s'endorment dans la routine ou qui s'érigent en monopole, celles, par exemple, des bestiaux (89 *ter*) et des fers; qu'il convienne comme stimulant ou comme frein à la somnolence des unes, à la cupidité des autres, cela semble hors de doute. Mais sa valeur scientifique, son importance comme principe absolu des relations mercantiles, on a peine à la concevoir, ou plutôt on ne lui voit de ce côté que lacunes et infirmités. » (90)

Le libre-échange rend impossible toute prévision de la demande, et tend à rendre permanent le déséquilibre économique.

Selon Dupont-White, « un marché unique et universel » (91) entraînerait de graves désordres économiques. Les producteurs deviendraient totalement incapables de prévoir la demande, en quantité comme en nature :

« ... Etant donné un marché illimité, universel, la production n'est qu'aveuglement et hasard; d'un tel marché, le producteur ne peut rien savoir au juste, ni sa

(89 *ter*) DUPONT-WHITE ne parle même plus des céréales! Serait-ce qu'il a cessé de préconiser leur libre et franche importation? Comme il ne s'en explique pas, il nous est impossible de répondre à cette question. Il semble bien toutefois que DUPONT-WHITE n'attache plus comme autrefois une grande importance au commerce international des céréales : « On pourrait dire d'une manière générale — écrit-il en effet ici — que toute matière usuelle d'exportation a quelque chose en soi qui tient du superflu. Les objets de première nécessité, ceux qui défraient les besoins élémentaires de l'homme, nourriture, habitation, vêtemens (*sic*), tout cela est du cru de chaque pays, et ne se tire guère du dehors; les denrées du commerce peuvent donc passer, plus ou moins, pour denrées de luxe et de fantaisie ». (*Libre Ech in Lib Pens.*, 1851, tome VIII, p. 222.)

(90) *Libre Ech.*, p. 220.

(91) *Ibid.*, p. 228.

puissance, ni sa constance de consommation, ni l'effet des crises, ni l'action de la mode, ni enfin les mille accidents qui peuvent réduire sa demande. Il est mal aisé déjà de produire avec mesure et discernement dans l'enceinte du marché national, c'est-à-dire pour des goûts communs, pour des habitudes appréciables. Qu'on juge par là des aventures réservées à une production qui franchirait toutes frontières, qui s'adresserait au monde entier, c'est-à-dire à l'inconnu, à l'imprévu, à l'inappréciable en quelque sorte... L'étendue du marché, tel est le fait éminent dont les partisans du libre-échange n'ont pas démêlé toutes les conséquences; il leur a échappé qu'universaliser le commerce, c'est lui faire une destinée de hasard et de mécompte; qu'abolir les douanes, c'est, avec un obstacle de moins, lui créer un risque de plus; qu'où le marché est sans bornes, la production est aveugle, la vente précaire, la crise toujours suspendue sur les salaires et les profits ». (92)

Un marché restreint apparaît ainsi à Dupont-White comme une condition essentielle de stabilité et d'équilibre (93). Un monde fait d'un assez grand nombre d'unités économiques nationales, plus ou moins autarchiques et fermées, lui semble mieux garanti que tout autre contre les crises.

**Une parenthèse : l'application
des théories de Dupont-White à
l'explication de la crise actuelle.**

Cette théorie était alors assez nouvelle. Elle nous semble fort séduisante.

Le vent, qui réussit à peine à rider les eaux d'un lac entouré de montagnes, allume sur

(92) *Ibid.*, p. 220 et 221.

(93) Ce n'est point l'avis de M. GRAU (Cf. GRAU : *Der Wirtschaftsaufbau Spaniens und die Problematik seiner Aussenhandelspolitik*, in *Weltwirtschaftliches Archiv*, janvier 1935, pp. 61 à 131; et l'analyse que nous avons donnée de cet article dans *La Documentation Economique*, mai 1935, n° 1030). M. GRAU critique véhémentement le régime d'autarchie auquel est parvenue l'Espagne, moins par une volonté systématique que sous la pression des intérêts des producteurs. L'industrie espagnole ne produit guère que pour le marché intérieur; elle a pour seuls clients les agriculteurs espagnols. Marché trop homogène, débouché trop restreint, trop intermittent et trop instable, dit M. GRAU : L'industrie est à la merci d'une mauvaise récolte en Espagne, que la longueur de son processus de production lui interdit de prévoir en temps utile : « *Die spanische Industrie muss ihre Verkäufe auf mittlere und lange Sicht finanzieren, da ja die Landwirte nur dann Geldmittel zur Verfügung haben, wenn*

l'Océan d'effroyables tempêtes; les vagues s'y avancent et s'y succèdent sans rencontrer aucun obstacle, et déferlent, sans cesse plus rapides, plus fortes et plus grosses; ainsi en est-il des crises sur un vaste marché sans douanes.

Nous n'inventons pas : depuis que Dupont-White agitait cette hypothèse, les événements se sont chargés de la réaliser en partie. Avec le développement fantastique des moyens de communication, nous avons assisté à l'internationalisation des marchés d'un grand nombre de produits, et plus encore celui des capitaux. De ce fait, on voit de nos jours les crises s'étendre au monde entier et s'amplifier en se répercutant d'un antipode à l'autre. Un *boom* de l'industrie automobile américaine, un *krach* boursier à New-York ont pu plonger l'Europe et le reste du monde dans une dépression profonde (94). Croit-on que des digues solides n'auraient pu empêcher le mal de s'étendre? Mais le protectionnisme a été timide, tardif, insuffisant; le commerce des capitaux, jusqu'à ces dernières années, est resté complètement libre dans tous les pays; surtout peut-être les mesures prises, de par le monde, l'ont été dans l'anarchie, sans coordination... Que ceux-là du moins méditent l'article de Dupont-White, qui ne voient dans l'actuel mouvement protectionniste qu'une manifestation des égoïsmes nationaux, un motif de perpétuelles lamentations...

sie ihre Ernte verkaufen. Sie muss ferner das Risiko schlechter Ernten auf sich nehmen, etc... » p. 113).

Dans le même numéro de *Weltwirtschaftliches Archiv*, M. G. MACKENROTH soutient la thèse inverse, celle de DUPONT-WHITE : qu'une restriction de la liberté des échanges internationaux, une direction du commerce extérieur par l'Etat est utile pour éviter l'extension des crises, pour assurer la stabilité des débouchés et de la vie économique. Dans l'avenir, le régime du commerce extérieur, dit M. MACKENROTH, sera caractérisé par la diminution des échanges internationaux, la réduction du *Wirtschaftsraum* de chaque industrie nationale, et, comme résultat de ces réformes : « *eine grössere Stabilität der Produktionsverhältnisse* » (Cf. MACKENROTH : *Neue Formen der Weltwirtschaft*, in *Weltwirtschaftliches Archiv*, janvier 1935, p. 1 à 19, et l'analyse que nous avons donnée de cet article à *La Documentation Economique* de mai 1935, p. 73, n° 1027).

(94) Nous ne prétendons point que telles soient les seules causes de la crise actuelle et de son extension. Mais nous sommes très frappés de voir quel rôle initial important M. LESCURE croit devoir attribuer à ces deux événements américains dans la genèse de la conjoncture mondiale présente.

Les ouvriers seraient les premières victimes de l'instabilité générale qui résulterait du libre-échange.

Mais revenons à notre texte. Donc, Dupont-White considère qu'une extension mondiale des marchés engendrerait un régime de perpétuelle et funeste instabilité, une tendance permanente au déséquilibre (94 bis).

Quelles en seraient les premières victimes, sinon les ouvriers eux-mêmes, dont certains libre-échangistes prétendent défendre les intérêts? L'incertitude serait partout en régime de libre-échange, mais elle pèserait d'abord — et plus lourdement qu'ailleurs, — sur les salaires. Dès la première page, Dupont-White nous avertit : « Cette doctrine est la pire des menaces pour les masses qui vivent de travail. Il y va pour elles de leurs salaires, c'est-à-dire du bien-être et de la vie même ». (95)

Et si l'on argumente que la liberté des échanges fera baisser

D'une façon générale M. LESCURE admet qu'ordinairement les crises — restreintes, spéciales, et localisées à l'origine, — s'étendent et se « généralisent » peu à peu automatiquement, jusqu'à atteindre le monde entier, et toutes les branches de l'économie. (Cf. J. LESCURE : *Des crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e éd., Paris, Domat-Montchrestien, 1932).

(94 bis) Les libéraux ne visent qu'à l'abondance de la production, et aux bas prix. DUPONT-WHITE voit très bien que cela ne suffit pas : qu'il y a un problème des débouchés, un problème de l'équilibre, un problème de la stabilité commerciale, et que ces problèmes inaperçus ou niés des libéraux priment et commandent les autres : « Qu'importe — écrit notre économiste — que les produits soient obtenus aux moindres frais, et offerts aux moindres prix possibles? Encore faut-il, pour que chacun jouisse des produits de tous, et du bénéfice de ce bon marché, qu'il trouve à se défaire de ses propres produits, que son offre rencontre une demande, que son envie de vendre ait pour pendant son envie d'acheter. En un mot, c'est peu que l'échange soit permis, il faut qu'il ait lieu. La liberté de l'échange n'en est pas la certitude. Abolir les douanes, c'est ouvrir, mais ce n'est pas établir le commerce entre tous les peuples, tant qu'il restera entre eux l'épaisseur des continents, l'abîme des mers, l'inconnu des usages et des civilisations. Que s'il vous plaît, négligeant les obstacles, de convier tous les hommes à l'échange, vous leur préparez des relations pleines de mécompte, vous organiserez à plaisir la dissonance et le malentendu, vous créez une liberté féconde en désastres, laquelle, tout en offrant aux masses des jouissances à bon marché, réduira leur puissance de conservation au-dessous même de ce bon marché. » (*Libre Ech. in Lib. Pens.*, tome VIII, pp. 229 et 230.)

(95) *Libr. Ech.*, p. 220.

les prix et donnera aux ouvriers la vie à bon marché, Dupont-White se retranche derrière la loi d'airain des salaires, conséquence de la doctrine ricardienne de la valeur égale au coût de production. « Par suite de toute baisse dans le prix des choses de première nécessité, dit Ricardo (96), le prix du travail doit baisser ». Ainsi les salariés, dont le libre-échange aura rendu l'emploi fort précaire, ne profiteront pas de la baisse des prix. Ce n'est pas un socialiste, un homme poursuivi par des utopies fraternelles, qui l'affirme, c'est Ricardo.

« C'est le moment, dit Dupont-White, d'apprécier au juste ce que vaut le témoignage de Ricardo. Il a fait des livres, je ne puis le nier, mais qu'on ne se hâte pas de le juger là-dessus. Juif de famille, Hollandais d'origine, Ricardo fut banquier de son état, industriel, spéculateur. Il fit d'excellentes affaires dans les emprunts du gouvernement anglais et fut un des coryphées de la Bourse de Londres. Le moyen de ranger un tel homme parmi les rêveurs ou parmi les frondeurs ? Où placer à travers ces millions, et dans cette existence tissée d'or et de chiffres, un reproche de malignité, un soupçon d'utopie ? À cet égard, la vie de Ricardo couvre sa doctrine. » (97)

Ainsi, « la vie à bon marché, fût-elle virtuellement dans le libre-échange, ne s'en dégagerait jamais ». (98) Les masses seraient les premières victimes du libre-échange, et les risques qu'il leur créerait resteraient sans compensation. La France

(96) RICARDO : *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, t. II, p. 298. DUPONT-WHITE enregistre ici les conclusions de RICARDO, qui lui paraissent indubitables, mais on sent qu'il ne le fait qu'avec regret, avec répugnances. Les déductions ricardiennes convainquent sa raison, mais révoltent son esprit et son cœur : « Peut-être — écrit-il — soupçonnez-vous chez les travailleurs d'autres besoins que des appétits, quelque chose comme une âme qui ne demande qu'un peu de loisir et de culture pour s'épurer, s'élever, s'épanouir. Peut-être vous plairait-il de compter comme élément des salaires la pâture qui est due à ces facultés, à ces aspirations, et de calculer le prix du travail sur d'autres bases que celui d'un bœuf ou d'un chapeau. Cela serait juste, en effet; mais ne demandez pas cette nouveauté au libre échange et à ses œuvres. Il peut bien destiner aux masses ce beau présent de la vie à bon marché, mais il ne dépend pas de lui qu'elles en jouissent... RICARDO, l'œil fixé sur le capital... nous apprend que « par suite de toute baisse dans le prix des choses de première nécessité, le prix du travail doit baisser. » (*Libre Ech.* in *Lib. Pens.*, 1851, tome VIII, p. 231.)

(97) *Libre Ech.*, p. 231 et 232.

(98) *Libre Ech.*, p. 232.

ne doit pas imiter l'Angleterre, qui a passé par dessus cet inconvénient.

Dupont-White considère ici le libre-échange britannique comme un attentat contre les droits les plus sacrés des ouvriers.

Ici, nous remarquons une nouvelle différence avec les ouvrages antérieurs de Dupont-White.

Dans sa brochure sur *l'Impôt du Sel*, il avait, on s'en souvient, apprécié favorablement la politique commerciale anglaise. Il avait soutenu que, loin de s'inspirer d'un libéralisme aveugle et systématique, elle n'avait supprimé que des protections inutiles; qu'elle n'avait institué l'entrée en franchise que dans les cas où des circonstances nationales particulières la rendaient réellement opportune.

Voici que maintenant il présente le libre-échange britannique comme un monstrueux attentat — imputable à l'égoïsme des classes dirigeantes — contre les intérêts les plus sacrés des ouvriers.

« A côté de ces inconvénients du libre-échange qui sont pour elle [l'Angleterre] une seconde nature, comme étaient pour l'Espagne les *auto-da-fé*, il y a des avantages qui touchent par dessus tout les hommes d'Etat de ce pays. Au prix d'affreuses calamités pour les masses, elle a trouvé dans cette pratique une création de capitaux, une abondance de matière imposable et empruntable, un ressort de puissance extérieure qui lui a valu un premier rôle parmi les nations. Il est de la politique qu'on lui connaît de persister dans des errements si fructueux, et même de les élever au plus haut point d'énergie et de perfection. De là toutes les provocations au libre-échange qui partent de l'Angleterre. Son exemple, il faut en convenir, n'est guère attrayant. Ce n'est pas de propos délibéré qu'un pays continental, qu'une nation militaire voudra de la richesse, au prix de l'exténuation du peuple. » (99)

Le libre-échange serait particulièrement funeste pour la France

Ainsi l'instabilité générale qui résulterait du libre-échange menace avant tout les mas-

ses ouvrières. Dupont-White ajoute qu'elle menace la

France plus que tout autre peuple. Il se place maintenant à un point de vue français. Le danger d'insécurité et d'incertitude générales qu'il a dénoncé dans le libre-échange lui paraît tout particulièrement redoutable pour les produits de la fabrication française, tels les vins et les soies. Ce sont là des produits de luxe dont la consommation est essentiellement capricieuse, sujette aux brusques retournements de la fortune et de la mode. « On ne travaille pas sans mécomptes pour ce qu'il y a de plus mobile et de plus fantasque en fait de consommation. » (100) Va-t-on — pour complaire à la doctrine du libre-échange, et pour appliquer le principe de la division internationale du travail, — spécialiser encore davantage la France dans ces productions voluptueuses et hasardeuses et lier la prospérité économique de notre pays à celle du commerce international des vins et des soies? Rien ne serait plus dangereux, surtout si l'on pense que, pour la soie en particulier, la concurrence de la Suisse et de l'Allemagne est ménéçante.

« Ainsi, conclut Dupont-White, dans l'hypothèse du libre-échange, désavantage spécial et signalé pour la France qui, excellant aux produits de luxe, devrait y porter tous ses capitaux, tous ses bras, et concentrer toutes ses facultés productives dans cette région où abondent les souffrances et les cataclysmes; désavantage ou plutôt péril incalculable, car il s'agit d'exposer aux crises lyonnaises le pays tout entier, au lieu d'une contrée seulement, qui, aujourd'hui, épuise ou cantonne, pour ainsi dire, cette mauvaise chance... Quelle charge pour la charité de l'Etat, quelle tâche pour ses baïonnettes que le besoin et le désespoir, non plus d'une ville, mais d'une région tout entière, non plus d'une catégorie d'ouvriers, mais de populations affamées et compactes. Pour ce qui est de la France en particulier, voilà l'effet du libre-échange, voilà où mène la théorie du travail divisé entre toutes les nations. » (101)

(100) *Libre Ech.*, p. 223.

(101) *Libre Ech.*, p. 224 et 225.

La nation, unité économique naturelle.

Non pas que Dupont-White veuille revenir aux douanes intérieures (101 *bis*). L'unité économique par excellence, c'est pour lui la Nation; le cadre des échanges par excellence, ce sont les frontières de l'Etat.

« ... Une loi à respecter entre toutes, c'est le principe de nationalité, c'est cette loi de nature qui a fondu, qui a groupé certaines races d'hommes entre les mêmes fleuves et les mêmes montagnes, dans l'usage d'une même langue, des mêmes lois, des mêmes mœurs; qui les a expressément élues pour la sympathie et la solidarité. Or, ce vœu serait trompé, et le bien national périrait à généraliser le libre-échange... [Il faut] marquer la limite où l'échange doit se contenir pour être inoffensif à l'endroit des masses. Pour nous, cette limite, c'est la frontière. Dans l'enceinte du marché national, l'échange peut se donner carrière, il peut être libre impunément; car je n'y vois que des hommes faits pour se pratiquer et se comprendre, des hommes prédestinés par tout ce qui constitue la ressemblance, par tout ce qui favorise le contact, à des échanges sûrs, intelligents, réguliers... Possible entre compatriotes, l'équilibre de la production et de la consommation n'est partout ailleurs qu'une chimère. Passez la frontière, et le hasard reprend tous ses droits. Là commence le règne de l'inconnu, le règne de la bévue, aggravé en certains cas d'une circonstance qui mérite considération. Je veux parler de la différence des lois, de l'inégalité des civilisations... Il y a tel peuple, en effet, où les lois sont d'une rare mansuétude pour la banqueroute; tel autre où les abus du crédit et du papier-

(101 *bis*) Notre économiste sent bien que sa logique pourrait l'entraîner jusque-là... Mais il ne se laissera pas faire! Il saisit au vol l'occasion qui se présente à lui de placer un joli petit couplet contre cette méthode de déduction abstraite et aveugle, dont il a lui-même parfois abusé dans son *Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, mais dont il se détache de plus en plus, à mesure qu'il se pénètre davantage de la complexité des questions politiques et sociales, de la mobilité des sociétés vivantes, lesquelles ne se laissent pas plier aux cadres rigides et simplistes de l'intellect. « Que la logique se le tienne pour dit — écrit DUPONT-WHITE — jamais elle ne résoudra de question sociale, parce que jamais pareille question ne dépendra d'un seul principe. Où il s'agit de cet être complexe et divers, qui s'appelle *société*, il faut le concours de plusieurs lois, et la solution qui le concerne est nécessairement une transaction où les principes que figurent que bornés les uns par les autres, et purgés d'une partie de leurs conséquences. » (*Libre Ech. in Lib. Pens.*, 1851, tome VIII, p. 225.)

monnaie sont à peine réprimés [Etats-Unis, Angleterre]. Il y a des pays livrés aux castes et à l'arbitraire [Russie]... Etrange commerce dès lors que celui d'un peuple sage-ment et libéralement gouverné, avec ces peuples aventureux ou asservis; commerce où les uns n'ont pas une crise d'industrie, pas un vice de lois, pas un travers de mœurs, que l'autre n'en ressente le contre-coup et l'éclaboussement (102). Ainsi le vœu de la nature, la loi providentielle qui a fait les nations, a marqué par cela même la place et les limites du libre-échange... Chaque nation veut sa place au soleil et tend à l'universalité non seulement de produits, mais encore de production, parce qu'il s'agit pour chacune non seulement de jouir, mais encore de jouir avec sécurité... La frontière de l'Etat est la limite naturelle du libre-échange, celle qui explique l'idée même de Nation, celle d'ailleurs où se trouve le plus de sécurité dans la production. » (103)

Nous avons là toute une théorie du nationalisme (103 bis). C'est la Providence qui a fait les nations, qui les veut grandes et fortes, solidement charpentées, indépendantes tant au point de vue économique qu'au point de vue militaire, politique ou culturel. Dupont-White nous donne une véritable esquisse de la théorie de l'économie nationale. Il est dommage que cet article ait été oublié, sans quoi List n'aurait pas manqué de

(102) C'est en vertu de considérations analogues qu'aujourd'hui certains auteurs, préoccupés des conditions de la vie ouvrière, recommandent aux Etats européens de protéger leurs produits contre le « dumping social » de l'industrie extrême-orientale. Nous ne voulons pas faire descendre nos salaires au niveau des salaires japonais.

(103) *Libre Ech.*, pp 225, 226, 227 et 228.

(103 bis) Au point de vue économique, la conclusion logique du nationalisme radical défini par Dupont-White dans la citation que nous avons donnée ci-dessus, ce serait l'*autarchie* intégrale : non pas seulement le protectionnisme douanier, mais un régime de prohibitions absolues. Dupont-White en convient; mais, pour des motifs fiscaux, il se déclare tout de même, en fin de compte, partisan d'un protectionnisme modéré, qui laisse subsister un certain commerce international, pour pouvoir le grever de droits de douanes. Voici le passage où Dupont-White s'en explique : « Si l'on objecte — écrit-il — que poser de telles limites à l'échange, c'est aboutir au régime prohibitif et non au système protecteur, nous en conviendrons sans peine, mais en invoquant à l'appui du second l'intérêt fiscal, l'usage général et productif des impôts de consommation, encore un de ces éléments qui pénètrent partout, et obligent tout principe à compter avec eux. » (*Libre Ech.* in *Libre Pens.*, 1851, tome VIII, p. 228.)

lui rendre hommage. Et Cauwès, qui souvent cite *L'Individu et l'Etat*, en s'en déclarant le disciple, eût sans doute fait à Dupont-White une place beaucoup plus grande, une place de tout premier plan parmi les précurseurs de ses propres idées (104). Si M. Brocard (105) et M. André Marchal (106) avaient pu lire ces lignes, ils en auraient sûrement souligné l'importante place dans leurs études : Dupont-White, d'une façon beaucoup plus précise et directe qu'ils ne l'ont pu croire, s'est montré là disciple des mercantilistes et précurseur de l'Economie Nationale. Il a vu qu'il est presque impossible — et qu'il serait en tous cas fâcheux, — de traiter de la vie économique sans tenir compte du cadre politique et social dans lequel elle s'insère naturellement : de la nation. Par ailleurs le nationalisme de Dupont-White prend toutes les formes : orgueil littéraire ou philosophique, désir d'extension territoriale, d'hégémonie diplomatique, d'expansion coloniale, et même amour de la guerre pour la gloire qu'elle rapporte...

Le libre-échange n'est pas une garantie de paix universelle : A la fin de l'article que nous analysons, Dupont-White se demande si le protectionnisme en faveur duquel **Les relations économiques internationales ne commandent pas le ton des relations politiques.** il s'est prononcé constitue un obstacle à la paix universelle. Avec beaucoup de raison, nous semble-t-il, il commence par dire que non; que des barrières douanières sont parfaitement compatibles avec la bonne entente des peuples, que le mode des relations commerciales n'influe pas sur le ton des relations diplomatiques et politiques (106 bis). Il s'appuie ici

(104) Voir dans notre Bibliographie (n° 334) la liste des citations et références à DUPONT-WHITE que l'on trouve dans le *Cours* de CAUWÈS.

(105) L. BROCARD : *Principes d'Economie nationale et internationale* (Cf. notre Bibliographie, n° 335).

(106) A. MARCHAL : *La conception de l'Economie nationale et des rapports internationaux chez les mercantilistes français et chez leurs contemporains*. (Cf. notre Bibliographie n° 345).

(106 bis) DUPONT-WHITE réagit ici vigoureusement et noblement contre un certain cosmopolitisme mystique et superficiel, fort répandu sous notre seconde République, et qui confondait dans une même idéologie fraternelle le libre échangisme, avec le pacifisme et l'amour des hom-

sur des exemples historiques : au xviii^e siècle, la France et l'Espagne ont vécu en bonne intelligence, bien que désunies commercialement (107). En revanche...

« ... N'a-t-on pas vu, au xvi^e siècle, la Hollande rompre avec l'Espagne, un peuple de marchands se fermer les portes de toute la Péninsule, de toute l'Amérique, de presque toute l'Italie. Et, naguère, la Belgique ne s'est-elle point séparée de la Hollande, au risque de demeurer sans colonies, sans débouchés, et de se condamner à un isolement ruineux, à une séquestation pleine de catastrophes ? » (108)

Donc le libre-échange n'est ni nécessaire, ni suffisant pour assurer la paix. Si nous avons insisté sur cette idée de Dupont-White, c'est parce qu'elle nous paraît tout à fait juste et intéressante, et parce que de nos jours encore beaucoup de gens parlent inconsidérément de « guerre économique » dès que l'on fait allusion à une direction du commerce extérieur.

mes par dessus les frontières; le commerce des choses avec celui des esprits et des cœurs. On pourrait croire que notre économiste s'adresse à certains milieux internationalistes anglo-saxons féminins de nos jours : « Laissons de côté tout d'abord — dit-il — ce grand mot de fraternité qui revient à chaque ligne dans le programme du libre-échange. Il est déplacé, il est excessif, à propos de transactions commerciales, c'est-à-dire de poursuites lucratives, qui ne sont que l'égoïsme en sa forme la plus dure et la plus intraitable. La Fraternité vient de plus haut! L'acte où chacun veut donner le moins et arracher le plus possible à son semblable n'est pas précisément fait pour rappeler aux hommes qu'ils sont frères. Parce qu'il sera libre en tout lieu, cet acte ne changera pas de nature. Mais enfin, qu'il agisse ou non sur la fibre sympathique, le libre-échange sera peut-être par la force des choses, par la puissance et la solidarité des intérêts, un principe d'union et de solidarité entre tous les peuples? Illusion : dans ces limites mêmes, on ne peut faire état du libre échange. Il n'est ni une condition, ni une garantie de paix universelle : sur ces deux points l'histoire a des enseignements irrécusables... »

(107) De nos jours, la recrudescence de la lutte économique franco-anglaise depuis 1931 n'a nullement compromis l'amitié et la collaboration politique des deux pays. [Ces lignes ont été écrites en mars 1935. Nous n'en voulons rien changer.] Et le traité de commerce franco-allemand de 1927 n'avait pas — hélas — eu pour conséquence le rapprochement politique ou moral de la Germania et de Marianne.

(108) *Libre Ech.*, p. 233. A côté des exemples que cite DUPONT-WHITE, celui du récent plébiscite sarrois ne serait-il pas ici à sa place?

Du reste, Dupont - White ne souhaite pas la paix. Eloge de la guerre comme moyen de civilisation.

D'ailleurs Dupont-White n'attache pas à cet aspect de la question autant d'importance que nous pouvons aujourd'hui le faire. Il montre

bien, sans doute, que « dans la vie des nations, le commerce ne fait pas un tel personnage que, permis et libre entre toutes, il leur impose la paix comme un besoin permanent et supérieur à tout autre » (109). Mais il ajoute que, même s'il en était ainsi...

« ...le bienfait... serait des plus équivoques. La guerre est un fléau, non pas en soi, mais seulement lorsque la victoire reste au barbare. La guerre fut en maintes rencontres un agent de civilisation, une propagande de lumières et d'avancement social... Pour Bossuet, les conquêtes des Romains ont préparé le monde au christianisme... Qui douta jamais que les croisades et les guerres d'Italie n'aient dénoué le génie des peuples du Nord ? De nos jours les contrées allemandes où la vie politique s'éveille avec le plus de ferveur, ne sont-elles pas celles où, avec nos armes, nous avons porté le spectacle et introduit l'usage de l'égalité dans les impôts, dans les successions, dans les peines, dans l'avancement militaire ?... Répudier la guerre, c'est tenir les peuples pour satisfaits et le progrès pour accompli partout. Nous savons qu'en penser. L'Europe à cette heure n'a pas un écho qui ne nous renvoie un bruit de murmures et de menaces. C'est l'esprit du siècle qui, de toutes parts, s'ébranle et s'anime à la destruction du passé. Que si, dans cet état, il existe une nation marquée pour l'initiative et la propagande, armée de tous les instruments de cette mission ; qui, entrée dans la voie du progrès, doit y attirer les autres par son exemple et les protéger dans leur marche, pourquoi souhaiter à ce peuple le libre-échange, c'est-à-dire l'universalité et l'intimité des relations mercantiles ? Pourquoi lui préparer des habitudes contre sa nature et des intérêts contre ses instincts ? *La France*, — dit M. de Maistre, — *exerce une sorte de magistrature sur le reste de l'Europe* : rien n'est plus vrai ; mais la France telle que le ferait le libre-échange, enchaînée de commerces, entravée de liens mercantiles, y perdrait le sentiment de ses destinées et l'indépendance de ses mouvements, de

(109) *Libre Ech.*, p. 233.

même que, bornée à certaines productions, elle verrait dépérir cette variété d'aptitudes, cette étendue et cette souplesse de facultés, qui est le trait saillant de son heureux génie. »

En réaction contre le cosmopolitisme et le pacifisme de 1848, nous avons là toute la théorie du nationalisme et du bellicisme jacobins. Dupont-White en fut pénétré toute sa vie. A tous les gouvernements français qui se succédèrent de soi vivant, depuis la Restauration jusqu'à l'Empire, en passant par la Monarchie de Juillet et la République de 1848, il reprocha d'avoir manqué des occasions d'entreprendre des campagnes victorieuses, de « tirer l'épée de la France » (110), et, à la veille même du désastre de 1870, il ne répugnait pas à l'idée de la guerre (111).

Nous en avons terminé avec l'analyse de ce très important article, dont voici seulement la conclusion, suffisamment concise et bien frappée pour que nous croyions devoir la citer :

« ...L'on voit, trouvant au bout du libre-échange ces conséquences nulles ou calamiteuses, cet abîme ou ce

(110) Cette expression revient fréquemment sous la plume de Dupont-White. Cf. en particulier *Progr. pol.*, p. 89.

(111) DUPONT-WHITE souhaitait la guerre en 1831, comme le révèle la lettre à son frère Théodore, que nous avons citée supra, chap. I, p. Il reprocha au gouvernement Juillet de n'avoir pas « fait la guerre de Crimée en 1840 » (*Progr. pol.*, p. 87); à la République de 1848 d'avoir « manqué l'occasion d'une guerre en Italie ». A ce sujet il rapporte l'opinion qu'émettaient alors « quelques républicains » dans les conseils de gouvernement. [On doit, croyons-nous, voir dans ce discours l'expression de sa propre pensée] : « Il ne dépend pas de nous, — disaient ces républicains, — de faire de bonnes finances, de commander au crédit, de rassurer les intérêts, mais nous pouvons assurément gagner une bataille en Italie. Les meilleures intentions ne suffisent pas pour convertir les capitalistes à la République. Mais, avec une bonne armée, on a la victoire. A l'armée, en Italie, sur un champ de bataille, notre nom et nos souvenirs sont pour nous. La République a toujours su porter le drapeau et tirer l'épée de la France. S'il y a chance pour nous de restaurer la République, c'est de l'illustrer et de retrouver ses victoires. » (*Progr. pol.*, pp. 88 et 89). Plus tard, il souhaitait, sous l'Empire, la guerre contre l'Allemagne : « Pas plus tard que l'an dernier, écrit-il en 1868, nous avions une occasion inouïe d'aller jusqu'au Rhin, que nous avons négligée et perdue sans retour, laissant faire, à côté de nous, l'Allemagne, qui voudra peut-être aller jusqu'aux Vosges. » (*Progr. pol.*, p. 88). Il continua jusqu'à la fin d'accepter, et même de souhaiter la guerre, comme en font foi ses ouvrages de cette époque : *Les Banques et la guerre* (1866), *De l'Equilibre en Europe* (1867), *Candidatures officielles* (1868).

zéro, que le principe en est vicieux comme le désordre, insuffisant comme la liberté; que la nature n'a pas fait l'homme égoïste et borné pour que la société l'abandonnât à lui-même; que c'est surtout en fait de production et d'échange qu'il a besoin d'être réprimé et éclairé, c'est-à-dire là où son égoïsme a tous les entraînements et son ignorance toutes les illusions de la cupidité; que, dès lors, dans une société dont la grande affaire est de produire, la dernière combinaison d'où puisse sortir le salut des masses, est cette absence de combinaison, de gouvernement, de société, qui s'appelle le *laissez-faire* et le *laissez-passer*. »

Ces lignes contiennent toutes les idées essentielles de la doctrine étatiste de Dupont-White, telle qu'il la développera sous le Second Empire, dans ses ouvrages les plus connus et les plus fondamentaux : *L'Individu et l'Etat* et la *Centralisation*.

En septembre 1851, Dupont-White proposa à *La Liberté de Penser* un article sur les *Banques*. La Seconde République avait connu d'importantes difficultés monétaires, qu'elle avait réussi à surmonter par d'importantes réformes. Sans aller jusqu'à adopter le projet de Louis Blanc, qui faisait campagne pour une banque d'Etat, on avait notablement centralisé la Banque de France, et augmenté son caractère officiel. Les Banques départementales avaient été transformées en succursales de la Banque de France, et celle-ci s'était vue dotée du monopole de l'émission du papier-monnaie, pour laquelle un maximum légal de 425 millions avait été fixé. Toutes ces mesures d'intervention étatique effrayaient les fidèles du *laissez-faire*. Dupont-White, sans doute, défendait les réformes, montrait que la question monétaire est une question d'intérêt général, que par conséquent le contrôle de l'Etat sur la Banque d'émission est légitime, utile, nécessaire... qu'un régime mixte, également éloigné de la complète étatisation et de la complète liberté, est plus propre que tout autre, en matière d'émission monétaire et de crédit, à assurer la satisfaction de l'intérêt général, tout en laissant sa part au fécond stimulant de l'initiative privée.

Nous avons une lettre datée du 10 septembre (112), par laquelle Amédée Jacques, directeur de *La Liberté de Penser*, accepte en principe vingt-cinq pages de Dupont-White sur ce sujet des Banques. Mais Dupont-White en envoya quarante... Amédée Jacques dut alors, dans une lettre datée du 16 septembre (113), exprimer à notre économiste ses regrets de ne pouvoir insérer son travail.

Nous n'avons point retrouvé le manuscrit de cet article, qui se trouve peut-être à *St-Yrieux*, chez M. Robert David.

Nous ignorons ce qu'il était, ce qu'il disait... Mais il est permis de croire qu'il a servi de base à l'article que, quinze ans plus tard, Dupont-White publia dans le *Correspondant* sur *les Banques et la Guerre*. (114)

E) CINQUIÈME ARTICLE :

Etude sur l'impôt (115)

Les campagnes pour l'impôt personnel, pour l'impôt progressif, pour l'impôt général sur le revenu, pour l'impôt sur le capital.

La République de 1848 fut une période de continuelles angoisses financières. La crise industrielle et agricole ne pouvait pas ne pas causer de graves difficultés au trésor public. Goudchaux et Garnier-Pagès ne furent point de mauvais ministres; mais le portefeuille des finances fut pour eux une charge lourde de responsabilités, d'inquiétudes et de menaces.

De grands projets de réforme fiscale circulaient dans l'opinion. Le principe de la progressivité avait de nombreux protagonistes, et Goudchaux, le 3 juillet 1848, proposa à la Constituante d'en consacrer l'application aux impôts sur les suc-

(112) Bibliographie, n° 174.

(113) Bibliographie, n° 175.

(114) Bibliographie, nos 44 et 45. Nous analyserons cette intéressante étude monétaire et bancaire de DUPONT-WHITE dans notre tome second.

(115) *Etude sur l'Impôt*, in *Liberté de Penser*, octobre 1851, tome VIII, 47^e livraison, pp. 618 à 638 (Cf. notre Bibliographie, n° 16).

cessions et donations. Plus tard, l'économiste Hippolyte Passy proposa à la Législative l'impôt sur le revenu. Dans la presse, Emile de Girardin et Proudhon se firent les champions de l'impôt unique sur le capital.

Dans tous ces projets, la classe dominante voyait une menace pour sa propriété, un premier pas vers le socialisme. Elle s'efforça de maintenir le *statu quo*, et elle y parvint : Le projet de Goudchaux, longuement et ardemment discuté, copieusement remanié et atténué, avorta quand son auteur quitta le ministère. Celui de Passy ne fut même pas discuté. En fin de compte, toute cette agitation réformiste, qui n'obtint aucune réforme, ne servit guère qu'à alimenter la panique, au plus grand dommage du trésor, lequel fut réduit à vivre d'expédients (dons patriotiques, emprunts, etc.).

Dupont-White, sous l'influence des événements, adopte maintenant une position plus conservatrice que dans « De la suppression de l'impôt du sel et de l'octroi ».

L'impôt sur le revenu, l'impôt progressif, qui faisaient partie du programme républicain, ne réussirent donc point à voir le jour sous

la Seconde République. Mais on en parla beaucoup. Cela suffisait pour inciter Dupont-White à réfléchir sur les questions fiscales. Il le fit, comme il l'avait déjà fait quatre ans auparavant, lorsqu'il avait publié sa brochure : *De la Suppression de l'Impôt sur le Sel et de l'Octroi* (116). Il s'était alors surtout placé à un point de vue de justice fiscale. S'il avait réclamé l'abolition des taxes de consommation et l'augmentation des impôts indirects, c'était afin d'alléger les charges iniques qui pesaient sur les classes populaires et de rétablir la justice fiscale, dont la norme, selon lui, était le principe de la proportionnalité.

Dans l'article qui nous occupe, Dupont-White se trouva sous une autre influence. Il a ressenti les frissons du propriétaire devant la menace socialiste. Le spectre de la progressivité lui est apparu tout proche. Il a pu craindre la gênante

(116) Cf. notre Bibliogr. n° 6 et supra, chap. II, section VI, page 488 sqq.

inquisition fiscale, appendice nécessaire de l'impôt personnel. Ses positions en sont devenues plus conservatrices.

Le jeu imprévisible de l'incidence fait de l'assiette une question secondaire en matière fiscale.

Jadis, toute la question était pour lui de donner à l'impôt une assiette équitable. Il apparaît maintenant plein de scepticisme à cet égard. Dès les premiers mots de son article, il nous déclare que « l'assiette de l'impôt n'est pas le grand sujet que l'on pense » (117). Les hasards insaisissables de l'incidence ont bientôt fait de déjouer subrepticement les nobles desseins du législateur, lorsque celui-ci s' imagine instaurer la justice fiscale en dégre-
vant les pauvres et en chargeant les riches.

« Celui qui paie une taxe n'est pas toujours celui qui la supporte. Tel impôt mis sur une classe de citoyens ne sera peut-être qu'avancé par eux et deviendra la charge définitive d'une autre classe. En deux mots, dont un néologisme pour lequel nous demandons grâce, l'assiette de l'impôt n'en est pas l'incidence. Il y a entre ces deux termes une différence, qui est celle de la surface au fond, de l'intention au fait, de la théorie à la pratique (118)... L'assiette de l'impôt est un acte gouvernemental qui ne touche qu'à la surface des choses. Une fois assis, l'impôt est l'objet d'un nouveau travail qui s'accomplit dans les profondeurs de la société, et qui en opère la dévolution, le classement définitif. C'est le triomphe de certaines forces, de certaines lois naturelles et irrésistibles. Le législateur userait à lutter contre elles tout ce qu'il a de puissance et de combinaison. Il ne peut, du moins en fait d'impôts, ni tout le bien, ni tout le mal dont il a le projet. » (119)

Donc, ce qui importe avant tout, ce n'est pas l'assiette de l'impôt, c'est la façon dont l'Etat dépense ses revenus. Jadis,

(117) *Etude sur l'Impôt*, p. 618.

(118) *Etude sur l'Impôt*, p. 618. Autrefois, pour DUPONT-WHITE, l'incidence n'était sans doute pas un hasard. Sa théorie des salaires conduisait logiquement à poser toute une série de règles, au moins quant à l'incidence des impôts de consommation. Voici maintenant que l'incidence lui paraît mystérieuse, capricieuse, imprévisible. Serait-ce qu'il est moins sûr de sa théorie des salaires?

(119) *Ibid.*, p. 620.

« quand le pouvoir et les profits du pouvoir étaient la propriété de quelques-uns, il importait au pays de payer peu d'impôts, il importait à chaque classe de n'en payer que sa juste part » (120). Mais aujourd'hui « ces ombrages ne sont plus de mise » (121). Depuis que le régime nouveau s'est instauré, « l'Etat, c'est le pays... l'impôt n'est ni pour une dynastie, ni pour une caste, mais pour les masses dont il est le patrimoine » (122).

Dupont-White développe ici une idée que, très souvent, sur tous les tons, il ressassera par la suite, et que les individualistes lui reprocheront toujours : l'Etat démocratique, selon lui, ne peut être tyrannique; dès lors que la loi est l'expression de la volonté nationale, l'usage de l'autorité ne peut être vexatoire pour les individus; la vraie liberté n'est pas le droit de subir le moins de lois possible, mais celui de consentir toutes celles que l'on subit. Cette conception, directement issue de Jean-Jacques Rousseau et de 1793, peut sembler quelque peu oublieuse des droits des minorités. Nous verrons plus tard que Dupont-White, qui toute sa vie proclamera ce principe, refusa cependant, de plus en plus, d'en tirer toutes les conséquences logiques. Mais, pour le moment, il n'hésite pas à en faire une application hardie au domaine fiscal.

Toutefois, si Dupont-White se déclare indifférent, en régime démocratique, au taux et à l'assiette de l'impôt, à la façon dont il est réparti entre les citoyens, ce n'est pas seulement parce que l'origine de cet impôt est pure : parce qu'il est issu d'un vote populaire. C'est encore — ainsi que nous l'avons vu plus haut — parce qu'en démocratie les buts du fisc sont bons; parce que l'impôt est destiné à être dépensé pour le bien des masses. La justification que donne ici Dupont-White des impôts injustes et arbitraires n'est donc pas seulement politique, mais aussi — et c'est inattendu — sociale.

« On l'a remarqué maintes fois, — dit-il — les peuples libres se chargent volontiers de lourdes taxes : pour-quoi ? Parce que ces taxes ont un emploi de bien pu-

(120) *Etude sur l'Impôt*, p. 620.

(121) *Ibid.*, p. 620.

(122) *Ibid.*, p. 620.

blic. Un peuple libre, d'une liberté démocratique, doit, par la même raison, s'inquiéter peu non seulement de la lourdeur, mais même de l'assiette de l'impôt, parce que chez lui, l'impôt a un emploi non seulement de bien public, mais d'amélioration populaire. Il est, en partie au moins, non pas pour tous, mais pour certains, pour les plus souffrants, les plus humbles, les plus nombreux. Si le peuple que nous venons de supposer avait un impôt sur le sel, il ferait sagement de ne pas l'abolir, de laisser cette ressource aux mains de son gouvernement à condition qu'elle servit, par exemple, à doter l'instruction primaire. Il n'y a pas de mauvais impôt qui, employé de la sorte, ne s'excuse et ne se supporte. » (123)

On ne saurait pourtant renoncer à toute préoccupation de justice fiscale, ni à toute considération des droits des individus.

Mais Dupont - White sent qu'il a été un peu loin, en affirmant une quasi-indifférence à l'assiette de

l'impôt et à la répartition des charges fiscales en régime démocratique. Il corrige quelque peu ce qu'il vient de dire. Si le jeu de l'incidence aboutit souvent à faire supporter réellement les impôts à d'autres que ceux que le législateur a désignés pour les payer, il n'en reste pas moins que ceux qui les payent doivent en avancer la somme, quittes à en rejeter ensuite le poids sur d'autres. Il y a toujours pour eux un sacrifice, au moins momentané. N'est-il pas utile d'épargner aux classes ouvrières ce sacrifice, et de leur éviter de faire ces avances du pauvre au riche, « dont l'attente, — dit Turgot — est accompagnée de toutes les langueurs de la misère » ?

Sans doute, en principe, l'impôt est avant tout affaire d'Etat et d'autorité.

L'impôt c'est la richesse de l'Etat, de même que l'armée est sa force » (124). Aussi les prétentions du libéralisme sont-elles déplacées dans ce domaine où l'intérêt général doit tout primer. Pourtant les méthodes fiscales doivent

(123) *Ibid.*, p. 620-621.

(124) *Ibid.*, p. 622.

être aussi peu que possible « blessantes pour les individus ». « Il y a tel impôt qui implique l'arbitraire le plus effréné ou l'inquisition la plus insoutenable. » Quels que soient les droits de l'Etat et la primauté des intérêts collectifs, on ne saurait renoncer à toute préoccupation de respect des droits de l'homme et de justice fiscale.

**L'égalité devant l'impôt c'est
l'égalité devant les lois fiscales,
et non point l'égalité devant
les charges fiscales
c'est-à-dire la proportionnalité**

Dupont-White, quatre ans auparavant, en avait posé les règles. Il avait réclamé l'impôt direct, personnel, proportionnel. Maintenant il considère que ces principes

sont dangereux, qu'il faut en tous cas en tempérer l'application. « Egalité devant l'impôt » doit au juste signifier tout simplement « que les immunités fiscales sont abolies, que l'impôt ne se règle plus sur *la qualité* [des personnes], et que c'en est fait du régime des castes sur ce point comme sur tous les autres. C'est un cri contre le passé, plutôt que l'expression réfléchie d'un droit nouveau et complet; c'est l'égalité devant la loi fiscale, et rien de plus » (125).

Ce n'est pas l'égalité devant les charges fiscales, c'est-à-dire la proportionnalité de l'impôt. Dupont-White condamne maintenant nettement cette doctrine, qui a conduit logiquement beaucoup de socialistes et républicains à préconiser le système de l'impôt unique sur le revenu, ou celui « autrement plausible » (126) de l'impôt sur le capital. « Le droit constitutionnel entendu de la sorte, dit Dupont-White, pécherait violemment et contre le droit de l'Etat et contre celui des individus. »

1° *L'impôt proportionnel est contraire aux intérêts de l'Etat.*

L'impôt personnel et proportionnel serait d'un rendement beaucoup plus aléatoire, beaucoup plus sujet à d'amples et brusques fluctuations que l'impôt sur les choses. Or les be-

(125) *Ibid.*, p. 622.

(126) *Ibid.*, p. 622.

soins de l'Etat sont « déterminés, précis, impérieux » (127). En réclamant l'application intégrale de la personnalité et de la proportionnalité, dit Dupont-White à ses adversaires...

« ...vous faites de l'impôt une chose mobile et variable, destinée à suivre toutes les vicissitudes des fortunes privées, à croître et à décroître comme les facultés des contribuables; c'est-à-dire que vous tombez dans l'injustice et dans la chimère (128). Ainsi l'impôt proportionnel n'a pas le premier mérite d'un impôt, qui est la stabilité, la certitude du produit; MÉRITE SUPÉRIEUR A CELUI D'UNE ASSIETTE ÉQUITABLE, DE TOUTE LA SUPÉRIORITÉ QUI ÉLÈVE L'INTÉRÊT DE L'ÉTAT, LA SÉCURITÉ UNIVERSELLE, L'EXÉCUTION DES SERVICES PUBLICS, AU-DESSUS DU DROIT ET DE L'INTÉRÊT INDIVIDUELS. C'est le vice de cet impôt de subordonner les conditions vitales de la société aux conditions changeantes, aux variations des fortunes privées. Ce défaut paraît surtout dans les crises, où il n'est pas seulement un embarras financier, mais un péril public. Or toute institution française doit être éminemment calculée en vue des temps de crise, attendu la fréquence de l'accident et le caractère soutenu de l'exception... Les temps critiques sont les seuls à considérer; on juge du mérite d'un impôt par son aptitude à s'y bien comporter, c'est-à-dire à s'y bien percevoir. Sous ce rapport, rien de plus défectueux que l'impôt proportionnel qui, en pareil cas, échapperait au percepteur le plus légalement du monde, de par l'essence même de son principe... Voilà en quoi l'impôt proportionnel ou, ce qui est tout un, l'impôt unique sur le revenu, serait injuste envers l'Etat. » (129)

2° *L'impôt personnel est attentatoire à la liberté de l'individu.*

Il implique en effet, pour être correctement établi, que l'on « dresse l'inventaire de toutes les fortunes », que l'on en constate « non seulement l'actif, la seule chose dont le fisc ait à s'occuper aujourd'hui, mais encore le passif... » Il conviendrait aussi bien de faire état des obligations naturelles, de celles que l'on a, par exemple, envers une famille pauvre et nombreuse » (130). Tout cela conduirait à une inquisition

(127) *Ibid.*, p. 622.

(128) *Ibid.*, p. 622.

(129) *Ibid.*, p. 624.

(130) *Ibid.*, p. 624.

terriblement indiscrète. Les secrets les plus intimes n'existeraient plus pour le fisc.

« Il lui faudrait partout, ouvrant les registres et les caisses, fouillant les portefeuilles, scrutant les événements et les papiers de famille... Se figure-t-on notre société mise à ce régime, fouillée, sondée, visitée comme la boutique d'un débitant ? Voyez-vous le fisc opérant, avec la grâce et l'aménité qu'on lui connaît, non plus dans la cave ou le cellier, où la chose est déjà fort mal prise et parfaitement détestée, mais au cœur même de chaque famille, dans cette intimité du domicile où la justice elle-même ne pénètre qu'à certaines conditions... Encore si ce n'était qu'une vexation en passant, une énormité à subir une fois pour toutes, sans conséquence et sans retour; mais il n'en est rien. Il ne s'agit pas moins ici que d'une enquête permanente, d'un grand livre toujours ouvert, pour y porter tout ce qui modifie les revenus ou les facultés de chacun... C'est de l'inquisition à tout jamais... Je ne vois, au bout de ces pratiques, qu'un contentieux sans fin, qu'un procès permanent entre le fisc et les contribuables (131)... Ce que cette fiscalité a de violent, ce que nous tenons à signaler par dessus tout, c'est l'attentat à la liberté, c'est l'individu livré tout entier et toujours, sous prétexte d'impôt, aux délations et aux recherches. Il n'y a pas de fin qui puisse justifier de tels moyens. » (132)

Si l'*Income tax* anglaise n'a pas abouti à toutes ces conséquences, c'est que cet impôt repose tout entier sur des évaluations indiciaires et plus ou moins fantaisistes.

« [*L'income tax*] n'est pas une offense à la liberté mais une violation insigne de toute justise. Le fisc anglais est sobre d'inquisition, mais il est prodigue d'arbitraire. Il n'envahit pas le foyer domestique pour apprécier les revenus des citoyens; il les évalue à distance, mais à peu près à sa guise. Rien n'est brutal comme cet impôt. On le supporte néanmoins. Voici pourquoi : parce qu'il est nécessaire... parce qu'il est léger... parce qu'il épargne les petits revenus... parce qu'il a enfin la prétention d'être temporaire. Il ne faut donc pas argumenter de l'*income tax* en faveur de l'impôt proportionnel, de l'impôt unique sur le revenu. » (133)

(131) *Ibid.*, pp. 625 et 626.

(132) *Ibid.*, p. 627.

(133) *Ibid.*, p. 627.

**Le principe
de l'impôt réel.**

Ainsi Dupont-White rejette l'impôt personnel. Il pose nettement le principe que les charges fiscales, aussi bien directes qu'indirectes, doivent être réelles :

« Pour nous, la règle c'est que L'IMPÔT DOIT ÊTRE MIS NON SUR LES PERSONNES A RAISON DE LEURS FACULTÉS, MAIS SUR LES CHOSSES A RAISON DE LEUR VALEUR, ET A L'OCCASION SOIT DE LA CONSOMMATION, SOIT DE LA TRANSMISSION, SOIT DE LA POSSESSION DONT ELLES SONT L'OBJET... L'impôt indirect est sur les choses consommables qui s'achètent : tabac, boisson, poudre, cartes, etc. L'impôt direct est sur les choses immobilières qui s'achètent, s'héritent, se louent. » (134)

**Dupont-White appuie les
principes qu'il a posés sur
l'autorité du régime fiscal
français.**

Dupont-White quitte maintenant le point de vue du philosophe sociologue qui pose un problème de législation, qui se demande quel est le meilleur régime fiscal à préconiser; il se place cette fois à un point de vue de juriste. Il étudie le régime fiscal français de son temps, cherche à en interpréter les principes directeurs, et montre que ceux-ci correspondent pleinement aux idées qu'il vient d'émettre. Il passe en revue les différents impôts, depuis l'impôt foncier et l'impôt sur l'habitation jusqu'aux taxes douanières et aux droits d'octroi, et montre que tous sont bien assis sur les choses, sans aucun souci des facultés du propriétaire. Il s'en félicite; et déjà nous avons le Dupont-White seconde manière, celui de *l'Individu et l'Etat* et de la *Centralisation*. Il n'a plus rien de révolutionnaire. Il cherche à interpréter les faits, non plus à les réformer; il considère la société comme un juriste regarde un texte législatif. Il aime du reste le commerce intellectuel avec les lois. Il aime les analyser, les expliquer; il aime se promener dans le dédale des réglementations, des procédures, des dispositions diverses qu'elles peuvent contenir. Toute loi balance des intérêts opposés, contraint des égoïsmes au nom d'un intérêt supérieur. Dupont-White a toujours un préjugé

(134) *Ibid.*, pp. 628 et 629.

favorable pour la loi en vigueur (135). Il scrute ses motifs, décèle ses tendances profondes, retrace la ligne d'évolution dans laquelle elle prend place, indique les nouveaux progrès vers lesquels elle oriente l'avenir. Le fait d'avoir la loi pour soi constitue à ses yeux une force incomparable dans les joutes intellectuelles. La législation sociale française et anglaise, et les tendances dynamiques qu'elle révèle, constituent son principal argument contre l'individualisme. Dupont-White a jadis reproché à Ricardo et à Malthus de s'être faits les panégyristes du régime économique en vigueur. Lui-même se fait maintenant, par un travers qui tourne à la manie, le défenseur du régime juridique, des lois en vigueur — quitte ensuite à les interpréter à sa manière. Par un inconscient systématique, il voit dans toute loi soit un progrès réalisé, soit le point de départ d'un progrès ultérieur.

« La justice n'a rien à voir dans un impôt sur les choses. »

Ici, dans l'article qui nous occupe, Dupont-White chante la louange du régime fiscal français. Tout lui est bon pour le justifier, y compris cette remarque désinvolte qui lui échappe et qui, évidemment, coupe court à toute critique :

« La justice, dit Dupont-White, n'a rien à voir dans un impôt sur les choses, dès que le contact des personnes avec les choses, dès que le rapport d'où naît l'obligation à l'impôt n'a rien de forcé. Nul n'est obligé d'acheter un immeuble et d'encourir les droits de mutation qui s'ensuivent, non plus que d'accepter la succession ou la donation qui entraînent cette conséquence. Nul, par conséquent, n'est admissible à se plaindre de ces taxes. L'impôt sur les choses ne se réglant pas par l'équité, il est tout simple qu'il se détermine par la facilité, par l'opportunité de la perception. » (136)

(135) Nous ne parlons pas ici des lois constitutionnelles ou des lois politiques, mais de ces lois civiles, criminelles, commerciales, administratives, dont le monument se construit et se perfectionne sans cesse, indifférent à tous les changements de régime, comme s'il obéissait à une providence invisible à la loi même du Progrès.

(136) *Etude sur l'Impôt*, p. 633.

Cependant, l'impôt doit épargner les choses de première nécessité.

Cependant cette règle facile n'a pas une valeur absolue et universelle. Il reste toujours que l'impôt réel doit épargner les choses de première nécessité, qu'il est impossible au contribuable de ne pas consommer. Or...

« ...c'est un catalogue variable que celui des choses de première nécessité : ce n'est pas le même qu'on trouve dans tous les pays, ni à toutes les époques. Aujourd'hui, dans la plus grande partie de la France, le pain de froment peut être rangé dans cette dernière catégorie: il n'en était pas de même il y a cinquante ans. » (137)

Ainsi, de fil en aiguille, Dupont-White se trouve tout de même amené à examiner, au point de vue de la justice, les qualités et les défauts de chacune des catégories d'impôts. D'après les principes qu'il a posés. Voici — dit-il — les reproches que l'on adresse ordinairement au régime fiscal français :

« ...l'impôt sur le sel est odieux. L'impôt sur les boissons est fort contestable. L'octroi, qui pèse sur des choses de première nécessité, le combustible entre autres, a de plus tous les inconvénients d'une tracasserie, tout l'odieux d'une douane à l'intérieur. L'impôt personnel est une capitation. On peut critiquer comme trop élevés les droits sur le sucre, sur le café, entrés aujourd'hui dans la consommation usuelle, passés en besoins. Il est très permis de s'étonner de la franchise dont jouissent des choses purement voluptuaires : voitures, livrées, chevaux. L'immunité accordée aux rentes sur l'État est un scandale pour beaucoup de gens. A côté de ce privilège accordé aux capitaux quand ils se reposent, l'impôt de la patente, demandé aux capitaux quand ils travaillent et produisent, semble une anomalie, une insulte au bon sens et à l'équité. Enfin c'est un sentiment assez général que les capitaux mobiliers sont oubliés ou effleurés par le fisc qui, au contraire, appesantit sa main sur la propriété foncière. Telles sont les objections les plus répandues au sujet de l'impôt. » (138)

(137) *Ibid.*, p. 635

(138) *Ibid.*, p. 636.

Tel devait être aussi bien le plan de la suite de l'étude de Dupont-White. Mais, après quelques mots sur le sel (138 bis), les boissons et les octrois, son article reste interrompu. La suite est annoncée pour la prochaine livraison de *La Liberté de Penser*. Or celle-ci ne la contient pas; et le numéro d'après, celui de décembre 1851, ne parut jamais. Aussitôt après le coup d'Etat, la revue cessa de vivre; et la suite de l'article de Dupont-White, en admettant qu'il l'ait composée, ne fut jamais publiée, du moins à notre connaissance. Nous aurions pourtant été fort curieux de voir si — comme le texte que nous venons de citer peut sembler l'indiquer — il avait, en 1851, changé d'avis depuis sa brochure sur *l'Impôt du Sel* en ce qui concerne l'immunité des rentes d'Etat, et en ce qui concerne les patentes (139).

F.) — TROIS ARTICLES DANS « LA POLITIQUE NOUVELLE » :

UN SUR « *Le Budget des Cultes* » ET DEUX SUR « *Le Progrès par le Gouvernement* ».

Ce qu'était « La Politique Nouvelle ». Pendant la même année 1851, Dupont-White collabora encore à une autre revue: *La Politique Nouvelle*. C'était une publication hebdomadaire in-8°, assez abondante, et, — pour ce qui regarde son orientation idéologique, — oscillant entre le socialisme et les idées de 1830. Il en parut seu-

(138 bis) Il est fort curieux de noter avec quel scepticisme gouailleur DUPONT-WHITE parle maintenant de l'abolition de l'impôt du sel : « Sur le sel — écrit-il — tout a été dit; beaucoup a été fait. Le progrès de la consommation n'a pas restitué au fisc, comme on l'avait naïvement présumé, des produits équivalents à ceux de l'ancien impôt; mais le premier pas a été fait dans la voie des améliorations destinées au peuple. Avec quel discernement, nous en avons déjà touché un mot, et nous y reviendrons. Mais enfin, c'est un commencement d'obéissance aux principes généreux qui honorent le préambule de la Constitution. C'est un grand acte, par l'inspiration, au moins. » (*Etude sur l'Impôt*, p. 635.)

(139) On se souvient que DUPONT-WHITE avait jadis affirmé qu'imposer les rentes c'est, de la part de l'Etat, rompre ses engagements les plus solennels; que, d'autre part, il avait réclamé l'augmentation des patentes (Cf. supra, chapitre II).

lement 37 numéros, entre le 2 mars et le 9 novembre 1851. *La Politique Nouvelle* eut — outre Dupont-White — d'illustres collaborateurs : Enfantin, Carnot, L'Habitant, Marie (qui avait été membre du Gouvernement provisoire), Eugène Pelletan, Edgar Quinet, Pascal Duprat, Henri Martin, Jules Simon, George Sand, Ferdinand de Lesseps, Littré, Elias Regnault, Ernest Renan, Geoffroy Saint-Hilaire, etc... Cette liste de noms, relevés dans la table des matières de la Revue, nous donne une idée de ce qu'elle pouvait être. Très anticléricale, comme *La Liberté de Penser*, elle était plus socialisante, mais elle restait ouverte à tous les républicains montagnards, souvent bourgeois, et ne laissait rien passer qui les pût par trop choquer.

Dupont-White qui, au début de la République de 1848, avait craint des excès démocratiques, craignait maintenant surtout et avec raison la réaction qui menaçait le régime lui-même. Il était, de ce fait, rejeté tout naturellement vers la gauche, vers tous ceux qui voulaient défendre la République, et empêcher l'imminent Coup d'Etat de Louis-Napoléon. Toujours éloigné des passions partisans, Dupont-White n'en paie pas moins de sa personne, au service des idées républicaines. Il prête des fonds à l'*Association démocratique des Amis de la Constitution* (140). Et, comme jadis la *Revue Indépendante*, il soutient et encourage *La Politique Nouvelle*. Peut-être même a-t-il été un moment question qu'il prit la responsabilité de sa direction. Une lettre conservée par le colonel Carnot, et dont la signature est malheureusement illisible, nous invite à le croire.

« Ce recueil — dit le correspondant de Dupont-White en parlant de *La Politique Nouvelle* — a eu des travaux excellents, et même en général presque tout y a été bon. Mais, dans l'ensemble, rien de cette *vis bellica* (pardonnez le barbarisme) qui fait vivre les œuvres de ce genre, qui est toute la force de la presse périodique. On prétendra que c'est la présence d'Enfantin qui causa cette atonie. J'admets l'explication. Enfantin ne pouvait dire sa vraie pensée (s'il lui reste une pensée); et, ne pouvant dire la sienne, naturellement il ne disait ni

(140) Un reçu nous est resté, qui en fait foi. Cf. notre Bibliographie, n° 172.

la vôtre, ni la mienne, il n'en disait aucune. De là la morne figure de l'ensemble. Mais qui viendra le remplacer pour l'impulsion à donner ? Si c'est vous, je suis votre homme. » (141)

L'article de Dupont-White Dupont-White ne fut jamais sans **sur le budget des Cultes.** doute, à *La Politique Nouvelle*, celui qui « donne l'impulsion ». Il se contenta du rôle de collaborateur. Dès son numéro du 6 avril, la Revue publie de lui un long article, sur le *Budget des Cultes* (142).

Dupont-White défend résolument le budget des cultes, qu'attaquaient alors certains libéraux, partisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. D'après lui, les cultes, qui répondent à un besoin général, doivent être « salariés » par l'Etat, et non point laissés à la charge des seuls fidèles.

La Politique Nouvelle, revue violemment anticléricale, hésite à prendre la responsabilité de cet article, et tient à marquer ses réserves.

« Nous devons — dit une note de l'éditeur (143) — à la bienveillante communication de M. Dupont-White cet extrait d'un ouvrage qu'il va faire paraître sous ce titre : *Du Progrès par la Liberté ou par le Gouvernement* (144). Les importants travaux de M. Dupont-White, les fonctions éminentes qu'il a remplies au ministère de la Justice et des Cultes donnent un grand poids à son opinion sur le salariat du clergé par l'Etat. Mais cette question est très controversée, et l'insertion du travail de M. Dupont-White dans *Politique Nouvelle* n'implique pas notre adhésion aux doctrines émises par cet honorable publiciste. »

L'article de Dupont-White est tout particulièrement intéressant en ce qu'il nous renseigne sur ce que notre économiste

(141) Cf. notre Bibliographie, n° 171.

(142) *Du Budget des Cultes*, par DUPONT-WHITE, in *La Politique Nouvelle*, revue hebdomadaire, 6^e livraison, 6 avril 1851, pp. 378 à 392. Cf. notre Bibliographie, n° 13.

(143) Cette note est signée L. AMAIL.

(144) C'était là sans doute le titre original de ce qui fut plus tard *L'Individu et l'Etat*. Certains passages de l'article que nous analysons ci-dessus y ont effectivement été reproduits. (Cf. notre Bibliographie, n° 13).

pensait à cette époque, de la religion, et particulièrement du Catholicisme. Nous voyons qu'il accepte comme un fait le « besoin religieux », qu'il en admet la légitimité, au moins provisoire; qu'il ne croit pas que le catholicisme soit un réel danger pour les idées démocratiques, à cause de la souplesse diplomatique de l'Eglise, laquelle tolère aujourd'hui le prêt à intérêts, qu'elle anathémisait jadis et tolérera sans doute demain le libéralisme, qu'elle réprouve aujourd'hui... Enfin Dupont-White considère que plus l'Eglise serait dangereuse pour les idées démocratiques, plus il importerait que l'Etat démocratique « salariât » l'Eglise, afin de pouvoir la domestiquer... Mais nous aurons plus tard l'occasion de revenir sur tous ces points, lorsque nous étudierons, au cours de l'Appendice I du second volume, quelles ont été les idées de Dupont-White sur la religion, et sur la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat.

Ce qui nous intéresse pour le moment, c'est de voir que Dupont-White développe, à propos du budget des cultes, une thèse anti-individualiste. C'est par là que le présent article se rattache aux préoccupations qui dominent Dupont-White à cette époque.

C'est une « atteinte à la liberté de conscience », disent les individualistes, de « faire contribuer au culte ceux qui n'y ont pas foi ». — « Non, assurément, — répond Dupont-White, — pas plus que de faire contribuer aux dépenses de l'Université ou des Douanes les adversaires de ces institutions et de ces mesures » (145). — C'est là du communisme! s'écrient les individualistes. — Sans aucun doute, riposte Dupont-White, imperturbable. « On ne peut mieux définir, ni surtout mieux appliquer un mot; mais enfin ce mot n'est pas une raison » (146).

Et, en faveur du « communisme », c'est-à-dire de l'intervention de l'Etat, Dupont-White reprend les arguments que nous lui connaissons déjà : il nous suffit ici de citer, sans commentaires.

(145) *Budg. Cultes in Pol. Nouv.*, 6 avril 1851, p. 385.

(146) *Ibid.*, p. 385

« A ceux qui s'en effrayent [*de ce mot de communisme*] il faut rappeler que c'est le vrai nom de certaines de nos institutions, les plus considérables si l'on regarde aux fondateurs, les plus avouées par nos mœurs, les plus consacrées par l'expérience et par le succès... Chacun paie l'impôt selon ses facultés, et dans certains cas en profite selon ses besoins... Il n'y a pas de pays plus communiste que la France... Vous plairait-il par hasard, étiquetés que vous êtes conservateurs, de refondre la société, de la remuer dans ses profondeurs, de l'ébranler sur ses bases, à l'égal des sectes les plus audacieuses ? Sachez-le bien : c'est à quoi l'on s'engage en marchant à l'abolition du communisme. Préparez-vous à porter la main sur cette série d'institutions que l'on vient de passer en revue, érigées en usage, tournées en besoins, enracinées dans les mœurs et dans la conscience publique. Plus de travaux, plus de routes, plus de religion, plus de justice gratuite; et encore, cela fait, songez-y bien, vous n'êtes pas à bout d'énormités. Le principe dont vous êtes possédés a bien d'autres entraînements. Si vous êtes doués de logique, il vous faudra abolir les droits protecteurs, les offices ministériels, la Banque de France; il vous faut enfin, et cela comble la mesure, abolir la subvention des hôpitaux (147)...

... Le communisme, c'est l'expression des instincts sympathiques qui destinent l'homme à la société, et qui en font l'animal politique reconnu par Aristote. C'est la charité dans les lois. La charité, vertu de gouvernement, par application, ou plutôt par amélioration du précepte évangélique qui ne s'adressait qu'aux individus et aux actes de la vie privée. C'est enfin la juste part qui revient au principe de fraternité. L'étrange société que celle où les redressements de la justice et les consolations religieuses par exemple seraient choses vénales et tarifées dont chacun jouirait au prorata de sa richesse et dont le pauvre serait exclu et déshérité. C'est l'honneur de notre société d'avoir, dans certaines limites, accueilli le communisme. Aux écoles la supersaturation de l'absolu ! Les sociétés ne sont pas des sectes pour vivre dans la contemplation d'un principe, dans l'idolâtrie d'un spécifique. Ce qui défend la nôtre, ce qui la fait, en dépit de ses vices, plus forte et meilleure que les écoles qui aspirent à la réformer, c'est l'éclectisme, c'est l'appel à divers principes, à diverses forces, c'est la pluralité des éléments qu'elle admet, à côté de

systèmes livrés au rêve de l'absolu, à la manie de l'unité. » (148)

Dupont-White a encore écrit, quelques mois plus tard, une série de deux articles dans *La Politique Nouvelle* sur le *Progrès par le Gouvernement* (149). Ces articles, ainsi que leur titre l'indique, développent la grande thèse générale qui servira de fondement à *l'Individu et l'Etat*. Ils ont d'ailleurs été reproduits presque entièrement dans ce dernier ouvrage, où ils constituent l'essentiel des chapitres II, III et IV. Aussi croyons-nous inutile de procéder ici à une analyse détaillée. Nous renvoyons, pour les indications de concordance, à notre Bibliographie (150), et pour l'étude des idées au premier chapitre de notre second volume, dans lequel nous traiterons de *l'Individu et l'Etat*.

(148) *Ibid.*, p. 391.

(149) Premier article in *Pol. Nouv.*, 33^e livraison, 12 octobre 1851, pp. 301 à 314 (Bibliographie, n^o 17). — Second article in *Pol. Nouv.*, 34^e livraison, 19 octobre 1851, pp. 361 à 377 (Bibliographie, n^o 18).

(150) Voir le *supplément bibliographique* de notre second volume.

SECTION V

LE COUP D'ETAT DU 2 DECEMBRE JUGEMENTS RETROSPECTIFS DE DUPONT-WHITE SUR LA REVOLUTION ET LA REPUBLIQUE DE 1848

Le Coup d'Etat ne put surprendre Dupont-White. Depuis longtemps notre économiste avait décelé les périls de l'élection du Chef de l'Etat au suffrage universel et direct. Il savait fort bien qu'une menace de césarisme planait sur la France, dès lors que le peuple et la bourgeoisie, en sens divers, accablaient l'Assemblée de reproches. Il attendait, avec une appréhension anxieuse, que la République fût mangée, que sa déception fût consommée.

**Dupont-White offre asile
dans sa maison au Comité
de résistance.**

Dupont-White avait pu parfois se sentir et se dire en désaccord avec les républicains; mais devant le danger que courait la liberté, il se rangea loyalement à leurs côtés et leur prêta son concours pour la résistance. Il faut lire le récit enflammé que la verve passionnée de Victor Hugo nous a laissé de cette lutte courageuse et désespérée. *L'Histoire d'un Crime* suit pas à pas les représentants restés fidèles à la Constitution, pendant les quatre journées que durèrent leurs efforts. Traqués de rue en rue, de maison en maison, ils trouvaient toujours de nouveaux lieux de réunion; partout les républicains leur offraient asile. Le troisième jour, ils sont dans la maison Grévy, rue de Richelieu. On vient leur apprendre que la bataille est aux portes de leur retraite, qu'ils risquent fort d'être arrêtés d'une

minute à l'autre, peut-être tués. C'est alors que — ainsi que le raconte Victor Hugo, — ils acceptent l'invitation de notre économiste.

« Nous nous décidâmes à partir. Un homme élevé par le caractère et par le talent, M. Dupont-White, nous offrait un asile chez lui, rue du Mont-Thabor, 11. Nous sortîmes par la porte de service que la maison Grévy avait sur la rue Fontaine-Molière, mais sans hâte, et deux à deux, Madier de Montjars avec Versigny, Michel (de Bourges) avec Carnot; je donnais le bras à Jules Favre. Jules Favre, toujours intrépide et souriant, me dit : « *Je veux bien être fusillé, mais je ne veux pas être enrhumé* »... Rue du Mont-Thabor, à deux pas de la rue Saint-Honoré, silence et paix, pas un passant, pas une porte ouverte, pas une tête aux fenêtres. Dans l'appartement où nous fûmes introduits, au 3^e étage, le calme n'était pas moins complet. Les fenêtres donnaient sur une cour intérieure. Cinq ou six fauteuils rouges étaient rangés devant le feu, on voyait sur une table quelques livres qui me parurent être des livres de droit administratif et d'économie politique. Les représentants qui nous rejoignirent presque immédiatement et qui arrivaient en tumulte, jetaient pêle-mêle dans les coins de ce salon paisible leurs parapluies et leurs cabans ruisselants d'eau. Personne ne savait au juste ce qui se passait. Chacun apportait ses conjectures. » (1)

C'est chez Dupont-White qu'eut lieu la rencontre des représentants républicains avec le délégué des associations ouvrières, King. Il apparut un moment que la résistance armée allait pouvoir s'organiser sérieusement.

Mais bientôt les républicains ne se sentent plus en sécurité dans la maison de Dupont-White.

« Elle était sur le point d'être cernée. Depuis quelques instants la rue du Mont-Thabor, ordinairement déserte, se peuplait de figures suspectes. Des hommes attentifs semblaient observer le n^o 11. Il était nécessaire de se disperser. » (2)

C'est en sortant de chez Dupont-White que Victor Hugo rencontra l'écrivain Edouard Plouvier, qui l'emmena voir son enfant mort, tué par les balles impériales...

(1) Victor Hugo : *Histoire d'un Crime*, troisième journée. Nouvelle édition. Imprimerie Nationale, 1907, pp. 66 et 69.

(2) *Ibid.*, p. 69.

Ainsi jusqu'au bout notre économiste est resté fidèle à la République et même il n'a pas hésité, pour essayer de la sauver, à prêter sa maison (2 bis), à risquer lui-même de graves aventures, peut-être le bannissement, peut-être pis encore...

Comment Dupont-White jugea plus tard la Révolution et la République de 1848.

Cette attitude loyale et courageuse mérite d'autant plus notre admiration que, comme nous l'avons déjà dit, la politique de la Seconde République était fort loin de recueillir sans réserves les suffrages de Dupont-White. Plus tard, rétrospectivement, il la jugea très sévèrement. Le moment nous semble maintenant venu de donner un aperçu de ces réflexions sur la Révolution de 1848 dont Dupont-White, pendant toute la fin de sa vie, a parsemé ses ouvrages. Si nous nous sommes, en règle générale, abstenu jusqu'ici d'en tirer parti, c'est que nous nous attachions avant tout à suivre pas à pas les réactions de Dupont-White au fur et à mesure que se déroulaient les événements. Or, parmi ces appréciations tardives, il est difficile de démêler la part des réflexions contemporaines aux faits et celle des jugements postérieurs.

Le Dupont-White du Second Empire et de la Troisième République se montre fort sévère pour la République de 1848. Pour lui, la révolte de Février n'était nullement justifiée : le gouvernement de Louis-Philippe ne l'avait pas méritée. Le nouveau régime, improvisé, manquant de principes nettement définis, mais pénétré de tendances dangereuses, était voué à l'échec. La Constitution de 1848 fut une folie. En consacrant le suffrage universel au nom d'un chimérique principe d'égalité, elle effrayait d'une part gravement les riches, dont les capitaux apeurés cessèrent tout naturellement de concourir à la prospérité économique générale; elle ouvrait

(2 bis) M. Robert DAVID nous a dit que DUPONT-WHITE avait réfugié également LAMARTINE chez lui, pendant les journées tragiques. LAMARTINE en conserva envers DUPONT-WHITE une grande reconnaissance. Fréquemment, par la suite, il rendit familièrement visite à DUPONT-WHITE, prenant sur ses genoux les petites filles de notre économiste, et disant un jour à l'une d'elles : « Tu pourras raconter à tes enfants que tu as été sur les genoux d'un grand homme ».

d'autre part la porte au socialisme, destructeur de la propriété et des nécessaires hiérarchies sociales. En confiant directement au peuple l'élection du président elle faisait peser sur la France une perpétuelle menace de césarisme et signait elle-même son arrêt de mort.

Telle est, brièvement résumée, la vision d'ensemble que Dupont-White conserva de la République de 1848. Pour corroborer cette analyse, nous allons maintenant faire quelques citations, puisées au hasard dans l'œuvre postérieure de Dupont-White.

Jugements de Dupont-White Voici d'abord ce qu'il pense sur la Monarchie de Juillet. des événements de Février.

Le gouvernement de Louis-Philippe avait bien quelques torts, que Dupont-White signale :

« Le vice du régime parlementaire, tel que nous l'avons vu pratiquer de 1830 à 1848, était ceci : le gouvernement semblable à un parti, identifié à un parti par la passion de sa conduite et de son langage. » (3)

Mais ces torts de la Monarchie de Juillet ne suffirent pas à lui enlever un grand mérite : elle se montrait fort libérale et fort tolérante pour l'opposition :

« J'ose affirmer qu'on ne vit pas en 48 une idée nouvelle, une idée qui pût dire qu'elle avait été refoulée jusque-là par la dureté des temps, par l'inclémence des lois, et obligée d'attendre pour paraître que ces lois eussent disparu. Il n'y eut de nouveau à cette époque que la passion du langage, fort excusable en un tel ébranlement : quant aux choses elles-mêmes, quant aux raisons, on aurait pu tout dire sous les deux gouvernements antérieurs à cette Révolution... et on avait tout dit » (4)... « Les meneurs républicains et socialistes avaient pris leur place, et une place selon leur mérite, dans le gouvernement ou dans la société. » (5)

La Monarchie de Juillet ne manquait point par ailleurs de grandeur :

« Je voudrais bien ici, sans m'expliquer autrement, renvoyer le lecteur à un livre de M. de Lamartine :

(3) *Progr. pol.*, p. 82.

(4) *Préf. Lib.*, éd. 1877, p. 61

(5) *Progr. pol.*, p. 77.

L'Histoire de la Révolution de Février, qui n'est pas de ses meilleurs, mais où se trouve une fort belle page sur les mérites du gouvernement de Juillet et de la dynastie qui monta sur le trône en 1830. L'énumération est complète, l'éloge est détaillé, ou plutôt justice est rendue avec abondance et complaisance à ces princes d'un tel avenir, qui venaient de tomber pour si peu. Mais j'appelle l'attention du lecteur sur le dernier trait de ce tableau : « A tout cela quelque chose manquait, la grandeur »... On se propose de considérer cela avec la dernière franchise. Mais on en manquerait, tout d'abord, si l'on ne reconnaissait quelque chose de grand, puisqu'il est question de grandeur, dans la manière dont le chef de ce gouvernement essayait le feu de ses assassins, tantôt poursuivant, ni rouge, ni pâle, la revue qu'il avait commencée, tantôt même grâciant l'assassin. Vous me direz que ce gouvernement aurait pu faire la guerre de Crimée en 1840, qu'il y était convié par le cabinet anglais, qu'il a manqué là une occasion de relever la France, d'illustrer son drapeau et de rajeunir la victoire parmi nous par quelques batailles gagnées à côté de l'Angleterre, ce qui est une revanche en quelque sorte... Mais... ce gouvernement de Juillet ne fut pas seul à manquer les grandes occasions au dehors. Pas plus tard que l'an dernier, pendant les conflits allemands, nous avions une occasion inouïe d'aller jusqu'au Rhin, que nous avons négligée et perdue sans retour; laissant faire à côté de nous l'Allemagne, qui voudra peut-être aller jusqu'aux Vosges. Je nomme seulement l'expédition du Mexique. Quant à la République de 1848, elle manqua l'occasion d'une guerre en Italie, où tout était souvenir et présage de victoire... Ce fut donc un gouvernement comme un autre dans sa conduite au dehors, que ce gouvernement de Juillet. Encore une fois, pourquoi donc le pays ne l'a-t-il pas relevé ? » (6)

Si la Monarchie de Juillet méritait la confiance du pays, elle l'avait bien aussi : le mouvement antidynastique n'avait pas d'influence appréciable à la veille des événements de 1848 :

« Le fait est qu'à cette époque le gouvernement n'était plus menacé, la société encore moins. Il se faisait une certaine pacification dans les esprits, on désarmait, on s'apaisait. J'en rapporte deux preuves : d'abord cette question tant débattue de la réforme, non moins insi-

(6) *Progr. pol.*, pp. 86, 87, 88 et 89.

gnifiante que passionnée. Il faut bien que les partis se prennent à quelque chose et déploient des griefs, un drapeau. Mais cela admis, ils ne pouvaient, en vérité être plus dynastiques et moins révolutionnaires qu'avec cette modeste prétention de créer dix-huit mille électeurs... Ensuite je rappelle ces lois de septembre inventées pour la défense du trône et de la société, lois qui furent à peu près sans application, laquelle apparemment n'était pas nécessaire, pas provoquée par la polémique des partis » (7)... Tout s'apaisait à la tête des partis qui avaient semblé longtemps hostiles ou implacables. Il faut marquer ici une date et un fait : la date de 42 et le fait de certaines associations qui s'étaient nouées en vue des élections. Comme elles faisaient mine de survivre aux élections, le gouvernement fit mine de leur appliquer la loi de 34 contre les associations. Il n'en fallut pas davantage pour les disperser. Tel qui s'y montrait fort zélé ne fut pas réélu et retourna dans son département, à ses affaires, passablement réconcilié avec l'état social, le gouvernement et le préfet : quelques succès de tribune, des admirations de tout sexe, l'urbanité prise pour de la considération, les adversaires vus de près et mieux évalués, avaient détrempé le démagogue. Tel autre (8) avait devant lui les horizons d'un grand écrivain, le jugement des libraires et pour cinq cent mille francs d'ouvrages à livrer; tel autre enfin dirigeait un grand journal d'origine anti-monarchique, mais avec un succès d'amour-propre qui l'émoussait sensiblement, avec des relations qui l'éclairaient et le calmaient... Voilà où en étaient, peu avant 1848, les partis les plus avancés... Ces agresseurs usaient une vieille polémique à laquelle ils ne tenaient plus, une polémique de tradition plutôt que de conviction... Ainsi les attaques n'étaient pas des menaces, et les menaces n'étaient point des périls. » (9)

Les causes de la Révolution de 1848. Dans ces conditions, comment expliquer que la Révolution se soit faite et que l'immense majorité du pays, qui était favorable à Louis-Philippe, l'ait laissé partir sans esquisser un geste pour le défendre? L'explication

(7) *Progr. pol.*, p. 77.

(8) LAMARTINE, probablement.

(9) *Progr. pol.*, pp. 77, 78, 79, 80.

aux yeux de Dupont-White, c'est la vieillesse de Louis-Philippe et ses maladresses :

« Une adjonction de 18.900 électeurs faisait l'affaire et suffisait au modeste progrès dont on se contentait alors, au lieu de cette invasion du suffrage universel (10)... Une révolution a éclaté, inutile et prématurée, parce que le roi était vieux, parce qu'il ne sut ni la prévenir par des réformes, ce qui était son devoir, ni la réprimer par les armes, ce qui était son droit. » (11)... « Voyez donc ce roi, longtemps habile et heureux qui, dans la détresse de l'âge, change ses ministres en face d'une émeute grondante, qui abdique devant le progrès de l'émeute, et qui prend ce moment, cet *intérim*, ou plutôt cet écroulement de tous les pouvoirs, pour transmettre le sien à une femme et à un enfant. » (12)

La Révolution de 1848 était C'étaient là de simples maladresses, qui expliquent sans l'excuser la Révolution et son succès. A la différence de celle de 1830, la Révolution de 1848 fut à la fois une violation du droit et une pure sottise. Dupont-White le répète à satiété.

« L'on n'aurait pas de peine à démontrer, l'histoire en main, que toutes nos révolutions, depuis quatre-vingts ans, *excepté celle de Février*, étaient légitimes et nécessaire (13)... Les vrais auteurs de nos révolutions sont nos gouvernements, excepté en ce qui regarde la Révolution de février qui fut un pur caprice (14)... Il est certain que la Révolution de Février fut sans excuse, un pur caprice, ou plutôt peut-être une maladie de l'opinion (15)... Révolution de luxe et de pure fantaisie. » (16)

(10) *Progr. pol.*, p. 90.

(11) *Progr. pol.*, p. 93.

(12) *Progr. pol.*, p. 92. LOUIS-PHILIPPE, on s'en souvient, abdiqua en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, un enfant de dix ans. La régente devait être sa mère, la duchesse d'Orléans.

(13) *Ce qui pourrait tenir lieu d'une Constitution*, brochure, p. 37.

(14) *Politique actuelle* (Bibliogr., n° 55), préface, p. xxiii.

(15) *Perspectives politiques* (Bibliogr., n° 82), second article in *Revue de France*, du 1-1-1879, p. 78. La même idée est exprimée dans le même article p. 81 et p. 82.

(16) *Réflexions d'un optimiste* in *Politique actuelle* (Bibliogr., n° 66), p. 204

**Les vices de la Constitution
de 1848.**

Ainsi la Révolution de 1848 était illégitime et inconsidérée dans son principe. Elle aboutit à une constitution pour laquelle Dupont-White ne se montre point tendre. Deux choses en elle lui paraissent particulièrement funestes : le suffrage universel en lui-même, et surtout l'élection du président de la République confiée au suffrage universel :

« L'élection du président fut attribuée en 1848, au suffrage universel. C'était un excès, une énormité, et la suite le fit bien voir, car elle fit un démagogue couronné, un coup d'Etat triomphant, parce qu'il mettait fin à cette constitution (17)... L'expérience de la Constitution de 1848, où l'on voit clairement qu'il ne faut pas surabonder dans le sens démocratique, sous peine de dictature. » (18)

En 1870, après l'abdication de Sedan, beaucoup de républicains affirmaient que la Constitution de 1848 était *ipso facto* redevenue en vigueur. Voici comment Dupont-White combattit cette opinion :

« Parce qu'une constitution a péri sous une violence, ce n'est pas à dire que, la violence et l'usurpation ayant disparu, cette constitution doive reparaitre par cela même... Il lui reste à montrer qu'elle convient et suffit à l'état actuel de la société. De quoi la constitution de 1848 serait fort en peine, ayant fait abus du principe démocratique jusqu'à lui confier l'élection du pouvoir exécutif. » (19)

(17) *Mél. phil.*, I, *Impuiss. pol.*, p. 32. (Bibliogr. n° 80).

(18) *Ce qui pourrait tenir lieu d'une Constitution*, brochure, p. 19. (Bibliogr. n° 55.)

(19) *Ce qui pourrait tenir lieu d'une Constitution*, brochure, p. 3. (Bibliogr. n° 55.)

SECTION VI

CONCLUSION

**Dupont-White est fils de 1793
et de 1830, non de 1848.**

Dupont-White est fils de la nuit du 4 août et de la Montagne jacobine de 1793. La source de sa foi politique, il faut la chercher dans la grande Révolution, dont celle de 1830 ne fut qu'un écho, et non pas dans les Journées de Février. Son idéal, c'est la première République, humaniste, rationaliste et nationaliste, et non pas la seconde, mystique, fraternelle et pacifique.

**C'est avec plus de loyalisme
que d'enthousiasme que Du-
pont-White a prêté son
concours à la Seconde Ré-
publique.**

Sans doute, sous la Monarchie de Juillet, Dupont-White n'a pas été insensible aux nouveaux courants qui se faisaient jour dans les partis avancés. Il a défendu les classes ouvrières, réclamé le droit de suffrage pour tous, préconisé l'association. Après Février, il a prêté son concours au nouveau régime. A la Commission du Luxembourg, il a collaboré aux efforts de rénovation sociale. Dans l'Oise et dans la Seine, il a brigué les suffrages du peuple. Plus tard, lors du Coup d'Etat, il n'a pas hésité à se compromettre dans la résistance; et pour défendre la République jusqu'à la dernière minute il eût couru au devant de risques personnels.

Mais dans cette attitude fidèlement républicaine, Dupont-White mettait sans doute plus de loyalisme que d'enthousiasme. Dès le début de la grande expérience de 48, — qui semblait pourtant, à bien des égards, s'inspirer de ses propres

idées, celles qu'il avait soutenues dans ses précédents ouvrages, — il y discerna de dangereuses tendances, de graves menaces. La Révolution n'avait pas été préparée. Ceux qui s'étaient unis sur les barricades contre la Monarchie de Juillet n'arrivaient point au pouvoir avec un programme commun. Des heurts étaient inévitables, dont l'enthousiasme délirant des premiers jours ne parvenait pas à voiler l'imminence aux yeux avertis de notre économiste. L'accès au droit de suffrage des masses sans éducation politique tendait à faire du gouvernement un simple serviteur — tiraillé de part et d'autre — des intérêts individuels. L'Etat cessait d'être une autorité, un être moral vivant, éclairé, fort : il devenait une arène où s'affrontaient pêle-mêle les appétits opposés des classes et des clans. La nation se dissolvait. Les pouvoirs du nombre menaçaient de l'emporter sur les droits des classes supérieures, sur la propriété, sur les fondements mêmes de l'ordre social. Pour ou contre le socialisme, la lutte des classes s'organisait. Enfin l'éligibilité du président de la République au suffrage universel faisait de ce dernier un être extrêmement puissant : l'arbitre né du conflit désordonné des classes et des partis, le perpétuel candidat à l'usurpation d'un pouvoir qui se désagrégait. Dupont-White dut prévoir de longue date le Coup d'Etat, qui consomma pour lui cette longue déception de quatre ans. -

**Les leçons que Dupont-White
tira de l'échec de 1848.**

Après 48, Dupont-White demeure hostile au souvenir de l'Ancien Régime et fidèle aux principes de la première Révolution. Il continue à invoquer le Progrès contre le Passé. Il reste attaché aux principes de liberté et d'égalité. Mais il répudie nettement le sens que la République de 1848 a voulu donner à ces termes, et que lui-même, à peu de choses près, leur avait donné dans ses ouvrages antérieurs.

La Souveraineté Nationale reste pour lui un dogme; mais elle implique seulement que le pouvoir soit une fonction, et non pas un droit patrimonial; qu'il soit conféré par la volonté de la Nation, et non par les hasards de la naissance, Elle

n'implique pas le suffrage universel. La Nation ne peut être sans danger représentée par ces masses incultes qui, à défaut d'idées, n'apportent en politique que des appétits. Le socialisme ou la dictature sont la conséquence normale des votes de la multitude. Il est naturel et légitime que, pour éviter ces désastres, les classes cultivées jouent un rôle prépondérant dans le gouvernement. Et Dupont-White va faire sienne l'opinion qu'il raillait naguère (20) chez Joseph de Maistre: que les masses peuvent avoir des représentants qui ne soient point leurs mandataires.

L'égalité devant la loi reste pour Dupont-White un principe indiscuté. Mais elle implique seulement l'abolition des castes, la disparition des privilèges héréditaires, le libre accès de tous aux emplois publics; même, dans la mesure du possible, la vocation de chacun à mettre en valeur ses facultés intellectuelles en recevant une instruction appropriée à ses dons naturels. Elle n'implique pas l'égalité absolue des droits politiques, ni l'égalité économique, la redistribution des fortunes, le droit du pauvre sur le patrimoine du riche.

Après 1848, l'objet principal des préoccupations de Dupont-White n'est plus la défense des classes ouvrières, mais bien l'exaltation de l'Etat.

Dupont-White, à partir de 1848, cesse ses attaques contre la concurrence. Sa sollicitude pour les classes ouvrières — sans s'éteindre — se refroidit. Elle avait servi de

point de départ à ses premiers ouvrages, et se reflétait encore fréquemment dans les articles de *La Liberté de Penser*, que nous avons analysés au cours du présent chapitre. Mais, pendant quatre ans les menaces socialistes l'ont rendu sensible aux intérêts d'une autre classe, celle des propriétaires. Surtout, il a vu l'opposition des riches et des pauvres compromettre l'autorité de l'Etat. Celle-ci prime maintenant à ses yeux tout le reste. Le bien d'une classe, même si c'est la classe la plus nombreuse, même si elle est victime de misères injustifiées, n'est plus rien devant le bien de la Nation. Les intérêts des ouvriers ne doivent pas s'opposer à l'intérêt général, mais s'y

(20) Dans l'*Essai sur les Relations du Travail avec le Capital*, p. 430.

intégrer. Le message de Dupont-White change de plan. Il n'est plus avant tout social et économique, mais bien politique et juridique.

Ainsi l'on peut dire que la déception de 1848 coupe en deux l'histoire de la pensée de Dupont-White. Sur certains points, elle le fait nettement changer d'avis. Après 1848, il reste républicain, mais non point démocrate; attaché aux principes de 1789, mais non point partisan du suffrage universel; progressiste au point de vue politique, mais, en matière sociale, conservateur. — Mais surtout la déception de 1848 oriente ses recherches vers une autre direction. Trompé dans ses espérances de renaissance de la classe ouvrière, Dupont-White va reporter plus haut, et plus loin, sur la Nation tout entière, sa sollicitude et ses préoccupations. Dans l'Etat, Dupont-White n'avait d'abord vu qu'un instrument commode de justice sociale; mais cette notion va se modifier et s'amplifier. Désormais l'Etat sera pour lui l'agent essentiel de la civilisation, la valeur suprême, l'objet central de ses réflexions et de ses travaux.

Nous avons déjà, en terminant notre précédent chapitre, annoncé cette transformation. Elle s'est produite sous l'influence des faits, par une lente transition dont nous nous sommes efforcé de suivre pas à pas la trace, tout au long des quatre années de la Seconde République.

En abordant, dans notre tome second, l'étude des grands ouvrages de doctrine politique, — sur le rôle de l'Etat, sa structure, et sa forme — auxquels Dupont-White va se consacrer sous le Second Empire, nous en verrons l'aboutissement.

Vu : LE DOYEN,

H. NÉZARD.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

H. NOVELLE.

10 Janvier 1936.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES,

L. MAIGRON.

INDEX DES NOMS

CITÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

N. B. — Le présent Index renvoie à la *Bibliographie* (p. 8 à 99), à l'*Etude d'ensemble des sources de DUPONT-WHITE* (p. 231 à 288) et aux trois chapitres de notre ouvrage proprement dit (p. 291 à 652). Il ne contient aucune référence à l'*Avant-propos* (paginé en chiffres romains), à l'*Index des sources de DUPONT-WHITE* (p. 101 à 230), ni à la Table des Matières (infra).

-
- | | |
|--|--|
| ADAM (Juliette = M ^{me} Edmond Adam): p. 83, 84. | BLANQUI : p. 9, 43, 50, 51, 67
80, 89, 91, 244, 251, 316 n.
358 n., 388 n., 396, 397
402 n. 469, 605. |
| AGUESSEAU (d') : p. 256. | BLOCK (Maurice): p. 77, 79. |
| ALBERT : p. 52, 526 n., 535, 548. | BOCA (André): p. 425 n. |
| ALLIX : p. 90, 359 n. | BODIN : p. 90, 91, 239, 240, 241
242, 243, 244, 246. |
| ALLOURY (Louis): p. 13, 67, 473
à 475. | BOECKE : p. 255. |
| AMAIL : p. 22, 637. | BOHAIN (V.): p. 21. |
| ANAXAGORE : p. 288. | BOISGUILBERT : p. 247. |
| ANTOINE (député): p. 560. | BOITEAU (Paul): p. 73. |
| ARAGO : p. 526 n., 529. | BOIVIN (P.): p. 91, 454 n. |
| ARISTE (R.): p. 73. | BOLINGBROKE (lord): p. 255. |
| ARISTIPPE : p. 276. | BONALD (de): p. 258, 282, 331.
342 n. |
| ARISTOTE : p. 288, 639. | BONDURAND : p. 91, 577 n. |
| AUCOC : p. 64, 84. | BONNEFONT : p. 61, 331. |
| AUDIFFRET (marquis d'): p. 90,
249, 497. | BONNEMAISON (E.): p. 81. |
| AUGÉ (Claude): p. 77. | BONNET (Ch.): p. 258, 259. |
| AUGÉ (Paul): p. 77. | BORROMÉE (saint Charles): p.
236. |
| AUXCOUTEAUX : p. 298. | BOSSUET : p. 235, 261, 280, 281
282, 283, 591, 621. |
| BABEL : p. 90, 348 n. | BOTERO : p. 236, 244. |
| BACON (Roger) : p. 288. | BOTTA : p. 256. |
| BAGEHOT : p. 288. | BOTRAIN (V.): p. 520. |
| BALLANCHE : p. 90, 258. | BAUDIN (Louis): p. 84. |
| BARBEY D'AUREVILLY : p. 86. | BAUDRILLART : p. 47, 90, 243,
358 n. |
| BARBIER (Jules): p. 34. | BAUDRY : p. 28, 256. |
| BARROT (Odilon): p. 84, 260. | BEAUMARCHAIS : p. 389. |
| BASTIAT : p. 22, 43, 50, 54, 84,
85, 91, 93, 94, 96, 97, 251,
252, 314, 338 n., 341 n.,
381 n., 432 n., 515, 568 a
594, 598 n., 605. | BEAUREGARD : p. 92, 346 n.,
366 n., 376 n., 572 n., 599 n. |
| BAUDELAIRE : p. 86. | |

- BENTHAM : p. 48, 276, 401 n.
 BERTHIAEFF (Nicolas) : p. 90, 554 n.
 BERLE (Adolf) : p. 90, 343 n.
 BERNAL : p. 84.
 BERTAULD : p. 70, 84, 260.
 BERTHELOT : p. 32.
 BERTRAND : p. 91.
 BESNIER (Robert) : p. 91, 95, 316 n.
 BEUCHOT : p. 292 n.
 BIAUJEAUD : p. 91, 572.
 BIGNON (Jérôme) : p. 256.
 BLACKSTONE : p. 284.
 BLANC (Louis) : p. 18, 43, 49, 63, 85, 91, 401 n., 408 n., 482, 483 n., 488 n., 539, 548, 550, 554, 569, 623.
 BLANGSTRUP : p. 75.
 BOUGAINVILLE : p. 91, 257, 590.
 BOURGEOIS (Léon) : p. 411.
 BOURGUIN : p. 91, 576 n.
 BOUTAREL (P. de) : p. 62.
 BOUTERON : p. 9.
 BRAFF : p. 91, 494 n.
 BRETEUIL : p. 296.
 BROCARD (L.) : p. 83, 619.
 BROCHARD (Victor) : p. 311 n.
 BROGLIE (Albert de) : p. 84.
 BRUNEL (Charles) : p. 91, 577 n., 578 n.
 BRUNSCHVIGG : p. 282.
 BUCHANAN : p. 249, 369 n.
 BUCHER : p. 80.
 BUCHEZ : p. 81, 253 n.
 BUCKLE : p. 288.
 BULOZ : p. 41, 44, 45, 85.
 BURET : p. 91, 250, 253, 388 n., 483 n., 487.
 BUSSY-RABUTIN : p. 256.
 CABET : p. 527, 530, 554, 569.
 CAHEN (G.) : p. 63, 91, 532 n.
 CAIRNES : p. 91, 577 n.
 CAMPANELLA : p. 244.
 CANTAGREL : p. 480.
 CANTILLON : p. 363 n.
 CAPIN : p. 544.
 CAREY : p. 579 n.
 CARION : p. 452 n.
 CARNOT (Colonel) : p. 296 n., 305 n., 317 n., 318 n., 322 n., 326 n., 333, 401 n., 447, 451, 474 n., 477 n., 519, 528, 535 n., 542, 544 n., 546 n., 547.
 CARNOT (Sadi-), président : p. 25, 26, 41, 65.
 CARNOT (Hippolyte) : p. 43, 55, 56, 84, 488 n., 636, 642.
 CARO : p. 43, 57, 68, 86.
 CAREL : p. 46.
 CASSIDIÈRE : p. 545.
 CASTELOT : p. 97, 388 n.
 CAUWÈS : p. 82, 83, 86, 91, 257, 619.
 CAVAGNAC : p. 552 n., 560.
 CAYROL (de) : p. 91, 292 n.
 CELLIER (F. du) : p. 91, 388 n.
 CHAILLEY : p. 76, 97, 285, 324 n., 397.
 CHANGARNIER : p. 545.
 CHARLES I^{er} : p. 265.
 CHARLES X : p. 308, 522.
 CHARLES-QUINT : p. 256.
 CHARLÉTY (S.) : p. 92, 95, 300 n., 319 n.
 CHATEAUBRIAND : p. 308.
 CHATEL (l'abbé) : p. 86.
 CHÉGARAY : p. 603.
 CHÉRUEL : p. 245, 256.
 CHEVALIER (Michel) : p. 79, 91, 251, 252, 316 n., 331, 358 n., 377 n., 385 n., 512, 605.
 CHILD : p. 238, 244.
 CLARETIE : p. 86.
 CLERMONT-TONNERRE : p. 256.
 COBDEN : p. 400 n., 606.
 COCHIN (Auguste) : p. 43, 57, 69.
 COCHOIS (Paul) : p. 92, 491 n., 493.
 COLBERT : p. 245, 246, 248, 256, 261, 377 n., 565, 566.
 COMMINES : p. 256.
 COMTE (Auguste) : p. 56, 78, 79, 95, 256, 257, 258, 283, 286, 288, 306 n., 315, 341 n.
 COMTE (Charles) : p. 95, 358 n., 466.
 CONDILLAC : p. 314.
 CONDORCET : p. 92, 258, 280, 285, 465.
 CONSIDÉRANT (Victor) : p. 63, 341 n., 343, 480, 530.
 CONSTANCIO : p. 422 n.
 CONSTANT (Benjamin) : p. 84.
 Coq (Paul) : p. 21, 520.
 COQUELIN : p. 77.
 CORBIE (Auguste de) : p. 328.
 CORBIE (Olympe de) : p. 328.

- CORNEILLE : p. 437.
 CORNELISSEN (Ch) : p. 83.
 COSSA (Luigi) : p. 81.
 COUDROY : p. 568 n.
 COURCHAMPS (c^{te} de) : p. 92, 292 n.
 COURTOIS : p. 35, 234 n.
 COUSIN (Victor) : p. 92, 94, 97, 288, 310, 311 à 314.
 CRÉMIEUX : p. 544.
 CRÉQUI (marquise de) : p. 90, 92, 93, 96, 98, 292 sqq.
 CRÉQUI (marquis Charles-Marie) : p. 92, 292 sqq., 295.
 CRÉQUI (Louis-Marie) : p. 295 n.
 CRÉQUI-CANAPLES (comte Hugues de) : p. 94, 293.
 CROMWELL (O.) : p. 265, 266.
- DAIRE (Eugène) : p. 67, 77, 452 n., 494 n., 509, 510.
 DANGIBAUD : p. 71.
 DAUNOU : p. 84.
 DAVID : p. 306.
 DAVID (Gaston) : p. 41, 488 n.
 DAVID (Robert) : p. 21, 41, 57, 85, 551 n., 624, 643.
 DÉAT (Marcel) : p. 342 n.
 DEHAY (Timothée) : p. 21, 520.
 DEIXONNE (A.) : p. 91, 454 n.
 DELONDRE (Adrien) : p. 56, 69, 70.
 DEMESMAY : p. 92, 491, 492 n., 522.
 DENIS (H.) : p. 81.
 DERÔME (L.) : p. 74.
 DESCARTES : p. 92, 285, 288.
 DESJARDINS (Arthur) : p. 62, 65.
 DESTUTT DE TRACY : p. 452 n.
 DIDEROT : p. 92, 263.
 DIDOT : p. 92, 96, 324 n.
 DIONNET : p. 236.
 DOLFUS : p. 260.
 DOUBLEDAY : p. 92, 360 n., 477 n.
 DUBOIN (Jacques) : p. 352 n.
 DUBOIS : p. 236.
 DUBREUIL : p. 94, 595 n.
 DUCHATEL : p. 452 n., 522 n.
 DUCLERC : p. 558, 559.
 DUFAYRE : p. 53, 548, 549.
 DUMONT : p. 491.
 DUMONT (Arsène) : p. 362 n., 363.
 DUNOYER : p. 24, 90, 92, 358 n., 359 n., 464.
 DUPÉRIER : p. 92, 494 n., 510 n.
- DUPIN (aîné, baron Charles) : p. 89, 91, 92, 324, 388 n., 540.
 DUPONT DE NEMOURS : p. 246, 248.
 DUPONT-WHITE (Jean-Théodore) : p. 92, 293, 294 à 297, 299 sqq., 309, 318, 536.
 DUPONT-WHITE (Jeanne) : p. 488 n.
 DUPONT-WHITE (Marie-Pauline-Cécile, M^{me} Sadi-Carnot) : p. 25, 26, 42, 329.
 DUPOND-WHITE (Mary) : p. 50, 294.
 DUPONT-WHITE (Théodore) : p. 21, 48, 49, 50, 52, 53, 67, 92, 97, 294, 456 n., 546 n., 547, 549, 550.
 DUPRAT (Pascal) : p. 69, 450 n., 636.
 DUPRÉ DE SAINT-MAUR : p. 15.
 DURKHEIM : p. 92, 342 n.
 DUSSART (Hippolyte) : p. 407 n.
 DUVAL (J.) : p. 480.
 DUVERGIER DE HAURANNE : p. 43, 50, 256.
 DUVEYRIER : p. 63, 530.
 DUVOIR (Léon) : p. 89, 93, 324 n., 397 n.
- EGGER (V.) : p. 312 n.
 EISLER : p. 312 n.
 ENFANTIN : p. 54, 636.
 ENGELS : p. 485.
 EPICURE : p. 276.
 ESMEIN : p. 89.
 ESPINAS : p. 80, 93, 236, 341 n.
 ETWOES : p. 260.
- FABON (Théodore) : p. 51.
 FABRE (Ferdinand) : p. 86.
 FAUCHER (Léon) : p. 89, 559.
 FAVRE (Jules) : p. 642.
 FAYOL (H.) : p. 93, 507 n.
 FERGUSON : p. 284, 363 n.
 FERRARI : p. 93, 256, 313.
 FERRI (colonel) : p. 28.
 FERVAL (Claude) : p. 93, 298.
 FIX (Théodore) : p. 43, 50, 67, 89, 469.
 FLETCHER : p. 93, 94.
 FLOSSIAN (de) : p. 256.
 FODÉRE (R.) : p. 93, 480.

- FONTENAY (R. de) : p. 68, 70, 93, 579 n.
 FORMENTIN : p. 92, 346 n., 366 n., 376 n., 572 n., 599 n.
 FOUCAULT : p. 256.
 FOURIER : p. 94, 314, 343, 439, 480, 569.
 FOURNIER (Edouard) : p. 93, 292.
 FOY (général) : p. 490.
 FOY-VAILLANT : p. 92, 298.
 FRANCE (Anatole) : p. 342 n.
 FRANÇOIS (Ferdinand) : p. 18, 49, 51, 451, 456 n., 489 n.
 FRÉDÉRIC II : p. 247, 256, 304.
 FRESNEAU : p. 93, 313 n.
 FROMENTIN : p. 43, 55, 70.
 FUNCK-BRENTANO : p. 59, 244.
 FUSTEL DE COULANGES : p. 255.

 GALIANI : p. 236.
 GARNIER (Germain) : p. 452 n., 477.
 GARNIER (Joseph) : p. 13, 19, 51, 66, 77, 81, 85, 93, 95, 316 n., 349 n., 353 n., 356 n., 375 n., 399 n., 400 n., 407 n., 417 n., 456 à 472, 490, 492, 605.
 GARNIER-PAGÈS : p. 43, 56, 57, 93, 493 n., 558, 624.
 GASPARIN : p. 452 n.
 GAULTIER DE KERMOAL* : p. 93, 490, 492 n., 493 n.
 GAY-LUSSAC : p. 93, 491, 492.
 GEMAHLING : p. 81.
 GÉNÈRÈS : p. 9, 395 n.
 GENONDE : p. 319 n.
 GEOFFROY SAINT-HILAIRE : p. 636.
 GERANDO (de) : p. 43, 56, 70, 93, 253, 385 n.
 GIDE (Charles) : p. 78, 93, 342 n., 357 n., 407 n., 476 n., 482 n., 484, 571, 572 n., 577 n., 582.
 GILLOUIN (René) : p. 238.
 GILSON (Etienne) : p. 93, 312 n.
 GIORGINI : p. 260.
 GIRARDIN (Emile de) : p. 46, 69, 84, 259, 530, 555, 625.
 GLAIS-BIZOIN : p. 94, 491 n.
 GODWIN : p. 378, 464, 465.
 GONCOURT : p. 86.
 GONNARD (René) : p. 79, 81, 94, 236, 238, 239, 240, 242, 243, 358 n., 359 n., 463 n., 469 n., 476 n.

 GOUDCHAUX : p. 560, 624.
 GOURNAY : p. 247.
 GOYAU (G.) : p. 94, 282, 283.
 GRANDIN : p. 94, 595 n.
 GRAU : p. 94, 98, 611 n.
 GRAY (Alex.) : p. 81.
 GREBAN (M^{me} de) : p. 298.
 GRÜNBERG (G.) : p. 94, 341 n.
 GUESDE (Jules) : p. 454 n.
 GUILLAUMIN : p. 77, 331, 407 n., 449.
 GUITTON (Henri) : p. 94, 468 n., 483 n.
 GUIZOT : p. 256, 260, 271, 306 n., 311 n.
 GUYOT (Yves) : p. 89, 94, 257, 341 n.

 HALÉVY : p. 94, 343 n., 572 n.
 HAMMER (K. V.) : p. 75.
 HARSIN : p. 236.
 HATIN : p. 94, 450 n.
 HAUSER (Henri) : p. 94, 255.
 HEGEL : p. 87.
 HERMANN (E.) : p. 81.
 HENNEQUIN : p. 480.
 HILL (James) : p. 356.
 HOBBS : p. 94, 95, 235, 251, 280, 288.
 HORACE : p. 548.
 HUC (R. Père) : p. 257.
 HUGO (Victor) : p. 64, 86, 94, 308, 545, 641, 642.
 HUMBOLDT (Guillaume de) : p. 95, 260.
 HUME : p. 255, 288.
 HUSSON (Auguste) : p. 21, 520.
 HUTCHESON : p. 270.
 HUTCHES TROWER : p. 572.

 IMBERT (Adolphe) : p. 94, 341 n., 579 n.
 INGRAM : p. 81.
 ISAMBERT (Gaston) : p. 81.

 JACQUES (Amédée) : p. 22, 43, 54, 553, 624.
 JAMERON (M^{me}) : p. 329.
 JANET (Paul) : p. 43, 57, 94, 297 n., 312 n., 313, 555.
 JAURÈS : p. 63, 96, 483 n.
 JEANNENEY (Jean-Marcel) : p. 94, 284, 343 n., 479 n., 481 n.
 JOLY (Louis) : p. 65.

- JOSEPH II : p. 256.
 JOUFFROY : p. 94, 312 n.
 KEYNES (J. M.) : p. 94, 357 n.
 KING : p. 642.
 LABOULAYE : p. 79, 260.
 LA BRUYÈRE : p. 262.
 LACAUSSE : p. 86.
 LACAZE (baron Louis) : p. 65, 460 n.
 LACORDAIRE : p. 242, 586 n.
 LAFARGUE (Paul) : p. 94, 257 n.
 LAFAUTOTTE (Louis) : p. 94, 494, 510 n.
 LAFFEMAS : p. 238, 240, 244.
 LAFITEAU (le R. P. François) : p. 95, 257.
 LALANDE (André) : p. 95, 313 n.
 LAMARTINE : p. 32, 57, 84, 85, 308, 482 n., 492, 526 n., 535, 539, 552 n., 605, 643, 644, 645, 646.
 LAMARTINE (M^{me} de) : p. 43.
 LANDRY (Adolphe) : p. 95, 356 n., 363 n.
 LA ROCHEFOUCAULD : p. 263.
 LAROUSSE (P.) : p. 76.
 LASSALLE : p. 78, 95, 365, 452 n., 479, 577.
 LASTEYRIE : p. 259.
 LAVELEYE (E. de) : p. 8, 13, 24, 32, 37, 38, 42, 43, 45, 56, 61, 62, 67, 69, 82, 296 n., 299, 301, 303, 318 n., 326 n., 328, 330 n., 335, 476 n., 520 n., 528 n.
 LAVERGNE (Léonce de) : p. 358 n.
 LAVISSE : p. 92, 95, 300 n., 319 n.
 LAVOISIER : p. 498 n.
 LAW : p. 236.
 LEBOUCHER (R. P.) : p. 301.
 LEDRU-ROLLIN : p. 52, 548, 552 n.
 LEDUC (G.) : p. 344 n.
 LEFRANC (G.) : p. 91, 454 n.
 LEMAIRE (Paul) : p. 86.
 LEMONTEY : p. 256.
 LE PLAY : p. 530.
 LERMINIER : p. 68.
 LEROUX : p. 95.
 LEROUX (Jules) : p. 448 n.
 LEROUX (Pierre) : p. 15, 43, 44, 49, 51, 66, 67, 260, 285, 341 n., 361 n., 446, 447, 448, 449, 521 n., 530, 545.
 LEROY-BEAULIEU : p. 89, 316 n.
 LESCURE (J.) : p. 95, 557 n., 612, 613 n.
 LESSEPS (Fd. de) : p. 636.
 LETORT : p. 95, 493 n.
 LEVALLOIS (Jules) : p. 86, 307 n., 448.
 LEVASSEUR : p. 86.
 LEVÊQUE : p. 95, 324 n.
 L'HABITANT : p. 636.
 LIST : p. 83, 86, 95, 325 n., 618.
 LITTRÉ : p. 28, 38, 43, 56, 57, 84, 95, 288, 315, 636.
 LOCKE : p. 262.
 LOISEL (Antoine) : p. 298.
 LONGFELLOW : p. 44.
 LOUIS XI : p. 256, 261, 304.
 LOUIS XIV : p. 261, 304.
 LOUIS XVI : p. 248.
 LOUIS-PHILIPPE : p. 490, 517, 520 à 524, 557, 644 à 647.
 LOUIS (Paul) : p. 80.
 LUTHER : p. 282, 283, 284, 308.
 LYON (Georges) : p. 95, 262, 264, 266, 268, 276.
 LYON-CAEN (Charles) : p. 9, 395 n.
 MACAIRE (David) : p. 95, 349 n.
 MACAULAY : p. 43, 56, 70, 84, 235, 255, 562, 564.
 MAC-CULLOCH : p. 10, 95, 249, 348, 356 n., 401 n., 572 n., 573, 576.
 MACKENROTH : p. 95, 98, 612 n.
 MADIÉ DE MONTJARS : p. 642.
 MAGNARD : p. 65, 86.
 MAISTRE (de) : p. 94, 95, 261, 282-83, 331, 443, 621, 651.
 MALESTROIT (de) : p. 91, 243.
 MALET : p. 95, 536 n.
 MALTHUS : p. 10, 11, 12, 16, 17, 19, 51, 66, 93, 94, 95, 247, 249, 250 n., 252, 331, 348, 355 à 364, 378 à 380, 404, 421 n., 422 n., 463 à 469, 473 n., 477, 478, 570, 633.
 MAN (Henri de) : p. 342 n., 344.
 MARCHAL (André) : p. 86, 95, 242, 254, 377 n., 619.
 MARCUSE (A.) : p. 95, 98, 286.
 MARCY (Gérard) : p. 95, 450 n., 484 n., 485.
 MARIE : p. 482 n., 531, 636.
 MARITAIN (J.) : p. 554 n.

- MARSHALL : p. 95, 584 n.
 MARTIGNAC : p. 311 n.
 MARTIN (Henri) : p. 636.
 MARTIN (Maurice) : p. 62, 63, 246, 249, 284, 468 n., 476 n.
 MARX : p. 91, 342, 387, 477, 479, 485, 570, 575, 576.
 MATHIEU DE LA DROME : p. 559.
 MAUDUIT (R.) : p. 95, 258, 341 n., 342 n.
 MAURRAS (Charles) : p. 76.
 MAUSS : p. 92.
 MEANS (Gardiner C.) : p. 90, 95, 343 n.
 MENDER : p. 96, 341 n.
 MERCIER LA RIVIÈRE : p. 246, 247, 248, 331, 438 n.
 MICHAUD : p. 96, 324 n.
 MICHEL (de Bourges) : p. 642.
 MICHEL (Henry) : p. 87.
 MICHELET : p. 43, 55, 57, 71, 86, 98, 256, 286, 306.
 MICHELS (Roberto) : p. 81.
 MIGNET : p. 256.
 MILL (James) : p. 247, 271, 354, 381 n., 502, 589.
 MILL (John Stuart) : p. 25, 26, 28, 33, 37, 42, 45, 46, 47, 48, 67, 70, 71, 72, 77, 80, 84, 234, 247, 260, 276, 306 n., 351, 425 n., 475, 476, 477 n., 502 n., 527 n., 532, 589.
 MILLER (E) : p. 43, 49.
 MIRABEAU : p. 248.
 MOLINARI (de) : p. 89.
 MOMBERT (Paul) : p. 81.
 MONTALEMBERT : p. 77, 555, 559.
 MONTCHRÉTIEN : p. 96, 239, 240, 241, 242, 244, 246.
 MONTESQUIEU : p. 93, 243, 247, 281, 284 à 287, 331, 495 n.
 MONTFORT (de) : p. 9, 395 n.
 MONTLOSIER : p. 84.
 MOREAU DE JONNÈS : p. 358 n., 557 n.
 MOREL (F.) : p. 520.
 MOUYNES (M^{me} de) : p. 294.
 MUN : p. 244.
 MUSSET : p. 44.
 NAIGEON : p. 92.
 NAPOLÉON I^{er} : p. 304, 489, 563.
 NAPOLÉON III : p. 55, 397 n., 519 n., 545, 551, 556 n., 636.
 NECKER : p. 90, 331, 348 n., 452 n., 510 n.
 NERVAL (Gérard de) : p. 86.
 NÉTRÉ (Louis) : p. 448.
 NIFFTZER : p. 84.
 NISAS : p. 452 n.
 NOUVION (V. de) : p. 21, 96, 520, 568 n.
 NOYELLE (H.) : p. 87, 96, 344 n., 410 n., 415 n., 496 n., 575 n.
 OLLIVIER (Emile) : p. 81.
 ONCKEN : p. 247.
 OLLIVIER : p. 70.
 OUDARD (M^{me}) : p. 329.
 OWEN : p. 341 n., 484.
 PAGANEL (Camille) : p. 256.
 PAINLEVÉ : p. 59.
 PALEY : 363 n.
 PALGRAVE : p. 75.
 PARCHAPPE (D^r) : p. 259.
 PARETO (V.) : p. 81.
 PARIEU (de) : p. 96, 493 n., 494 n.
 PASCAL : p. 472.
 PASQUIN (R.) : p. 96.
 PASSY : p. 9, 43, 49, 96, 251, 387, 397, 398, 399 à 402, 424 n., 439, 590, 625.
 PAYER : p. 96, 595 n.
 PÉCAULT (Félix) : p. 65, 86.
 PECQUEUR : p. 13, 51, 63, 95, 96, 416 n., 447, 450 à 455, 484, 485, 512, 530, 533, 534, 572.
 PÉGUY (Charles) : p. 96.
 PELETIN (Anselme) : p. 51.
 PELLETAN (Eugène) : p. 43, 55, 68, 636.
 PERCHERON : p. 96, 293 n.
 PÉRIER (Casimir) : p. 490.
 PETTY : p. 244.
 PEYROT (de) : p. 96, 493 n.
 PICHOT (Amédée) : p. 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 261.
 PIE XI (pape) (Encyclique *Quadragesimo Anno*) : p. 93, 96, 344.
 PIETRI (F.) : p. 495 n.
 PIGAULT-LEBRUN : p. 306.
 PIROU : p. 91, 96, 251, 343 n., 570, 572 n., 582 n.
 PLANCHE (Gustave) : p. 86.
 PLAQUEVENT : p. 96, 257.
 PLATON : p. 288.

- PLOUVIER (Edouard): p. 642.
 POINCARÉ (Raymond): p. 349.
 POLYBE : p. 359 n.
 POTAMON : p. 312 n.
 POTHERAT DE THOU : p. 13, 43, 52,
 54, 66, 439, 470 à 472, 544,
 547, 548, 551.
 PREVOST (Pierre et Guillaume):
 p. 93, 95, 357 n., 358 n.,
 463 n.
 PRITCHARD : p. 259.
 PROUDHON : p. 69, 84, 87, 91, 96,
 260, 271, 341 n., 342, 343 n.,
 407 n., 482, 522, 527 n., 530,
 545, 548, 575, 576, 577, 581,
 589, 625.
 QUÉRARD : p. 295 n.
 QUESNAY : p. 246, 247, 248, 285.
 QUINET (Edgard): p. 43, 57, 86,
 555, 636.
 RACHEL : p. 526 n.
 RAMBAUD (Joseph): p. 80.
 RAMEL : p. 489.
 RAMON DE LA SAGRA : p. 451.
 RASPAIL : p. 552 n.
 RASTOUL : p. 96, 257.
 RAUDOT : p. 72.
 RAVAISSON : p. 310.
 REGNAULT (Eliás): p. 260, 636.
 RÉMUSAT : p. 43, 57, 69, 87, 255,
 259.
 RENAN : p. 23, 25, 28, 32, 84, 86,
 555, 636.
 RENARD (G.): p. 63, 96, 412 n.,
 483 n., 507 n., 512 n.,
 522 n., 523 n., 524 n., 526 n.,
 527 n., 530 n., 558 n., 559 n.,
 565 n., 595 n., 596, 606 n.,
 607 n.
 RENAUDIN (Edmond): p. 76.
 RENOUVIER : p. 38, 65.
 RETZ (cardinal de): p. 562.
 REYBAUD (Louis): p. 341 n.
 REYNAUD : p. 530.
 RICARDO : p. 11, 12, 16, 67, 85,
 97, 246, 247, 250, 252, 331,
 338 n., 340, 346 n., 348, 354,
 356 n., 365, 366 n., 367, 368,
 369, 370, 371 à 380, 381 n.,
 404, 434, 452 n., 468 n., 477,
 479, 506 n., 570, 571 à 594,
 599 n., 614, 633.
 RICHARD : p. 96, 595 n.
 RICHELIEU : p. 261.
 RIST (Charles): p. 78, 97, 342 n.,
 357 n., 388 n., 407 n., 476 n.,
 482 n., 484, 571, 572 n., 582.
 ROBERTSON : p. 256.
 ROBESPIERRE : p. 261.
 ROCHERY (Paul): p. 448 n.
 RODBERTUS : p. 78, 479.
 RODRIGUES (Olinde): p. 530.
 ROGERS : p. 97, 388 n.
 ROLAND (Pauline): p. 450 n.
 ROMAINS (Jules): p. 97, 254.
 ROMIER (Lucien): p. 97, 426 n.
 RONCE (P.): p. 97.
 ROSSI : p. 89, 95, 251, 252, 315 n.,
 331, 356 n., 358 n., 438 n.,
 452 n., 464, 581, 591.
 ROUSSEAU (J.-J.): p. 12, 93, 97,
 98, 247, 261, 277, 284, 287,
 292, 306, 331, 378, 465, 627.
 ROYER-COLLARD : p. 311 n.
 RUSSEL (lord John): p. 412.
 SAINT-BRIS (M^{me}): p. 329.
 SAINTE-BEUVE : p. 292, 538, 606,
 607.
 SAINT-EVREMOND : p. 256.
 SAINT-PRIEST : p. 256.
 SAINT-SIMON : p. 256, 331.
 SAISSET Emile): p. 312 n., 555.
 SAND (George): p. 86, 338, 419,
 449 n., 479, 527, 595, 636.
 SAPHARY : p. 97, 313 n.
 SARCEY : p. 86.
 SAY (Horace) : p. 43, 51, 97,
 494 n., 510 n.
 SAY (Jean-Baptiste): p. 90, 251,
 252, 316 n., 331, 356 n., 397,
 452 n., 460, 473, 477, 578,
 581, 587 n.
 SAY (Léon): p. 76, 97, 285, 324 n.
 SCHAFTESBURY : p. 270.
 SCHATZ (Albert): p. 35, 87, 507 n.
 SCHELLE : p. 285.
 SCHÖRRY (Otto): p. 97, 404 n.
 SCHUMPETER (Josef): p. 82.
 SCOTT (Walter): p. 255.
 SECRETAN : p. 58, 97, 313 n.
 SELIGMAN : p. 76.
 SENAC DE MEILHAC : p. 93, 98.
 SENIOR : p. 97, 356 n., 401 n.
 SEPTENVILLE (Léon de): p. 50, 97,
 298, 521 n.

- SERRA (Antonio) : p. 97, 236, 243.
 SEYSSSEL (Claude de) : p. 256.
 SHAKESPEARE : p. 307.
 SIEYÈS : p. 281.
 SIMIAND (François) : p. 316 n.
 SIMIOT : p. 260.
 SIMON (Jules) : p. 21, 43, 55, 69, 71, 79, 84.
 SISMONDI : p. 79, 253, 306 n., 331, 342, 374, 438 n., 439, 484, 581.
 SMITH (Adam) : p. 249, 251, 284, 331, 354, 369 n., 374 n., 379, 383 n., 397, 399, 404, 429 n., 452 n., 463, 468 n., 473, 477, 570, 572, 578, 581, 589.
 SOMBART (Werner) : p. 94, 97, 238, 255.
 SOYECOURT (comte de) : p. 97, 293 n.
 SPANN (Ot.) : p. 82.
 SPENCER : p. 88, 288, 362.
 SPRIET : p. 24, 63, 250, 253, 476 n.
 STAMMHAMMER (Joseph) : p. 74, 75.
 STENDHAL : p. 307.
 STERN (Daniel) = M^{me} Marie d'A-goult : p. 83, 89.
 STEWART : p. 244, 284, 363 n.
 STOCHMANN : p. 97, 98, 509 n.
 STORCH : p. 331, 438 n.
 SUBERVIELLE : p. 8, 326.
 SUE (Eugène) : p. 43, 51, 338, 466 n., 555.
 SULLY : p. 241, 245.
 SURANYI UNGER : p. 83.
 TAILLANDIER : p. 544 n., 546.
 TAINE : p. 34, 35, 39, 84, 97, 288, 313 n.
 TALABOT (Léon) : p. 97, 98, 491 n., 492 n.
 TAYLOR (Mme) : p. 260.
 TCHERNOFF : p. 89.
 TENNEMANN : p. 98, 312 n.
 TERRENOIRE (M^{me} Elisabeth) : p. 98, 483 n.
 TESTE : p. 391 n.
 TEXIER (Edmond) : p. 64, 65, 84.
 THIBAUDET : p. 98, 410 n.
 THIERRY (Augustin) : p. 43, 49, 55, 255, 265, 306 n.
 THIERS : p. 43, 45, 57, 538 n., 545, 555, 606.
 THOMAS (Emile) : p. 98, 482 n., 531.
 THOMAS (saint) : p. 288.
 TISSEAU (Paul) : p. 98, 292.
 TITE-LIVE, p. 437.
 TOCQUEVILLE : p. 43, 55, 70, 84, 304, 523, 527 n.
 TORRENS : p. 371 n., 573.
 TOURRET : p. 595.
 TOUSSENEL : p. 530.
 TOUITAIN : p. 111.
 TOWNSEND : p. 98, 356 n., 363 n.
 TRUCHY (Henri) : p. 83.
 TURGOT : p. 98, 248, 249, 261, 285, 286, 287, 331, 348 n., 401 n., 438 n., 439, 452 n., 465, 628.
 VACHEROT : p. 312 n.
 VAILLANT : p. 79.
 VALÉRY (Paul) : p. 98, 422.
 VARIGNY (H. de) : p. 81.
 VERGÉ : p. 62, 324 n.
 VERMEIL (E.) : p. 98, 238.
 VÉRON (Eug.) : p. 98, 313 n.
 VERSIGNY : p. 642.
 VEUILLOT (Louis) : p. 527.
 VIARDOT (Louis) : p. 450, 555.
 VICO : p. 95, 98, 256, 285, 286.
 VIDAL : p. 43, 50, 51, 52, 54, 67, 446, 521 n., 530, 533, 592.
 VILLÈLE : p. 308.
 VILLEMALIN : p. 311 n.
 VILLENEUVE-BARGEMONT : p. 81, 94, 98, 253, 468 n., 483.
 VILLERMÉ : p. 9, 89, 98, 253, 330, 360 n., 388, 392, 397, 413, 487, 504.
 VILLEY (Daniel) : p. 98.
 VILLEY (Edmond) : p. 86, 88.
 VIRGILE : p. 310.
 VOLTAIRE : p. 98, 247, 284.
 WAGNER : p. 78.
 WALLON : p. 255.
 WEILL (Georges) : p. 76, 80, 89, 424 n.
 WHITE (John) : p. 294, 299.
 WITT (Jean de) : p. 256.
 WOŁOWSKI : p. 80, 331, 358 n., 530, 531, 532, 543 n., 596 n., 605.
 WOODCOCK (Mary) : p. 294.
 YUNG : p. 47, 71.
 YVER (Jean) : p. 98, 316.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE	VI
PORTRAIT DE DUPONT-WHITE	VII
AVANT-PROPOS	IX
PARTIE DE DOCUMENTATION GÉNÉRALE.....	1
Bibliographie	3
PLAN	3
ABRÉVIATIONS des titres d'ouvrages de DUPONT-WHITE utilisées dans le présent travail	4
ABRÉVIATIONS des titres de quelques-uns des périodiques auxquels DUPONT-WHITE à collaboré	7
PREMIÈRE PARTIE : <i>Bibliographie des œuvres de DUPONT-WHITE par ordre chronologique (n^{os} 1 à 82)</i>	8
DEUXIÈME PARTIE : <i>Correspondance, papiers divers et inédits (n^{os} 101 à 213)</i>	40
PLAN	40
SECTION I : Notions générales.....	41
A) La collection de M. Robert David, p. 41. — B) La collection du colonel Sadi-Carnot, p. 42. — C) La collection de M. Paul Janet, p. 43.	
SECTION II : Inventaire des principales let- tres de DUPONT-WHITE à Emile DE LAVELEYE, 1861-1871 (n ^{os} 101 à 119).....	43
SECTION III : Inventaire des principales let- tres inédites de STUART MILL à DUPONT-WHITE. (1858-1862), conservées par le colonel Carnot dans son château de Nolay, Côte- d'Or (n ^{os} 120 à 135)	46

SECTION IV : Inventaire des principaux papiers de DUPONT-WHITE et des principales lettres à lui adressées par divers correspondants, 1831-1861, collection du colonel Carnot (n°s 136 à 204)	48
SECTION V : Inventaire des principales lettres adressées par DUPONT-WHITE au philosophe Paul JANET, et conservées par son fils M. Paul Janet, Directeur de l'Ecole Supérieure d'Electricité (n°s 205 à 213)	58
TROISIEME PARTIE : <i>sur Dupont-White</i>	60
PLAN	60
SECTION I : Etudes générales sur DUPONT-WHITE (n°s 251-258)	61
SECTION II : Sur la vie de DUPONT-WHITE (n°s 259 à 273)	63
A) DUPONT-WHITE, membre de la commission du Luxembourg, mars 1848 — 15 mai 1848 (n°s 259 à 262), p. 63. — B) DUPONT-WHITE, candidat aux élections à la Constituante du 23 avril 1848 dans le département de l'Oise (n°s 263 à 264), p. 64. — C) DUPONT-WHITE contre le Coup d'Etat du 2 décembre et l'Empire (n° 265), p. 64. — D) DUPONT-WHITE membre de la Commission de Décentralisation en 1870 (n° 266, p. 64.) — E) Articles nécrologiques (n°s 267 à 273), p. 64.	
SECTION III : Comptes rendus des ouvrages de DUPONT-WHITE, par ses contemporains (n°s 274 à 311)	66
A) Compte rendu de l'<i>Essai sur les relations du Travail avec le Capital</i> (n°s 274 à 279), p. 66. — B) Compte rendu de <i>la suppression de l'impôt du sel et de l'octroi</i> (n° 280), p. 67. — C) Compte rendu de <i>l'Individu et l'Etat</i> (n°s 281 à 291), p. 68 (1° Comptes rendus de la 1^{re} édition, n°s 281 à 286, p. 68; 2° Comptes rendus de la 2^e édition, n°s 287 à 289, p. 69; 3° Comptes rendus de la 3^e édition, n°s 290 et 291, p. 70). — D) Compte rendu de <i>la Centralisation</i> (n°s 292 à 296), p. 70. — E) Comptes rendus de la traduction préfacée de <i>la Liberté</i> de Stuart Mill (n°s 297 à 299), p. 71. — F) Comptes rendus de la traduction préfacée du <i>Gouver-</i>	

nement représentatif de Stuart mill (n^{os} 300 et 301), p. 72. — G) Comptes rendus de *La Liberté politique considérée dans ses rapports avec l'administration locale* (n^{os} 302 à 304), p. 72. — H) Annonce de la *Liberté de la Presse et le Suffrage universel* (n^o 305), p. 73.. — I) Compte rendu de *De l'équilibre en Europe* (n^o 306), p. 73. — J) Compte rendu de *Le Progrès Politique en France* (n^o 307), p. 73. — K) Compte rendu de *République ou Monarchie* (n^o 308), p. 73. — L) Compte rendu de *La République conservatrice* n^o 309), p. 74. — M) Comptes rendus de *Politique actuelle* (n^{os} 310 et 311), p. 74.

SECTION IV : Dictionnaires encyclopédiques et dictionnaires spéciaux des sciences politiques, économiques et sociales (n^{os} 312 à 325)

74

A) Allemagne (n^{os} 312 et 313), p. 74. — B) Angleterre (n^o 314), p. 75. — C) Danemark (n^o 314 *bis*), p. 75. — D) Espagne (n^o 315), p. 76. — E) Etats-Unis d'Amérique (n^o 316), p. 76. — F) France (n^{os} 317 à 323), p. 76. — G) Grèce (n^o 324), p. 77. — H) Tchéco-Slovaquie (n^o 325), p. 78.

SECTION V : Ouvrages généraux d'histoire des doctrines économiques, d'histoire et d'économie politique (n^{os} 326 à 336)

78

A) Ouvrages d'histoire des doctrines économiques et d'histoire en général (n^{os} 326 à 333), p. 78. — B) Ouvrages d'économie politique et de doctrine économique (n^{os} 334 à 336), p. 82.

SECTION VI : Ouvrages spéciaux divers, classés dans l'ordre alphabétique des noms de leurs auteurs (n^{os} 337 à 354).....

83

QUATRIÈME PARTIE : *Liste (par ordre alphabétique du nom de leurs auteurs) des autres ouvrages et articles de revue que nous avons utilisés et cités dans le présent volume*

90

· Périodiques cités

99

Index général des sources et des noms propres de personnes cités par Dupont-White dans ses ouvrages	101
PRÉFACE DE L'INDEX	103
I. POURQUOI CET INDEX A ÉTÉ ENTREPRIS..	103
(a) Premier intérêt de cet index : éclairer notre interprétation de la pensée du DUPONT-WHITE et de son évolution, p. 103. — b) Deuxième but de cet index : faciliter l'utilisation de l'œuvre de DUPONT-WHITE, p. 105. — c) Troisième but : dresser une sorte de bibliographie générale des ouvrages les plus en vogue à l'époque de DUPONT-WHITE, p. 105).	
II. COMMENT CET INDEX A ÉTÉ CONÇU. INDICATIONS SUR LA MANIÈRE DE S'EN SERVIR..	106
III. CE QU'EST CET INDEX ET CE QU'IL EUT PU ÊTRE	107
INDICATIONS SUR LA PRÉSENTATION TYPOGRAPHIQUE DU PRÉSENT INDEX (répartition des noms cités en quatre catégories; titres d'ouvrages; citations; abréviations; références)	109
INDEX	111
Etude d'ensemble des sources de Dupont-White	231
Trois grandes périodes dans l'histoire des lectures de DUPONT-WHITE	233
A. PREMIÈRE PÉRIODE, JUSQU'EN 1850 ..	235
DUPONT-WHITE n'a guère connu les mercantilistes français, dont pourtant il se rapproche à bien des égards, p. 235. — La grande figure de Colbert a beaucoup inspiré DUPONT-WHITE, p. 245. — DUPONT-WHITE s'est peu inspiré des physiocrates, au moins au point de vue économique, p. 246. — Résumé : les sources économiques antérieures aux classiques, p. 248. — Les classiques anglais : sur le plan de la théorie, DUPONT-WHITE est, à presque tous les points de vue, un disciple de Ricardo, p. 249. — L'école libérale française, p. 251. — Les adversaires du libéralisme : Sismondi, Villeneuve Bargemont et les revues socialistes. Les enquêtes de Villermé et de Buret sur la condition des ouvriers, p. 252.	

B. SECONDE PÉRIODE : DE 1850 A 1865 .. 253

Le rôle de l'histoire dans la pensée et dans l'œuvre de DUPONT-WHITE, p. 254. — La bibliothèque historique de DUPONT-WHITE, p. 255. — Les récits de voyages et d'explorations que lisait DUPONT-WHITE, p. 256. — Les lectures scientifiques de DUPONT-WHITE (biologie et histoire naturelle), p. 258. — Les ouvrages de doctrine politique contemporains de DUPONT-WHITE, p. 259. — Influence sur DUPONT-WHITE de quelques grandes figures historiques de chefs d'Etat ; Influence de Rousseau et du jacobinisme, p. 261. — Influence de l'évolution contemporaine de la législation anglaise, p. 261. Les grands théoriciens de l'absolutisme : Hobbes, p. 261. — Bossuet, p. 281. — De Bonald et de Maistre, p. 282. — Luther, Montesquieu, p. 283. — Turgot, p. 284.

C. TROISIÈME PÉRIODE : DE 1865 A LA MORT DE DUPONT-WHITE 287

ETUDE HISTORIQUE SUR LA VIE ET L'ŒUVRE DE DUPONT-WHITE — TOME I, LA JEUNESSE DE DUPONT-WHITE ET SES TRAVAUX ÉCONOMIQUES (1807-1851) 289

Chapitre premier

La vie de D.-W. jusqu'à l'Essai sur les Relations du Travail avec le Capital (1807-1843). 291

PLAN 291

SECTION I : *La famille de D.-W.*..... 292

Les lointains ancêtres, p. 292. — Les parents de D.-W, leur jeunesse et leur mariage, p. 293 ; le père de D.-W, p. 295 ; sa mère, son frère, sa sœur, p. 297.

SECTION II : *Enfance de D.-W. Ses études secondaires* 299

Naissance et petite enfance de D.-W. p. 299. — D.-W. collégien, p. 300.

SECTION III : *D.-W. étudiant en philosophie et en droit. Influence des éclectiques. Il perd la foi religieuse et devient républicain....* 302

Importance de cette période de la vie de D.-W. Ce qu'il gardera de son éducation fa-

miliale, p. 302. — Contraste : nouveau milieu, nouvelle vie, p. 304. — D.-W. et le mouvement romantique, p. 305. — D.-W. devient libéral et républicain, p. 308. — Il abandonne la foi et la pratique religieuses, p. 309. — Les cours de philosophie à la Sorbonne, p. 310. — D.-W. élève des éclectiques, p. 311. — A-t-il été l'élève d'Auguste Comte ?, p. 315. — Les études de droit, p. 316. — Premier voyage en Angleterre, p. 317.

SECTION IV : *Les barricades de 1830. D.-W. à la Garde Nationale* 318

D.-W. prend part à la Révolution de 1830, p. 318. — Une lettre de D.-W. à son frère après les événements de 1830, p. 319. — D.-W. garde national, p. 320. — Curieuse lettre à son frère : D.-W. souhaite la guerre, p. 322.

SECTION V : *D.-W. avocat* 324

D.-W. inscrit au barreau de Paris. Secrétaire de Dupin aîné, p. 324. Achète une charge d'avocat à la Cour de Cassation (1836), p. 326. — Le mémoire du sieur Subervielle, p. 326. — Second voyage en Angleterre, p. 328.

SECTION VI : *Mariage de D.-W. (1840). Il abandonne toute activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à ses études* 328

La femme de D.-W., p. 328. — Naissance de M^{me} Carnot, p. 329. — Visite de la filature de Rouen, p. 331. — Ce que lit D.-W. à cette époque, p. 331. — Il revend sa charge et ne vivra plus que pour ses études, p. 331. — Conclusion du chapitre, p. 333.

Chapitre II

L'Essai sur les Relations du travail avec le capital (1846). — *De la suppression de l'impôt et de l'octroi* (1847) 335

PLAN 336

SECTION I : *Le manuscrit sur les Profits et les Salaires* 337

Circonstances dans lesquelles fut entrepris ce mémoire, p. 337. — Dans quel esprit D.-W. aborde son sujet, p. 338. — Le principe de l'hostilité des profits et des salaires, p. 345. — Réponse aux objections contre le

principe d'hostilité : Première objection : C'est le consommateur, non le capitaliste, qui fait les frais de la hausse des salaires et qui profite de leur baisse, p. 346. — Deuxième objection : Une grande prospérité profite à la fois aux ouvriers et aux capitalistes. — Troisième objection : La hausse des profits entraîne une augmentation de la demande du travail favorable au taux des salaires, p. 350. — Conclusion de l'introduction, p. 352. — Premier chapitre : Les salaires dépendent du rapport des capitaux à la population, p. 353. — Deuxième chapitre : « Des oscillations que cette loi comporte », D.-W. combat vigoureusement la loi de Malthus, p. 395. — Troisième chapitre : « De l'influence des prix des denrées de première nécessité sur les salaires et les profits », p. 364. — La loi d'airain renforcée, p. 365. — La hausse continue des prix des denrées alimentaires est une loi naturelle, p. 375. — Contre le protectionnisme agraire, p. 376. — La théorie de la rente foncière, p. 378. — Quatrième chapitre : « Comment l'impôt agit sur les salaires et conséquemment sur les profits », p. 380. — Conclusion du mémoire : la loi d'hostilité, p. 381. — Atténuations au principe d'hostilité, p. 383. — Légitimité du capital, p. 384. — Il est plus important d'avoir une juste répartition qu'une production abondante, p. 385. — Les lois dynamiques de la répartition, p. 386. — On ne peut laisser aux ouvriers le soin de remédier à tous les maux, p. 389. — L'intervention de l'Etat, p. 389. — Deux remarques rassurantes, p. 391. — Le paradoxe de D.-W., p. 392. — Présentation matérielle du manuscrit, p. 395. — Les concurrents, p. 395. — Le Jury de concours, p. 396. — Le rapport de Passy, p. 398. — Les défauts du Mémoire, p. 403.

SECTION II : *L'article du « Journal des Economistes », sur l'intervention de l'Etat dans les relations du travail avec le capital* (1846)

406

Les limites naturelles de l'intervention de l'Etat, p. 407. — D.-W. ancêtre du parti radical-socialiste, p. 410. — Réformes scolaires, p. 412. — Assistance publique et assurance contre les crises, p. 414.

SECTION III : *L'Essai sur les relations du travail avec le capital* (1846) 416

Plan de l'essai, p. 416.

A) — La partie théorique (réédition corrigée et complétée du *Mémoire sur les Profits et les Salaires*'), p. 417.

Progrès réalisés, p. 417. — Le procès des machines, p. 421. — Encore la loi d'hostilité, p. 426. — Exceptions au principe, p. 428. — Théorie des crises, p. 429. — Théorie de l'inégalité du contrat de travail, p. 431.

B) — La partie normative, p. 432.

Les fondements de l'intervention de l'Etat, p. 432. — Réponse aux objections contre l'intervention de l'Etat, p. 435. — Théorie de la propriété, p. 438. — Association et métayage, p. 438. — Explication de l'accroissement des dépôts dans les Caisses d'épargne, p. 441. — L'intervention de l'Etat en Angleterre, p. 441. — Comment l'Etat doit intervenir dans les relations du travail avec le capital, p. 442. — Le suffrage universel, p. 442. — La conclusion pessimiste de l'Essai, p. 444. — Coup d'œil d'ensemble sur l'« Essai », p. 445.

SECTION IV : *Comment fut accueilli l'« Essai sur les relations du travail avec le capital »* 446

A) L'accueil des socialistes, p. 447.

Une lettre de P. Leroux, p. 447. — Compte rendu de P. Leroux dans la « Revue sociale », p. 448. — Une lettre d'un collaborateur de la « Revue Indépendante », 449. — Le compte rendu de Pecqueur, p. 450.

B) L'accueil des libéraux et des conservateurs p. 456.

J. Garnier croit à une évolution des opinions de D.-W. au cours de la rédaction de l'« Essai », p. 456.

Comment nous expliquons l'apparente contradiction entre l'audace de la partie critique et la timidité de la partie constructive dans l'« Essai », p. 459. — J. Garnier essaye de définir l'école à laquelle il convient de rattacher D.-W., p. 459. — J. Garnier fait la

critique des statistiques et des argumentations de D.-W., p. 462. — Il défend Malthus, p. 463. — Réponse de D.-W. au sujet de Malthus, p. 465. — Réponse de J. Garnier, p. 466. — Lettres de Blanqui et de Théodore Fix, p. 469. — Compte rendu de Potherat de Thou dans le « Moniteur », p. 470. — Compte rendu de Louis Alloury dans le « Journal des Débats », p. 474. — Comment Stuart Mill jugea l'« Essai » en 1861, p. 475.

SECTION V : *L'originalité de l'« Essai sur les relations du travail avec le capital ».* — *Son intérêt historique et doctrinal*

476

L'« Essai » fut éclipsé par les œuvres postérieures de D.-W., p. 476. — 1° Intérêt des positions théoriques adoptées par D.-W., p. 477. — 2° La révolte de D.-W. devant la théorie libérale. D.-W. enfant terrible de Ricardo, p. 478. — 3° Nouveauté de l'interventionnisme réformiste de D.-W., p. 480. — L'école sociétaire, p. 480. — Le Saint-Simonisme, p. 481. — Proudhon, p. 482. — Louis Blanc, p. 482. — Sismondi, p. 483. — Pecqueur, p. 484. — Le manifeste communiste, p. 485. — Si D.-W. échappe à la fois à l'optimisme des libéraux et à la foi révolutionnaire des socialistes, c'est qu'il croit à l'égoïsme indéracinable des hommes, p. 485. — 4° place de l'« Essai » dans l'évolution de la pensée de D.-W.

SECTION VI : *De la suppression de l'impôt du sel et de l'octroi (1847)*

488

La controverse au sujet de l'impôt du sel, p. 488. — La controverse autour des droits d'octroi, p. 493. — Les principes généraux de la politique fiscale selon D.-W., p. 495. — Impôts directs, p. 497. — Impôt foncier, p. 498. — Taxes mobilières, p. 499. — Il faut imposer le capital associé, p. 501. — Impôts sur les monopoles légaux ou naturels, p. 501. — Impôts indirects, p. 503. — Droits de douane, p. 508. — Taxes sur le luxe, p. 506. — Impôt du sel, droits d'octroi, droits sur les boissons, p. 506. — Bilan des réformes fiscales que propose D.-W., p. 508. — Le compte rendu d'Eugène Daire dans le « Journal des Economistes ».

SECTION VII : *Conclusion et transition*

511

Chapitre III

<i>La République de 1848</i>	515
------------------------------------	-----

PLAN	515
------------	-----

SECTION I : <i>Considérations générales ; premières réactions de DUPONT-WHITE</i>	517
---	-----

Rôle de la déception de 1848 dans l'évolution de la pensée de DUPONT-WHITE, p. 517. — Devant l'absence à peu près totale de documents, nous en sommes réduits à des conjectures, p. 518. — DUPONT-WHITE eût sans doute préféré que la France fit l'économie de cette révolution, p. 520. — Il ne put sans doute échapper à la vague contagieuse d'enthousiasme des premiers jours, p. 523. — Mais, en vrai classique, il ne dut pas aimer les explosions sentimentales qui suivirent la Révolution de Février, p. 524. — En bon aristocrate, il méprisait la démagogie, p. 525. — En bon propriétaire, il répudiait le socialisme, p. 526. — Toutefois, DUPONT-WHITE soutiendra la République et la servira, p. 528.

SECTION II : <i>DUPONT-WHITE membre de la Commission du Luxembourg (3 mars-16 mai 1848)</i>	529
---	-----

Louis Blanc organise la Commission de Gouvernement pour les Travailleurs, p. 529. — Les travaux de la Commission, p. 530. — Difficultés qu'elle rencontre, p. 531. — La séance du 20 mars où DUPONT-WHITE intervint contre Wolowski, p. 537. — DUPONT-WHITE est chargé d'examiner les projets de réformes reçus par la Commission, p. 532. — Bilan de l'activité de la Commission, p. 532. — L'exposé général de Vidal et Pecqueur, p. 533. — Inquiétudes probables de DUPONT-WHITE, p. 534. — Dissolution de la Commission, p. 535.

SECTION III : <i>DUPONT-WHITE candidat aux élections à la Constituante dans l'Oise (23 avril 1848) et aux élections complémentaires dans la Seine (4 juin 1848) ; secrétaire général au ministère de la justice (14 mai-22 juillet 1848) ; nommé préfet de l'Aude (31 octobre 1848), il refuse</i>	536
--	-----

DUPONT-WHITE candidat dans l'Oise, p. 536. — Sa proclamation électorale, p. 539. —

Echec de DUPONT-WHITE, p. 543. — DUPONT-WHITE est nommé secrétaire général au ministère de la Justice, p. 544. — D.-W. candidat dans la Seine lors des élections complémentaires du 4 juin 1848, p. 545. — D.-W. donne sa démission de secrétaire général au ministère de la Justice, p. 546. Lettre de POTHERAT DE THOU à Théodore DUPONT-WHITE, p. 547. — D.-W. est nommé préfet de l'Aude (31-8-48); il refuse, p. 548. — Dans quel esprit D.-W. suivra désormais le développement des événements, p. 551.

SECTION IV : *Cinq articles de D.-W. dans la Liberté de penser ; trois articles dans La politique nouvelle*

553

Les idées et la rédaction de *la Liberté de penser*, p. 553. — Principaux collaborateurs, p. 554. — La tendance centrale de la revue, c'est l'anticléricalisme, p. 555. — Importance des cinq articles que D.-W. donna à *la Liberté de penser*, p. 555.

A) Premier article : *De l'influence des gouvernements sur les progrès matériels des sociétés* p. 556.

D.-W. rend compte d'une brochure anonyme sur les chemins de fer, p. 556. — La question des chemins de fer sous la République de 1848, p. 557. — Campagne d'opinion en faveur du rachat, p. 558. — Le projet de réforme développé dans la brochure anonyme qu'analyse DUPONT-WHITE, p. 560. — D.-W. accepte ce projet pour des raisons d'opportunité mais répudie les principes individualistes sur lesquels il se fonde, p. 561. — D.-W. fait la critique de l'interprétation individualiste de l'Histoire, p. 562. — Le laissez-faire n'est pas la cause de la prospérité anglaise, p. 563. — Importance du caractère national ; la doctrine individualiste serait d'une application particulièrement funeste en France, p. 564. — En Angleterre même, l'Etat intervient, p. 566. — Importance de cet article ; comment il annonce déjà les grands ouvrages de D.-W. : *l'Individu et l'Etat* et *la Centralisation*, p. 567.

B) Second article : *Compte rendu DES HARMONIES ÉCONOMIQUES de Bastiat*, p. 568.

Les *Harmonies* ont été écrites pour justifier le capitalisme qui s'ébranlait, p. 568. —

Bastiat reconstruit l'économie politique sur une nouvelle conception de la valeur, p. 569. — Théories et doctrines, p. 570. — La théorie de la valeur chez Ricardo, p. 571. — Comment les socialistes ont utilisé la théorie ricardienne de la valeur, p. 574. — La conception de Bastiat : La valeur-service, p. 577. — La loi des profits et des salaires selon Bastiat, p. 580. — Les réactions de D.-W. à la lecture des *Harmonies*, — La valeur-service est une doctrine immorale, dit D.-W., p. 583. — Il ajoute : La valeur-service est une théorie fausse, p. 585. — D.-W. fait sien la théorie ricardienne de la valeur-travail, p. 585. — Jusqu'où va l'exception à la valeur-travail que constitue la rente ; jusqu'à quel point légitime-t-elle le socialisme, p. 586. — Contre la doctrine du laissez-faire, p. 589. — La propriété a surmonté, au cours des siècles, d'autres attaques que celles de la démocratie sous la seconde République : il ne faut pas s'effrayer, p. 591. — Conclusion sur le *Compte rendu des Harmonies économiques* de DUPONT-WHITE, p. 592.

C) Troisième article : Du projet de loi sur le crédit foncier, p. 594.

Les difficultés de l'agriculture pendant la seconde République, p. 594. — Progrès de la culture extensive ; recul de la culture intensive : les agriculteurs manquent de capitaux et de crédit, p. 595. — Le crédit foncier en Allemagne, p. 596. — Les obstacles économiques auxquels se heurte naturellement le crédit foncier, p. 598. — Raisons du succès du crédit foncier en Allemagne ; pourquoi au contraire il échouerait en France, p. 599. — Les emprunteurs français achèteraient de nouvelles terres plutôt que d'améliorer les anciennes, p. 600. — Les capitaux français sont méfiants : ils ne voudraient pas s'employer au crédit foncier, p. 601. — D.-W. qui jadis faisait de la hausse progressive du prix des grains une loi naturelle croit maintenant à un mouvement durable de dépréciation des produits agricoles, p. 601. — D.-W. reproche au projet de loi de refuser au crédit foncier la garantie de l'Etat, p. 603.

D) Quatrième article : Le libre échange, p. 605. — La querelle du libre échange sous la seconde République, p. 605.

Ce que D.-W. avait dit du commerce international dans ses premiers ouvrages, p. 608. — Le présent article est une charge à fond contre le libre échange, p. 608. — Le protectionnisme est le principe, le libre échange est l'exception, p. 609. — Le libre échange rend impossible toute prévision de la demande, et tend à rendre permanent le déséquilibre économique, p. 610. — Une parenthèse : l'application des théories de D.-W. à la crise actuelle, p. 611. — Les ouvriers seraient les premières victimes de l'instabilité générale qui résulterait du libre échange, p. 613. — D.-W. considère ici le libre-échangisme britannique comme un attentat contre les droits les plus sacrés des ouvriers, p. 615. — Le libre échange serait particulièrement funeste pour la France, p. 615. — La nation-unité économique naturelle, p. 617. — Le libre échange n'est pas une garantie de paix universelle, p. 619. Eloge de la guerre comme moyen de civilisation, p. 621. — En septembre 1851 D.-W. propose à *la Liberté de penser* un article sur les banques, p. 623.

E) Cinquième article : Etude sur l'impôt, p. 624.

Les campagnes pour l'impôt personnel, pour l'impôt progressif, pour l'impôt général sur le revenu, pour l'impôt sur le capital, p. 624. — Sous l'influence des événements il adopte maintenant une position plus conservatrice que dans *De la suppression de l'impôt du sel et de l'octroi*, p. 625. — Le jeu imprévisible de l'incidence, p. 626. On ne saurait pourtant renoncer à toute préoccupation de justice fiscale, ni à toute considération des droits des individus, p. 628. — 1° L'impôt proportionnel est contraire aux intérêts de l'Etat, p. 629. — 2° L'impôt personnel est attentatoire à la liberté de l'individu, p. 630. — Analyse du régime fiscal français, p. 632. — « La justice n'a rien à voir dans un impôt sur les choses. », p. 633. — Cependant l'impôt doit épargner les choses de première nécessité, p. 634.

F) Trois articles dans « *La Politique nouvelle* », p. 635.

Ce qu'était « *La Politique nouvelle* », p. 635. — L'article de D.-W. sur le budget des Cultes, p. 637.

<i>SECTION V : Le coup d'état du 2 décembre. Jugements rétrospectifs de D.-W. sur la Révolution et la République de 1848</i>	641
D.-W. offre asile dans sa maison au Comité de résistance, p. 641. — Comment D.-W. jugea plus tard la Révolution et la République de 1848, p. 643. — Jugements sur la Monarchie de Juillet, p. 644. — Les causes de la Révolution de 1848, p. 646. — Elle fut une faute et une sottise, p. 647. — Les vices de la Constitution de 1848, p. 648.	
<i>SECTION VI : Conclusion</i>	649
D.-W. est fils de 1793 et de 1830, non de 1848, p. 649. — A prêté son concours à la Seconde République avec plus de loyalisme que d'enthousiasme, p. 649. — Les leçons que D.-W. tira de l'échec de 1848, p. 650. — Après 1848 l'objet principal de ses préoccupations n'est plus la défense des classes ouvrières mais l'exaltation de l'Etat, p. 651.	
Index des noms cités dans le présent volume	653
Table des matières	661

